



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**17e Législature — 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 25 février 1930**

**1930**

**Texte établi par Louis Audet, Christian Blais  
et Josée Levasseur**

---

**Orateur : l'honorable Télesphore-Damien Bouchard**







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**17e Législature - 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 25 février 1930**

**1930**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**17e Législature — 3e session**

**Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 25 février 1930**

**1930**

**Texte établi par Louis Audet, Christian Blais  
et Josée Levasseur**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

### Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Louis Audet Christian Blais Josée Levasseur
<b>Introduction :</b>	Christian Blais
<b>Traduction:</b>	Mireille Belisle Geneviève Gagnon Linda Shan Jones
<b>Révision et édition:</b>	Marie Auger Donald Chouinard Michel Rhéaume
<b>Indexation:</b>	Monique Fortier
<b>Collaboration:</b>	Danielle Bernier Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 1er trimestre 2010  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23867-5  
ISSN 0847-4273  
15 \$

### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique

### Le Québec de 1930, un bref survol

Le 7 janvier 1930, quand s'ouvre la 3<sup>e</sup> session de la 17<sup>e</sup> Législature, le Québec est dans une situation économique sans pareille. Comme partout ailleurs dans le monde occidental, la population québécoise est encore ébranlée par le krach boursier de *Wall Street*, qui a entraîné dans son sillage la chute des cours de toutes les autres bourses mondiales. Depuis le célèbre « jeudi noir », survenu le 24 octobre 1929, les faillites se succèdent à un rythme effréné tandis que les industries font de nombreuses mises à pied à travers la province et dans le pays tout entier.

Malgré la situation criante, la dépression est encore trop récente pour que politiciens et financiers ne s'en inquiètent trop. Cette crise est un peu plus grave que celles connues antérieurement, mais d'aucuns croient qu'elle va se résorber sous peu; la récession est considérée comme une phase cruelle, mais cyclique du système capitaliste. C'est pourquoi le thème de la crise économique ne sera abordé que de manière sporadique durant les débats de l'Assemblée législative de 1930.

Lorsque survient la Grande Dépression, le Québec est déjà une société urbaine et industrielle. La population totale est évaluée à 2 830 000 habitants<sup>1</sup>. En dépit de l'exode massif et continu des ruraux vers les États-Unis, le monde rural conserve un poids démographique signifiant, puisque 40 % de la population y vit toujours<sup>2</sup>.

Dans les comtés de la province, la majorité des électeurs appuient les libéraux. À toutes les élections générales depuis 1897, les « rouges » sont reportés au pouvoir. En gros, la politique du Parti libéral est de favoriser le développement industriel du Québec par l'exploitation de ses ressources naturelles<sup>3</sup>. Les conservateurs, en revanche, s'inquiètent de cet état de fait : ils continuent inlassablement à dénoncer la vente de ces ressources à des intérêts qui sont principalement américains. C'est, en somme, ce même credo, avec la crise économique en toile de fond, qui meuble la session parlementaire de 1930.

### Les parlementaires

Des changements notables transforment la composition de la Chambre d'assemblée. D'abord, un nouvel orateur est élu à la première séance en remplacement d'Hector Laferté qui occupait cette fonction depuis janvier 1928. Téléphore-Damien Bouchard, après avoir été Orateur suppléant de l'Assemblée pendant deux années consécutives, occupera le fauteuil présidentiel jusqu'en 1935. Irénée Vautrin, lui, est élu Orateur suppléant le 22 janvier 1930 et demeurera en fonction jusqu'en 1934.

Si Louis-Alexandre Taschereau demeure premier ministre et procureur général du Québec depuis 1920, en face de lui, ce ne sera plus Arthur Sauvé qui occupera la fonction de chef de l'opposition. C'est Camillien Houde, député conservateur de Montréal-Sainte-Marie, qui lui a succédé.

Rappelons que les dernières élections générales avaient porté un dur coup au Parti conservateur. Les 20 députés élus en 1923 sont passés à 9 au sortir du scrutin de 1927. Plusieurs militants conservateurs, surtout des anglophones, tenaient leur chef comme le principal responsable de cette débandade<sup>4</sup>. Pour faire taire la grogne, Sauvé remet officiellement sa démission le 9 juillet 1929, après avoir été à la tête du parti pendant 13 années consécutives. Il demeure cependant dans les rangs conservateurs à titre de représentant de Deux-Montagnes. Après la présente session, le 11 juillet 1930, il démissionnera comme député pour se présenter au fédéral où, de 1930 à 1935, il agira comme ministre des Postes dans le cabinet conservateur de Richard Bedford Bennett.

Le 10 juillet 1929, à la convention conservatrice de Québec, Camillien Houde avait été choisi à l'unanimité pour succéder à Sauvé. Réputé pour être prompt et incisif lorsqu'il était simple député, le « p'tit gars de Sainte-Marie » tentera dorénavant de contenir son caractère bouillant pour agir avec plus de tact avec ses adversaires; cela ne l'empêchera pas cependant de

dénoncer vertement ce qu'il considère comme des injustices. Son programme politique est clair; il le résume en trois slogans à l'image de son style coloré et de son antipathie envers le Parti libéral qu'il juge corrompu après 32 années au pouvoir : « 1. Dehors la clique ; 2. Plus vite que ça ; 3. Ça presse<sup>5</sup>. »

Houde est également maire de Montréal depuis 1928. Durant les débats de l'Assemblée législative, des députés ministériels lui reprochent souvent d'occuper un « double mandat », d'autant plus qu'en 1930 des élections municipales ont lieu à Montréal et que le chef de l'opposition s'absente à l'occasion de Québec pour mousser sa réélection à la mairie. Ironiquement, c'est Sauvé qui le remplace alors, ce qui provoque parfois des quiproquos amusants. Par exemple, à la séance du 20 mars 1930, Taschereau s'adresse à Sauvé comme suit :

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition...

(Rires.)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Certainement.

(Rires.)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, en effet. Je demande pardon à l'honorable député des Deux-Montagnes de lui donner le titre. Mais, il y a 15 ans que je vois mon honorable ami devant moi et « chassez le naturel, il revient au galop ». [...]

(Rires.)

D'ailleurs, je suis presque forcé d'appeler l'honorable député des Deux-Montagnes chef de l'opposition car l'autre [Camillien Houde] ne vient pas souvent.

Précisons que le 7 avril 1930, soit trois jours seulement après la prorogation, Houde est réélu maire de Montréal. Son principal opposant, James Arthur Mathewson (le futur député libéral de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, 1939-1948, et trésorier de la province, 1939-1944), est alors défait par plus de 42 000 votes<sup>6</sup>.

Au Conseil exécutif, à la suite du remaniement effectué par Taschereau le 24 avril 1929, de nouvelles personnalités joignent le cabinet alors que d'autres changent de portefeuille. Après avoir été ministre de l'Agriculture pendant près de 20 ans, Joseph-Édouard Caron quitte son poste ainsi que le comté de L'Islet pour devenir vice-président de la Commission des liqueurs. Même s'il est déjà gravement malade, Joseph-Léonide Perron, conseiller législatif et ministre de la Voirie démissionnaire, lui succède; ce sera d'ailleurs son dernier labeur, puisque celui-ci mourra en fonction le 20 novembre 1930. L'ancien président Hector Laferté, pour sa part, est nommé ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en remplacement de Joseph-Édouard Perrault qui occupait cette fonction depuis 1919. Perrault, quant à lui, hérite du ministère de la Voirie.

Quelques jours après ce remaniement ministériel, soit le 1<sup>er</sup> mai 1929, Joseph-Charles-Ernest Ouellet, député de Dorchester, devient ministre sans portefeuille. Puis, le 12 septembre 1929, l'avocat Andrew Ross McMaster est assermenté comme trésorier de la province en remplacement de Jacob Nicol, député de Compton, qui accède au Conseil législatif. Enfin, le 5 décembre 1929, le vénérable Narcisse Pérodeau, 78 ans, ex-lieutenant-gouverneur nouvellement devenu leader du Conseil législatif, est lui aussi nommé ministre sans portefeuille dans le cabinet de Taschereau.

Cinq élections partielles consécutives permettent à deux nouveaux ministres et à trois nouveaux députés libéraux de combler les districts vacants et, par le fait même, de siéger à l'Assemblée législative dès l'ouverture de la nouvelle session parlementaire. Le 30 septembre 1929, l'honorable McMaster remporte le collège électoral de Compton; plus tard, le 16 novembre 1929, l'honorable Perron est élu dans le comté de Montcalm en remplacement de Joseph-Ferdinand Daniel qui, tout comme Jacob Nicol, avait accepté un siège au Conseil législatif. Dans le comté de Richelieu, l'élection du 28 octobre 1929 permet à Joseph-Célestin-Avila Turcotte de succéder à Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière. Pour ce qui est des comtés de

L'Islet et de Beauce, l'opposition conservatrice ne présentera aucun candidat pour tenter de remplacer Élisée Thériault et Hugues Fortier, les deux députés libéraux sortants. Le 13 mai 1929, Joseph-Adélard Godbout – futur premier ministre – remporte donc le comté de L'Islet et Joseph-Édouard Fortin, élu le 9 décembre 1929, devient député de Beauce. Seul le comté de Maskinongé demeure vacant tout au long de la session à la suite de la mort de Joseph-William Gagnon survenue le 17 décembre 1929. En somme, 84 députés sur un total de 85 siègent en Chambre en 1930.

Les libéraux détiennent une forte majorité à l'Assemblée. En 1930, on dénombre 73<sup>7</sup> députés du côté ministériel (74 en comptant celui de Maskinongé); les députés de l'opposition, eux, ne détiennent que 11<sup>8</sup> sièges. Mais encore, cette opposition sera affaiblie à mi-parcours par la perte d'un de ses membres et non le moindre. Le 25 février 1930, au début de la séance du soir, Maurice Le Noblet Duplessis ressent un malaise à l'estomac. Il en fait alors part au Dr Pierre Gauthier, député libéral de Portneuf, qui siège derrière lui, et ce dernier lui donne aussitôt les premiers soins dans le bureau du chef de l'opposition. Le lendemain, Duplessis sera opéré de l'appendice à l'hôpital Saint-Sacrement et devra s'absenter pour la durée de la session. Les quotidiens rapportent la nouvelle avec déférence, car tous s'entendent sur la rapidité d'esprit et sur les talents d'orateur du jeune député de Trois-Rivières. Plusieurs lui prédisent déjà un brillant avenir. Dans un discours qu'il prononce à la séance du 22 janvier 1930, le non moins estimé Athanase David, secrétaire de la province, présente même Duplessis comme « le futur chef de l'opposition ».

### **Le discours du trône**

Le 7 janvier 1930, lors de l'ouverture de la session, le lieutenant-gouverneur Henry George Carroll prononce le discours inaugural. Puisqu'il a été assermenté le 4 avril 1929 pour succéder à feu Lomer Gouin, c'est la première fois qu'il préside cette cérémonie.

Dans son discours d'ouverture, le lieutenant-gouverneur du Québec présente les principales orientations qu'entendent réaliser le premier ministre et son cabinet au cours de la session. Mais avant, en dépit de la récession, Carroll brosse un portrait des plus encourageants de la situation économique québécoise. Il en veut pour preuve les revenus de la province qui s'accroissent sans cesse et, d'un même élan, annonce que les surplus dégagés serviront au développement de la province.

Parmi les projets évoqués, le gouvernement entend diminuer les taxes sur les successions modestes et exempter de tout impôt les legs destinés à certains hôpitaux. À propos des mesures sociales à suivre, le gouvernement s'engage à étudier la question des divers systèmes d'assurance sociale, de placement familial et de pension de vieillesse. Puis, afin de contrer la tuberculose chez les enfants, on suggère de faire l'essai du système Grancher qui, dit-on, réussit fort bien en France. Sinon, en plus de vouloir aider les éleveurs d'animaux à fourrure, le gouvernement tend à encourager l'industrie domestique, tout particulièrement la mise en conserve des fruits et légumes.

Au cours de l'adresse en réponse au discours du trône, qui dure des semaines, de même que durant le reste de la session, l'opposition conservatrice défend ses positions avec une ardeur renouvelée. Votées à la convention de Québec les 9 et 10 juillet 1929, plusieurs orientations nouvelles motivent le Parti conservateur. Il semble que la crise économique et les trois décennies sur les banquettes de l'opposition poussent les conservateurs à être plus progressistes; ils insistent pour que l'État intervienne pour instaurer des allocations familiales, pour réformer la loi des accidents du travail, pour fixer un salaire minimum chez les hommes, pour faire cesser le travail le dimanche, pour baisser le prix de l'électricité à des taux raisonnables, pour abolir les ponts à péage et pour protéger la forêt et les autres ressources naturelles de la province. Bien que les conservateurs tentent tant bien que mal de faire valoir leurs points de vue sur le parquet de la Chambre, la majorité libérale, elle, demeure insensible à leur argumentation.

Enfin, dans son journal personnel, Carroll prend quelque distance à l'égard de « son » gouvernement. En date du 13 mars 1930, il écrit : « La session à Québec semble trop longue. Il est insensé de faire des sessions de trois mois pour le peu d'affaires dont il y a à disposer. Il me semble que si le gouvernement avait sa législation toute prête au commencement de chaque session, il y aurait une grande économie d'argent et de temps à faire. » Le lieutenant-gouverneur

est amer, d'autant qu'il sait très peu ce qui se passe au gouvernement, écrit-il, « à moins que ce ne soit par les ordres en conseil que je signe<sup>9</sup> ».

### **Les finances publiques**

Le 23 janvier 1930, le trésorier Andrew Ross McMaster prononce son premier discours sur le budget. Il le divise en trois parties : le passé, le présent et le futur.

Le passé : en ce qui concerne l'année fiscale terminée le 30 juin 1929, il rappelle que le surplus annoncé du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire s'était soldé par un excédent de plus de quatre millions de dollars. C'étaient la Voirie (21 %) et l'Instruction publique (10 %) qui avaient absorbé la plus grande part du budget de 30 millions de dollars.

Le présent : pour ce qui est de l'année fiscale terminée le 30 juin 1930, McMaster dévoile un excédent de 40 millions de dollars du passif sur l'actif de la province. Ce disant, il désire attirer l'attention de la Chambre sur « l'amélioration notable de la situation financière de la province » en prenant comme date butoir le 31 décembre 1929. Et pas un seul mot sur la crise économique en cours.

Le futur : le trésorier termine son discours en s'adressant à la Chambre en français. Il estime les revenus ordinaires à un montant de 36 millions de dollars. Les dépenses prévues étant de l'ordre d'un peu plus de 35 millions de dollars, il s'en dégage un surplus probable de 887 657 \$. C'est encore la Voirie et l'Instruction publique qui figurent parmi les priorités du gouvernement libéral avec 22,7 % et 9,4 % du budget. En particulier, la « politique des bons chemins », puisqu'elle facilite l'échange, pave la voie au commerce et favorise le tourisme, est considérée comme un actif majeur pour l'avenir de la province. Quant à l'agriculture, avec une part de 7,5 % du budget, le trésorier – de concert avec le ministre de l'Agriculture – entend « aider le cultivateur à s'aider lui-même », ce qui résume d'une certaine manière la politique du gouvernement à l'égard de la classe agricole.

### **Faits saillants de la session**

Plus de 200 projets de loi sont mis à l'étude au cours de la session. Parmi les bills étudiés, de grands débats ont été soulevés sur des questions plutôt controversées à l'époque. D'autres méritent tout simplement d'être évoqués pour montrer la réelle volonté de certains parlementaires de faire progresser la société.

### **L'éducation des enfants juifs**

La question concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque à Montréal a certainement été celle qui a soulevé le plus de passion dans la société québécoise d'alors. Il faut savoir que, depuis 1832, les Juifs sont admis au Québec comme des citoyens à part entière. Or, le texte de la Confédération canadienne ne prévoit pas de droits scolaires pour cette communauté. Seuls les catholiques et les protestants ont ce privilège. Pour pallier cette lacune, l'Assemblée législative adopte, en 1903, une première loi décrétant que les Juifs devront dorénavant, pour des fins scolaires, être traités de la même manière que les protestants. Ils n'obtiennent cependant pas le droit de siéger au conseil scolaire et aucun professeur juif n'est engagé. En 1925, quand un jugement de la Cour d'appel du Québec déclare que la loi de 1903 est inconstitutionnelle et que, l'année suivante, la Cour suprême et le Conseil privé en arrivent au même constat, le problème est de nouveau soumis aux législateurs<sup>10</sup>.

En 1930, à Montréal, la communauté juive est estimée à près de 60 000 individus, dont 12 000 enfants en âge d'aller à l'école. Puisque le jugement de la Cour suprême indique que la Législature de Québec a le pouvoir d'instituer des écoles séparées pour les Juifs, le premier ministre Taschereau et Athanase David, secrétaire et registraire, demandent à Peter Bercovitch, député juif du comté de Montréal-Saint-Louis, de rédiger un projet de loi.

Le bill 39 propose donc la création d'une commission scolaire juive financée par des taxes scolaires juives. Le projet de loi prévoit toutefois la possibilité de négocier une entente

avec la commission scolaire protestante, ce qui éviterait la fondation d'écoles juives. Les commissaires juifs disposeront d'une année pour parvenir à un arrangement<sup>11</sup>.

Avant même que le projet de loi soit mis à l'étude, les plus hautes autorités ecclésiastiques font part de leurs inquiétudes. Le 18 mars 1930, dans une lettre ouverte adressée au premier ministre, le cardinal et archevêque de Québec, Raymond-Marie Rouleau, écrit qu'il redoute que cette faveur accordée aux Juifs ne soit exigée plus tard, « sous de mêmes prétextes, à d'autres confessions religieuses ou même par des sectes anti-religieuses<sup>12</sup> »; pis encore, il anticipe déjà le jour où le gouvernement tentera de créer des écoles neutres. Après une rencontre avec les évêques, Taschereau et David réussissent à dissiper certaines craintes exprimées par le clergé.

Étudié en deuxième lecture puis en comité plénier le 1<sup>er</sup> avril 1930, le bill concernant l'éducation des enfants de croyance judaïque à Montréal suscite un débat des plus intéressants. Si la majorité des parlementaires souhaitent l'adoption du projet, nombre d'entre eux espèrent néanmoins en arriver à un compromis.

En prenant la parole, David, le parrain du bill, fait valoir que ce projet « est la reconnaissance du droit des parents à l'éducation de leur enfant », ce qui ne l'empêche pas d'exprimer l'espoir que protestants et Juifs puissent trouver dans la loi qu'il propose « une base d'entente qui leur permettra de trouver un système scolaire leur permettant de travailler ensemble pour le plus grand bien de leur province et de l'avenir du Canada tout entier ». Dans son discours, Bercovitch avoue qu'il regrette qu'il y ait eu des frictions entre les Juifs et les membres de la Commission des écoles protestantes de Montréal. Bien qu'il soit en parfait accord sur le principe de pouvoir créer un système scolaire juif, il est prêt à entamer de nouveaux pourparlers afin de régler les conflits qui opposent les deux parties. Ces propos sont ensuite appuyés par le trésorier Andrew Ross McMaster qui, lui aussi, avoue être « heureux que le bill ne ferme pas la porte au maintien des relations entre juifs et protestants en matière scolaire ».

Selon Taschereau, « la province de Québec écrit l'une des plus belles pages de son histoire ». Cherchant à apaiser les dernières craintes de la population envers ce projet, il aborde d'entrée de jeu le sujet des écoles confessionnelles. Le premier ministre est clair : le bill 39 a pour objectif d'empêcher la création d'écoles neutres. Puis, après s'être joint à l'opinion de ses prédécesseurs pour que les Juifs poursuivent leur éducation dans les écoles protestantes, il ajoute :

Si vous créez ainsi vos propres écoles, vous serez seuls et comme dans une réserve, loin de tous, cela prendra bien des années avant de vous pénétrer de la vie canadienne et de devenir des Canadiens. Mais, en face du problème à résoudre, nous vous donnons ces écoles. Si rien d'autre n'est possible, créez vos propres écoles. Vous aurez ainsi les mêmes droits que les catholiques et les protestants quant à la perception des taxes scolaires. Je vous souhaite succès si vous devez fonder votre système scolaire en cette province.

Chez les conservateurs, le général Charles Allan Smart, député de Westmount, ainsi qu'Aldéric Blain, député de Montréal-Dorion, prennent la parole. Alors que Smart partage sensiblement les mêmes idées que les libéraux, Blain, lui, fait montre de plus d'appréhensions. Par voie d'amendement, il propose une motion incitant la Chambre à ne légiférer sur le sujet que lorsque le Conseil de l'instruction publique aura été consulté. La motion est rejetée par la grande majorité des parlementaires présents, toutes allégeances confondues.

Le lendemain, le bill est adopté en troisième lecture sans discussion pour être finalement sanctionné à la séance du 4 avril. Dans un communiqué, le cardinal Rouleau dira que « les évêques et le gouvernement ont toujours été d'accord sur le principe de donner aux Juifs de l'île de Montréal des écoles selon leurs convictions religieuses<sup>13</sup> ».

Bref, c'est la crainte de voir la création d'un ministère de l'Instruction publique qui motive le clergé à redouter la mise sur pied d'un système scolaire juif. Mais finalement, en cours d'année, les Juifs et les protestants signeront une entente : les enfants juifs fréquenteront les mêmes écoles que les protestants mais, cette fois, des professeurs juifs pourront y enseigner.

Cet accord rendant caduque la loi sur les écoles juives, le 4 avril 1931 une nouvelle loi abrogera celle votée en 1930<sup>14</sup>.

### **L'admission des femmes au Barreau**

À la fin de la Première Guerre mondiale, divers mouvements féministes se forment en Europe et en Amérique pour réclamer davantage de droits politiques<sup>15</sup>. Au Québec, Marie Lacoste-Gérin-Lajoie, présidente de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, Thérèse Forget-Casgrain, présidente de la Ligue des droits de la femme, et Idola Saint-Jean, présidente de l'Alliance canadienne pour le vote des femmes du Québec, luttent avec conviction pour faire avancer la cause féminine. Au cours de la session de 1930, ces femmes réussissent à faire inscrire à l'ordre du jour le droit de plaider et le droit de voter des Québécoises. Sur ces questions, les lignes de partis s'effacent entre les libéraux et les conservateurs; chacun livre son discours en s'appuyant sur ses convictions profondes.

Concernant l'admission des femmes au Barreau, c'est le député libéral Oscar Drouin, député de Québec-Est, qui se fait porte-parole. Depuis 1916, cette question avait été amenée en Chambre par les députés Lucien Cannon, Henry Miles et Élisée Thériault. Depuis 1920 surtout, il fallait une très grande indépendance d'esprit pour appuyer ce projet, car le premier ministre Taschereau était ouvertement opposé à tout mouvement féministe.

Frondeur de nature, Drouin n'hésite pas à joindre sa voix à celle de Mme Casgrain, initiatrice du projet, d'autant plus qu'en septembre 1929, l'éminent juriste M<sup>c</sup> Eugène Lafleur s'était prononcé en faveur de cette réforme devant le Conseil du Barreau. Sans vouloir bouleverser l'ordre établi, le Barreau annonce simplement qu'il ne s'opposera pas à admettre les femmes si le Code civil est modifié en conséquence. C'est dans ce contexte qu'est lu, le 6 février 1930, le bill 186 « modifiant la loi du Barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit ». Traditions obligent, un article du projet à l'étude précise que si les femmes étaient admises à la pratique juridique, elles devraient obtenir au préalable une autorisation de leur mari ou d'un juge<sup>16</sup>.

Le 18 et le 19 février 1930, les parlementaires se réunissent pour discuter sur la deuxième lecture du bill. Dans les galeries, Mme Casgrain et une délégation de femmes assistent à la scène. Toutes les attentes sont permises puisque quelques jours auparavant, soit le 15 février, le premier ministre avait reçu, sans le commenter, un rapport sur les droits civiques des femmes.

Drouin entame la discussion en citant comme exemple plusieurs pays qui ont accepté la femme au Barreau et rappelle que toutes les autres provinces canadiennes, sauf l'Île-du-Prince-Édouard et le Québec, permettent aux femmes d'être avocates. Il cherche aussi à démontrer que le fait d'accepter les femmes au Barreau ne bouleverserait en rien l'ordre social. Et puisque les femmes sont considérées comme des personnes à part entière selon le Conseil privé, il est donc temps, conclut-il, de leur laisser le droit de choisir la profession qu'elles veulent.

Des députés libéraux s'opposent au projet de loi. Ils disent que l'admission des femmes au Barreau est de nature à leur faire désertir le foyer et à favoriser la dénatalité et le divorce. D'autres rappellent que les professions libérales sont déjà encombrées et qu'il serait, par conséquent, illogique d'y admettre les femmes. Ces libéraux redoutent enfin que l'adoption d'un tel projet de loi pave la voie au suffrage féminin.

En contrepartie, plusieurs libéraux, prônant d'abord la défense de la justice et de la liberté, s'affichent en faveur de l'adoption du projet de loi. Leur rhétorique repose sur le fait que le Conseil du Barreau est favorable à l'admission des femmes.

Les opinions sont aussi divisées du côté de l'opposition. Des conservateurs parlent des dangers émanant du féminisme, allant jusqu'à prétendre qu'en menaçant l'autorité du père on mènera la famille et la société à la ruine. En revanche, certains conservateurs croient qu'il n'y a pas de raisons sérieuses pour refuser l'admission des femmes au Barreau. Parlant le dernier sur la question, Duplessis explique qu'il est en accord avec le principe de cette loi, mais non sur ses détails.

Finalement, le vote a lieu non pas sur le projet de loi initial, mais plutôt sur l'amendement de Lucien Dugas, député de Joliette, pour que la motion en discussion soit renvoyée à six mois. Sur un total de 66 députés présents en Chambre, 37 appuieront le report de la question.

Le 5 mars 1930, le projet de loi concernant le droit de vote des femmes (le bill 190) subira le même sort que le bill 186. Il faudra attendre encore 11 années pour que les femmes soient admises au Barreau et puissent voter au palier provincial.

### **L'agriculture**

Considérée officiellement comme étant à la « base de la prospérité de la province », une attention particulière est accordée à l'agriculture. Une multitude de nouvelles mesures sont présentées. Le gouvernement entend, d'une part, créer de nouveaux comtés dans les circonscriptions électorales jugées trop vastes, et ce, pour augmenter la représentation des agriculteurs à l'Assemblée législative. Ce projet (le bill 218) est sanctionné le 4 avril 1930 et le nombre de sièges passera de 85 à 90, aux élections générales du 24 août 1931. D'autre part, afin de permettre une coopération plus étroite entre les cultivateurs, un projet de loi (le bill 51) est mis à l'étude pour constituer en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs du Québec.

Les mesures agricoles présentées dans le discours du trône reflètent en tous points le nouveau programme d'organisation mis en branle par Perron, le ministre de l'Agriculture. De profonds changements sont prévus au sein de son ministère et les priorités sont centrées sur les quatre points suivants : agronomie, économie rurale, industrie animale et horticulture. Le département de l'Agriculture s'engage aussi à fournir des octrois additionnels pour le développement d'écoles d'agriculture et promet de construire des entrepôts frigorifiques pour la Société coopérative fédérée des agriculteurs du Québec.

### **L'affaire Cotton : débat sur la langue française**

Le 23 janvier 1930, sur une question de privilège, le chef de l'opposition, M. Houde, lit un fait divers publié dans *Le Devoir* qui, du coup, met le trésorier de la province dans l'embarras.

Une semaine auparavant, l'avocat M<sup>e</sup> Charles-M. Cotton, travaillant au bureau des impôts sur les successions, avait répondu en anglais à une demande de renseignements rédigée en français. Le notaire Dominique Pelletier demande ensuite des informations supplémentaires pour ses clients et il prie courtoisement Cotton de rédiger sa réponse en français. Bien qu'il soit lui-même francophone, Cotton se sent insulté par cette dernière requête et, dans une seconde lettre écrite en anglais, traite ses correspondants d'incultes et d'ignorants. En Chambre, Houde cherche à connaître ce que réserve Andrew Ross McMaster à cet employé.

Le trésorier tient d'abord à préciser que Cotton n'est pas un employé de son département, mais seulement un avocat qui, à l'occasion, défend des causes pour le compte du Trésor provincial. Il rapporte ensuite que Cotton regrette sincèrement cet incident et rappelle que ce dernier a écrit une lettre d'excuses au notaire Pelletier et à ses clients. Sans le vouloir, en terminant la discussion, McMaster envenime la situation davantage en affirmant que toute cette histoire a été « une espèce d'ouragan dans une tasse de thé ».

Dans les éditoriaux, on s'indigne des propos tenus par McMaster en Chambre. Les journalistes considèrent que c'est le fait français qui a été bafoué par « l'incident Cotton » et que c'est ajouter l'injure au mépris que de considérer cette affaire comme une simple « tempête dans un verre d'eau ». Tous réclament le renvoi immédiat de Cotton.

Dans les semaines qui suivent, le premier ministre reçoit de nombreuses requêtes, tant pour protester contre l'attitude de McMaster que pour demander le renvoi du controversé avocat. À la séance du 26 mars 1930, Aldéric Blain, député conservateur de Montréal-Dorion,

soulève une autre question de privilège pour dire qu'il a également reçu des requêtes sur l'affaire Cotton et somme le trésorier de donner de nouvelles explications.

Le 1<sup>er</sup> avril 1930, les conservateurs demandent que soit déposée « copie de toute correspondance, télégrammes, entre le gouvernement et toute personne depuis le 1<sup>er</sup> février 1929, concernant l'avocat Cotton ». Reprenant la parole, le trésorier prend la défense de Cotton. Quant à l'expression « ouragan dans une tasse de thé », il avoue qu'il n'aurait pas dû l'employer puisqu'elle a été jugée blessante. Il la retire donc et présente des excuses.

### **Grève de l'industrie laitière**

Le 27 février, le 12 mars et le 1<sup>er</sup> avril 1930, des parlementaires abordent la question de l'industrie laitière. Arthur Sauvé et Joseph-Olier Renaud, député conservateur de Laval, confrontent alors Joseph-Léonide Perron, ministre de l'Agriculture, sur le sujet.

La grève de l'Association des producteurs de lait survient à l'automne 1929 dans les districts de Montréal et de Terrebonne. Alléguant que leur coût de production dépasse le prix de revient, les producteurs exigent que les laitiers paient plus cher pour leur produit. Devant le refus des distributeurs de concourir à leur demande, les membres de l'Association enclenchent la grève le 1<sup>er</sup> octobre. C'est le ministre de l'Agriculture qui met fin au débrayage, le 9 octobre suivant, en proposant un compromis<sup>17</sup> : il fixe le prix de vente du lait à 28 cents le gallon pour huit mois et à 32 cents le gallon pour quatre mois<sup>18</sup>.

En Chambre, les conservateurs dénoncent cette entente : ils affirment que les compagnies paient toujours en deçà des prix fixés par le ministre. Perron indique plutôt que les distributeurs respectent les conditions établies. Il ajoute à cela que le marasme qui sévit encore dans l'industrie laitière découle de la grève. Car, depuis lors, des producteurs des Cantons-de-l'Est et de l'Ontario se sont dirigés vers les marchés montréalais et ont fait augmenter l'offre du lait par rapport à la demande. Les prix ont donc chuté considérablement.

Perron blâme aussi les producteurs d'avoir fait la grève alors qu'ils ne connaissaient pas, pour la plupart, leur coût de production. Pour leur venir en aide, le ministre fait mener une enquête à ce propos. Il veut, par cela, démontrer que les fermiers ont avantage à modifier leur méthode de production afin de rentabiliser leur ferme. L'opposition croit toutefois que ce rapport est bâclé et que les libéraux ne font rien de concret pour aider les cultivateurs à mieux gérer leur établissement. Durant les débats, les deux partis échangeront donc différents points de vue afin de régulariser la situation de l'industrie laitière dans la région de Montréal.

### **Faits cocasses, faits divers...**

Malgré les rivalités qui les opposent, les parlementaires font parfois leur travail dans la franche camaraderie, ce qui colore les débats de faits plutôt amusants. À l'inverse, certains députés plus enclins à la colère exprimeront leur désaccord avec fracas.

### **L'ours et le mouton**

Le 28 janvier 1930, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries explique, durant le comité des subsides, le pourquoi de l'abolition de la prime sur l'abattage des ours :

**L'honorable M. Laferté (Drummond) :** En 1927, l'ancien ministre de la Colonisation (M. Joseph-Édouard Perrault) avait établi une prime pour l'abattage des ours dans certaines régions. On se rappelle qu'alors le montant payé pour cette prime fut très élevé et l'on décida de suspendre cette prime parce que des gens allaient chasser les ours à 50 milles dans les bois alors que l'objet de la prime était de protéger les établissements agricoles contre les ours. L'ancien trésorier (M. Jacob Nicol) l'avait fait abolir sous prétexte que les ours ne mangeaient pas seulement les moutons mais son budget. (Rires.)

### La chasse aux marsouins

William Tremblay, le représentant ouvrier de Maisonneuve, a la réputation de souvent faire le pitre pour amuser la galerie<sup>19</sup>. À la séance du 29 janvier 1930, il ridiculise avec humour la méthode employée par le gouvernement pour diminuer le nombre de marsouins dans le fleuve et le golfe Saint-Laurent. Aussi surprenant que cela puisse paraître aujourd'hui, des aviateurs survolaient alors les populations de marsouins pour leur lancer des bombes.

**M. Tremblay (Maisonnette) :** [...] si l'honorable ministre veut se débarrasser des marsouins, je suggérerais, pour éloigner à tout jamais la gent marsouine, de les laisser monter jusqu'à Sorel, en temps d'élections partielles. Il délivrera tout le golfe! Les marsouins videraient certainement la place. (...)

(Rires.)

(...) L'honorable ministre nous a dit qu'on avait tiré un beau coup de fusil. Il a annoncé la mort officielle de 37 marsouins sur 2,000,000 et que cet exploit avait amélioré la situation. (...) Quoi qu'il en soit, si on continue le bombardement, j'espère que l'année prochaine on en tuera 38!

### Colère de William Tremblay

Mais le député de Maisonneuve n'a pas toujours le cœur à rire. Cet ancien boucher sort de ses gonds à la séance du 18 mars 1930. Il est en désaccord avec une décision rendue par Vautrin, le président du comité plénier :

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Tremblay (Maisonnette):** (S'avançant vers le centre de la Chambre) Oh! Appelez à l'ordre tant que ça vous plaira, faites-en ce que vous voudrez; arrangez ça entre vous autres. En sommes-nous au point de ne pouvoir parler davantage en cette Chambre? Est-ce que le ministre seul peut dire ce qu'il veut? Si nous ne pouvons pas obtenir justice dans cette Chambre, dites-le donc franchement et alors je m'assoierai.

**Des députés ministériels:** Carried! Carried!

**M. Tremblay (Maisonnette):** Oh, criez carried, carried! aussi. Allez-y, vous pouvez m'interrompre, mais parce que le ministre est le ministre de l'Agriculture, nous n'avons pas le droit de l'interrompre.

[...]

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Tremblay (Maisonnette):** Lâches! Venez donc ici au lieu de crier à l'ordre. Je ne m'occupe pas de vos cris. Il y a toujours des limites! Vous êtes assez nombreux pour me faire face. On n'est pas pour se faire bafouer dans cette Chambre. Si vous avez assez de courage, avancez donc ici.

Avez-vous du courage, venez-y donc. J'emploierai la force nécessaire pour donner du poids à mes paroles.

Avez-vous peur? Avancez donc! Y a toujours des limites! Montrez donc un peu de courage au lieu d'agir comme des serpents. Avez-vous du courage, mais venez donc? Si vous avez du courage, avancez donc « icitte »... Venez « icitte »... Venez tous l'un après l'autre.

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

[...]

**M. Tremblay (Maisonnette):** Avancez donc, vous êtes bien trop lâche. (Il se tourne devant un député en particulier et il a les poings fermés.) J'ai pas peur, je n'agis pas en serpent comme certaines gens que je connais. S'il y a un homme de courage dans la Chambre, qu'il vienne, qu'il se présente! (Il termine par un coup de poing sur la table.)

### **Un « cas » particulier**

Le 24 mars 1930, durant l'étude en comité plénier du bill 205 modifiant la loi de la chasse :

**M. Guertin (Hull):** Je vois que, dans la loi, on écrit pécan "Pékan". Est-ce qu'il n'y a pas une faute?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est M. le greffier L.-P. Geoffrion qui pourrait répondre à cela.

**M. Gauthier (Portneuf):** C'est un cas (K) à étudier.

**M. Laferté (Drummond):** Je vais soumettre le cas (K) aux officiers de mon département.  
(Rires.)

### **Niche de l'Hôtel du Parlement**

Lors de la séance du 7 mars 1930, pendant l'étude détaillée des crédits :

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Sur la façade du parlement, il y a plusieurs niches qui n'ont pas de statue. Quelles sont les statues de héros que le ministre des Travaux publics et du Travail va mettre dans ces niches vides en dehors du parlement?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Chaque année, un montant d'argent est dépensé pour sculpter des statues pour les placer dans les niches de l'hôtel du Parlement. Nous commandons des statues de temps à autre. Nous en avons commandé une autre à Suzor Coté, mais malheureusement, il est tombé malade avant de finir son travail.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** (Souriant) Est-ce que l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail a l'intention d'occuper lui-même une de ces niches?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** (Souriant) Je l'espère. Oui, à condition que l'honorable député de Montréal-Dorion vienne m'y rejoindre.

## Critique des sources

### La Tribune de la presse

En 1930, J.-Alfred Hardy, de *La Patrie*, est président de la Tribune de la presse. Il est assisté dans ses fonctions par le secrétaire Damase Potvin de *La Presse*. Les autres membres connus de la Tribune sont Edmond Chassé de *L'Événement*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; Josephée Gagnon, du *Quotidien*; Irénée Masson, du *Soleil*; Henri St-Pierre, du *Montreal Daily Star* et Abel Vineberg, du *Montreal Gazette*<sup>20</sup>. Témoins privilégiés des propos échangés par les parlementaires, ces journalistes produisent des comptes rendus qui sont ensuite publiés dans les quotidiens. Afin de reconstituer les débats de la 3<sup>e</sup> session de la 17<sup>e</sup> Législature, ces articles ont été systématiquement analysés.

Toutes les chroniques parlementaires publiées dans les autres journaux de la province en 1930 ont subi le même traitement. Mais beaucoup de ces journaux périphériques consultés ne contenaient aucune chronique parlementaire. En voici tout de même la liste complète : *L'Avenir du Nord*, *L'Éclair*, *La Bonne Parole*, *La Croix*, *La Gazette de Maniwaki-Gatineau*, *La Gazette du Nord*, *La Nouvelle Revue*, *La Parole*, *La Riposte*, *La Tribune de Sherbrooke*, *La Terre de chez nous*, *La Voix de Gaspé*, *La Voix des Bois-Francs*, *L'Action populaire*, *L'Autorité*, *Le Bien public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canada Français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Colon*, *Le Courrier de Berthierville*, *Le Courrier de L'Islet*, *Le Courrier de Papineau*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Courrier-Sentinelle*, *Le Droit*, *Le Gaspésien*, *Le Goglu*, *Le Guide*, *Le Journal*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Mégantic*, *Le Messager de Verdun*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Nationaliste et le Devoir*, *Le Nouvelliste*, *Le Petit Journal*, *Le Peuple*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Quotidien*, *Le Saint-Laurent*, *L'Écho de Saint-Justin*, *L'Écho du Saint-Maurice*, *L'Étoile de l'Est*, *L'Étoile du Nord*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Sherbrooke Daily Record*, *The Canadian Labor Press*, *The Shawinigan Standard*, *The Spokesman*, *The Standard* et *The Stanstead Journal*.

### Les débats reconstitués

À l'époque, les journaux sont tous partisans et présentent parfois des versions « épurées » des débats. Mais, en scrutant attentivement l'ensemble des chroniques publiées, il est possible de reconstruire la trame des discussions dans sa quasi-intégralité. En 1930, c'est essentiellement à partir de *L'Événement*, de *L'Action catholique* et du *Montreal Daily Star* qu'il est possible de reconstituer la majeure partie des débats. Soulignons que dans *Le Devoir* et dans *La Presse*, on retrouve la plupart du temps une version comparable à celle de *L'Action catholique*. D'autres journaux, tels que *Le Canada* ou le *Chronicle-Telegraph*, offrent plutôt des versions écourtées ou un simple résumé des échanges.<sup>21</sup>

Au début de la session, c'est toutefois à partir du *Soleil* qu'il est possible de mieux reconstruire les discours des parlementaires. Mais, en cours de route, les opinions et la critique prennent le pas sur la présentation des débats, de sorte qu'il est plus difficile de sonder s'il s'agit bien de discours ou d'extrapolation de la part du journaliste. Autrement dit, le quotidien, organe du Parti libéral, fera dès lors un éloge des propos ministériels ou, pis encore, modifiera les paroles prononcées par les députés conservateurs. D'ailleurs, à la séance du 5 février 1930, le chef de l'opposition dénonce le travail des chroniqueurs du *Soleil*.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** [...]. Si les rapports du *Soleil* à la Chambre sont aussi véridiques que ceux qu'il fait à l'audit Bureau of Circulation et aussi exacts que ses prétentions sur la population de la province que sur les autres faits, il ne faut pas le croire. La population finira par s'en apercevoir. Ses comptes rendus de la Chambre ne sont pas plus véridiques que ses rapports à l'A.B.C. et l'électorat commence à s'en apercevoir.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Il faut croire le *Journal*<sup>22</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** *Le Goglu*<sup>23</sup> peut-être?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Non, le *Journal*.

De nouveau, à la séance du 13 mars 1930, des députés conservateurs critiquent sévèrement le quotidien:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le Président, avant de continuer le débat sur les résolutions, je désire protester au nom de la gauche et faire une remarque sur le titre d'un journal de cette Chambre en tête du rapport sur ce débat et dénoncer l'attitude du *Soleil*. Dans ce journal sur un titre de six colonnes, deux lignes, on lit ce qui suit : « L'opposition combat le bill pour lequel M. Perron veut accorder \$1,800,000 aux intérêts agricoles ». Je proteste contre ce titre du *Soleil* qui est tout à fait injuste et destiné à soulever l'opinion publique.  
[...]

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'ai quelques mots à ajouter à ce débat. Je tiens à protester, à mon tour, avec l'honorable député des Deux-Montagnes, contre *Le Soleil*, qui, dans son article d'hier a montré une fois de plus son manque absolu de bonne foi. Il a représenté faussement que l'opposition est opposée à l'aide à l'agriculture et il a affirmé une fausseté qu'il devrait rétracter à la demande du premier ministre lui-même. Il est odieux qu'un journal qui vit des deniers de la province, s'en serve pour des fins semblables. Ce journal prouve une fois de plus sa mauvaise foi. Le gouvernement devrait le faire rétracter car il a voulu tromper le peuple en parlant, la veille, de l'attitude des conservateurs.

Exceptionnellement, des journaux régionaux se sont démarqués des grands quotidiens en présentant une version plus complète de discours prononcés par certains députés. Par exemple, *Le Droit* d'Ottawa rapporte les paroles du député de Hull, Aimé Guertin, avec plus de soins. La *Gazette du Nord* et *Le Progrès du Saguenay* feront de même en publiant parfois, dans leur intégralité, les discours respectifs d'Hector Authier, député d'Abitibi, et d'Edgar Rochette, député de Charlevoix-Saguenay. La situation est semblable avec *Le Journal* qui publie, à l'occasion, des discours complets du chef de l'opposition. Il est à parier que ces journaux ont alors le privilège de se voir remettre, par les parlementaires eux-mêmes, les notes qu'ils ont utilisées pendant leur discours.

Enfin, le discours d'Honoré Mercier fils, député de Châteauguay et ministre des Terres et Forêts, prononcé à la séance du 6 février 1930 a été reconstitué à partir d'un texte déposé à la Bibliothèque et Archives nationales du Québec<sup>24</sup>. En ayant sous les yeux ce document d'archives, on peut comparer son contenu avec celui rapporté dans les journaux. Si l'on note une différence entre les contenus, on ne peut conclure que les journalistes ont nécessairement abrégé les paroles du ministre. On peut aussi supposer que le ministre a décidé, en cours de route, de laisser tomber certains passages. Néanmoins, il vaut la peine de récupérer intégralement ce genre de source, car bien qu'il soit possible qu'il n'ait pas été entièrement lu en Chambre, il reflète néanmoins les idées maîtresses, voire le sens profond, du discours.

Assurément, les débats reconstitués de 1930 offrent, dans leur ensemble, une image fidèle des faits et des dires des élus à l'Assemblée législative.

Christian Blais

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>
2. Linteau, Durocher, Robert et Ricard, *Histoire du Québec contemporain, le Québec depuis 1930*, Louiseville, Boréal Compact, 1989, p. 11.
3. *Ibid.*, p. 12.
4. Robert Lévesque et Robert Migner, *Les boss politiques à Montréal. Camillien et les années vingt suivit de Camillien au goulag. Cartographie du Houdisme*. Montréal, Les Éditions des Brûlés, 1978, p. 81.
5. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec, tome 4*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 189.
6. R. Lévesque et R. Migner, *Les boss politiques à Montréal...*, p. 114.
7. Parmi ces députés figure Joseph-Auguste Frigon, député libéral-indépendant du comté de Saint-Maurice.
8. Aux élections générales de 1927, 9 députés conservateurs sont élus. En 1928, Camillien Houde, est réélu député conservateur dans une élections partielles. L'autre député de l'opposition est le député de Maisonneuve, William Tremblay, qui s'est fait élire en 1927 comme député ouvrier.
9. Journal personnel du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, vol. I, 13 mars 1930, p. 52. Fonds Henry George Carroll, 1888-1939, Archives de l'Assemblée nationale du Québec, P22.
10. Débats sur les écoles juives, Débats reconstitués de l'Assemblée législative, 17<sup>e</sup> législature, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> session; 1930 et 1931.
11. *Ibid.*
12. « M. Taschereau veut dissiper les craintes », *Le Droit*, 21 mars 1930, p. 1 et 7.
13. « Lettre du cardinal Rouleau », *Le Progrès du Saguenay*, 4 avril 1930, p. 1.
14. *Débats sur les écoles juives, Débats reconstitués de l'Assemblée législative*, 17<sup>e</sup> législature, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> session; 1930 et 1931.
15. Gilles Gallichan, *Les Québécoises et le barreau; l'histoire d'une difficile conquête, 1914-1941*, Sillery, Septentrion, 1999, p. 61.
16. *Ibid.*, chapitre V.
17. *Chronologie de l'industrie laitière au Québec (1608-1992)* du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. 1992.
18. « La grève des producteurs de lait est réglée », *La Presse*, 9 octobre 1929, p. 1 et 27.
19. *Ibid.*
20. Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.
21. Dans *Le Nationaliste et le Devoir* du 10 avril 1930, p. 4, Omer Héroux, construit son éditorial à partir d'un seul et même extrait publié dans *Le Canada, La Presse, La Patrie, L'Événement* et *L'Action catholique* du 3 avril 1930. Le propos cité est le même, mais on remarque que la formulation diffère sensiblement d'un journal à l'autre. Bien que l'objectif premier de l'éditorialiste n'est pas de souligner cette différence, il n'en demeure pas moins que ce dernier démontre que l'on avait jadis conscience de cet état de fait. Bref, les textes qui apparaissent dans la version finale des débats reconstitués ont donc été modelés par la fusion de ces nombreuses versions. Mais, pour ce faire, des choix ont dû être effectués par les historiens en charge du projet.
22. *Le Journal*, fondé le 14 décembre 1929, à Québec, par Tomas Maher est un hebdomadaire de langue française lié étroitement au Parti conservateur.
23. *Le Goglu*, journal fondé le 8 août 1929 et dirigé par Adrien Arcand, est houdiste et conservateur. Cependant, Houde désavouera la virulente campagne antisémite menée par ce journal.
24. ANQ-M P. 74-3.2/25-18, session 1930.



## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Chronicle-Telegraph, The*  
*Événement, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Montreal Herald*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de L'Islet, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Courrier-Sentinelle, Le*  
*Croix, La*  
*Droit, Le*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Gazette du Nord, La*  
*Illustration, L'*  
*Journal, Le*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Mégantic, Le*  
*Messenger de Verdun, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Nationaliste et Le Devoir, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*

*Progrès du Saguenay, Le*  
*Quotidien, Le*  
*Riposte, La*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sorelois, Le*  
*Spokeman, The*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Voix des Bois-Francs*  
*Voix de Gaspé, La*

#### **Autres sources**

*Documents de la session*, 1930, 4 volumes.

McMaster, Andrew Ross. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable A. R. McMaster, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 23 janvier 1930*. [s.l.]: 1930. 27 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1930, Québec 1930.

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, 1930, Québec 1930.

Québec, Prov. *Bills*, 3<sup>e</sup> session, 14<sup>e</sup> Parlement, 1930.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LIV: Session 1930*, Quebec, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1930, v, 398, lxxxix p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1930, Vol. LXIV*, Québec, Imprimeur du roi, 1930, v, 397, lxxxvii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 20 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1930, xvi, 733 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 20 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1930, xiv, 725 p.

*Rapports des comités généraux, 3<sup>e</sup> session*, 1930.

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources .....	xvii
Bibliographie.....	xxi
Table des matières.....	xxiii
L'Exécutif en 1930 .....	xxvii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique .....	xxix
Par ordre de circonscription.....	xxxi
Débats	
1 Séance du mardi 7 janvier 1930 .....	1
2 Séance du mercredi 8 janvier 1930 .....	9
3 Séance du jeudi 9 janvier 1930 .....	21
4 Séance du mardi 14 janvier 1930 .....	45
5 Séance du mercredi 15 janvier 1930 .....	75
6 Séance du jeudi 16 janvier 1930 .....	99
7 Séance du vendredi 17 janvier 1930 .....	127
8 Séance du mardi 21 janvier 1930 .....	129
9 Séance du mercredi 22 janvier 1930 .....	153
10 Séance du jeudi 23 janvier 1930 .....	175
11 Séance du vendredi 24 janvier 1930 .....	203
12 Séance du mardi 28 janvier 1930 .....	205
13 Séance du mercredi 29 janvier 1930 .....	229
14 Séance du jeudi 30 janvier 1930 .....	243
15 Séance du vendredi 31 janvier 1930 .....	265
16 Séance du mardi 4 février 1930.....	269
17 Séance du mercredi 5 février 1930.....	303

18 Séance du jeudi 6 février 1930.....	345
19 Séance du vendredi 7 février 1930.....	377
20 Séance du mardi 11 février 1930.....	383
21 Séance du mercredi 12 février 1930.....	409
22 Séance du jeudi 13 février 1930.....	423
23 Séance du vendredi 14 février 1930.....	441
24 Séance du mardi 18 février 1930.....	445
25 Séance du mercredi 19 février 1930.....	465
26 Séance du jeudi 20 février 1930.....	481
27 Séance du vendredi 21 février 1930.....	499
28 Séance du mardi 25 février 1930.....	503
29 Séance du mercredi 26 février 1930.....	531
30 Séance du jeudi 27 février 1930.....	551
31 Séance du vendredi 28 février 1930.....	569
32 Séance du mardi 4 mars 1930.....	581
33 Séance du mercredi 5 mars 1930.....	605
34 Séance du jeudi 6 mars 1930.....	631
35 Séance du vendredi 7 mars 1930.....	657
36 Séance du lundi 10 mars 1930.....	665
37 Séance du mardi 11 mars 1930.....	675
38 Séance du mercredi 12 mars 1930.....	693
39 Séance du jeudi 13 mars 1930.....	713
40 Séance du vendredi 14 mars 1930.....	737
41 Séance du lundi 17 mars 1930.....	745
42 Séance du mardi 18 mars 1930.....	757
43 Séance du mercredi 19 mars 1930.....	785
44 Séance du jeudi 20 mars 1930.....	801
45 Séance du vendredi 21 mars 1930.....	821

46	Séance du lundi 24 mars 1930.....	827
47	Séance du mardi 25 mars 1930 .....	847
48	Séance du mercredi 26 mars 1930.....	865
49	Séance du jeudi 27 mars 1930.....	887
50	Séance du vendredi 28 mars 1930.....	907
51	Séance du lundi 31 mars 1930.....	925
52	Séance du mardi 1 <sup>er</sup> avril 1930.....	945
53	Séance du mercredi 2 avril 1930 .....	975
54	Séance du jeudi 3 avril 1930 .....	1007
55	Séance du vendredi 4 avril 1930 .....	1035
	Index des participants .....	1043
	Index des sujets .....	1087
	Index des bills publics et privés .....	1125



**L'HONORABLE HENRY GEORGE CARROLL**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1929**

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Léonide Perron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Louis-Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Voirie

L'honorable Andrew Ross McMaster, trésorier de la province

L'honorable Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille

L'honorable Lauréat Lapierre, ministre sans portefeuille

L'honorable Alfred Leduc, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Charles-Ernest Ouellet, ministre sans portefeuille

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BAILLARGEON, Cyrille	L	Frontenac
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉDARD, Joseph Éphraïm	L	Québec
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERNARD, Cyrille-Améric	L	Rouville
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BLAIN, Aldéric	C	Montréal-Dorion
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANTIN, Charles-Édouard	L	Saint-Sauveur
CARON, Amédée	L	Îles-de-la-Madeleine
CASGRAIN, Léon	L	Témiscouata
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
COHEN, Joseph	L	Montréal-Saint-Laurent
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CRÉPEAU, Armand-Charles	C	Sherbrooke
DANSEREAU, Georges	L	Argenteuil
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUGAS, Lucien	L	Joliette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	C	Trois-Rivières
FARAND, Avila	L	Soulanges
FORTIN, Joseph-Édouard	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
FRIGON, Joseph-Auguste	L	Saint-Maurice
GAGNON, Pierre	L	Kamouraska
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles-Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Pierre	L	Portneuf
GODBOUT, Joseph-Adélard	L	L'Islet
GRANT, William Pierre	L	Champlain
GUERTIN, Aimé	C	Hull
HOUDE, Camillien	C	Montréal-Sainte-Marie
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAHAIE, Désiré	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LAPERRIÈRE, David	L	Yamaska
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LEDUC, Alfred	L	Montréal-Saint-Henri
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfe
LORTIE, Pierre	L	Labelle

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
MARCHAND, Victor	L	Jacques-Cartier
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MCMASTER, Andrew Ross	L	Compton
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MESSIER, Félix	L	Verchères
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
OLIVER, Carlton James	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
PAPINEAU, Louis-Joseph	L	Beauharnois
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PERRON, Joseph-Léonide	L	Montcalm
PHANEUF, Joseph-Éméry	L	Bagot
PICHÉ, Joseph-Édouard	L	Témiscamingue
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
PLANTE, Anatole	L	Montréal-Mercier
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
POWER, Joseph Ignatius	L	Québec-Ouest
REED, Walter	L	L'assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAMSON, Joseph	L	Québec-Centre
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SMART, Charles Allan	C	Westmount
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
THURBER, Alexandre	L	Chambly
TREMBLAY, William	O	Maisonnette
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VAUTRIN, Irénée	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortin, Joseph-Édouard
BEAUHARNOIS	L	Papineau, Louis-Joseph
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Oliver, Carlton James
CHAMBLY	L	Thurber, Alexandre
CHAMPLAIN	L	Grant, William Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	McMaster, Andrew Ross
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Baillargeon, Cyrille
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	C	Guertin, Aimé
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LE-MADELEINE	L	Amédée Caron
JACQUES-CARTIER	L	Marchand, Victor
JOLIETTE	L	Dugas, Lucien
KAMOURASKA	L	Gagnon, Pierre
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	O	Tremblay, William
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Perron, Joseph-Léonide
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTREAL-DORION	C	Blain, Aldéric
MONTREAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTREAL-MERCIER	L	Plante, Anatole
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry
MONTREAL-SAINTE-MARIE	C	Camillien Houde
MONTREAL-SAINTE-GEORGES	C	Gault, Charles-Ernest
MONTREAL-SAINTE-HENRI	L	Leduc, Alfred
MONTREAL-SAINTE-JACQUES	L	Vautrin, Irenée
MONTREAL-SAINTE-LAURENT	L	Cohen, Joseph

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
MONTREAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTREAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PAPINEAU	L	Lahaie, Désiré
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gauthier, Pierre
QUEBEC	L	Bédard, Joseph-Éphraïm
QUEBEC-CENTRE	L	Samson-Joseph
QUEBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUEBEC-ouest	L	Power, Joseph Ignatius
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
ROUVILLE	L	Bernard, Cyrille-Améric
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Frigon, Joseph-Auguste
SAINT-SAUVEUR	L	Cantin, Charles-Édouard
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	C	Crépeau, Armand-Charles
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Piché, Joseph-Édouard
TÉMISCOUATA	L	Casgrain, Léon
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	C	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	L	Laperrière, David

**Allégeance politique :**

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier









Séance du mardi 7 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. le Greffier<sup>1</sup>:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, le greffier et les députés se rendent auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:** Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Et, les députés étant de retour,

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** souhaite bonne et heureuse année aux députés ministériels et fait des blagues amicales.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Le chef de l'opposition est-il à son bureau<sup>2</sup>?

**Élection de l'Orateur**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. le greffier, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que M. Télesphore-Damien Bouchard, député du collège électoral de Saint-Hyacinthe, soit élu Orateur de cette Chambre et qu'il prenne place au fauteuil en cette qualité.

**M. le Greffier** soumet la proposition à la Chambre.

Adopté *nemine contradicente*.

**M. le Greffier:** Je proclame M. Bouchard élu sans opposition Orateur de cette Chambre.

Ce dernier est conduit au fauteuil présidentiel par le représentant de Montmagny (l'honorable M. Taschereau) et par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils).

(Applaudissements)

**Des députés:** Il ne veut pas<sup>3</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; je n'ai peut-être pas toutes les qualités que vous m'avez supposées. Aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre, pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber.

Je vous déclare que je réclamerai toujours les privilèges de l'Assemblée législative. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et nos privilèges, à faire respecter notre règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

**Suspension des travaux**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que cette Chambre suspende ses travaux.

Adopté.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message, lequel se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:**

M. le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

**M. l'Orateur du Conseil législatif:**

M. l'Orateur, j'ai reçu ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Et, les députés étant de retour,

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative:** J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle du Conseil législatif; que là j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre,

réclamé tous ses droits et privilèges, et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

La Chambre suspend ses travaux.

**Reprise de la séance à 4 heures**

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, son prédécesseur a adressé au greffier de la couronne en chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collègue électoral de L'Islet.

**Vacances dans les districts électoraux:**

**District électoral  
de L'Islet**

Québec, le 24 avril 1929

L'honorable M. Hector Laferté,  
Président de l'Assemblée législative,  
à Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous donner par les présentes ma démission de député à l'Assemblée législative de Québec.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments bien dévoués.

Élisée Thériault

Signé en présence de:  
L.-A. Taschereau,  
Jacob Nicol

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, le greffier de la couronne en chancellerie a émis un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Compton.

**Vacances dans les districts électoraux:****District électoral  
de Compton**

À Monsieur le greffier  
de la couronne en chancellerie,  
à Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que l'honorable M. Jacob Nicol a accepté la charge de conseiller législatif et que le collège électoral de Compton se trouve sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 35 du chapitre 3 des Statuts refondus de 1925, d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Compton.

Donné à Québec, le 12 septembre 1929.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency

Antonin Galipeault,  
député de Bellechasse

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, le greffier de la couronne en chancellerie a émis un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Richelieu.

**Vacances dans les districts électoraux:****District électoral  
de Richelieu**

Au greffier  
de la couronne en chancellerie,  
à Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que M. Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, député de Richelieu à l'Assemblée législative de Québec a accepté de la couronne une charge à laquelle est attaché un traitement annuel, et que le collège électoral de Richelieu se trouve actuellement sans représentant dans ladite Assemblée législative. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 35 de la loi de la législature, d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Richelieu.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency

J.-E. Perrault,  
député d'Arthabaska

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, le greffier de la couronne en chancellerie a émis un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Montcalm.

**Vacances dans les districts électoraux:****District électoral  
de Montcalm**

Au greffier  
de la couronne en chancellerie,  
à Québec

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que l'honorable M. Joseph-Ferdinand Daniel a accepté un siège au Conseil législatif de Québec et que le collège électoral de Montcalm se trouve maintenant sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 35 de la loi de la Législature, d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Montcalm.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency

Honoré Mercier fils,  
député de Châteauguay

**Brefs d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, le greffier de la couronne en chancellerie a émis un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Beauce.

**Vacances dans les districts électoraux:****District électoral  
de Beauce**

Au greffier  
de la couronne en chancellerie,  
à Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que l'honorable M. Hugues Fortier ayant accepté une charge à laquelle est attaché un traitement annuel venant de la province de Québec, le collège électoral de Beauce, dont il était député, se trouve sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec. En conséquence, nous vous mandons, sous l'autorité de l'article 35 de la loi de la Législature, d'émettre un bref enjoignant de procéder à l'élection d'un nouveau député dans le district électoral de Beauce.

L.-A. Taschereau,  
député de Montmorency

Honoré Mercier fils,  
député de Châteauguay

**Certificats d'élection:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

**District électoral  
de L'Islet**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le premier mai mil neuf cent vingt-

neuf et adressé à M. Joseph-N. Bernier, registrateur et officier-rapporteur résidant à Saint-Jean-Port-Joli, M. J.-Adélard Godbout, professeur d'agriculture à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de L'Islet à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Élisée Thériault, démissionnaire.

Greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Compton**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le douze septembre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. J.-Émile Beaudoin, notaire et officier-rapporteur résidant à Scotstown, l'honorable M. Andrew Ross McMaster, avocat à Westmount, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Compton à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Jacob Nicol, nommé membre du Conseil législatif de Québec.

Greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

**District électoral  
de Richelieu**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le onze octobre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. Alfred Guèvremont, registrateur et officier-rapporteur résidant à Sorel, M. Joseph-Célestin-Avila Turcotte, comptable à Sorel, a été, ainsi

qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Richelieu à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, qui a accepté une charge salariée de la couronne.

Greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

### **District électoral de Montcalm**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le trente octobre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. J.-O.-E. Forest, registrateur et officier-rapporteur résidant à Sainte-Julienne, l'honorable M. Joseph-Léonide Perron, avocat à Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montcalm à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Joseph-Ferdinand Daniel, qui a accepté un siège au Conseil législatif de Québec.

Greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

### **District électoral de Beauce**

BUREAU DU GREFFIER  
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1930

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-huit novembre mil neuf cent vingt-neuf et adressé à M. Philippe Angers, registrateur et officier-rapporteur résidant à Beauceville, M. Joseph-Édouard Fortin, avocat et journaliste à Beauceville, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon

bureau, élu député du collège électoral de Beauce à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Hugues Fortier, qui a accepté une charge à laquelle est attaché un traitement annuel venant de la province de Québec.

Greffier de la couronne en chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

### **Présentation de nouveaux députés:**

#### **M. Adélard Godbout, L'Islet**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le nouveau député de L'Islet, M. Godbout. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Godbout (L'Islet)** prend son siège en  
Chambre.  
(Applaudissements)

#### **M. Andrew Ross McMaster, Compton**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), accompagné du représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), présente à la Chambre le nouveau député de Compton, M. McMaster. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**L'honorable M. McMaster (Compton)**  
prend son siège en Chambre.  
(Applaudissements)

#### **M. Joseph-Célestin-Avila Turcotte, Richelieu**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le nouveau député de Richelieu, M. Turcotte. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Turcotte (Richelieu)** prend son siège en Chambre.

**M. Joseph-Léonide Perron,  
Montcalm**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le nouveau député de Montcalm, M. Perron. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** prend son siège en Chambre.  
(Applaudissements)<sup>4</sup>

**M. Joseph-Édouard Fortin,  
Beauce**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le nouveau député de Beauce, M. Fortin. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Fortin (Beauce)** prend son siège en Chambre.

#### **Prestation des serments d'office**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Discours du trône<sup>5</sup>**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

En présidant pour la première fois l'ouverture de la législature et avant de vous inviter à commencer vos travaux, je désire vous offrir, ainsi qu'à vos familles, mes meilleurs vœux à l'occasion de la nouvelle année. Puisse la Providence vous combler de ses bienfaits et continuer à se montrer généreuse envers notre province.

Nous avons lieu d'être reconnaissants pour l'année qui vient de s'écouler. Une abondante récolte a couronné les efforts de nos cultivateurs. Pendant la saison active, nos ouvriers ont trouvé un travail abondant et rémunérateur. Les touristes ont envahi notre province en plus grand nombre que jamais, grâce à nos bonnes routes et à l'amélioration de notre hôtellerie.

Au cours du dernier exercice financier, les recettes ont atteint un chiffre sans précédent, qui a permis à mon gouvernement de multiplier ses octrois à l'assistance publique, à l'hygiène, à l'instruction publique, à l'agriculture, à la voirie et à la colonisation.

Rien n'atteste mieux le prodigieux développement de notre province, sa prospérité et sa richesse, que l'accroissement de ses revenus sans augmentation d'impôts.

Cette marche ascendante fait nécessairement surgir de nouveaux problèmes, et crée des besoins auxquels mon gouvernement doit faire face. La province n'est réfractaire à aucun progrès. Elle est prête à toutes les initiatives, en restant cependant dans les bornes que lui dictent la prudence et ses moyens financiers.

L'agriculture et la colonisation étant la base de notre prospérité, mon gouvernement croit qu'il est nécessaire d'augmenter le nombre de nos comtés agricoles. Plusieurs circonscriptions électorales actuelles sont trop étendues pour qu'un député puisse donner à ceux qui les habitent l'attention voulue.

En vue de mieux protéger l'épargne populaire, mon gouvernement vous demandera de remettre à l'étude le projet de loi qui vous a été soumis l'année dernière relativement à la vente des actions et obligations de certaines compagnies.

Les dispositions de nos lois qui règlent les droits auxquels sont assujetties les successions demandent à être révisées. Vous aurez à étudier un projet de loi visant à diminuer les impôts sur les successions modestes, à favoriser les familles nombreuses et à exempter de tout impôt les legs destinés à certains hôpitaux.

Après avoir pris à la charge tout l'entretien des grandes routes de la province, et avoir ainsi soulagé les contribuables d'un fardeau parfois très lourd, mon gouvernement désire faire encore davantage. Il se propose d'assumer maintenant, à ses frais, l'entretien des ponts situés sur ces grandes routes.

Plusieurs problèmes sociaux d'une grande importance sont à l'ordre du jour. Dans les autres provinces et à l'étranger, on a tenté, avec plus ou moins de succès, d'en résoudre quelques-uns. Mon gouvernement n'entend pas se soustraire à son devoir. Il a l'intention de vous soumettre un projet de loi créant une commission composée d'économistes pour étudier les divers systèmes d'assurance sociale, de placement familial, de pension de vieillesse, et certains autres problèmes sociaux de cet ordre. Il croit qu'une étude complète de ces différentes questions, faite à la lumière de l'expérience acquise ailleurs, nous vaudra une solution satisfaisante.

Mon gouvernement se propose de faire immédiatement l'essai du système Grancher, qui réussit fort bien en France, pour le placement des enfants débiles et menacés de contagion. Il fera également un vigoureux effort pour prendre soin des personnes âgées et des enfants indigents.

Diverses autres mesures vous seront soumises, dont les unes sont destinées à protéger et répandre l'élevage du renard et des animaux à fourrure, et dont les autres visent à fournir des octrois additionnels à nos écoles d'agriculture, à encourager nos petites industries domestiques, tout particulièrement la mise en conserve des fruits et légumes, et à favoriser l'agriculture en général.

On vous demandera également de légiférer pour assurer une coopération plus étroite entre les cultivateurs, mon gouvernement étant convaincu que le succès de l'agriculture dépend d'une telle coopération.

Messieurs de l'Assemblée législative,

L'étude des *Comptes publics* vous démontrera l'état florissant de nos finances. L'excédent budgétaire du dernier exercice, dont partie a été appliquée au rachat de notre dette provinciale, est un des plus considérables que nous ayons enregistrés. Nos revenus n'ont jamais atteint un chiffre aussi élevé depuis la Confédération. Obtenus sans surcroît d'impôts, ils sont un indice manifeste des progrès que notre province a réalisés.

Il vous incombera de voter les crédits nécessaires à l'administration pour le prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses questions d'intérêt général. Je prie Dieu de vous éclairer et de bénir vos travaux au cours de cette session que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de sa Majesté le Roi.

### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération demain.

Adopté.

### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

### **Composition d'un comité spécial**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés, qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils et McMaster, MM. Blain, Bullock, Côté, Delisle, Houde, Pilon, Smart et Vautrin forment ledit comité spécial.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Nominations au service civil

**L'honorable M. David (Terrebonne)** transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 7 janvier 1930  
(Document de la session no 3)

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du ministère des Travaux publics et du Travail

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1929. (Document de la session no 5)

##### Rapport du ministère de la Voirie et du bureau des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie et du bureau des mines pour l'année finissant le 30 juin 1929. (Document de la session no 6)

#### Rapport du ministre de l'Agriculture

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'agriculture de la province de Québec pour 1928-1929. (Document de la session no 4)

La séance est levée à 4 h 25.

#### NOTES

1. M. Hector Laferté, qui présida les travaux de la Chambre du 10 janvier 1928 au 4 avril 1929, fut nommé ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, le 24 avril 1929. Comme il se doit, lors de l'ouverture d'une nouvelle législature, l'Orateur n'ayant pas encore été élu, le greffier procède à l'ouverture de la première séance. Selon *Les Journaux de l'Assemblée législative* du 7 janvier 1930, à la page 8, la fonction de greffier était assumée par M. Louis-Philippe Geoffrion.

2. *Le Nouvelliste* du 8 janvier 1930, à la page 1, rapporte que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) était retardé en ville.

3. La chronique de *L'Événement* du 8 janvier 1930, à la page 3, explique que le député crient "Il ne veut pas" parce que, selon la tradition, le président élu doit faire signe qu'il se sent indigne d'un si grand honneur.

4. M. Perron, ministre de l'Agriculture, fait un retour à l'Assemblée. Il y a siégé de 1910 à 1916.

5. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 8, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur et aucun quotidien ne fait référence à cette possible exemption.

Séance du mercredi 8 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

(Applaudissements soutenus)<sup>1</sup>

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portents soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de J.-Arthur Gadoury, demandant l'adoption d'une loi déclarant valide un acte de vente par Albert Lamarche *et al.* à J.-Arthur Gadoury (M. Bastien);
- des pères Eudistes de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Bédard);
- de Joseph Dinovitzer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congrégation Bnai Israel (M. Bercovitch);
- de Cedric Hands, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen (M. Bercovitch);
- de Robert P. Jellet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Pension Fund Society of the Royal Trust Company (M. Bercovitch);
- de Willie Fredette, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père (M. Bouthillier);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant (M. Cantin);
- de la ville de Bagotville, demandant l'adoption d'une loi établissant la limite est de la ville (M. Delisle);
- de University club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Marchand);
- de Paul Allard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la profession de la chirurgie dentaire (M. Marchand);
- de Israël Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi confirmant la nomination des exécuteurs testamentaires de la succession de feu J.-Arthur Villeneuve, ratifiant certains actes et pour autres fins (M. Plante);

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation (M. Plante);

- de Joseph Allard, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente à lui consentir par les protonotaires du district de Montcalm concernant certains lots de la paroisse Saint-Nicolas (M. Roy);

- de dames Claudia Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis (M. Roy);

- de The Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Smart);

- des révérends Joseph Douglas Williams et autres, représentant la Christian Missionary Alliance in Canada, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Christian Missionary in Québec" (M. Smart);

- des révérends John Martin Jensen et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de St. Ansgars's Danish Evangelical Lutheran Church in Quebec (M. Smart);

- de Frederick Gerald Abraham, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille et celui d'autres personnes portant le nom d'Abraham en celui de Charters (M. Vautrin);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Vautrin);

- de Anglo Canadian Insurance Corporation, Limited, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui donnant certains pouvoirs (M. Vautrin);

- de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vautrin);

- de La Prévoyance, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Vautrin).

**Rapports du comité spécial:**

**Formation  
des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency), du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente au nom de ce comité, le premier rapport suivant:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Dillon, Lapierre, Leduc; MM. Authier, Bédard, Bullock, Cantin, Delisle, Duplessis, Pilon, Rochette, Roy, Samson, Sauvé.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Leduc, Mercier fils, McMaster, Moreau, Ouellet, Perrault, Perron; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Blain, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Dufour, Dugas, Duplessis, Farand, Fortin, Francoeur, Gault, Gauthier, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Moreault (Rimouski), Oliver, Papineau, Paquet, Phaneuf, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Renaud, Rochette, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Leduc, McMaster, Mercier, Moreau (Lac-Saint-Jean); MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bullock, Caron, Charbonneau, Cohen, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufour, Farand, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Godbout, Houde, Lafleur, Lahaie, Lapierre, Lamoureux, Lemieux (Gaspé), Lortie, Marchand, Oliver, Paquet, Phaneuf, Piché, Pilon, Reed, Renaud, Roy, Sauvé, Savoie, Smart, Tremblay, Turcotte.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, McMaster, Mercier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Ouellet, Perrault, Perron; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Blain, Bullock, Casgrain, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Godbout, Grant, Gault, Guertin, Houde, Lafleur, Marchand, McDonald, Papineau, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Thurber, Tremblay, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, McMaster, Mercier fils, Perrault, Perron; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch,

Bergeron, Bernard, Blain, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Cohen, Côté, Crépeau, Drouin, Dugas, Duplessis, Fortin, Francoeur, Gault, Gauthier, Lemieux (Wolfe), Moreault (Rimouski), Papineau, Plante, Poulin, Rochette, Smart, Vautrin.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Moreau (Lac-Saint-Jean), Ouellet, Perrault, Perron; MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Duplessis, Farand, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Godbout, Grant, Guertin, Houde, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Messier, Oliver, Phaneuf, Piché, Pilon, Renaud, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Lapierre, Leduc, Moreau (Lac-Saint-Jean), Ouellet; MM. Baillargeon, Bastien, Bissonnet, Bullock, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Drouin, Duplessis, Frigon, Gault, Grant, Guertin, Houde, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Paquet, Piché, Power, Reed, Roy, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Turcotte, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, McMaster, Mercier fils, Perrault; MM. Bercovitch, Blain, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Houde, Sauvé, Tremblay.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, David, Moreau (Lac-Saint-Jean), Ouellet, Perrault; MM. Bédard, Bergeron, Blain, Bullock, Caron, Casgrain, Côté, Delisle, Dugas, Duplessis, Farand, Fortin, Frigon, Gauthier, Godbout, Lamoureux, Oliver, Papineau, Renaud, Rochette, Samson, Sauvé, Thurber, Turcotte.

Adopté.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

##### Rapport de l'Imprimeur du Roi

**L'honorable M. David (Terrebonne):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre un message du lieutenant-gouverneur, signé de sa main.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 7 janvier 1930  
(Document de la session no 8)

**Dépôt de documents:**

**Rapport du ministre  
des Affaires municipales**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec, pour 1928-1929. (Document de la session no 12)

**Rapport du secrétaire  
et registraire de la province**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour 1928-1929. (Document de la session no 15)

**Rapport du surintendant  
de l'Instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour 1928-1929. (Document de la session no 17)

**État financier du surintendant  
de l'Instruction publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929. (Document de la session no 16)

**Rapport du directeur  
de l'Assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du directeur de l'Assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1929. (Document de la session no 13)

**Rapport du directeur médical  
des hôpitaux d'aliénés, des écoles de réformes  
et d'industries**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel du Dr A.-H. Desloges, directeur médical des hôpitaux d'aliénés, des écoles de réformes et d'industries pour l'année 1928. (Document de la session no 11)

**Rapport du surintendant médical de  
l'hôpital Saint-Michel-Archange**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel du Dr C.-S. Roy, surintendant médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange, pour l'année 1928. (Document de la session no 9)

**Rapport du surintendant médical  
de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel du Dr F.-E. Devlin, surintendant médical de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu, pour l'année 1928. (Document de la session no 10)

**Rapport de l'archiviste  
de la province**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour 1928-1929. (Document de la session no 19)

**Rapport général du ministre de  
la Colonisation, des Mines  
et des Pêcheries**

L'honorable M. Laferté (Drummond):  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer devant la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1929. (Document de la session no 18)  
(Applaudissements à droite)<sup>2</sup>

### **État des cautionnements des employés du gouvernement**

**L'honorable M. McMaster (Compton)**, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par des employés publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 9 janvier 1929 au 7 janvier 1930. (Document de la session no 7)  
(Applaudissements)

### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il a lui-même prononcé, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, en me levant pour proposer l'adresse en réponse au discours du trône, je veux vous offrir mes hommages et mes vœux sincères pour un terme fécond dans les hautes fonctions que la confiance des honorables représentants du peuple en cette Chambre vient de vous confier. Votre compétence, votre esprit de justice, et votre ardent patriotisme sont déjà une garantie que les travaux de cette session marqueront une date heureuse dans l'histoire de notre législation.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de remercier, d'abord les électeurs de la circonscription de l'Islet pour la marque de confiance dont ils m'honorent et qu'ils ont voulu donner, je n'en doute pas, plutôt qu'à moi, au gouvernement qui, depuis au-delà de trente années, poursuit sans relâche, sans abus de confiance et sans défaillance, devant les difficultés de l'époque, son œuvre de progrès constant dans tous les domaines qui dépendent de son administration.

Le comté de l'Islet a toujours été, jusqu'à cette année du moins, particulièrement heureux dans

le choix de ses représentants; les grandes qualités de mon prédécesseur immédiat, son dévouement sans limites lui vaudront de la part du comté de l'Islet, qu'il a représenté pendant treize années, un souvenir impérissable.

Au Conseil législatif, dont on lui a fait les honneurs et où il propose présentement l'adresse en réponse au discours du trône, ses anciens électeurs et sa province peuvent compter, nous n'en doutons pas, sur toutes les ressources de son intelligence et de son bon vouloir<sup>3</sup>.

Je manquerais à mon devoir, si je ne signalais pas ici, comme un ancien représentant du comté de l'Islet, le prédécesseur de l'honorable ministre de l'Agriculture, qui, avec l'énergie et la détermination qui l'ont toujours caractérisé, remplace aujourd'hui dans des fonctions éminemment utiles celui qu'on a depuis appelé à représenter en cette province Sa Majesté le roi George V. Pendant vingt années, à la tête d'un ministère en formation, il s'est dépensé pour sa province et pour son pays, sans calculer ses peines, s'enivrant des difficultés qu'il rencontrait sur sa route avec un indomptable courage, une intelligence rare et une persévérance que rien n'a jamais pu décourager. Son œuvre restera, impérissable comme un monument à la mémoire d'un fils du sol qui aura fait à son pays le plus beau don qu'une patrie aimée puisse attendre de son fils: toute une vie de travail persévérant, de dévouement inlassable et d'exemples féconds.

Les électeurs de l'Islet n'attendent pas de leur représentant actuel l'accomplissement de si grandes choses, mais ils peuvent compter de sa part, sur une aussi ferme détermination à bien servir.

M. l'Orateur, au commencement de cette nouvelle année, si nous essayons de scruter l'avenir pour nous rendre compte de ce qu'il nous réserve, nous ne pouvons pas ne pas entretenir les vœux des plus optimistes.

L'œuvre passée du gouvernement libéral les justifie, et la valeur des hommes qui président aujourd'hui à ses destinées permet tous les espoirs.

Me serait-il permis de confesser ici le sentiment de fierté, légitime il me semble, dont je me suis laissé envahir à la lecture assez récente d'un journal bien renseigné d'une province voisine qui, après avoir étudié l'œuvre de son premier ministre, le plaçait parmi les grands hommes politiques de son époque et couronnait son éloge en disant qu'il pouvait même être comparé à l'honorable premier ministre de la province de Québec.

Tous les citoyens de cette province ont ressenti alors, M. l'Orateur, le besoin de remercier

l'honorable premier ministre de porter à ce niveau un grand nom canadien.

(Applaudissements)

L'honorable premier ministre est un vrai chef qui sait s'entourer d'excellents lieutenants. Et, dans les derniers remaniements ministériels, nous n'avons eu le temps de déplorer la perte relative de quelques hommes qui semblaient irremplaçables et qui laissent de profonds regrets derrière eux, que jusqu'à ce que les noms de leurs successeurs fussent connus.

Qu'il me soit permis de signaler l'arrivée dans cette Chambre de l'honorable trésorier de la province (M. McMaster), le seul des ministres à la tête de nouveaux départements, que tous ici connaissent peut-être pas mieux que moi. Jusqu'à présent, sur un autre théâtre, il s'est gagné une réputation enviable. Et les cultivateurs de cette province se seront sans doute réjouis du choix de l'honorable trésorier, puisqu'ils savent l'intérêt qu'il porte à la classe agricole, et sa compétence sur toutes les questions relatives à l'agriculture.

La loyale opposition de Sa Majesté se présente aussi avec un effectif quelque peu changé. Elle s'est donné un autre chef après le départ regretté par tous de l'honorable représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé). La courtoisie de ce dernier et son désir constant de servir d'abord les intérêts de sa province lui ont valu depuis longtemps l'estime et la gratitude de tous ses concitoyens.

Nous ne doutons pas que, dans sa nouvelle charge, son successeur ne tiendra pas à montrer autant de droiture et autant de zèle éclairé.

La presse, en cette Chambre, et par toute la province, est encore une force avec laquelle il faut compter. C'est elle qui fait l'opinion. Or, si je jette un coup d'œil alentour de moi, je constate que l'opinion est bonne, et j'en conclus que ma province est dotée d'une excellente presse. Elle continuera avec une réelle indépendance de montrer toujours la juste mesure dans les louanges et l'exacte mesure aussi dans le blâme.

Vous n'attendez pas de moi, M. l'Orateur, que j'entreprenne de faire le procès du gouvernement actuel; son œuvre est trop éclatante pour n'être pas connue de tous. Et d'ailleurs, en rendant compte à cette Chambre de son administration, chacun des ministres du gouvernement fera ressortir l'œuvre bienfaisante de celui-ci, beaucoup mieux que ne pourrait le faire le nouveau venu que je suis.

Je veux plutôt employer le temps que vous m'allouez généreusement à l'étude de quelques problèmes qui se posent présentement dans divers domaines de l'administration.

Le défrichement du sol est à la base de notre prospérité parce qu'il ouvre les terres à l'agriculture; mais il ne peut être un facteur de progrès que s'il est dirigé et protégé de telle façon que, d'une part l'on offre à la colonisation que les terres convenables à la culture, et si, d'autre part, on sauve de l'exploitation toutes nos forêts poussées sur des sols dont plus tard notre agriculture pourra bénéficier pour son expansion.

Le gouvernement a compris déjà l'importance de ces deux genres de réserves forestières; les unes, dont on exclut le colon parce qu'elles ne lui apporteraient aucun avantage permanent, et les autres qu'on ferme au marchand de bois parce que, dans 10, 15, 20, 25 ou 50 années, les essences qui les couvrent constitueront la première récolte absolument nécessaire au colon de demain. Des réserves ont été créées de l'un et de l'autre genre, il faudra les agrandir à mesure que le travail de classification aura progressé, et les limites devront en être gardées infranchissables.

Nous comprenons toutes les difficultés de l'heure présente durant laquelle il faut satisfaire aux exigences actuelles et travailler à réparer les erreurs d'une génération passée, sans sacrifier l'avenir. Réparer le passé et prévoir l'avenir, voici ce qu'a fait le gouvernement en créant les réserves cantonales, où les colons devenus cultivateurs pourront trouver le bois pour leur utilité personnelle. Multipliées et agrandies, ces réserves constitueront plus tard, pour les cultivateurs, les sources d'approvisionnement de l'industrie la mieux adaptée à une exploitation connexe à celle de la ferme.

Nous devons féliciter le gouvernement d'avoir compris que la colonisation, l'industrie forestière et l'agriculture sont trois domaines tellement interdépendants que l'exploitation de l'un des trois ne doit être conduite qu'en tenant compte des exigences des deux autres.

(Applaudissements)

C'est du développement de l'agriculture que dépend le progrès réel, général et permanent d'un pays. Nos gouvernants l'ont compris, eux qui ont doté cette province d'une législation agricole généreuse et adaptée aux besoins. Mais les conditions nouvelles créent une mentalité et des besoins nouveaux, et à tout cela doit correspondre une nouvelle législation. La concurrence de plus en plus intense des producteurs étrangers, sur nos propres marchés et sur les marchés de l'extérieur où nous devons les rencontrer, nous impose, comme une pressante nécessité, la réduction de nos prix de revient.

D'autre part, les frais généraux d'exploitation augmentent constamment; la main-d'œuvre est de plus en plus rare et coûteuse, à cause du développement considérable que prennent chez nous les utilités publiques, les mines, les transports et toutes les autres industries.

Ces développements amènent une concentration de notre population ouvrière dans les grands centres et constituent, sous ce rapport, une menace pour notre avenir, comme ils sont actuellement une cause de sérieux embarras pour certains pays voisins.

Ils occasionnent un gaspillage du capital humain qui n'a pas d'emploi permanent, ils augmentent les frais de distribution des choses nécessaires à la vie, privant ainsi le cultivateur de la main-d'œuvre dont il a besoin et, d'autre part, l'éloignant de ses marchés. C'est pourquoi nous applaudissons à cette politique dont le discours du trône annonce le développement et qui créera des facilités nouvelles pour l'expansion des petites industries locales.

La mise en valeur d'une tranche réservée de notre domaine forestier, l'exploitation des érablières sur les terres de la couronne qui pourraient constituer, surtout pour les cultivateurs des paroisses nouvelles, une source de revenus de quelques millions de dollars, pour un mois de travail, le développement de petites industries locales comme on trouve pour ne parler que de la région que je connais le mieux, à l'Islet, à Montmagny, à Saint-André, à Rivière-du-Loup, voilà autant de moyens de favoriser l'agriculture en aidant le cultivateur à produire plus économiquement et à vendre davantage.

Les cultivateurs sont très encouragés par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) et ils ont pleine confiance dans sa politique.

La distribution de l'électricité dans les centres ruraux favorise le développement de ces petites industries. À des taux plus raisonnables, l'électricité aiderait le cultivateur dans la solution de deux grands problèmes, intéresser les jeunes à la vie rurale, en la rendant plus attrayante, et remplacer la main-d'œuvre que le développement des industries attire dans les villes, si elle lui était fournie à meilleur prix. Mais les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles ne traitent pas toujours bien la classe agricole. Le taux de l'électricité à la campagne, actuellement, est trop élevé et parfois même prohibitif pour le cultivateur.

Cependant l'électricité pourrait aider le cultivateur à obtenir le rendement le plus élevé de sa

ferme. En plus, elle servirait à rendre son foyer plus agréable. Vous me direz que l'électricité est à la disposition du cultivateur. Il est vrai qu'en de nombreux endroits, il peut l'utiliser.

Mais quand je songe que le "horse power" est vendu à l'étranger ou aux gens d'en dehors de notre province au même prix, ou parfois à des prix légèrement plus élevés qu'à nos propres cultivateurs, et qu'elle sert à encourager les industries de l'extérieur pendant toute l'année, 24 heures par jour et 365 jours par année, alors que notre cultivateur ne peut en profiter que pendant une courte période, je crois pouvoir dire avec raison que le cultivateur n'est pas traité aussi justement qu'il devrait l'être dans la distribution de l'électricité.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Très bien, très bien!

**Des députés de l'opposition:** Très bien, très bien!

**M. Godbout (L'Islet):** L'électricité permettrait aux cultivateurs de réduire le prix de leurs produits. Produire plus économiquement, c'est encore, il ne faut pas l'oublier, le principal aspect du problème agricole, surtout si on le considère au point de vue national. Le gouvernement l'a compris et voilà pourquoi, à côté du développement industriel, il veut donner un nouvel essor à l'agriculture.

Et je suis assuré que les membres de cette Chambre appuieront avec enthousiasme la politique progressive de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), qui fait de la science agricole la base solide sur laquelle il veut asseoir toute son œuvre.

Le développement des écoles d'agriculture, la création d'un service d'économie rurale, la multiplication des fermes de démonstration et des concours de ferme, l'institution d'enquêtes agricoles absolument nécessaires pour guider nos techniciens dans l'application de la science technique dont les données ne peuvent être fécondes que si elles s'adaptent, dans la pratique, aux conditions si diversifiées de sol, de climat, de main-d'œuvre, de marchés, de mentalité, etc., etc., voici les facteurs qu'il fallait mettre à la base de notre organisation de production.

Pour bien vendre, nos cultivateurs doivent s'associer. La vente en coopération, complétée par une classification rigoureuse des produits de la ferme, peut changer avantageusement et en peu d'années la situation de nos cultivateurs.

C'est le système normal de distribution des produits agricoles qui ne manquera pas, sous l'empire d'une nouvelle loi qui doit pourvoir à son fonctionnement dans la province, de donner des résultats heureux qu'il a produits ailleurs.

Car, nous pouvons être assurés que l'honorable ministre de l'Agriculture aura basé sa loi sur le principe profondément juste qu'il énonçait récemment en parlant de coopération à Montréal; aucun octroi, ni aucune organisation gouvernementale ne pourra rien valoir, aux cultivateurs si ces derniers ne comprennent pas, ou n'admettent pas les principes sur lesquels on aura basé cette organisation, ou pour la diffusion desquels on aura distribué ces octrois.

Les cultivateurs sont confiants que sous l'habile et énergique direction de l'honorable ministre de l'Agriculture, qui n'a jamais rien entrepris que le succès n'ait couronné, la profession agricole sera de mieux en mieux appréciée, et le travail du sol de plus en plus rémunéré.

L'ouvrier comme le cultivateur a toujours été l'objet d'une sollicitude spéciale de la part du gouvernement actuel, les problèmes qui le concernent sont d'une extrême complexité. Mais leur solution n'en est pas moins pressante et s'il est vrai que le peuple de cette province eût désapprouvé la mise en application chez nous de la loi fédérale des pensions de vieillesse, le devoir ne nous en incombe pas moins impérieusement de traiter nos vieillards indigents avec une large mesure de générosité, de délicatesse et de charité.

L'épargne populaire a besoin de protection; et il appartient à l'administration actuelle, dont la clairvoyance dans le domaine sauva tout notre système économique du désarroi qu'y aurait introduit un désastre prévu à temps et courageusement enrayé, de doter notre province d'une législation qui protège l'épargne de nos classes populaires contre les appétits de spéculateurs trop ambitieux.

S'il importe de légiférer pour conserver à notre peuple des biens matériels, à combien plus forte raison devons-nous jalousement conserver cette richesse incomparable que sont les vies humaines.

C'est pourquoi chacun voudra seconder dans toute la mesure de son influence l'œuvre des unités sanitaires inaugurées en cette province, il y a trois ou quatre ans à peine, et dont les résultats apparaissent déjà dépassant les prévisions des plus optimistes.

Ces institutions devraient couvrir toute la province, car elles nous protègent efficacement contre des pertes qu'aucun bien matériel ne saurait compenser.

Notre système d'éducation est presque parfait, il repose sur des bases solides: liberté de tous, respect de la conscience individuelle et de l'autorité des parents. Je crois qu'il n'y a rien à y changer. Mais il y a une grave menace qui plane sur l'avenir, du fait que les petites institutrices rurales n'ont pas les salaires qu'elles devraient avoir. L'éducation de notre population rurale est fondée sur la valeur des maîtresses d'école qui assument l'éducation des enfants. Ces institutrices rurales sont absolument indispensables et resteront indispensables pour longtemps encore, car rien ne remplacera leur dévouement et leur patience dans la première éducation de nos enfants, des tout jeunes fils et filles de cultivateurs. Mais le recrutement des institutrices bien qualifiées devient de plus en plus difficile avec les emplois de bureau de plus en plus nombreux et les salaires meilleurs qui y sont attachés.

Il est difficile de garder dans la profession de l'enseignement une jeune fille qui réussirait ailleurs par son énergie, son intelligence et son habileté, lorsque nous ne pouvons lui offrir, pour une année d'ouvrage, plus qu'elle ne gagnerait dans un bureau. en trois ou quatre mois. J'ai confiance que, peut-être par des octrois plus généreux encore s'il se peut et une vigoureuse campagne d'éducation, nos commissions scolaires devraient être amenées à payer plus généreusement les meilleures institutrices pour l'éducation de nos enfants à l'avenir.

M. l'Orateur, j'ai confiance que le Parlement aura accompli une œuvre complète en son genre, en pourvoyant au développement de nos ressources naturelles, à l'exploitation rationnelle de notre domaine forestier, en favorisant l'expansion, l'amélioration de l'agriculture, en donnant aux ouvriers de tous les domaines la mesure la plus généreuse possible de protection, car, ne l'oublions pas, c'est de l'ouvrier, de son bien-être matériel, de son développement intellectuel, et de sa valeur morale que dépendent la stabilité et le progrès de nos industries.

Pour féconder toute cette législation vous pouvez compter, M. l'Orateur, de la part des membres de cette Assemblée sur le plus pur patriotisme et le meilleur esprit chrétien.

Je propose que la Chambre vote cette adresse en réponse au discours du trône.

(Applaudissements)

**M. McDonald (Pontiac)**<sup>4</sup>: M. l'Orateur, je dois en premier lieu féliciter l'honorable député de l'Islet (M. Godbout) pour l'habileté avec laquelle il s'est acquitté de la tâche de présenter l'adresse, une

rude épreuve pour un député nouvellement élu. L'honorable député a relevé ce défi d'une façon qui lui fait honneur et qui fait honneur à sa circonscription.

J'aimerais maintenant vous féliciter, M. l'Orateur, pour votre promotion du poste d'Orateur adjoint à celui d'Orateur de l'Assemblée. Vous qui connaissez suffisamment les tâches qui vous sont dévolues, qui êtes conscient aussi de la dignité inhérente à votre poste et des responsabilités qui y sont liées et qui avez un grand sens de l'équité et de l'impartialité. Je suis assuré, Monsieur, que sous votre présidence, les discussions en cette Chambre seront menées avec le décorum qui s'impose et que vous saurez conserver tout le prestige qui a de tout temps été associé au poste d'Orateur de cette Chambre.

M. l'Orateur, en raison de la nomination de votre prédécesseur au Conseil exécutif du gouvernement comme ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, je tiens d'ailleurs à féliciter l'honorable ministre. Sa nomination, M. l'Orateur, n'a provoqué aucune surprise chez les députés de cette Chambre qui, conscients de son talent et de sa compétence, ont toujours cru qu'il était destiné à faire partie du Cabinet. Le premier ministre a su reconnaître le bien-fondé d'une promotion entièrement méritée et l'a accordée à un homme qui est tout à fait à la hauteur d'un poste ministériel.

Il y a eu d'autres changements de ministres depuis la dernière session au ministère de la Voirie, au ministère de l'Agriculture et au Trésor. Le ministre de la Colonisation précédent, qui était ministre de la Voirie par intérim dans cette Chambre, est maintenant ministre de la Voirie. Je sais que l'honorable ministre est bien qualifié pour poursuivre l'excellent travail accompli par son prédécesseur dans le domaine de la construction et de l'entretien de notre magnifique réseau routier. Il n'est pas difficile de prévoir son avenir au sein de son nouveau ministère, si l'on doit en juger de par ses succès passés.

Je regrette, dit-il, que l'honorable Jacob Nicol ait laissé l'Assemblée législative, et je suis heureux de voir qu'il continuera de faire d'excellent travail au Conseil législatif.

Il fait l'éloge de l'honorable député de Compton (M. McMaster), qui, ajoute-t-il, a fait sa marque dans la politique fédérale et dont le nom est familier dans tout le Canada.

Nous déplorons qu'une vacance dans le ministère de l'Agriculture ait été occasionnée par la

retraite forcée, pour cause de maladie, de l'honorable M. Caron, qui s'est dévoué pendant de nombreuses années, et sans ménager, à la cause de l'Agriculture. Nos vœux les meilleurs l'accompagnent dans le nouveau champ de ses activités, et nous espérons qu'il pourra revenir complètement à la santé.

C'est aussi, M. l'Orateur un devoir très agréable pour moi que saluer en cette Chambre le retour du nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Tous les membres de cette Chambre veulent bien s'associer à moi dans cette bienvenue. Comme membre et leader du gouvernement dans le Conseil législatif, l'honorable ministre aurait pu réclamer le privilège d'y rester, mais obéissant à la demande de son chef politique, il a sacrifié son siège et sa position au Conseil législatif, pour revenir une fois de plus dans l'arène politique et recommencer son ouvrage à l'Assemblée législative.

M. l'Orateur, nous connaissons toutes les insultes et les insinuations qui lui ont été adressées et nous avons la satisfaction aujourd'hui de voir qu'il en a été vengé par l'électorat de la province. Le peuple de cette province connaît tout le succès qu'il a atteint dans le ministère de la Voirie, et quand on lui a donné l'occasion de montrer son appréciation pour l'ouvrage accompli, il l'a élu par une belle majorité dans le comté de Montcalm. Nous pouvons fort bien déclarer ici que ce qui s'est fait dans le comté de Montcalm aura tout aussi bien pu se produire dans toute autre comté agricole de la province, n'en déplaît à nos amis de l'opposition.

Si l'on regarde du côté du siège précédemment occupé par le trésorier provincial, on regrette le visage familier de l'honorable ministre qui, pendant des années, a administré les finances de la province de façon si compétente. Nous regrettons son départ et sommes consolés, dans une certaine mesure, par le fait qu'il ne nous a pas tout à fait quittés, étant donné qu'il a été nommé au Conseil législatif, où ses connaissances et son expérience seront toujours au service de la province.

Nous souhaitons la plus cordiale des bienvenues à son successeur, un nouveau venu en politique provinciale, mais un homme qui a fait sa marque en politique fédérale, et dont le nom est bien connu dans tout le Canada. Sa réputation l'a précédé, et nous pouvons nous attendre en toute confiance à des excédents budgétaires continus, comme ceux qui caractérisent notre gouvernement depuis son ascension au pouvoir en 1897. C'est bien connu, M. l'Orateur, les Écossais possèdent tous les traits et les caractéristiques, et j'insiste sur les caractéristiques,

nécessaires pour être des financiers idéals. Étant donné que notre nouveau trésorier a des origines écossaises, nous avons une raison de plus de croire que son succès comme trésorier de la province est assuré.

J'aimerais maintenant, M. l'Orateur, adresser mes sincères félicitations au député de Dorchester, ministre sans portefeuille, pour sa nomination au cabinet, et lui dire que dans son cas, le poste lui était véritablement destiné, car à mon humble avis, cette Assemblée n'a jamais connu député plus modeste, plus dévoué et plus éloquent que le député de Dorchester, et j'espère de tout cœur que sa promotion actuelle ne constitue qu'un tremplin vers des distinctions plus élevées.

Comme il y a également eu changement à la direction de l'opposition, permettez-moi de souhaiter au chef sortant, l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), que la Providence lui accorde une santé florissante et encore de nombreuses années au service de la province. Au nouveau chef de l'opposition, l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), je souhaite de nombreuses années à son nouveau poste et si je puis me permettre une suggestion, qu'il change ou qu'il clarifie son programme très concis "Dehors la clique, vite!" car, à la lumière des résultats négatifs obtenus aux récentes élections, il semble que les électeurs ont interprété son programme comme s'appliquant à l'opposition elle-même et qu'ils continuent de voter pour que celle-ci reste dehors.

Il nous restera des souvenirs agréables des années qu'ont passé avec nous les ex-députés de L'Islet, Montcalm et Beauce, les deux premiers nous ayant quittés pour le Conseil législatif, et le dernier ayant obtenu un poste de juge à Québec. Nous leur souhaitons le plus grand succès.

M. l'Orateur, l'Ange de la mort ne nous a pas épargnés cette année, et les couronnes sur les pupitres de ceux qui étaient députés de Maskinongé et de Huntingdon nous le rappellent cruellement. Le feu député de Maskinongé, après sa première session en 1928, a été frappé de la maladie qui lui a en fin de compte été fatale, et quoiqu'il ait été capable d'être présent durant la dernière session, il était assez évident que sa santé était sérieusement compromise. De tempérament discret et réservé, il était néanmoins aimé de ses collègues, qui regrettent sincèrement son départ. Qu'il repose en paix.

J'ai la gorge nouée, M. l'Orateur, à penser au feu député de Huntingdon, le premier député avec qui j'ai fait connaissance, lorsque je suis entré dans cette Chambre pour la session de 1920. Je n'oublierai

jamais les services qu'il m'a rendus ni sa gentillesse à mon égard à cette époque. Au cours des années qui ont suivi, j'ai appris à bien le connaître et à le respecter pour ses nombreuses qualités intellectuelles et son grand cœur. Son grand esprit de camaraderie, son esprit vif et son don de la répartie, sa voix grave et résonnante et sa bonne nature faisaient de lui un compagnon en compagnie duquel on oubliait ses soucis. Espérons que la divine Providence a pris bon soin de notre collègue décédé et que les épreuves et agitations de la vie étant terminées pour lui, il a franchi les portes du paradis et repose en paix.

En ce qui concerne le discours du trône, M. l'Orateur, nous nous réjouissons des bons souhaits exprimés par son Excellence le lieutenant-gouverneur qui, pour la première fois, procède officiellement à l'ouverture de cette législature. Nous le remercions sincèrement et lui transmettons à notre tour nos vœux de santé et de bonheur pour la durée de son mandat de lieutenant-gouverneur du Québec.

Le programme législatif mentionné dans le discours du trône, M. l'Orateur, prévoit de nombreuses mesures destinées à favoriser le bien-être et la prospérité de notre population. Le projet visant à augmenter le nombre des députés des régions rurales devrait plaire à la fois à la Chambre et à la province en général, car on ne doit pas oublier, M. l'Orateur, que, si le projet de loi qu'on nous soumet et qui vise l'amélioration des conditions relatives à l'agriculture doit se révéler un succès, chaque député de région rurale doit accorder un appui solide au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) et aux fonctionnaires de son ministère, afin de leur venir en aide de toutes les façons possible pour faire connaître la loi aux cultivateurs et la leur expliquer, pour qu'ils puissent profiter des dispositions de celle-ci, particulièrement en ce qui concerne les subventions accordées à des fins déterminées. Par-dessus tout, les députés des régions rurales doivent utiliser leurs connaissances et leur influence pour encourager l'établissement de sociétés coopératives, comme l'a exposé l'honorable ministre dans son programme cet été. Toute l'énergie et tout l'enthousiasme dont pourront faire preuve le ministre et ses fonctionnaires pour amener des changements et de meilleures conditions compteront pour du beurre, si les députés des régions rurales ne les aident ni ne les encouragent, eux qui sont en mesure de s'assurer la bonne volonté et la collaboration des cultivateurs de leur comté.

Connaissant particulièrement la situation agricole de mon comté (Pontiac), je crois déclarer

qu'une vigoureuse campagne d'éducation personnelle est nécessaire pour amener un changement dans les méthodes des cultivateurs. Le jeune homme surtout doit être encouragé et assisté, si on veut l'encourager à demeurer sur la terre. On doit le convaincre que l'agriculture est la plus grande de toutes les sciences, qu'elle prépare la voie à des développements illimités, et que si les bonnes conditions sont réunies, l'agriculture lui garantira un rendement financier comparable à ceux obtenus dans le commerce et dans l'industrie.

On attire notre attention sur le fait que le gouvernement a l'intention de passer certaines lois tendant à la protection de l'industrie de l'élevage des renards et autres animaux à fourrures. On veut également donner des octrois aux collèges d'agriculture, et encourager l'industrie des fruits et légumes. Je veux féliciter le gouvernement à ce sujet et j'espère qu'ils étireront le budget à la limite pour venir en aide à l'industrie de base qu'est l'agriculture et pour encourager son développement dans cette province.

Il y a quelques années, le gouvernement a passé une loi par laquelle il prenait sous son contrôle les chemins améliorés de cette province, et nous sommes maintenant informés que le gouvernement veut maintenant prendre à sa charge les ponts situés le long de ces routes. Ceci est une conséquence logique de cela, et cette nouvelle loi est rendue nécessaire par l'augmentation sans cesse croissante de la circulation des touristes sur nos grandes routes. Les ponts qui suffisaient autrefois avec la venue de l'automobile sur nos routes doivent être renouvelés et renforcés pour les rendre plus sûrs. Les municipalités ne peuvent se charger de ces dépenses, et cette loi sera de nature à plaire à tous les électeurs de cette province.

Au cours de la dernière session on a beaucoup discuté au sujet des pensions de vieillesse, et bien que pressé par les députés de l'opposition, le gouvernement a cru bon d'étudier plus longtemps cette importante question avant de l'adopter. Il a été sage en cela, car dans plusieurs autres provinces, les gouvernements qui l'ont adoptée sont déjà assiégés de demandes dans le but d'amender ce qu'ils ont statué l'an dernier, en ce qui regarde la proportion de la taxe imposée sur les comtés, et le comté avoisinant le mien, dans la province d'Ontario. On cite même le cas d'un conseil de comté qui a demandé au gouvernement d'assumer le coût entier de toutes les dépenses de nécessités par la loi.

Ce comté comme les autres paie maintenant 20 %, et on les a taxés tous pour le montant de

\$14,000,000. Ce chiffre peut augmenter encore. Le gouvernement agit sagement en proposant l'établissement d'une commission pour étudier un système de législation sociale en rapport avec les traditions et les besoins de la province de Québec. Le rapport de cette commission fournira au gouvernement des informations qu'il ne pourrait obtenir autrement, et lui permettra de rédiger une loi qui sera en conformité avec les besoins et les conditions de notre province.

Nous nous sommes habitués, M. l'Orateur, qu'à chaque session on nous fasse part de la santé financière florissante de notre province. Cette année ne fait pas exception à la coutume. Nos revenus ont augmenté jusqu'à atteindre les chiffres les plus élevés depuis la création de la Confédération. On a pourvu à la réduction de la dette publique, on a pourvu généreusement aux dépenses de tous les ministères et on a comme d'habitude un excédent important, et cela, sans avoir eu recours à l'imposition de taxes supplémentaires. Si, comme on l'a déjà dit, des finances saines sont à la base de tout bon gouvernement, eh bien ce gouvernement-ci a droit, avec sa suite ininterrompue d'accumulation de revenus et de surplus importants, à l'appui et à la confiance renouvelés de la population de cette province.

(Applaudissements à droite)

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):**

M. l'Orateur, selon l'usage j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé) l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Fabrication du cidre**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 20 mars 1929, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1926 inclusivement, concernant la fabrication du cidre de pomme. (Document de la session no 20)

##### **Chemin entre Saint-Paul du Buton et Saint-Fabien de Panet**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 6 mars 1929, pour

copie de toute correspondance, lettres, contrats, etc., depuis 1926, entre le ministère de la Colonisation et toute personne relativement à un chemin entre Saint-Paul du Buton et Saint-Fabien de Panet, ainsi qu'à une soumission des citoyens de Bellechasse. (Document de la session no 21)

#### **Chemin de rang à Saint-Eustache**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 mars 1929, pour copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc., depuis 1926, entre le gouvernement et toute personne au sujet d'octrois pour un chemin dans le rang du Chicot, paroisse de Saint-Eustache. (Document de la session no 22)

#### **Culture et industrie du lin**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 15 mars 1929, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1925, relativement à la culture et à l'industrie du lin. (Document de la session no 23)

#### **Tuberculose chez les animaux**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 mars 1929, pour copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, etc., depuis 1927, entre le gouvernement ou aucun de ses membres ou les médecins vétérinaires à son emploi, entre autres le Dr J.-S. Jasmin, de la cité de Montréal, relativement à la tuberculose chez les animaux et à l'épreuve de la tuberculine. (Document de la session no 24)

#### **Mauvaises herbes**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 11 mars 1929, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne depuis 1925 inclusivement, au sujet des mauvaises herbes dans la province de Québec. (Document de la session no 25)

#### **Élection des présidents de comités**

**M. l'Orateur:** Je prie les membres des différents comités de se réunir à 10 heures jeudi matin dans la salle du comité des bills privés, pour procéder à l'élection de leurs présidents.

La séance est levée à 4 h 20.

#### **NOTES**

1. *L'Événement* du 9 janvier 1930, à la page 3 et le *Progrès du Saguenay* du 9 janvier 1930, à la page 1, expliquent qu'après la prière, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) fait sa première apparition à l'Assemblée législative depuis que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) lui a succédé comme chef de l'opposition. Toute la Chambre l'a applaudi. M. Sauvé salue alors amicalement ses collègues des deux partis.

2. *L'Événement* du 9 janvier 1930, à la page 3, rappelle que c'est la première fois que le député de Drummond (l'honorable M. Laferté) se lève depuis qu'il a quitté le poste de président.

3. Le député de L'Islet (M. Godbout) fait alors l'éloge de l'honorable Élisée Thériault, député libéral dans L'Islet en 1916. Réélu en 1919 (sans opposition), 1923 et 1927 (sans opposition). Démissionna le 26 avril 1929 et fut nommé le même jour conseiller législatif de la division de Kennebec.

4. *Le Devoir* du 9 janvier 1930, à la page 2, signale que M. McDonald prononce son discours en anglais.



## Séance du jeudi 9 janvier 1930

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

À l'ordre. Je demande aux personnes dans les galeries d'observer le silence<sup>1</sup>.

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Gédéon Fréchette et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certains biens (M. Bouthillier);
- de Louis Martin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Dobrofsky en celui de Dorsey (M. Cohen);
- de Saul Meyer Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Dobrofsky en celui de Dorsey (M. Cohen);
- de Joseph Alvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Dobrofsky en celui de Dorsey (M. Cohen);
- de Victor Capelovitch, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape (M. Cohen);
- de Maurice Hartt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre comme l'un de ses membres immédiatement après la passation de l'examen à la pratique du droit (M. Cohen);
- de The Quebec and Western Railway Company demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);
- de Joseph Goldberg, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine après examen (M. Drouin);
- de The James MacLauren Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et

approuvant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson, dans le comté de Papineau, et ratifiant et approuvant une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges de Masson (M. Lahaie);

- de la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marchand);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi validant une vente d'immeuble par ladite cité à la Dominion bridge Company, Limited (M. Marchand);

- de dame Régina Gougeon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite dame Régina Gougeon, ès-qualité de grevée de substitution de feu Maurice Gougeon, à faire un emprunt et à changer ou vendre les biens substitués (M. Marchand);

- de François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal (M. Marchand);

- de Adélard Lépine et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec (M. Plante);

- de la congrégation de Très Saint-Rédempteur, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Rochette);

- de J.-N. Cabana et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Montreal Mutual Insurance Company (M. Vautrin);

- de Shawinigan Water and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Grant).

## Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de J.-Arthur Gadoury, demandant l'adoption d'une loi déclarant valide un acte de vente par Albert Lamarche *et al.* à J.-Arthur Gadoury (M. Bastien);

- des pères Eudistes de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Bédard);

- de Joseph Dinovitzer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congrégation Bnai Israel (M. Bercovitch);

- de Cedric Hands, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen (M. Bercovitch);

- de Robert P. Jellet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Pension Fund Society of the Royal Trust Company (M. Bercovitch);

- de Willie Fredette, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père (M. Bouthillier);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant (M. Cantin);

- de la ville de Bagotville, demandant l'adoption d'une loi établissant la limite est de la ville (M. Delisle);

- de University club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marchand);

- de Paul Allard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la profession de la chirurgie dentaire (M. Marchand);

- de Israël Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi confirmant la nomination des exécuteurs testamentaires de la succession de feu J.-Arthur Villeneuve, ratifiant certains actes et pour autres fins (M. Plante);

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation (M. Plante);

- de Joseph Allard, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente à lui consentir par les protonotaires du district de Montcalm concernant certains lots de la paroisse Saint-Nicolas (M. Roy);

- de dames Claudia Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis (M. Roy);

- de The Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Smart);

- des révérends Joseph Douglas Williams et autres, représentant la Christian Missionary Alliance in Canada, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Christian Missionary in Québec (M. Smart);

- des révérends John Martin Jensen et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de St. Ansgars's Danish Evangelical Lutheran Church in Quebec (M. Smart);

- de Frederick Gerald Abraham, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille et celui d'autres personnes portant le nom d'Abraham en celui de Charters (M. Vautrin);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Vautrin);

- de Anglo Canadian Insurance Corporation, Limited, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui donnant certains pouvoirs (M. Vautrin);

- de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vautrin);

- de La Prévoyance, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Vautrin).

#### Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Galipeault pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Perron pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Roy pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bercovitch pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

**M. Côté (Bonaventure):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Côté pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

#### **Composition des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'honorable M. Laferté fasse partie du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, du comité permanent du Code municipal, du comité permanent des bills privés en général, du comité permanent des

bills publics en général et du comité permanent des privilèges et élections.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### ***Annuaire statistique de Québec, 1929***

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*Annuaire statistique de Québec* pour 1929. (Document de la session no 27)

##### ***Statistiques de l'enseignement, 1928-1929***

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les *Statistiques de l'enseignement*, pour l'année scolaire 1928-1929. (Document de la session no 28)

##### ***Statistiques des établissements pénitentiaires, 1928***

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les *Statistiques des établissements pénitentiaires* (prisons, écoles de réforme et écoles d'industrie), pour l'année 1928. (Document de la session no 14)

##### ***Listes des municipalités scolaires, 1929***

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la liste des municipalités scolaires, des écoles et du personnel enseignant pour 1929. (Document de la session no 26)

##### ***Rapport des fiefs et seigneuries***

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des fiefs et seigneuries. (Document de la session no 29)

##### ***État des Comptes publics, 1928-1929***

**L'honorable M. McMaster (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1929. (Document de la session no 2)

**État des  
mandats spéciaux**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'article 10 du chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

Service et rapport du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
1.	Divers services :			
	<i>Législation :</i>			
	Assemblée Législative - Impression et reliure pour les deux			
	Chambres de la Législature .....	\$ 35,000.00	\$ 35,000.00	.....
	Administration de la justice .....	115,000.00	115,000.00	.....
	<i>Département du secrétaire provincial :</i>			
	<i>(Instruction publique)</i>			
	Écoles normales .....	8,000.00	8,000.00	.....
	Encouragement à la littérature et aux beaux-arts:			
	livres de récompense.....	10,000.00	10,000.00	.....
	Pour encourager l'enseignement du français			
	par des spécialistes français dans			
	les académies protestantes .....	2,600.00	2,600.00	.....
	Octroi à la municipalité scolaire de Saint-Juste-de-la-			
	Bretonnière, Montmagny .....	3,000.00	3,000.00	.....
	Écoles du soir et écoles de coupe.....	10,000.00	5,531.51	4,468.49
	Asiles d'aliénés.....	180,000.00	180,000.00	.....
	Écoles de réforme et d'industrie.....	100,000.00	92,443.93	7,556.07
	<i>Travaux publics et Travail :</i>			
	Entretien de certains édifices publics.....	17,000.00	17,000.00	.....
	Inspections, explorations, etc .....	1,500.00	1,500.00	.....
	Bureaux du gouvernement, Montréal - entretien .....	8,500.00	8,500.00	.....
	Ponts-routes .....	200,000.00	200,000.00	.....
	<i>(Imputable au fonds des bâtisses et des jurés)</i>			
	Palais de justice et prisons :			
	entretien et réparations .....	22,000.00	22,000.00	.....
	<i>(Travail)</i>			
	Loi des établissements industriels.....	13,000.00	13,000.00	.....
	<i>Agriculture :</i>			
	Encouragement à l'agriculture en général .....	92,000.00	92,000.00	.....
	Société d'agriculture.....	15,000.00	15,000.00	.....
	Médecine vétérinaire.....	12,000.00	12,000.00	.....
	<i>Journal d'agriculture :</i>	4,000.00	4,000.00	.....
	École de laiterie de la province de Québec,			
	Saint-Hyacinthe .....	2,000.00	2,000.00	.....
	Écoles d'agriculture.....	34,000.00	34,000.00	.....
	Économie domestique.....	11,000.00	11,000.00	.....
	Horticulture.....	25,000.00	25,000.00	.....
	Aviculture .....	5,000.00	5,000.00	.....
	<i>Terres et Forêts :</i>			
	Protection des forêts.....	20,000.00	20,000.00	.....
	Service d'hydroplans .....	25,000.00	25,000.00	.....
	Service forestier et inspection des terres.....	23,000.00	23,000.00	.....
	Dépenses générales .....	861.35	861.35	.....

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

Service et rapport du Conseil		Montant	Dépensé	Non dépensé
<i>Colonisation et Pêcheries :</i>				
	Chemins de colonisation et aide à la colonisation .....	200,000.00	200,000.00	.....
<i>Charges sur le revenu :</i>				
	Régistrateurs: traitements et dépenses contingentes .....	9,000.00	9,000.00	.....
	Imprimeur du Roi: <i>Gazette officielle de Québec</i> .....	3,000.00	3,000.00	.....
<i>Services divers :</i>				
	Funérailles de Sir Lomer Gouin, ancien lieutenant-gouverneur de la province ..... (O. C. 1250, 20 juin 1929)	5,752.26	5,752.26	.....
2.	Services divers :			
	Contribution pour venir en aide aux victimes de l'inondation dans les districts du Lac-Saint-Jean ..... (O. C. 2417, 22 novembre 1929)	10,278.00	10,278.00	.....
3.	Palais de justice et prison, Roberval :			
	Balance du prix de vente de la propriété, 2 George V, chapitre 6..... (O. C. 2603, 13 décembre 1929)	16,875.00	16,875.00	.....
4.	Travaux publics et Travail :			
	Taxe d'eau sur les édifices parlementaires ..... (O. C. 2604, 13 décembre 1929)	562.50	562.50	.....
		1,240,829.11	1,228,804.55	12,024.56

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, le 9 janvier 1930

L'auditeur de la province,  
Edgar Vézina  
(Document de la session no 30)

#### Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 8 janvier, sur la motion proposée le mercredi 8 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre

fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)** se lève.  
(Applaudissements à gauche et dans les galeries)

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je ferai remarquer au public des galeries qu'il lui est défendu de signifier son approbation ou sa désapprobation.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** M. l'Orateur, en me levant pour la troisième fois, pour répondre à l'adresse, ce qui ne veut pas dire, je l'espère, que j'aurai beaucoup d'interruptions pendant la session, je désire, dès le début, attirer l'attention de cette

Chambre sur les nombreux changements qui se sont produits depuis la dernière session. Tout d'abord à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, je désire offrir mes respectueux hommages, qu'il daignera, j'en ai l'espoir, accepter.

Quant à vous, M. l'Orateur, vous avez été élevé à la dignité d'Orateur de cette Assemblée. Je vous félicite de votre élection et j'espère que vos décisions seront marquées au coin de la plus grande sagesse et de la plus parfaite impartialité.

Je ne veux pas oublier nos morts, M. Philps et M. Gagnon. Je connaissais l'honorable député de Huntingdon, M. Philps, dont je garde le plus profond souvenir, car il m'a toujours témoigné la plus cordiale sympathie et m'accueillait avec un large sourire. Il était toujours aimable pour moi. Mon collègue de Maskinongé, M. Gagnon, presque mon voisin, à la Chambre, l'an dernier, savait tendre à ses adversaires une main largement ouverte.

Je rappellerai l'élévation de l'Orateur (l'honorable M. Laferté) de l'an dernier au ministère de la Colonisation et pour lequel j'ai une profonde estime. Il est si modeste et il fait tout avec tant de modestie, que, parfois, même ses amis semblent l'oublier.

Il y a eu une sorte de demi-changement dans le ministère de la Voirie, puisque nous étions habitués à entendre le ministre actuel de la Voirie présenter le budget de ce département, dans cette Chambre, et donner les explications qui s'y rapportaient. Nul doute que cela nous permettra de trouver, plus vite que l'an dernier, certains contrats que nous demandions.

Quant au député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet), je déclare que tout ce que ses amis politiques en ont dit est exact. Il a donné dans cette Chambre la preuve d'une grande largeur d'esprit qui n'a pas semblé toujours plaire aux ministres de son parti. Je suis étonné, cependant, que ses nombreuses qualités, si hautement vantées par ses amis, ne lui aient pas valu le ministère de l'Agriculture auquel il avait droit.

Nous avons aussi parmi nous le nouveau député de Beauce (M. Fortin). Je connaissais l'honorable député de Beauce. J'ai lu dans les journaux qu'il est père de douze enfants. Je l'en félicite et j'espère que sa présence dans cette Chambre sera d'un grand et précieux secours pour nous, lorsque nous réclamerons pour aider les parents des familles nombreuses de cette province.

(Rires et applaudissements)

Compton est maintenant représenté ici par le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), le seul ministre anglo-protestant du cabinet. C'est une

amélioration, à ce point de vue, sur l'ancien trésorier provincial (M. Jacob Nicol), qui semblait souvent fort embarrassé à trouver sa nationalité.

Cette Chambre aura aussi remarqué, au cours du débat sur l'adresse, que le député actuel du comté de l'Islet (l'honorable M. Godbout) a aussi une grande largeur de vues que toute la Chambre a su apprécier, j'en suis sûr.

Montcalm, nom historique! Un nom noblement porté jadis. Comté au nom héroïque, dont les activités à certains égards, au cours de la dernière lutte, ont dû faire tressaillir les mânes et les membres du héros véritable dans sa tombe.

Richelieu dont les journaux ont tant parlé! Victoire tant célébrée, tant exaltée par le premier ministre et les libéraux, et les congratulations forcées du ministre qui représente ce comté à Ottawa! Il se fait, comme je le vois, un rapprochement entre le provincial et le fédéral, quand ce dernier vient secourir le premier. Compton, Montcalm et Richelieu; je m'abstiendrai de traiter dans cette Chambre des choses qui y sont survenues. Je ne parlerai pas de l'aspect politique des événements qui s'y sont déroulés. En ce qui regarde les méthodes employées, l'élection des trois comtés est soumise aux tribunaux, et ce n'est pas à moi à juger des choses qui ont pu s'y produire et, je dirai, qui s'y sont produites.

Je signalerai un autre changement important dans la retraite comme chef de mon parti, de l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé). Le député des Deux-Montagnes a tenu parole. En 1927, il avait promis que s'il ne prenait pas les rênes du pouvoir, il donnerait sa démission. Il a tenu sa promesse. Nous avons connu des membres de cette Chambre, qui ont fait des promesses analogues et qui ne les ont pas tenues aussi fidèlement. Il (M. Houde) cite toute une série de pièces à ce sujet. Le député des Deux-Montagnes a le respect de tous. Il a l'estime de toute la province. Lorsque j'ai pris les rênes de mon parti, à la convention conservatrice, j'ai désigné M. Sauvé comme le chef honoraire de l'opposition.

(Applaudissements)

Je le reconnais comme tel et je le supplie humblement d'accepter ce titre qu'il peut remplir avec tant d'honneur. L'honorable député des Deux-Montagnes garde actuellement la même position que feu M. Meredith à la Banque de Montréal, avant son décès, celle de président pratiquement honoraire. Et la même position que feu Lord Shaughnessy au C.P.R., président honoraire, qui lui permet de prendre un repos bien mérité et de diriger le travail de ceux qui lui succèdent.

Quant à moi, les journaux ministériels payés avec l'argent du peuple m'ont représenté comme un cornichon, et plusieurs de mes adversaires ont déclaré en différentes occasions que la tâche était lourde pour moi, que je n'avais ni les capacités ni les qualités pour occuper la position de chef de la loyale opposition de Sa Majesté.

M. l'Orateur, je suis forcé de l'admettre. C'est pour cette raison que je suis heureux de faire comme vous, au début de cette séance et de prier le Dieu de miséricorde. Ô Dieu éternel et tout puissant, de qui vient tout pouvoir et procède toute sagesse, par qui les rois règnent et font les lois justes, nous voici assemblés en votre présence pour faire des lois destinées à faire le bien et la prospérité de notre province: accordez-nous, nous vous en supplions, Dieu de miséricorde, de ne désirer que ce qui est conforme à votre volonté de le rechercher avec prudence, de le connaître avec certitude et de l'accomplir parfaitement pour l'honneur et la gloire de votre nom et le bonheur de notre patrie. Ainsi soit-il.

Commençons par l'agriculture et voyons si la province a raison de se plaindre, par la voix de l'opposition, depuis tant d'années. Commençons par les déclarations du nouveau ministre de l'Agriculture, qui a déclaré que l'agriculture est dans le marasme, que tout va à la débâcle, qu'il faut modifier les méthodes de culture de façon radicale, les rendre plus appropriées aux besoins de la classe agricole dans cette province. C'est ce que l'opposition réclamait. Et lorsque nous demandions ces réformes au nom de la classe agricole, le gouvernement nous répondait: "Vous vous trompez, vous faites des critiques stériles, inutiles, nous avons le meilleur ministre d'Agriculture qu'il soit possible de souhaiter, tout va bien, l'agriculture est prospère et la Coopérative fédérée de Québec est une merveille. Nous avons critiqué la coopérative. Mais le ministre l'a critiquée également, peut-être plus que nous l'avons fait. Le premier geste du ministre a été de faire des changements dans la Coopérative fédérée.

De deux choses l'une. Ou l'agriculture était prospère dans cette province, ou elle ne l'était pas. Si elle ne l'était pas, alors les députés de la droite ont trompé le peuple pendant des années, en disant qu'elle l'était. Si elle l'était, pourquoi veut-on alors tout chambarder le système actuel? Si l'agriculture était prospère, le gouvernement n'a pas rempli son devoir. Et en plus, un gouvernement puissant comme celui de cette province, avec une si grosse majorité, avec l'appui de l'opinion publique, avec les louanges des journaux payés à même l'argent de la province,

ce gouvernement est responsable de la situation agricole telle que décrite par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron).

Je prétends qu'aussi longtemps que l'on tiendra l'agriculture sous la domination politique d'un parti, soit libéral soit conservateur, l'agriculture sera vouée à la ruine. Nous devons débarrasser cette industrie basique de l'influence politique qui l'a dominée jusqu'ici et qui a joué le rôle néfaste que l'on sait parmi les cultivateurs de cette province. À mon avis, ce qu'il faut, c'est organiser l'agriculture comme le Conseil de l'instruction publique, c'est-à-dire, la mettre totalement en dehors de la politique, sous la direction des cultivateurs eux-mêmes aidés d'autant d'experts qu'il en faudra, et avec les fonds nécessaires pour arriver au succès.

Ce n'est pas avec les articles du *Soleil*, contre un pauvre petit journal comme la *Terre de chez nous* qu'on arrivera à inspirer confiance à la classe agricole de cette province et qu'on fera avancer l'agriculture. Parce que ce dernier a osé mentionner le fait que j'étais choisi chef de l'opposition, *Le Soleil* a fait une tempête. J'ai envie de me servir, pour qualifier ce journal, des termes dont je m'étais servi l'an dernier. C'est le soleil couchant, et dans le sens du chien couchant. Et dire que c'est le peuple qui paie pour ça! Je serais bien curieux de connaître les noms des amis du gouvernement qui émargent, non pas ceux qui émergent, car on ne les voit jamais, au budget du *Soleil*. Vous verrez, Messieurs, que l'orateur chargé de me répondre n'en mentionnera pas beaucoup.

Maintenant parlons du crédit agricole. Il est onéreux, prohibitif. C'est une mesure que le gouvernement devra amender. Je suis même surpris qu'il n'en soit pas fait mention dans le discours du trône. À part d'être onéreux, il est abusif: \$10 à droite et \$10 à gauche; l'emprunteur doit prêter d'abord avant d'obtenir quoi que ce soit. C'est la charrue avant les bœufs. Je suis sûr que le gouvernement devra mettre à la disposition des agriculteurs, un crédit mieux adapté aux besoins, à des clauses, et un intérêt moins prohibitif avant longtemps. Si on veut que cette loi porte tous les bienfaits auxquels on a droit d'attendre, que l'on mette le crédit à la portée de ceux qui peuvent en avoir besoin.

J'ai entendu le proposeur à l'adresse parler de la nécessité des industries domestiques. L'opposition a demandé des industries domestiques, depuis un grand nombre d'années. Dès 1909, M. Sylvestre, alors député de Montcalm, réclamait des industries greffées sur l'agriculture, 20 ans avant l'apparition du sauveur de l'agriculture, et 21 ans avant le discours du trône qui traite de cette question.

Le 28 mai 1909, M. Sylvestre, appuyé par M. Plante, proposait la motion suivante: Cette Chambre constate que le gouvernement ne s'occupe pas activement des questions agricoles dans cette province et ne nous annonce aucune politique progressive pour encourager: 1) l'industrie du beurre, 2) l'industrie du fromage, 3) l'industrie du lard maigre, 4) l'élevage des races chevaline, ovine et bovine, 5) la culture du tabac. Que, par là, le gouvernement fait preuve d'insouciance, pour les droits et intérêts de la population agricole, si importante, dans cette province, et d'une "maladministration" qui compromet gravement le bon gouvernement.

Le 14 mars 1911, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), appuyé par M. D'Auteuil<sup>2</sup>, proposa la motion suivante: Cette Chambre constate avec regret que le gouvernement fait preuve d'insouciance pour les droits de la population rurale et les véritables intérêts de la province, en ne s'occupant pas, d'une façon active et efficace d'encourager les industries en général, et spécialement, les industries agricoles.

En 1912, M. Tellier<sup>3</sup>, un de ceux qui m'ont précédé, et dont je ne suis pas digne de délier la chausse, comme dit *Le Soleil*, proposa une motion dans le même sens. Je n'ai sûrement pas le talent et les aptitudes de M. Tellier, mais je ferai tout mon devoir et peut-être plus que certains autres feraient dans ma position. En 1912, M. Tellier, alors chef de l'opposition et aujourd'hui juge de la Cour d'appel, résumant la politique du Parti conservateur provincial, préconisait entre autres mesures: des écoles plus profitables aux enfants du peuple et le développement de nos industries agricoles.

En 1916, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), à Sainte-Scholastique, déclarait: "Une foule de petites industries, greffées sur l'agriculture, devraient recevoir l'encouragement et la protection du gouvernement. Au lieu d'émettre son budget à favoriser des partisans ou à faire du chantage politique, le gouvernement devrait consacrer ses deniers aux grandes œuvres vraiment nationales".

Et dans le programme de l'opposition aux conventions de 1923 et 1927, on lit comme articles du programme: *Industries greffées sur l'agriculture* et dans une résolution adoptée par le Parti conservateur au cours de son congrès tenu les 9 et 10 juillet 1929, *Nouvelles industries connexes à l'agriculture pour favoriser les cultivateurs*. Ce qui prouve que, depuis de nombreuses années, l'opposition a réclamé des industries basées sur l'agriculture.

Car, M. l'Orateur, tous les fils de cultivateurs ne peuvent ou ne veulent pas cultiver. Un certain nombre d'entre eux s'installent sur la terre paternelle, mais si on avait agi plus tôt, si en 1909 on avait développé la petite industrie rurale, on aurait vu moins de nos jeunes gens prendre le chemin des États-Unis ou des grandes villes où...<sup>4</sup> où trop d'entre eux ne mènent pas la vie qu'ils auraient menée s'ils étaient restés dans leurs villages.

Nous avons réclamé des industries domestiques auxquelles le gouvernement ne paraît attacher aucune importance. Nous avons réclamé, par exemple, avec un député de la droite, la création de l'industrie du cidre, l'une des plus importantes dans cette province.

La Commission des liqueurs de Québec importe pour des millions de dollars en vin de France, chaque année, dont une bonne partie pourrait être remplacée par du cidre de chez nous. Nombreuses sont les familles, en France, dont le cidre est le breuvage par excellence, surtout en Normandie d'où viennent la plus grande partie de nos familles.

Si l'on désirait encourager l'agriculture davantage, pourquoi ne pas accorder une prime sur le fromage?

**M. l'Orateur:** À l'ordre dans les galeries! Silence! J'aimerais rappeler à certaines personnes dans les galeries qu'ils doivent retirer leur couvre-chef.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Nous importons chaque année, dans notre pays, plusieurs millions de livres de beurre, dont la production et la facilité de vente sont favorisées par des bonis payés par le gouvernement de la Nouvelle-Zélande. Je sais que la question est du ressort fédéral, mais il est surprenant que ce gouvernement, qui partage les sentiments du gouvernement d'Ottawa, n'a pas jugé à propos de faire appel à Ottawa pour obvier à cet état de choses qui cause tant de dommages à notre agriculture.

Les droits seigneuriaux. Un député de cette Chambre, maintenant élevé à de plus hautes fonctions, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), s'est intéressé à la question. Mais ce n'est pas par le moyen qu'il a suggéré que nous rendrons service à la classe agricole. J'estime que nous devrions supprimer les droits seigneuriaux complètement. Il a coûté à nos gens assez d'efforts pour mériter qu'on les en débarrasse. C'est une taxe encombrante et un vestige d'un autre âge.

Le discours du trône parle d'une enquête sur les pensions aux vieillards, problèmes sociaux, etc. Nous en reparlerons plus tard. Mais il me semble qu'au point de vue agriculture on aurait dû faire la même chose. On aurait dû faire une enquête pour savoir si les méthodes et moyens suggérés par notre ministre de l'Agriculture sont bien propres à atteindre les fins qu'on leur propose. Je prétends que le ministre d'agriculture devrait s'entourer d'experts en plus de ceux qu'il a déjà, pour s'assurer de l'excellence de ses méthodes, et de leur côté pratique; car des cultivateurs, dans certains comtés, prétendent que les méthodes du ministre ne sont pas pratiques.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) m'a reproché de ne pas être intervenu dans la grève du lait. Il est vraiment difficile de plaire à ces messieurs de la droite. Si je m'étais mêlé de l'affaire, comme maire de Montréal, ils m'auraient dit que je n'avais aucun droit de m'en mêler. On m'aurait accusé de faire de la politique. Cela n'a pas empêché le ministre, dans une récente campagne, de s'apitoyer sur le sort des tout petits qui étaient privés de la nourriture essentielle à leur vie et de prétendre que la situation me laissait indifférent. J'ai beaucoup de sympathie pour les enfants de Montréal et pour les électeurs montréalais aussi, peut-être plus que le ministre de l'Agriculture, mais si le même événement se produit encore, j'irai voir le ministre de l'Agriculture, et nul doute qu'il me recevra aussi cordialement qu'il l'a fait récemment.

On parle d'augmenter le nombre des députés ruraux. Quelle componction! Quelle condescendance pour ce bon peuple! Cinq députés de plus, afin de pouvoir rendre plus de services aux cultivateurs. Même les amis du gouvernement ne veulent pas le croire: ils prétendent que ce n'est pas le vrai motif du gouvernement. La *Gazette* a dit qu'elle espérait que c'était dans ce but louable, mais elle n'en est pas sûre. Je l'espère moi aussi, mais je n'en suis pas sûr, ni les électeurs non plus. Je crois plutôt à une tactique électorale et que les élections s'en viennent.

Les syndicats catholiques de Québec d'après les journaux ont adopté une résolution, hier, protestant contre cette attitude. Le gouvernement aurait voulu que je proteste aussi. Vais-je aussi protester? Non. Le piège qui m'était tendu n'était pas suffisamment recouvert de mousse pour que j'y tombe. Mais l'attitude de certains ministres, au cours des récentes campagnes, à dresser les villes contre les campagnes et les campagnes contre les villes est néfaste. Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) n'est pas étranger à cette attitude. À Sainte-Julienne, il a prétendu que

j'étais opposé à ce que Montréal fasse sa part et paie des taxes pour le peuple des campagnes. C'est un jeu dangereux, un jeu indigne d'un ministre qui détient un ministère aussi important que celui des Travaux publics. C'est un jeu que je lui conseillerais de ne pas continuer. Gens de ville et gens de campagne nous sommes destinés à vivre ensemble, et il importe qu'on n'attise pas de haines et de griefs pour des fins de basses politiques.

Je ne m'oppose nullement à ce que Montréal paie sa part des taxes, mais pour des taxes employées uniquement au bien de cette province, et non pas pour des taxes employées à des fins de partisanerie, pour maintenir le parti au pouvoir, pour faire de la politique, protéger des amis et bâtir des palais de justice qui durent sept ans à construire.

(Rires)

J'espère, M. l'Orateur, que le premier ministre ne sera pas fâché contre moi si j'utilise sa formule. Que l'abus de mandats spéciaux cesse, que les fonds soient votés par les représentants du peuple pour que, lorsque nous faisons notre devoir comme représentants du peuple en rendant compte de nos mandats à nos électeurs, nous puissions révéler comment les fonds publics ont été utilisés et où l'argent est allé.

Je vais pénétrer maintenant dans le département des Terres et Forêts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant au député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) Écoutez, écoutez<sup>5</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je voudrais bien pénétrer aussi dans la forêt, pour voir ce qui s'y passe. Je comprends que quelques-uns de mes adversaires n'y verraient aucune objection, tant que j'y resterais. Mais je ne vais pas leur donner ce plaisir encore. Où en est-on avec nos pouvoirs hydrauliques? Quelle farce monumentale! Il y a deux ans, nous avons vu deux avocats éminents se combattre à coups d'arguments pour obtenir de Québec un bout de papier qui vaut, paraît-il, des millions. Je veux parler de la charte de Beauharnois.

Ils l'ont obtenu pour les raisons invoquées, savoir qu'il fallait de la concurrence, qu'il existait une grosse compagnie dont les tentacules s'étendaient partout, que ses prix étaient exorbitants et qu'il fallait établir la concurrence, enfin toutes les raisons qu'on amène quand des gens habiles veulent obtenir une chose à tout prix. Aujourd'hui, cette charte, connue sous le nom de Beauharnois Power, combattue par d'autres gros intérêts, nous y voyons que les deux

avocats qui se combattaient sont dans le même bureau de direction, ainsi que les gros intérêts qui la combattaient, qu'il n'y a plus qu'une seule grosse compagnie dans toute la province, spécialement sur la Côte-Nord, pour fournir l'électricité à Québec, en Ontario et ailleurs.

Nous allons exporter 250,000 chevaux-vapeur en Ontario, pour le nouveau développement de la Beauharnois. La Gatineau Power en exportera autant. Nous fournissons à l'Ontario les moyens de se développer, au détriment de notre province et à même nos ressources naturelles, et de vendre de l'énergie électrique aux États-Unis qui en profiteront, toujours à notre détriment.

Il me semble encore entendre le premier ministre affirmer que jamais, oh! jamais, il ne permettrait l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis. Mais quelle est la différence si elle s'y rend par un plus long détour, c'est-à-dire par l'Ontario qui l'envoie aux États-Unis? Il importait, pour sauver les apparences, de faire séjourner ce pouvoir quelque temps, en Ontario, avant de le faire pénétrer outre quarante-cinquième.

Et savez-vous que cette charte de la Beauharnois, ce chiffon de papier obtenu parce que les avocats avaient bien plaidé et invoqué quantité de raisons, ce chiffon de papier sanctionné à Ottawa après bien du trouble, bien des efforts, nombre de négociations, il vaut déjà, à ce qu'il paraît, \$30,000,000. Pour un de leurs amis, pour un ami du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) il vaut, avant même qu'une seule pelletée de terre ait été enlevée, la somme de \$3,000,000. Et on dit encore que ce n'est pas trop cher! Combien les amis du ministre nous sont chers! À Montréal, ils ont déjà coûté \$5,000,000!

Je dis que le gouvernement a manqué de prévoyance en ne tirant pas avantage des facilités qu'il avait l'an dernier, et qu'il a cédées à une compagnie privée, de former une commission hydroélectrique, comme il en existe une en Ontario, pour donner le bénéfice de ces avantages à la province et organiser la concurrence. C'est ainsi que nous aurions pu fournir aux cultivateurs l'électricité à bon marché que réclamait hier le député de L'Islet (M. Godbout). Le programme de l'opposition est de fournir, si c'est possible l'électricité au prix coûtant, au peuple de la campagne, au moyen d'une commission, comme la chose s'est fait en Ontario, où la Commission est si puissante que nos amis de cette province sont allés à Toronto pour rencontrer les directeurs de cette commission et se battre les uns contre les autres pour lui offrir de l'électricité.

On me permettra de lire des notes que quelqu'un m'a fournies sur ce sujet:

"L'électricité du Québec pour les Québécois.

"Avec des réserves d'électricité qui se mesurent en millions de chevaux-vapeur et dont certaines pourraient être exploitées à un coût extraordinairement bas et à proximité des régions industrialisées de l'ouest de l'Ontario, c'est de connivence avec le premier ministre de la province que des hauts placés fûtés et clairvoyants de la Commission de l'électricité de l'Ontario négocient actuellement un approvisionnement en hydroélectricité provenant des cours d'eau du Québec. Il est peu probable que les intérêts du Québec soient bien servis lorsque les réserves nécessaires à ses propres cités et villes sont rapidement happées par l'Ontario pour bâtir des manufactures et accroître la population de ses municipalités.

"Cette situation paraît particulièrement néfaste lorsqu'on apprend que la mainmise de l'Ontario sur l'électricité du Québec permet à la Commission ontarienne de vendre d'importantes quantités d'énergie à Buffalo et ainsi d'accroître ses revenus d'un million de dollars par année. Si l'industrie québécoise qui produit et vend de l'électricité à l'Ontario en retirait un prix avantageux, ou à tout le moins raisonnable, la politique de vente d'électricité à l'Ontario ne serait pas aussi préoccupante. Mais la Commission ontarienne réussit à obtenir du Québec d'énormes blocs d'électricité à des tarifs moins élevés que ceux imposés aux clients du Québec, plus petits, qui achètent de l'électricité au fur et à mesure de leurs besoins. Il est donc clair que cette politique n'est pas bonne pour cette province.

"Récemment, alors que des négociations étaient en cours avec les autorités ontariennes, des entretiens étaient également en cours à Toronto avec des représentants de cinq différentes compagnies intéressées à vendre de l'électricité produite par de futures centrales sur le fleuve Saint-Laurent et sur les rivières Outaouais, Gatineau et au Lièvre. Comme il s'agissait tous de compétiteurs, on peut facilement imaginer la bonne affaire pour les commissaires ontariens. Cette course sans merci pour devenir le premier à exploiter les ressources québécoises au profit de l'Ontario n'annonce rien de bon à long terme pour cette province.

"Si la situation est laissée à elle-même, et qu'au cours des dix prochaines années on autorise le développement successif des nombreuses sources d'hydroélectricité du Québec situées à l'intérieur de

la zone de transmission possible vers l'Ontario surtout pour répondre aux besoins croissants de l'ouest de l'Ontario, le Québec verra son avenir irrémédiablement hypothéqué alors que sa voisine, l'Ontario, aura acquis des avantages tout à fait disproportionnés par rapport à sa position géographique et à ses ressources naturelles. Les dirigeants du Québec vont-ils laisser cette vague d'enrichissement éhontée emporter nos compatriotes vers l'Ontario, incapables de résister à l'appel de salaires plus élevés et de meilleures perspectives d'avenir qui découleront inévitablement de la distribution d'énormes blocs d'électricité du Québec aux villes ontariennes?

"Ne devrions-nous pas freiner les efforts des promoteurs et nous assurer que la houille blanche du Québec soit conservée pour répondre à ses propres besoins? La majorité des électeurs québécois appuieront l'hydroélectricité du Québec et les autorités gouvernementales devraient en faire autant."

Il est clair qu'en exportant notre énergie électrique en Ontario, nous ne développons pas la province de Québec. C'est même élémentaire, et j'affirme de nouveau que le gouvernement a manqué de prévoyance en permettant aux compagnies de Québec d'exporter leur énergie électrique en dehors de notre province. Et ce qui est encore plus étonnant, c'est que ces compagnies vendent l'énergie électrique à meilleur marché à l'Ontario que dans la province de Québec. Elles vendent le horse power à \$15 à l'Ontario, et dans la province de Québec, sauf pour de très grosses industries, de \$20 à \$35. La question a été soulevée l'an dernier à cette Chambre par le député de Hull (M. Guertin) et le sera sans doute cette année encore: il saura montrer au gouvernement à quel point il a manqué de vision en laissant s'échapper notre propre pouvoir électrique alors qu'il aurait fallu le garder ici, pour notre propre peuple et nos propres industries.

Avec la permission de l'honorable premier ministre, je voudrais parler de la situation de la pulpe dans cette province que le gouvernement a permis de dépouiller, au profit de certaines gens qui échappent au contrôle du premier ministre de la province, parce qu'ils ont obtenu trop de pouvoir. Je veux parler de M. Graustein, que le premier ministre a l'intention de punir en empêchant l'International Paper de faire la coupe dans certaines de ses limites, je suppose. Mais, le fait reste patent que le premier ministre de cette province sait qu'il n'est plus en mesure de contrôler la situation. Voici une compagnie dont le but avéré, patent, notoire, est de détruire les autres industries

concurrentes dans cette province, et le premier ministre, et le cabinet, et le gouvernement sont incapables de l'en empêcher.

Nous avons lu dans les journaux les rapports de conférences entre les premiers ministres de l'Ontario et de Québec. Et nous avons lu, le jour qui a suivi ces assemblées, que la situation allait être réglée et que M. Graustein allait augmenter ses prix et que le papier serait vendu \$60 la tonne. Or, quelques jours plus tard, M. Graustein ripostait en annonçant qu'il laissait le prix de son papier à \$55 la tonne, prix, qui d'après ceux qui s'y connaissent, entraînera pour les autres compagnies sinon la faillite, du moins la perte du profit qu'en attendaient ceux qui ont souscrit au capital de ces compagnies.

Le prix de la tonne de papier fixé à \$55 n'est pas assez élevé, selon plusieurs autorités, pour assurer un rendement juste et raisonnable de nos forêts, et ce prix a été fixé pour ériger un monopole qui ne saurait tarder et qui ferait périr les petits moulins incapables de résister davantage. Franchement, est-ce que cette situation n'est pas ridicule? Nous avons sacrifié nos forêts et les gens qui les ont obtenues s'en servent pour lutter contre notre gouvernement.

On a fait souscrire des obligations par millions de dollars au public de notre province, et ces obligations sont en grand danger si l'International Paper ne change pas d'attitude. Aujourd'hui, pour chercher à arrêter cette compagnie, le premier ministre est obligé de limiter la coupe de bois de certaines compagnies, ce qui va mettre nombre de gens dans la rue. La vérité, c'est qu'il y a un État dans l'État, parce qu'on a donné nos forêts. Le gouvernement ne contrôle plus la situation. Le gouvernement n'a pas le contrôle des grosses compagnies de papier alors qu'autrefois il prétendait que le gouvernement contrôlait toutes les grosses corporations. Voilà ce que le gouvernement a fait après 33 ans de régime.

Les obligations émises au public sont en danger, l'épargne publique est en danger. Exposer l'épargne publique, en permettre le contrôle par un minimum d'actions à certaines gens, laisser émettre des obligations pour plus que la valeur des concessions forestières et, en plus, pour contrôler la situation, être obligé de violer la loi fédérale des monopoles, qui exige la liberté du commerce et la libre concurrence dans l'industrie! Où donc est la protection que le gouvernement prétendait nous assurer par les quelques directeurs qui siègent au bureau de direction de l'International Paper? Le premier ministre disait: "Nous avons des Canadiens

éminents qui siègent au bureau de direction de cette compagnie et ils sauront défendre nos intérêts, le temps venu".

Comment se fait-il que le premier ministre ait été obligé d'intervenir? Mais il prétend que ce n'est pas une intervention. Quand deux premiers ministres se rencontrent pour imposer leurs vues à une industrie puissante, je n'ai pas le vocabulaire du premier ministre, mais j'appelle ça une intervention, et je suis sûr d'être compris.

M.M. Donat Raymond, Raoul Dandurand, J.-H. Fortier, le sénateur Smeaton White, c'est un bleu, c'est-à-dire, qu'il est bleu à Ottawa et rouge à Québec, eh! oui, le premier ministre avait parlé, il y a quelques années, de rouge à Ottawa et rouge à Québec; maintenant, il a passé par-dessus ça. Son amitié est devenue si grande aujourd'hui qu'il doit y avoir un intérêt mutuel à maintenir cette amitié. Dans le cas de la *Gazette*, l'amitié du premier ministre est installée dans les *Comptes publics*. C'est la même chose pour *L'Événement* et aussi pour *La Patrie*, mais moins pour celle-ci, surtout depuis quelque temps. Probablement parce que les amis du gouvernement veulent l'acheter. Mais il est encore temps, car *La Patrie* est encore à vendre, et elle a été souvent vendue.

J'avais l'intention de demander au premier ministre, ou à l'orateur qui me répondra, s'ils répondraient à la question que j'ai posée au cours des récentes campagnes politiques: est-il vrai que le gouvernement a faussé la *Gazette officielle* pour vendre avec plus de célérité une partie importante de nos forêts à une compagnie étrangère? Je vois que le ministre des Terres et Forêts prend des notes et je suis sûr que j'aurai une réponse. J'espère que ce sera la bonne.

Puis-je demander la permission de m'occuper maintenant du département du secrétaire de la province (l'honorable M. David)? J'ai entendu le proposeur de l'adresse demander des octrois plus abondants pour les maîtresses d'écoles. Je crois que le secrétaire provincial répondra que cela regarde les municipalités. Je n'ai pas eu connaissance que les municipalités aient jamais refusé la générosité du gouvernement, dans ce domaine, ni dans les autres. Je crois qu'il est temps d'apporter une solution à cette question. Je réclame des salaires plus élevés pour les institutrices. Ce n'est pas avec le maigre encouragement que nous donnons actuellement à la maîtresse d'école que cette dernière s'intéressera à l'enseignement comme carrière.

Et comme M. Laurent Barré le réclamait avec instance dans le temps où l'on examinait sa ferme,

qu'on fouillait à l'arrière de sa grange, qu'un excellent artiste photographe travaillait arduement sur sa ferme, afin de ne manquer aucun détail, je réclame un enseignement plus rationnel pour la population rurale.

M. Barré disait, par exemple, que si son fils, âgé de 15 ans, pouvait aller à l'école d'un instituteur capable de lui enseigner la théorie nécessaire pour un cultivateur, de lui enseigner la chimie des engrais, par exemple, son fils pourrait revenir à la terre et y mettre en pratique ce qu'il aurait appris à l'école.

Et j'ai vu la maisonnette de Laurent Barré. Ce n'est pas une ferme où l'on voit des employés grassement payés pour cultiver la terre d'un "gentleman farmer" amateur travaillant pour des gens qui ont les moyens de se payer ce luxe. Je ne blâme pas ceux qui ont ces moyens, et qui vont chercher sur leurs fermes un repos mérité, mais quand ces gens viennent attaquer le fondateur de l'Union catholique des cultivateurs, parce qu'il n'a pas eu le temps, depuis avril dernier, de blanchir sa grange à la chaux, le fondateur du mouvement de collaboration agricole, mouvement que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) sera forcé d'aider, mouvement qui coopérera avec le ministère d'Agriculture actuel ou futur pour le bien de la classe agricole, il me semble que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) pourrait employer d'autres termes que ceux dont il s'est servi à son égard.

Qu'on m'attache la chose ne me fait ni chaud ni froid. Mais je connais trop bien la sincérité de Laurent Barré pour le laisser en butte à des attaques aussi virulentes que celles qu'il a eu à subir du ministre de l'Agriculture dans Montcalm.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) nous dira, dans une de ses prochaines causeries en Chambre, combien les universités reçoivent de plus que les écoles primaires. Le ministre reconnaîtra que, depuis que je suis en Chambre, j'ai demandé suffisamment pour les écoles primaires. La Commission des écoles catholiques à Montréal a fermé certaines classes d'enseignement supérieur. Elle a centralisé, faute de ressources, pour maintenir toutes ces classes. Je suis des plus favorables aux universités. On ne fera jamais trop pour l'éducation, soit primaire, soit supérieure, mais en toute charité, le Trésor provincial devrait bien laisser le flanc de la montagne, car de l'avis de ceux qui connaissent la situation - et le ministre de l'Agriculture en est, lui qui a été fait directeur de l'Université, alors qu'il était dans Montcalm, - l'Université s'installe dans un endroit où il faut faire sauter les quartiers de roc, dans un endroit où on va engloutir des millions avant

de commencer un seul cours d'étude. Et ce, après le refus d'un terrain gratuit à Maisonneuve. C'est de cette manière supérieure que le secrétaire provincial distribue des millions qui ne serviront pas les fins de l'université. Le gouvernement va-t-il suffire à la tâche?

Parlons du système Grancher. Ce système n'est pas nouveau. Cependant, n'ayant fait que des études ordinaires, j'ignorais le système Grancher, mais je me suis enquis auprès de gens renseignés qui m'en ont dit beaucoup de bien. Mais, malgré mon peu d'instruction, je ne suis qu'un gars de faubourg, j'ai appris que le meilleur moyen de se débarrasser d'un mal, c'est de se débarrasser de la cause de ce mal. Pourquoi le gouvernement ne procéderait-il pas en cette matière comme il l'a fait pour réduire le nombre des tavernes à Montréal? Il avait procédé graduellement. La première année, ceux qui voulaient abandonner recevaient beaucoup. L'année suivante, c'était un peu moins, la troisième année encore moins, et la quatrième année encore moins. Pourquoi la province ne collaborerait-elle pas avec les grandes villes, pour faire disparaître les taudis qui sont la cause de la tuberculose? Entre-temps, je ne suis pas opposé au système Grancher et je souhaite qu'il ait les meilleurs résultats.

Maintenant, je le demande, est-ce que le palais de justice de Québec est fini? On me dit que non. Est-ce une œuvre de philanthropie? Alors il faudrait l'enlever du département des Travaux publics pour la confier au secrétaire de la province (l'honorable M. David). Mais nous comprenons que le ministre déclare que la gauche n'a pas le droit de parler ainsi. Ce n'est pas une œuvre de reconstruction, mais une de reconstitution. Tout de même, ça marche depuis sept ans. Je ne voudrais pour rien au monde que les entrepreneurs viennent faire une manifestation hostile au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), mais ils pourraient s'impatisser, et je ne veux pas qu'on vienne ennuyer le ministre.

Je me demande si les contracteurs ne s'objecteront pas à continuer les travaux, s'ils n'auront pas de difficultés avec le ministère. Je ne sais pas comment expliquer la position des entrepreneurs de cette besogne, mais savez-vous comment on dit ça dans Sainte-Marie? On dirait "Y se bourrent", tout le monde chez nous comprendrait ce que ça veut dire. Ce n'est pas accepté par l'Académie. Finissons donc la bâtisse une fois pour toutes. Cessons enfin d'être le ridicule de la province avec cette construction qui ne finit jamais, car le ministre sait très bien les gloses qu'on fait sur ce sujet.

Récemment, au conseil municipal de Montréal, que j'ai l'honneur de présider, on discutait au sujet de deux ponts en construction, le pont Legault et le pont Desroches. Le pont Legault porte le nom de l'échevin Legault, organisateur libéral du district de Montréal et organisateur spécial de l'assemblée de Sainte-Julienne. Voyez le mérite qu'il y a à être organisateur libéral ou à le rester quand on le peut, notre nom est donné aux plus grands monuments avant notre mort. Mais j'espère que ça changera quand mon tour viendra, car si on donne mon nom à un monument, je voudrais bien l'avoir mérité.

Nous allons dépenser \$2,000,000 pour ces ponts. Je voudrais savoir si le gouvernement va contribuer à la construction des deux ponts. Le président du comité exécutif de Montréal m'a appris l'autre jour que le gouvernement ne voulait rien donner.

Pourquoi? Pour punir Montréal de m'avoir élu maire? Le gouvernement a aussi ses amis dans notre conseil de ville. J'y suis en minorité. Pour punir Montréal de m'avoir redonné mon comté de Sainte-Marie? Je continuerai à réclamer, cependant.

Dans la plupart des comtés, le gouvernement contribue pour 60 % du coût des ponts. Mais le gouvernement se montre injuste pour Montréal en refusant de contribuer au coût des ponts qui desserviront un grand nombre de gens de la rive opposée à Montréal. Mais je m'arrête parce que plus je demande, moins j'obtiens. Il en sera ainsi jusqu'au jour où le gouvernement dégringolera. La ville de Montréal obtiendra alors justice ainsi que tout le monde.

Le discours du trône annonce la formation d'un comité pour étudier l'assurance sociale, l'allocation familiale, les pensions aux vieillards. Le but de la création d'une commission d'enquête n'est que de gagner du temps. L'an dernier la même chose avait été proposée et si le gouvernement n'avait pas voté contre la motion à cet effet proposée par le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), le chef de l'opposition, et secondé par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), nous aurions gagné une année. Voici la motion proposée:

"Attendu qu'un des membres du gouvernement a déclaré qu'il considère la loi des pensions aux vieillards anti-sociale, et que les juristes consultés par le gouvernement la juge inconstitutionnelle, cette Chambre est d'avis que:

"a. Il est nécessaire de trouver des moyens de protéger nos indigents âgés, sans être injuste ni nuire à la situation économique de la province;

"b. Qu'il serait opportun de confier l'étude de cette question au complet à un comité spécial composé de représentants du gouvernement, de l'opposition, des universités, de l'École des hautes études commerciales et des unions de travailleurs et de cultivateurs;

"c. Que ce comité spécial, autorisé à siéger même au cours des vacances parlementaires, soit chargé d'enquêter sur les différents systèmes adoptés ou proposés ailleurs, d'étudier leurs effets et de faire rapport à l'ouverture de la prochaine session de la législature."

La motion fut présentée en Chambre et un débat suivit. M. Francoeur présente une motion d'amendement, secondée pour que les mots qui suivent soient biffés et remplacés par ce qui suit: cette Chambre, satisfaite par les déclarations du gouvernement qui affirme être à étudier le problème de l'aide à la vieillesse, afin de le résoudre de manière satisfaisante et avoir confiance que sa demande au gouvernement fédéral sera entendue, est passée à l'ordre du jour suivant. Cela signifie que, une fois de plus, le gouvernement est obligé de se rendre aux demandes de l'opposition après avoir perdu une année, alors que des gens attendent avec anxiété l'initiative du gouvernement à ce sujet.

(Applaudissements à gauche)

Un autre grief de la classe ouvrière contre le gouvernement, c'est qu'aujourd'hui un homme de 40 ans a de la difficulté à obtenir de l'ouvrage et qu'un homme ayant une déformation physique ne peut en trouver du tout. Et ce, parce que le gouvernement sans raison ni motif - à moins qu'il n'ait eu pour motif d'aider certaines compagnies d'assurances où il peut avoir des amis - n'a pas voulu modifier sa loi pour former l'assurance collective obligatoire.

J'ai déjà dit que si on me laissait l'alternative entre le Barreau et les compagnies d'assurances, je préférerais avoir affaire au Barreau et aux tribunaux qu'aux compagnies d'assurance. Je le répète. L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) a déclaré à Sherbrooke que la loi serait modifiée; j'espère qu'il la changera pour que nous n'ayons pas le spectacle des gens chassés par les compagnies d'assurance qui pratiquent l'eugénisme ou la sélection individuelle. J'espère qu'il permettra aux hommes de 40 ans de pouvoir se placer.

Quand un homme a deux bons bras, il ne devrait pas être obligé de lutter avec la compagnie d'assurance pour avoir du travail et gagner son pain. C'est une anomalie que de voir des ouvriers, encore sains et capables de se servir de leurs bras, ne puissent être engagés par crainte du fardeau qu'ils peuvent jeter sur leurs employeurs.

Nous parlerons au cours de la session des pensions aux vieillards, veuves et orphelins. Il est temps que nous nous en occupions, surtout dans un temps où les gens ont tant de difficultés à trouver de l'ouvrage, où la main d'œuvre est surabondante, où le chômage augmente rapidement, où les machines remplacent les hommes en grand nombre, où nous voyons les femmes et les enfants obligés d'aller travailler et accaparer le travail qui aurait dû être confié aux ouvriers physiquement aptes à ce travail.

Je salue avec plaisir, la présence en cette Chambre du nouveau trésorier de notre province, l'honorable M. McMaster. C'est un Écossais qui représente dignement l'élément anglo-protestant dans le ministère. Le nouveau trésorier nous expliquera, en bon Écossais sans doute, la formule de l'ancien trésorier (M. Nicol), qui faisait que la dette augmentait d'autant plus que les surplus étaient considérables. Nous ne sommes pas des économistes, et si je n'en suis pas un en tout cas, malgré mes quelques années de travail à la banque, de laquelle, sauf tout le respect que je dois au *Soleil*, je suis sorti les mains propres, nous ne pouvons comprendre comment les surplus peuvent augmenter la dette.

Cette comptabilité ne me paraît pas tout à fait la même que l'on m'a appris jadis, savoir que deux et deux font quatre, et non pas font trois. Nous avons confiance que le nouveau trésorier pourra nous apprendre ces choses, et je suis sûr que les nombreuses qualités qui caractérisent notre trésorier nous assureront une bonne explication.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** (Souriant) Si je trouve de bons écoliers en face de moi.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Vous pourrez même éclairer les bambins qui ont toujours appris à l'école que deux et deux ne font pas trois.

Parlons maintenant de la question des vins. Dans les villes, pas dans Montcalm, mais dans les villes, on dit que si le gouvernement n'accorde pas la vente des vins aux épiciers, on battra le gouvernement. Je suggère au ministère d'accorder la vente du vin par les épiciers dans les villes. Ce sera une mesure très sage, car le ministère n'en mène pas large dans les villes. On semble donner une trop grande importance à la campagne sur les villes. Je ferai remarquer en passant que la représentation moyenne des villes est d'environ 14,000 à Montréal, d'environ 6,000 à Québec, et d'environ 4,000 dans le reste de la province. Si le gouvernement persiste à tirer sur la corde, il pourrait arriver que la corde casse.

Est-ce que le gouvernement, à la veille des élections, n'abandonnera pas aux villes une faible partie de ses revenus qu'elles lui donnent par la taxe sur les autos, la gasoline et les liqueurs? Les villes réclament un peu plus que ce qu'elles ont maintenant dans la part de revenus que le gouvernement leur enlève. Nous demandons aussi une demi-licence d'auto pour les cultivateurs.

Quant à l'impôt sur les successions, on nous promet de l'améliorer. Il y a longtemps que nous réclamions des modifications. L'opposition a déjà présenté des mesures au sujet de la taxe de succession.

Le gouvernement les a adoptées sans jamais en attribuer le mérite à l'opposition, mais en criant partout que celle-ci n'avait pas de programme. En 1911, l'opposition a demandé l'abolition de la taxe sur les petites successions. M. Gouin a refusé. Le 26 janvier 1911, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), secondé par M. Lafontaine, a présenté la motion suivante:

"Tout en acceptant de voter les subsides de Sa majesté, cette Chambre croit qu'il est de son devoir d'inviter le gouvernement:

"a. À réduire le fardeau des taxes qui pèsent sur les payeurs de taxes de cette province;

"b. D'exempter de taxe toute succession en ligne directe ou entre mari et femme lorsque le montant net ne dépasse pas \$10,000;

"c. D'exempter de taxe toute partie de succession en ligne directe ou entre mari et femme lorsque le montant net ne dépasse pas \$3,000 alors que la valeur totale de la succession ne dépasse pas \$10,000. Tous les ministres ont voté contre cette motion.

Récemment le député de Hull (M. Guertin), secondé par le député de Montréal-Dorion (M. Blain), a demandé que la taxe soit basée sur chaque part d'héritage, au lieu de l'être sur le montant global, favorisant ainsi les familles nombreuses, mais la mesure a été rejetée.

Je constate maintenant avec plaisir, que le premier ministre a accepté de modifier la taxe en question, à la demande de l'opposition. L'honorable premier ministre, à propos de cet impôt, a écouté l'avis de la bonne presse, de celle qu'il appelle la bonne presse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est elle qui s'appelle la bonne presse.

L'honorable M. David (Terrebonne): Elle se canonise elle-même.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Si la bonne presse attendait après pour la canoniser, elle ne devrait compter que sur l'avocat du diable pour parler pour elle.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Alors, vous n'avez qu'à continuer.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Parlons de la voirie. Mon collègue de Trois-Rivières (M. Duplessis) avait demandé, l'an dernier, l'entretien des ponts par le gouvernement provincial. Le gouvernement a refusé. L'an dernier le ministre prétendait le contraire, en disant que l'entretien de ces ponts devrait être à la charge des municipalités. Mais, cette année, il est obligé d'accepter cette autre mesure préconisée par l'opposition. Maintenant, le gouvernement ira de l'avant et dépouillera les villes même, afin d'entretenir tant les routes que les ponts, au profit de la population rurale. Je crois que la dévotion du ministre envers les gens de la classe rurale sent la tactique politique plus qu'autre chose. Ça sent les élections.

Nous avons voté l'an dernier, \$17,000,000 pour élargir les routes de la province et les rendre permanentes. Savez-vous ce que les gens disent? Ils disent que l'argent voté pour faire des chemins ne l'a pas été pour faire des chemins temporaires, mais qu'on aurait dû faire lesdits chemins permanents dès le début. Mais maintenant, on va les rendre permanents au coût de \$17,000,000. Ce sont, sans doute, des travaux qui doivent être permanentement permanents. La principale compagnie qui utilisera ces chemins, la Provincial Transport, peut rouler sur ces chemins à raison de 30, 35 40, 50 ou 60 milles à l'heure, et rapporter de beaux profits à ceux qui s'intéressent au transport par autobus dans la province de Québec. Je ne connais aucun de ceux qui font partie de cette compagnie et qui font partie du gouvernement en même temps. Mais ces gens-là doivent être de grands amis.

Je crois que, si la Provincial Transport n'avait pas des amis si près du gouvernement, les autobus ne pourraient pas filer à 57 milles à l'heure, et le gouvernement ne serait pas obligé de dépenser \$17,000,000 pour rendre nos chemins permanents encore plus permanents.

Nous parlions de notre ancien ministre de la Voirie<sup>6</sup> comme d'un génie législatif. Nous avons dû modifier notre opinion en constatant qu'il avait employé notre argent à faire des chemins permanents qui n'étaient ni assez permanents, ni assez larges pour laisser passer ces gros autobus qui vont à l'allure qui

leur plaît et qui, eux, ne laissent passer personne, puisque le chemin leur appartient. N'arrivez pas derrière un de ces autobus, même si vous êtes un médecin qui se hâte au chevet d'un patient. Ils prennent la priorité et sont sûrs de ne pas être attaqués. Nous croyions que, dans certaines régions, tous ces travaux étaient réalisés dans le but de faciliter les déplacements des propriétaires de voitures; mais non, c'était pour les autobus.

Récemment, j'ai lu dans les journaux que le ministre avait augmenté la limite de poids des camions circulant sur les chemins de la province. On a cru que le gouvernement voulait aider les automobilistes en augmentant la pesanteur des camions. On a dit que quelques amis du gouvernement étaient intéressés dans une compagnie qui a plusieurs camions, une des compagnies les plus connues à Montréal et de la province, mais qui ne pouvait utiliser les routes provinciales. C'est elle qui a obtenu cette faveur. Je suis délicat. Vous admettez qu'être plus délicat que cela, je n'en suis pas capable.

Je laisse à mes collègues qui sont avocats le soin de demander le rétablissement des brefs de prérogative, tels que le *certiorari*, l'*habeas corpus*, etc, avec la permission de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault). Maintenant que le ministère a un Anglais authentique comme ministre, en la personne du nouveau trésorier, nul doute qu'il travaillera à rétablir les prérogatives qui nous sont venues d'Angleterre, notamment celle qui nous est chère entre toutes, la liberté. Je demande qu'on n'arrête plus sans mandat.

Les lois des liqueurs devraient être moins sévères. Aujourd'hui, en pratique, c'est un plus grand crime pour un homme de vendre un verre de bière que de cambrioler la demeure de son prochain. La peine est exagérée et ne correspond pas au degré de gravité de l'infraction. Le premier ministre est un grand avocat, nous l'avons vu à l'œuvre, mais nous n'aurions jamais cru qu'il pût consacrer son talent et sa connaissance des lois à supprimer la plus précieuse de nos prérogatives.

J'aurais une suggestion à faire au procureur général. N'y aurait-il pas moyen aussi d'empêcher les procureurs de la couronne de fréquenter les assemblées politiques? Vous voyez les inconvénients que cette pratique présente: au lendemain d'une assemblée politique: il peut y avoir des arrestations, et le procureur peut se trouver placé dans la position difficile d'avoir à défendre l'adversaire de la veille. Il me semble anormal de voir une pléthore de procureurs de la couronne se rendre dans un comté

pour faire de la politique. C'est une anomalie. C'est encore une liberté qui s'en va. À Montréal il y a une pléiade de procureurs de la couronne, payés à même l'argent du peuple, qui se mêlent aux campagnes politiques. Ça horripile les gens de payer pour combattre les gens qui les défendent. Je ne parlerai pas des procureurs de la couronne qui donnent ordre aux juges de procéder malgré les ordres contraires de la Cour supérieure. Dans un vieux régime, ça s'explique. Mais ce n'est pas juste, et je demande au procureur général d'en dire un mot à ceux qui relèvent de lui.

Il me semble que les procureurs de la couronne devraient avoir la décence de rester chez eux durant les campagnes politiques, ou alors de faire comme le trésorier provincial qui a résigné ses fonctions pour faire de la politique.

Il y a en plus l'avocat de la Commission des liqueurs. C'est une chose ou une institution à part, comme le déclarait le premier ministre quand nous demandions une enquête. Mais quand même je m'en plaindrais, il reviendrait à l'élection suivante. Le premier ministre devrait comprendre que l'avocat en chef de la Commission des liqueurs a un salaire raisonnable, non \$20,000, évidemment, mais un salaire raisonnable et payé à même les fonds publics. Et si je défends les fonds publics contre cet avocat, le public est obligé de le payer pour me combattre. Est-ce que le gouvernement ne trouve pas la chose anormale?

Parlons maintenant de la protection de l'épargne populaire. Il est temps qu'on y songe. L'épargne populaire a été exposée récemment dans une aventure à Québec, et précisément, je crois, alors que l'opposition avait demandé que les ministres ne fassent partie d'aucune compagnie où l'argent du public est en jeu. Le nom d'un ministre attire la confiance du public et peut l'attirer jusqu'à la faillite.

Et maintenant, M. l'Orateur, je voudrais savoir si on a découvert l'auteur de l'attentat contre le premier ministre<sup>7</sup>. Si on l'a découvert et si le premier ministre avait donné à l'affaire la même publicité qu'à l'attentat, nous en saurions quelque chose et la province serait contente. Je ne fais pas cette déclaration exclusivement pour être désagréable au premier ministre, mais parce que l'an dernier, alors que par un règlement de la Chambre j'ai été empêché d'élever la voix dans cette assemblée, le premier ministre a prononcé les paroles suivantes: "Le député de Montréal-Sainte-Marie veut faire croire à la population que c'est la police provinciale qui est responsable de l'attentat commis au parlement, à mon bureau. Je dirai au député de Montréal-Sainte-Marie:

allez donc jusqu'au bout si vous êtes brave. Celui qui fait courir le bruit que c'est la police provinciale qui a commis l'attentat est précisément celui qui a mis la bombe - je sais ce que je dis, et le député de Montréal-Sainte-Marie sait ce que je sais".

Peut-être le premier ministre, dans la chaleur du débat est allé plus loin qu'il ne le pensait, parce ses paroles pourraient porter les gens à penser que le député de Montréal-Sainte-Marie avait trempé dans cet attentat. Je relève l'incident parce que je ne voudrais pas que l'on pense que le député de Montréal-Sainte-Marie a eu quoi que ce soit à faire avec l'affaire.

On m'a reproché d'avoir fui, à l'assemblée de Sainte-Julienne - de m'être sauvé, suivant le mot du secrétaire de la province (l'honorable M. David) - mais j'ai le courage mieux placé que cela. Et puis, je pouvais avoir peur que Tony Frank fût là. Je regrette l'incident de l'an dernier. J'avais dit que le public n'avait pas confiance dans la police provinciale et que la rumeur publique accusait la police provinciale. Les récents événements ne me donnent certainement pas tort. Le premier ministre sait ce que je veux dire. Il me comprend.

Quand on emploie comme policier des gens qui sortent de prison, il ne faut pas être étonné. Il faut qu'un régime soit bien avancé pour employer à faire des causes des gens qui ont subi de la prison. Si le premier ministre veut maintenir l'intégrité de son administration, il ferait mieux de se débarrasser de certains individus impropres à faire la police.

Je n'ai pas vu dans le discours du trône que le premier ministre ait fait quoi que ce soit pour diminuer sa publicité dans les journaux et les sommes d'argent données à ses journaux, *Le Soleil*, *Le Canada*, *La Tribune*, la *Gazette*, etc. Le peuple subit et craint le régime avec raison. Quand un homme veut parler et exprimer des idées, il ne peut plus gagner sa vie si les amis du régime sont influents là où il travaille. S'il est employé du gouvernement, on le met dehors, s'il est employé dans les chantiers maritimes à certains endroits, il sera "de trop" en temps d'élection.

Va-t-il falloir penser uniformément dans cette province, fermer les yeux sur tout ce que le gouvernement peut faire de mal, et accepter sans critiquer tout ce que le gouvernement fait contre ceux qui combattent? Quel régime! Il justifie mon programme de la convention. *Le Soleil* n'a pas aimé le programme que j'ai énoncé à la convention conservatrice. Mais à ce sujet, savez-vous que le nouveau député de Beauce (M. Fortin) a accepté mon programme, puisqu'il a dit: "Dehors la clique" et

qu'en s'y conformant, le gouvernement a retiré son candidat en sa faveur?

On m'a traité d'aventurier politique, d'insulteur, d'homme qui n'a aucun respect pour ses adversaires et qui aime la violence. Mais, permettez-moi. Je peux citer quelques aménités du *Soleil*, à mon égard, aménités payées à même l'argent du peuple.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) a dit que je l'avais traité de ministre du fumier, ce n'est pas exact. Je l'ai appelé ministre des boîtes à fumier en ciment, parce que le ministre met sur son programme la construction des boîtes de fumier en ciment et que, par une compagnie, il a envoyé une circulaire demandant la construction de boîtes de fumier en ciment.

La circulaire se lisait comme suit: "Monsieur, vous avez sans doute appris qu'à compter du 1<sup>er</sup> août 1929, l'honorable ministre de l'Agriculture accorde une subvention spéciale pour la construction d'un modèle de boîte à fumier en ciment selon des plans approuvés par le ministère de l'Agriculture. Cette subvention spéciale de \$25 est versée selon les conditions suivantes: 1. La boîte doit mesurer 12 pieds par 12 pieds, ou l'équivalent en surface de plateforme; 2. La boîte à fumier doit être à au moins 25 pieds de l'étable et de la grange; 3. Les fermiers désireux de construire une boîte à fumier doivent entrer en contact avec leur agronome, qui a le devoir de leur fournir gratuitement les plans et les instructions nécessaires. Toutes les demandes doivent donc être adressées à l'agronome du comté. Ces boîtes requièrent de 24 à 75 poches de ciment, selon la taille désirée.

Vos ventes augmenteront proportionnellement aux efforts que vous mettrez à faire connaître cette offre. Nous espérons que vous ferez tout votre possible pour appuyer cette bonne cause qui, non seulement fera augmenter vos ventes de ciment, mais également de tous les autres matériaux qui forment ces structures. Nous suggérons que vous demandiez au sous-ministre de l'Agriculture, J.-Antonio Grenier, de vous faire parvenir la documentation publiée par son ministère à ce sujet. Vous pourrez ainsi bien comprendre cette offre et en discuter avec les fermiers de votre région." C'est parce que cette lettre était signée N.-J. King, gérant des ventes de la National Cement, subsidiaire de la Canada Cement company, dont l'honorable ministre est directeur, que j'ai employé l'expression ministre des boîtes à fumier en ciment.

Mais, mes expressions à l'égard de mes adversaires sont loin d'approcher celles qu'on a

employées à mon égard. Selon *Le Soleil*, l'honorable premier ministre m'a appelé aventurier politique. Peut-être le suis-je, mais la plupart des aventuriers, avec les grandes aventures du passé, ont rendu de plus grands services à leur pays que le premier ministre n'a pu réussir à en rendre lui-même. Laissez-moi vous nommer Christophe Colomb, Jacques Cartier et Champlain. Je ne prétends pas être de leur trempe.

On va voir que nos adversaires me traitent de façon bien pire. (Il se tourne vers la tribune des journalistes) *Le Soleil* est là! *Le Soleil* du 12 juillet 1929 me traite de "bêche à fouiller dans la boue" de "bolchéviste écervelé", de "contempteur de l'autorité", "d'aventurier politique" parce que je ne veux pas me laisser voler mes élections. Peut-être? Il se peut que je sois écervelé, mais prenez donc votre argent, et non pas l'argent du peuple pour le dire. Vous pourriez toujours employer autre chose que l'argent du peuple pour attaquer celui qui le défend. Je défends les droits du peuple au lieu de prendre son argent. Ensuite, il y a M. Perron, à Saint-Liguori, qui me traite de faubourien.

Ensuite, il y a *Le Soleil* du 10 juillet qui me traite de gamin des rues de Sainte-Marie! Pour le public, c'est tout son être qui dégage des effluves de démagogie forcenée, comme une cheminée dégage suie et fumée, sans doute parce que je n'ai pas voulu me laisser voler mon élection dans Sainte-Marie. Je n'ai pas de titres de noblesse, mais j'ai certaines élégances morales que des gens de race semblent avoir oubliées. Enfin, on me traite de goglu.

(Rires)

Quand on ne veut pas être le chef des vautours, on peut bien être le chef des goglus. L'abbé Huard dit que le goglu est un oiseau distingué qui dédaigne la poussière des chemins et se plaît dans les prés au temps de la fenaison, et dont le chant est des plus appréciés. Mais le premier ministre a déclaré que c'est un oiseau qui descend sur la route après le passage des chevaux. Il vous dira le reste dans son discours.

Vous ne trouverez pas dans mes discours politiques un seul cas où j'ai employé des paroles aussi insultantes à l'égard de mes adversaires. Que le premier ministre se souvienne de son discours! Pourtant, ce sont les termes employés à la radio par un chef de grande famille distinguée dont on fait l'éloge dans toutes les provinces; il a 30 ans de vie publique et est premier ministre depuis neuf ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Ce n'était pas à l'heure provinciale<sup>8</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Qu'on cesse de prendre les deniers publics pour dire au peuple que je suis un insulteur, quand le pire exemple vient du premier ministre lui-même.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie croit-il que cette expression soit parlementaire? Il n'a pas le droit de traiter un collègue d'insulteur. On ne peut prêter des intentions à un député en particulier.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je la retire, si elle n'est pas parlementaire. L'incident est clos. Il est évident que l'honorable premier ministre, en définissant ainsi les goglus, n'insultait personne. Mais ce n'est pas tout. *Le Soleil* du 10 juillet 1929 me traite de déchet public, de pirate qui a poignardé son chef, accusation trop facile pour qu'on s'y arrête. On n'a pas le droit de parler de poignard à droite.

Le député des Deux-Montagnes a déclaré qu'il s'en irait et il a tenu parole. L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a agi en homme d'honneur. Il est venu à la convention, il a résigné, agissant avec noblesse.

Je n'ai pris la place de personne, la place étant vacante. C'est mieux que ce qui s'est fait ailleurs. Un homme du peuple inculte, un gueulard, a écrit *Le Soleil*, 19 juillet 1929.

De plus, l'honorable premier ministre a déclaré à Sainte-Julienne qu'il aimait mieux être avocat que d'être comme le député de Montréal-Sainte-Marie, un rien du tout.

Si le premier ministre était parti d'où je suis parti, sans les grands avantages qu'il avait, il ne serait pas où il est rendu aujourd'hui, ni même là où je suis rendu moi-même.

On commence avec ce qu'on a. Je suis un rien du tout peut-être, mais un rien du tout qui voudrait garder à sa province ses ressources naturelles et n'avoir pas à se mettre aux genoux de l'étranger pour conserver ses ressources naturelles. Je ne sais pas quel rôle me réserve la Providence.

Si j'en crois le premier ministre, et mes autres adversaires, je ne durerai pas longtemps, mais je puis lui promettre cependant qu'aussi longtemps que je serai ici, je défendrai les intérêts de la population contre ceux qui la persécutent, qui restreignent ses libertés et qui ont établi le régime de "crois ou meurs".

Je me souviens d'une déclaration de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), déclaration que j'ai lue dans les journaux, dans laquelle il m'accusait de dénigrer sa famille et tout ce qui lui était cher, est-ce vrai?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Ce n'est pas vrai. Je n'ai jamais dit ça!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'accepte la déclaration du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). J'ai l'intention de le combattre encore ainsi que les autres, mais je respecterai toujours sa famille que je n'ai jamais insultée, n'en déplaise au *Canada* et au *Soleil*.

Le député de L'Islet (M. Godbout) a parlé du coût raisonnable de l'électricité pour les cultivateurs de la province. Je puis lui assurer qu'aussi longtemps que les ministres de la couronne seront membres de diverses compagnies qui fournissent l'électricité au peuple, son rêve n'a aucune chance de succès et que la classe agricole devra se passer d'électricité ou payer les hauts prix.

L'honorable ministre de l'Agriculture a dit dans Montcalm qu'il ne se souvenait pas du nombre des compagnies dont il est le directeur. Je vais les lui nommer. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est directeur d'importantes compagnies comme la Shawinigan Water and Power, la Montreal Tramway, etc.<sup>9</sup>. Comment espérer que l'intérêt public dans le même homme prenne le pas sur l'intérêt personnel ou l'intérêt des amis du gouvernement? J'ai parlé de compagnies qui obtiennent des amendements à leurs chartes. Je ne prétends pas qu'elles prennent des ministres comme directeur uniquement pour leur influence, mais les ministres n'ont jamais tort. Et les ministres sont généralement en faveur des amendements aux chartes demandées par les compagnies.

Il y a aussi le trust; les bills pour les octrois aux communautés portaient le nom de Sun Trust, en plusieurs occasions. Si les communautés s'étaient adressées ailleurs qu'au Sun Trust, est-ce que les octrois auraient été aussi considérables?

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** répond par un signe d'affirmation.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** La même chose, oui? Mais comment se fait-il que c'est toujours le nom de Sun Trust qui apparaît? Un simple hasard? Très bien, allons-y pour le hasard. Mais j'espère que les communautés religieuses en question n'ont pas le même régime que celui que je vois devant moi. Autrement, elles devraient aller à confesse au pape.

Il y a aussi Excelsior Life et la Sauvegarde. Le ministre de l'Agriculture est directeur de la Sauvegarde. M. l'Orateur, je suis un employé de

l'honorable ministre de l'Agriculture! Mais il n'y a pas d'alternative: c'est la seule compagnie canadienne-française du genre. Et si je retourne à la banque, je tomberai encore sous sa direction, je suppose.

Vous voyez qu'il est difficile de gagner sa vie sans l'aide de l'honorable ministre. Il est aussi directeur de la United Securities de la Canada Cement et de la Viau Biscuits Corporation<sup>10</sup>. Il va falloir que je lui demande d'en faire une liste, il y en a trop<sup>11</sup>. Mais vous constaterez qu'il y a un certain nombre de compagnies qui ont besoin du gouvernement pour faire amender leur charte. Je le répète, la situation d'une personne qui est membre de toutes sortes de compagnies est incompatible avec la situation et les fonctions d'un ministre.

Maintenant, voyons ce que dit la bonne presse, dont parle le premier ministre. Voici un article de *L'Action catholique* sur le sujet. Il s'agit de commentaires de M. Jules Dorion sur les ministres qui s'enrichissent et sur ceux qui s'enrichissent par des moyens peu scrupuleux<sup>12</sup>.

"Au cours des dernières semaines, on nous a souvent demandé ce que nous pensions de la question des fortunes plus ou moins grandes de certains membres du gouvernement. Nous avons tardé à répondre parce ce n'est pas durant une campagne électorale que les gens ont l'esprit assez libre pour voir les choses comme elles sont. Maintenant qu'il n'est plus question de Compton, ni de Sorel, ni de Montcalm, et que les plus actifs des hommes politiques ont trouvé qu'il était temps de prendre des vacances sous des cieux plus bleus, nous croyons que le temps est venu de satisfaire nos correspondants.

"On nous a demandé: Y a-t-il des raisons de s'opposer à ce que des ministres possèdent de grosses, voire même de très grosses fortunes? À cela nous répondons sans hésiter: pas du tout. Est-il avantageux pour un ministre d'être riche? Oui, il y a des avantages. Là-dessus, certaines personnes, heureuses de notre réponse brève et claire, se sont excusées d'avoir pris autant de notre temps.

"Puis, il y a ceux qui nous ont posé la question autrement: Mais y a-t-il des raisons de s'opposer à ce qu'un ministre devienne riche, très riche? La réponse à la question posée de cette façon est tout aussi catégorique qu'à la première, mais ne peut être aussi brève. En effet, il y a une énorme différence entre un homme qui possède une fortune lorsqu'il devient ministre et l'homme qui fait fortune pendant son mandat, alors qu'il était pauvre lors de sa nomination.

"L'homme consciencieux qui entre dans la vie publique avec la ferme intention de faire son devoir accepte une tâche pleine de responsabilités et de problèmes. L'État lui verse une indemnité pour contrebalancer ses sacrifices, car un ministre digne de ce nom ne fait pas qu'occuper un poste qui lui apporte des honneurs.

"Il doit également administrer le plus judicieusement possible l'argent des contribuables dont il a la responsabilité. Il doit étudier et s'informer pour faire (...), garder l'œil ouvert pour que les parasites, toujours présents en grand nombre autour des ministres, ne puissent détourner des montants d'impôt à leur profit. Il doit de plus, et surtout, prévoir les répercussions des projets de lois sur la société.

"Et, en plus de toutes ces occupations sérieuses, il doit faire face à une foule de quémandeurs et d'insatisfaits dont il ne peut toujours se défaire malgré des mesures très strictes, et à ses obligations purement sociales, auxquelles il ne peut échapper.

"Et c'est ainsi qu'un ministre est des plus occupés. Il est très difficile pour lui de s'occuper de ses propres affaires et de les faire fructifier. Voilà pourquoi un homme riche qui entreprend une vie publique est avantagé par rapport à son voisin pauvre, parce qu'il a l'esprit plus libre pour accomplir tous ses devoirs, pour mieux faire bénéficier de son temps les citoyens qui lui ont offert toute leur confiance, et pour être capable de s'appliquer de toutes ses forces à une politique digne de ce nom.

"Le sans-le-sou talentueux ou génial peut également élaborer une bonne politique et faire un bon ministre; mais à moins d'être doté d'une capacité de travail inhabituelle, il sera non seulement incapable de faire fortune, mais il aura à peine le temps de s'occuper du peu qu'il possède.

"Mais qu'en est-il des ministres qui réussissent à s'enrichir? Il peut s'agir de ces hommes exceptionnels dont nous avons parlé plus tôt. Il peut également s'agir de l'un de ceux qui profitent du fait qu'ils sont ministres pour rendre service et ensuite tirer profit de ce service, et ce, aux dépens de la nation."

Ça devrait s'adresser à l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** (Souriant) Le chef de l'opposition préfère les gros traitements maintenant.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Oui les...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** (Souriant) Ça lui permet d'oublier ses anciens principes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre a-t-il le droit d'interrompre?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable député s'est adressé à moi.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'aime mieux demander de l'argent au public que de le prendre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Si c'est moi que le chef de l'opposition vise, je soulève un point d'ordre. Je dois déclarer à mon honorable ami que le ministre des Travaux publics n'a jamais fait perdre d'argent à personne et qu'il paie ses dettes, de son mieux.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Qu'est-ce que l'honorable ministre a dit?

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre a fait une déclaration.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'accepte la déclaration de l'honorable ministre. Ça ne vise personne, cela. C'est une opinion de *L'Action catholique*. Je poursuis:

"Des ministres de ce genre ne profitent à aucun pays. Au contraire. Plus ils sont actifs, plus ils ont de talent, plus ils ont de ressources, et plus ils sont dangereux. Comme ils sont habitués à retirer tout ce qu'ils peuvent de tout et de penser d'abord à eux-mêmes, ils sont sujets à servir leurs propres intérêts avant ceux de leur pays.

"Que l'on mette ces hommes dans une position où leur compagnie se présente devant le Parlement pour obtenir des privilèges dont ils tireront profit, mais dont la population paiera la note. Il n'est pas difficile de deviner quelle sera la position d'un ministre s'il s'agit de quelqu'un qui fait passer ses propres intérêts en premier.

"Certaines compagnies et certains hommes d'affaires ont toujours cette possibilité en tête. Ils ont des experts lobbyistes dans tous les Parlements qui cherchent à identifier les députés et les ministres ouverts aux avantages qu'on leur offre, et surtout qui

sont prêts à exprimer leur reconnaissance en argent sonnante, sans compromettre le bénéficiaire. Comment espérer qu'un homme public qui se trouve à être un profiteuse réussira à échapper à leur influence? Comment espérer qu'il refusera des parts qui ne lui coûtent rien et qui prendront plus de valeur encore au lendemain de leur vote? Et n'existe-t-il pas mille et une autres façons de troquer l'influence parlementaire contre des dollars sans que cela ne paraisse trop?

"Il ne doit y avoir aucun riche ministre de cette sorte. Alors, lorsqu'on nous demande les avantages et inconvénients d'une fortune pour un ministre, il faut d'abord se demander dans quelle catégorie on devrait le placer. La réponse sera alors assez facile. L'homme qui devient ministre pour faire bénéficier son pays de son travail et de son expérience est une bénédiction. Celui qui devient ministre dans le but premier de faire fortune est un fléau."

Pour moi, c'est la condamnation la plus absolue de la thèse soutenue par le ministre dans Montcalm et par ses collègues.

Je termine, M. l'Orateur, en réaffirmant que le gouvernement, dans son discours du trône, a endossé la plupart des attitudes que l'opposition a prises dans les années que j'ai mentionnées, que le travail de l'opposition est utile, nécessaire, et indispensable, en dépit du journal payé par le gouvernement. Nous tâcherons de le rendre digne. L'ancien chef de l'opposition a préconisé des réformes sans lesquelles le gouvernement ne serait pas ce qu'il est, un gouvernement libéral. Je demanderai, avant de m'asseoir, la bonne volonté de mes collègues et l'aide du chef honoraire de l'opposition. Je désire bénéficier de sa science et de ses connaissances, afin de repousser les critiques de ceux qui prétendent que je n'ai ni la connaissance ni les talents nécessaires pour remplir la tâche de chef de l'opposition. Je m'appuierai sur l'homme qui a été trop tardivement reconnu par ses adversaires<sup>13</sup>.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), de proposer l'ajournement du débat.

**M. l'Orateur:** Débat ajourné.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je proposerais maintenant, appuyé par le représentant

de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi soir, à 8 heures. Cela permettra aux députés de Montréal d'arriver par le train de 6 heures.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Est-ce la vraie raison?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Puisque c'est une mauvaise raison, disons ajournement jusqu'à mardi après-midi à 3 heures.

**M. l'Orateur:** La Chambre est ajournée jusqu'à mardi après-midi à 3 heures.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Selon *La Presse* du 10 janvier 1930, à la page 1, une foule immense envahissait les galeries, à tel point qu'à un moment, l'on dut recourir aux services de la Sûreté provinciale pour contrôler la foule qui se massait aux entrées de la Chambre pour y pénétrer.

2. M. Pierre D'Auteuil était député dans Charlevoix-Saguenay. Élu député conservateur dans la même circonscription en 1897. Ne s'est pas représenté en 1900. Réélu dans la même circonscription en 1904 et 1908, puis dans Charlevoix et Saguenay en 1912 et 1916. Défait dans Charlevoix-Saguenay en 1919.

3. Joseph-Mathias Tellier: maire de Joliette de 1903 à 1910. Élu député conservateur dans Joliette en 1892. Réélu en 1897, 1900, 1904, 1908 et 1912. Chef de l'opposition du 2 mars 1909 au 16 février 1915. Ne s'est pas représenté en 1916.

4. *L'Événement* du 10 janvier 1930, à la page 15, rapporte que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) hésite un instant avant de parler.

5. Selon *L'Événement* du 10 janvier 1930, à la page 15, M. Duplessis s'adresse alors au député de Châteauguay, M. Mercier fils.

6. Joseph-Léonide Perron, député de Montcalm.

7. Le 26 février 1929, le premier ministre Taschereau découvre à l'entrée de son bureau, au troisième étage de l'édifice C, un bâton de dynamite, dont la mèche a été allumée et s'est éteinte avant son arrivée.

8. *L'Heure provinciale* est une émission diffusée à la station CKAC.

9. *L'Événement* du 10 janvier 1930, à la page 15, rapporte que, de temps en temps, le ministre fait signe qu'il n'est pas directeur de telle ou telle compagnie.

10. Ces noms de compagnies sont tirés du *Répertoire des parlementaires québécois*, 1867-1978, à la page 456.

11. Selon *Le Devoir* du 10 janvier 1930, à la page 8, M. Houde cite encore une demi-douzaine de compagnies, puis exprime l'idée d'en établir une liste en levant les bras dans un geste de désespoir.

12. Dans *Le Droit* du 10 janvier 1930, à la page 9, on précise que l'éditorial de *L'Action catholique* que lit le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) a pour titre *La Fortune des ministres*.

13. Le discours du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) dure 2 h 30, selon *L'Événement* du 10 janvier 1930, à la page 3.



Séance du mardi 14 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** A l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Montréal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cohen);
- de la corporation de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crépeau);
- de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delisle);
- de la compagnie Les Rentiers de l'avenir, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un arrangement, entre ladite cité et diverses compagnies (M. Frigon);
- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Frigon);
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un règlement (M. Grant);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, définissant son territoire et ratifiant un règlement d'emprunt (M. Grant);
- de Robert Olivier Sweezy et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Beauharnois Railway Company (M. Papineau);
- de Adrien Lepage et autres, demandant l'adoption d'une loi leur accordant une pension payable par la cité de Montréal et pour autres fins (M. Plante);
- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, déterminant l'évaluation des terres et cultures, et validant certaines ventes de terrains (M. Marchand);
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de Stewart Alton Robinson, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire (M. Thurber);

- de dame Marie-Louise Evelina Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt (M. Thurber);

- de Lia Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Blanche Saint-Denis (M. Thurber);

- de dame Honorine Melançon, épouse de J.-Édouard Parent, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les titres de l'immeuble no 231 du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme (M. Vautrin);

- des syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt (M. Grant);

- de la corporation du comté de Hull, demandant l'adoption d'une loi légalisant les travaux faits au pont Alonzo Wright, et les autorisant à faire un emprunt (M. Guertin);

- des Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de la Beauharnois Light, Heat et Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Papineau).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Gédéon Fréchette et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certains biens (M. Bouthillier);

- de Louis Martin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey" (M. Cohen);

- de Saul Meyer Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey" (M. Cohen);

- de Joseph Alvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de "Dobrofsky" en celui de "Dorsey" (M. Cohen);

- de Victor Capelovitch, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son

nom de famille de "Capelovitch" en celui de "Cape" (M. Cohen);

- de Maurice Hartt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre comme l'un de ses membres immédiatement après la passation de l'examen à la pratique du droit (M. Cohen);

- de The Quebec and Western Railway Company demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de Joseph Goldberg, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine après examen (M. Drouin);

- de The James MacLauren Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et approuvant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson, dans le comté de Papineau, et ratifiant et approuvant une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges de Masson (M. Lahaie);

- de la ville Lasalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marchand);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi validant une vente d'immeuble par ladite cité à la Dominion Bridge Company, Limited (M. Marchand);

- de dame Régina Gougeon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite dame Régina Gougeon, ès-qualité de grevée de substitution de feu Maurice Gougeon, à faire un emprunt et à changer ou vendre les biens substitués (M. Marchand);

- de François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal (M. Marchand);

- de Adélard Lépine et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec (M. Plante);

- de la congrégation de Très Saint-Rédempteur, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Rochette);

- de J.-N. Cabana et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la Montreal Mutual Insurance Company (M. Vautrin);

- de Shawinigan Water and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Grant).

### **Loi du Barreau**

**M. Bédard (Québec-Comté)** demande la permission de présenter le bill 175 modifiant la loi du Barreau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Code civil, articles 1056 et 2262**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 6 modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Cour des jeunes délinquants**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de la nomination des constables**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi de la nomination des constables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Registres des juges de paix**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des coroners**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 10 modifiant la loi des coroners.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Jugements  
en séparation de biens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 11 modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conseils judiciaires  
et séparations de biens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 12 modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des timbres**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 13 modifiant la loi des timbres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôts  
et consignations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 14 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la police et  
du bon ordre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 15 modifiant la loi de la police et du bon ordre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des palais de justice  
et prisons**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 16 modifiant la loi des palais de justice et prisons.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,  
article 423**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 17 modifiant l'article 423 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois<sup>1</sup>.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 9 janvier, sur la motion proposée le mercredi 8 janvier courant à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se lève. (Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je ne sais pas si vous avez lu *Rocambole*, de Ponson du Terrail. Je ne le crois pas, car ce livre est à l'index. Si vous aviez commis ce péché, vous auriez remarqué que l'auteur faisait le récit de meurtres et d'assassinats. Il publiait ce roman en *Feuilleton*, le composait au jour le jour et avait fait faire des statuettes des personnages de son œuvre. Il plaçait ces statuettes sur le manteau de la cheminée de sa chambre et, afin d'éviter un défaut de mémoire, il jetait les statuettes des personnages que, au cours de son roman, il avait fait mourir.

De la sorte, il ne pouvait, par erreur, les faire revivre au cours des aventures de meurtres et d'assassinats qu'il racontait. Un jour, cependant, une bonne ramassa deux de ces statuettes que l'auteur avait jetées et les replaça sur le manteau de la cheminée. Ponson du Terrail fut induit en erreur et fut amené ainsi à faire revivre dans un autre chapitre de son livre deux personnages qu'il avait fait mourir précédemment dans son roman.

(Rires)

L'honorable chef de l'opposition, entrant dans cette Chambre, promet de nous exterminer, nous détruire tous, nous abattre comme les statuettes de Ponson du Terrail. Nous avions enlevé les statuettes qui nous représentaient. Il est venu, il a parlé. Les statuettes sont encore debout. Une bonne fée les a remises en place et nous sommes bien vivants avec une bonne envie de vivre encore longtemps. Et la statuette de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est plus souriante que jamais.

Le chef de l'opposition a voulu tous nous exterminer dans son discours de l'autre jour. Je rapporterai deux mots délicieux que l'on m'a cités. À la sortie de la séance où le chef de l'opposition avait parlé, deux jeunes "bleuets" de Québec, qui étaient venus l'entendre, causaient ensemble. L'un d'eux a dit: "On est encore pour longtemps dans l'opposition"; l'autre répliqua: "Moi, j'aimais mieux l'autre chef, l'ancien".

(Rires)

En commençant ma trentième session, comme député de cette Chambre, je ne vous cacherai pas qu'il y a deux sentiments qui m'animent. Tout d'abord, l'un de très vive reconnaissance envers mes braves électeurs de Montmorency auxquels je dois ma vie politique et qui, pendant près de ce tiers de siècle, par neuf fois, m'ont accordé leur confiance. J'ai trouvé cela très court; puis-je me flatter qu'il ne s'attache de leur part aucun regret à l'amitié qu'ils ont su me témoigner? Je leur laisse le soin de répondre eux-mêmes, lorsque le prochain appel leur sera adressé, dans un avenir encore nébuleux.

L'autre sentiment en est un de regret, en comptant tous les excellents compagnons que nous avons laissés sur la route et qui, des deux côtés de la Chambre, ont partagé nos labeurs et nos travaux. La liste en serait trop longue si je ne me bornais seulement aux disparus depuis la dernière session.

Deux fauteuils vides nous rappellent que la mort est venue frapper à notre porte. MM. Philps et Gagnon laissent, parmi leurs collègues de cette Chambre, des regrets aussi vifs et sincères que ceux que leurs amis de Huntingdon et de Maskinongé ont ressentis, et je suis sûr d'être l'interprète de tous en offrant à leurs familles l'hommage de nos sympathies.

Deux membres du cabinet nous ont également laissés, je n'oserais dire, cependant, pour un monde meilleur; ce sont MM. Caron et Nicol. Le départ de l'honorable M. Caron a été un rude coup pour l'agriculture et pour le cabinet; une santé compromise par 20 ans de labeurs incessants en a été

la cause. On ne se sépare pas d'un collaborateur comme le fut M. Caron sans un serrement de cœur, car nous avons été trop de fois ensemble sur la brèche, à livrer ce que nous pensions être le bon combat, pour rompre facilement les liens qui nous unissent.

On a appelé avec raison mon ancien collègue le père de l'agriculture. Cultivateur pratique lui-même, très au fait de la science agricole, connaissant merveilleusement la mentalité de notre classe rurale, dévoué à ses intérêts, l'esprit ouvert à tous les progrès. M. Caron a été l'initiateur des grandes réalisations d'aujourd'hui. Il a planté des jalons que nous sommes heureux de suivre en ajoutant tout ce qu'un monde qui se meut rapidement offre d'horizons nouveaux et d'initiatives heureuses.

Quant à l'honorable M. Nicol, il ne nous avait que prêté ses talents financiers et administratifs, et l'échéance était arrivée. Il fut le plus heureux des trésoriers et il fit des heureux autour de lui. Il prit les finances provinciales en excellent état; il les laissa dans une condition encore meilleure. Jamais encore nos revenus n'avaient atteint le chiffre qu'annonça le trésorier le 30 juin dernier. Nous devons à l'honorable M. Nicol une administration à la fois vigoureuse et prudente. Doué d'un grand sens des affaires, il a su mettre le crédit de la province sur un pied que lui envieraient les provinces sœurs.

J'espère, cependant, que l'honorable M. Nicol, au Conseil législatif, continuera à nous aider dans la bonne voie. Je me plais à lui dire que, souvent, nous aurons à faire appel à sa bonne volonté, à sa longue expérience et à son "canadianisme" du meilleur aloi.

Je ne voudrais pas clore la liste des disparus, déjà trop longue cependant, sans mentionner MM. Thériault, Daniel, Fortier et Lafrenière. Le premier de ces vétérans de nos luttes politiques, est allé lui aussi rejoindre la Chambre haute. Il saura sans doute donner à nos pères conscrits beaucoup de sa vaillance, de son amour de la politique active et peut-être même de sa combativité. M. Daniel sera dans la Chambre rouge le bon notaire droit, instruit et patriote que rêvaient ses confrères.

Quant à M. Fortier, le banc l'appelaient depuis longtemps. Il en sera l'ornement et je lui souhaite une longue et fructueuse carrière. Enfin, nous avons confié à l'ancien député de Richelieu<sup>2</sup> des fonctions auxquelles l'appelaient sa profession, sa droiture et son expérience.

Mais si nous regrettons des départs, nous saluons avec enthousiasme des nouveaux venus. Commençons par le cabinet. Les députés de

Montcalm (l'honorable M. Perron), de Drummond (l'honorable M. Laferté), de Dorchester (l'honorable M. Ouellet) et de Compton (l'honorable M. McMaster) sont venus prendre place à nos côtés. Je suis l'interprète de la députation libérale tout entière je le sais, en leur disant: vous êtes les bienvenus.

Je ne ferai pas l'éloge de mes nouveaux collègues, ce serait presque faire le mien et dire que j'ai eu la main heureuse. Mais je prie la députation et notre bonne population de les suivre et de les voir à l'œuvre. Faites-leur confiance et vous verrez que le Parti libéral, pour un vieux parti, sait toujours trouver des éléments nouveaux pour le rajeunir et lui donner une nouvelle vigueur qui assurent, je ne crains pas le mot, sa permanence et lui ménagent de nouveaux succès.

Je m'arrête un instant à notre trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), nouveau dans cette Chambre. Respectueux des minorités, nous avons voulu continuer une tradition québécoise en confiant le Trésor à un de nos compatriotes de langue anglaise. Nos adversaires, qui se piquent pourtant devant leurs auditoires anglais de largeur d'esprit, ont voulu le faire disparaître: ils ont misérablement échoué. Je laisse à la minorité de cette province le soin de dire quel est le parti qui l'a mieux servie. Est-ce le Parti libéral qui a choisi un des meilleurs de ses fils pour la représenter, ou l'autre - je ne sais plus quel nom lui donner - qui voulait laisser cette minorité sans représentant de ses traditions, de ses vues et de ses aspirations nationales?

Enfin, je salue l'entrée en cette Chambre des nouveaux députés de L'Islet, de Richelieu et de Beauce. Ils sont les bienvenus, et les applaudissements qui ont marqué leur arrivée leur diront qu'ils trouvent ici des collègues accueillants, sympathiques et tout pleins pour eux d'amitié et de bon vouloir. L'honorable député de L'Islet (M. Godbout), que vous avez entendu l'autre jour, a prouvé ce que peut faire un fils du sol.

Mais cette Chambre a aussi changé sous d'autres aspects. Vous étiez, M. l'Orateur, tout désigné pour remplacer, au fauteuil présidentiel l'homme distingué qui vous a précédé<sup>3</sup>. Votre longue expérience parlementaire, votre connaissance des hommes et des choses vous permettront de remplir vos hautes fonctions avec succès.

Je vous félicite de votre belle promotion et si parfois, grisé par la fumée du combat, votre ardeur guerrière se réveille et si l'idée vous en vient de reprendre votre vieille rapière, de grâce restez bien sage et laissez-nous deviner ce qu'aurait fait le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) s'il était

resté dans la tranchée! Soyez sans inquiétudes! De nouvelles recrues sont maintenant là pour tenir la place et elle ne se rendra pas.

(Applaudissements)

Pour clore cette longue nomenclature de changements, je me donne le plaisir, que tous partageront avec moi, de voir ce vieux gentilhomme qu'est l'honorable M. Pérodeau reprendre son fauteuil au Conseil législatif et s'asseoir de nouveau à la table du Conseil exécutif. Le souvenir des cinq années qu'il a passées à Spencer Wood, sa généreuse hospitalité, son tact et sa courtoisie, sont encore trop vivants dans le souvenir de tous pour que nous ne lui disions pas tout le bonheur que nous éprouvons.

Mais, les changements ne se sont pas bornés à ce côté-ci de la Chambre. L'année dernière, on prétendait que le premier ministre allait s'en aller. Le premier ministre qui devait partir est resté, et le chef de l'opposition qui devait rester est parti. Mon honorable ami a eu un mot délicieux que toute la Chambre appréciera, j'en suis sûr. Il a nommé le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) chef honoraire de l'opposition. Lui est le chef à honoraires et l'autre est le chef honoraire. Lequel des deux a le plus profité de l'échange?

(Rires)<sup>4</sup>

Dieu me garde de vouloir me mêler des affaires intimes de la malheureuse famille conservatrice; je laisse cette pénible besogne à d'autres. Je dirai cependant à l'ancien chef de l'opposition que, pendant les neuf années que nous avons croisé le fer, en face de l'un de l'autre, comme chefs de nos partis respectifs, nous nous sommes parfois porté de rudes coups.

Je le prie de croire que ceux que j'ai reçus n'ont laissé aucune cicatrice; ils étaient parfois très près, mais tous au-dessus de la ceinture, et ils ne m'en reste ni amertume, ni rancœur. Puis-je espérer qu'il en est de même pour lui à mon égard et envers mes collègues. L'honorable chef de l'opposition... honoraire, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), a eu à conduire son parti pendant des jours difficiles et sombres; peut-être a-t-il porté le fardeau des fautes qui n'étaient pas les siennes, mais jamais son courage ne lui a fait défaut.

Ses critiques, parfois acerbes, nous ont porté à faire mieux et nous avons fait mieux, et il a ainsi contribué à notre succès. Je crois qu'il pourra être encore utile à sa province dans le rôle plus modeste qu'il est appelé à jouer, et je lui souhaite de n'être pas descendu du poste élevé que lui avait confié son parti, avec le sentiment que la politique et l'ingratitude des hommes cheminent parfois ensemble.

Peut-être notre sympathique ami, le député de Hull (M. Guertin) pourra-t-il avec Todd, May, Bourrinot, Desjardins et Geoffrion nous donner quelques précisions à ce sujet. Je suis heureux d'être resté l'ami de mon vieux collègue et de proclamer que je ne garde aucune amertume de nos luttes. J'espère que la province pourra encore profiter de l'expérience politique de l'ancien chef des conservateurs, même s'il a cédé la direction de son parti à l'un de ses anciens disciples.

Quant au successeur du député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), nous l'attendons à l'œuvre et verrons s'il saura continuer les traditions de ses prédécesseurs. Il en est une cependant à laquelle il est resté scrupuleusement fidèle et qu'il a même accentuée: c'est celle de la défaite. Compton, Richelieu, Montcalm et Beauce sont quelques plumes que nous avons élégamment détachées de son panache et les plumes de panache ne repoussent pas!

(Rires)

Et puis, je me demande souvent si le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui a le sens de l'humour et, paraît-il à ses heures une voix harmonieuse, ne doit pas parfois, avec un bon sourire, et seul devant la bûche qui flambe, fredonner le couplet bien connu de l'opérette: "Ce n'était pas la peine assurément, de changer de gouvernement!"

(Rires)

L'honorable chef de l'opposition, dans le grand discours qu'il a prononcé a touché à tout. Il a parlé beaucoup de lui-même. En toute amitié, je lui dirai qu'il n'est pas modeste. Ses remarques n'étaient pas toujours bien placées. Je passerai par-dessus certaines des choses qu'il nous a dites. Mais néanmoins, repassons un peu ce qu'il a dit. À votre humble serviteur, il a dit: "Si vous étiez parti d'où je suis parti, vous ne seriez pas à la place où vous êtes, ni même à la mienne". C'est peut-être vrai, mais c'est une manière de dire à quelqu'un: "Je suis meilleur homme que vous". On laisse dire cela aux autres!

(Rires)

Reprochant aux journaux de l'avoir traité d'aventurier politique, le chef de l'opposition s'est comparé à Christophe Colomb, à Jacques Cartier et à Champlain. C'est une comparaison flatteuse... pour nos découvreurs...

(Rires)

La comparaison me semble boiteuse, quoique flatteuse pour nos trois découvreurs. Le premier a découvert l'Amérique, le second, le Canada et le troisième a fondé Québec; le quatrième a pris un siège vide.

(Rires)

Il nous l'a dit! Tous les quatre sont des grands noms de notre histoire...

Le chef de l'opposition a ressassé les vieux arguments: programme volé, ministre directeur de compagnies, surplus fictifs, mandats spéciaux, journaux vendus, et ainsi de suite. Il nous faisait penser à ces fondeurs de cuillers qui, autrefois, parcouraient les campagnes et prétendaient changer en neuves les vieilles cuillers qui avaient servi à des générations.

Cela me rappelle aussi les vendeurs de bière d'autrefois qui ramassaient les vieux restants de l'année précédente, les faisaient rebouillir et servaient le tout à leurs clients comme du nouveau. Tout ce dont il nous a parlé n'était rien autre chose que le vieux programme que nous avons entendu depuis tant d'années. Mais l'honorable chef de l'opposition a commis quelques petites erreurs dans son discours. Il a dit, par exemple: "Abolissez donc complètement les rentes seigneuriales". Elles n'affectent que deux comtés. Ce n'est pas exact. Il y a de telles rentes dans 51 comtés<sup>5</sup> de la province; elles représentent un capital de \$3,600,000 et les rentes annuelles se chiffrent à \$212,000.

L'honorable chef de l'opposition a critiqué le crédit agricole et il nous demande d'amender la loi. Il a oublié que c'est une loi fédérale qui l'a établi. Mais avant de lui faire remarquer, je lui rappellerai que, l'an dernier, les cercles agricoles de notre province nous ont demandé d'accepter cette loi. Nous espérons bien qu'Ottawa améliorera cette loi, mais nous n'y pouvons rien nous-mêmes, et l'opposition le sait ou ne devrait pas l'ignorer. Mais je puis lui dire que nous ferons tous nos efforts pour la faire amender à Ottawa.

L'honorable chef de l'opposition a reproché à l'Université de Montréal de s'établir sur le flanc de la montagne. Je voudrais bien savoir si, lorsque le chef de l'opposition veut voir l'Université de Montréal arrachée au flanc de la montagne, il parle au nom de son parti ou en son nom personnel. Est-ce la politique du Parti conservateur qui veut que l'Université soit chassée de là, ou est-ce la seule volonté du chef de l'opposition?

L'Université de Montréal est la plus grande institution de la ville de Montréal, et le gouvernement veut l'aider le plus possible. Le gouvernement a donné à cette institution une généreuse collaboration, et il continuera à l'aider encore parce qu'il considère qu'elle est appelée à rendre de très grands services. Mais si on commence à ruiner ce mouvement, à le critiquer de la manière dont le chef de l'opposition a fait preuve, ce n'est pas

de nature à lui aider à remplir la mission qu'elle doit accomplir.

(Applaudissements)

L'honorable chef de l'opposition, reprenant toutes les vieilles critiques, a de nouveau parlé des ministres directeurs de compagnies. Cette question a été soulevée à de nombreuses reprises en cette Chambre. Je rappellerai à cette Chambre le discours admirable du premier ministre conservateur Lord Balfour à la Chambre des communes en Angleterre, sur ce sujet, que tous les journaux ont publié récemment. L'homme d'État anglais affirmait qu'il n'y a pas d'incompatibilité à ce qu'un ministre soit directeur de compagnie.

Mais il y a des situations analogues<sup>6</sup>. M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition est directeur d'une grande compagnie, lui-même. Il est maire de Montréal. Il ne devrait pas oublier qu'il représente un tiers de la population de notre province et il est député et chef d'un parti. S'il y a conflit entre Montréal et la Législature, quels intérêts défendra le même homme?

Et s'il y a conflit entre Montréal et la Législature, je préférerais voir un député ou ministre occuper un poste de directeur de compagnie que de le voir maire de Montréal et chef de parti. Et il se peut que j'aie tort, mais je crois d'ailleurs que l'époque n'est pas si éloignée où le même homme se déclara opposé au double mandat.

Mais oublions toutes ces tristesses et passons à quelque chose de plus gai. Je n'entreprendrai pas de faire le bilan complet de l'année qui vient de s'écouler; nous aurons, mes collègues et moi, l'occasion d'y revenir, mais il est certains aspects de notre vie politique auxquels je veux m'arrêter.

L'année 1929 a été particulièrement heureuse pour notre province; je n'en voudrais d'autre témoignage que les rapports que les institutions financières viennent de faire à leurs actionnaires. La récolte a été excellente, le travail paisible et prospère, l'industrie vigoureuse et n'eût été le récent krach financier, tout le monde serait heureux.

Il est à noter toutefois que la dégringolade du marché financier a nui à des particuliers, mais n'a nullement affecté le commerce et l'industrie qui se sont maintenus à un haut niveau. Quel meilleur indice peut-il y avoir de la prospérité générale? Si la leçon a été rude pour beaucoup en détruisant des économies laborieusement amassées, puisse-t-elle cependant servir pour l'avenir et apprendre aux nôtres que les marchés étrangers sont pleins de dangers et que c'est encore chez nous, en développant nos merveilleuses ressources naturelles,

que se trouve le meilleur et le plus sûr placement. L'épargne canadienne n'est plus alors à la merci des manipulateurs du marché monétaire.

La province, du reste, s'est ressentie de cette prospérité générale. Jamais nos finances n'ont été aussi prospères. Il y a près de 10 ans, en 1920, lorsque ce gouvernement a été formé, nos revenus étaient de \$14,000,000; le 30 juin dernier, ils étaient de \$40,000,000, soit près de trois fois plus. Et cependant, notre province est la moins taxée de toutes. Elle est la seule qui, au lieu d'augmenter sa dette, la diminue tous les ans, non pas seulement en l'amortissant, mais nous sommes rendus à la troisième année consécutive pendant laquelle nous affectons \$1,000,000 au rachat de nos obligations. J'espère que le nouveau trésorier, cette année encore, saura suivre cette tradition.

On dit parfois, mais pourquoi un jeune pays paierait-il sa dette avant échéance, n'y a-t-il pas suffisamment de besoins à satisfaire pour faire face à tous les surplus? N'oublions pas que nous sommes neuf provinces, toutes concurrentes les unes des autres, dans le champ du commerce et de l'industrie. Nous voulons attirer l'industrie chez nous pour employer nos ouvriers et créer des marchés pour nos cultivateurs. L'industriel sait que les dettes de l'État se payent par des taxes et ne se sent-il pas attiré à aller s'établir dans la province qui diminue sa dette au lieu de celle qui l'augmente? Les excellentes conditions financières promises aux industries qui s'établissent dans la province, je crois que c'est là le grand facteur, comme on me l'a dit bien des fois, de l'expansion prodigieuse de l'industrie dans notre province.

Cette augmentation de nos revenus est faite sans accroissement des taxes, ou du moins de l'assiette de l'impôt; elle est la conséquence de la richesse et de la prospérité québécoise. Ajouterai-je que nous avons diminué et fait disparaître des taxes, comme celles sur le poisson, sur les beurreries et fromageries, sur les avances aux municipalités pour la voirie, sur les legs aux hôpitaux. Cette année encore, nous allons faire un pas de plus en faveur des successions modestes, des familles nombreuses et les institutions d'assistance publique. Je me demande quelle province en fait autant.

Ah! Si nous n'avions pas ces broyeurs de noir, ces entrepreneurs de pompes funèbres, ces dénigreur de notre chez nous auxquels une certaine presse donne l'hospitalité, comme notre province aurait bon renom au-delà de nos frontières! Ce dénigrement systématique a conduit ses disciples au désastre. Pourquoi ne pas essayer autre chose?

En tête de tous nos problèmes, je n'ai aucune hésitation à mettre l'agriculture. Après la retraite de l'honorable M. Caron, j'ai cru devoir appeler à lui succéder l'honorable député de Montcalm (M. Perron). Sept ans à la voirie l'avaient mis en contact intime avec notre population rurale dont il connaît les besoins de la mentalité, étant lui-même fils du sol. Il a bien voulu quitter l'atmosphère sereine du Conseil législatif pour venir siéger dans la Chambre populaire: c'est la place du ministère de l'Agriculture. Il sera d'ailleurs ici bien en face de ses détracteurs et il ne sera pas facile à ceux-ci de se dérober, comme il y a des précédents tout récents.

Un penseur a dit: si vous voulez savoir où sont les hommes supérieurs, voyez où vont les haines. On s'est rué sur mon collègue; mais il est homme à mépriser tout cela. Je le remercie, au nom de la province et de notre parti du sacrifice qu'il a fait et des labeurs qu'il va s'imposer. Sa tâche est toute belle et patriotique et il peut compter sur notre entier concours, sur tous nos sacrifices, pour réaliser le superbe programme qu'il a annoncé à nos cultivateurs et qu'ils ont accueilli avec enthousiasme. Je lui souhaite, non pas le courage, car je sais qu'il l'a, mais la santé, pour le mener à bonne fin. Et, depuis la dernière session, je lui ai donné un précieux collaborateur dans la personne du député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet) qui lui prêtera son éloquence, son activité et ses connaissances pratiques.

Les efforts du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), dans ce domaine, porteront surtout sur l'éducation de nos jeunes cultivateurs et sur la coopération entre les ouvriers du sol. C'est là qu'est le salut de l'agriculture. Elle est devenue aujourd'hui une science; les méthodes surannées d'autrefois, le cultivateur bien renfermé derrière ses clôtures ne sont plus de mise.

L'instruction du cultivateur, il faut la commencer à l'école primaire même; il faut lui apprendre à aimer la terre, à s'y attacher et à y voir une vie heureuse. Il faut lui montrer les méthodes modernes, des fermes et des champs de démonstration; il faut aussi compléter cette instruction par le concours d'agronomes capables et pratiques et, enfin lui offrir, avec des cours abrégés, de grandes écoles d'agriculture comme celles d'Oka et de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, que nous avons l'intention d'aider généreusement dès cette session. Le gouvernement est prêt à tous les sacrifices.

Il n'y a pas bien des années, on se défiait des agronomes; aujourd'hui, on les demande partout et on voit même des cultivateurs se grouper pour avoir

un agronome à eux. Je dis sans hésitation à ceux-là: bravo et comptez sur le gouvernement. Après l'instruction vient la coopération entre les cultivateurs. Nous avons vu le succès que la coopération a donné à l'industrie du beurre, du fromage et tout récemment du sirop d'érable.

Je comprends que c'est l'intention de mon collègue de l'Agriculture de l'étendre à tous les domaines de l'industrie agricole. Par la coopération seulement il est possible d'obtenir des prix rémunérateurs, de classer les produits, d'atteindre les marchés canadiens et étrangers, de créer une demande constante.

Enfin, le gouvernement veut donner tout l'essor possible aux petites industries domestiques qui sont appelées à devenir un accessoire précieux à l'agriculture, à fournir un travail intéressant et rémunérateur aux femmes de nos campagnes, rendant ainsi la vie rurale, surtout pendant les longs hivers, plus utile et plus attrayante. J'esquisse à grands traits quelques-uns des articles du programme de mon collègue de l'agriculture, lui laissant le soin et le plaisir de lui donner de plus amples développements.

Après l'ouvrier de la campagne, je passe à celui des villes. Ce n'est pas faire de l'optimisme de mauvais aloi que de dire que c'est encore dans notre province que l'ouvrier est le plus heureux. Québec a été la pionnière dans le domaine de la législation ouvrière qu'on s'est empressé d'imiter ailleurs. Québec, d'un autre côté, n'a pas voulu se lancer dans des expériences coûteuses et a parfois laissé à ses voisins d'essayer des nouveaux systèmes, attentive cependant à en observer les résultats.

Nous vivons à une époque où tout marche vite; un problème qui surgissait à l'horizon hier est aujourd'hui en pleine actualité; mais il n'est pas toujours facile de trouver une solution. Bien plus, les unions ouvrières, dirigées aujourd'hui par des hommes instruits, très au fait des problèmes ouvriers et avec un esprit toujours en éveil, font valoir leurs revendications avec infiniment d'ardeur et de persévérance.

Il appartient au législateur de les accueillir, toujours avec bienveillance certes, mais avec prudence et discernement, afin de maintenir, dans un jeune pays qui se développe, un juste équilibre entre toutes les classes de la société. C'est là un des problèmes les plus difficiles du législateur. Personne ne voudra nous reprocher d'approcher des problèmes comme ceux de la pension de vieillesse, du placement familial, de l'assurance sociale, sans une étude approfondie de ces divers systèmes et des

conséquences économiques qu'ils entraînent. Je le répète, nous sommes un jeune pays, de redoutables concurrents sont à nos portes, et il y a beaucoup à faire chez nous pour l'instruction, l'hygiène, la colonisation et le développement de nos ressources naturelles.

Et cependant, ces problèmes, il faut les affronter et notre province ne peut pas s'y soustraire. N'oublions pas que la solution proposée entraîne une dépense considérable dont il n'est pas toujours facile d'apprécier les conséquences économiques. Les municipalités sont-elles prêtes à faire leur part, peut-on les y forcer, l'ouvrier est-il consentant à contribuer à une assurance sociale, le patron l'est-il également en face de la concurrence des voisins qui n'y sont pas soumis, jusqu'à quel point nos refuges, nos hôpitaux, nos institutions de charité, un système de placement familial peuvent-ils prendre soin des vieux?

Voilà autant de questions qui, je l'avoue, ne sont pas encore résolues. Nous avons alors pensé qu'une commission composée d'économistes et de gens versés dans ces problèmes pourrait éclairer l'opinion publique, nous guider et suggérer des solutions équitables. Le Québec ne doit pas éluder ses problèmes sociaux, mais on ne doit pas par ailleurs faire miroiter aux personnes âgées et à d'autres la mise en place de mesures qui relèvent du domaine du rêve. On ne doit pas non plus perdre de vue que mesures sociales et dépenses considérables vont de pair et qu'il reste beaucoup à faire dans la province, dans tous les secteurs gouvernementaux.

Je le répète, Québec n'est pas réfractaire à aucun progrès, il en a souvent donné l'exemple, et le gouvernement est prêt, avec le concours de la députation, à affronter ces problèmes avec le courage que nous croyons avoir et dont nous avons donné, je crois, des preuves dans le passé.

Ce sont toutefois des questions qu'il faut essayer de sortir de nos querelles politiques. Elles touchent à l'avenir même de notre province, à son développement et à sa prospérité future. Inutile de réveiller des appétits qu'on ne peut apaiser, de flatter des sentiments pour plus tard les décevoir. Il n'est pas bon citoyen celui qui, mis à la place que nous occupons et imbu de ses responsabilités, refuserait d'accorder ce qu'il promet ou fait imprudemment miroiter aux yeux de ceux qui l'écoutent des mirages irréalisables.

Nous ne tarderons pas à organiser la commission dont je viens de parler et je prie ceux qui s'intéressent à ces questions de suspendre leur jugement et d'attendre avec confiance le rapport de cette commission.

Mais jusque là, rien ne s'oppose à ce que nous fassions dans notre province l'expérience du système Grancher, très en vogue en France et que nous avons inauguré chez nous. Il consiste à prendre des enfants dans les grands centres alors qu'ils sont débiles ou menacés de contagion, à raison même du milieu qu'ils habitent, et à les transplanter, si je puis m'exprimer ainsi, dans un endroit où l'air est pur et que le soleil éclaire de ses meilleurs rayons.

L'État se charge du coût de l'habitation de ces enfants ainsi placés dans des familles vigoureuses où on les reçoit comme les siens. J'ai dit que nous avions déjà tenté cette expérience. Depuis quelques mois, 22 enfants de nos centres surpeuplés sont dans des familles de la campagne. Nous avons pris ces 22 enfants qui étaient exposés à la contamination dans des familles de Montréal. Nous les avons placés dans des milieux plus sains au nord de la ville, où les infirmières ont pu les visiter. Le directeur de l'Assistance publique... - cette pauvre assistance publique - est enchanté des résultats obtenus, et le docteur Lessard, directeur du service provincial de l'hygiène, a déclaré que les résultats à date avaient été tout simplement merveilleux.

Nous demanderons également à la Chambre, au cours de la présente session, de nous permettre de contribuer à la construction et au maintien de grands refuges pour les vieillards et les enfants. Nos crèches débordent, et si l'adoption vient cueillir des centaines, il en reste encore trop alors que d'autres attendent qu'ils vident leurs berceaux, afin de s'y mettre pour vivre et ajouter à la force économique de notre province, car ne l'oublions pas, notre immigration à nous, c'est le berceau - disons le "ber" pour parler notre langage. C'est des berceaux que dépend notre croissance et c'est là la meilleure façon de faire.

Et essayerons-nous aussi de donner suite au projet dont j'ai parlé à la dernière session: celui du placement familial de vieux couples. Ce n'est pas après une vie de labeur commun qu'on doit séparer ceux qui, courbés sous les ans, restent profondément attachés l'un à l'autre et aiment peut-être à se rappeler ensemble les jours ensoleillés ou peut-être aussi les dures misères d'autrefois, quand on défrichait la forêt et que le pain était rare. J'ose espérer que la Chambre nous donnera son concours dans l'étude et la solution de ces intéressants problèmes auxquels notre province est si vitalement intéressée.

Le rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) est très instructif, intéressant et fait voir combien le gouvernement s'intéresse aux colons. Au cours de l'année écoulée, nous leur avons donné \$206,000 en

primes de labour, de semence et d'habitation, avec le résultat que ces fils du sol ont mis 9,750 acres en nouveaux labours. Cette prime depuis six ans s'élève à \$776,341. Cette année, nous leur avons payé pour grains de semence \$36,450. J'invite les piocheurs des *Comptes publics* à nous dire combien ils donnaient de ce chef pendant les années bénies pendant lesquelles ils étaient assis dans nos fauteuils.

Mais pour ne pas priver mon collègue de la Colonisation du plaisir de faire part à la Chambre de ses activités, je n'ajouterai que ceci: plusieurs de nos comtés agricoles et de colonisation sont de véritables provinces, et leur étendue ne permet peut-être pas au député, pendant la saison trop courte de l'été, de les parcourir et de se rendre compte de leurs besoins, municipaux, agricoles, scolaires et autres. Nous devons à nos braves colons le devoir de les mettre en contact intime et facile avec leur député pour lui exposer leurs revendications. Nous avons dès lors résolu de créer quelques comtés nouveaux en divisant les plus grands. L'administration de la justice et l'enregistrement des titres seront ainsi grandement facilités. Dès le commencement de la session, nous demanderons à la Chambre de nommer un comité qui s'occupera immédiatement de cette nouvelle délimitation de nos circonscriptions électorales.

Notre nouveau trésorier provincial a une foule de qualités, la Chambre s'en rendra compte progressivement au cours des longues années pendant lesquelles il occupera son poste; mais il en est une qu'il a héritée de la race écossaise à laquelle il appartient, c'est celle de l'extravagance! Aussi, a-t-il voulu, en inaugurant son administration, diminuer les impôts sur les successions. Tous ses collègues ont protesté en vain: il a tenu bon et nous avons dû céder.

La réduction portera sur trois chefs principaux que je puis résumer comme suit: 1. diminution des droits payables par les successions modestes; 2. faveurs spéciales aux familles nombreuses; 3. exemption de tout impôt en faveur des legs faits à certaines institutions d'assistance publique. Je crois que l'opinion publique demande cette modification à nos lois sur les successions et que le changement sera favorablement accueilli.

J'espère cependant que le trésorier, en bon Écossais, saura se reprendre quelque peu sur les grosses successions, alors que les droits que nous leur imposons sont minimes comparés à ceux prélevés dans les autres provinces. Je conseille toutefois la prudence au trésorier, car cette année il va être appelé à assumer une charge nouvelle: celle de l'entretien des ponts sur nos grandes routes.

Notre politique de voirie a révolutionné la province, mais le fardeau est lourd pour la province: environ \$8,000,000 cette année. Après avoir avancé de l'argent à 3 % aux municipalités, pour construire leurs routes, nous avons par la suite réduit cet intérêt à 2 % et, plus tard encore, nous avons assumé l'entretien complet des grandes routes de la province. Au 1<sup>er</sup> décembre dernier, nous avons ainsi entretenu 10,194 milles de chemins et planté ou fourni 50,000 arbres d'ornementation.

Les ponts font partie de ces grandes artères. Nous avons pensé que nos finances nous permettront d'inclure les ponts dans le réseau de nos chemins et, à l'avenir, nous les prendrons complètement à notre charge. Ils seront beaucoup mieux entretenus et les municipalités seront déchargées d'un fardeau qui pesait lourdement sur quelques-unes. Nous croyons de plus que, de cette manière, nous assurerons la permanence des ponts métalliques en les faisant surveiller et réparer, avec méthode, par nos ingénieurs. Trop souvent les municipalités se soustrayaient à l'obligation que la loi leur imposait d'entretenir leurs ponts.

Je crois devoir maintenant référer à ce qu'on a appelé la crise du papier à journal. On connaît les résultats bienfaisants de la politique inaugurée par mon prédécesseur le regretté Sir Lomer Gouin, politique prohibant l'exportation à l'étranger des bois poussant sur les terres de la province. Le gouvernement actuel a poursuivi cette politique et lui a donné plus d'ampleur en défendant d'exporter aux États-Unis l'énergie électrique créée en cette province.

Les bienfaits de cette politique n'ont pas tardé à se faire sentir. Le capital américain engagé dans l'industrie du papier, inquiet de cette attitude de notre province, n'a pas tardé à affluer chez nous. Nous l'avons accueilli avec faveur et, en cela, nous avons reçu l'approbation de financiers et d'économistes comme Sir Vincent Meredith, président de la Banque de Montréal et M. Beatty, président du Pacifique Canadien. Sous l'impulsion de ces capitaux étrangers, nos chutes d'eau et notre industrie ont pris un essor prodigieux. Qu'il me suffise de mentionner le Saint-Maurice, le Saguenay, le lac Saint-Jean, la Gatineau, la Lièvre, les Cantons-de-l'Est, les villes même de Québec et de Montréal et le Saint-Laurent. Les aménagements à la Shawinigan Water and Power Company sur le Haut-Saint-Maurice sont terminés. La Chambre sera sans doute heureuse d'apprendre que des aménagements en voie d'exécution sur le Saint-Maurice et le Saint-Laurent, par le canal Beauharnois, vont développer au-delà de

1,000,000 de chevaux-vapeur et donner à notre province un total d'énergie électrique plus élevé que toutes les provinces réunies, et cependant, nous ne serons pas encore au tiers de notre développement possible.

Ce rapide développement de nos usines à papier a amené une surproduction qui, en vertu de la loi économique inexorable de l'offre et de la demande a fait tomber le prix du papier. Au cours de l'automne de 1928, alors que pendant la guerre le papier se vendait \$140 la tonne, le prix est tombé dans certains cas à au-dessus de \$50, et même à ce prix, les manufacturiers se faisaient une guerre à mort.

Nos adversaires ont voulu rendre le gouvernement responsable de cet état de choses. N'oublions pas que, depuis trois ans, nous n'avons vendu aucune concession forestière, et dans le discours du trône, en janvier 1927, alors que l'industrie était très florissante, nous avons jeté le cri d'alarme en disant: toutefois, le gouvernement croit qu'avant de favoriser l'établissement de nouvelles usines, il est bon d'assurer une abondante réserve forestière aux usines déjà en existence ou dont la construction est décidée, sauf cependant dans ces régions nouvelles où de telles usines pourraient devenir la source d'une activité inespérée.

En parlant sur l'adresse, j'ajoutais ce qui suit: Sans doute nous ne voulons pas arrêter un pareil essor qui est une source de grande richesse économique pour nous. Mais n'est-il pas temps de se demander si cette expansion extraordinaire ne doit pas avoir ses limites et si, dans l'intérêt de la forêt et de sa conservation, et pour assurer la prospérité des industries établies, il n'est pas mieux de ralentir quelque peu et de ne pas encourager trop d'usines nouvelles. J'aime mieux dans notre province 25 moulins prospères que 50 qui traînent de l'aile, où les ouvriers ne travaillent que deux ou trois jours par semaine, et qui encombre le marché par la surproduction et s'inquiètent du lendemain. Il me semble que notre politique devrait être aujourd'hui de faire un inventaire de ce que nous avons et de ne pas, du moins pour le moment, encourager de nouveaux moulins. Peut-on dire que nous sommes responsables de la crise après les avertissements que nous avons donnés?

Je ne veux pas jeter le blâme sur personne, mais les manufacturiers de papier ont peut-être ouvert la porte de leurs industries trop grande aux banquiers et aux courtiers, avec l'inflation et la spéculation qui en ont été la conséquence. Quoiqu'il en soit à la fin de 1928, grâce à l'intervention des

gouvernements de Québec et d'Ontario, le prix du papier a été stabilisé pour un an à \$55; c'était une augmentation de \$5 par tonne. L'année vient de se terminer; les manufacturiers canadiens, sont unanimes à dire que \$55 n'est pas un prix suffisant et que ce prix doit être porté à \$60. Évidemment les propriétaires de journaux s'y opposent: c'est leur droit.

Mais après avoir étudié la situation avec soin et m'être renseigné auprès des meilleures autorités, je n'ai aucune hésitation à dire que \$55 est un prix trop bas. Loin de nous l'idée de vouloir fixer par une loi le prix du papier; la chose n'est pas possible. Nous ne ferons jamais cela! Économiquement, ce serait une erreur. Mais, comme au-delà de 80 % du papier dans la province est fabriqué avec du bois provenant des terres de la couronne, je crois que nous avons le devoir impérieux de voir à ce que nos forêts ne soient pas dénudées sans profits pour les nôtres. Mais si le prix du papier était à moins de \$60 la tonne, plusieurs compagnies ne pourraient pas payer l'intérêt sur leurs obligations.

Je connais des compagnies incapables aujourd'hui de payer leurs dividendes, si le papier se vend \$55. Et cependant, l'épargne de nos gens est placée dans ces compagnies. Les concessionnaires de nos forêts sont tenus aujourd'hui à les protéger contre le feu les insectes et leurs autres ennemis; ils essayent également de faire du reboisement. Comment veut-on que ces concessionnaires puissent ainsi protéger la forêt et la perpétuer, si la marge des profits est si mince qu'on ne peut faire honneur qu'à grandes peines, à ses charges fixes?

Le mal provient, je dois le dire, d'un contrat intempestif fait par l'International Paper Company avec les intérêts Hearst, contrat pour cinq ans à \$55 la tonne. C'est ce contrat dont on ne semble pas pouvoir se débarrasser qui est la cause du trouble, car il a fixé un prix aux États-Unis dont tous veulent se prévaloir.

J'ai dit contrat intempestif mais imprudent aussi, car si nous voulons donner un caractère de permanence à nos concessions forestières, d'un autre côté, les droits de coupe sont laissés à notre entière discrétion; ils peuvent demain être doublés ou triplés, d'après les termes mêmes des licences, et l'augmentation n'est pas nécessairement uniforme pour tous. Bien des circonstances peuvent influencer notre décision à ce sujet.

Je vous avouerai bien franchement que je ne comprends pas comment une compagnie peut s'engager pour cinq ans à vendre son papier à un prix uniforme, quand elle ne sait pas combien lui coûtera

sa matière première et qu'elle aura peut-être à compter sur le mauvais vouloir du gouvernement qui la lui fournit et qui la tient responsable des ennuis que rencontre l'industrie.

Qu'on remarque bien qu'il n'y a aucune combine parmi nos manufacturiers, ni aucune intention de leur part de contrôler le marché; ils ne veulent qu'un prix raisonnable pour leurs produits. Ajouterai-je que, pendant la guerre, alors que le prix du papier était de \$140, les propriétaires de journaux ont doublé le prix de leurs feuilles; quand ce prix est tombé à \$55, je ne sache pas que ces messieurs aient réduit leurs abonnements en conséquence.

Ajouterai-je encore, si mes renseignements sont exacts, que si le prix du papier est porté à \$60 nos gens, y compris nos ouvriers, recevront environ \$16,000,000 de plus. Or, comme les annonces aux États-Unis rapportent environ \$800,000,000, les journaux n'auront à augmenter leurs taux que de 2 %, ce qui est insignifiant en vue surtout de la paix et de la stabilité qui en résulteront. L'augmentation sera facilement absorbée par le consommateur.

Que les propriétaires de journaux n'oublient pas que la ruine de petites usines indépendantes créera inévitablement des trusts; ils seront alors à leur merci et, comme pour le cuivre, le prix deviendra excessif. Si c'est à cette éventualité que rêvent certaines compagnies, elles peuvent être assurées qu'elles rencontreront dans leur chemin les gouvernements d'Ontario et de Québec, qui sont pleinement d'accord dans leur politique à ce sujet. Le gouvernement est prêt à faire tout en son pouvoir pour empêcher une telle éventualité de se produire.

Je fais appel au "fair play" et au sens des affaires de nos voisins du sud pour rendre prospère et conserver cette belle industrie du bois, la deuxième du Canada, à l'avenir de laquelle, comme principaux consommateurs, ils sont vitalement intéressés.

Des gens à l'imagination fertile, mais chez lesquels le souci de la vérité s'efface devant les nécessités politiques, ont crié bien haut que j'étais allé m'agenouiller à New York devant M. Graustein. J'ai dit au président de l'International Paper Company ce que je viens de dire à la Chambre. Si, pour ces messieurs, c'est là une prière, je m'explique leurs désastres, le Très-Haut ne doit pas être touché de leurs supplications. J'ajouterai que nous ne devons rien à l'International, qu'elle ne nous doit rien; nous sommes donc très libres dans nos relations avec elle.

Je ne saurais clore ces remarques sans faire une courte incursion dans le jardin de mon collègue, le secrétaire de la province. J'espère qu'il me pardonnera mon indiscretion si je fais voir quelques-

uns des beaux fruits qu'on y recueille. L'assistance publique compte maintenant sept années d'existence. Ses débuts ont été difficiles, mais nous avons foi en notre œuvre et elle a survécu; mieux que cela, elle a fait survivre beaucoup des nôtres.

Aujourd'hui, tous les diocèses de la province ont accepté notre loi et autorisé les institutions de bienfaisance à s'y soumettre. La Chambre sera sans doute heureuse de connaître le bilan de nos activités dans ce domaine où bien loin de tarir la charité et de nous immiscer dans son champ d'action, nous l'avons aidée dans la plus large mesure sans nuire à ses initiatives.

Sait-on que, depuis sept ans, le gouvernement a payé, ou s'est engagé pour une somme de \$18,412,153 sous les dispositions de sa loi? Dans les sept années qui ont précédé l'assistance publique, la province n'avait payé que \$550,000 soit \$18,000,000 de moins. 160 institutions y sont maintenant soumises. De nouvelles demandes d'adhésion nous arrivent tous les jours et, pour leur faire face, nous ajoutons au sou du pauvre, annuellement, \$1,000,000 tiré des revenus de la Commission des liqueurs et environs \$300,000 des taxes sur les repas. Ces sommes qui dépassent aujourd'hui \$3,000,000 par année, soit autant que tout le budget que la province votait il y a 40 ans, ne tombent pas dans les revenus de la province et n'ajoutent pas à son surplus. Elles forment une caisse spéciale, toute affectée à la charité et dans laquelle la charité seule peut aller puiser. Je le demande à nos critiques d'autrefois, le gouvernement a-t-il fait erreur en créant l'assistance publique et là, comme pour sa loi des liqueurs, les événements ne lui ont-ils pas donné raison?

La santé des nôtres et l'hygiène dans notre province sont aujourd'hui un de nos principaux soucis. Si nous ne savons pas conserver la vie de nos gens, et surtout celle de nos enfants, la province ne pourra pas garder dans la Confédération le rang qu'elle occupe, car nous n'avons pas chez nous l'immigration pour remplir les vides. Les statistiques montrent qu'il naît 2,000 enfants de plus par mois dans Québec que dans Ontario, dont la population nous dépasse cependant de 20 %. On a appelé cela la revanche des berceaux. Le mot est joli, mais il nous incombe d'assurer la stabilité et la permanence de la revanche.

Nous avons semé les hôpitaux les crèches et les refuges; nous avons un des plus beaux instituts de radium du monde: 17 comtés sont maintenant soumis aux unités sanitaires avec des résultats merveilleux; la tuberculose est en baisse grâce à nos superbes sanatoriums et à la lutte énergique que nous lui avons

faite: les coins les plus reculés de la province, qui ne peuvent faire vivre un médecin, sont sous les soins d'infirmières diplômées payées par l'État; nos grandes universités sont richement dotées par le gouvernement pour y former des médecins, dont au-delà de 25 sont de nos boursiers d'Europe, occupés à puiser leurs sciences aux meilleurs foyers. Enfin, un personnel d'hygiénistes distingués est à la disposition des municipalités pour les guider, et commander au besoin, dans leurs systèmes d'aqueducs et d'égouts. Les résultats de cette campagne ne sauraient être immédiats; ils sont certains cependant.

Mais à côté de la santé physique de notre population, nous voulons aussi sa santé intellectuelle. Cette dernière est un puissant auxiliaire à l'autre, par la diffusion de l'instruction et de l'éducation. Dans le passé, nous avons généreusement doté nos universités; nous ne nous arrêtons pas là. Nos admirables séminaires ont reçu leur part, puis nous nous sommes penchés sur nos belles écoles techniques et nos écoles primaires que nous construisons en tout souvent, en partie très souvent aussi. Elles sont un témoignage vivant de l'intérêt que prend le gouvernement à l'instruction publique.

Dieu merci, nous n'avons pas de problème scolaire chez nous. Puisse-t-il en être de même, dans d'autres provinces où on oublie parfois ce qu'on doit aux premiers découvreurs, aux premiers missionnaires, aux premiers défricheurs, aux premiers apôtres civilisateurs de notre pays. Et, si nous avons encore des frères persécutés, c'est un message de sympathie que je leur adresse du vieux Québec, avec nos vœux de bon courage et de succès, et nous disons à tous: imitez Québec, respectez les minorités, c'est le secret de l'unité du Canada et de sa grandeur future<sup>7</sup>.

(Applaudissements soutenus à droite)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Que mes premières paroles, M. l'Orateur soient des paroles de sympathies à l'endroit des familles des deux membres disparus de cette Chambre. Je me joins au premier ministre pour présenter mes sincères condoléances à leurs familles. Nous avons cinq nouveaux collègues. Je leur souhaite la plus cordiale bienvenue. J'exprime le souhait que nous ayons, en cette Chambre, des députés capables de rendre service non seulement à leur parti, mais à la province tout entière, la grande province de Québec. Permettez-moi également de souhaiter au nouvel Orateur beaucoup de bonheur dans ses nouvelles fonctions. Je suis certain qu'il s'acquittera de ses tâches dans la haute tradition établie par son

prédécesseur et que nous serons heureux sous sa présidence pendant la présente session ainsi que les sessions futures.

Le premier ministre nous a découverts de nouveaux talents. Je ne savais pas qu'il lisait des livres à l'index. L'honorable premier ministre a fait une incursion intéressante dans le domaine de la fiction en nous parlant du célèbre manteau de cheminée orné de statuettes que Ponson du Terrail jetait par terre. Nous, ce ne sont pas les statuettes qui nous intéressent et que nous voulons faire disparaître. Ce sont les Statuts de la province de Québec que nous voulons améliorer. Il y a, en effet, plusieurs Statuts de notre Code que nous voulons jeter par terre.

(Applaudissements à droite)

Le premier ministre a dû lire aussi les archives, pour nous parler de façon si amusante des fondeurs de cuillers. Il a dit que notre programme était comme celui des anciens fondeurs de cuillers qui parcouraient les campagnes et que nous avions toujours le même programme. Le premier ministre, si j'osais ainsi m'exprimer, pratique un nouveau métier, celui de fondeur de cuillers. Car ses meilleurs projets de loi ne sont qu'une refonte des mesures suggérées par l'opposition, et c'est chez nous qu'il est venu chercher son matériel pour le discours du trône. Nous avons quelque chose à fonder.

L'honorable premier ministre nous a dit que nous avions voulu empêcher la représentation de la minorité anglaise dans le cabinet en combattant son trésorier dans Compton. Mais il se trompe. Le premier ministre compte dans son parti des protestants qui ont l'étoffe de ministres, comme le député de Shefford (M. Bullock), par exemple, et d'ailleurs, le candidat conservateur de Compton était aussi protestant.

L'honorable premier ministre a dit aussi que le double mandat était dangereux. Il a également fait grand cas du fait que le nouveau chef est maire de Montréal et député de Sainte-Marie. Le premier ministre aurait dû faire appel à un meilleur argument, étant donné qu'il compile lui-même plusieurs fonctions et que, dans son parti, il y a plusieurs doubles mandats. N'a-t-il pas été échevin et leader du conseil de Québec, en même temps que ministre et député de Montmorency? L'ancien député de Trois-Rivières (M. Tessier) était maire de Saint-Sauveur et député et ministre, et parlant de Statuts qu'on devrait déloger des manteaux de cheminées, on en a adopté un, qui lui a permis de demeurer maire pour deux années de plus que ce que son mandat prévoyait. M. Parent n'était-il pas premier ministre et maire de

Québec? Personne n'y voyait rien d'extraordinaire. Je suis certain que l'honorable premier ministre n'aurait pas de difficulté à trouver d'autres exemples. Vraiment, le premier ministre aurait été mieux inspiré de parler d'autre chose.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Poignard!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Puis-je me permettre un léger retour en arrière pour faire une revue des événements politiques de la dernière année. En effet, il y a eu de grands événements politiques depuis la dernière session. Premièrement, nous avons eu la convention du Parti conservateur à Québec, en juillet, au cours de laquelle il a mis au point son programme. Nous n'avons pas élaboré de nouveau programme. Nous avons consolidé notre programme. Nous l'avons mis au point et nous avons concrétisé les politiques que nous avions déjà présentées à la Chambre au cours de nombreuses sessions passées.

Le gouvernement s'est approprié bon nombre de ces politiques, et certaines d'entre elles, comme la réduction des droits de succession, se retrouvent dans le discours du trône cette session-ci. Il n'y a rien d'extraordinaire à cela, le premier ministre ayant déclaré que nous sommes dans un monde en évolution et qu'il nous faut tous évoluer avec lui. C'est un programme que nous présentions à la Chambre depuis des années.

Nous avons par ailleurs eu à choisir un nouveau chef. Le choix a été unanime. Les délégués de toute la province, soit 1,013 délégués et substitués lui ont fait une ovation comme on n'en fera probablement pas de sitôt à aucun homme de cette province. Qu'il me soit permis de lui dire qu'il a notre confiance. Nous voulons travailler en coopération, dans l'espoir de finalement atteindre des résultats qui non seulement s'inscriront dans notre optique, mais qui seront également avantageux pour toute la province.

Nous avons eu, depuis la dernière session, des élections complémentaires. Les premières ont eu lieu dans L'Islet, avant que notre nouveau chef soit choisi. Nous avons eu le plaisir de voir et d'entendre le nouveau député de L'Islet (M. Godbout) prononcer son discours à l'ouverture. Je tiens à le féliciter de son début et surtout d'avoir attiré l'attention du public sur la grande pitié des institutrices. Les rapports publics nous démontrent, en effet, que leur moyenne de salaire, dans les campagnes, est à peine de \$300, et que la moyenne des institutrices protestantes est beaucoup plus élevée.

C'est là encore un article du programme de l'opposition. Dès 1919, j'ai revendiqué auprès de la Chambre un meilleur traitement pour les instituteurs. En 1927, j'ai attiré l'attention de cette Chambre sur les piètres salaires des instituteurs dans les régions rurales et l'an dernier je demandais de meilleurs salaires pour les inspecteurs d'écoles. J'espère que le ministère trouvera une solution à ce problème urgent, afin que nous gardions nos bons instituteurs et institutrices pour nos enfants, au lieu de laisser aller dans des bureaux où actuellement les attendent de meilleurs salaires. Ce serait un désastre pour la province que de voir s'appauvrir davantage nos écoles primaires dans les régions rurales.

Le premier ministre a dit qu'il avait arraché des plumes au panache du chef de l'opposition, à la suite des élections partielles. Pourtant, quelle est la situation? Les élections partielles ont eu lieu dans des comtés représentés par des libéraux. Au début de la première session, il y avait dix députés oppositionnistes. Aujourd'hui, il y en a onze. C'est nous qui avons arraché une plume au panache de l'honorable premier ministre. Et, dans Compton, nous avons arraché 1,000 votes à la majorité libérale. Si dans Richelieu, la majorité est restée la même, par contre, dans Montcalm, nous avons arraché 700 plumes au panache libéral. En plus, trois des élections partielles sont contestées. Je ne veux pas aborder cette question maintenant, mais il demeure que ces élections font l'objet de contestations. Ça fait plusieurs plumes de moins.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
(Souriant) Dans Montcalm, il y a eu un dépôt de moins aussi.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Nous avons été témoins, dans Montcalm, d'une situation plutôt extraordinaire. Lors de l'élection partielle de Montcalm, le candidat libéral a été présenté à la convention par un curé. Ce dernier avait droit de vote, libre à lui d'en agir ainsi. Les prêtres sont des citoyens libres. Mais, depuis plusieurs années, ce n'était plus la mode. On s'est déjà opposé à l'intervention sacerdotale dans la politique. Il est déjà loin le temps où M. Laurent-Olivier David, le père du secrétaire provincial, déclarait qu'il avait perdu des votes par suite de la part prise par le clergé dans une élection. J'espère que ce n'est qu'un fait isolé qui ne sera pas un précédent et une habitude plus tard dans les élections.

Il est arrivé aussi que, dans les banquets politiques, les organisateurs aient cru acquérir du

crédit en y amenant des membres du clergé. Cette manière d'agir offre bien des dangers. Que chacun prenne ses responsabilités, mais nous ne sommes pas pour recommencer les querelles d'autrefois. Je me rappelle d'un premier ministre, il y a quelques années, qui a éprouvé de sérieux problèmes quand il a fait face à des poursuites pour influence indue. Il vaudrait mieux prévenir la répétition. J'espère qu'on n'ira pas plus loin et que l'exemple donné dans Montcalm ne s'étendra pas davantage.

Il semble que l'honorable secrétaire provincial a déclaré, à Sainte-Julienne, que l'honorable chef de l'opposition était un lâche et s'était sauvé en face de la tempête. L'accusation de lâcheté portée contre le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), parce qu'il n'a pas voulu faire le jeu d'une clique massée dans la salle, est ridicule. Le chef de l'opposition est loin d'avoir eu peur. J'y étais lorsque le chef de l'opposition est arrivé. La tribune était bondée de membres du Club de Réforme de Montréal et, dans les premiers rangs, devant la tribune se pressaient de nombreuses personnes du club des millionnaires. Par ailleurs, le curé de la paroisse avait déclaré que l'immeuble n'était pas sûr en raison du nombre élevé de personnes qui se trouvaient à l'intérieur.

D'autre part, la foule avait demandé à ce que la réunion se tienne à l'extérieur, et le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) et moi-même voulions être parmi cette foule. Mais l'organisateur libéral, M. Legault, a dit que les conventions étaient faites. J'ai alors déclaré que les conventions étaient faites quant à la longueur de l'assemblée, mais pas quant au lieu. On a couvert ma voix. Il y avait encore un autre homme influent, M. Tancrède Marcil, un libéral bien connu qui était sur place et faisait des signes à la foule avec sa casquette pour l'encourager à couvrir la voix des orateurs conservateurs.

Vous connaissez l'histoire de l'homme qui se querelle avec son voisin, qui rentre à la maison, ferme à clé derrière lui, se précipite à l'étage et lui crie d'une fenêtre qu'il est un menteur. Cette histoire m'est revenue à l'esprit lorsque j'ai entendu parler du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) s'installant au milieu de ses 300 amis dans la salle et criant au maire Houde qu'il était un menteur et un lâche.

L'élection partielle dans la Beauce a donné lieu à des manifestations intéressantes. Ça me rappelle un incident. Le député actuel déclarait à une assemblée à Vallée-Jonction: "Lors de la convention, j'ai crevé l'abcès, et, le 16 au soir, quand nous amputons le vieux chêne libéral de la branche morte qui le tue, le vieux chêne libéral reprendra une

nouvelle vigueur." Le député parlait d'abcès à crever, et pourtant, l'opposition n'y était pas. Ce ne sont pas les conservateurs qui ont dit cela. Où étaient les conservateurs à ce moment?

**M. Fortin (Beauce):** Il n'y en a pas.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Mais depuis que le chêne libéral a été amputé de sa branche morte, le patient semble se porter beaucoup mieux. Et M. Cliche disait: "Il faut balayer la clique et faire le lavage qui s'annonce depuis huit ou 10 ans. Je n'ai pas de fortune, mais je mettrai au jeu ma maison pour revendiquer la liberté du peuple." il est très étonnant d'avoir entendu dire qu'il fallait crever l'abcès, chasser la clique. Quel abcès? De quelle clique voulait-il parler? Est-ce de la clique de l'organisation libérale? De ceux qui organisaient l'élection du député actuel?

Encore là, l'opposition n'y était pas. Il n'y avait là aucun conservateur et, pourtant, c'est avec le cri du chef de l'opposition qu'on a crevé l'abcès et balayé la clique. Qui est-ce qui s'est sauvé, dans la Beauce lorsqu'un citoyen a fait battre en retraite le gouvernement? On n'avait jamais vu ça, un gouvernement qui retirait un candidat qu'il avait choisi. Somme toute, c'est qu'il y a un malaise général dans la province, et il se manifeste par les majorités diminuées et ce qui est arrivé dans Compton. Sans ce malaise, jamais nous n'aurions vu la majorité diminuer dans tous les comtés.

Au début de la campagne pour les élections partielles, on nous a traités de lanceurs d'injures, de calomniateurs. Nous avons eu droit à toutes sortes d'injures. Voyons comment ces gens si délicats nous traitent. Rappelez-vous la convention qui s'est tenue en juillet 1929. Voici un exemple des propos qui ont salué l'arrivée du nouveau chef et qui ont été publiés dans *L'Avenir du nord*, un journal libéral. Dans *L'Avenir du nord*, un candidat à la sénatorerie du dominion écrivait les jolies choses qui suivent:

"Et le tour était joué, Camillien Houde avait réussi à passer son tour. Devant le choix d'un tel bouffon comme chef de parti politique qui eut jadis à sa tête Chapleau, Taillon, de Boucherville, Tellier et autres hommes sérieux, dignes et instruits, nous nous demandons si le Parti conservateur a le chef qu'il mérite. Nous croyons que ce parti vaut mieux que le chef qu'il vient de se donner. Il n'est pas possible que les conservateurs sérieux se glorifient d'avoir pour chef ce fort en gueule qui n'a pour programme que ce cri du ventre: Ôtez-vous de là que je m'y mette! Car c'est bien là toute la politique de M. Houde et il s'en vante".

"Grands dieux, quel saut..., et quel sot! On a beau avoir du bagout, de l'audace et même du talent, on manque d'intelligence et de boussole, quand arrivé au pinacle et monté sur le faite d'un parti, on étale, avec effronterie et désinvolture, les appétits dont on est dévoré. N'est-ce pas faire injure à toute une province que de lui offrir comme programme les passions et les procédés de ces cabaleurs qui font le déshonneur de la politique? Il est impardonnable qu'un parti politique ait chaviré aussi tristement qu'à la récente convention politique, où il a mis à sa tête un politicien burlesque et insolent qui, jusqu'ici, n'a démontré de valeur que dans l'art d'ériger l'imposture en droit et la vitupération en système."

L'article parle aussi du "chef de parti qui se délecte à déchirer la réputation de ses adversaires et que l'amour cupide et avoué de l'assiette au beurre fait écumer de rage et baver la calomnie sur les hommes publics. Les farces insolentes de Camillien Houde ne séduiront pas la saine opinion. C'est la première fois, dans notre histoire politique qu'un parti se donne comme chef un histrion". On ne peut être plus violent.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est écrit par un aspirant-sénateur.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À Sainte-Julienne, le premier ministre donnait la définition du goglu en disant que c'est un oiseau qui descend sur les routes après le passage des chevaux. En réalité, il donnait la définition par Ponson du Terrail, et il oubliait que les chemins sont aujourd'hui en ciment en macadam ou macurban amiésite et qu'il n'y reste rien à manger. Il apprendra sans doute que le goglu est un insectivore qui détruit annuellement des millions d'insectes et rend ainsi des services signalés à l'agriculture. Les insectes américains viennent ici dévorer nos forêts. Je suggérerais à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) qu'il fasse l'élevage des goglus.

(Rires à droite)

Si le goglu est un insectivore et que le premier ministre veut nous en attribuer la définition, je dirai que, sans y adhérer entièrement, nous serions contents de détruire les insectes américains qui dévorent notre patrimoine et nos forêts, de débarrasser la province de certains agents étrangers qui empêchent nos habitants d'évoluer suivant leurs meilleures traditions.

Le premier ministre affirme que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) connaît bien les cultivateurs pour avoir été en contact étroit avec

eux pendant ses neuf années au ministère de la Voirie. Il a entamé des poursuites contre 325 municipalités au cours de ces années; il devrait donc avoir eu des contacts à profusion avec eux.

L'honorable premier ministre a changé de cri de guerre, cette année. Il a dit: "Vous voulez tout détruire". L'opposition, clament les ministres, n'a pas de programme. Chaque session, on répète la même chose au sujet de notre programme, et ce sont toujours les mêmes propos qu'il énonce contre nous. Mais il y a là, à l'évidence, matière à examen, puisque le premier ministre a dû traverser le parquet de la Chambre pour venir étudier notre programme, afin de l'intégrer au discours du trône. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), a dit dans Richmond, il y a quelques années: "Ces messieurs de l'opposition n'ont pas de programme". Comme j'en avais apporté un, je le lui montrai et il s'écria: "Leur programme, il est dans la *Gazette*! Mais où voulez-vous donc qu'on le mette notre programme? Nous ne pouvons pas le mettre dans le discours du trône. Il faut bien que nous l'ayons dans les gazettes.

(Rires)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Laissez-le dans les gazettes.

(Rires)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Oui, ça vous permettra de le copier plus facilement et de le mettre dans le discours du trône.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) disait, le jour de la nomination à Sainte-Julienne, que le chef conservateur ne se rend pas compte de ce qu'il dit, que ses discours sont marqués au coin du mensonge et qu'il est un farceur politique. *Le Canada* et la *Gazette*, deux journaux libéraux, ont rapporté le fait et rapporté aussi des propos du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), disant que l'opposition a l'habitude des injures. C'est pourtant le contraire. Ce n'est pas l'opposition, ce sont les amis du gouvernement, ce sont nos adversaires qui ont commencé cette campagne d'insultes et qui la continuent. La campagne menée par le gouvernement dans Montcalm, pendant les élections, a été une longue série d'insultes à notre endroit.

Je proteste contre cette sorte de campagne, et si un jour, qui est moins éloigné que le premier ministre le croit, la majorité populaire se tourne en notre faveur, j'espère que le gouvernement d'alors cessera la politique de mobiliser presque toute la

presse pour tromper le peuple et se faire aduler aux dépens des contribuables. Lorsque le gouvernement dépense des milliers de dollars pour empêcher la presse de parler librement, pour endormir le peuple et le tromper, et pour empêcher le public de savoir ce qui se passe et empêcher la presse d'informer les gens pour qu'ils soient conscients de leurs propres intérêts, le gouvernement fait bien peu pour le bien de la province de Québec.

Nous avons maintenant deux nouveaux ministres, les députés de Compton (l'honorable M. McMaster) et de Montcalm (l'honorable M. Perron), et nous leur offrons nos plus sincères félicitations et une cordiale bienvenue, et nous en avons également deux autres qu'il serait peut-être intéressant de comparer entre eux. Le représentant de Dorchester (l'honorable M. Ouellet), dont le premier ministre a célébré les grandes qualités, a été créé ministre honoraire de l'Agriculture. L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté) et le député de Dorchester ont du talent et nous espérons qu'ils le mettront au service de la province. On prêche, du côté ministériel, que l'union sacrée règne dans les rangs du parti. C'est peut-être l'union matérielle, autour de la table, mais certainement pas l'union des esprits.

En 1921, et en 1922, le nouveau trésorier de Compton, présentait un projet de loi pour décréter que tout ministre ne pourra être directeur de compagnie faisant affaires avec le gouvernement. Voici le texte éloquent de sa résolution:

"Session 1922, volume 11, débat des Communes, projet de résolution. La Chambre est d'avis: Il y a lieu, dans l'intérêt public, que tous les ministres de la couronne, dès leur nomination à ce titre, résignent tous les directorats qu'ils exercent dans les banques, compagnies fiduciaires d'assurance ou de transport, ou grandes corporations de service public; que si des ministres de la couronne retiennent des directorats dans les compagnies autres que celles-là, celles-ci ne devraient faire aucune affaire avec le gouvernement fédéral ou ses départements, ou avec un chemin de fer, ou navire que ce gouvernement possède ou contrôle, à condition toutefois que cette interdiction ne devrait pas empêcher ces dernières compagnies d'utiliser les services publics du gouvernement ou d'un de ses départements, ou d'un de ses chemins de fer ou navires."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Comment les bleus ont-ils voté sur cette question?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Il s'agit de l'honorable trésorier de la province (M. McMaster). Il y a huit ans de cela. Aujourd'hui, nous voyons que le trésorier est devenu ministre et collègue de l'honorable premier ministre, directeur du Royal Trust, de la Barclay's Bank, de la Sun Life et de la Métropolitan Life; de l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), directeur de la Shawinigan Excelsior Life, Insurance Exchange, Sun Trust, la Thémis, la Prévoyance, Crédit canadien, la Sauvegarde, Canada Cement, Laurentide, Montréal Tramways, Montreal Tram-Power, Robertson-Janin, United Securities, Regent Knitting, etc.

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) est directeur du Sun Trust, de la Corporation des obligations municipales, Cauchon Construction, Traverse de Lévis, Deslauriers Construction.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**<sup>8</sup>: Je ne suis pas directeur de la Deslauriers Construction. L'honorable député sait bien qu'il lance des affirmations gratuites et inexactes. Si on lui offrait d'être directeur d'une compagnie, l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) ne refuserait pas.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Peut-être, mais pas une compagnie qui fait affaire avec le gouvernement. Êtes-vous directeur de la Traverse de Lévis?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Du Sun Trust?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** De la Deslauriers Construction?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Non.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est la confession d'un enfant du siècle.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Le Sun Trust n'a rien à faire avec le gouvernement!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'an dernier le gouvernement a payé \$350 au Sun Trust, pour

assurances, et la chose est consignée dans les rapports publics.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est ce qu'on trouve, mais il y a autre chose.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je ne dis pas que c'est immoral pour un ministre d'être directeur de compagnie, mais j'affirme que l'honorable trésorier a condamné cette pratique en 1911 à Ottawa. On interdit aux conseillers municipaux de faire affaire avec la municipalité, mais c'est bien pire quand il s'agit de ministre. Il paraît que ce qui est nécessaire et bon pour les conseillers municipaux ne l'est pas quand il s'agit de la construction des ponts et des chemins. Il est évident que le trésorier (M. McMaster), le ministre de l'Agriculture (M. Perron) et le ministre des Travaux publics (M. Galipeault) ne s'entendent pas à ce sujet. J'ajouterais, être attaché à des compagnies qui font des affaires avec le gouvernement, c'est ce que l'on appelle l'union des partis et des cœurs dans le gouvernement du Parti libéral.

On nous dira que toutes ces critiques nous sont inspirées parce que nous n'aimons pas le ministre de l'Agriculture. Nous ne faisons que suivre les traces du trésorier de la province qui, en 1911, parlait à une assemblée protestataire au Monument national, avec M. Bourassa, contre le projet de franchise du tramway. Voyons ce que le trésorier disait alors dans son discours:

"Voyons un peu cet innocent projet de loi, portant le no 143 et demandant l'incorporation de la Montreal Tramways Co. Rien de bien alarmant ne se révèle dans le titre. Mais comment, se demande-t-on, ce projet est-il venu si subitement devant la Législature? Les avis ont-ils été publiés dans les journaux, comme l'exige la loi pour les bills privés? Non, aucun avis n'a été donné. Le projet a été introduit subrepticement parce qu'il était mauvais, et que les promoteurs eux-mêmes, le savaient mauvais.

"Qu'ont-ils fait? Ils ont attendu que la session soit à la veille d'être prorogée, au moment même où tous les députés se préparent à rentrer dans leurs foyers. Les promoteurs sont arrivés tout à coup; sans se soucier des avis à donner, et sans perdre une minute, la Législature dut suspendre ses règles de procédure et se mettre à l'étude du projet chevelu.

"On réclame un siège en échange du prix de passage que nous payons et la compagnie répond: Un siège? Mais nous ne pouvons vous en donner. Il faut être vraiment bien téméraire pour réclamer un siège; pas une seule compagnie de tramway, en Amérique, ne voudrait prendre cet engagement.

"La compagnie paraît interloquée devant une demande si juste, quoiqu'elle sache fort bien qu'en Angleterre, en France et en Allemagne, les passagers ne paient sur les tramways qu'à la condition qu'on leur donne un siège? Prend-elle les citoyens de cette ville pour des singes, obligés de se tenir suspendus à la courroie comme une branche d'arbre? Cette répartie excite l'hilarité de l'auditoire.

"Examinons ce fameux projet. L'article 13 surtout est très intéressant. Dans cette partie de son projet, la Montreal Tramways réclame la surface des rues et l'aire pour y faire passer des tramways ou des chemins de fer sur l'île de Montréal, l'île Jésus et l'île Bizard, mais elle ne veut rien avoir à faire avec les conseils municipaux de ces trois îles. Si quelque conflit survient, elle désigne comme médiatrice la Commission d'utilité publique. Les commissaires municipaux et les conseillers sont complètement ignorés. Cela est injuste et je ne crois pas que les pouvoirs qui appartiennent aux municipalités puissent être délégués à une commission d'utilité publique.

"La compagnie ne s'arrête cependant pas là. Elle prévoit le cas où la commission d'utilité publique pourrait décider en faveur du peuple, et alors, la Montreal Tramways se réserve d'en appeler à telle décision devant le Conseil privé. J'ai le plus grand respect des tribunaux, mais je crois que ces questions où le peuple est vivement intéressé doivent être sanctionnées par les conseillers choisis et élus par le peuple.

"Après avoir réclamé la surface et l'aire, les promoteurs de ce bill demandent le sous-sol. Tout cela, elle le veut pour elle seule et pour toujours. L'article 18 se lit: La Montreal Tramways aura à perpétuité le droit et le pouvoir exclusif d'acquérir, construire, maintenir et exploiter le peuple... pardon des tramways. Vraiment, devant de telles exigences, on est surpris de voir que la compagnie n'ait pas demandé un droit exclusif et éternel sur les aéroplanes.

"Il est inutile, je crois, de discuter la question d'une franchise perpétuelle, car nous savons tous que nous n'avons pas le droit de lier ainsi les mains des générations futures. Je conclus donc en protestant contre ce projet, et je crois avoir l'approbation de l'assemblée. Les promoteurs eux-mêmes, j'en suis convaincu, ne toléreraient jamais, en leur qualité de citoyens, qu'une tentative aussi hardie soit faite. S'ils persistent, c'est qu'ils mettent leur appétit au-dessus de tout, alors nous devons dire à la Législature: Halte-là! Nous, de Montréal, de l'île Jésus et de l'île Bizard, nous payons une grosse partie et nous avons

droit au chapitre. Il faut dire à la Chambre: Tuez ce projet ou amendez-le; "end it or amend it".

(Applaudissements)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Ça fait longtemps que les choses vont de ce train-là. Si le trésorier pense qu'après 18 ans c'est changé, il se trompe grandement. Ce qu'il condamnait dans le passé est encore condamnable aujourd'hui. C'est le même système de présentation des bills qui prévaut. C'est resté la coutume de présenter les projets de loi les plus importants à la dernière minute, de façon que l'opposition ait le moins de temps possible pour les discuter et les étudier. Ce fut le cas pour la loi de l'assistance publique, pour les écoles catholiques. Si le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) n'est pas populaire, qu'il s'en prenne à lui-même.

Le gouvernement projette d'augmenter le nombre des collèges électoraux agricoles. On nous dit que les députés ont trop de besogne qu'ils ne peuvent suffire aux demandes nombreuses qui leur sont faites. On nous laisse entendre que les pauvres députés des régions rurales ne peuvent couvrir leurs circonscriptions, durant la période qui leur est accordée, et qu'il nous faut donc de nouveaux comtés. Mais si le gouvernement ouvre ses rapports, il constatera que, dans la plupart des comtés ruraux de la province, la population a diminué, drainée dans les villes. On veut maintenant lancer les campagnes contre les villes et le cri a été lancé durant l'élection de Montcalm.

Nous avons eu de nombreux exemples de la politique du gouvernement qui consiste à retarder la présentation de projets de loi importants jusqu'à la toute dernière minute, et à en débattre en seconde lecture avant même que les documents aient été distribués et que l'opposition ait eu la possibilité d'y jeter un coup d'œil, encore moins de les étudier. Voilà un exemple de l'unité d'esprit du Parti libéral que l'on vante tant. Huntingdon et Gaspé, pour n'en nommer que deux, font face à une diminution de leur population et le gouvernement continue de dire que le peuple doit avoir plus de représentants.

Pourquoi? Pour pouvoir gagner les élections, peut-être, et permettre au gouvernement de conserver le pouvoir. Si c'est le cas, je n'ai qu'un conseil à donner au gouvernement: que chaque paroisse rouge de la province ait son député, qu'on laisse tomber les bleues et la victoire sera assurée, car l'opposition aura été supprimée. Nous avons déjà entendu le nom de Mussolini associé à celui de l'honorable premier ministre, et Mussolini, qu'on se le rappelle, s'est débarrassé de l'opposition.

Le discours du trône parle d'une commission d'études de nos problèmes sociaux. L'an dernier, on a traité les oppositionnistes de bolcheviks parce qu'ils prêchaient des réformes sociales qui sont dans le discours du trône de cette année. Dans Montcalm, le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) ne parlait pas alors de commission, mais il disait: "Nous allons établir un système d'assurance sociale". Notre population a déjà fait l'expérience de ces commissions et notre classe ouvrière a attendu pendant de nombreuses années le résultat des travaux de l'une d'entre elles et n'a toujours pas obtenu satisfaction. Les électeurs ont payé pour savoir à quoi s'en tenir sur les commissions.

Dans sept ou huit ans, la commission étudiera encore, et rien ne sera fait. Cette nouvelle mesure signifie-t-elle que l'opération se répétera, car si c'est le cas, les élections seront choses du passé avant qu'on n'obtienne des résultats, et il se peut que le gouvernement se rende compte que la population n'est pas aussi patiente qu'il le croyait. Nous voulons des pensions aux vieillards et l'établissement d'allocations familiales. Dans ce dernier cas, il ne s'agit pas de nouveauté, puisqu'elles existaient déjà sous le régime de Mercier. Et voilà qu'aujourd'hui, le gouvernement présente le projet d'étudier ces propositions et s'en attribue la paternité.

Il manque, dans le discours du trône, une loi sur la carte d'identité, une loi pour changer le bulletin de vote sans talon, un système qui est utilisé à vaste échelle pour fausser les résultats des élections et l'expression de la véritable volonté de la population au moment des élections. En 1927, dans mon comté, on avait déposé 27 bulletins de vote sans talon dans la boîte avant l'ouverture du poll. À Montréal, les jours d'élections, on voyait des voitures chargées de télégraphes provenant des États-Unis. Le fait que la loi a été modifiée pour que soit supprimé le talon sur les bulletins de vote a encouragé la fraude.

Le conseil municipal de Montréal portera la responsabilité des atermoiements dans la mise en vigueur de la carte d'identité. On a engagé un photographe pour photographier 200,000 électeurs dans trois mois. C'est que le conseil de ville de Montréal est le bras droit du gouvernement provincial. Tout le monde, sauf ceux qui ont intérêt à voler des votes, réclame la carte d'identité, afin que nous ayons enfin des élections honnêtes et que le résultat soit le verdict de la volonté populaire. Cette carte est absolument nécessaire à cet effet. Nous l'aurons qu'on le veuille ou non. Actuellement, il est facile d'imprimer 3,000 bulletins de votes de plus et de les distribuer à ses amis.

Nous réclamons aussi le rétablissement des brefs de prérogatives, surtout celui de l'*habeas corpus*, principe qui est à la base du système britannique. Nous avons vu, par suite de l'abolition de ce bref de prérogative, des gens détenus illégalement pendant huit jours avant d'avoir pu être libérés. Il s'agit là d'une question de liberté personnelle, et la Chambre et la province doivent se rappeler que le droit à la liberté personnelle est garanti par traité. Qu'on n'enlève pas de notre Code les brefs de garantie pour lesquels nos pères ont lutté pendant si longtemps. Voilà qu'après 60 ans, d'un trait de plume, on supprime des garanties précieuses.

On parle d'améliorer la loi des successions, mesure que l'opposition réclame pour le bien des familles nombreuses depuis tant d'années. Nous demandons aussi l'observance de la loi du dimanche et la protection des droits des travailleurs, relativement au travail du dimanche. Tout à l'heure, le premier ministre a parlé des compagnies de pulpe qui avaient à faire face à une crise. Il n'a pas dit qu'à nombre d'endroits, on y violait la loi du dimanche. Il y a, dans toute la province, des usines de papier où les hommes travaillent le dimanche pour augmenter la production, ce qui ne fait que contribuer au problème de la surproduction. S'il avait fait observer la loi du dimanche, les compagnies n'auraient pas produit pendant 52 jours de plus par année et nous n'aurions pas eu une crise si aiguë.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député veut me citer les noms des compagnies dont les moulins sont opérés le dimanche, je les poursuivrai tout de suite.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Les journaux en ont cité. Chaque semaine, les journaux sont remplis de protestations. Je les nommerai à l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Citez-moi des noms. Je veux des noms. Nommez les tout de suite et je vais les poursuivre.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** On peut en citer plusieurs dans la seule ville de Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai fait faire une enquête complète dans ce district. Nous avons fait des enquêtes dans tous les cas qui ont été portés à notre attention, et le résultat a été autre que celui que l'honorable député semble le croire. Citez-moi un seul cas et je ferai des enquêtes.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ça s'améliore.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'opposition réclame depuis 20 ans un programme clair pour l'agriculture dans la province de Québec. L'année dernière, alors qu'avec le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) je traitais d'agriculture, on disait que des avocats n'avaient pas la compétence voulue pour traiter le sujet. Pourtant, le ministre actuel de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est un avocat. On nous a donné raison par la suite en disant que tout était à réorganiser dans l'agriculture. Le gouvernement nous présente maintenant cela comme sa pièce de résistance. Que l'on débarrasse l'agriculture de la domination politique désastreuse qui y sévit depuis si longtemps. Que le gouvernement laisse les cultivateurs s'organiser à leur guise. Cartier, en 1855, avait dit avant Mercier qu'il fallait se cramponner au sol.

Nous, de la gauche ou de la droite, nous passerons. Nous mourrons tous. Mais nous sommes ici pour remplir un rôle et faire notre devoir. Peut-être que nos suggestions seront adoptées ou resteront longtemps à l'état latent. Cependant, la marche des idées est rapide, puisque nous voyons en 1930 qu'on adopte des idées que nous avons préconisées, il y a quelques années. L'opposition fait son devoir et continuera de le faire. Il n'est pas juste qu'elle soit soumise au mépris dont la couvre le gouvernement.

Mais en dépit de cela et de tout le reste, M. l'Orateur, nous, à votre gauche, continuerons d'insister sur la sauvegarde des droits de la population de cette province et sur la véritable protection de ses intérêts en cette Chambre. L'opposition ne mérite pas d'être traitée comme on l'a traitée dans le passé. On ne doit pas nous mépriser comme on nous méprise. Lorsque nous quitterons cette Chambre, nous aurons alors rempli un rôle éminemment utile et qui aura servi à amener au service du pays des Jean Talon et à éloigner les Bigot.

(Applaudissements à gauche)

#### Suspension des travaux

**M. Fortin (Beauce)** demande la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande de suspendre la séance jusqu'à 8 h 30, vu qu'il est près de 6 heures.

**M. Fortin (Beauce)** propose l'ajournement du débat.

**M. l'Orateur:** Il est 6 heures, je quitte mon siège. La séance est suspendue jusqu'à 8 h 30.

#### Reprise de la séance à 8 h 45

Le débat se poursuit sur l'adresse en réponse au discours du trône.

**M. Fortin (Beauce):** Je crois pouvoir m'adresser en toute confiance à cette Chambre, et je compte sur la bienveillante sympathie de mes collègues pour me pardonner ce que mon premier discours pourrait avoir de décousu et de trop improvisé. Je ne devrais pas retenir l'attention de la Chambre trop longtemps pour cette première fois.

J'offre, dit-il, mes condoléances aux familles des députés disparus et j'adresse mes félicitations au nouvel Orateur. C'est avec bonheur que je suis le représentant de l'un des plus beaux comtés agricoles de la province. J'ai eu l'honneur de remplacer l'honorable M. Hugues Fortier, qui venait de monter sur le banc. Cet après-midi, l'honorable premier ministre a fait un brillant éloge de mon prédécesseur, mais combien mérité! L'honorable M. Fortier a été pendant huit années député du comté de Beauce et, pendant ce temps, que de services n'a-t-il pas rendus de la façon la plus efficace et la plus discrète! Il a représenté le comté avec tant de dignité et de bons résultats. Mon prédécesseur saura faire valoir à la Cour des sessions de la paix les qualités qu'il possède et y faire l'honneur de la région beauceronne.

Le départ de M. Fortier a nécessité une élection. Celle-ci a paru assez mystérieuse pour les membres de l'opposition. Nous étions deux candidats, professant la même foi libérale. Tous deux étaient animés du même désir de travailler au progrès de l'admirable politique poursuivie par le gouvernement libéral qui a tant fait pour la prospérité de la province en général, et du comté de Beauce en particulier. Mais incapables de s'entendre sur le choix à faire, l'opposition a voulu faire croire que l'élection de la Beauce avait donné lieu à une querelle de famille. Ce fut, au plus, une divergence semblable à celle qui arrive parfois dans les meilleures familles, les familles nombreuses, où il est nécessaire, à certains jours, que le chef use de son autorité et fasse une leçon à un de ses enfants, afin de rétablir la paix et l'union.

Dans la famille libérale de la Beauce, le chef de famille a parlé et nous a rappelés à l'ordre. L'un de nous s'est effacé et tous ses fils se sont unis pour présenter, à l'administration de cette province, le témoignage unanime d'une Beauce unie et fidèle aux

traditions libérales. Un certain matin, un voilier d'oiseaux palmipèdes nous est arrivé. J'ai crû que nous allions avoir une lutte avec un candidat conservateur, mais je remercie le chef de l'opposition d'avoir assez bien compris que nous avions la meilleure administration qui se puisse désirer. On savait le comté de Beauce tellement libéral, tellement satisfait de l'administration actuelle qu'il y a peu de conservateurs dans la Beauce, pour éviter une défaite certaine et écrasante.

(Applaudissements)

Je félicite l'Orateur de son élection. Je suis particulièrement content parce qu'il est journaliste d'hebdomadaire, comme moi et, par conséquent, membre d'une classe qui n'est pas toujours appréciée. Je félicite aussi les représentants de Drummond et de Compton, nouveaux ministres. Je demande au nouveau trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) de songer sérieusement aux besoins des pères de familles nombreuses, dans son projet d'allègement des taxes sur les héritages. Je peux parler du sujet en connaissance de cause, car je suis père de douze enfants. La tâche d'élever une famille nombreuse est une des plus grandes et aussi l'une des plus ardues, et il n'est que juste qu'on songe aux familles nombreuses dans la répartition des droits et taxes sur les héritages. Je suis heureux de constater que le gouvernement veuille les encourager particulièrement.

Quant qu'aux hôpitaux, je suis heureux de voir que l'on ne veut pas que cet impôt atteigne les legs qui leur sont faits. D'ailleurs, le gouvernement peut être assuré qu'il aura l'approbation de toute la province pour l'allègement de cette taxe, tant pour les familles nombreuses que pour les hôpitaux.

Il rend hommage à l'œuvre accomplie par l'honorable M. Caron. Je félicite aussi les députés de Montcalm (l'honorable M. Perron) et de Dorchester (l'honorable M. Ouellet). Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a reproché à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) d'être avocat. Dans le choix d'un homme à un poste public, il ne faut considérer quelle est sa profession, mais quels sont ses talents, quelles sont ses qualités. Qu'il ait n'importe quelle profession, du moment qu'il a les qualités requises pour remplir ses devoirs, il mérite d'occuper le poste qu'on lui a confié. Si un avocat possède les connaissances nécessaires pour faire un ministre de l'Agriculture, il est de l'intérêt de sa province de l'avoir à ce poste. C'est le cas de l'honorable ministre de l'Agriculture, et toute la province est fière de l'avoir vu accepter la tâche de diriger le ministère de l'Agriculture. Mais ne

l'oublions pas, il a comme collègue l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet), qui est un bon cultivateur. Tous deux sont des amis de la classe agricole.

Je demande une réorganisation financière dans la classe agricole, afin de permettre aux cultivateurs d'écouler plus facilement les produits de leur ferme, et d'avoir pour eux de nouveaux marchés. Je crois que l'honorable ministre de l'Agriculture veut organiser financièrement la classe agricole. Je m'en réjouis. Le moyen d'organiser les cultivateurs, c'est la coopération. Au moyen d'une organisation de ce genre, les cultivateurs pourraient mettre leurs produits sur le marché de façon à en contrôler les prix.

Le premier ministre a marqué le grand intérêt qu'il porte à l'agriculture par les œuvres accomplies par le gouvernement dans le comté de Beauce, dans l'intérêt de l'agriculture, là où il y a 25 ans à peine l'agriculture n'était pas prospère. Maintenant, on y trouve nombreuses les coopératives prospères dotées d'agronomes compétents qui ont travaillé à transformer radicalement le domaine. La population accueillera avec enthousiasme les mesures progressives proposées par le gouvernement qui lui permettront de fournir aux cultivateurs toute l'organisation financière désirable ainsi que toute l'aide technique possible. Il faut de l'organisation, de la coopération et de l'éducation pour amener la prospérité chez les cultivateurs et les mettre en mesure de conquérir et de garder les marchés de cette province et à l'étranger.

La Beauce seule produit annuellement pour plus de \$2,000,000 de sucre et de sirop d'érable. Une coopération efficace et constante a produit ce résultat. Autrefois, les producteurs étaient à la merci du marché américain, mais maintenant, cette industrie est organisée sur des bases solides. Grâce à des amis de l'agriculture, grâce surtout à M. Cyrille Vaillancourt, chef du service agricole et de l'industrie sucrière de la province, en fait l'apôtre de l'industrie sucrière, nous avons organisé nos producteurs, et d'ici à quelques années, cette industrie sera l'une des plus prospères de notre province. M. Vaillancourt a beaucoup fait pour le développement de cette industrie et de la coopération entre les producteurs. Dans quelques années, la production atteindra les trois à quatre millions de dollars. Son nom restera à jamais gravé dans la mémoire des citoyens de Beauce. La société des producteurs de sucre a rendu aussi de bons services à la classe agricole.

Je profite de l'occasion pour demander au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) s'il est possible d'amender la loi pour remplacer le droit régalien, qui existe aujourd'hui sur les terres

de la couronne, par un permis spécial, de façon à ce que les producteurs de sucre puissent utiliser les érablières sur les terres de la couronne et en retirer le bénéfice.

J'ai aussi entendu le ministre parler de l'aide aux institutions agricoles à Oka et à Sainte-Anne-de-la-Pocatière. J'ai été enchanté d'apprendre que le gouvernement voulait faire davantage pour les écoles d'agriculture. Nous avons dans le comté de Dorchester, à Sainte-Germaine, un superbe collège qui pourrait être transformé en école d'agriculture, et qui n'a besoin que de l'aide du gouvernement pour permettre aux cultivateurs de s'y rendre et d'y trouver l'instruction nécessaire pour le développement de notre province.

Cette école pourrait servir à tous les cultivateurs du sud-est de la province. J'espère que le ministre de l'Agriculture sera en mesure de se rendre à notre demande et que nous serons bien reçus lorsque nous viendrons lui soumettre le projet. Les comtés de Beauce et de Montmagny, eux aussi, entre autres, sauraient bénéficier de l'établissement d'une école d'agriculture.

On a parlé des petites industries. La Beauce a plusieurs petites industries connexes à l'agriculture et qu'il faudra développer et encourager. Le gouvernement devra y accorder une attention spéciale, car elles sont essentielles au progrès de l'agriculture et au travail de nos cultivateurs. Le moyen, c'est d'aider les cercles des fermières où l'industrie domestique pourra trouver un appui solide et généreux.

Le premier ministre a parlé, cet après-midi, de la santé publique. Il y a une branche du ministère de l'honorable secrétaire provincial (M. David) qui devrait être développée de façon spéciale et qui a beaucoup bénéficié à nos régions rurales, je veux parler des unités sanitaires. La première unité a été établie dans le comté de Beauce. Ce fut une expérience difficile, car il s'agissait d'introduire un nouveau système de protection hygiénique dans le peuple. Après trois années d'expérience et de travail, 17 comtés ont des unités sanitaires. Ce système a prouvé qu'il est avantageux.

Ce succès est dû à la coopération de tous les citoyens du comté sous la direction d'un médecin aidé d'un ingénieur sanitaire et d'infirmières: la meilleure armée qui soit pour combattre la tuberculose et les maladies contagieuses. Le gouvernement cherche à obtenir aux États-Unis les fonds nécessaires pour nous aider à maintenir nos unités sanitaires. Ce n'est certes pas mal d'aller chercher à l'étranger l'argent qui nous apporte la santé et la prospérité.

L'Institut Rockefeller a souscrit durant trois ans une somme de \$100,000, et d'ici trois ans, elle aura donné plus de \$250,000 pour cette œuvre bienfaisante appelée à aider à la protection du capital humain. L'an dernier, le Dr Pincock, le sous-ministre de l'hygiène au Manitoba, est venu ici étudier le fonctionnement de nos unités sanitaires et n'a pas hésité à reconnaître, après une visite qu'il fit à l'unité sanitaire dans la Beauce, au cours de l'été, que nulle part aux États-Unis, en Ontario ou dans une autre province de la fédération canadienne, il n'avait trouvé de meilleures et d'aussi parfaites unités sanitaires que chez nous. Ce témoignage désintéressé et nouveau est une nouvelle preuve de la sagesse de l'administration libérale.

Je demande au gouvernement de montrer la plus grande générosité pour ces institutions. Si nous devons développer l'agriculture, à plus forte raison faut-il faire les plus grands efforts pour sauver notre capital humain, protéger nos enfants, former des citoyens forts et généreux, et développer une race de cultivateurs pleins de santé, heureux et prospères.

Le gouvernement a décidé de prendre charge des ponts. J'approuve cette politique. Cette mesure apporte aux municipalités rurales une aide précieuse. Je me souviens des nombreux pèlerinages qu'il a fallu faire auprès du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) pour l'entretien des ponts d'acier près de Beauceville, et celui que je ferai bientôt pour lui demander d'aider à la reconstruction du pont métallique de Beauceville. J'espère que le ministère des Travaux publics fera une bonne réponse à ma demande.

J'écoutais le chef de l'opposition jeudi dernier et je m'attendais à une tempête. J'ai trouvé un chef d'opposition qui, tout en critiquant le gouvernement, a paru très paisiblement disposé. L'honorable chef de l'opposition a été calme dans son discours. J'espère qu'il gardera longtemps le calme. Mais levant les bras au ciel, il s'est écrié: "Quel régime!" Il a oublié un qualificatif. Il aurait dû ajouter un autre mot et dire: "Quel excellent régime!", étant donné le bon travail accompli par le gouvernement pour la province depuis les trente dernières années. Quel heureux régime que celui qui a rendu notre province heureuse et prospère, qui a développé nos écoles supérieures, qui a organisé l'agriculture, qui permet au chène libéral de grandir et de se développer. Quel heureux régime, et puisse-t-il continuer à faire le bonheur de notre population<sup>9</sup>.

(Applaudissements à droite)

**M. l'Orateur:** La motion sera-t-elle adoptée?

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je me dispenserai des compliments et condoléances d'usage, pour me contenter de seconder de tout mon cœur les remarques faites à ce sujet par les députés des deux côtés de la Chambre. Je félicite le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) pour sa nomination comme Orateur.

Permettez-moi de passer immédiatement aux articles du discours du trône. Le gouvernement vole le programme de l'opposition. Je me rappelle comment, il y a trois ans, j'ai prononcé mon premier discours en faisant preuve du plus grand respect envers tous les députés de la Chambre, et pourtant, mes paroles ont provoqué la fureur de ceux qui détiennent le pouvoir du côté droit de la Chambre. On m'a appelé bolcheviste, démagogue, souleveur de population qui ne comprend pas les responsabilités qui pèsent sur ses épaules. J'ai toujours respecté mes collègues. Mais aujourd'hui, que dites-vous? Que voyons-nous aujourd'hui? C'est la troisième session que je passe ici. Ceux que l'on avait traités de bolchevistes, on accepte leurs idées dénoncées avec tant de violence il y a un an ou deux.

Pourtant, on accepte avec plaisir le programme de ceux que l'on traite de goglus. On propose la création d'une commission pour étudier ce que l'on peut faire au sujet du projet de pensions aux vieillards. Si on avait accepté la motion du député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), je pourrais peut-être concourir dans la mesure du ministère. Je soumets, quelles que puissent être les intentions du ministère, qu'il ne fait que perdre du temps en agissant ainsi. Même avec l'établissement d'une commission, je crois que le ministère veut tout simplement temporiser l'acceptation du principe de ce que nous avons prêché.

**Des voix dans l'opposition:** Très bien!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Après le verdict que le peuple a rendu, après les décisions prises par les unions ouvrières, on ne peut remettre plus longtemps la solution du problème que nous avons soulevé. Le problème des pensions de vieillesse n'est pas nouveau. La Chambre des communes, à Ottawa, l'a adoptée à la majorité des voix, après un travail ardu et tenace des associations ouvrières de la province.

Le sénat l'a rejetée, mais après une élection générale, tout le pays s'est prononcé et la même loi a été adoptée par toute la Chambre, et chaque province, y compris les représentants de la province de Québec, l'ont votée.

Nous n'avons pas le droit aujourd'hui de dire à la province de Québec: "Nous allons créer une commission pour étudier la question". Nous avons maintenant un devoir à remplir envers les vieux de chez nous. Et ce devoir devrait être compris. C'est l'honorable Peter Heenan<sup>10</sup> qui nous l'a tracé. La grande majorité des provinces du dominion l'ont compris et ont adopté la loi. Toutes les provinces de l'Ouest ont adopté la loi des pensions aux vieillards et l'ont inscrite dans les Statuts de la loi fédérale.

Vous savez ce qu'il va en coûter au Manitoba, en Ontario, en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Anglaise pour payer les pensions établies par ces provinces, et vous savez que la province de Québec par les taxes qu'elle paie au gouvernement fédéral, doit souscrire des millions pour aider à l'opération de cette loi dans les autres provinces, étant donné que le Trésor fédéral en assume tous les coûts. Personne, pas même l'honorable Peter Heenan, ne prétend que la loi est parfaite. Mais je prétends que nous devrions mettre en pratique l'avis donné par M. Peter Heenan. Adoptons d'abord la loi telle qu'inscrite dans les Statuts fédéraux. Alors, s'il faut l'amender, elle le sera quand toutes les provinces l'auront adoptée. Et j'estime que c'est la seule alternative logique. Si le gouvernement veut être sincère envers la classe qui a besoin de la loi des pensions de vieillesse, je soumets que le gouvernement doit agir immédiatement dès cette session, adopter la loi et la mettre en pratique.

Pourquoi le gouvernement refuserait-il d'adopter cette loi? Parce que c'est une loi fédérale et qu'elle n'est pas suffisamment mûrie? Voyez la logique du gouvernement sur ce point. Pendant des années et des années, l'opposition a réclamé le crédit rural. Qu'a fait le gouvernement? A-t-il établi un crédit rural conçu par lui-même et approuvé par ses membres? Pas du tout. Et voilà où la comparaison est curieuse. Le gouvernement adopte la loi du crédit rural adoptée par le gouvernement fédéral, et aujourd'hui, il vient nous dire qu'il trouve l'intérêt trop élevé pour le cultivateur, mais que c'est une loi fédérale et qu'il n'y peut rien changer. Alors pourquoi ne pas procéder de la même manière que la province d'Ontario? Je crois que le temps est venu de dire les choses telles qu'elles sont. Ceci m'amène à parler de l'agriculture.

Il y a quelque chose qui me frappe, ainsi que la population de la province. Je suis à la Chambre depuis deux sessions. Cette année, c'est la première fois que j'ai l'avantage et le plaisir de voir devant moi le véritable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), et j'espère que ce sera tout à l'avantage

des projets qui seront soumis à cette Chambre. J'espère que nous aurons d'autres réponses que celles qu'on nous a données l'an dernier. On répondait constamment: "Nous ne le savons pas." J'espère que cette année quelqu'un saura et aura quelque chose à répondre.

Le premier ministre et ses collègues admettent que tout leur amour va à la classe agricole. Mais je me souviens que, lors de la dernière session, le député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet), ministre sans portefeuille qui représente l'agriculture, a fait un magnifique discours. Je crois même, je concéderai, que c'est ce qui lui a valu son avancement et sa promotion dans le cabinet. Il a prouvé qu'il connaissait son sujet, qu'il était lui-même un cultivateur. Pourquoi le premier ministre ne l'a-t-il pas fait ministre réel de l'Agriculture? Je crois que le premier ministre a fait une grave erreur en ne le nommant pas à l'agriculture. Le premier ministre a parlé du chef honoraire de l'opposition. Mais il a voulu aussi avoir quelqu'un d'honoraire dans l'agriculture.

Je veux être bien compris. Je ne soulève aucune question de classe. Le ministre de l'Agriculture est un avocat, et un avocat dont je reconnais la valeur et tous les mérites. Mais par ce que j'ai entendu dans cette Chambre, par ce que j'ai vu moi-même, je ne connais personne, pas même un avocat supérieur qui soit mieux qualifié que le député de Dorchester pour être ministre d'Agriculture. Et ensuite, ils viennent nous dire qu'ils aiment les cultivateurs et veulent leur rendre justice. Ce n'est pas possible. Le député de Dorchester était tout désigné pour recevoir le portefeuille de l'Agriculture. Je dis qu'en faisant une autre nomination, on n'a pas rendu justice aux cultivateurs.

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault), que j'ai eu le plaisir de rencontrer à Sainte-Julienne, a dit aux ouvriers: "Nous vous aimons tant que nous allons vous nommer un représentant dans le cabinet." Ils ont choisi le député de Mégantic (l'honorable M. Lapierre). Les ouvriers croyaient qu'ils allaient avoir un portefeuille. Mais non! Une fois de plus, c'est un avocat qui eu le portefeuille. Est-il nécessaire d'être avocat pour détenir un portefeuille? Si nous avions eu un ouvrier dans le cabinet pour représenter les ouvriers, nous n'aurions pas eu à entendre les déclarations du premier ministre à East Angus, telles que je les ai entendues.

Le premier ministre qui n'est pas le premier venu en cette province, dans son discours dans une assemblée publique, alors qu'il craignait le vote populaire et craignait les résultats qui se préparaient,

disait à la foule: " Messieurs, dites-nous ce que vous voulez et nous vous le donnerons." Si nous avions eu un des nôtres, homme du peuple comme ministre du Travail, le premier ministre n'aurait pas été obligé de dire une telle chose, parce qu'il aurait eu quelqu'un pour lui dire ce dont les classes ouvrières ont besoin. Il n'aurait pas attendu qu'on lui demande quels étaient les besoins des ouvriers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Puis-je donner une explication? Je voudrais demander à l'honorable député quand il rapporte mes paroles, de les rapporter exactement telle que je les ai prononcées. Nous parlions de la loi des accidents du travail. J'ai dit aux ouvriers, à cette occasion, que nous avions eu des délégations d'ouvriers nous demandant une somme annuelle au lieu d'une somme globale. D'autres préféraient une annuité. J'ai répondu: "Dites-nous ce que vous désirez à votre tour et vous l'aurez".

**M. Tremblay (Maisonnette):** C'est ce que j'ai dit.

(Rires)

Je ne suis pas entré dans les détails, parce que je sais qu'il est défendu par les règlements de la Chambre de discuter le détail d'une loi, à moins qu'il n'y ait un bill devant la Chambre. J'ai rapporté les paroles du premier ministre et le premier ministre les a justement confirmées. "Dites-nous ce que vous voulez et nous vous le donnerons." Je n'entrerai pas dans la discussion des détails parce que je veux respecter les règlements de la Chambre. Mais je tiens à dire à l'honorable premier ministre que, dans la position où il s'est placé en choisissant un autre homme que celui qui était réellement qualifié pour le renseigner sur le point de vue du public, il s'est mis dans la position que l'on sait à East Angus.

Ce que veulent les ouvriers, la chose est connue depuis des années et des années, au point qu'une commission a été nommée pour étudier les demandes. Les ouvriers doivent être représentés par un des leurs et les cultivateurs devraient être représentés également par un des leurs.

Il y a une autre question qui est de nature à agiter le premier ministre. Il s'agit du travail du dimanche qui a semblé intéresser le premier ministre, cet après-midi. La question a été discutée dans notre province depuis nombre d'années. Dans les provinces non catholiques, l'observance de la loi du dimanche est observée. Dans Québec, elle n'est pas respectée. Et je crois que je puis déclarer, sans savoir au juste où cela va m'entraîner, que l'honorable procureur

général de cette province ne fait pas son devoir. La loi fédérale de l'observance du dimanche est la même pour tout le pays, et dans chacune des autres provinces, le procureur général est chargé de voir à ce qu'elle soit respectée. Dans notre province, elle est ignorée au point qu'un dimanche, parce qu'on n'avait pas voulu la faire respecter, nous avons vu à Montréal une catastrophe regrettable, au cinéma Laurier Palace, frappant de nombreuses familles de la nature la plus pénible. Et cependant, nous continuons à l'ignorer, comme auparavant. Malgré les avertissements, on viole la loi du repos dominical.

L'honorable premier ministre me permettra de lui rappeler, et il ne l'a certainement pas oublié, la besogne accomplie par le comité spécial formé par le Club ouvrier de Maisonneuve, au sujet du travail dominical. Plus ça va, plus nous comprenons. Il a adopté des résolutions à ce sujet. Vous me pardonnerez si je n'entre pas dans les détails. Je veux montrer en quelle position se trouve la population de cette province qui veut aider le procureur général.

Après un long travail d'enquête fait pour le comité des ouvriers qui consentaient à sacrifier leur temps et leur argent pour faire une enquête sérieuse, et qui avaient soumis leur travail au procureur général de la province, ce dernier a naturellement transmis le rapport au sous-ministre du travail. Et quand on a vu que cet employé public n'avait pas fait son devoir, qu'il était même allé jusqu'à insulter ceux qui voulaient faire respecter la loi du dimanche, ce comité a fait un nouveau rapport au procureur général.

On a passé outre. L'ouvrier de cette province est tolérant, mais on ne pourrait pas toujours agir ainsi envers lui. Les ouvriers de cette province ont accepté l'explication du premier ministre, c'est-à-dire que plutôt que croire le comité d'enquête, il était obligé d'accepter la parole du sous-ministre du travail sans tenter d'instituer une enquête, afin de vérifier qui avait raison.

Finalement, le Club ouvrier a été invité à fournir le nom au procureur général et ce dernier a dit qu'il intenterait des poursuites. Lorsque le premier ministre ou le procureur général demande des noms, afin de prendre des procédures, a-t-il l'intention d'intenter des procédures ou demande-t-il des noms rien que pour la forme? Nous avons donné des noms en quantité et les avons donnés à lui-même. Quel a été le résultat? Il a offert les causes à un avocat et l'avocat n'a pas voulu les accepter. Est-ce que le procureur général de cette province n'a pas des substituts à sa disposition?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout ce que l'honorable député a dit est l'exacte vérité. C'est vrai, le Club ouvrier de Maisonneuve s'est plaint. Il m'a transmis des plaintes que j'ai communiquées au sous-ministre du Travail, qui a fait une enquête dans chaque cas. Il a fait un rapport disant que, dans chaque cas, le travail en question était urgent et nécessaire, ce qui le rendait légal par la loi. Nous avons soumis le rapport au club et le club n'a pas voulu l'accepter. J'ai écrit au club, lui demandant de donner les noms des compagnies incriminées, et il nous a donné deux noms, Canada Cement et National Cement.

J'ai répondu que j'avais donné instruction à M. Antonio Perrault, avocat distingué qui s'occupe de cette question de la loi du dimanche, de poursuivre ces deux compagnies. M. Perrault a refusé parce qu'il ne s'occupe pas d'affaires criminelles. Le club a maintenant entre ses mains une lettre où il est mentionné que j'ai donné instruction à M. Ernest Bertrand, procureur de la couronne, de Montréal, de s'occuper des causes, de faire porter une plainte par deux constables de la ville de Montréal, aux frais du gouvernement, et où je demandais au club de se mettre en relation avec lui.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** N'est-ce pas merveilleux, comme le procureur général et votre humble serviteur s'entendent ce soir!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Pas tant que ça, car ce n'est pas tout ce que vous avez dit.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** La lettre de l'honorable premier ministre n'est pas aussi claire que cela. Le premier ministre a terminé sa lettre de cette manière, mais la lettre officielle se terminait un peu différemment. Le premier ministre écrivait dans sa lettre au club que celui-ci devait donner les renseignements qu'il détenait à M. Bertrand, ce qui signifie qu'on refaisait le même chemin encore une fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lisez-là.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Oh! Je la lirai tantôt. Je vais parler d'abord d'une question soulevée par le premier ministre, concernant le rapport de M. Guyon. Je soumets que le sous-ministre du travail a insulté gratuitement les ouvriers et que c'est la seule raison qui a incité les ouvriers à ne pas accepter

le rapport fait par le sous-ministre, parce que quand un homme qui occupe une telle position insulte une classe de la population, cet homme doit être préparé à rendre des comptes de sa conduite. La classe ouvrière demande à M. Guyon de se justifier.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable député, je l'espère, voudra bien me dire de quelle manière le sous-ministre a-t-il insulté les ouvriers?

**M. Tremblay (Maisonneuve):** En disant qu'il y a trop de gens qui s'occupent de choses qui ne les regardent pas.

(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il parlait peut-être du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Maintenant continuons. Je crois que peut-être le procureur général aura encore l'occasion de se lever bientôt. Voici la première lettre d'invitation: "Comme je vois que vous avez fait vous-même une enquête sur les différents corps en question, je suis parfaitement disposé, si vous voulez me désigner les causes que vous considérez les plus favorables, à prendre les procédures, et je demanderai à M. Antonio Perrault de prendre ces procédures". C'est bien ça?

"Le procureur général a désigné son avocat. Humbles mortels que nous sommes, nous avons confiance dans la parole du procureur général. Nous avons continué à procéder. Nous lui avons envoyé les causes, suivant les affaires que nous avons, pour permettre au département de procéder. Ensuite, la lettre suivante: Cher Monsieur, comme j'ai eu l'occasion de vous l'écrire précédemment, nous sommes disposés à prendre des procédures contre les deux compagnies, lesquelles, d'après vous, auraient travaillé illégalement le dimanche. J'ai demandé à M. Antonio Perrault, avocat, de prendre ces actions au nom du gouvernement, mais il n'a pas voulu accepter. Dans ces circonstances, je vous prie de vous adresser à M. Ernest Bertrand, un de nos avocats, et de lui donner les informations requises. Il prendra les procédures."

C'est la même chose qu'il nous a demandé de faire la première fois. Qu'est-ce qui nous dit que M. Bertrand ne fera pas comme les autres, que M. Bertrand ne refusera pas? M. Bertrand a peut-être les mêmes idées que M. Perrault. Oui, l'honorable premier ministre peut m'interrompre encore une fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député veut me permettre encore, je vais lui expliquer. J'ai pensé à M. Perrault, qui n'est pas un avocat du gouvernement. Il a un grand respect du dimanche et écrit beaucoup à ce sujet dans *Le Devoir*. Comme il a la confiance du *Devoir* qui s'occupe tout particulièrement du respect de la loi du dimanche, j'ai cru qu'il prendrait la cause. Mais il n'est pas à notre service. M. Perrault a refusé. Avec M. Bertrand, ce n'est pas la même chose. Il est un avocat du gouvernement et il reçoit un salaire annuel.

J'ai écrit à M. Bertrand, avocat du gouvernement, pour lui dire que le Club ouvrier de Maisonneuve irait le trouver et de prendre les procédures aux frais du gouvernement. Maintenant, M. Bertrand ne peut refuser aucune cause que nous lui confions, et je suis prêt à vous donner une copie de la lettre que j'ai écrite à M. Bertrand dans laquelle je lui demande de prendre la cause au nom du gouvernement.

(Applaudissements)

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Plus nous allons, mieux nous nous comprendrons. Je comprends très bien la raison du refus de M. Perrault. Le premier ministre vient de la dire. M. Perrault est un avocat mais il est libre du gouvernement, c'est clair. C'est un lecteur assidu du *Devoir*. C'est pour cela qu'il a le respect des lois. Il n'a pas confiance dans la loi du dimanche. Et il croit encore à la justice de nos tribunaux, et il savait, avant de procéder, que sa cause était mauvaise, perdue, et que c'était inutile de continuer. Le procureur général nous donne les services d'un autre avocat, un employé du gouvernement. Celui-là n'examinera pas, que la cause soit bonne ou mauvaise.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Riant) Alors, disons que nous nous entendons et passons.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Très bien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Bien, dites-nous le nom de l'avocat que vous voulez et je lui donnerai la cause.

(Applaudissements)

**M. Tremblay (Maisonneuve):** J'accepte avec plaisir l'offre du procureur général.

(Rires)

D'un autre côté, afin que la justice soit égale et impartiale, il faut noter que le procureur général a une responsabilité directe devant le peuple de cette

province, et votre humble serviteur a aussi une responsabilité envers le peuple de la province. Je pense que j'ai fait mon devoir. J'ai attiré l'attention du procureur général sur la question. Je comprends qu'il veut transporter ses responsabilités et son autorité à votre humble serviteur. J'accepte avec plaisir, mais je demande la responsabilité avec tout le poids et tous les pouvoirs du procureur général. Mais j'hésite. J'accepterai peut-être, mais je demande le temps de réfléchir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Charlemagne Rodier, c.r., avocat pour le Conseil du commerce et du travail, ça ferait votre affaire?

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Maintenant, d'après les déclarations du premier ministre, concernant l'avocat qui ne voulait pas accepter la cause, parce qu'il était respectueux des consciences, je suis heureux de voir que le procureur général va me procurer un autre avocat. J'espère qu'il procédera et il peut être sûr que le Club ouvrier de Maisonneuve n'a pas agi dans cette affaire par aucun esprit d'animosité. Nous avons eu dernièrement un accident regrettable qui a eu lieu là un dimanche, pendant qu'on faisait du travail, lequel, d'après les experts, n'était pas nécessaire, et un de nos citoyens de Montréal a perdu la vie, un dimanche avant-midi.

C'est là une des raisons pour lesquelles le Club ouvrier de Maisonneuve a fait ce travail et nous espérons encore avoir justice. Une enquête est urgente, et une enquête sérieuse qui devrait être faite par le département du procureur général. Pour justifier les déclarations de son sous-ministre, je ne réfère pas à n'importe qui ou à tout le monde, je parle du sous-ministre qui a insulté la classe ouvrière. Nous voulons une enquête là-dessus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Chaque fois que nous sommes insultés, est-ce que nous avons une enquête?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Non, seulement, vous avez une enquête, mais vous les mettez même en prison. Vous avez tous les pouvoirs, vous autres!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Maintenant, une autre question concernant la conservation du capital humain. Il y a une question qui se présente dans la ville de Montréal et j'avoue que la ville de Montréal est la première coupable dans cette affaire. Dans le quartier Rosemont, il y a un dépotoir

condamné par les rapports des inspecteurs sanitaires de la ville, corroborés par les rapports des inspecteurs d'hygiène, de la province, comme étant susceptibles de répandre la maladie. J'ai pris le trouble d'aller personnellement voir ce lieu d'infection.

Le département d'hygiène de la province a pris des procédures contre la ville, mais il n'en est rien résulté. La ville continue à empoisonner sa population. Je fais mention de cela pour que nos experts judiciaires puissent prendre les mesures nécessaires pour amender nos procédures, afin d'empêcher que le public soit exposé aux maladies contagieuses de telle façon.

Et maintenant, la question de la Cour juvénile de Montréal. Nous avions pensé avoir trouvé le moyen de résoudre le problème de la Cour juvénile. Le gouvernement a accordé à la ville de Montréal le droit d'emprunter \$200,000 pour la construction de la bâtisse. Maintenant, la ville trouve qu'elle a construit la bâtisse telle qu'exigée par le gouvernement. Mais d'un autre côté, le gouvernement refuse d'accepter la bâtisse parce qu'elle ne rencontre pas les besoins de la Cour juvénile. Pourtant, on dit partout que le gouvernement avait vu et révisé les plans de la bâtisse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami a été si aimable qu'il me permettra peut-être de lui dire que les plans étaient soumis, mais la ville a trouvé qu'elle ne pouvait construire la bâtisse d'après les plans avec l'argent voté. Elle ne pouvait construire que le corps principal de la bâtisse, sans les deux ailes. La ville de Montréal a décidé de modifier ses plans pour la Cour juvénile. Or, ils ont construit le corps de la bâtisse. Depuis, on a décidé de bâtir l'immeuble nécessaire, et maintenant, nous avons prié la ville de la compléter et nous avons accepté de leur passer pendant cette session l'autorité nécessaire pour se procurer l'argent pour compléter. Aussitôt finie, nous l'accepterons.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Je suis toujours heureux de voir l'honorable premier ministre de bonne humeur, c'est pourquoi je lui permets toutes les interruptions qu'il veut. Je comprends que le gouvernement demande d'ajouter deux ailes à cette bâtisse, peut-être le corps de cette bâtisse sera comme plusieurs de nos corps administratifs, c'est-à-dire que les ailes auront plus de valeur que le corps même.

Maintenant, Messieurs, il est une question que je ne peux pas passer sous silence, surtout parce

qu'elle a été soulevée par l'honorable député de l'Islet (M. Godbout). Encore une fois, M. l'Orateur, vous voyez que je n'ai pas l'esprit critique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Écoutez! Écoutez!

**M. Tremblay (Maisonnette):** Et c'est plutôt par suggestion que je procède. J'aimerais au moins, si le premier ministre et ses collègues ne veulent pas écouter mes suggestions, qu'ils écoutent et mettent en pratique celles de leurs propres partisans. Et ça m'amène à parler des salaires des institutrices et maîtresses d'écoles dans notre province. Je ne retiendrai pas l'attention de la Chambre trop longtemps à ce sujet. Je remarque que le trésorier provincial se prépare à prendre des notes. Je lui suggère de noter les chiffres qui suivent et d'y porter remède, si possible.

Ils parlent d'eux-mêmes. Nous connaissons le coût de la vie de nos jours. Il est le même pour les Canadiens français que pour toutes les autres races et croyances. Nous voyons, en consultant la liste des salaires, que dans notre province - je ne veux pas citer les chiffres des provinces voisines, notamment l'Ontario - les Frères des écoles catholiques reçoivent \$559 par année, les Sœurs des écoles catholiques \$378, les enseignants catholiques laïques \$1,552, et les institutrices catholiques laïques, \$327.

Comparons ces salaires à ceux des enseignants des écoles protestantes. Les enseignants gagnent \$2,361, contre \$1,552 dans les écoles catholiques; les institutrices reçoivent \$1,062, contre \$327 dans les écoles catholiques, encore une fois. Je demande au gouvernement, et particulièrement à l'honorable secrétaire provincial, d'accepter notre suggestion, ou au moins celle faite par certains membres assis à droite de la Chambre, qui va dans le même sens, et d'essayer de trouver les moyens d'accorder aux enseignants les salaires qu'ils méritent.

On ne les paiera jamais trop. Plus leurs salaires seront élevés, plus les enseignants seront efficaces; ainsi, l'enseignement sera considéré comme une profession de nature permanente. J'appuie donc la demande du député de l'Islet (M. Godbout), en faveur de l'augmentation du traitement des institutrices de campagne. Je réclame la réalisation de ce rêve!

En terminant, je suis satisfait de constater que le gouvernement va réduire de nouveau les droits sur les successions.

(Applaudissements à gauche)

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

10. Député de Kenora-Rainy River, Ontario et ministre du Travail, à Ottawa, du 25 septembre 1926 au 6 juin 1930.

La séance est levée à 10 h 45.

---

## NOTES

1. Les affaires courantes se terminent après 15 minutes, selon *L'Événement* du 15 janvier 1930, à la page 10.

2. M. Jean-Baptiste Lafrenière: élu député libéral dans Richelieu en 1923. Réélu en 1927. Son siège fut déclaré vacant à la suite de sa nomination au poste de président de la Commission provinciale du crédit agricole, le 19 juin 1929.

3. Le député de Drummond (l'honorable M. Laferté).

4. Selon *L'Événement* du 15 janvier 1930, à la page 10, même le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) ne peut s'empêcher de rire.

5. *L'Événement* du 15 janvier 1930, à la page 10, rapporte le nombre de 52 comtés.

6. *L'Événement* du 15 janvier 1930, à la page 10, indique que le premier ministre se tourne alors vers le chef de l'opposition.

7. Selon *L'Événement* du 15 janvier 1930, à la page 10, le premier ministre Taschereau fait allusion au problème des écoles francophones en Saskatchewan. On rapporte aussi que son discours dure 1 h 10.

8. Selon *L'Événement* du 15 janvier 1930, à la page 13, le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) bondit alors de son siège.

9. Les journaux soulignent que le député de Beauce (M. Fortin) faisait alors son premier discours. Le nouveau député avait été prévenu à la dernière minute pour donner la réplique au député de Montréal-Dorion (M. Blain). Il n'avait donc aucun texte de préparé à l'avance.



## Séance du mercredi 15 janvier 1930

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de ladite ville et accordant une évaluation fixe à la Dominion Rubber Company, Limited (M. Vautrin);
- des syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos, demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant un acte de cotisation, et les autorisant à tenir compte de certains démembrements dans leurs révisions à venir (M. Authier);
- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Côté);
- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delisle);
- de Eugène Labelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle (M. Plante).

## Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Cohen);
- de la corporation de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Crépeau);
- de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delisle);
- de la compagnie Les Rentiers de l'avenir, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un arrangement, entre ladite cité et diverses compagnies (M. Frigon);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Frigon);

- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un règlement (M. Grant);

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, définissant son territoire et ratifiant un règlement d'emprunt (M. Grant);

- de Robert Olivier Swezey et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Beauharnois Railway Company (M. Papineau);

- de Adrien Lepage et autres, demandant l'adoption d'une loi leur accordant une pension payable par la cité de Montréal et pour autres fins (M. Plante);

- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, déterminant l'évaluation des terres et cultures, et validant certaines ventes de terrains (M. Marchand);

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de Stewart Alton Robinson, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire (M. Thurber);

- de dame Marie-Louise Evelina Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt (M. Thurber);

- de Lia Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Blanche Saint-Denis (M. Thurber);

- de dame Honorine Melançon, épouse de J.-Édouard Parent, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les titres de l'immeuble no 231 du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme (M. Vautrin);

- des syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt (M. Grant);

- de la corporation du comté de Hull, demandant l'adoption d'une loi légalisant les travaux faits au pont Alonzo Wright, et les autorisant à faire un emprunt (M. Guertin);

- des Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Drouin);

- de la Beauharnois Light, Heat & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Papineau).

**Rapports de comités:**

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des pères Eudistes de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de MM. Joseph Dinovitzer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Congrégation Bnai Israel;

- de Cedric Hands, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;

- de Willie Frechette, demandant l'adoption d'une loi autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fréchette par Gédéon Fredette, père;

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois le concernant;

- de la ville de Bagotville, demandant l'adoption d'une loi établissant la limite est de la ville;

- de University club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation;

- de The Montreal Protestant Central School Board, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Frederick Gerald Abraham, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de famille et celui d'autres personnes portant le nom d'Abraham en celui de Charters;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de La Prévoyance, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation;

- de Victor Capelovitch, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom de famille Capelovitch en celui de Cape;

- de The Quebec and Western Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Joseph Goldberg, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine, après examen;

- de Robert P. Jellet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Pension Fund Society of The Royal Trust Company.

**The Pension Fund Society  
of The Royal Trust Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 134 constituant en corporation The Pension Fund Society of The Royal Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Congregation  
Bnai Israel**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 84 constituant en corporation la Congregation Bnai Israel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cedric Hands**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 75 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission métropolitaine  
de Montréal**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 86 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Victor  
Capelovitch**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 79 permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente d'un immeuble  
de A. Fredette**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 78 autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette père.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville  
de Bagotville**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 82 déterminant la limite est de la ville de Bagotville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau central des écoles protestantes  
de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 138 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Frederick Gerald Abraham**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 93 changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Première lecture  
des bills**

**M. Tremblay (Maisonnette)**: Est-ce que ces projets de loi sont imprimés et prêts à être livrés aux députés? Je m'étonne qu'ils soient distribués de façon aussi tardive. Ne doivent-ils pas être distribués avant la deuxième lecture?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne sommes pas obligés de distribuer les bills avant la seconde lecture. D'après l'usage, le bill subit sa première lecture sans être imprimé, mais lors de la seconde, il est toujours imprimé en anglais et en français. Je puis vous assurer que, lorsqu'ils seront rendus à leur deuxième stage, vous en aurez des copies en français et en anglais.

**M. Tremblay (Maisonnette)**: Même à la seconde lecture, il est arrivé souvent que nous

n'avions pas les bills pour les consulter. Les bills n'étaient pas imprimés! On a parfois si peu de temps à notre disposition pour en étudier la teneur qu'il est bien du moins qu'on nous fournisse l'avantage d'étudier les bills qui sont soumis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je puis vous assurer que vous les aurez.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Dois-je comprendre qu'un député n'a pas le droit de demander des explications sur un bill avant la première lecture et que le premier ministre n'est pas obligé de lui en donner? Je ferais remarquer au premier ministre que les règlements obligent le parrain d'un bill à fournir des explications sur la nature de ce bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un député a toujours ce droit. S'il demande des explications, il a le droit d'en avoir même à la première lecture, mais cela n'est pas conforme à l'usage. Nous suivons l'usage qui est de donner les explications à la deuxième lecture d'un bill, lorsqu'il a été imprimé et distribué.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**La Prévoyance**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association d'assurance mutuelle  
des fabriques des diocèses de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 77 modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles  
catholiques romains de Québec**

**M. Cantin (Saint-Sauveur)** demande la permission de présenter le bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Les pères eudistes**

**M. Bédard (Québec-Comté)** demande la permission de présenter le bill 83 modifiant la charte de "Les pères eudistes de la province de Québec".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Quebec & Western  
Railway Company**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 92 modifiant la charte de la Quebec & Western Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Joseph Goldberg**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 117 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The University Club  
of Montreal**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 102 concernant University Club of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Rapport de la Commission  
des services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission des services publics pour l'année finissant le 30 juin 1929. (Document de la session no 31)

**Prison des femmes  
de Montréal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 concernant le contrat passé entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.

Adopté.

**Demandes de documents:**

**École technique  
de Hull<sup>1</sup>**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre la correspondance échangée au sujet de l'École technique de Hull et d'une congrégation enseignante de Montréal.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je promets de la fournir dans les plus courts délais possibles.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 14 janvier, sur la motion proposée le mercredi 8 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** se lève. (Applaudissements à droite)

Il (M. Vautrin) félicite le nouvel Orateur de la Chambre (l'honorable M. Bouchard) et salue la présence du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) et du trésorier provincial (l'honorable M. McMaster) dont il a, dit-il, toujours admiré la modération.

M. l'Orateur, nous avons en cette Chambre un nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Je suis dans la politique depuis assez longtemps et je n'ai pas vu souvent des événements comme ceux dont nous avons été témoins depuis quelques mois. Les adversaires de l'honorable ministre de l'Agriculture ont affirmé partout qu'il n'oserait pas se présenter nulle part, devant l'électorat, pour se faire élire et venir en Chambre répondre aux accusations portées contre lui. On ajoutait qu'il avait peur du chef de l'opposition (M. Houde). Il n'y a pas de choses qu'ils n'aient dites contre lui.

Dans Compton et dans Richelieu, j'ai souvent entendu moi-même le chef de l'opposition actuel (M. Houde) dire, les yeux au ciel: "Quand donc pourrions-nous rencontrer le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) pour lui faire rendre compte?" Je l'ai aussi entendu exprimer sa déception pour le même motif dans Richelieu et demander de rencontrer le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault). Le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) a bravement relevé le défi!

Compton, Richelieu ont eu leurs élections partielles, et la rencontre n'a pas eu lieu. Mais, dans Montcalm, l'occasion était toute fournie. Aussi, quand est venue l'élection de Montcalm, j'ai appris avec plaisir que le ministre de l'Agriculture avait résigné son siège de conseiller législatif pour se présenter dans un comté agricole pour se faire élire. L'élection de Montcalm est venue. Une grande rencontre a eu lieu à Sainte-Julienne et le ministre de l'Agriculture et le ministre des Travaux publics et du Travail y étaient tous deux. J'y suis allé, non pour interrompre le chef de l'opposition, comme il l'a dit, mais pour voir le spectacle du ministre de l'Agriculture et du ministre des Travaux publics et du Travail venir entendre le chef de l'opposition répéter les accusations injustifiables qu'il avait lancées contre eux.

Lorsque le chef de l'opposition a aperçu l'honorable ministre de l'Agriculture et l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail, il a tourné les talons et est allé parler dehors. Le chef de l'opposition a eu réellement peur à Sainte-Julienne,

des honorables ministres. Il peut, sur ce sujet, parler en connaissance de cause. Il a prétexté que la salle n'était pas assez grande pour accueillir la foule. Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a remplacé son chef et à, la fin de l'assemblée, il a pu parler tant qu'il a voulu. Nous avons vu un jeune avocat de talent de Montréal, M. Auguste Boyer, le remplacer avec courage et attaquer le ministre de l'Agriculture et essayer de défendre l'opposition.

Et quand j'entendais le chef de l'opposition déclarer que le ministre de l'Agriculture était entouré de ses amis, je me rappelle que le chef de l'opposition, entouré d'un groupe de nouveaux arrivés, est entré dans la salle pendant que le ministre des Travaux publics et du Travail parlait, et il a fait en sorte qu'on ne puisse l'entendre. Quant au chef de l'opposition, il a été vu dans la salle, essayant tout simplement d'interrompre les orateurs d'une manière ou d'une autre.

Le chef de l'opposition, pour des raisons que lui seul connaît, n'a pas voulu prendre la parole à Sainte-Julienne, et l'opposition s'est quand même targuée d'avoir remporté une victoire morale lors de cette campagne. M. Boyer et le député de Maisonneuve ont pu parler tant qu'ils ont voulu. Je crois que le chef de l'opposition, qui ne nous a jamais expliqué sa conduite de Sainte-Julienne, devrait admettre dans cette Chambre qu'il avait décidé la veille de ne pas rencontrer celui qu'il se disait si anxieux de pouvoir attaquer en face, et de ne pas prendre la parole ce jour-là. Nous avons vu le résultat de l'élection de Montcalm, la troisième victoire morale de l'opposition. On a dit que la majorité avait été diminuée, mais quand on songe que, dans un comté comme Montcalm, le ministre de l'Agriculture a obtenu une majorité de plus de 800 voix, on peut conclure à l'unanimité du comté.

Le chef de l'opposition, lorsqu'il est revenu de la convention et disait au Champ-de-Mars que seul M. Barré pourrait mettre en pratique le programme du ministre, n'était pas logique, puisqu'il disait encore la semaine dernière que ledit programme était inapplicable. Le programme du ministre de l'Agriculture est simple. Il cherche à améliorer le sort des cultivateurs, à leur inculquer les méthodes modernes les plus appropriées, et comme l'industrie agricole a une valeur de plus d'un milliard et fait vivre 40 % de la population, je crois qu'il faut admettre que c'est l'un des ministères les plus importants.

C'est pourquoi je suis heureux que le député de Montcalm (l'honorable M. Perron), un homme d'action et de décision, ait été choisi pour prendre charge de ce ministère. Le premier ministre savait ce

qu'il faisait en choisissant le député de Montcalm comme ministre de l'Agriculture. C'est un homme actif, et si on peut lui donner l'occasion d'instruire, il fera beaucoup de bien, au point de vue agricole, dans la province. Ce sera une réponse aux dénigreur qu'il y a dans la province.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) a présenté à la province un programme que tout le monde approuve, à l'exception de M. Barré et du chef de l'opposition peut-être. Je suis heureux de voir que l'honorable ministre soit venu en cette Chambre pour faire adopter son magnifique programme, qui sera la réponse à ses détracteurs et servira les intérêts de notre population agricole. L'honorable ministre a commencé son œuvre. Puisse-t-il la continuer pour assurer la prospérité de nos cultivateurs.

(Applaudissements)

Entre deux victoires morales, je lisais, dans *Le Devoir*, un article des plus intéressants de Lucien Romier sur la meilleure politique agricole. Il déclarait en somme que c'est celle qui améliore le sort du cultivateur, qui fait naître la coopération, développe l'enseignement agricole, rénove les méthodes. Or, c'est bien là le programme du ministre et il faut que le cultivateur suive ce programme s'il veut réussir. En tant que représentant de la ville, j'ai favorablement accueilli le programme du ministre de l'Agriculture, puisque la formation scientifique et les nouvelles méthodes mises de l'avant par le ministre apporteront la prospérité aux cultivateurs.

Le chef de l'opposition (M. Houde) n'a pas osé le critiquer. Il s'est contenté de poser un dilemme, à savoir si l'agriculture était prospère ou ne l'était pas avant le ministre de l'Agriculture. Le chef de l'opposition déclarait que le gouvernement avait raison ou avait tort de dire que l'agriculture était prospère, pendant 10 ans. S'il avait raison, le ministre de l'Agriculture n'était pas justifiable de dire que l'agriculture était dans le marasme. S'il avait tort, alors le gouvernement était responsable et avait contribué à maintenir cet état de choses.

L'opposition prétendait qu'elle avait raison en soutenant que M. Caron avait eu tort; elle a ensuite déclaré que le ministre de l'Agriculture avait tort en disant que tout était à refaire. Voilà quel est le programme agricole du chef de l'opposition. Le ministre n'a pas répondu à ces arguments futiles, il se présente et se fait élire. Il a répondu par son programme. Il a retroussé ses manches pour mener à bien son programme et, ce faisant, il s'est valu la confiance et l'admiration des membres de cette Chambre. Il continuera son œuvre pour le bien-être et la prospérité de la classe agricole.

Le député de Hull (M. Guertin) disait dans Compton qu'il n'y a pas de crise agricole en Ontario ni aux États-Unis. La crise agricole a sévi partout dans le monde. Que voyons-nous aux États-Unis? Le président Hoover faire de l'agriculture l'un des principaux articles de son programme. La dernière élection américaine a été faite sur les mesures à prendre pour remédier au sort des agriculteurs américains, et l'on a créé le Farm Board qui subventionne les coopératives américaines. L'aide à l'agriculture compte parmi les principaux facteurs qui ont porté le président Hoover au pouvoir. Les États-Unis ont consacré au-delà de trois cent millions de dollars à la cause agricole.

Dans Compton c'était l'opposition qui interrompait les orateurs ministériels et empêchait de discuter la politique. Le député de Hull, a dit qu'il était venu dans la province de Québec pour mourir. Il aime l'Ontario et ne craint pas de dénigrer la province où il vit. Il a déclaré au radio qu'il n'y a pas de crise agricole en Ontario. Mon honorable ami n'a évidemment pas lu le message de M. Ferguson, aux dernières élections de la province voisine. Le manifeste de M. Ferguson affirmait que le gouvernement voulait aider aux cultivateurs à s'organiser pour la vente de leurs produits sur les marchés étrangers. L'Ontario encourage fortement l'agriculture scientifique et les méthodes modernes de commercialisation. Il ne faut pas attendre une crise agricole pour améliorer la situation agricole.

Le problème agricole existe même en France, où les économistes déplorent le fait que les cultivateurs délaissent les campagnes pour aller demeurer dans les villes. *La Revue des Deux Mondes*, du 15 août 1928, déplorait l'émigration vers les villes et montre que la population rurale était de 71 % en 1851; elle passa à 62 % en 1891 et, en 1921, elle n'était plus que 53 % de la population totale.

La population rurale a diminué en France de 2,000,000 et, dans son programme, M. Tardieu, le nouveau premier ministre français n'a-t-il pas attaché une grande importance à la question agricole comme étant essentielle à la prospérité de la nation? Il vient de consacrer une grande partie de son budget à la rénovation agricole de son pays.

En Italie, le Mussolini italien, le vrai, non pas le Mussolini canadien, a pris des mesures pour résoudre le problème agricole. Mussolini s'est lui-même intéressé de très près à la rénovation agricole afin que le pays puisse devenir autosuffisant. En Italie, on appelle cela la bataille du blé. Il a dit lui-même que l'Italie avait besoin de 70,000,000 de boisseaux de blé et qu'elle n'en produisait que

40,000,000. Il a décidé d'organiser des coopératives et d'aider les cultivateurs financièrement. Il a puissamment aidé les cultivateurs à augmenter la production du blé.

Ce qui se fait dans l'Ontario, ce qui se fera aux États-Unis, et qui se fait actuellement en France et en Italie, prouvent amplement qu'il existe un problème agricole. Tous les pays du monde travaillent à l'amélioration de l'agriculture. Ce que l'on fait en France, en Italie et ailleurs, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) peut le faire chez nous, grâce à son énergie, à son talent et à son activité.

(Applaudissements)

Dans la province de Québec, on n'attend pas qu'il y ait une crise, mais un sage gouvernement songe à donner un nouvel essor à l'agriculture. Il est toujours temps et il y a toujours place pour des améliorations. Pourquoi ne pas les faire? Et n'est-ce pas, chez le gouvernement, une nouvelle preuve de sagesse et de prévoyance que de les provoquer immédiatement?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'honorable député de Saint-Jacques me permettra-t-il une question? S'il existe une crise agricole dans la province, comment se fait-il que le discours du trône de 1929 déclarait que la récolte dans la province de Québec avait été excellente et que les cultivateurs avaient obtenu des prix rémunérateurs pour leurs produits et que tout va bien? Est-ce que cela cadre bien avec ce la situation dont parle le député de Montréal-Saint-Jacques? L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques admet la crise agricole. Pourquoi le gouvernement l'a-t-il toujours niée?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'honorable député de Montréal-Dorion veut jouer au fin-fin!

(Rires)

Il se croit beau et bien fin! Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) aurait dû m'écouter plus attentivement. J'ai dit que le ministre de l'Agriculture voulait améliorer l'agriculture dans la province de Québec. Le programme agricole présenté par le ministre de l'Agriculture est conçu pour répondre aux besoins des cultivateurs de cette province et sa mise en œuvre est de la première importance. Grâce à ce programme, les sols seront plus fertiles et les récoltes, plus abondantes.

L'organisation financière des coopératives agricoles permettra au cultivateur d'obtenir un meilleur prix pour ses produits et un meilleur

rendement pour son labeur. S'il avait lu le programme de l'honorable ministre de l'Agriculture et s'il suivait mon argumentation, il n'aurait pas besoin de poser une question comme celle-là.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Vous ne répondez pas à ma question.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le chef de l'opposition et le député de Maisonneuve (M. Tremblay) ont parlé de la loi des accidents du travail. Le premier ministre a décidé avec sa sagesse de modifier la loi ancienne et de donner un traitement plus généreux à la classe ouvrière de cette province. On a critiqué cette loi, mais la Saskatchewan, cette année, a nommé une commission pour étudier une nouvelle loi, analogue à la nôtre, pour remplacer l'ancienne. Le président de cette commission a déclaré que les deux provinces du Canada qui donnent le meilleur traitement au travailleur et qui accordent les compensations les plus généreuses sont celles d'Ontario et de Québec.

Le chef de l'opposition va partout dans les quartiers ouvriers et accuse le premier ministre de ne pas organiser l'assurance d'État. Au cours d'une campagne électorale, l'honorable député de Maisonneuve a aussi reproché au gouvernement de ne pas avoir donné d'assurance d'État, pour les accidents du travail.

M. l'Orateur, avec notre nouvelle loi, les accidentés sont payés à temps. Les lois actuelles, conjuguées à la création d'une commission économique, sont sages et satisfont à la fois aux exigences des travailleurs et à celles des employeurs.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député a déclaré que le chef de l'opposition et moi-même avions discuté la loi des accidents du travail. Je n'ai jamais parlé sur ce sujet, à cette session et je crois que l'honorable député est hors d'ordre en discutant les dispositions de la loi, quand il n'y a aucun bill devant la Chambre. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques n'a pas le droit de discuter la loi des accidents du travail. On m'en a empêché l'an dernier. Il n'a pas le droit de parler d'une loi adoptée à une session précédente.

**M. Guertin (Hull):** Je crois que le point d'ordre est bien soulevé. À la dernière session, je voulais discuter cette loi et on m'a défendu de le faire. Ce n'est pas parce que nous craignons la discussion, mais il existe des règles dans cette Chambre et elles devraient être respectées.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je ne critique pas la loi, je réponds à ceux qui réclament l'assurance d'État.

**M. l'Orateur:** Je veux dire que l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques est dans l'ordre. Il est vrai que les règlements de la Chambre défendent de parler d'une loi adoptée à une session précédente pour la critiquer, à moins d'en demander le rappel. Mais l'honorable député ne critique pas la loi. Il n'y a rien dans ses paroles qui semble être une critique. Il en parle tout simplement et c'est son droit. Nous sommes à discuter la motion en réponse à l'adresse. Les règlements nous permettent de discuter la politique en général. Un député peut parler sur tout article du programme de la Chambre. Il est défendu de critiquer, mais pas de discuter. Il y a une grande différence entre critiquer et discuter. Le point d'ordre est donc rejeté.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'assurance d'État n'existe ni en France ni en Angleterre, ni dans tous les États de la république américaine. Dans la plupart des États américains, l'assurance pour les accidents du travail est offerte par l'entreprise privée et non par l'État. Le gouvernement ne veut pas s'occuper de l'assurance d'État avant de connaître quels sont les résultats obtenus où cette loi est appliquée. Le président de la Commission des accidents du travail d'Ontario dit que le nombre des accidents du travail augmente considérablement et démesurément en Ontario. Le nombre des accidentés était de 79,000; en 1928; il n'avait été que de 61,000. C'est une augmentation de 33⅓ %.

En Ontario, on a cependant l'assurance d'État si chère aux membres de l'opposition. On dit que les taux sont moins élevés qu'avec l'assurance privée. Mais, dans son rapport de l'année 1928, le président de la Commission des accidents du travail d'Ontario fait allusion au désastre survenu dans les mines où 39 ouvriers ont perdu la vie. Après une enquête, il fut démontré que les patrons de la mine étaient responsables de négligence coupable et la Commission répartit comme suit les dommages à payer: un tiers par les patrons miniers, un tiers par tous les patrons de la province d'Ontario et l'autre tiers par toute l'industrie minière.

Les patrons paient peut-être moins cher pour l'assurance, mais les raisons d'être prudents et de mieux protéger la vie des ouvriers n'en sont pas supérieures. Par conséquent, l'assurance d'État incite les patrons à la négligence, à moins veiller à la

sécurité de leurs employés, et les accidents augmentent dans une forte proportion. Vous voyez, M. l'Orateur, qu'il vaut mieux considérer les résultats de l'assurance d'État avant de réclamer, comme l'honorable chef de l'opposition. Il a prétendu que, dans l'Ontario, depuis la mise en application de l'assurance d'État, il y avait eu une augmentation dans le nombre des ouvriers, mais je dis que le contraire s'est produit, il y a eu une diminution dans le nombre des ouvriers et une augmentation dans le nombre des accidentés.

Au Manitoba où on a aussi l'assurance d'État, le nombre des accidents augmente aussi. Il était de 10,000 en 1927; il fut de 13,282 en 1928. C'est une augmentation de 21 %<sup>2</sup>.

En Ontario, non seulement le nombre des accidents, mais le nombre des morts a augmenté. À un congrès de l'Association de la prévention contre les accidents, l'honorable M. Sinclair, le président de la Commission des accidents du travail de l'Ontario, disait que les taux d'assurance ont été augmentés pour les comtés de Kent et d'Essex, parce que le nombre des accidents augmente. Il a demandé aux industriels des comtés de Kent et d'Essex de faire quelque chose pour prévenir les accidents. Il disait que cette augmentation était désastreuse pour les familles ouvrières. Le taux de l'assurance d'État avait été porté de \$5 à \$9 dans ces deux comtés et le président de la convention déclarait que ces taux seraient maintenus tant que l'on ne prendrait pas les précautions nécessaires pour diminuer le nombre des accidents. Le président, dans son rapport, a déclaré ne pas vouloir s'occuper maintenant des pensions de vieillesse, parce qu'il en avait assez de la loi des accidents du travail.

Le gouvernement provincial de Québec n'a-t-il pas raison d'attendre, afin de voir les résultats de l'application des deux systèmes avant d'adopter l'assurance d'État chez nous? Le premier ministre a été très sage d'étudier la question mûrement, de se renseigner parfaitement sur le système et de ne pas s'engager à l'aventure, avant de songer à l'adopter.

On réalise que l'assurance d'État ne donne pas de résultats bien satisfaisants et il me semble qu'aucun ouvrier ne doit attaquer le premier ministre et le ministre des Travaux publics et du Travail, s'ils ont la prudence d'attendre, avant d'imiter l'Ontario. Loin d'être en retard, le Québec est progressif dans ce domaine. Il est beaucoup mieux de mettre sur pied une commission pour étudier cette question et d'autres formes de législation sociale que de se jeter tête baissée dans toutes sortes d'expériences coûteuses.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des assurances sociales. Je regrette qu'il ne soit pas à son siège. Tout le monde sait pourquoi il n'est pas à son siège.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je ne sais pas si un député a le droit d'insinuer qu'un autre député ne remplit pas sa charge. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques n'a pas le droit d'imputer au chef de l'opposition les motifs de son absence.

**M. l'Orateur:** Je ne puis me prononcer sans savoir quels motifs on impute au chef de l'opposition. Nous allons voir ce que veut dire l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques. Un député n'a pas le droit d'imputer des mauvais motifs à un collègue, mais s'il veut en imputer des bons au chef de l'opposition, laissons-lui finir sa phrase. L'allusion de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques n'est peut-être pas répréhensible.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Tout le monde en cette Chambre sait que l'honorable chef de l'opposition est peut-être à Montréal pour remplir son second mandat et gagner le salaire qui s'y rattache.

**M. Guertin (Hull):** Point d'ordre. Je ne crois pas que le député ait le droit de suggérer qu'un autre député ne remplit pas son devoir ici en raison d'un autre mandat. Le député de Montréal-Saint-Jacques affirme-t-il que le chef de l'opposition est à Montréal ou ne fait-il que le présumer? S'il l'affirme, nous pourrions répondre en conséquence, mais il n'a pas le droit de l'insinuer.

**M. l'Orateur:** Le député de Montréal-Saint-Jacques veut-il ajouter quelque chose sur ce point d'ordre? Quelqu'un veut-il parler sur le point d'ordre? Alors l'incident est clos.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Quelle justice<sup>3</sup>!

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'opposition a attaqué le gouvernement sur la question de la législation sociale sans avoir elle-même établi son programme sur cette même question. Quand l'opposition a-t-elle demandé d'établir l'assurance sociale? Le chef de l'opposition (M. Houde) a dit la semaine dernière que le gouvernement, en nommant une commission, s'appropriait le programme mis de l'avant par

l'opposition, la session dernière, dans une motion présentée par le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), ce qui n'est pas le cas. Qui plus est, la session dernière, les membres de l'opposition n'ont pas voulu se montrer favorables à ce que la province accepte la loi fédérale sur les pensions aux vieillards.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain), interrogé sur ce point a répondu l'an dernier: "Je n'ai pas la responsabilité ministérielle". Le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a déclaré qu'il n'était pas en faveur d'une loi de pensions aux vieillards.

Celui qui était alors chef de l'opposition a présenté une motion sur les pensions aux vieillards l'an dernier. C'est sans doute sur cette base que les membres de l'opposition s'appuient aujourd'hui pour dire que le gouvernement a adopté leur programme.

L'opposition prétend qu'elle veut l'adoption de la loi des pensions de vieillesse, et cependant, l'an dernier, lorsque le député des Deux-Montagnes présenta une motion à ce sujet, cette motion invitait simplement le gouvernement à étudier un mode de protéger les vieillards indigents, et non à régler l'ensemble des problèmes sociaux qui intéressent le public. Ce n'était pas là la loi de pensions de vieillesse et l'opposition ne peut venir dire à l'électorat qu'elle est en faveur de la loi fédérale des pensions.

La motion présentée la session dernière par celui qui était alors chef de l'opposition (M. Sauvé) ne correspond pas du tout à ce que le gouvernement propose maintenant. Malgré cela, on cherche à faire croire à la province que l'opposition veut la loi fédérale sur les pensions aux vieillards. Jamais l'opposition n'a soulevé cette question dans cette Chambre. La motion disait que la Chambre était d'avis qu'il est opportun de chercher et de trouver le meilleur moyen de protéger nos aînés indigents sans créer d'injustices, ni affecter le système économique de la province.

Cette motion demandait également la création d'une commission. Elle ne demandait pas que le gouvernement accepte la loi fédérale sur les pensions aux vieillards. L'opposition n'est donc pas justifiée de dire qu'en instituant une commission pour étudier les lois sociales, le gouvernement suit le programme conservateur.

Le chef de l'opposition (M. Houde) se vante de défendre les ouvriers, mais a-t-il le droit de venir dire au premier ministre qu'il a copié le programme de l'opposition quand nous voyons que, lorsque cette motion fut votée, le chef de l'opposition n'était pas en Chambre? Il était absent et les ouvriers de Sainte-

Marie n'avaient pas de représentant, à ce moment, pour voter pour eux. Leur député était allé à Montréal pour remplir les fonctions de son deuxième mandat pour lequel il reçoit un gros salaire.

Ce sont les députés de Dorchester (l'honorable M. Ouellet), de Lotbinière (M. Francoeur), moi-même et l'honorable premier ministre qui avons, les premiers, parlé de l'assurance sociale en Chambre, et le chef de l'opposition n'est pas justifiable de dire que c'est son programme.

(Applaudissements)

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il bave!

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Le chef de l'opposition a dit aux électeurs de Sainte-Marie qu'il s'opposait au double mandat, mais plus tard, il en a accepté un.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est faux!

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Pour la première fois dans cette province, on a entendu le chef d'un parti traiter le premier ministre de dilapidateur, de traître à sa race. C'est le chef conservateur qui faisait ce reproche à l'honorable premier ministre en disant à ses électeurs que le premier ministre vendait aux Américains les ressources de la province, prétendant ainsi pour la première fois que telle chose arrive dans notre province, que le premier ministre est traître à sa province. J'ai demandé au chef de l'opposition de me répondre là-dessus, à une assemblée contradictoire. Mais il ne l'a pas fait.

L'honorable chef de l'opposition accuse les ministres de trahison parce qu'ils attirent dans la province des industries étrangères. Or, il fut obligé d'affirmer, dans sa lutte pour la mairie, qu'il ferait tout ce qu'il pourrait pour amener des industries à Montréal, afin de réduire le chômage, notamment celle de l'automobile? Je ne lui reproche pas, au contraire, mais je me demande pourquoi il accuse de trahison ceux qui attirent, eux, des industries étrangères dans la province de Québec, et reproche au premier ministre d'avoir dilapidé nos ressources naturelles?

Il n'a pas le droit de traiter les ministres d'antipatriotes, parce qu'ils ont essayé d'amener des industries dans la province de Québec. Je lui ai dit dans Compton; sur ce point, il n'a pas tenu ses promesses aux électeurs de Montréal. Il m'a répondu que j'avais menti. Je me demande s'il oserait répéter cela aujourd'hui.

Il a été élu maire, mais je ne vois pas les industries qu'il a amenées à Montréal. Depuis son élection, il y a deux ans, il n'a pas attiré une seule industrie dans la métropole, manquant ainsi à une de ses promesses. Pourtant, dans l'Ontario, où ils écoutent si soigneusement les diatribes du maire de Montréal, ils ont nommé à Toronto une commission industrielle qui a déjà amené à Toronto 13 industries, pour la plus grande partie, venant des États-Unis. Le maire de Montréal n'en a pas amené une seule.

Il a promis à ses électeurs qu'il ferait introduire à Montréal une exposition annuelle comme en ont toutes les grandes villes. Où est-elle donc cette exposition? Voilà deux promesses faites aux contribuables de notre ville qu'il n'a pas remplies. Il m'a accusé de mentir à *La Patrie*, mais voilà deux points sur lesquels je n'ai pas menti. Et c'est parce que le gouvernement a amené dans notre province des industries nouvelles qui y ont apporté la prospérité, que le chef de l'opposition s'indigne<sup>4</sup>.

L'honorable chef de l'opposition s'est plaint, l'autre jour, d'avoir été injurié par des amis du gouvernement. Il a trouvé que l'honorable premier ministre et ses collègues l'avaient traité un peu sévèrement dans Montcalm. L'honorable chef de l'opposition a-t-il oublié le langage dont il s'est servi à l'égard de l'honorable premier ministre à un banquet qui lui a été offert après son élection à la mairie?

Est-ce que le chef de l'opposition voudrait bien nous dire pourquoi, lui qui prétend être modéré dans ses assemblées, et veut nous apprendre à être modéré, pourquoi dans ce banquet auquel, d'après les journaux, 5,000 personnes se sont assises et auquel, d'après les mêmes journaux, on s'est servi de 15,000 verres et de 30,000 assiettes, a-t-il insulté le premier ministre par toutes sortes d'invectives?

Il a parlé du premier ministre comme ayant été pris la main dans le sac comme un vulgaire voyou, lui un si grand homme. Et c'est ce même homme qui vient se plaindre aujourd'hui des expressions qu'on emploie à son égard et de la riposte qu'on lui a donnée dans le comté de Montcalm. Pourquoi dans ce banquet où on a bu 250 livres de café et mangé 235 livres de mayonnaise...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député est rendu dans le café actuellement. Il s'écarte de son sujet. Qu'il revienne au discours du trône. Je ne pense pas que l'honorable député discute la question devant cette assemblée, lorsqu'il commence à discuter le nombre de verres dont on s'est servi, la quantité de café qu'on a consommée et le menu du banquet à Montréal.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est matière à interprétation<sup>5</sup>.

**M. l'Orateur:** En autant qu'un député ne prononce pas de paroles offensantes, et qu'il agit conformément aux règlements de la Chambre, il peut dire tout ce qu'il veut. Je rejette le point d'ordre.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Est-ce que le chef de l'opposition voudrait nous expliquer pourquoi lui, qui se plaint de la violence du langage des ministres, a dit à ce banquet et à propos du premier ministre: "Je ne le traiterai pas de menteur, pas ce soir, mais bien le mois prochain." À ce banquet où on a mangé 13,500 petits pains et 13,500 carrés de beurre, pourquoi a-t-il dit en parlant de la décoration accordée au premier ministre par le gouvernement français: "Ôtez-moi cette décoration, enlevez-moi cette rosette que vous n'avez jamais méritée et que vous n'avez obtenue qu'en flagornant". Et c'est le même homme qui vient encore se plaindre!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Boum!

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Pourquoi a-t-il dit à ce banquet où l'on a consommé 2,000 livres<sup>6</sup> de porc: "Vous avez sacrifié mon peuple, vous, espèce de grand homme manqué". Pourquoi le chef de l'opposition a-t-il dit que le gouvernement a vendu son pays pour de l'argent? Et c'est encore le chef de l'opposition qui se plaint. Pourquoi s'est-il plaint de la réponse donnée ensuite dans Montcalm?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Boum!

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Voici les expressions dont se sert le chef de l'opposition. Ne trouvez-vous pas qu'après cela il a un peu raison de se plaindre des termes dans lesquels le premier ministre lui répond? Il est comme un petit gars qui, lorsque le jeu ne va à son goût, s'en va en disant: "Moi, je ne joue plus".

Depuis longtemps, M. l'Orateur, nous entendions dire que l'honorable chef de l'opposition était anxieux de se rencontrer avec les membres du gouvernement et leurs amis. J'ai eu l'avantage de rencontrer l'honorable chef de l'opposition à *La Patrie*, comté de Compton. J'étais avec l'honorable député de Berthier (M. Bastien). Les organisateurs de l'opposition ont commencé par refuser la discussion à l'assemblée contradictoire et ne l'ont acceptée qu'après que le public la leur ait imposée. Le député de Hull

(M. Guertin) et M. Gobeil sont venus nous trouver, et ils ont dit qu'ils accepteraient la discussion seulement si nous leur donnions 12 minutes de réplique.

**M. Guertin (Hull):** Je soulève un point d'ordre. On m'attaque puisque c'est moi qui ai organisé cette assemblée. Nous n'avons jamais refusé la discussion; elle ne nous a jamais été imposée par le peuple, et le député de Montréal-Saint-Jacques le sait.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Mon collègue de Saint-Jacques doit retirer ces paroles. Voici les faits. À *La Patrie*, il y avait deux assemblées à la même heure. M. Gobeil est venu me trouver pour me demander si j'acceptais l'assemblée contradictoire avec le représentant de Montréal-Saint-Jacques.

**M. l'Orateur:** Pardon, ce n'est pas là un point d'ordre.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il me semble étrange que le député de Montréal-Saint-Jacques ait la liberté de dire ce qu'il veut et de faire des affirmations gratuites<sup>7</sup>.

**M. Guertin (Hull):** Je réclame la parole.

L'honorable M. Taschereau (Montmorcency):  
Asseyez-vous, plus vite que cela..., ça presse!

**M. l'Orateur** fait signe au député de Montréal-Saint-Jacques de continuer.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** C'est seulement après que nous eûmes accordé au chef de l'opposition 15 minutes de réplique qu'il a accepté la discussion. J'ai donc eu l'avantage, à *La Patrie*, de rencontrer l'honorable chef de l'opposition. Le chef de l'opposition a parlé avant moi et il n'a débité que des personnalités, sans traiter de la politique. J'ai parlé ensuite pendant 45 minutes et je n'ai parlé que de ses actes et gestes publics. Au moment de sa réplique, savez-vous ce qu'il m'a répondu? Mécontent de ce que je lui avais dit, il n'a dit qu'une seule chose: que j'étais un menteur.

Il a dit: "J'ai traité le premier ministre de menteur dans l'assemblée même, mais il est de la petite bière à côté de vous". Menteur! Vous êtes une bande de lâches! Le chef de l'opposition avait dans son char, le reporter du *Star*, le seul reporter présent. Il n'avait que la peine de demander à ce reporter de rapporter exactement ce qui s'est passé.

Le *Star* rapporte ainsi ses paroles: "La réplique de M. Houde fut rapide et terrible. J'ai dit à M. Taschereau, à la dernière session, qu'il était menteur, mais c'est de la petite bière à côté de vous. Vous n'avez pas honte, vous, menteur, paquet de lâcheté?" M. Vautrin cite ensuite le rapport de la *Gazette* corroborant le rapport du *Star*. Voilà les paroles dont le chef de l'opposition s'est servi.

Savez-vous pourquoi l'honorable chef de l'opposition m'a ainsi traité de menteur? Savez-vous pourquoi il insultait deux de ses collègues de cette Chambre? Parce que j'ai osé dire que le député de Hull (M. Guertin) n'est pas né dans son comté et parce que j'ai dit que le chef de l'opposition ne remplissait pas ses promesses. Parce que j'avais dit aussi que l'honorable chef de l'opposition n'était pas né dans le comté de Sainte-Marie, comme il l'affirmait.

Je défie le chef de l'opposition de prouver que je n'ai pas dit la vérité à cette assemblée. C'est vrai, le chef de l'opposition a trompé ses électeurs sur le lieu de sa naissance. J'ai ici l'extrait de baptême de l'honorable chef de l'opposition. Il est né à Montréal dans la paroisse Saint-Joseph, rue Saint-Martin<sup>8</sup>, dans l'Ouest, et non dans Sainte-Marie. L'honorable chef de l'opposition a affirmé quand même qu'il était né dans Sainte-Marie, dans le but de tromper les électeurs de Compton. Pour tromper des électeurs de Compton, il a affirmé que j'étais allé dans le comté pour répéter ce qui était faux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Est-ce que le député de Montréal-Saint-Jacques n'impute pas au chef de l'opposition un certain motif en disant que pour tromper les électeurs il a fait telle et telle chose? L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques n'a pas le droit de dire que l'honorable chef de l'opposition a trompé les électeurs.

**M. l'Orateur:** L'honorable député n'a pas le droit de dire qu'un membre de cette Chambre a trompé les électeurs de Compton. Il doit retirer le mot "tromper".

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je n'ai pas dit qu'il avait trompé les électeurs, mais qu'il avait fait une déclaration dans le but de tromper les électeurs. L'honorable chef de l'opposition a dit dans Compton que j'étais un menteur. Pour obtenir la faveur populaire à la dernière minute, le chef de l'opposition n'a pas craint de traiter de menteur deux députés de la Chambre. L'attitude qu'il a prise était de nature à tromper les électeurs.

**M. l'Orateur:** En vertu de l'article 245, il est défendu d'imputer à un député, des motifs indignes. Je pense que le député de Montréal-Saint-Jacques devrait retirer ses remarques.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** Je les retire.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'ai dit à *La Patrie* que j'étais né rue Saint-Martin, dans la paroisse de Saint-Joseph.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'honorable chef de l'opposition a dit dans Compton que j'étais un menteur...

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)** fait une remarque à mi-voix.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie dira ce qu'il voudra en dehors de la Chambre, mais ici il n'a pas le droit de prononcer des paroles offensantes et de faire des remarques à voix basse contre aucun de ses collègues de cette Chambre.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je demande la permission de faire une rectification. J'ai dit à *La Patrie*, et je le répète maintenant depuis mon siège, que je n'ai pas fait la déclaration qui m'est attribuée dans *La Patrie*. À *La Patrie*, le député de Montréal-Saint-Jacques a dit que j'étais né dans le faubourg Québec. J'ai dit à *La Patrie* que j'étais né à Montréal, rue Saint-Martin, près de la voie ferrée, dans la paroisse Saint-Joseph.

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas un point d'ordre, mais plutôt une explication que le député de Montréal-Saint-Jacques est obligé d'accepter.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je veux savoir si le député de Montréal-Saint-Jacques a retiré ses paroles.

**M. l'Orateur:** Je crois que le député de Montréal-Sainte-Marie est satisfait.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** L'honorable chef de l'opposition m'a traité de menteur, parce que j'ai dit que les réparations au palais de justice de Québec ne duraient pas depuis sept ans, puisqu'elles avaient été commencées en 1927. L'honorable chef de l'opposition m'a traité de menteur parce que je lui ai dit qu'il avait voté contre

le double mandat. À plusieurs reprises, dans le passé, le chef de l'opposition affirma qu'il était contre le double mandat. L'échevin Bray<sup>9</sup>, son ami et organisateur, à Montréal présenta même une motion à ce sujet à la Législature en 1926 et, cependant, les journaux de la Chambre démontrent qu'il a voté avec M. Bray en cette Chambre contre le double mandat.

Aujourd'hui, le chef de l'opposition a plusieurs mandats et retire plusieurs salaires. Il n'est plus opposé au double mandat. Il a changé d'attitude sur la question dès que l'occasion s'est offerte à lui d'occuper deux postes, soit celui de maire de Montréal et celui de chef de l'opposition. Par conséquent, il a faussé ses principes et il n'a pas respecté ses électeurs.

L'honorable chef de l'opposition m'a traité de menteur parce que je lui ai dit qu'il n'avait pas tenu les promesses qu'il avait faites aux électeurs de Sainte-Marie. Il avait promis d'attaquer et de dénoncer certains ministres lorsqu'il serait à la Chambre. Il avait même parlé d'un mandat pour envoyer des ministres en prison. Pourtant, vous l'avez vu en Chambre, il n'a attaqué personne et n'a jamais dénoncé aucun ministre.

L'honorable chef de l'opposition m'a traité de menteur parce que je lui ai dit qu'il avait retiré toutes ses paroles injurieuses en cette Chambre, sauf la dernière dans laquelle il traitait l'honorable premier ministre de menteur, celle qu'il aurait du retirer avant toutes les autres. Il a pourtant dit à *La Patrie* qu'il n'avait pas retiré ses paroles en Chambre. J'ai le compte-rendu de différents journaux qui disent le contraire, et j'en appelle aux membres de cette Chambre de même qu'aux courriéristes parlementaires.

L'honorable chef de l'opposition m'a traité de menteur parce que je lui ai dit la vérité en public. Il y a une promesse qu'il ne pourra remplir. Après sa défaite de Compton, il est retourné à East Angus pour tâcher d'expliquer sa situation. Il a alors déclaré aux électeurs de Compton qu'aux prochaines élections, il saurait bien faire battre le député de Montréal-Saint-Jacques.

M. l'Orateur, après avoir manqué à ses promesses, je puis lui dire qu'il aura assez de difficulté à se faire réélire dans Sainte-Marie qu'il n'aura pas le temps d'aller travailler dans les autres comtés de la province pour faire réélire les autres membres de l'opposition et ne pourra pas faire grand chose contre les députés libéraux de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne peut imputer de mauvais motifs à un député.

**M. l'Orateur:** Que le député de Montréal-Saint-Jacques retire son affirmation.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** retire, dit-il, son affirmation. Il fait l'éloge des membres du gouvernement. M. l'Orateur, l'honorable premier ministre, lorsqu'il a pris la direction des destinées de cette province, a dit: "Mon désir est que Québec reste le sanctuaire de toutes les races, de toutes les langues, de toutes les religions; c'est à la réalisation de ce désir que nous allons travailler, afin que continuent de régner ici, dans cette province, la concorde et la paix". Que tous les premiers ministres provinciaux s'inspirent de cet idéal et la bonne entente entre les deux races, seule base rationnelle de l'unité nationale, pourra être considérée comme un fait accompli.

Celui qui ne sait supporter la calomnie n'est pas digne d'être un homme public, a dit Camille Aynard. L'honorable premier ministre méprise la calomnie et il répond à ses détracteurs par ses actions. On verra qui, d'eux ou de lui, était le plus passionné pour le bien public et sert le mieux notre province et sa population. Il a déclaré, dernièrement, qu'il resterait à la tête du parti, tant qu'il aurait les forces voulues. Il a la confiance et l'estime de ses collègues et des députés.

Qu'il continue. Viendra un jour cependant où, comme le bûcheron épuisé, il devra renoncer à triompher de la forêt profonde et se contentera d'avoir ouvert une large clairière dans la voie de la popularité. Et lorsqu'il sera accablé par les années, alors, près du dernier arbre qu'il aura abattu, il tombera lui-même, frappé en plein labeur. Il aura la satisfaction d'avoir laissé après lui une œuvre durable. Il est le pilote reconnu de la barque ministérielle.

Cette barque est en même temps le vaisseau du Parti libéral. Vaisseau de haut bord, il sait sa route et va droit. Sa membrane est assez solide pour supporter le choc des récifs. Le vaisseau est fort. Une étoile brille au-dessus des mâts. Normalement, sans hâte et sans effort, il gagne la pleine mer pour laquelle il est fait. Le Québec serait mieux servi par le maintien de l'actuel gouvernement.

**M. Crépeau (Sherbrooke)** adresse les compliments habituels à M. l'Orateur, au nouveau lieutenant-gouverneur, au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) et au chef de l'opposition.

L'honorable député de Beauce (M. Fortin) a dit que dans les grandes familles, il y avait parfois des malentendus, une querelle de famille, mais qu'il

suffisait que le père parlât pour affirmer aussitôt son autorité. Le chef n'a qu'à intervenir pour rétablir la paix. Évidemment, il arrive parfois que ce sont les enfants qui ont gain de cause et qui ont le dessus dans ces chicanes.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) nous est revenu reposé et rajeuni, libéré des inquiétudes de jadis, plus prêt que jamais à défendre la cause du peuple dans cette Chambre, cause qui lui est toujours si chère. Nous lui souhaitons la bienvenue avec le même respect et la même estime que nous lui avons toujours témoignés et, comme le disait son successeur l'autre jour, nous comptons sur ses sages conseils.

La situation quant à ce changement devrait être claire aux yeux de toute personne de bonne foi et il ne devrait y avoir aucune erreur possible quant à l'estime que lui portent les membres du parti, ni aucune question quant à l'unanimité des 1,200 participants au grand congrès, qui ont choisi le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) comme nouveau chef. Je me demande ce que les électeurs de Montréal vont dire en voyant le député de Montréal-Saint-Jacques faire descendre le chef de l'opposition (M. Houde) si bas.

Le nouveau chef a reçu son baptême du feu, et c'est aux 40,000 citoyens de Montréal qui l'ont choisi comme maire de dire ce qu'ils pensent des insultes qu'on lui lance. Les citoyens de Montréal seraient-ils donc des imbéciles?

Toutes ces vagues de calomnies et de colère ne viennent que se briser sur le roc qu'est cet homme que tous les conservateurs de cette province nous ont donné comme chef, et ne feront que nous rapprocher de lui pour l'épauler de toutes nos forces dans la défense des droits du peuple de cette province, qu'il a si courageusement entreprise.

Une question à laquelle on semble attacher peu d'importance, et qui n'a suscité aucun commentaire de la plupart de ceux qui ont parlé avant moi, est celle du départ à la retraite précipité d'un de mes concitoyens, un de mes électeurs les plus distingués, en l'occurrence, l'ancien trésorier de cette province. Sa retraite a été tel un coup de tonnerre. Un coup de tonnerre dans un ciel bleu n'aurait pas suscité plus d'étonnement parmi l'électorat du comté de Compton, la population des Cantons-de-l'Est, et je dirais même, l'ensemble du Québec.

Quelque temps auparavant, on nous avait appris que la santé de l'honorable M. Caron était devenue trop précaire et que, pour sortir le chariot de l'agriculture du boubier où il était enfoncé, il fallait

une épaule plus robuste; cette raison se présentait assez bien et pouvait être acceptée dans le cas de M. Caron. En l'appliquant au trésorier (l'honorable M. McMaster), la même raison n'avait aucune chance de considération.

En effet, ceux qui ont connu l'honorable M. Nicol avant qu'il entrât dans la vie publique se réjouissent de le voir aussi bien portant et possédant une vigueur qu'il ne paraissait pas avoir lorsqu'il n'était que simple avocat de la couronne au Barreau de Sherbrooke.

Aussi, quelle surprise pour tous d'apprendre, un beau matin, que ses affaires personnelles étaient devenues tellement considérables qu'elles requéraient tout son temps et qu'il ne pouvait plus en disposer pour administrer un département de sa province et garder son portefeuille.

Nous savions qu'il avait commencé à amasser une fortune dès ses débuts dans la politique active, mais nous ne le savions pas riche au point d'être forcé d'abandonner un portefeuille qui devenait trop lourd pour le sien. C'est une raison qui a satisfait un petit nombre de ses électeurs qui, en général, le connaissent peu.

Il doit être moins capable que les autres ministres, qui semblent faire très bien marcher de front leurs affaires personnelles et celles de la province. Mais, pour nous qui vivons dans son voisinage, nous ne pouvons lui faire l'injure de croire qu'il a moins de talent que certains autres ministres. Nous attendons d'autres raisons que celle-là.

Peut-être saurons-nous avant la fin de la session les vraies raisons du départ à la retraite de M. Nicol. Depuis quelque temps, nous vivons de surprise en surprise, et il est probable qu'avant la fin de la présente session, nous trouverons de quoi satisfaire le légitime étonnement des électeurs de Compton.

Le discours du trône, en ce qui se rapporte au programme du gouvernement, n'a rien de sérieux. Remercions Dieu que ce discours ait ouvert les yeux du gouvernement et lui ait fait voir ce que ses oreilles ont refusé d'entendre depuis 15 ans. L'agriculture est dans le marasme.

Pour ceux qui ont suivi les débats de cette Chambre depuis seulement 10 ans, est-ce que ça n'est pas suffisant de mentionner ce fait pour rappeler les charges de l'honorable député des Deux-Montagnes, contre l'incurie, l'indolence, la négligence routinière du gouvernement en matière d'agriculture? On n'a qu'à lire les motions du chef de l'opposition (M. Sauvé) et de ses collègues depuis 10 ans pour s'en convaincre.

Que proclamait-il alors, si ce n'est que la Coopérative fédérée, telle que constituée et sous la férule du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), n'était qu'une machine politique qui nuisait à l'agriculture plutôt qu'elle ne lui aidait. Que les cercles agricoles à la façon qu'ils étaient administrés étaient tout à fait inefficaces et ne rendaient aucun service à leurs membres. Les députés de cette Chambre, qui ont alors entendu les dénonciations aussi sincères que vigoureuses de l'honorable député des Deux-Montagnes, se rappellent encore les discours de cinq heures que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) d'alors devait faire pour chercher à défendre son administration contre les attaques de l'opposition. Or, le présent donne raison au député des Deux-Montagnes.

Le gouvernement s'est rendu à l'évidence de la situation désastreuse dans laquelle se trouve l'agriculture depuis de longues années. L'opposition a toujours lutté contre l'incurie, l'indolence, la négligence routinière du gouvernement, en matière d'agriculture. Il paraît sûr que, cette année, le budget de l'agriculture sera plus élevé. Le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a tellement l'habitude de dépenser des millions que l'énorme budget qui doit être adopté cette session-ci pour l'agriculture ne le fera même pas sourciller. J'espère que le budget de l'agriculture sera mieux utilisé que ne le fut le budget de la voirie, et que les expériences qu'il fera coûteront moins cher que celles qu'il a faites à ses débuts comme ministre de la Voirie.

Mais l'effort principal du nouveau ministre semble se concentrer sur le travail proprement dit de la terre, sans donner aux industries subsidiaires de l'agriculture l'attention qu'il faut. Pour n'en citer qu'une, je prends l'industrie laitière. On lui fait jouer un rôle de troisième ou quatrième ordre quand c'est celle qui apporte au cultivateur le plus clair de ses revenus.

Depuis plusieurs années, la Société d'industrie laitière de la province demande au gouvernement d'employer les inspecteurs de beurrerie et de fromagerie douze mois par année, au lieu de huit comme elle le fait actuellement, en leur faisant donner des conférences dans les arrondissements, dans les rangs, à domicile, pour enseigner à chaque cultivateur le grand avantage et les beaux bénéfices qu'il retirerait s'il faisait donner du lait à ses vaches durant les douze mois de l'année. Car, en effet, c'est l'hiver que le cultivateur a le plus de temps pour donner les soins voulus à ses vaches, qu'il peut leur faire donner plus de lait; c'est aussi l'hiver que les produits laitiers se vendent le plus cher et se conservent le mieux.

C'est un enseignement qu'il faut presque faire à domicile. Les cultivateurs pourraient utiliser leur temps de façon plus profitable pendant les mois d'hiver quand ils ont beaucoup de temps libre. Pendant l'hiver, les cultivateurs n'ont rien à faire; ils se déplacent aisément pour aller assister à une conférence qui se donne au village ou dans l'arrondissement de la fabrique qu'ils patronisent. Voilà un travail qui porterait d'excellents fruits chez les agriculteurs, qui permettrait aux inspecteurs de retirer un salaire plus convenable, tout en n'augmentant pas le budget de l'agriculture de façon appréciable.

Que font actuellement les cultivateurs à partir du mois de novembre jusqu'au mois de mai? Pratiquement rien. Dans les Cantons-de-l'Est, quand il y avait du bois sur les terres, on profitait de l'hiver pour en couper, en charroyer. Plus tard, à mesure que les terres privées se déboisèrent, les cultivateurs se dirigèrent vers les chantiers. Aujourd'hui, qu'il n'y a plus même de bois pour les chantiers, les hommes et surtout les jeunes gens s'en vont dans les villes ou aux États-Unis. Quand le printemps arrive et qu'ils ont pu trouver à se placer en ville, ils se trouvent bien et plusieurs ne reviennent pas sur les terres, et c'est une des grandes causes de la désertion des campagnes.

Il me semble que l'honorable ministre devrait s'occuper spécialement de trouver les moyens de garder les jeunes gens sur les terres, surtout durant un hiver comme celui-ci, alors que le travail est si rare dans les villes. Je me permets donc de lui suggérer de donner suite aux demandes de la Société d'industrie laitière et d'utiliser ses inspecteurs, tel que je viens de le suggérer.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** C'est fait. Des instructions ont été données dans ce sens.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Alors, je remercie l'honorable ministre de l'Agriculture d'avoir réalisé cette réforme. Son programme justifie l'opposition qui réclamait des réformes dans le ministère de l'Agriculture. Je ne puis parler d'agriculture sans rappeler ici le souvenir d'un homme qui avait la passion de l'agriculture, qui lui donna toute sa vie et que la mort a enlevé avant qu'il ait pu voir la réalisation d'une œuvre qu'il avait édifiée et qui vivra en dépit de tout ce que l'on a fait pour la détruire: Je veux parler de feu Noé Ponton, fondateur de l'Union catholique des agriculteurs.

Ancien compagnons d'études au Séminaire de Sherbrooke, bien que plus âgé que lui, j'ai eu le

privilege de bien connaître et d'apprécier celui que tout le monde appelait Noé, tout court. C'était peut-être un idéaliste, à divers points de vue, mais il eut toujours la force et le courage de ses convictions. Il ne plia devant personne lorsqu'il crut avoir raison, et nous n'avons qu'à nous remémorer certaines colères que son nom seul déchaîna dans cette Chambre, pour en conclure que plusieurs avaient sondé la rigidité de son échine.

C'est grâce à cette ardeur qu'il savait communiquer et à cette ténacité qui ne lâchait jamais que l'Union des cultivateurs doit d'avoir survécu aux assauts qui l'assaillirent dès sa naissance. Aussi, nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil dans les journaux essentiellement agricoles de cette province pour constater que rarement un homme de son âge n'a reçu de toute la classe agricole un tribut de regret aussi sincère et un hommage d'estime aussi mérité.

L'honorable député de l'Islet (M. Godbout) mérite des félicitations non seulement pour son excellent début, mais surtout pour les suggestions qu'il a faites au programme. Cependant, lorsqu'il lui demande de prendre les moyens pour vulgariser l'emploi de l'électricité chez les cultivateurs, sait-il que l'un des empêchements les plus sérieux à l'installation électrique, c'est la taxe que le gouvernement a placée sur les installations électriques dans les maisons? Qu'on fasse disparaître cette taxe qui est une cause d'ennuis de toute nature et un fardeau onéreux pour tous les citoyens. Il y a aussi l'obligation qu'il impose de se servir de matériaux dispendieux et dont la mise en place est coûteuse. Le coût de ces installations a quadruplé en deux ans.

Je sais qu'on va me répondre que, depuis février, on a fixé un maximum de \$4 pour le permis d'installation pour une maison de ferme, mais il n'en est pas moins vrai que le cultivateur doit quand même utiliser des câbles sous plomb à 25 cents le pied qu'il payait 2 cents le pied auparavant. Il en coûtait \$10 pour raccorder une maison. Aujourd'hui, il en coûte \$35 et tout le reste a augmenté dans les mêmes proportions. Alors qu'il en coûtait \$15 pour passer les fils dans une maison de ferme voilà deux ans, il en coûte maintenant \$60. Et que dire des coûts pour une maison de ville, où les installations sont un peu différentes? La taxe ou plutôt le permis, comme ils l'appellent, coûte à lui seul \$15, ou \$20, ou \$40, selon le nombre de luminaires, etc. Les installations électriques qui coûtaient autrefois \$250 coûtent maintenant de \$350 à \$400. Les cultivateurs sont obligés de faire venir des électriciens de la ville et de se soumettre à toutes sortes de restrictions ennuyeuses.

Il (M. Crépeau) parle des conditions de travail dans la province de Québec, et se prononce en faveur de l'assurance d'État. Ce dont les ouvriers ont besoin dans leurs enveloppes de paie à la fin de la semaine, dit-il, c'est de quelque chose de plus concret que des promesses du gouvernement. Le gouvernement persistera-t-il encore longtemps à ne pas vouloir accorder à la classe des travailleurs ce qu'elle réclame pourtant bien clairement depuis 10 ans? L'automne dernier, l'honorable premier ministre, faisant l'honneur d'une visite aux électeurs de la ville de East Angus, pour leur reprocher d'avoir laissé partir M. Nicol, leur proposait ceci: "Dites-nous ce que vous voulez en fait de législation ouvrière, et nous vous l'accorderons".

Nous savons tous qu'il a l'humeur facile, l'honorable premier ministre. Ce devait être pour égayer son candidat et l'empêcher d'abandonner la partie devant la froideur de la population de East Angus qu'on lui avait représentée comme un foyer de libéralisme, qu'il fit pareille demande. Dites-nous ce que nous pouvons faire pour vous électeurs ouvriers de cette province? C'est le premier ministre, c'est le procureur général, qui fait pareille demande.

Mais les ouvriers ont besoin d'autre chose que des promesses. Sans vouloir rappeler au premier ministre les débats vigoureux que, depuis au moins cinq ans, l'opposition a conduits pour amener le gouvernement à confier le ministère du Travail à un représentant de la classe ouvrière, plutôt qu'à un avocat, pour donner aux travailleurs une assurance collective obligatoire contre les accidents, assurance dont l'administration serait confiée à une commission, je demanderais au premier ministre de consulter les *Journaux de l'Assemblée législative* pour les sessions 1926, 1927, 1928. Il verra que l'honorable chef actuel de l'opposition, avec l'appui de ses collègues, avait déjà commencé à faire valoir les demandes des travailleurs en faveur de ces mesures.

L'opposition réclame cela depuis longtemps. À-t-on par exemple donné aux ouvriers une loi basée sur celle qui existe dans six autres provinces du dominion et dont nos ouvriers s'étaient déclarés satisfaits? Non. On a voulu faire mieux que dans les autres provinces, on a voulu inventer un système qui, tout en satisfaisant à demi les vues de l'ouvrier, ferait surtout l'affaire des compagnies d'assurances. Cette loi, qui a été préparée par ces compagnies d'assurances, est un mets absolument indigeste pour les estomacs ouvriers.

C'est un tollé général contre cette loi. Parmi la classe ouvrière, c'est un cri général qui s'élève

contre la loi et le gouvernement se contente de dire: attendons encore un peu; faisons-en l'essai. S'il y avait eu consultation, le premier ministre aurait connu les besoins des ouvriers et n'aurait pas fait adopter l'actuelle loi sur les accidents du travail, alors que les ouvriers étaient unanimes à vouloir le même système qu'en Ontario.

On nomme une commission qui étudie. L'on étudie toujours. On attend depuis longtemps un gouvernement qui cesse d'étudier et commence à agir. La province devrait se choisir un gouvernement qui a fini ses études. La loi des accidents du travail ne rend pas justice aux familles des ouvriers. J'ai ici le jugement de la Commission des accidents du travail dans une cause soumise à la Commission. Une mère de cinq enfants, dont le mari est mort dans un accident du travail, obtient jugement pour une somme de \$6,000 qui lui sera payée à raison de \$9.37 par mois, à commencer le 2 octobre 1928, jusqu'à concurrence dudit montant de \$6,000. Si vous voulez faire le calcul vous trouverez que ça prendra 53 années avant qu'elle puisse toucher la somme. Or, comme elle est âgée de 51 ans, elle devra persister à vivre jusqu'à l'âge de 104 ans pour recevoir pleine compensation pour la mort de son mari.

Songez comment une mère de cinq enfants, avec un revenu de \$9.37 par mois, peut vivre jusqu'à 100 ans. Ça n'est seulement pas la moitié de l'intérêt de son argent à 6 %. Elle a fait offrir à la Commission d'accepter seulement \$1,500 payable par une rente qui lui aurait permis d'exister au moins un an, mais on a refusé. J'ai encore le numéro du jugement et le numéro de la cause, d'une autre cause où le même montant de \$6,000 est alloué et payable à raison de \$11.74 par mois.

Un homme a perdu deux doigts et, sous l'ancienne loi, il a reçu plus de \$3,000. Son voisin a perdu une main. Sous la nouvelle loi, il a reçu \$250. Est-il surprenant que les compagnies d'assurances amassent des surplus comme jamais auparavant? En même temps, on chasse de l'atelier des hommes de plus de 40 ans, des pères de famille, parce qu'ils coûtent trop cher d'assurance. Ne sommes-nous pas justifiés de dire que cette loi est antisociale et que le gouvernement devrait avoir honte de la défendre devant des ouvriers?

Et que dire de la loi sur le salaire minimum des femmes, telle qu'elle est appliquée dans certaines régions de la province? Je ne suis pas assez au courant de ce qui se passe ailleurs, mais je sais que, dans les manufactures de coton de Sherbrooke, le salaire des femmes est plus bas qu'il ne l'a jamais été

avant l'entrée en vigueur de cette loi. D'abord, la Commission n'a jamais fait enquête avant le mois de septembre dernier. Ça ne l'a pour autant pas empêché de décréter qu'une ouvrière qui gagne disons \$12 à Montréal n'a droit qu'à \$9 ici, sous prétexte que le coût de la vie est plus bas à Sherbrooke qu'à Montréal. Si la Commission s'était renseignée, elle aurait appris que les chiffres publiés dans la *Gazette du travail* quant au coût de la vie à Sherbrooke sont erronés.

On ne m'a jamais accusé d'être bolcheviste, mais au risque de l'être, je dirais qu'on devrait dénoncer ceux qui obligent des jeunes femmes à travailler plus de 55 heures par semaine, retournant le soir. Et que dire encore de ces deux jeunes filles de Sherbrooke qui ont travaillé du 1<sup>er</sup> au 23 décembre et qui, pour 20 jours d'ouvrage, ont reçu l'une \$6.15, et l'autre \$6.35, sans compter qu'elles devaient, de ce montant, payer pension? Comment pouvaient-elles payer pension avec un tel salaire?

Le système d'amendes pour dommages à la marchandise est tout à fait injuste. La coutume dans les filatures veut qu'on impute des frais à la personne qui a produit une bande de tissu pour les défauts de celle-ci. Même si cette même bande passe par quatre ou cinq autres personnes qui peuvent tout un chacun être responsables des défauts, c'est celui en bout de chaîne qui paie. C'est ainsi qu'un ouvrier peut travailler toute une semaine pour n'empocher que \$2 à la fin de la semaine. On lui enlève le reste sans lui en parler et il n'a d'autre choix que de prendre ce qu'on lui donne.

Un homme marié a travaillé 27 heures sur une bande de tissu pour un salaire de \$2. On lui a fait payer une amende de \$1.50 pour un défaut, ce qui lui laisse 50 cents pour ses trois journées d'ouvrage. Ils ne sont pas rares les cas, dans l'industrie textile, où un chef de famille travaille 55 heures par semaine pour \$10 ou \$12.

Dans certains ateliers, on oblige les employés à manger en travaillant à l'heure du midi. Je peux citer d'autres exemples tout aussi révoltants. Si vous me répondez que le gouvernement n'a pas le pouvoir de remédier à de telles situations, avec les lois extraordinaires qu'il a déjà adoptées, je vous dirai sans hésiter qu'il est temps qu'on remplace ce gouvernement par un autre auquel le peuple fera suffisamment confiance pour faire comprendre aux industriels que l'esclavage a été aboli pour tout le monde, pas seulement pour les gens de couleur, et que l'homme blanc a droit aux mêmes privilèges, sans être obligé de demander au Conseil privé son interprétation de la chose.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** discute du salaire minimum des femmes.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Le salaire minimum des femmes est plus bas qu'il ne l'était avant l'application de cette mesure. Cette loi, dit-il ne m'inspire aucune confiance, surtout dans son application à Sherbrooke.

Les conditions hygiéniques, dans certaines manufactures, sont très mauvaises, et on me dit que l'inspecteur chargé d'inspecter ces manufactures ne se présente jamais. Avant de nommer des commissions pour étudier les problèmes sociaux qui se présentent, on devrait commencer par faire agir les commissions qui existent déjà.

Le gouvernement doit certainement pouvoir, sans qu'il ne soit nécessaire de soumettre la question à une commission de sociologues, venir en aide aux petites municipalités qui ont des problèmes d'approvisionnement en eau. Dans un grand nombre de petites villes et de gros villages de la province, l'eau provient de sources souterraines qui ne suffisent plus à la demande, soit parce que la population a grossi ou parce que ces sources se sont tarées. Ces villes et villages n'ont parfois d'autre solution qu'un lac lointain ou une rivière avoisinante dont l'eau polluée ne peut être purifiée qu'en la filtrant.

Le coût d'une usine de filtration ou d'une longue conduite est souvent trop élevé pour les moyens qu'ont ces villages. Ils s'exposent donc à des épidémies de typhoïde parce qu'ils n'ont pas les moyens de se protéger. La province, qui les oblige à vacciner à leurs frais les enfants pauvres pour les immuniser contre cette maladie contagieuse, devrait se porter à l'aide de ces malheureux villages et les aider à s'immuniser contre la typhoïde. Autrement, quel autre choix ont ces gens que de quitter un endroit où leur vie est menacée?

On peut dire la même chose de la protection des bâtiments contre les incendies. On donne des subventions pour les bornes-fontaines, les tuyaux d'incendie et les pompes haute pression. Mais à quoi sert tout cet attirail si la municipalité n'a pas les moyens d'installer des conduites assez grosses pour acheminer au village une quantité d'eau suffisante pour alimenter la borne-fontaine, la pompe et le tuyau?

J'ai déjà traité de ce problème plusieurs fois, et depuis, on a ajouté des subventions pour des réservoirs, mais ce n'est pas suffisant. Ce qui coûte le plus cher aux municipalités, c'est d'installer des tuyaux de plus de quatre pouces de diamètre, et ce

sont pour ces installations que le gouvernement devrait donner des subventions.

J'ai écouté avec attention le discours gastronomique du député de Montréal-Saint-Jacques. Après avoir entendu l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques, je me demande, s'il est élu vice-président de cette Chambre, qu'il soit au fauteuil et qu'il ait à régler un point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition, comment il pourra être juste lorsqu'il se trouvera entre l'honorable chef de l'opposition et l'honorable premier ministre. Il se trouvera certainement dans une position difficile.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député n'a pas le droit de parler ainsi. Il n'a pas le droit de faire d'insinuations à l'adresse de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** M. l'Orateur, je retire mes paroles. Il est évident que l'honorable chef de l'opposition a dû bien piquer l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques. Ce dernier ne sera pas dans une position embarrassante.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est sûr!

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Avant de terminer, j'aimerais aborder un dernier point qui se rapproche de certaines idées déjà exprimées dans cette Chambre et sur lequel le gouvernement devra se pencher avant longtemps, qu'il le veuille ou non. Au cours de l'automne dernier les conseils municipaux de cette province ont reçu de la part des grandes entreprises privées de l'électricité des formules de résolutions qu'ils étaient priés d'adopter et de retourner au bureau-chef de ces compagnies.

Ces résolutions sont à l'effet d'approuver les démarches que font ces mêmes compagnies pour obtenir du gouvernement d'Ottawa l'abolition de l'impôt du revenu sur leurs opérations, afin qu'elles puissent se trouver sur le même pied que la Commission hydroélectrique de l'Ontario qui n'a pas d'impôt à payer, en tant qu'elle est une entreprise publique.

Si elles obtiennent une réduction de l'impôt, prétendent-elles, elles pourront en faire bénéficier leurs clients en réduisant le coût de l'électricité. Ce n'est pas l'endroit pour discuter ici le mérite de cette requête au gouvernement fédéral. Mais je veux faire le rapprochement avec une question presque identique qui relève du gouvernement de cette province.

Les municipalités qui exploitent au bénéfice de leurs contribuables des forces hydrauliques sur des rivières navigables de cette province ne devraient pas être soumises aux mêmes charges et aux mêmes conditions que celles qui sont imposées par le gouvernement aux entreprises privées, qui font l'exploitation au bénéfice de leurs actionnaires.

Pour m'expliquer, je prends le cas de la cité de Sherbrooke qui, en cela comme bien d'autres choses, donne l'exemple aux autres. Nous avons sur les rivières Magog et Saint-François cinq usines hydroélectriques qui fournissent 20,000 chevaux-vapeur et pour lesquelles la cité a dépensé environ \$3,000,000, en comprenant les lignes de transmission et de distribution.

Toutes ces forces sont utilisées dans la ville pour actionner les industries qui fournissent du travail à nos ouvriers et pour éclairer leurs logis. Les taux de l'éclairage et de la force motrice sont basés sur ce qu'il en coûte pour l'administration, les charges fixes et la dépréciation. Si ces charges peuvent être réduites, ce sont les 30,000 citoyens de Sherbrooke qui en bénéficient, tout comme les contribuables de l'Ontario tirent profit des exemptions dont jouit la Commission hydroélectrique.

Que le gouvernement enlève le montant du loyer et de la royauté qu'il impose aux municipalités qui font l'exploitation des forces hydrauliques sur les rivières qu'il juge navigables. Dans notre cas particulier, il nous libérera des sommes assez importantes que nous payons pour quatre de ces installations et il règlera un long procès qui découle de notre refus à payer pour la cinquième.

Mais l'idée que j'émetts s'étend beaucoup plus loin qu'à une question de clocher. Elle embarrasse toutes les municipalités qui exploitent ou qui, dans l'avenir, exploiteront des entreprises électriques au bénéfice de leurs contribuables. Pour celles qui sont actuellement engagées dans l'entreprise, ce sera une raison de plus à présenter à leurs contribuables pour les engager à ne pas vendre leurs services municipaux aux compagnies qui cherchent à se les accaparer. Pour les autres, ce sera un encouragement à municipaliser les services électriques et ça leur permettrait parfois d'entreprendre un développement hydroélectrique qu'elles ne risqueraient peut-être pas sans cela.

Car il ne faut pas oublier que les citoyens de Sherbrooke, de Saint-Hyacinthe, Hull, Buckingham et de plusieurs autres villes font partie de la province de Québec, et leur progrès est également celui de la province. Le but du gouvernement devant être de rendre les conditions de vie meilleures, ce qu'il fera

pour les municipalités profitera à la province. J'aimerais terminer en affirmant ma confiance en l'opposition et en son rôle bénéfique.

#### **Suspension des travaux**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose la suspension du débat jusqu'à 8 h 45.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

#### **Reprise de la séance à 9 heures<sup>10</sup>**

##### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Delisle (Chicoutimi)** (Applaudissements à droite) présente ses félicitations à l'Orateur (l'honorable M. Bouchard). Il exprime ses regrets de la disparition des deux députés, MM. Phipps et Gagnon, et présente ses sympathies à leurs familles. Il complimente les nouveaux ministres dont il fait l'éloge, l'honorable député de Montcalm (M. Perron), l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet).

Il rend hommage à l'ancien chef de l'opposition, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé). En écoutant l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau), poursuit-il, je me suis demandé si on n'avait pas des remords de changer de chef à gauche. Je puis me tromper. Je désire me tromper.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Vous n'avez qu'à continuer.

**M. Delisle (Chicoutimi):** Je voudrais, ajoute-t-il, répondre au député de Montréal-Dorion (M. Blain) qui a dit que plusieurs comtés ont vu leur population diminuer.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Regardez l'*Annuaire statistique*!

**M. Delisle (Chicoutimi):** Je ne peux admettre que ce soit vrai quant à mon comté de Chicoutimi, ni pour le comté du Lac-Saint-Jean. Dans ces deux comtés, la population a augmenté considérablement durant la dernière décade. La population du comté de Chicoutimi était de 33,890 âmes en 1920, de 48,000 en 1926, et de 52,000 en 1929. La population du Lac-Saint-Jean est montée de 34,000 à 49,000 de 1920 à

1929. Mais la population ouvrière n'a pas été la seule à augmenter. Le nombre des cultivateurs et des colons s'est aussi accru. Dans ces deux comtés, il y avait, en 1918, 5,134 familles agricoles; en 1925, il y en avait 5,921, soit une augmentation de 787 familles et, depuis 1925, 472 familles sont venues s'ajouter à celles-ci. En 1920 la superficie de notre région était de 34,000 acres et, 9 ans plus tard, elle était de 40,000.

C'est vous dire que, dans ces deux comtés, la classe agricole a augmenté d'année en année. Pourquoi? Parce que le gouvernement a déclenché un grand mouvement industriel, parce qu'il a attiré ici du capital étranger, des capitaux des industriels américains, de ce capital dont l'opposition a tant peur. Le capital étranger s'est allié au travail local pour développer les ressources naturelles. Et le capital étranger introduit par la sage politique du gouvernement Taschereau a amené une plus grande prospérité.

Là où les industries sont encouragées par le capital étranger, les fermiers sont prospères en proportion. La venue du capital étranger a créé, dans mon comté, des centres industriels nouveaux qui ont offert aux cultivateurs de nouveaux centres de consommation et permis à la classe agricole de se développer rapidement en quelques années.

Les cultivateurs réalisant les avantages que ce développement industriel pourrait leur offrir sont demeurés attachés à leurs terres et ont augmenté leur production. Aujourd'hui, nos cultivateurs sont si confiants dans l'essor agricole du Lac-Saint-Jean qu'ils préfèrent se donner à la culture du sol, plutôt que de travailler dans les différentes usines et se mêler aux industries locales.

Ils ont compris qu'il était dans leur intérêt de rester sur leurs terres et de profiter des avantages de l'industrie. Ils en retirent les meilleurs profits possibles. Ils ont de nouveaux débouchés pour leurs produits et leurs fils ne sont plus tentés de partir pour les grandes villes. Dans d'autres comtés comme Trois-Rivières, Saint-Maurice et Champlain, on a pu constater les mêmes résultats. L'industrie a créé des marchés pour la classe agricole.

Dans le Saguenay, nous avons de nombreuses terres propres à la culture. Dans les deux comtés de Chicoutimi et Lac-Saint-Jean, il y a 250,000 acres de terre qu'il faudrait égoutter. Ces terres deviendraient fertiles et ajouteraient leur superficie et leur fécondité au progrès agricole de la région. Au cours du congrès des agronomes, qui se tient actuellement, j'ai été heureux d'apprendre par M. L.-P. Roy, directeur des services au ministère de l'Agriculture,

que le gouvernement voulait s'occuper de l'égouttement des terres. Il nous faut ensemençer tout ce terrain, afin de répondre aux besoins de l'industrie qui a augmenté la population de notre comté.

Il vante le programme progressif du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) Les comtés de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean ont connu un essor sans précédent sur le plan industriel, et cet essor a, à son tour, apporté des besoins plus grands en matière d'agriculture et de développement. Pour répondre aux besoins des travailleurs industriels, il fallait augmenter le nombre de cultivateurs et de colons de façon importante, et les deux comtés étaient mûrs pour les aménagements agricoles présentés dans le nouveau programme de l'honorable ministre de l'Agriculture.

Je remercie le gouvernement de l'encouragement qu'il donne aux cultivateurs et aux colons. Le gouvernement est venu en aide aux colons, et les preuves ne manquent pas. Il est amplement démontré que le gouvernement n'a raté aucune occasion pour aider les colons à défricher et à commencer à cultiver leurs terres. Chaque fois que les finances publiques l'ont permis, le gouvernement a puisé dans le Trésor public pour aider les colons. Les primes de défrichement ont été d'un grand secours aux cultivateurs et aux colons. Actuellement, on donne des primes de défrichement aux colons sur des lots non patentés. Mais le colon qui a accompli des travaux sur son lot, qui l'a fait patenter, a montré sa bonne foi et mérite d'être encouragé.

Je demande à l'honorable ministre de la Colonisation (M. Laferté) de marquer son avènement dans le gouvernement en amendant la loi concernant ces primes pour accorder des primes de défrichement à ceux qui ont des terres patentées, car ces dernières coûtent aussi cher que les autres à ceux qui les cultivent. Ce serait un beau geste et je lui demande au nom des députés ruraux. J'espère que cet encouragement sera accordé et je suis certain que le gouvernement m'accordera bientôt cette requête personnelle.

J'approuve l'idée de mon collègue de l'Islet (M. Godbout) de donner de l'électricité à bon marché aux cultivateurs. Je crois qu'on devrait, dans un avenir rapproché, faire des pressions en ce sens sur les grandes sociétés d'électricité, afin qu'elles baissent les tarifs. Nous devons favoriser le développement de nos pouvoirs d'eau et leur exploitation, afin de procurer à la classe agricole toute l'électricité dont elle a besoin. Pour cela, il faut développer nos forces hydrauliques, créer de nouvelles usines génératrices. On veut de l'électricité pour les cultivateurs.

On est à construire un immense barrage sur le Saint-Laurent. Et cependant, nos amis de l'opposition ne disent rien de bon de ce projet et n'ont pas encore manifesté leur approbation. Pourtant, le développement de Beauharnois créera des marchés comme les usines électriques de Saguenay, qui nous ont attiré des industries. Ce développement industriel est dans l'intérêt de la province et il ne manquera pas d'être à l'avantage des populations environnantes. Bientôt le gouvernement sera en mesure de donner aux cultivateurs, dans toutes les parties de la province, le plein avantage des services électriques. Plus il y aura d'électricité, mieux ce sera, car c'est alors que notre population agricole en bénéficiera.

La classe agricole a besoin d'une instruction plus avancée que celle qu'elle a actuellement. L'agriculteur réalise aujourd'hui plus que jamais la nécessité de l'instruction, et particulièrement l'instruction agricole. Il comprend bien ses besoins à cet égard. Ce qu'il faut à la classe agricole, c'est la science. Le député de l'Islet (M. Godbout) vient de le proclamer au banquet des agronomes. L'agriculture est une des sciences les plus difficiles, et ceux qui s'y livrent ont besoin de toutes les connaissances scientifiques possibles pour obtenir le plus grand rendement de leur travail. Les cultivateurs le savent et sont prêts à profiter de tous les avantages que leur offre le gouvernement pour ajouter à leurs connaissances scientifiques et pratiques. Ils ont besoin de la sympathie et de la générosité du gouvernement et je suis certain qu'ils l'auront.

Les cours abrégés en agriculture sont très appréciés et tous les ans les jeunes fermiers qui les suivent sont de plus en plus nombreux. Il est important de multiplier ces cours, afin qu'on fasse voir aux cultivateurs comment ils peuvent réduire le coût de revient et augmenter la valeur de leurs produits. C'est là la tâche spécialement confiée aux agronomes, qui sont en congrès à Québec pendant cette semaine, et qui sont les travailleurs les plus utiles à l'agriculture dans la province. Leur tâche n'a pas toujours été facile. Ils ont dû lutter contre toutes sortes de misères, contre l'apathie des cultivateurs, contre les critiques de l'opposition, mais ont réussi à faire comprendre aux cultivateurs qu'ils étaient des auxiliaires nécessaires pour la classe agricole. Leurs mérites sont maintenant reconnus. Ces agronomes doivent recevoir l'appui de toutes les classes de la société.

Notre population agricole comprend la nécessité de l'union et de la coopération, et les cultivateurs de Chicoutimi viennent de donner un bel exemple à ce sujet. Près de 100 cultivateurs<sup>11</sup> de

Chicoutimi se sont unis et ont engagé un agronome qu'ils paieront et qui sera le régisseur de la ferme. Le ministère de l'Agriculture, qui encourage les initiatives nouvelles, s'est engagé à payer la moitié du salaire de cet agronome. C'est la première expérience de ce genre de la province; elle est très importante et les cultivateurs ont besoin du concours du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Nos cultivateurs sont très confiants dans le succès de cette expérience qui vient d'être tentée, et dès l'année prochaine, nous serons en mesure de démontrer que nos espérances n'ont pas été vaines. On en attend les meilleurs résultats.

M. l'Orateur, on a parlé de pensions et d'allocations aux veuves, aux orphelins, aux familles nombreuses. Je crois qu'en cela la politique du gouvernement a été sage. Je suis fort satisfait d'avoir appris qu'une commission d'économistes chargés d'étudier les lois d'assurances d'État et de pensions de vieillesse sera nommée et informera le gouvernement de tous les renseignements qu'il faut. Après des études sérieuses, ces économistes sauront soumettre au gouvernement des projets de lois capables de satisfaire toutes les classes de notre population. Le gouvernement a montré, en ces dernières années, qu'il a su donner, après études, des lois répondant à la mentalité de notre province. Je suis assuré qu'alors le gouvernement saura adopter des lois justes. Le passé est le gage du succès futur. Les lois ont donné de bons résultats quand elles ont été bien appliquées.

Jusqu'à présent, nous avons eu des institutions de bienfaisance qui ont rendu d'éminents services. À Chicoutimi notamment, nous verrons notre hôpital agrandi, grâce à un octroi de \$200,000. Nous sommes à jeter les bases d'un orphelinat à Chicoutimi et nous aurons encore le concours du gouvernement dont la bienfaisante loi de l'assistance publique rend de si précieux services à tous les indigents et malades de notre province. Nous aurons aussi, j'en suis sûr, la générosité des citoyens. Ce qui se passe chez nous, nous le voyons dans toute la province.

Le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) et le secrétaire provincial (l'honorable M. David) aident à la construction d'écoles comme le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) aide à bâtir des ponts. Même chose à la voirie. Voilà pourquoi ceux qui critiquent le gouvernement dans Chicoutimi et au Lac-Saint-Jean ne rencontrent pas beaucoup de partisans chez nous. Ce n'est pas de la flagornerie de la part de nos citoyens, c'est tout simplement un sentiment de reconnaissance. L'histoire politique du Parti libéral est connue et appréciée de la population qui sait, à

l'heure marquée, donner au gouvernement le témoignage constant d'une grande confiance et d'un fidèle appui.

On a beaucoup parlé pendant la session dernière des malheurs de quelques villages dans la région du Lac-Saint-Jean, et en particulier de Saint-Méthode<sup>12</sup>. Ces plaintes étaient grossièrement exagérées. La prétendue tragédie du Lac-Saint-Jean n'a pas eu lieu. Cette année, les récoltes dans ces districts ont été excellentes, et il s'ouvre de nouveaux et meilleurs marchés pour les produits agricoles. À Saint-Méthode, paroisse qui aurait le plus souffert, d'après le député de Maisonneuve (M. Tremblay), la population agricole est des plus prospères. Saint-Méthode a une ferme modèle, une beurrerie, un agronome, qui sont payés par la compagnie Duke-Price; un troupeau laitier de première valeur a été constitué, des vaches laitières ont été vendues à des conditions très avantageuses aux cultivateurs. Pourtant, l'on a parlé de la disparition absolue de cette paroisse.

Aujourd'hui, ceux qui sont partis et qui ont refusé les offres faites par les compagnies, regrettent amèrement maintenant de ne pas jouir des avantages qu'ont obtenus les cultivateurs de Saint-Méthode. Bien des gens qui ont quitté Saint-Méthode voudraient n'être jamais partis. C'est dire qu'il ne faut pas parler trop vite. Des gens qui ont intenté des procès contre la compagnie intéressée regrettent fort de ne plus pouvoir sortir de l'engrenage où on les a conduits par affolement. Ces braves gens sont aujourd'hui devant les tribunaux et regrettent de ne s'être pas entendus à l'amiable.

Les cultivateurs qui avaient abandonné leurs terres, l'an dernier, sont pour la plus grande partie très anxieux maintenant d'y retourner et de profiter des avantages que ce district retire du développement hydroélectrique. Si l'opposition n'avait pas semé le malaise dans le district du Lac-Saint-Jean, tout le monde y serait bien heureux, aujourd'hui, et le sort de la population de ce district serait bien meilleur.

Avant de reprendre mon siège, M. l'Orateur, je tiens à remercier les journalistes parlementaires qui ont visité notre région l'automne dernier. Je leur ai demandé de raconter exactement ce qu'ils avaient vu. Je les remercie de l'intérêt qu'ils ont porté à ce qu'ils ont vu. Ils ont fait des rapports fidèles et je tiens à les remercier. La publicité joue un rôle important dans le développement d'un nouveau pays et leur visite a aiguisé l'intérêt du grand public envers le royaume du Saguenay.

M. l'Orateur, je suis convaincu que les comtés ruraux de la province de Québec, qui gardent

le respect du passé, continueront dans la voie où ils marchent. L'œuvre du gouvernement actuel portera des fruits abondants, que recueilleront les générations futures. Je suis convaincu que ceux qui demain viendront prendre notre place ne feront pas de récolte stérile. Je suis convaincu qu'il y aura encore de beaux jours pour notre province et que le soleil qui l'éclaire aujourd'hui luira encore longtemps sur sa prospérité. Si jamais l'opposition prenait le pouvoir, elle n'aurait rien à faire, sinon de récolter ce que le gouvernement actuel aura semé.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

### NOTES

1. *Note de l'édition:* Cette demande de document n'apparaît pas au procès-verbal de l'Assemblée.

2. 20 %, selon *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, du 24 janvier 1930, à la page 1.

3. Selon *Le Devoir* du 16 janvier 1930, à la page 2, le député de Maisonneuve (M. Tremblay) quitte son siège à ce moment.

4. Selon *La Patrie* du 16 janvier 1930, à la page 11, M. Houde se mit ici à rire, imitant les gestes du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin).

5. Selon *L'Action catholique* du 16 janvier 1930, à la page 5, M. David aurait dit: "C'est matière d'importation".

6. 2,500, selon *Le Progrès du Saguenay* du 16 janvier 1930, à la page 1.

7. Selon *La Presse* du 16 janvier 1930, à la page 26, "un vigoureux débat s'engagea alors et ce fut pendant quelques minutes un chassé-croisé de points d'ordre, d'interpellations, de protestations, et de rappels à l'ordre."

8. Selon *La Presse* du 16 janvier 1930, à la page 26, M. Vautrin dit que M. Houde est né sur la rue Marin, à Montréal, alors que selon *L'Action catholique* du 16 janvier 1930, à la page 5, il aurait parlé de la rue Martin. Une biographie de M. Houde tirée de *Biographies canadiennes-françaises*, de 1948, confirme qu'il est né sur la rue Saint-Martin.

9. Joseph-Allan Bray: marguillier de la paroisse Saint-Nicolas-d'Achunsic de 1918 à 1921. Échevin du quartier Ahuntsic au conseil municipal de Montréal, d'octobre 1921 à avril 1924, puis du quartier Saint-Henri, du 2 avril 1928 au 14 septembre 1931. Président du comité exécutif du 7 avril 1930 au 14 septembre 1931. Nommé président de la Commission de l'exposition industrielle le 10 avril 1922. Organisateur du Parti conservateur dans la région de Montréal en 1930. Élu député conservateur dans Montréal-Saint-Henri, en 1923. Défait dans cette circonscription en 1927, puis dans Vaudreuil, en 1935 et 1936.

10. *La Presse* du 16 janvier 1930, à la page 26, signale que la reprise de la séance a été quelque peu retardée par le banquet de l'Association des agronomes de la province en congrès à Québec et auquel assistaient l'honorable L.-A. Taschereau, la plupart de ses collègues et des députés.

11. 90, selon *Le Progrès du Saguenay*, du 16 janvier 1930, à la page 1.

12. Le député fait ici référence aux inondations de 1926. Au lac Saint-Jean, en 1926, des villages entiers ont été emportés par les flots à la suite de l'élévation du niveau des eaux commandée par la compagnie Duke-Price. Selon la loi, la compagnie devait auparavant acheter par voie d'expropriation les terres qui seraient inondées, étape qu'elle négligea de respecter. La compagnie augmenta son potentiel hydroélectrique sans prévenir, obligeant les riverains à quitter leurs terres qui disparaissaient sous les flots. Ces propriétaires n'ont jamais été dédommagés.



Séance du jeudi 16 janvier 1930

### Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 15.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de l'abbé G.-E. Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil (M. Drouin);
- de la St. Francis Valley Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laperrière);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marchand);
- de la municipalité du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval (M. Poulin);
- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Power);
- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vautrin);
- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vautrin).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de ladite ville et accordant une évaluation fixe à la Dominion Rubber Company, limited (M. Vautrin);
- des syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos, demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant un acte de cotisation, et les autorisant à tenir compte de certains démembrements dans leurs révisions à venir (M. Authier);
- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Côté);

- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delisle);
- de Eugène Labelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle (M. Plante).

### Rapports de comités:

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de MM. Israël Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi confirmant la nomination des exécuteurs testamentaires de la succession de feu J.-Arthur Villeneuve, ratifiant certains actes et pour d'autres fins;
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi validant une vente d'immeuble par ladite cité à la Dominion Bridge Company, limited;
- de dame Régina Gougeon et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite Dame Régina Gougeon, ès-qualité de grevée de substitution de feu Maurice Gougeon, à faire un emprunt et à échanger ou vendre les biens substitués;
- de la congrégation du Très Saint-Rédempteur, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de Montréal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Marie-Louise Evéline Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt;
- de la Shawinigan Water and Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**M. Bullock (Shefford):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et recommande à votre honorable Chambre

que le quorum dudit comité soit réduit à six membres.

Le rapport est adopté.

**Succession  
J.-A. Villeneuve**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 126 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**La congrégation  
du Très Saint-Rédempteur**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande la permission de présenter le bill 105 modifiant la charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 104 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Shawinigan Water  
and Power Company**

**M. Grant (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
Maurice Gougeon**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 110 concernant la succession de Maurice Gougeon.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Dominion  
Bridge Company**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 96 validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de LaSalle**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Montreal  
Trust Company**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 90 modifiant la charte de Montreal Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
John Pratt**

**M. Thurber (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 81 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
asiles d'aliénés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi des asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 15 janvier, sur la motion proposée le mercredi 8 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se lève.  
(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, un vieil ami de la droite, toujours bon et sympathique, peut-être un peu naïf, manifestait l'autre jour son grand étonnement de me revoir vivant, aussi vivant, plein de vigueur, gai, dispos après avoir été tant de fois poignardé, puis assassiné. Mais brave ami lui dis-je, ne savez-vous pas que de faux prophètes m'ont fait mourir bien souvent comme cela et que je ne m'en porte que mieux?

En dépit des obstacles qu'il a trouvé sur sa route malaisée, l'homme qui ne sait pas encore mourir rencontre parfois à la maturité de sa vie des temps où le ciel lui paraît plus clair, la brise plus douce, le poids des ans plus léger, l'homme plus humain et les possibilités plus encourageantes. Comment en serait-il autrement pour moi dans l'atmosphère réconfortante et sympathique de notre vieux foyer parlementaire, où après plus de 20 ans de loyaux services, adversaires comme amis, veulent bien m'honorer de leur estime?

Autrefois, je me demandais pourquoi on m'adressait tant d'injures. Aujourd'hui, je me demande si je mérite tant d'éloges. En tout cas, je m'efforcerai à l'avenir d'être davantage digne de l'estime que l'on me témoigne et que j'apprécie à son juste prix. Cette estime de mes compatriotes est l'unique fortune que je possède, mais elle me vaut de l'or, et le poids que l'honorable premier ministre a voulu y ajouter par ses paroles aimables et ses vœux prometteurs lui donne, à mes yeux et dans mon cœur, une inestimable valeur.   tous, mes remerciements.

L'honorable premier ministre peut être assuré que je m'efforcerai autant, et plus que par le passé, si possible, de contribuer encore au travail que réclament les intérêts de notre province, du moins tant que mes électeurs, laissés libre de m'accorder leur mandat, m'honoreront de leur confiance. C'est mon ferme désir de m'élever plus que jamais au-dessus des mesquineries du fanatisme politique de toutes sortes, pour faire acte de bonne volonté et pour mieux servir ma province.

On a dit et fait bien des choses autour de ma démission, avant et depuis ma retraite. Je ne veux plus me souvenir de ce qui doit être oublié. Je n'ai pas à répéter ici les raisons de cette démission que j'ai données en temps et lieu, mais c'est mon devoir d'ajouter qu'il est inexact et injuste de dire que mon successeur dans cette Chambre a été la cause de ma démission, au lendemain des élections de 1927. Je dois dire que le nouveau chef de l'opposition (M. Houde) a été mon candidat en 1923, en 1927 et

en 1928, et que, tout le temps où j'ai siégé avec lui dans cette Chambre, je n'ai pas connu alors d'ami plus dévoué, de partisan plus fidèle, plus loyal.

Je n'ai aucune hésitation à répéter dans cette Chambre et devant la province que le nouveau chef de l'opposition peut compter sur ma plus sincère et indéfectible loyauté, sur mon plus logique appui, sur tout le concours qu'il me sera possible et convenable de donner comme ancien chef de parti, soucieux de mes responsabilités du passé et aussi comme député conservateur, fidèle disciple d'une  cole politique fondée il y a trois quarts de siècle sur une coalition des éléments les mieux inspirés des partis libéral et conservateur, dont les maîtres depuis surent généralement le mieux concevoir les véritables besoins du pays et faire face aux situations, sans défaillance, au risque de leur fortune politique pour réparer même leurs propres erreurs. Je comprends les devoirs qui m'incombent.

M. l'Orateur, veuillez accepter mes compliments pour le choix unanime dont vous avez été l'objet en cette Chambre. Particulièrement parce que vous avez été journaliste et donc un collègue. Permettez-moi de souhaiter qu'il vous soit possible de garder une constante indépendance et une intransigeante impartialité. Je suis sûr que vous trouverez dans la prière que vous r citez chaque jour si pieusement l'inspiration de la justice divine nécessaire à l'accomplissement de vos devoirs et dont vous vous p n trerez pour tous les débats. Vous n'aurez d'ailleurs qu'à suivre les meilleurs exemples de vos prédécesseurs, dont le nouveau ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté).

Nous avons perdu le chef de l'exécutif, Sir Lomer Gouin, qui a été trop vite oublié. Il a été remplacé par un homme d'une grande expérience constitutionnelle et d'une grande intégrité. Laissez-moi exprimer mes regrets de l'oubli dont on a entouré la mémoire de notre ancien lieutenant-gouverneur. Personne n'a prononcé la moindre parole pour rendre hommage à sa mémoire et personne n'a déposé le moindre souvenir de son éclatante carrière. En est-il toujours ainsi après une longue carrière et après la mort? J'ai siégé devant Sir Lomer durant 12 ans, et je n'ai pas oublié ses procédés de loyauté à mon égard.

C'était un grand politique, dont le prestige fut puissant. Il savait manœuvrer sans trop s'occuper des principes de son parti, lorsque le bien de la province le dictait. Il a été un des grands d sorganisateurs du Parti conservateur en laissant habituellement croire qu'il pouvait devenir son chef, ou en certains milieux financiers, qu'il était haut protectionniste. Il s'est

retiré de la vie publique avec un prestige amoindri, mais l'histoire le considérera comme un grand Canadien. Il laissera un grand nom.

Sous le régime de Sir Lomer Gouin - c'est un secret que j'ai toujours gardé - en 1916, un groupe de libéraux mécontents, se disant de l'école des vieux rouges, avaient résolu de combattre le gouvernement libéral du temps, de le jeter à bas, et ont voulu s'emparer du rôle officiel de l'opposition parce que l'on trouvait le gouvernement trop "tory"; et on me demanda de ne pas accepter d'être le chef de l'opposition, afin de leur laisser le champ libre pour former une opposition libérale officielle. Je ne crois pas avoir manqué de conscience ni de courage en rejetant nettement cette proposition.

J'ai agi ainsi non seulement dans l'intérêt du Parti conservateur, qui méritait de survivre, mais aussi pour la sauvegarde de nos traditions et de l'ordre dans cette province. Ai-je eu tort? Je ne le regrette pas. Cette tentative fut faite de temps en temps jusqu'en 1917, jusqu'après la campagne en faveur de l'école obligatoire. Oui, ai-je eu tort? Si c'est de cette façon que je manquais d'envergure, le reproche m'honore.

À propos du Parti conservateur, l'honorable premier ministre, dans un récent discours prononcé lors d'une rencontre du Club libéral de Montréal, où il a exercé sa verve caractéristique, a déclaré récemment que le mauvais traitement subi par les minorités est de la politique "tory" et que la liberté dans l'enseignement est le propre de la politique libérale. Selon lui, la politique libérale veut dire liberté religieuse et nationale, tandis que la politique "tory" veut dire intolérance. Le premier ministre a eu tort de donner l'impression que le Parti libéral détient le monopole de la liberté dans cette province.

Je reconnais le mérite du libéralisme dans l'évolution et l'émancipation des peuples, au Canada comme ailleurs, mais mon honorable ami ne doit pas ignorer que c'est le Parti libéral-conservateur, qui fit graver cette liberté dans la constitution canadienne et dans nos Statuts de Québec et dont les maîtres ont compris les problèmes et les besoins de notre pays et, dans certaines situations difficiles, ont même pris le risque de réparer leurs propres erreurs. Je comprends les devoirs qui m'incombent.

L'organisme scolaire de la province où la minorité trouve une égale justice avec la majorité, c'est le Parti conservateur qui l'a fait incruste dans nos Statuts, et c'est grâce à cela que nous pouvons profiter de la liberté dont nous jouissons dans cette province. Mais cet esprit de justice est dans tous les cœurs des Canadiens de la province de Québec,

libéraux et conservateurs. Je suis prêt à reconnaître les mérites du Parti libéral, mais il ne serait que juste que les leaders politiques qui ont la tâche d'éclairer le peuple accordent aux deux parties les mérites qui leur sont dus.

L'honorable premier ministre a oublié de dire en faisant allusion à certains troubles de nos compatriotes, que ce n'est pas le Parti conservateur qui a donné l'exemple des mauvaises législations provinciales. Je suis un conservateur. Je ne suis pas un "tory", je ne le serai jamais, parce que je connais mon histoire politique. Je suis un conservateur, mais si demain un gouvernement, dit conservateur, arrivait au pouvoir dans ce pays, après avoir commis une injustice contre mes compatriotes, contre ma race, je n'irais pas, par esprit de parti, lui exprimer ma satisfaction et le féliciter de son succès par un télégramme de félicitations, au lendemain de sa victoire, comme celui qui fut un jour adressé à M. Norris, premier ministre du Manitoba, qui déchira le règlement Laurier-Greenway et fit enlever le crucifix des écoles manitobaines, qui prohiba le port de l'habit religieux et, ce qui est beaucoup plus grave, prohiba totalement l'enseignement du français dans les écoles.

Il n'y a rien, ni personne au monde qui pourrait me faire féliciter ses imitateurs ou les ennemis de ma race. Je ne ferais pas cela pour tout l'or au monde. Autrement, je ne serais pas un disciple de Cartier. Je suis Canadien avant tout, par-dessus tout et partout, voulant un Canada uni par le respect de tous et la justice pour tous.

La Constitution, les attributions du pouvoir fédéral, l'autonomie de nos Législatures, la prudence et l'expérience nous enseignent qu'il ne serait pas sage d'aller plus loin ici sur la question des minorités concernant les autres Législatures du pays. Mais je crois de mon devoir de protester contre le *Daily Star*, de Régina, organe d'une coalition ministérielle, édité par M. Charlie Campbell, un vieux libéral, qui prétend que nous sommes sous la férule de Rome et voit partout dans sa province l'intervention de l'influence néfaste du Québec inspiré par le pape.

La campagne de ce journal contre Québec est injuste, injurieuse et profondément regrettée. J'ai l'assurance que toute la Chambre se joindra à moi dans mon humble protestation contre les insultes lancées par ce journal. Québec est la maison mère des Canadiens français; elle est la gardienne de traditions et d'institutions honorables, chères à sa race, précieuses pour le pays, pour la couronne britannique. La Constitution du pays a reconnu des droits particuliers aux Canadiens français à cause du

droit naturel, des traités et des grands services qu'ils avaient rendus et rendaient au Canada. Québec veut encore faire sa large part dans l'édification du Canada pour l'unité canadienne fondée sur la justice. Les plus grands hommes d'État britanniques prêchent l'union et la paix; ils enseignent que la force et la grandeur de l'Empire résident dans les libertés qu'il accorde à ses sujets, et que le seul moyen de maintenir sa suprématie est dans l'unité par la diversité.

La province de Québec désire la paix. Elle veut l'unité des races, elle veut le maintien de l'unité de l'Empire par la diversité. Québec, de plus en plus désire bien comprendre les intérêts croissants du Canada et ceux de l'Empire britannique, veut être une collaboratrice loyale, pacifique et pondérée. Elle veut mettre au profit du pays les fruits de son cœur, de son intelligence, de son travail, en un mot, ainsi que les immenses richesses de son vaste territoire. Pourquoi la mépriser? Eh! bien, nous ne la laisserons pas insulter sans défendre, et elle trouvera encore dans nos Parlements des défenseurs pour lui manifester leur patriotisme et pour défendre ses intérêts avec discrétion, mais sans défaillance.

Les conservateurs de cette province, pas plus que les libéraux, les Anglo-canadiens, comme les Canadiens français, ne souffriront l'insulte et l'injustice à son adresse. Mais sachons bien placer la question au lieu de s'en écarter. Restons à notre place. Ne réclamons que le possible avec le droit bien compris. Essayons dignement de contribuer à étouffer ce maudit fanatisme qui nous a fait tant de mal au pays.

Le débat sur l'adresse n'est, dans son vrai sens, qu'un soulèvement des questions qui doivent être discutées au cours de la session. Il est inutile de revenir sur les points touchés avec à propos par mes collègues. Je félicite le chef de l'opposition (M. Houde) et mes collègues du ton qu'ils ont su donner au débat. Je toucherai quelque peu à l'agriculture, indiscutablement considérée comme la principale industrie de la province et comme la base de la prospérité.

Je profite de cette occasion pour saluer avec plaisir le retour à la Chambre d'un ancien député avec lequel j'ai siégé autrefois et dont les débuts dans la vie publique annonçèrent la personnalité politique qu'il devait être plus tard. Vous aurez deviné que je parle du nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Le nouveau député de Montcalm joue un rôle considérable dans la vie canadienne. Je suis un peu gêné pour faire des compliments à l'honorable ministre de l'Agriculture

(M. Perron) et je ne ferai pas davantage son éloge certes, de crainte d'être soupçonné d'avoir des parts dans ses compagnies.

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** rit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais je ne serai pas injuste et déloyal à son égard, à seule fin de démontrer que je n'ai aucun intérêt commun avec lui. J'ai conscience d'avoir toujours été convenable à son égard comme il l'a été envers moi, et je ne changerai pas de règle, bien que je me sente disposé à lui adresser, au cours de cette session, plus d'un reproche. Car il préside aujourd'hui à un département que j'ai toujours considéré comme le plus important du gouvernement. Je fais mon devoir en disant que le ministre de l'Agriculture a pris la direction du département avec un sens de l'organisation digne de la plus grande considération.

Le nouveau ministre de l'Agriculture est, de toute évidence, un homme d'action, un homme d'initiative. En acceptant la tâche, il a déclaré qu'il était de son intention de mettre de côté tout ce qui a contribué à créer la déplorable situation qu'il a lui-même qualifiée à Sherbrooke de crise agricole. Il a reconnu la crise agricole et a démontré, en prenant son poste, qu'il est homme capable de faire des miracles. J'ai assez de loyauté et de connaissances pour seconder l'honorable ministre de l'Agriculture dans toutes les bonnes mesures qu'il présentera à la Chambre dans l'intérêt véritable de l'agriculture, car la prospérité de la province vaut encore mieux que l'intérêt d'un parti.

Il trouvera en moi un allié qui lui facilitera la tâche autant que faire se peut, même s'il devait mettre en application certaines idées de l'opposition. Il entreprend sa tâche en attirant l'attention sur la situation qui prévaut. Je l'ai félicité d'avoir fait preuve d'une grande modestie en déclarant, jusque dans le rapport qu'il a déposé devant cette Chambre, qu'il n'était pas le père de ce programme, mais qu'il l'avait élaboré à partir des idées des autres et qu'il essaiera de le mener à bien. Il a fait preuve de modestie et, quand bien même il aurait pris certaines de nos idées, il serait le bienvenu. Nous les lui donnons de bonne grâce, même si cela veut dire une autre réussite à son actif, car nous croyons que la prospérité de la province passe avant le succès d'un parti.

Il fallait du courage au nouveau ministre de l'Agriculture pour venir avouer la défaite de la politique du gouvernement en agriculture. L'honorable ministre de l'Agriculture a eu le courage

de dire la vérité. Il a ému les plus hautes autorités. Lorsqu'on apprit le choix du député de Montcalm (l'honorable M. Perron) comme ministre de l'Agriculture, on entendit partout, dans toute la province, retentir des cantiques d'allégresse, des hymnes de réjouissance et les alléluias. Tout de suite, on s'est écrié: "Voilà le sauveur!" et depuis, on entend nos adversaires chanter le cantique "Nouvelle agréable, un sauveur nous est né", "Il est né le divin enfant, jouez au bois, résonnez musette" et des alléluias ministériels. Et les agronomes qui veillaient sur la colline se sont assemblés et aperçurent l'étoile nouvelle et ont entonné le cantique: "Ça berger, assemblons-nous, allons voir le Messie".

(Rires et applaudissements)

J'ai confiance que les agronomes retourneront dans leurs foyers avec la conviction que le nouveau ministre de l'Agriculture veut leur donner la plus grande liberté possible pour diffuser la science agricole. C'est une amélioration pour laquelle je tiens à féliciter l'honorable ministre de l'Agriculture. Les agronomes ne seront plus priés d'accepter des instructions qu'ils ne pouvaient comprendre, et l'opposition est heureuse d'avoir obtenu cette réforme. Il convient de bien connaître notre position avant de légiférer. Nous sommes ici pour améliorer la situation de notre province et répondre à certains besoins économiques de sa population.

Trois choses principales sont à considérer: la force de notre capital humain, le moral de notre population et nos biens matériels à développer ou à réparer. Sommes-nous meilleurs qu'il y a 10 ans? Sommes-nous moralement plus forts? Sommes-nous plus riches, plus prospères et plus heureux? Avons-nous la consolation de savoir que le bonheur règne, qu'il y a de la joie dans nos foyers et que les nombreuses maisons qui étaient fermées l'an dernier sont de nouveau ouvertes?

Qu'a fait le gouvernement pour essayer d'empêcher notre société de s'éloigner follement de sa forme naturelle? L'honorable député de Chicoutimi (M. Delisle) qui a dit que le gouvernement a su conserver le respect du passé, n'ignore pas que la jeunesse oublie cette force, cette grandeur du passé.

N'ignore-t-elle pas, ne méprise-t-elle pas plus que jamais les principes qui ont donné à notre société la vie et la force? Notre jeunesse n'est-elle pas de plus en plus pénétrée d'idées subversives à l'ordre nécessaire, au respect des traditions, au saint progrès d'une province comme la nôtre?

Certes, loin de moi l'intention de rendre le gouvernement responsable de cette situation. Ce ne

serait pas juste, ce ne serait pas loyal, mais il a sa part de responsabilités. Le député de Chicoutimi mon bon ami, dit que son gouvernement a su conserver le respect du passé. Il nous reproche de prêcher le pessimisme. Les plus hautes autorités des clergés catholique et protestant s'apitoient sur l'affaiblissement moral et sur l'état de désordre qui ruine nos foyers. Sommes-nous prospères? L'agriculture, principale industrie, est à la base de notre prospérité. Or, l'agriculture est-elle prospère? Le nouveau ministre de l'Agriculture avoue que l'agriculture subit une crise qui l'effraie et que, pour y remédier, il va falloir toute une organisation nouvelle, à prix d'argent.

Si l'agriculture souffre d'une crise, où est la prospérité? S'il y en a une, elle n'a donc pas de base. Les ouvriers chôment par milliers. Où est la prospérité industrielle? Elle est chez certains opulents, chez cette faction financière qui, selon Léon XIII, est maîtresse absolue du commerce et de la grosse industrie, détourne le cours des richesses et en fait affluer vers elle toutes les sources; facteur qui tient dans sa main plus d'un ressort de l'administration publique. De l'autre côté, la faiblesse dans l'indigence, une multitude avec l'âme ulcérée. Dieu me garde de soulever des préjugés, mais il importe de considérer ces paroles d'un grand maître. C'est notre devoir de rechercher, pendant cette session, les remèdes aux maux dont nous souffrons.

Combien de fois le ministre a-t-il dit dans cette Chambre que l'agriculture est la première industrie, la clé de voûte de la prospérité? Il reste que ce n'est que tout dernièrement qu'il a dit, à nouveau, que l'agriculture était en crise et qu'il a dit aux cultivateurs que les temps étaient durs pour eux et qu'il ne pouvait blâmer ceux qui se plaignent. Le ministre a dit qu'il était désolant de constater que nous avions tant de retard et que nous devions encore importer 50 % des bêtes dont nous avons besoin pour notre consommation. Or, quand l'opposition a voulu signaler cet état de fait, la réponse de l'autre côté de la Chambre a été, avec des sarcasmes et des insultes, que tout allait bien pour les cultivateurs. Voilà ce que nous avons entendu pendant 10 ans, et j'aurai la loyauté de la dire, il fallait du courage au ministre de l'Agriculture pour avouer, je ne dirai pas à la veille des élections, qu'il fallait changer nos méthodes d'agriculture, qu'il fallait rénover.

Est-il un traître à sa province, le nouveau ministre de l'Agriculture qui dit dans son propre rapport au lieutenant-gouverneur: "Notre agriculture est trop vieille, ayant conservé selon lui, après 300 ans de défrichement, des méthodes de colons." Il

aurait pu ajouter après 30 années d'un même régime politique. Si nous avons parlé ainsi, on nous aurait traités de mauvais citoyens de dénigreur. Est-il un dénigreur, le ministre de l'Agriculture? L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) est applaudi par toute la province. S'il a le courage d'adopter une nouvelle politique, pourquoi nous, de l'opposition, ne réclamerions-nous pas une part du mérite. Car il nous a fallu du courage pour dire la vérité devant un gouvernement qui nous massacrait.

Le député de Chicoutimi nous fait crime de prétendre que la population rurale a diminué. Mon honorable ami n'a-t-il pas lu, dans *l'Enseignement primaire* de décembre, la déclaration d'un homme autorisé, n'ayant aucun intérêt politique à parler ainsi, qui disait: "La population rurale, cette grande réserve de nos réserves les plus vives, diminue avec rapidité. Il y a fléchissement dans la production du capital humain. Il vaut mieux se rendre à l'évidence et chercher de suite un remède au mal." Voilà un témoignage que l'on n'attaquera pas. Le nouveau ministre de l'Agriculture avoue que le cultivateur n'est pas en état de produire à profit. Il manque d'organisation. Cependant, avant de l'organiser, on l'a chargé d'obligations trop lourdes pour ses revenus. C'est pour cela que la jeunesse fuyait la terre. On a mis trop souvent la charrue avant les bœufs; on a fait trop en petit ce que l'on faisait paraître grand sur le papier.

Il (M. Sauvé) dit qu'il s'intéresse non seulement à l'œuvre, mais aux discours de son bon ami l'honorable ministre de l'Agriculture. (Et il cite des paroles de l'honorable M. Perron pour appuyer la thèse qu'il a exposée).

Le gouvernement a laissé désorganiser notre industrie laitière dans certaines régions; il a laissé fermer quantité de beurreries et de fromageries dans les paroisses à terre argileuse, remarquées pour leurs bons pâturages et l'abondance des céréales.

Je connais de ces paroisses où il n'y a plus de fabrique du tout; elles sont aujourd'hui les victimes de grosses compagnies de lait. La culture mixte a été souvent discutée dans cette Chambre, comme la plus désirable dans la plupart de nos régions. Je suis content que le nouveau ministre partage profondément cet avis. En toute justice, je dirai que c'était aussi l'opinion de son prédécesseur, mais rien de pratique n'a été fait pour arriver à ce résultat. On a réglementé trop subitement ces fabriques de façon à exiger de fortes dépenses. On a laissé l'industrie laitière plus ou moins payante, et parfois pas payante du tout, à cause du coût de la production du lait, de la nourriture nécessaire au bétail. On a laissé le

cultivateur, attiré par des annonces dans le *Journal d'agriculture*, acheter des moulées qui coûtaient trop cher, quand la même composition aurait pu se faire à la maison, à 40 % meilleur marché.

L'agronome aurait dû être chargé de cet enseignement. Cela commence à se faire, mais sans méthode encore. Donnons à l'agronome une tâche pratique pouvant rendre les services les plus urgents, mais sans le surcharger d'inutilités. La faute du gouvernement, c'est d'avoir trop longtemps nié l'existence du mal, de crainte de faire tort à son parti, et c'est d'avoir servi les intérêts de son parti avant ceux de la province. Devant l'imminence de la catastrophe, craignant ces clameurs qui venaient du peuple, il a vu le danger, et il a appelé le nouveau ministre à son secours. On en a fait un sauveur, sans se soucier de son prédécesseur.

Je ne veux pas critiquer à outrance le ministre de l'Agriculture. Il a beaucoup de bon, mais si nous sommes encore aux temps des premiers colons, je me demande pourquoi le nouveau ministre n'a pas réclamé un changement de ses collègues. Peut-être a-t-il lutté longtemps avant de l'obtenir?

Je ne veux pas prolonger le débat. Je sais que je vais être honoré d'une réponse de l'honorable ministre de l'Agriculture et je veux lui donner le temps de parler. Le nouveau ministre annonce tout un programme dont il n'ose pas cependant réclamer la paternité. Je le félicite de sa franchise. Il promet beaucoup d'argent à tout le monde. L'opposition n'a pas l'intention de critiquer son programme. Nous voulons être logiques et nous savons combien il doit être gênant de dire le contraire de ce que l'on prétendait. Nous voulons être sincères.

Il y a beaucoup de bon dans ce programme, et si je le critiquais sans réserve, je ne serais pas un adversaire loyal, ni un ami sincère de la classe agricole; je renierais les réformes que je suggère depuis 15 ans, afin de produire beaucoup plus et à meilleur marché possible, d'augmenter les revenus par une classification des produits et d'en organiser la vente par des coopératives agricoles et non politiques. Mais je me demande pourquoi l'honorable ministre est solidairement responsable des actes de son gouvernement depuis 10 ans.

Si la situation agricole est aussi alarmante, je me demande pourquoi, avec le talent que je lui reconnais, avec la volonté qu'il sait y mettre, il n'a pas obtenu un changement plus tôt. Je me demande pourquoi il n'a pas demandé auparavant à ses collègues d'appliquer les remèdes. Peut-être a-t-il dû lutter? Je ne lui demande pas de faire de confidences. L'honorable premier ministre a dit que nous avons

du bon. Espérons que, dans l'avenir, le gouvernement acceptera nos suggestions quand nous les ferons.

J'avais donc raison de réclamer un inventaire de nos biens, de proposer: une commission de techniciens pour bien connaître les différentes régions agricoles et leur capacité de production; la création de zones de production, avec sélection et marchés locaux; un système coopératif pour les cultivateurs et non pour les politiciens; des écoles d'agriculture améliorées et des agronomes plus libres de montrer leur compétence; des fermes de démonstration à des agronomes chargés de démontrer les avantages de la science enseignée dans nos écoles d'agriculture et appliquée sur la terre; moins d'importation de ce que nous produisons chez nous; des obligations moins lourdes aux cultivateurs; pas un budget agricole dépensé par miettes, mais pour une œuvre de régénération agricole; l'assainissement du sol dans nos vieilles paroisses afin d'utiliser la terre incultivée.

Le premier ministre ne se grandit pas quand il persiste à affirmer que les conservateurs ne méritent pas confiance parce que, sous leur régime, il y a 30 ans, le gouvernement ne dépensait pas quelques piastres pour les chemins, etc. Le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) lui répond péremptoirement quand il dit: "Le monde a marché depuis un demi-siècle et l'homme d'affaires, qui prétendrait conduire son entreprise d'après les anciennes méthodes, ne tarderait pas à s'en rendre compte à ses dépens".

Le nouveau ministre de l'Agriculture fait aujourd'hui ce que faisait l'honorable M. Beaubien en 1894, qui envoyait MM. Gigault et Leclair au Danemark étudier les méthodes agricoles. On peut voir le compte-rendu de Gigault-Leclair dans le rapport du ministre de l'Agriculture de 1894. On dira encore que, sous les conservateurs, il ne se faisait rien. Qui a créé l'industrie laitière? Qui a organisé la fabrication du beurre d'hiver? Qui a organisé les chars réfrigérateurs en 1893? Le gouvernement ne peut répondre que c'est son parti. On me critiquait parce que je réclamaï un inventaire. Pas besoin d'inventaire, disait le gouvernement. Le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) dit: "En prenant charge de mon département, j'ai cru bon d'avoir un inventaire complet de la situation agricole".

Nous avons dit qu'il n'y avait pas de statistiques. Le gouvernement a été forcé de l'admettre, après nous avoir dit que nous n'étions pas sérieux. J'ai souvent réclamé des statistiques plus exactes et plus complètes. Et le chef statisticien, mon

ami Marquis, contre qui j'avais discuté cette question dans *La Patrie* de 1916, et après m'avoir répondu que je demandais des choses impossibles, disait dans *L'Actualité économique* de décembre 1929: "Qui pourrait dire ce que la campagne produit? Quel excédent la consommation laisse à la vente: ce que nous exportons dans les autres provinces ou pays étrangers, et enfin ce que nous importons pour combler les déficits de notre production agricole. Voilà pourtant des points sur lesquels, pour être en mesure de travailler efficacement au développement de notre fortune agricole, il importe d'avoir des données précises". Nous importons 50 % de ce que nous consommons, avoue le nouveau ministre. Cet aveu nous est fait après 30 années d'un régime qui se loue d'avoir donné le meilleur gouvernement du monde.

L'idée du gouvernement de faire enseigner l'agriculture à l'école mérite une grande attention. L'enseignement agricole est une chose excellente. Je me demande s'il serait efficace d'ajouter une nouvelle matière scolaire au programme de l'école du rang. J'attire sur cela l'attention de l'honorable ministre de l'Agriculture et de l'honorable secrétaire provincial (M. David). Le programme de l'école du rang est surchargé. Je me demande s'il est bien sage d'ajouter un nouvel article au programme déjà surchargé. Il faut bien se rendre compte de la situation dans laquelle se trouvent les fils et filles de cultivateurs. Que l'on comprenne bien ce qu'est et ce que doit être l'école du rang. Qu'on ne donne pas à l'agronome plus de besogne qu'il n'en faut, qu'on le laisse bien à sa place.

Qu'on ne surcharge pas le programme de l'école. Je crois aussi qu'on ne peut pas s'attendre de l'institutrice moyenne qu'elle puisse enseigner l'agriculture avec succès. Pour cette raison, je reviens à ma vieille idée. Ce qu'il faut à l'école du rang, c'est un principal local qui visitera aussi souvent qu'il sera nécessaire, pour en retirer un résultat satisfaisant. Pas un inspecteur d'école avec 8,000 élèves sous sa juridiction, mais un principal religieux ou laïque, avec 20 ou 25 écoles sous sa responsabilité. Avec notre jeunesse du jour et les possibilités de l'institutrice, un maître s'impose à la tête de nos écoles, mais un maître compétent, un éducateur. Dans ce cas, l'éducation est encore plus nécessaire que l'instruction. Nous aurons à revenir sur ce sujet.

Il est évident que le gouvernement veut faire des élections avant que le peuple ait le temps de voir ce que le gouvernement va faire en réalité avec son programme agricole. Le député de Chicoutimi

(M. Delisle) suggère de donner des primes de défrichement aux colons dont les lots sont patentés. L'idée n'est pas mauvaise, mais n'aurait-il pas dû ajouter la proposition que je faisais il y a deux ans d'accorder une prime de labour plus considérable que celle du défrichement, parce que le colon qui laboure est plus attaché à son sol que le défricheur.

Il (M. Sauvé) exprime des souhaits de nouvel an. Pensons, dit-il, à ceux qui nous ont laissés, emportés par la mort, les autres par le fléau de l'émigration, étudions bien les causes de ces départs, afin d'appliquer les meilleurs remèdes à ces maux. Pensons à nos vivants et prenons les meilleurs moyens de les conserver, de les fortifier et de les rendre heureux.

Souhaitons que notre production soit plus rationnelle et nos importations moins considérables. Souhaitons que notre population atteigne en 1930 son troisième million; que notre agriculture assure un revenu de \$200 par tête, au lieu de \$120; que notre richesse agricole, au lieu d'être de \$1,355,093, soit comme en Ontario de \$2,276,835, et de ne plus être classé troisième dans le pays; au lieu de 19,000 mariages, souhaitons-en 25,000; au lieu de 36,000 décès, réduisons au moins à 25,000, souhaitons 125,000 naissances au lieu de 88,000, souhaitons 700,000 vraies familles canadiennes, au lieu de 500,000; au lieu de 194,000 familles rurales, souhaitons-en 300,000 comme en Ontario; 1,000,000 d'enfants ruraux au lieu de 700,000 et autant de nos villes<sup>1</sup>. Mais ne faisons pas rien que souhaiter, agissons tous pour obtenir ce résultat. Que cessent les luttes stériles, les mesquineries du fanatisme, et que chacun regarde plus haut, pour mieux apercevoir la mission à laquelle il doit consacrer le meilleur de son intelligence et de son cœur. Travaillons ensemble à assurer la prospérité de la province.

(Applaudissements du côté de l'opposition)

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** se lève. (Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, au début de mes remarques, mon premier devoir est de me joindre aux orateurs qui m'ont précédé pour exprimer mes plus profondes sympathies aux familles des deux députés disparus de nos rangs. J'avais l'avantage et l'honneur de compter MM. Philps et Gagnon parmi mes meilleurs amis. Je les estimais et j'ai été vivement peiné d'apprendre leur mort et je suis convaincu que cette Chambre ressent aussi vivement cette perte.

Il (l'honorable M. Perron) rend aussi hommage au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) en le complimentant sur les bons services

qu'il a rendus à la province au cours des ses nombreuses années de vie politique. Mon ami, l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a dit qu'il déplorait de constater qu'on avait oublié la mémoire de Sir Lomer Gouin et qu'aucun député n'ait évoqué son souvenir depuis le début du débat sur l'adresse. Je suis convaincu qu'il n'y a personne dans cette province qui ait oublié l'homme qui a tant fait pour la province, Sir Lomer Gouin. Et je suis sûr qu'aucun des députés de cette Chambre ne l'a oublié. Tous s'en souviennent.

Si, à cette session, personne n'a rappelé le souvenir de la mort tragique de Sir Lomer Gouin, c'est que, lors de la clôture de la dernière session, non seulement les membres de la Législature ont exprimé leurs sentiments de deuil, mais même le nouveau lieutenant-gouverneur, dans le discours du trône, a dit combien toute la province a ressenti vivement la perte si considérable de ce fils distingué et de ce grand citoyen de notre pays.

Mon honorable ami des Deux-Montagnes n'était peut-être pas à la Chambre à la prorogation de la dernière session, l'année dernière, lorsque toute la Chambre exprimait si sincèrement ses sympathies. Le discours du trône de la prorogation a fait l'éloge de cet homme d'État regretté dans les termes suivants:

"Messieurs... Nous sommes encore tous sous le coup de l'émotion profonde que nous a causée la mort subite de Sir Lomer Gouin. Notre province a perdu un de ses fils les plus distingués, et notre pays un de ses meilleurs serviteurs. Les hommages rendus à la mémoire de notre regretté lieutenant-gouverneur l'attestent. Vous pouvez en témoigner avec non moins d'autorité, vous qui avez eu le privilège de le voir à l'œuvre et l'honneur d'être étroitement associé à ses travaux pendant de longues années."

Je suis convaincu qu'aucun député qui siégeait la session dernière n'a oublié ces paroles, et c'est pourquoi personne ne croyait nécessaire de les rappeler sur la question soulevée par le député des Deux-Montagnes, dans le discours qu'il vient de prononcer.

M. l'Orateur, j'ai été profondément touché de l'accueil sympathique que m'a fait la droite de cette Chambre, lorsque je suis revenu à l'Assemblée. Leur sympathie a légèrement adouci les regrets de quitter la Chambre haute où j'ai été si heureux pendant 14 ans. La Chambre haute, qui est composée des citoyens les plus distingués de la province, laisse à ceux qui y ont passé un souvenir ineffaçable. Je regrette de la quitter, mais l'accueil sympathique de cette Chambre adoucit mes regrets.

Laissez-moi vous offrir, M. l'Orateur, mes félicitations pour votre élévation à la position distinguée que vous occupez. Votre nomination me réjouit d'autant que vous êtes l'un des rares députés de cette Chambre avec lesquels j'ai eu le plaisir de siéger ici, jusqu'en 1916. Durant ces années que j'ai passées ici, avec vous, j'ai eu l'occasion d'apprécier votre courage, votre droiture, votre science, vos connaissances, votre amour du travail, et cette Chambre est en droit de s'applaudir du choix qu'elle a fait. Vous êtes digne du poste que vous occupez.

Je veux aussi offrir mes sincères félicitations à l'honorable député de l'Islet (M. Godbout) pour le début brillant qu'il a fait dans cette Chambre. Je suis fier de lui. Il est un peu de ma famille départementale. Il a été pendant de nombreuses années un des agronomes les plus distingués de la province. Il laisse un bon souvenir chez les cultivateurs avec qui il a coopéré. Il est maintenant professeur dans une de nos écoles d'agriculture. Il a été le plus brillant instructeur agricole de la province de Québec, et il a formé un grand nombre de jeunes gens qui iront par toute la province répandre la science agricole et la distribuer aux agriculteurs. Il est une heureuse acquisition dont nous devons être fiers. Sa présence en cette Chambre sera précieuse et fort utile pour moi et pour mon département, ainsi qu'à son comté et à toute la province. Nous devons être heureux de sa venue.

(Applaudissements)

C'est un devoir bien doux pour moi de remercier les électeurs de Montcalm qui m'ont élu député et permis de venir siéger ici dans cette Chambre. Ils ont été bien courageux, mes électeurs. Ils ont d'autant plus de mérite qu'ils ont résisté aux tentations et aux appels qui leur avaient été faits par le plus séduisant des députés, le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), qui était venu dans le comté leur demander d'oublier et de ne pas tenir leur parole, et les solliciter avec tant de violence à voter contre moi. Ils ont résisté à la campagne terrifiante et perfide menée contre moi par le chef de l'opposition (M. Houde) et ses collègues. Ce sont des gens de tête et de bon sens. Ils ont beaucoup de mérite, ils ont écouté paisiblement, patiemment, poliment tous les orateurs, et alors, ils ont voté suivant leur conscience et leurs convictions. Je vais faire tout en mon pouvoir pour continuer de mériter leur confiance.

(Applaudissements)

Ma tâche sera lourde, car j'ai succédé à un homme actif, un homme de talent, qui a fait beaucoup pour l'agriculture. Mon prédécesseur dans ce comté était l'un des hommes les plus considérés

de cette Chambre. Il a tant eu pour son comté. Il lui a rendu de grands services. Il avait conquis l'estime de chacun de ses électeurs. Les électeurs de Montcalm ont fait une grande perte, tout comme cette Chambre, mais heureusement la province profitera encore de ses talents et de ses qualités à la Chambre haute où, grâce à ses connaissances, il pourra rendre de grands services.

Je désirerais, M. l'Orateur, attirer l'attention du député de Sherbrooke (M. Crépeau) sur des affirmations faites hier après-midi sur un jugement de la Commission des accidents du travail. Je connais le député de Sherbrooke et je suis convaincu que les remarques qu'il a faites, avec verve et avec un peu de malice contre la Commission des accidents du travail, ont dû lui être suggérées par d'autres. Il a été sans doute mal informé. Car je connais son bon jugement et je veux attirer son attention sur l'injustice de ses déclarations. Mais je crois qu'il aurait dû contrôler la chose lui-même.

Le cas de Mme Élie Couture dont nous avons entendu parler hier, a été le grand argument électoral invoqué dans Compton. C'est avec cette affaire qu'on a fait la guerre à mon collègue, l'honorable trésorier (M. McMaster) sans doute parce que le député de Sherbrooke (M. Crépeau) croyait qu'il s'agissait là d'un bon filon électoral, mais c'est une tout autre histoire de soumettre ce cas devant la Chambre, où il serait examiné de plus près. Et le député de Sherbrooke (M. Crépeau) a trop d'expérience pour savoir comme nous que pareilles histoires doivent être prises avec un grain de sel. C'est un cas d'élection qu'il n'aurait pas dû apporter.

Le député de Sherbrooke a parlé avec éloquence de cette pauvre veuve et de ses cinq enfants obligés de vivre avec \$9.37 par mois. Malheureusement, l'histoire racontée par le député de Sherbrooke n'est pas juste. Le député de Sherbrooke a dit que la femme avait cinq enfants. Je sais que le député de Sherbrooke était sincère et de bonne foi lorsqu'il nous a cité ce cas de Mme Couture et qu'il reconnaîtra son erreur, lorsque je lui aurai exposé le cas de Mme Élie Couture. Seulement, je lui dirai que Mme Couture, dans sa propre déclaration assermentée, n'a pas mentionné cinq enfants comme il a prétendu, mais deux seulement. Je ne sais si mon honorable ami en connaît d'autres.

(Rires)

Et ces deux pauvres petits enfants qui doivent vivre avec leur mère, avec la petite pension de \$9.37 par mois<sup>2</sup>, ces deux pauvres petits étaient âgés dans le temps de 26 et 27 ans<sup>3</sup>.

(Rires)

La loi accorde une indemnité aux enfants âgés de moins de 16 ans, et la Commission des accidents a décidé que les enfants de Mme Couture, ayant 26 et 27 ans, n'avaient pas droit à une indemnité.

Mme Couture a fait deux déclarations assermentées en cette cause. La première fois, elle a dit que son mari travaillait 125 jours par année à raison de \$2.50 à \$3 par jour. Plus tard, elle a fait une autre déclaration assermentée, disant que son mari travaillait 225 jours par année<sup>4</sup>. Devant cette contradiction, la Commission des accidents du travail a fait faire une enquête sur la valeur morale de Mme Couture. Le juge a été obligé de se renseigner sur le caractère du témoin pour savoir jusqu'à quel point il pouvait se fier à sa crédulité.

Il a constaté, dans le dossier à la Cour de Sherbrooke, que cette femme avait été condamnée pour ivresse le 13 mai 1921, le 27 août 1922, et le 16 juillet 1923; elle avait été condamnée pour ivresse et désordre, le 15 août de la même année, même chose le 18 mars 1927, \$7 d'amende, et le 8 novembre 1927, \$25 d'amende, pour ivresse et vagabondage en décembre 1927, pour fréquentation de maison de désordre, le 28 mai 1928<sup>5</sup>. On note également dix condamnations pour vagabondage. Son mari est mort en octobre de la même année.

Le député de Sherbrooke et la Chambre comprendront pourquoi la Commission des accidents du travail, informée des faits, a accepté la première déclaration de cette femme, et non la deuxième. Néanmoins, la Commission que l'honorable député n'aurait pas dû exposer au ridicule dans une affaire semblable, car il aurait dû plutôt la féliciter, la Commission a pris le plus gros chiffre mentionné par la femme, comme étant le salaire de son mari. Elle a accepté le chiffre de \$3 par jour et lui a payé une compensation basée sur ce tarif.

La Commission a calculé qu'à \$3 par jour durant 125 jours par année, cela faisait \$375 comme salaire annuel gagné par le mari. On lui a accordé une pension de \$9.37 par mois jusqu'à son remariage ou pendant toute sa vie. Elle est maintenant beaucoup mieux avec la pension qu'elle retire qu'elle ne l'était du vivant de son mari.

La Commission a fait tout ce qu'elle a pu pour cette femme en fixant la compensation à 30 %. Avec cela, on a voulu faire croire que la loi des accidents de travail était injuste.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Puis-je présenter une explication? L'honorable ministre me paraît connaître cette dame mieux que moi.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Mais je ne semble pas en connaître autant sur le nombre de ses enfants que l'honorable député.

(Rires et applaudissements)

J'espère que le cas de Mme Couture ne permettra plus à l'opposition de critiquer le gouvernement et qu'on reconnaîtra que la Commission des accidents du travail a fait son devoir. On en a fait une affaire politique. J'espère que nous n'en entendrons plus parler. Je demande à l'opposition de ne plus recourir à des cas semblables que je regrette d'être obligé d'étaler devant la Chambre. Je supplie les adversaires du gouvernement de ne pas apporter de tels cas en Chambre, même s'ils les ont utilisés dans des luttes électorales pour berner la population et lui faire croire que la loi des accidents du travail est mauvaise.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Si je vous cite d'autres cas aussi surprenants, m'écoutez-vous? Il (M. Crépeau) cite un autre cas.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Si le député de Sherbrooke me cite d'autres cas, je les étudierai de la même façon. Je serai à votre service pour étudier d'autres cas à votre convenance. Le cas que nous avons étudié a servi dans l'élection de Compton. Laissons cela pour les élections de Compton. Laissons de côté ces histoires d'élection.

Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) a parlé des chemins construits pendant que j'étais ministre de la Voirie. Je ne puis laisser à mon collègue, qui est maintenant ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), le soin d'y répondre. Le chef de l'opposition et ses amis reprochent au gouvernement de n'avoir pas construit les chemins avant aujourd'hui, et de dépenser de l'argent maintenant, pour rendre les chemins permanents. J'ai été étonné des remarques faites par le chef de l'opposition sur ce sujet. Dans ma vie, j'ai mérité des reproches quelques fois. Mais il me semble que lorsque les officiers d'un département comme celui de la Voirie, travaillant de concert avec leur ministre font une œuvre bonne, on devrait leur en donner le crédit. Lorsqu'on a fait son devoir, on ne doit pas être critiqué injustement.

Les orateurs de l'opposition ont dit dans toute la province que les chemins avaient été construits à un coût fabuleux et encore n'étaient pas permanents. Tous les députés de cette Chambre, sans exception, en particulier les députés ruraux, savent que les chemins auxquels le chef de l'opposition faisait

allusion, n'étaient pas construits permanents, et cela, à dessein et pour suivre les données des ingénieurs les plus compétents. Nous avons fait des chemins en gravier au plus bas prix qu'aucune province de ce dominion, afin d'avoir une assiette solide sur laquelle on pourrait plus tard mettre une surface permanente.

C'est pour cette raison que les chemins n'ont pas été faits permanents. Et lorsque ces chemins sont devenus propres à être recouverts, le gouvernement a commencé à faire les chemins permanents. C'est le temps maintenant de l'avis de nos ingénieurs de les paver de façon permanente, et voilà pourquoi la Législature a voté, à sa dernière session, une somme de \$17,000,000. Et c'est parce que le gouvernement a été prévoyant qu'on lui fait un reproche maintenant?

Je m'excuse de prendre un peu de temps de la Chambre pour faire certaines précisions relatives aux récentes élections complémentaires. Je veux en parler une fois pour toutes, parce que je suis obligé de le faire devant les attaques portées contre moi. Je ne devrais pas parler de l'assemblée de Sainte-Julienne. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) n'a pas parlé du tout. J'aurais considéré l'incident clos, si l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) n'avait pas cru bon de faire des remarques assez étendues sur ce sujet. Le député de Montréal-Dorion a affirmé que la plate-forme était remplie à déborder de membres du Club de Réforme.

C'est vrai, je crois qu'il y avait probablement quelques membres du Club de Réforme. Mais les membres du Club de Réforme sont des gens bien élevés, qui savent respecter les orateurs politiques des deux côtés d'une question. Nous avons eu plusieurs élections depuis que le Club de Réforme existe, et je n'ai jamais su que les membres du Club de Réforme aient été mêlés à quoi que ce soit de répréhensible. Respectueux d'autrui, ils n'ont pas lancé de pierres pendant les élections. Ce sont d'honorables citoyens.

On a dit que des membres du Club des Millionnaires étaient aussi présents. C'est vrai. Ce sont des jeunes gens qui s'occupent de sport. C'était un samedi après-midi et ils aiment à entendre les discours politiques. La réputation du député de Montréal-Sainte-Marie est si répandue qu'ils étaient anxieux d'entendre ce nouveau chef. Il était tout naturel qu'ils vinssent en foule pour l'entendre.

Le député de Montréal-Dorion semble indiquer que c'étaient là les raisons pour tenir l'assemblée dehors. Ce qui est arrivé à Sainte-Julienne est bien simple. À Sainte-Julienne, lorsque je suis arrivé avec le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), le chef de

l'opposition était déjà rendu sur l'estrade avec ses amis. Il y avait beaucoup de monde. Lorsque nous l'avons vu, nous avons tremblé, nous avions peur au point que nous avons eu de la misère à nous rendre sur l'estrade. On a même dit que j'étais blanc comme un drap. Je sentais des sueurs froides me couler dans le dos. Nous étions trop énervés, nous avions trop peur, le ministre des Travaux publics et du Travail et moi, pour nous occuper des conditions de l'assemblée. Nous étions assez braves cependant, pour nous rendre à l'estrade, malgré nos tremblements.

J'ai réussi tout de même à monter sur l'estrade et on a réglé le débat. Évidemment, j'étais si excité que je ne m'en suis pas mêlé. Je ne pouvais porter beaucoup d'attention aux règles de procédure. Le ministre des Travaux publics et du Travail n'a pas, lui non plus, pris part aux arrangements. Il tremblait trop. D'autres ont fait le travail. Mais lorsque celles-ci furent établies, l'assemblée commença et nous constatâmes que le chef de l'opposition était parti. Nous l'avons cherché, mais il avait disparu. Il était sorti dehors. Il avait cependant si bien compris que c'était une assemblée contradictoire qu'il a laissé pour le remplacer le député de Maisonneuve (M. Tremblay) et M. Boyer.

Je ne voudrais pas violer les règlements de la Chambre en répétant une inexactitude, mais je me suis laissé dire, comme on dit en canadien, que le député de Maisonneuve aurait alors déclaré à son chef: "Si vous vous sauvez, moi ce n'est pas dans ma nature, moi je reste!" L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) a affirmé, du reste, dans la salle que la véritable assemblée, c'était celle à laquelle il parlait. Voici les paroles prononcées par le député de Maisonneuve (M. Tremblay) à cette assemblée: "Vous vous trompez en vous laissant attirer au dehors. Il a été décidé que l'assemblée doit avoir lieu ici. J'invite la population à rester dans la salle, sous la présidence du préfet du comté et du curé de la paroisse". Voilà ses paroles telles que rapportées dans *La Presse* du 11 novembre, et prononcées par l'un des principaux lieutenants du chef de l'opposition.

Mais le chef de l'opposition, avec le talent oratoire qu'on lui décerne ou qu'il réclame, a dit que "s'il n'était pas présent, c'est parce qu'il craignait d'être interrompu par les membres du Club de Réforme et du Club des Millionnaires". Il a dit qu'ils l'avaient forcé à quitter la salle parce qu'ils craignaient une panique. Une fois de plus, je cite le rapport de la *Gazette*. Le reporter est actuellement dans cette Chambre. C'est un des meilleurs reporters que nous n'ayons jamais eus. Il a écrit: "L'assemblée

a été tumultueuse et, vers la fin, comme l'honorable député de Bellechasse (M. Galipeault) terminait son discours, une bande de 50 hommes bien alignés entra dans la salle, encadrant le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), elle repoussa les gens de chaque côté et prit position sur un côté de la salle."

Le chef de l'opposition dit qu'il a laissé l'assemblée à l'intérieur parce qu'il craignait du tapage et des troubles. Mais à la fin de l'assemblée, on a vu ses 50 gardes de corps, avec lui au centre, pénétrer dans la salle, s'établir dans un coin et interrompre le ministre des Travaux publics et du Travail. J'étais présent, je l'ai vu. Et quand les événements en question sont arrivés et que l'honorable député de Maisonneuve a prononcé les paroles que nous venons de citer, et lorsque le chef de l'opposition est entré dans la salle, entouré de ses amis, je l'ai vu. Et le député de Maisonneuve connaît quelque chose en fait d'organisation. Il a été écouté religieusement, ainsi que M. Boyer, par les électeurs de Montcalm dans la salle.

Et, à un moment donné, lorsqu'un spectateur a fait une interruption, le député de Maisonneuve a dit, je cite encore la *Gazette*: "Lorsque d'autres interruptions jaillirent, M. Tremblay dit en souriant que s'il ne pouvait se faire entendre, personne d'autre ne pourrait se faire entendre." Je laisse à la Chambre le soin de peser ces paroles. Dehors, ce n'était pas les électeurs de Montcalm, mais ceux du chef de l'opposition dans le comté de Sainte-Marie.

Ainsi, pour les raisons que j'ignore, peut-être parce que le chef de l'opposition a vu là le ministre des Travaux publics et du Travail, et a vu que nous étions frappés d'une frayeur mortelle, il s'est absenté. Il est allé faire un discours à ses amis d'en dehors, parce qu'il avait peur du bruit, et lui qui avait une frayeur si terrible des gens de la salle, après que ses orateurs eussent été écoutés poliment, il est entré dans la salle avec son groupe. Ils ont bousculé tout le monde et ont empêché l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail de donner la réplique. Voilà ce qui s'est passé. Je laisse à la Chambre le soin de juger des événements qui ont eu lieu à Sainte-Julienne. N'en parlons plus.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il manque des détails...

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Je regrette de consacrer autant de temps à une affaire personnelle. Mais nous avons eu l'exemple des autres, de députés qui, depuis le début de la session, ont consacré beaucoup de temps à parler d'eux-

mêmes. Je ne veux pas suivre cet exemple. Mais comme, depuis sept ans, le chef de l'opposition m'attaque et me consacre ses meilleurs instants, et que c'est la première fois que j'ai le plaisir de le rencontrer dans la Chambre, je me suis cru obligé de lui consacrer quelques instants, et vous me permettez d'en causer un peu.

Le chef de l'opposition s'est plaint des épithètes que lui ont adressées certains journaux et de la façon dont il est traité par certains organes libéraux. Il s'est aussi plaint des termes employés à son égard par certains députés et certains ministres. Mais lui, depuis sept ans, à part de m'avoir accusé d'avoir assassiné mon propre père et ma mère, il n'y a pas de choses qu'il n'ait pas dites à mon sujet. Il n'est pas un crime dont il ne m'ait accusé. De tous les termes que j'ai employés à son adresse, il a relevé comme le plus grave et me reproche le mot "faubourien".

Mais lorsque j'ai dit ce mot, je pensais lui faire plaisir, car c'est lui-même qui se réclame sans cesse du faubourg. Il a souvent évoqué ce titre devant ses amis. J'ai dit qu'il était fier de ce titre et proclamait que c'était tout son actif politique. Je crois qu'il devrait plutôt me remercier, au lieu de se plaindre, car il s'est toujours déclaré le champion des faubourgs. Il ne devrait pas me reprocher d'avoir confirmé ce titre auprès de ses amis.

Je n'irai pas plus loin et je ne reviendrai plus sur le sujet. Mais jamais dans ma vie je ne me suis servi d'expressions dérogatoires envers le chef de l'opposition ou envers mes adversaires, et je ne les insulterais jamais et n'emploierais jamais aucun terme impoli, quelles que soient les injures qu'ils m'ont adressées.

(Applaudissements)

Nous ne devrions jamais agir de la sorte comme Canadiens français. Les Canadiens français sont en minorité dans ce pays, nous sommes la seule Législature de langue française, du dominion, les seuls hommes politiques français du Canada et, quels que soient les défauts que je puis avoir, il est une chose que je chercherai toujours à obtenir, le respect des autres, pour ma race, et au respect de tout le dominion, pour ma race auquel je tiens avant tout. Je tiens au respect de tous. Je suis Canadien français et je réclame le respect des miens dans ce dominion. Nous n'obtiendrons pas ce respect en nous injuriant les uns et les autres.

(Applaudissements soutenus)

Et, Monsieur, parfois ceux qui font leur profession de dénigrer leur province, seraient heureux de reprendre un mot infortuné prononcé dans la chaleur d'un débat politique. Quelles que

soient les injures qu'on m'a lancées à la figure, je n'ai jamais donné la chance aux journaux francophones, qui ne manquent jamais de souligner ce qu'ils croient devoir nous nuire, la chance de pouvoir reproduire un mot malheureux dont je me serais servi contre un homme politique canadien-français. Je ne leur donnerai jamais cette chance.

Si mes adversaires désirent de la copie et préfèrent faire de la littérature pour le Baron, Lord Atolstant, propriétaire du *Montreal Star*, libre à eux, mais ils ne l'auront pas de moi. Je ne lancerai jamais d'injures comme homme politique canadien-français, et encore comme homme politique, je ne laisserai jamais répéter les injures que j'aurais pu dire.

Le chef de l'opposition et l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) ont dit que j'étais impopulaire à Montréal. Je demande pardon au chef de l'opposition. Ce n'est pas lui qui a dit cela.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je concours.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** (Souriant) Ça n'ajoute rien. Nous n'avons pas tous le sourire engageant du chef de l'opposition. Nous ne sommes pas tous doués également. Mais puisque le député de Montréal-Dorion (M. Blain) trouve que je suis impopulaire à Montréal, je lui ferai la faveur d'aller dans Dorion à la prochaine élection et de travailler contre lui. Je l'aime beaucoup. Je l'estime tant que je lui rendrai service et je lui apporterai le secours de mon impopularité, et peut-être que je lui aiderai à gagner son élection.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition et le député de Montréal-Dorion ont beaucoup parlé des directeurs de compagnies. La question n'est pas nouvelle. Depuis 10 ans on parle des ministres directeurs de compagnies. Ils en ont parlé durant les élections de 1923, et je ne crois pas qu'ils aient gagné un seul vote. Ils en ont parlé en 1927 avec le même succès. Il ne semble pas que le résultat de ces élections en ait été affecté. Très souvent on a parlé de moi comme directeur de compagnie. Il en fut question trois fois par jour dans Montcalm avec le même succès<sup>6</sup>.

Cette question de directeur de compagnies doit être réglée une fois pour toutes. J'ai pris une position à ce sujet dans Montcalm. J'ai dit et je répète que je n'ai pas honte d'être directeur de compagnies. Je suis directeur de compagnie, j'entends le rester, et j'accepterai de nouveaux directorats si on m'en offre et si je considère qu'ils sont bons et qu'ils me plaisent, tant que la loi de la province de Québec le

permettra et tant que les électeurs de cette province ne me diront pas de ne plus le faire. Mais sans me vanter d'être un découvreur,...

(Rires)

... je puis vous dire une chose: je pense que j'ai assez de probité, de droiture d'esprit et d'honnêteté pour voter contre les intérêts de n'importe quelle compagnie où je serai directeur et contre ce qui est préjudiciable à ma province, quand les intérêts de ma province le voudront.

Et en parlant de cette campagne à propos de directorats, je me demande s'il n'arrive pas souvent que des actionnaires d'une compagnie sont plus intéressés dans le progrès de la compagnie que les directeurs eux-mêmes? Combien de fois est-ce arrivé? Dans les compagnies, il arrive souvent que des actionnaires possèdent plus d'actions que les directeurs. Un seul actionnaire peut-être plus intéressé que tous les membres du bureau de direction. Va-t-on croire qu'il sera moins intéressé à sa compagnie que les directeurs? Et cependant, on ne le connaît pas.

Est-ce qu'on va les empêcher de siéger pour cette raison? S'il faut défendre à un membre du gouvernement d'être intéressé dans une compagnie en étant directeur, pourquoi ne pas empêcher aussi un député d'être actionnaire d'une compagnie. Qui me dit que le chef de l'opposition n'est pas un des plus gros actionnaires de *La Sauvegarde*? Qui me dit que le député de Sherbrooke (M. Crépeau) n'a pas des actions considérables dans de nombreuses compagnies qui viennent demander des privilèges devant cette Chambre et qu'il vient défendre ici? Il se peut qu'il y ait dans cette Chambre des actionnaires de compagnies plus intéressés que les directeurs eux-mêmes. Il n'y a que les noms des directeurs qui sont connus.

À Ottawa et dans les Législatures, il peut y avoir des actionnaires de compagnies plus intéressés que les directeurs de celles-ci, et va-t-on alors prétendre que ceux-ci devraient abandonner ces actions s'ils entrent dans la vie politique? Faut-il qu'un citoyen abandonne tout ce qui lui rapporte en entrant dans la vie politique? On décidera peut-être un jour que les députés qui ont des actions dans une compagnie intéressée dans un projet de loi ne pourront pas voter sur ce projet. J'ai vieilli.

M. l'Orateur, je gagne ma vie avec ma profession et j'entends continuer à la gagner avec ma profession. J'ai besoin de clients pour vivre et je représente plusieurs clients dans des bureaux de direction de compagnies. En tant qu'avocat, j'ai le droit de servir mes clients en acceptant de siéger au

conseil de compagnies dans lesquelles ils ont des intérêts. Je continuerai à le faire, et le jour où les électeurs de ma province trouveront que ma situation est fautive, que la loi doit changer et qu'un ministre ne peut plus exercer sa profession s'il fait partie du gouvernement, je me soumettrai et je m'inclinerai respectueusement. Jusque là, je continuerai à être directeur de compagnie, quoi que les députés de la gauche puissent dire.

Au cours de ses remarques, le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a jugé à propos de ressusciter et de ressasser la vieille histoire de la Montreal Tramways. L'opposition a dû reculer de 20 ans pour essayer de m'atteindre, en parlant de la loi sur les tramways de Montréal de 1911. Je dirai à ce sujet que la compagnie des tramways a été un bienfait pour Montréal, pour toute la province, et la loi passée dans le temps a été un des actifs les plus profitables pour la ville. Nous avons un bon service de tramways à Montréal, à meilleur marché que bien d'autres villes.

Alors que les compagnies de tramways des États-Unis faisaient faillites et ne pouvaient donner de service et que les taux montaient de façon extraordinaire, la compagnie de Montréal a continué à donner un service sans égal à des prix raisonnables. Elle a rendu de grands services à la métropole. J'étais avocat de la compagnie de tramways de Montréal, 10 ans avant d'être membre de cette Législature. Loin d'avoir honte d'être l'avocat de cette compagnie, j'en suis fier. Je ne crains pas de le dire partout. Je n'ai rien à cacher. Je suis fier d'avoir contribué à donner à Montréal un bon service de tramway et j'irai dire cela aux ouvriers de la métropole.

Une autre question que je tiens à discuter. Le député de Montréal-Dorion me reproche d'avoir poursuivi 375 municipalités, alors que j'étais ministre de la Voirie. C'est un peu exagéré et même, je crois, grandement exagéré; le nombre d'ailleurs, ne fait pas de différence. Peu importe le nombre, le principe est le même. J'ai pris des poursuites contre les municipalités et je suis fier de le dire. Je ne le regrette pas. J'ai poursuivi des municipalités qui refusaient de payer leur contribution à la construction des chemins. Je m'en fais gloire. J'ai démontré et prouvé au moins une fois dans ma vie que, comme administrateur d'un département et ministre de la couronne, je pouvais faire mon devoir sans tenir compte des considérations publiques et politiques. Si j'ai intenté des poursuites, c'est que je me suis placé au-dessus de l'intérêt politique, ne pensant qu'à l'intérêt de la province.

(Applaudissements)

Depuis plusieurs années, les députés de l'opposition n'ont pas laissé passer une occasion pour annoncer que je poursuivais des municipalités. Et l'opposition, qui me reproche ce fait, me rend service. C'est un titre de gloire. J'ai constaté en arrivant au département de la Voirie que nos adversaires politiques dans plusieurs campagnes encourageaient les municipalités dans toute la province à ne pas payer leurs dettes à la province et à refuser même de payer l'intérêt de 3 %. Les secrétaires-trésoriers conservateurs de certaines municipalités avaient entrepris un mouvement et refusaient de payer leurs dettes à la voirie.

J'ai étudié la question. Je suis partisan politique, un homme de parti, et je n'aime pas à faire tort à mon parti. Cependant, devant la conspiration des secrétaires-trésoriers conservateurs, j'ai compris que si ce mouvement n'était pas arrêté immédiatement, il conduirait au bolchevisme et que personne ne paierait ses dettes. Je n'ai pas hésité! Je savais que c'était mauvais politiquement de poursuivre les municipalités, mais l'enjeu était de savoir si elles respecteraient leurs engagements envers le gouvernement.

J'ai alors, au risque de perdre ma position, la sympathie de mes propres amis, des électeurs et des comités pour mon parti, rempli mon devoir et poursuivi les municipalités qui refusaient de payer leurs dettes, et le mouvement fut arrêté. Les secrétaires conservateurs ont fini par rentrer dans l'ordre. J'ai fait mon devoir comme homme.

(Applaudissements soutenus)

Je n'en ai pas honte. Si j'avais laissé faire, on se serait imaginé qu'on peut vivre sans payer ses dettes dans cette province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Il est 6 heures.

Le débat est suspendu.

### **Reprise de la séance à 8 h 30**

#### **The Pension Fund Society of The Royal Trust Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 constituant en corporation The Pension Fund Society of The Royal Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Vente d'un immeuble  
de A. Fredette**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette père soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau central des écoles protestantes  
de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques  
de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**La Prévoyance**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Association d'assurance mutuelle des  
fabriques des diocèses de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau des commissaires d'écoles  
catholiques romains de Québec**

**M. Cantin (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Congregation  
Bnai Israel**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 constituant en corporation la Congregation Bnai Israel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Cedric Hands**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission métropolitaine  
de Montréal**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Victor  
Capelovitch**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ville  
de Bagotville**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 déterminant la limite est de la ville de Bagotville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Frederick Gerald  
Abraham**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Les  
pères Eudistes**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 modifiant la charte de Les pères Eudistes de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Joseph Goldberg**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The University  
Club of Montreal**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant University Club of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Quebec & Western  
Railway Company**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 modifiant la charte de la Quebec & Western Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Le débat se poursuit sur l'adresse en réponse au discours du trône.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** À 6 heures, nous parlions des pauvres municipalités qui ont été poursuivies. Au sujet des poursuites prises contre ces municipalités, il y a une raison que je n'ai pas mentionnée et que je tiens à donner à la province. C'est une des causes principales de ces affaires. C'est que certaines municipalités ont des secrétaires-trésoriers opposés au gouvernement qui ont des principes conservateurs, et ce sont ces municipalités qui ont refusé de payer leurs dettes, tandis que certaines municipalités qui avaient des secrétaires libéraux non opposés au gouvernement avaient accompli leur devoir et payé leurs comptes. De cette façon, celles qui soldaient leurs obligations payaient pour celles qui ne les remplissaient pas. Il n'est pas juste que des municipalités paient leurs dettes pour les chemins et que d'autres ne les paient pas. J'ai cru nécessaire de ramener ces municipalités récalcitrantes à la raison. C'est pourquoi j'ai pris des poursuites.

M. l'Orateur, j'ai été forcé, malheureusement, de dépenser une heure du temps de cette Chambre, cet après-midi, à discuter des questions plus ou moins personnelles. Je m'en excuse humblement. J'ai été obligé de le faire à cause des discours des députés de l'opposition. Je suis heureux de déclarer que j'ai pratiquement fini avec les questions privées. Il m'en reste une. Je ne serai pas long.

L'opposition, ou plutôt son chef, car je ne voudrais pas tenir quelque député de l'opposition responsable des choses dont je vais parler. Je ne voudrais pas, par exemple, tenir le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) responsable de la presse qui supporte le chef de l'opposition (M. Houde). Je connais le député des Deux-Montagnes depuis 30 ans. Je suis sûr que lui, qui est un journaliste propre, très propre, ne voudrait pas prendre sur lui la

responsabilité de maintenir cette presse. Il a fait du journalisme toute sa vie, un journaliste combatif qui a remporté de grands succès, qui jouit de l'estime et du respect de ses confrères de la presse et de la population en général, et je ne voudrais pas tenir le chef honoraire de l'opposition responsable de la presse du chef actuel.

J'ai déjà eu l'occasion de déclarer que jamais, quelles que soient les attaques faites contre moi, je ne répondrais sur le même ton et que je ne paierais en nature, parce que je ne veux pas fournir de matière à critique à la presse francophobe<sup>7</sup> de cette province, les alliés de l'honorable chef de l'opposition. Mais je pense qu'il est nécessaire de dire à la province combien il est regrettable que la gauche se soit fondé une presse que je ne nommerai pas, à laquelle je ne donnerai pas de noms d'oiseau...

(Rires)

... et qui a jugé bon de nous vouer publiquement au ridicule et à la haine publique. Le chef de l'opposition a le soutien d'un segment de la presse qui publie systématiquement des insultes et des insinuations et qui met en doute l'honnêteté et l'intégrité des officiers du gouvernement et, ce faisant, projette une fausse image de la politique québécoise, tant dans la province qu'à l'extérieur. La critique est toujours bienvenue, et je suis un de ceux qui la reçoivent avec plaisir. La presse a un rôle magnifique à remplir et je dois déclarer qu'à part la presse d'opposition, le journalisme dans cette province remplit un rôle splendide et rend service à la société.

Mais M. l'Orateur, la presse champignon, si je puis l'appeler ainsi, qui a surgi depuis que l'honorable chef de l'opposition est entré dans le parti oppositionniste dans cette Chambre, insulte tous les hommes publics. Je ne puis dire qu'elle rend service à la race en insultant tous les hommes publics de la province. Croit-on que c'est rendre service à sa race et à son pays que de ridiculiser et d'injurier nos hommes publics de cette province? Croit-on que c'est rendre service au Parti conservateur?

Encore une fois, la critique est nécessaire et nous l'acceptons avec plaisir. Mais croyez-vous que la presse de l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) rend service à la province en insultant nos hommes publics et en faisant à la population de cette province des insinuations, et souvent des assertions, sur l'honnêteté de nos hommes publics? Si l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie croit trouver le bonheur en soutenant cette presse, libre à lui. Mais je me permets de lui dire que les affaires du Parti conservateur n'avanceront pas bien vite, car il y a un autre moyen

de faire de l'opposition qu'en faisant insulter les hommes publics par une presse servile.

(Applaudissements)

Il y a bien d'autres moyens de rendre service à la province et à ses concitoyens, et je ne crois pas que le Parti conservateur fasse de grands progrès si on continue à insulter les hommes dirigeants du pays de cette façon.

Il est étonnant, et j'ai été réellement surpris d'entendre le chef de l'opposition se plaindre des journaux libéraux qui, dit-il, ne parlent pas de lui comme ils le devraient, alors que depuis qu'il a remplacé le chef honoraire de l'opposition, sa presse verse à torrents l'injure sur les hommes politiques, au point d'attaquer les familles et de créer même des dissensions dans les familles. Si le chef de l'opposition croit faire bien en maintenant cette presse; s'il croit par là remplir ses devoirs, et faire une œuvre d'attaquer les hommes publics, leurs familles, de provoquer des dissensions dans ces familles, libre à lui. Qu'il continue. Mais je ne voudrais pas être à sa place. Je lui laisse ses propres responsabilités. J'aime mieux que ce soit lui que moi qui ait eu l'idée d'avoir recours à de tels moyens.

Avant de parler d'agriculture, je dois d'abord remercier le député des Deux-Montagnes pour la coopération qu'il m'a offerte pour mettre à exécution le programme d'agriculture dans cette province. C'est un homme sincère. Je suis convaincu qu'il veut nous aider et qu'il peut s'élever au-dessus des questions personnelles et de la partisanerie politique, et donner sa coopération pour la rénovation de l'agriculture. Pour mettre à exécution ce programme, nous avons besoin dans cette province de la coopération de tous les hommes de bonne volonté et j'accepte avec plaisir celle du chef honoraire de l'opposition.

M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition a un programme à lui. Un des articles du programme de l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie, sur l'agriculture, c'est une commission d'experts chargée de veiller aux intérêts de l'agriculture dans la province de Québec et libre de toute influence politique. J'ai fait partie, depuis 14 ans d'une assemblée non élective et j'ai peut-être pris certaines idées antidémocratiques mais, quand j'ai entendu le démocrate par excellence, celui qui se charge de la démocratie dans cette province, le démocrate de la province de Québec chargé de défendre les institutions démocratiques de la province, venir dans cette Chambre nous demander qu'un département comme celui de l'Agriculture soit contrôlé par une commission; je vous dis que, malgré mes 14 années dans une assemblée non élective, je n'ai pas pu me réconcilier avec une idée aussi antidémocrate<sup>8</sup>.

Je me félicite de n'avoir connu cette forme de démocratie. Mais ce démocrate par excellence voudrait que le département le plus important de la province, celui qui doit assurer la prospérité de cette province, soit administré par une commission non responsable au peuple. Comment celui qui se proclame le champion du peuple, le démocrate, le seul démocrate, comment peut-il dire qu'il faut mettre l'agriculture sous le contrôle d'une commission non responsable au peuple? La démocratie ainsi conçue est vraiment étrange. Il n'y a rien de démocratique quand il s'agit de question de parti.

Alors, il faut confier le département d'Agriculture à une commission. Ce démocrate par excellence fera administrer le département le plus important du gouvernement par une commission? Messieurs, l'agriculture est la base de la prospérité nationale. La classe agricole représente les deux tiers de notre population. Elle a droit de dire ce qu'elle veut et d'être représentée dans l'administration et à la Législature par des représentants auxquels elle pourra exprimer ses vues et ses volontés. Les cultivateurs doivent savoir à quoi s'en tenir sur la responsabilité de ceux qui les représentent.

Le chef de l'opposition nous demande de soustraire l'agriculture de l'ingérence politique. J'ai entendu mentionner ce mot ingérence chaque jour par les amis du chef de l'opposition depuis que j'ai pris charge du département de l'Agriculture. Le chef de l'opposition veut-il nous dire où et comment l'agriculture a été soumise à l'ingérence politique? En quoi le département de l'Agriculture s'est-il jamais ingéré dans l'agriculture?

Le chef de l'opposition croit-il que le fait pour la Législature de donner un budget de \$2,500,000 chaque année en octrois à l'agriculture soit de l'ingérence politique? Et serait-il prêt à retrancher ce budget? Si c'est là de l'ingérence politique et si les cultivateurs sont fatigués de cette ingérence, s'ils sont fatigués de recevoir \$2,500,000 par année, mes amis qui ont charge des autres départements vont se charger de mettre fin à l'ingérence. Ils seront contents d'avoir l'argent.

C'est bien beau de faire de beaux et grands discours et d'essayer de soulever les passions populaires, mais où est l'ingérence politique? En quoi le département fait-il de l'ingérence politique? Je serais heureux de le savoir. J'attends et j'espère que je recevrai, des députés de l'opposition, des détails et des précisions sur l'ingérence politique. Quand on parle d'ingérence, il s'agit de bien avancer ce que l'on dit.

L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain), qui, je le regrette, n'est pas présent, parce que je n'aime pas parler dans le dos de quelqu'un, a mentionné hier que l'Union catholique des cultivateurs n'était pas satisfaite du rapport fait par le Conseil d'agriculture sur la question de coopération. Le député de Montréal-Dorion a dit que nous essayons d'étrangler l'Union catholique des cultivateurs. Cette accusation me touche de près. Je suis habitué aux attaques et aux accusations, mais celle-ci ne peut me laisser indifférent: elle m'a été particulièrement sensible.

Depuis que je suis ministre de l'Agriculture, j'ai concentré mes efforts sur l'organisation des cultivateurs de toute la province en associations. Je leur ai dit, je leur ai demandé, je les ai suppliés de s'unir et d'obtenir par l'association de meilleurs résultats possibles et se protéger. Je n'ai pas un instant voulu la ruine de cette organisation. L'Union catholique des cultivateurs, ni ses chefs, je ne le crois pas, m'accuseraient de vouloir leur nuire.

Je suis en excellents termes avec les directeurs et les membres de l'Union catholique des cultivateurs, et je suis assuré que chacun d'eux est maintenant convaincu qu'il n'a pas de meilleur ami que le ministre de l'Agriculture. L'Union catholique des cultivateurs, que l'honorable député m'accuse d'avoir voulu étrangler, sait que le gouvernement, par mon entremise, lui a donné une subvention de \$4,000 pour maintenir son journal. Le gouvernement l'a aidée. Loin d'essayer de l'étrangler, le gouvernement de cette province l'a aidée à se maintenir, elle et son journal.

(Applaudissements)

J'ai lu dans les journaux cette question de coopératives; j'ai vu les correspondances et je les ai lues avec plaisir; je suis content que la question de la coopération attire l'attention des citoyens de cette province et je suis heureux de voir que, dans toute la province, on s'intéresse à cette importante question qui relève du Conseil d'agriculture. Chacun a exprimé son opinion. Le département a expliqué au public, il y a presque quatre mois déjà, ce qu'il avait l'intention de faire pour la coopération. Le département a aussi expliqué au public que cette question doit être soumise au Conseil d'agriculture, que ce dernier doit examiner la question, faire rapport et prendre une décision. Depuis le mois d'octobre, une enquête sérieuse a été faite.

Un comité spécial a été nommé, a entendu des hommes distingués, des hommes d'affaires, des banquiers, des financiers, des économistes et des agriculteurs qui ont examiné la question, et a soumis

son rapport au Conseil d'agriculture qui l'a adopté. J'ai ce rapport par-devers moi et une loi sera présentée à ce sujet, au cours de la session.

Nous vous demandons votre coopération. Tout ce que le gouvernement demande, c'est que le meilleur système de coopération soit accepté. Nous voulons donner le système le plus efficace à nos cultivateurs. L'Union catholique des cultivateurs a soumis ses idées au Conseil d'agriculture. Elles ont été considérées. Je me demande dans quelle partie du rapport du Conseil de l'agriculture les intérêts de l'Union catholique des cultivateurs ont été sacrifiés en matière de coopération. Nous ne touchons pas à la loi sur les syndicats coopératifs ni aux intérêts de l'Union catholique des cultivateurs. Nous voulons donner à la province et à nos cultivateurs le meilleur système possible de coopération, et encore une fois, je répète ce que j'ai dit depuis le jour où je suis entré dans le département, que violence ne sera faite à personne.

Il n'y aura aucune loi pour imposer les vues du département de l'agriculture à l'Union catholique des cultivateurs; les cultivateurs seront toujours libres de faire ce qu'ils voudront et les membres de l'Union catholique des cultivateurs, comme tous les cultivateurs, peuvent être sûrs qu'ils ont toute la sympathie du ministre de l'Agriculture et de mes collègues du cabinet. Ils ne comptent que des amis dans le gouvernement. Et je ne vois pas en quoi le rapport du Conseil d'agriculture peut nuire à l'Union catholique des cultivateurs.

M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition et l'honorable chef honoraire...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la même chose en agriculture, il y a un ministre honoraire...

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Quel est l'autre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet)!

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Non! Il y a une différence! Si mon honorable ami veut parler de l'honorable député de Dorchester, je dirai que mon collègue du cabinet est trop humble, trop modeste et trop puissant pour demander ce titre!

(Applaudissements)

Je sais que mon ami, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) ne l'a pas demandé non plus, mais d'autres lui ont décerné.

(Rires et applaudissements)

Lorsque j'ai appris cela, je me suis demandé s'il était bien disposé à l'accepter. Je me suis dit que mon vieux collègue des Deux-Montagnes avalerait peut-être ce titre mais qu'il n'y tenait pas. Mais c'est un bon garçon et il ne veut pas faire de tort à personne.

(Rires et applaudissements)

D'après les discours prononcés dans cette Chambre sur le travail accompli par l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), il semblerait que nous avons mis de côté tout son travail. Et mon ami des Deux-Montagnes a fait cet après-midi un long discours pour prouver que le ministre d'Agriculture actuel a renié son prédécesseur et accepté les représentations faites par l'opposition depuis les dix dernières années, et qu'au point de vue de la logique, le gouvernement de la province se trouve dans une étrange situation.

La situation était différente. Avant la guerre, M. l'Orateur, l'agriculture et le cultivateur de cette province étaient prospères. Les autos commençaient juste à arriver. Le nombre des automobiles n'était pas encore considérable, aucun cultivateur n'en avait. Leurs récoltes étaient payantes et ils vivaient heureux sur les terres. Ils vivaient bien. Ils ne croyaient pas alors qu'ils devraient changer leurs méthodes de culture.

Avant la guerre, je me rappelle que je venais souvent dans cette Chambre du temps de mon prédécesseur, qui parlait en réponse au discours du chef honoraire de l'opposition et disait aux cultivateurs qu'il fallait changer et perfectionner leurs méthodes. Mais comme il arrive toujours quand le peuple est prospère et que tout va bien, celui qui prêche des réformes n'a pas de chance d'être écouté, et mon prédécesseur, avec sa vision, sa prévoyance, a en vain prêché la prudence et le progrès aux cultivateurs. Il prêchait dans le désert. Nos cultivateurs étaient contents, ils étaient heureux. Pourquoi changer les méthodes quand tout le monde était content de son sort?

La guerre vint et, avec elle, une prospérité anormale qui continua quelques années, deux ou trois ans, après la guerre. De 1914 à 1918, les cultivateurs de cette province ont joui d'une merveilleuse prospérité. Chaque cultivateur était riche, tout le monde faisait de l'argent et les terres se vendaient de 40 % à 50 % de plus qu'elles ne valaient. La prospérité des premières années de la guerre empêchait les cultivateurs de voir venir la crise. Le ministre était grandement inquiet de cette prospérité anormale. Il se demandait où cette prospérité factice allait nous mener après la guerre.

Il a prêché longuement, mon ami des Deux-Montagnes doit s'en souvenir, il prêcha l'économie, les méthodes modernes, le progrès, mais personne ne voulait l'écouter. Combien de fois alors n'avons-nous pas entendu le ministre de l'Agriculture, M. Caron, prêcher l'économie aux cultivateurs, leur recommander de profiter des gros revenus qu'ils avaient pour modifier leurs méthodes de culture, augmenter leur production, s'organiser pour l'avenir! L'a-t-on écouté? En ces temps de prospérité, on ne voulait pas croire qu'il fallait changer de méthodes.

La guerre s'est terminée. La prospérité anormale s'est poursuivie deux ou trois ans. M. Caron voyait venir le désastre et suppliait les cultivateurs d'améliorer leurs méthodes et de se préparer pour le changement qui s'en venait et prévenir le contrecoup de la guerre. Par l'entremise de ses officiers, par ses agronomes, par ses discours, il mit les cultivateurs en garde. Encore une fois, il prêchait dans le désert. Ceux-ci comprirent seulement lorsque le malaise arriva. Après la guerre, les recettes sont tombées et les dépenses ont augmenté. La prospérité a diminué.

Mon prédécesseur a prêché alors de nouvelles méthodes. Il a dit après la guerre: "Votre prospérité est finie pour le moment, le seul moyen de vous sauver, c'est de transformer vos méthodes agricoles." Mais nos cultivateurs ont continué à dépenser. Ils avaient décidé avec raison qu'ils avaient le droit d'augmenter leurs dépenses, deux ou trois fois plus qu'elles n'étaient avant la guerre. Ils voulaient alors, à juste titre, vivre comme les autres classes de notre société. Leurs fils voulaient vivre comme les jeunes gens de la ville. Je ne les blâme pas et je crois qu'ils ont le droit d'être heureux. Ils voulaient jouir de la vie et dépenser de l'argent, et ainsi ils ont trouvé qu'il leur fallait gagner plus d'argent en proportion.

Lorsqu'on veut dépenser, il faut arranger son affaire pour avoir des revenus qui compensent le déficit. Quand on dépense \$2, il faut être certain qu'on les a gagnés. Mais si les dépenses étaient augmentées, les recettes diminuaient alors qu'il était nécessaire qu'elles augmentent. Et à partir de 1918, et jusqu'au moment où il a quitté le ministère, M. Caron a passé son temps à supplier les cultivateurs de s'organiser, d'augmenter leur production, de changer leurs méthodes et de surveiller leurs cultures pour en retirer autant qu'ils dépensaient. De nouveau il prêchait dans le désert. Car les cultivateurs étaient alors assez prospères pour continuer, sans s'occuper de l'avenir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'ancien ministre ne pouvait-il pas faire quelques-unes des réformes

que l'on propose maintenant avec l'argent mis à sa disposition? Comment se fait-il qu'il n'en a pas fait avec l'argent qu'il a dépensé pendant 10 années?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Il a fait des réformes mais les cultivateurs avaient de vieilles méthodes...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** S'il est vrai que nos cultivateurs avaient des méthodes d'il y a 30 ans, comment se fait-il qu'ils étaient prospères?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Les terres étaient moins épuisées et les dépenses étaient beaucoup moins fortes, quatre fois moins que maintenant, et le cultivateur retirait assez de sa terre pour s'entretenir lui et sa famille. Les avis du ministre ne l'intéressaient pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce qu'il n'y avait pas de réformes?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Il y avait plusieurs réformes. Quelques régions ont écouté M. Caron et ont accompli les réformes qu'il préconisait. Elles sont aujourd'hui très avancées. Mon ami des Deux-Montagnes le sait. Il représente un des comtés les plus avancés en agriculture de toute la province et qui a souffert moins que tout autre de la crise agricole, parce que ses électeurs avaient commencé à transformer leurs méthodes 15 ans avant les autres. C'est maintenant le comté le plus progressif que nous ayons. Il a suivi, peut-être à l'inspiration de son député, les conseils de l'honorable M. Caron.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est parce qu'il a une bonne population. Et que cette population est éduquée et intelligente.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** (Souriant) Et a une bonne représentation.

(Rires et applaudissements)

C'est un honneur de représenter le comté le plus avancé de la province sur le plan de l'agriculture. J'en félicite mon honorable ami. Mais il y avait des cultivateurs qui avaient payé pour leurs terres beaucoup plus qu'elles ne valaient et le ministre leur prêchait: "Vous ne pouvez pas payer l'intérêt sur vos hypothèques et rencontrer vos obligations; la seule méthode pour vous est de changer vos méthodes, moderniser votre travail, vous organiser industriellement et produire pour en retirer des profits."

Lorsque j'étais au Conseil législatif, je prenais plaisir à venir souvent entendre les discussions entre le ministre de l'Agriculture et le député des Deux-Montagnes. Je me rappelle encore les grands discours faits par M. Caron, qui demandait aux cultivateurs d'améliorer leurs méthodes et leur production. Combien de fois n'ai-je pas entendu l'honorable M. Caron recommander à tous les comtés d'adopter des méthodes nouvelles? M. Caron a fait une œuvre digne de louanges. Mais il prêchait dans le désert.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** De temps à autre, il était compris.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Oui de temps à autre, il était compris et, quand il l'était, nulle part il n'y avait de plaintes. Chaque fois qu'il a été entendu, nous en avons bénéficié et les cultivateurs aussi.

(Applaudissements)

L'honorable député des Deux-Montagnes nous a dit qu'il n'y avait pas de prospérité dans les campagnes. Ceux qui ont écouté M. Caron et ses employés étaient prospères et sont encore prospères.

(Applaudissements)

Mais 1918, 1919 et 1920 sont venues et ont passé.

En passant, le député des Deux-Montagnes vous a expliqué la triste situation des producteurs de lait dans le district de Montréal. Il y a eu à Montréal une grève du lait. J'admets que c'est dû à la surproduction. Il est vrai que les producteurs de lait sont dans une situation difficile. Leur lait est envoyé à Montréal où il n'y a pas de marché pour l'absorber. Il n'y a pas de beurrerie, et il y a pour 60 % à 70 % de surproduction de lait dans les environs de la métropole. Le lait est écrémé pour le beurre et le fromage. Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a raison sur ce point.

Il se plaint de la fermeture des beurreries et des fromageries. À qui la faute? Sinon aux cultivateurs qui portent leur lait à Montréal pour obtenir un gain immédiat. Mais l'honorable M. Caron a essayé de prévenir cet état de choses. Il faut se rappeler les discours de M. Caron dans cette Chambre quand il suppliait les cultivateurs de la province de ne pas abandonner leurs beurreries et les fromageries à la campagne. Combien de fois ne l'a-t-on pas entendu dire partout dans la province qu'il ne fallait pas abandonner les beurreries? Je me souviens d'être venu dans cette Chambre, dans les galeries, et d'avoir entendu M. Caron lancer le cri d'alarme et demander aux cultivateurs de continuer à encourager

les beurreries et les fromageries, au lieu d'envoyer leur lait dans les villes.

(Applaudissements)

Il disait que c'était là la seule planche de salut, et que le lait qu'ils envoyaient dans les villes leur coûterait très cher plus tard. Et ce n'est pas la seule fois qu'il a fait cet appel aux cultivateurs. À ma connaissance, pendant six sessions, M. Caron a répété cet avertissement aux producteurs de lait. Il les suppliait de garder leurs crémeries. Mais ceux-ci ne l'ont pas écouté. Là encore, il a prêché dans le désert!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il devait être malheureux!

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** (Souriant) Non, il a beau caractère. Qu'est-il arrivé? Les cultivateurs des environs de Montréal n'ont pas écouté l'honorable M. Caron et ont décidé d'abandonner leurs beurreries. Celles-ci ont été fermées et ils ont envoyé leur lait à Montréal, ou aux États-Unis, malgré les exhortations de l'ancien ministre. Ils oubliaient que la population de Montréal ne pourrait en absorber qu'une certaine quantité et que le reste devrait être utilisé autrement.

Et pour n'avoir pas voulu accepter les avis de M. Caron, où en sont-ils aujourd'hui? Quel est le résultat? Il y a une surproduction de 70 %. Les beurreries ont été fermées partout, malgré les appels de M. Caron, avec le résultat qu'actuellement, il n'y a que 40 % à 45 % de la production du lait qui est absorbée par la population de Montréal. La balance est écrémée et expédiée ailleurs pour faire du beurre. Les cultivateurs perdent le petit lait écrémé qui vaut au moins 20 cents le 100 livres et paient en outre 40 cents le 100 livres pour le transport, ce qui fait une perte de 60 cents le 100 livres.

Autre résultat, on a cessé de produire du porc autour de Montréal, et on importe le porc des États-Unis, pour réaliser un gain temporaire. On importe du porc à Saint-Jean d'Iberville. L'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) le sait. Le petit lait est perdu et la production du porc est abandonnée, et nous sommes obligés d'importer le porc, alors que nous pourrions en placer abondamment sur le marché de Montréal. Pour un gain temporaire, on a compromis la situation de tous les cultivateurs. On a cessé l'élevage du porc et l'on perd 60 cents par 100 livres sur le transport du lait. Les cultivateurs ont détruit la valeur de leur produit et nos amis de la gauche nous demandent ce que nous avons fait de l'industrie laitière. Si l'on avait suivi les conseils de l'honorable M. Caron...

**L'honorable M. Ouellet (Dorchester):** Au lieu d'accepter un bénéfice temporaire.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Exactement. Si les cultivateurs avaient suivi les avis de M. Caron, et s'ils avaient continué d'envoyer le lait à la beurrerie et à la fromagerie du village, on aurait maintenu les beurreries des environs de Montréal, au lieu de les fermer, et nous n'aurions pas de crise du lait aujourd'hui. Et surtout si les cultivateurs n'avaient pas suivi le conseil d'un certain M. Chartrand, un brave homme qui pour \$5 par année, qu'il reçoit des membres de son association, a réussi à détruire l'équilibre qui existait à Montréal dans la distribution du lait et a lancé les cultivateurs dans une grève dont ils ne se sont jamais relevés, une grève mal préparée, bâtie sur du vent, sans savoir où ils allaient, juste pour faire un peu de politique pour l'opposition. S'ils ne l'avaient pas écouté, on n'aurait pas vu les cultivateurs mêlés à cette grève regrettable qui en a ruiné quelques-uns. M. Chartrand a voulu faire un peu de politique bleue. Il était l'organisateur en chef du député de Laval (M. Renaud).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je rappellerai au ministre que, dans ce mouvement, il y avait des membres distingués du clergé et aussi des libéraux importants.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Il est fort possible qu'il y avait des libéraux mêlés là-dedans. Ils se sont laissés entraîner. Ce n'est pas la première fois que des libéraux se laissent entraîner par les conservateurs. Je n'ai jamais dit qu'un libéral était infaillible. En tout cas, nous discuterons la situation de l'industrie laitière plus à fond plus tard. Nous allons discuter tous deux de cette question. Il est juste que la population connaisse toute l'affaire, et nous allons l'éclairer.

Mon département, quoi que les deux chefs d'opposition en disent, n'a pas modifié ses méthodes, et les reproches faits par le chef honoraire de l'opposition sont injustes. M. l'Orateur, il est injuste de dire que nous avons tout changé au ministère de l'Agriculture en condamnant ce qui a été fait. L'honorable M. Caron a consacré 20 ans de sa vie à l'agriculture à essayer d'améliorer la situation des cultivateurs.

Il a usé sa santé pour la classe agricole. Il mérite la reconnaissance de la province. Il a fait des œuvres. Il a lancé le mouvement de réforme agricole que nous continuerons maintenant. Les cultivateurs, je le répète, étaient satisfaits quand M. Caron a pris

charge du département de l'Agriculture. Ils étaient convaincus qu'il n'y avait pas d'amélioration possible, qu'ils étaient heureux et que ceux qui voulaient changer leurs méthodes étaient trop ambitieux.

Comment ont été accueillis les agronomes dans nos campagnes? Comment les cultivateurs ont-ils écouté les avis de M. Caron, alors qu'ils croyaient que la prospérité allait durer toujours? Le député des Deux-Montagnes se rappelle comment ils ont reçu les agronomes dans toute la province. La première année, ils n'osaient pas se montrer dans aucune des paroisses. Ils étaient traités comme des parias. On riait d'eux. Ce n'est qu'après quelques années qu'ils ont reçu du public l'accueil qu'ils méritaient. En fait, il n'y a qu'un an qu'ils ont été accueillis enfin de façon convenable.

Pourquoi? Parce que la prospérité était finie. Les vieilles méthodes ne payaient plus. Les cultivateurs avaient réalisé que leurs vieilles méthodes et leur refus d'écouter le département les conduisaient à la ruine. Ils ont compris que les vieilles méthodes ne pourraient rien leur apporter. Ils réalisaient qu'il fallait les changer. Alors, les agronomes ont commencé à être bien accueillis. L'honorable M. Caron avait pourtant établi les agronomes depuis de nombreuses années. Il avait prêché dans le désert. Le désert était enfin fermé.

Si M. Caron avait publié 5, 4 ou 3 ans auparavant le programme que nous venons de lancer, il aurait été méprisé. Les cultivateurs ne l'auraient pas accepté. Son programme aurait été accueilli comme ont été accueillis les agronomes. Les idées émises auraient tombé en plein désert, parce que l'agriculture était prospère. Les méthodes du département de l'Agriculture n'ont pas changé ni ses activités. Le ministre de l'Agriculture a continué dans les traditions de l'ancien ministre. La seule différence est que le nouveau ministre est venu dans un temps où la population est prête à recevoir ce qu'il a à leur donner. Il est arrivé à une époque où la mentalité agricole est prête à accepter ce qu'elle refusait de considérer il y a à peine deux ans.

Et je crois qu'il n'est que juste pour mon prédécesseur de dire qu'il est responsable pour les méthodes que vous savez et quand ce programme a été soumis à la Chambre; j'ai trouvé dans les notes de l'ancien ministre la plus grande partie du programme soumis à la Chambre et qui est le résultat d'un concours de toutes les bonnes volontés. Je ne crains pas de dire que la forte partie du programme actuel était tracée par M. Caron. Mais, encore une fois, je le répète, s'il eût essayé il y a deux ou trois ans

d'imposer ce programme à la population, il n'aurait jamais réussi. Les suggestions de l'opposition et les recommandations du ministre étaient prématurées de deux ou trois ans; elles ne font que mûrir maintenant. Ce n'est pas notre faute! Il arrive que l'opinion publique accepte tout à coup une idée qu'il n'était pas possible de lui faire accepter.

J'ai déjà abusé du temps de cette Chambre. J'ai dit il y a quelques instants que les cultivateurs de cette province sont maintenant prêts à appuyer le mouvement et à changer leurs méthodes. Dans la province de Québec comme partout dans le monde, les cultivateurs sont avides d'apprendre et d'appliquer des méthodes modernes et scientifiques, et ces méthodes leur seront enseignées au Québec par le biais de ce nouveau mouvement coopératif.

Je vais essayer de dire à la Chambre ce que le gouvernement entend faire. L'agriculture, depuis deux ou trois ans, souffre dans le monde entier, et pas seulement dans la province de Québec. Mais je suis heureux de dire que je suis convaincu que c'est peut-être dans la province de Québec que nous avons le moins souffert parmi tous les pays du monde. Prenons les États-Unis, pays riche, progressif, que nous considérons comme le plus avancé. En vue de la crise agricole, les États-Unis ont du voter une somme de \$500,000,000 à une commission nommée pour étudier de problème de l'agriculture.

Heureusement, nous ne sommes pas dans une aussi piètre situation que les États-Unis. Nous sommes toujours à la recherche des méthodes les plus avancées qui soient. Notre agriculture se réhabilitera plus facilement et plus rapidement. Permettez-moi de citer le président du Farmer Board des États-Unis. Dans ses remarques sur la crise agricole américaine, le président de cette commission disait que c'est aux États-Unis que le malaise est le plus sensible et concluait: "Le gouvernement des États-Unis et prêt à aider les cultivateurs, mais il rendra service à la nation en apprenant aux cultivateurs à s'aider eux-mêmes."

(Applaudissements)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Très bien!

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Cette déclaration, c'est en résumé toute l'œuvre de mon prédécesseur. M. Caron a tenté de convertir les gens. Il a fait de l'apostolat. Il a prêché l'instruction. Il a prêché les nouvelles méthodes. Il a enseigné la bonne, la véritable méthode à suivre en agriculture. Il n'a pas réussi à les convaincre. Mais nous aurons

l'occasion de revenir de nouveau sur la question. J'aurai l'occasion de discuter la question agricole avec l'honorable député des Deux-Montagnes, qui est très averti.

En attendant et en terminant mes remarques, je demande à toutes les classes de la société de ne pas oublier l'agriculteur. Dans le passé, je suis convaincu que l'agriculteur n'a pas été assez mêlé aux activités humaines. Je demande au manufacturier, à l'industriel, au financier et à la banque leur appui pour la classe agricole.

(Applaudissements)

Les industriels, les gens d'affaires et les citoyens dépendent des cultivateurs pour leur pain et devraient en contrepartie leur donner leur amitié et leur appui. En continuant la politique de l'honorable M. Caron, le gouvernement va aider la classe agricole. Il va mettre à la disposition de la classe agricole tous les avantages, mais il faut avant tout que les cultivateurs eux-mêmes entrent dans le mouvement.

J'espère que l'opposition, suivant les conseils de son chef honoraire, nous donnera son concours pour mettre à exécution le programme des agriculteurs de la province, et que nous ne ferons pas de politique sur ce problème de l'agriculture. Je souhaite qu'on ne fasse pas de politique autour de mon programme, afin qu'il ait toute son efficacité et que nous fassions disparaître les malaises que l'honorable député des Deux-Montagnes a signalé, et qu'enfin la classe agricole sera prospère, car lorsque la classe agricole est prospère, toute la province est prospère.

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
J'aimerais mieux siéger jusqu'à 11 heures et continuer le débat. La séance continue!

**M. Guertin (Hull)** M. l'Orateur, j'ai été frappé, dans le discours du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), par un aveu que je trouve intéressant, c'est-à-dire, qu'on devrait parfois ne pas considérer les slogans électoraux comme étant très solides. On devrait peut-être, des deux côtés de cette Chambre, tenir compte de ce fait pour ce qui est de futurs slogans électoraux.

J'admets franchement que je viens d'entendre un discours magistral. C'est la première fois que j'entends un homme aussi éminent que l'honorable ministre de l'Agriculture faire de tels aveux. J'ai

confiance dans la valeur du ministre en matière agricole, mais je ne crois pas à sa science lorsqu'il s'agit de questions sociales.

Le ministre de l'Agriculture trouve que la loi des accidents du travail est bonne, et cependant, elle est injuste pour la classe ouvrière. Si le ministre de l'Agriculture a pu trouver quelque chose à reprendre dans le cas de Mme Couture, je l'assure que, même si j'ai pu trouver des faiblesses dans l'un des cas cités par le député de Sherbrooke (M. Crépeau) contre la loi sur accidents du travail, je pourrai lui en citer nombre d'autres et, si j'avais les mêmes ressources que celles qui sont mises à la disposition des ministres du gouvernement pour conserver de gros dossiers dans cette Chambre, je pourrais garder une filière des causes et présenter des dossiers lamentables. C'est l'opposition qui, la première, a proposé une réforme des règles d'indemnisation des travailleurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député n'a pas le droit de critiquer et discuter le détail d'une loi adoptée par la Législature à moins d'en demander le rappel, et je soulève un point d'ordre. La loi sur les accidents du travail n'est pas devant cette Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Orateur a décidé l'an dernier que l'on pouvait discuter une loi. Les députés de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) et de Montcalm (l'honorable M. Perron) ont parlé de cette loi, et mon collègue de Hull a pareil droit de le faire.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Les règlements de la Chambre permettent à un député de parler d'une loi, mais non de la critiquer.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Le député répond à l'honorable ministre de l'Agriculture, qui a dit que la loi est bonne, et il faut se baser sur le sens commun.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) n'a pas dit que la loi était bonne. Il a tout simplement répondu à un fait spécifique énoncé par l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau)<sup>9</sup>.

**M l'Orateur:** L'honorable député n'a pas le droit de critiquer une loi votée par la Législature. Les règlements de la Chambre le disent formellement. Il est hors d'ordre. Il ne peut parler de cette loi sur les accidents du travail que d'une façon générale.

**M. Guertin (Hull):** Cela me fait plaisir, après que le premier ministre ait dit aux travailleurs de East Angus: "Dites-nous ce que vous voulez et nous vous le donnerons!" de voir qu'il intervient sur un point d'ordre, afin d'empêcher un représentant des travailleurs de lui dire ce qu'ils veulent.

La loi des accidents du travail est loin de rendre justice aux ouvriers!

Il (M. Guertin) exige que le gouvernement étudie le cas de la veuve, dont l'indemnisation maximale de \$10,000 s'est épuisée après six, sept ou huit ans, et qui devait encore assurer le subsistance d'enfants trop jeunes pour travailler. Ils ont subi une grande injustice en raison des dispositions de la loi.

Il est intéressant de noter, en ce qui a trait à la loi sur les accidents du travail, que le ministre du Travail est allé faire campagne dans Montcalm, là où il n'y a aucun ouvrier municipal, mais qu'il n'est allé ni à Sorel ni à East Angus, où les ouvriers sont nombreux.

Quand le ministre de l'Agriculture dit qu'il a fait construire ses routes de gravier à moindre coût que dans toutes les autres provinces du dominion, il faut également signaler qu'il payait aussi des salaires plus bas que dans toutes les autres provinces.

Le ministre de l'Agriculture a affirmé que certaines municipalités ont des secrétaires-trésoriers opposés au gouvernement, qui ont des principes conservateurs et qui font de la politique bleue. C'est possible, mais je connais des secrétaires qui font de la politique rouge. Dans Hull, on a refusé de payer des routes et on a été poursuivi. Des chemins permanents en macadam ont dû être refaits l'année suivante.

C'est pourquoi la municipalité de Hull a refusé de payer sa dette pour ses chemins. Le secrétaire-trésorier n'était certainement pas en mesure de contrôler le conseil municipal de cette ville, ni de l'empêcher de payer si le conseil voulait payer. Le ministre se rappelle sans doute qu'à Saint-Louis de Pintendre, dans le comté de Lévis, on a poursuivi, et le gouvernement a perdu sa cause en Cour supérieure et en Cour d'appel.

Je n'étais pas à Sainte-Julienne. Je n'en parlerai pas puisque je n'y étais pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Vous auriez dû y aller. Les chemins sont beaux. Ça voyage vite!

**M. Guertin (Hull):** Les ponts sont beaux aussi. À Sainte-Julienne, l'honorable ministre de l'Agriculture était accompagné de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable

M. Galipeault). J'aurais mieux aimé voir le ministre à East Angus ou à Sorel.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** (Souriant) Je ne suis pas chanceux, quand je vais quelque part, vous n'y êtes pas!

**M. Guertin (Hull):** C'est dommage!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Nous nous reprendrons pendant la session!

**M. Guertin (Hull):** (Souriant) À la bonne heure, mais l'honorable ministre devrait venir dans les assemblées!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je promets à l'honorable député qu'aux prochaines élections j'irai à Hull.

**M. Guertin (Hull):** Je suis enchanté! Vous serez bien reçu. L'honorable premier ministre sait que nous recevons bien. Il est venu à Hull.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais nous ne vous avons pas vu! Ça été mon seul regret de ne pas vous voir. À part cela, tout à été parfait.

**M. Guertin (Hull):** Vous ne m'avez pas vu parce que l'on ne m'a pas invité au banquet!

Il (M. Guertin) parle de l'élection de Richelieu et attaque le maire de Sorel. Le maire de Sorel, dit-il, au lieu de pacifier ses concitoyens, les a incités au désordre<sup>10</sup>.

**M. Turcotte (Richelieu):** M. l'Orateur, je demande la permission de relever cette déclaration!

**M. Guertin (Hull):** L'honorable député de Richelieu n'a pas le droit de m'interrompre!

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Richelieu veut répondre à une affirmation, mais il ne peut le faire que si l'honorable député de Hull (M. Guertin) le lui permet.

**M. Guertin (Hull):** Je ne le permets pas!

**M. Turcotte (Richelieu):** Alors, je n'insisterai pas si l'honorable député de Hull (M. Guertin) me refuse ce droit. Mais je n'avais que quelques mots à lui dire.

**M. Guertin (Hull):** J'ai vu, dit-il, des choses bien tristes, bien des misères à Sorel, mais, ajoute-il, ne voulant plus piquer le nouveau député de Richelieu, je change de sujet.

En dépit de ce qu'a dit le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) au sujet de ses directions, le secrétaire provincial (l'honorable M. David) se souvient peut-être de certains passages de ses discours en Chambre où il a dit: "Là où est le trésor d'un homme, là sera aussi son cœur."

L'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas voulu accepter l'idée d'un conseil à son ministère. Il a parlé en termes dédaigneux de la proposition de l'opposition d'établir un conseil pour voir aux intérêts agricoles. Mais le secrétaire provincial (l'honorable M. David) se souvient sans doute que, dans cette province, on a également mis une chose aussi importante que l'éducation entre les mains d'un conseil, où l'on dépense \$3,000,000.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'honorable député est-il en faveur de l'abolition du Conseil de l'instruction publique?

**M. Guertin (Hull):** Pas du tout!

Je m'objecte, dit-il, à un passage du discours du trône qui se lisait comme suit: "Au cours des derniers exercices financiers, les recettes ont permis à mon gouvernement d'améliorer la santé, l'instruction publique, l'agriculture, les routes et la colonisation."

Comme si, dans cette nation britannique, l'exécutif avait le droit d'allouer et de répartir des fonds et que la Législature n'avait rien à y voir; la phrase dont il est question semble indiquer que c'est le gouvernement, et non la Législature, qui a décidé de la répartition de ces fonds. Que fait-on de la Législature qui à des droits pour lesquels notre population est encore prête à se battre avec acharnement?

Il s'indigne, dit-il, parce qu'on a dit qu'il était né dans Ontario.

Je suis né dans le comté de Hull, à Saint-Paul d'Aylmer que j'ai l'honneur de représenter. J'ai toujours habité mon comté, sauf pendant une année que j'ai employée à voyager. Et, Dieu merci, j'ai su en profiter.

**Des voix à droite:** Ça paraît!

**M. Guertin (Hull):** La loi des pensions de vieillesse sera certainement un jour adoptée. J'en remercie d'avance l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault), pour les ouvriers.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** (Souriant) Il n'y a rien que je ne ferais pas pour faire plaisir à l'honorable député, si c'est possible.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable premier ministre a dit de l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé): "Il nous a critiqués, il nous a fait du bien." Je me demande s'il faut mourir pour être apprécié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député des Deux-Montagnes n'est pas mort. Le chef de l'opposition (M. Houde) l'a nommé chef honoraire!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il est honoraire et honorable.

**M. Guertin (Hull):** Je crois que je vais proposer l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est malheureux d'interrompre cela. C'est si beau! Continuez encore 10 minutes.

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport des compagnies de chemin de fer

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec, pour l'année finissant le 31 décembre 1928, en conformité de l'article 4, du chapitre 31 des Statuts refondus de la province de Québec de l'année 1925. (Document de la session no 32)

##### États, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre les états, les rapports et les statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 31 décembre 1928, en conformité de l'article 187 du chapitre 230 des Statuts refondus de

la province de Québec de l'année 1925. (Document de la session no 33)

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 11 heures du matin.

Nous aurons une séance de routine demain. Nous ajournerons ensuite à mardi après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

#### NOTES

1. *L'Action catholique*, à la page 9, et le *Montreal Daily Star*, à la page 16, du 17 janvier 1930 rapportent que M. Sauvé souhaite 20,000 décès au lieu de 36,000. Selon *L'Événement* du même jour, M. Sauvé désire un revenu de \$200 par cultivateur, au lieu de \$110. Nous retrouvons dans l'*Annuaire statistique* de Québec de 1930, que la moyenne des salaires et gages de la main d'œuvre agricole pour la province de Québec pour 1929 est de \$557 pour les hommes et de \$342 pour les femmes. L'estimation des revenus annuels bruts dérivés de l'agriculture pour la province (en milliers de dollars) en 1929 est de 320,422. Enfin, *The Gazette* du 17 janvier mentionne que M. Sauvé souhaite 300,000 familles rurales au lieu de 199,000.

2. *La Presse*, à la page 20, et le *Devoir*, à la page 2, du 17 janvier 1930 rapportent que Mme Couture recevait \$9.57 par mois, alors que le *Montreal Daily Star*, à la page 16, signale qu'elle avait \$9.32.

3. Selon *Le Canada* du 17 janvier 1930, à la page 4, les enfants avaient 26 et 28 ans.

4. Selon *L'Événement*, à la page 12, et la *Gazette*, à la page 13, du 17 janvier 1930, la dame a déclaré que son mari avait travaillé pendant 200 jours. *La Patrie*

du 17 janvier 1930, à la page 5, rapporte le chiffre de 220 jours et *Le Canada* du même jour, à la page 4, en signale 285.

5. *La Patrie* du 17 janvier 1930, à la page 5, rapporte que Mme Couture fut condamnée à \$5 d'amende pour ivresse et désordre, \$2 d'amende pour ivresse, \$13 d'amende pour ivresse et désordre, et \$20 d'amende pour ivresse. *The Montreal Dally Star* du 17 janvier 1930, à la page 13, rapporte plutôt 3 amendes de \$10, \$9 et \$20 pour ivresse et désordre.

6. *La Patrie* du 17 janvier 1930, à la page 5, dit qu'il en fut question six fois par jour dans Montcalm.

7. *L'Événement* du 17 janvier 1930, à la page 12, parle de la presse anglophobe de la province.

8. Selon *La Patrie*, à la page 5, *La Presse*, à la page 20 et *Le Canada*, à la page 4, du 17 janvier 1930, M. Perron aurait dit: "Je ne pourrais jamais me concilier à une idée aussi démocratique. Il faut laisser la démocratie de côté quand il s'agit d'une chose aussi importante que l'agriculture."

9. Selon le *Herald* du 17 janvier 1930, à la page 3, ces paroles sont dites par M. Perron, lui-même.

10. Selon *L'Événement* du 17 janvier 1930, à la page 12, le député de Richelieu (M. Turcotte) bondit alors de son siège.

Séance du vendredi 17 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de l'abbé G.-E. Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil (M. Drouin);

- de la St. Francis Valley Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Laperrière);

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Marchand);

- de la municipalité du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval (M. Poulin);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Power);

- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vautrin);

- de la ville de Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Vautrin).

**Succession  
J-A. Villeneuve**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Shawinigan Water  
and Power Company**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la charte de la

Shawinigan Water and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
Maurice Gougeon**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 concernant la succession de Maurice Gougeon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Dominion Bridge  
Company**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession  
John Pratt**

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Montreal Trust Company**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 modifiant la charte de Montreal Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**La congrégation du  
Très Saint-Rédempteur**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la

charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de LaSalle**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (**Montmorency**) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) que la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

  

---

## Séance du mardi 21 janvier 1930

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 10.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession  
Joseph Masson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par représentant de Lévis (M. Roy) que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier, valider et confirmer une certaine vente, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier, valider et confirmer une certaine vente est présentée, lue et reçue par la Chambre.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membre du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Daniel, Girouard, Kelly, Pérodeau, Power et Simard.

**Comité permanent mixte  
de la Bibliothèque de la Législature**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska

(l'honorable M. Perrault), qu'un comité spécial, composé de l'honorable M. Taschereau et des honorables MM. Mercier fils, Galipeault, Dillon, Ouellet et McMaster; MM. Bédard, Bernard, Blain, Bullock, Côté, Crépeau, Gault, Houde, Olivier, Roy, Thurber et Vautrin, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité permanent mixte  
des impressions législatives**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature et informant Leurs Honneurs que l'honorable M. Taschereau et les honorables MM. David, Dillon et McMaster, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Houde, Saurette, Savoie et Smart agiront de la part de cette Chambre comme membres dudit comité des impressions.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Adresse en réponse  
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 16 janvier, sur la motion proposée le mercredi 8 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**M. Guertin (Hull):** (Applaudissements à gauche) Je remercie le premier ministre d'avoir eu la condescendance de me permettre de proposer l'ajournement du débat, jeudi dernier. Il s'est rendu compte que je prêchais un peu dans le désert. Il m'est assez difficile de reprendre un discours au point où je l'ai laissé. Mais je n'ai point l'intention de répéter ce que j'ai déjà dit. Cependant, qu'on me permette d'ajouter quelques remarques au sujet de l'agriculture.

D'abord, le prêt agricole. Avons-nous une loi du crédit agricole qui convient à notre province et qui répond à tous les besoins? La loi actuelle est-elle bien celle que nous devrions avoir? Le taux d'intérêt de 6½ % imposé par la Commission du prêt agricole, dans la province de Québec, est inacceptable. Nos cultivateurs doivent payer 6½ % d'intérêt lorsqu'ils empruntent, tandis que, dans l'Ontario, où il y a aussi une loi du crédit agricole, les cultivateurs ne paient que 5½ %. Pourquoi?

Parce que, dans l'Ontario, le ministre de l'Agriculture a proposé une loi au lieu de prêcher dans le désert! Il n'a pas attendu la loi fédérale, mais a adopté une loi conforme à ses besoins, il y a quelques années. Il est intéressant de faire des comparaisons avec l'Ontario. Je n'ai pas l'intention de dénigrer ma province en établissant des points de comparaison avec la province d'Ontario. Je ne veux pas en dire du mal, mais signaler les maux, afin qu'on y trouve remède. S'il y a une crise agricole, pourquoi ne ferions-nous pas davantage pour les agriculteurs? Le gouvernement ontarien a déjà prêté \$32,000,000 aux cultivateurs en vue de la loi du crédit agricole.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien. Très bien<sup>1</sup>!

**M. Guertin (Hull):** On a dit que la crise agricole était mondiale, et qu'elle s'étendait jusqu'à la province voisine. Il est très intéressant de faire des comparaisons. Il n'y a pas de crise agricole en Ontario. Il est vrai que le programme du premier ministre Ferguson comprend certaines réformes, mais le fait que le gouvernement ontarien propose certaines réformes ne prouve nullement qu'il y a une crise. En Ontario, les taxes sont moins élevées.

La meilleure preuve est le prix très bas chargé pour les licences d'auto en Ontario. Dans la province voisine, on charge une taxe de \$5 pour les petites autos, alors que le propriétaire d'auto dans Québec paie de \$20 à \$25 pour une auto du même genre<sup>2</sup>. Vous conviendrez qu'il s'agit là d'une augmentation de 500 % de la taxe payée par les cultivateurs en Ontario par rapport à celle imposée au Québec. Ces taxes sont excessives et le devoir du gouvernement n'est pas d'imposer des taxes dans le but d'afficher des revenus et des excédents astronomiques, mais simplement d'obtenir suffisamment d'argent pour diriger les affaires de la province de façon efficace. Si toutes les choses sont ainsi, rien d'étonnant qu'il y ait une crise chez nous.

Et cependant, on chante continuellement l'augmentation des revenus. Dans cette Chambre, on n'entend parler que de millions. C'est la grande préoccupation du gouvernement pour les millions. Le discours du trône a parlé trois fois des surplus. On s'est d'abord fait dire que l'augmentation des rentrées d'argent au cours du dernier exercice financier permettait au gouvernement de etc., etc. Et puis, au dernier paragraphe, que nos revenus n'ont jamais été aussi élevés depuis la Confédération. Voilà de quoi s'enorgueillit le gouvernement.

On exige de moi que j'écoute en toute humilité la rengaine des augmentations de revenus poussée par les ministres et les députés de cette Chambre. L'honorable premier ministre nous a parlé avec fierté de l'augmentation de \$14,000,000 dans les revenus de la province, depuis qu'il est devenu premier ministre. Je suis surpris d'entendre les ministres s'enorgueillir de cette augmentation, les revenus ayant atteint, depuis que le premier ministre a pris le pouvoir, \$40,000,000 au cours du dernier exercice financier. C'est-à-dire qu'ils sont trois fois plus élevés.

Il faut pourtant convenir qu'une augmentation des revenus dans les trésors de la province signifie que quelques-uns ont dû payer pour remplir le Trésor, que ce dernier a dû se grossir soit par la recette provenant de plus lourdes taxes, soit par la vente du domaine national. L'augmentation des revenus veut dire que les taxes ont augmenté ou qu'on a liquidé les ressources naturelles de notre province. Je n'ai pas l'intention de vous montrer à quel point nos taxes ont augmenté, ni à quel point nous avons liquidé nos richesses naturelles.

Je veux simplement attirer votre attention sur ce que je considère être un aveu du gouvernement, lorsqu'il claironne à la ronde que nous avons augmenté les revenus de la province de 300 % depuis

les 10 dernières années, alors que la prospérité de la province, elle, n'a pas augmenté de 300 %. C'est une admission du gouvernement qu'il taxe les contribuables d'une façon ou d'une autre de \$14,000,000 de plus, alors que la prospérité de la province n'a pas augmenté d'autant. Les revenus des citoyens n'ont certainement pas été multipliés par le chiffre 300. Cependant, c'est toujours le mot prospérité qui revient sur le tapis. Le gouvernement se condamne lui-même en disant qu'il a augmenté les revenus de 300 % en 10 ans.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Très bien, très bien!

**M. Guertin (Hull):** On parle sans cesse de prospérité. Or, le dernier bulletin de l'agence Dunn's, au sujet de la prospérité des provinces, daté du 4 janvier dernier indique que, du 8 novembre au 3 janvier, il y a eu 229 faillites dans la province de Québec et 112 en Ontario<sup>3</sup>. Et les statistiques sont les mêmes depuis longtemps. On parle ensuite de prospérité. Et nous voyons que, d'année en année, il y a eu plus de faillites dans la province de Québec que dans la province d'Ontario. D'année en année, on rapporte au moins une centaine de faillites de plus au Québec qu'en Ontario.

Il y a quelques semaines, il y a une calamité qui s'est produite dans le monde entier: nous avons eu un krach à la bourse. Des milliers des nôtres ont perdu toutes leurs économies et se voient, à l'automne de leur vie, obligés de se mettre au crochet de leurs enfants ou de la charité publique. Il serait téméraire d'accuser le gouvernement d'être responsable de ce krach. On ne pourrait l'accuser avec justice d'être responsable de la dégringolade de la bourse qui vient de plonger des milliers de gens dans la misère.

Mais le gouvernement a cependant une large part de responsabilité; à force de parler de millions, de prospérité, de surplus, il a amené le peuple à croire qu'il était riche, qu'il vivait dans un pays riche, qu'il partageait la soi-disant prospérité du pays et qu'il pouvait avoir à volonté des millions. Nos gens ont cru qu'ils n'avaient qu'à tirer sur une ficelle et que les millions leur tomberaient tout cuits dans le bec. Les gens se sont habitués à vivre au-delà de leurs moyens et ont contracté l'habitude de jouer à la bourse pour jouir plus rapidement de cette prospérité. Les Québécois se sont laissés bercer par un faux sentiment de sécurité et risquent leur fortune en achetant des actions dont la valeur est artificiellement augmentée.

C'est un mal de tant parler de prospérité et de millions, quand nos cultivateurs souffrent de la crise dont parle le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) et que nos ouvriers ne gagnent pas suffisamment pour leur permettre de vivre comme ils devraient. Il est injuste de parler de millions quand nos cultivateurs sont gênés, quand le chômage existe à l'état endémique dans tout le pays.

On parle de prospérité, et cependant, on admet qu'il y a une crise agricole très grave et, de plus, le chômage est considérable. Il y a actuellement 40,000 sans-travail. Où est-elle donc cette prospérité? Le chômage existe à l'état épidémique. Si le pays est si riche, comment se fait-il qu'il y a aujourd'hui 40,000 chômeurs dans la province? Si on a tant de surplus, comment se fait-il qu'on n'assure pas de travail aux chômeurs? Si le gouvernement est si prospère, il devrait faire quelque chose pour parer à la situation, comme l'ont fait les gouvernements des autres provinces.

Dans les provinces de l'Ouest, le gouvernement prend des mesures pour empêcher le chômage. En Colombie-Anglaise, le gouvernement paie \$2 par jour aux chômeurs. En Saskatchewan, on a fait de même. En Alberta, on a commencé une vaste politique de développement. Au Manitoba, on aide les municipalités qui font des travaux. Vous me répondez que c'est dans l'Ontario qu'on fait le moins pour les chômeurs. Mais c'est la province où il y a le moins de chômeurs. Québec est en deuxième place.

Pourquoi le gouvernement du Québec ne fait-il rien s'il a tant de revenus et d'excédents? Puisque le gouvernement de Québec accumule des millions, pourquoi ne fait-il pas quelque chose pour les chômeurs? Est-ce que le gouvernement ne gouverne que pour accumuler des millions? Il faudrait faire les travaux publics que le gouvernement a promis de réaliser tout de suite, dans les villes et un peu partout où on souffre du chômage: à Québec, à Montréal, à Hull. Pourquoi le gouvernement ne construit-il pas une aile au palais de justice de Hull, dès cet hiver, quand même il en coûterait un tiers ou 50 % plus cher, afin d'aider les chômeurs?

Il peut en coûter plus cher de faire certains travaux en hiver, mais le gouvernement si riche devrait les entreprendre, afin de donner de l'emploi et du pain aux ouvriers qui en manquent. Le gouvernement n'a pas le droit d'accumuler le revenu plus que ne l'exigent les dépenses, quand il y a tant de misère à soulager.

Le gouvernement prétend avoir la plus petite dette du dominion, après l'Île-du-Prince-Édouard, tandis qu'Ontario a une dette de \$393,000,000, alors que celle de Québec est de \$79,000,000?

N'applaudissez pas trop vite, car si l'on déduit les sommes investies au compte du capital, en prêts à la Commission hydro-électrique, au T. & N. et en prêts aux cultivateurs, la dette ontarienne n'est que de \$30,000,000 nette, contre \$79,000,000 dans Québec. Des \$393,000,000 de la dette ontarienne, il y a \$363,000,000 au compte capital, dont \$153,000,000 prêtés à l'hydro et \$122,000,000 aux municipalités pour les travaux de voirie. Notre dette est de \$79,000,000 et nous n'avons rien au compte capital<sup>4</sup>.

Le ministère de la Voirie a changé de chef.

**Des voix à gauche:** C'est pour le mieux!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Est-ce que tous les changements sont pour le mieux?

(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous l'espérons.

**M. Guertin (Hull):** Le ministère de la Voirie a publié un magnifique guide de tourisme: sur les routes de Québec. Le gouvernement y a vanté ses bonnes œuvres et il colore généreusement la carte de riantes couleurs. Un guide "tout mystique" avec un joli couvert bleu...

(Rires)

... dans lequel à la page 361, on dit que Hull est un des plus grands centres commerciaux et industriels de la province, après Québec et Montréal. C'est incomplet! On a consacré 42 lignes à Hull, la troisième ville de la province, contre 80, pour Trois-Rivières, 72 pour Thetford Mines, et 144 à Sorel. Probablement parce que Sorel a gagné ses épaulettes.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est plus tassé pour Hull.

**M. Guertin (Hull):** Je prétends que c'est là un manque de charité et une injustice pour le comté de Hull. Il y a aussi des erreurs. On dit, par exemple, que, dans les environs de Hull, plus de 100,000 chevaux-vapeur sont développés et offerts à bon marché à l'industrie. Or, il y a 700,000 chevaux-vapeur dans les environs de Hull. Au point de vue religieux, le guide dit que Hull a trois paroisses. Nous en avons quatre. Il y a d'autres erreurs impardonnables et beaucoup d'exagération dans ce volume. C'est bien beau d'exagérer un peu pour les étrangers, mais il ne faut pas aller trop loin.

Ainsi, on dit qu'Aylmer est un grand et important centre industriel et commercial grâce à la prospérité gouvernementale. Il l'était, mais il n'y a plus d'industrie. Il y en avait une à Deschêne, à cinq milles de là, mais avec la prospérité de notre province, l'industrie a fermé ses portes. Presque toutes les industries de Aylmer ont fermé leurs portes depuis les derniers cinq ans, depuis que le trust de l'électricité et du papier a mis la main sur toutes les limites à bois qui autrefois alimentaient les moulins d'Aylmer. On parle aussi d'une industrie de nickel, mais il n'y en a jamais eu.

Il y a plus que cela. On parle de Saint-Pierre de Wakefield. Saint-Pierre est une paroisse, et Wakefield en est une autre. Faut pas que je l'oublie. Il y a des cartes géographiques dans le guide pour guider les touristes. Je plains ceux qui se guideront sur celle de Hull. Il y a un pont qu'ils vont chercher vainement. On y indique qu'il y a trois ponts entre Ottawa et Hull. Il n'y en a plus que deux. Le troisième est à cinq milles des autres, en dehors de Hull. D'après les journaux, il en a coûté énormément cher pour faire ce volume. On aurait pu au moins être un peu plus véridique.

La soi-disant prospérité de la province n'est certainement pas évidente chez les travailleurs. Le gouvernement nous chante sa ritournelle de prospérité et insulte l'opposition, lorsque celle-ci note les secteurs où la prospérité fait défaut. Parlant de prospérité, l'an dernier, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a visité notre beau comté. L'honorable ministre nous a dit que nous avions un beau comté. Quand je disais que Hull était un des plus beaux comtés de la province, on ne me croyait pas du tout. Mais aujourd'hui, le ministre est là pour appuyer mes paroles. Mais ce qui a choqué nos oreilles, c'est lorsqu'il a ajouté qu'il avait trouvé là une population prospère. Ce qui n'est pas poli, c'est d'entendre parler de la prospérité de Hull. La population de Hull a augmenté de 200 l'an dernier, ce qui prouve qu'en comptant les naissances, la ville a perdu 1,000 habitants. Non, Hull n'est pas prospère.

Le gouvernement vante fort sa prospérité, et il prétend avoir vendu nos ressources naturelles pour donner de l'ouvrage à nos gens. C'est pourquoi, sans doute, dans la région de Hull, le plus grand trust du Canada paie des hommes 20 sous de l'heure pour travailler dans la rue. Partout dans Hull triomphe l'International. Oui! Elle paie ses hommes bons ouvriers, la main-d'œuvre canadienne-française saine et honnête et paisible dont parle le premier ministre, au prix de 20 cents de l'heure! Il leur faut bien accepter ce prix ridicule, s'ils ne veulent pas traverser

la frontière pour gagner leur vie à l'étranger. Nous avons des millions, mais nos ouvriers sont exploités par le trust de l'International Paper.

Voilà pourquoi nos gens s'en vont en exil. Et si les ouvriers n'avaient pas ce dernier exutoire, il se produirait de graves désordres dont le gouvernement aurait à porter la responsabilité. Un grand nombre de familles de Hull et d'Aylmer sont à Détroit, ou à Windsor. À Détroit, il y a toute une paroisse composée d'anciens citoyens de Hull. La paroisse de Saint-Boniface compte 200 pères de famille venant de Hull et des environs. À Windsor, 250 familles sont établies là qui viennent de la ville d'Aylmer. Résultat, en dépit de la prospérité dont se vante le gouvernement, il y a à Aylmer, 300 maisons<sup>5</sup> qui ont été fermées et barricadées par suite de la prospérité dont nous jouissons. C'est encore un résultat imprévu de notre si belle prospérité qui chasse 300 familles de notre province.

(Applaudissements à droite)

Nous avons là autant de prospérité qu'ailleurs, mais je regrette que l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) n'ait pas été accompagné du député de Hull (M. Guertin) dans sa visite. Si le ministre avait cru bon de se faire accompagner du député du comté, ce dernier lui aurait montré plusieurs bobos. Il lui aurait montré de telles choses qu'en revenant il n'aurait pu s'écrier: "J'ai trouvé là une population heureuse et prospère."

Nous avons une école technique. Nous remercions le gouvernement de cette école, mais nous devons quémander continuellement pour la faire vivre. Alors que cette école peut loger 300 élèves et qu'elle devrait en recevoir 600, elle n'en a que 90. De la prospérité, y en a-t-il, lorsqu'on sait que l'École technique de Hull, qui peut en contenir 300, n'a que 90 élèves? Et sur ce nombre, 60<sup>6</sup> nous viennent d'Ottawa en Ontario<sup>7</sup>. Pourquoi n'y en a-t-il pas plus? Parce que les nôtres n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école et sont obligés d'en faire des cireurs de bottes et des porteurs d'eau<sup>8</sup>!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Très bien, très bien!

**M. Guertin (Hull):** Les trusts exploitent les pères de famille qui sont obligés de faire travailler leurs enfants dès l'âge de 12 ans. Ils n'ont pas le choix, car ils n'ont pas les moyens de leur donner la formation technique à laquelle ils devraient avoir droit. Et savez-vous combien nous coûte cette école? Cette école coûte \$55,000 par année, soit \$1,000 pour chaque enfant de Hull qui la fréquente<sup>9</sup>. Ça,

c'est de la prospérité. Et, en ce pays de cocagne, il n'y a qu'à franchir la Gatineau pour arriver à encore un endroit où le ministre n'a pas mis les pieds. Et c'est cela qu'on appelle de la prospérité.

À la Pointe Gatineau, à Hull-Sud à 2 milles de la capitale du Canada, à l'ombre de la tour du parlement fédéral, on trouve un endroit où 20 familles avec 32 enfants en âge scolaire. Il y a 32 enfants en âge d'aller à l'école! Ils ne peuvent y aller, il n'y a pas d'école! Ils laissent les enfants grandir dans l'ignorance, faute d'école, car ils sont trop prospères pour payer pour la scolarisation de leurs enfants. Des enfants de 14 ans n'ont pas encore fait leur première communion, faute d'instruction nécessaire.

On s'est plaint au gouvernement et on a eu la réponse: "Poursuivez les commissaires d'écoles". Le gouvernement qui fait tant de bruit autour de l'école du rang, n'a pu encore trouver dans ses millions assez d'argent pour faire construire une école à cet endroit. Notre gouvernement donne des millions pour l'éducation supérieure, mais n'a pas trouvé les quelques piastres nécessaires pour bâtir une école et payer une institutrice pour y faire la classe. Il n'a rien fait à Hull-Sud, afin que les *Canayens* restent des ignorants, des illettrés.

Poussons plus loin dans le comté, vers un autre endroit que le ministre n'a pas visité. Tandis qu'il manque des écoles en certains endroits, Ailleurs, à 2 milles du lac Sainte-Marie, c'est une école qui est fermée. Le gouvernement n'a rien perdu, car elle a été construite par les colons qui s'y sont établis en 1897. En 1897, un groupe de familles sont parties coloniser d'excellentes terres. Il n'y avait aucune route. Il n'y avait aucune école. Les enfants ont grandi et le temps est venu de les instruire. Le gouvernement ne répondant pas à leurs besoins, les colons se sont réunis et ont construit leur propre école.

Mais ils avaient besoin d'un enseignant, et comme ils étaient laissés à eux-mêmes et que le gouvernement ne leur accordait aucune attention, ils ont dû, de leur propre initiative, engager une institutrice. Seuls quelques-uns d'entre eux avaient les moyens de payer l'institutrice et, deux ans plus tard, ils ont dû renoncer à l'école. Ils ont ensuite dû renoncer à leurs terres. La vieille école est aujourd'hui pratiquement introuvable et les maisons ont été abandonnées et tombent en ruine. Aujourd'hui, il ne reste plus que deux vieillards dans cet endroit<sup>10</sup>.

À Hull même, nous avons, au milieu des industries à millions, des enfants qui ne savent même pas leurs grosses lettres. Il y a des jeunes gens de mon âge qui, au milieu de la richesse et de la

prospérité du gouvernement, ne savent pas lire ni écrire. Ce sont ceux-là que l'International emploie à 20 ou 25 sous l'heure. C'est encore la prospérité. N'en parlez plus de prospérité!

Retournons à Aylmer, jolie petite ville crucifiée par le gouvernement et à sa prospérité. Elle avait jadis de belles scieries; aujourd'hui, elles sont fermées par suite du trust. La ville est morte le jour où on a donné aux trusts monopoleurs le privilège d'accaparer toutes les concessions forestières de la région, coupant ainsi l'approvisionnement en bois aux scieries de la ville. Les scieries ont dû fermer et la petite ville est morte. La Société Saint-Jean-Baptiste d'Aylmer qui a revendiqué nos droits est acculée à la faillite.

C'est pourtant une société nationale. Elle fera demain cession de ses biens. Elle avait 400 membres. Elle n'en a plus que 60. Les vieux sont morts. Les jeunes sont partis. Demain, nous assisterons au désastre de voir tomber cette société. Que penseront les Canadiens français de la prospérité de notre province devant ce désastre? Quelle belle prospérité!

Que font-ils de leur prospérité? Donnent-ils à la province et à ses habitants leur part de prospérité? Donnent-ils aux personnes âgées, aux invalides, aux orphelins, aux veuves et aux pauvres leur part de cette prospérité? Chez nous, un ouvrier, mon voisin, est affligé par la maladie d'un enfant frappé de diphtérie. Pour garder la vie de cet enfant, il lui faut acheter du sérum, et cela lui coûte \$20<sup>11</sup>. Il me disait: "Si je restais de l'autre côté de la Gatineau, ça ne me coûterait rien, car dans Ontario, où il y a moins de prospérité, on donne du sérum gratuitement". Ici, dans notre province, un pauvre ouvrier doit débours \$22 ou voir son enfant mourir!

L'honorable député de L'Islet (M. Godbout) s'est plaint du fait que le coût de l'électricité est trop élevé. Je partage cet avis. Mais je soulignerais la raison pour laquelle le coût de l'électricité est si élevé. En ce qui concerne les taux de l'électricité dans la province, et de l'exportation de l'énergie en Ontario, je crois qu'il n'y a pas là un signe de prospérité. Les taux de l'électricité sont plus élevés dans le Québec que dans l'Ontario. La différence des taux payés dans Québec et dans Ontario est énorme. La province de Québec est la plus abondamment pourvue d'électricité dans tout le pays et paie le plus cher, à cause du trust qui s'est emparé de nos ressources hydroélectriques.

L'International Power a fusionné, par exemple, la Hull Électrique, la Maniwaki, la Papineau Électrique, etc., et c'est ainsi dans toute la province. Le gouvernement n'a pas su profiter de l'expérience du passé. Il a laissé des compagnies

comme l'International mettre la main sur tous les pouvoirs électriques de Hull et de la région. La Beauharnois devait nous donner de la concurrence, avec la Montreal Power. Il n'y a aujourd'hui qu'une compagnie dans la région qui produit de l'électricité et une autre qui la distribue. Chez nous, c'est la Gatineau Power et, dans toute la province, seuls quelques monopoles fournissent de l'électricité, soit la Shawinigan, la Montreal Light et ainsi de suite. L'Ontario est dans une situation meilleure parce qu'elle a sa commission hydroélectrique. Nous n'avons pas le droit de critiquer le principe de la Commission d'État. Nous en avons une ici, celle qui gère le monopole de la vente de spiritueux, mais si nous parlons d'en créer une dans Québec, on nous traite de bolcheviks, de socialistes.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** D'antidémocrates!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** De sonneurs de fausses alarmes!

**M. Guertin (Hull):** Pendant que nous payons des taux exorbitants, la Commission hydroélectrique de l'Ontario fait des profits énormes. Son dernier surplus a été de \$2,016,450 l'an dernier; elle achète à bas prix 700,000 chevaux-vapeur de notre province et vend une partie, à haut prix, aux Américains, ce qui lui rapportait l'an dernier un profit de \$2,000,000. Elle achète 100,000 chevaux-vapeur de la Témiskaming, en prendra 200,000 de la Gatineau, et bientôt, cette Commission va obtenir 250,000 chevaux-vapeur de la Beauharnois. L'honorable premier ministre prétend que nous n'exportons pas d'électricité aux États-Unis. Les statistiques du Canada démontrent que nous en exportons par la commission d'Ontario et une autre compagnie. Autant que j'ai été en mesure de le constater, nos exportations dans la province sœur représentent un cinquième de notre production, soit 20 % de notre énergie électrique, et l'Ontario continue d'augmenter ses exportations aux États-Unis, d'année en année.

L'honorable premier ministre explique cela en disant qu'il ne veut pas s'opposer au commerce de Québec avec Ontario. Mais le libre-échange existe-t-il entre les provinces de l'Ontario et de Québec? Essayez donc d'entrer en Ontario avec une bouteille de la Commission des liqueurs du Québec. Ce libre-échange existe-t-il, par exemple, en ce qui a trait à la chasse et à la pêche? Toute personne de l'Ontario qui veut venir chasser ou pêcher ici doit débours un prix considérable pour un permis.

Jetons une fois de plus un coup d'œil aux legs de biens personnels. Les héritiers résidant en Ontario au moment de la mort du testateur doivent payer des taxes plus élevées que ceux habitant au Québec. Et il est établi depuis longtemps que les richesses d'une province appartiennent à cette province, et non à tout le dominion. Nous avons vu dernièrement le gouvernement rendre des richesses naturelles à des provinces alors qu'elles n'en avaient pas la pleine propriété. Et malgré ce que dit l'honorable premier ministre, je prétends qu'Ontario n'a pas besoin de notre électricité.

L'Ontario signe des contrats lui assurant 700,000 chevaux-vapeur de notre énergie et elle garde des réserves pour le jour où elle ne pourra plus nous soustraire ce grand facteur de prospérité. La preuve, c'est que la province voisine a des pouvoirs sur les rivières Mississipi, Muskoka, sur le rapide des Chats, qui lui donne une réserve de 190,000 chevaux-vapeur pour ces besoins futurs<sup>12</sup>. Avant de s'apitoyer sur la disette d'électricité de l'Ontario, et de lui céder nos richesses hydrauliques, on aurait mieux fait d'entreprendre une petite enquête sur les pouvoirs inexploités dans cette province. On aurait découvert que Muskoka regorge d'énormes quantités d'énergie hydroélectrique inexploitée, en prévision du jour où Québec ne pourra plus en fournir.

Résultat: nous avons dû provoquer des inondations sur la Gatineau pour fournir de l'électricité à l'Ontario. On a exproprié des cultivateurs à cause de ces inondations et on leur a fait subir de nombreux préjudices. Ils disent que les cultivateurs ont été très bien payés, mais au printemps passé, on a provoqué des inondations dans la région de la Gatineau, et certains agriculteurs n'ont pas encore reçu un cent de compensation.

Résultat: nos fils sont obligés de suivre les fils électriques pour trouver à manger parce que nos forces hydrauliques ne nous amènent pas d'industrie. Si nous avions conservé l'électricité chez nous, nous aurions attiré des industries chez nous, qui nous auraient permis de garder nos gens, et nous aurions payé des taux moins exorbitants.

Résultat: trois paroisses ont déjà disparu. Dans l'une d'elle, les fils de distribution qui transportent l'électricité de Québec et d'Ontario, passent à la porte de l'église, et on ne peut pas même avoir les kilowatts nécessaires pour l'éclairer. On lui refuse le service d'électricité.

J'ai devant moi la photographie d'un barrage en Allemagne, où les autorités ont exigé que la compagnie construise un pont sur le barrage pour qu'on puisse traverser la rivière. Mais ici, lorsqu'on

a érigé le barrage à Chelsea, on n'a pas construit de pont et, deux ans plus tard, on a dû en bâtir un qui a coûté \$60,000 à la municipalité ou à la province.

Résultat: d'après les experts, chaque 1,000 chevaux-vapeur est censé donner du travail à 355 familles<sup>13</sup>. Nous aurions donc pu garder 2,000 habitants chez nous. Si nous gardions toute notre énergie et si le gouvernement avait été plus prévoyant, on aurait pu ajouter 138,000 âmes à notre population<sup>14</sup>.

Non seulement nous avons fait don d'une de nos richesses naturelles qui aurait dû servir à enrichir nos enfants et leurs enfants plus tard, mais au barrage de la Gatineau, on emploie 150 hommes à de beaux salaires et qui viennent tous de l'Ontario. Le bureau de la Gatineau Power, qui fait son argent avec notre électricité et qui exploite nos chutes et vend notre électricité à l'Ontario n'est même pas dans la province de Québec, mais dans l'Ontario. Et les meilleures positions de cette compagnie sont entre les mains des étrangers. Combien de ces personnes viennent du Québec? Je ne parviens pas à le déterminer. Je n'ai même pas été capable de dénicher une seule employée de bureau à leur emploi originaire de notre province, et ces gens-là vivent de notre énergie.

L'honorable premier ministre, parlant à des industriels réunis à Québec, l'an passé, le 16 octobre, a affirmé qu'un grand capitaine d'industrie lui avait dit que les industries étaient attirées chez nous pour trois raisons, dont la première est le fait que nous possédons des forces hydrauliques.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nommez les deux autres.

**M. Guertin (Hull):** Deuxièmement, parce que nous avons des lois saines.

(Applaudissements à droite)

Troisièmement, parce que nous avons une bonne main d'œuvre saine.

**Des voix à gauche:** C'est pas la faute du premier ministre, ça.

**M. Guertin (Hull):** La meilleure raison et la principale raison qui attire les capitalistes et les industries, c'est nos richesses hydrauliques, notre énergie électrique. *L'Événement*, du reste, que l'on ne peut accuser de partisanerie, a reconnu cela. Le premier ministre a admis lui-même que les grosses industries venaient s'établir dans Québec à cause de l'abondance de l'énergie électrique. Et, cependant, le

premier ministre laisse transporter cette richesse en Ontario et aux États-Unis, afin d'aider nos concurrents ontariens à même nos ressources naturelles. Il faut absolument faire quelque chose du côté de l'énergie électrique dans notre province. L'opinion publique s'agite, les journaux s'émeuvent et de nombreux articles ont été écrits pour attirer l'attention publique sur la situation.

Il est peut-être un peu tard, mais il faut faire quelque chose. Nous sauverons ce qui reste. Un journal de l'Ontario dit qu'il ne comprend pas comment il se fait que, dans Québec, nous payons notre électricité plus chère que dans Ontario. Pourquoi? C'est facile à comprendre, la faute en est au trust de compagnies dont les stocks sont mouillés cinq fois, dix fois. Les journaux accusent les compagnies de cela et ces dernières ne répondent pas. Nous devons en conclure qu'il doit y avoir des gens qui font des millions et des millions dans cette province. On fait des millions avec l'électricité qu'on nous vend trop cher.

Maintenant, M. l'Orateur, je me demande si nous n'aurons pas bientôt une surproduction. On prétend que nos ressources hydrauliques sont inépuisables. Nous avons quand même le devoir d'être prudents. Il pourra surgir prochainement un nouveau Barnjum qui nous dira le contraire en nous apprenant qu'en réalité nos ressources sont loin d'être inépuisables.

Grâce à l'amabilité de l'honorable premier ministre qui m'a permis d'ajourner le débat, j'ai payé mon compte pendant l'ajournement. À Hull, nous payons les taux les plus bas qui se paient dans la province, sans exception. Malgré cela, du 14 novembre au 13 janvier, j'ai moi-même payé \$5.23 pour 400 k.w.h.. Une petite comparaison fait voir que 400 k.w.h. aurait coûté \$4.23 à Ottawa, \$13.30 à Québec, \$6.40 à Montréal, \$4.40 à Toronto et \$9 à Aylmer<sup>15</sup>.

Dans les villages ontariens ils coûteraient \$7.15. Dans certains centres de notre province ces 400 k.w.h. coûteraient jusqu'à \$40<sup>16</sup>. Winnipeg a municipalisé son service, et les taux sont baissés de \$0.20 de l'heure à \$0.01. À Québec, le prix est de \$0.07 de l'heure. En Ontario, en 1927, le taux moyen pour une douzaine de villes a été de neuf dixième de cent de l'heure, et dire que c'est notre électricité qui est vendue à \$4 à Ottawa et que nous payons jusqu'à \$40 dans la province de Québec. Et c'est là, ce qu'on appelle la prospérité. Ce sont de touchants effets de la prospérité! La province qui a les plus grandes ressources en électricité la paie plus cher qu'elle ne la vend aux étrangers! N'ai-je pas raison de dire que nous devons faire quelque chose?

J'ai peut-être discuté un peu longuement la question de l'électricité, mais la Chambre me le pardonnera. La situation est grave à la fois pour les habitants des régions rurales et ceux des villes, qui se voient obligés de payer excessivement cher pour leurs propres richesses naturelles. Nous nous sommes fait rouler dans le passé, mais nous devons faire quelque chose pour que les taux ne soient pas plus élevés dans nos villes que dans les villes d'Ontario. Multiplions nos lignes de distribution pour donner l'électricité aux cultivateurs, et ce sera un bon moyen de régler la crise agricole.

Je demande à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) de prendre en mains ce problème pour assurer de l'électricité à bon marché aux cultivateurs. Que l'on construise s'il le faut, aux frais du gouvernement, des lignes de transmission. On nous a déjà félicités pour nos suggestions, et j'espère qu'on aura encore l'occasion de nous féliciter. Je promets au gouvernement de le critiquer avec bienveillance et sans manquer aux règles de la courtoisie. Je souligne la loyauté de l'opposition et, au nom de mes collègues, je promets qu'elle s'appliquera toujours à servir les meilleurs intérêts de la province de Québec<sup>17</sup>.

(Applaudissements soutenus à gauche)

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** se lève. (Applaudissements à droite)

Il félicite le président Bouchard de son élection et lui fait un joli compliment.

Nous avons entendu de nombreux discours, M. l'Orateur, au cours de ce débat. Notre province a vu avec une certaine surprise l'honorable chef de l'opposition se comparer à Christophe Colomb, découvreur de l'Amérique. Mais encore mieux que cela, voilà qu'il se pose en martyr. Je laisse à d'autres le soin de le canoniser, et en attendant que son nom soit porté à la liste des martyrs canadiens, vous me permettez de faire observer combien il est injuste envers ses amis lorsqu'il prend ainsi des airs de grande victime sacrificielle. L'honorable chef de l'opposition, après s'être modestement comparé à Christophe Colomb et aux découvreurs - je ne lui en fait pas le reproche, car j'ai été heureux de voir que la race des découvreurs n'était pas éteinte - l'honorable chef de l'opposition a critiqué la presse de notre province. Il s'est posé en martyr et s'est plaint du traitement qu'il a reçu des journaux.

Il est bien difficile, surtout à l'égard de la *Gazette*, vieux journal conservateur qu'il a d'abord attaqué de façon amère. La reconnaissance n'est pas son fait. J'ai été surpris de l'entendre, car j'avais lu

dans la *Gazette*, au cours des campagnes de Compton et Richelieu, de grands et superbes éloges de l'honorable chef de l'opposition. Pourtant, aucun journal, pas même *Le Goglu* de Montréal ou le *Journal* de Québec ne lui a fait autant d'éloges. Il lui a donné des comptes rendus d'assemblées qui ont dû lui tirer les larmes.

Si la mémoire de mon honorable ami lui fait défaut, je lui demanderai de relire le journal *The Gazette* du 24 septembre dernier et les éditions subséquentes de ce journal qui traitent de sa personne. Je me contenterai, dans le but de montrer que mon honorable ami a tort de se poser en martyr et de faire preuve d'ingratitude à l'endroit de la *Gazette*, de citer un passage de la *Gazette* du 28 octobre dernier où, sous un en-tête imprimé dans les caractères les plus gros qu'utilise ce journal, on parle de lui dans les termes qui suivent.

Parlant de l'assemblée de Saint-Ours, voici ce que la *Gazette* disait: "En ce qui concerne le maire - c'est ainsi, dit-il, que la *Gazette* fait ressortir les titres du chef de l'opposition - on peut dire sans hésitation qu'il a prononcé le meilleur discours de sa vie politique jusqu'à date. Il a fait pour les cultivateurs de ce comté ce qu'il a fait pour les ouvriers de Sainte-Marie, et aussi bien. Il a parcouru toutes les gammes des émotions humaines, en touchant chaque note et en pressant sur chaque ressort délicatement et efficacement. À certains moments son auditoire se tordait de rire. "Je ris pour ne pas pleurer", fit-il observer en guise de commentaire. À d'autres moments, il était évident qu'il y avait des larmes, même chez les hommes d'un âge auquel ils ne sont pas supposés se laisser émouvoir par les discours. Cela se passait au moment où le maire a parlé de trahison de la race."

Le correspondant de la *Gazette* n'était pas seul à la réunion de Saint-Ours, et l'éloquence du chef de l'opposition et les larmes versées en réaction à son discours n'ont en tout cas pas suffisamment impressionné les vieillards pour les empêcher de voter pour le candidat du gouvernement. J'aurais tendance à croire que le distingué correspondant envoyé par la *Gazette* à Saint-Ours ce jour-là avait des visions.

(Souriant et se tournant vers la galerie de la presse) Je ne savais pas que le correspondant de la *Gazette* put s'émouvoir à ce point. Mais ce qui m'étonne, encore plus, après un tel panégyrique, c'est que l'honorable chef de l'opposition ait traité ce vieux journal conservateur de journal libéral et ait manqué de reconnaissance. Le correspondant de la *Gazette* constatera que l'on ne peut pas toujours compter sur

la gratitude de ses amis. La gratitude n'est pas toujours de longue durée dans ce monde. De toute évidence, le chef de l'opposition préfère les louanges du *Goglu*.

Je félicite le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) de son discours. Il a fait un discours éloquent. Il y disait que trois facteurs contribuent à assurer la prospérité d'un pays: la force du capital humain, la valeur morale de la population et les biens matériels à développer ou à conserver. J'ai écouté l'honorable député des Deux-Montagnes avec attention. Il a posé une question à laquelle je voudrais répondre. Il a dit: "Sommes-nous meilleurs, moralement plus forts, plus riches, plus prospères et plus heureux qu'il y a 10 ans?" Il n'a pas répondu à la question. Mais son collègue de Hull a donné une réponse, lui, en traçant un sombre tableau de la population de son comté.

Me plaçant en face des faits, en regardant la situation de notre province, je n'hésite pas à déclarer et à répondre affirmativement à la question de l'honorable député des Deux-Montagnes: Oui, nous sommes plus riches, plus prospères et plus heureux qu'il y a 10 ans, nous avons fait de grands progrès. Nous sommes meilleurs aussi. Notre population n'a rien perdu de son attachement au sol, ses institutions, à ses traditions, à ses croyances qui ont fait notre passé et que notre jeunesse conservera pour l'avenir.

Le développement intellectuel de notre population s'est poursuivi. Nous avons accompli des progrès remarquables dans ce domaine. Au point de vue de l'instruction publique, nous avons 100,000 élèves de plus dans nos écoles élémentaires. Nos universités et nos collèges classiques sont débordés, nos écoles techniques ont des centaines d'élèves, des fils d'ouvriers, qui s'instruisent pour pouvoir mieux gagner leur vie. Ces institutions n'ont pas assez de places pour les jeunes gens qui veulent suivre leurs cours; elles ne peuvent recevoir tous ceux qui veulent y entrer.

L'honorable député de Hull (M. Guertin) a dit que 90 élèves fréquentaient l'École technique de Hull, au lieu de 300 qu'elle devrait avoir. Ces 90 élèves suivent les cours du jour. Mon honorable ami a oublié de dire que 258 élèves suivent les cours du soir, ce qui fait un total de 348 enfants de Hull fréquentant cette école. De plus, nos fils de cultivateurs fréquentent de plus en plus les collèges appropriés.

(Applaudissements)

En ce qui concerne l'hygiène publique, le gouvernement a fait tout ce qu'il était possible de faire pour la sauvegarde du capital humain au cours des sept dernières années. Le gouvernement porte

une attention spéciale au capital humain. Il n'y a pas un gouvernement qui y soit plus attentif. Y a-t-il un ministre qui s'est plus dévoué pour l'instruction publique, l'hygiène, l'assistance publique que l'honorable secrétaire de la province (M. David)? Il a réalisé des progrès.

Des centaines de mille dollars ont été dépensés pour diverses cliniques dans cette province. La mortalité infantile a diminué de 250 à 122 par 1,000 naissances sous son administration, et la mortalité par la tuberculose a diminué de 170 à 120 par 1,000. Voilà des chiffres qui sont éloquentes. Au cours des sept dernières années, le gouvernement s'est engagé à donner \$18,000,000 à nos hôpitaux<sup>18</sup>, aux sanatoriums et aux services médicaux. C'est certainement là un signe de progrès.

Au point de vue matériel, au lieu de progresser, nous avons rétrogradé, selon le député de Hull (M. Guertin). Cependant, nous avons reçu dernièrement un autre témoignage que celui de l'honorable député de Hull, de la part des grands présidents et gérants de banque du pays, hommes désintéressés, qui non seulement apportent une note optimiste, mais constataient nos immenses progrès accomplis au cours des dernières années, et l'on voit que le progrès est devant nous.

Grâce au capital canadien et étranger, il y a peu de provinces qui aient fait autant de progrès industriels depuis 10 ans. Des villes industrielles ont été créées et ont grandi. Les industries ont surgi partout et la population a aussi augmenté partout, à Shawinigan, Grand'Mère, Arthabaska, Sherbrooke, Trois-Rivières, Drummondville, Victoriaville, etc., etc. Trois-Rivières a 50,000 âmes si l'on ajoute la population des villages environnants. Drummondville a grandi et prospéré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Arthabaska.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Arthabaska est une belle campagne, mais Victoriaville a de florissantes industries et n'a pas de chômage. Il y a un ou deux jours seulement, les journaux nous informaient que la cité de Sherbrooke, représentée par un honorable député de l'opposition, aura bientôt une fabrique de soie qui emploiera 500 hommes.

**Voix à gauche:** 500?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Et hier, les journaux nous annonçaient pour Farnham que la Southern Canada prévoit la création d'une

fabrique de pré-lars qui emploiera ultimement 5,000 personnes. Nous avons développé la région de la Côte-Nord, et des industries se sont établies à Chicoutimi et au Lac-Saint-Jean. Pourquoi ces industries viennent-elles s'établir ici? Pourquoi avons-nous encouragé ces industries? Pour donner de l'ouvrage à nos ouvriers et les empêcher ainsi de traverser la frontière. Je suis en faveur de garder nos gens chez nous, de rendre l'agriculture prospère et d'y développer l'industrie. Nous avons besoin d'industries pour donner de l'ouvrage à nos ouvriers et pour créer des centres de consommation pour les produits de nos cultivateurs. Nous avons favorisé tous ces développements de centres industriels, qui assurent des marchés pour les produits de nos cultivateurs, pour donner de l'emploi à nos ouvriers. Tout le monde le sait.

Le député de Hull parle d'augmenter les salaires, mais la seule façon d'y arriver, c'est de créer de nouvelles industries. Les salaires suivent la loi de l'offre et de la demande. Si la demande est élevée en résultat d'un nombre élevé d'industries, les employés seront bien payés. Mon honorable ami nous demande de considérer la question de l'électricité. Selon son habitude, le député de Hull nous a cité l'exemple de la province d'Ontario. La situation n'est pas la même. Nous ne sommes pas sous le même régime au point de vue du développement hydraulique. Dans Ontario, on a étatisé le développement. Dans notre province, nous avons laissé le développement de nos forces hydrauliques à l'initiative privée.

Je souhaite, moi aussi, que les taux d'électricité baissent. Ils seront réduits si nos forces hydrauliques sont développées. Je crois que plus nos compagnies développeront notre énergie électrique, plus elles seront en mesure de nous la fournir à meilleur marché. Nous avons développé nos pouvoirs d'eau dans une proportion extraordinaire. Ce développement va se continuer et aura certainement pour effet de faire baisser les taux. En 1920, nous avons développé 955,000 chevaux-vapeur, et en 1929, nous avons 2,572,000 chevaux-vapeur.

Quant à l'électricité dans les campagnes, nos compagnies d'électricité fournissent de plus en plus de services dans les régions rurales. Il est nécessaire pour le développement de l'agriculture qu'elle puisse bénéficier des avantages de l'électricité. Je sais que mon collègue, l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est à étudier la question et qu'il cherche à obtenir pour les cultivateurs les meilleurs prix possibles. Il a, dans son programme,

un article pour assurer de l'énergie électrique à nos cultivateurs, à de bonnes conditions. Il a déjà pris des mesures pour amener les diverses compagnies d'énergie électrique à examiner la question.

Le député de Hull prétend que la province d'Ontario offre de meilleurs prix qu'ici. Si l'honorable député de Hull avait lu la revue financière de *L'Événement*, parue il y a deux jours, il y aurait vu une réponse du vice-président de la Shawinigan Water and Power, M. Julian C. Smith, à ses affirmations.

Que dit ce monsieur? Le vice-président de la Shawinigan déclare: "Les consommateurs qui paient des taux faibles - ceci comprend les grandes industries de papier, les mines et plusieurs entreprises manufacturières - ne disent rien du fait qu'ils obtiennent le pouvoir à aussi bon marché ou à meilleur marché que nulle part ailleurs, toutes proportions gardées.

"D'autre part, le petit consommateur dans les villes et dans les centres ruraux, croit souvent que son taux d'électricité devrait être réduit, et il le compare avec celui de différents endroits dans d'autres provinces, où les consommateurs de sa classe paient des taux moins élevés. Le public devrait comprendre, pourtant, que l'industrie est relativement jeune et que, bien qu'il puisse y avoir des inégalités, l'effort de toutes les compagnies opérées avec sagesse doit être de réduire les taux à mesure que les affaires augmentent et d'essayer à égaliser ces taux de sorte que les gens paient à peu près la même chose qu'ailleurs.

"Les compagnies d'énergie électrique de cette province ont dépensé, pour fins de développement, transmission et distribution, plusieurs millions. Pour obtenir cet argent, les compagnies devraient être opérées de telle sorte qu'elles puissent montrer des gains qui justifieraient la vente de leurs valeurs. Dans le même temps, les compagnies d'électricité de cette province ont établi un programme continu de réduction des taux, programme qui n'a pas été suspendu. Les compagnies d'énergie électrique dans Québec, si on les compare aux compagnies municipalisées de l'Ontario, opèrent avec ce désavantage qu'elles paient des taxes considérables aux municipalités et au gouvernement fédéral.

"Si on compare les taux, il est bon de se rappeler que les compagnies municipalisées de l'Ontario ne paient de taxes ni au conseil municipal, ni au dominion du Canada; de plus, les rémunérations qu'elles paient au gouvernement pour l'emploi de l'eau sont presque nulles, comparées aux montants que le gouvernement de Québec reçoit de

ses concessionnaires sous formes de revenus directs. Étant donné cette différence, les taux d'électricité et d'éclairage à Québec figurent bien avec les taux de même nature en usage, partout ailleurs dans le continent."

Voilà le témoignage d'un homme qui s'y connaît. Puisque dans Ontario, la Commission hydroélectrique vend son pouvoir à si bon marché, comme l'honorable député l'a dit, pourquoi les citoyens ne tiennent-ils pas à l'acheter de cette Commission? Les compagnies privées doivent payer les taxes et la Commission hydroélectrique d'Ontario n'a pas à repayer. Toutes choses étant égales, les prix exigés par les compagnies privées ne sont pas plus élevés. Il me semble que tout le monde en Ontario devrait accepter avec plaisir la Commission hydroélectrique, si les louanges qu'en fait le député de Hull sont méritées.

Les compagnies d'énergie hydroélectrique publiques ont leurs défauts. Je lis dans le *Financial Post* qu'à St. Catharines, Ontario, il y a eu un référendum pour le renouvellement de la franchise d'une compagnie privée. La Commission hydroélectrique a combattu l'octroi de la franchise et, cependant, la population a voté en grande majorité pour la franchise de la compagnie privée et contre la commission de l'hydro.

Le journal affirme que les électeurs n'ont agi ainsi qu'à cause du service donné par la compagnie qui attire de nouvelles industries. Pourquoi la population de St. Catharines a-t-elle voté contre cette Commission dont les taux sont si peu élevés? Sinon parce que le service de la Commission au public n'est pas aussi bas que l'honorable député de Hull (M. Guertin) a voulu le faire croire. À Ottawa aussi on préfère le système de l'initiative privée à celui de la Commission hydroélectrique. Une compagnie y fait la concurrence à la Commission hydroélectrique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourriez-vous nous donner la comparaison des taux de la compagnie privée et de la Commission hydroélectrique?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne l'ai pas. Mais il est clair d'après le *Financial Post* que les gens de St. Catharines et d'Ottawa préfèrent la compagnie privée parce qu'elle attire les industries.

**M. Guertin (Hull):** Le ministre sait-il que les taux de la compagnie privée ont été diminués aussitôt que la Commission hydroélectrique est arrivée à Ottawa?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne le sais pas. Maintenant, je comprends que la Beauharnois va vendre l'électricité à meilleurs prix que les autres, à très bon marché, ce qui devrait faire baisser les taux des autres compagnies. Les autres compagnies seront forcément obligées de réduire leurs prix.

Le député de Hull affirme que nous exportons de l'électricité en Ontario et que l'Ontario l'exporte à son tour aux États-Unis. Ici, il fait erreur. L'exportation de l'énergie électrique de l'Ontario aux États-Unis, se fait en vertu de vieux contrats. Aujourd'hui, Ontario a la même politique que la province de Québec sur l'exportation de l'électricité. Dans les permis d'exportation d'électricité du Québec en Ontario, le gouvernement de Québec est simplement et amplement protégé.

Le contrat entre nos compagnies et celles d'Ontario est très clair. Il exige que notre énergie électrique ne serve à l'exportation aux États-Unis. Des clauses disent que les permis pourront être enlevés si l'électricité est exportée immédiatement et indirectement aux États-Unis.

Quant à la Beauharnois, nous nous sommes protégés dans notre contrat avec cette compagnie en disant que le pouvoir qui est vendu à Ontario ne pourra être exporté ni directement, ni indirectement aux États-Unis. Il est dit explicitement dans la charte que s'il y a soit directement ou indirectement exportation, le contrat deviendra nul. La province est parfaitement protégée.

Le député de Hull nous fait part des déboires éprouvés par quelques colons de son comté. Mais nous ne pouvons juger de tout le système de la colonisation dans toute une province par les quelques malheureux cas exceptionnels qu'il nous a signalés. Nous avons créé, depuis 10 ans, 50 nouvelles paroisses<sup>19</sup> mises en chantier par des milliers de colons qui autrement seraient partis pour les États-Unis. Et la colonisation a fait des progrès considérables. Quant à la situation de l'agriculture, malgré la crise agricole dont on a parlé, ceux qui vivent dans les régions rurales savent que nos cultivateurs sont très prospères, et plus qu'il y a 10 ans.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors où est la crise dont le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) nous a parlé?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est justement ce que je dis. En dépit de la crise qui a affecté le monde entier, nos cultivateurs sont en

meilleure position qu'il y a 10 ans. La situation de l'agriculture s'améliore beaucoup et nos cultivateurs envisagent l'avenir avec confiance.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre admet la crise.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Certainement. Tout le monde l'admet. Les cultivateurs, cependant, sont plus heureux aujourd'hui qu'en 1919.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Est-ce que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) n'a pas dit, en 1919, que les cultivateurs recevaient des prix trop élevés pour leurs produits et qu'ils faisaient beaucoup d'argent? Cette prospérité n'a pas duré.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je ne veux pas prendre comme base de comparaison les années qui ont suivi la guerre. Il s'agissait d'une situation exceptionnelle. Ils avaient obtenu des prix très élevés durant la guerre. Ce temps de prospérité a passé, mais malgré tout, le cultivateur est en meilleure situation qu'il y a 10 ans. Je suis en contact avec les cultivateurs et la population rurale. J'habite, j'ai toujours habité la campagne. Je vis au milieu de cultivateurs et je connais leur situation. Je sais ce dont je parle.

Et pourtant, Arthabaska n'est pas un comté riche. Les terres chez nous ne sont pas très riches. Mais, je puis affirmer que les cultivateurs d'Arthabaska sont plus riches et plus prospères qu'il y a 10 ans. Ils ont commencé à améliorer leurs méthodes de culture et en reçoivent des revenus intéressants. Lorsque l'honorable ministre de l'Agriculture aura appliqué son programme, lorsqu'il aura assuré aux cultivateurs plus de science agricole, la situation de nos fermiers s'améliorera davantage.

Ce qu'il faut, c'est que le cultivateur cesse de pratiquer l'individualité et entre dans la collectivité, dans la coopération. L'honorable ministre de l'Agriculture, qui le comprend, le fait réaliser par la classe agricole. Le ministère de l'Agriculture aide les cultivateurs à s'unir et à coopérer, et je sais qu'il y réussira.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre vient de parler d'une crise agricole après avoir dit que la situation agricole était meilleure qu'il y a 10 ans.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je n'ai pas parlé de la situation agricole, mais j'ai dit que

les cultivateurs sont plus prospères et plus heureux maintenant qu'il y a 10 ans. Il suffit de vivre à la campagne pour s'en apercevoir. Ce n'est pas simplement la province de Québec qui souffre de la crise agricole, mais c'est le monde entier. Les journaux rapportent que l'Angleterre cherche à parer à la crise. Les États-Unis ont vu des centaines de cultivateurs quitter le sol pour aller vers les villes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça ne change rien à vos tâches.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Non. Nous sommes à étudier nos tâches. Mais je réponds à la question de l'honorable député, à qui j'essaie d'expliquer que les cultivateurs sont plus heureux et plus prospères qu'il y a 10 ans.

Il y a également une corrélation entre la construction de routes et le développement de nos mines. Il y a 10 ans, la valeur de notre production minière était de \$20,000,000. Elle sera cette année de \$50,000,000, et nous ne sommes qu'au début de notre développement minier. Voilà donc une augmentation de \$30,000,000 en 10 années. J'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur cet élément pendant quelques minutes, pour informer clairement mes collègues de ce que nous prévoyons pour le développement minier et de ce qui nous attend dans ce secteur. Autrefois, nous n'avions que trois sources de revenus dans nos ressources naturelles: nos forêts et nos pouvoirs d'eau et l'agriculture. Nous en avons une nouvelle: l'industrie minière.

Le Canada connaît un développement minier prodigieux. Au point de vue des mines, notre pays est déjà en troisième place, parmi les nations du monde. Environ 80,000 ouvriers<sup>20</sup> sont employés par cette industrie au Canada. Un capital de \$900,000,000 y est investi actuellement. Quelle est la part de la province de Québec dans ce développement? Il y a 30 ans, nous avions une production de \$1,600,000. En 1928, elle était de \$37,326,000, soit \$8,000,000 de plus que l'année précédente. L'année prochaine, elle sera de \$50,000,000. Nous n'avons pas de statistiques pour 1929, mais je crois que la production a dépassé \$40,000,000. Québec occupait jusqu'à tout récemment la cinquième place dans le pays. Elle est maintenant passée au troisième rang, à la suite de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

Je veux vous dire en quelques mots d'où vient cette production et vous parler de nos matériaux de construction. En 1928, les matériaux de

construction comportaient un revenu de \$18,000,000. Dans notre province, à Philipsburg, nous avons un marbre qui ne le cède en rien aux marbres étrangers. Nos variétés de marbre et de granit sont de toute première qualité. Notre marbre peut se comparer aux plus beaux produits des autres pays. Nos mines produisent d'excellent marbre, dans le comté de Missisquoi ainsi que dans Argenteuil, Stanstead et au Lac-Saint-Jean. Nous en avons produit pour \$18,000,000, en 1928.

Nous avons aussi du beau granit pour travaux d'ornementation. Je dis ces choses pour montrer que nous produisons de beaux matériaux de construction. Une récente exposition à Montréal l'a démontré aux architectes et aux constructeurs<sup>21</sup>. Dans ce pays jeune, en train de se bâtir, architectes et entrepreneurs ne doivent pas oublier qu'en matière de matériaux de construction, comme le marbre et le granit, le Québec n'arrive derrière aucune autre province ou aucun autre pays. Ces matériaux de construction forment 50 % de notre production minière.

Viennent ensuite l'amiante, le mica, etc. En 1928, nous avons produit 273,000 tonnes d'amiante, représentant une valeur de \$15,000,000<sup>22</sup>. Cinq pour cent (5 %) de cette quantité ont été ouvrés ici. Ce serait l'idéal si nous pouvions manufacturer chez nous toute l'amiante que nous produisons. Notre principal client est la république voisine. Cependant, notre population ne nous permet pas encore de manufacturer notre amiante chez nous, et de défendre l'exportation du produit brut, mais peu à peu nous y arriverons. À l'heure actuelle, si nous imposons un droit, nous ruinerions notre industrie, car nous avons un fort compétiteur en l'Afrique Sud<sup>23</sup> qui produit une fibre d'amiante aussi belle que la nôtre. Mais notre industrie augmente et je suis heureux d'apprendre que la John Mansville Co. a établi une grande manufacture pour ouvrir l'amiante dans la province de Québec, et la demande a été si considérable qu'on doit agrandir les usines sous peu. À Lachine, de plus, une usine a commencé à fabriquer des produits d'amiante.

Le troisième groupe de notre production minière comprend les minerais métalliques qui ne formaient autrefois que le huitième de notre production. C'est celui qui a le plus progressé. Notre production dans les métaux s'est accrue considérablement. L'an dernier, la Noranda a exporté pour \$6,000,000 de cuivre et, cette année, elle a doublé sa capacité de production; le développement minier va créer une industrie métallurgique<sup>24</sup>. À la fin de l'année, nous aurons quatre mines produisant

du cuivre et du zinc dans le nord-ouest de Québec. Ce développement minier favorisera grandement le mouvement de colonisation et l'industrie. Je suis en mesure d'annoncer que, dans deux mois, on commencera les travaux de construction d'une raffinerie de cuivre dans la province de Québec.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Où?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Je pourrai le dire à mon honorable ami dans deux semaines. Les promoteurs de l'entreprise n'ont pas encore fait connaître le site de la nouvelle industrie. La Canadian Copper Refining Co. a été incorporée pour traiter le cuivre brut extrait dans la province de Québec, et dans Flin Flon, Manitoba, à une capacité d'opération de 75,000 tonnes par année. Il est aussi question d'établir dans cette province une raffinerie pour le zinc, et je crois pouvoir déclarer que bientôt nous en aurons une dans la province.

Des recherches ont été entreprises dans Portneuf, Gaspé, Chibougamau et Rouyn. Des découvertes de cuivre et d'or très prometteuses y ont été faites. Grâce aux bonnes lois de prospection de la province et aussi grâce à l'appui du gouvernement, qui a ouvert des chemins dans ces régions pour les prospecteurs, il y a de grands progrès en vue. Nos lois se rangent parmi les meilleures relativement à la prospection et au développement des mines.

Nous avons construit des routes en de nombreux endroits pour faciliter le développement minier. Dans bien des endroits, les routes ont été construites expressément pour permettre aux prospecteurs et aux développeurs de nouvelles mines d'acheminer leurs matériaux et leur équipement. Des travaux importants du même type sont en cours dans le district de Gaspé aussi, et également à Chibougamau. Une route longue de 120 milles, praticable l'hiver, a été construite entre Saint-Félicien et les districts miniers autour du Lac Chibougamau.

À la suite de rumeurs, et beaucoup de bruit a été fait en ces derniers temps à ce sujet, on a aussi fait piquetage sur 60,000 acres entre Québec et Montréal, où l'on a découvert des indices de puits d'huile, pour découvrir des puits de gaz et de pétrole. Les ingénieurs du département sont d'avis toutefois que l'exploitation commerciale n'en sera pas payante. D'après eux, il y a peut-être du gaz entre Montréal et Québec, en certains endroits, mais pas en suffisante quantité pour y fonder une industrie. J'espère que nous ne verrons pas ce qui s'est vu en Alberta et que le public ne risquera pas ses épargnes dans ces

entreprises. Si les développements dans les pétroles ne sont pas suffisants pour autoriser une production lucrative, le public sera tenu sur ses gardes.

Nous avons fondé des laboratoires géologiques dans différentes régions, dont Montréal et Amos. Le gouvernement créera un de ces laboratoires pour l'étude des minerais pour l'avantage des prospecteurs à Québec même, au ministère des Mines. Nous avons l'intention de fonder une revue géologique. Lors de la dernière session, la Législature a autorisé la création d'un bureau géologique, qui fait un excellent travail depuis l'été dernier. Six géologues y travaillent. Il a envoyé 15 explorateurs géologues<sup>25</sup> l'an dernier. Ottawa en a envoyé 9, avec la collaboration du ministère fédéral.

Nous avons de ce côté-là un immense avenir. Ce qui nous manque, ce sont des géologues. Et je m'étonne que nos jeunes gens ne se destinent pas à la géologie, au lieu de se lancer dans les autres professions, qui sont si encombrées. Pour arriver à obtenir mes géologues, j'ai dû me rendre en Ontario et aux États-Unis. Je suis heureux que l'Université McGill ait fondé un cours pour les ingénieurs-miniers. J'espère que l'Université Laval et l'Université de Montréal nous formeront des géologues, car il y a un bel avenir pour eux dans notre province.

**M. l'Orateur:** Il est 6 heures. La séance est suspendue.

(Applaudissements à droite)

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Adresse en réponse au discours du trône

Le débat se poursuit sur l'adresse en réponse au discours du trône.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** (Applaudissements) L'honorable député de Hull (M. Guertin) s'est dit surpris de l'ère des surplus du gouvernement. Je comprends qu'il voudrait revenir à l'ère des déficits de son parti. Il a déclaré que si nous avons de gros revenus, c'est qu'il y a trop d'impôts. L'assiette de l'impôt a été établie sur des bases justes et appropriées aux besoins de la province. Notre assiette d'impôts est juste et n'atteint que ceux qui ont

les moyens de payer des taxes. Mais le devoir du gouvernement n'est pas seulement d'administrer suivant les revenus, mais de créer de nouvelles sources de revenus pour rencontrer les besoins nouveaux. C'est grâce aux nouvelles sources de revenus créées par le gouvernement que le gouvernement a bâti des écoles, aidé l'instruction, construit des routes dans toute la province. Si les revenus n'avaient pas augmenté, le gouvernement n'aurait pu faire ce qu'il fait pour la colonisation, la voirie, l'hygiène et l'éducation. Si nous avons des taxes, elles pèsent sur les épaules de ceux qui sont capables de les porter.

L'honorable député de Hull a affirmé qu'il n'y avait pas d'école à Pointe-Gatineau, faute de fonds suffisants. C'est à la commission scolaire qu'il appartient de bâtir une école. Le gouvernement aide à la construction d'une école, mais ce n'est pas lui qui décide.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment cela?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mais ce n'est pas le gouvernement qui décide de la construction d'une école, c'est la commission scolaire. Celle intéressée n'avait qu'à demander, qu'à se prévaloir de la loi adoptée par le gouvernement, grâce à laquelle nous construisons gratuitement une école de moins de \$1,200 et fournissons les deux tiers pour une école de plus de \$2,500. Dans le cas cité par le député de Hull, c'est la commission scolaire qui était responsable de l'état des choses. Nous aidons à construire les écoles, mais encore faut-il que les intéressés se prévalent des avantages que nous leur offrons.

L'année 1929, quoique loin d'être bonne au point de vue climatique, s'est révélée une année record pour le ministère de la Voirie. Si nous n'avions pas assez de revenus, nous n'aurions pas fait ce que nous avons fait à la voirie. C'est grâce à l'augmentation des revenus que nous avons pu créer un magnifique réseau de routes, au point que tous les centres sont maintenant reliés par de bonnes routes. Nos routes ont changé l'aspect économique de notre province. Les conditions sociales rurales en ont été profondément modifiées. Les relations sociales et commerciales sont devenues plus faciles. Elles ont permis à notre population de se rapprocher de ses églises, de ses écoles et de ses marchés.

En 1920, nous avions 3,000 milles de routes améliorées. Sur 32,000 milles de chemin, de Hull à Gaspé, nous avons aujourd'hui 12,500 milles de routes améliorées sur lesquelles on peut voyager. En

1920, le gouvernement avait dépensé \$23,000,000 pour les routes et, à l'heure actuelle, nous avons dépensé \$104,000,000 pour construire de bonnes routes. Nous avons 50 grandes routes d'une longueur totale de 5,276 milles<sup>26</sup>, dont 4,274 milles sont améliorés<sup>27</sup>. Deux cent soixante-trois milles sont en voie de construction et il ne reste que 170 milles de routes à améliorer. L'autre jour, le premier ministre avait raison de dire que c'était dans notre province que la construction des routes coûtait le moins cher du mille. En Ontario, le coût moyen est de \$34,000 du mille, en Colombie-Anglaise \$23,918, et dans Québec, \$10,840<sup>28</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Si l'honorable ministre veut me permettre une question. Est-ce que les routes des autres provinces ne sont pas plus larges que les nôtres? Il ne faut pas s'étonner si le coût de construction est plus élevé.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il peut se trouver ailleurs quelques routes plus larges que dans notre province. Nos routes les plus importantes ont 66 pieds de large. Il y a tout de même une grande marge entre les prix. Il y a un écart entre \$34,000 et \$10,840. Cette année, grâce à l'excellente température qui a marqué l'automne, le département de la Voirie a pu accomplir beaucoup plus de besogne qu'à l'ordinaire, en fait, 620 milles de plus qu'en temps ordinaire.

Le chef de l'opposition a parlé des pavages permanents. Nous construisons des pavages permanents sur les routes où la circulation est trop intense pour la solidité de la chaussée. Il vaut mieux alors construire un pavage résistant que d'encourir des frais d'entretien qui deviennent prohibitifs. Le pavage permanent est à l'avantage de tous les voyageurs.

L'honorable chef de l'opposition a déclaré que le département de la Voirie avait fait preuve de l'égard des compagnies d'autobus d'une sympathie exagérée. Il a prétendu que nous construisions des chemins permanents pour les autobus. Nous les construisons permanents, là où la circulation l'exige. Que l'honorable chef de l'opposition se rassure. Nous n'avons pas de sympathie particulière pour les compagnies d'autobus et nous n'en protégeons aucune. Celles qui se sont rendues coupables d'excès de vitesse ont payé l'amende. La compagnie qu'il a mentionnée a payé l'amende peut-être 25 fois. Et trois licences de cette compagnie ont même été confisquées.

Je serai franc. Je ne suis pas en faveur des autobus plus qu'il le faut. Personnellement, si je prenais mon humble avis, j'aimerais mieux qu'il n'y

eût pas d'autobus. Ils usent rapidement les chemins, accaparent la route. Nous devons les subir cependant. C'est le public qui les demande, en particulier autour des grandes villes, et nous sommes obligés d'aider le service que le public requiert. Je puis assurer mon honorable ami que les autobus observeront la loi de la vitesse comme les autres machines, sinon ils paieront l'amende et perdront leur licence.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Si la loi avait été aussi rigoureusement mise en vigueur, il n'y aurait pas eu un seul autobus sur la route à la fin de la saison.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Mes inspecteurs m'ont rapporté que les autobus observent bien la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On voit qu'il y a eu un changement de ministre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ça toujours été comme cela. Nous avons commencé à rendre nos routes permanentes, ce qui rend l'entretien moins coûteux. Mon département a construit cette année 124 milles de pavage permanent et 188 ponts. Il a corrigé plusieurs courbes, en a supprimé 203, élargi des chemins. Lors de la dernière session, la Législature avait voté \$300,000 pour abolir les passages à niveau. L'été dernier, 16 ont été supprimés et l'été prochain, 20 autres traverses auront disparu. Notre programme pour l'an prochain est très considérable.

La Législature a aussi adopté une loi pour obliger les autos à arrêter complètement aux passages de chemin de fer. Elle a été assez bien observée. La politique du département l'été dernier a été plutôt tolérante, car il voulait faire l'éducation du public. Il y a eu des abus. Tout de même, l'on peut affirmer que si toutes les autos n'ont pas stoppé, toutes ralentissaient. Bien qu'elle n'ait pas été observée parfaitement, il n'en reste pas moins que les accidents ont diminué. En 1930, le ministre sera plus sévère et mettra la loi rigoureusement à exécution.

Mais, si l'on veut obtenir une plus grande sécurité sur les routes, pour protéger la vie des citoyens, il faut aussi la coopération du public. Le nombre des accidents a doublé en 1929, comparé à 1928, et les accidents mortels ont été nombreux. Aux États-Unis, il y a eu 30,000 morts par accidents d'autos et le nombre de personnes tuées avait augmenté de 3,000, l'an dernier. Je dois dire que, chez nous, il y a eu moins d'accidents aux traverses de

chemin de fer. La loi de l'arrêt obligatoire aux passages à niveau a été efficace.

Un officier du Pacifique Canadien, parlant à Boston, citait récemment la loi adoptée par la province de Québec comme très efficace. Il a donné des statistiques qui démontrent que le nombre des victimes a été moindre en 1929 qu'en 1928, aux traverses à niveau. Il déclarait que, pour les cinq mois finissant le 30 novembre 1928 les accidents aux traverses avaient été de 44 et rien que 30 en 1929 pour la période correspondante. Le nombre de personnes tuées durant cette période, aux passages à niveau, en 1928, avait été de 39 contre 9 pour la même période en 1929. Le nombre des blessés, qui avait été de 67 en 1928, avait été réduit à 49, en 1929.

Or, ce monsieur croit que cette amélioration est due à notre loi qui oblige les automobilistes à s'arrêter aux traverses de voies ferrées. D'après cet officier, chaque fois qu'un accident s'est produit, la loi n'avait pas été observée; l'auto n'avait pas arrêté avant de passer la traverse. Il n'y aurait pas d'accidents aux traverses de voies ferrées si tout le monde s'y arrêtaient.

Un des problèmes qui devient de plus en plus sérieux et embarrassant, pour le ministère de la Voirie, ce n'est plus la construction, mais l'entretien des chemins. Le millage des chemins entretenus par le gouvernement l'été dernier était de 10,195 milles au coût de \$5,000,000. En l'été de 1930, le millage sera de 12,000 milles au coût probable de \$5,800,000<sup>29</sup>. Vous voyez! C'est un fardeau énorme que le gouvernement a enlevé aux municipalités. Ces dernières n'auraient pu d'ailleurs le supporter ni même conserver le capital placé dans la construction de ces chemins. C'est le développement du trafic qui rend plus difficile le problème de l'entretien des chemins. Le nombre des autos, dans la province de Québec, était de 33,000 il y a 10 ans<sup>30</sup>. Il était de 167,000 en 1929. Il y a 10 ans, le nombre des voitures étrangères qui venaient dans la province de Québec était de 18,000. L'an dernier, ce nombre était de 635,000.

Certains conseils municipaux ont passé des résolutions pour demander la remise d'une partie de la taxe sur les autos et la gazoline. En 1928-29, la taxe sur la gazoline et autos a rapporté \$7,840,000 et le ministère de la Voirie a dépensé \$10,000,000. L'an dernier, la taxe a rapporté \$8,000,000 et le département a dépensé \$12,000,000. Ainsi donc, ces taxes ne peuvent pas suffire à rembourser les dépenses faites pour la voirie. Nous ne pouvons donner une partie du revenu des autos aux municipalités.

Le député de Hull déclarait que les licences d'auto coûtent moins cher en Ontario que dans Québec. C'est vrai, mais il a oublié de dire qu'il y a en Ontario 491,140 autos<sup>31</sup> qui rapportent des revenus considérables, et que la province d'Ontario n'entretient qu'une partie des chemins, et moins que la province de Québec. Nous payons tout. Montréal, Québec et toutes les villes d'ailleurs profitent énormément des travaux faits sur les chemins.

Aux États-Unis, les villes non seulement ne réclament pas la taxe sur les autos, mais contribuent à la construction des routes dans un rayon de 50 milles, à cause des grands avantages qu'elles en retirent. Il en est de même en Ontario. Les principaux travaux de l'an prochain seront les routes de Laprairie-Longueuil, Québec-Chicoutimi, Québec-Lac-Saint-Jean et la route du canal de Soulanges.

Nos routes constituent un grand actif pour notre province. Elles ont d'ailleurs amené des revenus à la province, par le tourisme. L'an dernier, d'après les statistiques, il est venu 635,000 autos dans notre province qui ont laissé \$61,000,000. Depuis 1923, le tourisme a laissé dans notre province une somme de \$250,000,000. En 1930, tout indique une augmentation du tourisme avec des revenus plus considérables. Nous croyons avec les clubs automobiles que nous aurons plus de touristes que jamais. Nous croyons que le tourisme continuera à être une source de richesse pour nous, si nous donnons aux étrangers de bonnes routes et de bonnes hôtelleries.

Nous nous sommes occupés de nos hôtelleries. Le gouvernement a pris des mesures pour favoriser le tourisme par l'inspection des hôtels. Elles se sont améliorées considérablement depuis deux ans, grâce au service donné par le personnel, et elles continueront à s'améliorer. Le tourisme est une industrie à encourager et la voirie fait beaucoup de publicité pour le développer. Le gouvernement a fait distribuer aux États-Unis 1,500,000 brochures traitant de notre province et 400,000 cartes routières du Québec.

Il a publié un livre du tourisme que l'honorable député de Hull a critiqué. Ce guide a été fait sur des rapports dont quelques-uns étaient anciens. Il peut y avoir quelques petites erreurs, mais nous les corrigerons dans les éditions qui seront publiées à l'avenir. Malgré tout, il renferme des renseignements utiles. La version anglaise en sera publiée d'ici un mois.

M. l'Orateur, je crois avoir justifié ma déclaration que nous sommes plus riches, plus prospères et plus heureux qu'il y a 10 ans. Les

progrès sont tout à fait réels. Nous devons ce progrès à la sage politique du gouvernement. Nous ne nous arrêterons pas et la population de cette province peut être assurée que, sous la direction du premier ministre actuel le gouvernement envisagera les problèmes de l'avenir et donnera à la province une politique qui la gardera dans la voie de la prospérité. Sous la direction de cet homme courageux et prévoyant, notre province continuera sa marche vers le progrès.

(Applaudissements soutenus à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** félicite le président, fait l'éloge de Sir Lomer Gouin déclarant que la province avait perdu un homme de grand talent. Il évoque avec émotion le souvenir de MM. Philps et Gagnon, et présente ses respectueux hommages au nouveau lieutenant-gouverneur. Il est, dit-il, un gentleman qui a fait honneur à chaque poste important qu'on lui a confié. En parlant de Sir Lomer, il offre ses sympathies à son ancien collaborateur, M. le greffier L.-P. Geoffrion.

Nous avons eu d'autres changements. L'an dernier nous avions un ministre de la Voirie sans mines. Cette année nous avons un ministre de la Voirie<sup>32</sup> avec mines...

(Rires)

... Mais c'est toujours le même gouvernement, constant dans l'inconstance. En dépit des changements, il reste dans l'imprévoyance.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), avocat éminent, "self-made man", a prononcé un magnifique discours, dans lequel il a répondu d'avance au discours que son voisin a prononcé aujourd'hui. Je suis un adversaire politique de l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et je tiens à dire qu'il fut un des plus brillants debaters de cette Chambre. M. Caron et le nouveau ministre de l'Agriculture ne s'entendent pas très bien quant à l'état de l'agriculture dans notre province. M. Caron disait que tout allait bien, que les cultivateurs étaient prospères.

Mais son successeur arrive aussitôt après et annonce que l'agriculture est dans le marasme, parce que les cultivateurs ne voulaient pas écouter M. Caron qui prêchait dans le désert. L'explication du nouveau ministre de l'Agriculture, annoncé comme le messie par Saint-Jean-Baptiste prêchant dans le désert, ne me paraît pas très convaincante.

Quel est le remède que l'on suggère pour remédier au mal? D'après le discours du trône, le remède, la panacée, c'est d'augmenter le nombre des comtés agricoles. Le gouvernement veut donner aux cultivateurs quelques députés de plus au Parlement.

C'est un remède étonnant. Le discours du trône nous dit, je le regrette, que les députés ruraux ne font pas dignement leur devoir. On fait injure aux membres de cette Chambre en leur disant qu'ils ne sont pas capables de s'occuper de leurs comtés.

Le discours du trône disait que les députés ruraux avaient des comtés tellement grands qu'ils ne pouvaient se tenir en relation avec la population pour connaître ses besoins, mais, si tel est le cas, les cultivateurs ont plutôt besoin de l'un des leurs comme ministre avec portefeuille, pour faire connaître au cabinet leurs besoins. Ils y ont droit. Si c'est la représentation agricole qui peut régler le problème, pourquoi n'a-t-on pas donné le portefeuille de l'Agriculture à l'honorable représentant de Dorchester (M. Ouellet), un adversaire mais un homme éminemment doué. Il est tout qualifié pour cette charge.

Le gouvernement montre une grande sollicitude pour nos cultivateurs et veut leur donner un plus grand nombre de représentant. Puisqu'il qu'il aime tant notre classe agricole et, si la représentation agricole est si importante que cela, comment se fait-il que l'on a retardé l'élection du comté agricole de Huntingdon? Le gouvernement se condamne lui-même, lui qui a laissé vacant ce comté. Si les cultivateurs ont besoin d'un plus grand nombre de députés à la Législature, pourquoi on a laissé ce comté sans représentation? On veut augmenter la représentation agricole au moment où notre territoire a été diminué par la perte du Labrador.

Le gouvernement trouve la situation agricole difficile. Les statistiques officielles démontrent que la situation est encore plus précaire que le gouvernement ne l'avoue. D'après les statistiques de M. Marquis, l'étendue en culture diminue dans notre province. L'étendue des terres en culture a diminué, dans la dernière décade, de plus d'un million d'arpents, d'après les chiffres cités dans *Le Canada* et selon les chiffres cités par les instances gouvernementales.

Puisque, malgré la diminution de cette étendue et de la population, on augmente le montant des crédits, n'est-ce pas parce que le gouvernement a négligé dans le passé d'aider l'Agriculture suffisamment? Pourquoi le gouvernement a-t-il tardé si longtemps à donner le crédit agricole? Est-ce parce qu'il n'a pas de fonds? C'est le premier devoir du gouvernement de travailler à la stabilité de l'agriculture qui est la pierre angulaire de l'industrie de la province. Alors, pourquoi n'a-t-on pas assuré la stabilité de notre structure économique en donnant à la classe agricole une juste part des immenses

revenus dont le gouvernement se vante. Que faites-vous des surplus dont on se vante d'année en année? Est-ce encore une preuve que nous avons raison d'affirmer que ces surplus étaient fictifs? Oui, la classe agricole n'a pas eu les octrois dont elle avait besoin, parce que les revenus du gouvernement étaient fictifs.

Les discours prononcés par les ministres, au cours de la campagne électorale récente, sont de nature à soulever les villes contre les campagnes. Le projet de diviser les comtés ruraux, annoncé dans le discours du trône, est de nature à faire échec à la coopération dont nous avons besoin. Est-ce de la saine politique? M. l'Orateur, je dis que non. Lorsque le nouveau ministre, le sauveur de l'agriculture, annonce partout que le salut se trouve uniquement dans la coopération, ce n'est pas une bonne politique d'aller prêcher aux électeurs des doctrines de nature à détruire la coopération qui devrait exister entre les villes et les campagnes.

L'honorable premier ministre a dit que notre plus grande force était dans les berceaux, parce qu'ils constituaient notre meilleur moyen d'immigration.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je vous en souhaite.  
(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la première fois que l'honorable premier ministre fait un souhait dans l'intérêt de la province qui peut se réaliser.  
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Il n'en tient qu'à vous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à faire tout ce qui est possible pour faire plaisir à l'honorable premier ministre. Ce qu'il a dit est vrai. Mais pourquoi avoir laissé nos jeunes gens s'en aller aux États-Unis? L'attitude qu'adopte le gouvernement à l'égard de l'émigration des Canadiens vers les États-Unis est importante. Le gouvernement a voté des crédits pour que soient mises en place des mesures de rapatriement destinées à ceux qui s'en sont allés à l'étranger, mais les résultats n'ont pas l'air très satisfaisants. Les inondations au Lac-Saint-Jean et au Saint-Maurice ont découragé la colonisation et l'agriculture. L'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) a dit: "Nous avons fait nos preuves." Oui, mais, pendant ce temps-là, le peuple était à l'épreuve.

Il (M. Duplessis) réfère au discours du ministre de la Voirie, qu'il qualifie de charmant et d'atout pour le ministère de la Voirie, mais il est désolé de ne pouvoir en dire autant en ce qui concerne le ministère de l'Agriculture.

Le ministre des routes avec mines a dit que le cultivateur est plus heureux aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 10 ans. Et pourtant, il avoue qu'il existe une crise agricole. L'opposition ressemble un peu à l'ex-ministre de l'Agriculture, en ce qu'elle a aussi prêché dans le désert pendant de longues années et parce que le ministre de l'Agriculture, sans mines, vient d'adopter et veut essayer d'appliquer les principes qu'il avait prêchés.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a parlé de mon humble personne. Il a dit que j'avais été dans Montcalm pour faire des déclarations extraordinaires. Pour avoir scandalisé l'honorable ministre de l'Agriculture, il faut que j'aie dit des choses extraordinaires. Je n'ai conseillé à personne de manquer à sa signature dans Montcalm. J'ai dénoncé le gouvernement qui avait manqué à sa signature au Lac-Saint-Jean. Après l'affaire du Lac-Saint-Jean, il est étrange de voir le ministre si inquiet au sujet du respect d'une signature. Ce que j'ai dit aux électeurs de Montcalm, c'est ceci: "On a obtenu vos signatures en faveur de l'honorable ministre de l'Agriculture sous de fallacieuses promesses. Vous n'avez aucun engagement légal et vous n'êtes pas obligé de vous en tenir à votre signature. Si c'est le contraire, tenez vos engagements." Voilà ce que j'ai dit. Je n'en parlerai plus.

Au sujet des déclarations du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) en matière de développement minier, Je veux savoir, dit-il, pour quelle raison le gouvernement n'a pas nommé ses géologues avant aujourd'hui, pourquoi il n'a jamais créé la commission des mines comme le prévoyait la loi et pourquoi aucun inventaire des ressources minérales n'a été fait?

Le problème forestier est étroitement lié au problème de l'agriculture dans cette province. La disparition des forêts entraînerait la ruine de l'agriculture et du développement hydroélectrique, et un grand dommage pour les colons. Pourtant, les forêts de la province sont dans une situation précaire, situation qui empire depuis les dernières années. D'après les experts, nous n'en avons pas pour 27 ans, d'après d'autres, pour 30 ans<sup>33</sup>. On a permis la coupe du bois d'une façon dangereuse. La situation s'aggrave. Pendant des années et des années, on a toléré une coupe de bois désastreuse, on n'a pas pris les mesures efficaces, pour prévenir et contrôler les

feux de forêt. Notre domaine a été dilapidé par des compagnies puissantes et nos forêts accessibles sont dénudées. En résultat, les coûts de production augmentent. Le gouvernement a fait preuve d'incurie et d'inertie.

Il s'est passé dans la région de la Gatineau des choses extraordinaires. Dans la région de la Gatineau et dans la région du Saint-Maurice, des compagnies ont coupé en bas de la limite permise par la loi. On me dira que les compagnies paient des amendes. Mais les amendes qu'on a imposées à ces compagnies sont loin de compenser les dommages faits. Elles ne nous rendent pas nos forêts. Je ne crois pas que le gouvernement, en tant que fiduciaire des générations futures, devrait permettre que les forêts soient mises en péril, en autorisant ainsi la négligence en matière d'inspections et d'encaissement des droits de coupe, et en permettant que soient posés des actes illégaux sur la Gatineau et la Saint-Maurice, relativement à la coupe d'arbres plus petits que ce que la loi autorise.

Et tandis que ces compagnies dilapidaient les forêts de la province, le gouvernement envisageait la construction de nouveaux moulins pour consommer une plus grande partie de notre bois, et même vendait des limites forestières avec la condition que de nouveaux moulins soient construits pour activer le déboisement de nos forêts. Il laissait les anciennes compagnies augmenter le nombre des machines à papier. Il a ainsi provoqué la surproduction. La crise dans le domaine du papier journal n'est pas liée uniquement à la surproduction, mais également au surdéveloppement.

Plus que cela, l'honorable premier ministre, pardon, je devrais dire l'honorable chef du ministre de l'Agriculture a prétendu qu'il avait prévu la crise. Le premier ministre a dit qu'il avait lancé un avertissement au sujet de la situation, il y a trois ans; cependant, le conseil des ministres n'est pas un organisme de consultation, mais un conseil exécutif. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il rien fait? Le gouvernement, au commencement du régime actuel, vendait en quatre ans plus de forêts que les administrations précédentes en avaient vendues en 20 ans.

Résultat: les compagnies de papier sont aux portes de la banqueroute. Notre grande industrie du papier a été acculée à la ruine. Plusieurs moulins ont dû fermer leurs portes. Plusieurs usines de papier sur la Saint-Maurice ont dû fermer, réduisant les travailleurs au chômage et nuisant au commerce, tout cela en raison de l'inaction et de l'inertie du gouvernement.

La crise actuelle du papier n'a donc rien qui doive surprendre. Le gouvernement a laissé la situation s'envenimer d'année en année, jusqu'à l'éclatement de la crise. Après avoir laissé venir cette crise, le gouvernement a trouvé comme remède, devant le désastre, l'augmentation du prix du papier à \$60. L'an dernier, l'honorable premier ministre a déclaré qu'il avait réglé la crise du papier en fixant le prix à \$55.20 la tonne<sup>34</sup>. Comme tous les remèdes inventés par le gouvernement, il a eu un effet contraire. Aujourd'hui, le premier ministre est forcé d'admettre que le prix fixé l'an dernier, \$55.20, est ruineux et pas assez élevé. On a changé de tactique.

Maintenant, de concert avec le premier ministre d'Ontario, le premier ministre s'amène et nous propose encore le même remède pour le patient dont l'état a empiré. C'est, répète-t-il, d'augmenter le prix à \$60. Quelques compagnies, dont la Canada Power and Paper Company, l'ont accepté, mais l'International Paper, qui a assez de pouvoirs, qui a assez de forêts, a refusé d'écouter le premier ministre et d'augmenter son prix. Et aujourd'hui, voici qu'une compagnie étrangère, dont tous les comptes sont payables à New York, est en mesure de se moquer presque des demandes de l'honorable premier ministre de notre province.

Il est étrange qu'un gouvernement composé d'hommes de génie, comme on nous le rappelle constamment, veuille recourir encore au même remède. Dans cette affaire, nous avons le droit de dire que le gouvernement est coupable et responsable envers la population du Québec des dommages désastreux et irréparables dus à son manque de prévoyance.

D'ailleurs, augmenter le prix du papier, c'est encourager les compagnies à augmenter leur production. À l'heure actuelle, nous exportons aux États-Unis 700,000 cordes de bois de pulpe, et nous fournissons la matière première à nos compétiteurs. La compagnie International Paper va construire deux moulins au Nouveau-Brunswick et un en Nouvelle-Écosse. Elle vient d'acheter un moulin à Terre-Neuve. On construit encore de nouvelles usines de papier en bien des endroits. Mais il est un peu tard pour solutionner le problème.

M. l'Orateur, au-dessus des questions de partis, il y a des questions de patrie. Il y a un moyen de régler ce problème. Que l'honorable premier ministre convoque une Conférence interprovinciale de façon à ce que notre bois, le bois de la province de Québec, ne serve plus aux compagnies étrangères, avec lesquelles le premier ministre est en conflit, à détruire nos industries, et de façon à ce que nos

forces hydrauliques ne servent plus aux compagnies étrangères, à ruiner nos industries. Il y a eu une conférence interprovinciale sur le développement hydroélectrique et, cependant, la situation des forêts est encore plus importante, étant donné que le développement hydroélectrique dépend de la gestion des forêts.

Le meilleur remède serait d'obtenir du gouvernement fédéral la prohibition de l'exportation du bois de pulpe aux États-Unis, empêchant ainsi ce pays de ruiner l'industrie canadienne de la pulpe par l'emploi de matières premières canadiennes. Si toutes les provinces s'alliaient, il y aurait peut-être moyen d'arriver à un résultat pratique. Je suis contre la fixation des prix, mais il peut y avoir des exceptions. Que l'honorable premier ministre convoque donc cette Conférence interprovinciale. Qu'il demande l'appui du gouvernement fédéral, qu'il est heureux d'avoir en temps d'élections.

Il y a la question des colons et le prix qu'on les paie pour leur bois, mais bien que je ne croie pas à la fixation des prix de façon générale, des mesures pourraient être prises par le gouvernement, en collaboration avec les parties intéressées, pour qu'un prix équitable soit accordé aux colons pour leur bois.

Le premier ministre a permis à l'Ontario d'obtenir 500,000 chevaux-vapeur provenant de la province de Québec. Pourquoi, n'en a-t-il pas profité pour exiger l'arrêt de l'augmentation de la production en Ontario? Avant d'accepter de fournir de l'énergie électrique en abondance à l'Ontario, le premier ministre aurait bien pu imposer la condition que la province d'Ontario empêche la surproduction du bois de pulpe, et donc du papier.

Une autre cause de la crise actuelle dans l'industrie du papier, c'est aussi la surcapitalisation de toutes les industries du papier. Il y a là un manque de prévoyance de la part du gouvernement, bien qu'il dise que ce n'est pas sa faute. Peut-être que le premier ministre, étant avocat, dira que cela n'a rien à faire avec le gouvernement, et je maintiens qu'il n'est pas logique de créer des compagnies avec un capital qui ne représente pas un placement réel. Et ceci s'applique aussi aux compagnies d'énergie électrique comme à celles du papier.

Je crois qu'on n'a fait preuve d'aucune prévoyance en créant des compagnies avec un capital qui ne représente pas un placement réel. On aurait dû l'empêcher depuis longtemps, et si on ne pouvait le faire directement, on aurait dû nommer un comité des finances, composé d'experts, pour la faire, comme on en nomme à Ottawa. Et ça, c'est la prospérité!

Les ministres passent leur temps à nous prêcher que la province est prospère, et cependant, les statistiques fédérales démontrent que nous occupons la sixième place dans la Confédération pour la richesse. Comme on le voit, notre province est toujours à la tête de la Confédération pour la prospérité. Que signifient donc ces surplus fictifs, lorsque nous considérons la situation de notre province? Peut-on parler de prospérité dans notre province quand nous avons une crise comme celle du papier, quand il y a du chômage même dans Québec?

Dans la province de Québec, nous avons beaucoup de chômage. Qu'est-ce que le gouvernement fait pour l'empêcher? Peut-on dire que la province est prospère, quand une partie de la population souffre? *Le Soleil*, journal intéressant, dont les rédacteurs sont intelligents, mais pourraient s'employer à une meilleure cause, *Le Soleil* l'a même reconnu.

**M. Renaud (Laval):** Je ne pensais pas qu'il parlait de même, lui.

(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsqu'on parle de prospérité, je pense à cet auteur américain qui disait: "Vous ne crucifierez pas l'humanité sur une croix d'or." Il y a deux trusts de papier journal dans la province et trois trusts d'énergie hydroélectrique, et comme il existe une loi fédérale à l'encontre des coalitions, c'était le devoir du premier ministre, en tant que procureur général, d'empêcher la constitution de trusts.

Nous perdons presque toutes nos libertés. Regardez ce qui vient d'arriver dans la police provinciale. Nous sommes rendus à voir un ancien forçat engagé dans la police pour surveiller l'honnêteté et protéger la vie et la propriété des autres. C'est surtout dangereux d'en agir ainsi. Je ne veux pas intervenir dans une cause *sub judice*, mais c'est parce que nous n'avons plus de brefs d'*habeas corpus*, de *certiorari* et de prohibition, tous abolis dans la loi des liqueurs, que l'on nous donne des bagnards dans la police provinciale. L'on a passé une loi à la dernière session, pour permettre à la police de faire des arrestations sans mandat, en sorte que les citoyens sont à la merci des policiers pas toujours bien choisis, ainsi que le démontre la dernière aventure de la police provinciale.

Il y a longtemps que nous réclamons une réorganisation, ou plutôt une organisation de la police provinciale. Nous n'avons jamais eu d'organisation dans la police provinciale. On a eu des

ennuis à la police provinciale au sujet de certains agents. Il y a eu des détournements de fonds. Personne n'a été puni. Pourquoi? Parce que nous n'avons jamais eu de détails des dépenses de la police provinciale. La loi relative à la vérification de ces dépenses n'a pas été appliquée au cours des dernières années. Si le premier ministre avait appliqué l'article de la loi qui exige que le gouvernement donne publication d'un état de ses agents et nous avait fourni un rapport sur l'état des affaires de la police, ces détournements auraient été évités.

Il (M. Duplessis) parle de la loi de compensation des accidents de travail et il réclame des réformes au nom des ouvriers.

Il est regrettable que le gouvernement ne songe pas à améliorer la loi des accidents du travail. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) a parlé du cas de Mme Couture. L'honorable ministre est un avocat habile et il n'avait pas besoin d'aller chercher son inspiration à la Cour du recorder. L'argumentation de l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) reste intacte.

Il (M. Duplessis) félicite le gouvernement de sa politique minière et de son projet pour diminuer l'impôt sur les successions.

Le gouvernement vient de découvrir que les grandes successions sont plus lourdement taxées dans l'Ontario que dans la province de Québec et que les petites successions le sont moins. À ce qu'il paraît, il fallait changer de trésorier provincial pour trouver cela.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), dans son beau discours, a dit qu'il n'insulterait jamais un adversaire politique. Il a déclaré qu'il ne donnerait pas aux francophobes l'occasion de lui reprocher ses paroles. C'est une mauvaise tactique, et cela est de nature à laisser croire qu'il passera l'éponge sur tout ce qui est canadien-français.

Je regrette cette déclaration. Pourquoi donner l'impression que, dans notre province, on passe l'éponge du moment que c'est un Canadien français? Le vrai patriotisme consiste à punir celui qui est coupable de trahison à sa race. Le vrai patriote sait frapper quand il le faut.

L'honorable ministre a dit que son prédécesseur avait prêché dans le désert, c'est-à-dire que les agriculteurs, qui sont les deux tiers de la population de notre province, n'avaient pas compris. L'honorable M. Caron était un homme éloquent; donc les cultivateurs ne comprenaient pas. Ce n'est pas flatteur. Le ministre nous donne l'impression que

le cultivateur de notre province n'avait pas assez d'intelligence pour comprendre le message que M. Caron leur prêchait. Est-ce du patriotisme? Cela encore, ce n'est pas du vrai patriotisme.

Le premier ministre a également proféré des menaces regrettables à l'endroit de la International Paper. Le gouvernement n'a pas plus le droit de faire des menaces aux étrangers qu'aux citoyens de cette province. Il a dit que la province avait droit de hausser les droits de coupe et il fait remarquer que la province n'est pas obligée de modifier les droits de coupe pour tout le monde. C'est là une regrettable déclaration. Car si la province augmente les droits de coupe contre une compagnie, et non pas contre une autre, il serait facile de montrer que c'est de la discrimination.

Si le gouvernement commence à favoriser une compagnie plus que les autres ou à boycotter une au détriment des autres, où cela va-t-il nous conduire? Le gouvernement n'a pas le droit d'augmenter les droits de coupe, et cette province n'a pas plus le droit qu'aucun autre corps de faire de la discrimination. Pourquoi n'a-t-on pas fait payer L'International Paper lorsqu'elle a acheté la St. Maurice Paper Company. L'International a obtenu tellement de droits qu'elle refuse d'écouter l'honorable premier ministre.

L'honorable premier ministre dit qu'il a passé une loi pour défendre l'exportation du pouvoir. Mais il en exporte encore.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'honorable député sait que, dans notre loi, nous avons dit qu'elle n'affecterait pas les contrats existants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais c'est le gouvernement qui a voté la loi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas le gouvernement, c'est la Législature qui a voté la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) C'est la première fois que j'entends dire que le chef de la Chambre n'est pas le chef de la Chambre.

Le gouvernement accorde trop de commutations de taxes aux municipalités, pour favoriser les grosses compagnies comme la Cedars Rapids. Quant aux exemptions de taxes accordées par le gouvernement à diverses compagnies, je ferais remarquer que c'est ajouté aux difficultés déjà assez compliquées des municipalités scolaires que de les

priver de ces taxes. Il n'est pas étonnant alors que les maîtresses d'écoles soient si mal payées.

C'est regrettable que rien dans le discours du trône ne traite du respect pour le repos dominical. Je ne veux pas faire de politique avec la loi du dimanche, mais les inspecteurs qui font des enquêtes sont préjugés contre le repos dominical. Ils sont antipathiques aux requérants, et le résultat ne peut être celui que l'on anticipe. Que l'on crée un service spécial. Ignorer cette loi, c'est ignorer les principes religieux, et le gouvernement de la province s'expose aux mouvements antisociaux. Prenons garde aux soubresauts de l'opinion. La meilleure protection contre de tels mouvements, c'est la religion. Exposer le repos dominical à l'indifférence publique, c'est mettre en danger le respect de la religion.

L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a résigné ses fonctions de chef de l'opposition. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) a été élu à sa place par la plus grande convention que nous ayons eue en cette province. Il a été élu à l'unanimité. Je fais cette déclaration une fois pour toutes. L'honorable député des Deux Montagnes (M. Sauvé) a fait une œuvre. Il a joué un rôle et nous le remercions de nous faire profiter des trésors de son expérience. Quant à nous de la jeune opposition, nous trouvons que le gouvernement a fait du bien et du mal.

En passant, je tiens à féliciter l'honorable premier ministre qui a dit à Sainte-Julienne qu'il resterait à son poste. C'est la meilleure partie de son discours. L'esprit de parti a assez fait de mal en cette province, en ce pays, que tout le monde souhaite sa disparition. Les seuls vrais surplus du gouvernement sont les surplus d'années. Nous de la jeune génération, nous entendons coopérer avec le gouvernement, pour assurer à cette province la meilleure administration possible. Le premier ministre pourra toujours compter sa la loyauté de l'opposition<sup>35</sup>.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. David (Terrebonne):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que le débat soit de nouveau ajourné. Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est levée à 10 h 35.

## NOTES

1. Le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) sourit, selon *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 11, en entendant le député de Trois-Rivières (M. Duplessis).
2. *L'Événement*, à la page 11, *The Montreal Star*, à la page 2, *The Quebec Chronicle*, à la page 3, et *The Montreal Herald*, à la page 3, du 22 janvier 1930 parlent de \$20 à \$30, alors que *La Presse*, à la page 3, et *La Patrie*, à la page 3, du même jour mentionnent les montants de \$25 et \$30.
3. *L'Action catholique*, à la page 6, et *La Patrie*, à la page 3, du 22 janvier 1930 parlent de 227 faillites dans la province de Québec.
4. Selon *Le Canada* du 22 janvier 1930, à la page 1, les dettes des provinces de Québec et d'Ontario sont respectivement de \$73,000,000 et de \$152,000,000. Le discours du budget du 29 janvier 1929 rapporte qu'au 30 juin 1927, la dette consolidée et en cours de la province de Québec était de \$79,212,226.27. Au 30 juin 1928, elle était de \$80,731,877.24. La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1928 était de \$58,827,531.61. Le discours du budget de la province de Québec, du 23 janvier 1930, rapporte que la dette consolidée et en cours, au 31 décembre 1929, était de \$80,322,491.58. La dette publique nette de 1929 était de \$56,751,141.27. Le total du passif de cette année était de \$73,649,598.38. Par ailleurs, le discours du budget du 26 février 1929 de la province de l'Ontario indique que la dette ontarienne est de \$393,747,000.
5. 200, selon *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 11.
6. 30, selon *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 11, et le tiers, selon *Le Devoir* du 22 janvier 1930, à la page 2.
7. Selon *L'Événement*, à la page 11, et *Le Devoir*, à la page 2, du 22 janvier 1930 ainsi que selon *Le Journal* du 25 janvier 1930, il n'y a que 30 élèves qui viennent de l'Ontario.
8. Voici l'extrait du discours de M. Guertin dans le *Quebec Chronicle* du 22 janvier: "The technical school of the City of Hull he stated was too small to meet the requirements of the residents and declared that over sixty boys from the city of Hull crossed the river to obtain their technical training at the technical school of the neighboring city of Ottawa."
9. *La Patrie*, à la page 12, et *La Presse*, à la page 3, du 22 janvier 1930 signalent qu'il en coûte \$1,000,000 par enfant qui fréquente l'école.
10. Selon *Le Devoir*, à la page 2, et *The Montreal Daily Star*, à la page 30, du 22 janvier 1930, il reste deux familles, et non deux vieillards.
11. *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 11, écrit que le sérum coûte \$22.
12. *L'Action catholique*, à la page 6, et *Le Devoir*, à la page 2, du 22 janvier 1930 rapportent que l'Ontario à une réserve de 100,000 chevaux-vapeur. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 30, dit plutôt: "Why do they not exploit to the full the Chats Rapids power, which would develop 100,000 H.P. on their side and 150,000 H.P. on our side? There is a reserve of 100,000 H.P. they are holding up."
13. *La Patrie*, à la page 12, *L'Action catholique*, à la page 6, et *La Presse*, à la page 10, du 22 janvier 1930 rapportent que chaque 1,000 chevaux-vapeur pourrait fournir du travail à 385 ouvriers. *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 30, parle plutôt de 396 employés.
14. *The Montreal Daily Star* du 22 janvier 1930, à la page 30, rapporte plutôt le chiffre de 700,000 de population.
15. Selon *L'Événement* du 23 janvier 1930, à la page 11, les taux sont de \$4.23 à Ottawa, \$22, à Québec, \$13 à Montréal, et \$6.40 à Toronto. Dans *L'Action catholique* du même jour, nous lisons qu'ils sont à \$4.23 à Ottawa, \$22 à Québec, \$13.80 à Montréal, \$6.40 à Toronto et \$9 à Aylmer. Dans *Le Devoir*, il est écrit \$4 à Ottawa, \$22 à Québec, \$13.80 à Montréal et \$4.40 à Toronto, \$9 à Aylmer et \$11.18 à Maniwaki.
16. *Le Journal* du 25 janvier 1930 rapporte que 400 k.w.h. coûtent \$4 à Ottawa, \$4.40 à Toronto, \$9 à Aylmer, \$13.80 à Montréal, \$22 à Québec, et dans les campagnes de \$32 à \$40.
17. Le député de Hull (M. Guertin) parle durant 2 h 30, selon *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 3.

18. *The Quebec Chronicle* du 22 janvier 1930, à la page 3, donne le montant de \$18,500,000.
19. *The Quebec Chronicle* du 22 janvier 1930, à la page 3, rapporte qu'il y eut 52 nouvelles paroisses.
20. *Le Canada* du 22 janvier 1930, à la page 4, parle de 300,000 ouvriers.
21. Nous lisons dans *The Montreal Daily Star* du 22 janvier 1930, à la page 30: "I wish to draw this to attention of our architects and builders, who may not all know that we have such excellent building materials."
22. Selon *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 11, les 273,000 tonnes d'amiante ont une valeur de \$11,500,000, alors que selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 6, elles ont une valeur de \$15,500,000. Par ailleurs, *Le Journal* du 25 janvier parle de 230,000 tonnes d'amiante pour l'année 1928.
23. *L'Événement*, à la page 11, et *The Gazette*, à la page 14, du 22 janvier mentionnent plutôt la Rhodésie.
24. Selon *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 11, la Noranda a exporté \$6,000,000 en 1928 et a doublé la capacité de son usine en 1929.
25. 6, selon *Le Devoir* du 22 janvier 1930, à la page 2.
26. *Le Devoir* du 22 janvier 1930, à la page 2, signale que les 50 grandes routes totalisent 5,576 milles.
27. Dans *Le Journal* du 25 janvier, nous lisons qu'il y a 50 grandes routes, dont 2,374 milles sont améliorés.
28. *Le Devoir* du 22 janvier 1930, à la page 2, arrondit le coût des routes dans la province de Québec à \$10,000 du mille.
29. Selon *Le Soleil*, à la page 13, *La Patrie*, à la page 10, *L'Action catholique*, à la page 6, et *La Presse*, à la page 10, du 22 janvier, le coût est de \$5,000,000.
30. *Le Soleil* du 22 janvier 1930, à la page 13, dit qu'il y a 10 ans, il y avait 120,000 autos.
31. *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 11, parle plutôt de 491,400 autos.
32. "Un ministre de l'Agriculture avec mines", selon la version de *L'Action catholique* du 22 janvier 1930, à la page 6.
33. *The Gazette* du 22 janvier 1930, à la page 14, rapporte que des experts disent qu'il en reste pour 25 ans alors que d'autres croient qu'il en a pour 30 ans.
34. *The Gazette* du 22 janvier 1930, à la page 14, arrondit le prix à \$55.
35. *L'Événement* du 22 janvier 1930, à la page 3, rapporte que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) parle pendant moins d'une heure.

Séance du mercredi 22 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance;
- bill 138 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 75 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;
- bill 93 changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters;
- bill 117 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens;
- bill 102 concernant University Club of Montreal.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 83 modifiant la charte des pères Eudistes des la province de Québec;
- bill 79 permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Joseph Allard, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de vente à lui consenti par les protonotaires du district de Montcalm concernant certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas;
- des révérends Joseph Douglas Williams et autres, représentant la Christian Missionary Alliance in Canada, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Christian Missionary Alliance in Quebec;
- des révérends John Martin Jensen et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church in Quebec;
- de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un règlement;
- de Adrien Lepage et autres, demandant l'adoption d'une loi leur accordant une pension payable par la cité de Montréal et pour autres fins;
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- des Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de l'Union Saint-Joseph de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la ville de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la municipalité du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval;
- des syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi des autorisant à faire un emprunt;
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la compagnie Les Rentiers de l'avenir, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et ratifiant un arrangement entre ladite cité et diverses Compagnies.

**The St. Ansgar's Danish  
Evangelical Lutheran Church**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 107 constituant en corporation St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Christian and Missionary  
Alliance in Quebec**

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 124 constituant en corporation Christian and Missionary Alliance in Quebec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**La Tuque,  
règlement no 188**

**M. Grant (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 123 ratifiant le règlement no 188 de la ville de La Tuque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Emprunt pour la construction  
d'une église à La Tuque**

**M. Grant (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 97 autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lots de Saint-Nicolas,  
comté de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 94 ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Union Saint-Joseph  
de Drummondville**

**M. Côté (Bonaventure)** demande la permission de présenter le bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Emprunt et évaluation  
municipale de Shawinigan**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 131 ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt no 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
d'Outremont**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Entretien de chemins  
dans Laval**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande la permission de présenter le bill 112 concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pension des officiers  
de police de Montréal**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 129 déterminant la pension de certains officiers de police de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie de chemin de fer  
Alma et Jonquière**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 89 modifiant la charte

de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 120 modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **The Quebec Labrador Railway Company**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par représentant de Rouville (M. Bernard), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus pour qu'il lui soit permis de présenter la pétition de The Quebec Labrador Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit reçue à la présente séance.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de The Quebec Labrador Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Rapport du ministère des Terres et Forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1929. (Document de la session no 34)

##### **Rapport du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries**

L'honorable M. Laferté (Drummond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, sur le rapatriement dans la province de Québec, pendant les années 1928 et 1929. (Document de la session no 35)

#### **Loi du Barreau**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 21 janvier, sur la motion proposée le mercredi 8 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** (Se lève) (Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, Lomer Gouin, un nom, un homme, une pensée, qui dirigèrent tout un présent, qui préparèrent tout un avenir! Un nom, un homme, une pensée qui laissent le souvenir d'une puissance intellectuelle extraordinaire qui se reflète aujourd'hui sur ses deux fils qui portent son nom avec dignité! Il fut un de ceux, rares dans un siècle, de qui il peut être dit que sa pensée fit impression sur le siècle où il a vécu. Il a laissé l'empreinte de son génie sur son siècle.

Il fut un de ceux qui, trouvant des problèmes difficiles à solutionner, s'acharnaient à cette tâche, parfois très ingrate. Considérant que le plus grand malheur pour un peuple est le manque d'instruction et que le plus grand bonheur est l'instruction, il voulut tracer à ses collaborateurs et à ses successeurs une voie à suivre. Il leur a laissé une voix qui ne meurt pas.

Un jour de distribution de diplômes de compétence aux institutrices de demain, à l'institut

des sœurs de la congrégation Notre-Dame à Montréal, que Sir Lomer présidait, le recteur de l'Université de Montréal, en présentant à l'assistance Sir Lomer Gouin dans une allégorie parfaite, fit le tableau qu'offrirait plus tard un monument élevé à la mémoire et à l'œuvre du premier ministre d'alors. Un monument qu'un jour un peuple reconnaissant lui élèvera. Sur la base de ce monument, il croyait qu'on verrait une femme personnifiant Québec élevant vers son buste un petit enfant sur le piédestal disant: "Embrasse-moi, toi qui m'as tant aimé".

Et oui, ce monument représenterait une femme symbole de la province de Québec, portant dans ses bras un jeune enfant qu'elle élèverait vers Sir Lomer, en hommage pour ce qu'il a fait en faveur de notre jeunesse en lui permettant de s'instruire facilement. Sir Lomer Gouin a tant fait pour les enfants, il les a tant aimés qu'il ne serait que juste que la femme représentant la province élevât à ses lèvres l'enfant dont il a élevé l'intelligence. On peut dire de lui qu'il a bien mérité de sa patrie.

Sir Lomer, modeste, humble, que j'ai entendu dans cette Chambre parler en termes si éloquents, je vous prie d'accepter cet hommage avec l'expression de mon plus profond respect. C'est aussi un hommage modeste que je voulais rendre à Lady Gouin. Je la prie de l'accepter avec mes sentiments les plus respectueux.

Récemment je lisais un article publié dans une petite revue, signé par un jeune, Albert Lévesque, portant comme titre: *Comment s'adapter*. Après avoir regardé notre province dans le passé comme dans le présent et dans le futur, il venait à la conclusion que, dans tous les domaines, notre province à toutes les époques de sa vie économique, politique et nationale a su s'adapter aux conditions que lui firent les événements, parfois à des régimes qui lui convenaient à demi, parfois à des idées qui ne lui convenaient qu'à peine et ne pouvaient que difficilement lui plaire. Toujours nous avons su le faire en évitant d'affronter la tempête orageuse, en évitant les coups de vents et les souffles violents qui auraient pu nous détruire et en côtoyant les baies.

Nous vivons une période de grands changements. Qui niera que la province de Québec, aujourd'hui comme hier et demain, devra s'adapter aux circonstances nouvelles que lui imposent les divers changements et les conditions de vie nouvelles, et aux circonstances, avec les changements dans les modes d'existence, et les modalités que la vie économique nous a imposées? Qui niera qu'elle ne saurait suivre les modalités sociales, économiques et politiques qui s'imposent?

Aussi, figurons-nous pour un moment quelle serait la stupéfaction de ceux qui ont vécu il y a 75 ans, s'il fallait qu'ils se trouvassent soudainement aux prises avec la vie moderne? Que de choses ont été accomplies depuis dont on ne parlait pas il y a 75 à 100 ans, et celui qui en aurait parlé aurait été exposé à se voir traiter de lunatique et d'aliéné! D'ailleurs, il y a des hommes qui ont proposé des choses qui les ont fait passer pour des fous ou des lunatiques.

Quelque chose d'extraordinaire s'est accompli. Il n'est pas encore éloigné le jour où, au camp de Boulogne, alors qu'il se préparait à traverser la Manche pour atteindre l'Angleterre, Napoléon ne voulut croire Fulford qui lui affirmait être capable de transporter ses troupes, de Boulogne à Douvres<sup>1</sup>, sur des navires à vapeur. L'Empereur ne voulut pas croire "à la vapeur".

Quelque temps avant la première envolée de 140 mètres en aéroplane, qui aurait cru qu'une machine plus lourde que l'air pourrait traverser l'Atlantique? Qui eût cru, lorsque Santos Dumont, je crois, faisait de brèves envolées, qu'un jour, un jeune homme audacieux et hardi, partirait seul de New York en avion et irait atterrir au Bourget, près de Paris, en disant, à son arrivée, avec une modestie rare chez les grands: "C'est moi, Lindbergh".

Qui pouvait prévoir une vitesse de 230 milles à l'heure pour les automobiles et une vitesse encore plus grande dans l'air? Qui pouvait croire qu'une machine volante pourrait atteindre la vitesse fulgurante de 350 milles à l'heure? Tout a changé et, que nous le voulions ou non, nous devons nous adapter au temps où nous vivons. Qui eût cru, il y a 25 ans hier matin, à cinq heures et demie, à travers le continent américain et à travers le Canada, qu'il serait possible d'entendre la voix irradiée de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, George V, du premier ministre de France, M. Tardieu et celle de Ramsay MacDonald qui parlaient à Londres? Nous vivons d'autres temps. Les circonstances, qu'elles nous plaisent ou non, nous forcent à regarder autour de nous et à suivre, en ce qu'ils ont de bon et d'excellent, les exemples qui nous viennent d'ailleurs.

Pour s'adapter à des conditions toujours changeantes, nous devons avoir une vision large et une conscience aiguë des développements qui se multiplient tous les jours. Nous devons élargir les intelligences et les esprits. Nous devons nous tourner vers de nouveaux problèmes nés de circonstances nouvelles. Nous devons, en un mot, vivre notre propre vie. Afin que nous puissions nous ajuster aux nouveaux courants de pensée et aux nouvelles façons de vivre, sans pour autant laisser mourir le passé si

riche de traditions. Loin de nous la pensée qu'il faille oublier notre passé et que les traditions doivent disparaître. Je ne sais, mais il me semble que quelqu'un a déjà dit que la plus grande partie d'un pays, c'est son passé. Qu'il en soit ainsi!

Conservons les traditions dans le cœur de la famille, de la société, de la patrie, de nos Parlements. Il faut conserver nos traditions familiales et sociales, nos croyances et nos aspirations, mais tournons nos regards vers les problèmes nouveaux, et n'ayons crainte, après mûre réflexion, si nous trouvons des remèdes qui puissent nous offrir le salut, de les appliquer avec vigueur. Sachons appliquer les remèdes qui s'imposent.

Nous devons ouvrir les yeux sur les nouveaux problèmes, et ne les fermer ni sur le progrès ni sur les remèdes que nous devons apporter. Ces développements à travers le monde se produisent chez nous comme ailleurs. La province de Québec dans le passé, dans le présent et dans l'avenir est une province agricole. Elle doit le demeurer, mais elle ne doit pas oublier que dans la course ardente et accélérée des peuples vers la supériorité économique, même ceux qui, par leur mentalité, seraient portés à traiter l'industrialisation comme une chose indigne chez eux, comme c'est le cas en France, sont obligés de l'accepter. Nous avons le devoir d'aborder les problèmes industriels.

La France intellectuelle, la France rurale et la France agricole n'a pas craint, après la guerre, d'aborder le problème que l'industrie a créé chez elle comme partout ailleurs. Que l'industrialisation se développe ici raisonnée, raisonnable, rationnelle et pratique. Qu'on lui donne de l'impulsion suivant les besoins de la population, et essayons par l'emploi des ouvriers sans travail, de mettre fin au chômage partout où il se rencontre! Qu'elle tâche, par l'emploi de bras qui sont sans travail, de faire cesser le chômage où il existe.

Nous devons faire face au problème de l'industrialisation, et c'est la politique du Québec de le faire d'une façon rationnelle et raisonnable. On ne peut pas dire de la province du Québec ni de son gouvernement qu'ils sont aveugles aux besoins associés à des conditions toujours changeantes ou qu'ils hésitent à répondre à ces conditions par des actions.

Si nous demandons à la province de garder ses traditions et d'ouvrir les yeux et envisager la situation actuelle, ne pensez-vous pas, M. l'Orateur, que nous devons le faire avec des termes de discussion qui attireront dans l'enceinte de notre parlement les intelligences fortes et versées dans

l'étude des problèmes économiques et sociaux et qui se dévouent à la solution de ces problèmes? On a dit, et on répètera, beaucoup de mal de la politique et des politiciens. Ceci s'explique, et c'est excusable, de la part de ceux qui n'en sont pas, qui veulent en être et en sont incapables. Il y a aussi ceux qui, incapables de dévouement, très souvent, cependant veulent recueillir les honneurs et les positions honorifiques qu'offre parfois la politique, mais jamais au coût de sacrifices personnels.

Que les politiciens donnent le bon exemple entre eux et ne rabaissent pas la discussion à l'injure, à la calomnie, à l'insinuation. Il y en a qui rabaissent la politique à tout cela. D'aucuns salissent les réputations. Lorsqu'un politicien donne l'exemple que donnent parfois certains hommes, dans certains comtés, en rabaissant la politique à l'injure, à l'insulte, à la calomnie et à l'insinuation, croit-il de la sorte encourager les jeunes qui étudient, qui ont le sens du dévouement, qui sont prêts à accepter des responsabilités, à être candidats et à devenir député lorsqu'ils sentent et voient qu'entrer dans la vie politique, c'est s'exposer à se faire salir et exposer sa femme et ses enfants à souffrir et à pleurer?

**M. Renaud (Laval):** C'est bien de valeur!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ceux qui comprennent savent que cela est vrai. La politique n'offre pas que des joies, mais l'homme sait que toute vie est faite de joies et de tristesses. Ce n'est que par une saine philosophie, par le désir de connaître et comprendre les hommes, le désir de trouver dans autrui non pas seulement les défauts, mais aussi les qualités, qu'on peut réussir dans la politique et dans la société à se comprendre mieux, à se connaître davantage et à s'estimer réciproquement, que, la tâche terminée, quand le moment est arrivé pour ceux qui se sont dévoués aux affaires publiques, de prendre leur retraite, s'ils peuvent regarder l'œuvre accomplie, grande ou petite, et se rendre le témoignage qu'ils ont rempli leur devoir comme ils le comprenaient, ils ont le droit de partir en paix. La seule reconnaissance et la seule consolation qu'un homme public puisse demander, c'est le témoignage que sa propre conscience lui donne de son intelligence et de son cœur.

Et maintenant, revenons à ceux qui ont parlé avant moi et dont les remarques sont encore présentes à notre esprit. Je crains de faire des répétitions, mais j'en demande pardon à l'avance. L'ancien chef de l'opposition, celui d'aujourd'hui et celui de demain, les trois chefs, se sont demandé si

nous sommes plus heureux et plus prospères que nous étions il y a 10 ans. Certes, il est difficile, au lendemain d'une catastrophe et d'un cataclysme dont le souvenir n'est pas encore disparu ni effacé, de pouvoir affirmer que le bonheur est parfait et complet, que la satisfaction est absolue et que nous sommes plus heureux. Il est toujours difficile après une grande catastrophe d'évaluer les dégâts, surtout lorsque la souffrance causée par la catastrophe se fait encore sentir. Nous avons souffert dans Québec, comme partout ailleurs dans le monde des effets d'un ressac gigantesque, que nous subissons encore, amené par la vague géante qui s'abattit sur le monde après les années terribles de 1914 à 1918. Je ne ferai pas de retour sur ces quatre années aux événements connus de tous.

Qu'il y ait dans la province de Québec des effets de cette époque qui se fassent encore sentir, quoi de plus logique et de plus naturel? Ne voit-on pas des pays dix fois plus considérables que le nôtre être beaucoup plus que nous en proie aux résultats néfastes de cette guerre et ne pas être encore remis tout à fait de la grande secousse? Quand on voit des pays 10 fois plus peuplés que le nôtre et 100 fois plus riches, souffrir des mêmes maux, faire face aux mêmes problèmes, chercher les mêmes solutions, on n'a pas de quoi s'étonner de la situation chez nous. Allez en Allemagne, en France, aux États-Unis et vous verrez que ce dont l'opposition se plaint ici depuis le début de cette session, on s'en plaint également dans le monde entier et de la même façon.

Durant la guerre, l'agriculteur fit de l'argent. Profitant de cet argent, avec raison, il acheta des terres voisines de la sienne, cultiva un espace plus grand parce que la consommation des produits était plus considérable. Après la guerre, il se trouva avec des terres qu'il n'avait pas payées. Il eut des rentes à rencontrer. Il s'est vu chargé de dettes non payées, avec des obligations que la vente de ses produits ne suffisait pas à rencontrer. Il en résulta non pas précisément du découragement, car le cultivateur de chez nous ne se décourage pas, mais des embarras et des ennuis.

Ou bien, satisfait de l'argent qu'il faisait, l'agriculteur profitant de la guerre voulut faire une vie plus facile, plus gaie, plus joyeuse. Il avait contracté des habitudes nouvelles. Il s'accoutuma, je ne dirai pas au luxe, mais à plus d'aisance, avoir radio, auto et phonographe. Comme l'agriculteur partout ailleurs, l'agriculteur du Québec a connu une grande prospérité en raison du prix élevé des denrées alimentaires. Étant donné la valeur accrue des produits de la ferme, il s'est initié au confort

matériel. Il fit ce que partout on a fait. Il acheta les commodités du siècle et voulut se donner du confort. Comme les gens de la ville, il voulait entendre la voix du souverain britannique à la radio.

Il voulait aussi entendre l'homme qui parlait au loin, dans la grande ville. Il voulait aussi rouler sur les grandes routes comme l'homme de la ville. Et il voulait aussi entendre sur les disques la voix d'un grand artiste.

Devons-nous l'en blâmer? Pas du tout. Ceux à qui la guerre a été profitable croyaient que la prospérité serait éternelle. Mais quand la réaction est venue, dans notre province où l'on avait accoutumé à laisser de vastes prairies en foin, et à vendre ce dernier facilement, il arriva que l'on eut de belles moissons de foin qui ne se vendaient plus parce que l'auto avait remplacé le cheval. De là, la gêne et l'embarras.

J'aurais aussi à répondre brièvement à certaines remarques faites par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) qui reconnaît la valeur que d'un mariage, celui de l'esprit et de la critique. Il a beaucoup d'esprit. Je le félicite. Il en aura à passer aux autres. Mais je ne comprends pas qu'il ne puisse voir un peu de bien dans ce que le gouvernement a fait.

Il a prétendu que notre population était ignorante, que pendant 25 ans elle n'avait pas entendu les appels réitérés qui lui étaient faits. Il disait qu'il ne comprend pas que, pendant 20 ans, on a pu prêcher des méthodes nouvelles de culture et de nouvelles théories aux cultivateurs et ne pas être écouté, car ils ont refusé de les accepter. Il dit que c'est une attaque contre la population agricole, et qu'on traite ainsi les deux tiers de notre population d'ignorants.

Pas du tout. Ce n'est pas juste. Cela prouve simplement que le temps n'était pas venu, et qu'aujourd'hui, les cultivateurs comprennent qu'ils acceptent volontairement, sans coercition, ce qu'on leur expose. Les cultivateurs comprennent mieux aujourd'hui ce que le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) leur dit avec lucidité et clarté. Notre population n'est pas ignorante, mais elle apprécie les faits et attend le moment opportun pour agir. On a dû prêcher afin de préparer le terrain pour l'action. Va-t-il croire que c'est parce que notre population serait ignorante qu'elle n'écoute pas l'opposition qui prêche dans le désert depuis 32 ans?

(Rires)

Non, je ne le crois pas. C'est parce que notre population voit et apprécie les œuvres du

gouvernement. Cela signifie qu'elle prend le temps pour apprécier les hommes et leurs actions. Elle sait apprécier les hommes, mais surtout leurs actions. La parole est certainement nécessaire parfois pour préparer les actes et les gestes, mais c'est encore par l'action qu'un gouvernement accomplit sa tâche.

Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) dont l'esprit parlementaire, la modération et le sens des proportions font qu'il demeure encore l'esprit dirigeant de son parti et non le chef honoraire, se demandait si le sort du cultivateur est meilleur aujourd'hui qu'autrefois. Me permettra-t-il une simple remarque?

Si l'on compare les conditions d'existence du cultivateur d'il y a 30 à 40 ans, à celles d'aujourd'hui, croit-il vraiment qu'un seul cultivateur de notre province voudrait vivre la vie du cultivateur d'il y a 20, 30 ans ou 40 ans, quand aller au marché le plus proche était, à certains moments de l'année, une aventure et presque une entreprise risquée?

**M. Renaud (Laval):** C'est long 30 ans.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Oui, pour ceux qui ne vivent pas. La condition du cultivateur d'aujourd'hui est meilleure qu'elle l'était autrefois. Les chemins, le téléphone, la lumière électrique sont des choses qui étaient alors totalement inconnues. Il lui manquait tant de commodité, qu'il fallait du courage pour aller au marché ou se rendre simplement au prochain village, tant les routes étaient mauvaises.

En plus, il devait faire le voyage en charrette à cheval. Aujourd'hui, il possède une automobile et on ne peut prétendre le contraire, aujourd'hui un grand nombre de cultivateurs ont des autos, ce qui prouve que la situation est meilleure et n'est pas aussi critique qu'on le dit. Car notre cultivateur n'est pas mesquin, mais il est économe et s'il achète une auto, c'est qu'il a l'argent pour la payer. Il n'en aurait pas s'il n'était pas capable d'en acheter.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas comparé les deux situations. Je n'ai pas comparé le salon d'autrefois avec celui d'aujourd'hui. Je n'ai parlé que des revenus de la terre, depuis 10 ans.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Très bien. S'il y a eu erreur, j'admettrai les déclarations de mon humble collègue.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** murmure quelque chose.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est la première fois que le député de Montréal-Dorion me fait une interpellation; la deuxième fois, je lui raconterai une anecdote.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Tout de suite!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il y a quelques années, Lloyd George, pendant la guerre, fut appelé à Liverpool pour régler une grève. Trois mille ouvriers en munitions refusaient de retourner au travail et Lloyd George leur adressa la parole. Pendant son discours, il fut interpellé par le même auditeur qui voulait évidemment lui faire perdre le fil de ses pensées. Lloyd George, le petit Gallois, dont le père était charcutier et voyageait de village en village pour vendre la viande, s'entendit demander par son interlocuteur: "Qu'est devenu votre père et son âne?" Lloyd George répondit que son père était mort. "Il est en paradis, et comme il est au ciel, ajouta-t-il, vous ne le verrez jamais. Quant à son âne, si vous n'aviez pas parlé, je resterais convaincu qu'il était mort, lui aussi, depuis longtemps."

(Rires)

Un moyen qui aidera notre population à s'adapter aux conditions nouvelles, est l'enseignement. Pour les cultivateurs, ce sera l'enseignement agricole, pour les ouvriers, l'enseignement technique. Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) avait raison de soulever de nouveau dans cette Chambre le problème de l'éducation dans les écoles primaires des campagnes. Je ne prétends pas avoir la compétence pour régler le problème. Je crois que sa parole dépassait sa pensée, cependant, quand il a déclaré qu'elle était impossible. C'est difficile, non pas impossible. Le gouvernement actuel a beaucoup fait et fait encore beaucoup pour l'éducation dans les régions rurales du Québec. Rappelons-nous qu'il y a trois ou quatre ans, le Conseil de l'instruction publique, qui seul peut modifier et réformer les programmes d'enseignement, a adopté un programme à deux parties, une pour les villes et une pour les campagnes.

Dans cette dernière, certaines matières susceptibles de rapprocher l'enfant du sol, lui sont enseignées. Je crois que l'école primaire dans les campagnes doit préparer l'enfant pour l'enseignement agricole qu'il pourra recevoir ensuite dans nos collèges d'agriculture. À l'école primaire, il me semble que l'on doit servir aux enfants un enseignement dans lequel il faut donner une place à l'amour de la terre. On doit lui faire connaître, aimer et admirer la terre. De cette façon, l'enfant, qu'il entre

à l'école complémentaire ou se rende jusqu'à l'université, ne pourra pas oublier la terre d'où il vient et deviendra un excellent agriculteur.

On doit aussi lui enseigner le rôle de l'agriculteur dans l'agencement des forces nationales d'un pays et des forces agissantes de l'économie. On aura alors des fils de cultivateurs prêts à recevoir l'enseignement agricole que lui donnera le collège d'agriculture, et prêts à rester sur la terre où il apportera de nouvelles connaissances pratiques. Cet enseignement, complété par l'amour du sol, qui existe déjà dans leur cœur, les attachera à la plus belle profession qui puisse exister, celle du cultivateur.

Avec cet objectif, rien n'a été épargné dans le passé pour donner l'instruction et rien ne sera épargné dans l'avenir. Le gouvernement a prouvé par des actes nombreux son désir de faciliter l'instruction aux enfants de toutes les classes de la société de la province, sans distinction de race et de religion. La plus grande richesse sociale que nous ayons, c'est l'éducation. Le gouvernement a compris depuis longtemps que le plus grand déchet social, la plus grande lacune, la plus grande source de malheurs et la source inévitable des réactions et des révolutions, c'est le manque d'éducation chez un peuple.

(Applaudissements)

Aussi, depuis des années, à mesure que ses revenus le lui ont permis, le gouvernement a augmenté les subsides pour l'éducation et cherché à améliorer la condition des écoles existantes et à fonder de nouvelles écoles, dans les domaines où il n'y en avait pas, partout où la chose était nécessaire. Au fur et à mesure il a augmenté ses octrois aux écoles de toute nature. Qu'il me soit permis, en passant, de citer quelques chiffres. En 1910, le gouvernement dépensait pour l'instruction publique, et ces chiffres sont seulement les sommes payées par le gouvernement, un montant de \$1,065,000. En 1928-1929, il a dépensé pour cette même fin la somme de \$4,928,632<sup>3</sup>. C'est-à-dire qu'en 19 ans, il y a eu augmentation de \$3,900,000 pour l'instruction publique. Alors, on fait au moins un effort pour l'éducation, malgré les craintes du député de Hull.

J'ai entendu avec regret le député de Hull (M. Guertin) parler comme il l'a fait. Il a déclaré en quelle condition précaire, dangereuse et difficile, se trouvaient les bons électeurs de son bon comté. Il a voulu démontrer que son comté et la ville de Hull sont dans une position très précaire. Mais ne croit-il pas qu'il a fait ici, dans cette Chambre, en face de toute la province, une très mauvaise réclame à la ville de Hull qui désire des industries, qui affirme

qu'elle a une population ouvrière très saine et capable d'aider l'industrie. Il a fait par là, à sa ville, la plus mauvaise publicité possible.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Écoutez, écoutez!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il a été élu dans des circonstances particulières. Il a la confiance de ce qui aurait dû être la majorité de ses électeurs. Que vont lui dire ses électeurs? Que dira-t-il quand il retournera dans sa bonne ville de Hull pour rencontrer ses bons électeurs et qu'on lui dira: "Nous qui voulons développer Hull, y amener le capital, qui voulons prouver qu'il y a une excellente main d'œuvre et que l'industrie y trouvera des ouvriers bons, honnêtes et instruits, vous avez dit exactement le contraire devant les députés à Québec. Vous avez prêché une telle doctrine, Monsieur, que si la prospérité existait dans Hull, elle serait à la veille de disparaître." Ce n'est pas ainsi qu'on parle. Se pourrait-il que ses électeurs lui disent qu'une fois la situation ainsi dépeinte, ce n'est pas la peine d'essayer de les aider?

Il déclare que, chez lui, les écoles se ferment, que l'École technique est abandonnée. Il peut y avoir certaines difficultés dans le comté de Hull. C'est un beau, un superbe et un grand comté.

**M. Renaud (Laval):** Trop grand!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Ce sera à la Chambre de se prononcer là-dessus. Il ne faut pas oublier que lorsqu'il déclare que, dans son comté, les écoles ferment leurs portes et que l'École technique de Hull est une faillite, qu'en certains endroits les commissions scolaires refusent d'ouvrir des écoles, c'est une déclaration très grave.

Il nous dit qu'un enfant qui souffrait de diphtérie a coûté \$22 à ses parents et qu'Ontario distribue gratuitement le sérum. Voyons!

Les écoles se ferment, dit le député de Hull. Les écoles se ferment là où les contribuables, n'ayant pas pour les diriger un chef sérieux et un homme qui apprécie l'éducation, ne voient pas le grand malheur que cela constitue. Elles se ferment là où ceux qui dirigent ne considèrent pas comme un malheur national la fermeture d'une école. Si les contribuables n'ont pas à leur tête un homme capable d'apprécier à son mérite la valeur de l'éducation, le député du comté doit prendre l'initiative pour donner à ces écoles les avantages de l'éducation. Si le député de Hull avait écrit un mot, une lettre à cette commission

scolaire qui refuse d'ouvrir une école, et s'il avait usé de son influence, croit-il qu'on n'aurait pas changé d'attitude? Ne croit-il pas que cela aurait été son devoir?

Je suis certain qu'une lettre du député de Hull (M. Guertin) aux gens qui ont laissé fermer cette école aurait obtenu un effet suffisant pour la faire rouvrir. Il aurait probablement pu faire redresser ses griefs.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce qu'une lettre de l'honorable secrétaire provincial n'aurait pas fait mieux?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le député peut faire mieux que je ne le puis. Il est le député du comté, et il est le chef de la famille. Il dirige l'opinion dans son comté. Si le secrétaire provincial, de sa propre initiative, avait écrit à la commission scolaire pour l'obliger à rouvrir l'école, il se serait mêlé de ce qui ne le regardait pas. La commission scolaire a, de par la loi, la plus complète autonomie pour ouvrir et fermer les écoles. Le secrétaire provincial n'a pas le droit d'intervenir. Si les contribuables ont raison de se plaindre, ils devraient s'adresser au surintendant de l'éducation publique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand est-ce que l'État peut intervenir dans ces questions? Quel doit être son devoir?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'État peut intervenir seulement pour payer ceux qui sont dans le besoin, pas autrement.

(Applaudissements)

Le député de Hull est mécontent de l'École technique de Hull. Il avait dit que seulement 90 élèves fréquentent cette école pour les cours de jour. Il avait oublié de parler des élèves qui suivent les cours du soir; il avait oublié justement ces jeunes ouvriers qui sont obligés de travailler le jour et sont assez vaillants pour suivre des cours dans la soirée. Il a fait à ce sujet des remarques de nature à décourager les jeunes ouvriers qui ont le courage d'assister à ces cours.

Le jour où l'on inaugura un réseau d'écoles techniques fut un grand jour pour la province de Québec. Je ne crois pas exagérer en disant que nous avons rendu le plus grand des services à la population de Québec, quand nous avons offert aux fils des familles pauvres, aux ouvriers, des écoles d'apprentissage où ils peuvent se perfectionner dans

leur métier et occuper ensuite des positions qui, jusqu'ici, étaient réservées aux étrangers dans notre province. Oui, l'un des plus grands services que l'on ait rendus à la province, c'est la création des écoles techniques. Elles ont permis aux ouvriers de devenir des compétences.

Je trouve les statistiques pour l'École technique de Hull très satisfaisantes. Je trouve qu'en 1925, il y a quatre ans, il n'y avait en tout 211 élèves qui fréquentaient l'École technique de Hull. Il en est parmi eux qui sont trop pauvres pour aller aux cours du jour, mais nous ne pouvons le reprocher à ceux qui travaillent toute la journée et qui ont le courage et l'intelligence d'aller aux cours du soir. En 1928, il y en eut 342<sup>4</sup>.

C'est donc une augmentation normale qui coïncide avec l'augmentation de la population de Hull. Et puisque nous en sommes sur le sujet, comparons le nombre d'étudiants qui ont fréquenté les écoles techniques de la province en 1920 et en 1928. En 1920, il y avait dans les écoles techniques de la province 1,967 élèves; en 1928, il y en eut 3,453<sup>5</sup>. C'est-à-dire que si le député de Hull n'apprécie pas le bien que font les écoles techniques, la population ouvrière de notre province l'apprécie.

**M. Guertin (Hull):** Le ministre dénature ma pensée. Je n'ai jamais dit que les écoles techniques sont inutiles. Je n'ai pas critiqué. J'ai même félicité le gouvernement.

(Applaudissements à droite)

Je suis très satisfait de l'École technique de Hull, mais je veux y voir un plus grand nombre d'élèves. Je déplore le fait qu'il n'y ait que 60 enfants de la province de Québec qui vont à l'école, alors qu'il devrait y en avoir 300.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Quel plaisir me cause le député de Hull par la déclaration qu'il vient de faire. Je lui conseille de rassembler les ouvriers de Hull et de se faire lui-même l'apôtre de l'enseignement technique. Ce rôle sera plus bienfaisant pour la population ouvrière que celui de dénigrer sa ville. Quel magnifique apostolat et quel beau sacerdoce il peut remplir.

Il me semble le voir, au lendemain de la session, assembler ses électeurs de Hull et leur dire qu'il trouve honteux de ne voir que 60 enfants de Hull dans cette école et les encourager à avoir plus de largeur de vues, et à considérer le service qu'ils peuvent rendre à leurs enfants en les envoyant par centaines remplir l'école. Qu'il le fasse. Ce sera la meilleure œuvre qu'il puisse accomplir.

Et pour continuer sur le sujet des écoles techniques, je dirai que, l'an dernier, tous les diplômés de l'École technique de Montréal avaient des positions de contremaîtres, d'experts et de techniciens dans des industries, avant même d'avoir reçu leurs diplômes. Si le nombre avait été plus grand, tous auraient été également placés par l'institution. À la fin de juin 1929, si nous avions pu fournir à l'industrie de notre province trois fois plus de diplômés que nous l'avons fait, ils auraient tous obtenu de l'emploi comme contremaîtres et experts techniques.

(Applaudissements)

On a parlé d'écoles fermées. Je ne veux être désagréable à personne. Je ne remonterai pas à 40 ans pour constater combien d'écoles on avait construit ou la valeur de ces écoles. Je me contenterai simplement des statistiques de cette année et vous verrez que les écoles construites ou réparées en 1928-29 se répartissent comme suit: 386 écoles catholiques, 141 écoles protestantes, soit 567 en tout. Si des écoles ferment dans le comté de Hull, c'est extraordinaire, puisqu'ailleurs on en a ouvert 567. Évidemment il y a quelque chose qui manque quelque part. C'est qu'il manque à Hull une lumière qui éclaire et qui guide. Les dépenses occasionnées par ces constructions et les réparations se chiffrent à \$2,756,000.

Le chef de l'opposition de demain, l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) affirme qu'il n'a pas une parcelle d'esprit de parti et qu'il est contre. Je l'admets et je le constate. Il le prouve en Chambre. Son esprit est complet, mais pourquoi l'exercer à être partisan?

(Rires)

Pourquoi l'exerce-t-il constamment pour la partisanerie? À l'entendre, on croirait que l'opposition seule a eu une juste conception de ce que doit être le devoir politique. J'ai déjà déclaré et je le répète qu'il semble pour lui que nous faisons toujours le bien très mal et le mal très bien. Nous ne pouvons trouver grâce à ses yeux sur aucun point.

Le député de Trois-Rivières n'aime pas que le gouvernement songe à augmenter le nombre des comtés ruraux, et donc le nombre de députés ruraux dans cette Chambre. Il trouve qu'il y en a déjà suffisamment. Lorsque je regarde dans cette Chambre, il me paraît qu'il n'y en a pas assez.

**M. Renaud (Laval):** Il n'y en a pas beaucoup dans le ministère.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Tout vient à point à qui sait attendre. Mais ce n'est pas la

question, et là, je crois, se trouve l'inconséquence flagrante de cette affirmation de l'opposition qui s'oppose à ce qu'elle soit représentée. Mais que de déceptions, et, dans le désert, que de mirages! Il y a une inconséquence dans l'attitude de l'opposition. Elle prétend vouloir aider la classe agricole et elle s'oppose à ce que nous augmentions la représentation des comtés ruraux. Mais plus il y aura de cultivateurs en cette Chambre, mieux ce sera pour la classe agricole.

Est-ce que ceux qui viennent des régions rurales ne sont pas en meilleure position pour exprimer les sentiments, faire les suggestions, présenter les demandes, obtenir les réformes voulues et exposer la situation de la vie rurale, que tout autre qui peut venir nous parler des questions agricoles? Est-ce que les députés agricoles n'ont pas la compétence de juger leurs problèmes mieux que nous?

Si tel est le cas, pourquoi alors refuser, je ne dis pas la déclaration, mais l'attestation que nous réclamons, de bonne foi, en toute sincérité pour notre population agricole, nous qui cherchons, par une plus nombreuse représentation, à solutionner les problèmes que cette classe a à résoudre? Pourquoi nous empêcher de donner, de bonne foi, une plus forte représentation à la classe agricole?

Il y a des questions qui ne meurent pas, celle du Labrador par exemple. Il y a des préjugés qu'il est toujours facile de faire connaître et difficiles à faire mourir. C'est ainsi que le député de Trois-Rivières reproche au gouvernement de n'avoir pas acheté le Labrador, que le Conseil privé a attribué à Terre-Neuve, pour une somme de \$12,000,000<sup>6</sup>. Il vaut mieux établir les faits. D'abord, il eût été contraire aux conventions, pour nous, d'intervenir entre le gouvernement du Canada et celui de Terre-Neuve.

Il faut remarquer qu'aucune entente ne pouvait être faite entre la province de Québec et Terre-Neuve. Une entente de cette nature ne pouvait qu'être faite entre le gouvernement du Canada et celui de Terre-Neuve. Et si cette entente eût été possible et si la province avait acheté le Labrador pour \$12,000,000, la critique de l'opposition aurait été au sujet du paiement de cette somme pour un territoire qu'on aurait dit nous appartenir déjà, et non pour ne pas avoir payé cette somme, comme on le fait maintenant. Dans cette affaire, le gouvernement ne pouvait intervenir de la façon qu'on aurait voulue.

(Applaudissements à droite)

La diminution de la population rurale est-elle un fait? On a prétendu que notre population rurale diminue. L'honorable député qui vit dans l'un des

centres les plus considérables de la province, où deux rivières se rencontrent pour donner à la ville le nom de Trois-Rivières, est surpris de la diminution de la population rurale. Mais il faut tenir compte du nombre de petites villes qui ont été créées depuis 20 ans et constituent de nouveaux débouchés pour les produits agricoles.

Il faut tenir compte aussi des petites villes, et je le dis sans vouloir les offenser, qui n'ont de ville que le nom, mais dont la population a passé de la colonne rurale à la colonne urbaine. Combien de villages aussi sont devenus de petites villes. Laissant cela de côté, l'honorable ministre de l'Agriculture a dit avec raison que l'exode des campagnes vers les villes est un phénomène qui se répète dans tous les pays du monde. Cet exode rural existe aux États-Unis plus que partout ailleurs. En ces dernières années, 4,000,000 de cultivateurs ont quitté les terres pour les villes.

Et, dans notre province, il est un autre aspect de ce problème qu'il faut considérer. J'ai le plus grand respect et la plus grande admiration pour les familles nombreuses - je viens d'une famille nombreuse - et je veux que mes paroles soient bien interprétées. Mais au risque de m'attirer des reproches de ceux qui ne comprendront pas mes remarques, je dirai que les terres ne peuvent être perpétuellement et continuellement morcelées, en sorte que les morceaux rapetissés ne puissent suffire à faire vivre une famille.

Les morceaux deviendraient trop petits pour subvenir aux besoins d'un homme, de sa femme et de ses enfants. Le père de famille, qui a plusieurs enfants, établit un ou deux de ses fils sur des terres. Il garde les autres à la maison, les élève, les habille, les nourrit, mais ne leur donne pas de salaire. Lorsque le troisième fils veut s'établir, fonder un foyer, il doit donc quitter la terre de leur père, aller s'engager chez un fermier voisin, ou s'en aller dans la ville et le centre industriel pour gagner sa vie. Il est évident qu'un père ne peut donner des terres à tous ses enfants.

Ce que je dis là n'est pas une attaque contre les familles nombreuses. C'est simplement un aspect du problème économique qui se présente dans Québec plus qu'ailleurs, parce que, traditionalistes, nous avons confiance et conscience que la mère canadienne-française, en fournissant à la race les enfants dont elle a besoin, perpétuera notre peuple. Nous avons toujours la confiance et la certitude que ce sont nos mœurs canadiennes qui, en donnant à la race les enfants dont elle a besoin, assureront la survivance de notre population.

Le futur chef de l'opposition déclare que nous tentons de soulever la campagne contre les villes. Si la chose était possible, il y a longtemps que la lecture de certains discours faits par certains députés, dans certains endroits aurait soulevé le bon sens, l'intelligence saine et l'esprit clair et lucide de la population rurale contre les villes. Il est bel et bon de prétendre que l'on veut soulever les campagnes contre les villes. Mais qui a lancé dans cette Chambre le préjugé que Montréal est la vache à lait de la province? Qui a lancé l'idée que les villes étaient les vaches à lait de la campagne?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Écoutez, écoutez!

L'honorable M. David (Terrebonne): Qui a soulevé indirectement l'ouvrier des villes en lui disant qu'il paye pour les gens de la campagne? Qui donc a essayé de soulever les villes contre les campagnes et les campagnes contre les villes? Qui? Sinon ceux qui, parlant autrefois en d'autres circonstances, avant que leur position les fasse réfléchir sur leur responsabilité, enflammaient la population en se lançant des mots dans la tête, au risque, dirait Rochefort, de se suicider, et en lançant ces propositions à la légère dans leurs assemblées?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le ministre a survécu!

L'honorable M. David (Terrebonne): Je m'éloigne des inondations. L'honorable député de Trois-Rivières m'a étonné, en se fâchant. C'est la première fois dans cette Chambre que j'ai vu le député de Trois-Rivières se fâcher. Mon honorable ami a toujours de bons comptes rendus dans les journaux. Il ne devrait pas se fâcher. Ces discours ont les honneurs de la première page.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre en est-il jaloux?

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, car on sait ce que l'on fait avec les gazettes!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Chacun puise son inspiration aux sources qui lui conviennent.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable député a parlé de la crise du papier. Quand il a parlé de la situation du papier, il a paru se fâcher, pas beaucoup, et avec modération et discrétion.

La crise du papier! Il y a des industries qui ont fermé leurs portes en plusieurs endroits. À Trois-Rivières, est-ce qu'il n'y a pas d'autres manufactures que celles du papier qui ont fermé leurs portes? Peut-être à cause de certains changements dans la mode, parce que la soie est plus à la mode que le coton, on a dû renvoyer un grand nombre d'ouvriers parce qu'il n'y a plus pour le coton la demande d'autrefois.

N'est-ce pas vrai qu'à Schenectady, aux États-Unis, de 40,000 employés, la General Electric a dû en renvoyer 12,000? N'est-ce pas la même situation en Angleterre, dont on ne peut dire qu'elle va à la ruine et où cependant les affaires traversent la même crise mondiale, et qu'il y a du chômage et, en proportion, plus que dans ce pays? Faut-il tant s'étonner qu'il y ait une crise dans l'industrie du papier quand il y en a tant, dans les nombreuses industries en Angleterre et aux États-Unis? C'est un facteur qui ne peut être régi par des lois.

L'opposition prétend que c'est le gouvernement qui a provoqué la situation actuelle. Mais là encore, elle n'est pas logique. Elle reproche au gouvernement d'avoir permis l'établissement d'usines à papier. Mais que feraient les 16,000 ouvriers qui travaillent dans cette industrie si les usines n'existaient pas? Pourtant, le député de Trois-Rivières a dit, dans une opposition de pensée, qu'il y avait trop de moulins à papier et, en même temps, il affirme qu'il y a trop de chômage. Mais supposons que, dans Québec, les moulins à papier soient fermés, est-ce que le chômage ne va pas augmenter?

Il nous dit que la production a été intensive. Il y a une surproduction. Mais le cas n'est pas particulier. Est-ce qu'il n'y a que dans Québec que l'on a construit de nouveaux moulins? Ce n'est pas la faute de Québec seulement, puisque des moulins nouveaux ont été établis dans le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et la Colombie-Britannique, apportant sur le marché leurs produits. Chaque moulin amène plus de pulpe sur le marché et affecte les prix en conséquence.

Le député me permettra de lui donner une idée de l'industrie du papier dans la province de Québec. En 1927, il y avait dans la province de Québec, 50 établissements de pulpe et de papier, représentant un capital de \$295,505,452, et employant 16,663 personnes auxquelles des salaires étaient payés au montant de \$2,268,204<sup>7</sup>. Ces établissements avaient une production équivalente à \$114,405,000. Si, du jour au lendemain, à cause de notre pessimisme, un certain nombre d'usines fermaient, que deviendraient les ouvriers qui y sont employés et y gagnent leur vie? Que ferions-nous si

cette industrie allait disparaître? Que ferait Trois-Rivières? Que ferions-nous pour procurer du travail à ces 16,663 personnes?

**M. Blain (Montréal-Dorion)** fait une remarque.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non, il n'est pas mort<sup>8</sup>.

N'est-ce pas que, dans la ville de Trois-Rivières, 15,000 jeunes gens vont dans les bois, ce qui représente le quart des électeurs de la ville. J'ai un vif plaisir à renseigner l'honorable député sur sa ville.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à dire que je n'ai pas dit que j'étais contre l'augmentation de la représentation agricole, pas plus que j'ai dit que nous avions trop de moulins à papier. Je n'ai jamais dit que nous devrions avoir aucun moulin à papier. Je n'ai parlé que de l'imprévoyance du gouvernement. J'ai dit que, par l'incompétence du gouvernement et son incurie, il y avait eu surproduction et surcapitalisation.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'accepte l'explication de l'honorable député. Mais avons-nous le droit de dire à un manufacturier: "Vous ne fabriquerez pas plus que tant de tonnes par jour, vous n'aurez que tant de machines et que tant d'installations sur les concessions faites?" Revient-il au gouvernement de cette province de dicter qu'une usine ne doit produire plus que telle quantité? Il est possible qu'à l'avenir l'on fasse de telles réserves, je ne sais pas, je ne me prononce pas. Toutefois, à l'avenir, les contrats avec les compagnies de pulpe vont être un peu plus sévères.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne l'ont-ils pas été dans le passé?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** On ne partirait jamais en automobile si l'on savait que l'on va être victime d'un accident. L'honorable député sait qu'aussi longtemps que les gouvernements seront conduits par des hommes, les lois qu'ils feront et les contrats qu'ils concluront seront toujours susceptibles de perfectionnement. Mais lorsque l'on critique et condamne une administration tout entière, et que l'on accuse un gouvernement d'une incompétence qui n'existe pas, cela prouve que c'est le désir de tout critiquer qui anime l'opposition. La personne qui fait une telle critique devrait mettre devant la population les faits exacts.

Je voudrais, puisqu'on a parlé du discours du trône, toucher quelques instants à la question de la santé publique. Je le fais parce que récemment, je ne sais dans quel esprit ou dans quel but, un journal de la métropole a reproché au gouvernement de cette province de n'avoir pas donné une attention suffisante au problème de la santé publique. Dans les six dernières années, nous avons augmenté le nombre des lits d'hospitalisation pour tuberculeux.

En 1924, il y avait dans la province 300 lits pour les tuberculeux. En 1930, il y en a 1,700 et dans trois ou quatre ans, au plus tard, il y en aura 3,000. Dans les hospices et les orphelinats, en 1924, il y avait 14,003 lits; en 1927, 14,840; en 1930, 16,000 lits<sup>9</sup>. Dans ces hôpitaux, en 1922, il y avait 5,001 lits pour les malades<sup>10</sup>; en 1927, 7,742<sup>11</sup>, et en 1930, il y en a 9,000.

En 1921, le gouvernement dépensait pour l'hygiène et l'assistance, une somme de \$73,000; en 1928-29, il a dépensé pour les mêmes fins, le montant de \$2,224,632, ainsi réparti: hôpitaux généraux, \$703,800; sanatoriums, \$273,838; hospices, \$199,084; orphelinats, \$147,952<sup>12</sup>; crèches, \$153,495; maternités, \$12,268; garderies d'enfants, \$5,327. Il a donné en outre, en octrois spéciaux, une somme de \$267,480 et a payé un montant de \$288,765 pour payer les intérêts et le fonds d'amortissement d'emprunts se chiffant à \$7,800,000<sup>13</sup>, ce qui représente un montant de \$290,000. Cela fait une dépense totale de \$2,224,632 comparée aux \$73,000 dépensés avant l'établissement de l'assistance publique.

Il a en outre établi un service pour les pauvres sur la Côte-Nord et dans le Saguenay au coût de \$22,005<sup>14</sup>. Il a établi sept postes d'infirmières pour les pêcheurs de la Côte-Nord. Il a augmenté le coût de l'entretien dans les hôpitaux de la classe A de \$1.34 par jour à \$2 et, dans les hôpitaux de la classe B, de \$1 à \$1.34 par jour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avez-vous des statistiques quant aux laboratoires? Combien a-t-on établi de laboratoires antituberculeux?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Merci, j'allais l'oublier. Nous avons établi 20 dispensaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre ne m'a pas compris. J'ai parlé des laboratoires.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'y a pas de laboratoire scientifique proprement dit, mais 17 dispensaires antituberculeux, où le diagnostic de

la tuberculose se fait, ont été établis dans la province dans les quatre dernières années. Chacun de ces dispensaires est muni d'un laboratoire. En plus, il y a un laboratoire général à Montréal où les analyses sont faites gratuitement pour tous les médecins de Montréal. À Québec, il y a les laboratoires des hôpitaux.

En plus, nous avons 19 unités sanitaires qui fournissent gratuitement le sérum dont on a parlé, aux médecins qui le demandent et, dans les cliniques municipales, le département de la santé est prêt autant que possible à collaborer et c'est pourquoi nous avons demandé la nomination de médecins dans plusieurs villes. En 1900, le gouvernement dépensait pour l'hygiène la somme de \$17,125<sup>15</sup>; en 1928-29, il a dépensé \$463,388<sup>16</sup>, et cela, sans compter les frais de l'installation des unités sanitaires de comté qui sont pris à même le fonds consolidé de la province.

Mais je pense que le travail qui mérite le plus notre attention, c'est la fondation que cette Chambre acceptera, j'espère, dans l'esprit qui dirige tous nos efforts de ce côté. Rien n'est plus dangereux pour la santé publique que le milieu contaminé. Un enfant qui naît et qui, dans le premier mois ou la première année de sa vie, est en contact avec un homme ou une femme, un père ou une mère, un frère ou une sœur qui souffre de la tuberculose, contractera presque inévitablement la tuberculose à son tour. Des statistiques publiées en France démontrent que 60 % des enfants restés indemnes, qui naissent et demeurent dans des milieux où il y a des tuberculeux, deviennent victimes de cette maladie et que 40 % de ces enfants meurent de ce mal terrible.

Un citoyen français, du nom de Grancher, a fait un don généreux à son pays pour permettre aux autorités d'éloigner les enfants sains des milieux contaminés par la tuberculose et de les placer dans de bonnes familles à la campagne. Il a donné une somme de 2,280,000 francs or et le gouvernement français un montant de 780,000 francs or. Ce système a donné de magnifiques résultats en France. Grâce au système Grancher, on a réduit la mortalité chez les enfants isolés à moins de 1 %. Sur les 3,500 enfants que l'œuvre Grancher place en France, moins de 1 % mourra de tuberculose. En France, le système Grancher aurait donc diminué la mortalité à 10 % sur les 60 % d'enfants mentionnés.

Ce système, sans publicité, nous l'avons mis en pratique dans le nord de Montréal, dans mon comté. Dans les trois premiers mois de notre premier essai, le département a déjà placé 15 enfants dans des familles dans les montagnes du comté de Terrebonne, grâce à la coopération de MM. les curés

des six paroisses du comté. Les familles nourricières qui recevront ces enfants retireront \$10 par mois par enfant. C'est le curé de la paroisse qui exercera la surveillance nécessaire et pour cette généreuse collaboration, le curé recevra \$15 par année<sup>17</sup> pour chaque enfant dans chaque paroisse, pourvu que le nombre d'enfant ne dépasse pas 15 par paroisse, et à condition, bien entendu, que le curé se charge de surveiller les soins donnés à ces enfants.

Je remercie, et je tiens le faire publiquement, les curés des paroisses de mon comté qui ont collaboré à cette œuvre et remercie au nom de la province, S. G. Mgr Gauthier, évêque auxiliaire de Montréal, pour le précieux encouragement qu'il lui a donné en nous permettant de confier ces enfants à MM. les curés du comté de Terrebonne. Tout cela fut fait sans éclat. Nous continuerons la pratique de cette expérience, sans coercition pour personne, avec l'espoir que nous sauverons de nombreux enfants de la tuberculose. On attend beaucoup de bien de cet essai.

Il est parfois souhaitable de prendre note de ce qui se passe dans notre province, surtout quand notre travail sert d'exemple à d'autres provinces et d'autres pays. Un tel exemple est celui donné, en ce qui concerne les unités sanitaires, par les agriculteurs de notre province, qui se dévouent pour améliorer la santé publique dans leurs comtés. Je pense que je peux vous assurer que nulle part ailleurs au monde, la classe agricole ne se donne tant de mal de son plein gré pour la santé publique. Les agriculteurs de cette province méritent de la reconnaissance pour leur prévoyance dans ce domaine.

M. le docteur Amyot, sous-ministre de l'hygiène à Ottawa, est venu examiner nos unités sanitaires, et il a fait un rapport si favorable que le gouvernement fédéral a offert aux autres provinces de les aider à en établir. Nous sommes un point de mire non seulement pour les autres provinces, mais pour les États-Unis. J'ai récemment reçu un exemplaire du *Boston Advertiser* dans lequel on peut lire - je ne lirai pas tout l'article: "Nouvelles méthodes contre la peste blanche."

"Un fonctionnaire de la province de Québec fait état de la réussite d'une méthode basée sur l'isolement des enfants sains. Dans sa lutte contre la tuberculose, la province de Québec a adopté des méthodes uniques sur ce continent. On sépare les enfants non infectés de leurs familles infectées, pour les placer en milieu rural. Ce projet moderne de santé publique, mis au point par l'honorable Athanase David, secrétaire provincial, sera reproduit à grande échelle l'an prochain. Sans publicité, M. David a

déjà placé des enfants de familles tuberculeuses dans 15 familles des Laurentides, où ils grandissent en santé dans des conditions idéales." Alors vous voyez, les journaux américains parlent de cet effort que nous faisons dans le cadre de notre lutte contre la tuberculose.

Certes, rien n'est plus difficile que de citer les paroles d'un homme parce que l'on s'expose par là à la méchanceté des uns, au manque de compréhension des autres, et que l'on peut être considéré comme se comparant à ceux que l'on cite. Je sais combien il est difficile parfois pour un homme public d'être bien compris. Cependant, Lincoln disait un jour: "Ce que je fais, je le fais de la meilleure manière possible et avec le meilleur de mon intelligence. Si, lorsque viendra la fin, je crois en mon âme et conscience avoir eu raison, ce qu'on dira de moi, ne me fera absolument rien, si lorsque la fin viendra, je réalise que j'ai eu tort, quand même 10 ans m'affirmeraient que j'ai eu raison, cela ne ferait aucune différence."

(Applaudissements soutenus à droite)

**M. Renaud (Laval):** C'est une lourde tâche pour un cultivateur d'adresser la parole à la suite d'un orateur aussi distingué que le secrétaire de la province.

Il (M. Renaud) souligne qu'il est du devoir de chacun des députés de parler dans l'intérêt de ses électeurs et de les représenter à la Législature.

Depuis la dernière session, il y a beaucoup de changement dans cette Chambre. Certains sont décédés, d'autres se rendent utiles ailleurs, et il y a de nouveaux ministres. Les ministères plus légers, on les a appesantis par des hommes plus pesants. Il n'y a rien qu'une petite difficulté. De toutes les choses étranges qui se sont produites, celle qui me surprend le plus est de voir un ministère où l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) est administrateur de plusieurs compagnies et trusts. Le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) est fier d'appartenir à tous les trusts, tandis que le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster) est d'un avis absolument contraire. Les ministres du conseil exécutif, dit-il, ne devraient pas siéger aux conseils d'administration d'entreprises.

Du côté de l'opposition il y a eu aussi un changement important par l'avènement d'un nouveau chef, député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde). Je suis heureux de profiter de l'occasion pour remercier le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) de son dévouement à la chose publique. Il (M. Renaud) rend hommage à M. Sauvé comme le chef qui l'a formé en politique.

Je veux aussi dire au nouveau chef de l'opposition qu'il aura tout mon appui et mon concours. Vous êtes pauvre, M. le chef de l'opposition, mais vous avez du cœur, et c'est ce qui compte. En son nouveau chef, le parti trouve un homme qui a commencé au bas de l'échelle et qui, à 39 ans, est devenu le maire de Montréal et le chef d'un grand parti. Je vous félicite d'avoir accédé à la mairie de la ville la plus importante du Canada et à la chefferie de l'opposition provinciale à un si jeune âge.

Nous avons entendu l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin). Il a beau attaquer le maire de Montréal, avec qui il ne s'accorde sur rien, mais quel effet de telles actions peuvent-elles avoir? Je lui ferais remarquer que le lieu de naissance du chef de l'opposition importe peu à la Chambre et à la province. On lui a reproché son double mandat, mais son prédécesseur à la mairie de la métropole n'était-il pas nommé au Conseil législatif pendant qu'il était maire de Montréal?

J'ai entendu le député de Montréal-Saint-Jacques, ah! soufflé comme un ballon qu'on tient au bout d'une corde, déplorer que le maire de Montréal ne fût pas à son siège parce qu'il était allé gagner son salaire de maire de Montréal. Quelle tristesse! C'est que le député de Montréal-Saint-Jacques est encore un jeune homme qui ne connaît pas ce qui s'est passé il y a 20 ans. Je suis un vieil homme et je me souviens de bien des choses qui se sont produites dans cette Chambre. Le député de Montréal-Saint-Jacques oublie peut-être ces choses-là, mais je me permets de lui rappeler qu'en ce temps là vivait un citoyen du nom de Méderic Martin, qui a traité le parti ministériel libéral de bandits, de voleurs, etc.

Or, le parti ministériel a pris cet homme et l'a encadré dans le Conseil législatif, et lui a voté un salaire de \$10,000 comme maire de Montréal. C'est le gouvernement qui a donné ce salaire à l'ancien maire de Montréal, pour l'empêcher de dénoncer ses amis. Seulement, il se trouve que c'est le représentant de Montréal-Sainte-Marie qui en a hérité, grâce à l'amabilité du gouvernement. Voilà pourquoi mon ami Camillien touche ce salaire comme avant mon bon ami, qui est ici, le touchait<sup>18</sup>.

(Applaudissements et rires)

L'industrie laitière est l'une des industries les plus importantes de cette province. Il y a celle des campagnes et celle des villes qui se compose des producteurs de lait. A-t-on donné à l'industrie des campagnes toute l'attention qu'elle méritait? Je n'en suis pas très sûr. Il importe de régler les problèmes auxquels ont à faire face les producteurs de lait.

En ce qui concerne le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), il est le dernier arrivé parmi tous nos ministres et il a connu d'étranges débuts. Le nouveau ministre de l'Agriculture a beaucoup parlé de la coopération. Cependant, dès qu'il est entré en charge du département, son premier geste a été de couper les salaires des employés de la Coopérative fédérée. Je ne pense pas qu'on diminue les salaires des employés quand ça va bien. C'était la preuve qu'il y avait des réformes à faire et que les critiques de l'opposition étaient bien fondées. Le ministre est un homme d'affaires et il connaît les façons de faire en affaires, mais je suis moi aussi un homme d'affaires et voici ce que je pense de cette histoire. De deux choses l'une, soit que les employés sont de bons employés, auquel cas on ne coupe pas leurs salaires mais on aurait plutôt tendance à les augmenter, soit que les employés ne sont pas de bons employés, auquel cas la question des salaires ne se pose plus.

Il (M. Renaud) fait allusion à la province prospère vantée par le gouvernement pour ensuite lire des extraits du programme établi par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), afin de montrer le piteux état de l'agriculture au Québec. On dit que la province est prospère. Le gouvernement a beaucoup parlé de prospérité. C'est une vieille manie. Il en parle à son aise quand il oublie de tenir compte de la dépréciation des terres de la province, du fait que les cultivateurs font faillite les uns après les autres et prennent le chemin de la ville et des États-Unis.

Ce qui valait \$12,000 ou \$13,000 il y a quelques années s'est tellement dévalué que le propriétaire a de la difficulté à trouver les quelques centaines de dollars dont il a besoin pour payer l'intérêt sur son hypothèque, et aujourd'hui, on voit les cultivateurs prendre la route pour Montréal ou d'autres centres, afin de trouver un gagne-pain. C'est un triste tableau qu'on voit souvent en ces jours prospères. C'est bien triste de voir un cultivateur faire faillite. Avec la prospérité actuelle de la province, ce triste spectacle ne devrait pas nous être offert. Ah! la province est prospère! Eh! bien, voyons ce que le ministre de l'Agriculture lui-même en disait dans son rapport sur la situation agricole:

"Sait-on que la ville de Montréal importe du dehors 70 % et 75 %, \$12,000,000 des œufs nécessaires à sa consommation et à celle des principaux centres québécois? Ces œufs devraient provenir de nos poulaillers. La même situation existe pour le bœuf, importation \$2,000,000, pour le porc, importation \$5,000,000, pour les chevaux, importation \$2,000,000. Ces produits animaux

pourraient être obtenus dans la province. Les \$15,000,000 versés chaque année à l'extérieur pour payer nos importations de grains d'alimentation pourraient être réduits de moitié.

"Les trois quarts de nos grains de semence de grande culture représentant une valeur d'environ \$1,500,000, ne sont pas produits sur nos fermes, alors qu'ils pourraient l'être. Nous importons les légumes par milliers de chars; des tomates, 1,327 chars, des concombres, 236 chars, du céleri, 500 chars, de la laitue, 354 chars, des choux, 279 chars, etc., etc. (avril 1928 à avril 1929).

"Tout le monde s'accorde à dire que nos terres à patates ne sont pas surpassées en Amérique. Nous achetons ailleurs 4,000 chars environ chaque année, alors que les nôtres pourrissent dans les caves, parce que les commerçants ne peuvent pas trouver chez nous les variétés et la qualité que les consommateurs exigent.

"On ne nous fera jamais croire que nous ne pouvons pas obtenir chez nous la plus grande partie des importations que nous avons énumérées. Nos exportations se réduisent à peu de chose: du fromage, des moutons, du foin et de la crème." Rapport du ministre de l'Agriculture, J.-L. Perron, page 4.

En face de telles statistiques, l'on ne peut raisonnablement crier sur les toits que la province est prospère. Et on a traité les oppositionnistes de dénigreur. Mais alors, quel est le dénigreur de sa province si ce n'est le ministre de l'Agriculture? Oppositionnistes dénigreur de leur province qui m'entendez, je vous le demande, où est le dénigreur de sa province? Où sont les dénigreur? Nous ne voulons que le bien de la province. Nul ne devrait essayer de reproches pour avoir dit que l'agriculture est en piteux état quand tous les rapports du nouveau ministre de l'Agriculture brossent un tableau sombre et indiquent que la ville de Montréal importe de l'extérieur de la province la plus grande partie de ses denrées alimentaires.

Citons encore le rapport du ministre de l'Agriculture: "La grande culture - Aurais-je besoin de citer le cas de nos producteurs de foin qui comprennent les plus belles fermes de la province, tant en qualité qu'en étendue et qui, pour la plupart, sont aujourd'hui cultivées à perte. C'est un désastre, non seulement pour les cultivateurs qui exploitent, mais aussi pour la province. Nos producteurs de foin voyant aujourd'hui leur système de culture faire faillite demandent de l'aide. Page 11.

"Semences - La province de Québec achète trop de semences. Nos achats se font, pour plus des trois quarts, à l'extérieur. Il en résulte que nous

n'avons pas toujours de grains acclimatés et que le fléau des mauvaises herbes devient vraiment alarmant. Page 13.

"Prairies et pâturages - Nos prairies et nos pâturages qui occupent environ les deux tiers de la superficie de nos fermes sont dans un état lamentable. Page 14.

"Produits de l'érable - Nous avons trop longtemps laissé déprécier le produit de notre érable canadien par la falsification et la fraude. Page 14.

"Industrie laitière - À l'heure présente, il nous faut importer beaucoup de nos moulées des provinces de l'Ouest. Page 17.

"Le porc - Cette production suit de près l'industrie laitière. Elle est insuffisante pour les besoins de la province. Québec importe des autres provinces environ 50 % du lard qui y est consommé. Avec le développement industriel rapide, ce pourcentage d'importation de l'étranger va augmenter. Page 18.

"Le cheval - L'élevage du cheval est dans un état lamentable. Nos cultivateurs n'élèvent plus de chevaux. La province importe, depuis plusieurs années, au moins 12,000 chevaux par année, ce qui représente une valeur d'environ \$2,000,000. Page 19."

Il (M. Renaud) parle en détail de l'élevage des chevaux et reproche au gouvernement d'avoir provoqué une pénurie de chevaux dans la province en ayant manqué de prévoyance et omis de soutenir les propriétaires de chevaux de race. Il parle notamment du besoin qu'ont les cultivateurs d'agir en toute liberté, en ce qui concerne l'élevage en général et déplore la discrimination dont sont victimes ceux qui n'adhèrent pas aux associations promues par le gouvernement. Qu'ils soient membres d'une organisation ou non, les cultivateurs ont besoin d'aide.

L'élevage du cheval a été rendu presque impossible par une petite loi qui rend obligatoire l'inspection des chevaux par un inspecteur du gouvernement. Le gouvernement a tué, ruiné l'élevage du cheval, par des mesures vexatoires et le favoritisme pour les amis du gouvernement. Les cultivateurs étaient obligés pour la remonte d'aller chez certains éleveurs, amis du gouvernement, souvent avec des résultats discutables, tandis que l'on obligeait les cultivateurs propriétaires de chevaux excellents, mais qui n'avaient pas l'oreille du gouvernement, à s'en débarrasser. Le coût et les ennuis de l'élevage sont devenus prohibitifs au point qu'il valait mieux acheter des chevaux élevés dans l'Ouest ou en Ontario à \$12.00 de droits par tête.

Continuons à citer le rapport du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron): "Nous importons beaucoup de bœuf pour nourrir notre population. Il serait possible et profitable de développer l'élevage des animaux de boucherie dans quelques endroits de la province, Cet élevage a déjà été très en vogue dans quelques comtés de nos Cantons-de-l'Est. Page 19."

Et voilà encore une autre preuve de la grande prospérité si vantée! Notre province se nourrit par elle-même! L'élevage des vaches à lait, comme celui des chevaux, a été ruiné. Je connais quelque chose du commerce des animaux.

J'ai fait le commerce d'animaux pour la boucherie et la production laitière pendant de longues années. Or, avant les zones, il y a 10 ans, les commerçants allaient chercher dans Châteauguay, Huntingdon et Beauharnois les animaux nécessaires au commerce.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Écoutez, écoutez!

**M. Renaud (Laval):** Nous trouvions là de bonnes vaches à lait. Mais les cultivateurs ont fait des pertes avec l'établissement des zones. Depuis que le gouvernement a inauguré sa politique de zonage si maladroitement et injustement appliquée, les commerçants sont forcés d'aller en Ontario acheter les animaux nécessaires à la consommation. Dans la province de Québec, nous ne pourrions pas trouver cinq chars de vaches.

Ah! On peut en trouver, mais pas des vaches en arrière, ce qui veut dire des vaches qui sont en arrière de leur production normale. C'est ainsi qu'on a détruit une source de gros revenus et que la province envoie son argent à l'étranger.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il est 6 heures. En avez-vous encore pour longtemps?

**M. Renaud (Laval):** J'en ai encore pour une heure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous n'en aviez eu que pour un quart d'heure, 20 minutes, ou une demi-heure, nous aurions pu prolonger la séance et ajourner ensuite.

**M. Renaud (Laval):** Oh! Je ne faisais que commencer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Devons-nous prolonger?

**M. Renaud (Laval):** Je ne finirai peut-être pas cet après-midi. Vous avez des règlements. Appliquez-les donc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais nous voulons donner à l'honorable député la possibilité de terminer.

**M. Renaud (Laval)** discute.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que le député de Laval (M. Renaud) parle jusqu'à 6 h 30, et après, on ajournera la Chambre à demain.

**M. Renaud (Laval):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) s'apitoie sur la grande pitié de nos vergers. Il dit en effet dans son rapport: "Nous ne produisons qu'environ un cinquième des fruits que notre marché local reçoit. C'est là une constatation pénible à faire, lorsque nous savons que les pommes que nous achetons sont moins bonnes que les nôtres et qu'il ne se trouve nulle part de meilleur sol à verger que nos terres vallonnées qui longent la frontière américaine, dans les Cantons-de-l'Est.

"Les horticulteurs de cette province réclament depuis longtemps qu'une attention spéciale soit donnée à l'établissement de vergers commerciaux en cette province. La production maraîchère, qui présentement est loin de répondre à la demande, devra être développée intensément surtout dans les districts avoisinant les centres de consommation. Page 20."

Le gouvernement qui déplore notre maigre production de fruits, a tout fait pour enrayer le progrès de cette branche d'agriculture. Il a empêché nos cultivateurs de faire du cidre avec les pommes tombées ou impropres à la vente, et les oblige ainsi à perdre des sommes considérables. Ce n'est rien pour encourager le cultivateur.

Citons un autre article du rapport du ministre de l'Agriculture sur la culture des pommes de terre: "Les cultivateurs, dit-il, ne peuvent concurrencer les produits américains qui viennent couper les prix, alors que les primeurs canadiennes viennent de sortir. Notre province produit plus de pommes de terres que toutes les provinces maritimes réunies.

Signalons que nos marchés provinciaux s'approvisionnent surtout à l'étranger. Si nous considérons l'importance de cette culture, surtout dans certains districts de la province qui devraient en retirer leur principal revenu, nous devons en conclure que la situation actuelle ne peut être tolérée. Page 1."

Les producteurs de pommes de terre de la région de Montréal qui ont forcé leurs plants, afin de pouvoir offrir une récolte hâtive dans les marchés de Montréal, ont constaté que tout le soin, le travail et l'argent qu'ils y avaient mis étaient en vain, puisque les marchés étaient tous inondés de pommes de terre américaines.

Voilà où en est, de l'aveu du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), lui-même, la province après plus de 32 ans d'administration libérale. Est-ce là de la prospérité agricole? Il n'y a manifestement aucune prospérité agricole. Le gouvernement a pris huit ans à trouver que l'agriculture n'est pas prospère dans la province. Je savais que ça prend huit jours à un jeune chat pour voir clair, mais je ne savais pas qu'il fallait huit ans à un ministre pour s'apercevoir que l'agriculture est dans le marasme! Comment se fait-il que le ministre ne vient que de s'en apercevoir, lui qui est ministre dans le gouvernement depuis environ 10 ans?

Le ministre, un ancien, aurait dû s'en apercevoir plus tôt quand il était au Conseil législatif. Où avez-vous cherché, à Paris ou à New York, pour ne pas voir ce qui se passait dans le monde agricole au Québec? Quand nous disions hier ce que confesse aujourd'hui le ministre, on nous traitait de défaitistes, de critiqueurs, de dénigreur de notre province. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est-il donc lui aussi un défaitiste, un critiqueur, un dénigreur de sa province? Je vous demande, sur la foi de ses propres paroles, s'il n'en est pas lui-même un de la pire espèce? Il est clair aujourd'hui que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est venu grossir leurs rangs. Que pense M. Caron du tableau que vient de faire son successeur de notre situation agricole?

Le ministre de l'Agriculture a reproché au maire Houde de ne pas s'être mêlé de la grève du lait. Le ministre, lui s'en est mêlé. Il a dit qu'il s'en était occupé. Oui, mais pour le plus grand détriment et des distributeurs et des producteurs de lait faisant des affaires à Montréal, dont la grève aurait réussi sans son intervention. Et celui-ci, non content de ce magnifique exploit, vient de s'attaquer à M. Chartrand parce qu'il est bleu.

On a été témoin de beaucoup de mesquinerie politique dans toute cette affaire; Mais s'il y a eu mesquinerie politique dans cette affaire, ce n'a certes pas été du côté des petits, mais des gros. Les agriculteurs ont demandé au ministre qui était M. Lasonde, mais il a fait la sourde oreille et, plus tard, lors d'une autre rencontre, ce même M. Lasonde s'est adressé aux cultivateurs en disant: "Vous les cultivateurs". Si le

ministre avait été sincère, il aurait défendu les intérêts des cultivateurs. Mais qu'est-ce qui s'est passé? Ce qui se passe, c'est que les grandes compagnies, pour nuire aux cultivateurs, ont laissé entrer le lait en contrebande, au détriment des règlements de la ville de Montréal. Malgré la concertation et les témoignages de bonne volonté, on a profité de la grève du lait pour envoyer du lait de contrebande à Montréal, du lait qui ne répondait pas aux normes de qualité. Si le ministre voulait tant que tout aille bien, pourquoi n'a-t-il pas arrêté cela? La mesquinerie politique est à la source du problème.

La tuberculisation des vaches laitières a consisté dans un grand nombre de cas à ruiner les cultivateurs, à les plonger dans la misère. Le gouvernement aurait dû indemniser suffisamment les cultivateurs. Un amendement proposant de porter attention à ce problème et d'indemniser les cultivateurs forcés d'abattre du bétail avait été adopté en Chambre à cette fin. La tuberculisation aurait dû être faite en temps propice, au moment où elle affectait le moins le cultivateur et lui permettait de continuer son exploitation sur une base profitable.

J'ai rencontré le ministre de l'Agriculture, je l'ai informé de la situation et je lui ai demandé d'attendre avant de faire les analyses et d'indemniser les cultivateurs affectés. Cette démarche n'a pas porté fruit, toutefois. On a donc procédé à l'abattage sous la surveillance des inspecteurs du gouvernement. Je suis allé moi-même porter une résolution chez le ministre de l'Agriculture. Il nous a répondu: "Vous les cultivateurs, vous êtes des arriérés. Vous voulez garder vos vaches pourries." Il a ajouté: "Moi, quand j'ai un morceau qui n'est pas bon, je le perds." Chose curieuse, cette tuberculisation a été extrêmement profitable à de grosses compagnies qui achetaient les animaux condamnés à vil prix et les vendaient à bon prix pour la boucherie.

Quand les cultivateurs se sont plaints de l'appauvrissement de leurs troupeaux, le ministre a répondu qu'il y avait amplement de vaches à Châteauguay et à Huntingdon. Je m'étonne que le ministre de l'Agriculture ait dit qu'il y avait 6,000 vaches dans Châteauguay et Huntingdon. Il avait annoncé qu'il avait trouvé des troupeaux considérables d'animaux sains pour remplacer les animaux contaminés. Les agronomes passaient par les maisons et disaient aux cultivateurs qu'ils pourraient trouver des vaches de bons rendements pour remplacer les animaux malades. Certains cultivateurs crurent l'affaire et partirent avec les agronomes.

Ils sont allés dans ces comtés et ils n'ont pas trouvé de vaches. Ils revinrent sans vaches, n'ayant trouvé pour tout bien que des taurailles. Ils ont trouvé des petits taureaux et des vaches en arrière mais pas des vaches pour les producteurs du lait. Je ne sais pas de quelle source le ministre tenait cette information, mais il reste que les cultivateurs n'ont pas réussi à trouver les bêtes qu'il leur fallait.

Le ministre de l'Agriculture a dit au radio, dans Montcalm, que le député de Laval vendait en grande majorité des vaches pourries. Il a dit que 98 % des vaches contaminées qu'on a dû abattre avaient été vendues aux cultivateurs des comtés de Jacques-Cartier et Laval par le député de Laval. S'il n'avait dit cela que dans le comté de Laval, ça ne m'aurait rien fait, car on me connaît trop pour ajouter foi à ces accusations, mais aller lancer une pareille fausseté ailleurs, ce n'était pas juste, ni droit, pour un ministre de la couronne.

Je suis un pauvre homme, je ne suis pas instruit, mais je tiens à ma réputation d'honnête homme. J'ai la réputation d'être honnête et je veux laisser aux enfants de ma nombreuse famille non pas un héritage de piastres mais un héritage d'honneur, la réputation d'un honnête homme. Si le ministre de l'Agriculture administre son bureau aussi honnêtement que j'administre mes affaires, il pourra mourir la conscience en paix.

S'il n'a pas plus de reproches à se faire que le député de Laval, il vivra heureux. Je n'ai jamais vendu d'animaux sans qu'ils aient été examinés par un vétérinaire fédéral ou provincial. Je défie qui que ce soit de prouver que les animaux que j'ai vendus, depuis la loi de la tuberculisation, n'ont pas subi les examens exigés par les règlements. On n'a pas tous la même éducation, mais pour ce qui est de l'honnêteté, je suis bien instruit. J'aurai l'occasion de revenir sur ce point et d'autres aussi, au cours de la session.

Il faut finir, mais avant, je propose, en amendement, appuyé par l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau), la motion suivante: Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

Néanmoins, tout en constatant que le gouvernement paraît vouloir adopter, partiellement et tardivement, la politique de l'opposition concernant la diminution des impôts sur les successions modestes et l'encouragement aux industries connexes à l'agriculture, nous croyons devoir exprimer de respectueux regrets que le discours du trône ne reconnaisse pas la nécessité immédiate, d'une législation sociale appropriée aux besoins actuels;

Que nul projet n'y soit annoncé pour procurer du travail au grand nombre d'ouvriers qui chôment;

Que rien d'efficace n'ait été accompli pour la mise en valeur de nos ressources naturelles au profit comme à l'avantage de nos populations rurales et urbaines.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Houde, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 10.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bernard, Bouthillier, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dugas, Farand, Fortin, Frigon, Gagnon, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, McMaster, Mercier, Messier, Moreau, Moreault, Oliver, Papineau, Paquet, Perrault, Perron, Plante, Poulin, Power, Reed, Rochette, Saurette, Savoie, Taschereau, Turcotte, Vautrin, 55.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La proposition du député de L'Islet (M. Godbout, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur, est soumise à la Chambre:

À Son Honneur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

La Chambre se divise comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

L'adresse est, en conséquence, adoptée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions, tel que demandé, et que le comité nommé pour la présente session est composé des honorables MM. Amyot, Bryston, Garneau, Grothé, Létourneau, Martin, Miles, Pérodeau, Roberge et Turgeon, qui sont chargés d'agir au nom du Conseil législatif dans ledit comité collectif.

#### **Élection de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable représentant de Châteauguay (M. Mercier fils) que M. Vautrin, député de Montréal-Saint-Jacques, soit élu président des comités pléniers de la Chambre.

Adopté.

(Applaudissements)

#### **Subsides**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, appuyé, par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Voies et moyens**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 30<sup>19</sup>.

#### **NOTES**

1. *L'Événement* du 23 janvier 1930, à la page 3, rapporte que Fulford voulait transporter les troupes impériales de Paris à Boulogne.

2. 33 ans, selon le *Sherbrooke Daily Record* du 23 janvier 1930, à la page 9.

3. L'état des *Comptes publics* de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1929, indique que cette dépense se chiffre à \$3,585,439.10, alors que celui pour l'exercice finissant le 30 juin 1930 mentionne \$4,480,490.

4. *Le Soleil* du 23 janvier 1930, à la page 10, rapporte qu'en 1928 il y avait 348 élèves à l'école technique de Hull. Le nombre officiel d'étudiants, rapporté par l'*Annuaire statistique de Québec* de 1930, est de 342.

5. Selon *Le Canada* du 23 janvier 1930, à la page 1, il y a 1,900 élèves dans les écoles techniques de la province en 1920. D'après *L'Événement* du même jour, il y en a 3,650 en 1928. Toutefois, les chiffres rapportés dans le texte correspondent à ceux de l'*Annuaire statistique de Québec* de 1930.

6. *Le Canada* du 23 janvier 1930, à la page 4, rapporte le montant de \$15,000,000.

7. Selon *Le Devoir*, à la page 2, et *The Montreal Daily Star*, à la page 18, du 23 janvier 1930, le ministre dit qu'il y a 50 compagnies capitalisées à \$295,505,000, employant 16,603 personnes au salaire de \$52,268,000. *La Patrie*, à la page 9, *L'Action catholique*, à la page 6, et *La Presse*, à la page 12, du même jour rapportent qu'il y a 16,663 employés.

8. Ici, le député de Terrebonne (l'honorable M. David) fait encore allusion à l'anecdote de Lloyd George.

9. Selon *Le Devoir* du 23 janvier 1930, à la page 2, le ministre dit qu'en 1929 il y avait 26,000 lits, alors que, selon *The Montreal Daily Star* du même jour, il dit qu'il y avait 16,000 lits, en 1929.

10. Selon *Le Devoir* du 23 janvier 1930, à la page 2, M. David aurait dit qu'il y avait 5,001 lits d'hôpitaux en 1920, alors que, selon *L'Événement* du même jour, il aurait dit qu'il y en avait 5,000 en 1924.

11. Selon *The Montreal Daily Star* du 23 janvier 1930, à la page 18, le ministre déclare qu'il y avait 5,000 lits en 1920, et 7,722, en 1927.

12. Selon *Le Devoir* du 23 janvier 1930, à la page 2, les montants accordés aux sanatoriums et aux orphelinats sont respectivement de \$873,838 et de \$145,972.

13. Selon *L'Événement* du 23 janvier 1930, à la page 10, M. David aurait dit: "Nous avons garanti pour \$7,800,000 d'emprunts à des maisons de charité".

14. *L'Événement*, à la page 10, *La Patrie*, à la page 9, *La Presse*, à la page 12, et *L'Action catholique*, à la page 9, du 23 janvier 1930 arrondissent ce montant à \$22,000.

15. Selon *L'Événement* du 23 janvier 1930, à la page 10, la somme dépensée pour l'hygiène en 1900 est de \$17,020.

16. Selon *The Montreal Daily Star* du 23 janvier 1930, à la page 18, la somme dépensée en 1928-1929 est de \$473,398.

17. *Le Devoir*, à la page 2, *L'Événement*, à la page 10, et *The Montreal Daily Star*, à la page 18, du 23 janvier 1930 rapportent que les curés reçoivent \$10.00 par année.

18. *L'Événement* du 23 janvier 1930, à la page 10, rapporte que M. Martin fait alors son entrée sur le parquet de la Chambre, à côté du trône de l'Orateur.

19. Le *Canada français* du 30 janvier 1930, à la page 1, rapporte qu'au sortir de la Chambre, un ami libéral du député de Laval (M. Renaud) lui demande: "Vot'affaire, ça-t-il marché?" "Comme sur des roulettes", répond M. Renaud.



Séance du jeudi 23 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 175 modifiant la loi du Barreau;
- bill 90 modifiant la charte de Montreal Trust Company;
- bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de J.-N. Cabana et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la "Montreal Mutual Insurance Company";
- de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Claudia Beaulieu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Les sœurs de la Visitation Sainte-Marie-de-Lévis;
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de François-Xavier Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal;
- de l'abbé G.-E. Chapleau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil;
- de Raymond Masson et autres, exécuteurs testamentaires des biens de la succession de feu

l'honorable Joseph Masson, demandant l'adoption d'une loi ratifiant, validant et confirmant une vente consentie par Georges-Édouard Masson à la Banque Royale, le 21 avril 1920, devant Victor Morin, notaire;

- de Anglo-Canadian Insurance Corporation Limited demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui donnant certains pouvoirs;
- de Eusèbe Labelle et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que les délais pour la présentation des bills privés soient prolongés jusqu'au 27 février courant.

Votre comité recommande aussi à votre honorable Chambre que les délais pour la réception des rapports sur les bills privés soient prolongés jusqu'au 13 mars courant, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 105 modifiant la charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que les délais pour la présentation des bills privés soient prolongés jusqu'au 27 février courant.

Votre comité recommande aussi à votre honorable Chambre que les délais pour la réception des rapports sur les bills privés soient prolongés jusqu'au 13 mars courant et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Les sœurs de la Visitation  
Sainte-Marie de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** demande la permission de présenter le bill 101 constituant en corporation les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession  
Eusèbe Labelle**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 127 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Terres en culture  
de Montréal**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 111 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société Saint-Jean-Baptiste  
de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 139 modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession Joseph Masson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 135 ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prévoyants du Canada**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Select Mutual  
Insurance Company**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 132 constituant en corporation la Select Mutual Insurance Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Les Rentiers de l'avenir**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 119 modifiant la charte de Les Rentiers de l'avenir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association des  
optométristes et opticiens**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Anglo-Canadian  
Insurance Corporation**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 109 concernant Anglo-Canadian Insurance Corporation Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'Oeuvre  
Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 106 constituant en corporation L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Demande et dépôt de documents:**

**Loi des  
mauvaises herbes**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels sont les noms et adresses des inspecteurs nommés par les corporations municipales en vertu du règlement 3 de l'arrêté en conseil conforme à l'article 7 de la loi des mauvaises herbes; 2. Combien de plaintes relatives à la non-indexation des prescriptions de ladite loi des mauvaises herbes, ont été faites depuis 1927.

Adopté.

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie un état indiquant: 1. Quels sont les noms et adresses des inspecteurs nommés par les corporations municipales en vertu du règlement 3 de l'arrêté en conseil conforme à l'article 7 de la loi des mauvaises herbes; 2. Combien de plaintes relatives à la non-exécution des prescriptions de ladite loi des mauvaises herbes, ont été faites depuis 1927. (Document de la session no 36)

**Questions de privilège:****Affaire Cotton**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Me sera-t-il permis d'attirer l'attention du gouvernement et de la Chambre sur un incident rapporté, ces jours derniers, par un journal de Montréal au sujet de la correspondance échangée entre des contribuables et le Bureau du revenu qui relève du ministère du trésorier de la province? Deux contribuables ont écrit à M. Charles-M. Cotton, avocat du percepteur du revenu à Montréal, pour lui demander un renseignement. Ils lui ont écrit en français et ont réclamé une réponse dans cette langue. M. Cotton leur a répondu en disant qu'ils devaient être ignorants et sans culture pour ne pas comprendre la langue anglaise.

Il lit l'article et signale la correspondance échangée entre le notaire Pelletier, procureur des contribuables intéressés, et M. Charles-M. Cotton, avocat du Trésor:

"On nous transmet pour notre information la correspondance ci-dessous. L'on y verra sur quel ton un avocat montréalais agissant au nom du Trésor provincial, bureau des impôts sur les successions, répond aux contribuables de langue française qui lui demandent poliment des explications en français à propos d'une réclamation du ministère, les injurie et fait fi de leur droit de demander qu'il corresponde avec eux en français. Le signataire des deux lettres libellées en anglais est Me Charles-M. Cotton, avocat de Montréal, agissant au nom du percepteur du revenu provincial à Montréal, M. Oscar Sénécal.

"Première lettre de M. Charles-M. Cotton

"Charles-M. Cotton, B.A., B.C.L.  
 "Advocate Barrister, etc.  
 "William U. Cotton, B.A., B.C.L.  
 "Advocate Barrister

"Montreal, 16th Jan., 1930

"Dr Alexander Germain  
 "Room 194, Hotel Dieu, Montreal,

"Dear Sir,

"Your late wife, Dame Johanna Hageriy, was one of the heirs of the late Jahanna, alias Josephine Sweeney, who deceased at the City of Montreal on the 11th day of april, 1912.

"There is a balance of succession taxes due to the Crown on the amount inherited by your late wife from Josephine Sweeney, amounting to \$33.10 with interest at five per cent from the 11th day of April 1912.

"I understand that you are the heir of your late wife and as such are responsible for the debts of her estate.

"I have, therefore, been requested by the Collector of Provincial revenue to ask you to pay this amount with accrued interest. The cheque should be sent directly to Oscar Senecal, ès-qualité, Collector of Provincial Revenue, 445, St. Gabriel Street, Montreal.

"Your truly,

"Charles-M. Cotton<sup>1</sup>

"À cette lettre, le représentant de M. le docteur Germain, Me Dominique Pelletier, N.P., a répondu par la lettre suivante, libellée en termes courtois, demandant à M. Cotton des informations plus précises et le priant aussi de lui écrire à l'avenir en français, vu que le français est langue officielle au Canada, et notamment dans notre province:

"Dominique Pelletier, N.P.  
 "angle des rues Rachel et Hôtel-de-Ville,  
 "Montréal,

"17 janvier 1930

"M. Charles-M. Cotton, avocat,  
 "Chambre 313, Transportation, Bldg.  
 "132 Saint-Jacques Ouest, Montréal,

"Monsieur,

"Je suis chargé par mon client le Docteur Alexandre Germain, de répondre à votre lettre du seize janvier mil neuf cent trente.

"En effet le docteur Germain est légataire universel de son épouse Dame Johannah Heagerty, selon testament reçu devant Me P. Terrault, notaire, le quinze mars mil huit cent quatre-vingt-douze.

"Quant à la balance de \$33.10, avec intérêts au taux de cinq pour cent, que vous réclamez du Docteur Germain comme héritier de sa femme pour la succession de Johannah alias Josephine Sweeney, décédée en la cité de Montréal, le onze avril mil neuf cent douze, mon client n'est pas du tout au courant des faits et, avant de payer cette somme, il me prie de

vous demander de lui exposer les faits, le degré de parenté, etc., entre son épouse et Joséphine Sweeney.

"Vous réclamez aussi les intérêts à compter de la date de la mort de Joséphine Sweeney. N'y a-t-il pas un délai de quatre mois avant que la somme due pour droit sur les successions porte intérêt?"

"Le Docteur Germain me prie aussi de vous demander que toute correspondance que vous pouvez avoir avec lui ou avec moi relativement à cette affaire soit rédigée en français qui est, à l'égal de l'anglais, langue officielle au Canada.

"Bien à vous,

"Dom. Pelletier, N.P.

"À cette lettre de ton courtois, M. Charles-M. Cotton, avocat, représentant du Trésor provincial et agissant pour le compte du percepteur du revenu provincial à Montréal, a répondu par la lettre cavalière et injurieuse ci-dessous, (...)

"Charles-M. Cotton, B.A., B.C.L.

"Advocate Barrister, etc.

"William U. Cotton, B.A., B.C.L.

"Advocate Barrister

"Montreal, 18th Jan. 1930

"Dominique Pelletier, Esq., Notary,  
"cor. Rachel & City Hall Avenue,  
"Montreal.

"Re Dr. Germain,

"Dear Sir,

"I am in receipt of your letter of January 17th. In view of the fact that you and Dr. Germain are either so uncultured or ignorant as not to be willing to receive official communications in English, I can give you no further information in this matter, except to inform you that in due course a writ will issue against Dr. Germain, unless the amount claimed is paid to Collector of Provincial Revenue as demanded.

"Incidentally, the writ will be in English.

"Yours truly, Charles-M. Cotton<sup>2</sup>

Ainsi, parce que deux contribuables de langue française lui demandent poliment des précisions sur une réclamation dont il ne leur fournit aucune preuve, M. Charles-M. Cotton, avocat pour le compte du Trésor provincial, leur répond en les

traitant de gens sans instruction et d'ignorants (uncultured or ignorant), refuse de donner des explications qu'ils désirent obtenir de lui et se moque de leur demande qu'il corresponde avec eux en français, langue officielle au même titre que l'anglais.

"Nous signalons ce cas à M. McMaster, trésorier provincial et bilingue parfait. Si nous ne faisons erreur, il ne voudra pas laisser traiter et injurier grossièrement de la sorte, par un représentant payé de son ministère, des contribuables montréalais de langue française"<sup>3</sup>.

Je voudrais savoir ce que le gouvernement entend faire de cet employé?

**L'honorable M. McMaster (Compton)<sup>4</sup>:** Je suis au courant de l'affaire. J'ai lu l'article en question et auquel fait allusion le chef de l'opposition dans le journal *Le Devoir*. M. Cotton n'est pas un employé du gouvernement. Il est avocat et reçoit quelquefois des causes de mon département. J'ai reçu une lettre de M. Cotton, ce matin. Il regrette sincèrement d'avoir écrit cette communication et a adressé une lettre très gentille au notaire en question. Pour ma part, je regrette l'incident. M. Cotton le regrette et tout le monde le regrette. Je crois que tout le monde sera satisfait. Ça été une espèce d'ouragan dans une tasse de thé, et j'espère que tout le monde considèrera la chose comme cela.

(Rires)

#### Questions et réponses:

##### Production de beurre dans la province

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle a été la production de beurre dans la province de Québec: *a.* en 1929; *b.* en 1928; *c.* en 1927?

2. Combien de livres de beurre de la Nouvelle-Zélande la province de Québec a-t-elle achetées: *a.* en 1928; *b.* en 1927?

3. Combien de livres de beurre de l'Australie, la province a-t-elle achetées: *a.* en 1928; *b.* en 1927?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. *a.* Un état préliminaire sera publié vers le 15 février prochain; *b.* 52,526,248 livres; *c.* 55,098,768 livres.

2. *a.* et *b.* Ces chiffres, colligés et publiés par le gouvernement fédéral, ne sont pas donnés par la province pour les années du calendrier.

3. *a. et b.* Ces chiffres, colligés et publiés par le gouvernement fédéral, ne sont pas donnés par provinces pour les années du calendrier.

**Fermes vendues  
par le ministère de l'Agriculture**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Combien de fermes dans la province ont été vendues par l'entremise du ministère de l'Agriculture en 1929?

2. Combien ont été mises en vente par l'entremise du ministère?

3. Combien: *a.* dans les vieilles paroisses; *b.* dans les régions dites de colonisation?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. 2 et 3. Le ministère de l'Agriculture a mis un grand nombre de propriétaires de fermes en communication avec des acheteurs possibles; il n'a pas de statistiques sur le nombre des fermes qui ont été vendues par son entremise.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. McMaster (Compton),** trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1931, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement  
Québec, 23 janvier 1930  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté) que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

**Subsides**

**L'honorable M. McMaster (Compton):** M. l'Orateur, On me permettra bien, d'abord, de

m'unir aux membres de cette Chambre, qui ont déjà exprimé leurs sympathies à l'occasion du décès de leurs anciens collègues de Maskinongé et de Huntingdon. Je n'ai pas eu le plaisir de connaître personnellement le premier de ces disparus, mais le caractère jovial et attachant du second m'était bien connu et, à ceux qui l'ont aimé, j'offre de tout cœur mes sincères sympathies.

On me permettra bien aussi de me joindre à ceux qui ont félicité les deux députés, ayant proposé et appuyé l'adresse, des excellents discours qu'ils ont prononcés en cette Chambre, puis de vous offrir mes félicitations à vous-même, M. l'Orateur, qui êtes parvenu aux hautes fonctions que vous occupez maintenant, fonctions qui comportent de si grandes responsabilités, mais aussi amples occasions de dévouement au service public.

Mais, avant d'aborder le sujet principal des remarques que je me propose d'exprimer à cette Chambre, cet après-midi, je me permettrai d'ajouter un mot, en ce qui regarde la perte qu'ont subie notre pays et cette province, depuis la dernière session de la Législature. Je veux parler du décès de l'honorable James Alexander Robb, député de Huntingdon-Châteauguay en la Chambre des communes d'Ottawa et ministre des Finances du Canada. Il est décédé au poste où son devoir le tenait. Sa mort, la chose ne fait pas de doute, a été le résultat prématuré des efforts qu'il a déployés au service de son pays, car personne ne pouvait considérer James Robb comme un vieillard. C'est le plus important des portefeuilles d'Ottawa qui lui était confié. Il a servi ses concitoyens, non seulement dans la sphère d'activité fédérale, mais aussi au point de vue de l'administration municipale et scolaire. Sa longue vie fut caractérisée par l'honneur et les services rendus et ce qui l'a, peut-être plus que toute autre chose, rendu cher à ses concitoyens, c'est le fait que, quelle que fût l'élévation des postes qu'il ait atteints, il n'a jamais cessé d'être bienveillant, modeste et sans prétention.

L'honorable M. Robb était connu et aimé, de l'Atlantique au Pacifique, mais il n'est pas d'endroit où il fut plus aimé que dans sa province natale, où se trouvent ceux qui le connaissaient le mieux. Je sais bien que j'exprime le sentiment unanime des membres de cette Chambre, en offrant à son épouse et aux autres membres de sa famille, et cela du fond du cœur, l'expression de notre douleur et de notre sympathie.

Dans notre province, le discours du budget se divise naturellement en trois parties. La première doit concerner le passé, la deuxième doit traiter du présent et la troisième doit envisager l'avenir.

Les *Comptes publics* de la province, pour l'année terminée le 30 juin, 1929, ont été déposés sur la table de cette Chambre, il y a environ deux semaines, et on a eu amplement le temps voulu pour en faire l'examen et l'étude.

J'attirerai, d'abord l'attention des membres de cette Chambre sur l'état qui se trouve à la page 22 des *Comptes publics* et qui est intitulé: *Passif direct et actif disponible de la province de Québec*. Je dois leur faire remarquer que la liste des biens qui composent l'actif est loin d'être complète et qu'elle devrait s'intituler, avec beaucoup plus d'exactitude: *Passif direct et certains biens de l'actif disponible de la province de Québec*. On n'a aucunement entrepris d'inclure, dans cette liste, tous les biens disponibles de la province. C'est ainsi que certains des biens les plus précieux et les plus utiles composant l'actif de notre province, nos réserves forestières et nos forces hydrauliques, par exemple, brillent par leur absence.

Il est donc évident que la situation financière de notre province est, en réalité, de beaucoup supérieure à celle qu'indique cet état, mais je dois le prendre tel qu'il est, afin d'établir les comparaisons que je me propose de faire.

Vous remarquerez, au bas de la page 23, que l'excédent du passif sur l'actif, le 30 juin 1929, s'élevait à \$41,094,961.08. La situation qu'indique cet état est donc de beaucoup supérieure à celle que l'on a établie de la même manière le 30 juin 1928, car, à cette date, l'excédent du passif sur l'actif y apparaît comme étant de \$46,570,298.88, ce qui constitue, au cours des douze mois, une amélioration de \$5,475,337.80.

**Le passé :  
année fiscale terminée  
le 30 juin 1929**

Nous allons maintenant examiner les opérations financières de la province, pour l'année qui est commencée le 1<sup>er</sup> juillet 1928, et qui s'est terminée le 30 juin 1929.

Dans le discours sur le budget, prononcé le 31 janvier 1928, mon prédécesseur immédiat, l'honorable Jacob Nicol, qui a quitté cette Chambre pour entrer dans une Chambre moins nombreuse et plus élevée, à laquelle il fera honneur, prévoyait que le revenu ordinaire, pour l'année dont il s'agit maintenant, s'élèverait à \$27,862,116.78, et que la dépense ordinaire s'élèverait à \$27,512,939.91; et il prévoyait un surplus du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1929, de \$349,176.87. De fait, l'année s'est

beaucoup mieux terminée, au point de vue du revenu, qu'il ne l'avait prévu, et le revenu ordinaire, apparaissant dans les *Comptes publics* qui vous sont actuellement soumis (page 7), s'est élevé à \$39,976,283.04, tandis que la dépense ordinaire, qui comprenait un montant de \$1,000,000, mis de côté, au moyen d'un mandat, pour le rachat d'une partie de la dette consolidée, ainsi qu'une autre somme de \$1,000,000 pareillement mise de côté, au moyen d'un mandat à même le produit de la loi des liqueurs, pour le fonds de l'assistance publique, s'est élevée à \$35,964,487.42, ce qui laisse un surplus du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire de \$4,011,795.62.

Il peut être intéressant, pour ceux qui s'appliquent à l'étude de nos finances, d'examiner les états suivants, qui comprennent les divers items dont les recettes, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1929, ont excédé les prévisions, de même que les items des services dont les dépenses ont excédé les prévisions. (Voir les tableaux aux pages suivantes)

**Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions  
1928-1929**

Voici quelques-unes des principales sources de revenu qui ont rapporté au-delà des prévisions, les excédents étant, dans chaque cas, les suivants :

Terres et Forêts .....	\$ 823,529.68
Mines, Chasse et Pêche .....	140,551.63
Administration de la justice, revenu .....	125,048.66
Timbres d'enregistrement .....	71,282.60
Licences .....	434,132.93
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente) .....	3,000,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc. ....	730,133.95
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....	566,395.41
Droits sur les successions .....	1,983,576.57
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90. ....	25,005.96
Loi des véhicules automobiles .....	1,630,739.86
Droits et honoraires, gazoline .....	1,953,039.78
Loi de la protection des édifices publics contre le feu .....	203,080.49
Entretien des aliénés .....	336,714.90
Écoles de réforme et d'industrie .....	25,995.92
Revenu casuel .....	29,903.81
Intérêts payés par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	184,923.36
	<u>\$ 12,264,055.51</u>

Et il y a eu d'autres sources de revenu dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions, de..... \$ 236,269.41

**Comparaison des dépenses ordinaires avec les prévisions  
1928-1929**

Les dépenses, pour les services suivants, ont excédé les prévisions des sommes suivantes :

Dette publique .....	\$ 643,492.62
Législation .....	212,135.20
Gouvernement civil .....	126,227.93
Administration de la justice .....	436,266.49
Instruction publique. ....	849,869.10
Asiles d'aliénés .....	190,640.00
Écoles de réforme et d'industrie .....	92,443.93
Colonisation .....	460,000.00
Mines, Pêches, Chasse et service d'enregistrement (cadastre) .....	155,834.75
Hygiène .....	86,500.00
Travaux publics (ordinaires) .....	760,922.92
Travail .....	213,513.66
Agriculture .....	574,430.75
Voirie .....	1,560,915.04
Terres et Forêts .....	416,573.38
Charges du revenu .....	380,039.10
Services divers .....	1,300,042.96
Institutions de bienfaisance .....	450.00
	<u>\$ 8,460,297.83</u>

Lorsque l'on parle de millions et de centaines de mille piastres, M. l'Orateur, il est parfois difficile aux auditeurs de suivre tous les chiffres et de saisir tout ce qu'ils comportent, en réalité. Afin d'établir nettement la situation, je me permettrais de prendre, comme base, un pourcentage et de déclarer que, pour

chaque somme de cent piastres que la province a perçue sur ses revenus ordinaires, les sources de revenus ci-dessous indiquées ont versé au Trésor les sommes suivantes:

#### Sources de revenus ordinaires

Loi des liqueurs alcooliques, compte de la vente .....	\$17.50
Licences, hôtels, magasins, etc. ....	4.80
Loi des véhicules automobiles .....	12.20
Droits et honoraires, gazoline .....	8.10
Terres et Forêts .....	16.30
Droits sur les successions.....	10.50
Taxes sur les corporations.....	7.70
Subside du dominion.....	5.80

Par contre, sur chaque somme de \$100 dépensée,  
les services ci-dessous ont absorbé :

Voirie .....	21.00
Instruction publique .....	10.00
Agriculture .....	5.80
Administration de la justice .....	6.90
Gouvernement civil.....	5.40
Travaux publics et Travail .....	6.10
Terres et Forêts .....	6.00

#### *Service de la dette publique :*

Intérêt et fonds d'amortissement.....	12.00
---------------------------------------	-------

Le résumé des opérations de caisse, pour l'année dont il s'agit, peut présenter un certain intérêt, et je le sou mets à cette Chambre. (Voir le tableau à la page suivante)

### Opérations de caisse, en 1928-1929

Le 30 juin, 1928, il y avait, dans diverses banques, la somme de .....	\$2,564,939.11
Les mandats non payés, à la même date, s'élevaient à .....	<u>2,988,311.40</u>
	\$ 423,372.29

Les recettes, du 1<sup>er</sup> juillet 1928 au 30 juin 1929, ont été :

Revenu ordinaire .....	\$ 39,976,283.04
Dépôts en fidéicommiss .....	3,081,357.55
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami .....	1,166.04
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	101.00
Loi des bons chemins, 1912 .....	265,382.11
Fonds de l'assistance publique .....	2,139,689.30
Fonds de l'assistance publique, transfert de la loi des liqueurs alcooliques .....	1,000,000.00
Péages perçus sur le pont de Batiscan .....	60,685.49
Péages perçus sur les ponts de l'Île Perrot .....	173,856.46
Palais de justice et prison, district de Roberval .....	22,000.00
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers .....	10,000.00
Paiements différés - La Banque d'Hochelaga .....	153,580.40
Emprunts temporaires .....	<u>2,000,000.00</u>
	\$48,884,101.39

Les paiements, du 1<sup>er</sup> juillet 1928 au 30 juin 1929, ont été :

Dépenses ordinaires et extraordinaires .....	\$33,964,487.42
Réserve spéciale pour le rachat d'une partie de la dette consolidée .....	1,000,000.00
Fonds de l'assistance publique, transfert de la loi des liqueurs alcooliques .....	1,000,000.00
Dépôts en fidéicommiss .....	2,551,865.21
Chemin de fer Q. M. O. & O., subventions .....	50,750.00
Loi des bons chemins, 1912 .....	1,540,023.05
Restauration et amélioration du palais de justice, Québec .....	1,048,157.14
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	19.20
Endiguement des eaux du lac Kénogami .....	5,105.27
Endiguement des eaux de la rivière Métis .....	6,009.82
Construction d'un palais de justice et d'une prison, Ville-Marie .....	100.00
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal .....	32,787.67
Construction d'un Musée d'histoire naturelle, Québec .....	272,121.41
Construction d'un pont Scott sur la rivière Saint-Charles, Québec .....	42,337.06

## Opérations de caisse, en 1928-1929 (suite)

Construction d'un chemin carrossable sur le pont de Québec.....	81,043.71	
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan.....	346.85	
Construction d'un palais de justice et d'une prison, à Campbell's Bay.....	1,985.00	
Remboursement d'emprunts temporaires .....	5,000,000.00	
Propriété pour loger la Commission des accidents du travail, Québec .....	752.49	
Agrandissement de la prison, Chicoutimi .....	217,728.58	
Fonds d'amortissement en vertu de 14 George V, chapitre 3, la Banque d'Hochelaga .....	136,985.00	
Remboursement d'emprunts de la puissance du Canada, re construction de logements ouvriers .....	10,000.00	
Fonds de l'assistance publique.....	<u>2,224,632.52</u>	
		49,187,237.40
Excédent des dépenses.....		<u>\$ 303,136.01</u>
Balance.....		\$ 726,508.30

## Savoir :

Le 30 juin 1929, il y avait en dépôt dans différentes banques.....	\$4,607,783.31	
Mandats non payés.....	5,334,291.61	
		\$ 726,508.30

## Dettes publiques

Je désire attirer l'attention de la Chambre sur l'amélioration effectuée quant à notre dette consolidée nette.

Vous trouverez, à la page 18 des *Comptes publics* de l'année 1928, un état de notre dette publique nette, qui était alors de \$58,827,531.61.

Vous trouverez, à la page 18 des *Comptes publics* de l'année 1929, un semblable état indiquant que notre dette publique nette est maintenant de \$56,751,141.27. Il y a donc une réduction de \$2,076,390.34.

Outre cette réduction de la dette publique nette, nous avons fait diverses dépenses au compte du capital, sans contracter d'emprunt, notamment \$1,540,023.05, en vertu de la loi des bons chemins; \$272,121.41, pour le Musée d'histoire naturelle; \$217,728.58, pour une prison à Chicoutimi; \$81,043.71, pour le chemin carrossable sur le pont de Québec, et au-delà de \$1,000,000.00, pour la restauration du palais de justice de Québec, soit, en

tout, une amélioration excédant \$5,000,000.00, tel que mentionné dans ma comparaison de notre actif et de notre passif, pour les années terminées le 30 juin 1928 et le 30 juin 1929.

**Le présent :  
année fiscale finissant  
le 30 juin 1930**

Nous allons maintenant parler de l'année fiscale qui est commencée avec le jour de la Confédération, le 1<sup>er</sup> juillet 1929, et qui se terminera le 30 juin 1930.

Adoptant la même méthode dont je me suis servi pour l'an dernier, j'ai l'honneur de vous soumettre un état du passif direct et de certains biens de l'actif disponible de la province, le 31 décembre, 1929. Voici cet état: (Voir le tableau à la page suivante)

**Passif au 31 décembre 1929****Passif**

Dette consolidée et en cours ..... \$ 80,322,491.58

*Moins :*

Fonds d'amortissement .....	\$ 8,036,259.13	
Paiements différés <i>re</i> obligations émises à la Banque d'Hochelaga, en vertu de la loi de la Législature de Québec, 14 George V, chapitre 3, payables par versements annuels de \$124,172.40. ....	14,142,610.38	
Argent spécialement déposé au compte du rachat de l'emprunt, 10 George V, chapitre 3 .....	\$ 1,936,858.13	<u>\$ 24,155,727.64</u>
		\$ 56,206,763.94

Puissance du Canada, balance de compte au 31 décembre 1902.....	1,473,609.63
Puissance du Canada, prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.....	25,000.00
Prêts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers .....	5,800,702.72
Dépôt en fidéicommiss .....	3,451,968.64
Mandats non payés.....	1,041,833.63
Fonds de l'assistance publique.....	1,171,360.70
Avances de la banque.....	<u>4,478,359.12</u>
	\$ 73,649,598.38

**Actif au 31 décembre 1929****Actif**

Puissance du Canada: Part de Québec au fonds des écoles communes .....	\$ 1,186,759.13
Argent en banques.....	484,911.43
Diverses avances par la province de Québec .....	107,437.29
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,599,852.27
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François .....	794,092.18
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	285,713.69
Endiguement des eaux du lac Kénogami.....	4,648,430.72
Endiguement des eaux de la rivière Métis .....	273,531.41
Endiguement des eaux de la rivière du Nord .....	26,747.71
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4.....	180,000.00

**Actif au 31 décembre 1929 (suite)****Actif (suite)**

Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4.....	4,989,074.08
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 3.....	1,100,497.87
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	4,035,647.07
Palais de justice et prison, district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	87,857.74
Palais de justice et prison, district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	42,364.60
Palais de justice et prison, district d'Abitibi, à Amos, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13.....	98,480.16
Palais de justice et prison, district d'Abitibi, à Rouyn, avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 8.....	2,748.45
Palais de justice et prison, à Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21.....	166,973.17
Palais de justice et prison, à Campbell's Bay, avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16.....	165,147.24
Palais de justice et prison, à Ville-Marie, avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 7.....	5,937.45
Construction d'un Musée d'histoire naturelle, à Québec, avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 3.....	999,872.14
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal.....	45,000.00
Construction et ameublement de l'École des gardes-forestiers, avances autorisées par S. R., 1925, chapitre 48.....	6,843.70
Installation et ameublement de l'École de papeterie, avances autorisées par S. R., 1925, chapitre 48.....	20,799.75
Achat d'une propriété, 89a du cadastre, quartier est, Montréal, pour servir de Morgue, autorisé par arrêté ministériel no 711, du 30 avril, 1925.....	55,000.00
Propriété, 73 Grande Allée, Québec, pour servir de logement à la Commission des accidents du travail: autorisé par arrêté ministériel no 868 du 16 mai, 1928.....	56,346.08
Construction de ponts à l'Île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9.....	731,793.77
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5.....	446,868.88
Loi des accidents du travail, 18 George V, chapitre 79, section 10.....	63,785.27
Restauration et amélioration de l'ancienne partie du palais de justice de Québec, avances autorisées par 18 George V, chapitre 3.....	2,106,660.72
Chemin carrossable du pont de Québec, pour la circulation des véhicules, avances autorisées par la loi 19 George V, chapitre 6.....	265,333.71
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers.....	<u>7,300,702.72</u>
	<u>33,381,210.40</u>
Excédent du passif sur l'actif, le 31 décembre 1929.....	<u>\$ 40,268,387.98</u>

Il y a deux faits saillants sur lesquels je désire surtout attirer l'attention de la Chambre: tout d'abord, l'amélioration notable de la situation financière de la province, le 31 décembre, 1929, si on la compare à celle dans laquelle elle se trouvait le 30 juin de l'an dernier. À ce moment, nous avions un excédent, du passif sur l'actif, de \$41,094,961.08, tandis qu'aujourd'hui, la situation s'est améliorée et l'excédent du passif a été réduit à \$40,268,387.98; amélioration, en six mois, de \$826,573.10. Je puis dire, en passant, que cette amélioration de notre état financier aurait été beaucoup plus considérable, sans la température favorable de cet automne, qui a permis au département de la Voirie de continuer, au-delà de la date tout d'abord prévue, ses travaux de construction qui ont entraîné des demandes considérables au Trésor.

En second lieu, le fait que nous avons \$2,000,000, en chiffres ronds, soit exactement \$1,936,858.13, dans un compte spécial, pour racheter, le 1<sup>er</sup> juin 1930, un emprunt de \$2,500,000, qui deviendra alors dû.

J'espère, et je compte avec raison, pouvoir être en état d'économiser, sur le revenu courant, la balance de \$500,000 requise pour rencontrer cet emprunt à l'échéance, sans emprunt additionnel.

Cet emprunt porte intérêt à 6 % et c'est le dernier emprunt restant dû, de ceux qui ont été contractés au cours de la période qui a immédiatement suivi la guerre, alors qu'on ne pouvait se procurer de l'argent qu'à des taux élevés d'intérêt. Le rachat de cet emprunt réduira donc notablement nos dépenses annuelles d'intérêt.

Les recettes, pour le revenu ordinaire, pendant les six mois terminés le 31 décembre 1929, sont très satisfaisantes, et nous pouvons raisonnablement espérer que les recettes de l'année courante finissant le 30 juin 1930, seront de beaucoup supérieures à celles qu'on a prévues.

D'un autre côté, il y aura des augmentations, sur les prévisions des dépenses de l'année fiscale courante, pour le paiement desquelles un budget supplémentaire sera soumis à l'approbation de la Chambre.

Le montant de ce budget supplémentaire, sera, nous l'espérons, couvert par l'excédent des revenus de l'année, sur les prévisions.

#### **L'avenir : année fiscale finissant le 30 juin 1931**

Nous devons, maintenant, parler en français. Un écrivain anglais a dit que la "prophétie est la forme la plus inexplicable de la folie". Quoiqu'il en soit, le devoir de celui qui est appelé à administrer

les finances de cette province ou de tout État qui suit le système budgétaire, doit prophétiser beaucoup à l'avance, quant au revenu qu'il percevra et quant à la dépense qu'il sera appelé à faire; en d'autres termes, il doit soumettre le budget de son revenu prévu et de ses dépenses prévues. Cette tâche n'est pas facile: il doit éviter le Scylla du pessimisme outré et le Charybde de l'optimisme injustifiable.

Dans cette province, il a, pour se guider, les chiffres des derniers dix-huit mois, mais il doit préparer son budget pour une période commençant cinq mois plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet, 1930, et finissant dix-sept mois après, le 30 juin 1931.

Notre revenu ordinaire, pour la période qui nous occupe, a été estimé à \$36,117,950.70, ce qui est le chiffre de beaucoup le plus élevé qu'aucun trésorier de cette province ait jamais jusqu'à ce jour espéré obtenir.

C'est une augmentation d'au-delà de \$6,000,000 sur le montant prévu par mon prédécesseur, pour l'année qui se terminera en juin prochain.

Je crois avoir bien agi en prenant cette responsabilité, mais je dois l'accompagner d'un appel à la prudence. Les demandes que l'on fait au trésorier doivent être limitées aux chiffres susmentionnés. J'ai estimé notre revenu aussi exactement que la prudence me le permettait.

Le revenu n'est pas comme la grâce, il ne tombe pas "du ciel, comme une pluie bienfaisante," mais il découle de l'imposition des taxes. Personne n'aime à être taxé, et la taxation n'est tolérable que si l'argent ainsi réalisé est employé d'une manière intelligente et avec soin, dans l'intérêt public.

La grande majorité du peuple possède des moyens très limités. L'an dernier, environ six et demi pour cent seulement des chefs de famille, en Canada, ont payé la taxe sur le revenu. De quelque manière qu'elles soient prélevées, le fardeau des taxes tend à tomber et à peser sur les épaules de la masse du peuple. Même les taxes directes, comme celles que nous avons dans cette province, lorsque les hommes d'affaires les paient, entrent dans les frais d'exploitation, et leur répercussion se fait sentir sur les prix exigés pour les marchandises.

La taxation n'est justifiée que lorsqu'elle sert à sustenter les principaux services du gouvernement, comme l'observance de la loi et de l'ordre et l'administration de la justice, ou les services qui peuvent être mieux administrés par l'État, ou par quelque autorité dépendant de l'État, que par l'initiative ou l'entreprise privée. Ainsi, nous avons nationalisé notre voirie, les chemins à barrières étant remplacés par les routes provinciales, ainsi que plusieurs de nos ponts et plusieurs de nos écoles.

Nous avons aussi créé des moyens de protection d'hygiène publique.

Il faut toujours se rappeler que l'administration saine et économique est aussi nécessaire, ou même plus nécessaire, pour les affaires publiques que pour celles des particuliers. Dans les affaires privées, l'administration imprudente et extravagante entraîne son propre châtement et l'entreprise périt. Les affaires du gouvernement sont privées d'un semblable frein. Soutenues par la taxation, les affaires du gouvernement peuvent survivre longtemps, même lorsqu'elles sont administrées avec imprudence et sans aucun souci.

Le revenu prévu étant, comme je l'ai dit, de \$36,117,950.70 et la dépense prévue, pour l'année 1930-1931, c'est-à-dire pour l'année qui commencera le prochain jour de la Confédération, de \$35,230,293.12, le surplus probable est de \$887,657.58.

Jusqu'à présent, les dépenses prévues, pour l'an prochain, excèdent les crédits votés pour l'année courante de \$5,786,269.17, en chiffres ronds, cinq millions et trois quarts.

Notre budget de l'instruction publique est de \$3,301,570. Personne ne critiquera, j'en suis sûr, des dépenses conformes à nos moyens et faites pour encourager l'instruction publique.

Notre budget des dépenses pour l'agriculture est de \$2,675,500. Je crois que les mêmes remarques ont ici leur application. Dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône, le ministre de l'agriculture a appuyé sur le fait que toutes les énergies de son département seraient employées à aider le cultivateur à s'aider lui-même, un véritable évangile qui n'est pas, je l'espère, prêché dans le désert.

Notre voirie demande \$7,993,000. C'est une lourde dépense, nécessitée par l'intérêt qu'elle suscite et par les demandes de bons chemins en notre province. Bien que je sois de tout cœur en faveur des bons chemins, je me permettrai d'adresser un mot d'avertissement à tous ceux qui feraient avec trop d'insistance des demandes au Trésor, à cette fin. Les chemins sont des moyens d'atteindre une fin, et non pas une fin en eux-mêmes, comme le sont l'hygiène et l'instruction publique. Ils ont pour effet de faciliter l'échange et ils ont ainsi une grande valeur économique. Ils ouvrent des voies au commerce. Le tourisme n'est pas un faible actif pour notre province. Le bureau de la statistique du dominion, présidé par l'un des plus éminents statisticiens du monde, M. R. H. Coats, prétend que les automobilistes venus en Canada, par Québec, ont dépensé, au cours de l'année 1927, \$31,454,000 et, en 1928, \$43,915,000.

Le département, auquel j'ai l'honneur de présider, encourage ce genre d'affaires, en faisant l'inspection des hôtels et des maisons de logement de notre province, en leur prodiguant des renseignements et en prenant les mesures qui, nous l'espérons, auront pour effet de protéger les visiteurs contre les exploitations qui peuvent être commises.

Notre province possède de grands avantages naturels, pour le tourisme. En tout premier lieu, avec une province en si grande majorité française, nous pouvons montrer au visiteur américain quelque chose qui diffère de ce qu'il voit chez lui: notre province remplie de beautés naturelles, Gaspé rivalisant avec la Riviera et les côtes de Cornwall et Devon, et la région des Cantons-de-l'Est, avec le charme varié de ses monts escarpés, ses beaux lacs, ses cours d'eau agités, avec sa belle végétation et ses splendides forêts nourries par un sol généreux, pendant que les hauteurs boisées du nord convient le visiteur à ses mille beautés cachées de la forêt, des lacs et des cours d'eau.

Si la cité a ses attractions pour le visiteur, il peut visiter l'une des plus intéressantes et des plus pittoresques cités, sinon la plus intéressante et la plus pittoresque cité de l'Amérique du Nord, je veux parler de Québec, ou la deuxième des plus grandes villes françaises du monde, Montréal, port de mer à cinq cents milles dans les terres, dont je m'abstiens, comme Montréalais, de vanter les nombreuses attractions, tout simplement pour éviter de susciter l'envie et la jalousie dans les cœurs de ceux qui vivent en des lieux moins favorisés.

Nous possédons un système de voirie, constituant un véritable réseau qui atteint toutes les parties de notre province, et dernier actif, mais non pas le moindre, nous avons une population remarquable par sa politesse et son sens de l'hospitalité, une population croyant que l'on peut être à la fois indépendant et courtois et que la force de caractère est tout à fait compatible avec les procédés délicats.

Les chemins constituent aussi une grande valeur, au point de vue social, parce qu'ils rendent les communications plus faciles, et contribuent à faire disparaître le grand ennemi de la vie rurale, l'isolement. Mais, on se trompe beaucoup, si on s' imagine qu'il serait sage, ou même conforme au bon sens, de transformer toutes nos routes de la campagne en boulevards maintenus aux frais de la province.

Une proportion de \$22.70, sur chaque somme de cent piastres de nos crédits, pour l'année qui commencera le 1<sup>er</sup> juillet prochain, est destinée à la

voirie. Dans notre province, nous avons une très grande cité, une cité de population moyenne et un certain nombre de villes importantes, alors qu'une grande partie de notre province est purement rurale. Nos moyens ne nous permettent pas de prolonger d'une manière excessive les facilités de transport par la voirie. Le manque de retenue de ceux qui désiraient des chemins de fer a chargé le dominion d'une très lourde dette. Il est de notre devoir de ne pas permettre que des désirs de ce genre aient pour effet de grever d'une manière excessive le revenu de notre province.

Dans le passé, notre gouvernement s'est montré généreux, en ce qui regarde le développement de notre voirie, et il fera preuve de la même générosité, à l'avenir.

Au cours de l'année 1926-27, 19.3 % de nos dépenses totales ordinaires ont été consacrés à la voirie; en 1927-28, 25.8 %, soit près de 26 %, ont été consacrés à la même fin; au cours de l'année 1928-29, 21 % du total de nos déboursés ont été affectés au même objet.

#### Bons chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé jusqu'au 31 décembre 1929, en vertu de la loi de la voirie, S.R.Q., 1925, chapitre 91, telle que modifiée par la loi 16 George V, chapitre 31, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement, le montant provenant des emprunts faits en vertu de ladite loi, le montant avancé à même le fonds consolidé du revenu, le montant accordé aux municipalités et la balance à payer, quand les travaux jusqu'à concurrence du montant de leurs allocations auront été faits, savoir:

Paiements aux municipalités	
à date .....	\$25,344,387.10
Paiements sur chemins du	
gouvernement à date .....	<u>20,187,904.76</u>
	\$45,532,291.86
Produit net des emprunts.....	<u>35,366,510.32</u>
Excédent des paiements sur le	
produit des emprunts.....	<u>\$10,165,781.54</u>
Montant alloué aux municipalités,	
à date .....	\$25,491,085.73
Montant payé sur cette somme .....	<u>25,344,387.10</u>
Balance à payer suivant le progrès	
des travaux .....	\$ 146,698.63

Ce qui précède, fait voir que les paiements aux municipalités et sur les chemins du gouvernement, en vertu de la loi de la voirie, s'élèvent maintenant à \$45,532,291.86, dont le montant de \$35,366,510.32 seulement a été emprunté, la balance de \$10,165,781.54 ayant été avancée à même nos surplus.

On a déjà fait mention de la loi qui sera présentée, en ce qui regarde les modifications de notre loi des droits sur les successions.

Le rapport de la Commission des liqueurs vous sera bientôt soumis. Les opérations de cette Commission sont toujours couronnées de succès et la province en retire des revenus considérables.

La loi des liqueurs de Québec, qui a été courageusement présentée, il y a huit ans, n'avait pas simplement pour objet de recueillir des revenus. Elle a été introduite, afin de favoriser, non pas l'abstinence totale, mais la tempérance. Certaines personnes sont opposées à un gouvernement qui, disent-elles, fait le commerce des liqueurs. On me permettra bien de faire remarquer qu'avec l'ancien régime des licences, le gouvernement était intéressé dans le commerce des liqueurs, en tant qu'il s'agissait du revenu qu'il en obtenait.

L'on a fait l'essai d'un système de prohibition, en cette province. Ce système n'a pas été couronné de succès et on l'a remplacé par la loi actuelle.

Je sais parfaitement qu'une loi semblable à celle qui nous régit actuellement demande d'être administrée avec soin. Le système actuel, qui consiste à affecter une partie notable des revenus que retire la Commission aux œuvres de charité et à l'extinction de la dette, doit être maintenu, et il est sage qu'on le mette davantage en pratique.

Nos provinces sœurs, évidemment, estiment que notre loi est bonne, puisque plusieurs d'entre elles ont adopté un système qui ressemble plus ou moins au nôtre.

Comme conclusion, je me permets de demander à mes collègues de cette Chambre leur concours dans la tâche que j'ai récemment acceptée, celle d'administrer les affaires financières de cette province, de manière à maintenir et, s'il est possible, à relever son renom et à contribuer au progrès matériel et moral de sa population.

Je propose, maintenant, que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre siège en comité des subsides.

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1929.

	1924-1925	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dominion du Canada	2,315,654.43	2,315,677.16	2,315,693.26	2,315,718.61	2,315,739.32
Terres et forêts	4,853,230.74	6,061,854.74	6,601,146.18	6,803,496.44	6,523,529.68
Mines	337,012.78	272,155.14	430,614.76	525,354.94	535,185.00
Pêcheries et Chasse	347,850.22	376,584.67	382,729.21	381,669.22	407,128.79
Terres de la Couronne	69,776.09	64,959.29	68,270.82	70,341.11	63,236.94
Timbres judiciaires	646,144.40	658,294.30	660,248.00	728,260.90	778,367.30
Timbres d'enregistrement	300,119.90	301,179.85	312,814.10	383,976.35	371,282.60
Fonds de bâties et des jurés	66,747.95	48,822.66	48,564.77	58,622.25	71,114.56
Honoraires judiciaires	55,757.53	49,517.33	48,441.67	29,799.16	22,417.56
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	14,583.65	18,965.05	15,759.90	16,443.80	14,895.10
Fonds du Palais de justice de Montréal	7,638.16	7,614.54	4,346.91	6,206.29	3,861.61
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	4,000.00	1,600.00	2,400.00	8,000.00
Honoraires du grand connétable, Québec	2,416.24	2,014.40	2,106.15	2,473.52	2,392.53
Fonds du palais de justice du district de Hull	126.24	19.35	173.28	7.64	.....
Jeunes délinquants	6,500.00	9,750.00	6,500.00	6,500.00	6,500.00
Licences	1,797,236.52	1,839,394.63	1,472,029.13	1,809,009.59	1,934,132.93
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente)	2,400,000.00	3,500,000.00	4,500,000.00	5,500,000.00	7,000,000.00
Loi des narcotiques de Québec	75.00	.....	.....	.....	.....
Loi des vues animées - Revenu	20,736.00	21,236.00	21,934.00	24,996.00	26,181.76
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	2,461,010.00	2,455,547.32	2,523,931.36	3,113,233.13	3,066,395.41
Droits sur successions	2,423,149.20	2,257,277.37	3,653,897.66	3,740,629.61	4,183,576.57
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Seizin)	1,843.87	9,527.47	36,644.91	4,091.05	30,005.96
Droits sur certains transports de propriétés	.....	.....	.....	205,349.81	53,044.23
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.	129,666.49	180,892.06	287,381.45	554,441.89	980,133.95
Loi des véhicules automobiles	2,532,472.46	2,787,549.81	3,381,814.56	3,997,001.41	4,880,739.86
Gazoline - Droits et honoraires	652,576.85	1,012,003.19	1,285,654.28	1,680,490.99	3,253,039.78
Loi des droits de propriété <i>re</i> véhicules automobiles	.....	.....	8,359.23	24,363.50	652.34
Honoraires	.....	.....	.....	.....	.....
Inspections des hôtels et des maisons de pension	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires	1,040.00	3,554.00	7,020.00	5,630.00	5,846.00
Protection des édifices publics contre le feu	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires	18,695.43	31,803.96	32,865.01	20,405.54	233,080.49
Loi des ingénieurs stationnaires - Honoraires	6,141.00	8,938.50	8,368.00	5,887.50	16,319.58
La Commission des services publics de Québec	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires	.....	.....	55,265.00	26,000.00	42,000.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	1,662.50	1,495.50	1,401.15	1,228.00	863.34
Loi pour prévenir les incendies	.....	.....	.....	.....	.....
Taxe 3 George V, chapitre 38	36,066.56	40,770.46	34,163.51	29,944.11	45,906.50
Commission sur honoraires d'officiers publics	65,184.14	56,389.48	56,166.45	56,048.79	57,784.11
Commission sur renouvellement d'hypothèques	32.47	.....	.....	.....	.....
Législation	27,161.23	24,095.45	25,244.89	24,366.52	20,272.09
Asiles d'aliénés, contributions des municipalités	583,796.98	582,782.29	549,790.10	429,863.63	858,874.94
Asiles d'aliénés, patients payants	60,862.21	82,024.08	84,303.33	98,824.90	112,839.96
Écoles de réforme et d'industrie	183,033.71	171,249.99	194,013.28	110,302.58	235,995.92
<i>Gazette officielle de Québec</i>	63,001.04	63,665.79	52,147.55	57,214.55	60,775.85
Revenu casuel	227,244.47	201,523.22	261,078.16	338,386.72	279,903.81
Service civil, contributions pour pensions	42,020.94	65,854.54	66,812.66	72,963.85	77,330.86
Loi des assurances - Revenu	81,483.75	98,067.12	94,220.21	109,098.05	107,762.21
Loi des compagnies de fidéicommis - Revenu	1,649.20	11,124.51	6,409.54	6,659.10	6,739.21
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	1,380.30	1,764.60	1,867.60	760.00	1,763.60
Intérêts sur dépôts et placements	555,289.23	568,127.17	610,826.59	595,751.42	594,814.82
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	824,388.40	684,757.63	591,313.26	673,038.15	584,923.36
Prime, escompte et change	41,836.62	2,757.93	1,472.51	57.01	806.78
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	38,054.14	33,045.16	32,438.70	34,823.47	38,412.95

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1929.

	1924-1925 \$ cts	1925-1926 \$ cts	1926-1927 \$ cts	1927-1928 \$ cts	1928-1929 \$ cts
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	19,252.55	18,589.99	19,215.99	26,654.43	14,504.83
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	372,776.60	101,399.39	45,900.69	53,920.51	25,493.17
Crédit pour la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	160.20	214.00	222.50	1,148.60	294.80
Loi des établissements industriels, S. R. Q. 1925, chapitre 182	.....	.....	.....	.....	12,611.29
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	197,779.79	97,264.39	21,814.74	43,768.24	8,807.89
Prêt aux incendiés de Québec	.....	240.00	.....	160.00	.....
<i>Recettes ordinaires</i>	24,896,328.81	27,206,335.48	30,924,997.01	34,807,783.48	39,976,283.04
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	.....	50,000.00	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	9.00	1.00	1.00	101.00
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	3,350.33	3,821.82	129.75	116,945.71	1,166.04
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis	.....	.....	899.32	18.30	.....
Loi des bons chemins, 1912	786,744.65	310,078.14	69,635.69	275,542.77	265,382.11
Fonds de l'assistance publique :					
Transfert de la loi des liqueurs	.....	.....	.....	.....	1,000,000.00
Fonds de l'assistance publique	1,306,498.98	1,361,003.86	1,775,379.73	1,337,588.21	2,139,689.30
Palais de justice et prison, district de Roberval	.....	.....	.....	.....	22,000.00
Péages perçus sur le pont Batiscan	21,000.00	27,000.00	35,000.00	47,500.00	60,685.49
Péages perçus sur les ponts de l'Île Perrot	29,000.00	60,000.00	85,500.00	118,000.00	173,856.46
Construction et entretien de ponts sur l'Île Perrot	.....	150,100.00	127.93	.....	.....
Paielements différés - La Banque d'Hochelaga					
14 George V, chapitre 3	125,000.00	131,250.00	139,899.83	146,348.60	153,580.40
Fonds en fidéicommis	966,194.07	1,106,244.98	1,376,699.64	1,263,810.41	3,081,357.55
	28,134,116.84	30,405,843.28	34,408,269.90	38,113,538.48	46,874,101.39
Prêts aux municipalités					
re logements ouvriers	4,285.00	12,696.02	4,765.88	23,640.00	10,000.00
Emprunts temporaires	4,500,000.00	15,000,000.00	6,750,000.00	5,000,000.00	2,000,000.00
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6, échéance 1 <sup>er</sup> juin 1946	822,471.70	.....	.....	.....	.....
Emprunt des bons chemins en vertu de 13 George V, chapitre 34	14,422,850.00	.....	7,287,525.00	.....	.....
Emprunt pour aider à la colonisation, 13 George V, chapitre 2	.....	.....	990,310.00	.....	.....
Emprunt en vertu de la loi de la voirie, 16 George V, chapitre 31	.....	.....	2,970,930.00	.....	.....
Emprunt loi de la voirie, S. R. 1925, chapitre 91, section 75 amendée	.....	.....	.....	4,834,400.00	.....
<i>Total des recettes</i>	47,883,723.54	45,418,539.30	52,411,800.78	47,971,578.48	48,884,101.39
En caisse au 1 <sup>er</sup> juillet de chaque année	2,435,044.78	1,658,720.74	2,215,676.92	2,261,661.65	2,564,939.11
	50,318,768.32	47,077,260.04	54,627,477.70	50,233,240.13	51,449,040.50

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1929.

	1924-1925	1925-1926	1926-1927	1927-1928	1928-1929
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	4,290,438.49	4,695,123.49	4,659,495.17	4,317,788.41	4,337,307.60
Provision spéciale pour rachat d'une partie de la dette fondée	.....	1,000,000.00	1,000,000.00	1,000,000.00	1,000,000.00
Législation	632,650.44	676,058.51	758,126.08	705,882.33	761,595.20
Gouvernement civil	1,223,362.63	1,639,583.49	1,707,668.47	1,791,718.02	1,924,027.93
Administration de la justice	1,879,274.78	2,078,589.44	2,172,871.73	2,388,192.48	2,468,483.55
Écoles de réforme et d'industrie	374,953.90	406,454.60	420,000.00	420,000.00	512,443.93
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	2,668,829.87	2,740,979.61	2,848,503.90	2,960,062.59	3,585,439.10
Agriculture	1,721,200.00	1,602,000.00	1,800,500.00	1,912,407.33	2,074,930.75
Voirie	3,732,446.34	4,194,101.46	5,598,000.00	8,470,184.56	7,560,915.04
Colonisation	789,000.00	1,024,000.00	1,073,495.31	1,264,000.00	1,519,000.00
Immigration	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00
Hygiène	323,063.80	333,688.80	363,888.80	393,888.80	463,888.80
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	1,081,024.28	1,087,623.00	1,138,378.35	1,290,957.41	1,904,624.92
Extraordinaires	648,802.24	284,708.22	.....	.....	.....
Travail	74,165.29	96,596.54	95,600.00	120,420.85	301,613.66
Asiles d'aliénés	1,398,648.31	1,323,594.87	1,428,541.02	1,359,340.00	1,619,340.00
Institutions de bienfaisance	31,410.00	33,935.00	30,050.00	29,425.00	27,290.00
Terres et Forêts	1,511,568.99	1,389,783.52	1,610,972.80	2,045,963.30	2,164,520.13
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre)	327,157.85	530,096.91	675,220.24	601,466.00	722,834.75
Charges sur le revenu	830,384.69	807,830.09	868,842.79	971,422.47	1,129,039.10
Services divers	584,810.34	711,441.18	798,548.23	748,106.23	857,692.96
<i>Paiements ordinaires et extraordinaires</i>	24,153,192.24	26,686,188.73	29,078,702.89	32,821,225.78	35,964,487.42
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	7,321.80	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	.....	50.00	1,987.30	19.20
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	1,811,652.10	234,246.85	27,871.89	35,423.81	5,105.27
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis	130,929.88	9,773.11	64.00	102,728.91	6,009.82
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord	.....	.....	26,747.71	.....	.....
	26,095,774.22	26,930,208.69	29,140,758.29	32,961,365.80	35,975,621.71
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	915,050.98	1,404,160.82	316,473.60	62,234.91	32,787.67
Construction d'un palais de justice et prison à Amos	.....	.....	.....	3,248.45	.....
Construction de la nouvelle prison, district de Montréal	.....	75,000.00	331,624.18	8,660.05	.....
Palais de justice et prison, district de Montcalm	.....	.....	.....	10,000.00	.....
Construction d'une annexe, palais de justice, Québec	271,248.52	185,137.20	305,118.14	.....	.....
Restauration et amélioration du palais de justice, Québec	.....	.....	.....	650,130.86	1,048,157.14
Construction du musée d'histoire naturelle, Québec	.....	.....	5,149.60	316,327.68	272,121.41
Immeuble pour loger la commission : Loi des accidents du travail	.....	.....	.....	55,295.11	752.49
Construction du pont Scott sur la rivière Saint-Charles à Québec	.....	.....	.....	.....	42,337.06
Construction d'un chemin véhiculaire sur le pont de Québec	.....	.....	.....	.....	81,043.71
Construction d'un palais de justice et prison, Campbell's Bay	.....	2,097.90	134,788.20	26,276.14	1,985.00

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1929.

	1924-1925 \$ cts	1925-1926 \$ cts	1926-1927 \$ cts	1927-1928 \$ cts	1928-1929 \$ cts
Construction du palais de justice et prison, Ville-Marie	.....	.....	5,597.50	239.95	100.00
Construction du palais de justice et prison, Rouyn	.....	.....	.....	2,748.45	.....
Palais de justice et prison, district de Roberval	.....	.....	.....	22,000.00	.....
Agrandissement de la prison, Chicoutimi	.....	.....	.....	488.55	217,728.58
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	5,965.88	.....	.....	.....	346.85
Construction et entretien des ponts de l'Île Perrot	549,911.77	82,772.57	1,000.00	.....	.....
Loi autorisant un emprunt pour aider à la colonisation	800,000.00	.....	.....	.....	.....
Loi des bons chemins, 1912	2,952,360.80	2,059,848.30	1,505,889.52	1,646,889.59	1,540,023.05
Fonds de l'assistance publique	1,131,711.69	1,350,076.32	1,590,539.60	1,788,411.12	2,224,632.52
Fonds en fidéicommis	685,383.25	732,040.76	1,052,035.74	1,088,909.98	2,551,865.21
	33,407,407.11	32,821,342.56	34,388,974.37	38,643,150.64	43,989,502.40
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	424,750.00	750.00	750.00	50,750.00	50,750.00
	33,832,157.11	32,822,092.56	34,389,724.37	38,693,900.64	44,040,252.40
Remboursement d'emprunts temporaires	5,000,000.00	9,500,000.00	10,000,000.00	6,750,000.00	5,000,000.00
Remboursement de l'emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	3,940,000.00	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunts en vertu de la loi 10 George V, chapitre 3	9,500,000.00	.....	4,000,000.00	.....	.....
Remboursement de l'emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3	.....	.....	3,352,318.64	.....	.....
Remboursement de l'emprunt du 1 <sup>er</sup> janvier, 1888	.....	.....	.....	3,012,466.66	.....
Remboursement d'emprunts du Dominion du Canada re logements ouvriers	4,285.00	12,696.02	4,765.88	23,640.00	10,000.00
Fonds d'amortissement en vertu de 14 George V, chapitre 3, - La Banque d'Hochelaga	125,000.00	131,250.00	139,899.83	162,944.00	136,985.00
	48,461,442.11	46,406,038.58	51,886,708.72	48,642,951.30	49,187,237.40
À ajouter : Paiement de mandats impayés au commencement de chaque année	1,146,918.46	948,312.99	2,492,768.45	2,013,661.12	2,988,311.40
	49,608,360.57	47,354,351.57	54,379,477.17	50,656,612.42	52,175,548.80
À déduire : Mandats impayés à la fin de chaque année	948,312.99	2,492,168.45	2,013,661.12	2,988,311.40	5,334,291.61
<i>Total des paiements</i>	48,660,047.58	44,861,583.12	52,365,816.05	47,668,301.02	46,841,257.19
Balance en banque au 30 juin de chaque année	1,658,720.74	2,215,676.92	2,261,661.65	2,564,939.11	4,607,783.31
	50,318,768.32	47,077,260.04	54,627,477.70	50,233,240.13	51,449,040.50

### Recettes probables, 1930-1931

#### Dominion du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	\$1,888,959.20	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907 .....	<u>240,000.00</u>	
	\$2,128,959.20	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada .....	<u>127,460.68</u>	
	\$2,256,419.88	
Intérêt sur fonds en fidéicomis .....	<u>59,378.90</u>	
		\$ 2,315,798.78

#### Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5 .....	\$ 37,288.00	
Intérêts sur prêts, dépôts et placements .....	712,603.64	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins .....	<u>601,297.68</u>	
		1,351,189.32
Terres et Forêts .....		6,000,000.00
Mines .....	600,000.00	
Pêcheries et Chasse .....	400,000.00	
Terres de la couronne .....	<u>60,000.00</u>	
		1,060,000.00

#### Administration de la justice :

Timbres judiciaires .....	\$750,000.00	
Honoraires judiciaires, non compris les timbres .....	22,000.00	
Fonds de bâties et des jurés .....	71,000.00	
Entretien des prisonniers .....	14,800.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec .....	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres .....	3,800.00	
Honoraires du grand connétable, Québec .....	2,400.00	
Jeunes délinquants .....	<u>6,500.00</u>	
		874,500.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés) .....		350,000.00
Licences .....		1,700,000.00
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente) .....		5,500,000.00
Loi des vues animées - Revenu .....		25,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc. ....		3,000,000.00
Droits sur les successions .....		3,750,000.00
Taxes en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Seizin) .....		5,000.00
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S.R.Q., chapitre 28 .....		50,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc. ....		600,000.00

**Recettes probables, 1930-1931 (suite)****Administration de la justice (suite) :**

Loi concernant les véhicules automobiles .....	4,500,000.00
Gazoline - Droits et honoraires .....	3,250,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires .....	5,000.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec - Honoraires .....	8,700.00
La Commission des services publics de Québec - Honoraires .....	20,000.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies .....	250,000.00
Loi concernant les détectives privés - Revenu .....	1,000.00
Loi pour prévenir les incendies - Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 .....	30,000.00
Percentage sur honoraires d'officiers publics .....	10,000.00
Entretien des aliénés .....	720,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles de réforme et d'industrie .....	210,000.00
Législation .....	15,000.00
<i>Gazette officielle</i> .....	60,000.00
Loyers des édifices publics .....	1,762.60
Revenu casuel .....	250,000.00
Loi des assurances, revenu .....	100,000.00
Loi des compagnies de fidéicommis, revenu .....	7,000.00
Contributions aux pensions, service civil .....	75,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer .....	10,000.00
Crédit pour la dette publique .....	1,000.00
Loi des établissements industriels, S.R.Q., 1925, chapitre 182 .....	12,000.00
	<u>\$36,117,950.70</u>

**Dépenses probables, 1930-1931**

Dette publique .....	\$ 4,621,817.09
Législation .....	650,910.00
Gouvernement civil .....	1,957,375.00
Administration de la justice, etc. ....	2,435,687.00
Instruction publique, etc. ....	3,301,570.00
Asiles d'aliénés .....	1,518,700.00
Écoles de réforme et d'industrie .....	460,000.00
Hygiène .....	431,888.80
Travaux publics, (ordinaires) .....	1,701,815.30
Travail .....	150,600.00
Agriculture .....	2,675,500.00
Voirie et Mines .....	8,378,000.00
Terres et Forêts .....	2,150,356.55
Colonisation, Chasse et Pêcheries .....	2,036,000.00
Institutions de bienfaisance .....	25,290.00
Charges sur le revenu .....	1,034,000.00
Services divers .....	693,150.00
Fonds de l'assistance publique .....	1,000,000.00
	<u>35,222,659.74</u>
Subventions de chemins de fer .....	7,633.38
	<u>\$ 35,230,293.12</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec,  
au 30 juin 1929**

**Passif**

Dette consolidée.....	\$80,334,791.58	
<i>Moins :</i>		
Fonds d'amortissement (Voir cédula 45).....	7,330,551.01	
Montant additionnel mis de côté d'après arrêté ministériel no 1154 du 17 juin 1929 .....	1,000,000.00	
Balance du montant additionnel mis de côté d'après arrêté ministériel no 1143a du 19 juin 1928 .....	949,178.13	
Paiements différés <i>re</i> débentures émises à la Banque d'Hochelaga, en vertu de 14 George V, chapitre 3, payables en versements annuels de \$124,172.40 .....	<u>14,303,921.17</u>	
	<u>23,583,650.31</u>	56,751,141.27
Emprunts temporaires .....	2,000,000.00	
Puissance du Canada - Balance du compte au 31 décembre 1902 .....	1,473,609.63	
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. ....	25,000.00	
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers .....	7,304,202.72	
Dépôts en fidéicommiss .....	3,297,154.87	
Mandats non payés.....	5,334,291.61	
Fonds de l'assistance publique.....	<u>1,375,713.82</u>	77,561,113.92

**Actif**

**Puissance du Canada :**

Part de Québec dans le fonds des écoles communes .....	1,187,578.10
Argent en banques.....	4,607,783.31
Diverses avances par la province .....	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,574,852.27
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	794,742.18
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane .....	285,713.69
Emmagasinement des eaux du Lac Kénogami .....	4,649,842.96
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	273,531.41
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord.....	26,747.71
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts : extension - avances autorisées par 9 George V, chapitre 4 .....	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par 10 George V, chapitre 4 .....	4,985,873.08
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec, avances autorisées par 12 George V, chapitre 3 .....	1,100,497.87
Nouvelle prison du district de Montréal : avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36 .....	4,035,647.07

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec,  
au 30 juin 1929**

**Actif (suite)**

**Puissance du Canada (suite) :**

Palais de justice et prison du district de Montcalm : avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	87,857.74
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	25,489.60
Palais de justice et prison du district de l'Abitibi, Amos, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13.....	98,480.16
Palais de justice et prison du district de l'Abitibi, Rouyn, avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 8.....	2,748.45
Palais de justice et prison à Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21.....	166,973.17
Construction de justice et prison, Campbell's Bay, avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16.....	165,147.24
Construction de justice et prison à Ville-Marie, avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 7.....	5,937.45
Construction d'un musée d'histoire naturelle, à Québec: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 3.....	593,598.69
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal.....	45,000.00
Construction et équipement de l'École des gardes-forestiers, avances autorisées par les S. R. 1925, chapitre 48.....	6,843.70
Installation et équipement de l'École de papeterie, avances autorisées par les S. R. Q. 1925, chapitre 48.....	20,799.75
Achat d'une propriété, cadastre 89a, div. est, Montréal, pour les fins de la morgue, autorisé par arrêté ministériel no 711 du 30 avril 1925.....	55,000.00
Achat d'une propriété situé au no 73 Grande Allée, Québec, pour loger la Commission des accidents du travail, autorisé par arrêté ministériel no 868 du 16 mai 1928.....	56,047.60
Construction des ponts de l'Île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9.....	731,793.77
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5.....	446,868.88
Commission des accidents du travail, 18 George V, chapitre 79, article 10.....	63,785.27
Restauration et amélioration de l'ancienne partie du palais de justice de Québec, 18 George V, chapitre 3.....	1,698,288.00
Construction d'un chemin carrossable sur le pont de Québec : avances autorisées par 19 George V, chapitre 6.....	81,043.71
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	<u>7,304,202.72</u>
	<u>36,466,152.84</u>
Excédent Du Passif Sur L'actif Au 30 Juin 1929 .....	<u>\$ 41,094,961.08</u>

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), l'ajournement du débat.

**Bureau des commissaires d'écoles  
catholiques romains de Québec**

**M. Cantin (Saint-Sauveur)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cantin (Saint-Sauveur)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**La Prévoyance**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que l'ordre du jour appelant la prise en considération, en comité plénier, du bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

**Bureau central des écoles protestantes  
de Montréal**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 concernant le bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Adopté. Le comité<sup>5</sup>, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cedric Hands**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 75 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cedric Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Frederick Gerald Abraham**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Joseph Goldberg**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The University Club  
of Montreal**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant University Club of Montreal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Les pères Eudistes**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 modifiant la charte de Les pères Eudistes de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Victor Capelovitch**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 constituant en corporation St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Christian and Missionary Alliance in Quebec**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 constituant en corporation Christian and Missionary Alliance in Quebec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte d'Outremont**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Entretien de chemins dans Laval**

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 modifiant la charte de la ville de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **La Tuque, règlement no 188**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 ratifiant le règlement no 188

de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Emprunt pour la construction d'une église à La Tuque**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Lots de Saint-Nicolas, comté de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Union Saint-Joseph de Drummondville**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Pension des officiers de police de Montréal**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 déterminant la pension de certains officiers de police de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

#### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain matin, 11 heures.

Nous aurons une séance demain matin à 11 heures, pour la procédure. J'espère qu'il y aura quorum. Nous ajournerons ensuite à mardi après-midi à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 40.

#### **NOTES**

##### *1. Traduction :*

"Charles-M. Cotton, B.A., B.C.L.

"Avocat, etc.

"William U. Cotton, B.A., B.C.L.

"Avocat

"Montréal, le 16 janvier 1930

"Dr Alexandre Germain

"Bureau 194, Hôtel Dieu,

"Montréal,

"Monsieur,

"Votre défunte épouse, Dame Johanna Hageriy, était parmi les héritiers de la défunte Johanna, alias Josephine Sweeney, décédée à Montréal le 11 avril 1912.

"Il reste à payer à la couronne un solde de taxes successorales sur le montant légué par Joséphine Sweeney à votre défunte épouse. Ce solde est de \$33.10 avec les intérêts courus à cinq pour cent depuis le 11 avril 1912.

"Je comprends que vous êtes l'héritier de votre défunte épouse et êtes à ce titre responsable des dettes de sa succession.

"Le percepteur du revenu provincial m'a donc prié de vous demander de régler ce montant avec les intérêts. Veuillez faire parvenir votre chèque directement à M. Oscar Senecal, ès-qualité, Percepteur du revenu provincial, 445, rue St. Gabriel, Montréal.

"Bien à vous,

"Charles-M. Cotton

2. *Traduction :*

"Charles-M. Cotton, B.A., B.C.L.

"Avocat, etc.

"William U. Cotton, B.A., B.C.L.

"Avocat

"Montréal, le 18 janvier 1930

"Me Dominique Pelletier, Notaire,  
"angle Rachel & avenue de l'Hôtel-de-Ville

"Meilleures salutations, Montréal.

"Objet: Dr Germain

"Monsieur,

"J'accuse réception de votre lettre du 17 janvier. Étant donné que vous et le Dr Germain êtes incultes et ignorants au point de ne pas vouloir recevoir de communications officielles en anglais, je ne peux vous donner de plus amples renseignements, sauf pour vous dire qu'en temps et lieu, un bref sera émis contre le Dr Germain, à moins que le montant réclamé ne soit remis au percepteur du revenu provincial comme demandé.

"En passant, le bref sera en anglais.

"Bien à vous, Charles-M. Cotton.

3. L'article cité par le chef de l'opposition est paru dans *Le Devoir* du 21 janvier 1930.

4. *L'Événement* du 24 janvier 1930, à la page 14, rapporte que M. McMaster répond en français.

5. Les parlementaires applaudissent le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) parce que c'est la première fois qu'il préside la Chambre en comité plénier, depuis son élection à la vice-présidence.



Séance du vendredi 24 janvier 1930

### Présidence de I. Vautrin

La séance est ouverte à 11 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Rapports de comités:

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Gédéon Fredette et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre certains biens;
- de Robert Sweezey et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Beauharnois Railway Company;
- de Beauharnois Light, Heat & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, définissant son territoire et ratifiant un règlement d'emprunt.

### Emprunt et définition du territoire de Grand'Mère

**M. Grant (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Vente de biens par Gédéon Fredette

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 108 autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### The Beauharnois Light, Heat, and Power Company

**M. Papineau (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 113 modifiant la

charte de la Beauharnois Light, Heat, and Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### The Beauharnois Railway Company

**M. Papineau (Beauharnois)** demande la permission de présenter le bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Emprunt et évaluation municipale de Shawinigan

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt no 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Succession Eusèbe Labelle

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Terres en culture de Montréal

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Prévoyants du Canada

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 modifiant la charte des

Prévoyants du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Anglo-Canadian Insurance Corporation**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant Anglo-Canadian Insurance Corporation Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 constituant en corporation les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Société Saint-Jean-Baptiste de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Association des optométristes et opticiens**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **L'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 constituant en corporation l'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Orateur suppléant**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, comme c'est la première fois que vous présidez une séance de la Chambre, depuis votre élection à la vice-présidence, je me permets de vous offrir les plus sincères félicitations de vos collègues. J'espère que vous continuerez à maintenir les hautes traditions parlementaires établies par vos prédécesseurs<sup>1</sup>.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

#### **NOTE**

1. *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1930, à la page 1, précise que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) était le seul député de l'opposition présent en Chambre.

Séance du mardi 28 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 25.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Cimetière  
du Last Post Fund**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Last Post Fund demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet de posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de Last Post Fund demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet de posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 94 ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis.

- bill 96 validant une vente d'immeubles par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company, Limited.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de J. Gadoury, demandant l'adoption d'une loi déclarant valide un acte de vente par Albert Lamarche *et al.* à J.-Arthur Gadoury;

- de Paul Allard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgie dentaire;

- de The James MacLaren Company, Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et approuvant le règlement no 54 de la municipalité du village Masson dans le comté de Papineau, et ratifiant et approuvant une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges de Masson;

- de Lia Saint-Denis, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Blanche Saint-Denis.

**Vente  
à J.-A. Gadoury**

**M. Bastien (Berthier)** demande la permission de présenter le bill 145 validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Village de Masson et municipalité  
scolaire de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson**

**M. Lahaie (Papineau)** demande la permission de présenter le bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession**  
**Blanche-C. St-Denis**

**M. Thurber (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 118 concernant la succession de feu Blanche-Celema alias Celina St-Denis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paul Allard**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 85 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de la chirurgie dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Éducation des enfants**  
**non catholiques et non protestants**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 176 modifiant la loi de l'instruction publique, concernant l'éducation des enfants non catholiques et non protestants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,**  
**aide aux hôpitaux ou**  
**aux établissements de charité**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 177 modifiant l'article 398 du

Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Routes entre Laprairie**  
**et le pont de la rive sud**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** 1. Combien a-t-il été dépensé à date sur la route commençant dans le voisinage de Laprairie et s'étendant jusqu'au nouveau pont sur la rive sud?

2. Quels sont les noms des propriétaires riverains dont les propriétés ont été acquises pour la confection de cette route?

3. Quel montant a été payé à chaque propriétaire?

4. À combien s'élèvent les montants payés aux propriétaires riverains par pied ou par arpent?

5. Quelle est l'estimation du prix total de cette route?

6. Vers quelle date croit-on qu'elle sera complétée?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$560,483.02.

2., 3., 4. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Propriétaires</i>	<i>Montant payé</i>	<i>Prix: l'arpent ou le pied</i>
Alfred Lamarre.....	\$1,000.00	Prix global
The suburdan Land Company.....	6,395.60	\$0.10 le pied et \$200 l'arpent
J.-B. Boucher .....	3,624.60	\$200 l'arpent
Alex. Brossard.....	24.00	\$200 l'arpent
Henri Moquin.....	74.00	\$200 l'arpent
Noé Ste-Marie.....	49.80	\$200 l'arpent
J.-W. Goyette .....	396.00	\$200 l'arpent
Hormidas Dumontet.....	74.40	\$200 l'arpent
Roch Despatis .....	118.40	\$200 l'arpent
Alexandre Perron .....	28.00	\$200 l'arpent
Alphonse et Armand Surprenant.....	246.00	\$200 l'arpent
Henri Brossard .....	1,200.00	\$200 l'arpent
Joseph et Alfred Surprenant.....	335.20	\$200 l'arpent
Auguste Deauvais .....	4,436.40	2.35 arpents à \$300 l'arpent et 17.907 arpents à \$220 l'arpent
Hector Brassard.....	343.00	\$200 l'arpent
J.-Clovis Brossard .....	35.40	\$200 l'arpent

Jos. Boyer.....	287.00	\$200 l'arpent
Louis Gravel.....	858.00	\$200 l'arpent
Succession N.-G. Valiquette.....	332.80	\$200 l'arpent
Ernest Perras .....	561.00	\$200 l'arpent
Alphonse Moquin.....	95.60	\$200 l'arpent
Succession Navert.....	152.00	\$200 l'arpent
Napoléon et Henri Bourassa .....	602.00	\$200 l'arpent
Émile Perras .....	2.80	\$200 l'arpent
A.-L. Caron .....	313.60	\$200 l'arpent
Georges Rémillard .....	98.80	\$200 l'arpent
Aimé Brossard .....	.....	Échange de terrains
Ernest Brossard .....	652.00	\$200 l'arpent
Mme A. McAvity.....	780.00	\$200 l'arpent
Holmes & Minogue.....	3,315.00	\$500.00 l'arpent
J.-D. Bérard.....	1,166.40	\$0.08 le pied
John Saunderson .....	100.00	Prix global
Dr R. W. Edmison.....	504.00	\$0.10 le pied
Moïse Gauthier.....	424.62	\$0.07 le pied
Dovina-E. Joyal.....	680.40	\$0.07 le pied
Peter McManus .....	160.16	\$0.07 le pied
St. Lambert Realty Company.....	5,041.20	\$600.00 l'arpent
Miss Margaret F. Edgar .....	127.50	\$0.06 le pied
Mme MaKay .....	5,425.00	\$500.00 l'arpent
P. Colpron .....	157.50	\$0.07 le pied
Louis Poitras .....	5,000.00	Prix global
Aimé Geoffrion.....	10,988.65	\$600.00 l'arpent
Émile Géolier .....	945.00	\$0.07 le pied
J. Groholsky .....	2,700.00	\$Prix global
Paul E. Thibault .....	875.70	\$0.07 le pied
Succession Hon. R. MacKay .....	1,985.00	\$500.00 l'arpent
Charles Mitchell.....	238.91	\$0.07 le pied
Wm J. Murray .....	720.51	\$0.07 le pied
Mme veuve Omer Lécuyer .....	625.00	\$0.08 le pied
James Slater .....	8,000.00	Prix global
R. E. Lording.....	1,664.80	\$0.20 le pied
Mme Bouthillier.....	442.00	\$0.20 le pied
Succession Paugman.....	63.40	\$0.20 le pied

5. \$1,954,580.04.

6. Vers le 1<sup>er</sup> novembre 1930.

#### **Routes entretenues par le gouvernement**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quelles sont les routes ou parties de routes entretenues par le gouvernement pour la circulation des véhicules-moteurs durant la présente session?

2. Quelle est la longueur totale de ces routes?

3. Quel est le coût de leur entretien et dans quelle proportion les municipalités sont-elles appelées à souscrire?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Durant la présente saison, le département de la Voirie entretient les chemins suivants:

La route no 15, depuis le tunnel du C.N.R., dans la cité de Québec, jusqu'aux limites nord du village de Charlesbourg; le rang Saint-Joseph dans le village de Charlesbourg; le chemin Saint-Charles-Sud dans la municipalité de la Petite-Rivière; le chemin Saint-Charles-Sud; une partie du chemin de la Côte Saint-Paul; les routes du Moulin et de l'Église, et le chemin de l'Ormière dans la municipalité de L'Ancienne-Lorette; le chemin de l'Ormière dans la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; une partie du chemin Principal dans le

village de Loretteville; le chemin Saint-Louis; une partie du chemin Gomin et les avenues Maguire et Holland dans la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery; les chemins Saint-Louis et Sainte-Foy; une partie du chemin du Calvaire et de la route de l'Église dans la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge; les chemins Sainte-Foy et Saint-Louis dans la paroisse de Sainte-Foy; la route no 15, depuis les limites est de la cité de Québec jusqu'au pont sur la rivière Montmorency; une partie de la route no 3 dans la cité de Lévis; la route no 3 dans les paroisses de Saint-David-de-l'Aube-Rivière et de Saint-Télesphore; une partie de la route no 3 dans les paroisses de Saint-Romuald et de Saint-Nicolas; la voie sur le pont de Québec ainsi que les chemins d'approches de ce pont; la route no 15 entre les villes de Chicoutimi et de Jonquière; la route Montreal-Rouse-Point via Saint-Jean. Les chemins Côte des Neiges et Côte de Liesse dans la ville de Mont-Royal; le chemin Côte de Liesse dans la ville de Saint-Laurent; la montée de Cartierville dans la paroisse de Saint-Laurent. La route no 37 dans la ville de Roxboro. La route no 37, la montée Saint-Charles et le chemin du Cap-Saint-Jacques dans la paroisse de Sainte-Geneviève. La route no 37 et la rue du Pont dans le village de Sainte-Geneviève. Une partie du chemin du Village dans la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île-Bizard; La route no 37 dans le village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds. La route no 37, les avenues Elmwood et Pacifique et la montée Sainte-Marie dans le village de Senneville.

La route no 2 dans la ville de Baie-d'Urfée. La route no 2, une partie du chemin royal longeant le bord du lac, et la montée Saint-Charles dans la ville de Beaconsfield; le rang Saint-Charles dans la paroisse de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire. La route no 37 dans la ville de Montréal-Nord et dans la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies. La route no 8 dans le village de Pont-Viau. La route no 8, la rue du Pont et la route no 38 dans le village de l'Abord-à-Plouffe.

La route no 8 dans les paroisses de Saint-Martin et de Sainte-Dorothée. Les routes Nos 8 et 38 dans la municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose. La route no 38 dans la ville de Laval-sur-le-Lac. Le chemin privé Bellefeuille (route no 8). La route no 11, depuis les limites nord du village de Pont-Viau jusqu'aux limites nord de la ville de Sainte-Thérèse. La route no 38, du village de Pont-Viau jusqu'aux limites nord de la municipalité de Saint-François-de-Sales. La route no 1, de la cité de Longueuil jusqu'à l'aérodrome de Saint-Hubert.

2. 181.24 milles.

3. Le coût d'entretien de ces routes ne sera connu qu'une fois la saison d'hiver terminée. Le département a demandé aux municipalités de souscrire \$100 par mille de chemin entretenu.

#### **Fermes de démonstration**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien y a-t-il de fermes de démonstration dans chacun des comtés de Hull, Pontiac et Papineau?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'en établir, si oui, quand?

3. À quels endroits seront-elles établies?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. Hull: aucune; Pontiac: aucune; Papineau: une.

2. et 3. La chose est sous considération.

#### **Pont de la Pointe-Gatineau**

**M. Guertin (Hull):** 1. Les plans et devis pour la reconstruction du pont de la Pointe-Gatineau, entre les municipalités de la cité de Hull et de la Pointe-Gatineau, ont-ils été préparés?

2. Dans la négative, quand le seront-ils?

3. Dans l'affirmative, quand les travaux commenceront-ils et quelle proportion du coût le gouvernement a-t-il l'intention de payer?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. et 2. À l'étude.

3. Décision à être prise par les intéressés. Le gouvernement en pourparlers avec eux concernant la construction et l'octroi.

#### **Pont de Cameron**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien coûtera le pont de Cameron situé entre les municipalités de Bouchette et Cameron, comté de Hull?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?

4. Quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?

5. La clause du salaire raisonnable a-t-elle été insérée dans le contrat?

6. Sinon, pourquoi?

7. Quelle est la proportion du coût payé par le gouvernement?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. \$41,800 si des modifications ne sont pas apportées.
2. Oui, par la municipalité.
3. Oui.

4. Laflamme & Laflamme, Montréal ..	\$41,800.00
McLaughlin Bros, Ottawa .....	45,000.00
J.-B. Nault & Fils, Ltée, Maniwaki ..	46,988.48
J.-B. Nault & Fils, Ltée, Maniwaki ..	49,000.00
J.-E. & A. Amyot, Hull .....	49,508.84

5. Non.
6. Le gouvernement n'est pas partie au contrat intervenu entre la municipalité et les entrepreneurs.
7. 65 %.

**Pont**  
**Alonzo Wright**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien a coûté le pont Alonzo Wright, sur la rivière Gatineau, dans la municipalité de Hull-Est, comté de Hull?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?
3. Le contrat a-t-il été accordé au plus bas soumissionnaire?
4. Quels étaient les soumissionnaires et quel était le montant de leurs soumissions respectives?
5. La clause du salaire raisonnable a-t-elle été insérée dans le contrat?
6. Sinon, pourquoi?
7. Quelle est la proportion du coût payé par le gouvernement?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Les travaux ne sont pas entièrement complétés.
2. Oui, par la municipalité.
3. Oui.

4. Laflamme & Laflamme, Montréal ..	\$59,974.70
McLaughlin Bros, Ottawa .....	62,060.00
Arthur Leduc, Montréal .....	64,500.00
Genest & Cie, Hull .....	69,860.80

5. Non.
6. Le gouvernement n'est pas partie au contrat intervenu entre la municipalité et les entrepreneurs.
7. 70 %.

**Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 28 janvier, sur la motion

proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Le 4 mars 1921, l'ancien député de Brome (M. McMaster) faisait à la Chambre des communes un discours retentissant pour présenter un certain projet de loi. Le 23 janvier 1930, le nouveau député de Compton (l'honorable M. McMaster) prononçait à l'Assemblée législative le discours sur le budget, au nom du gouvernement actuel. Deux dates, deux attitudes, un changement entre deux discours! Celui, qui entendait le premier eut annoncé le second (sic), eût sans doute vu appliquer à la prédiction hasardeuse la définition de l'écrivain anglais cité par le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster): "La prophétie est la forme la plus inexplicable de la folie". Et pourtant, quel bon prophète il eût été!

Par là, d'ailleurs, se trouve opportunément confirmée la théorie de l'adaptation, exposée récemment dans cette enceinte avec une si haute éloquence; et les sciences exactes, bien que reconnaissantes au secrétaire de la province (l'honorable M. David) pour cette nouvelle contribution, lui en voudront cependant un peu de n'avoir pas, par modestie sans doute, rendu sa thèse irrésistible, en l'illustrant par le cas d'adaptation le mieux réussi, celui du trésorier de la province, après ceux de Fulton ou de Fulford, de Lindberg ou de Laimbert.

Il convient de féliciter le successeur de l'honorable Jacob Nicol pour certaines franchises qui sont, en elles-mêmes, une notable amélioration et qui constituent une approbation involontaire peut-être mais non équivoque, du programme préconisé en cette Chambre et dans toute la province par la loyale opposition de Sa Majesté.

L'honorable trésorier de la province a prononcé son premier discours du budget et vraisemblablement son dernier.

(Rires à droite)

**Des voix de l'opposition** murmurent.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Nous croyons à des élections après la session, et la victoire de l'opposition nous paraît vraisemblable.

Le discours du budget s'attarde sur le passé, s'arrête brièvement sur le présent et reprend sa marche vers l'avenir. Me permettra-t-on, M. l'Orateur, de poursuivre dans la même veine que l'honorable trésorier de la province? Ceci est son premier et peut-être bien son dernier pèlerinage financier.

L'honorable Jacob Nicol a été obligé de retourner à ses propres affaires pendant les dures années où il s'est échiné à jongler avec des chiffres, pour donner à des déficits l'apparence de surplus pendant que ses affaires personnelles, comme il l'a dit avec beaucoup de candeur dans le comté de Compton, continuaient à prendre de l'expansion jusqu'à demander tout son temps et son attention. Mais l'ancien trésorier n'a pas laissé la province tout à fait comme un orphelin abandonné, car il a fait encore un autre sacrifice et occupe à l'heure actuelle un siège à l'Assemblée législative. Espérons que cette nouvelle immolation sur l'autel du devoir public sera récompensée, même en ce monde, car ce n'est pas juste que ce soit toujours les mêmes intérêts personnels qui soient brûlés en offrande pour le bien de l'État.

Le retour sur le passé inspire au nouveau trésorier de la province des considérations plutôt mélancoliques, et son discours sur le budget n'est pas gonflé par l'enthousiasme de commande qui soufflait dans ceux de son prédécesseur. On n'entend plus le clair ruisseau du Parti libéral descendant précipitamment le flanc de la colline, continuant ensuite sa course paisible au milieu d'une riche vallée, répandant la vie, activant la végétation, apportant une prospérité générale et disant avec un doux murmure: "La course de l'homme a un terme mais la mienne n'en a pas". Non, M. l'Orateur, à entendre l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), on en conclut que le clair ruisseau du Parti libéral s'est tari ou qu'il a gelé et que, en tout cas, il n'apporte plus la prospérité générale.

Loin de moi l'idée de m'écarter du sens des propos du trésorier; je désire au contraire lui rendre pleine et entière justice. Mais si j'ai bien compris, je vois dans le discours du budget une critique voilée de la méthode Nicol et une condamnation discrète des pratiques comptables prisées jusqu'à présent, en tout honneur. Le nouveau trésorier de la province a voulu faire une critique discrète de la manière de son prédécesseur lorsqu'il a dit: "J'attirerai d'abord l'attention des membres de cette Chambre sur l'état qui se trouve à la page 22 des *Comptes publics* et qui est intitulé: *Passif direct et actif disponible de la province de Québec*. Je dois leur faire remarquer que la liste des biens qui composent l'actif est loin d'être complète et qu'elle devrait s'intituler, avec beaucoup plus d'exactitude: *Passif direct et certains biens de l'actif disponible de la province de Québec*. On n'a aucunement entrepris d'inclure, dans cette liste, tous les biens disponibles de la province. C'est ainsi que

certains des biens les plus précieux composant l'actif de notre province, nos réserves forestières et nos forces hydrauliques, par exemple, brillent par leur absence."

Il (M. Lafleur) commente le rapport dans la *Gazette*, estimant qu'il serait surprenant que le trésorier de la province laisse tomber cet état ou le modifie en ce qu'il a de trompeur.

Dans le tableau de l'actif et du passif, on ne fait pas entrer les forces hydrauliques et les forêts qui ont été aliénées. Pourquoi, si cette façon de déterminer le passif direct et l'actif disponible de la province de Québec n'est pas la bonne, le régime libéral l'emploie depuis 33 ans. Pourquoi ne s'est-on pas préoccupé de la changer et pourquoi a-t-on négligé de présenter la situation sous son vrai jour? Serait-ce parce que, pour déterminer la valeur de nos réserves forestières et de nos forces hydrauliques, il faudrait un inventaire national réclamé par l'opposition depuis de nombreuses années et refusé par le gouvernement? Serait-ce parce que le gouvernement craint cet inventaire national? Serait-ce parce qu'il ne veut pas avouer qu'il sacrifie chaque année notre patrimoine à ses faux surplus, et qu'il minimise de la même façon l'un de nos actifs les plus précieux?

Les trésoriers passés et présents n'ont pas eu et n'ont pas la bonne façon de déterminer le passif direct et l'actif disponible de la province de Québec. Tous les experts neutres s'accordent pour dire qu'au rythme où vont les choses à l'heure actuelle, les forêts de la province seront ruinées d'ici 20 à 25 ans. Vous savez que le gouvernement n'a pas lésiné, allant même tout récemment jusqu'à falsifier la *Gazette officielle*. Et voici les revenus qu'il a tirés des terres et forêts dans les dix dernières années en droits de coupe, amendes pour infractions aux règlements, intérêts accumulés, permis, etc.

1920 .....	\$3,088,587
1921 .....	3,567,188
1922 .....	4,004,432
1923 .....	3,643,408
1924 .....	4,277,004
1925 .....	4,853,231
1926 .....	6,061,855
1927 .....	6,601,146
1928 .....	6,803,496
1929 .....	6,523,530

Il n'en est pas moins vrai qu'en 10 ans, le gouvernement libéral a obtenu en revenus de nos forêts \$49,368,877, \$50,000,000 en chiffres ronds; ce

qui équivaut à dire qu'il a, en 10 ans, pris \$49,000,000 à même le capital pour les fins de ses recettes courantes et ses budgets annuels.

Comme le faisait si bien remarquer M. Joseph Dufresne, notre ancien collègue de Joliette, il a diminué d'autant l'actif de la province, et l'on comprend qu'il ne tienne pas à ce que cette perte graduelle de notre actif soit enregistrée officiellement. Et c'est réellement une diminution constante et alarmante de notre actif; car y a-t-il un homme sérieux pour oser prétendre que la politique ministérielle de reboisement nous redonnera un jour les \$50,000,000 que le gouvernement en 10 ans est allé chercher dans la forêt, en la concédant, en l'affermant, en la vendant, en l'aliénant, la sacrifiant et la ruinant pour cacher ses extravagances, pour équilibrer son budget, pour étaler un surplus illusoire? C'est la façon de compter du gouvernement. Dans ces conditions, il est facile de comprendre pourquoi le gouvernement n'a pas déclaré les vrais actifs de la province.

Que penseriez-vous, demandait un jour l'honorable député de Laval (M. Renaud), d'un cultivateur qui vendrait pour \$2,000 le trécarre de sa terre et qui dirait à son voisin: "Cette année ça va bien, j'ai un surplus de \$2,000."

Je voudrais savoir comment le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) en arrive à faire ses surplus? Il rendrait service à ses auditeurs de droite et de gauche en le disant.

Faisant allusion au commentaire du correspondant de *The Gazette* à propos du fait que le député de Compton (l'honorable M. McMaster) avait montré les recettes et les dépenses sur la base de cents dollars, afin que les députés puissent comprendre la situation, si, dit-il, je n'ai aucune objection à ce que le trésorier utilise des pourcentages pour expliquer les chiffres, je ne lui donne pas pour autant raison, puisque les députés, à tout le moins ceux de l'opposition, sont capables de comprendre les chiffres, qu'il s'agisse de centaines de milliers ou de millions, et ce qu'ils signifient, sauf lorsqu'il est question, bien sûr, de surplus gouvernementaux.

L'honorable trésorier de la province fait remarquer que le surplus de \$349,176 prévu par son prédécesseur pour 1928-1929, s'est élevé à \$4,011,795.62 et ceux qui connaissent le genre ministériel s'accordent à dire que le surplus, s'il a grimpé ainsi, c'est pour annoncer des élections à brève échéance, avant un autre discours sur le budget. Le gouvernement n'a enregistré de surplus remarquables qu'à la veille des élections, uniquement

pour fins électorales, pour endormir les électeurs en leur présentant une prospérité fictive. Depuis 1915, nous avons eu des élections provinciales avant la fin de l'année fiscale, alors que les surplus étaient plus gros. Ces insaisissables surplus diminuent après les élections. En parcourant la liste des surplus impalpables, M. l'Orateur, vous constaterez avec quelle habileté géniale les experts du gouvernement bâtissent des surplus d'élections. Voici ce qu'ils proclament:

	<i>Surplus</i>
1913-1914.....	\$ 376,008.80
1914-1915.....	887,410.03
1915-1916.....	211,894.69
1916-1917.....	533,440.61
1917-1918.....	2,134,558.28
1918-1919.....	295,221.02
1919-1920.....	951,910.50
1920-1921.....	1,230,433.05
1921-1922.....	5,033,419.45
1922-1923.....	1,444,365.71
1923-1924.....	1,303,440.17
1924-1925.....	734,136.57
1925-1926.....	520,146.75
1926-1927.....	1,846,294.12
1927-1928.....	1,986,557.70
1928-1929.....	4,011,795.62

Depuis 1913, nous avons eu des élections en mai 1916, en juin 1919, en février 1923 et en mai 1927. L'année fiscale se clôt le 30 juin. Donc aux élections de 1916, le dernier-né des surplus était celui de 1914-15, au montant magnifique de \$887,410.03. Dès l'année suivante, ce chiffre descendait à \$211,294.69, pour remonter d'un bond vertigineux à \$2,134,058.29 au 30 juin 1918, c'est-à-dire à la fin de l'exercice financier précédant les élections de 1919. Depuis, ce fut encore mieux; de \$295,221,082 qu'il était au 30 juin 1919, juste après les élections, l'insaisissable surplus a bondi en 1922, pour les élections de 1923, à \$5,033,419.45.

Pour les élections de 1927, le gouvernement a jonglé avec les surplus, mais en vertu d'un procédé nouveau. Avec ses tours et détours de comptabilité, il n'avait réussi qu'à offrir un surplus de \$1,520,146.75 quand le dernier surplus électoral en date dépassait les \$5,000,000. Je présente donc à la Chambre disait l'honorable Jacob Nicol, le 25 janvier 1927, le trentième budget du Parti libéral, accompagné d'un nouveau surplus et nous avons pu racheter, à même notre surplus, un million de piastres d'obligations de

cette province et rester avec une balance d'au-delà d'un million de dollars. Et maintenant, le surplus, de \$1,986,000 qu'il était en 1927-28, prend un subit essor en 1928-29, et il s'est perché plus haut de \$4,000,000. Je crois que c'est un oiseau annonceur d'élections.

Pour résumer toute l'histoire de ces surplus voltigeurs, M. l'Orateur, qu'il me soit permis de rappeler que des \$30,000,000 de surplus que réclame le gouvernement du Parti libéral depuis son avènement au pouvoir, il n'est pas possible en réalité d'en saisir au vol plus que \$4,000,000 ou \$5,000,000 qui, en ces trois dernières années, auraient été affectés au rachat d'une partie de nos obligations, tandis qu'Ontario a racheté, dans la même période, pour \$10,000,000 de ses obligations à même ses surplus qui sont moins considérables.

L'honorable trésorier de la province fait grand état de ce que la dette publique nette aurait diminué de \$2,076,390.34 en 1929, comparativement à 1928, et qu'il y aurait eu diminution de l'excédent du passif sur l'actif pour la même période. Je sou mets, M. l'Orateur, que cette simple comparaison entre deux années consécutives n'est pas des plus concluantes. Ainsi, même en prenant les chiffres du gouvernement, on trouve que la dette publique nette qui était de \$56,638,801.37 en 1924, se serait élevée à \$62,363,104.61 en 1925 pour retomber à \$56,826,557.85 en 1926, et monter à \$58,812,951.45 en 1927, puis à \$58,827,531.61 en 1928, pour s'abaisser, temporairement sans doute, à \$56,751,141.27 en 1929.

À vrai dire, M. l'Orateur, si l'on fait plutôt, et de façon plus concluante la comparaison de décade en décade, en prenant les chiffres officiels, on constate l'augmentation constante de la dette de la province, malgré les surplus. Elle était de \$25,000,000 en 1910, de \$39,000,000 en 1920 et de \$57,000,000 en 1929, soit une augmentation de \$18,000,000 pour chaque 10 ans, depuis 1910, en dépit des surplus que le gouvernement a toujours montrés.

Il est de mon devoir de signaler à l'honorable trésorier de la province, en même temps que l'augmentation de la dette de la province, l'augmentation de la dette des corporations municipales et scolaires, à cause de l'ingérence abusive du gouvernement dans les affaires de ces corporations.

Depuis 10 ans, le passif des corporations municipales et scolaires subit une progression constamment ascendante. De 1918 à 1928, le passif des corporations municipales a augmenté de

\$116,000,000. Le passif des corporations scolaires, pendant la même période, a augmenté de \$31,000,000. Ainsi, le passif des corporations municipales est passé de \$185,640,500 en 1918 à \$301,741,871 en 1927, soit une augmentation de \$116,101,371. Le passif des corporations scolaires est passé de \$35,467,669 en 1919 à \$66,953,266 en 1928, soit une augmentation de \$31,485,597 en 10 ans:

*Passif des corporations municipales:*

1918 .....	\$185,640,500
1919 .....	207,486,833
1920 .....	220,207,434
1921 .....	231,232,276
1922 .....	240,482,561
1923 .....	255,855,478
1924 .....	268,964,894
1925 .....	277,513,213
1926 .....	287,691,162
1927 .....	301,741,871

Augmentation de \$116,191,371

*Passif des corporations scolaires:*

1919 .....	\$35,467,669
1920 .....	40,296,428
1921 .....	42,638,543
1922 .....	45,821,001
1923 .....	53,337,966
1924 .....	56,554,884
1925 .....	57,485,043
1926 .....	57,674,015
1927 .....	64,238,167
1928 .....	66,963,266

Augmentation de \$31,484,597 en 10 ans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Qu'est-ce que nous avons à faire avec cela?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ce sont les architectes qui coûtent trop cher aux commissions scolaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
(Souriant) Laissez donc l'honorable député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) répondre.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** ...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
(Souriant) Je ne poserai plus de questions.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** En 10 ans, la dette provinciale municipale et scolaire a donc augmenté de plus de \$165,000,000. En d'autres termes et pour ne pas parler millions et employer plutôt le système de pourcentage préconisé par l'honorable trésorier de la province, la dette provinciale, municipale et scolaire est d'environ \$150 par tête dans la province de Québec.

Il n'est pas surprenant que, devant une pareille constatation, le trésorier de la province s'effraie et conseille l'économie. Devant pareille situation, il s'effraie, s'inquiète et il lance le cri d'alarme. À droite et à gauche, il distribue et multiplie de solennels avertissements, qui, dans mon humble opinion, devraient profiter à certains ministres directeurs, s'ils ne les visent pas directement.

Pour conjurer le mal et faire que, par la présente, l'avenir soit préférable au passé et le rachète, il requiert les services de la prudence et il mobilise toutes les ressources de l'économie. C'est là, M. l'Orateur, la troisième partie du discours sur le budget.

En estimant le revenu ordinaire pour l'année fiscale 1930-31 à \$36,117,950.70, l'honorable trésorier de la province fait remarquer que ce chiffre est de beaucoup le plus élevé qu'aucun trésorier de cette province ait jamais jusqu'à ce jour espéré obtenir; que c'est une augmentation d'au-delà de \$6,000,000 au-dessus du montant prévu par son prédécesseur pour l'année 1929-30; qu'il a cru bien agir en prenant cette responsabilité, qu'il doit l'accompagner d'un avertissement aux citoyens et d'un appel à la prudence et qu'en tous cas, les demandes au trésorier de la province devront se limiter à ce chiffre, ou, en d'autres termes, les dépenses pour l'année fiscale 1930-31 ne devront pas dépasser \$35,230,293.12<sup>1</sup>.

Pourquoi tous ces procédés et ces précautions oratoires? L'honorable trésorier de la province veut-il condamner l'ancien système qui consistait à dépenser chaque année, par mandats spéciaux ou autrement, des centaines de milles piastres - que dis-je? Veut-il mettre le holà aux exigences de ministres, députés, d'organismes ou d'entrepreneurs? Ou veut-il tout simplement obtenir meilleur accueil de cette Chambre pour son extraordinaire budget de \$35,230,293.12?

Il est certain que l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) n'a pas été sans être frappé de la marge millionnaire qui existe chaque année entre les dépenses prévues et les sommes réellement dépensées. Les dépenses ordinaires et extraordinaires prévues ont été excédées de \$4,860,991.79 en

1922-23, de \$4,133,855.33 en 1923-24, de \$4,615,272.83 en 1924-25, de \$6,134,468.27 en 1925-26, et de \$5,964,946.74 en 1926-27. L'honorable trésorier de la province trouve-t-il que les anciennes prévisions ne sont pas au point et se propose-t-il d'y remédier? Quoi qu'il en soit, il prévoit que, pour l'année 1930-31, les dépenses seront de \$35,230,293.12, et il avertit les solliciteurs qu'au pis aller, elles ne devront pas dépasser \$36,117,950.70. Je vois dans ces paroles la condamnation des actes du gouvernement. Avis donc, aux solliciteurs et aux entrepreneurs trop entreprenants, qu'ils opèrent en agriculture ou en voirie, ou qu'ils soient spécialisés en palais de justice ou autres constructions perpétuelles!

M. l'Orateur, les paroles que je vais maintenant citer textuellement de l'honorable trésorier de la province constituent, à mon sens, la condamnation la plus cinglante des prétentions émises et des tactiques suivies par le gouvernement, comme elles sont la justification la plus éclatante de la politique réclamée et des luttes livrées, dans cette Chambre par la loyale opposition de Sa Majesté.

M. l'Orateur, je sais que comme moi, vous avez été singulièrement frappé par ce passage mystique et mi-pratique du discours sur le budget: "Le revenu n'est pas comme la grâce, il ne tombe pas du ciel comme une pluie bienfaisante, mais il découle de l'imposition des taxes. Personne n'aime à être taxé et la taxation n'est tolérable que quand l'argent ainsi réalisé est employé d'une manière intelligente et avec soin, dans l'intérêt public. La grande majorité du peuple possède des moyens très limités. L'an dernier, environ 6½ % seulement des chefs de familles, en Canada, ont payé la taxe sur le revenu.

"De quelque manière qu'elles soient prélevées, le fardeau des taxes tend à tomber et à peser sur les épaules de la masse du peuple. Même les taxes directes - comme celle que nous avons dans cette province - lorsque les hommes d'affaires les paient, entrent dans les frais d'exploitation et leur répercussion se fait sentir dans les prix exigés pour les marchandises."Quelle série d'aveux foudroyants! Quelles confessions *ante mortem*! Quelle pierre de David dans le front de Goliath ou quel pavé de l'ours sur la tête du maître!

Ainsi, l'honorable trésorier de la province a admis que les \$40,000,000 de revenus que le gouvernement s'est faits en 1928-29, ce sont des taxes. Quel aveu foudroyant! Ainsi, ces \$40,000,000 de taxes, ce n'est pas uniquement les riches qui les ont payées, mais ils ont tombé et ils ont pesé sur les

épaules de la masse du peuple? Même les taxes directes payées par les hommes d'affaires se font sentir sur chacun des consommateurs? Ainsi, les cultivateurs et les ouvriers sont taxés. M. l'Orateur, je constate avec satisfaction que l'honorable trésorier de la province a bonne mémoire des paroles prononcées par l'honorable chef de l'opposition dans Compton, puisqu'il s'en inspire et même qu'il les incorpore presque dans son discours sur le budget.

"Je vous défie de trouver le mot taxe dans mon discours", disait à l'un de ses collègues un ex-trésorier provincial, alors que, serviette sous le bras, il se hâtait vers cette Chambre pour imposer une nouvelle taxe. Du moins, le nouveau trésorier de la province, lui, il appelle les choses par leur nom! Les nouvelles taxes que le gouvernement a imposées, il les déguisait en les appelant droits, honoraires, revenus, intérêts, contributions, etc. En réalité, ce sont des taxes sur les mines, des taxes sur la chasse, des taxes sur la pêche, des taxes sur la colonisation, des taxes sur les chambres, des taxes sur les repas, des taxes sur les ingénieurs stationnaires, des taxes sur les primes, des taxes sur les assurances, même les assurances de paroisses, des taxes sur les compagnies de fidéicommissaires, des taxes sur les liqueurs, des taxes sur la gazoline, et il a dû poursuivre 300 municipalités pour se les faire payer. Toutes ces taxes imposées par le gouvernement libéral et masquées sous toutes sortes de déguisements, ce sont des taxes déclare le successeur de l'honorable Jacob Nicol.

Puisque l'honorable trésorier de la province semble bien disposé, nous allons régler cette question de taxes. L'honorable premier ministre s'essaie quelquefois à prouver que son gouvernement a diminué les taxes et qu'il en a même abolies. Voulant répondre à l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) au sujet de l'augmentation des taxes de 150 %, il déclarait dans un contre-manifeste: "Non seulement n'avons-nous pas augmenté les taxes, mais nous les avons diminuées".

Pour prouver cette diminution, l'honorable premier ministre se vante que son gouvernement a baissé les droits de coupe, diminué de 50 % les droits sur l'amiante, aboli la royauté sur le poisson, réduit de moitié les droits de succession sur les legs aux hôpitaux, abrogé les droits imposés aux beurreries et fromageries pour fins d'inspection, réduit de 50 % le coût des permis d'automobiles pour les voitures légères, abandonné aux municipalités les revenus sur les camions, et pris à sa charge l'entretien des grandes routes.

Mais ces taxes, sans en excepter une seule, qui les avaient imposées? Le gouvernement libéral! Les droits de coupe légèrement, très légèrement abaissés en 1921, en 1922, et en 1923, avaient été imposés par divers arrêtés en conseil du gouvernement libéral à partir du 13 juin 1918. *Journaux de l'Assemblée législative*, 1925, page 103. D'après une réponse faite à l'ancien député de Joliette<sup>2</sup>, les droits sur l'amiante ont été imposés le 1<sup>er</sup> mai 1917. Ils étaient à leur origine de 2 %. Le 1<sup>er</sup> juin 1918, ils furent majorés à 3½ % pour passer à 5 % le 15 mars 1920 et revenir à 2½ %; ils ont donc augmenté et n'ont pas diminué comme le prétend l'honorable premier ministre. *Journaux de l'Assemblée législative*, 1925, page 40.

La royauté sur le poisson a été abolie le 9 juillet 1921. Mais qui l'avait imposée? Le gouvernement libéral, le 25 novembre 1919. Comme elle ne donnait pas les revenus que le gouvernement en espérait et qu'elle n'a rapporté que \$5,297 en 1919-20 et \$4,356 en 1920-21, le gouvernement l'a abolie pour se donner un plaisir tout à fait inconnu pour lui jusqu'alors: l'abolition d'une taxe. Mais on peut être convaincu que, si elle avait fourni un fort rendement, le ministère de la taxe n'aurait jamais aboli la royauté sur le poisson. *Journaux de l'Assemblée législative*, 1925, page 40.

"Nous avons abrogé les droits imposés aux beurreries pour fin d'inspection", s'écrie le premier ministre. Mais cette taxe abolie le 29 décembre 1922 devant les représentations réitérées de l'opposition et de la classe agricole, qui l'avait imposée? Le gouvernement libéral, le 5 mars 1915.

Dans un trop bref article écrit pour le bilan commercial et financier de 1920, publié dans *The Gazette*, l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) disait que c'était son désir de diriger les affaires financières du Québec, de façon à ajuster la fiscalité pour placer le fardeau sur les épaules qui sont les plus capables de le porter. Lorsqu'il procédera à ces ajustements, je lui demanderai de lire à nouveau ce passage tiré d'un discours du premier ministre.

Comparons les taxes payées par les grandes entreprises en Ontario et au Québec (statistiques officielles de 1923):

	Ontario	Québec
Cie commerciales .....	\$4,676,458	\$2,213,232
Banques .....	566,502	183,310
Automobiles.....	4,296,600	2,217,578
Successions.....	3,858,260	2,620,336

Attardons-nous à quelques détails.

	<i>Ontario</i>	<i>Québec</i>
Canadian Pacific .....	\$ 282,585	\$ 28,172
Bell Telephone .....	55,000	26,818
Can. National Express.	53,200	2,000
Dominion Express.....	32,000	2,000
Bank of Montreal .....	105,608	34,130
Imperial Bank.....	35,900	4,600
Can. Bank of Com.....	63,707	18,670
Royal Bank.....	84,207	26,320
Banque d'Hochelaga ...	12,097	17,900
Molsons Bank .....	23,406	7,400
Bank of Nova Scotia ...	55,073	10,910
Bank of Toronto .....	28,260	6,220
Race Tracks.....	2,490,000	450,000

Les taxes, avance l'honorable trésorier de la province dans un élan de confiance, sont justifiées seulement lorsqu'elles servent à maintenir les principaux services gouvernementaux. Que devons-nous alors penser du gouvernement qui taxe et surtaxe pour aider ses amis et accumuler des surplus? Puis-je souligner que l'Ontario réduit ses taxes à mesure que ses surplus augmentent, et que M. Ferguson, le premier ministre de l'Ontario, projette de réduire le tarif imposé aux cultivateurs pour l'éclairage électrique de \$4.55 par mois à \$2.50, dans le cas d'une ferme de 100 acres, et de réduire considérablement le coût des permis de circulation?

Dans le secteur privé, selon l'honorable trésorier, une gestion imprudente et extravagante entraîne son propre châtement, et l'entreprise cesse ses activités. Ce phénomène n'opère pas dans le secteur public, toujours selon lui. Financées par les taxes, les activités du gouvernement peuvent perdurer malgré une gestion imprudente et frivole. M. l'Orateur, je félicite l'honorable trésorier de la province d'avoir trouvé cette formule. En dépit de son imprudence et de sa stupidité, le gouvernement s'est maintenu au pouvoir pendant 33 ans grâce aux taxes.

Voilà à quoi tiennent les vantardises ministérielles! Il est vrai que le prix des permis d'automobiles pour voitures légères a été diminué, mais, de ce remaniement, le ministre tire encore plus de revenus des contribuables. Le gouvernement a pris les grandes routes à sa charge, mais pourquoi ne l'a-t-il pas fait plutôt? Pourquoi n'a-t-il pas adopté dès le début le programme de classification des routes préconisé par l'opposition dès le début? À cause de l'incurie du gouvernement, le problème de la voirie est l'un des plus épineux de notre province.

On l'a dit et répété, ce sont les bons chemins tels que faits par le gouvernement qui ont conduit des milliers et des milliers de nos concitoyens à la frontière américaine.

Le problème de la voirie semble préoccuper considérablement le nouveau trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), et il se permet d'adresser un mot d'avertissement à tous ceux qui feraient avec trop d'insistance des demandes au Trésor, à cette fin. "Les chemins, dit-il, sont des moyens d'atteindre une fin et non pas une fin eux-mêmes".

Malheureusement, le gouvernement a considéré les chemins comme un moyen et non comme une fin. Il a préféré les touristes qui bénéficiaient des bonnes routes aux cultivateurs qui se saignaient pour les construire. M. l'Orateur, si le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est réellement un sauveur annoncé par un Jean-Baptiste criant dans le désert, pourquoi n'a-t-il pas commencé par sauver l'agriculture au lieu de la ruiner avec sa politique de voirie et de travailler d'abord au salut des entrepreneurs de chemins?

M. l'Orateur, j'aurais plusieurs suggestions à faire. Je les laisse à mes collègues qui prendront part à ce débat. Cependant, après l'honorable chef de l'opposition, je demande à l'honorable trésorier de la province d'employer toute son influence à faire cesser l'abus intolérable des mandats spéciaux, qui en 1928-29 se sont élevés à \$1,218,113.61. Sa vigilance sur ce rapport contribuerait à tenir les dépenses d'administration dans le cercle tracé par les prévisions budgétaires.

En terminant, je rappellerai le grand événement historique dont la ville de Québec a été le témoin en juillet dernier. Fidèle à sa parole, contrairement à d'autres, l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) donnait, au lendemain des élections de 1927, sa démission comme chef du Parti conservateur de la province de Québec. Sa décision était irrévocablement prise et il ne voulut, pour aucune considération, la modifier. Le comité, qu'il avait lui-même formé, appela une convention, qui fut la plus complète, la plus représentative, la plus unanime, la plus grandiose dont les annales d'un parti puisse faire mention.

M. l'Orateur, je profite de l'opportunité qui m'est offerte de dire à l'honorable député des Deux-Montagnes combien nous apprécions la direction sûre qu'il a su donner au grand parti dont nous nous réclamons, les idées qu'il a semées et le bien qu'il a fait et qu'il continue de faire à sa province et à ses concitoyens. Le Parti libéral se plaît à reconnaître maintenant son œuvre et ses mérites, trop

tardivement cependant, et il est à regretter que le gouvernement, par ses procédés que je ne qualifierai pas, lui ait rendu la tâche si ingrate.

À ces grandes assises où chacun des 85 comtés de la province étaient largement représentés, le programme conservateur fut révisé et adapté aux besoins actuels. Si vous le permettez, M. l'Orateur, je citerai pour la gouverne de l'honorable trésorier de la province quelques points qu'il aurait pu inclure dans son discours du budget: le contrôle des fonds publics par l'Assemblée législative et non le ministre; la fin de l'abus des mandats spéciaux; la vente du vin comme de la bière par les épiciers; la remise aux municipalités d'une partie des revenus provenant de la taxe sur l'essence et des permis de circulation; les demi-permis et les permis d'été pour les cultivateurs et les travailleurs qui en ont besoin pour leurs véhicules; la réduction des droits de péage sur les ponts de la province jusqu'à l'abolition de ces droits; la fin de l'abus de l'intervention de la Législature dans les affaires municipales; le contrôle des subventions municipales et scolaires par les commissions et conseils appropriés; une enquête approfondie sur l'application de la loi des liqueurs alcooliques, afin de mettre fin aux nombreux abus.

C'est pendant ce congrès que nous avons unanimement choisi notre nouveau chef, dans une atmosphère d'enthousiasme indescriptible, un jeune homme de quarante ans, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), déjà la cible de toutes les insultes possibles de la part du parti adverse, qui lui a reproché jusqu'à ses modestes origines et sa noble pauvreté.

M. l'Orateur, on ne peut être indifférent au député de Montréal-Sainte-Marie. On est avec lui ou on ne l'est pas, et non sans orgueil légitime, l'immense majorité de ceux qui ont le privilège de connaître le chef de l'opposition de Sa Majesté lui sont entièrement dévoués.

Depuis qu'il est devenu premier magistrat de la métropole du Canada, il a fait honneur à sa ville, à sa race, à sa province et à tous ses concitoyens, toutes races confondues. Le Parti libéral a reconnu lui-même la valeur du petit gars de Sainte-Marie.

Quel autre homme public de cette province a attiré, en si peu de temps, tant d'attention de la part des autres provinces? Je suis certain que l'honorable ministre de l'Agriculture, qui, par amour pour les siens, et pour ne pas servir les haines des francophobes, prétend qu'il n'insulte jamais un homme public canadien-français, m'en voudrait sans doute si je ne citais pas au moins cette opinion d'une importante revue de Toronto sur le nouveau chef de l'opposition:

"Par une journée d'automne il y a sept ans, dans l'est de Montréal, un politicien sans importance, debout près d'une fenêtre dans une pièce banale, regardait les gouttes de pluie se faire la course le long des carreaux en se demandant qui il pourrait trouver pour faire le travail courant d'un club politique qu'il était en train de former. Les élections approchaient et toute élection à Montréal fait éclore une multitude de clubs politiques qui fanent et meurent aussitôt l'élection terminée.

"Ce club-ci allait s'épanouir dès qu'on aurait trouvé une personne disposée et apte à remplir la tâche de secrétaire du club. L'horticulteur politique qui avait forcé le jeune plant à former ses bourgeons était momentanément dans l'embarras. Les hommes qu'il connaissait, qui étaient disposés, n'étaient pas aptes; ceux qui étaient aptes n'étaient pas disposés. Être secrétaire d'un club politique temporaire est une tâche exigeante, fastidieuse et ingrate, à moins que l'on considère la tape dans le dos d'un candidat élu ou les grognements d'un candidat défait comme une récompense.

"Un aide-horticulteur s'avança: "Pourquoi ne pas demander au jeune Houde?"

"Houde? Mais qui est ce Houde?"

"Houde, vous savez, celui de la banque. Il doit savoir comment tenir des affaires en main. C'est ce que vous voulez, non?"

"Celui de la banque ... Il ne s'intéresse pas à la politique et il n'y connaît rien de toute façon.

"Tant mieux!"

"L'horticulteur en chef songea à cette proposition quelques instants et acquiesça: "Vous avez peut-être raison." Alors le jeune Camillien Houde, du haut de ses 32 ans, récemment promu directeur d'une succursale de la banque d'Hochelaga, est devenu secrétaire d'un club politique. Une demi-heure avant d'accepter le poste, il ne connaissait même pas l'existence du club.

"C'était en 1922. Le mercredi 10 juillet 1929, dans le faste de la salle de bal du Château Frontenac, une foule agitée, bruyante et émue de plus de mille Québécois acclamait l'élection unanime au premier tour de scrutin de Camillien Houde, maire de Montréal et député de Montréal-Sainte-Marie, comme chef du Parti conservateur de la province de Québec.

"Quand se présentera l'occasion propice, Camillien Houde ira vite et loin, car il est, sans aucun doute, la figure politique la plus en vue de sa génération dans la province de Québec. Il dévore l'histoire, ancienne et contemporaine, les biographies et les revues. Les romans l'intéressent peu et il aime

surtout lire entre 1 heure et 3 heures du matin, car il ne peut disposer d'autres loisirs. Il demeure dans un logis au second étage 1804 rue Logan, dans l'est, où manquent les lampadaires qui ornent habituellement la résidence du maire. Car, explique-t-il, je ne suis qu'un locataire et puis déménager un jour ou l'autre. Il a refusé l'offre d'une propriété, après son élection comme maire, et il a refusé le cadeau d'une auto offerte par ses électeurs. Et il vous dira en parlant de cet incident: "Jusqu'ici je n'ai pu accomplir grand-chose pour la population, qui a tout fait pour moi. Mais un jour viendra où je ferai quelque chose".

M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition fera beaucoup pour le peuple, il fera beaucoup pour sa province quand, après les prochaines élections, il sera appelé par l'immense majorité à en diriger les destinées.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** prend la parole en disant qu'il s'acquittera de ses nouvelles tâches avec humilité et que, tout en étant conscient de ses faiblesses, il est animé par un sens du dévouement et par un désir de donner ce qu'il a de mieux pour l'intérêt de la province.

Il y a si longtemps, au-delà de six ans, déclare-t-il, que je n'ai parlé dans cette Chambre, M. l'Orateur. Vous comprendrez et concevrez facilement que je suis quelque peu désorienté et que je ressens une vive émotion. Je suis profondément ému en prenant la parole aujourd'hui.

Il félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône, le député de L'Islet (M. Godbout) et le député de Pontiac (M. McDonald).

J'aurais voulu me contenter de vous féliciter d'avoir été élevé au poste de confiance que vous occupez. C'est un grand honneur que d'être élu président de cette Chambre, et je ne vous cache pas que je crois avoir passé, à votre fauteuil, les deux plus belles années de ma carrière politique en ces années où j'ai eu l'honneur de présider aux délibérations de cette Chambre. Vous saurez remplir votre tâche avec le décorum et la dignité nécessaires, tout en étant généreux pour les nouveaux députés et ceux qui n'ont pas l'habitude de prendre la parole, en leur donnant plus de latitude. J'espère que vous saurez faire preuve de justice et d'impartialité pour les deux côtés de la Chambre.

Depuis que j'ai été appelé à prendre le portefeuille de la Colonisation et des Pêcheries, j'ai senti un plus lourd fardeau sur mes épaules. On me permettra de saisir cette première occasion pour

remercier, au nom de mes électeurs et au mien, l'honorable premier ministre de la confiance qu'il m'a témoignée en m'appelant à ce poste dans son cabinet. Je remercie aussi mes collègues et les membres de la députation du bon accueil qu'ils m'ont fait. Je leur exprime ma gratitude de m'avoir si généreusement aidé dans ma tâche. Si au cours de mon administration comme ministre de la Colonisation, les talents et la compétence me font défaut, les membres de la députation et mes électeurs peuvent être assurés de trouver chez moi la loyauté et un entier dévouement à les servir au mieux de leurs intérêts.

Parmi mes collègues du cabinet, je n'en mentionnerai qu'un seul. Je veux citer le nom de celui auquel j'ai succédé, le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), et que je n'ai pas la présomption de remplacer, car vous savez, M. l'Orateur, qu'il a dirigé et présidé pendant 10 ans avec tant de talents et de maîtrise le département.

On dit que les *Comptes publics*, comme tous les chiffres, sont difficiles à comprendre. Je suis plutôt d'avis que nous devons à l'honorable trésorier de la province une fière chandelle pour la façon claire dont il a présenté les choses.

Nous avons beaucoup entendu parler d'impôts, mais il reste qu'il y a eu des réductions, comme dans le cas des droits sur l'amiante, par exemple.

L'honorable député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) qui m'a précédé prétend que les *Comptes publics* sont très difficiles à comprendre. J'ai entendu son discours et je suis convaincu que tout le monde s'accordera avec moi pour dire que son discours est encore plus difficile à comprendre.

Il a dit que le gouvernement se maintient au pouvoir depuis 30, 33 ans, par des taxes. Il nous a dit que nous avions des surplus pour plaire au peuple en temps d'élections. Je dois lui répondre que nous allons continuer le même système. C'est en imposant des taxes qu'un gouvernement se maintient au pouvoir. Nous allons continuer cette sage politique de bonnes finances, afin de garder encore longtemps le pouvoir. Le gouvernement n'abandonnera pas cette ligne de conduite. Nous avons fait un tiers de bail emphytéotique que le peuple nous a donné et nous le continuerons pour le plus grand bien de notre province et de sa population.

(Applaudissements à droite)

Le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) a insisté sur ce qu'il voit comme étant les torts du gouvernement, mais il a entièrement négligé de nous accorder le mérite pour nos bons coups. Le député de

Montréal-Verdun (M. Lafleur) a oublié de mentionner ce que nous avons fait. Il y plusieurs réussites du gouvernement dont il n'a pas parlé. Il a oublié de dire que, grâce à l'économie dans les dépenses, à la vigilance dans l'administration, le gouvernement a donné à l'instruction publique la place qu'elle est en droit d'attendre dans notre province.

Il a même oublié de parler des bonnes œuvres nombreuses et bienfaisantes, telles que la construction de ponts, l'entretien des routes, la passation de lois ouvrières, en outre de nombreux bienfaits du gouvernement accomplis dans tous les domaines. Je pourrais vous entretenir longtemps si je vous parlais des bienfaits dont cette administration a fait bénéficier la province. Les orateurs plus éloquents que moi l'ont fait déjà, du reste, et il me tarde de vous parler de colonisation.

Il (l'honorable M. Laferté) fait une revue des activités de son département et cite un auteur disant que le genre humain doit son bonheur à la colonisation. Le gouvernement, poursuit-il, a bien compris ce rôle. Il a encouragé l'expansion de la colonisation dans les parties les plus éloignées de cette province. Pour ce qui est de s'occuper directement des gens, si la colonisation est aussi importante qu'on nous l'a dit, et s'il est vrai que notre avenir ici au Québec dépend de notre capacité de garder nos gens sur nos terres agricoles, alors nous pouvons être fiers de dire que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour encourager la colonisation.

La terre est source de vie. La vie rurale telle qu'organisée chez nous est saine et notre peuple agricole est une force pour notre province. C'est le peuple agricole qui nous permettra de conserver nos positions et même de les améliorer. Nous devons donc lui consacrer le meilleur de nos ressources. Pour ma part, dès mon assermentation comme ministre de la Colonisation, j'ai essayé de concentrer et de faire converger tous mes efforts vers l'amélioration du sort des colons et des pêcheurs.

J'ai l'intention de marcher sur les traces de mes prédécesseurs et de continuer à faire ce qui est humainement possible pour encourager la colonisation. Ainsi que le disait le grand disparu, Sir Wilfrid Laurier, il y a toujours place pour l'amélioration de notre nature et l'accès d'un plus grand nombre à une vie plus facile. Mais comme on dit au palais, ce sont là des questions non contentieuses. C'est en réalisant l'importance que doit avoir l'agriculture au Québec que la province a pu conserver sa place dans la nouvelle ère qui s'est amorcée.

On a fait de l'excellent travail pour ce qui est d'encourager les colons, particulièrement dans le comté de Rimouski, où l'évêque a collaboré avec le gouvernement pour prendre en main la surpopulation des paroisses plus anciennes et établir les gens sur de bonnes terres agricoles, dans les régions dédiées à la colonisation.

Je suis allé visiter plusieurs régions, afin de m'enquérir de leurs besoins et de remédier à tous les maux dont souffraient les colons et les pêcheurs. Je puis dire à cette Chambre que j'ai constaté chez nos colons le bien-être et la satisfaction. S'il y eut quelque malaise à certain moment, dans l'ensemble, les colons sont satisfaits de leur sort et apprécient les efforts constants que le gouvernement a faits pour améliorer leurs conditions de vie et pour les aider. Ils se rendent compte de ce que nous faisons pour eux!

Nous avons donné aux colons, l'an dernier, en primes de défrichement, de labour et d'abatis, une somme de \$206,865<sup>3</sup>. Dans un cas, les primes de défrichement ont fait rapporter 6,000 minots de blé de plus. Lorsque le crédit aux banques ou l'argent leur faisait défaut, nous leur avons donné pour \$37,800 de graines de semence<sup>4</sup> par le biais des missionnaires-colonisateurs. Dans des régions qui ont été éprouvées par des pluies abondantes, nous avons donné aux colons pour le drainage de leurs lots plusieurs milliers de dollars. Nous nous sommes entendus avec l'Agriculture et des octrois ont été accordés aux colons pour l'égouttement de leurs terres, et nous augmenterons ces octrois.

Nous avons fait plus. Pour encourager nos vaillants défricheurs à demeurer sur leurs terres, alors que plusieurs étaient tentés de nous quitter pour aller à l'étranger, nous avons créé un fonds spécial que nous n'avons pas confié à la politique. Nous l'avons confié à des prêtres, des missionnaires-colonisateurs. Ceux-ci ont distribué ce fonds, avec le résultat que plusieurs de ceux qui voulaient nous quitter sont restés attachés au sol natal et sont demeurés sur leurs terres.

(Applaudissements)

Nous avons aidé l'industrie laitière dans l'Abitibi. Après une visite dans cette région en septembre dernier<sup>5</sup>, nous avons constaté qu'on avait besoin de vaches laitières pour introduire dans cette région l'industrie laitière. À la suite d'une entente avec le ministre de l'Agriculture, le gouvernement a payé le tiers du coût de 300 vaches laitières qui ont été envoyées dans cette région.

En 1927, l'ancien ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) avait établi une prime pour l'abattage des ours dans certaines régions. On se

rappelle qu'alors le montant payé pour cette prime fut très élevé et l'on décida de suspendre cette prime, parce que des gens allaient chasser les ours à 50 milles dans les bois, alors que l'objet de la prime était de protéger les établissements agricoles contre les ours. L'ancien trésorier (M. Nicol) l'avait fait abolir sous prétexte que les ours ne mangeaient pas seulement les moutons, mais son budget.

(Rires)

Mais, cette année, nous avons rétabli cette prime, avec des conditions nouvelles. Les municipalités sont appelées à payer \$1 par tête sur cette prime de \$15<sup>6</sup>. Les ministères de l'Agriculture et de la Colonisation ont travaillé ensemble sur ce dossier pour que la prime ne soit payée que sur les bêtes abattues en secteur agricole. Nous avons limité à cinq milles des endroits habités la limite où les ours peuvent être tués. En vertu des règlements actuels, un homme qui réclame la prime doit se présenter devant une autorité de sa paroisse, déclarer où il a tué l'animal et prouver qu'il l'a tué dans les régions visées. Les élevages de moutons ont ainsi été adéquatement protégés et, en même temps, aucuns fonds publics n'ont été versés pour des ours tués là où ils ne présentaient aucun danger pour les établissements agricoles. De cette façon, nous avons payé cette année \$4,320 pour cette prime et c'est bien notre intention de continuer.

Les colons mènent une vie difficile et ils méritent bien le soutien vigoureux que le gouvernement leur accorde.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est un beau commencement...

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** (Souriant) Il y a un commencement partout. Nous allons continuer cette politique et nos efforts pour aider aux colons.

Je remercie l'opposition de n'avoir pas été trop sévère pour mon département, depuis le commencement de la session. Les membres de l'opposition ont peu parlé de la colonisation. Je sais, cependant, qu'en dehors de la Chambre du Parlement, on a critiqué le ministère de la Colonisation. Dans les campagnes électorales, les adversaires du gouvernement ont affirmé que la colonisation se mourrait, qu'elle était finie dans notre province. Ils ont dit que les colons étaient indigents. S'ils faisaient un examen sérieux et non biaisé des conditions de vie des colons, ils auraient tôt fait de voir que toute prétention en ce sens est erronée.

C'est une erreur profonde. La politique n'est aucunement mêlée à la colonisation, et même les

fonds spéciaux requis pour aider les colons et les encourager à persévérer sont confiés à des prêtres-missionnaires, et on a beaucoup fait pour éviter que les colons abandonnent leurs concessions. La colonisation avance à grands pas. Prenons l'exemple de l'Abitibi. Depuis 1913, cette région a marché à pas de géant. En 1913, il n'y avait que quelques centaines d'habitants dans cette région, soit 324 personnes<sup>7</sup>. En 1930, il y a 20 paroisses parfaitement organisées au point de vue paroissial et municipal, et il y a une population de près de 23,000 âmes. Dans la région de l'Abitibi notamment, toutes les terres le long de la voie ferrée ont été ouvertes et les colons prospèrent. Les missionnaires-colonisateurs font de l'excellent travail pour ce qui est d'informer et d'aider les colons éventuels.

La population du Témiscamingue connaît pareil accroissement. Un bon et brave curé d'une paroisse de colonisation au Témiscamingue, M. l'abbé Jobin, est venu me trouver pour me dire, lors d'une visite dans cette région, tout récemment, que, durant cette année, 20 colons sont venus s'établir dans la toute petite paroisse qu'il possède, la plus éloignée du Témiscamingue.

Un de nos publicistes, M. Hormidas Magnan disait dans un rapport: "En 1897, il y avait dans notre province 10 diocèses, un vicariat apostolique et une préfecture apostolique. Il y avait 878 paroisses. Il y a maintenant 15 diocèses, un vicariat apostolique et 1,305 paroisses. En 30 années, 425 paroisses nouvelles ont été fondées dans la province dont les quatre-cinquièmes dans des centres de colonisation." La colonisation est toujours bien vivante dans notre province, malgré les inondations des dernières années qui ont causé des dommages considérables chez les cultivateurs.

(Applaudissements)

M. l'abbé Jean Bergeron, missionnaire-colonisateur, écrivait, le 17 octobre dernier, que la colonisation est bien vivante, malgré les mauvaises récoltes de ces dernières années. Au Lac-Saint-Jean, 60 familles nouvelles se sont établies et les terriens sont plus nombreux et plus enracinés au sol.

Le surintendant des ventes de terres disait, le 5 septembre dernier, que, par suite de la prime de labour, la culture des lots de colonisation est plus intensive que le défrichement. Le nombre de ceux qui résident sur leurs lots a aussi augmenté grâce à la prime de résidence.

Il (l'honorable M. Laferté) cite les avantages des primes de défrichements et des cours spéciaux, et parle des avantages des distributions gratuites de graines de semence. Le 21 octobre 1929, poursuit-il,

un autre missionnaire m'a écrit pour me déclarer que la distribution des graines de semence a offert un avantage plus généreux que jamais aux colons de l'Abitibi. Une somme de \$14,000 leur a été donnée en graines de semence. Il me disait que, dans sa région, on avait récolté 6,000 minots de blé de plus que l'année dernière à cause de ce système.

Le Témiscouata et Rimouski n'accusent aucun retard sur les régions plus au nord et on y fait des progrès rapides et efficaces. Les missionnaires-colonisateurs de l'Abitibi, Rimouski et Témiscouata constatent qu'il y a eu de grands développements. M. l'abbé Sirois, missionnaire-colonisateur, de Rimouski, écrit que: "La colonisation s'est développée presque normalement depuis 25 ans; il s'est formé une paroisse au moins par année."

Notre agent d'immigration écrit que, cette année, 1,758 personnes se sont dirigées vers les terres neuves, après avoir pris des renseignements à son bureau. Bref, la politique de colonisation du gouvernement a été un succès. La colonisation est plus florissante que jamais.

En juin dernier, j'ai assisté, en compagnie de l'honorable député d'Arthabaska (M. Perrault), au congrès de colonisation organisé par S. G. Mgr Courchesne et tenu à Rimouski. Le congrès de colonisation tenu à Rimouski a été un succès. On a apprécié le travail du gouvernement. Depuis ce temps, les cultivateurs ont progressé davantage. Un mois plus tard, on tenait à Québec une convention conservatrice.

Je constate que cette convention s'est occupée de mon département. Elle a adopté deux résolutions. La première dit que l'ouverture des terres nouvelles devrait être limitée aux besoins de l'expansion agricole en général. C'est à dire qu'aucun nouveau centre de colonisation ne doit être ouvert avant que les cadres des colonies existantes ne soient remplis.

Cette convention conservatrice suivait de cinq ou six semaines le congrès de colonisation tenu à Rimouski, où des prêtres et des colons avaient adopté à l'unanimité une résolution semblable. C'est exactement le sens de cette résolution que nous avons adoptée lors de notre congrès de Rimouski. Seule la phraséologie est différente.

On aurait pu référer à cette résolution... On s'est donné de la peine pour rien, et on ne viendra pas dire que le gouvernement a volé le programme de l'opposition<sup>8</sup>!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle fut la réponse du gouvernement alors? Qu'a-t-il répondu au congrès?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Les résolutions du congrès ont été préparées en collaboration. Nous avons accepté l'idée émise par cette résolution parce que c'était notre politique du passé et nous poursuivrons cette politique dans l'avenir.

(Applaudissements)

La deuxième résolution adoptée par le congrès conservateur, ancienne celle-là aussi, demandait de soumettre la colonisation à une commission consultative non politique. Mon collègue, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) a démontré qu'il ne fallait pas trop s'attarder à ces propositions antidémocratiques. Ce congrès, dont les chefs se proclament les seuls défenseurs de la démocratie, n'a pas craint de recommander la création d'une commission qui saperait notre système démocratique. En outre, cette idée n'est pas nouvelle. Il n'y a rien de nouveau là-dedans!

En 1923, une semblable, couchée à peu près dans les mêmes termes, avait été faite et fut soumise à un grand congrès de colonisation, où des prêtres-colonisateurs et des colons eux-mêmes l'ont rejetée et ont demandé son retrait, parce que, disaient-ils, on avait trop confiance dans le gouvernement actuel pour s'occuper de cette question<sup>9</sup>. Vous voyez, M. l'Orateur, que les résolutions de la convention conservatrice ne nous offraient aucune nouvelle suggestion et que ça ne valait vraiment pas la peine de les adopter.

Nous sommes fiers de notre programme de colonisation, de nos réalisations et de nos efforts pour garder notre peuple sur ses terres natales. Nous avons fait, dans le domaine de la colonisation, tout ce qui était humainement possible de faire. Nous avons aussi donné le plus grand soin à la politique du rapatriement. Le gouvernement n'a rien négligé pour garder nos colons sur leurs terres et pour rapatrier les nôtres. Non seulement nous avons gardé les nôtres, mais nous sommes allés en chercher qui étaient partis à l'étranger. Le problème du rapatriement est très difficile et délicat. C'est un problème des plus difficiles et des plus graves à régler.

Lors du congrès de colonisation à Rimouski, j'ai demandé aux congressistes de le discuter afin de connaître leur opinion. Nous avons examiné la question sous toutes ses coutures. Les prêtres et les colons qui assistaient à ce congrès m'ont alors demandé de continuer notre campagne de rapatriement. Nous l'avons continuée et avec succès. Qui plus est, nous allons maintenir et élargir notre politique d'immigration judicieuse. On veut aussi

augmenter les crédits, mais les gens nous conseillent plutôt de garder notre argent pour faire rester sur la terre paternelle ceux qui y sont déjà établis.

En quelques mois, sans tenir compte du dernier rapport de M. l'abbé Bergeron, c'est-à-dire depuis le mois de mars 1928 à celui de décembre dernier, nous avons rapatrié 131 familles comprenant 708 personnes<sup>10</sup>. Nous avons dépensé pour ce travail la somme de \$64,149, et il est indéniable que le gouvernement fait tout ce qui est possible pour rapatrier les nôtres.

M. Laforce, qui n'est pas employé du gouvernement, c'est un fonctionnaire des Chemins de fer Nationaux, écrivait récemment que notre politique de rapatriement fait un grand succès et obtient de beaux résultats.

Afin d'accentuer le retour des nôtres, nous avons donné à cet admirable apôtre, M. l'abbé Deschesne, de Nashua dans le New Hampshire, un autre missionnaire, M. l'abbé Fournier<sup>11</sup>. Avant longtemps, il faudra en nommer un troisième.

Le gouvernement a fait son devoir et tout son devoir pour ramener ici ceux des nôtres qui étaient partis. Un prêtre dont on ne peut nier l'impartialité, M. l'abbé Bilodeau, lui a rendu témoignage dans son beau livre que je voudrais voir dans les mains de tous les députés de cette Chambre, et qui est intitulé: *Pour rester au pays*<sup>12</sup>. Je l'ai cité l'an dernier. J'espère que celui qui parlera après moi le citera encore.

Si vous me permettez, je citerai alors des passages de cet intéressant volume où l'abbé Bilodeau rappelle que la cause de l'exode rural réside dans notre mentalité, où il dit que le gouvernement a donné un grand essor à la colonisation et a lancé un mouvement sauveur:

"L'exode a donc chez nous pour véritable cause une déviation dans la mentalité, déviation qui chasse l'économie des foyers avec l'autorité des parents et l'amour de la terre, qui fait de la jouissance le but principal de la vie, déviation que n'ont pas assez combattue la prédication contraire, l'éducation, le journal et l'exemple. Page 27.

"Le mouvement de colonisation parti depuis quelques années, fortement encouragé par le gouvernement et le clergé, a fait plus que toute autre campagne pour diminuer le mal de l'émigration. Page 85.

"En 1880, le gouvernement n'encourageait guère les courageux défricheurs du sol. Que de difficultés pour obtenir des routes, des voies de communication! Aujourd'hui, presque toujours les chemins de fer sont à proximité, à quelques milles tout au plus, les routes, aussitôt qu'elles deviennent

nécessaires, sont ouvertes aux frais de l'État, ce qui donne encore au colon l'occasion de se faire de l'argent en faisant le travail lui-même; des primes de défrichement sont accordées, et des graines de semence fournies; et cela, sans compter nombre d'autres secours, nombre d'autres octrois. Il est certain que si les colons, il y a un demi-siècle, avaient pu jouir d'autant d'avantages que les colons de 1926, les terres se seraient prises rapidement, et notre contamination par l'esprit américain eût été beaucoup moindre. Ça été le va-et-vient des États-Unis au Canada et du Canada aux États-Unis qui nous a déformés sous le rapport de l'économie et de l'autorité. Pages 89 et 90."

M. l'abbé Bilodeau ne craint pas de faire une comparaison entre ce que le gouvernement libéral a fait pour les colons et ce que ceux-ci ont eu de l'ancienne administration conservatrice, comparaison qui est tout à l'avantage du Parti libéral.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il a des opinions plus récentes.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** J'ai hâte d'entendre ces opinions récentes. J'en serais heureux.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est comme Ponson du Terrail<sup>13</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Champlain et Christophe Colomb aussi!

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Le gouvernement s'est intéressé aux pêcheurs. Mon département s'est occupé d'eux. Cet été a été très difficile pour les pêcheurs des deux rives du golfe, et beaucoup d'entre eux se seraient découragés et auraient abandonné la pêche, n'eût été du travail du département des Pêcheries. J'ai eu l'occasion de leur rendre visite, l'an dernier, et de les rencontrer moi-même sur la Côte-Nord et en Gaspésie. J'ai étudié sur place leurs besoins. Ils se rendent compte de ce qui a été fait pour eux.

J'ai trouvé une population saine et bonne, reconnaissante au gouvernement de ce qu'il a fait pour l'encourager. Pour aider nos pêcheurs, mon prédécesseur, l'honorable député d'Arthabaska (M. Perrault), leur a donné des octrois considérables.

J'ai aussi travaillé à encourager les pêcheurs et à les inciter à demeurer pêcheurs. Nous leur avons accordé des octrois pour se bâtir des barques. Nous leur avons fourni du bois. Nous avons fourni

gratuitement des agrès de pêche. Sur la rive sud, nous avons eu 349 réclamations et nous avons payé une somme de \$27,213 pour aider aux pêcheurs à se pourvoir de barges et une somme de \$25,615 pour leur permettre d'acheter des gréements de pêche<sup>14</sup>.

Sur la rive nord, nous avons payé 59 réclamations pour des barges et 151 réclamations pour des gréements de pêche. Aussi, sur la rive sud, nous avons vu augmenter de 20 % le nombre des pêcheurs, alors que, sur la Côte-Nord, l'augmentation fut de 50 % grâce à l'encouragement du gouvernement<sup>15</sup>. Nous allons continuer cette politique d'encouragement à nos pêcheurs au printemps et pendant la saison d'été. Le gouvernement entend continuer ses crédits aux pêcheurs et les augmenter même.

Un raz-de-marée a causé d'énormes dégâts à la flotte de pêche de Gaspé, et le gouvernement a fait plus de la moitié du chemin, en accordant des subventions à la délégation des pêcheurs de Gaspé, pour compenser leurs pertes et leur permettre de construire de nouveaux bateaux pour continuer l'industrie. Nous avons, cet été, dépensé une somme de \$2,254 pour aider ces pêcheurs de la Gaspésie qui avaient été éprouvés par ce raz-de-marée. Nous continuerons à encourager ces pêcheurs. Il y a là une population saine et honorable qui a été grandement éprouvée. Nous lui avons envoyé des vivres et fait distribuer des octrois par l'entremise des pères Eudistes missionnaires.

Sur la Côte-Nord, les pêcheurs ont été éprouvés par la présence des marsouins. Nous leur avons envoyé des vivres et de l'argent, qui ont été distribués par des pères-missionnaires. Je vois déjà sourire mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis). Les marsouins ont causé des dommages considérables aux pêcheurs et, à la demande de ces derniers, nous avons décidé d'intervenir. Il y a eu des dégâts élevés à cet endroit par les marsouins. Ils sont devenus une sérieuse menace pour l'industrie. Les stocks de saumon, de morue et de flétan se sont gravement appauvris en raison des ravages faits par le nombre sans précédent de marsouins et de bélugas apparus dans le golfe ce printemps. On aura beau dire que cela dépend du gouvernement, nous avons pris les meilleures mesures.

Pour chasser les marsouins, nous avons essayé deux systèmes concurremment recommandés par des experts. Nous avons armé 230 pêcheurs avec des carabines et nous leur avons fourni les munitions nécessaires pour faire la chasse et effrayer les marsouins. Ces bêtes s'effraient de rien. Nous avons utilisé aussi le moyen des bombes jetées du haut des

avions pour détruire les marsouins. Résultat: après quatre ou cinq jours de chasse, la pêche est devenue meilleure qu'avant.

(Applaudissements)

Après des assauts locaux concertés, et particulièrement après les bombardements aériens, les bêtes ne sont pas revenues à leurs zones d'alimentation.

M. Comeau, qui dirigeait les pêcheurs dans leur chasse aux marsouins, a déclaré qu'il avait vu lui-même que les bombes lancées par les aviateurs, dans une seule expérience, ont tué au moins 37 marsouins et blessé plusieurs. Un bon nombre d'autres ont été tués et blessés. Dans un rapport à la Société Provancher d'histoire naturelle, un expert a prétendu que le marsouin mange 100 livres de poisson par jour et peut demeurer 200 jours par année dans nos eaux. On voit alors quelle destruction de notre poisson il peut faire et on pourra juger du bien qu'ont ressenti les pêcheurs par la suite. Nous n'avons pas craint de dépenser, nous avons fait gagner le pain d'une population honorable et honnête, et c'est pourquoi nous avons eu recours à cette politique.

Nous avons reçu des lettres de remerciements de cette brave population, qui vit de la pêche et que nous avons été heureux d'aider. J'ai visité cette région avec le sympathique député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette)<sup>16</sup>. J'ai rencontré des gens qui, loin d'être découragés par l'invasion de marsouins et les terribles ravages qui se sont ensuivis, étaient prêts à lutter de toutes leurs forces contre cette peste. Au cours de cette visite que je fis aux pêcheurs de cette région, une délégation vint me trouver.

À la tête de la délégation, il y avait le curé de la paroisse. Nous croyions qu'elle venait nous demander un plus généreux octroi. Non, cette délégation de braves gens n'est pas venue demander au gouvernement d'augmenter l'octroi de \$2 par jour qu'il donnait à chaque pêcheur, pour lui permettre de s'équiper pour la chasse aux marsouins. Elle est venue demander de réduire cet octroi à \$1 par jour, afin de permettre à un plus grand nombre de personnes d'obtenir ce même octroi et de gagner leur vie. Voilà qui démontre l'esprit de battant qui anime cette population.

Il (l'honorable M. Laferté) fait un éloge de la population de la Côte-Nord.

(Applaudissements soutenus)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Quels ont été les résultats de la chasse et du bombardement des marsouins?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Le succès de cette opération a été tel qu'on a augmenté les crédits alloués au département des Pêcheries pour la reconduire. Les hommes choisis par mon département sont des pilotes et des bombardiers aguerris, et il est clair que leur travail a été très utile à l'industrie de la pêche.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** A-t-on pris un seul moyen pour tuer les marsouins? Est-ce qu'il n'y avait pas de meilleur moyen de les détruire? En avez-vous essayé d'autres?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Nous en avons essayé deux. Nous avons pris ceux qui nous étaient suggérés le plus vivement comme étant les plus efficaces. Mais nous aurons recours à d'autres. Nous n'avons rien négligé pour trouver la meilleure façon d'exterminer les marsouins. Des décisions ont été prises à Dieppe à ce sujet. À la suite de ce récent congrès de pêcheurie tenu à Dieppe, en France, où l'on avait discuté des moyens à prendre pour chasser le marsouin, j'ai écrit à l'honorable M. Philippe Roy, ministre canadien à Paris, afin de connaître, par l'entremise du représentant du Canada, les moyens qui ont été adoptés à ce congrès pour enrayer le fléau et les moyens qui seront ensuite appliqués dans notre province<sup>17</sup>.

C'est bien notre intention de nous renseigner pour adopter d'autres mesures. Que ce soit des bombes, des fusils ou d'autres moyens, nous utiliserons le meilleur système qui soit pour combattre cette menace.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Est-ce que les bombes qu'on a lancées faisaient explosion?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Oui, évidemment! Elles font du bon travail. Avec les avions, nous avons fait seulement une expérience, et l'honorable député sera peut-être intéressé de savoir que les résultats obtenus par l'usage de l'avion ont été satisfaisants à ce point que la compagnie Laurentian Air Express, à qui nous avions confié la tâche l'été dernier, a offert au gouvernement de faire la chasse aux marsouins gratuitement, l'été prochain, si le gouvernement veut simplement lui fournir les munitions. Elle veut se charger elle-même de cette chasse.

La protection du gibier est une autre question sur laquelle le gouvernement prévoit faire des progrès pendant l'année qui vient. Mon département est déterminé à protéger le gibier et les animaux à

fournir dans tous les secteurs de la province. On a interdit la chasse au castor du Canada pour une période de cinq ans et, lors d'une récente réunion à Montréal, l'Association de la protection du gibier et du poisson a demandé la création d'une nouvelle réserve de chasse dans la région au nord de la métropole.

Quant au parc national des Laurentides, les campements établis dans ce parc sont de plus en plus populaires. Mon département en construira de nouveaux et ouvrira de nouvelles communications aux pêcheurs et aux chasseurs. J'ai annoncé, au banquet de l'Association de la protection du gibier et du poisson, à Montréal, que mon département songe aussi à l'établissement d'un parc semblable dans le nord de Montréal: un nouveau paradis des chasseurs. Il nommera aussi des experts qui étudieront nos rivières au point de vue de pisciculture. La réorganisation de l'effectif provincial de gardes-chasse est en cours et le gouvernement remuera ciel et terre pour protéger le poisson et le gibier de la province de Québec, qui représentent une importante richesse nationale.

Je réclame, dit-il, la collaboration de toute la population pour assurer le respect des lois qui régissent la chasse et la pêche, et je rappelle tout ce que mon département a fait pour ouvrir la protection du poisson et du gibier dans le parc national.

M. l'Orateur, je crois en avoir assez dit pour démontrer que nous nous efforçons de régler les problèmes qui se dressent partout dans notre province. Le gouvernement a fait tout son devoir et mérite la considération et la confiance de notre population. Le peuple qui est un grand logicien a rendu, depuis 33 ans, une série de verdicts qui ne laissent pas de doute sur ses sentiments. C'est qu'il a compris l'idée libérale qui répond si bien à l'idéal de l'âme populaire.

On peut donner au Parti libéral en cette province la devise d'une antique citadelle française longtemps assiégée mais toujours inexpugnable: "Mon passé répond de mon avenir". Quel que soit le rôle de l'opposition, on peut être assuré que le gouvernement du Parti libéral ne dormira pas sur ses lauriers, mais fidèle à son passé, il marchera de l'avant, administrant avec prudence et fermeté, donnant à tous la liberté et le bonheur, à nos campagnes la prospérité et le progrès, à nos villes, l'avancement et la richesse, et aux autres provinces, des exemples de fierté et de respect des minorités qui porteront ces provinces à s'incliner devant la plus vieille et la plus noble de leurs sœurs de la Confédération canadienne, la province de Québec.

Je termine, dit-il, en remerciant l'Exécutif de ses faveurs pour les colons.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** demande l'ajournement du débat<sup>18</sup>.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Après entente avec votre chef, nous avons décidé de ne pas siéger ce soir et de continuer.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Dans le discours du budget, on suit toujours la même manière de procéder, c'est-à-dire faire parler les chiffres aussi éloquemment que possible. Ce qu'on dit à propos des chiffres, soit qu'on peut les interpréter de plus d'une façon, est bel et bien vrai. De 1901 à 1920, nous n'avons cessé d'accumuler des surplus, si l'on en croit les rapports de chaque exercice financier annuel du gouvernement. Or, en 1901, la dette de la province était de \$25,000,000 en chiffres ronds<sup>19</sup>. Si l'on additionne tous les surplus que le gouvernement a présentés depuis lors, on aurait une somme globale de \$28,000,000, ce qui, en bon français et en saine arithmétique, voudrait dire que nous n'aurions plus de dette, mais un surplus d'au moins \$3,000,000.

Or, le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) nous apprend cette année que la dette de la province est, en 1929, de \$56,000,000. C'est bien naturel que la dette soit plus forte qu'il y a 30 ans. Pourtant, dans les comptes, nous trouvons que chaque budget a annoncé des surplus depuis 1901; surplus qui nous donne \$28,000,000, quand la dette a augmenté au lieu de diminuer. C'est une chose qui est bien difficile à comprendre. De deux choses l'une: ou il y avait des surplus véritables, et alors la dette ne pouvait pas augmenter mais diminuer; ou il n'y avait pas de surplus et alors s'explique la dette, et alors le gouvernement s'est moqué de la province avec ses jongleries avec la statistique.

Le public doit vouloir savoir ce qui en est, surtout vu les déclarations optimistes du premier ministre et de ses collègues au cours de la récente campagne électorale, et il y a plusieurs façons de jouer avec les chiffres et de déterminer ce qui est un actif et ce qui est un passif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avez-vous pensé au \$15,000,000 de la Banque Canadienne Nationale<sup>20</sup>?

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Oui, j'ai pensé à tout. Ces \$15,000,000 figurent tantôt à l'actif et tantôt au passif de la province. Il semble que le

gouvernement les range parfois dans l'actif, parfois dans le passif, comme il lui plaît. On doit faire dire aux chiffres ce qu'ils disent seulement. Il est pour moi incompréhensible que la dette se soit élevée de \$27,000,000 à \$56,000,000. Il faut se figurer la partie de nos richesses naturelles qui est perdue. Pour quelle raison, notre population s'éloigne-t-elle? A-t-on pris les meilleures mesures pour garder chez nous les cultivateurs, les ouvriers et amener de nouveaux colons?

Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) est jeune d'âge, mais vieux d'expérience. J'ai été particulièrement heureux de le voir débiter. Mais seulement, je voudrais lui faire quelques suggestions dans un bon esprit. Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a essayé de démontrer que le Parti libéral, depuis au-delà de 30 ans, avait bien fait. Si cela était exact et si le Parti libéral dans toute sa gloire, comme l'a indiqué l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, avait tant fait pour le peuple de la province de Québec et avait toujours été prévoyant, nous n'aurions pas vu tout le nord de l'Ontario peuplé de colons, quand le nord de Québec n'est pas peuplé. Quatre-vingt pour cent des colons du nord de l'Ontario sont canadiens-français. Pourquoi le nord de l'Ontario au complet est-il peuplé de familles ayant quitté le Québec pour s'y installer? Pourquoi les colons ont-ils préféré le nord de l'Ontario?

Le nord de l'Ontario s'est peuplé de colons parce que le nord de la province de Québec n'offrait pas les mêmes avantages. Le nord de l'Ontario s'est développé parce qu'on a ouvert des routes et un chemin de fer. Vous devriez faire plus, car je crois vous ne ferez jamais assez pour supporter celui qui s'enfonce dans la forêt la hache sur le dos. J'ai ouvert des terres, moi aussi. Je connais ce que c'est que la vie de colon. Je sais ce qu'il en coûte.

J'aimerais donner un conseil au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries. S'il veut vraiment encourager les colons à s'établir dans de nouveaux territoires, qu'il abolisse les taux sur les concessions. Vous devriez baisser le prix des terres vendues aux colons, et je dirais même que le gouvernement devrait les donner gratuitement aux défricheurs du sol. L'Ontario n'a pas craint d'abolir les taux sur les terres offertes aux colons. Plus que cela. Si vous voulez aider les colons, quand vous aurez décidé de donner un certain territoire aux colons, ne négligez rien pour lui assurer tout ce dont il a besoin sur sa terre. Donner leur donc leurs terres sans restriction.

Aussi, qu'il n'ait pas peur d'aider le colon qui se débat contre les difficultés, pendant ses premières années d'établissement. Ne craignez donc pas de tout leur donner, et surtout, ne faites pas couper le meilleur du revenu qu'un colon a besoin sur sa terre dans les premières années. Ne laissez pas les compagnies de bois enlever une partie du bois. Au lieu de donner les forêts de la province aux grosses compagnies pour des chansons, le gouvernement serait mieux avisé de les garder en bonne partie pour les colons. Il doit compter sur le bois qu'il obtiendra en défrichant. On ne devrait pas laisser couper ainsi ce bois qui serait un capital pour aider le colon.

On sait que le colon, au début de son œuvre de défrichement, est obligé de recourir à divers moyens de subsistance. Le colon sème à travers les souches. Si sa récolte manque ou gèle, il est obligé de quitter sa famille et de partir pour les chantiers. Si le gouvernement lui laissait du bois, le colon pourrait se tirer d'affaires, ne serait pas dans l'obligation de laisser le foyer six mois par année. Il pourrait rester chez lui, y passer l'hiver et il prendrait un intérêt plus grand à sa terre.

Vous ne ferez jamais assez pour encourager les colons, et je suis toujours d'avis que le meilleur colon est encore celui de chez nous. Si on l'encourageait, on n'aurait pas besoin de payer \$50,000 par année pour en faire venir des États-Unis. Jamais le gouvernement ne fera trop pour eux et il devrait avoir tous les égards possibles pour cette classe, si vous voulez réellement faire un succès de la colonisation.

Nous n'avons pas assez de colons dans l'Abitibi et c'est parce que les routes n'ont pas été améliorées. Depuis longtemps on réclame un chemin de fer de Montréal à l'Abitibi, et c'est à cause de cette lacune que la colonisation ne répond pas à l'attente générale. Combien de fois a-t-on demandé une ligne directe entre Montréal et l'Abitibi, pour assurer le transport des passagers et des marchandises de façon pratique et efficace, et ainsi éliminer la perte de temps qu'occasionne actuellement le détour par Québec ou par l'Ontario pour aller rejoindre la ligne transcontinentale? Mais le gouvernement a refusé de faire ce qu'il fallait.

Le gouvernement doit comprendre qu'il n'a pas tout fait. Il peut y avoir eu erreur, mais qu'il n'essaie pas à faire comprendre aux gens qu'il a tout essayé. Si nous voulons comparer le nord de la province de Québec à celui de l'Ontario, nous devons faire diligence et nous mettre à l'œuvre sans retard. Ainsi, si les grandes compagnies ferroviaires ne veulent pas prendre le risque ni la responsabilité de

poser une voie jusque dans le nord-ouest de la province, pour établir une liaison entre le grand marché de Montréal et l'Abitibi, le gouvernement devrait le faire, comme ce fut le cas en Ontario. En Ontario, quand les grandes compagnies ferroviaires ont refusé d'ouvrir le nord de la province, le gouvernement n'a pas hésité à construire sa propre voie ferrée. Nous devons faire un chemin de fer nous-mêmes, si les autorités fédérales ne le veulent pas.

Le Québec ne se compare pas favorablement à l'Ontario en ce qui a trait au développement du nord de son territoire, et c'est pourquoi le nord-ouest du Québec ne compte que 20,000 habitants alors qu'en Ontario, où les conditions ne sont pourtant pas meilleures, quant aux ressources, mais où l'on en a fait une utilisation judicieuse, le nombre d'habitants est plus important. Grâce au chemin de fer construit par le gouvernement ontarien, les colons du nord de l'Ontario ont trouvé un débouché rapide et payant pour leurs produits.

Les 200 familles qui habitaient l'Abitibi en 1913 sont maintenant passées au nombre de 18,000. Mais si on avait construit des voies ferroviaires et des chemins, et si on avait fait plus pour les colons, ce n'est pas 20,000 âmes qu'il y aurait dans l'Abitibi: il y aurait 50,000 familles plutôt que de voir les nôtres établis de l'autre côté de la frontière, en Ontario. Nos Canadiens français sont allés dans l'Ontario pour développer cette province au lieu de la nôtre, parce que les avantages offerts étaient meilleurs là-bas qu'ici. Ils y trouvaient plus de facilités de communication et un rendement meilleur. Si les colons canadiens-français établis en Ontario avaient trouvé les mêmes avantages dans leur province natale, ils n'auraient jamais émigré.

Aujourd'hui, Montréal souffre de cette même situation. Le manque de ce chemin de fer a pour conséquence que le marché du nord-ouest de la province a été accaparé par la ville de Toronto, au détriment de la ville de Montréal. Le commerce de cette partie de la province ne va pas à Montréal, mais à Toronto qui bénéficie du développement de cette région. La population s'alimente au marché de Toronto parce qu'elle a un service plus rapide. Je ne crois pas que le gouvernement soit justifiable de dire que rien n'a été épargné pour développer cette province.

L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries est, répète-t-il, jeune en âge et vieux en espérance. Il a dit qu'il était disposé à tout faire pour les colons et qu'il était prêt à adopter toutes les bonnes suggestions. J'ai été heureux de l'entendre. J'avais hâte de l'entendre et de le voir à

l'œuvre. J'espère qu'il ne prendra pas mes remarques comme des critiques mais comme des suggestions. J'espère qu'il n'oubliera pas ce que nous aimons à lui représenter.

Le gouvernement doit se hâter s'il tient à développer l'Abitibi et s'assurer ce marché. Si le gouvernement ne construit pas ce chemin de fer, la province va perdre un excellent marché qui se développe rapidement. C'est peu consolant quand on voit que c'est la Temiskaming and Northern Ontario Railway, appartenant au gouvernement ontarien, qui est venu chez nous pour construire le chemin de fer dont les colons ont besoin, et que notre gouvernement a dû aller au Conseil privé pour arrêter les desseins du gouvernement d'Ontario, avec le résultat qu'on connaît. Mais nous sommes habitués à de telles situations. Je regrette que la province de Québec n'ait pas bâti, il y a 20 ans, le chemin de fer que l'Ontario a construit dans le nord de notre province. Grâce à l'initiative du gouvernement d'Ontario, c'est Toronto qui a le commerce du nord du Québec, au détriment du marché de Montréal.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est vrai!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** À moins que le gouvernement ne veuille pas aider l'industrie minière au Québec. Pourquoi cette apathie envers la voie ferrée projetée? Nous avons eu droit au spectacle non seulement de l'inaction du gouvernement du Québec, mais aussi de sa tentative d'intervention auprès du Conseil privé pour faire obstacle au projet de la province de l'Ontario d'exploiter cette grande zone de minerai. Aujourd'hui, les hommes d'affaires se tournent vers Toronto et non Montréal, puisque Toronto, avec son accès facile aux minerais, a l'avantage. Si le gouvernement pouvait seulement comparer l'industrie minière de l'Ontario à la nôtre, je me garderais de faire d'autres commentaires.

Et le gouvernement viendra affirmer ensuite qu'il fait tout son possible et qu'il inonde les colons de sa sollicitude. Peut-on vraiment dire que l'on a tout fait pour aider au progrès de notre province? Le gouvernement a certainement fait quelque chose pour la colonisation, mais il n'a pas fait ce qu'il avait de mieux à faire. Le refus du gouvernement de faire construire une voie ferrée au nord de Montréal est un exemple de son entêtement. Même maintenant, le gouvernement ne fait rien dans ce dossier, tandis que l'Ontario a 30 ans d'avance sur nous. La colonisation est un des départements les plus importants et le gouvernement ne doit pas s'obstiner à refuser les

choses qui s'imposent. En fait, si on ne pense pas à la nécessité d'un chemin de fer reliant Montréal au Nouveau-Québec, et si l'on ne construit pas immédiatement ce chemin de fer, nous allons perdre, peut-être pour toujours, en tout cas pour longtemps, le commerce de cette partie de notre pays qui ira à l'Ontario.

Il y a une autre question que le gouvernement doit régler et sur laquelle il n'a rien dit, et je veux parler ici du papier journal. On doit considérer cette question d'un point de vue commercial et non sentimental. On doit penser au peuple, et non à M. Graustein ou à d'autres. Le premier ministre veut fixer le prix du papier par une entente entre Ontario et Québec. On veut fixer le prix du papier et faire coopérer toutes les compagnies. Le procédé ne serait pas mauvais si les villes de Québec et d'Ontario, c'était tout le monde, et si Ontario et Québec avaient ainsi le monopole mondial de la fabrication du papier. Mais il reste bien d'autres provinces, d'autres pays qui fabriquent du papier, et il est peu probable que les deux provinces vont dicter leurs volontés au monde. Je crois que les provinces de Québec et d'Ontario ne sont pas en mesure de fixer le prix du papier à tous.

Cette question est d'une importance internationale. Les marchés d'aujourd'hui sont sursaturés parce que surdéveloppés, et je sais que le gouvernement est beaucoup à blâmer. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour stopper la flambée du prix jusqu'à \$155<sup>21</sup>? Le gouvernement est coupable d'imprévoyance. Il n'est certes pas intervenu quand les pauvres compagnies exigeaient \$150 la tonne, et il a laissé bâtir moulins sur moulins jusqu'au jour où la surproduction, aggravée de surcapitalisation, s'est produite. On a permis à un moulin après l'autre de s'établir, et une entreprise après l'autre s'est lancée dans l'exploitation forestière.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rappelle au représentant de Maisonneuve la règle selon laquelle l'Assemblée doit ajourner à 6 heures.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

#### **Lois de la ville de Hull**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que l'article 511 du Règlement soit suspendu et qu'il lui

soit permis de présenter la pétition de la cité de Hull demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que, de plus, la cité de Hull soit dispensée de payer des droits additionnels pour profiter de cette suspension ainsi que de la prolongation des délais relatifs à la présentation des bills privés.

Adopté.

#### **Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la cité de Hull demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre

#### **Les Rentiers de l'avenir**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 modifiant la charte de Les Rentiers de l'avenir soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Emprunt et définition du territoire de Grand'Mère**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Vente de biens par Gédéon Fredette**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Beauharnois Light, Heat, and Power Company**

**M. Papineau (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat, and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **The Beauharnois Railway Company**

**M. Papineau (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

La séance est levée à 6 heures.

#### **NOTES**

1. *La Patrie*, à la page 3, et *The Montreal Daily Star*, à la page 4, du 29 janvier 1930 rapportent que les dépenses ne devraient pas dépasser \$36,117,950.70. Selon le discours sur le budget, le montant des dépenses à ne pas dépasser se chiffre à \$35,230,293.12. Le chiffre donné par les journaux est le revenu prévu et non les dépenses.

2. Pierre-Joseph Dufresne, député conservateur dans Joliette en 1919. Réélu en 1923. Défait en 1927.

3. Selon *The Montreal Daily Star* du 29 janvier 1930, à la page 4, le montant cité par M. Laferté est de \$206,800.

4. Selon *La Patrie*, à la page 15, *L'Action catholique*, à la page 6, *La Presse*, à la page 18, et *Le Canada*, à la page 4, du 29 janvier 1930, le montant accordé par le gouvernement pour les graines de semence s'élève à \$37,669,20.

5. Selon *The Montreal Daily Star* du 29 janvier 1930, à la page 4, la visite de M. Laferté en Abitibi eut lieu en juin.

6. *The Montreal Herald* du 29 janvier 1930, à la page 5, rapporte que la prime est de \$16.

7. Selon *The Gazette* du 29 janvier 1930, à la page 2, il y avait 320 personnes en Abitibi, en 1913.

8. *La Patrie* du 29 janvier 1930, à la page 6, rapporte qu'à ce moment M. Vautrin remplace M. Bouchard au fauteuil de l'Orateur.

9. *La Presse*, à la page 18, et *L'Action catholique*, à la page 6, du 29 janvier 1930 rapportent que le ministre Laferté aurait dit que le congrès de 1923 "avait passé une résolution", pour nommer une commission consultative. *Le Canada* du même jour, à la page 4, fait dire au ministre que cette résolution fut passée au congrès de 1928.

10. *La Patrie*, à la page 15, et le *Canada*, à la page 6, du 29 janvier 1930 rapportent le nombre de 701 personnes. *The Gazette* du même jour donne le nombre de 700 personnes.

11. Selon *Le Canada*, à la page 4, *La Presse*, à la page 18, *L'Action catholique*, à la page 6, et *La Patrie*, à la page 15, du 29 janvier 1930, il s'agit plutôt de l'abbé Fortier.

12. Le livre de Bilodeau s'intitule *Pour rester au pays, étude sur l'émigration des canadiens-français aux États-Unis, causes et remèdes*. Il fut publié à Québec par L'Action Sociale limitée, en 1926.

13. Selon *L'Action catholique*, à la page 6, et *La Presse*, à la page 18, du 29 janvier 1930, c'est M. Duplessis qui aurait dit ces paroles.

14. Dans *La Patrie* du 29 janvier 1930, à la page 15, nous lisons plutôt: "sur la Côte-Nord et la Gaspésie, nous avons dépensé \$25,615.30".

15. Selon *L'Événement*, à la page 8, et *La Patrie*, à la page 15, du 29 janvier, le ministre Laferté aurait dit qu'il y a eu une augmentation de 20 % du nombre de pêcheurs sur la Côte-Nord.

16. Selon *La Patrie* du 29 janvier 1930, à la page 15, M. Laferté a fait son voyage sur la Côte-Nord avec le député de Témiscouata (M. Casgrain).

17. *The Montreal Daily Star* du 29 janvier 1930, à la page 18, rapporte que M. Laferté aurait dit: "Le gouvernement est à l'heure actuelle en contact avec les autorités françaises pour prendre connaissance des méthodes utilisées à des fins semblables outre-Atlantique".

18. *Le Progrès du Saguenay* du 29 janvier 1930, à la page 5, précise qu'il est alors près de 5 h 30.

19. Selon *La Patrie* du 29 janvier 1930, à la page 15, M. Tremblay aurait dit que la dette en 1901 s'élevait à \$29,000,000. Selon *The Quebec Chronicle* du même jour, à la page 10, il aurait plutôt dit qu'elle était de \$27,000,000. Le discours du budget de l'année 1901 indique que la dette consolidée était de \$25,022,381.05.

20. *L'Événement*, à la page 8, *L'Action catholique*, à la page 6, *La Presse*, à la page 18, *Le Canada*, à la page 4, et *The Quebec Chronicle*, à la page 10, du 29 janvier 1930 rapportent que le premier ministre aurait parlé de la Banque Nationale. Selon *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 18, il aurait parlé de la Banque d'Hochelaga. Selon Le guide pour l'étude d'entreprises montréalaises et leurs archives avant 1947, dans la période qui suivit la première guerre mondiale, la Banque d'Hochelaga procéda à l'achat de la Banque Nationale et devint la Banque Canadienne Nationale.

21. *The Gazette* du 29 janvier 1930, à la page 2, rapporte que le prix du papier cité par M. Tremblay est de \$140 la tonne.

Séance du mercredi 29 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard.**

La séance est ouverte à 3 h 40.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 81 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 126 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve;

- bill 127 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 modifiant la charte de la cité D'Outremont;

- bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 89 modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, déterminant l'évaluation des terres en culture, et validant certaines ventes de terrain;

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de ladite ville et accordant une évaluation fixe à la Dominion Rubber Company, Limited;

- de la corporation de Lennoxville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de Adélard Lépine et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec;

- de Last Post Fund, demandant l'adoption d'une loi ayant pour objet de l'autoriser à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent.

**Charte  
de Lennoxville**

**M. Crépeau (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 116 modifiant la charte de la ville de Lennoxville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte  
de Saint-Laurent**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 87 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association des  
directeurs de funérailles**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 115 concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Dominion  
Rubber Company**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 88 ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de la ville de Saint-

Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à The Dominion Rubber Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Cimetière du Last Post Fund**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 149 autorisant Last Post Fund à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi du Barreau**

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Nouvelles circonscriptions électorales**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), qu'un comité composé de l'honorable député de Drummond (M. Laferté) et du député de Brome (M. Oliver), du député de Chicoutimi (M. Delisle), du député de Témiscouata (M. Casgrain), du député de Berthier (M. Bastien), du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) et du député de Montréal-Dorion (M. Blain) soit formé et chargé de s'enquérir de la manière dont de nouvelles circonscriptions électorales devront être créées dans la province, conformément à la déclaration à cet effet dans le discours du trône; à ce que ce comité procède avec toute la diligence possible, entende et reçoive les représentations qui lui seront adressées et fasse rapport à cette Chambre dès qu'il aura terminé ses travaux.

M. l'Orateur, le gouvernement croit devoir augmenter le nombre des divisions agricoles, pour l'avantage de l'agriculture et de la colonisation, tel que l'a annoncé le discours du trône. Cette question n'est pas nouvelle en réalité. Dans le passé, à quatre reprises, on a augmenté le chiffre de la représentation à l'Assemblée législative. En 1867, lorsque la

Confédération canadienne fut créée, la province de Québec comptait 65 députés. En 1890, on porta à 73 le nombre des députés provinciaux; une autre augmentation fut faite en 1895 alors que l'on divisa la province en 74 comtés; en 1912, on ajouta sept autres comtés à ceux qui existaient déjà, puis en 1922, on porta à 85 le nombre de députés<sup>1</sup>.

Je ne veux pas m'étendre sur le bien-fondé de ces augmentations, mais je crois que les divisions rurales devaient être mieux représentées. Notre province s'est développée et nous croyons qu'actuellement le temps est arrivé de diviser certains comtés. Je ne sais pas ce que décidera le comité, mais ce comité qui sera chargé de faire enquête sur cette question devra tenir compte de l'agrandissement du territoire de notre province et du territoire de certains comtés. C'est ainsi, par exemple, que le comté de Gaspé comprend 24 paroisses et neuf missions, la Beauce, 36 paroisses et six missions, Champlain, 28 paroisses, Lac-Saint-Jean, 23 paroisses, Hull, 24 paroisses et deux missions, et Témiscouata 30 paroisses.

Je sais le travail que doivent s'imposer les députés, avec d'aussi vastes comtés. Avec la meilleure volonté au monde, un député ne peut donner toute son attention à tous les besoins de ceux qu'ils représentent, et surtout à un territoire aussi vaste que ceux qu'il possède dans la Beauce, Gaspé, Hull, Saint-Sauveur, etc.. En réalité, plusieurs comtés sont si vastes qu'il est impossible pour un député de rendre justice à ses électeurs, car il ne peut se mettre en contact avec tout le monde ni connaître leurs besoins et leurs demandes. Il suffit d'être au fait du grand nombre de demandes faites à ce sujet pour le constater. Aussi, croit-on que le temps est arrivé d'augmenter le chiffre de la représentation.

Si nous faisons des comparaisons avec les provinces voisines, en prenant les chiffres du dernier recensement, on voit que c'est dans notre province que le nombre des députés est le plus petit en proportion de la population. Dans Québec, le nombre d'électeurs par comté est beaucoup plus considérable qu'ailleurs dans tout le pays.

Voici, pour le renseignement de la Chambre, des chiffres qui sont compilés en rapport avec le recensement de 1921. L'Alberta avait au début 25 députés, elle en eut plus tard 41, puis 55, et 60 dans la suite, avec une population de 588,454 âmes, soit un député par 9,807 habitants; la Colombie-Britannique a 48 députés pour une population de 524,582 habitants, soit un député par 10,928 habitants; Manitoba, population 610,118 âmes, 55 députés, soit un député par 11,093 habitants; Nouveau-Brunswick, 387,876

habitants, 48 députés, soit un député par 8,080 habitants; Nouvelle-Écosse, 523,837 âmes, 43 députés, soit un député par 12,182 habitants; Île-du-Prince-Édouard, 88,615 âmes, 30 députés, soit un député par 2,953 habitants; Saskatchewan, 755,510 habitants, 63 députés, soit un député par 12,023 habitants. Ontario a une population de 2,933,662 habitants et 112 députés, c'est-à-dire un député par 26,193 habitants. La province de Québec, avec une population de 2,361,199 âmes, a 85 députés, soit un député par 27,778 habitants<sup>2</sup>. C'est 27 députés de moins que la province voisine. C'est la province de Québec qui a la proportion la moins élevée.

Avec tous ces chiffres qui datent du recensement de 1921, nous voyons que notre province a le moins de députés, comparaison faite avec sa population. Je ne veux pas provoquer un débat. Je crois que nous devrions laisser le soin d'étudier le problème, quitte à discuter le projet ensuite. Il est préférable de nommer un comité spécial devant lequel pourront être faites toutes les suggestions et représentations concernant la création des nouvelles circonscriptions et qui discutera dans la suite sur les meilleurs moyens à prendre. La Chambre pourra ensuite discuter le projet de loi qui sera basé sur le rapport de ce comité.

(Applaudissements)

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je ne discuterai pas la question au mérite. Il est admis que le quotient de représentation législative devrait être plus élevé. Il est admis déjà que le quotient des campagnes ne doit pas être aussi élevé que le quotient des villes, pour la représentation, et que celui des électeurs par comté dans la province de Québec est plus considérable que dans les comtés des autres provinces. Je crois devoir protester, cependant, contre le manque d'égard que l'on a eu pour le chef de l'opposition. Je proteste contre les procédés qu'on a employés à son égard.

D'abord, on ne l'a pas consulté quant aux membres qui doivent être appelés à faire partie de ce comité. C'est la coutume de le consulter dans ces questions. Nous avons été habitués à beaucoup de délicatesse de la part du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté), et cependant, on m'informe que c'est la première fois que le chef de l'opposition n'est pas consulté sur la composition du comité quant aux membres de l'opposition qui doivent en faire partie. Je sais qu'on peut avoir certains sentiments contre moi, mais ce n'est pas là la procédure suivie ordinairement. Je ne réclame pas ce privilège pour moi, mais pour la

position que j'occupe... Et je demanderais, malgré le mépris du gouvernement pour le présent chef de l'opposition (M. Houde), le privilège d'être consulté sur cette question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Un député n'a pas droit de prêter à ses collègues des sentiments qu'ils n'ont pas. Le chef de l'opposition n'a pas le droit d'accuser un député de cette Chambre d'un sentiment que personne n'entretient à son égard. Il n'a pas le droit de dire que nous avons eu des mauvais sentiments contre lui en considérant cette question. Nous n'avons aucun mépris pour l'honorable chef de l'opposition, et je demande qu'il retire ses paroles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pardon, le chef de l'opposition n'a pas dit ce que prétend le premier ministre. Le chef de l'opposition prétend seulement que l'attitude du gouvernement et que la façon d'agir de certains membres du gouvernement étaient un mépris pour les coutumes parlementaires et étaient de nature à faire croire que la droite méprise certains membres de l'opposition. Les pratiques parlementaires et constitutionnelles et les règles de courtoisie usuelles, quant à l'opposition, veulent que le chef de l'opposition soit consulté sur la composition d'un comité dont doivent faire partie des membres de l'opposition. C'est en ce sens que le gouvernement a fait outrage à l'opposition et au chef de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si le chef de l'opposition (M. Houde) veut déclarer que c'est cela qu'il a voulu dire, je retire mon point d'ordre...

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Très bien, si le premier ministre est opposé à l'expression dont je me suis servi, je la retire avec plaisir. La façon dont on a traité le chef de l'opposition dans la représentation de cette motion m'avait permis de croire ce que j'ai dit. Mais j'affirmerai néanmoins, que si le chef de l'opposition a l'estime de ses adversaires, il a droit à un autre traitement que celui qu'il a reçu du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries dans la motion. Et je réclame non pas pour mon humble personne, mais en considération de la position que j'occupe, et aussi longtemps que je l'occuperai, une attitude différente de la part des députés de la droite envers le chef de l'opposition.

Je vois que le gouvernement a jugé bon de nommer cinq de ses partisans dans le comité, contre deux députés de l'opposition. La proportion de deux sur sept membres n'est pas juste pour l'opposition. Je suggérerais humblement au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries d'augmenter le nombre des députés de l'opposition.

On m'informe en plus que le chef d'un parti n'est que rarement sinon jamais membre d'un comité qui étudie de semblables questions, car il se réserve pour la discussion du bill en Chambre. On veut consulter le chef de l'opposition, quand jusqu'ici les chefs n'ont pas été consultés. J'y vois une manœuvre de la part du gouvernement pour me placer dans une telle situation que, si je refuse, on exploitera l'incident contre le chef de l'opposition dans la province, et que, si j'accepte, on met fin à une coutume respectée jusqu'ici, celle de consulter le chef de l'opposition sur un tel sujet, et de ne pas le nommer membre d'un comité dont les chefs de parti jusqu'ici ne faisaient pas partie. C'est une manœuvre pour obliger le chef de l'opposition à refuser d'accepter l'augmentation des divisions rurales.

Je demanderais donc à l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries d'être assez bon de voir, s'il ne pourrait pas, par exemple, accepter la suggestion de me remplacer et de nommer à ma place, l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), et d'ajouter le nom de mon honorable ami le député de Laval (M. Renaud), même si le gouvernement doit nommer un autre député ministériel dans ce comité, car je vois qu'il n'y a pas de député rural dans le comité.

Le député de Laval (M. Renaud) a une longue expérience, et spécialement pour ce comité, car son comté est mi-urbain, mi-rural. Il serait un atout pour le travail du comité. Si, pour avoir un nombre impair, le gouvernement se croit obligé d'ajouter un autre député de la droite, je n'y ai pas d'objection. Je suggérerais les députés de Trois-Rivières (M. Duplessis), de Montréal-Dorion (M. Blain) et de Laval (M. Renaud) pour représenter l'opposition. Je ne vois pas pourquoi le gouvernement s'objecterait à ce qu'il y ait trois membres de l'opposition dans ce comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La discussion de la redistribution des collèges électoraux en détail viendra peut-être lors de la présentation du projet de loi, avec la discussion du bill lui-même. Mais je crois que la Chambre jugera opportun de discuter à ce moment s'il convient de réorganiser notre représentation législative. La

Chambre ne refusera certainement pas à un comité d'étudier cette question, afin de savoir s'il y a lieu de créer de nouvelles divisions. Elle ne peut nous refuser d'étudier ce problème. Ce comité pourra faire les suggestions à propos. Nous lui demandons s'il est mieux de remanier les comtés qui existent, ou de voir s'il faut en créer d'autres.

Nous avons reçu plusieurs demandes de plusieurs comtés pour leur subdivision. Des demandes nous sont venues de Gaspé, de Matapédia, de Hull, de la Beauce, de Champlain et de Wolfe. Il y a d'autres comtés dans la même situation. Nous voulons nommer un comité qui étudiera la question, recevra les suggestions qu'on voudra bien lui faire et présentera un rapport à la Chambre. Le comité que nous allons nommer étudiera toutes les suggestions qui lui seront faites non seulement des comtés ruraux mais aussi des divisions de villes.

Vous avez pu voir, d'après les chiffres que nous a donnés l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, que nous avons d'immenses comtés ruraux. L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a cité des chiffres du recensement de 1921. Mais j'ai en mains des statistiques plus récentes, celles du Canada *Year Book*, qui montre qu'en 1929 la moyenne était de 31,000 pour Québec contre 28,000 en Ontario, et 12,000 dans les autres provinces, et parfois moins encore. D'après le *Guide parlementaire de 1929*, on voit que la province de Québec a un député par 31,181 habitants alors qu'Ontario en a un par 28,000. C'est notre province qui a le plus petit nombre de députés proportionnellement à sa population.

Nous croyons que des comtés doivent être divisés, car chacun sait que nous avons de grands comtés ruraux, et qu'il est impossible pour un député de parcourir, en une saison, tout son comté pour se mettre au courant de tous les besoins municipaux, éducationnels et autres de sa circonscription et de toutes les demandes de ses électeurs. Des députés ont un si vaste territoire à parcourir qu'ils ne peuvent être en contact assez fréquent avec leurs électeurs.

Nous avons cru qu'il serait dans l'intérêt de notre population rurale que leur député soit en contact plus complet avec la population. Le mal existe surtout dans la campagne présentement. Mais cela ne veut pas dire que notre comité recevra les requêtes des comtés ruraux seulement. Les villes seront également bienvenues à présenter leurs requêtes. Mais alors que, dans une ville, une rue ou deux de plus ne fait pas grande différence, le fait pour un comté d'avoir 50 ou 100 milles de plus est plus important.

Le chef de l'opposition n'a aucune raison de nous adresser le reproche qu'il nous a fait. Le chef de l'opposition (M. Houde) nous reproche de ne pas l'avoir consulté. Mais nous l'avons mis lui-même sur le comité avec un des membres les plus distingués de l'opposition et des plus marquants de son parti. Et il nous le reproche amèrement. C'est un honneur d'être nommé à un comité d'une telle importance que le comité de la redistribution. Il veut changer le personnel du comité quant à la représentation de son côté.

Il suggère de le remplacer par le député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Je dois lui dire que s'il veut être remplacé, nous le ferons avec plaisir. Nous sommes prêts à nommer le député de Trois-Rivières de suite. Et si le député de Montréal-Dorion (M. Blain) veut être remplacé par le député de Laval (M. Renaud), nous le ferons aussi. Nous serons heureux de nous rendre à sa demande. Mais nous ne pouvons nommer trois membres de l'opposition.

L'honorable chef de l'opposition (M. Houde) trouve que la proportion de cinq à deux n'est pas bonne. Il me semble qu'elle représente les opinions de la députation. Les comités spéciaux de la Chambre sont formés en tenant compte du nombre des députés des deux côtés de la Chambre. Nous formons généralement nos comités ainsi et nous avons donné deux députés à l'opposition contre cinq à la droite; nous avons été plus que généreux. Nos amis n'ont donc pas à se plaindre. Nous aurions pu, tout en gardant une juste proportion, réduire la représentation davantage. Nous en nommons deux du côté de l'opposition, alors que si nous avions conservé la proportion, il est probable que les  $\frac{3}{4}$  d'un député oppositionnel auraient donné cette proportion.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Pas suivant le vote donné dans la province aux dernières élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous jugeons du vote de la province par ceux qui sont ici.

(Applaudissements)

Personne ne devrait s'en plaindre. Quant au personnel de ce comité, si le chef de l'opposition veut changer les noms, je suis sûr que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries amendera sa motion pour lui plaire. S'il veut nous dire qui il veut nommer dans le comité, nous le ferons avec plaisir...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai écouté attentivement les raisons données par l'honorable

ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté). L'honorable premier ministre nous dit qu'il est important de diviser des comités. La principale raison invoquée par le premier ministre consiste en ce que certains comités sont si vastes que les députés sont incapables de les représenter comme ils le devraient. S'il est vrai que le gouvernement veut que les députés des comités ruraux soient en contact avec leurs électeurs, comment explique-t-il qu'il ait attendu si longtemps pour leur rendre justice et faire une redistribution des comités? Je crois qu'il est juste qu'un député soit en contact constant avec ses électeurs. Les ministres devraient habiter leurs comités, dans ce cas-là!

(Rires)

Le gouvernement serait bien plus conséquent et logique s'il passait une loi pour obliger chaque député de cette Chambre à résider dans son comité. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), le secrétaire de la province (l'honorable M. David), le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté), le premier ministre ne résident pas dans leurs comités et ne sont pas en contact avec leurs électeurs. Même le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) est dans la même situation infortunée! Ils ne sont pas suffisamment en contact avec leurs électeurs en demeurant au loin.

Je n'ai pas l'intention de discuter le principe de cette loi, car nous admettons que la redistribution s'imposait depuis longtemps de donner aux villes et aux campagnes une représentation plus équitable. Mais le gouvernement aurait dû consulter le chef de l'opposition sur le choix des membres du comité.

Le chef de l'opposition a proposé trois membres, sur le total de sept. S'il y a lieu de redistribuer les sièges, ce n'est que juste de donner trois députés à l'opposition dans ce comité. Si le gouvernement a quatre représentants et l'opposition trois, n'est-ce pas raisonnable? C'est un comité délibérant, où l'opposition pourra apporter au gouvernement toute l'aide nécessaire, à condition qu'on lui accorde un nombre raisonnable de députés. On ne devrait pas faire de la politique avec cette question, ni en faire une question de patronage, mais chercher à donner à chaque partie de la province la plus large mesure de justice.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

On me paraît faire une tempête dans un verre d'eau. Le chef de l'opposition se plaint qu'on ne l'a pas consulté. Ce n'est pas de coutume de consulter le

chef de l'opposition dans des circonstances semblables. Que serait-il arrivé si on n'avait pas proposé le nom du chef de l'opposition (M. Houde) comme membre de ce comité? Il serait venu nous dire qu'on l'a oublié et qu'on ne l'a pas bien traité. S'il ne veut pas faire partie du comité c'est son affaire, mais il ne peut venir se plaindre qu'on l'a oublié.

Il a un autre grief. Il prétend qu'il n'y a pas assez de députés de l'opposition dans le comité. Mais c'est la coutume parlementaire de tenir compte de la proportion des membres de la Chambre. Sur 85 députés, il y en a 72 qui siègent à la droite de l'Orateur, et 11 à sa gauche<sup>3</sup>. C'est une proportion de un à neuf alors que, dans la formation du comité proposé, on a une proportion de deux à sept, ce qui est un traitement plus large pour l'opposition.

Le gouvernement a donc été généreux en accordant deux représentants à l'opposition, qui ne devrait pas se plaindre. L'opposition a sa juste part et l'on a tort de blâmer le gouvernement. D'ailleurs, suivant la coutume, tous les députés pourront assister aux séances de ce comité et y faire les suggestions qu'ils jugeront à propos.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** On veut augmenter la représentation dans certains comités, quand, dans ces mêmes comités, il y a une diminution de la population. J'appuie donc la demande de l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement refuse d'accorder trois représentants oppositionnistes dans le comité. Pour rencontrer les vues de nos amis de l'opposition, je propose en amendement à la motion principale que le nom du chef de l'opposition, dans le personnel du comité, soit remplacé par celui du député de Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je préférerais que l'on remplaçât l'honorable chef de l'opposition par l'honorable député de Laval (M. Renaud).

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Si vous n'accordez pas trois membres, nommez mon collègue de Laval (M. Renaud).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous ne voulez pas d'autres changements?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lorsque le comité se réunira, si l'honorable chef de

l'opposition (M. Houde) veut faire un changement, nous le ferons avec plaisir.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montcalm (l'honorable M. Perron), que le nom du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), dans la motion principale, soit remplacé par celui du député de Laval (M. Renaud).

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 28 janvier, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Tremblay (Maisonnette):** M. l'Orateur, à l'ajournement de la séance d'hier, je parlais de la question brûlante du papier, et je disais que ce problème doit être étudié sur une base d'affaires. Pourquoi cette crise? Le gouvernement sait fort bien pourquoi nous avons aujourd'hui à faire face à une telle crise tout comme la population de la province en sait quelque chose. Et si l'on continue à procéder avec une politique d'expédients, pour changer le mal de place, comme actuellement, nous ne pourrions pas résoudre un problème aussi important. Je ne crois pas qu'on en vienne à une solution. Les compagnies de papier ont mouillé leur capital et le gouvernement est responsable en partie de la crise actuelle dans l'industrie.

Quand le papier se vendait à \$135 la tonne<sup>4</sup>, le gouvernement n'est pas intervenu pour dire aux compagnies: Vous avez tant de millions d'investis; vous avez fait des bénéfices énormes et vous devez les employer de telle ou telle manière pour protéger votre industrie, pour en assurer la perpétuation et la solidité sur une base économique saine. Mais on a laissé tout faire. Les compagnies ont déclaré un dividende fabuleux. On a laissé payer des gros dividendes de 20 %, 25 % et 30 %, les actions des compagnies ont pris de la valeur, et un jour, on a divisé leurs actions, ce qui veut dire qu'elles ont mis autant d'eau dans leurs actions que pour manufacturer leur papier.

Je crois qu'il aurait été plus sage de la part du gouvernement de permettre à ces compagnies de

payer un dividende raisonnable et proportionné sur l'argent investi, au lieu d'autoriser le mouillage du stock, au lieu de permettre l'inflation des actions, et de les obliger à utiliser le surplus pour assurer la protection des réserves forestières, contre le feu, et à reboiser les limites à mesure qu'on les dépouillait. Nous n'aurions pas aujourd'hui à aller supplier les étrangers de faire des arrangements pour élever le prix du papier de \$5 la tonne, afin d'aider des compagnies qui, paraît-il, vont aller à la faillite si elles n'ont pas ce \$5 par tonne.

Je soumets qu'en fixant le prix du papier, on ne règlera pas la question. Et même si nous réussissions, pour un moment, à grouper toutes les compagnies intéressées pour obliger les journaux à payer le papier à \$5 de plus par tonne, il nous faut compter avec l'avenir. L'on n'aura simplement apporté qu'un remède passager. Avec les scieries qui se développent, qui nous dit que nous pourrions toujours contrôler l'industrie du bois? Ce remède passager aura surtout pour effet de détruire notre marché actuel au bénéfice des marchés étrangers. C'est peut-être même une des bonnes façons de détruire notre marché et de laisser des pays étrangers nous le prendre.

Nous ne devons pas compter seulement sur le Québec et l'Ontario. Nous sommes, pour le moment, la principale source de bois à pâte des journaux canadiens et américains. Il est vrai qu'Ontario et Québec sont les principaux fournisseurs de papier des États-Unis, mais qui nous dit que nos voisins, avec les progrès étonnants de la science et leur remarquable esprit d'initiative, n'organiseront pas des syndicats pour aller dans d'autres pays développer des industries comme la nôtre, que nous avons développée à force de tant d'efforts et de sacrifices, et ainsi nous entraîner dans quelques années dans une féroce concurrence avec d'autres pays. C'est ce qu'on est en train de faire actuellement et nous pourrions bien perdre notre marché.

En Scandinavie, par exemple, les syndicats américains pourraient monter une industrie du bois à pâte sur des bases commerciales à grande échelle, sur des bases plus scientifiques qu'à l'heure actuelle. Ils peuvent ainsi fort bien aller dans ces pays pour y organiser la production et nous créer une rude concurrence, puis envahir nos marchés avec le produit scandinave. Qui les empêcherait de le faire?

En fait, on a déjà fait venir, récemment, du papier de Norvège qui, livré dans le port de New York, a coûté \$7 de moins<sup>5</sup> la tonne que le papier canadien qu'on achète dans l'Ontario. C'est un danger auquel nous devons faire face. On nous dira

que ce papier n'était pas si bien fini que le papier canadien et qu'il n'a pas la valeur du nôtre. C'est vrai. Je l'admets. Mais qui empêchera les capitaux américains de transporter de l'outillage là-bas, d'y emmener des experts en chimie et finalement, d'organiser des industries à l'étranger pour fabriquer une marchandise de qualité égale ou supérieure à la nôtre, et d'importer ces produits pour faire concurrence aux nôtres et de nous enlever ce marché? Et comme le transport maritime est moins coûteux que le transport ferroviaire, cela signifierait que nous perdrons un marché de \$30,000,000 par année.

Ma thèse est qu'en voulant fixer des prix définitifs et arbitraires, on fait fausse route et on encourage un trust qui cherche à dominer notre industrie et notre gouvernement. Au lieu de fixer une loi arbitraire pour pressurer le consommateur par les trusts, pour aider des compagnies qui ont mis de l'eau dans leurs stocks, le gouvernement ferait mieux de laisser faire une concurrence honnête. On doit laisser libre cours à la concurrence. Les compagnies qui souffrent actuellement du bas prix doivent faire un sacrifice avant de perdre le marché, qui peut aller aux pays scandinaves.

Que les compagnies rachètent le capital mouillé qu'elles ont vendu au public. Si les revenus de ces compagnies sont insuffisants, qu'elles dégonflent héroïquement leur stock mouillé à même le produit de nos ressources naturelles. On ne peut faire rendre à une industrie plus qu'elle ne peut rendre. Ils ont construit des moulins qui sont supposés donner un rendement correspondant au capital qu'ils y ont investi, et ils ne peuvent pas s'attendre à un rendement plus élevé que celui que la machinerie peut donner. On ne peut faire donner à une machine deux fois ce qu'elle est capable de donner.

Si, pour un capital \$1,000,000 on a installé des machineries pour une valeur appropriée à ce capital, ces machines ne pourront rapporter des profits pour \$3,000,000 ou \$4,000,000 de capital. Si le moulin a été conçu pour donner un rendement sur un capital investi d'un million de dollars, on ne peut pas s'attendre à ce qu'il donne en plus un rendement sur deux millions de dollars de titres mouillés.

La question mérite donc beaucoup d'attention. Le premier ministre est au courant de ce qui se passe et c'est lui qui doit apporter les remèdes nécessaires. Le gouvernement n'a pas le droit de ne pas être au courant. Il n'a pas le droit de laisser les entreprises exploiter nos forêts et nos rivières dans leur propre intérêt. Il ne doit pas laisser les trusts

prendre la direction des affaires. Le gouvernement est bien averti. Il ne pourra pas dire dans 10 ans, quand viendra le désastre: "Nous avons manœuvré pour sauver l'industrie, et fait ce qu'il fallait". Que le gouvernement fasse rendre gorge aux trusts qui sont plutôt prêts à sacrifier les intérêts de leurs ouvriers qu'à entamer une parcelle de leur capital.

Le gouvernement est prévoyant. Pourtant il a tout fait pour soutenir la construction d'un nouveau moulin à papier qui a ouvert ses portes il n'y a pas longtemps. Je me souviens que le gouvernement a vanté ce nouveau moulin dans cette Chambre, parce qu'il allait donner naissance à une nouvelle ville au milieu de la forêt. Le gouvernement n'a pas vu, mais aurait dû voir, qu'en construisant cette nouvelle ville, il détruisait en partie l'une de nos villes établies - je parle ici de Chicoutimi - et que les moulins de Chicoutimi allaient fermer à mesure qu'allaient ouvrir ceux de Dolbeau. C'est de cette politique que notre gouvernement parle sur les tribunes populaires lors des élections. Il nous montre quelque chose qui semble très beau en apparence, mais ne dit rien du désastre qui se cache sous la surface. Il ne montre qu'un côté de la médaille au peuple. Qu'il n'essaie pas de cacher ses fautes quand elles sont aussi grotesques.

Il y aurait encore une question à laquelle je ne voulais pas toucher, mais l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a été si aimable que je tiens à attirer son attention sur elle. Il s'agit des pêcheurs. Je comprends que l'honorable ministre est allé à la chasse dernièrement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant)  
C'est un grand pêcheur!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries est allé à la chasse aux marsouins. Je comprends qu'il a eu la suggestion de bombarder les marsouins. Cette suggestion lui est venue des Esquimaux de la Côte-Nord! Je me demande s'il s'est rappelé le remède préconisé par son prédécesseur (l'honorable M. Perrault), pour apeurer les marsouins. Ce sont les Esquimaux de la Baie d'Hudson qui en sont les habiles inventeurs. Ils lui avaient demandé d'organiser une fanfare de boîtes de fer blanc.

Ces messieurs de l'extrême nord n'ayant pas de bombe, utilisaient des boîtes en fer blanc qu'ils frappaient avec grand bruit, ce qui effrayait fort les marsouins. Je ne connais pas personnellement l'effet de ces fanfares d'écuclles en fer blanc, mais si l'honorable ministre veut se débarrasser des

marsouins, je suggérerais, pour éloigner à tout jamais la gent marsouine, de les laisser monter jusqu'à Sorel, en temps d'élections partielles. Il délivrera tout le golfe! Les marsouins videraient certainement la place.

(Rires)

La question des marsouins peut sembler sans importance mais, à mon avis, elle est très importante. L'honorable ministre nous a dit qu'on avait tiré un beau coup de fusil. Il a annoncé la mort officielle de 37 marsouins sur 2,000,000 et que cet exploit avait amélioré la situation. Après cela, a déclaré le ministre, la pêche avait été meilleure. Je n'y crois guère. Vous savez que j'ai un défaut de curiosité. J'ai fait un petit voyage dans cette région l'an dernier. Mes renseignements ne sont pas les mêmes que ceux de l'honorable ministre.

On m'a dit que la pêche a été complètement manquée. Les poissons sont partis. Maintenant, pour ce qui est des bombes, peut-être est-ce une bonne idée, peut-être pas, selon que le ministre procède ou non comme le dynamiteur l'a fait dans la Chambre l'an dernier. Il faut faire autre chose que jeter des bombes, même celles du parlement. Puis-je suggérer que le ministre devrait avoir à sa disposition un expert qui étudierait la question de la chasse aux marsouins et qui tenterait de faire de la pêche aux marsouins un commerce profitable?

Est-ce que l'on n'a pas songé à organiser la pêche au marsouin et à la rendre payante? Ne croit-on pas qu'il vaudrait mieux tenter de capturer le marsouin dans le but de l'utiliser? C'est la suggestion que je fais. Si elle est suivie, je crois que l'on pourra nous apprendre, l'an prochain que 38 marsouins ont été tués au lieu de 37. Quoi qu'il en soit, si on continue le bombardement, j'espère que l'année prochaine on en tuera 38!

Maintenant, une autre question importante dans l'intérêt général de la province, dans l'intérêt des colons et dans celui des travailleurs de la ville, qui souffrent. Vous savez que notre climat fait en sorte qu'il y a des périodes de chômage qui entraînent parfois de grandes difficultés. La navigation à Montréal ne dure que six ou sept mois par année, ce qui apporte du chômage.

Nous avons un gouvernement qui dépense \$50,000 par année, je crois, et qui reçoit une somme comparable du gouvernement fédéral pour se rendre chez nos voisins du Sud et rapatrier ceux qui nous ont quittés, ce qui n'est pas en soi une mauvaise affaire, mais on pourrait faire mieux. Si on prenait cet argent et, qu'au lieu de l'envoyer à l'étranger, on l'envoyait dans nos grandes villes, dans les centres

urbains où il y a des chômeurs, auxquels souvent se rajoutent des cultivateurs qui, n'ayant pas réussi sur leurs terres, sont obligés de venir en ville chercher du travail. Si on approchait ces gens, on trouverait que le plus grand désir de bon nombre d'entre eux serait de retourner sur leurs terres s'ils en avaient les moyens, et je pense que le gouvernement devrait procéder ainsi avant d'aller aux États-Unis pour rapatrier nos expatriés. Si on veut que le baril reste plein, il faut d'abord boucher tous les trous. Avant d'aller aux États-Unis rapatrier les nôtres, le gouvernement devrait s'occuper du chômage dans les villes. Il y a un grand nombre de ces chômeurs qui sont des colons. On pourrait peut-être les renvoyer sur la terre, avec cet argent.

Mes propos semblent amuser le secrétaire provincial (l'honorable M. David). Je suis content de le voir sourire. Je suis en mesure de voir les effets néfastes du chômage sur les villes. Un grand nombre de nos cultivateurs ont quitté leurs terres. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) en sait quelque chose. Il a mis plusieurs terres agricoles en vente l'an dernier. Les cultivateurs viennent en ville. Ils prennent des emplois qui auraient pu aller à des gens de la ville, et nos familles ouvrières, qui sont à leur place en ville et sont accoutumées à la vie urbaine, se voient obligées d'aller travailler dans des villes américaines pour y gagner un salaire qui leur permettra de vivre décemment.

Mais il y a autre chose qui affecte la classe ouvrière. Ce sont les demandes faites par les organisations ouvrières, année après année, après une étude approfondie des problèmes sociaux auxquels nous devons faire face, sur une question qui fait que bien de nos gens quittent le Québec pour les États-Unis, où les lois sociales sont meilleures que dans nos villes. Les unions, depuis plusieurs années, réclament l'assurance collective. Je veux mettre ici, les points sur les "i".

Voici un journal dont on ne doutera pas de la sympathie pour le gouvernement. Je veux parler du *Monde ouvrier*. En date du 5 octobre 1929, il dit: "Le porte-parole des organisations syndicales nationales et internationales et les syndicats ruraux ont répété maintes fois qu'ils étaient insatisfaits de la loi actuelle, pour la principale raison qu'elle oblige les victimes à négocier avec les compagnies d'assurances privées." Ces commentaires ont été faits après que des délégations sont venues, année après année, faire des recommandations sur la question. Le premier ministre avait l'avantage de parler dans une grande assemblée formée exclusivement de travailleurs, ou à tout le moins

dans un quartier entièrement ouvrier, et il a dit, et cette fois je cite *Le Canada*, dont vous ne douterez pas de la sincérité: "Nous changerons cette loi des accidents du travail si c'est votre bon plaisir".

Eh! bien, Monsieur, je dois vous dire que c'est le désir des ouvriers de cette province, des syndicats internationaux, nationaux et catholiques nationaux de cette province, que soit établie dans cette province une assurance d'état collective, pour donner aux industries de cette province la possibilité de faire concurrence aux industries des autres provinces, sans être prises à la gorge par des tarifs d'assurance qui seraient prohibitifs dans bien des cas. J'espère que la députation se rendra au désir du premier ministre à East Angus, et que la Législature y fera suite. J'espère donc que le gouvernement s'occupera des problèmes sociaux qui affectent la classe ouvrière et que l'on accordera aux ouvriers ce qu'ils demandent.

Il y a un article ou deux que je veux toucher avant de prendre mon siège. Depuis de nombreuses années, ce gouvernement et ses prédécesseurs ont sans cesse crié sur tous les toits au sujet du développement de l'industrie domestique et du développement des industries rattachées à l'agriculture. Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour aider cette industrie? Avec votre permission, je ne citerai que quelques produits que nous importons dans la province au lieu d'en faire la culture ici.

Prenez le sucre. Cette industrie périclite au lieu d'augmenter. Nous avons importé, en 1927, pour au-delà de \$12,000,000 de sucre, et en 1928, \$13,750,000; et nous en avons exporté en 1927 \$4,000,000, et en 1928, \$3,000,000. Est-ce qu'il n'est pas possible de développer dans notre province l'industrie de la betterave à sucre, au lieu de laisser aller nos capitaux à l'étranger. Je crois que c'est là un manque de prévoyance.

Prenons l'industrie du tabac. En 1927, nous avons importé pour \$5,800,000 de tabac pendant que nous en exportons pour \$800,000, et en 1928, pour \$6,179,000<sup>6</sup>. Quelles ont été nos exportations? En 1928, \$631,000. Ces chiffres devraient faire réfléchir le ministre de l'Agriculture (M. Perron). Sur ce point, j'ai confiance que le nouveau ministre de l'Agriculture fera quelque chose, car il est député du grand comté de Montcalm. Le gouvernement dit qu'il aide les cultivateurs, et cependant, nous avons donné \$13,000,000 à l'étranger pour du tabac que les nôtres devraient produire.

Nous avons un gouvernement sérieux qui veut aider le cultivateur. Qu'a-t-il fait pour l'industrie du coton? Nous faisons venir toute la matière

première des États-Unis. Le gouvernement devrait également encourager la production du coton, au lieu de laisser la province importer pour \$38,000,000 de coton étranger. Notre province est à la merci des étrangers pour sa matière première quand notre sol se prête à la culture du lin. Je vais encore citer des chiffres. En 1927, importations de \$25,000,000 et exportations de \$301,000.

Il y a assez longtemps qu'on nous sert des belles paroles. Qu'on se mette donc à l'œuvre! Maintenant, prenons \$30,000,000 et distribuons ce montant aux gens de cette province sous forme de salaires dans l'industrie et de paiements pour les produits de la terre, et voyons quels en seraient les effets sur l'emploi et les salaires, et sur le développement de notre province. La demande est générale. Elle veut plus de petites industries. Elle veut un meilleur développement de l'agriculture et de l'industrie partout dans la province.

Nous vous avons nommé plusieurs petites industries rattachées à l'agriculture qu'on pourrait mettre sur pied. Si le gouvernement avait fait son devoir en ce qui a trait à la construction de la voie ferrée, cette province ne serait pas la dernière du dominion en matière de transport ferroviaire. Si le gouvernement voulait travailler sérieusement avec ses taxes et ses revenus, il ne tarderait pas à changer la face des choses. S'il voulait que les chemins de fer précèdent les colons, comme cela se fait ailleurs, il aurait tôt fait d'apporter du changement dans l'intérêt de toute la population.

Le gouvernement ne peut pas dire qu'il ne pouvait prévoir ces choses: il savait ce qui s'en venait et aurait dû prévoir. C'était le devoir du gouvernement de prévoir cela dans l'intérêt de nos ouvriers des villes et de nos cultivateurs.

(Applaudissements)

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Me serait-il permis, M. l'Orateur, à l'instar des autres députés qui ont pris part à ce débat, de vous offrir à mon tour mes plus chaleureuses félicitations pour votre nomination au poste où votre mérite personnel vous a élevé. Votre longue expérience parlementaire, vos grandes connaissances de ses lois et surtout votre remarquable esprit de justice, marqué d'indépendance politique, vous indiquaient comme l'homme le plus impartial que l'on pouvait choisir pour diriger les débats de cette Chambre. Déjà, vous avez eu à le prouver, M. l'Orateur, et plus que jamais les membres de la droite et de la gauche de cette Chambre se sont sentis orgueilleux de leur heureux choix. Ceux qui vous ont offert leurs félicitations

l'ont peut-être fait d'une manière plus éloquente, mais soyez assuré qu'ils n'y ont pas mis plus de sincérité que moi pour vous les présenter.

D'autres changements se sont opérés. Votre prédécesseur (l'honorable M. Laferté), abandonnant ce rôle de pacificateur où à votre tour vous rendez comme lui des jugements à la Salomon, est descendu dans l'arène de la politique active. Connaissant tous son affabilité, nous sommes convaincus qu'il ne peut qu'augmenter le nombre de ses amis tant de la gauche que de la droite dans l'accomplissement de ses fonctions.

Il semble inutile de rappeler les succès des récentes luttes électorales dans cette province. L'enthousiaste réception que chaque vainqueur a reçue lors de son entrée en cette Chambre prouve suffisamment combien nous sommes fiers d'eux. Le ministre de l'Agriculture a reçu une telle ovation que je craignais d'être inférieur à la tâche en essayant de lui faire des compliments.

Nous aurons le plaisir prochainement d'entendre le trésorier de cette province et nous pourrions une fois de plus nous féliciter du choix judicieux qu'a fait le premier ministre, et peut-être aussi l'opposition a-t-elle eu le regret, en plus du souvenir d'un échec, d'avoir combattu un tel homme<sup>7</sup>.

Mais si nous avons eu des changements, il s'en est fait du côté de l'opposition. Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) est devenu chef honoraire de son parti et de par la grâce de son successeur, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde). À ceux de ce parti, il appartient de juger de la valeur du gain ou de la perte faite dans leurs rangs. N'ayant jamais douté de la sincérité de l'ancien chef, nous avons lieu de croire que le changement est à son avantage personnel. Ne déclarait-il pas la semaine dernière que la brise était plus douce, que son cœur était plus gai et que le poids des années semblait plus léger.

Nous avons lieu de croire que son poste était un réel fardeau qui le courbait plus que le poids des années. C'était un fardeau qui l'empêchait en gentleman qu'il est de dire le fond de sa pensée, car ne disait-il pas encore la semaine dernière, avec la même sincérité, se sentant surtout libre de la faire, qu'il voulait rester au-dessus des mesquineries de la politique. Ne déclarait-il pas qu'il voulait même coopérer pour la réussite du programme du gouvernement. Et voilà pourquoi il ne doit pas être surpris, tel qu'il a voulu le faire croire, des compliments que nous avons eus à son adresse, car nous le connaissons peut-être mieux qu'il ne se connaît lui-même. Nous avons plus apprécié

l'honorable député des Deux-Montagnes que ses propres amis. Et cette estime que lui ont témoignée les amis de la droite, il peut être certain de toujours la conserver, convaincu que nous sommes qu'il sera toujours le même adversaire loyal, franc et honnête.

Et pour ce qui en est de son successeur (M. Houde), je voudrais pouvoir lui adresser les mêmes louanges, sa position devrait les lui faire mériter, mais je crains qu'il ne me les retourne pas et je préfère ne pas entrer sur un terrain aussi délicat. J'espère, du moins, que la position qu'il occupe actuellement saura lui faire mériter de tels éloges. Permettez-moi, cependant, M. l'Orateur, de lui dire: Jusqu'ici il n'a pas démerité de son parti, puisqu'il a continué la tradition des victoires morales de son parti en employant d'autres moyens, tradition d'au-delà de 30 années! Et si le destin veut qu'il soit plus longtemps à la tête du Parti conservateur, il peut rester assuré d'établir le record de ce genre de victoires en ne se servant pas des mêmes armes que ses prédécesseurs.

Le nouveau leader de la gauche s'est plaint de l'attitude des journaux ministériels à son endroit. Mais, si vous me le permettez, j'aimerais citer un article paru dans le *Star* du 10 janvier qui rapportait les paroles de l'honorable chef de l'opposition. Si je cite cet article, n'allez pas croire, je vous en prie, que c'est dans le but d'approuver quoi que ce soit. Le *Star* dit, mais étant donné les plaintes du chef de l'opposition à l'endroit des journaux ministériels qu'il dit ne pas être assez respectueux à son égard, je veux vous citer les mots de l'article.

Je ne veux pas par là critiquer le *Star*, mais comme le *Star* est lu par nos concitoyens anglais dans diverses régions de notre dominion bien plus que ne le sont nos journaux français, il est particulièrement intéressant de prendre note de ce que dit ce journal, parce que je ne sais pas s'il est correct de répandre l'idée qu'il y a moins de décorum dans cette Assemblée que dans toute autre assemblée du dominion. L'article dit: "La foule s'est pressée pour trouver une place, assise ou debout, dans la Chambre et s'est préparée à assister au cirque longtemps promis." Et c'est ce cirque dont parle le *Star* du 10 janvier.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je soulève un point d'ordre et proteste que le député de Montréal-Mercier n'a pas le droit de dire ou lire un article affirmant que le discours du chef de l'opposition était un cirque.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Je ne le dis pas. Je cite ce qu'a rapporté ce journal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut remarquer que le compte rendu a été écrit au sujet du discours du premier ministre ou après le discours du ministre de l'Agriculture, je crois.

**M. Plante (Montréal-Mercier):** J'ai le droit d'en parler parce que je veux protester contre cet article au nom de la gauche et de la droite, pourvu que l'on ne croie pas que les séances de la Chambre manquent de décorum. Je veux faire savoir ici et partout ailleurs que nous observons le même décorum ici que dans toutes les autres provinces. J'ai rappelé que le *Star* avait publié que le discours de l'honorable chef de l'opposition était attendu à Québec comme un cirque. Je ne partage pas son opinion. Mais je cite cet extrait du *Star* à l'honorable chef de l'opposition pour lui montrer que s'il se plaint des journaux adversaires, il n'a pas de compliment à faire à un journal qui se dit son ami.

Je le citais simplement pour montrer que si les amis du chef de l'opposition le traitent sévèrement, celui-ci n'a qu'à s'en prendre à lui. Ce sont les propres amis du chef de l'opposition qui parlent ainsi à son sujet. Si le cirque que le *Star* prétend avoir trouvé se trouve dans les propos de l'opposition, alors c'est elle qui a donné au *Star* le droit de dire qu'il s'agissait d'un bon spectacle, d'un succès. Si les amis du chef de l'opposition lui font de tels compliments, évidemment les députés libéraux de la droite ne sont pas jaloux de ces compliments. Ils n'ont aucune raison de l'être.

J'ai écouté avec plaisir le nouveau trésorier de la province et j'ai examiné attentivement le budget et j'ai constaté qu'il y avait des millions attribués à l'agriculture, travaux publics, etc., et une somme beaucoup moindre pour l'hygiène. Nous votons des millions pour l'agriculture, la colonisation, mais la population apprécierait vivement toute somme, si considérable soit-elle, votée pour l'hygiène. On n'en fera jamais trop pour l'hygiène et la santé publique<sup>8</sup>.

Il est malheureux de constater que, souvent, les gens qui s'intéressent à de multiples questions ne s'intéressent pas assez à la grande question capitale, celle de la santé publique à laquelle toutes les autres questions matérielles sont subordonnées. Il serait excellent de voter encore plus de crédits pour l'hygiène.

Résumons ce que le gouvernement a fait au sujet de l'hygiène. Sur les unités sanitaires de comtés, je citerai, si vous le permettez, quelques items du rapport de M. le docteur Lessard pour prouver l'opportunité d'affecter des crédits encore plus considérables à l'hygiène.

Nous avons actuellement 17 unités sanitaires et dans deux ans nous en aurons 19 à 25, et l'on peut prévoir dans un avenir assez rapproché, dans quatre ou cinq ans, qu'il y en aura une cinquantaine dans la province. Ces unités sanitaires, sous la direction du Dr Alp. Lessard, directeur du service provincial d'hygiène, et grâce au dévouement des médecins et des gardes-malades, ont accompli une œuvre admirable et considérable. D'après les statistiques qui ont été publiées, dans les huit comtés où il y a des unités sanitaires, celles-ci, par les conférences, les visites, consultations, propagande contre la tuberculose, les maladies contagieuses et la mortalité infantile, ont diminué dans ces comtés la mortalité infantile de 75 % et plus.

Je suggérerais que nos unités sanitaires soient mises à la charge du gouvernement, au lieu d'être laissées à la charge des municipalités. On trouve excellent de consacrer des millions pour enlever aux municipalités le fardeau de certaines charges, mais il serait beaucoup plus logique que le gouvernement prenne d'abord à sa charge les frais des unités sanitaires. Il pourrait multiplier celles-ci beaucoup plus rapidement, les rendre plus efficaces, et le tout se solderait par une économie de vies humaines. Il ne sert à rien d'avoir des millions dans nos coffres, si nous ne faisons que continuer à remplir nos cimetières. Une province est riche surtout par la santé de ses habitants; c'est le grand bien qu'elle doit d'abord assurer.

Pour ne citer qu'un exemple, grâce aux unités sanitaires développées par l'excellente initiative du gouvernement, l'an dernier il y a eu 568 cas positifs de tuberculose, qui ont été soignés dans des sanatoriums avec guérison, qui autrefois auraient été 568 cas de mortalité. On ne peut illustrer mieux la nécessité d'une lutte plus généralisée pour l'hygiène. La santé est le grand bien matériel auquel il faut subordonner le reste et il ne faut pas l'oublier. Elle est un bien de la plus vitale importance pour toute nation, pour tout État et pour toute province, et les sommes consacrées à l'amélioration de la santé de la population ne devraient pas être reprochées à qui que ce soit.

On a fait des expériences sur 84 animaux, et l'on a constaté que si l'on fait une épreuve de tuberculisation sur une vache et que, si dans les 60 jours qui suivent cette épreuve, on fait une autre épreuve de tuberculisation, cette dernière sera négative. Il est donc facile pour quelqu'un de faire inoculer un animal, puis 15 jours plus tard d'appeler un inspecteur et de lui faire vérifier par une autre épreuve qui sera nécessairement négative, quel qu'ait

été le résultat de la première épreuve, que la vache est en bonne santé. Certains commerçants peu scrupuleux ne se gênent pas pour faire de l'exploitation avec cela.

La loi fédérale concernant la tuberculinisation des bovins devrait donc être amendée. En vertu de cette loi, on fait subir des épreuves à la tuberculine aux vaches laitières. Or, il arrive qu'une vache laitière, après avoir subi une première épreuve à la tuberculine et trouvée atteinte de tuberculose, est vendue à bon marché à un commerçant qui connaît l'état de l'animal. Des commerçants achètent ces vaches à des prix dérisoires et ne les paient que le prix des os et de la peau. Ce commerçant va ensuite vendre cette vache à un cultivateur. Il fait subir une deuxième épreuve à la tuberculine à la vache, mais celle-ci ne réagit pas si cette deuxième épreuve est faite avant que 60 jours ne se soient écoulés depuis la première épreuve.

En Ontario, on leur fait subir l'épreuve avant l'expiration des 60 jours dans notre province. Puis on la revend pour une vache saine. Le cultivateur est alors trompé et achète un animal qu'il croit sain, mais il découvre plus tard qu'il possède une vache atteinte de tuberculose. La loi devrait obliger d'abattre l'animal malade aussitôt que la maladie a été constatée, ou bien que la deuxième épreuve n'ait pas lieu avant l'expiration des 60 jours après la première épreuve, ou qu'un système de quarantaine soit mis sur pied pour empêcher la vente de toute bête susceptible de répandre la maladie. Il faudrait aussi empêcher les commerçants d'animaux d'importer des autres provinces des vaches laitières qui sont contaminées et propagent la tuberculose.

**Des députés à droite:** Très bien, très bien!

**M. Plante (Montréal-Mercier):** Nos unités sanitaires ont distribué gratuitement du vaccin et elles ont enrayé un grand nombre d'épidémies. L'an dernier, il y a eu 10,000 distributions de vaccin dans la province. La campagne de vaccination obligatoire des enfants qui vont à l'école, conduite depuis plusieurs années, a eu pour effet de faire disparaître les épidémies de variole et on a aussi diminué en majeure partie les cas de cécité, trop nombreux dans le passé, qui en découlaient. On a ainsi diminué la mortalité.

Le gouvernement a distribué aussi en très grande quantité le sérum antidiphtérique avec des résultats encourageants. On a immunisé ainsi de nombreux enfants contre cette maladie. Je conseille, dit-il, aux parents de faire vacciner leurs enfants,

surtout ceux qui fréquentent les écoles et voici une liste des vaccins que l'on trouve aux unités sanitaires.

Règle générale, il vaut mieux pratiquer la vaccination préventive que la vaccination quand le sujet est malade.

Les unités sanitaires et les dispensaires se sont particulièrement intéressés à l'hygiène de l'enfance. L'œuvre des unités sanitaires s'est étendue à l'école, et au moyen de visites à domicile, conférences, consultations gratuites, cliniques et propagande sous toutes les formes, on est arrivé à améliorer la santé des enfants, à combattre la tuberculose dans ses premières causes chez l'enfance, telle que les végétations, adénoides, etc. On a ainsi contribué à sauver des vies humaines, et ce sera là la plus belle œuvre du gouvernement pour la province de Québec.

Je félicite le gouvernement de ce qu'il a fait dans le passé. Je suis convaincu qu'on n'en fera jamais trop et que le gouvernement aura toujours l'opinion publique pour le soutenir, s'il donne de plus grands crédits.

En terminant, je veux faire une suggestion. Je me permets de suggérer la fondation d'un institut Pasteur dans la province de Québec, pour fabriquer vaccins, sérums, et faire des études appropriées. Cet institut serait affilié à l'Institut Pasteur de France. Des médecins français pourraient venir fonder cet institut chez nous et, après quelques années, des médecins de notre province pourraient continuer l'œuvre commencée.

Ainsi, il serait organisé par l'Institut Pasteur de France et, au fur et à mesure que nos boursiers reviendraient d'Europe, nous pourrions trouver un emploi utile à leurs talents.

Cet institut s'impose chez nous pour la préparation des sérums et des vaccins et pour les expériences de laboratoire. Nous aurions un organisme précieux pour la lutte contre les épidémies, pour l'avancement de l'hygiène et de la science médicale en notre province.

Et nous ne serions plus la risée de l'étranger comme ce fut le cas il y a quelques années, quand le sérum que nous avions déjà ici pour traiter une pneumonie a été requis pour traiter un aviateur au nord de la province, et qu'on nous a envoyé l'as des as, le colonel Lindbergh, en avion depuis New York, avec un stock de sérum, ce qui a donné au monde entier la fausse impression qu'à Montréal nous étions incapables de fournir le sérum.

Je suis assuré que le gouvernement apportera à cette suggestion l'attention qu'il met à étudier tous les problèmes qu'il importe de résoudre. Si le

gouvernement était par hasard embarrassé sur le site de cet institut, nous avons, dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, un site très convenable qui se prêterait admirablement à cet institut: le quartier Mercier, à Montréal.

Ce serait un monument à la mémoire de l'ancien premier ministre dont mon comté porte le nom (Honoré Mercier), un grand libéral, dont le digne fils est un des membres du gouvernement et un de nos meilleurs représentants à l'Assemblée législative.

(Applaudissements à droite)

**M. Blain (Montréal-Dorion)** félicite les cultivateurs qui ont reçu des récompenses. Si, dit-il, j'étais le dispensateur des récompenses que l'on a offertes aux cultivateurs aujourd'hui, j'en épinglerais une sur la poitrine de l'honorable député de Mercier (M. Plante).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que l'honorable député de Montréal-Dorion ne pourra pas terminer son discours ce soir, vu qu'il est 6 heures moins vingt. Je lui suggérerais alors de proposer l'ajournement du débat.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

#### **Jugements en séparation de biens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Conseils judiciaires et séparation de biens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Succession Joseph Masson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Village de Masson et municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson**

**M. Lahaie (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Paul Allard**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de la chirurgie dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 6 heures.

### **NOTES**

1. Selon *Le Devoir*, à la page 1, et *The Montreal Daily Star*, à la page 16, du 30 janvier 1930, le ministre aurait dit que la carte électorale fut remaniée en 1880, 1892, 1912 et 1923. *The Gazette*, à la page 1, rapporte les années 1890, 1895, 1912 et 1923. Les années rapportées par *Le Soleil*, à la page 3, et présentées dans le texte sont toutefois

confirmées par Louis Massicotte et André Bernard dans *Le scrutin au Québec: un miroir déformant*, publié en 1985 par Hurtubise HMH.

2. Étant donné les importantes différences entre les journaux, ces chiffres sont calculés à partir du *Canadian parliamentary guide* de 1930.

3. *Le Devoir*, à la page 1, *L'Événement*, à la page 10, et *The Montreal Daily Star*, à la page 16, du 30 janvier 1930 signalent que M. Galipeault aurait dit qu'il y a 73 députés ministériels contre 11 oppositionnistes. *Le Canada* du même jour, à la page 4, rapporte qu'il aurait dit que l'opposition a 12 membres. Dans les faits, il y a 72 ministériels et 11 oppositionnistes.

4. *La Patrie*, à la page 15, *L'Action catholique*, à la page 6, et *La Presse*, à la page 28, du 30 janvier 1930 rapportent plutôt le prix de \$150 la tonne.

5. Selon *La Patrie*, à la page 15, et *La Presse*, à la page 28, du 30 janvier 1930, M. Tremblay dit qu'on exporte du papier de Norvège pour \$5 de moins que celui de l'Ontario.

6. Selon *Le Devoir* du 30 janvier 1930, à la page 2, M. Tremblay aurait dit que la province de Québec a importé pour \$6,000,000 en 1928 et exporté pour \$631,000. D'autre part *L'Action catholique* du même jour, à la page 6, rapporte qu'il a dit qu'en 1927 les importations étaient de \$5,803,000 et les exportations de \$831,000.

7. *L'Événement* du 30 janvier 1930, à la page 10, rapporte plutôt les paroles suivantes: "La Chambre a fait une si belle ovation à l'honorable ministre de l'Agriculture que l'opposition a dû regretter d'avoir combattu un tel homme".

8. Selon *L'Événement* du 30 janvier 1930, à la page 10, M. Plante dit plutôt que "comme médecin, il se réjouit de voir que l'on dépense une partie des revenus de la province pour la santé publique".

Séance du jeudi 30 janvier 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec amendements, les bills suivants:

- bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 86 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;
- bill 106 constituant en corporation l'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 139 modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant le Code de procédure civile, relativement aux jugements en séparation de bien;
- bill 12 modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseil judiciaires et aux séparations de biens.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 78 autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père;
- bill 109 concernant Anglo-Canadian Insurance Corporation, Limited;
- bill 134 constituant en corporation The Pension Fund Society of The Royal Trust Company.

**Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 29 janvier, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que

M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Blain (Montréal-Dorion):** J'ai dit hier que l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Plante) méritait une récompense. Je le répète parce qu'il a fait une suggestion au gouvernement. Je le félicite d'avoir fait d'utiles suggestions au gouvernement dans l'intérêt de l'hygiène. Je le félicite avec d'autant plus de cordialité que l'opposition sait, par expérience, combien il est dangereux de faire des suggestions au gouvernement. Un député qui fait cela commet un acte héroïque!

(Rires)

Le député de Montréal-Mercier a fait hier après-midi le discours d'un homme qui aspire à de hautes fonctions.

Je félicite le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) de sa nomination et de son éloquent discours d'une haute tenue littéraire qu'il a prononcé mardi. Il est le premier, parmi les ministres, de la couronne, à avoir reconnu enfin que nous avons un programme, en en citant deux articles. En effet il a cité deux de nos résolutions, les articles 8 et 11, passées à la dernière convention conservatrice et les a approuvées. Avant cela, il était d'usage pour les orateurs du gouvernement de nier l'existence de tout programme de l'opposition. C'est un gros point de gagné pour nous.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous donnez-vous l'absolution pour tous les vols antérieurs de votre programme?

(Rires)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) en énumérant les œuvres accomplies par son département, a déclaré qu'il y avait maintenant 20 paroisses dans l'Abitibi et une population de 23,000 âmes. Mais je me rappelle qu'en 1928, le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), alors ministre de la Colonisation, parlait également de 23 paroisses et des 23,000 habitants de l'Abitibi. Si la colonisation a progressé partout de cette façon, il n'y a pas de quoi en tirer beaucoup de gloire.

La colonisation en Abitibi est virtuellement stagnante, les statistiques compilées par le gouvernement lui-même montrant que plus de

fermes ont été établies en 1926-1927 qu'au cours de l'année suivante. Si l'on prend les chiffres officiels, on constate que le nombre de lots vacants pour la colonisation diminue, de même que le nombre des rétrocessions de lots.

Le rapport de la colonisation pour l'année 1926-27 indiquait la vente de 17,640 lots d'une étendue de 165,000 acres. Les sympathisants du gouvernement ont depuis ce temps reconnu ouvertement qu'on n'avait jamais assisté à une période de colonisation aussi spectaculaire.

Le rapport pour l'an dernier indique que 20,000 acres de moins ont été vendues en 1928, et qu'en 1929, il y a eu rétrocession de 107,000 acres, ce qui laisse des ventes pour 38,000 acres. Et *Le Soleil* s'en va clamant que la colonisation avance chez nous à pas de géants.

Il continue de nous dire que la province est prospère et que nous avons le meilleur gouvernement que nous puissions avoir. C'est là un piètre argument qu'utilise le gouvernement pour affirmer que la colonisation avance à pas de géant. Cette question exige notre plus grande attention.

Il est impératif que nous fassions tous les efforts possibles pour ouvrir de nouveaux districts de colonisation, rendre accessibles des terres que les fils de cultivateurs pourront cultiver, de manière à éviter qu'ils ne partent pour la ville ou qu'ils n'émigrent aux États-Unis.

Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) parle du bombardement des marsouins. Le prédécesseur du ministre actuel des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) avait fait un voyage en France pour apprendre ce moyen de tuer les cétacés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) C'est assez!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries ne s'est pas souvenu sans doute que l'an dernier son prédécesseur, qui était allé en Europe s'enquérir de la stratégie guerrière "antimarsouine", y avait appris que le bombardement des marsouins est inefficace, et qu'il vaut mieux les chasser au fusil. En France, on a abandonné le bombardement des marsouins. Ici cependant, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a eu recours aux bombes avec le résultat qu'il a occis 37 marsouins sur un total de 200,000.

**Des députés de l'opposition:** Sur 2,000,000!

**Un député du côté ministériel:** Pas 200,000, mais 2,000,000.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 2,000,000. Quel beau résultat!

(Rires)

Toute une aide pour les pêcheries que d'en avoir tué 37 sur 2,000,000. C'est sans compter une quantité incalculable de poissons qui sont allés couvrir les rivages. Le ministre n'a pas donné de chiffres quant au nombre de poissons qui ont été tués par le bombardement. Je suis informé qu'après le bombardement, plutôt qu'après ce massacre, le rivage de la Côte-Nord était jonché de poissons morts et que la nouvelle guerre a été plus terrible à nos pêcheries et à nos pêcheurs qu'aux marsouins eux-mêmes. De sorte que le bombardement a été surtout efficace contre le menu poisson.

Je recommande l'établissement d'une école des pêcheries. Pareille institution existe déjà en Nouvelle-Écosse et ailleurs et rend de grands services. J'espère aussi que le ministre va faire connaître davantage nos pêcheries, qui peuvent rapporter autant que notre industrie-mère, l'agriculture.

Je ne suis pas certain que Québec ait bien fait de séparer les pêcheries de cette province du ministère des Pêcheries du gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral a considérablement augmenté le budget du ministère des pêcheries l'année dernière, tandis que notre province n'octroie qu'une toute petite somme aux pêcheries chaque année. Selon moi, dit-il, si on s'occupait des pêcheries comme il se doit et si le gouvernement accordait une somme suffisante à ce secteur, il ne faudrait que quelques années pour que la province retire autant d'argent, sinon plus, des pêcheries que de l'agriculture.

Mais il paraît que je parle du discours du budget. On peut en dire ce qu'on dit des automobiles. Le discours du budget, comme les surplus, est comme les autos *Ford*, il est fait en série depuis quelques années. Celui de cette année porte le numéro 8-32-1930.

On y voit même que le trésorier provincial (l'honorable M. McMaster) y dit qu'il a suivi le système qu'il avait utilisé l'an dernier. La meilleure preuve, c'est qu'on trouve dans son discours une phrase comme celle-ci: "Adoptant la même méthode dont je me suis servi l'an dernier..." Je ne sache pas que l'honorable trésorier de la province était ici l'an dernier. Le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster) n'était pourtant pas trésorier l'an dernier, et n'était même pas député.

**L'honorable M. McMaster (Compton)** fait signe qu'il n'a pas parlé ainsi.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est dire que les trésoriers changent et que le discours du budget reste le même. C'est dire que ces discours sont préparés à l'avance et qu'on ne fait qu'y changer les chiffres.

Dans le discours du trésorier, on voit que les dépenses ordinaires se chiffrent à \$35,964,487, et les recettes ordinaires à \$39,986,283 soit un surplus de \$4,011,795. Mais plus loin, nous voyons que les dépenses générales globales étaient de \$49,187,237.40 et que les recettes globales étaient de \$48,884,101.39, ce qui laisse une différence qui est un déficit de \$726,508.30.

En plus, nous avons de l'argent en banque pour une somme de \$4,607,783.31 contre des mandats non payés de \$5,334,291.61. Autrement dit, il y avait plus de mandats non payés qu'il n'y avait d'argent pour les rencontrer. Je crois que si une maison d'affaires se présentait à la banque dans de pareilles conditions, elle devrait présenter des garanties supplémentaires ou se verrait refuser tout crédit.

Le gouvernement néglige de faire mention des \$15,000,000 en obligations émises en faveur de la Banque de Hochelaga au moment de la création de la Banque Canadienne Nationale.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Cette obligation était comprise dans la dette.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Le surplus de \$4,011,795 est un surplus d'élections et il a été fait en aliénant notre capital<sup>1</sup>. Les revenus de nos forêts se sont chiffrés à \$6,523,529.68; sur ce montant, il y a exactement une somme de \$5,178,511.52 en revenus de la vente de nos ressources forestières. Ainsi donc, si on considère que le surplus a été de \$4,000,000, il faut en venir à la conclusion que ce surplus vient en totalité de la vente de notre capital. Ce revenu de nos forêts, qu'on l'appelle droit de coupe ou autrement, ce n'est pas un revenu mais l'argent qui vient d'une partie de notre capital que nous avons aliéné, et il devrait être mis au compte du capital, ce qui serait ainsi un déficit au lieu d'un surplus. Le surplus dont parle le gouvernement n'est pas un surplus, mais une dette de \$7,000,000.

On a beau prétendre que le surplus est fait avec la perception des droits de coupe, il n'en reste pas moins vrai que notre actif forestier est entamé! En fait, si nous ne tenions compte que des revenus

véritables, nous n'aurions aucun surplus à enregistrer, mais des déficits. Cela est vrai surtout si l'on considère que, d'après les meilleurs ingénieurs forestiers, nos ressources forestières s'épuiseront d'ici 25 ans. Je crois que le trésorier provincial (l'honorable M. McMaster) ferait mieux de congédier son comptable, au lieu de nous parler des ouragans dans une tasse de thé. Si j'étais trésorier provincial, c'est ce que je ferais car, en somme, les terres et forêts, c'est notre capital que nous vendons.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Dans quelle catégorie placeriez-vous les débentures de la Banque d'Hochelaga?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est une obligation, je la mets à mon passif. Je ne suis pas un expert, mais ce que je dois, je le mets à mon passif.

J'approuve la déclaration de l'honorable premier ministre, au banquet de la Sainte-Trinité, Mercier-Leduc-Gabias, car depuis deux ans, je demande que l'on s'occupe davantage de l'hygiène. Lors de ce banquet, le premier ministre déclarait que le gouvernement ferait tout son possible et n'épargnerait rien pour avancer la cause de l'hygiène publique. Il a dit qu'il consacrerait tout l'argent possible pour la santé publique. Tant mieux, car les statistiques démontrent que Québec est la province où la mortalité infantile fait le plus de ravages.

Il déclarait avec raison que nous devons compter sur les berceaux pour maintenir notre position en ce pays. Et il est grand temps, car nous voyons dans le *Canada Year Book* et dans l'*Annuaire du Québec* que la province de Québec a le plus haut taux de mortalité avec 121.1 par mille, ainsi que le taux le plus élevé de mortalité infantile avec 129.3. Et Montréal et Québec ont le plus haut taux de mortalité du dominion avec 132 pour Montréal et 147.9 pour Québec, alors que la moyenne du dominion est de 94.

Il (M. Blain) rappelle les paroles de l'honorable secrétaire de la province (M. David) qui déclarait: "Nous avons 300 lits pour tuberculeux en 1924, nous en aurons 1,700 en 1930 et 3,000 dans 3 ans". Si cela est vrai, tant mieux. Pourtant, nous avons actuellement le plus haut taux de mortalité par la tuberculose, soit 121.1 par 1,000.

Le secrétaire de la province a parlé du système Grancher. C'est une excellente initiative. Il nous dit que, cette année, nous allons tenter d'instaurer le système Grancher dans notre province. Il s'agit du système où l'on retire les enfants en santé des foyers où se trouvent des gens malades ou

contaminés. On nous affirme que plus tôt les enfants sont retirés des endroits contaminés, plus le nombre de vies qu'on arrive à sauver est élevé. Si on laisse un enfant dans un logis contaminé pendant six mois, le risque qu'il meure est plus élevé que si on l'en éloigne au cours du premier mois.

Il nous faut toutefois un système de suivi pour accompagner cette mesure. Il ne sert à rien de débloquent des fonds pour retirer les enfants des foyers contaminés s'ils doivent revenir plus tard dans ces mêmes foyers, qui sont toujours contaminés. C'est bien d'appliquer le système Grancher, mais il ne faut pas agir de façon à ce que les enfants qui ont été éloignés des milieux contaminés y retournent dans la suite. On se trouverait à démolir le bon travail qui a été fait. Et nous devons faire quelque chose pour déloger Montréal de sa première place au palmarès de la tuberculose et de la mortalité en général.

Il n'est pas suffisant d'adopter le système Grancher, il importe de faire aussi disparaître les taudis, de créer des casiers sanitaires, afin que les enfants ne retournent pas dans les milieux contaminés. Des taudis existent non seulement à Montréal et Québec, mais encore dans d'autres villes, et ceci rend très douteuse l'efficacité de l'application du système Grancher, parce que je crains que des taudis ne se développent même dans les localités où on enverra les enfants. Nous voyons, à la lecture des documents publics, que dans notre province, où le climat est censé être bon et où les vastes espaces devraient nous garantir un air pur, la tuberculose fait de terribles ravages et la mortalité infantile est très élevée.

Mais que pensez-vous de notre gouvernement qui se vante d'être 40 ans en avance des autres provinces dans tous les domaines et qui n'a même pas pris les mesures nécessaires pour sauvegarder notre capital humain? Je suis en faveur des belles routes pour attirer les étrangers, mais il me semble que nous devrions dépenser davantage pour la santé de notre population. Nous dépensons des millions pour les bonnes routes, mais quel avantage en retirera notre population si nous négligeons le plus grand des biens, la santé publique?

Qu'est-ce que des routes pour faire promener les étrangers peuvent signifier pour nous, quand on ne dépense que \$163,000 pour protéger notre population de la tuberculose et de la mortalité infantile. Combien dépensons-nous pour préserver la vie de nos enfants et protéger la santé de nos adultes? Actuellement, le gouvernement qui dépense \$10,000,000 par année pour les routes, une bien

bonne chose, ne dépense que l'opulente somme de \$463,000 pour l'hygiène. Ce sont là les chiffres des *Comptes publics* pour la dernière année financière.

L'an dernier, on nous a dit que le taux de mortalité avait baissé, mais on ne nous a pas dit que le taux de la natalité avait également fléchi. En 1926, il était de 32.1 par mille habitants et il est descendu à 31.9 pour 1927. La population agricole diminue également. Elle a constamment diminué depuis quelques années.

Le député de Chicoutimi (M. Delisle) a prétendu que la population du comté de Chicoutimi, loin de diminuer avait augmenté, mais il n'a pas dit que c'était dû à l'importation d'ouvriers étrangers des autres parties de la province qu'on a fait venir pour doter en main-d'œuvre les nouvelles industries établies là-bas. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler l'augmentation naturelle de la population. Mais si l'on compare les statistiques de cette année avec celles de 1921, l'on voit que la population rurale a diminué dans 22 comtés.

En 1921, la population rurale était plus considérable que celle des villes, tandis qu'aujourd'hui, c'est l'inverse. En 1911, la population rurale était de 51.8 % et la population urbaine de 48.2 %; en 1921, la population rurale était de 44 % et la population urbaine de 56 %. La population rurale n'a depuis cessé de décroître. Cependant, le gouvernement ne s'est avisé que cette année qu'il existe une crise agricole. Il y a longtemps que nous disons cela et le gouvernement a pris du temps à réaliser que ce n'est pas en cachant le mal qu'on peut le guérir.

On a beaucoup parlé de la crise du papier. On en a dit beaucoup de choses et je n'ai pas l'intention d'en parler longuement. Mais je voudrais faire une suggestion. L'honorable premier ministre aurait pu régler la crise en janvier 1929 car, lors de la dernière assemblée de la Canadian Pulp and Paper Association, le 26 janvier 1929, son collègue, le ministre de l'Agriculture d'aujourd'hui, (l'honorable M. Perron) a déclaré que si on l'avait consulté sur la crise, il aurait trouvé une solution. La crise aurait même pu être évitée. Ainsi donc le premier ministre avait le remède assis à côté de lui et il n'y a pas eu recours. Il avait un grand génie à ses côtés et il l'a ignoré. Pourquoi n'a-t-il pas consulté son collègue?

L'International Paper Company est une grosse organisation. En 1928, elle avait un déficit de \$4,500,000. Cette compagnie, qui avait reçu de notre province les plus grandes limites jamais concédées par notre gouvernement, avait fait une chose extraordinaire...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député affirme-t-il que la Canadian International Paper Co. a obtenu les plus grandes limites à bois du gouvernement actuel?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Oui, je l'affirme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député affirme cela. Très bien.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je ne sais pas si c'est directement ou indirectement.

**Des députés à droite:** Ah! ah!  
(Rires à droite)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À la réunion de l'Association de la pulpe et du papier, on avait proposé que les compagnies s'imposent une taxe pour le reboisement des forêts. La seule compagnie qui a refusé, c'est l'International, et elle a fait manquer le projet.

Ceci m'amène à un autre sujet, celui de la situation des ministres qui sont directeurs de compagnies. Le premier ministre est directeur de quelques compagnies, dont quelques compagnies d'assurances. Une de ces dernières a acheté 60,000 actions de l'International. Dans le rapport du surintendant fédéral de l'assurance, on voit que ces actions ont été enregistrées à \$134, tandis que les statistiques de la Bourse indiquent qu'elles ont été vendues à \$47 soit un joli déficit sur la transaction. Quelle sera maintenant la situation du premier ministre quand la question viendra devant le bureau de direction? Est-ce le premier ministre, le procureur général ou le directeur de compagnie qui parlera au président de la compagnie? Le trésorier, rappelle-t-il, a condamné le fait que les ministres fussent directeurs de compagnies.

Permettez-moi de conclure par quelques réflexions. S'il y a un surplus, pourquoi le gouvernement ne dégrève-t-il pas les contribuables ou les municipalités en leur donnant une partie de sa taxe sur la gasoline ou de l'automobile? Si vous avez tant de surplus, réduisez donc la taxe sur la gasoline d'au moins un sou et celle sur l'automobile. Car l'auto n'est plus un luxe, mais bien une nécessité, à la campagne plus qu'ailleurs.

Je me rappelle de l'époque où les cultivateurs devaient voyager pendant la moitié de la nuit pour se rendre au marché. Aujourd'hui, leurs camions les y emmènent rapidement. Je ne partage pas l'avis qu'on a exprimé à la Chambre qu'il s'agit là d'un luxe et

d'un gaspillage d'argent. Les cultivateurs en Ontario ont tous des camions. Ils ne se laissent pas distancer par les progrès accomplis dans le pays. Nous ne pouvons pas reprocher aux cultivateurs d'être novateurs, puisque nous prétendons encourager l'innovation chez eux. Va-t-on reprocher aux cultivateurs de s'acheter des camions pour se rendre au marché Bon-Secours? Si on veut les aider, qu'on le prouve donc en réduisant les taxes.

Le discours du budget dit qu'il n'y a pas de nouvelles taxes. Je vous disais tout à l'heure que les discours du budget étaient faits en série. C'est ainsi qu'on nous a dit, l'an dernier et cette année, que le gouvernement avait augmenté ses revenus et que les surplus ont été réalisés sans imposer de taxes. Mais pour ce qui est de l'année dernière, il s'agit d'une erreur. Depuis un an, si j'ai bonne mémoire, on en a créé trois nouvelles. Que fait-on de l'augmentation de la taxe sur la gasoline, de la taxe sur les électriciens et les courtiers? La taxe sur les électriciens, qui fait augmenter les coûts de construction, et fait donc augmenter le prix des loyers.

Et l'on vient nous dire que le gouvernement n'accumule des surplus que par sa bonne administration: un gouvernement n'a droit de taxer que pour les besoins d'administration. Heureusement, le trésorier a été assez franc pour admettre que les revenus proviennent des taxes. Mais il a oublié de mentionner qu'on n'a pas le droit d'imposer des taxes dans le but d'accumuler des surplus. Nous ne devons imposer des taxes que pour être en mesure de couvrir les dépenses et nous devrions utiliser les surplus pour réduire le fardeau des contribuables.

Qu'est-ce que le gouvernement veut faire avec ses surplus? Veut-il les mettre dans la niche du parlement? Pourquoi le gouvernement, s'il a tant de surplus, ne les emploie-t-il pas pour les pensions aux vieillards et pour les allocations familiales? Mais on n'en parle pas dans le discours du budget. Il me semble que les surplus pourraient être utilisés pour le bien de la province: on pourrait diminuer les taxes ou donner une part de ces taxes en guise d'aide aux municipalités.

Personne ne nous a dit ce que le gouvernement avait l'intention de faire en ce qui concerne la loi sur les accidents du travail. Nous savons maintenant à quoi nous en tenir au sujet de la loi des accidents. Car le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) a déclaré que la loi allait rester telle quelle pour une autre année.

Si le gouvernement a des surplus, pourquoi ne permettrait-on pas aux épiciers de vendre du vin?

Les épiciers ont soutenu nos ouvriers quand ils n'avaient pas de travail pendant la crise, en leur faisant crédit. Et ils doivent faire face aux chaînes de magasins. Ils méritent considération. Depuis sept ans, ils demandent le privilège de la vente du vin qui les aiderait beaucoup à passer à travers la crise actuelle. Il y a dans cette mesure un excellent moyen de prévenir l'invasion des chain-stores. Ça fait sept ans qu'on leur refuse ce privilège.

Nous faut-il une crise du commerce après celle de l'agriculture? Plusieurs faillites auraient été évitées dans le passé si la commission des liqueurs n'avait pas été la seule à obtenir la permission de vendre les vins. En 1928, il y a eu 99 liquidations et 280 faillites d'épiciers, et en 1929, 142 liquidations et 511 faillites, soit en tout une augmentation de 455<sup>2</sup>. Leur commerce est si mauvais que nous avons eu, à Montréal, 1,244 liquidations et cessions de biens.

Le trésorier provincial (l'honorable M. McMaster) a fait une observation valable, mais qu'on a négligé de relever. Il nous a affirmé que la loi des liqueurs avait été passée pour encourager la tempérance. Mais ils encourageraient la tempérance s'ils vendaient des alcools légers, des bières et des vins, et non pas des alcools forts. Comment ont-ils encouragé la tempérance depuis que la loi a été passée? On paie aujourd'hui un prix plus élevé pour le vin que celui qu'on payait dans le passé pour les boissons très alcoolisées. Et lorsque nous demandons à ce que soit encouragé le goût du vin en permettant la vente du vin dans les épicerie, on nous le refuse catégoriquement. La loi des liqueurs a été passée pour favoriser la tempérance dans la province. On voulait substituer le goût du vin au goût des liqueurs fortes. Si on accordait la vente du vin aux épiciers, on entrerait dans l'esprit de la loi.

Le gouvernement nous dit que nous sommes des visionnaires. On dit que nos propositions sont irréalistes, que nous sommes des théoriciens, que nous sommes grands parleurs, petits faiseurs. Nous parlons et nous avons des idées. Nos idées, elles doivent passer par le creuset des souffrances, elles doivent être torturées avant d'être acceptées. On nous dit que nous ne sommes que des idéalistes. Nous de l'opposition, nous ne sommes pas grand-chose. Nous ne sommes rien, peut-être, mais nous sommes des citoyens, des travailleurs économiques de cette province.

Nous ne sommes rien peut-être, mais nous sommes les fils de nos pères, essayant de faire mieux qu'eux, afin de transmettre à nos descendants un héritage agrandi. Nous ne sommes pas grand-chose, mais nous sommes dévoués à notre pays. Les députés

de la gauche n'ont d'autre but que de conserver notre patrimoine national pour ceux qui viendront après nous. L'opposition est tournée vers l'avenir et désire formuler une politique qui servira la prospérité agricole et industrielle.

(Applaudissements à gauche)

**M. Lamoureux (Iberville)** félicite l'Orateur, puis le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône ainsi que les nouveaux ministres et députés. Il présente ses sympathies aux familles de MM. Gagnon et Philips, deux députés décédés. J'espère que mon vieil ami le député de Vaudreuil (M. Pilon), qui ne peut être présent à cette séance en raison de son état de santé, sera bientôt rétabli.

Il (M. Lamoureux) offre des compliments au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) et fait un bel éloge de l'honorable M. Caron, ancien ministre de l'Agriculture.

Il présente ses hommages à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron). Tous les cultivateurs de notre province, dit-il, sont heureux de sa nomination comme ministre de l'Agriculture. L'agriculture compte sur lui. L'opposition aurait pu se contenter de le laisser élire par acclamation. L'opposition a fait une erreur, mais comme une élection a dû être tenue, l'honneur n'en a été que plus grand pour le ministre et le parti.

Mes collègues de Maisonneuve (M. Tremblay) et de Montréal-Dorion (M. Blain) ont essayé de contredire le nouveau trésorier (l'honorable M. McMaster). Depuis tant d'années que vous faites des assemblées politiques et que vous accusez les membres du gouvernement, mais vous n'avez rien trouvé. Ça fait sept ans que je suis ici. L'opposition n'a pas encore pu démontrer que la province de Québec est mal administrée. Elle n'a jamais rien prouvé contre le gouvernement. C'est pour cela que les cultivateurs qui sont des gens de bon sens ne lui accordent que des victoires morales dont elle doit se contenter.

L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a posé la question l'autre jour: "Sommes-nous plus prospères, plus heureux et meilleurs qu'il y a 10 ans?" Je parle toujours franchement. La classe rurale agricole n'est pas plus prospère qu'en 1920 en raison de certaines conditions qui existaient après la guerre, mais elle est plus heureuse en ce qu'elle jouit de plus de confort qu'autrefois. Quant à savoir si nous sommes meilleurs, il faudrait demander cela aux curés.

(Rires et applaudissements)

La mise sur pied du programme du ministre de l'Agriculture donne un nouvel élan à l'agriculture et j'entrevois l'avenir avec confiance.

Je félicite le gouvernement d'avoir fondé des écoles d'industries laitières, destinées à l'enseignement des techniques de cette industrie, qui ont permis aux fermiers de la province de lancer sur le marché américain le meilleur beurre qui se fabrique dans l'Amérique du Nord.

Le député de Laval (M. Renaud) a prétendu que le gouvernement était responsable du marasme qui existe dans l'élevage des chevaux. Il n'a pas donné les véritables raisons de la disparition de l'élevage du cheval dans la province de Québec. Il devrait le savoir mieux que cela. Les éleveurs font face à de nouvelles conditions et aux problèmes qui en découlent. Il y a 30 ans seulement, les éleveurs de chevaux du Québec exploitaient un commerce profitable.

Nous élevions beaucoup de chevaux pour les vendre au Manitoba et dans les Prairies. Nos chevaux étaient si prisés que l'on venait les acheter de partout en Amérique du Nord, du Nord-Ouest comme des États-Unis, à fort prix. Les cultivateurs de l'Ouest utilisent maintenant des tracteurs pour exécuter une grande partie de leur travail et l'industrie équine en a en conséquence souffert.

Le député de Laval a aussi prétendu qu'il ne pouvait trouver de vaches laitières dans la province. C'est qu'il ne pouvait pas ou ne voulait pas payer le prix demandé.

Il (M. Lamoureux) fait une revue des œuvres accomplies par le ministère de l'Agriculture dans toutes les sphères de l'activité agricole. Le ministère de l'Agriculture a, poursuit-il, fait tout son possible pour aider les cultivateurs. Je félicite le ministre de l'Agriculture et je regrette qu'il ne soit pas à son siège pour confirmer mes paroles.

Je voudrais répondre à l'opposition qui prétend que l'entretien des chemins est un article de son programme. Les députés des comtés ruraux ont eu quelque chose à dire là-dedans. Les comtés ruraux eux-mêmes ont demandé au gouvernement d'entretenir plus de bonnes routes. Nous sommes allés souvent chez le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) et il nous répondait: "Quand les finances de la province le permettront, nous prendrons à notre charge l'entretien des chemins améliorés."

(Applaudissements)

En 1929, le gouvernement s'est chargé de cet entretien.

(Applaudissements)

Le gouvernement a fait les chemins dans les campagnes aussi économiquement que possible, et notre voirie avec la politique des bons chemins a déjà donné d'excellents résultats. Lorsque le gouvernement a pris à sa charge l'entretien de tous les chemins, il a rendu un grand service aux cultivateurs. Lorsque les premiers bons chemins ont fait leur apparition il y a plus de 10 ans, une grande partie de la population agricole les regardait d'un œil désapprouvateur en raison de leurs coûts de construction et d'entretien élevés. De nos jours, toutefois, les cultivateurs font partie des plus ardents défenseurs du ministère de la Voirie et sont ravis de l'excellent travail qu'il accomplit. De plus, j'estime que les campagnes ont été bien traitées par le gouvernement en ce qui concerne l'entretien et la construction des ponts.

Je félicite aussi le gouvernement d'avoir donné des octrois pour la construction des écoles primaires scolaires. Je regrette, toutefois, que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) ne soit pas là pour m'entendre, car j'ai une demande à lui faire. La loi décrète que le gouvernement donne aux municipalités les deux tiers du coût de construction pour l'école coûtant \$2,500, mais ne donne rien si l'école coûte plus cher. Il faudrait amender la loi concernant les octrois aux écoles, de façon à ce que les écoles de plus de \$2,500 puissent bénéficier d'un octroi raisonnable pour se maintenir. Je voudrais aussi que le gouvernement payât les deux tiers de la construction d'une école de rang lorsqu'elle coûte plus de \$1,500.

Par ailleurs, le gouvernement devrait donner la moitié de toute augmentation que chaque municipalité rurale voudra donner aux institutrices, car elles ne sont pas suffisamment payées, et les meilleures dans nos campagnes vont à la ville où elles gagnent plus cher.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) fait un excellent travail auprès des cultivateurs en les encourageant à moderniser leurs méthodes, mais certains d'entre eux ne peuvent moderniser leurs méthodes parce qu'ils manquent de fonds, et le taux d'intérêt sur les prêts accordés en vertu de la loi fédérale sur les prêts agricoles est trop élevé.

J'estime qu'il est urgent que le gouvernement provincial prenne des mesures en vue de garantir aux fermiers des prêts qui leur permettront de moderniser leur entreprise. La province de Québec devrait aussi avoir son propre crédit agricole, au lieu de s'en tenir à la loi fédérale, car le taux d'intérêt actuel est trop élevé.

Je suis d'accord avec l'opposition en ce que le crédit agricole à 6½ % plus le fonds d'amortissement à 2 %, plus divers frais, est impraticable pour les cultivateurs. J'ai cru comprendre que des demandes seront présentées au gouvernement fédéral à la prochaine session parlementaire à Ottawa pour qu'il consente à accorder des prêts à un taux moins élevé et à modifier son programme pour mieux l'adapter à la situation du Québec. Mais si le gouvernement fédéral n'abaisse pas le taux, le gouvernement provincial devra prendre l'affaire en mains et fournir aux cultivateurs de l'argent à un taux raisonnable.

Il demande une loi pour la radiation des hypothèques périmées depuis 30 ans, et cite à cet effet un article de la *Revue du Notariat*.

"Me Yves Montreuil soumettait à la Chambre des notaires, à la session de juillet 1928, un mémoire de Me Philippe Angers, notaire et régistrateur à Beauceville, concernant la radiation de certaines hypothèques (principalement les hypothèques apparemment prescrites). Ce mémoire suggérait deux projets d'amendements au Code civil (...)

"Ces projets ont provoqué l'intérêt de la Chambre des notaires, qui a adopté une résolution à l'effet qu'elle verrait avec plaisir la mise en pratique de toute mesure tendant à simplifier et à rendre moins dispendieuse et moins longue la procédure requise pour opérer la radiation de ces (vieilles) hypothèques.

"Ces projets ont en outre éveillé l'intérêt de la profession, en général, si l'on en juge par les nombreux articles publiés depuis dans la revue et par le vœu exprimé lors du dernier Congrès international des notaires, tenu à Montréal.

"Dans son premier projet, ajoutant l'article 2148a au Code civil, Me Angers propose en substance de limiter à vingt ans l'effet de l'enregistrement des privilèges et hypothèques, l'enregistrement devant être renouvelé avant l'expiration de ce délai; et à défaut de tel renouvellement, toute partie intéressée pouvant obtenir la radiation de toute hypothèque datant de plus de vingt ans, sur réquisition à cet effet.

"Dans les motifs préliminaires qu'il invoque à l'appui de son projet, Me Angers remarque avec raison que le "régistrateur n'est pas autorisé, sans jugement, quittance ou mainlevée, à radier une créance hypothécaire prescrite".

"La prescription d'une créance privilégiée ou hypothécaire n'est en général, acquise, sauf le cas très rare de l'article 2251, qu'à l'expiration de trente ans.

"Je ne sais ce qui a porté Me Angers à assujettir la prescription de l'accessoire de la créance à un délai sensiblement plus court que celui fixé pour la prescription de la créance elle-même.

"Quoi qu'il en soit, dans une étude subséquente, Me Angers écrit: "Que l'inscription hypothécaire soit limitée à 20, 30 ou même 50 ans, peu importe! Mais qu'elle devienne nulle après un certain laps de temps, c'est une nécessité. Que la radiation soit faite pour libérer les immeubles affectés, et cela, par une procédure spéciale et à peu de frais, c'est encore une nécessité."

"Ici, nous approuvons absolument Me Angers et comme ce projet a principalement pour but de pourvoir à la radiation des hypothèques prescrites, nous croyons pour notre part que l'effet des hypothèques devrait être limité à 30 ans (au lieu de 20 ans comme le propose Me Angers), terme qui concorde avec le délai fixé pour la prescription des créances hypothécaires.

"Enfin, Me Angers suggère que le renouvellement soit fait suivant les articles 2131, 2172 et 2172a du Code civil. Nous nous permettrons de remarquer qu'un renouvellement fait suivant les dispositions de ces articles est généralement un acte unilatéral du créancier et n'interrompt pas la prescription (c.c. 2131); nous croyons qu'un titre nouveau, émanant du débiteur ou du tiers détenteur serait bien préférable.

"Dans un second projet, Me Angers d'ajouter au Code civil un article (2150a) rédigé en ces termes: "Le juge ou le protonotaire du district judiciaire où se trouve l'immeuble affecté par privilège ou hypothèque, sur requête à lui présentée, appuyée d'une preuve satisfaisante que tel privilège ou hypothèque a été acquitté, déchargé, éteint par prescription ou autrement, ou est illégal, peut en ordonner la radiation au régistrateur."

"Ce second projet a été critiqué avec assez de justesse par Me F. M. Borduas et nous croyons que l'article proposé n'aurait guère de chance d'être adopté parce qu'il aurait pour effet de permettre de procéder, par requête, dans une procédure qui pourrait, en certains cas, devenir contentieuse. Ainsi, si l'on allègue que l'enregistrement est illégal, ceci nous semble passablement contentieux.

"En fin de compte, nous devons féliciter hautement Me Angers de son initiative et s'il nous est permis de présenter notre opinion sur le sujet, nous croyons que la mesure à adopter devrait être limitée à la radiation des hypothèques prescrites par 30 ans et devrait pourvoir à l'obligation de fournir un titre nouvel"<sup>3</sup>.

Il félicite le gouvernement des bonnes choses qu'il a faites. C'est, conclut-il, à peu près tout ce que j'ai à dire pour aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

**M. Crépeau (Sherbrooke)** fait des compliments au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) pour sa réapparition en Chambre, après un silence de six ans, qui lui fut imposé par ses fonctions d'Orateur de l'Assemblée. C'est un ancien camarade d'université qui avait su gagner l'estime de tous les jeunes de son temps par sa courtoisie et son beau talent. C'est un gentilhomme courtois que je suis toujours heureux d'entendre. Je le félicite de son entrée dans le cabinet.

En entendant parler l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, je me suis demandé si la guerre recommençait. Je m'étonne que le gouvernement ait choisi un homme aussi pacifique pour en faire un ministre de la guerre: la guerre aux ours, aux marsouins, etc. Pour la prime sur les ours, l'honorable ministre devrait exiger la production des ours vivants avant de payer la prime, car il y a des gens qui voient l'ours mais ne le tuent pas.

(Rires)

Il fait remarquer que le rétablissement de la prime accordée pour la mise à mort des ours ne s'applique que dans les cas où les ours daignent s'approcher à moins de cinq milles des habitations.

Je m'étonne que le député d'Iberville (M. Lamoureux) soit content de tout. Prenons la question des chemins. Le gouvernement a mal fait ses premiers chemins que l'on est obligé de refaire en béton ou en amiésite.

Je tiens à complimenter l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) de sa grande franchise en annonçant que les revenus ne tombent pas du ciel, mais qu'ils proviennent des taxes directes imposées par le gouvernement. Cela a dû être une surprise pour certains députés de l'entendre dire d'où viennent les revenus du gouvernement. Il y a longtemps que nous disons qu'ils viennent des taxes. Ce doit être un rude coup dans le camp des orateurs ministériels qui chantent sur tous les tons, depuis longtemps, que sous le bon gouvernement actuel, les taxes n'existent pas. Maintenant, j'entends traiter surtout de la question des terres et forêts.

Parlant du pourcentage des revenus provenant de différentes sources, il rappelle qu'après ceux de la vente des liqueurs, c'est la vente de nos forêts qui fournit le plus au Trésor de la province.

D'après le dernier rapport du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier, fils) trois

items seuls produisent la somme de \$4,500,000. En faisant le rapprochement de ce montant avec les prix unitaires qui règlent les coupes de bois, on a une idée des quantités énormes du bois qui disparaît chaque année.

En 1926, le gouvernement disait que nos richesses étaient inépuisables, qu'il était nécessaire de couper le bois pour l'empêcher de pourrir. Du côté de l'opposition, nous prétendions que, d'après les experts, nous n'en avions pas plus que pour 20 ans et qu'il ne fallait pas continuer la politique du gouvernement. Lorsqu'en 1926, le gouvernement vendait le domaine forestier par tranches de 4,000 milles carrés à la fois, l'opposition donnait l'avertissement que ceci amènerait, en moins de 20 ans, la ruine de l'industrie du bois et des villes qui en dépendent. L'opposition suggérait qu'avant de forcer la construction de nouvelles usines de papier, le gouvernement devrait assurer à celles qui existaient déjà, une quantité de bois suffisante pour permettre leur plein fonctionnement à perpétuité et, de cette façon, garantir les placements qui avaient été faits dans ces industries.

Pour toute réponse, les ministres traitaient les membres de l'opposition de défaitistes et d'incompétents. Elle ridiculisait la suggestion de faire les affermage par petites tranches. Aujourd'hui, la situation est telle que l'avenir économique de notre province est menacé. Aujourd'hui, le gouvernement commence à se rendre à l'évidence, mais un peu tard, que sa politique des forêts conduit la province vers la ruine. La crise actuelle du papier est la conséquence naturelle de cette politique ruineuse et nous commençons à réaliser que nous ne sommes plus maîtres chez nous. On n'a apporté aucun remède à la situation. J'espère que le gouvernement réduira l'exploitation des ressources forestières de la province pendant qu'il en est encore temps.

Pour chercher à atténuer cette crise, le gouvernement commence à faire du reboisement sur les terrains sous licence et dans les réserves cantonales des pulperies. Le rapport du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) nous dit bien que le reboisement a pris une belle allure, mais on sait qu'il faut beaucoup de temps pour reboiser. Mais il est un autre aspect au reboisement qui pourrait rendre des services autrement signalés aux citoyens de la province. On peut admettre que, sur la très grande majorité des fermes de cette province, il y a des espaces qui ne produisent rien et qui pourraient être reboisés, de façon à rapporter des revenus importants dans 40 ans d'ici. Je connais un morceau de terre d'environ deux acres sur lequel le

bois avait été enlevé complètement il y a 34 ans. L'année dernière, sur le même morceau, on a coupé tout le bois et il a rapporté \$600.

Il y a, dans les Cantons-de-l'Est, 60 % de terres qui pourraient être reboisées. Sur un grand nombre de fermes de 200 acres, on pourrait en reboiser au moins 25 ou même 50 acres. Quel plus bel héritage un père pourrait laisser à ses enfants, pour être exploité dans 40 ans? Que ferait le gouvernement pour encourager nos gens? Bien peu de chose, si ce n'est que de vendre à ceux qui peuvent en acheter des plants, pour reboisement, tandis qu'Ontario les donne.

On ne paraît pas aimer, en cette Chambre, les comparaisons avec la province d'Ontario. Mais, qui nous a habitués à ces comparaisons si ce ne sont les ministres eux-mêmes quand, par hasard, dans un domaine particulier, notre province a obtenu un certain succès.

Le premier janvier 1930, un journal agricole de l'Ontario, le *Farm and Dairy*, publiait une annonce du ministère des Forêts d'Ontario dans laquelle on lisait ceci: "Pratiquement chaque entreprise agricole comprend des terres qui ne génèrent aucun profit mais qui pourraient rapporter beaucoup. Des terres qui ne deviendront jamais de bons champs de céréales, ne produiront jamais de récoltes abondantes de plantes racines et ne peuvent être utilisées pour le pâturage, font souvent d'excellentes terres pour la sylviculture et profitent au reste de l'entreprise agricole. Le gouvernement de l'Ontario réserve 3,500 jeunes arbres forestiers provenant de ses serres pour chaque cultivateur ontarien qui en a besoin pour le reboisement. Les terres reboisées sont exemptes de taxes (jusqu'à concurrence de dix pour cent des terres affermées ou un maximum de dix acres). Pour plus de renseignements au sujet des arbres forestiers alloués aux entreprises agricoles et des conseils sur la gestion des terres à bois, veuillez communiquer avec le Ministère des Forêts, Édifice du Parlement, Toronto, Ontario."

Dans Québec, on vend les arbres tant par cent. C'est du moins ce que le département des Terres a répondu à un particulier qui en a fait la demande.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami voudra-t-il me donner le nom de cette personne afin que je réfère au dossier?

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Certainement. Je crois que le système de l'Ontario est plus avantageux pour les cultivateurs et le reboisement.

Un citoyen s'adresse au gouvernement de Québec, pour obtenir des plants; on lui répond: "Nous vous en fournirons à raison de ... par chaque centaine d'arbres. un citoyen écrit au gouvernement d'Ontario; il reçoit comme réponse: "Nous vous en fournirons 3,500 par année et nous enverrons un spécialiste pour vous enseigner à les planter." De plus, le terrain ainsi déboisé est exempt de taxes. C'est là autre chose que des paroles, c'est un acte pour encourager le reboisement et pour créer un attrait au cultivateur à persister sur sa ferme.

À part cela, outre les réserves cantonales, combien de lots dispersés, qui sont abandonnés aujourd'hui et que le gouvernement pourrait acheter pour en faire une réserve de bois! Dans maints cas, pourvu que l'on n'y laisse pas pénétrer les animaux, la pousse se fait toute seule sans qu'il soit nécessaire d'y remettre des plants. Aujourd'hui, ces terres peuvent être achetées pour \$1 de l'acre; plus tard elles auront une valeur de \$50 à \$100 l'acre.

Ce reboisement des terres privées aura encore pour effet de faire revivre les moulins à scie (page 24). Le rapport lui-même du ministre rappelle que le temps des moulins à scie est passé, tandis que si on les ramenait, on ferait revivre bien des villages. C'était l'industrie principale, souvent la seule, de l'opération de laquelle vivait presque tout le village. Un journal de Rivière-du-Loup jette presque le cri d'alarme en demandant que l'on fasse en sorte que les moulins de Cabano puissent avoir du bois pour fonctionner, sans quoi c'est la disparition complète du village.

Le gouvernement s'est dit fier de sa politique de développement forestier, qui protégeait le capital. Je me demande ce que les capitalistes pensent aujourd'hui de la politique du gouvernement. Qu'est-ce qui se produirait dans les villes de papier comme Shawinigan, Grand'Mère, Chicoutimi, East Angus, Windsor Mills, si les usines de pulpe devaient fermer leurs portes pour six mois ou pour un an. Ce serait la ruine et la désertion complète de ces villes, ce serait la banqueroute. Les trois quarts de la population de ces villes vivent des industries du papier. Je comprends qu'une délégation a informé aujourd'hui le gouvernement des craintes de la population de ces différentes cités. J'espère qu'on préviendra la crise et le gouvernement rendra alors service à toute la province de Québec.

En terminant, je fais appel au gouvernement pour le reboisement à outrance et l'encouragement aux cultivateurs en leur fournissant gratuitement tous les arbres dont ils auraient besoin pour les reboiser.

(Applaudissements à gauche)

**M. Cantin (Saint-Sauveur)** fait des compliments à l'Orateur, souligne les événements qui se sont déroulés depuis la dernière session, puis rappelle la rapide ascension du chef de l'opposition (M. Houde), depuis la mairie jusqu'à sa nomination comme chef du parti de l'opposition.

L'an dernier, au lendemain de la Saint-Jean-Baptiste, nous avons assisté, après une promenade entre Québec et Montréal, à l'apothéose du nouveau chef de l'opposition sur le Champ-de-Mars. Chez nous, à Québec, nous connaissons moins le nouveau chef qu'à Montréal. La population se demandait: sera-t-il dieu, table ou cuvette? On savait qu'il ne parlait rien de moins que de chasser les vendeurs du temple. Cependant des élections sont venues assombrir son ciel serein dans Compton, Richelieu, Montcalm. Le nouveau chef de l'opposition y a remporté ce qu'il appelle des victoires morales et l'opposition espère qu'elle poursuivra dans ce sens. Nous souhaitons aussi qu'il n'en remportera jamais d'autres et qu'il ne continue à supporter que des victoires morales pour le plus grand bien de la province de Québec.

(Applaudissements)

Il (M. Cantin) félicite également le gouvernement pour sa force et sa solidité.

Il faut dire, dans l'intérêt de toute la Chambre, qu'au cours de cette session, les débats sur le budget et les débats sur le discours du trône se sont déroulés d'excellente manière, sur un ton distingué même, affirment certains observateurs.

Les députés de Hull (M. Guertin) et de Maisonneuve (M. Tremblay), de l'opposition, ont parlé dans leurs discours d'assurance sociale. Ils se sont proclamés les champions d'un projet d'assurance sociale, mais ils ne sont pas les seuls à s'intéresser au problème soulevé par la question. Ils ne devraient pas prétendre être les seuls à souhaiter une amélioration de la situation des malades, des chômeurs et des personnes âgées. Bon nombre de députés du côté libéral de la Chambre ont déjà demandé à ce que des mesures soient prises en ce sens, et la situation dans ce domaine est complexe.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je n'ai pas parlé d'assurances sociales, mais de l'assurance collective et obligatoire pour les accidents du travail.

**M. Guertin (Hull):** J'ai parlé seulement de pensions de vieillesse! Évidemment le député de Saint-Sauveur (M. Cantin) est distrait.

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** Je prends la parole de l'honorable député. L'honorable député de

Sherbrooke (M. Crépeau) a dit que l'on était trop lent. Je diffère d'opinion avec mon collègue, quand il dit que le gouvernement agit avec lenteur. Il a dit que la période de réflexion sur la question était terminée et qu'il était temps de passer aux actes.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Dans mon allocution concernant le discours du trône, j'ai simplement souligné la nécessité de prendre des mesures pour modifier la loi sur les accidents du travail, afin de mettre en place une assurance fournie par l'État.

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** J'accepte cette explication. Les chômeurs, les chefs de familles nombreuses et les malades seront tôt ou tard secourus, mais la question ne peut être réglée aussi facilement. Ces projets pour le bien-être social sont excellents, mais ils impliquent une grande dépense des deniers publics et des problèmes d'une telle complexité, qu'il ne faut pas s'aventurer dans ce domaine à la légère, mais en faire une étude approfondie, et c'est ce qu'a fait le gouvernement. Il est facile d'avoir le courage de faire miroiter aux yeux des indigents des pensions et des assurances.

Il est facile pour les membres de l'opposition de présenter aux malades, aux chômeurs et aux infortunés un portrait souriant des effets qu'aurait une législation sociale, mais c'est une tout autre histoire que de réaliser rationnellement ces projets. Il faut avoir aussi le courage d'envisager le problème de façon à rendre justice aux citoyens qui paieront. Il importe de chercher la meilleure formule possible.

La question des assurances sociales est d'importance capitale. C'est une question complexe. Il faut penser au mode de distribution de ces différents secours pour les malades, pour les vieillards et aux enquêtes qui ne seront pas moins difficiles. C'est le temps pour l'opposition de réaliser qu'il s'agit des deniers publics. Il y a aussi des adversaires à ces projets humanitaires, qui, je le déclare, sont excellents mais que nous devons étudier avec prudence. Un économiste allemand a dit: "Le danger des assurances sociales pour les malades est que l'on pourra voir la moitié de la population malade et l'autre moitié travailler pour celle qui est malade."

Il cite un économiste alsacien qui a condamné les pensions aux malades qui paralysent la volonté de se porter bien. Je cite ces témoignages, dit-il, pour mettre la Législature en garde contre le péril d'obtenir des agitations. Dans tous les pays du monde, ou à peu près, le problème d'assurance

sociale s'est posé. Cependant, dans plusieurs pays, des lois trop hâtives ont été passées. Les gouvernements poursuivaient un bon but, mais ils sont arrivés à des résultats néfastes. Que l'on ne se méprenne pas sur mes paroles. Je suis pour le soulagement de l'infortune. Je n'aurais pas le cœur noble si je ne pensais pas comme cela. Mais on ne saurait reprocher au gouvernement de se hâter lentement, de s'entourer de conseillers, et de prendre de sages avis.

Que le gouvernement se hâte lentement! Il y a des amis qui disent qu'il faut agir avec célérité. Je crois que nous devons être prévoyants. L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) disait avec raison qu'une loi prématurée est plus dangereuse qu'une loi tardive. Il est préférable de passer une loi tardive qu'une loi conçue à toute vitesse et le gouvernement ne devrait pas être blâmé pour son approche mesurée et pour avoir nommé une commission d'étude sur la question. Une fois que la commission aura examiné ce problème social sous tous ses angles, le gouvernement sera bien armé: il pourra passer à l'action et adopter les mesures législatives qui auront été recommandées.

Le débat est suspendu.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

#### Reprise de la séance à 8 h 40

##### The Montreal Trust Company

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 90 modifiant la charte de Montreal Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### La congrégation du Très Saint-Rédempteur

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 105 modifiant la charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### La Prévoyance

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Adopté.

##### En comité:

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Pourquoi demande-t-on une augmentation de capital?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** La Prévoyance a un capital de \$2,000,000 et comme ses affaires se développent, elle veut porter son capital à \$3,000,000.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** La compagnie n'a fait souscrire que \$250,000! Pourquoi nous demande-t-on d'augmenter son capital de \$2,000,000 à \$3,000,000, alors que seulement \$250,000 de ce capital a fait l'objet d'une souscription et qu'on vise à diluer le capital?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** La compagnie a deux objets principaux, l'un touchant l'assurance automobile, et l'autre, la responsabilité de l'employeur, et je crois que, concernant cette dernière, le public devrait être mis au courant si les profits de la compagnie ont été exagérés. Je pose ces questions car, dans le passé, on m'a empêché de discuter un bill au comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition peut discuter un bill tant qu'il le voudra au comité. S'il le désire, nous allons référer ce bill au comité des bills publics et il pourra alors interroger les promoteurs. Je crois qu'il est membre de ce comité, cette année.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je ne suis pas membre du comité des bills publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous pourriez assister aux séances du comité et poser des questions.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

#### **Lots de Saint-Nicolas, comté de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 94 ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Roy (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lévis**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Montcalm (l'honorable M. Perron), que l'ordre du jour appelant la prise en considération, en comité plénier, du bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Je fais cette motion à la demande des autorités municipales de Québec, qui veulent étudier le bill de Lévis et faire certaines représentations au comité. Le maire de Québec n'était pas présent lorsque le bill fut pris en considération. Certaines clauses intéressent la ville de Québec.

Adopté.

#### **Succession John Pratt**

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 81 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thurber (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession J.-A. Villeneuve**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Eusèbe Labelle**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte d'Outremont**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté

#### En comité:

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Comme cette ville demande le droit de taxer les salles de cinéma, je propose que l'étude du bill soit ajournée. La province les taxe déjà et je désire qu'on m'accorde plus de temps pour que je puisse étudier la question plus avant.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Nous avons une semblable taxe à Montréal.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Je ne demande pas la suppression de la clause, mais simplement une suspension pour me donner le temps d'étudier la question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons étudier la clause et, en attendant, nous allons ajourner l'étude du bill.

**M. Guertin (Hull):** Je crois que l'honorable trésorier de la province entend bien remplir ses fonctions et ne veut pas que les villes imposent des taxes.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** (Souriant) Je suis jaloux!

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Charte de LaSalle

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 89 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé.

#### Vente à J.-A. Gadoury

**M. Bastien (Berthier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 validant un acte de vente consenti à J.-Arthur Gadoury soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Succession Blanche-C. St-Denis

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la succession de feue Blanche-Celema alias Celina St-Denis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### Association des directeurs de funérailles

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 concernant l'Association des directeurs de funérailles de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### The Dominion Rubber Company

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à The Dominion Rubber Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Cimetière du Last Post Fund**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 autorisant Last Post Fund à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Charte de Lennoxville**

**M. Crépeau (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de la ville de Lennoxville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Charte de Saint-Laurent**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 29 janvier, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** Je voudrais relever certains commentaires que l'on a faits sur la loi des accidents du travail. Nous avons entendu parler de l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) et de sa veuve. Il me semble, sans vouloir être méchant que le député de Sherbrooke (M. Crépeau) a dû ressentir quelque chose lorsque l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) lui a raconté une petite histoire au sujet de la loi des accidents du travail. Un député de cette Chambre est-il excusable de faire des avancés comme ceux qu'il a faits.

Est-ce qu'il est permis de croire qu'une veuve, mère de cinq enfants, ne touche que \$9.33 par mois? Qu'on prenne donc la loi. Il faut ignorer la loi qui dit

que la veuve d'un ouvrier a droit à 30 % du salaire de son mari! Ces 30 % représentent une plus forte somme que celle que l'on a mentionnée, surtout s'il y a cinq enfants en bas âge. La loi en ce cas, lui accorde 60 % du salaire annuel de son mari.

J'espère que cette histoire du ministre de l'Agriculture va servir de leçon et qu'on se rendra compte que tout ce qui est colporté au sujet de la loi des accidents de travail n'est pas vrai. Je ne veux pas insister davantage et j'espère qu'après les remarques de l'honorable ministre de l'Agriculture, l'on ne fera plus courir de rumeurs sur la Commission des accidents du travail. Je souhaite que ça servira de leçon sur les histoires sentimentales!

**M. Crépeau (Sherbrooke):** On me permettra une question. L'honorable député peut-il dire si mes chiffres étaient inexacts quand j'ai dit que la veuve devait toucher une rente mensuelle de \$9.33 pendant 53 ans? J'ai pu faire erreur quant au nombre des enfants. J'ai appris depuis que le nombre des enfants avait diminué...

(Rires)

... mais le chiffre de \$9.33 est exact! Cela a été clairement établi dans le jugement de la cour, et il s'ensuit de façon très nette qu'il faudra 50 ans à la veuve en question pour encaisser le montant total de l'indemnité. Le caractère de la femme en question ne change rien au fond du débat.

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** Mon collègue a omis de dire que, dans ce cas, il a été établi que le mari ne travaillait qu'un tiers d'année. Ce n'est pas la faute du député de Sherbrooke, mais il aurait dû mentionner le fait que le mari ne travaillait que quatre mois par année, un détail qui vaut la peine d'être mentionné.

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Je ne le savais pas.

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** Quand on ne connaît pas une histoire, on se renseigne. On ne court pas le risque d'être contredit.

(Rires)

Il (M. Cantin) fait allusion à la loi des accidents du travail dont il cite certains articles pour démontrer l'esprit de justice qui a inspiré ceux qui ont proposé cette loi à la Législature.

Mon ami, le député de Maisonneuve (M. Tremblay), est venu hier faire une visite dans mon comté. J'espère qu'il a été bien reçu. Précédemment, la veille du jour où il est allé à Mont-Joli pour voir les marsouins, il a parlé dans notre ville à l'occasion d'une réunion tenue dans Limoilou. Je n'étais pas présent, mais je l'ai entendu à la radio.

L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) a dit que le maximum de l'indemnité qu'une veuve avec des enfants pouvait toucher était de \$20. Je me demande si l'honorable député est prêt à refaire cette affirmation. Encore une fois, sa déclaration va à l'encontre de ce que dit la loi.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est le radio qui était faux!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il était défectueux!

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** Je sais que la loi suscite certaines critiques. Il est inévitable, par suite de l'expérience que nous tirerons de son application, qu'on doive la modifier. L'évolution constante de la situation rend désuètes ce genre de lois et requiert qu'on les modifie de temps en temps. L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) a dit lui-même que la loi pouvait ne pas être parfaite. Mais les orateurs de l'opposition ont-ils le droit de dire que la loi est moins avantageuse que l'ancienne pour les ouvriers?

Peut-on aller jusqu'à dire, comme j'ai entendu de nombreux orateurs conservateurs le faire, que la loi sur les indemnités est pire que la loi que nous avions auparavant et que les sommes versées aux victimes d'accidents ne sont pas plus élevées aujourd'hui que les sommes forfaitaires qu'on leur versait en vertu de l'ancienne loi?

Je dis sans hésiter que la loi des accidents du travail est une grosse amélioration. La loi actuelle est de beaucoup plus avantageuse que celle à laquelle les ouvriers étaient soumis autrefois. Les griefs dont on se plaint peuvent être justifiés. Il y a sans doute place pour une amélioration, mais de là à dire que la loi est injuste, il y a loin! Les ouvriers ont assez d'amis en cette Chambre pour que leurs revendications soient écoutées.

Le ministre des Travaux publics et du Travail a lui-même déclaré, lors de l'adoption de la loi, qu'elle serait amendée si nécessaire. Il marquait ainsi son intention d'améliorer la loi au besoin. Je suis certain que le gouvernement n'hésitera pas à faire les changements nécessaires à la loi sur les indemnités pour qu'elle tienne compte des développements les plus récents dans l'industrie.

Je reviens à la charge et je me permets de réclamer au nom des employés civils. Il y a par exemple les gardiens de prison, parmi certains membres de la police provinciale...

**Des députés à gauche: Renaud<sup>4</sup>!**

**M. Cantin (Saint-Sauveur):** ... et, ailleurs, des conducteurs d'ascenseurs, des matelots employés qui ne bénéficient pas de l'assurance-vie collective que le gouvernement paie pour ses fonctionnaires. Ils perdent également le privilège de s'assurer pour un autre \$1,000 à un taux très bas. Tous les employés de cinq ans de service devraient pouvoir bénéficier de cette assurance collective. Je suis convaincu que ma demande sera prise en considération et qu'on accordera ce privilège aux intéressés.

Je regrette que l'industrie du cuir dans la vieille capitale tende à disparaître, malgré les efforts tentés par ceux qui s'y adonnent pour la faire prospérer. Leur difficulté vient du fait que les tanneurs et corroyeurs n'ont pas de méthodes modernes et que les ouvriers utilisant les nouveaux procédés chimiques employés pour traiter le cuir ont souvent gaspillé de grandes quantités de cuir.

Je demande au ministre du Travail de venir en aide aux petits propriétaires de tanneries qui ont subsisté et que des mesures soient prises, afin que cette petite industrie puisse survivre. On pourrait leur nommer un ou deux inspecteurs pour guider les patrons dans leur travail et les renseigner sur les méthodes les plus pratiques. On pourrait de cette façon faire revivre à Québec une industrie qui a déjà été très florissante.

J'ai dans ma division une école technique. Il y a de nombreux élèves aux cours de jour, mais ils ne sont pas assez nombreux aux cours du soir. Je sais que les jeunes gens qui ont passé la journée à l'usine ont besoin de courage pour aller suivre des cours à l'école technique. Ils méritent beaucoup de sympathie. La plupart ne sont pas riches et je vous ferai la suggestion qui m'a été faite par l'un d'eux: "Je cherche à me renseigner", déclara-t-il, "et je n'ai pas l'argent pour acheter tous les livres voulus. Il y a une excellente revue française *Génie Civil* que nous aurions intérêt à recevoir à l'école. Si la revue a le mérite qu'on lui prête, je suggérerais au gouvernement d'en payer un abonnement à l'école technique." On m'a fait cette suggestion et je la communique à l'honorable secrétaire de la province (M. David). Ne pourrait-on pas assurer cette revue aux élèves de l'école technique? Je demande aussi la distribution gratuite de livres pour venir en aide aux élèves qui ne sont pas favorisés par la fortune.

Je demande aussi au gouvernement d'aider les inventeurs qui font des recherches spéciales pour trouver des inventions et qui font souvent des découvertes dont on pourrait tirer un profit. Est-ce

que nos écoles techniques ne pourraient pas prêter leurs compétences à ces petites inventions? Les professeurs pourraient peut-être apporter à ces jeunes gens d'utiles conseils et de précieux encouragements.

On pourrait également demander aux enseignants de ces écoles d'agir comme conseillers auprès des étudiants et des anciens étudiants pour la mise au point et la commercialisation des inventions, étant donné que les cas sont nombreux où de jeunes hommes ayant mis au point une invention qui aurait pu se révéler très utile ne pouvaient rien en faire, étant incapables de trouver l'argent nécessaire pour la breveter et la perfectionner. On a également vu de jeunes gens qui, n'ayant pas réussi à trouver le soutien nécessaire dans cette province, sont partis aux États-Unis avec leur invention, où ils ont obtenu l'appui qu'ils n'avaient pu trouver ici.

L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) nous a dit: "L'ouvrier est tolérant, mais...", a-t-il ajouté, "les ouvriers doivent être représentés par un des leurs." Est-ce qu'un des leurs n'est pas quelqu'un qui connaît leurs besoins et s'intéresse à eux? Un des leurs, alors, c'est l'honorable chef de l'opposition, un des leurs, c'est l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), un des leurs, c'est l'honorable député de Québec-Ouest (M. Power)

L'honorable chef de l'opposition nous dit souvent qu'il y a trop d'avocats. Qu'il me permette de lui raconter une histoire. Il y a 40 ans, il y avait dans ma division un petit épicier. C'était un ouvrier. Il avait 30 ans. Il étudia pendant cinq ans, devint avocat, maire de Québec, premier ministre de notre province, et les ouvriers de Saint-Sauveur, bien que Simon-Napoléon Parent fût avocat, étaient heureux d'être représentés par un des leurs.

(Applaudissements à droite)

Il n'avait pas perdu son titre d'ami des ouvriers. Les ouvriers de Saint-Sauveur, par l'intermédiaire de Simon-Napoléon Parent, étaient représentés par un des leurs. M. Parent est toujours demeuré le digne représentant de la classe ouvrière qu'il connaissait bien et pour laquelle il a bien travaillé toute sa vie. Ce fait démontre que l'on peut être avocat, médecin, notaire, et en même temps être l'ami de la classe ouvrière.

J'ai entendu des avocats dénoncer ceux qui appartaient à leur profession. Je suis fier d'être avocat et je crois être l'ami des ouvriers. Nos ancêtres étaient de la noblesse rurale. Nous sommes fiers d'eux, mais ils n'auraient pas à rougir d'avoir fait des sacrifices pour faire de nous des avocats et des professionnels. Si l'on veut que l'harmonie des

racas des classes et des religions existe, que l'on n'essaie pas d'empêcher l'harmonie des professions.

M. l'Orateur, l'attachement du peuple au Parti libéral est fondé sur le sentiment populaire qui croit et a confiance en celui qui le comprend et sait travailler pour lui. Si la province continue à rester fidèle au Parti libéral, qu'importent les tempêtes, nous continuerons à nous développer et à progresser.

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que la Chambre devrait travailler encore un peu.

**M. Guertin (Hull):** Je regrette que l'honorable premier ministre ne soit pas suffisamment bien disposé à l'égard de notre demande et qu'il ne permette l'ajournement du débat à 6 heures, jusqu'à mardi prochain, car le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), qui ne peut rester à Québec, voulait parler. La Chambre va être privée du plaisir de l'entendre. Aura-t-il le privilège de parler mardi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement car je comprends que l'honorable chef de l'opposition (M. Houde) et l'honorable député des Deux-Montagnes veulent parler. Nous les entendrons mardi. On réservera pour le député de Deux-Montagnes le droit de parler le premier mardi. Je pouvais difficilement ajourner le débat à 6 heures, alors que le député de Saint-Sauveur était en train de parler, mais il y a d'autres orateurs qui aimeraient se faire entendre. Quoi qu'il en soit, le débat peut maintenant être ajourné et nous ne voulons pas nous priver du plaisir et du privilège de vous entendre ce soir.

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, comme nous n'approuvons pas l'administration des finances du gouvernement, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain), l'amendement suivant...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je croyais que l'honorable député de Hull voulait parler! Ce n'est pas gentil pour le député de Deux-Montagnes, ce que vous faites-là.

**M. Guertin (Hull):** Nous avons votre parole que l'honorable député de Deux-Montagnes pourra parler mardi<sup>5</sup>!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je propose que le député de Hull garde son amendement en réserve jusqu'à la semaine prochaine.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Est-ce que l'amendement va ennuyer le gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Hull peut proposer son amendement, un autre député libéral prendra la parole, le débat sera ajourné jusqu'à mardi et le député de Deux-Montagnes conservera son droit de parole.

**M. Guertin (Hull):** Je propose l'amendement suivant: Que tous les mots après le mot: "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre tout en étant disposée à voter les subsides à Sa Majesté, exprime l'opinion que des auditeurs ou vérificateurs experts offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence devraient être immédiatement nommés pour faire une audition complète et exacte de la situation financière, de la comptabilité et de la tenue des livres de la province."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Houde, Tremblay, 7.

**Contre:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bernard, Cantin, Charbonneau, Cohen, David, Delisle, Drouin, Dugas, Gagnon, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, McMaster, Mercier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Paquet, Perron, Piché, Power, Rochette, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thurber, Turcotte, 40.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les sept péchés capitaux!

**M. l'Orateur<sup>6</sup>:** La question est sur la motion principale.

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** félicite l'Orateur, le président des comités pléniers, les députés de l'Islet (M. Godbout) et de Pontiac (M. McDonald).

La réputation du nouveau trésorier provincial (l'honorable M. McMaster) a précédé son entrée à la

Chambre et, depuis, il a su s'attirer l'estime des députés par sa bienveillance. Je suis certain qu'il poursuivra le système des surplus.

M. l'Orateur, j'ai eu l'occasion de visiter la Côte-Nord avec l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté) lors d'un voyage d'étude l'an dernier. Mme Laferté nous accompagnait et elle a voulu rendre visite aux pêcheurs. Au nom de mes électeurs, je tiens à remercier Mme Laferté car, dès son retour à Québec, elle a organisé l'œuvre magnifique de l'aide aux pêcheurs. Des dons, des jouets ont commencé à affluer vers la Côte-Nord en assez grande quantité pour rendre jaloux le père Santa-Claus lui-même, comblant ainsi de joie de nombreuses familles. Elle a envoyé des caisses remplies de cadeaux et de douceurs pour les petits enfants de mon comté, qui ont béni la main généreuse qui les leur offrait, et elle a fait parvenir aux pêcheurs de la Côte-Nord des secours de tous genres.

(Applaudissements)

L'opposition a changé de chef. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) a monté vite. Je l'en félicite. J'espère que, parvenu aussi haut, il nous aidera à maintenir les principes élevés liés à son poste selon les belles traditions britanniques de cette Chambre et qu'il évitera les chutes. Quant au programme de l'honorable chef de l'opposition: "Plus vite que ça, ça presse", je lui rappellerai le vieux proverbe des sages: "Il faut se hâter lentement". En fait, la seule partie de ce programme qui a été réalisée, c'est l'accession au titre de chef avec les honneurs et les honoires qu'il comporte. Encore une fois, je le félicite.

Comme l'opposition a abondamment parlé des marsouins, je crois qu'il me faut aborder la question, car je représente la région affligée. Le gouvernement a fait tout ce qu'il était possible de faire pour mettre fin au problème. Bien que le problème soit complexe, les efforts du gouvernement ont été couronnés d'un certain succès. J'ai vu moi-même les bons résultats obtenus par le bombardement. Grâce à l'action du gouvernement, nous pouvons dire que la pêche de l'automne dernier a été fort intéressante, malgré les ennuis des pêcheurs.

On a parlé du nombre de marsouins. Nous sommes en face d'un problème très difficile. La présence des marsouins constitue un problème difficile qui intéresse un grand nombre de pays. Tout récemment, lors d'un important congrès de pêcheurs tenu en Europe, l'une des questions principales a été la mise en place de moyens destinés à éliminer ces

hordes de mammifères voraces et dévastateurs ou à les éloigner des espèces de poissons d'intérêt commercial. L'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a parlé de ce congrès tenu à Dieppe pour l'étudier. Non seulement l'honorable ministre a-t-il étudié la question, mais il a agi avec célérité et décision. Le gouvernement n'a pas craint d'aborder ce problème et a obtenu des résultats excellents.

Bien qu'il ait été un peu tard dans la saison pour pouvoir obtenir les meilleurs résultats possibles, les avions de la Laurentian Air Express, sous la conduite du Dr Cuisinier, ont non seulement réussi à exterminer un grand nombre de marsouins, mais nous ont permis d'obtenir des renseignements sur leur comportement. La Laurentian Airways a fait un excellent travail pour combattre les marsouins.

Il cite les expériences faites par les aviateurs de la Laurentian Air Express qui ont constaté que les marsouins vont se réfugier sur des bancs de sable à quelques pieds sous l'eau. À la haute mer, dit-il, le marsouin est peu vulnérable, mais le Dr Cuisinier, expert-aviateur, qui avait obtenu le contrat de diriger la guerre aérienne contre ces cétacés, a fait une découverte assez intéressante et infiniment précieuse, à savoir que les marsouins à certaines heures se tiennent dans l'eau par bancs, près d'un groupe d'îles, à 4 pieds sous la surface des flots. Il a repéré trois îles où les marsouins se réfugiaient.

L'an prochain cette découverte ne manquera pas de nous être très utile. Il sera facile d'atteindre ces cétacés maintenant que l'on connaît les endroits où ils se groupent. Le Dr Cuisinier nous offre de continuer l'an prochain sa chasse qui sera plus fructueuse. Ce sera une chasse mémorable. On a parlé des quelques milliers de piastres de dépense pour faire cette chasse; ce n'est pas de l'argent si mal placé, puisque le gouvernement a reçu l'offre d'une compagnie aérienne de poursuivre cette guerre du haut des airs à ses frais, pourvu qu'on lui fournisse les munitions et qu'on lui donne les profits de cette chasse. Les quelques milliers de dollars que l'on a dépensés là ont été bien employés.

Je ne suis pas d'accord avec l'opposition lorsque celle-ci clame que les petites industries sont disparues au Québec; il n'en est pas ainsi dans mon comté. Je remercie le gouvernement de l'aide qu'il a apportée à la petite industrie, particulièrement l'industrie domestique. L'on a tort de dire que la petite industrie domestique a disparu. Pour encourager celle-ci, l'été dernier, la Canada Steamship Lines a organisé une grande exposition au Manoir Richelieu, à la Pointe-au-Pic, avec le concours du ministère de

l'Agriculture de Québec. Elle attira de nombreux visiteurs étrangers. L'exposition a accueilli des personnalités illustres comme l'ancien président Taft, le juge en chef Anglin et l'honorable Rodolphe Lemieux, ainsi que d'autres invités bien connus dans tout le dominion. Nous avons vu alors que l'industrie domestique est en honneur chez nous. À certaines époques la petite industrie est moins prospère.

En règle générale, cependant, les changements dans la situation économique ont sérieusement porté atteinte aux petites industries, et cela est en grande partie dû à l'abandon des terres et à l'utilisation de plus en plus massive des machines agricoles. Mais c'est là une chose que l'on ne peut empêcher, pas plus que l'on ne peut empêcher l'émigration des nôtres, qui est causée par des facteurs économiques. L'exode rural est dû à un concours de circonstances indépendantes du gouvernement. Le problème a existé dans tous les pays du monde. Tous les pays souffrent d'une dépression dans le secteur agricole et tous les pays font de leur mieux pour remédier à la situation.

Il (M. Rochette) évoque la situation des petites industries en France et donne l'exemple des États-Unis, où une somme de \$500,000,000 a récemment été allouée à l'aide aux cultivateurs.

Il parle de l'élevage des animaux à fourrure qui a pris une grande importance en notre province. Je me réjouis, dit-il, de l'intérêt que porte le gouvernement à l'élevage du renard, car nous avons grand nombre de parcs dans mon comté. J'applaudis à l'imitation du gouvernement qui annonce son intention d'encourager particulièrement cette industrie rémunératrice. Je crois que nous obtiendrons des résultats magnifiques.

Je suis heureux que le gouvernement augmente les subsides à l'agriculture. Je n'aime ni les insinuations formulées par l'opposition, au sujet de la démission de l'honorable J.-E. Caron de son poste de ministre de l'Agriculture, ni la prétention selon laquelle cette démission justifie les critiques de l'opposition. Je tiens à dire que l'honorable M. Caron a été un des plus grands ministres de l'Agriculture qui aient siégé dans une Législature de ce dominion. Il a écrit une belle page de notre histoire et on a raison de l'appeler le père de l'agriculture chez nous. J'ai été heureux d'entendre son successeur faire son éloge et rappeler toutes ses heureuses initiatives.

L'agriculture dans cette province n'est pas du tout dans la situation décrite par l'opposition: ce secteur traverse plutôt une période d'ajustement face à une nouvelle situation. Comme l'a si bien dit le nouveau ministre de l'Agriculture, nous assistons à

un tournant de notre histoire agricole. C'est pourquoi le gouvernement, avec l'esprit d'initiation et le sens pratique qui l'inspirent, a su retourner toute son attention vers le problème agricole. Il en est ainsi dans tous les pays.

Je fais référence, dit-il, à la situation à laquelle fait face le secteur agricole aux États-Unis et aux études effectuées par des organismes publics dans ce pays. Les résultats des enquêtes menées aux États-Unis montrent que l'avenir de l'agriculture réside dans la commercialisation et la coopération. La coopération est essentielle, c'est-à-dire la coopération entre les cultivateurs et la coopération entre les cultivateurs et le gouvernement. Voilà en résumé le programme du nouveau ministre de l'Agriculture, qui a été approuvé avec enthousiasme par toute la province, sans distinction de partis. Le temps est venu où les classes agricoles doivent s'ajuster à une nouvelle situation, et une nouvelle ère dans le secteur de l'agriculture s'ouvre avec l'introduction du programme agricole de l'honorable ministre de l'Agriculture. Comme l'a dit l'honorable député de l'Islet (M. Godbout) dans son magnifique discours, nous étions inquiets en apprenant le départ de l'honorable M. Caron, mais dans le choix de son successeur, le gouvernement a montré sa justesse de vues et notre angoisse a cessé.

Le développement de l'industrie de la pulpe et du papier a été difficile dans le monde entier. Le Québec est en tête dans le domaine des pâtes et papiers grâce aux progrès qu'il a accomplis et qu'on qualifie de remarquables dans le monde entier. Le développement de l'industrie des pâtes et papiers dans notre province fut considéré comme un merveilleux apport à l'industrie canadienne. Je peux en parler à mon aise, puisque je représente le plus grand comté de la province et celui où il y a le plus de forêts. C'est dans mon comté qu'il y a la plus grande valeur de ressources naturelles. L'industrie de la pulpe s'y développe à merveille dans mon comté et offre des perspectives brillantes pour l'avenir.

Ce n'est qu'au cours de la dernière année du XIX<sup>e</sup> siècle qu'on s'est mis à fabriquer du papier à partir du bois, et il n'est pas surprenant que la consommation de bois ait augmenté autant au cours du siècle actuel, car le Québec ne pouvait demeurer passif face à l'évolution en cours sur le plan international. Les ressources naturelles de notre province ont été développées à temps, car il n'est pas prouvé que le bois restera à jamais la matière qui servira à la fabrication du papier. Nous avons développé nos industries et aujourd'hui les trois quarts de notre bois sont absorbés ici.

Le gouvernement a su empêcher l'exportation de notre bois. Nous sommes allés de l'avant. En 1908, 72 % de notre bois était exporté et, en 1928, l'exportation était tombée à 16 %. Grâce à cet embargo sur le bois des terres de la couronne l'industrie québécoise a progressé. On dit que le gouvernement n'est pas prévoyant. On nous reproche de n'avoir plus d'inventaire. Mais, à l'heure actuelle, 27,000 milles carrés ont été inventoriés par les compagnies et le gouvernement en a inventorié 7,000 milles carrés, ce qui permet au gouvernement de connaître notre richesse forestière.

L'an passé, on a planté dans nos forêts 6,500,000 plants d'arbres. On a aussi distribué des graines de semence qui représentaient le même nombre d'arbres et 20,000 livres de plants, ce qui représente environ 5,000,000. Il a été du reste prouvé à un récent congrès forestier, tenu à Ottawa, que la province de Québec était celle qui avait le plus dépensé pour la conservation, le reboisement et pour l'aménagement de ses forêts.

Qu'auraient fait de mieux nos amis de l'opposition? Savent-ils que grâce à l'exploitation de ses ressources naturelles, le Québec a permis à 175,000 personnes de gagner leur vie et que nos ouvriers travaillant en forêt et dans les usines à papier ont gagné annuellement, en ces dernières années, \$16,000,000 à \$18,000,000<sup>7</sup> dans cette industrie. Grâce à la politique du gouvernement, ces ouvriers ont pu obtenir de quoi vivre et nos forêts ne sont pas détruites?

En ce qui concerne la surproduction de papier journal, il est enfantin, dit-il, de croire qu'une industrie qui s'est développée de façon si rapide ne connaîtra aucune baisse de croissance. Il peut y avoir des accidents de croissance, mais j'ai confiance que le gouvernement de cette province règlera le nouveau problème de l'industrie du papier.

On parle de l'épuisement de nos forêts. Je ne vous citerai que sur les 80,000 milles<sup>8</sup> carrés du bassin laurentien, dont 55,000 en forêt, il n'y en a que 12,000 milles carrés de concédés, et la coupe annuelle du bois est de 200,000. La Côte-Nord pourrait produire entre 3,000,000 et 4,000,000 de cordes de bois par année, soit plus de bois qu'on n'en utilise à l'heure actuelle dans toute la province.

Quant aux forces hydrauliques, sur les 39 cours d'eau de la Côte-Nord, il n'y en a que 20 de concédés. La Côte-Nord, d'après les inventaires, a 2,000,000 de chevaux-vapeur<sup>9</sup> à développer et il n'y en a que 50,000 chevaux-vapeur de développés. Et je suis enclin à croire que la Côte-Nord a plus de forces hydrauliques que les inventaires le disent.

Le gouvernement libéral va protéger et, parallèlement, exploiter les ressources de la province de façon à servir les intérêts de la population du Québec. On peut donc regarder l'avenir avec confiance, ayant l'assurance que le gouvernement saura, comme dans le passé, trouver la meilleure solution aux problèmes nouveaux qui retiennent son attention. De nouveaux astres peuvent surgir au firmament bleu, mais je suis persuadé que la population de notre province restera fidèle au Parti libéral et continuera sa confiance au gouvernement actuel.

**M. Authier (Abitibi):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), l'ajournement du débat. Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

#### NOTES

1. Selon *La Presse*, à la page 3, et *La Patrie*, à la page 3, du 31 janvier 1930, le surplus mentionné par M. Blain est de \$4,071,275. Selon *The Gazette* du même jour, à la page 1, le montant dit par M. Blain est de \$4,011,750. Toutefois, le nombre cité dans les autres journaux correspond à celui présenté par le trésorier dans le discours du budget.

2. *La Patrie*, à la page 15, et *La Presse*, à la page 3, du 31 janvier 1930 rapportent que M. Blain aurait déclaré qu'"on a enregistré 97 faillites en 1928 et 142 en 1929; 511 cessions en 1928, 731 en 1929". *L'Action catholique* du même jour, à la page 6, donne le même texte, sauf qu'il est question de 99 faillites en 1928. *The Montreal Daily Star* du 31 janvier 1930, à la page 18, rapporte: "Il y a eu 99 liquidations en 1928, et 142 en 1929; il y a eu

280 faillites en 1928, et 472, en 1929; il y a eu 511 cessions en 1928 et 731 en 1929".

3. Armand Lavallée, "Questions de radiation, 1, Radiation légale des hypothèques prescrites (en marge du projet Angers)", *La Revue du notariat*, janvier 1930, vol. 32, no 6, pages 161-163. *Le Devoir* du 31 janvier ne donne pas les références précises de l'article cité par M. Lamoureux. Plusieurs autres articles de la *Revue du notariat*, sur ce sujet, précèdent celui transcrit dans le texte et peuvent tout aussi bien avoir été cités. Celui de janvier 1930 fut choisi en fonction de la date à laquelle M. Lamoureux a prononcé son discours.

4. Le député fait référence à Joseph Renaud, policier accusé de vol à la caisse de Saint-Malo, puis déclaré innocent par le juge Hugues Fortier. Cette histoire fit sensation dans les journaux de la province.

5. *L'Action catholique*, à la page 6, et *The Montreal Daily Star*, à la page 19, du 31 janvier 1930 signalent qu'un débat impliquant des membres des deux côtés de la Chambre s'en suit à ce moment.

6. Selon *L'Événement* du 31 janvier 1930, à la page 8, l'Orateur en place à ce moment est le vice-président M. Vautrin.

7. Selon *The Montreal Daily Star*, à la page 19, et *The Gazette*, à la page 3, du 31 janvier 1930, M. Rochette aurait dit que l'industrie du papier représente \$17,000,000 en salaires annuellement.

8. *Le Canada* du 31 janvier 1930, à la page 1, rapporte que M. Rochette aurait parlé de 80,004 milles carrés.

9. *Le Soleil* du 31 janvier 1930, à la page 23, signale que M. Rochette aurait parlé de 3,000,000 chevaux-vapeur, alors qu'il aurait parlé de 2,300,000, selon *The Montreal Herald*, à la page 3, et de 2,500,000, selon *The Quebec Chronicle*, à la page 3, du même jour.



Séance du vendredi 31 janvier 1930

**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Absence de l'Orateur**

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des cités et villes,  
aide aux hôpitaux  
ou aux établissements de charité**

**M. Delisle (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 178 modifiant la loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Jugements  
en séparation de biens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 11 modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Conseils judiciaires  
et séparations de biens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 12 modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Dépôts et consignations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Vente d'un immeuble  
de A. Fredette**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 78 autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette père.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Anglo-Canadian  
Insurance Corporation**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant Anglo-Canadian Insurance Corporation Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Pension Fund Society  
of The Royal Trust Company**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 constituant en corporation The Pension Fund Society of The Royal Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association des  
optométristes et opticiens**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté.

**En comité:**

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande que l'on reporte l'étude du bill à la semaine prochaine.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Commission métropolitaine  
de Montréal**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division<sup>1</sup>.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**L'Oeuvre  
Notre-Dame-du-Bon-Conseil**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 constituant en corporation l'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société Saint-Jean-Baptiste  
de Québec**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Select Mutual  
Insurance Company**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 constituant en corporation la Select Mutual Insurance Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Dépôt de documents:**

**Commission  
des accidents du travail**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dépose sur le bureau de la Chambre le deuxième

rapport de la Commission des accidents du travail pour l'année 1929. (Document de la session no 37)

### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

---

### **NOTE**

1. *Le Devoir* du 31 janvier 1930, rapporte que M. Duplessis est le seul député dissident.



Séance du mardi 4 février 1930

**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Absence de l'Orateur**

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 131 ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt no 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui y ont payé des ruelles à leurs frais.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville;

- bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt;

- bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges, en date du 29 décembre 1929.

Le bill suivant a été rapporté:

- bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 85 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgien dentaire;

- bill 113 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power Company;

- bill 101 constituant en corporation les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis;

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 84 constituant en corporation la Congrégation Bnai Israel;

- bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Stewart Alton Robinson, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire;

- de dame Honorine Mélançon, épouse de J.-Édouard Parent, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les titres de l'immeuble no 231 du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme;

- de la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Ville Laval-des-Rapides, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial de redistribution. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni ce matin et a choisi comme président l'honorable M. Laferté (Drummond).

**Lois de la  
ville de Hull**

**M. Guertin (Hull)** demande la permission de présenter le bill 147 modifiant les lois concernant la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**S. A. Robinson**

**M. Thurber (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession Ferdinand Rhéaume,  
vente d'immeuble**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Commission des liqueurs**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre le huitième rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec pour 1928-29. (Document de la session no 38)

**Questions et réponses:**

**Route Hull - Maniwaki**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien a coûté à date la construction de cette partie de la route Hull-Maniwaki qui se trouve dans les limites de la municipalité du canton de Wakefield?

2. Des soumissions ont-elles été demandées?

3. Quels ont été: *a.* les soumissionnaires; *b.* le montant de chaque soumission?

4. À qui le contrat a-t-il été accordé et à quel prix?

5. L'entrepreneur a-t-il terminé les travaux?

6. Sinon, pourquoi a-t-il abandonné?

7. Combien a-t-il reçu pour les travaux faits?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. \$160,847.90: dont \$85,128.90 par contrat, et \$75,719, à la journée.

2. Oui.

3. <i>a.</i>	3. <i>b.</i>
La Société générale des ponts et chaussées, ltée .....	\$ 85,128.90
Nap. Trudel & Fils .....	86,539.66
Laganière, Houde & Cie .....	88,203.81
Prosper & Geo. Frigon .....	89,132.81
Canada Construction Co. ....	89,293.78
Kennedy Construction Co. ....	91,543.48
South Shore Construction Co. ....	99,752.79
Papineauville Lumber Co. ....	109,451.40
Lames Nault .....	125,000.00

4. À la Société générale des ponts et chaussées, ltée: \$85,128.90.

5. Oui, l'entrepreneur a terminé tous les travaux prévus par son contrat.

6. Répondu à la question 5.

7. \$85,128.90.

**Guides touristiques**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien de livres *Sur les routes de Québec, Guide pour les touristes*, le gouvernement a-t-il fait imprimer?

2. Combien ces livres ont-ils coûté à la province?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 10,000 exemplaires.

2. \$16,429.39.

**Fermes de démonstration**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour les fermes de démonstration pendant les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. Combien pour champs de démonstration de toutes sortes?

3. Combien pour vergers de démonstration?

4. Combien pour l'industrie des conserves alimentaires?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. \$23,343.62.

2. \$6,308.16.

3. Il n'existe aucun verger de démonstration.

4. \$1,700.

**Fermes de démonstration**

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province et qu'ont-elles coûté au gouvernement?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la réponse du 13 février 1929?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. 43, \$203,373.92.

2. 7.

3. et 4. David Caouette, Amos, comté d'Abitibi, \$265.50; William Boily, Chicoutimi,

comté de Chicoutimi, \$692.36; Wellesse Boulanger, La Patrie, comté de Compton, \$556.97; Euclide Desmarais, Saint-Alexandre comté d'Iberville, \$264.50; Alphonse Rheault, Deschaillons, comté de Lotbinière, \$541.12; Pierre Sanfaçon, Charlesbourg, comté de Québec, \$123.90; Alfred Allard, Saint-François-du-Lac, comté d'Yamaska, \$176.50.

### Épreuve de la tuberculine

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de médecins vétérinaires ont-ils été employés par le gouvernement pour faire subir aux troupeaux, dans la province, l'épreuve de la tuberculine en 1929?

2. Quels sont leurs noms et adresses?

3. Dans quels paroisses et comtés a été ainsi employé chacun d'eux?

4. À combien d'animaux chacun a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine?

5. Combien d'animaux, chacun de ces médecins vétérinaires a-t-il condamnés?

6. Combien de médecins vétérinaires, employés par le gouvernement pour faire subir aux troupeaux dans la province l'épreuve de la tuberculine, ne sont plus à l'emploi du gouvernement?

7. Quels sont leurs noms et adresses et dans quels paroisses et comtés était employé chacun d'eux?

8. Chacun d'eux a-t-il été destitué ou a-t-il démissionné?

9. S'il s'agit de destitution, quelle en est la raison dans chaque cas?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. 35.

2. 4 et 5: (Voir le tableau ci-dessous)

### 2. Nom et adresse du vétérinaire

	4. Sujets éprouvés	5. Sujets Tuberculeux
Bélanger, J.-A., 15 rue Manseau, Joliette .....	1,392	8
Bigras, J.-I., Notre-Dame-de-Ham, Wolfe .....	1,323	4
Canuel, J.-L., Mont-Joli, Matane .....	609	20
Champagne, Eug., Saint-Georges-de-Windsor, Richmond .....	1,423	96
Champagne Félix., Victoriaville, Arthabaska .....	3,087	43
Cherrier, Alf., Saint-Jérôme, Terrebonne .....	1,199	46
Dubois, J.-P., Plessisville, Mégantic .....	651	15
Duchêne, T.-R., Chicoutimi .....	1,876	315
Dupré, J.-A., Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Kamouraska .....	3,862	123
Fortier, J.-A., Saint-Anselme, Dorchester .....	2,196	62
Fortin, F., Danville, Richmond .....	156	5
Gingras, Edm., 159 Commerciale, Lévis .....	1,748	98
Grignon, L.-M., Mont-Laurier, Labelle .....	1,797	14
Grothé, J.-D.-M., 8321, Saint-Denis, Montréal .....	5,803	53
Guévin, J.-M., Rimouski .....	1,349	3
Jacques, J.-M., Deschaillons, Lotbinière .....	1,237	6
Labelle, E.-C. Rivière-du-Loup, Témiscouata .....	2,206	13
Jasmin, L.-P., Sainte-Thérèse, Terrebonne .....	599	17
Labelle, Gust., Saint-Eustache, Deux-Montagnes .....	3,282	50
Laflèche, O.-R., Louiseville, Maskinongé .....	734	1
Lajoie, L.-G., 166 Bonaventure, Trois-Rivières .....	1,646	7
Massé, J.-A., Saint-Ferdinand, Mégantic .....	4,906	12
Major, J.-O.-A., Amos, Abitibi .....	943	18
O'Neill, J.-J., Roberval, Lac-Saint-Jean .....	3,281	131
Ouellet, G.-A., Saint-Casimir, Portneuf .....	1,901	41
Rajotte, Art., Drummondville .....	5,570	177
Rajotte, G.-H., L'Assomption .....	2,434	64
Rivard, R., Gentilly, Nicolet .....	2,572	35
Robert, A., Saint-Gabriel-de-Brandon, Berthier .....	695	10
Roy, C., Thetford Mines, Mégantic .....	1,650	2

2. *Nom et adresse du vétérinaire*

St-Amand, H., 915 Saint-Vallier, Québec .....
Touchette, J.-O., Lachute, Argenteuil.....
Turgeon, Élie, Montmagny, Québec.....
Veilleux, J.-M., Saint-Georges, Beauce.....
Veilleux, Pierre, Lac-Mégantic, Frontenac.....

4. Sujets éprouvés	5. Sujets Tuberculeux
510	31
3,009	.....
2,738	108
2,259	54
931	14

3. Bélanger, J.-A.: les comtés de Joliette et Montcalm; Bigras, J. 1.: les paroisses et municipalités de Notre-Dame-de-Ham, Ham-Nord, Saint-Fortunat, Samborne, Saint-Jacques, Saint-Adrien-de-Ha, Ham-Sud, Wotton, Saint-Camille; Canuel, J.-L.: les comtés de Matane, Matapédia, Gaspé et Bonaventure; Champagne, Eug.: les paroisses et municipalités de Saint-Georges de Windsor, Windsor-Mills, le canton Stoke, Ascot, Greenlay, Saint-Hippolyte de Wolfe et la partie est de Bromptonville; Champagne, Félix: le comté d'Arthabaska; Cherrier, Alf.: le comté de Terrebonne; Dubois, J.-P., paroisse de Notre-Dame de Lourdes, Sainte-Julie, Laurierville, Lyster, Sainte-Anastasia, Inverness, Plessisville, Nelson, Sommerset; Duchène, T.-R., comté de Chicoutimi; Dupré, J.-A.: comtés de l'Islet et Kamouraska; Fortier, J.-A.: paroisses et municipalités de Sainte-Marie, Saint-Elzéar, Naud, Saint-Séverin, Saints-Anges et Saint-Maxime dans la Beauce, Saint-Anselme, Sainte-Claire, Saint-Malachie, Standon, Saint-Luc, Sainte-Hénédine, Saint-Isidore, Sainte-Marguerite, Scott Jct., Saint-Bernard et Abénakis dans Dorchester, Honfleur dans Bellechasse; Fortin, F.: Danville, Shipton, Cleveland, Richmond, Saint-Claude et Saint-Cyr dans Richmond; Gingras, Edm.: comtés de Lévis et paroisses de Saint-Charles, Saint-Michel, Saint-Vallier et Ladurantaye, dans Bellechasse; Grignon, L.-M.: comté de Labelle; Grothé, J.-D.-M.: comtés de Hull, Papineau, Témiscamingue et Pontiac; Guévin, J.-M.: comté de Rimouski; Jacques, L.-M.: comté de Lotbinière; Labelle, E.-C.: comté de Témiscouata; Labelle, Gust.: comté de Deux-Montagnes moins Saint-Hermas et Saint-Canut; Lafèche, O.-R.: comté de Maskinongé; Lajoie, L.-G.: comtés de Trois-Rivières, Saint-Maurice et Labissonnière, Saint-Maurice, Grande-Pile et Champlain dans Champlain; Leblanc, H.-A.: comté de Compton moins cantons Lingwick et Gould et la paroisse de Sainte-Catherine de Hatley dans Stanstead; Major J.-O.-A.: comté d'Abitibi; Massé, J.-A.: Saint-Ferdinand, Saint-Adrien, Maple Grove, Saint-Pierre-Baptiste, Sainte-Sophie, Chandonnet, Irlande-Sud, Irlande-Nord,

Richardville, Saint-Damase, Cranberry, Bennett, Kimberley, Lower Irlande Hillcrest et Saint-Julien dans Wolfe; O'Neill, J.-J.: comté du Lac-Saint-Jean; Ouellet, G.-A.: comtés de Portneuf et Champlain moins paroisses de Labissonnière, Saint-Maurice, Grande Pile et Champlain; Rajotte, G.-H.: comté de l'Assomption; Rajotte, J.-A.: comtés de Drummond et Yamaska excepté toute la partie sud-ouest de la rivière Saint-François; Rivard, R.: comté de Nicolet; Robert, A.: comté de Berthier; Roy, C.: paroisses et municipalités de Thetford Mines, Robertson, Saint-Cœur de Marie, Saint-Antoine, West Broughton, East Broughton, Leeds, Black Lake, Coleraine, Saint-Méthode, Saint-Joseph, Disraéli, Stratford Centre, Saint-Gérard, Weedon, Saint-Raymond, Garthby, Marbleton et les cantons Price et Astock dans Frontenac, Saint-Amand, Hector comtés de Charlevoix, Montmorency et Québec; Touchette, J.-O., comté d'Argenteuil et paroisse de Saint-Hermas et Saint-Canut dans Deux-Montagnes; Turgeon, Élie: comtés de Montmagny et Bellechasse moins Beaumont, Saint-Michel, Saint-Vallier, Saint-Charles, La Durantaye et les paroisses près de la frontière du Maine et Honfleur; Veilleux, J.-M.: paroisses et municipalités de Beauce Jct., Saint-Frédéric, Tring Jct., Saint-Victor, Saint-Ephrem, Saint-Honoré, Shenley, Saint-Benoît, Saint-Georges, Saint-Joseph, Saint-François, Saint-Théophile, Armstrong, Saint-Côme, Saint-Zacharie, Sainte-Aurèle dans la Beauce, Saint-Évariste, Saint-Hilaire et Saint-Gédéon dans Frontenac, Saint-Prosper, Sainte-Rose, Saint-Louis, Saint-Cyprien, Saint-Benjamin, Morisset, Saint-Odilon de Cranbourne, Sainte-Justine, Sainte-Germaine dans Dorchester, Saint-Fabien, Sainte-Lucie et Daaquam dans Montmagny; Sainte-Sabine, Saint-Magloire, Saint-Camille dans Bellechasse; Veilleux, Pierre: comté Frontenac moins Saint-Évariste, Saint-Hilaire, Saint-Gédéon et les cantons Adstock et Price.

6. 131.

7. Bélanger, J.-A., 15 rue Manseau, Joliette; Bigras, J.-L., Notre-Dame-de-Ham, Wolfe; Canuel, J.-L., Mont-Joli, Matane; Champagne, Eug., Saint-Georges de Windsor, Richmond; Champagne, Félix,

Victoriaville; Dubois, J.-P., Plessisville, Mégantic; Duchene, T.-R., Chicoutimi; Fortier, J.-A., Saint-Anselme, Dorchester; Fortin, F., Danville, Richmond; Gingras, Edm., 159 Commerciale, Lévis; Grignon, L.-M., Mont-Laurier, Labelle; Guévin, J.-M., Rimouski; Jacques, J.-M., Deschaillons, Lotbinière; Jasmin, L.-P., Sainte-Thérèse, Terrebonne; Labelle, Gust., Saint-Eustache, Deux-Montagnes; Laflèche, O.-R., Louiseville, Maskinongé; Lajoie, L.-G., 166 Bonaventure, Trois-Rivières; Massé, J.-A., Saint-Ferdinand, Mégantic; Major, J.-O.-A., Amos, Abitibi; O'Neill, J.-J., Roberval, Lac-Saint-Jean; Ouellet, G.-A., Saint-Casimir, Portneuf; Rajotte Arthur, Drummondville; Rajotte, G.-H., l'Assomption; Rivard, R., Gentilly, Nicolet; Robert, A., Saint-Gabriel de Brandon, Berthier; Roy, C., Thetford Mines, Mégantic; Saint-Amand, H., 915 Saint-Vallier, Québec; Turgeon, Élie, Montmagny; Veilleux, J.-M., Saint-Georges-Est, Beauce; Veilleux, Pierre, Lac-Mégantic, Frontenac.

8. et 9. Aucun d'eux n'a été destitué ou a démissionné.

### Corporations scolaires

**M. Renaud (Laval):** Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires autorisées à faire des emprunts en 1928-1929 jusqu'à concurrence de \$2,142,458.68, tel qu'il apparaît à la page 238 de *l'Annuaire statistique* de 1929?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

<i>Corporations</i>	<i>Honoraires</i>
<i>Abitibi:</i>	
Dupuy.....	\$ 35.00
Villemontel .....	20.00
<i>Beauce:</i>	
Beauceville.....	10.00
Saint-Georges-de-Beauce .....	35.00
<i>Brome:</i>	
Foster .....	10.00
<i>Chambly:</i>	
Longueuil, paroisse .....	62.50
Longueuil, ville et par., prot .....	35.00
Saint-Hubert.....	10.00
Saint-Lambert, dissidents.....	327.50
<i>Champlain:</i>	
Grand'Mère .....	100.00
La Tuque .....	30.20

<i>Chicoutimi:</i>	
Kénogami .....	157.50
Port-Alfred.....	187.50
<i>Compton:</i>	
Eaton.....	25.00
Saint-Isidore-d'Auckland .....	10.00
<i>Dorchester:</i>	
Saint-Isidore .....	10.00
Saint-Isidore .....	10.00
<i>Drummond:</i>	
Drummondville.....	75.00
Drummondville.....	20.00
Kingsey Falls .....	10.00
Saint-Joseph-de-Grantham .....	100.00
<i>Frontenac:</i>	
Adstock.....	10.00
Agnès et Mégantic .....	20.00
Saint-Hyacinthe-de-Ditchfield .....	10.00
Saint-Méthode-d'Adstock .....	10.00
<i>Gaspé:</i>	
Grand-Cloridorme .....	10.00
Percé .....	10.00
Rivière-aux-Renards .....	10.00
<i>Iberville:</i>	
Iberville.....	35.00
<i>Jacques-Cartier:</i>	
Saint-Laurent, village .....	65.40
Saint-Laurent, village .....	171.00
<i>Joliette:</i>	
Grand-Rang de Sainte-Mélanie .....	10.00
Joliette.....	162.50
Saint-Côme .....	10.00
<i>Kamouraska:</i>	
Saint-Pacôme .....	10.00
<i>Labelle:</i>	
Lac-des-Îles .....	10.00
Notre-Dame-de-Pontmain .....	10.00
Saint-François-Régis .....	10.00
<i>Lac-Saint-Jean:</i>	
Dolbeau.....	145.00
Normandin.....	25.00
Roberval, paroisse .....	10.00
Roberval, paroisse .....	10.00
Saint-Cœur-de-Marie.....	72.50
Saint-Émilien, village .....	35.00
Saint-Félicien, village .....	50.00
<i>Laval:</i>	
Montréal-Est .....	35.00
Saint-Charles-du-Bas-du-Sault .....	10.00
<i>L'Islet:</i>	
Bonsecours, village.....	35.00
<i>Matapédia:</i>	
Causapscal .....	25.00

<i>Montmagny:</i>	
Montmagny, ville.....	50.00
<i>Montmorency:</i>	
Notre-Dame-du-Saint-Rosaire .....	110.00
<i>Papineau:</i>	
Ripon.....	25.00
<i>Pontiac:</i>	
Sainte-Élizabeth-de-Franktown .....	20.00
<i>Portneuf:</i>	
Montauban-les-Mines .....	20.00
Pointe-aux-Trembles.....	10.00
Saint-Raymond, village .....	62.50
<i>Québec:</i>	
Sainte-Foy .....	10.00
Trait-Carré-de-Charlesbourg .....	10.00
<i>Richelieu:</i>	
Saint-Aimé.....	10.00
<i>Rimouski:</i>	
Saint-Germain-de-Rimouski.....	36.00
Saint-Narcisse .....	10.00
<i>Saguenay:</i>	
Escoumains .....	20.00
<i>Shefford:</i>	
Saint-François-Xavier-de-Shefford .....	10.00
<i>Stanstead:</i>	
Magog, ville.....	149.00
Saint-Wilfrid-de-Barnston .....	10.00
<i>Saint-Jean:</i>	
Saint-Jean, diss., (prot.) .....	66.59
<i>Saint-Maurice:</i>	
Shawinigan Falls.....	162.50
Trois-Rivières .....	50.00
Trois-Rivières .....	100.00
<i>Témiscamingue:</i>	
Noranda, ville, (cath.) .....	50.00
Noranda, ville, (prot.) .....	70.00
Rouyn (prot.).....	60.00
Rouyn (prot.).....	15.00
<i>Témiscouata:</i>	
Saint-Hubert.....	10.00
<i>Terrebonne:</i>	
Saint-Jérôme .....	70.00
<i>Vaudreuil:</i>	
Rigaud.....	35.00
<i>Verchères:</i>	
Belœil, village.....	63.00
<i>Wolfe:</i>	
Ham-Nord .....	20.00
<i>Yamaska:</i>	
Saint-Michel.....	10.00

#### Amiesite Asphalt, Ltd.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Depuis la réponse du 12 mars 1929, combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la Voirie a-t-il accordés à Amiesite Asphalt, Ltd.?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1 et 2. Aucun contrat n'a été accordé par le ministère de la Voirie à Amiesite Asphalt, Ltd., depuis la réponse du 12 mars 1929.

#### McUrban Asphalt, Ltd.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Depuis la réponse du 12 mars 1929, combien de contrats le gouvernement ou le ministre de la Voirie a-t-il accordé à McUrban Asphalt, Ltd.?

2. Quel a été dans chaque cas: *a.* la date du contrat; *b.* le prix du contrat; *c.* le nom de la route; *d.* la nature des matériaux employés?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Huit.

2. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>a.</i>	<i>b.</i>	<i>c.</i>	<i>d.</i>
24 avril 1929	\$124,432.30	Route Montréal-Mont-Laurier: sections Piedmont, Saint-Joseph-de-Mont Rolland et Sainte-Adèle .....	- Béton bitumineux McUrban
24 avril 1929	255,515.75	Route Lévis-Rimouski: sections Saint- Michel, Saint-Vallier et Berthier .....	- Béton bitumineux McUrban
17 avril 1929	94,990.00	Route Montréal-Saint-Alban's: sections Sabrevois et Henryville .....	- Béton bitumineux McUrban
6 juillet 1929	22,907.70	Route Montréal-Mont-Laurier: section ville Sainte-Agathe-des-Monts .....	- Béton bitumineux McUrban
26 juillet 1929	89,365.50	Route Montréal-Saint-Alban's: sections Henryville et Saint-Sébastien .....	- Béton bitumineux McUrban
30 juillet 1929	36,753.00	Route Montréal-Rouse's Point via Saint- Jean: section paroisse de Laprairie .....	- Béton bitumineux McUrban
9 octobre 1929	20,678.70	Route Montréal-Mont-Laurier: section Sainte-Adèle (Montagne du Sauvage) .....	- Béton bitumineux McUrban
22 octobre 1929	15,313.50	Route Montréal-Sherbrooke: section ville de Magog .....	- Béton bitumineux McUrban

#### Palais de justice de Québec

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Les travaux de reconstruction ou de réparations du palais de justice de Québec, qui, d'après une réponse du 19 mars 1929, devaient être terminés en septembre 1929, sont-ils terminés?

2. Dans la négative, quand le seront-ils?
3. Quel est à date le coût des dits travaux?
4. Quel en sera le coût total?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
1. et 2. Voir rapport du ministère des Travaux publics et du Travail, pour l'année expirée le 30 juin. (Pages 21 et 22)

3. \$2,124,338.24.
4. Estimé à \$2,890,000.

#### École de médecine vétérinaire

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. L'École de médecine vétérinaire de la province a-t-elle été définitivement transportée à l'Institut agricole d'Oka?

2. Si oui, quelle somme a-t-il été consenti pour l'organisation et le fonctionnement de cette école?

3. Sinon, quelle en est la cause?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. Oui,  
2. et 3. \$16,000.

#### Ponts construits en 1928-29

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Quel sont les ponts qui, d'après le rapport du ministère des Travaux publics et du Travail, 1929, (page 15), ont été construits en 1928-29 et subventionnés par le gouvernement et dans quels municipalité et comté est situé chacun d'eux?

2. Combien a coûté chacun de ces 58 ponts?
3. Quelles ont été: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
(Voir le tableau à la page suivante)

1. <i>Municipalités</i>	1. <i>Comté</i>	1. <i>Rivière ou nom du pont</i>	2. <i>Coût du pont</i>	3a. <i>Subventions du gouv.</i>	3b. <i>Contributions des munic.</i>
Saint-Simon	Bagot	P. Gowley	\$21,713.80	\$13,028.28	\$ 8,685.52
Saint-Théodore	Bagot	Noire	10,920.00	6,552.00	4,368.00
Saint-Magloire	Bellechasse	Aux-Orignaux	4,437.35	3,549.88	887.47
Saint-Charles	Bellechasse	Boyer	35,500.00	28,400.00	7,100.00
Buckland	Bellechasse	P. Therrien	4,530.00	3,397.50	1,132.50
Saint-Lazare	Bellechasse	R.-du-Lac	5,728.60	4,296.45	1,432.15
Saint-Lazare	Bellechasse	P. Corriveau	3,996.22	2,997.17	999.05
Saint-Lazare	Bellechasse	P. Goupil	3,892.00	2,919.00	973.00
Saint-Raphaël	Bellechasse	P. Picard	4,481.60	3,585.28	896.32
Saint-Raphaël	Bellechasse	P. Gonthier	4,378.00	3,502.40	875.60
Saint-Raphaël	Bellechasse	R. Raby	4,715.00	3,772.00	943.00
Saint-Vallier	Bellechasse	R. Blanche	14,286.30	10,714.72	3,571.58
Saint-Cuthbert	Berthier	Chicot	25,665.78	19,249.33	6,416.45
Baie-Saint-Paul	Charlevoix	P. Gariépy	15,620.80	9,372.48	6,248.32
Canton Newport	Compton	Sutton	2,379.00	1,189.50	1,189.50
Saint-Narcisse	Champlain	Fourche	14,985.00	8,991.00	5,994.00
Saint-Léon-Standon	Dorchester	Des-Fleurs	9,426.20	5,891.36	3,534.84
Canton Watford	Dorchester	Famine	43,007.50	27,954.55	15,052.95
Sainte-Claire	Dorchester	Des-Aulnaies	6,000.00	4,200.00	1,800.00
Saint-Germain	Drummond	P. Germain, P. Lafond	12,220.68	7,332.40	4,888.28
Canton Grantham	Drummond	Noire	9,507.00	5,704.20	3,802.80
Hull-Ouest	Hull	Gilmour	13,873.00	8,323.80	5,549.20
Maniwaki	Hull	Bitoubi	10,900.00	5,450.00	5,450.00
Île Demeules	Îles-Madeleine	Havre-aux-Maisons	25,000.00	12,500.00	<sup>1</sup> 12,500.00
Crabtree-Mills	Joliette	P. Gaboury	20,180.98	13,117.00	7,063.08
Laprairie	Laprairie	P. Racine	13,889.33	9,028.06	4,861.27
Saint-Léon	Maskinongé	P. Laperrière	23,225.00	17,418.75	5,806.25
Halifax-Sud	Mégantic	P. Vaillancourt	9,138.50	5,940.00	3,198.50
Leeds-Est	Mégantic	Westone	3,332.00	2,499.00	833.00
Somerset-Nord	Mégantic	Noire	5,500.00	3,850.00	1,650.00
Canton Inverness	Mégantic	Mill	4,517.00	2,710.20	1,806.80
Saint-Théodore	Montcalm	Ouareau	30,120.00	25,602.00	4,518.00
Saint-Jacques	Montcalm	Vacher	3,680.00	2,208.00	1,472.00
Saint-Wenceslas	Nicolet	Blanche	9,761.77	5,857.06	3,904.71
Québec & Québec- Ouest	Québec	P. Scott	57,907.27	34,768.91	23,178.36
Petite-Rivière	Québec	Saint-Charles	2,294.29	2,294.29	.....
Château-d'Eau	Québec	Saint-Charles	12,833.00	7,699.80	5,133.20
Richmond	Richmond	Doughty	7,335.00	5,501.47	1,833.83
Melbourne	Richmond	Fallona	6,023.00	3,011.50	3,011.50
Melbourne	Richmond	Sainte-Marie	6,665.50	3,332.75	3,332.75
Canton Shipton	Richmond	Spruce Hill	12,267.50	6,133.75	6,133.75
Canton Shipton	Richmond	P. Leet	9,909.60	4,954.80	4,954.80
Canton Shipton	Richmond	P. Lockwood	3,475.00	1,737.50	1,737.50
Stoke-Centre	Richmond	P. Gagnon	4,300.00	2,150.00	2,150.00
Les Escoumains	Saguenay	Escoumains	22,452.00	16,839.00	5,613.00
Canton Roxton	Shefford	Noire	20,886.65	10,443.33	10,443.32
Canton-d'Ely	Shefford	P. Racine	7,973.70	5,673.33	2,300.37
Magog	Shefford	Ligne C. P. R.	25,000.00	6,250.00	<sup>2</sup> 18,750.00

(1) <i>Municipalités</i>	(1) <i>Comté</i>	(1) <i>Rivière ou nom du pont</i>	(2) <i>Coût du pont</i>	(3a) <i>Subventions du gouv.</i>	(3b) <i>Contributions des munic.</i>
Saint-Antonin	Témiscouata	Du-Loup	10,697.40	7,993.05	2,664.35
Saint-Mathias	Témiscouata	Cabano	12,000.00	7,200.00	4,800.00
Saint-Janvier	Terrebonne	Jourdain	4,965.00	2,979.00	1,986.00
Saint-Jovite	Terrebonne	Noire	10,556.00	6,861.40	3,694.60
Saint-Louis	Terrebonne	Sainte-Marie	5,475.00	2,737.50	2,737.50
Weedon-Centre	Wolfe	Weedon	10,523.90	9,419.12	1,104.78
Saint-Michel	Yamaska	Sainte-Catherine	9,142.30	5,942.50	3,199.80
Saint-Guillaume	Yamaska	P. Arpin	10,284.20	6,684.73	3,599.47
Saint-Guillaume	Yamaska	P. Bourret	13,217.58	8,591.42	4,626.16

1. Payé par le département de la Colonisation.

2. Payé par C. P. R. et municipalité.

**Ponts construits  
au 1<sup>er</sup> juillet 1929**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. Quels sont les 59 ponts qui, d'après le rapport du ministère des Travaux publics et du Travail, 1929, (page 15), étaient en construction au 1<sup>er</sup> juillet 1929?

2. Quel est le coût de chacun d'eux?

3. Quelle sont: *a.* les subventions du gouvernement; *b.* la contribution des municipalités dans chaque cas?

4. Quels ponts sont actuellement terminés?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
(Voir le tableau ci-après)

1. <i>Municipalités</i>	1. <i>Rivières ou nom du pont</i>	2. <i>Coût ou estimé</i>	3a. <i>Subventions du gouv.</i>	3b. <i>Contributions des munic.</i>	4.
Saint-Paul-Chester	P. Leblanc .....	\$18,752.00	\$14,064.00	\$ 4,688.00	X
Sainte-Hélène .....	Chibouette.....	4,331.00	2,598.60	1,732.40	X
Saint-Gervais.....	P. Labrecque .....	7,585.00	5,688.75	1,896.25	X
Saint-Gervais.....	P. Patoine.....	7,077.40	5,308.00	1,769.40	X
Saint-Gervais.....	P. Letellier .....	7,292.00	5,469.00	1,823.00	X
Honfleur .....	P. Lavoie.....	7,080.00	5,310.00	1,770.00	X
Honfleur .....	P. E. Audet.....	6,533.00	4,899.75	1,633.25	X
Saint-Damien .....	P. Caouette.....	5,302.50	3,976.88	1,325.62	X
Saint-Magloire .....	Noire .....	6,412.00	4,809.00	1,603.00	X
Saint-Raphael .....	P. Lemieux.....	4,281.30	3,425.04	856.26	X
Saint-Raphael .....	P. Remillard.....	4,692.00	3,753.60	938.40	X
Saint-Nérée .....	P. Aubé .....	3,598.00	2,698.50	899.50	X
Lavaltrie.....	Sainte-Antoine.....	5,160.00	3,612.00	1,548.00	X
Sainte-Marie.....	Domaine .....	24,690.35	20,986.80	3,703.55	
Saint-Georges.....	Chaudière.....	75,940.60	49,361.39	26,579.21	
Sutton East Richford .....	Missisquoi.....	38,651.70	19,235.85	19,325.85	
Champlain .....	Champlain.....	62,573.00	50,048.00	12,525.00	
Saint-Siméon.....	Noire .....	30,650.12	21,455.08	9,195.04	
Bury.....	P. Strapp .....	2,600.00	1,300.00	1,300.00	X
Canton Tremblay .....	Caribou .....	12,700.00	6,985.00	5,715.00	
Châteauguay.....	P. Laberge .....	7,255.00	4,353.00	2,902.00	

1. <i>Municipalités</i>	1. <i>Rivières ou nom du pont</i>	2. <i>Coût ou estimé</i>	3a. <i>Subventions du gouv.</i>	3b. <i>Contributions des munic.</i>	4.
Sainte-Marguerite .....	Sainte-Anne .....	3,368.80	2,189.72	1,179.08	X
Sainte-Marguerite .....	P. Pomerleau .....	4,763.00	3,095.95	1,667.05	X
Sainte-Claire .....	Abénakis .....	9,971.53	6,481.50	3,490.03	
Saint-Luc .....	Des Fleurs .....	10,600.00	7,420.00	3,180.00	
Sainte-Anne-des-Monts .....	Sainte-Anne .....	5,498.00	4,123.50	1,374.50	
Joliette .....	L'Assomption .....	28,499.00	17,099.40	11,399.60	X
Canton Godmanchester .....	Beaver .....	11,384.00	5,692.00	5,692.00	
Canton Hinchbrook .....	Hinchen .....	3,401.00	1,700.50	1,700.50	
Hébertville .....	P. Langevin .....	21,000.00	10,500.00	10,500.00	
Laprairie .....	Saint-Jacques .....	87,370.00	87,370.40	<sup>2</sup>	
Saint-Antoine-Tilly .....	P. de la Plaine .....	12,178.70	7,307.22	4,871.48	
Saint-Léon .....	Ferree .....	15,943.45	11,957.59	3,985.86	
Saint-Didace .....	Maskinongé .....	26,663.85	18,664.70	7,999.15	
Saint-Liguori .....	P. Lachapelle .....	10,475.70	6,809.20	3,666.50	
Sainte-Lucie .....	P. Turcotte .....	2,645.45	1,969.09	656.36	
Cap-Saint-Ignace .....	Saint-Nicolas .....	39,790.82	27,853.57	11,937.25	
Saint-Pierre .....	Du Midi .....	3,948.00	2,763.60	1,184.40	
Saint-Paul-du-Buton .....	Boilard .....	4,250.00	3,187.50	1,062.50	
Canton Talon .....	P. Roberge .....	4,847.00	3,635.25	1,211.75	
Canton Durham .....	Yamaska .....	4,367.00	2,461.85	1,965.15	
Canton Durham .....	Stevens .....	13,893.00	7,641.15	6,251.85	
Saint-Wenceslas .....	Blanche .....	6,920.20	4,850.44	2,078.76	
Sainte-Gertrude .....	Saint-Louis .....	16,475.00	8,237.50	8,237.50	
Sainte-Sophie .....	Aux-Orignaux .....	9,064.50	5,438.70	3,625.80	
Saint-Grégoire .....	Pointue .....	3,120.20	1,872.12	1,248.08	
Papineauville .....	P. Lauzon .....	7,557.10	4,654.26	2,902.84	
Canton Watthom .....	Calumet .....	2,000.00	1,200.00	800.00	
Saint-Marcel .....	Métivier .....	14,600.00	8,760.00	5,840.00	
Saint-Louis .....	Salvail .....	26,969.40	21,575.52	5,393.88	
Sainte-Flavie .....	Métis .....	50,441.50	40,353.20	10,088.30	
Canton d'Ély .....	P. Racine .....	7,973.70	5,673.33	2,300.37	
Shefford-Ouest .....	Yamaska .....	17,323.00	12,126.10	5,196.90	
Saint-Mathieu .....	Shawinigan .....	21,632.82	18,387.90	3,244.92	
Saint-Boniface .....	Yamachiche .....	7,424.99	5,568.75	1,856.24	
Magog .....	P. Rouge .....	9,707.19	4,853.60	4,853.59	
Saint-Arsène .....	Verte .....	14,617.31	9,501.25	5,116.06	
Saint-Jérôme .....	Du-Nord .....	51,500.00	33,475.00	18,025.00	
Saint-Gérard .....	Aux-Canards .....	16,182.00	13,502.50	2,679.50	

X Pont terminé.

<sup>1.</sup> Payé par l'État du Vermont.

<sup>2.</sup> Payé par le département de la Voirie.

### Salaire minimum

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Depuis la réponse du 5 mars 1929, de quelles industries la

Commission des salaires minimums des femmes a-t-elle déterminé les salaires minimums et dans quelles cités et villes pour chaque cas?

2. Quel salaire minimum a été fixé dans chaque cas pour chaque cité ou ville?

3. Qui en est le président et qu'a-t-il retiré à date: *a.* en salaire; *b.* en dépenses de voyage ou autrement?

4. Qu'a coûté à date ladite commission?

général du ministre des Travaux publics et du Travail, 1929, pages 71 et suivantes, des ordonnances ont été émises pour les industries suivantes: (Voir le tableau ci-dessous)

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1

et 2. En outre de celles mentionnées au rapport

#### *Industrie du vêtement*

*Ordonnance no 8.* - Comprenant les manufactures de hardes-faites pour hommes, femmes et enfants, chapeaux et casquettes de drap. De la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'Île de Montréal.

##### *Ouvrières expérimentées:*

Après 24 mois, pas moins de  
\$12.50

##### *Apprenties:*

1 <sup>ière</sup> période de 6 mois	\$ 7.00
2 <sup>ième</sup> période de 6 mois	8.00
3 <sup>ième</sup> période de 6 mois	9.50
4 <sup>ième</sup> période de 6 mois	11.00

*Ordonnance no 8a.* - Comprenant les manufactures de hardes-faites pour hommes, femmes et enfants, chapeaux et casquettes de drap. De la province de Québec, à l'exception de la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de celle-ci.

##### *Ouvrières expérimentées:*

Après 24 mois, pas moins de  
\$10.00

##### *Apprenties:*

1 <sup>ière</sup> période de 6 mois	\$ 6.00
2 <sup>ième</sup> période de 6 mois	7.00
3 <sup>ième</sup> période de 6 mois	8.00
4 <sup>ième</sup> période de 6 mois	9.00

#### *Industrie de l'aiguille*

*Ordonnance no 9.* - Comprenant les manufactures de salopettes, habits et chemises de travail, chemises fines et cols, sous-vêtements, mackinaws et autres marchandises du genre pour hommes et garçons; robes de maison en coton, blouses et jupons, autres marchandises similaires pour femmes et enfants. De la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'Île de Montréal.

##### *Ouvrières expérimentées:*

Après 24 mois, pas moins de  
\$11.00

##### *Apprenties:*

1 <sup>ière</sup> période de 6 mois	\$ 7.00
2 <sup>ième</sup> période de 6 mois	8.00
3 <sup>ième</sup> période de 6 mois	9.00
4 <sup>ième</sup> période de 6 mois	10.00

*Ordonnance no 9a.* - Comprenant les manufactures de salopettes, habits et chemises de travail, chemises fines et cols, sous-vêtements, mackinaws et autres marchandises du genre pour hommes et garçons; robes de maison en coton, blouses et jupons, autres marchandises similaires pour femmes et enfants. Dans toutes les municipalités de la province de Québec ayant une population de plus de 10,000 à l'exception de la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de celle-ci.

*Ouvrières expérimentées:*

Après 24 mois, pas moins de  
\$10.00

1 <sup>ière</sup>	période de 6 mois	\$ 6.00
2 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	7.00
3 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	8.00
4 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	9.00

*Apprenties:*

*Ordonnance no 9b.* – Comprenant les manufactures de salopettes, habits et chemises de travail, chemises fines et cols, sous-vêtements, mackinaws et autres marchandises du genre pour hommes et garçons; robes de maison en coton, blouses et jupons, autres marchandises similaires pour femmes et enfants. Dans toutes les municipalités de la province dont la population ne dépasse pas 10,000 âmes.

*Ouvrières expérimentées:*

Après 24 mois, pas moins de  
\$9.00

1 <sup>ière</sup>	période de 6 mois	\$ 6.00
2 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	6.50
3 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	7.00
4 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	8.00

*Apprenties:*

Dans les parties rurales de la province, une ordonnance spéciale pourra être appliquée sur demande couvrant les petites manufactures employant moins de vingt-cinq machines à coudre, fixant les minima de salaires suivants:

*Ouvrières expérimentées:*

Après 24 mois, pas moins de  
\$8.00

1 <sup>ière</sup>	période de 6 mois	\$ 5.00
2 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	5.50
3 <sup>ième</sup>	période de 6 mois	6.00

*Apprenties:*

3. Gustave Franck; *a.* \$3,666.67; *b.* \$622.93.  
4. \$12,596.48.

**Coopérative fédérée  
de Québec**

**M. Tremblay (Maisonneuve):** 1. La Coopérative fédérée de Québec paie-t-elle quelque taxe à la cité de Montréal?

2. Dans l'affirmative, quelles taxes lui a-t-elle payées chaque année depuis qu'elle est en opération et pour quel montant dans chacun des cas?

3. Dans la négative, pourquoi?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. 2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

**Rosario Rajotte**

**M. Renaud (Laval):** 1. M. Rosario Rajotte a-t-il été envoyé à l'étranger pour se spécialiser aux frais du gouvernement, dans les maladies des animaux à fourrure?

2. Si oui, où a-t-il été envoyé et pour combien de temps?

3. Est-il médecin vétérinaire?

4. A-t-il suivi des cours de médecine vétérinaire? Si oui, où et quand?

5. Est-il le même M. Rajotte qui a eu des difficultés avec des autorités de l'École Vétérinaire à l'Institut agricole d'Oka?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1.

M. Rosario Rajotte a été envoyé aux frais du gouvernement pour se spécialiser dans les maladies des animaux à fourrure, non pas à l'étranger, mais à Summerside, dans l'Île du Prince Édouard.

2. À Summerside, le temps requis pour son perfectionnement.

3. Il est bachelier en médecine vétérinaire.

4. Il a étudié la médecine-vétérinaire pendant deux années à l'Université de Montréal, soit en 1926-27 et en 1927-28, et il a ensuite continué ses études pendant quelque temps à Oka.

5. Le gouvernement l'ignore.

**Service de publication  
du ministère de l'Agriculture**

**M. Renaud (Laval):** 1. Quelle somme a coûté le service des publications du ministère de l'agriculture du 1<sup>er</sup> janvier 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

L'honorable M. Perron (Montcalm): \$28,920.54.

**Conseils  
municipaux**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien a-t-il été payé à la province par les conseils municipaux ou les corporations municipales à l'occasion de tout acte qui doit être fait ou de tout document qui doit être émis, certifié ou approuvé par le ministre des affaires municipales ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur en conseil ou par une personne quelconque, en rapport avec les affaires municipales, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930 exclusivement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$22,887.96.

**Revenus nets  
provenant des ponts**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930 exclusivement, quels sont les revenus nets provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
1. *a.* \$104,242.66; *b.* \$86,795.08; *c.* \$67,255.33.

**Revenus bruts  
provenant des ponts**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930 exclusivement, quels sont les revenus bruts provenant: *a.* du pont Galipeault; *b.* du pont Taschereau; *c.* du pont de la province à Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
1. *a.* \$121,679.97; *b.* \$103,578.94; *c.* \$73,150.80.

**Pont de Québec**

**M. Francoeur (Lotbinière):** 1. La construction de la voie carrossable sur le pont de Québec est-elle terminée?

2. Combien a coûté, à date, cette construction?

3. Quand cette voie a-t-elle été ouverte à la circulation?

4. Combien de véhicules de toutes sortes y ont passé à date?

5. Quels sont les taux de péage à acquitter pour passer sur cette voie?

6. Quel montant ces taux de péage ont-ils rapporté à date?

7. Des représentations ont-elles été faites au gouvernement concernant ces taux de péage?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Pas complètement terminée.

2. \$294,550.87.

3. 22 septembre 1929.

4. 41,223.

5. Taux de péage:

5. *Taux de péages:*

Voitures à traction animale: simples..... \$0.15

Voitures à traction animale: doubles..... 0.25

Motocyclettes: sans panier..... 0.10

Motocyclettes: avec panier ..... 0.15

Automobiles..... 0.50

(10 passages pour \$2.50)

Remorques ..... 0.25

Camions de moins de 2 tonnes..... 0.50

(10 passages pour \$2.50)

Camions de 2 tonnes et plus, autobus et

tracteurs..... 0.60

Passagers (toutes personnes au-dessus de

5 ans)..... 0.10

(10 billets pour \$0.50)

(25 billets pour \$1.00)

(aucune charge pour piétons)

6. \$12,746.10 dans lequel figurent les recettes pour divers billets vendus et en circulation. De ce montant, il faut déduire la somme due au gouvernement fédéral en vertu de 19 George V, chapitre 6, et cédule.

7. Oui.

**Adélard Deslauriers, Itée**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Quels sont les contrats accordés à date par le gouvernement

à la compagnie Adélarde Deslauriers, ltée et quel montant a été payé dans chaque cas, y compris les extras?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Depuis la réponse apparaissant aux *Journaux de la Chambre* du 26 mars 1929, aucun nouveau contrat. Au Musée provincial, montant payé \$351,786.54. Au Palais de Justice, Québec, (restauration) montant payé: \$129,908.28.

**Robertson et Jasmin Ltd.**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. À quelle date la Robertson & Jasmin, Ltd. a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Le 10 juillet 1929.

2. *a.* A. W. Robertson, A. Janin, C. J. Malone; *b.* 480 Roslyn Avenue, Westmount, Qué.; 140 Pagnuelo Avenue, Outremont, Qué.; 703a Bloomfield Ave., Outremont, Qué.

**Amiesite Asphalt, Ltd.**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. À quelle date la Amiesite Asphalt, Limited a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Le 21 septembre 1929.

2. *a.* John I. McDonald, Thomas F. Spellane, Armand Sicotte; *b.* 2,020 Union Avenue, Montréal.

**McUrban Asphalt Ltd.**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. À quelle date la McUrban Asphalt, Limited a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Le 21 septembre, 1929.

2. *a.* John I. McDonald, Thomas F. Spellane, E. H. Falardeau; *b.* 2,020, Union Avenue, Montréal.

**Adélarde Deslauriers, ltée**

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** 1. À quelle date la Cie Adélarde Deslauriers, limitée a-t-elle déposé, la dernière fois, un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec.

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Le 8 juillet 1929.

2. *a.* Adélarde Deslauriers, J.-Achille Plamondon, Arthur Corriveau; *b.* 171 Boulevard Langelier, 121 rue Richardson, 192, Avenue Brown, Québec.

**Le Soleil, ltée**

**M. Crépeau (Sherbrooke):** 1. À quelle date Le Soleil, ltée a-t-il déposé pour la dernière fois un sommaire conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors les noms et adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. Le 29 janvier 1930.

2. Georges Parent, 70 rue Saint-Paul, Québec; Henri Gagnon, rue de la Couronne, Québec; Léon Mercier Gouin, 11 Place d'Armes, Montréal; Charles Parent, 111 Côte de la Montagne, Québec; C.-E. Taschereau, 71 rue Saint-Pierre, Québec.

**Droits  
du pauvre**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quels ont été les droits du pauvre perçus dans toute la province en 1928-1929: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$371,524.68; *b.* \$676,582.35.

**Contributions  
scolaires**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: *a.* en 1927-1928; *b.* en 1928-1929?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* En 1927-1928: par les contribuables, 80 %; par le gouvernement 20 %; *b.* en 1928-1929: statistiques des contribuables pas encore prêtes.

#### Revenus de la province

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels sont: *a.* les revenus bruts; *b.* les revenus nets de la province provenant de la loi 16 George V, chapitre 55, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1930 exclusivement?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* \$314,558.07; *b.* \$305,512.64.

#### Salaires des institutrices

**M. Crépeau (Sherbrooke):** 1. Quelle a été la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année scolaire 1927-1928; *b.* pour l'année scolaire 1928-1929?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province:

*a.* Pour l'année scolaire 1927-1928; *b.* pour l'année scolaire 1928-1929?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** *a.* Pour toute la province: \$526. (Année scolaire 1927-1928); *b.* Pour chacun des comtés de la province:

Abitibi .....	\$ 356
Argenteuil .....	511
Arthabaska .....	254
Bagot .....	276
Beauce .....	270
Beauharnois .....	444
Bellechasse .....	256
Berthier .....	279
Bonaventure .....	347
Brome .....	491
Chambly .....	710
Champlain .....	331
Charlevoix .....	283
Châteauguay .....	418
Chicoutimi .....	355
Compton .....	471
Deux-Montagnes .....	332
Dorchester .....	264
Drummond .....	301
Frontenac .....	301

Gaspé .....	318
Hull .....	533
Huntingdon .....	506
Iberville .....	315
Îles-de-la-Madeleine .....	253
Jacques-Cartier .....	902
Joliette .....	302
Kamouraska .....	233
Labelle .....	336
Lac-Saint-Jean .....	344
Laprairie .....	352
L'Assomption .....	294
Laval .....	516
Lévis .....	312
L'Islet .....	238
Lotbinière .....	269
Maskinongé .....	266
Matane .....	275
Matapédia .....	266
Mégantic .....	324
Missisquoi .....	478
Montcalm .....	317
Montmagny .....	266
Montmorency .....	310
Montréal, cité .....	1,147
Napierville .....	315
Nicolet .....	225
Papineau .....	403
Pontiac .....	545
Portneuf .....	292
Québec, cité .....	738
Québec, comté .....	327
Richelieu .....	259
Richmond .....	436
Rimouski .....	269
Rouville .....	326
Saguenay .....	350
Shefford .....	392
Sherbrooke .....	717
Soulanges .....	384
Stanstead .....	571
Saint-Hyacinthe .....	334
Saint-Jean .....	409
Saint-Maurice .....	365
Témiscamingue .....	389
Témiscouata .....	280
Terrebonne .....	379
Trois-Rivières, cité .....	622
Vaudreuil .....	413
Verchères .....	326
Westmount .....	1,387
Wolfe .....	322
Yamaska .....	209

La compilation des statistiques pour l'année 1928-29 n'est pas terminée.

#### **Demande et dépôt de documents:**

##### **Montants exigés des municipalités**

**M. Renaud (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre l'état indiquant: Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1928-29 jusqu'à concurrence de \$68,664,509.86, tel qu'il apparaît à la page 227 de l'*Annuaire statistique de Québec* pour 1929.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie de l'état indiquant: Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1928-29 jusqu'à concurrence de \$68,664,509.86, tel qu'il apparaît à la page 227 de l'*Annuaire statistique de Québec* pour 1929. (Document de la session no 39)

##### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 30 janvier, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Authier (Abitibi):** M. l'Orateur, puisque c'est la première fois que j'ai l'honneur de porter la parole dans cette Chambre depuis votre élection à la présidence, permettez-moi de vous féliciter bien cordialement; ce sont les félicitations d'un camarade d'enfance.

Nous sommes peut-être les deux plus anciennes connaissances qui siègent en cette Chambre, car nous sommes entrés le même jour, je crois, au collège de Saint-Hyacinthe, lorsque nous avions à peine 12 ans. Dès ces jours au collège, votre intelligence et votre goût précoce des affaires publiques laissaient présager votre remarquable carrière politique. Je souhaite qu'elle continue à vous apporter des succès constants.

À titre d'enfant de votre district, il me fait particulièrement plaisir aussi de voir le comté de Saint-Hyacinthe à l'honneur dans votre personne. C'est dans ce comté que se trouvent les lieux historiques où nos grands-pères, il y aura bientôt de cela 100 ans, offrirent héroïquement leurs vies dans une tentative suprême d'obtenir que l'Assemblée législative soit réellement libre et souveraine dans cette province. Je devine la joie des vieux patriotes de Saint-Hyacinthe lorsqu'ils voient leur député occuper le fauteuil jadis illustré par les Papineau.

Il offre des compliments au nouveau vice-président (M. Vautrin).

Avant d'aborder les questions qui m'intéressent principalement dans le budget, permettez-moi d'apprécier brièvement, à l'instar de ceux qui m'ont précédé dans ce débat, quelques-uns des événements politiques de l'année dans ce débat, quelques-uns des événements politiques de l'année dans notre province.

Il y a eu des changements importants dans cette Chambre, à droite et à gauche. Si, d'un côté, le premier ministre a reçu des témoignages éclatants de la confiance du peuple dans plusieurs élections complémentaires, l'opposition, d'autre part, s'est donné un nouveau chef. Personnellement, je n'ai que de bons sentiments et pour l'ancien chef, qui fut jadis mon confrère en journalisme, et pour le nouveau chef, qui fut aussi il y a une douzaine d'année mon confrère dans le service de la Banque d'Hochelaga à Montréal.

Nous étions alors tous deux gérants de succursales de cette banque et on ne pouvait avoir de compagnon plus aimable. Je ne connaissais pas de confrère plus obligeant que le chef actuel de l'opposition. Aussi, quand je le voyais l'an dernier, je m'étonnais de le voir si violent et si amer à l'égard de ses adversaires...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas amer, il est maire.

**M. Authier (Abitibi):** Je ne pouvais m'empêcher de me dire: "Quel dommage qu'il change ainsi, c'était un gérant de banque si gentil." S'il me permet de lui adresser un souhait, ce sera de ne plus se départir de sa bonne nature que je lui ai connue dans le bon vieux temps. Je lui souhaite de ne pas être violent, et de rester aussi gentil dans la politique qu'il l'était alors qu'il occupait un poste de gérant de succursale. J'espère que le nouveau chef de l'opposition retrouvera ses bonnes habitudes d'autrefois.

Le budget de la province nous a été présenté cette année par un nouveau trésorier. Nous le connaissions avant qu'il vînt prendre place parmi nous. Sa réputation d'intégrité, de droiture et d'attachement au libéralisme l'avait précédé ici. Successeur d'un financier remarquable, il nous présente un budget qui annonce la continuation de cette administration saine, sage et libérale dont notre province se glorifie. Il (M. Authier) souligne la confiance accordée par la population à l'administration Taschereau, comme en témoigne l'élection de tous les candidats libéraux qui se sont présentés aux élections partielles. N'en déplaise au député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la source de nos surplus continue de couler large et féconde, et elle chante toujours le refrain qui fait le désespoir de nos adversaires; "I carry on for ever."

Il félicite le gouvernement de l'heureuse situation de ses finances. Il se dit confiant que, sous la direction du député de Compton (l'honorable M. McMaster), les surplus annuels se maintiendront. Il espère également exprimer ici certaines des idées qu'il a élaborées à Ottawa.

Un ministre de l'Agriculture (M. Caron) dont le nom vivra longtemps dans l'histoire de notre province pour l'impulsion qu'il a donnée à l'instruction agricole et à la coopération, a quitté le gouvernement pour des fonctions qui conviennent mieux à sa santé affaiblie par 25 ans de vie publique. Nous l'avons vu partir avec regret. Mais le premier ministre, conscient de l'importance de l'Agriculture, a appelé à ce ministère un homme dont l'habileté administrative, l'intelligence vigoureuse et méthodique, sauront résoudre nos difficiles problèmes agricoles. Nous saluons donc avec plaisir et avec confiance la rentrée en cette Chambre du député de Montcalm (l'honorable M. Perron), en qualité de ministre de l'Agriculture.

La classe agricole a de plus fortifié ses positions, si je puis m'expliquer ainsi, dans le gouvernement de la province, par l'entrée dans le cabinet d'un de ses représentants les plus distingués, le député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet). Je présente, dit-il, mes hommages aux honorables députés de Dorchester (l'honorable M. Ouellet) et de Drummond (l'honorable M. Laferté). Un grand ministre de la Colonisation a quitté ce ministère pour passer à la voirie. Je l'assure qu'il n'a pas d'ennemis en Chambre. Qu'il me permette de rappeler ici que ses œuvres dans toutes les régions nouvelles de la province, et en particulier dans celle que je représente, diront longtemps combien il aime l'humble habitant des terres neuves et combien il lui

fut dévoué. Appelé à diriger l'important ministère de la Voirie, il va pouvoir maintenant améliorer les chemins qu'il a ouverts, comme il l'a déclaré lui-même, aidant ainsi à consolider l'œuvre féconde de la multiplication de nos paroisses rurales. Je le remercie d'avoir ouvert une route vers l'Abitibi, entre le Témiscamingue et l'Abitibi, et que parcourut à l'automne dernier, dit-il, l'honorable ministre de la Colonisation (M. Laferté).

Le nouveau ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries fut votre prédécesseur, M. l'Orateur. Il est devenu tout naturellement et tout aisément un ministre. Le nouveau ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries est venu voir notre région. Et j'ai constaté que, dès son premier voyage en Abitibi, il est devenu aussi populaire chez les colons qu'il le fut et qu'il l'est encore chez les membres de cette Chambre. Sa visite a été le grand événement de l'été et de l'année dans le Nord-Ouest de la province. Il a reçu alors nos demandes. Nous lui avons fait part des espérances et des craintes de la population.

Le nouveau ministre et son administration ont toute la confiance des colons. Il a pu venir du Témiscamingue à l'Abitibi par la route de Rouyn construite par le ministère des Mines et améliorée depuis l'an dernier par la voirie. Cette route était indispensable au progrès des mines, et elle ouvre en même temps une voie de communication nécessaire entre le Témiscamingue et l'Abitibi. Je tiens à remercier publiquement de sa construction l'honorable ministre de la Voirie et des Mines.

Malgré une température pluvieuse d'automne, et des chemins en conséquence, l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries a bien voulu visiter la majorité des villages et paroisses de l'Abitibi. S'est-il alors dit que certains comtés sont trop étendus pour un seul député? Il lui a fallu y employer plusieurs jours. MM. les curés et les maires, et parfois votre humble serviteur, lui ont exposé, en de nombreux discours, la situation actuelle de l'Abitibi, les espérances et les craintes qu'entretient la population, et en particulier, les résultats de l'année, au point de vue de la colonisation agricole.

Nous avons été fort raisonnables dans l'exposé des faits, et dans toutes nos demandes. À preuve, je vais les répéter ici, mais pas aussi longuement! L'Abitibi est la partie centrale de la province de Québec. Il se continue vers le nord par le district non organisé d'Abitibi. Cette belle et riche région occupe une position stratégique au point de vue national, et il n'y a aucun doute qu'un Abitibi

québécois bien vivant et prospère assurerait une place prépondérante à l'influence québécoise dans l'est du Canada central, même au-delà de nos frontières provinciales.

Ouvert à la colonisation par Sir Wilfrid Laurier, qui y construisit le chemin de fer Transcontinental, et par la politique de notre gouvernement qui permit aux colons d'y prendre racine, l'Abitibi compte aujourd'hui une vingtaine<sup>1</sup> de paroisses agricoles et une dizaine de missions. La région n'a cessé de se développer. D'après un recensement fait par les inspecteurs de colonisation pour l'année 1928, la propriété mobilière et immobilière des habitants de ces paroisses s'élevait alors à plus de \$12,000,000. Il y a près de 2,000 familles qui habitent sur des terres, dont les deux tiers s'y sont établies au cours des cinq dernières années.

Ils devraient bientôt, d'ici deux à cinq ans, pouvoir devenir des cultivateurs vivant de leur ferme. Quarante pour cent de nos cultivateurs sont en voie de se former des troupeaux laitiers et il y a déjà une dizaine de fabriques de beurre et de nombreux troupeaux. Ils font de bons cultivateurs et de bons colons sur les terres qui leur ont été données par la couronne.

La production est en croissance bien que l'on n'en soit qu'au début, car les terres cédées par le gouvernement pourraient produire jusqu'à 10 fois plus d'ici cinq ans. Le sol est bon et fécond; la population est courageuse, la récolte de 1928, qui fut cependant gâtée par un automne excessivement pluvieux, a été évaluée à \$664,810<sup>2</sup>.

On a douté de l'avenir agricole de l'Abitibi. Au contraire. Il m'a été donné de recueillir parfois des opinions d'experts sur l'avenir agricole de l'Abitibi. Un jour, c'était un professeur d'agriculture dans une université suédoise qui me disait: "Cette région, comme les meilleures parties de la Suède, est l'habitat naturel du trèfle, la plante fourragère par excellence."

Un journaliste d'Alberta me disait de son côté: "Si le trèfle poussait en Alberta comme ici en Abitibi, il n'y aurait pas de crise agricole dans le sud Albertain." Un expert agricole de la Pologne prédisait l'an dernier, après avoir visité l'Abitibi, que cette région serait un magnifique pays d'élevage.

Telle fut aussi l'opinion des agronomes du chemin de fer national canadien, ainsi que celle, je crois, du professeur expert envoyé l'été dernier par notre ministre de l'Agriculture pour enquêter sur notre situation. Nous avons une excellente région agricole.

Céréales et légumes viennent aussi assez bien, comme on peut le voir par les statistiques recueillies par les inspecteurs de la colonisation. Ainsi, en 1928, on a récolté 1,755 minots de blé, et en 1929, plus de 6,000 minots d'excellent blé. En 1928, il fut récolté près de 100,000 minots d'avoine, et une quantité encore plus forte en 1929. La récolte de pommes de terre en 1928 s'éleva à 46,145 minots.

Et remarquez-le bien, tout cela n'est qu'un commencement. Les terres déjà concédées aux colons peuvent produire 10 fois plus d'ici quelques années, et il y a place dans l'Abitibi pour dix ou vingt fois plus de familles de cultivateurs, tout en limitant la colonisation aux meilleures terres seulement, à celles qui offrent un sol indiscutablement fertile.

Nous assistions la semaine dernière au couronnement des lauréats du dernier concours du Mérite agricole. L'Abitibi, mon comté, était l'un des dix qui prenaient part à ce concours. Or, nos cultivateurs, qui ne sont encore que des colons, ont gagné 4 médailles d'argent sur 25 et 10 médailles de bronze<sup>3</sup> sur 40. Et ils n'étaient pas les derniers de la liste ni dans un cas ni dans l'autre. C'est la preuve que cette région est excellente pour l'agriculture et prometteuse. En Abitibi, la terre est riche et les gens ont un grand sens du travail et une grande loyauté<sup>4</sup>. Faut-il d'autres preuves de la valeur de nos terres et de la qualité de nos colons?

Mais qu'est-ce qui va mal? Quel est donc le mal de ce pays, l'obstacle à son progrès rapide? Je le dirai sans fausse honte, l'obstacle au progrès du colon, c'est la pénurie d'argent liquide. Il faut l'admettre, c'est ce qui manque à nos gens et à notre région. Ils ont de belles terres, égales en fertilité aux meilleures de la province, mais les cultivateurs et les colons manquent d'argent pour les organiser en fermes complètes avec roulants et troupeaux. Les colons sont obligés de gagner leur pain en travaillant sur les routes ou en bûchant, alors qu'ils devraient consacrer tout leur temps à leurs fermes. Beaucoup de nos gens ne sont donc pas des cultivateurs à plein temps, ce qui est à leur propre détriment et au détriment de l'agriculture.

Quelques-uns vont peut-être demander: "Mais qu'avez-vous fait des \$3,000,000 que le gouvernement a dépensés dans votre région?" Eh! bien, ces \$3,000,000 ont été dépensés en salaires payés à raison de deux piastres ou deux piastres et demie par jour aux gens qui ont pu travailler à la construction des chemins et qui ont été obligés de manger ce salaire à mesure qu'ils le gagnaient, pour se nourrir eux et leurs familles. Ils devaient vivre à même ce salaire.

Ils ont vécu surtout de la vente du bois coupé dans le défrichement des terres. Malheureusement, la vente du bois leur a seulement permis de vivre. Cela ne leur a pas permis d'amasser des capitaux suffisants et nécessaires pour terminer le défrichement et l'organisation de leurs fermes. Ils ont eu aussi la prime de défrichement. La prime de défrichement les a beaucoup aidés. Elle a été une aide très appréciable en ces dernières années. Nos gens ont aussi tourné leurs espoirs vers le crédit agricole et un crédit de colonisation pour se procurer les fonds nécessaires à des termes et conditions raisonnables. Ils doivent compter sur les primes de défrichement, sur les octrois de tout genre et sur les prêts agricoles. C'est principalement ce que nous avons demandé à l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté) lors de son passage chez nous.

Nous lui avons aussi demandé naturellement de continuer la construction des chemins dans les cantons nouveaux qui n'en ont pas encore; d'augmenter, s'il est possible, le montant payé en primes de défrichement; d'aider par des octrois généreux, l'assainissement et le drainage des terres neuves; de nous obtenir le service d'une unité sanitaire aux frais du gouvernement, vu la rareté des médecins dans la région et vu la présence continuelle des milliers de mineurs et de bûcherons étrangers dans les cantons inorganisés, qui ne contribuent pas aux impôts municipaux pour l'hygiène, tout en nous apportant souvent des maladies contagieuses et des cas d'assistance publique.

Nous n'avons pas manqué de demander au ministre de répéter les démarches qui ont déjà été faites auprès de l'exécutif pour obtenir le droit d'exporter le bois à papier coupé par les colons dans leur défrichement. Nos gens font si peu d'argent avec leur bois qu'il est bien légitime là où ils peuvent obtenir les meilleurs prix. D'ailleurs, les manufacturiers de la province de Québec n'achètent presque pas le bois de nos colons, qui le vendent presque entièrement dans la province d'Ontario. Ils n'ont de marché que celui de l'Ontario. Et, pendant ce temps-là, on me dit que les colons d'Ontario exportent leur bois aux États-Unis et obtiennent un meilleur prix que les nôtres.

Je sais que l'opinion publique en général dans la province n'est guère favorable à l'exportation du bois à papier, parce qu'à ce moment-ci il ne pouvait pas être transporté avant que le lot du colon ne soit concédé par patente. De plus, nous savons qu'il y a un projet qui vise à soulever au cours de la prochaine session à la Chambre des communes un débat visant

à interdire l'exportation du bois de tout genre aux États-Unis. En principe, il voudrait mieux que tout le bois, qui comme toutes nos matières premières, soient gardées et manufacturées chez nous.

J'espère que bientôt, ce bois sera usiné au Québec. Ainsi, les profits qui en découlent pourront être réalisés et gardés dans la province. Mais il nous faut tenir compte de la situation. La position des colons est particulière et spéciale, et je crois que ces derniers devraient pouvoir vendre leur bois là où ils pourront en tirer le meilleur prix. Ainsi, ils auront plus d'argent à consacrer à l'amélioration de leur demeure et au développement de la région où ils se sont établis.

Il faut voir les faits tels qu'ils sont. Je le répète, les manufacturiers de la province de Québec n'achètent généralement pas de bois de nos colons, du moins dans l'Abitibi, tandis que ce sont ceux de l'Ontario qui en demandent le plus. Ce sont les manufacturiers d'Ontario qui achètent les trois quarts de notre bois.

Il (M. Authier) regrette beaucoup qu'il n'y ait pas de compagnie québécoise qui achète le bois. C'est pour cette raison que plusieurs milliers de cordes sont expédiées en Ontario chaque année. Le bois est alors usiné ou réexpédié aux États-Unis pour en faire du papier. C'est pourquoi nous ne cesserons de demander au gouvernement que les colons dont les lots ne sont pas patentés soient mis sur le même pied que les cultivateurs qui ont leurs lettres patentes, quant à ce qui a trait à l'exploitation du bois à papier, et puissent obtenir le droit d'exporter leur bois aux États-Unis.

Les colons comptent sur ce bois de leurs terres pour vivre. Si la chose est impossible et si l'on veut les empêcher, je demanderais au gouvernement de changer sa politique de colonisation, pour cette région, et de donner des octrois pour permettre aux colons de vivre; qu'il augmente les primes de défrichement et de labour. Que le gouvernement modifie sa politique de colonisation de façon que les colons à l'avenir n'aient pas besoin de vendre de bois pour subvenir à leurs frais d'établissement. Je suggérerais ce remède simple et efficace. On devrait donner une prime aux colons, pour leur travail et laisser le bois au gouvernement. C'est une réforme facile à accomplir et qui serait avantageuse pour les colons et pour le gouvernement.

Il s'agit de remplacer l'aide que l'on donne aux colons sous forme de bois de commerce par une aide directe en argent, une prime de défrichement et de labour suffisante pour permettre au colon de vivre pendant qu'il met en culture les premières 30 ou

40 acres de son lot. Le gouvernement vendrait le bois lui-même, et des calculs incontestables établissent que le produit de cette vente de bois couvrirait le montant des primes à payer aux colons. C'est ce que les congrès de colonisation ont recommandé. Cette réforme serait bien vue des marchands de bois et Sir William Price lui-même a prêché ce mode d'aider les colons en recommandant le principe au congrès de colonisation de 1923. Cette réforme serait aussi bien vue des colonisateurs qui se sont donnés la peine d'étudier la question.

L'agent des terres de la colonisation de l'Abitibi, écrivait récemment: "Le système actuel d'aider la colonisation en abandonnant aux colons la récolte de bois de commerce sur les lots qu'on concède devrait avoir fait son temps. Il pouvait avoir sa raison d'être lorsque le gouvernement n'avait guère de revenus et que la richesse forestière de la province, encore presque intacte, paraissait inépuisable. L'inefficacité de cette forme de subvention est trop manifeste pour qu'on soit justifiable de la maintenir aujourd'hui que l'exploitation forestière par l'industrie moderne permet au gouvernement de retirer de ses concessions un revenu que les méthodes forcément primitives des colons ne sauraient donner.

Le congrès régional de colonisation tenu à Amos, en 1927, adoptait une résolution dans ce sens. Elle se lit comme suit:

"Attendu qu'il est juste et nécessaire que les colons qui mettent en culture nos terres neuves, reçoivent une certaine somme de protestation et d'aide qui leur permette de vivre convenablement et mener à bonne fin leur entreprise;

"Attendu que l'aide qui leur a été donnée jusqu'ici en leur permettant de vendre à leur bénéfice le bois qu'ils coupent dans leurs défrichements, a été souvent insuffisante et inefficace, a donné lieu à des inconvénients sérieux et parfois même à des abus;

"Attendu qu'il semble qu'une réforme propre à simplifier la tâche du colon et celle de l'administration, et à hâter la mise en culture des terres neuves, consisterait à remplacer le permis donné au colon de vendre du bois de commerce par une aide en argent sous forme d'une prime de défrichement suffisante pour permettre au colon de vivre pendant qu'il met en culture les premières quarante acres de son lot.

"Le congrès exprime le vœu que le gouvernement de la province fasse l'expérience de ce nouveau système d'aide aux colons dans quelques cantons nouveaux de l'Abitibi."

C'est l'extension du système actuel de primes de défrichement. Il faut que le colon vive pendant qu'il défriche et met en culture une étendue de terre capable de le nourrir, lui et sa famille. On estime cette étendue à 40 acres. Il faudrait donc tripler le montant de prime que l'on paie actuellement aux colons. La province n'en serait pas appauvrie. Cela ne coûterait rien de plus à la province, en définitive, parce qu'elle couvrirait le montant de la dépense nouvelle par la vente du bois qu'elle donne actuellement aux colons.

Depuis 30 ans, la province a concédé aux colons environ 2,000 lots, ou 200,000 acres de terre par année. Il n'y a aucun doute que ces 200,000 acres de terre portaient en moyenne 1,000,000 à 1,500,000 cordes de bois. C'est donc 1,000,000 ou 1,500,000 cordes de bois du domaine national, qui ont été données chaque année pour fournir aux colons les moyens de vivre pendant qu'ils devaient mettre ces terres en culture.

Il y a bien une autre preuve que c'est bien 1,500,000 cordes de bois par année qui ont été données pour aider la colonisation. En effet, si l'on consulte l'*Annuaire statistique*, l'on verra que le bois à papier et le bois de sciage coupés sur les terres privées dans la province de Québec, forment un total équivalent à 2,000,000 de cordes par année. Or, les autorités du service forestier admettent que pas plus de 25 % de ce bois ne vient des seigneuries et des terres données en subsides aux chemins de fer. Les trois quarts de ce bois viennent donc des lots qui ont été donnés pour la colonisation.

On doit admettre que ce système a amené la concession d'un grand nombre de terres bien boisées, mais impropres à la culture, que ces terres ont été déboisées sans aucun profit pour la province, que l'on a pas établi sérieusement plus que trois ou quatre cents familles par année sur les terres neuves, et que les résultats obtenus ne sont pas en rapport avec les sacrifices consentis par le domaine public et par le Trésor public. On en a la preuve.

Si la province avait pu vendre le bois et avait ensuite distribué en primes de défrichement les montants qu'elle aurait recueillis de cette vente, elle aurait pu diriger avec beaucoup plus de sûreté et de méthode le développement de la colonisation. Elle aurait obtenu un bien meilleur résultat. Je suis convaincu qu'elle aurait obtenu des résultats plus abondants et plus fructueux. On admet facilement que le gouvernement pourrait obtenir \$2 la corde pour son bois à papier. Comme je l'ai dit plus haut tantôt, sur les 2,000 lots concédés annuellement aux colons, il y a 1,000,000 à 1,500,000 de cordes de

bois. La vente de ce bois pourrait donc rapporter deux à trois millions de piastres à la province par année.

Ce montant, distribué en primes de défrichement, permettrait d'établir et de bien établir un nombre de colons beaucoup plus élevé que celui que nous établissons actuellement, probablement trois fois plus. En distribuant en argent la valeur de ce bois aux colons, on donnerait un vif essor au mouvement de colonisation. Cela permettrait aux colons de s'établir adéquatement comme cultivateurs.

On aiderait ou développerait dans une large mesure le règlement de la crise du bois. Ce nouveau système réglerait avant longtemps la question si discutée de l'exportation de notre bois à papier aux États-Unis et dans l'Ontario, puisque le gouvernement deviendrait bientôt seul vendeur de la province. Avec le nouveau système, le gouvernement aiderait et protégerait chaque colon suivant son travail. Il serait donc beaucoup plus juste que le système actuel, qui distribue très inégalement la part de chaque colon, en donnant à l'un un lot richement boisé et à l'autre un lot dénudé, tout en obligeant les deux au même travail et aux mêmes obligations.

Enfin, je le répète, le nouveau système amènerait naturellement la fin des concessions de lots impropres à la culture, car les colons recevant des lots déboisés, ils ne prendraient plus que les lots propres à la culture. L'avantage du système des primes serait de nous débarrasser du faux colon, qu'il n'est pas facile de distinguer du colon de bonne foi. Le faux colon, disparaîtrait, pour le plus grand bien de la colonisation, puisque tous ceux qui prendraient des terres nouvelles ne pourraient plus y faire autre chose que de les cultiver. Ce serait une bonne chose de se débarrasser des faux colons, ceux qui ne veulent pas vraiment cultiver la terre, mais seulement bûcher la forêt. Pas seulement parce qu'ils bûchent, mais parce qu'une fois qu'ils ont fini, ils quittent la paroisse et laissent derrière eux un fardeau encore plus lourd pour ceux qui restent.

J'ai voulu faire la preuve des règles ci-dessus exposées en examinant quels auraient été les résultats dans la région de l'Abitibi, depuis l'ouverture de cette région à la colonisation. Depuis le commencement de l'Abitibi, nos colons y ont coupé l'équivalent de 3,000,000 de cordes de bois. Ils ont certainement gaspillé un autre million de cordes de bois. Cela fait 4,000,000 de cordes. Si le gouvernement en avait retiré \$1.50 seulement, cela eût donné \$6,000,000, et si l'on avait distribué \$6,000,000 en primes de défrichement dans notre région, je suis certain que

nous aurions quatre fois plus de terres en bonne culture que nous en avons aujourd'hui. L'adoption de la réforme préconisée par le congrès d'Amos simplifierait la question de l'exportation du bois à papier, et aiderait grandement à régler toute la question forestière.

En effet, au bout de quelques années, le gouvernement, ayant cessé de concéder des lots boisés aux particuliers, deviendrait le seul grand propriétaire de forêts et il encouragerait davantage les bons colons. Si on distribuait des sommes importantes dans les régions de colonisation, les colons pourraient se consacrer davantage à cultiver la terre, au lieu de passer les premières années à bûcher pour survivre. Il aurait là un monopole qui pourrait bien être aussi profitable que celui de la Commission des liqueurs.

Tout le monde admet qu'il y a une question forestière à régler en cette province. Cependant, nos colons de l'Abitibi n'ont pas fait plus de mal qu'ailleurs. Nous savons assez combien il y a de terres neuves déboisées et abandonnées, bien souvent impropres à la culture, dans le nord de Montréal, dans le nord de Joliette, dans le nord de Champlain, dans les Cantons-de-l'Est et dans tous les comtés en bas de Québec, pour ne pas jeter la pierre aux colons de l'Abitibi, qui souvent n'ont pas eu d'autre tort que celui d'être incapables de vendre leur bois assez cher. Les colons ont besoin d'argent, et une sage administration des fonds publics distribués aux véritables colons entraînerait des bénéfices pour chacun de nous et pour la province en général.

Il y a surproduction de papier, dit-on, et il y a danger que nos forêts s'épuisent d'ici quelques années. Je n'admets pas ces prétentions. Il n'y a pas de véritable crise dans l'industrie du papier, mais de simples difficultés. Les différends seront bientôt réglés. Je ne crois pas à la rareté du bois pour l'industrie du papier. Nos forêts sont loin de s'épuiser. Voyons les faits. Déjà, les fabricants de papier de nos manufactures ne produisent qu'à 85 % de leur capacité de rendement. Il y a donc progrès. Si la chose se continue, pour peu qu'elle s'accroisse, il n'y aura plus de crise de production bientôt. Le prix de vente du papier n'est pas aussi élevé qu'on le désirerait, et certaines compagnies perdent peut-être de l'argent. Le prix du papier dépend du marché mondial et il me semble bien difficile d'influencer considérablement ce marché.

Dans tous les cas, nos industriels devront apprécier les efforts que fait le premier ministre pour les aider. La province applaudit aux efforts de l'honorable premier ministre pour mettre fin à la

crise. Trop de manufactures de papier dans la province, dit-on encore. On blâme le gouvernement d'avoir laissé construire des manufactures de papier. Ce blâme est injuste. D'abord, le gouvernement n'avait pas le pouvoir de régler le nombre et la capacité de production des moulins. Il est vrai qu'il a obligé certains concessionnaires à manufacturer leur bois dans la province. Il s'agissait de compagnies qui, sans cela, auraient probablement amené notre bois dans Ontario pour l'y manufacturer. On a tort de blâmer le gouvernement, car il se bâtissait des manufactures à nos portes. Si le gouvernement avait restreint la construction des moulins, l'opposition aurait été la première à crier que l'industrie s'implantait ailleurs au lieu de venir dans Québec.

Il n'y a pas trop de manufactures de papier, puisque nous exportons encore 700,000 cordes de bois par année. Nous trouvons moyen d'exporter 500,000 cordes de bois à papier aux États-Unis, et plus de 200,000 cordes dans les provinces voisines. Il y a donc encore place dans la province pour des fabriques capables de consommer 2,000 cordes de bois par jour, et je demanderais au premier ministre de ne pas trop retarder les industriels qui pourraient se présenter avec le projet de bâtir une papeterie dans l'Abitibi. S'il y a des industries de ce genre qui veulent venir s'établir dans mon comté, elles seront bien reçues.

J'approuverais la construction d'une usine dans l'Abitibi. Nous n'avons pas peur de l'International dans notre district, car nous avons remarqué qu'elle paie un bon prix et qu'elle paie bien le bois qu'elle achète. Je dois aussi ajouter que l'Abitibi Paper, d'Iroquois Falls, en Ontario, a toujours eu jusqu'ici d'excellents rapports avec les colons de l'Abitibi. On ne saurait reprocher au gouvernement de Québec de laisser construire des fabriques de papier dans notre province, quand il s'en construit à nos portes, dans les provinces voisines, et que notre bois s'en va se faire manufacturer là en papier.

D'autres critiques reprennent alors en disant qu'il se coupe trop de bois dans Québec et que nos forêts seront épuisées d'ici 25 ans. À ceux qui disent que l'on coupe trop de bois dans Québec, je dirai que l'inventaire des forêts n'est pas terminé, mais ce qui est déjà fait et ce qu'on en connaît permet de conclure qu'il y a 300,000,000 de cordes de résineux sur pied dans ces forêts qui attendent dans cette province l'exportation. Nous en tirons actuellement en bois à papier et en de sciage entre 3,500,000<sup>5</sup> et 4,000,000 de cordes par année. À ce taux, il faudrait 75, 80 ou 85 ans pour couper nos forêts avant d'avoir épuisé nos ressources de massifs forestiers connus.

Or, elles se renouvellent par reboisement naturel dans ce laps de temps. Il ne faut pas autant de temps que ça pour reboiser nos forêts. Il n'y a donc pas raison de crier que nos forêts sont épuisées. Il ne convient pas de trop s'alarmer. Notre réserve forestière est suffisante pour alimenter nos usines de pulpe sans aucun inconvénient. De plus, nous avons une grande quantité de tremble et de peuplier baumier qui pourrait fournir une excellente pâte à papier et qui devraient être utilisés avant longtemps par nos manufacturiers. Ces arbres ont une croissance rapide.

Il serait bon, cependant, de réglementer avec soin la coupe, car il est possible que l'exploitation soit trop intensive dans certaines sections de la province, alors qu'ailleurs dans d'autres régions, on laisse de grandes forêts dépérir après maturité. Le temps est arrivé de former un plan d'ensemble de l'exploitation de tout notre domaine forestier. Il faudra pour cela rendre accessibles certaines parties éloignées de la province par la construction de quelques lignes de chemin de fer. Il faudrait, par exemple, que le Transcontinental ait un embranchement au grand lac Victoria, vers le sud, et au lac Matagami, vers le nord.

La direction des chemins de fer nationaux, qui construit des centaines de milles de lignes nouvelles dans les autres provinces, voudra bien sans doute donner à Québec des embranchements nécessaires à une exploitation rationnelle et économique de nos forêts. En procédant ainsi, nous serions à l'abri de toute catastrophe. Cet accès permettrait d'inventorier d'autres sources de bois et de mettre sur pied un plan d'exploitation raisonnable pour toute la province.

M. l'Orateur, j'aurais désiré parler un peu des mines de l'Abitibi. Il ne faut pas confondre l'industrie minière avec le marché des actions minières à la bourse. Celui-ci est malade actuellement, et cela, probablement parce qu'il y a avait un certain nombre de brebis galeuses dans le troupeau des courtiers qui menaient le bal de la spéculation. Mais, dans mon comté, l'industrie elle-même est saine et elle progresse rapidement, comme on a pu s'en convaincre en écoutant l'autre jour le magnifique exposé fait à cette Chambre par l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté).

Enfin, une délégation importante de Montréal et de Hull a demandé, il y a quelques temps, à l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de relier ces grandes villes, ainsi que la vallée de la Gatineau et tout le nord de Montréal, avec le district minier du nord-ouest de Québec et la

région agricole de l'Abitibi, en construisant une route directe du sud du lac Cafonga à Senneterre, sur la rivière Bell. Il y a là une centaine de milles de chemins à construire à travers un plateau parsemé d'une myriade de lacs, qui feraient de cette région un paradis pour les touristes.

Des connaisseurs affirment que nous avons là un territoire qui rivalise en beauté avec les districts de Muskoka ou de Tamagami dans l'Ontario. N'y aurait-il pas lieu d'organiser un nouveau parc national dans cette partie de la province, à cent et quelques milles, ça, d'à trois heures seulement d'Ottawa, à cinq heures de Montréal. Je sais que le nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) aime à faire des œuvres qui embellissent et qui accroissent la vie dans sa province, et j'aime à croire qu'il ajoutera celle-là à l'héritage déjà considérable que la postérité lui devra.

M. l'Orateur, au cours de cette revue de la situation actuelle de la province, et en particulier de celle du vaste district que je représente ici, j'ai préconisé certaines réformes et souhaité certains progrès. Voilà bien des demandes! J'espère qu'on ne se scandalisera pas, car j'ai seulement fait preuve de libéralisme. Le jour où on ne voit plus de réforme possible, on a cessé d'être un libéral. Les progrès nouveaux que j'appelle de mes vœux seront la conséquence logique de ceux que nous devons déjà à l'administration actuelle, de ceux qui ont valu à l'honorable premier ministre et à ses collègues la confiance de l'immense majorité du peuple de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Hull (M. Guertin), dans son habile courtoisie à mon égard, jeudi dernier, a bien dépassé mon désir en proposant de retarder le présent débat, à cause de mon absence et afin de me permettre d'y prendre part. J'ai été agréablement surpris. Mais il m'a causé une surprise telle que je suis particulièrement gêné en m'adressant maintenant à cette Chambre. Je comprends que mon honorable ami a voulu plutôt me lier à ce débat en tentant gracieusement d'abuser des bonnes dispositions que le premier ministre manifeste depuis quelque temps. J'attribue, en effet, l'amabilité de la Chambre au fait que l'honorable premier ministre est d'une humeur charmante depuis que des changements se sont produits de ce côté-ci de l'Assemblée.

(Rires)

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** L'honorable premier ministre est toujours comme cela!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'aurais aimé entendre plutôt mon ami de Hull (M. Guertin), dont l'opiniâtreté au travail et à son devoir de député est appréciée de tous ceux qui le voient intelligemment à l'œuvre.

Il félicite le vice-président (M. Vautrin) et fait un éloge du député de L'Islet (M. Godbout). Le jeune député de L'Islet, dit-il, s'est révélé un homme sérieux. Il a parlé en jeune homme, en connaisseur et nous l'écouterons toujours avec plaisir. J'ai voulu le premier voir de ces jeunes hommes de l'art siéger dans cette Chambre, en sollicitant la candidature de mon vieil ami, bien regretté, M. Ponton. Je me demande si le rappel de la loi obligeant les agronomes à donner leur démission six mois avant d'être candidat à une élection parlementaire ne s'impose pas.

Nous avons été heureux de revoir parmi nous l'honorable député de Drummond (M. Laferté), nouveau ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, qui a beaucoup d'amis et peu d'adversaires. Nous espérons que l'esprit de justice, dont il a fait preuve au fauteuil présidentiel, il saura le garder dans l'administration de son département.

J'ai été heureux de retrouver ici le nouveau député de Compton (l'honorable M. McMaster) qui est trésorier provincial. Nous nous sommes rencontrés il y a 20 ans, dans Argenteuil. J'espère que l'ex-député de Brome posera ici les principes qu'il exposa autrefois dans la Chambre des communes. Il trouvera pour cela l'appui de l'opposition. Nous ne partageons pas toutes les opinions de l'honorable député de Compton. Je suis même un peu surpris que l'honorable premier ministre, ardent protectionniste, l'ait pris dans son cabinet. Je me demande comment il se fait que lui, un grand protectionniste, a fait entrer dans son cabinet un ministre aux opinions aussi opposées que celles du libre-échangiste représentant de Compton?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était pour se protéger contre le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron)!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais le nouveau trésorier est le type parfait du gentilhomme et nous sommes heureux de le trouver en cette Chambre.

Il salue le nouveau député de Beauce (M. Fortin), son confrère en journalisme, dit-il. Il remercie le député d'Abitibi (M. Authier), autre confrère, de ses paroles aimables et dit qu'il a fait des déclarations fort judicieuses.

Je regrette de n'avoir pas eu plus tôt le rapport de la Commission des liqueurs parce que le surplus provient de cette source et que ce rapport devrait être étudié avec les autres états financiers qui ont été remis. J'aurais aimé à discuter avec l'honorable trésorier pour savoir si la Commission donne au gouvernement le revenu qu'il est en droit d'attendre. Il faut savoir si la Commission donne à la province le revenu qu'il doit donner, compte tenu du volume de ses ventes. Nous aurons l'occasion d'en reparler au cours de la session.

Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a répondu à une interpellation que le gouvernement ne donne que 20 % de leurs dépenses aux commissions scolaires et que les commissions scolaires vont chercher les autres 80 % auprès des contribuables. Il n'y a pas de quoi être fier. Cette réponse justifie l'opposition d'avoir dit que le gouvernement faisait moins que ses prédécesseurs. Autrefois, il y a 30 ans, le gouvernement payait 32 % et 33 % du coût de l'éducation. Le gouvernement donne des millions au peuple, mais il oblige le peuple à en verser davantage.

Voilà, nous l'avons dit, ce qui a causé tant de départs dans le passé. De plus, les récents gouvernements imposaient certaines conditions avant d'accorder des subventions aux écoles. Ces conditions étaient tellement onéreuses pour les cultivateurs qu'ils quittaient leurs terres pour aller vivre en ville et même aux États-Unis.

Le présent débat nous engage devant le bilan du gouvernement, à faire un examen aussi complet que possible de notre situation économique. Oui, M. l'Orateur, cette situation, nous devons l'envisager courageusement sous ses divers aspects, selon l'esprit et la règle de notre régime parlementaire, en considérant consciencieusement les biens que nous possédons ceux dont nous sommes dépossédés, les faiblesses qui nous nuisent, les besoins que nous avons, ainsi que les points de vue de l'opinion publique exposés par les groupes différents qui composent cette Chambre.

L'importance de notre province, ses richesses et sa mission nous font un devoir de fortifier non seulement l'amour de nos traditions, le bon esprit qui soutient l'union des races et le respect des croyances, mais aussi et pour le moins autant, nos moyens, nos modes de productions. Nous manquerions fatalement à ce devoir impérieux si, par cette crainte de diminuer notre réputation à l'étranger, nous cachions le mal qui, s'intensifiant, menace de nous ruiner chez nous, dans les vieilles paroisses de nos belles campagnes, réservoir des forces nationales.

Il faut faire un examen consciencieux des maux qui nous affectent, si nous voulons obtenir la guérison par le traitement adéquat. C'est le devoir de tout politicien honnête et consciencieux. Pour bien servir son pays sur le terrain économique, il est nécessaire d'en connaître exactement les besoins et les possibilités, les vertus et les défauts. La mort guette le malade qui cache son mal, et le père qui laisserait mourir son enfant de crainte de nuire à ses activités, à son exploitation et à ses jouissances serait le pire des meurtriers, le pire des parricides!

Il veut, dit-il, examiner la situation agricole sans penser aux questions politiques. Le politicien qui, pour ne pas nuire à son parti, cacherait un mal qui commande un remède, serait un mauvais citoyen. Il serait le plus vilain serviteur de son pays. C'est ce qu'a évidemment compris, et ce qu'a voulu faire comprendre, - et je lui en donne le mérite - le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) puisque, au risque de paraître inconséquent avec ses responsabilités solidaires du passé, il a été assez audacieux pour dire, même exagérément, que nous souffrons d'une crise agricole à cause de méthodes arriérées de plus de 300 ans. Nous cultivons encore, a-t-il dit avec la méthode des colons au premier temps de la colonie. Le ministre a pris un risque en faisant ses déclarations, mais il devait le faire.

Je ne veux pas revenir trop sur ces déclarations, mais s'il est permis à des ministres aujourd'hui après l'honorable M. Beaubien<sup>6</sup> en 1894, après plus de 30 ans, d'envoyer chercher des exemples, des leçons jusqu'au Portugal, au Danemark et en Nouvelle-Zélande, afin de prouver ce qu'il nous est possible de faire en agriculture et ce que nous ne faisons pas, pourquoi l'opposition serait-elle coupable de puiser de semblables exemples, dans les provinces de notre beau pays; dans Ontario, par exemple?

(Applaudissements)

Quel mal y a-t-il pour un député conservateur d'aller voir en Ontario ou ailleurs s'il n'y aurait pas quelque chose là qui pourrait servir ici au Québec? L'exemple est plus facile à suivre, puisqu'il se prend chez nous, dont la prospérité et la grandeur dépendent du développement, du progrès de chacune de nos provinces. Et pourtant, lorsque pareille comparaison est faite par un membre de l'opposition, on crie au péché. Ce n'est pas pour déprécier notre province que le membre de l'opposition a voulu souligner ce qui se fait ailleurs qu'au Québec, qu'il a voulu attirer notre attention sur les maux dont souffre l'agriculture.

Notre situation économique doit être envisagée non seulement au point de vue de l'intérêt des partis, mais en considérant les intérêts supérieurs de la nation et ceux particuliers à notre province. Les considérations politiques nuisent et forcent à cacher les choses telles qu'elles doivent être vues. Le gouvernement craint trop d'être trouvé coupable de toutes les faiblesses de cette situation et de nuire à son parti, et cela l'a souvent poussé à cacher des faiblesses pour ne pas nuire à son prestige. Ces faiblesses, si elles avaient été connues plus tôt dès le commencement, auraient été plus faciles à réparer ou à améliorer que maintenant par l'enseignement, l'éducation ou autres modes.

Que de fois l'opposition a attiré l'attention sur des charges contentieuses que présentaient les *Comptes publics* et qui demandaient une enquête sérieuse, mais nos amis de la droite ne voulaient point voir, de crainte d'y voir la vérité. Ils étaient comme l'incrédule Paul Pert auquel on disait un jour: "Si un miracle se produisait sur la place de la Concorde que feriez-vous?" et qui répondait: "Je n'irais pas le voir".

Pourquoi des ministres s'indigneraient-ils et chercheraient-ils à nier des constatations confirmées par les plus hautes autorités morales, qui loin de voir, comme mon bon ami le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), le bonheur et le progrès partout chez nous, se sentent en conscience de jeter des cris d'alarme, dénonçant le mal qui se développe dans l'âme du peuple: le régime qui tue nos enfants et affaiblit notre puissance de natalité, la désertion de nos campagnes; l'envahissement d'un élément redoutable. Ces autorités sollicitent avec supplication l'intervention opportune, la coopération solidaire des autorités législatives et civiles.

Pourquoi nier l'exode des nôtres? Je me rappelle qu'en 1922, mon sympathique ami, l'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault), alors ministre de la Colonisation disait: "Il n'y a que le chef de l'opposition qui pense comme cela. Il a trop d'imagination. C'est un critiqueur, ce n'est pas un constructeur."

Un curé affirmait que les Canadiens français s'en allaient aux États-unis. L'honorable ministre de la Colonisation d'alors, malgré son beau caractère, se fâchait parce que nous répétions cette vérité. Si on nous avait écoutés, nous serions en meilleure posture pour réaliser le programme du nouveau ministre de l'Agriculture. Nous manquons de bras. L'honorable ministre de l'Agriculture le sait. Pourquoi? Parce que les revendications des cultivateurs n'ont pas été assez écoutées dans le passé. L'honorable ministre aura de

la misère à convaincre la classe agricole, malheureusement, parce que le présent n'est pas logique avec le passé.

J'ai feuilleté les *Comptes publics*. Je m'étonne que le nouveau trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) n'en ait pas changé la tenue. Nous avons proposé des motions pour le demander. Il est impossible de se retrouver dans le système de comptabilité du gouvernement et il est impossible de savoir exactement ce qu'il en est, où nous en sommes. Il est impossible de connaître exactement la situation d'après l'administration du gouvernement dont les statistiques sont incomplètes, inexactes, trompeuses et pas à date. Les données que le Québec a proviennent des chiffres du fédéral et ne sont pas à jour. Comment le ministre de l'Agriculture compte-t-il mettre en œuvre son programme ambitieux s'il n'a pas de statistiques? Le mécanisme de la comptabilité du gouvernement est si compliqué qu'il doit être envisagé avec une compétence que j'avoue humblement ne pas avoir.

Comme je l'ai dit souvent depuis 10 ans, je suis d'avis que les budgets et les *Comptes publics* devraient être préparés avec plus de méthode et contenir plus de détails; qu'il est regrettable et intolérable que les *Comptes publics* ne contiennent pas, suivant les prescriptions de l'article 21 du chapitre 21 des Statuts refondus, un état distinct des sommes dépensées à compte de chaque mandat spécial, et qu'ils ne soient pas accompagnés d'un rapport de l'auditeur conforme à l'article 23 dudit chapitre 21, et indiquant notamment: 1. les cas où un crédit a été excédé; 2. les cas où le paiement d'une somme portée au compte d'un crédit n'est pas prouvé par une pièce justificative; 3. les cas où un paiement ainsi porté ne se présente pas pendant la période couverte par le compte; 4. les cas où un paiement n'est pas proprement imputable au crédit sous lequel il est inscrit. Cela se fait ainsi à Ottawa. Quelle objection, quel prétexte le gouvernement peut-il évoquer pour ne pas respecter la loi? Peut-être que le nouveau trésorier n'a pas eu assez de temps pour bien étudier la situation et je ne veux pas être injuste envers lui. Je sais l'honorable trésorier (M. McMaster) capable de se soumettre à la loi, et si nous n'avons pas d'élections en 1930, j'espère que les *Comptes publics* seront mieux tenus par lui l'an prochain.

(Applaudissements à gauche)

Je ne comprends pas comment la dette a pu croître alors qu'il y a des surplus et que, très récemment, un effort a été consenti pour réduire cette dette. Il appert de l'État no 6 du trésorier provincial,

que la dette consolidée est de \$80,334,791.58, soit une augmentation de plus de \$40,000,000 depuis quelques années. Le gouvernement semble vouloir diminuer la dette. Nous l'en félicitons. Nous sommes heureux que le gouvernement veuille la diminution, mais nous ne voulons pas qu'il la diminue en imposant de nouvelles taxes. Nous devons pratiquer l'économie. Il faut diminuer notre dette par l'économie et non en augmentant les taxes! Nous voyons qu'en 1929 l'excédent de la somme du droit sur la somme totale de l'avoir, c'est-à-dire la dette flottante, s'élève à plus de \$41,000,000, à savoir, une augmentation d'environ \$20,000,000 depuis 25 ans. N'est-ce pas là le déficit du gouvernement? Oui, voilà un déficit annuel.

Le gouvernement administre à coups d'emprunts temporaires dont 14 en 16 ans. Ces emprunts ont chaque année augmenté la dette flottante. Je sais que l'honorable trésorier de la province est bien disposé, mais un économiste français le plus accrédité de nos jours, Charles Antoine, qui ne connaît pas le gouvernement de Québec, dit que "la dette flottante est en réalité le vrai déficit. C'est, ajoute-t-il, un embarras financier et le signe d'une gestion défectueuse". Ce n'est pas moi qui dis cela. C'est un homme dont l'autorité n'a jamais été contestée. Un autre auteur parlant de la dette flottante dit: "Pour faire face à ses dépenses et rembourser ses dettes échues, l'État demande à des prêteurs de lui fournir des espèces pour un temps. C'est un passif qui monte et qui descend, qui se compose de comptes à payer, à amortir."

L'honorable trésorier de la province nous déclare que le 30 juin dernier, lorsqu'il a bouclé son budget et proclamé son surplus de \$4,000,000, il avait pour \$5,334,291.61 de mandats non payés.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Oui, mais l'argent est à la banque.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demanderais alors à l'honorable trésorier de la province de dire s'il n'a pas condamné à Ottawa l'emploi des mandats spéciaux. Alors, comment peut-il approuver le gouvernement de Québec qui se sert des mandats spéciaux, en violation de la Constitution et pour une somme plus élevée que celle du gouvernement dénoncé avec tant de vigueur par le député de Compton (l'honorable M. McMaster), en ce temps-là député de Brome.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Sauvé) dénonce la politique des mandats spéciaux en affirmant que la plupart des

dépenses autorisées par la province devraient être votées par l'Assemblée, au lieu d'être autorisées par le cabinet uniquement.

L'administration par mandats spéciaux, en dehors des cas absolument imprévus, est une violation de la loi; elle est dénoncée par tous les économistes comme une méthode abusive et dangereuse. Le gouvernement est arrivé à cet état de choses après avoir aliéné des millions d'acres de forêts et avoir lié le sort de notre province à des trusts gigantesques. Le gouvernement s'est montré extravagant dans ses constructions. Elles coûtent trop cher! Il peut difficilement expliquer pourquoi des bâtisses qui devaient coûter \$1,000,000 en ont coûté plus de \$4,000,000 et pourquoi ses entrepreneurs se sont si vite enrichis. Le gouvernement n'a pas voulu écouter les suggestions de l'opposition! J'espère qu'on fera mieux dans l'avenir.

L'honorable ministre de la Voirie (M. Perrault) nous dit que nous étions plus heureux qu'autrefois en répondant à une question que j'ai posée. Le gouvernement n'est pas responsable de tout notre régime de vie. Le gouvernement nous a-t-il débarrassé de nos lourdes charges? Est-ce que nos enfants sont plus en état d'entrer dans la vie réelle? Sont-ils suffisamment outillés?

C'est dans cet esprit que j'ai posé la question: "Sommes-nous plus heureux qu'autrefois?" Tous les jours, dans des revues, des autorités morales font appel aux autorités législatives et civiles, afin de combattre ce mal qui est constaté et que nous avons tort de cacher. Il convient au début de cette session que les Canadiens qui aiment leur pays examinent le problème et apportent les remèdes attendus dans chacune des classes de notre société.

(Applaudissements à gauche)

Certes, il s'est fait beaucoup de bien dans notre province qui s'est merveilleusement développée et qui a progressé à certains points de vue, et le gouvernement, assurément, en a sa part de mérite, mais il a aussi sa part de responsabilité directe pour n'avoir pas fait ce qu'il aurait dû faire lui-même dans ses attributions, et pour ce qu'il a mal fait. Il a de plus une responsabilité indirecte dans les conséquences de son administration, comme dans les administrations municipales et scolaires où il s'est ingéré par des règlements et des obligations qu'il a imposés aux municipalités, et il doit avoir sa part des responsabilités dans la dette des municipalités qui a démesurément augmenté.

Il déplore la croissance de la dette dans plusieurs municipalités du Québec et demande que le ministère des Affaires municipales surveille ces

dettes de plus près. Le premier ministre s'est étonné d'entendre le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) parler de l'augmentation de la dette des corporations municipales et scolaires. Si le gouvernement a sa part de mérite pour ce qui s'est fait de bien dans la province sous son administration, il a également sa part de responsabilités pour ce qui s'y est fait de mal. Sans dire que le gouvernement est responsable des dettes des municipalités, en examinant la situation, nous devons tenir compte des lois qui ont forcé des municipalités à augmenter leurs dépenses. Même chose pour les corporations scolaires.

Il ne faut pas considérer seulement ce que le gouvernement donne, mais ce qu'il oblige le peuple à donner. Si la dette des municipalités a augmenté de \$23,000,000 depuis 25 ans, et celle des corporations scolaires de \$33,000,000, il en est en partie responsable. Il donne des millions, c'est vrai, mais il en retire une bonne partie en droit, licences et taxes qu'il impose comme taxe sur pouvoir d'emprunt, taxe sur timbres judiciaires et d'enregistrement, taxes sur automobile, gazoline et autres dont a si bien parlé mon bon ami, le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur). L'administration actuelle serait en bien meilleure posture si elle pouvait démontrer qu'au lieu de les augmenter, elle a diminué les obligations du peuple dans ses municipalités. Voilà comment je comprends le bon gouvernement dans une province comme la nôtre.

Les trois facteurs dominant dans la vie d'un peuple comme le nôtre sont: les doctrines-mères, les richesses naturelles et les formes économiques. Je ne parlerai pas du premier qui fera le sujet d'un discours plus tard. Disons seulement que ces doctrines-mères tiennent encore au cœur de la génération qui dirige les foyers. Mais pour conserver nos traditions et nos institutions, notre jeunesse - et j'attire l'attention de l'honorable secrétaire de la province (M. David), toujours ouvert aux grandes réformes - notre jeunesse a besoin d'un organisme renforcé, protégé pour pouvoir résister à l'envahissement de la nouvelle mentalité qui se développe. Nous reviendrons en détail sur ce sujet dans le cours de la prochaine session.

Un nouveau problème d'éducation surgit chez nous, qui aurait dû être absorbé bien avant aujourd'hui. L'État aurait dû faire enseigner à nos éducateurs de tout rang par des experts en richesses naturelles ce qu'il avait l'intention de faire pour le développement de la province. C'est à ses dirigeants à déterminer les buts économiques et à demander la collaboration des éducateurs. Mais ce problème doit

être touché en vue de maintenir celui qui a garanti nos traditions et d'avoir une claire vision du rôle que nous devons jouer sur le terrain économique.

Il faut répondre à de nouvelles conditions et pour cela, modifier les systèmes d'éducation. Non pas que je veuille qu'on détruise les réalisations des dernières années qui ont permis de conserver nos institutions et nos traditions. L'éducation du public aurait dû encourager les gens à investir dans le développement des ressources naturelles, au lieu de laisser ces ressources à la merci d'une invasion étrangère. Je n'ai rien contre les étrangers, mais je crois qu'on devrait aider les jeunes à développer les ressources de cette province, au lieu de laisser cette tâche à des étrangers.

Que nos littérateurs cessent de comparer les Canadiens français aux Athéniens et de comparer les autres Canadiens aux Carthaginois. Que l'on comprenne bien l'esprit de nos suggestions. Je n'ai nullement l'intention de toucher à nos traditions. Je ne suis pas un sapeur, un destructeur de traditions. Mais nos richesses nous ont été léguées pour être exploitées par nous-mêmes et non par les étrangers.

À propos des richesses naturelles, je dois dire que nous n'avons pas été préparés à apprécier celles que nous possédions si abondamment; nous n'avons pas su nous outiller assez tôt pour les exploiter au bénéfice de notre population. Nous n'avons pas su organiser assez tôt nos compétences, notre épargne et nos placements. L'influence, le prestige et la jouissance que nous devrions avoir sont aujourd'hui aux étrangers, chez nous.

J'ai déjà dit en cette Chambre que les deux partis avaient commis une erreur en aliénant une trop grande partie de nos forêts. Il y eut des erreurs avant le présent gouvernement. Les partis tour à tour au pouvoir ont vendu nos forêts avec imprévoyance, mais les gouvernements des 20 dernières années étaient plus en position de prévoir ce qui arrive, et en effet, Sir Lomer Gouin le voyait bien il y a plus de 25 ans; il n'a pas dû pouvoir faire autant qu'il aurait voulu.

Je me permettrai de citer le témoignage du gérant général de la Banque Canadienne Nationale. Dans une intéressante conférence, l'an dernier, sur l'esclavage économique au Canada, M. Beaudry Leman, dont les ministres reconnaissent la compétence et pour qui nous devons avoir du respect, disait: "La menace la plus sérieuse n'est pas celle qui pénètre sous forme de capital-argent, mais celle qui est représentée par le capital moral et intellectuel d'hommes mieux préparés que nous à tirer parti de richesses naturelles que la Providence a

prises à notre disposition. Si nous continuons à disséminer, à éparpiller, à émietter notre effort, cherchant notre satisfaction dans la multiplication de petites affaires possédées et dirigées par une seule personne, au lieu de constituer de fortes entreprises collectives, notre langue, nos traditions et nos lois ne tarderont pas à disparaître du commerce, de la finance, de l'industrie, en un mot, d'une partie vitale de notre civilisation, de la vie économique. N'oublions pas que l'asservissement économique entraîne généralement, et à brève échéance, la domination politique; si nous tardons davantage à nous qualifier pleinement pour répondre à notre vocation de Français d'Amérique, nous cesserons d'être de bons Canadiens et nous nous préparerons à devenir des Américains quelconques."

M. l'Orateur, devant cet avertissement d'un homme bien placé pour comprendre notre situation actuelle et notre politique du passé, n'avons-nous pas le droit de demander - et surtout votre humble serviteur, dans la position où il se trouve actuellement - à cette Chambre de former notre jeunesse de façon à prévenir les maux que nous signale M. Leman. Je crois que je fais en ce moment une bonne action. Il n'y a pas de calcul dans mon appel, il n'y a que l'écho d'un cœur qui sait vibrer quand un compatriote tient un pareil langage, il n'y a que l'expression d'un homme qui veut le bien de sa province. Nous ne sommes pas seuls à étudier et à donner les causes de faiblesses. Sommes-nous plus riches et plus heureux devant les exigences du jour, devant les besoins nouveaux, devant ce qui nous manque pour résister à l'envahissement de l'ennemi?

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Sauvé) offre de continuer son discours jusqu'à 6 h 30, de façon à ne pas devoir tenir une séance en soirée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rejette la suggestion.

La séance est suspendue à 6 heures.

### Reprise de la séance à 8 h 30

#### Association des optométristes et opticiens

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 modifiant la

loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

#### En comité<sup>7</sup>:

M. Tremblay (Maisonneuve) réclame qu'à l'avenir les proposeurs du bill distribuent une copie des amendements apportés aux bills privés et publics par les comités, afin que tous les députés, lorsqu'un projet revient à la Chambre, soient en mesure de voter intelligemment.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) appuie la demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond qu'il n'y a pas de règlement sur une telle procédure, que le coût serait plus élevé, que le passage du bill serait ralenti et que les modifications ne sont pas des amendements à proprement parler.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne vois pas, dit-il, la nécessité d'une telle initiative, vu qu'on ne peut que retrancher à un bill, et que, pour ajouter une clause nouvelle, il faut donner un avis officiel.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné ce jour, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle des réformes scolaires que l'opposition recommande depuis quelques années soulignant qu'à la campagne, les enfants ne peuvent fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 10 ou 12 ans seulement et qu'il faudrait donc concevoir un programme qui permettrait aux

enfants d'acquérir le plus de connaissances possibles au cours de la courte période durant laquelle ils fréquentent l'école. Nous réclamons, dit-il, l'amélioration de l'école du rang. Le fils du cultivateur doit être capable d'y apprendre, dans son court séjour, les principaux éléments dont il a besoin. Pour cela, que l'on simplifie le programme.

Le système des écoles devrait être réorganisé. Chaque village devrait avoir son école modèle et chaque comté, son académie, où les élèves pourraient apprendre à connaître nos ressources naturelles et à les exploiter. Ce serait le meilleur moyen de former des compétences. L'ancien chef de l'opposition (M. Tellier) demanda la création de petites écoles techniques au lieu des grandes et grosses écoles qui ont été bâties. Il convient de noter ici que le gouvernement Flynn fut le premier à vouloir appliquer le revenu de la vente de limites forestières pour le développement de l'enseignement technique, et la presse d'alors louait cette belle idée d'affecter des milliers de deniers au maintien des écoles du soir et de l'enseignement technique. Je dois ajouter que le gouvernement actuel a aussi poursuivi une politique louable depuis quelques années, et il me plaît de lui en rendre le témoignage.

Les gouvernants des deux partis ont donné nos plus belles limites à des compagnies de chemin de fer. On n'en a pas assez vendu en vue de préparer nos compétences dans l'industrie pour l'exploitation de nos richesses. Nous aurions dû avoir plus d'académies avec un cours sur nos richesses naturelles et avec un enseignement technique. C'est par là que nous aurions dû commencer avec nos faibles ressources. Feu Erron Bouchette, honneur lui soit rendu, a prévu ce qui arrive et il a pourtant bien tracé notre devoir dans le domaine provincial. Il serait nécessaire de revenir sur cette question.

Nous n'avons pas su assez tôt nous organiser contre les maladies qui tuaient nos enfants; nous n'avons pas commencé par le commencement. Mon bon ami, l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Plante) a suggéré la fondation d'un Institut Pasteur. Il disait ce qui a été soutenu par le Dr Beaudoin, ancien député et par le Dr Georges Mignault. L'honorable ministre de l'Agriculture se rappellera que j'ai eu l'honneur de lui parler de ce projet en présence du R. P. Latour, supérieur du collège Bourget à Rigaud. Il se rappellera de ce sujet qu'un modeste serviteur du pays a touché. Je félicite cependant mon ami de Mercier pour avoir apporté cette question devant cette Chambre.

Je le félicite de son discours. C'est dire que mon honorable ami de Mercier (M. Plante) peut compter sur la gauche comme sur la droite pour son excellent projet. S'il réussit, il aura bien mérité de la

province. On a sévi exagérément quelque part sans jugement et, d'autre part, on a toléré un état de choses mortel. Nous avons à lutter contre un régime de vie qui tue nos enfants, ravage et ruine notre jeunesse, nos jeunes mères et mine nos foyers.

Le déboisement est extraordinairement rapide. Quoi que l'on dise, il nous reste peu de forêts exploitables. C'est l'avis des experts les plus désintéressés. Il se fait quelque part un louable reboisement, mais il ne peut suppléer à la rapacité des moulins à pulpe et à papier des grosses compagnies dont la capacité de production est phénoménale. On a voulu trop produire à la fois, pour montrer de beaux gros chiffres et de gros profits, ainsi que pour dire que Québec serait à la tête de cette industrie dans le pays, et pour montrer que le gouvernement faisait beaucoup pour le développement de l'industrie forestière. Avec une telle politique, les forêts ne dureront pas longtemps et les villes surgies autour des grands moulins seront bientôt désertées. On a bâti des villes qui seront désertées avant très longtemps. Notre population émigrera. Il ne faut pas construire pour détruire!

Mon bon ami le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) m'écoute avec tant d'intérêt que je veux lui dire que tous les citoyens de cette province, sans distinction de partis, comptent sur lui pour nous assurer une exploitation plus rationnelle. Il y a eu du gaspillage de bois. L'honorable ministre dira que non, mais des experts, des représentants de compagnies nous affirment qu'il n'y a pratiquement plus de bois. Supposons que l'honorable ministre des Terres a raison. Mais il faut quand même que la politique du gouvernement soit changée. On a donné à l'industrie du papier une expansion irrationnelle, à tel point que l'honorable premier ministre, qui a l'habitude de se tenir debout, s'inquiète du règlement de la crise.

Dans cette province qui possédait une forêt de 120,170,809 acres, sans compter celles du nouveau Québec et du Labrador, le bois de construction est si cher que l'on préfère en faire venir de la Colombie-Anglaise, le beau pin rouge ou jaune, l'épinette rouge n'existant presque plus chez nous. En effet, nous n'avons plus de beau pin jaune et d'épinette rouge. On est obligé de l'importer. Le bois de chauffage est déjà si rare qu'on le paie au détail jusqu'à \$26 la corde à Montréal - je parle du bois de 36 pouces - et de \$10 à \$16 dans les campagnes, comme à Saint-Eustache.

D'après le gouvernement, nous avons des rivières dont la puissance brute est de 15,000,000 de chevaux-vapeur. Oui, dans cette province, les forces hydrauliques constituent l'une des principales

industries, avec ses rivières dont la puissance brute peut atteindre 15,000,000 de chevaux-vapeur, dont 5,000,000 pour la région habitée actuellement. Nous avons de nombreuses et grandes usines où est utilisée une force motrice permanente de 8,459,000 chevaux-vapeur ayant un débit maximum de 13,064,000 chevaux-vapeur. Cependant, c'est ici que la houille blanche se vend à des prix inabordables, quand elle se vend chez nos voisins ontariens, de l'autre côté de la ligne, 50 % et 70 % meilleur marché pour l'électricité qui vient de nos propres pouvoirs que le gouvernement a loués à Ontario.

Nous payons l'électricité 50 % plus cher que dans l'Ontario! Est-ce là le résultat d'une sage politique? Je ne dis pas que le gouvernement a voulu cet état de choses, mais c'est le résultat de son imprévoyance et de son refus de se rendre aux avis sagement donnés par des experts. Est-ce qu'un grand nombre d'industries n'ont pas disparu parce que les compagnies ont loué les rivières et que l'électricité coûte trop cher? L'électricité est trop chère et les grosses compagnies en sont responsables. Elles emploient tous les moyens possibles pour faire payer des hauts prix aux consommateurs et elles retardent ainsi les industries. Le coût élevé de l'électricité tue nos petites industries.

Est-ce que le gouvernement n'a pas eu tort d'accorder des pouvoirs à toutes ces compagnies qui exagèrent? Quelle est la conséquence? C'est que, dans la vieille province de Québec, une partie de la population se demande si l'étatisation ne serait pas un remède à la situation. Je ne suis pas prêt à dire, je ne suis pas suffisamment renseigné pour dire que l'étatisation est préférable à l'exploitation de nos ressources par des compagnies privées. Voilà pourquoi j'ai toujours demandé une enquête. Une enquête dirigée par des hommes compétents, honnêtes soucieux de l'intérêt de la population de cette province s'impose.

Le gouvernement a eu tort de ne pas l'accorder. Il aurait dû l'instituer pour trouver le mal, y remédier et savoir s'il y a lieu d'étatiser la production et le commerce de l'électricité. Le peuple de cette province est entre les mains d'une combinaison financière formidable en train de contrôler toute cette richesse naturelle qui appartient à notre peuple. Il serait intéressant et nécessaire de savoir si l'électricité étatisée est vendue ou peut se vendre à meilleur marché que l'électricité distribuée par des compagnies privées.

Je ne veux pas être injuste envers le capital et les capitalistes qui ont honnêtement investi d'énormes capitaux. Ils méritent d'être protégés et encouragés. Mais l'intérêt supérieur du peuple doit

primer. Je crois que le gouvernement devrait changer sa politique, s'il en est temps encore. Ce n'est pas une manie de l'opposition de critiquer. J'ai cité des autorités cet après-midi. Que l'on me permette de citer en cette Chambre, l'opinion de Théodore Roosevelt, qui a donné à ses compatriotes, il y a quelques années, aux États-Unis, un avertissement qui devrait nous servir et que nous devons prendre pour nous aujourd'hui. Voici ce que disait Roosevelt:

"Nos forces hydrauliques à elles seules, complètement et sagement développées suffiront à nos nécessités du transport de nos industries, des municipalités et des particuliers. Aliéner comme vous le faites, pour un plat de lentilles ces grandes ressources, c'est un crime, et du train que vont les choses, la génération de demain sera tenue de payer une redevance annuelle à une capitalisation basée sur les plus hauts prix. Nous sommes aux prises avec de puissants exploiters retranchés derrière la doctrine des droits acquis et renforcés par tous les moyens de protection que l'argent peut acheter et l'astuce des corporations défendues par des hommes de loi. Ces ogres de la finance auront réussi auparavant à s'accaparer de ces ressources et dicteront alors au citoyen la conduite de ses affaires et son mode d'existence; le tribunal de l'opinion sera le moindre de leurs soucis." Ici, dans notre province où avec à peine 2,000,000 d'âmes nous ne sommes pas aux prises, mais déjà aux mains de ces syndicats financiers.

Si Théodore Roosevelt était ici, que dirait-il? Sommes-nous plus heureux, plus riches, plus capables de résister à l'ennemi? Oui, Monsieur, nous répond-on parce que nous avons de grandes bâtisses, parce que les banques ont plus de circulation. Mais avons-nous autant de droits que nous en avons dans la province de Québec? Sommes-nous mieux organisés que dans le passé? Ne sommes-nous pas plus exposés à perdre ce qui nous reste? Je dis oui et si je ne le croyais pas dans ma conscience, je n'oserais pas faire cette affirmation. On me critiquera, mais je dis que les hommes qui nous exposent ainsi seront tenus responsables si nous perdons le reste de notre patrimoine. Le gouvernement va dire encore que l'opposition n'a pas de programme quand elle expose les réformes qui doivent être faites pour nous garantir contre nos pires ennemis.

On dit que nous sommes prospères et on nous cite les témoignages des présidents de banques. Je respecte ces hommes éminents mais nous, hommes publics, vivant près du peuple, nous savons que le cultivateur n'est pas prospère. Et l'honorable ministre de l'Agriculture le sait. Nous savons que l'ouvrier

n'est pas prospère parce qu'il ne travaille pas assez pour faire vivre sa famille. Une preuve que le pays n'est pas prospère, comme on le dit pour servir des intérêts, c'est que nous ne sommes pas capables de recevoir 1,000 ou 5,000 immigrants sans créer une crise au pays. Nos ouvriers ne travaillent que trois jours par semaine.

Il est inexact et fatal de chanter une prospérité qui n'existe que dans certaines grosses entreprises particulières, et il ne faut pas trop prendre au sérieux l'optimisme intéressé de certains financiers ou hommes de chemins de fer dont on se sert trop souvent pour répondre aux hommes les mieux placés, pour connaître les situations économiques, et les plus autorisés à former l'opinion publique. Une grande cause de la vie chère est le coût exorbitant de la distribution des objets de commerce, soit par chemins de fer ou autres modes de transport. Je ne veux pas pour aujourd'hui noter la responsabilité, mais simplement le fait. M. l'Orateur, avec le tempérament que l'on reconnaît au Parti libéral, surtout dans l'opposition, si vous étiez libre de parler, comme vous seriez capable de faire appel au pouvoir pour lui demander, avec des trémolos dans la voix, de faire cesser une pareille situation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce le tempérament de l'opposition?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre, en très habile premier ministre, ne me répondra pas. Je disais autrefois: en habile avocat. Il est très habile premier ministre et je suis certain qu'il ne touchera pas à ce point.

Mon collègue de l'Abitibi a fait de nouvelles suggestions au gouvernement pour la colonisation. Toutes ces suggestions faites par l'honorable député de l'Abitibi ne sont pas nouvelles. L'opposition les a faites, il y a longtemps! L'opposition avait présenté les mêmes mesures, sous forme de motions, mais l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) avait alors voté contre ces motions. Je ne dirai pas que l'honorable député n'a pas voulu voter bleu. Disons qu'il n'était pas mûr pour ces suggestions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) L'honorable député est rendu au fauteuil du chef de l'opposition. Qu'il prenne garde.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) L'honorable premier ministre devrait faire attention, car l'honorable ministre de l'Agriculture n'est pas loin de son fauteuil<sup>8</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est l'histoire de la poutre et de la paille!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On ne s'occupe pas, du côté de l'opposition, si l'un prend plus de place que l'autre, car nous sommes ici pour discuter et pour nous occuper des affaires de la province et non celles de nos voisins. Le premier ministre ne devrait pas s'occuper de ces petites choses, d'autant plus qu'après la session, nous lui laisserons tout le temps voulu pour régler ses propres affaires.

Il lit les motions qu'il a présentées lorsqu'il était chef de l'opposition, dans lesquelles il demandait des primes pour les colons, entre autres choses.

En 1926, M. Jules Langlais proposait la reclassification des terres colonisables, la remise des droits de coupe, l'octroi d'une prime vraiment encourageante pour engager le colon à s'occuper plus de défrichement que du commerce du bois, que le gouvernement favorise ceux qui défrichent plus que ceux qui font la coupe du bois. Le député d'Abitibi a voté contre cette motion. Le 22 mars 1927, j'ai proposé une motion demandant que le gouvernement accorde une prime de défrichement aux colons de lots patentés, et le représentant d'Abitibi a voté contre cette motion. Oui, mon honorable ami de l'Abitibi a voté contre! Mais s'il veut présenter une semblable motion, il peut compter que l'opposition votera avec lui. Et je ne crois pas être téméraire en faisant cette déclaration.

L'honorable ministre de l'Agriculture a soumis non pas au peuple encore, mais à la Chambre, un programme que l'opposition considère favorablement et que nous étudierons au cours de cette session.

J'ai déjà voulu provoquer une candidature comme celle de l'honorable député de L'Islet (M. Godbout). C'était la candidature d'un homme qui avait de la valeur et qui est mort à la peine à prêcher les réformes que le ministre de l'Agriculture a incorporées dans son programme. Je sais que l'honorable ministre de l'Agriculture réalise l'exactitude de mes paroles. Cet homme, j'ai voulu l'avoir ici... ici ou là (désignant la droite) pour faire profiter la Législature de sa compétence. Cet homme, ai-je besoin de le nommer? Je remercie l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) d'avoir rappelé son souvenir. Je veux parler de M. Noé Ponton. M. Ponton a émis des idées et l'honorable ministre de l'Agriculture, en homme de bon sens, en a accepté quelques-unes, que nous retrouvons dans son programme. Il a écrit des choses qui sont acceptées et en train de se réaliser, après avoir été l'objet du mépris du gouvernement.

L'agriculture doit rester à la base de notre prospérité. Si elle n'est pas prospère, le peuple est-il heureux et prospère? Elle subit une crise plus forte qu'ailleurs, puisque d'après le ministre de l'Agriculture: "Nos cultivateurs sont arriérés de 300 ans et que notre production agricole insuffisante en quantité est trop éparpillée; nous manquons d'organismes spéciaux chargés de distribuer et de vendre au meilleur prix, puisque rien que Montréal importe chaque année pour \$12,000,000 d'œufs nécessaires à sa consommation".

Et le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) ajoute ce qui suit à la page IV de son rapport: "La même situation existe pour le bœuf (importations \$2,000,000), pour le porc (importations \$5,000,000), pour les chevaux (importations \$2,000,000). Ces produits animaux pourraient être obtenus dans la province. Les \$15,000,000 versés chaque année à l'extérieur pour payer nos importations de grains d'alimentation pourraient être réduits de moitié. Les trois-quarts de nos grains de semence de grande culture, représentant une valeur d'environ \$1,500,000, ne sont pas produits sur nos fermes, alors qu'ils pourraient l'être. Nous importons les légumes par milliers de chars; des tomates, 1,327 chars, des concombres, 236 chars, du céleri, 500 chars, de la laitue, 354 chars, des choux, 279 chars, etc., etc. (avril 1928 à avril 1929)".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'on importe du ciment aussi?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tout le monde s'accorde à dire que nos terres à patates ne sont pas surpassées en Amérique. Nous en achetons ailleurs 4,000 chars environs, chaque année, alors que les nôtres pourrissent dans les caves, parce que les commerçants ne peuvent pas trouver chez nous les variétés et la qualité que le consommateur exige. On ne nous fera jamais croire que nous ne pouvons pas obtenir chez nous la plus grande partie des importations que nous avons énumérées. Nos exportations se réduisent à peu de chose: du fromage, des moutons, du foin et de la crème. On dirait que c'est un conservateur, un conservateur d'Ottawa qui parle, quand on entend l'honorable ministre de l'Agriculture<sup>9</sup>.

Le nouveau ministre de l'Agriculture a été très sévère pour ceux qui sont responsables de cet état de choses. Le gouvernement dit que les cultivateurs sont arriérés. Il me permettra de lui dire que les cultivateurs ne sont pas les arriérés et les

coupables qu'il montre aux yeux du monde. Nos cultivateurs ne le sont pas autant qu'il le prétend. C'est que le gouvernement est plus arriéré que les cultivateurs. Je crois que le ministre fait erreur en disant que son prédécesseur (M. Caron) a prêché dans le désert pendant 20 ans. Je crois que l'ancien ministre de l'Agriculture aurait peut-être pu faire plus et n'aurait pas prêché 20 ans dans le désert, si ses collègues lui avaient fourni autant d'argent qu'ils en fournissent au ministre de l'Agriculture.

M. Caron n'a pas eu de millions à sa disposition, chaque année, et nous avons traversé une époque où l'agronome avait moins de liberté qu'il paraît en avoir aujourd'hui et nos écoles d'agriculture moins de moyens de servir les besoins de l'agriculture. Et puis, si le cultivateur était si arriéré et donc si pauvre, avec des revenus si limités, pourquoi le gouvernement l'a-t-il obéré et surchargé d'obligations lourdes, de taxes de toutes sortes et de règlements coûteux? Le cultivateur n'est pas lui non plus, responsable de l'état de choses qui existe. Il a fait son possible, mais on ne lui a pas appris à mieux faire.

Nous serons heureux de connaître les mesures que l'honorable ministre de l'Agriculture demandera à la Chambre d'adopter pour mettre à exécution son programme. Ce programme est une condensation d'idées que le nouveau ministre n'a pas eu la fausse honte d'emprunter même à des adversaires politiques et à des compétences en agronomie. Que l'on ne me prête pas des intentions que je n'ai pas. Mais pour que le programme agricole que le ministre de l'Agriculture n'a pas eu honte d'emprunter à des adversaires politiques puisse donner son plein rendement, il faut assurer à nos cultivateurs des marchés suffisamment protégés contre les produits étrangers qui viennent faire une concurrence fatale.

Autrement ce ne serait encore que *bluff*, in conséquences, expédients et stratégies d'élections. Il faut équilibrer les conditions de la lutte pour le cultivateur comme pour le manufacturier, et même plus fortement. Dans cette lutte des intérêts industriels, il est nécessaire et juste que la position des nationaux ne soit pas inférieure à celle des étrangers. Un grand économiste du *Jour*, en France, a dit: "L'excédent d'importation est, en un grand nombre de cas, un signe fâcheux pouvant justifier l'expression de balance défavorable".

Je le répète, le programme du nouveau ministre ne peut se réaliser sans une protection adéquate, sans que les marchés dont il a besoin soient protégés contre l'invasion des produits

étrangers, sans cette protection efficace que l'ancien ministre de l'Agriculture - je veux lui en rendre justice - a réclamée, dès 1925, dans une lettre qui est restée fameuse.

Il lit une lettre de l'honorable M. Caron qui réclamait autant de protection pour le cultivateur canadien que le cultivateur américain en a aux États-Unis.

Je regrette que la prière de M. Caron n'ait pas encore été exaucée, démarche qu'il a faite en 1925 auprès des autorités fédérales afin d'obtenir, disait-il, en faveur des cultivateurs une élévation des droits sur les produits agricoles des États-Unis entrant au Canada, afin de protéger le cultivateur canadien au même degré que le cultivateur américain. C'est par le tarif Fordney.

Il est bien évident que cette fois l'ancien ministre de l'Agriculture a prêché dans le désert. Peut-être, à la veille des élections, notre appel sera-t-il mieux écouté? Il est inutile maintenant de vouloir berner le cultivateur avec de fausses promesses, et de le traiter autrement que les autres à qui l'on a reconnu le droit de s'unir et de se protéger.

Je tiens à rendre hommage au gouvernement, qui a voté avec nous l'an dernier en faveur de cette protection que nous réclamions dans une motion. Je regrette cependant que rien n'ait été fait pour répondre à la résolution que nous avons adoptée à la dernière session. J'ai confiance que le gouvernement demandera cette protection aux autorités compétentes.

Il se dit reconnaissant envers le gouvernement pour les efforts consentis auprès d'Ottawa, et il espère que le nouveau ministre de l'Agriculture annoncera au cours de la session que lui aussi a l'intention de demander à Ottawa une hausse des droits pour assurer une protection adéquate aux cultivateurs québécois.

Pour que l'agriculture demeure l'industrie fondamentale au Canada, et la pierre d'assise de notre prospérité nationale, il faut assurer à nos cultivateurs une situation qui leur permette de faire face aux conditions du jour et de vivre convenablement au milieu des autres classes. Pour résoudre le problème agricole à la satisfaction du pays, la coopération des intérêts agricoles s'impose, mais la coopération des hommes de bonne volonté doit s'affirmer d'abord, et le nouveau ministre de l'Agriculture montrera sa logique en voulant lui aussi cette protection que nous préconisons pour sauver notre agriculture. Je réclame donc une protection efficace pour les produits agricoles, afin de sauvegarder nos marchés contre la concurrence étrangère. Il serait dangereux d'obliger nos

cultivateurs à de nouvelles dépenses, s'ils n'étaient pas suffisamment protégés pour être assurés de vendre leurs produits à prix rémunérateurs.

Toute la Chambre devrait s'unir pour demander la protection de nos cultivateurs par le gouvernement fédéral. Nous demandons la coopération des cultivateurs pour relever l'Agriculture. Sachons coopérer, nous aussi, pour obtenir des résultats.

(Applaudissements à gauche)

**M. Bastien (Berthier):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Farand), l'ajournement du débat.

**Les députés de l'opposition:** Il est trop tôt!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre est fatiguée!

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est levée à 10 h 45.

## NOTES

1. Selon *La Patrie*, à la page 3, *La Presse*, à la page 3, et *L'Action catholique*, à la page 6, du 5 février 1930, M. Authier aurait fait état de 22 paroisses.

2. Selon *La Patrie*, à la page 3, *La Presse*, à la page 3, et *L'Action catholique*, à la page 6, du 5 février 1930, M. Authier aurait dit qu'en 1929 la récolte a rapporté \$684,610.

3. Selon *L'Événement* du 5 février 1930, à la page 10, M. Authier aurait parlé de 10 médailles d'or.

4. Selon *Le Devoir* du 5 février 1930, à la page 1, M. Authier aurait parlé de 10 médailles de bronze.

5. *L'Événement* du 5 février 1930, à la page 10, parle de 3,000,000 et *Le Canada* du même jour parle de 3 millions et quart.

6. Il s'agit de Louis Beaubien: élu député conservateur dans Hochelaga en 1867. Réélu en 1871. Élu également député conservateur à la

Chambre des communes dans Hochelaga aux élections de 1872, mais démissionna en 1874 à la suite de l'abolition du double mandat. Réélu à l'Assemblée législative en 1875, il en fut l'Orateur du 10 novembre 1876 au 1<sup>er</sup> mai 1878. Réélu en 1878 et sans opposition en 1881. Ne s'est pas représenté en 1886. Nommé commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation dans le cabinet Boucher de Boucherville le 21 décembre 1891. Élu sans opposition dans Nicolet en 1892. Commissaire de l'Agriculture et de la Colonisation dans les cabinets Taillon et Flynn du 16 décembre 1892 au 12 janvier 1897. Commissaire de l'Agriculture dans le cabinet Flynn du 12 janvier au 26 mai 1897. Défait dans Beauharnois en 1897.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Authier (Abitibi).

8. *L'Événement* du 5 février 1930, à la page 10, signale que M. Sauvé est vis-à-vis le siège du chef de l'opposition et que M. Houde est à un siège plus loin. M. Perron est à la place de M. David, à côté de M. Galipeault. Ce dernier est voisin de gauche du premier ministre.

9. Selon *L'Événement* du 5 février 1930, à la page 10, le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) rit alors de bon cœur.

Séance du mercredi 5 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 108 autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués;

- bill 110 concernant la succession de Maurice Gougeon.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 112 concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Maurice Hartt, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre comme l'un de ses membres immédiatement après la passation de l'examen à la pratique du droit.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 92 modifiant la charte de la Quebec and Western Railway Company;

- bill 114 constituant en corporation la Beauharnois Railway Company.

**Maurice Hartt**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de  
Laval-des-Rapides**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 141 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Coût de construction des  
chemins améliorés**

**M. Renaud (Laval):** 1. Qu'a coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités: la construction des 12,502 milles de "chemins améliorés de façon permanente", tel qu'il appert à la page 12 du rapport du ministère de la Voirie de 1929?

2. Combien de milles des dits chemins ont dû être refaits?

3. Qu'a coûté la refaction: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

4. Qu'ont coûté l'entretien et la réparation: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Pour les 10,531 milles améliorés antérieurement à 1929, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 2<sup>e</sup> session, 17<sup>e</sup> législature, 1929, page 104. Pour les 1,971 milles améliorés en 1929: *a.* \$3,883,021.44; *b.* \$1,507,830.76.

2. Aucun chemin amélioré d'une façon permanente n'a été refait. Pour les revêtements de surface faits antérieurement à 1929, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 2<sup>e</sup> session, 17<sup>e</sup> législature 1929, page 104. Pour 1929, des revêtements de surface ont été faits sur 124.07 milles.

3. Pour les revêtements de surface faits antérieurement à 1929, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 2<sup>e</sup> session, 17<sup>e</sup> législature 1929, page 104. Pour les revêtements de surface faits en 1929: *a.* \$3,500,347.67; *b.* rien.

4. Pour 1929: \$4,711,146.88. Pour les années antérieures à 1929, voir les *Journaux de l'Assemblée législative*, 2<sup>e</sup> session, 17<sup>e</sup> législature, 1929, page 104; *b.* Rien depuis 1927. Pour les années antérieures à 1927, le gouvernement l'ignore.

#### Travaux de voirie

**M. Renaud (Laval):** 1. À combien de municipalités le gouvernement a-t-il fait envoyer à date des lettres d'avocats au sujet de travaux de voirie?

2. Quelle somme globale représentent les réclamations du gouvernement à date, au sujet de travaux de voirie contre les municipalités auxquelles il a fait envoyer des lettres d'avocat?

3. À combien de municipalités le gouvernement a-t-il intenté des poursuites au sujet de travaux de voirie?

4. Quelle somme globale représentent toutes les poursuites intentées par le gouvernement à date à certaines municipalités au sujet de travaux de voirie?

5. Quelle somme globale représentent les poursuites qui sont maintenant réglées et quel montant total a retiré ou retirera le gouvernement?

6. Quelle somme globale ont coûté ces actions ou poursuites, en frais de cour ou autres: *a.* aux municipalités intéressées; *b.* au gouvernement?

7. Depuis la réponse du 13 février 1929, quels sont les noms et prénoms de ceux qui ont agi au dossier comme avocats du gouvernement dans chacune des poursuites intentées par le gouvernement à ces municipalités, au sujet de travaux de voirie, et à quelle étude ou raison sociale appartenait chacun d'eux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. 222.

2. \$1,369,025.55.

3. À 107 municipalités.

4. \$889,178.47.

5. Montant des règlements, \$532,475.35; montant total retiré sur ces règlements, \$464,689.24; montant à retirer sur ces règlements, \$67,786.11.

6. Pour les actions réglées: *a.* \$6,399.74; *b.* \$33,773.68.

7. Aucune poursuite n'a été intentée depuis le 13 février 1929.

#### Commission sur le mesurage du bois

**M. Guertin (Hull):** 1. La commission chargée d'étudier la question se rapportant au mesurage du bois ainsi qu'au tarif du cubage a-t-elle terminé ses travaux?

2. Dans l'affirmative, à quelle date?

3. Quelles sont les conclusions de son rapport?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. 2. et 3. La commission chargée des questions se rapportant au mesurage ainsi que le tarif de cubage des bois, n'ayant pas terminé ses travaux, n'a pas encore présenté de rapport final.

#### Recettes et paiements

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À quels chiffres se sont élevés la recette ordinaire et les paiements ordinaires et extraordinaires pour les six premiers mois de l'exercice en cours?

2. À quels chiffres se sont élevés les recettes et les paiements de toutes sortes pour la même période?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. Recettes: \$25,276,789.36; dépenses: \$22,852,678.93.

2. Recettes totales: \$27,550,850.75; dépenses totales: \$31,859,623.77.

#### Actif et passif disponible au 31 décembre 1929

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quels étaient le passif et l'actif disponible de la province le 31 décembre 1929?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. (Voir le tableau à la page suivante)

*Passif au 31 décembre 1929*

Dette consolidée due .....	\$80,322,491.58	
<i>Moins :</i>		
Fonds d'amortissement.....	\$ 8,036,259.13	
Paiements différés <i>re</i> obligations émises à la Banque d'Hochelaga en vertu de la loi de la Législature de Québec, 14 George V, chapitre 3, payables par versements annuels de: \$124,172.40 .....	14,142,610.38	
Argent spécialement déposé au compte du rachat de l'emprunt, 10 George V, chapitre 3.....	<u>1,936,858.13</u>	
	<u>24,115,727.64</u>	\$56,206,763.94
Puissance du Canada, balance de compte au 31 décembre.....		1,473,609.63
Puissance du Canada, prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O. Ry .....		25,000.00
Prêt de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers .....		5,800,702.72
Dépôts en fidéicommiss .....		3,451,968.64
Mandats non payés.....		1,041,833.63
Fonds de l'assistance publique .....		1,171,360.70
Avances de la banque.....		<u>4,478,359.12</u>
		73,649,598.38

*Actif au 31 décembre 1929*

Puissance du Canada: Part de Québec au fonds des écoles communes .....	\$1,186,759.13
Argent en banques.....	484,911.43
Diverses avances par la province de Québec .....	107,437.29
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice .....	2,599,852.27
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	794,092.18
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	285,713.69
Endiguement des eaux du lac Kénogami .....	4,648,430.72
Endiguement des eaux de la rivière Métis .....	273,531.41
Endiguement des eaux de la rivière du Nord .....	26,747.71
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts: agrandissement: avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4.....	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal: avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4.....	4,989,074.08
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec: avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 3.....	1,100,497.87
Nouvelle prison, district de Montréal: avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	4,035,647.07
Palais de justice et prison, district de Montcalm: avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	87,857.74
Palais de justice et prison, district de Roberval: avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	42,364.60
Construction d'un palais de justice et d'une prison, district d'Abitibi à Amos: avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13 .....	98,480.16
Palais de justice et prison, district d'Abitibi à Rouyn: avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 8.....	2,748.45
Construction d'un palais de justice et d'une prison à Saint-Jérôme: avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21 .....	166,973.17

*Actif au 31 décembre 1929 (suite)*

Construction d'un palais de justice et d'une prison à Campbell's Bay: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16 .....	165,147.24	
Construction d'un musée d'histoire naturelle à Québec: avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 3 .....	999,872.14	
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal .....	45,000.00	
Construction et ameublement de l'École des gardes-forestiers: avances autorisées par S. R., 1925, chapitre 48 .....	6,843.70	
Palais de justice et prison à Ville-Marie: avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 7 .....	5,937.45	
Installation et ameublement de l'École de papeterie: avances autorisées par S. R., 1925, chapitre 48 .....	20,799.75	
Achat d'une propriété 89a du cadastre quartier est, Montréal, pour servir de morgue: autorisé par arrêté ministériel no 711, du 30 avril 1925 .....	55,000.00	
Propriété 73, Grande Allée, Québec, pour servir de logement à la Commissions des accidents du travail: autorisé par arrêté ministériel no 868, du 16 mai 1928 .....	56,346.08	
Construction de ponts à l'Île Perrot: avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 5 .....	731,793.77	
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan: avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5 .....	446,868.88	
Loi des accidents du travail, 18 George V, chapitre 79, section 10 .....	63,785.27	
Restauration et amélioration de l'ancienne partie du palais de justice de Québec: avances autorisées par la loi 18 George V, chapitre 3 .....	2,106,660.72	
Chemin carrossable du pont de Québec pour la circulation des véhicules: avances autorisées par la loi 19 George V, chapitre 6 .....	265,333.71	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers .....	<u>7,300,702.72</u>	
		33,381,210.40
Excédent du passif sur l'actif le 31 décembre 1929 .....	40,268,387.98	

**Licences des  
lieux d'amusements**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quels ont été les droits perçus en 1928-29: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1928-29: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1928-29: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans toute la province provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur les dits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. *a.* \$52,731.68; *b.* \$24,789.65.

2. *a.* Pour les licences, \$9,175.00; pour les droits d'entrée, \$13,136.85; *b.* pour les licences, \$26,946.10; pour les droits d'entrée, \$24,444.95.

3. *a.* Pour enregistrement des appareils, \$355.00; pour les droits sur les paris ou gageures, \$148,887.37; *b.* Pour enregistrement des appareils, \$940.00; pour les droits sur les paris ou gageures, \$270,847.83.

**Loi du Barreau**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que l'ordre du jour appelant la troisième lecture du bill 175 modifiant la loi du Barreau soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté.

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la loi du Barreau.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Bédard (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 4 février, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Bastien (Berthier)** félicite l'Orateur (l'honorable M. Bouchard), un des hommes les plus renseignés de cette Chambre, dit-il, et le vice-président (M. Vautrin) qu'il dit être un des politiciens les plus en vue de la province. Il fait des compliments au trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) et aux nouveaux ministres de la Voirie (l'honorable M. Perrault) et de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Il félicite le premier ministre du choix qu'il a fait de ces collègues.

L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) m'en voudrait si je l'oubliais. J'étais au Champ-de-Mars lorsqu'il a énoncé son programme lapidaire: "Dehors la clique. Plus vite que ça, ça presse!" Ce programme est bien court! Il n'a pas été trouvé assez substantiel par l'électorat et par plusieurs conservateurs que j'ai rencontrés. J'ai observé la physionomie de vieux conservateurs qui n'avaient pas l'air d'aimer cela. Je connais le nouveau chef de l'opposition, qui, dans l'intimité, est un homme charmant. J'espère qu'il prendra maintenant son rôle au sérieux.

Le chef de l'opposition se plaint que les assemblées publiques libérales sont trop virulentes à son égard. Mais si le chef de l'opposition fait son examen de conscience, s'il se rappelle tout particulièrement son discours à *La Patrie* pendant l'élection complémentaire dans Compton, il devra admettre qu'il a donné le mauvais exemple. Il était alors rouge d'émotion, enthousiasmé par les lourdes responsabilités dont il avait maintenant la charge.

Maintenant qu'il est revenu à la réalité, il faut bien lui pardonner ses défauts.

Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a fait un beau discours hier. Il était en verve. Il a fait faire un mauvais rêve à la Chambre. Il nous a fait rêver, y compris le premier ministre, qu'il était encore chef de l'opposition. Le député des Deux-Montagnes a parlé de l'exploitation des forêts et l'a qualifiée d'irrationnelle. Il a prétendu que nous allions ruiner nos forêts. Pourtant, il a oublié de dire que c'est le Parti libéral qui a commencé le reboisement des forêts et pris l'initiative de former des ingénieurs forestiers et d'organiser des pépinières. Le gouvernement a adopté une politique de reboisement.

On nous dit que nous n'avons plus de bois. Nos amis de l'opposition, nos adversaires, prétendent que s'il n'y a pas de changement, nos forêts seront épuisées dans 25 ans. Il y a 50 ans que l'on prétend cela. Oui, il y a 50 ans que l'on dit que nos forêts sont épuisées, mais nous en avons encore. C'est une menace qui n'effraie plus personne, après les enquêtes sérieuses qui ont été faites par des hommes compétents.

Ces derniers, dont M. Piché le chef du service forestier, ont prétendu que si nous faisons attention à nos forêts, elles seraient meilleures dans 20 ans qu'elles le sont actuellement. Eh oui! Ces experts affirment qu'avec la prévoyance du gouvernement nos ressources sont inépuisables et que, dans 20 ans, nous en aurons plus qu'aujourd'hui. Ils ont choisi de croire que les forêts vont se régénérer d'elles-mêmes.

En réponse au député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui avait préconisé l'étatisation de nos pouvoirs d'eau, je me prononce, dit-il, contre ce principe. L'honorable député des Deux-Montagnes a dit lui-même qu'il n'était pas pour l'étatisation.

Le discours du trésorier de la province nous a démontré, comme par les années dernières, que la province de Québec est dans un excellent état financier. Notre population a donc raison d'envisager l'avenir avec enthousiasme et confiance. Depuis quelques années, nos revenus augmentent avec une rapidité qui dépasse les prévisions des experts. Cette augmentation des revenus, étant obtenue sans taxer les classe laborieuse, est le meilleur indice de la prospérité de notre province. Des sommes considérables sont dépensées, chaque année, pour améliorer notre voirie, aider nos colons et subventionner l'instruction publique et l'hygiène. Malgré toutes ces dépenses qui augmentent notre actif, Québec montre, chaque année, des surplus. Nos revenus augmentent constamment et nos surplus surprennent les populations étrangères.

Le gouvernement administre la province selon ses revenus mais, lorsque l'on considère la dépense *per capita*, pour l'agriculture par exemple, on constate que c'est la province de Québec qui dépense le plus.

Ce n'est pas parce que l'agriculture a changé de ministre que le gouvernement augmente ses octrois. C'est parce que nos revenus augmentent, sans taxes aux classes laborieuses. Si nos revenus augmentent, les cultivateurs et les ouvriers ne sont pas taxés. Mais le gouvernement avec ses surplus a accordé des encouragements toujours de plus en plus généreux à toutes les classes de la société. L'honorable député des Deux-Montagnes a tort de dire que les cultivateurs et les ouvriers sont taxés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce une question que l'honorable député me pose?

**M. Bastien (Berthier):** Non et j'affirme que les taxes n'affectent ni les cultivateurs ni les ouvriers. Ces derniers sont moins taxés qu'en Ontario et qu'ailleurs.

**M. Renaud (Laval):** Tout le monde n'avalera pas cela de même!

**M. Bastien (Berthier):** Nous verrons cela aux élections générales. Nous verrons aux prochaines élections que les gens le croient.

**M. Renaud (Laval):** On y va!

**M. Bastien (Berthier):** (Souriant) Tant mieux! Nos adversaires ont encore prétendu que les municipalités étaient taxées à coups de millions. Je dois leur dire qu'elles le sont beaucoup moins que les municipalités de l'Ontario et celles des autres provinces.

Le peuple de cette province a foi dans l'avenir et vit aussi heureux que dans n'importe quel autre pays. Le député des Deux-Montagnes se plaint du chômage. Les statistiques démontrent que, dans les villes, il est moins considérable que d'habitude. Les journaux financiers, en se basant, sur les statistiques fédérales nous apprennent que les ouvriers des villes ont eu plus de travail cette année que les années dernières. La construction a été de 20 % plus considérable en 1929 qu'en 1928.

M. l'Orateur, si l'on prend comme indice le développement de nos pouvoirs d'eau, l'on peut espérer que notre province verra, d'ici quelques années, une prospérité encore beaucoup plus grande.

Notre province peut prévoir un avenir brillant, et le développement des forces hydrauliques, actuellement entrepris, apportera à l'industrie de nouvelles sources de force motrice. La compagnie Shawinigan a commencé à exécuter des travaux sur le Saint-Maurice, qui développeront au-delà de 1,000,000 de chevaux-vapeur. Si cette compagnie et d'autres telles que la Beauharnois développent autant de force motrice, c'est qu'elles escomptent beaucoup de l'avenir.

Le développement industriel et commercial de la province est satisfaisant. Le Québec se trouve en très bonne position. Ce que je dis dans ce moment est bien à l'encontre de ce que disait le député de Hull (M. Guertin) et le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) hier. À les entendre, on aurait cru que le développement industriel de notre province était sacrifié à jamais. C'est pourtant un fait reconnu pour tous ceux qui suivent le mouvement économique de notre province que dans les Cantons-de-l'Est seulement, depuis ces dernières années, une quarantaine de nouvelles manufactures sont venues s'installer avec un capital d'au-delà de \$60,000,000. Ces manufacturiers emploient plus de 10,000 employés et paient annuellement en salaire une somme de \$10,000,000. Les centres industriels que l'on trouve maintenant un peu partout dans la province sont autant de marchés ouverts à nos cultivateurs et qui aideront le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) à solutionner le problème agricole.

Le ministre de l'Agriculture est à donner un vif essor à l'agriculture et avec un remarquable succès. Maintenant que l'industrie a pris un essor vigoureux, il faut coopérer tous au progrès de l'agriculture, en collaboration à l'application heureuse du programme de l'honorable ministre de l'Agriculture, programme que toute la population a reçu avec plaisir.

L'année 1929 restera comme une année mémorable dans les annales de l'agriculture de notre province, car ce programme a reçu l'approbation de toutes les sommités de la province et de toute l'élite de notre société, sans distinction de parti politique. La personnalité du nouveau ministre de l'Agriculture et le programme qu'il a élaboré ont été un grand encouragement pour la classe agricole. Il en fut de même de tous les journaux de la province. Le programme du nouveau ministre de l'Agriculture réalise la pensée de tous les véritables amis de la classe agricole et est un autre moyen de faire avancer la province. Le ministre de l'Agriculture, en cette circonstance comme en bien d'autres, a été

courageux; il a démontré au public les lacunes de notre vie agricole; ceci a eu pour effet de stimuler nos agriculteurs et en même temps leur a fait voir les perspectives qu'il y avait devant eux.

Je suis heureux, dit-il, d'approuver le programme de l'honorable ministre de l'agriculture dans lequel, je vois plusieurs moyens de combler certaines lacunes pour le plus grand bien de la classe agricole. Je regrette que l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) ait essayé de railler l'honorable ministre de l'Agriculture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas vrai, car j'avais applaudi le programme du ministre. Je prierais mon honorable ami de me citer une phrase qui pouvait être une raillerie.

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable député des Deux-Montagnes est un habile orateur. Il m'avait fait l'impression de vouloir railler l'honorable ministre de l'Agriculture. Mais j'accepte sa déclaration.

Le programme renferme toutes sortes d'initiatives qui feront avec le temps, personne n'en doute, la prospérité rapide de la classe rurale. Je me permettrai de citer le projet de la réorganisation de la coopérative fédérée; la construction de vastes entrepôts pour recevoir, à certains temps de l'année, les produits de la ferme, le projet de l'égouttement des terres, l'amélioration de nos troupeaux laitiers, la nécessité de la coopération entre les cultivateurs. J'espère que nos cultivateurs se rendront au désir du ministère de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) sur ce point, très important. De toutes les classes importantes de la société, les cultivateurs sont les seuls qui ne sont pas syndiqués.

D'ailleurs, la coopération agricole a fait ses preuves dans tous les pays qui l'ont essayée. Nous avons eu un exemple tout récent dans notre province. J'ai lu dans le journal *La Terre de chez nous* que les coopératives de patates des comtés du bas de Québec avaient eu un grand succès cette année et que nos patates québécoises avaient enfin remplacé celles du Nouveau-Brunswick.

Le nouveau ministre de l'Agriculture a commencé de plusieurs manières à mettre son programme en exécution. Dès l'automne dernier, 4,000 agnelles ont été placées dans la province. Le ministre a fait appel aux bonnes volontés de tous pour l'aider, et je félicite le député de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Leduc) d'avoir aussi bien répondu à cet appel en organisant à Montréal l'exposition d'agneaux qui a remporté un brillant succès.

Le ministre de l'Agriculture veut disséminer l'instruction agricole et il fait de grands services pour organiser d'une manière parfaite nos grandes écoles d'agriculture. Nos agriculteurs sont plus disposés que jamais à s'instruire. Dans la semaine du 20 janvier dernier, des cours agricoles abrégés ont été donnés à Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier. Ces cours furent un véritable succès; 600 cultivateurs y ont assisté régulièrement. Tous ces cultivateurs sont retournés dans leur foyer, enchantés des leçons pratiques qu'ils reçurent de nos agronomes. Ces cours sont de plus en plus populaires. J'espère que nous verrons bientôt dans la province plus d'écoles moyennes d'agriculture où les fils d'agriculteurs pourraient suivre des cours durant les mois d'hiver et puiser à ces sources d'enseignement des connaissances et la science agricole indispensable au succès de l'agriculture.

L'instruction agricole améliorera le sort de nos cultivateurs. Pour prouver mes avancés, permettez-moi de citer les chiffres que citait lui-même M. Henri Bois en 1928. Aux États-Unis, disait M. Henri Bois, on s'est rendu compte qu'un gradué en agriculture se faisait un salaire de \$3,395, tandis que le diplômé des cours divers se faisait un salaire moindre, soit \$2,422, et un cultivateur qui n'avait suivi aucun cours ne se faisait un salaire annuel que de \$1,035.

L'idée et le goût des choses de l'agriculture et de la science agricole doivent commencer à l'école primaire. Le ministre de l'Agriculture offre au Conseil de l'instruction publique de coopérer avec lui pour préparer des institutrices capables d'appliquer le programme de l'instruction publique, en ce qui regarde les matières agricoles. Cette offre devrait être acceptée.

Comme dans tous les pays où l'agriculture est avancée, nous devrions avoir un directeur de l'enseignement agricole ainsi que des professeurs d'agriculture dans chacune de nos écoles normales. Pour obtenir tout le résultat possible de cette entreprise, nos grandes écoles d'agriculture pourraient donner une certaine formation pédagogique à leurs élèves et bien délimiter aux futurs professeurs d'agriculture des écoles normales ce qu'ils auraient à enseigner. Ce serait facile pour les écoles d'agriculture d'apporter leur aide en apprenant à un certain nombre d'élèves à enseigner et quoi enseigner, et ainsi en faire des professeurs d'agriculture.

Les inspecteurs d'écoles peuvent aussi jouer un grand rôle dans la ruralisation de l'enseignement. Ce serait une excellente idée, je pense, que de leur demander de suivre un cours d'été d'agriculture, dans

nos grandes institutions comme celles de Sainte-Anne et d'Oka. Puisque je suis à traiter ce sujet, je demande aux dirigeants de nos collèges commerciaux des comtés de la campagne d'ajouter une section agricole à leur programme. Si l'agriculture était enseignée d'une manière théorique et pratique dans les collèges des comtés ruraux, plusieurs des élèves dont les parents sont cultivateurs retourneraient à la terre, au lieu d'essayer de gagner leur vie autrement.

Je souhaite aussi de meilleurs traitements pour les institutrices de la campagne. J'appuie la demande faite par un certain nombre de députés ruraux qui ont demandé un salaire plus rémunérateur pour ces institutrices. N'étant pas payées suffisamment, elles quittent l'enseignement. Si les traitements ne sont pas améliorés, le personnel de l'enseignement primaire ne pourra plus être recruté. Je sou mets qu'une grande campagne de publicité devrait être faite conjointement par le Conseil de l'instruction publique et le gouvernement, aidé des officiers du département concerné, pour encourager les corporations municipales à mieux payer les institutrices, et afin de bien faire connaître et de faire comprendre à nos gens toute l'importance de l'école rurale et essayer de les pénétrer de cette idée qu'il est impossible d'avoir des institutrices de carrière si nous ne les payons pas convenablement. Après cette campagne de publicité, le gouvernement pourrait offrir de payer 50 % de l'augmentation du traitement des institutrices, ce qui aiderait l'agriculture et les cultivateurs, dont le sort est étroitement lié à celui de l'école rurale.

Le surintendant de l'Instruction publique nous dit, dans son dernier rapport, que nous manquerons bientôt d'institutrices si elles ne sont pas mieux payées. Il jette, dit-il un cri d'alarme. Bientôt, il sera bien difficile de recruter le personnel suffisant. Une des premières réformes à apporter dans l'école rurale est l'amélioration du sort des institutrices.

Le sort de l'agriculture est intimement lié à celui de l'école rurale. Le meilleur gage d'avenir est la création d'une élite de cultivateurs. Mais tant et aussi longtemps que nos écoles rurales ne seront pas à la hauteur de la situation, il sera très difficile de former une élite agricole nombreuse. Le gouvernement fait sa large part. Nous avons maintenant 19 écoles normales dans la province. Depuis 10 ans, le gouvernement a dépensé \$5,000,000 pour la construction et la réparation des écoles rurales.

Il convient aussi de féliciter le secrétaire de la province (l'honorable M. David) pour l'excellent travail qu'il a fait, afin de faire comprendre à nos

gens toute l'importance de l'instruction et de l'hygiène. Tous les hommes qui commandent auprès de l'opinion publique devraient se rallier à la voix éloquente du secrétaire de la province dans un grand mouvement de publicité, tel que mentionné tantôt.

Si nous payions mieux nos institutrices il y aurait bien des réformes à opérer, mais il est impossible d'y songer. Le surintendant nous avertit que bientôt il sera impossible de recruter le personnel suffisant. Si nous payions mieux nos institutrices, il faudrait changer l'âge auquel les brevets sont décernés aux institutrices. Actuellement, un brevet est décerné à une jeune fille de 16 ans, pourvu qu'elle ait 17 ans avant la fin du mois de décembre de la même année. Un brevet d'enseignement ne devrait pas être décerné à une élève avant l'âge de 18 ans. Les diplômes du Bureau central devraient être donnés que d'une manière temporaire et c'est le diplôme de l'école normale qui devrait être permanent. C'est-à-dire qu'après trois années d'enseignement après un examen pédagogique, si le candidat a des aptitudes pour l'enseignement, on lui délivrerait un brevet permanent. La quatrième année d'études des écoles normales, qui est maintenant facultative, pourrait être rendue obligatoire, afin que nos institutrices soient encore plus compétentes et plus instruites. Mais pouvons-nous obtenir des compétences quand nous payons si mal les institutrices? Dans le moment, il est impossible de songer à toutes ces réformes, nous ne payons pas nos institutrices convenablement.

Notre province, dirigée par un sage gouvernement, continuera sa marche vers le progrès. Lorsque notre agriculture sera complètement réorganisée et que nous aurons d'excellentes écoles primaires, nous pouvons être assurés que notre province atteindra une plus haute sphère de progrès. C'est le vœu, je pense, de tous les citoyens aimant leur province. Je souhaite qu'il se réalise le plus tôt possible et il se réalisera car notre province est dirigée par des administrateurs expérimentés et consciencieux et alors elle sera citée comme un spectacle et un modèle à toutes les provinces de ce dominion.

**M. l'Orateur:** Le député de Bonaventure (M. Côté) a la parole. Il l'a demandée le premier<sup>1</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ce n'est pas la coutume de la Chambre que deux députés de la droite parlent successivement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le chef de l'opposition avait déjà demandé la parole! Je trouve un peu étrange la façon de procéder du

gouvernement. Est-ce que l'habitude n'est pas que l'opposition a la parole après le gouvernement? On rompt une tradition toujours suivie qui veut qu'à la suite d'un ministériel, on laisse la parole à un oppositionniste quand ce dernier désire parler.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Bonaventure a demandé la parole le premier. Je suis obligé de la lui donner. À moins d'une entente préalable, la demande du député de Bonaventure est conforme aux règles de la Chambre. J'ai suivi à la lettre les règlements de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre est absent. C'est vraiment dommage qu'il ne fût pas là pour donner son avis.

**M. Côté (Bonaventure):** La Commission des liqueurs a donné au gouvernement de beaux revenus dont ce dernier a raison d'être satisfait. Le revenu de la Commission des liqueurs est des plus réconfortants, et \$8,000,000 est une jolie somme qui sera dépensée au profit de toute la population de la province, au lieu d'enrichir et de demeurer la propriété de quelques rares individus comme autrefois.

Citons la première partie du vers de Virgil: *O fortunatos nimium...* "Trop heureux s'il connaissait son bonheur, l'agriculteur..." La vie simple et heureuse des champs est propice à l'éducation des familles fortes. Trop de cultivateurs se laissent attirer par le mirage de la ville et de ses douteux plaisirs. Les agriculteurs du Québec seraient en effet heureux si seulement ils étaient conscients de la chance qu'ils ont d'avoir de grandes familles et une vie rustique simple.

L'exode rural ne date pas de nos jours. On en a parlé depuis des années et cet exode dépend de bien d'autres causes que celles données par les adversaires du gouvernement. C'est l'attrait de la ville et d'un salaire hebdomadaire qui éloigne les jeunes de la ferme.

L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) a aussi dit que nous prenions ses idées. Nous ne prétendons pas avoir le monopole des idées. Lorsque nous en voyons qui peuvent être utiles, nous n'avons aucune objection à les copier.

On a beaucoup parlé de la dette de la province et on a même prétendu que les surplus n'étaient que fictifs. Pourtant, ce n'est pas l'avis de nos hommes d'affaires ni de ceux des États-Unis, puisque les obligations de notre province sont achetées à un très haut prix. Le crédit de la province

est tellement bon que les obligations du Québec sont parfois vendues à meilleur prix que celles du gouvernement fédéral. L'honorable député des Deux-Montagnes a aussi parlé de la dette. J'ai du respect pour son opinion, mais je suis obligé de lui préférer celle des courtiers en obligations qui paient plus pour les débentures de la province de Québec que pour celle des autres provinces. Ils croient évidemment que nos surplus sont vrais. Croit-on qu'il en serait ainsi si nos surplus étaient factices, si nos chiffres étaient faux?

M. l'Orateur, je crois que je manquerais à mon devoir, si je ne me faisais l'interprète de la population gaspésienne, et en particulier des citoyens de Bonaventure, pour remercier le gouvernement du succès qu'il a remporté, par l'aide qu'il a donnée aux pêcheurs, depuis la dernière session. Grâce à l'aide du gouvernement provincial offerte aux pêcheurs de la Gaspésie, qui ont subi des pertes importantes à la suite de tempêtes d'une force inhabituelle le long des côtes gaspésiennes cet été, la situation de la pêche s'est améliorée. La pêche à la morue a été mauvaise toute l'année et la situation a empiré à la suite d'une tempête le long des côtes. Des bateaux de pêche ont été perdus, des gréements et de l'équipement ruinés.

L'attention du gouvernement avait été attirée, depuis plusieurs années, sur le problème des pêcheries, et je lui sais gré de ne pas avoir procédé à la hâte, mais d'avoir étudié la question mûrement, et adopté une solution que l'expérience a prouvée déjà très fructueuse.

L'an dernier, M. l'Orateur, la Chambre votait des crédits, qui permettaient à l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté) d'accorder aux pêcheurs désireux de se construire des barges de pêche, un octroi de \$4 par pied de quille. En outre, on donnait aussi 25 % d'octroi pour l'achat de l'attirail ou grément des barges de pêche. Dans Bonaventure, cet octroi du gouvernement a donné un grand essor à l'industrie de la pêche.

Plus de 300 pêcheurs ont profité de cet octroi. Ils se sont partagé une somme de \$4,000 à \$5,000. Il fut payé 47 réclamations pour nouvelles barges au montant de \$4,824 et 305 réclamations pour gréements de pêche neufs, au montant de \$4,169.53, ce qui a contribué à stimuler et à encourager les pêcheurs vers cette industrie. J'apprends avec plaisir que nous aurons encore cette année l'octroi pour nouvelles barges, et aussi un octroi de 25 % du coût des engins à gasoline pour les barges de pêche; mais je serais aussi très heureux de voir le même octroi que l'an dernier pour tous les gréements de pêche

neufs, soit 20 % du coût d'achat jusqu'à concurrence de \$100 à chaque pêcheur. Je demande au gouvernement de continuer ces octrois. C'est là le meilleur moyen d'encourager les pêcheurs. Ils sont satisfaits et les octrois accordés par le gouvernement leur ont été d'un précieux secours. En accordant de généreux octrois pour la construction de nouvelles barges et en payant un pourcentage du coût de l'équipement, le gouvernement rend un très grand service aux pêcheurs de la Gaspésie.

Le gouvernement a fait beaucoup pour eux par les organisations coopératives et par le système de classification qu'il a fait adopter. Tous nos pêcheurs bénéficient des inspecteurs du gouvernement qui font une classification du poisson très profitable. C'est grâce à ces efforts que nos pêcheurs ont pu offrir des produits plus standardisés et obtenir de meilleurs prix. Les prix de la morue ont augmenté grâce à cette classification.

Au nord de la péninsule gaspésienne, la pêche entière de la morue séchée est maintenant emballée, toute prête pour le marché, par les pêcheurs eux-mêmes, sous la surveillance des classificateurs du gouvernement, au lieu d'être vendue non emballée aux marchands locaux. Les pêcheurs n'avaient jamais entrepris jusqu'à présent cette manière de vente, mais avaient toujours vendu leur produit non emballé; l'été dernier, cependant, j'ai obtenu de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries la nomination de deux classificateurs dans Bonaventure, et je suis heureux de pouvoir dire qu'on a déjà commencé chez les pêcheurs à emballer le produit prêt pour le marché. Durant la saison dernière, quelques pêcheurs qui entreprirent cet emballage expédièrent 120,000 livres dont ils obtinrent \$9.50 du 100 livres, tandis que les marchands locaux ne payaient que \$8.50 et \$9 pour 122 livres de poisson non emballé, ce qui leur apporta un gain de \$1.50 à \$2 pour 100 livres.

Cette amélioration est due aux inspecteurs du gouvernement et aux classificateurs, et j'espère qu'elle deviendra de plus en plus générale dans Bonaventure comme elle l'est sur la côte nord de Gaspé. Il s'agit purement d'une question d'éducation. En emballant leur produit prêt pour le marché, au lieu de le vendre sans prendre cette précaution, les pêcheurs s'apercevront qu'il est plus payant de prendre eux-mêmes le plus de soin possible de leur produit, et, en le faisant classer, ils apprendront que meilleure est la qualité du produit, plus grande sera la rémunération qu'ils en retireront. Ceci aura pour effet d'améliorer considérablement la qualité

d'une façon générale, comme la chose s'est produite dans le comté de Gaspé, quand cette pratique a été commencée.

Pour illustrer davantage le bon travail des classificateurs du gouvernement et la valeur toujours croissante du poisson, résultat dû à l'uniformité du produit et à sa plus haute qualité, on me permettra de donner quelques chiffres, démontrant les prix moyens payés pour la morue sur la côte de Gaspé, tant en 1928 qu'en 1929.

En 1928, la morue sèche no 1 d'exportation fut payée sur place \$43.25; no 2, \$40; no 3, \$35. L'exportation des mêmes qualités donnait respectivement les prix suivants: no 1, \$48.50; no 2, \$44.25; no 3, \$40.15. En 1929, le marché donnait pour le no 1, \$44.25; pour le no 2, \$42.25; pour le no 3, \$39.25.

Je n'ai pas encore les prix pour l'exportation, mais on m'assure que les pêcheurs estiment retirer cette année pour la morue exportée les prix suivants: no 1, \$49.50; no 2, \$45; no 3, \$41.

On peut constater une augmentation ferme d'une piastre sur chaque boucaut de 448 livres net. Ces meilleurs prix ont eu comme cause d'abord le fait que le poisson a été plus rare, et surtout la garantie de qualité plus forte que dans le passé, due à la classification des employés du gouvernement.

Malheureusement, la pêche à la morue a commencé très tard cette année et le total de la prise n'excède pas les trois-quarts du résultat de l'an dernier. On prétend, surtout pour le côté nord de la péninsule, que le marsouin est responsable pour une partie de cet état de choses, mais il y a une autre cause et c'est le manque de boîte. La présence des marsouins et le manque de boîte furent cause, l'an dernier, que la pêche à la morue fut très inférieure à celle des années précédentes. Ils ont fait subir des pertes considérables aux pêcheurs. D'après les renseignements que l'on me fournit, je crois que l'on peut affirmer que, durant la dernière saison de pêche, près d'un mois a été perdu dans la seconde partie de la saison, par le manque de boîte. J'évalue ces pertes à un quart de million.

Si l'on compte qu'un bon pêcheur prend aisément son quintal de morue par jour, surtout dans les bonnes journées d'automne, et que l'on considère le grand nombre des pêcheurs qui existent de Paspébiac à Mont-Louis, on en vient à la conclusion que de 20,000 à 30,000 quintaux de morue ont été perdus, lesquels à \$10 net qu'ils rapportent aux pêcheurs représentent une somme d'au-delà de \$200,000.

Ce n'est pas une situation particulière à cette année seulement. Le problème a déjà été posé, et

plus que jamais il est à l'ordre du jour. Le moyen de régler pour toujours, probablement, les problèmes des pêcheurs serait de doter la Gaspésie d'entrepôts frigorifiques pour la conservation de la boîte nécessaire à la pêche à la morue et la régularisation de la pêche. Le grand besoin des pêcheries à l'heure actuelle serait un plus grand nombre d'entrepôts, ce qui permettrait d'organiser mieux la production et la vente. J'ai confiance que le département de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries va faire quelque chose dans ce sens, et qu'en facilitant l'établissement d'entrepôts frigorifiques pour la conservation de la boîte, il permettra aux pêcheurs de profiter de chaque journée de pêche, réglant, par le fait même, d'une manière presque définitive, le grand problème de nos pêcheries maritimes au sujet de la morue. C'est là une question que je prie qu'on mette à l'étude.

On me permettra de dire quelques mots au sujet de la production du homard. Je suis informé qu'un produit que l'on nomme crabe japonais, dont la qualité est inférieure à notre homard, fait une forte concurrence à notre excellent crustacé, par le fait qu'il est préparé sur un standard de qualité que le consommateur préfère.

Je voudrais signaler, et on a dû le remarquer, que notre homard canadien en conserve, est très souvent sujet à un noircissement, dans la boîte de fer blanc, que l'on me dit être produit par la décomposition chimique que la cuisson lui fait subir. Il se forme ainsi un sulfure d'hydrogène, qui tache le produit en noir sans qu'il soit dangereux pour l'alimentation, mais nuisant énormément à l'apparence du produit. On affirme que ceci n'arrive jamais dans l'emballage du crabe japonais. Il y a là un défaut qu'il est important de corriger, et je crois que plus que jamais, l'établissement d'un bureau d'expériences biologiques, tel que je l'ai demandé l'an dernier pour Carleton, s'impose et que s'il était créé, nous pourrions juger des résultats dans un avenir très rapproché.

Il serait bon, en effet, que le gouvernement charge les laboratoires d'étudier le cas, afin de faire disparaître cet inconvénient sérieux dans le domaine de la vente. Je crois également qu'il faudrait établir un laboratoire pour étudier différents aspects du poisson, parce que le Japon a pris de l'avance sur ce plan-là. Cette question du homard, soumise aux experts du gouvernement, qui auraient en main les machineries nécessaires pour leurs expériences, serait réglée à l'avantage du commerce et des pêcheurs qui en profiteraient.

Au sujet du homard, je félicite le département d'avoir, depuis quelques années, protégé la pêche par

une réglementation appropriée, et je demande aux autorités de continuer à faire une police sévère au sujet de la pêche du homard, si l'on veut que nos pêcheries de homard ne soient pas gravement compromises, car le homard tend à disparaître de la côte de Gaspé. Il a considérablement diminué. Il n'y a aucun doute qu'il y a eu diminution des stocks depuis les 10 dernières années. Il est indiscutable que, depuis 25 ou 30 ans, le homard sur la côte de Gaspé est beaucoup plus rare qu'il ne l'était, et si nous voulons prévenir son extinction, il n'y a qu'un remède et c'est l'application sévère des lois qui existent actuellement, tant aux fabriques qui le mettent en conserve qu'au point de débarquement des pêcheurs.

Je ne puis terminer ces remarques au sujet des pêcheries sans remercier l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (M. Laferté) de l'attention et de l'intérêt tout particulier qu'il porte aux pêcheurs et à leurs problèmes. Ceux-ci n'oublieront pas ce que son département fait pour eux, comme ils lui sauront gré d'avoir, moins de deux mois après sa nomination comme ministre, fait sa première visite ministérielle en Gaspésie pour visiter leurs places de pêche, prendre contact avec eux, en leur demandant personnellement des suggestions qui pourraient améliorer leur sort et promouvoir l'industrie qui les fait vivre.

Durant la dernière session, mes collègues de Matapédia (M. Dufour), Rimouski (M. Moreault), Gaspé (M. Lemieux), Matane (M. Bergeron) et Témiscouata (M. Casgrain) jetaient les bases d'une organisation pour l'inauguration officielle du Boulevard Perron. L'honorable député de Matane (M. Bergeron) voulut bien accepter la présidence du comité. Cette charge ne comportait qu'un excédent de travail, un surcroît d'ouvrage, et un fardeau très lourd dont il voulut bien cependant se charger, avec son dévouement habituel, assurant à l'avance les députés intéressés du succès de l'entreprise. Au nom de mes collègues, je le remercie cordialement.

L'inauguration officielle, de la façon dont nous entendons la faire, n'était pas une mince besogne. Nous avions encore à la mémoire le beau succès remporté par l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), lorsque comme ministre de la Colonisation, il y a trois ans, il nous fit visiter le beau comté de l'Abitibi, nous faisant toucher du doigt les multiples raisons qui motivaient les demandes d'octrois alors réclamés par le distingué représentant de ce comté. Nous ne pouvions oublier le faste des réceptions auxquelles nous fûmes conviés, et en parlant surtout pour la Gaspésie, je

sentais que les moyens et facilités d'accommodation n'étaient pas adéquats à la situation que cette réception allait nous amener.

Malgré la réalisation de toutes ces difficultés, nous nous mîmes à l'œuvre, confiants que la cordialité, l'hospitalité courtoise et un accueil sincère et chaleureux compenseraient dans une large mesure, le confort et le luxe que seule la richesse ou la proximité des grands centres peut fournir. Je crois que l'habile direction de l'honorable ministre de la Voirie et de son dévoué sous-ministre, M. Boulanger qui dirigeait l'excursion, l'aplanissement des difficultés par l'honorable député de Matane (M. Bergeron) joint au désir unanime de plaire de la part des populations des comtés qui furent traversés, me permettent de dire que l'inauguration du boulevard Perron a été un franc succès. J'en garde un impérissable souvenir, qui ne s'éteindra pas non plus dans le cœur des populations qui ont assisté à ce mémorable événement.

Les membres distingués de l'excursion, l'honorable premier ministre, l'honorable ministre de la Voirie, l'honorable ministre de la Colonisation, l'honorable député de Dorchester (M. Ouellet), Son Excellence Jean Knight, ministre de France et autres visiteurs distingués, en n'oubliant pas les dames qui avaient bien voulu se joindre à nos visiteurs, les journalistes, ont laissé sur tout le parcours un souvenir impérissable. Je tiens à remercier les ministres, les députés, les journalistes et les invités qui sont venus inaugurer le boulevard Perron. Ils garderont de bons souvenirs de leur voyage et des gens qu'ils ont rencontrés.

Que nous ayons peut-être abusé de leur bonté, en multipliant les occasions de leur faire coudoyer intimement les citoyens qui les voulaient approcher, nous l'admettons. Dans ce voyage, qui n'avait aucun sens politique, la fatigue que nous leur avons imposée, a été, il me semble, bien compensée par l'appréciation sincère de ceux qui ont été leurs hôtes.

L'accueil qui leur a été fait était le même que se témoignent les membres d'une même famille après avoir été longtemps séparés, heureux de pouvoir serrer la main et de s'asseoir à la même table. Sans doute, on n'escomptait pas trouver chez nous, surtout dans Gaspé et Bonaventure, le résultat de l'industrie et du commerce intensif; on ne pouvait espérer rencontrer sur le passage, sauf quelques exceptions, ces agglomérations de populations qui sont le propre des grands centres ou de leur proximité. Mais ce n'était pas, je crois, le but poursuivi. Ce que l'on cherchait et ce qu'on voulait voir et admirer, c'était la

grande nature, un panorama pittoresque et différent, et le tableau reposant et grandiose des eaux claires du golfe et de la Baie-des-Chaleurs. À ce point de vue, je ne crois pas que notre pays ait désappointé ceux qui sont venus l'admirer, car les premières paroles que j'entendis en rencontrant l'excursion à la délimitation de Gaspé et Bonaventure furent celles-ci: "C'est mieux que ce que l'on espérait et plus beau que tout ce qu'on a écrit". Ils nous ont dit: "Votre pays est plus beau que nous l'avions imaginé."

Je n'ai eu qu'un regret et ce fut celui de tous mes collègues qui ont participé à l'organisation. Nous aurions aimé que tous les membres de cette Chambre eussent été présents, mais, malheureusement, les facilités d'accommodation et de logement, que nous sommes à améliorer, nous ont empêchés de dire à tous: "Soyez des nôtres!"

M. l'Orateur, le boulevard Perron qui, comme un immense ruban, entoure la Gaspésie, a coûté au-delà de \$2,000,000. En outre d'avoir relié, du côté nord de la péninsule, des paroisses qui n'avaient aucun moyen de communication entre elles, ce chemin fournit au tourisme le plus beau voyage d'agrément de la province, et peut-être du Canada. La population de toute la Gaspésie est reconnaissante au gouvernement de l'effort qu'on a fait pour lui rendre justice, en lui donnant l'occasion de profiter, dans une large mesure, de la pluie d'or qu'apporte le tourisme dans la province de Québec.

Cette reconnaissance fut exprimée aux membres du gouvernement, sur tout le parcours du voyage, et à ma connaissance personnelle, à New-Carlisle, chef-lieu du comté de Bonaventure, lors du banquet qui fut offert aux visiteurs, lorsque les ministres de la couronne furent présentés aux convives, au nombre d'environ 300 et dont une forte partie était des adversaires politiques. D'un commun accord, sans distinction de race ou de convictions politiques, les convives firent au chef du gouvernement et à ses collègues une ovation enthousiaste. C'est d'ailleurs l'expression du sentiment et de la mentalité gaspésienne, où les luttes de partis peuvent être sévères, parfois acerbes, mais ne laissent jamais de rancœur; pays où la haine et l'envie doivent céder la place à l'esprit public, à l'intérêt général et au respect de ceux qui nous gouvernent. Les ministres ont été reçus par tous les citoyens qui respectent les membres du gouvernement.

Ce respect et cette confiance envers les membres de la couronne me fournissent incidemment l'occasion de donner mon opinion personnelle sur deux questions amplement discutées et commentées depuis quelque temps, tant par les journaux que sur

le parquet de la Chambre. Je veux mentionner l'objection que l'on a faite aux ministres de la couronne de former partie du bureau de direction des compagnies. On a tort de reprocher aux ministres d'être directeurs ou actionnaires de compagnies. Les ministres peuvent fort bien être directeurs de compagnies. Si j'en juge par la longue énumération, que certains membres de l'opposition ont faite, des compagnies dans lesquelles certains de nos ministres sont intéressés comme directeurs, nous avons là la meilleure preuve que la chose est publique. Or, nos ministres sont tout d'abord députés et, avant de siéger en Chambre, doivent obtenir des citoyens qu'ils aspirent à représenter, par l'élection qu'ils ont gagnée, un brevet non équivoque de confiance.

Pourquoi faut-il prétendre que les députés, élus comme tels, soient soupçonnés de pouvoir devenir traîtres à leur mandat et parjures à leurs devoirs, par le fait qu'on les appelle à des fonctions plus hautes et à de plus lourdes responsabilités? Plutôt que de critiquer cette façon d'agir, et récriminer contre cette situation, ne devrions-nous pas applaudir lorsque nos Canadiens sont appelés comme directeurs de grandes compagnies? Au lieu de critiquer cette position, tout le monde dans cette province devrait être fier du fait que nos compatriotes et nos hommes publics sont appelés à siéger dans les bureaux de direction de compagnies où l'on ne voyait autrefois que très rarement les nôtres. C'est un honneur pour nous de voir des nôtres parvenir à la tête de grandes compagnies.

**M. Renaud (Laval):** Le trésorier de la province est là.

**M. Côté (Bonaventure):** Oui et lorsqu'il exprimera son opinion, j'espère que l'honorable député de Laval lui répondra. La raison de leur choix par les intéressés, à mon sens, provient de deux causes: soit le capital dont ils disposent, ou l'expérience qu'ils possèdent. Dans les deux cas, c'est un compliment qui leur est fait et qui rejaille sur leurs compatriotes, sur toute la race.

J'ai toujours compris que le capital, dans notre province, provient sauf de rares exceptions, du travail, de l'économie ou du talent. Si les hommes politiques, en outre du temps qu'ils consacrent à la vie publique, ont pu par un labeur opiniâtre, par une saine économie et par des aptitudes et des talents professionnels, acquérir de la fortune, et investir des capitaux dans ces compagnies, pour qu'on leur en offre la direction, je dis: tant mieux! et ce n'est pas quand les nôtres sont à l'honneur que nous devrions protester.

Si on a recours à leur expérience, pourquoi l'opinion publique y mettrait-elle son veto? Ceux qui sont appelés à diriger la province ont la confiance populaire; ils sont mûris par le contact des gens et des choses et, comme tels, sont à même de rendre de grands services et c'est à ce titre qu'on les recherche.

Mais, nous diront certaines personnes scrupuleuses, comme l'honorable député de Laval, nous craignons pour la conscience de ces ministres, qu'un jour ils aient à choisir entre l'intérêt public et celui des compagnies qu'ils représentent. Sans doute l'humanité a ses faiblesses, mais je ne crois pas qu'un ministre puisse sacrifier l'intérêt public à l'intérêt de la compagnie qu'il représente.

Et après, M. l'Orateur, on craint, dit-on, mais l'air fait la chanson et cet air, cette ritournelle est bien comprise dans la province dans le sens que l'on veut d'ailleurs qu'elle soit entendue, impossible pour le ministre de ne pas être préjugé; impossible de ne pas fouler aux pieds sa conscience et son mandat si son intérêt personnel est en jeu; impossible de ne pas choisir le veau d'or, de préférence aux sentiments du devoir accompli. C'est ce que l'on veut dire.

Eh bien! M. l'Orateur, je dois vous avouer que je n'en suis pas. Je crois connaître un peu la nature humaine et ses faiblesses, mais j'ai encore confiance que la loyauté, l'honnêteté et la droiture existent encore chez nos hommes publics. J'ai confiance aux ministres.

Et je ne crains pas d'affirmer que si les rôles en cette province étaient changés, et que les membres de la gauche arrivaient au pouvoir et siégeaient à votre droite, j'aurais confiance que, comme ministres de la couronne et directeurs de compagnies, les députés actuels de l'opposition, l'occasion s'offrant, ne mentiraient pas à leur conscience en devenant des goudats politiques et des parias de l'opinion publique. Ils resteraient des hommes d'honneur, s'ils devenaient ministres et directeurs de compagnies. Est-ce trop leur demander de nous retourner le compliment?

Un autre sujet qui a été touché par l'honorable député de Saint-Sauveur (M. Cantin) m'a profondément intéressé, et je profite de l'occasion pour lui dire que j'abonde dans son sens. Je veux parler de la représentation des comtés agricoles et ouvriers par les avocats.

Avec raison, l'honorable député de Saint-Sauveur s'est insurgé contre la prétention que ces divisions ouvrières ne devraient être représentées que par des ouvriers et non par des avocats. Qu'un ouvrier représente ses concitoyens à la Législature, très bien, mais qu'un avocat ne puisse en faire autant, c'est ce que je ne puis admettre.

D'ailleurs, M. l'Orateur, dans quelle partie de notre population, l'ouvrier n'a-t-il jamais trouvé un meilleur ami et protecteur? Je me souviens avoir entendu l'honorable secrétaire de la province (M. David) dire, en cette Chambre, que l'ouvrier n'avait jamais connu de meilleurs soutiens et de défenseurs plus sincères que les membres du Barreau, et je crois qu'en ces dernières années, les événements lui ont donné raison. L'ouvrier a trouvé en l'avocat, un père, un protecteur, un défenseur!

Est-ce que les avocats n'ont pas consenti de nombreux sacrifices pour aider la classe ouvrière? Avant leurs intérêts, les avocats ont reconnu ceux des ouvriers. Personne, dans cette Chambre, n'a oublié qu'il y a quelques années, une loi fut passée abolissant les honoraires d'avocats dans les causes de moins de \$25. Qui a assumé cette perte représentant des milliers de piastres, et qui en a profité? L'avocat a vu son budget diminuer d'autant, et le profit a été recueilli par l'ouvrier et le cultivateur. Mais il y a plus, M. l'Orateur. En 1926, nous avons coté la loi des accidents du travail et d'un trait de plume, nous avons complètement éliminé les honoraires des avocats que le tarif autorisait alors. Ceci représentait plusieurs centaines de milliers de piastres par années et, pour une quantité de bureaux d'avocats, une perte de \$1,000 à \$10,000 par année.

A-t-on vu des délégations du Barreau encombrer les corridors du parlement pour protester devant le conseil des ministres, comme la chose s'est faite lorsque d'autres bills sont venus devant cette Chambre? Quand la loi fut discutée devant le comité, les avocats sont-ils venus protester et essayer de protéger des droits qu'on leur avait reconnus jusqu'alors? Les avocats, tant ministres que députés qui siégeaient dans cette Chambre, ont-ils fait le moindre effort pour retenir cette partie notable de leurs revenus que cette loi de 1926 leur enlevait? Jamais! Et je le dis, à l'orgueil des membres du Barreau dans cette province, tant conservateurs que libéraux. Nous n'avons jamais songé à ces honoraires qui nous échappaient lorsque nous réalisions que l'ouvrier allait en profiter d'autant. J'espère que les journaux répéteront mes paroles, afin que les ouvriers les entendent. Les avocats ont toujours pensé aux intérêts des ouvriers avant de penser à leurs propres intérêts.

Je demande aux détracteurs des membres du Barreau de nous citer une classe autre que la nôtre, professionnels, cultivateurs ou ouvriers, qui aurait de gaieté de cœur, abandonné sans récriminer des revenus comme ceux que je viens de mentionner, dans l'intérêt général. C'est peut-être là la meilleure

réponse que nous puissions donner à ceux qui reprochent au Parti libéral d'avoir un cabinet formé d'avocats.

Il (M. Côté) rend également hommage aux avocats qui siègent aux comités des bills privés et publics, affirmant que leurs services sont des plus utiles dans la rédaction correcte des lois.

À vrai dire, ce que je viens d'essayer de réfuter me semble calqué sur la façon, peut-être discrète, mais dangereuse tout de même, d'ameuter le peuple contre les professionnels. Pourquoi soulever les cris contre les professionnels? Sans doute, on se défend de faire du bolchevisme; on s'insurge contre l'accusation de vouloir provoquer la lutte des classes et on proteste que les intentions sont pures, et que l'on ne poursuit que l'idéal du progrès et de la paix du peuple.

Pourtant, en outre du cri contre les professionnels dont je parlais tout à l'heure, on exprime les mêmes idées différemment et d'une façon qui en assure une portée tout aussi dangereuse. Je n'en citerai qu'un exemple. J'écoutais, il y a quelque temps, à la radio, les discours prononcés à une assemblée conservatrice dans la ville de Québec. Je n'ai aucunement l'idée de discuter ou peser la valeur des arguments que les orateurs y ont apportés. Toutefois, une phrase échappée à l'un d'eux m'a frappé, et peiné. L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) dans son discours avait attaqué la politique libérale et, en ce faisant, de ses lèvres, étaient tombés des noms d'hommes publics que l'histoire écrira plus tard en lettre d'or. À peine ces noms prononcés, dans une belle période, il laissa échapper cette phrase que j'ai lue et entendue, d'ailleurs, en d'autres occasions. "Nous les pauvres, nous qui ne sommes pas nés dans la soie comme ces gens!..." Je trouve que ces propos sont malheureux et propres à créer la haine des classes, à faire haïr les hommes publics.

Je ne veux nullement imputer à l'honorable député toutes les conséquences malsaines que cette phrase malheureuse peut susciter. Je le sais trop intelligent, trop droit, pour croire un instant qu'il veut soulever les classes sociales les unes contre les autres, mais cependant, M. l'Orateur, je souhaiterais que, lorsque l'on combat un parti politique, on soit prudent pour ne pas créer de haine à l'endroit de ceux qui le représentent et qui en ont la direction.

Que les hommes publics s'approchent de l'ouvrier, qu'ils le coudoient et qu'ils connaissent bien ses besoins et ses aspirations, par une intimité toujours plus grande avec lui; c'est très bien, et on ne pourra jamais trop s'occuper de celui qui peine et qui

travaille. Mais pourquoi créer des préjugés? Pourquoi représenter comme des adversaires du peuple ceux que l'instruction et la fortune ont favorisés? Pourquoi lui enseigner à envier, à détester, sinon même à haïr ceux que l'instruction ou la fortune a favorisés. Pourquoi plutôt ne pas lui faire comprendre que l'échelle sociale est à sa portée, qu'il peut la gravir, lui ou les siens, s'il a du talent, de l'honnêteté et un idéal. Pourquoi ne pas enseigner à l'ouvrier à gravir les sommets, au lieu de lui conseiller de haïr ceux qui y sont parvenus?

Nous avons dans cette Chambre, comme représentants du peuple, une grande partie des députés qui sont la vivante représentation de ce que j'exprime. Certains d'entre nous et si je voulais faire des personnalités, je parlerais même de certains députés de l'opposition, ont eu, de leur propre aveu, des débuts modestes et remplissent aujourd'hui des positions enviées dans cette province. Je crois que l'on ferait de la meilleure besogne en invitant l'ouvrier, pour lui et ses fils, à gravir les sommets, plutôt que de lui enseigner à haïr ceux qui y sont parvenus.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, j'ai cru faire les remarques qui précèdent, d'abord dans l'intérêt de la division que je représente, comme aussi pour affirmer au point de vue social, le besoin du respect que l'on doit à ceux qui représentent l'autorité dans cette province, pour le plus grand bonheur et la paix, de ceux à qui nous sommes responsables. Je dis ces choses afin de voir régner la paix chez nous dans toutes les classes de la société.

Il termine par un éloge général du gouvernement.

(Applaudissements soutenus)

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je ne suis, dit-il, pas heureux. M. l'Orateur, il me sera bien permis en débutant de signaler à la Chambre certains coups de hasard qui ne semblent n'arriver qu'au chef de l'opposition. Cette année, au début de la session, la première fois que je m'étais levé pour prononcer mon discours dans cette Chambre, le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) se leva en même temps pour demander la permission de présenter un rapport. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David) a fait ensuite la même chose. Il a cru bon de déposer un rapport et j'ai dû me rasseoir une seconde fois. Aujourd'hui, vous remarquez qu'un vieil usage respecté jusqu'ici vient d'être violé et aboli, en alternant les orateurs. On dira peut-être que c'est un effet du hasard, mais il se peut

aussi qu'ailleurs on interprète la chose de façon différente. Je voudrais savoir si cette attitude n'est pas une manifestation de mauvais vouloir et de mauvaise volonté à mon endroit ou des sentiments encore plus maladroits, moins avouables de la part de mes adversaires. J'espère que l'on m'éclairera sur ce point.

Je tiens à féliciter le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) d'avoir agréé la requête que je lui ai faite dans un débat précédemment, lorsque je lui ai demandé d'apporter plus de clarté et de franchise dans le discours du budget. C'est déjà un commencement et je l'en félicite. D'ailleurs, en cela il est fidèle à la réputation, qu'il s'est acquise en dehors de cette Chambre, d'être un homme franc envers ses amis et ses adversaires, en politique.

Il a admis que les revenus provenaient des taxes. Nous l'avions dit. C'est précisément une assertion que nous avons faite en de nombreuses occasions, à la Chambre, et que la droite, dans le temps, nous a amèrement reprochée. Il a même ajouté que les taxes pesaient sur la masse du peuple. J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir sur la question au cours de mes remarques. On nous dit également qu'il y avait des déficits d'opération, qu'il restait moins d'argent liquide pour rencontrer les mandats impayés et qu'il y avait des mandats impayés. C'est un autre acte de franchise qui promet beaucoup plus de clarté dans les prochains discours du budget, si jamais le nouveau trésorier de la province prononce un autre discours du budget. J'espère que la franchise du trésorier de la province nous vaudra plus de clarté dans les *Comptes publics*.

L'honorable trésorier de la province a divisé son discours en trois parties, le passé, le présent et l'avenir. Vous me permettrez de jeter à mon tour un regard en arrière, sur le passé, oh! pas très loin, qui ne sera pas de trop. Je pourrais commencer par exemple en 1897, alors que les libéraux livrèrent un grand combat, au temps où les libéraux traitaient nos hommes publics, nos chefs les Taillon, les de Boucherville et les Flynn, de voleurs publics indignes de la confiance publique, au temps suave où les libéraux criaient: "À bas les taxeux!"

On criait aussi "À bas le Conseil législatif!" et "À bas Spencer Wood!" Les libéraux réclamaient l'abolition de Spencer Wood parce qu'il coûtait trop cher, bien qu'il subsiste encore après 30 ans de leur administration, et soit plus coûteux que jamais. Il coûtait dans le temps seulement \$8,000 à la province, tandis que maintenant, c'est plus de \$100,000<sup>2</sup>. Ils réclamaient également l'abolition du Conseil législatif. Ils dénonçaient alors le Conseil législatif

comme une maison d'impotents, de vieillards malfaisants, mais le Conseil législatif existe encore, aujourd'hui sous le régime libéral. Il est toujours là<sup>3</sup>. Il prend la moitié du palais législatif, et ceux qui le dénonçaient alors y trouvent aujourd'hui plus d'avantages qu'auparavant et occupent presque la moitié de l'édifice du parlement.

À bas les taxeux! Ils accusaient le gouvernement d'augmenter les taxes publiques sans donner de répit au peuple. Et ces libéraux, du moins quelques-uns d'entre eux, vivent encore aujourd'hui. Quels étaient alors les revenus publics? Les revenus de 1897 étaient de \$3,800,000. Aujourd'hui, ils sont de \$40,000,000, mais d'après l'aveu même du trésorier de la province, ces revenus proviennent des taxes. Mais on n'entend plus les libéraux crier: "À bas les taxeux!" Qu'a-t-on fait de ce cri des libéraux: "À bas les taxeux!" À qui doit-on dire: à bas les taxeux?

Mais revenons à l'administration du premier ministre actuel. En 1920, sous le régime de Sir Lomer Gouin, la dette était de \$38,531,000. En 1929, sous le régime actuel, elle était de \$56,751,141<sup>4</sup>, soit une augmentation de \$18,000,000. À bas les taxeux! En 1919, la dette des corporations scolaires se chiffrait à \$35,000,000. En 1928, elle avait atteint \$66,000,000. À bas les taxeux! La dette des corporations municipales...

**L'honorable M. David (Terrebonne)** (Tout bas) signale au premier ministre que le gouvernement n'avait rien à faire avec cette question.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Si le secrétaire de la province (l'honorable M. David) a des remarques à faire, qu'il ne se gêne pas. Il peut les faire. Je suis en humeur et en disposition d'esprit pour lui répondre<sup>5</sup>.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le chef de l'opposition ne devrait pas l'avouer au moins.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Pourquoi ne pas être franc? D'ailleurs, ça paraît.

(Rires et applaudissements)

La dette des corporations municipales en 1918 était de \$185,640,000. En 1927, elle était montée à \$301,741,000, soit une augmentation de \$116,000,000. À bas les taxeux! Augmentation de toutes les dettes publiques, provinciales, municipales et scolaires, \$165,000,000 en 10 ans! À bas les taxeux! Et que laisse-t-on aux municipalités? Rien! L'augmentation totale de la dette publique,

\$165,000,000 en cinq ans, n'a laissé aucun revenu aux corporations scolaires et municipales. À bas les taxeux! Les populations des municipalités se sont endettées avec les chemins; on les oblige à payer des taxes sur les autos utilisées seulement six mois par année; elles paient une lourde taxe sur la gazoline, et si elles veulent comme tout le monde se payer quelque récréation, elles doivent encore payer une taxe. À bas les taxeux! On endette les municipalités pour la voirie. Si nos cultivateurs désirent obtenir un peu d'alcool, on double le prix coûtant du produit. Pourtant les libéraux de 1897 criaient: "À bas les taxeux!"

Et l'agriculture? L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) a fait un retour sur le passé. Si nous regardons dans le passé, nous voyons que, pendant ce temps-là, l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) prêchait dans le désert. Nouveau Saint-Jean-Baptiste, qui prêchait dans le désert, en Orient, évidemment, car dans notre pays, il eût été obligé de s'habiller autrement. Il était une espèce de précurseur du si excellent régime qui n'impose pas de taxes.

Au cours de cette période, nous voyons que le régime actuel a permis, suivant les paroles du premier ministre lui-même, la création d'un précédent dangereux par une compagnie américaine qui a envahi une partie importante de notre province, qui a chassé nos gens de leurs foyers. Il a laissé créer un précédent dangereux en laissant inonder par une compagnie américaine un coin de notre province. Et notre remarquable gouvernement libéral a été obligé de faire une loi spéciale pour payer les dommages causés par les étrangers qui sont venus dans notre pays chasser nos gens de leurs maisons!

Ils ont fait plus que cela. Le gouvernement est convenable, dit-on. En regardant dans le passé, nous voyons qu'ils se sont emparés, par une loi passée dans cette Chambre, de trois bandes de terres autour des rivières et des lacs de la propriété d'autrui, sans indemnité ni paiement. Oui, on a laissé les étrangers s'emparer des rivières et des lacs, et le gouvernement a pris le bien des autres sans octroi.

Nous savons les dommages qui ont été causés à nos forêts et qu'on y a laissé faire. Nos forêts ont été sacrifiées pour des surplus. Est-ce que ces surplus ont servi à diminuer la dette? J'admets que la dette de la province a été diminuée de \$4,000,000 depuis quelques années.

Mais en 10 ans, le gouvernement a reçu des Terres et Forêts et des forces hydrauliques \$60,000,000. En 10 ans, pendant cette même période, le total des surplus a été de \$23,000,000.

C'est un déficit de \$37,000,000. Et nous restons avec nos forêts détruites<sup>6</sup>. On aura beau nous dire que les forêts n'ont été que louées, comme l'a dit l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) dans Sainte-Marie, mais quand nous voyons descendre sur les rivières les billes de bois qui vont enrichir le capital américain, ou encore s'en aller à l'étranger par le chemin de fer, nous avons la preuve qu'elles ne reviennent pas dans notre province. Nous savons que tout ce que le gouvernement pourra dire ne les fera jamais revenir.

J'ai oublié de rappeler, en parlant d'agriculture, les phrases employées par le ministre de l'Agriculture sur l'état de l'agriculture au temps de l'ancien ministre, alors que le présent ministre d'Agriculture lui-même faisait partie du cabinet. Je tiens à répéter certains passages de son manifeste. "Un désastre!" disait-il de l'administration de son prédécesseur. Trente-deux ans de régime libéral! Le régime de 32 ans d'administration libérale a causé un désastre. "C'est alarmant!" Trente-deux ans du régime des amoureux du peuple! "Notre situation agricole a été lamentable", dit encore l'honorable ministre. "Les plus belles fermes de la province, en qualité et en valeur, sont aujourd'hui cultivées à perte. C'est un désastre, non seulement pour les cultivateurs qui les possèdent, mais pour la province. Nos producteurs de foin, en face de la faillite de leur système de culture, demandent du secours. C'est alarmant." Pareil aveu semble étrange dans la bouche du ministre de l'Agriculture d'une province dont la prospérité est clamée par tous les membres du gouvernement.

On croirait que c'est l'opposition qui parle. Pourtant, c'est l'honorable député de Montcalm, dans le *Rapport du ministre de l'Agriculture pour l'année 1928-1929*, page XI. Ainsi, le régime libéral de 32 années a causé un désastre agricole. Continuons. On dit dans ce programme que nous n'avons pas assez de graines chez nous. Ah oui, c'étaient des graines semées dans le désert. Que c'est alarmant! La province de Québec achète à l'étranger, plus des trois-quarts de ses grains de semence. Le résultat est que nous n'avons pas toujours des semences acclimatées et le fléau des mauvaises herbes devient alarmant.

Voyons ce que dit encore le ministre de l'Agriculture:

"Notre agriculture est trop vieille! Un grand nombre de nos fermes offrent aujourd'hui cet aspect de fatigue et de délabrement qu'une culture abusive, et ne comprenant pas toujours une restitution convenable d'engrais à la terre, a provoqué graduellement. En somme, notre agriculture est trop

vieille. Nous avons conservé, après 300 ans de défrichement, des méthodes de colons, en ce sens que nous avons toujours cru notre sol inépuisable et que nous sommes toujours limités aux quelques cultures dont se contentent les défricheurs: l'avoine et le mil". Page XI.

"Terre improductive. Il existe dans le cœur de cette province, d'immenses étendues de terres fertiles rendues improductives par le manque d'égouttement." Page XII.

"Sol épuisé. Presque toutes nos terres fertiles manquent d'égouttement et presque toutes nos terres pauvres manquent d'engrais et de chaux." Page XII. "Il est prouvé depuis longtemps que nos terres sont épuisées en chaux." Page XIII.

"C'est alarmant. La province de Québec achète pour plus des trois-quarts de ses semences à l'extérieur. Il en résulte que nous n'avons pas toujours des grains acclimatés et que le fléau des mauvaises herbes devient vraiment alarmant."

Vraiment alarmant! C'est le ministre de l'Agriculture qui parle ainsi. Ce régime de 32 années si bon et doux pour le peuple, a provoqué une situation alarmante. C'est ce régime d'amoureux du peuple qui a causé tout ce désastre et produit une situation aussi lamentable.

"Fraude et falsification. Nous avons trop longtemps laissé déprécier le produit de notre érable canadien par la falsification et la fraude." Page XIV.

On parle encore dans ce programme de fraude et de falsification. Impossible que de telles choses aient pu se produire sous une telle administration.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Il y a eu de la contrebande<sup>7</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Oui, mais il y a eu plus que de la contrebande. Si l'honorable ministre de l'Agriculture veut me prendre sur les accusations, j'en ai en poche, tant qu'il en voudra. J'ai, dans ma poche, des renseignements suffisants pour satisfaire le ministre s'il le désire. Il y a eu de la spéculation et j'y reviendrai, mais pas aujourd'hui. Fraude et falsification; c'est incroyable qu'une telle situation ait pu se produire sous un régime si dévoué, si bien disposé pour le peuple. Continuons:

"Production insuffisante. Québec importe des autres provinces environ 50 % du lard qui y est consommé. Avec le développement industriel rapide, ce pourcentage d'importation de l'étranger va augmenter." Page XVIII.

"État lamentable. Nos prairies et nos pâturages qui occupent environ les deux-tiers de la superficie de nos fermes sont dans un état lamentable." Page XIV.

"Une autre situation lamentable: l'élevage du cheval est dans un état lamentable. Nos cultivateurs n'élèvent plus de chevaux. La province importe, depuis plusieurs années, au moins 12,000 chevaux par année, ce qui représente une valeur d'environ \$2,000,000." Page XIV. Et c'est arrivé sous un régime libéral qui aime tant le peuple, qui jouit de la confiance de la population! Mais voyons encore.

"Nourris par l'étranger. Nous importons beaucoup de bœuf pour nourrir notre population. Il serait possible et profitable de développer l'élevage des animaux de boucherie dans quelques endroits de la province. Cet élevage a déjà été très en vogue dans quelques comtés de nos Cantons-de-l'Est." Page XIX. On parle encore de l'élevage du bœuf dans les Cantons-de-l'Est! J'espère que le nouveau trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) ne laissera pas une exploitation si profitable aller à la ruine dans les Cantons-de-l'Est, où il a son propre comté: Compton. J'espère qu'il ne perdra pas cette occasion d'enrichir son comté.

Mais voici encore une autre révélation pénible: "Nous ne produisons qu'environ un cinquième des fruits que notre marché local reçoit. C'est là une constatation pénible à faire, lorsque nous savons que les pommes que nous achetons sont moins bonnes que les nôtres et qu'il ne se trouve nulle part de meilleur sol à verger que nos terres vallonnées qui longent la frontière américaine, dans les Cantons-de-l'Est. Les horticulteurs de cette province réclament depuis longtemps qu'une attention spéciale soit donnée à l'établissement de vergers commerciaux en cette province". Je demande, avec le député de Rouville (M. Bernard), qui l'a souvent réclamé dans cette Chambre, qu'on s'occupe de développer l'industrie du cidre, qui serait d'un grand secours pour le rendement payant de nos vergers.

Mais le ministre dit encore: "Peu de production maraîchère. La production maraîchère, qui, présentement, est loin de répondre à la demande, devra être développée intensivement, surtout dans les districts avoisinant les centres de consommation." Page XX.

Une autre situation intolérable! "Notre province produit plus de pommes que toutes les provinces maritimes réunies. Signalons que nos marchés provinciaux s'approvisionnent surtout à l'étranger, alors que nos propres patates pourrissent

dans nos caveaux. Si nous considérons l'importance de cette culture, surtout dans certains districts de la province, qui devraient en retirer leur principal revenu, nous devons en conclure que la situation actuelle ne peut être tolérée." Page XX.

La situation est intolérable, dit le ministre. Eh bien! Elle ne sera pas tolérée bien longtemps, malgré vos victoires! Le député de Saint-Sauveur (M. Cantin) a parlé de nos victoires qu'il appelle: victoires morales, mais je crois qu'il aurait pu se dispenser de discuter des trois élections qui sont actuellement soumises aux tribunaux et qui peuvent en fin de compte devenir plus que des victoires morales. Le résultat des procédures pourrait bien causer des surprises. Si nos victoires sont morales, celles du parti au pouvoir s'appellent autrement. Mais si les journaux veulent bien rapporter mes paroles, revenons au passé et voyons ce que nous a valu ce régime libéral, ce beau régime libéral, avec de nombreux "rrr" et une longue consonance.

(Applaudissements)

Continuons l'exposé de la situation agricole telle que décrite par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) lui-même.

Nous importons presque tout. Sait-on par exemple, dit le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) dans son rapport que: "La ville de Montréal importe au dehors 70 % à 75 %, \$12,000,000, des œufs nécessaires à sa consommation et à celle des principaux centres québécois. Ces œufs devraient provenir de nos poulaillers. La même situation existe pour le bœuf. Importation de \$2,000,000. La même situation pour le porc. Importation de \$5,000,000. La même situation existe pour les chevaux. Importation de \$2,000,00. Ces produits animaux pourraient être obtenus dans la province. Les \$15,000,000 versés chaque année à l'extérieur pour payer nos importations de frais d'alimentation pourraient être réduits de moitié. Les trois-quarts de nos grains de semence de grande culture, représentant une valeur d'environ \$1,500,000, ne sont pas produits sur nos fermes alors qu'ils pourraient l'être. Nous importons les légumes par milliers de chars. D'avril 1928 à avril 1929, des tomates: 1,327 chars. Des concombres: 236 chars. Du céleri: 500 chars. De la laitue: 354 chars. Des choux: 279 chars, etc., etc. Tout le monde s'accorde à dire que nos terres à patates ne sont pas surpassées en Amérique. Nous en achetons ailleurs 4,000 chars environ chaque année, alors que les nôtres pourrissent dans les caves, parce que les commerçants ne peuvent pas trouver chez nous les variétés, la qualité que le consommateur

exige. On ne nous fera jamais croire que nous ne pouvons pas obtenir chez nous la plus grande partie des importations que nous avons énumérées." Page IV.

Dans le domaine de nos forêts, j'ai déjà déclaré que nous avons entamé notre capital en ruinant notre domaine national. Nous savons les dommages qui ont été causés à nos forêts et qu'on y a laissé faire. Nos forêts ont été sacrifiées aux surplus. Est-ce que ces surplus ont servi à diminuer la dette? En 10 ans, le gouvernement a reçu des Terres et Forêts \$60,000,000. En 10 ans, le gouvernement prétend à un surplus de \$23,000,000. Même en tablant sur la comptabilité ministérielle, nous arrivons à un déficit de \$37,000,000 en 10 ans. Ainsi, nous avons sacrifié \$60,000,000 de notre capital pour échouer à un déficit de \$37,000,000. On a dépensé \$37,000,000 à même notre patrimoine national avec cette politique!

Ces millions dont le gouvernement a alimenté ses recettes ordinaires, pour enfler son budget et gonfler son surplus, ont été pris à même notre capital et ont diminué d'autant l'actif de notre province parce qu'il serait ridicule de prétendre que la politique actuelle de reboisement redonnera à nos forêts saccagées la valeur qu'une dilapidation fiévreuse et forcenée leur a enlevée. On nous dit que les forêts n'ont été que louées mais, quand nous voyons descendre sur les rivières le bois qui va enrichir le capital américain, nous savons que tout ce que le gouvernement pourra dire, ne le fera jamais revenir.

Nous avons donc entamé notre capital pour une somme de \$37,000,000 puisque, des \$60,000,000 de ventes, nous avons retiré en surplus que \$23,000,000, même en acceptant la comptabilité du gouvernement. Et remarquez bien que je ne parle que du passé, pour suivre le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) sur son propre terrain. Je veux simplement faire remarquer à cette Chambre ce que le passé nous a, malgré l'éloquence de certains orateurs de la droite, payé pour aller dans la province chanter les louanges de cet excellent régime sous lequel, cependant, l'agriculture est dans un état de désastre.

Quant aux forêts, je citerai un article du *Chronicle Telegraph* en date de février 1925, qui affirme qu'à part les \$60,000,000 tirés de nos forêts et de nos forces hydrauliques, le gouvernement de la province a perdu \$19,500,000 dans une seule transaction, dans une seule vente de nos limites forestières, à cause des conditions déraisonnables imposées par le gouvernement. On dirait que c'est l'opposition qui parle! C'est pourtant un journal qui a

comme chef un conseiller législatif qui fait cette déclaration. Ce journal passe pour un organe du gouvernement! Et je n'ai vu nulle part la réfutation de cet article du journal *Chronicle Telegraph*.

Voici donc ce qu'écrivait le *Chronicle Telegraph* de Québec, le 1<sup>er</sup> décembre 1925: "Il y a un an, l'Ontario Pulp and Paper Co. avait offert \$3.35 de plus que les droites ordinaires de coupe de bois pour les limites de Manicouagan; il est raisonnable de supposer qu'elle aurait été disposée à mettre le même montant, dans des conditions raisonnables, d'autant plus que de petits lots vendus hier dans la région de Matapédia ont atteint \$3.30. Ayant ces faits à l'esprit, calculons la perte que la province a subie à cause des conditions déraisonnables imposées et, encore plus, à cause des règlements déraisonnables faits sur le coup du moment et par un seul avis officiel. Des 2,500 milles carrés mis à l'enchère, déduisons 500 milles carrés pour les étendues d'eau et de sol, dénudé, ce qui est une concession généreuse. Calculons alors sur la base de 3,000,000 de pieds cubes de bois par mille carré, ce qui est encore une juste proportion. Nous avons un total de 6,000,000 pieds cubes pour toute la concession, au taux de \$3.35 par 1,000 pieds - ce qui est la différence entre la dernière enchère heureuse et l'enchère actuelle - exactement \$19,500,000, chiffre qui nous fait trouver bien petit le pauvre million actuellement offert."

Voilà ce que disait le *Chronicle Telegraph*, dans le temps où on disait qu'il était un des organes semi-officiels du gouvernement, avec un conseiller législatif comme principal intéressé. Ce journal nous affirmait donc que des conditions et des règlements déraisonnables avaient fait perdre à la province \$19,500,000. Ce journal affirme encore que les règlements déraisonnables nous ont fait perdre en 1925 cette somme énorme.

J'ai parlé de la *Gazette officielle*. Le gouvernement n'a pas craint de fausser la *Gazette officielle* pour mieux aliéner nos domaines forestiers. Qu'a-t-on répondu? Personne n'a encore relevé cette accusation. Quand répondra-t-on? Qu'est-ce qu'on répondra? Et qu'est-ce qu'on nous dira? Quel régime que celui où l'on va jusqu'à falsifier les documents de la province! Quel beau régime! Et après 32 ans!

Parlons du département de la Voirie. Le ministère de la Voirie a poursuivi 300 municipalités. L'œuvre de notre ministère de la Voirie et la sympathie du ministre de la Voirie, dans le temps ont valu à nos municipalités 303 poursuites légales pour dettes de voirie que les municipalités ne pouvaient et refusaient de payer; sans doute parce que les amis du

ministère avaient demandé trop cher pour la construction de ces chemins, ou encore, parce que la compagnie de ciment avait demandé trop cher pour le matériel.

Nos chemins coûtent moins cher qu'ailleurs, paraît-il. Les chemins nous ont coûté, à un certain temps, \$30,000 du mille. Au club des ingénieurs, quand l'ancien ministre de la Voirie a remplacé son prédécesseur, il a déclaré que c'était trop cher et qu'il y avait de l'exploitation. Il y a eu des abus, a-t-il dit.

**Un député:** Ce n'est pas la règle générale.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Non, ce n'est pas la règle générale. La règle générale veut que les députés chantent la beauté et l'habileté du gouvernement lorsqu'ils ont été élus. Mais je cite des cas particuliers. On a parlé dans cette Chambre de la Montreal Tramways. Je suis désireux de donner à la Chambre des explications à ce sujet. J'ai entendu une définition fantastique de la transaction dont je vais vous parler. À Montréal, nous avions un contrat qui expirait dans cinq années. Il se produisit de l'agitation. On augmenta le salaire des employés afin de créer une opinion publique favorable, mais en même temps, on doublait le capital de la compagnie, capital accumulé à même les profits, alors que le capital de la compagnie n'était que de quelques millions et que l'actif ne valait que \$18,000,000. L'actif a été porté à \$36,000,000 à tel point qu'un vérificateur, membre de la Commission des tramways, refusa de présenter son rapport sous serment. Ainsi, l'évaluation a été haussée à \$36,000,000, sur lesquels la ville de Montréal devait payer un intérêt de 6 %. Même s'il faut vendre les billets à 25¢ chacun, les 6 % doivent être payés sur les \$36,000,000, dont la moitié est du capital doublé<sup>8</sup>. C'est pourquoi, au lendemain du contrat, l'on a doublé le prix des billets de l'ouvrier et augmenté le coût pour le public en général.

Et pourquoi? Le fond de l'affaire, c'est qu'on voulait former le Montreal Tram Power en y annexant plusieurs autres petites compagnies qui étaient presque en faillite et qui appartenaient à des politiciens. En fait, des amis du gouvernement y étaient intéressés. D'ailleurs, le ministre de l'Agriculture doit le savoir. Ils ont formé le Tram Power et la compagnie des tramways a couvert les déficits des autres compagnies, et pour cette fin, ils ont emprunté \$7,000,000 du public. La compagnie de tramways de Montréal était une compagnie solide. On a sauvé les autres en doublant le prix du billet de tramway. L'honorable ministre de l'Agriculture sait

que c'est là l'histoire du tramway de Montréal. Il la connaît cette question. Il pourra peut-être vous en dire plus long sur ce sujet. Il connaît ça mieux que moi.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Oui, je la connais comme il faut. Je connais l'affaire tout au long et, quand j'en parle, je dis la vérité. Je pourrais la raconter comme elle doit l'être.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Pas toute la vérité! Et maintenant parlons de la Commission métropolitaine, le bébé dont l'alimentation coûte si cher que je n'ose vous dire où on en est rendu, la commission qui fait payer les bonnes municipalités pour les mauvaises. Quelle institution de génie! Une autre intervention du génie de notre gouvernement pour faire payer la population abondamment, pour que ceux qui administrent bien leurs affaires paient pour ceux qui ne les administrent pas bien. L'autre jour, j'entendais dire qu'elle était l'enfant gâté et favori du gouvernement, mais dure d'entretien. C'est un enfant qui a été difficile à élever, car elle est née avec toutes ses dents et est très avaricieuse. Je ne vous dirai pas jusqu'à quel point elle se nourrit bien. C'est un bébé vorace.

**M. Renaud (Laval):** Il est sevré.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** On me permettra de ne pas dire à quel point son alimentation est rendue. Sous ce régime de salut populaire, où nous avons eu un précurseur prêchant dans le désert, sous ce régime, certaines municipalités ont obtenu des concessions exorbitantes, des concessions aux manufacturiers qui leur donnaient le pouvoir d'émettre des obligations, et cela, au moment où les manufactures allaient en faillite et les municipalités sur le bord de la banqueroute. Alors, le gouvernement a dit paternellement à Montréal et aux autres villes: "Nous ne pouvons exploiter davantage la situation; maintenant, vous, Montréal, Westmount, Outremont, vous qui administrez bien vos affaires, nous allons vous apprendre à être prudents dans votre administration et vous paierez pour les municipalités qui ont mal administré".

Et ainsi, Montréal, après l'odieuse exploitation de la Montreal Tramways, a été soumis à une autre exaction, celle de la Commission métropolitaine, et quand celle-ci nous a entraînés dans une certaine difficulté, nous avons eu le régime

Décary. C'était un autre précurseur. Encore un Saint-Jean-Baptiste qui prêchait dans le désert. Mais il n'a pas eu la tête coupée! Un homme d'affaires brillant, devenu président de l'Université de Montréal, nous l'avons eu pendant quelques années, et le gouvernement, pour prouver sa bonne volonté envers Montréal a cru bon de prolonger son terme. C'était un beau régime. On lui a donné plus de pouvoir qu'au maire de Montréal, l'ancien, que l'on n'aimait pas plus que le présent.

C'est là le régime de liberté. J'entends les orateurs libéraux et le premier ministre lui-même déclarer, à une assemblée de juifs, que le Parti libéral a été le régime de toutes les libertés. Non, pas comme ça, ce n'est pas son geste! Oui, la liberté quand ça fait son affaire. Quand ça ne fait pas l'affaire, quand les libertés le gênaient, il les faisait disparaître. Liberté? Appelle-t-on liberté, la Commission métropolitaine, la Montreal Tramways, le régime Décary, les poursuites contre les municipalités et le parc Maisonneuve. Quel régime de liberté!

Nous avons eu le parc de Maisonneuve contre lequel il y eu dans cette Chambre un certain personnage qui est ici aujourd'hui<sup>10</sup>, à fulminer. Il a tempêté contre ceux qui s'enrichissaient avec le parc. Il a combattu des voleurs, dont il avait les noms. Il avait des documents pour prouver ses accusations contre les gens qui avaient profité de leur position pour s'enrichir dans l'affaire du parc Maisonneuve. Il avait les noms dans son calepin. Mais hélas! il perdit le calepin. Mais il n'en fut pas puni, au contraire.

Je crois que ces quelques évocations du passé auront rappelé de cuisants souvenirs à certains députés de la droite. Maintenant que j'ai parlé du passé, on me permettra de revenir sur le présent. À bas les taxeux! Non pas les taxeux de 1897, qui taxaient pour une somme de \$800,000, mais les taxeux de \$40,000,000 par année, les taxeux réels et véritables; les vrais, les authentiques, les taxeux supérieurs, comme dit le député de Laval (M. Renaud), les taxeux au superlatif. J'ai parlé de ces taxeux à Sainte-Julienne. Je comprends que les taxes sont nécessaires à l'administration. Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) l'a dit dans Sainte-Julienne. Mais ce que je comprends moins, c'est que les orateurs libéraux et le ministre des Travaux publics et du Travail à Sainte-Julienne, où, comme vous savez, je me suis sauvé...

(Rires et applaudissements)

À propos, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) sait-il que depuis, un de ses

amis de Sainte-Julienne, l'un de ces héros, celui des Millionnaires, a été arrêté, pour avoir volé \$100 à un ami qu'il avait invité à venir chez lui?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** (Souriant) C'est peut-être un des vôtres. Vous avez les vôtres aussi.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Non, un des vôtres, celui des Millionnaires.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Vous trouverez bien un moyen de l'aider. Vous avez \$20,000 par année, vous savez.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Si l'honorable ministre veut changer avec moi, je serai directeur de toutes ces compagnies.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Je vous les passerais bien, mais elles ne veulent pas. Elles ne veulent pas de vous!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Parce que je découvrirai peut-être des petites affaires.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Oh! non! Ce n'est pas pour ça.

**Des députés à droite:** C'est à cause des capacités!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** En tout cas, je crois que ces millionnaires étaient venus dans les autobus de la Provincial Transport. Mais moi, je n'avais pas le moyen de voyager ainsi. Ça ne coûte pas cher à la province d'ailleurs.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Pas \$20,000 par année!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Non mais avec quatre ou cinq élections chaque année, au coût de \$50,000 chacune, ça vient à faire quelque chose à la fin: les \$20,000 sont vite disparus. Quand le ministre veut me faire des élections tous les huit jours, cela me force un peu. Pour faire plaisir au ministre, je devrais faire partie de plusieurs bureaux de direction et gagner ainsi mes élections. Pour lutter à armes égales avec l'honorable ministre de l'Agriculture, il faudrait que celui-ci le fît nommer directeur des compagnies où il est intéressé. Cependant, en attendant, je suis sur ce point, en

compagnie de Laurier, King, Lapointe, Fielding et du trésorier provincial actuel pour dénoncer les ministres directeurs de compagnies, et je préfère la compagnie de ces messieurs à celle des autres messieurs de l'autre côté de la Chambre. Je suis en bonne compagnie!

Examinons les taxes. Ce n'est pas une nomenclature des taxes que je veux soumettre, mais une litanie. Certes M. l'Orateur, le revenu n'est pas comme la grâce, il ne tombe pas du ciel comme une pluie bienfaisante, mais il découle de l'imposition des taxes: nous avons les taxes de cour, taxes sur les contrats, taxes sur les successions, taxes d'enregistrement, taxes sur le renouvellement des hypothèques, taxes sur les lettres patentes, taxes sur les officiers publics, taxes sur la mutation des propriétés, taxes sur les coutiers, taxes sur les primes, taxes sur les transferts d'actions, taxes sur les assurances, taxes sur les agents d'assurance, taxes sur les sociétés de secours, taxes sur les entrepreneurs de pompes funèbres, taxes sur les assurances de paroisses, taxes sur les bureaux de placement, taxes sur les compagnies, taxes sur les compagnies de transport, taxes sur les bureaux de prêts, taxes sur les prêteurs sur gage, taxes sur les distributeurs automatiques, taxes sur les films, taxes sur les hôtels, taxes pour l'inspection des hôtels, taxes sur les maisons de pensions, taxes sur les chambres, taxes sur les restaurants, taxes sur les repas, taxes sur les magasins, taxes sur les vendeurs de produits, taxes sur les ingénieurs stationnaires, taxes sur les détectives particuliers qui ont une mission à remplir sur les ordres de l'assistant procureur...

(Rires)

... taxes sur les voyageurs, taxes sur les buanderies, taxes sur les traversiers, taxes sur les halles, taxes sur les mines, taxes sur la pêche, taxes sur la chasse, taxes sur les champs de course, taxes sur l'entrée aux pistes de course, taxes sur les appareils d'enregistrement des pistes de course, taxes sur les terrains de jeux, taxes sur les salles de concert, taxes sur les salles de musique, taxes sur les salles de danse, taxes sur les tables de billard et jeux de quilles, taxes sur les exhibitions. Lesquelles?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les vôtres!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Taxes sur les artistes... - les artistes envoyés par le secrétaire de la province (l'honorable M. David) pour étudier outre-mer ne peuvent pas se produire ici parce que les salles de concert sont taxées et qu'ils

doivent donc se cacher à New York - taxes sur les patinoires... Celle-là, il va falloir certainement que le gouvernement l'enlève, car il commence à patiner.

(Applaudissements)

Taxes sur les parcs et sur les lieux d'amusement, taxes sur les salles de jeux, taxes sur les clubs de récréation, taxes sur les liqueurs alcooliques, taxes sur la coupe du bois par les colons, taxes pour pont de péage, taxes sur les corporations municipales et scolaires pour contracter des emprunts, taxes sur les municipalités pour l'entretien des asiles d'aliénés. Taxes sur les municipalités pour l'entretien des écoles industrielles, taxes sur les municipalités pour l'entretien des écoles de réforme, taxes sur les municipalités pour les écoles techniques, taxes sur les municipalités pour les unités sanitaires, taxes sur les municipalités pour certains chemins de fer, taxes sur les automobiles, taxes sur les chauffeurs d'autos, taxes sur la gazoline, taxes sur les municipalités pour la voirie, taxes pour la prévention des incendies, taxes sur les mesureurs de bois, taxes sur les théâtres.

Non, M. l'Orateur, les revenus du gouvernement ne tombent pas du ciel, ils découlent de l'imposition des taxes et ils pèsent sur les épaules de la masse du peuple!

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Qui les a imposées?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Toutes les taxes de 1897 ont été maintenues et augmentées par le gouvernement actuel, sauf une qui rapporte \$700, et celle-là, on l'a enlevée. Mais ce n'est pas tout; on en a ajouté 32. Trente-deux taxes nouvelles ont été inventées par ce beau régime libéral depuis 1897. C'est très beau pour un régime qui a pris le pouvoir en disant: "À bas les taxeux!" La réponse vous suffit-elle? J'entends des murmures autour de moi à droite et à gauche qui me rappellent certaines autres taxes que j'ai oubliées, mais c'est assez pour ce soir. Je vous énumérerai le reste un autre jour. Ce sera pour une autre fois, si un député libéral ne m'enlève pas la parole.

Non les revenus du gouvernement ne tombent pas du ciel comme la manne, elles viennent de l'imposition des taxes et pèsent lourdement sur les épaules du peuple, dit le trésorier de la province... Ce bon peuple que le gouvernement cherche à débarrasser de tous les ennuis. Ces taxes qui pèsent sur la masse du peuple découlent du fardeau qui lui est imposé. Et cependant, on prétend que nous avons le régime du lait et du miel, puisque l'on a tant parlé de Saint-Jean-Baptiste dans le désert.

Voici ce que réclame l'opposition et ce que j'ai dit dans Compton, pour prouver que le trésorier de la province a raison quand il dit que la taxation pèse sur la masse du peuple. Je disais: "Vous achetez des marchandises fabriquées, préparées ou vendues dans les villes. Pensez-vous que le manufacturier, le marchand de gros et le détaillant, en faisant leurs prix, n'ont pas calculé et inséré dans le prix de vente le montant de toutes les taxes qu'ils ont eu à payer au gouvernement sur leurs marchandises?" Quelles viennent d'une part ou de l'autre, elles forcent les industriels à vendre leurs produits plus cher, mais le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) a persisté à dire le contraire. Je constate que le discours sur le budget contient mes paroles presque textuellement. Ce que je disais dans Compton, c'est ce que l'honorable trésorier de la province a dit dans son discours au sujet des taxes.

Et le ministre des Travaux publics et du Travail disait à Sainte-Julienne, en me pointant du doigt: "Nous voyons le maire de Montréal venir ici comme chef d'opposition, protester parce que nous tirons nos taxes de Montréal et en exemptons la population rurale. Le maire de Montréal prétend que nous vous taxons. Quelle taxe imposons-nous à la population des régions rurales?"

Je répondrai que toutes, toutes, toutes les taxes tombent sur les épaules des cultivateurs et de la masse des consommateurs. Le capital doit rapporter tant d'intérêt et, comme dit le trésorier de la province, quand un manufacturier est taxé par le municipal, le fédéral et le provincial, il doit répartir la somme de la taxe sur le coût de production. Les manufacturiers augmentent leurs prix pour faire payer les taxes, qui leur sont imposées, par les consommateurs. L'honorable trésorier fait signe que oui. Mais l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail ne pense pas comme lui. Il a nié à Sainte-Julienne. Le ministre des Travaux publics et du Travail est un homme extraordinaire. Il se hâte lentement, sa devise est "pas besoin de se presser, il faut partir à temps"; le palais de justice de Québec n'est pas fini et ne le sera pas dans 10 ans.

(Rires et applaudissements)

Parlons maintenant du présent. Passons aux mandats spéciaux. Ces abus de mandats spéciaux ont été blâmés et dénoncés par le nouveau trésorier de la province à Ottawa. Sait-il que ces mandats doivent venir seulement en cas d'urgence? Ce dernier est avocat et sait qu'ils ne doivent servir que dans les cas urgents. Voici pourquoi il y en a tant: chaque fois que le gouvernement craint de tomber, il y voit un

cas d'urgence et fait des mandats spéciaux. L'honorable trésorier de la province sera-il capable d'empêcher cet abus? Est-ce qu'il va venir à bout de ce qu'il ne trouve pas bon dans le cabinet? Je ne le crois pas. Si le trésorier de la province croit réellement qu'il va réformer le cabinet, il se trompe. Malgré ses vertus, sa bonne réputation, car c'est tenter l'impossible. Qu'il laisse ce soin au peuple qui saura s'en charger. Je crois qu'il n'y a que le peuple pour empêcher la dépense des argents sous le contrôle de la Chambre.

Suivant les termes de l'article 9 du chapitre 21 des Statuts de Québec, 1925, les mandats spéciaux ne doivent être émis que pour le paiement de dépenses faites dans les cas urgents. Le gouvernement a-t-il respecté cette loi? Le gouvernement a fait un abus intolérable des mandats spéciaux, et le nouveau trésorier de la province devrait s'employer de toute son influence, de son autorité et de son énergie à mettre fin à pareil système. Jamais, à ma connaissance, on m'a expliqué une seule urgence qui justifiait un mandat spécial.

Voici les mandats spéciaux émis chaque année par le gouvernement pour payer les dépenses qui étaient presque en totalité urgentes: 1919-1920, \$1,751,320.00; 1920-1921, \$822,245.70; 1921-1922, \$980,126.04; 1922-1923 \$1,182,469.17; 1923-1924, 1,427,413.63; 1924-1925, \$2,075,603.47; 1925-1926, \$905,019.96; 1926-1927, \$958,872.10; 1927-1928, \$1,242,552.63; 1928-1929, \$1,218,113.61.

Voyons quelques détails pour l'exercice 1928-1929: \$85,000 pour la "Législation", \$36,000 au "Service législation"; \$115,000 au service "Administration de la justice"; \$53,000 au service "Instruction publique"; \$180,000 au service "Asiles d'aliénés"; - je me demande si ce n'est pas quelqu'un qui s'est troublé après avoir entendu les invectives lancées par le ministre de l'Agriculture et qui a causé l'urgence de ces \$180,000 - \$100,000 au service "Écoles de réforme et d'instrustrie"; \$249,000 au service "Travaux publics"; \$13,000 au service du "Travail"; \$200,000 au service "Agriculture"; \$68,661<sup>11</sup> au service "Terres et Forêts"; \$205,000 au service "Colonisation, Mines et Pêcheries"; \$12,900 au service "Charges sur le revenu": \$5,752.28 pour "Services divers". Tous ces mandats spéciaux ont été émis par un gouvernement dont le trésorier de la province fait partie. Et l'on remarque \$115,000 pour "Administration de la justice". Est-ce pour trouver la bombe, ou pour payer les services de M. Jos. Renaud<sup>12</sup> comme détective? Pas le député de Laval (M. Renaud)...

(Rires)

... l'autre Renaud, alias Jos. Lallemand. Je ne puis parler de ces procédés. Il a été acquitté.

Pourtant, je l'ai dit au trésorier de la province à Compton: "Vous êtes contre les mandats spéciaux. C'en est cousu à Québec." Je l'ai averti qu'il en verrait de belles au Parlement. Je l'ai averti qu'il verrait ici des choses étonnantes, qui ne s'accorderaient pas avec sa mentalité, que lui, antiprotectionniste, il trouverait beaucoup de protectionnistes, que lui, opposé aux mandats spéciaux, il en verrait un grand nombre, que lui, opposé aux ministres directeurs, il serait mêlé à des ministres saturés de doctorats.

Cependant le trésorier de la province, parlant à Ottawa sur la question des ministres directeurs de compagnies, avait été très catégorique et avait illustré sa théorie par un exemple typique: "Supposons pour un instant, disait-il, que le ministre des Travaux publics accorde un contrat de \$5,000 pour la construction d'un quai composé en grande partie de ciment. Supposons aussi qu'il soit en même temps directeur de la Canada Cement et que cette compagnie soit l'adjudicataire de l'entreprise. N'y a-t-il pas un grand nombre dans le pays qui diront: "La raison pour laquelle cette compagnie a obtenu ce contrat, c'est que le ministre qui avait à en disposer était aussi directeur de la compagnie Canada Cement pour en retirer bénéfice? Vous verriez l'opinion publique se soulever!"

Remarquez bien M. l'Orateur, ce n'est pas moi qui parle, mais le trésorier provincial qui a dit ça. Il verra précisément de ces choses dans le cabinet. Quand il aura tout vu, il se rendra bien compte de ce qui s'est passé ici et je sais qu'alors il sera peut-être le premier à dénoncer ce qu'il aura vu. Il a déjà manifesté des preuves d'indépendance; et il a même pris du temps à se faire pardonner son attitude. Il a été opposé à son parti dans l'affaire du tramway et se déclarait contre les protectionnistes à Ottawa.

Il a parlé contre la Montreal Tramways Company. Il est évident qu'en voyant ce qu'il verra dans le cabinet, il aura de nouvelles tentations d'indépendance. J'espère que sa belle indépendance nous apportera d'importantes révélations toutes fraîches.

L'honorable député de Saint-Sauveur (M. Cantin) dit qu'il est incroyable que les avocats de l'opposition n'aient pas protesté contre les orateurs oppositionnistes qui ont dénoncé les avocats du cabinet. Je suis avocat, dit-il. Un avocat peut défendre les ouvriers aussi bien qu'un ouvrier. Il a dit que les avocats étaient utiles aux ouvriers. Oui, par exemple, les avocats peuvent servir aux ouvriers,

comme le ministre de l'Agriculture a servi ceux de Montréal avec la Montreal Tramways, en doublant le prix des billets pour les ouvriers de Montréal.

J'admets que les avocats sont un rouage nécessaire et qu'ils peuvent rendre service. Je voudrais moi-même connaître mieux les lois de ma province. S'il n'y en avait pas dans la députation, on entendrait des récriminations. Mais, dans le gouvernement, pas un seul ministère n'est occupé par autre chose que des avocats. Que dirait-on si l'on changeait les rôles?

Supposons que demain, ce soit une opposition libérale et que le gouvernement conservateur n'ait pas inclus un seul avocat dans son cabinet. Si nous étions à droite, que diraient nos adversaires si tous les ministres du cabinet étaient des avocats? Je les entends fulminer!

Quelles protestations n'entendrions-nous pas? Nous ne sommes pas contre les avocats. Leur profession est nécessaire et elle rend des services indispensables à la communauté. Mais convient-il que, dans un ministère, tous les portefeuilles sans en excepter un seul soient détenus par des avocats? Il me semble que nous ne demandons pas trop: ce que l'opposition réclame, c'est la justice pour toutes les classes de la société. Est-ce déraisonnable? Nous prétendons que chaque ministère doit être occupé par des hommes qualifiés par leur profession.

Nous voulons que le ministère du Travail soit confié à un ouvrier. Est-ce injuste? Nous réclamons le ministère du Travail pour les ouvriers, et autre chose qu'un agriculteur amateur pour la classe agricole. L'honorable ministre de l'Agriculture, dit-on, a de la compétence comme agriculteur. Dans le ministère de l'Agriculture, nous demandons mieux qu'un cultivateur amateur qui fait paraître sa photo dans les journaux, avec sa ferme modèle de Beaconsfield où il a appris, à ce qu'il paraît, assez d'agriculture pour sauver l'agriculture du désastre où elle est plongée.

Mais avant d'accepter tout ce qui a été dit sur le mérite du ministre comme cultivateur, j'aimerais savoir ce qu'il paie aux hommes qui travaillent sur ses fermes à Beaconsfield et au lac des Écorces. Que doit-il à ses employés pour diriger ses fermes? Je voudrais savoir ce que lui coûtent ses fermes. Je crois que la population aurait préféré un cultivateur actif.

Au sujet de la hausse des taxes, il dit que celles pour les asiles d'aliénés ont augmenté.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Peut-être les gens ont-ils entendu le chef de l'opposition.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Non, peut-être ont-ils entendu les invectives que le ministre a lancées dans différentes régions de la province. Le ministre a beau dire que son prédécesseur a prêché dans le désert, l'ancien ministre de l'Agriculture a fait quelque chose. Contrairement à ce qu'on a prétendu, l'ancien ministre avait certains mérites: il jouissait d'une bonne réputation dans la province et s'est sacrifié sans compter.

Il faisait preuve de jugement, il était un député modèle en Chambre, et il a rendu des services au gouvernement, à un point tel que si le gouvernement a été porté au pouvoir, c'est à cause de lui. Et en retour, on le met à la porte. Il s'est dépensé sans compter et il a donné un exemple d'attachement à la classe agricole. Il a donné un exemple de dévouement aux intérêts des cultivateurs et il méritait mieux que le coup de pied qu'on lui a donné comme récompense.

Le député de Saint-Sauveur (M. Cantin) nous a raconté la touchante histoire des luttes de M. Simon-Napoléon Parent, ancien premier ministre, qui, petit épicier, étudiait le soir et fut reçu avocat, devint maire de Québec et premier ministre de sa province. Pour l'information du député de Saint-Sauveur, je pourrais lui rappeler que, pour toute récompense pour ses nobles efforts, il fut poignardé dans le dos, politiquement par son propre parti. Je recommanderais au député de Saint-Sauveur de suivre le conseil donné par le ministre de l'Agriculture et de lui demander des renseignements sur cet épisode. Ensuite, il pourra lui raconter toute l'histoire. S'il a des histoires à raconter, qu'il les raconte de façon complète.

Et c'est ce ministère composé exclusivement d'avocats qui a aboli nos brefs de prérogatives! On peut mettre en prison mes amis et mes partisans, mais personne n'a le droit de dire un seul mot sur ces brefs de prérogatives, d'*habea corpus* et de *certiorari*, du moins quand le ministre des Travaux publics et du Travail est présent. Sous le régime du premier ministre actuel, l'un des meilleurs avocats de la province, un chef qui a tous les mérites, tous les talents, tous les courages! Oh oui! Il lui faut une belle dose de courage pour soutenir tout ce qu'il soutient, nos libertés acquises à tant de prix ont été supprimées. Cependant, il est l'un des premiers avocats de la province, et c'est lui qui a supprimé nos libertés. Le gouvernement a passé une loi pour abolir l'*habea corpus*. Nous avons un cabinet d'avocats et les brefs de prérogatives, de *certiorari*, d'*habea corpus*, de prohibition ont été abolis. Toutes les

prérogatives qui sont à la base de la charte britannique nous sont enlevées. C'est un des principaux avocats de la province qui a supprimé nos libertés! C'est le premier ministre qui a fait cette belle œuvre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que l'honorable chef de l'opposition veut critiquer la loi? Si vous voulez critiquer cette loi, vous devez en demander le rappel.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'ai simplement l'intention de réclamer, dans cette Chambre et partout, le rétablissement de toutes les libertés qui ont été enlevées au peuple et qui nous ont été octroyées par la grande charte d'Angleterre. Je continuerai à le faire. Je le demande, le public le demande et ne cessera de le réclamer. Le peuple réclame ses libertés!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si le chef de l'opposition veut bien s'asseoir un instant, je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition critique une loi existante. Mon honorable ami n'a pas le droit de critiquer une loi de cette Chambre dans le débat actuel, sans en demander le rappel. Si vous voulez critiquer cette loi, vous devez en demander le rappel.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je n'ai pas mentionné la loi et je n'en discute aucun détail. J'entends réclamer le rétablissement des droits que nous donnait la vieille charte anglaise.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Il ne critique pas la loi, mais simplement le fait d'avoir changé le système. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie a le droit de critiquer les actes du gouvernement. Si l'article du Règlement était respecté à la lettre, il serait impossible de tenir un débat en Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable chef de l'opposition n'a pas critiqué de lois. Il a simplement constaté les conséquences d'une loi. Parler des conséquences de la loi et la critiquer n'est pas la même chose. On pourrait dire que le gouvernement a privé le peuple de libertés qui étaient chères. Si l'on ne permettait pas à un membre de souligner les effets d'une loi, nous ne serions pas libres de tenir un débat et il n'y aurait pas lieu d'avoir des députés. À ce compte-là, aucun député ne pourrait parler des effets de certaines taxes qui sont créées par des lois.

**M. l'Orateur:** Je maintiens le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre, suivant l'article 8 de la règle 245. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie s'est référé à une loi précise au lieu de critiquer la politique générale du gouvernement. Il est entré dans le détail d'une loi précise qui a été adoptée au cours de la dernière session dans le but d'abolir le bref d'*habeas corpus*.

Le débat est suspendu<sup>13</sup>.

La séance est levée à 6 heures.

### Reprise des travaux à 8 h 30

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que la Chambre discute les bills privés.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** conteste, dit-il, cette procédure. La Chambre reprend officiellement sa séance à 7 h 30, et seule la première heure peut être consacrée aux bills privés, elle ne peut les discuter présentement, vu que l'heure va expirer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre devait aussitôt reprendre le débat sur le budget et le député de Montréal-Sainte-Marie devait reprendre son discours immédiatement. On ne peut changer d'article de cette façon.

**M. l'Orateur:** Quand la Chambre siège après la suspension des travaux, c'est à dire à compter de 7 h 30, 60 minutes devraient être consacrées aux bills privés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dois-je comprendre que nous devons passer à l'étude des bills privés?

**M. l'Orateur:** Le Règlement dit que nous devons respecter l'ordre du jour, et il n'y a pas lieu d'y déroger, que ce soit par rétrocession ou autrement. Les bills privés ont été prévus.

### Lois de la ville de Hull

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 modifiant les lois concernant la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### S. A. Robinson

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

### Succession Rhéaume, vente d'immeuble

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Subsides

Conformément la l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 4 février, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Lorsque, après mon rappel à l'ordre de 6 heures, la Chambre s'est ajournée et que j'ai dû interrompre mon discours, vous veniez, M. l'Orateur, de rendre une décision, alors que j'étais à déplorer l'abolition de certains droits et prérogatives.

Je voulais en plus discuter la question des arrestations sans mandat, mais comme je ne tiens pas à recevoir de l'Orateur une seconde décision semblable à celle qu'il a rendu cet après-midi, je m'en tiendrai là, en me réservant toutefois le droit de discuter ces questions ailleurs en d'autres milieux.

Le gouvernement a donné à la province une fausse prospérité. Les membres de la droite n'ont pas manqué, depuis le début de cette session, de chanter les bienfaits et les bénédictions du régime libéral dans cette province, ses œuvres accomplies dans le passé et à l'heure présente.

D'aucuns ont même poussé l'audace jusqu'à dire au gouvernement ce qu'il doit faire à l'avenir. Mais aucun de ceux qui nous parlaient prospérité, n'a fait allusion aux faillites dans cette province. Aucun d'eux n'a osé prétendre qu'elles étaient moins nombreuses qu'ailleurs. C'est l'honorable député de Montréal

Dorion (M. Blain) qui a dû faire des recherches et nous apprendre la vérité sur la situation véritable.

Il est regrettable de remarquer que les faillites dans la province de Québec, en 1928, ont été de 933, alors qu'en Ontario elles n'étaient que de 585. Comme l'a si bien dit un ministre libéral, il est bon et utile de suivre l'exemple donné par autrui quand il convient de le faire. Suivons donc celui d'Ontario, et en parlant d'Ontario, rappelons-nous que sa population est beaucoup plus considérable que celle de notre province. Prospérité dans Québec quand le nombre des faillites est plus considérable qu'ailleurs?

Reportons-nous maintenant à notre situation au point de vue ferroviaire. Dans cette belle province qui a eu la gloire d'un régime de 32 années, nous sommes à la queue de la Confédération au point de vue du développement ferroviaire. Nous n'avons pratiquement pas de chemins de fer.

Nous sommes plus prospères, dit le gouvernement, mais cela n'empêche pas nos gens d'émigrer. Eh oui, dans une province où tant de merveilles ont été accomplies pour le peuple, les nôtres s'en vont encore aux États-Unis, avec un si beau régime libéral. L'incurie du gouvernement m'a empêché d'avoir des chiffres précis à ce sujet. Il est impossible d'indiquer le nombre de ceux qui sont partis, car le gouvernement, qui tient toutes sortes de statistiques sur le tourisme et toutes sortes de choses, ne s'intéresse pas à l'exode de nos gens, à la perte du meilleur de notre sang par cette plaie béante.

Le gouvernement évite de tenir des statistiques sur l'émigration. On nous donne bien des chiffres pour la voirie, pour la colonisation, mais pas sur l'émigration. Nous n'avons pas de statistiques et nous n'en aurons jamais parce que notre bon gouvernement ne veut pas qu'on sache combien des nôtres laissent la province et ses foyers, alors que ses journaux, sa presse salariée, ne parlent que de bien-être et de prospérité chez nous.

Sous ce régime de 32 années, comment a-t-on protégé l'épargne populaire?

(Applaudissements à gauche)

Comment l'épargne populaire a été protégée sous le régime libéral de 32 ans? Nous avons vu ce qui était advenu de nos forêts. L'honorable premier ministre s'en inquiète lui-même et s'émeut de la situation. Elle n'est pas assez bien protégée et le premier ministre se rend compte lui-même qu'elle est très exposée par les compagnies.

Je reproche au gouvernement de ne pas avoir sauvegardé l'épargne publique, comme le cas vient de se produire pour nos forêts. Le premier ministre doit admettre qu'un désastre peut arriver, et ses

menaces contre certaines compagnies de pulpe ont mis l'épargne publique en danger et d'autant plus que les menaces seront mises à exécution. Comment sera-t-elle protégée si ses menaces sont mises à exécution? Ses menaces contre les compagnies exposent davantage les épargnants.

Il y a d'autres cas où l'épargne populaire n'a pas été protégée. Le premier ministre les connaît et s'il a décidé de prendre des mesures, c'est qu'il en connaît un grand nombre. Je n'en parlerai pas ce soir. Je sais que le premier ministre en connaît quelques-unes et nous n'ignorons pas que, s'il a décidé de modifier la loi pour protéger l'épargne populaire, c'est parce qu'un grand nombre de cas infortunés lui ont été signalés.

Ô notre province si prospère sous le beau régime libéral de 32 ans qui rend le peuple si heureux! Province prospère, pays de cocagne! N'importe que les offenses criminelles, les crimes et les délits graves ont augmenté chez nous, comme le prouve le rapport de la Commission des liqueurs. En 1920, il y avait 2,517 cas d'offenses graves, par 100,000 de population; en 1928 il y en avait 4,299, soit une hausse de 1,782 cas par 100,000 de population. Depuis 1920, ils ont augmenté de 1,500 par 100,000 de population. C'est ce que dit le rapport de la Commission des liqueurs.

Parmi ces offenses graves, il y en a qui ont inquiété et fait choquer le premier ministre l'an dernier. Ce fut, par exemple, la bombe placée dans l'antichambre du procureur général. A-t-on retrouvé l'auteur de l'attentat? A-t-on trouvé le coupable ou continué les recherches, dans l'enceinte même où la police provinciale a ses bureaux?

La police provinciale a pourtant fait des recherches pour retracer celui qui avait placé une bombe dans l'édifice qu'elle occupait. Ça me fait penser à un incendie qui éclaterait dans une caserne de pompiers et que ces derniers ne pourraient éteindre<sup>14</sup>.

Dans notre belle province si prospère et si heureuse, où il fait si bon vivre, nous voyons encore des procureurs de la couronne participer aux élections. Les procureurs de la couronne s'occupent de politique et prennent part aux élections, d'une façon fort active, pour le plus grand bien de la justice et de la communauté. S'ils ont à opter en politique, le droit et l'équité, quelle sera leur attitude et leur décision? Il paraît qu'on aura recours à l'ancien système d'après lequel ils défendront les accusés. Je vois dans les journaux que les procureurs de la couronne vont s'occuper exclusivement de défendre les accusés...

**Des députés de la droite:** De poursuivre les accusés!

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Ils ne poursuivront!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pardon, ils ne les défendront pas, mais les poursuivront.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** appuie, dit-il, le premier ministre dans ses remarques.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Pardon?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Poursuivre les accusés.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Oui, en effet, poursuivre les accusés. Je me trompe. Je suis porté à faire erreur, car il est arrivé si souvent qu'ils aient défendu les accusés.

(Applaudissements soutenus)

Heureusement le gouvernement a l'intention de revenir à l'ancien système qui décrète la neutralité des procureurs de la couronne.

Dans cette belle province, où la population est si prospère, si heureuse, si bien préparée pour continuer l'œuvre ancestrale, les municipalités sont écrasées par le fardeau des dettes de voirie que le gouvernement devra assumer, parce que les municipalités ne peuvent pas payer, à moins d'être devant les tribunaux. Et les procédés judiciaires n'auront d'autres résultats que de les mettre dans une situation pire.

Dans cette belle province, où chacun jouit de tant de liberté, tellement qu'il paraît qu'on ne puisse en demander davantage, il y a cependant des gens pour se plaindre, pas précisément des amis du gouvernement, pas parmi les amis de l'honorable premier ministre, mais des gens qui appartiennent au même parti politique. Il y a eu par exemple une protestation de M. Jean-François Pouliot.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est l'ami du premier ministre.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il a la même amitié pour le premier ministre que l'ancien et le nouveau maire de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Le nouveau!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** M. Pouliot n'y va pas de main morte. Dans un article paru dans le *Saint-Laurent*, sous la plume de

M. Jean-François Pouliot, le député libéral fédéral du comté de Témiscouata accuse le gouvernement de népotisme. Et cependant, il est de la même doctrine politique que le premier ministre. Il est député à Ottawa, mais il a déjà exposé des idées nombreuses qui diffèrent beaucoup de celles du premier ministre. Ottawa, il a exprimé des opinions qui ne sont certainement pas d'accord avec celles qui sont exprimées par le premier ministre d'ici.

Il prétend que, par des baux emphytéotiques, les droits des seigneurs seront rétablis. Il prétend que la population de son district est menacée d'expulsion de ses foyers, par suite de l'affaire non réglée de la seigneurie, sujette aux réclamations des héritiers de la seigneurie, si le gouvernement ne prend pas les mesures nécessaires pour les protéger.

À propos des biens de seigneurs, il prétend que les propriétaires sont exposés à se faire déposséder. Il paraît que la seigneurie Thomas doit bientôt entrer en possession des terres et rivières sur lesquels, pendant des générations, les cultivateurs et les colons ont cultivé le sol. Et il dit que le seul moyen de permettre à la province de tirer profit des ressources hydrauliques que renferme cette province aurait été d'exproprier la seigneurie en question et d'assurer ainsi, aux cultivateurs et colons, la possession paisible et libre de leurs biens.

M. Pouliot affirme que le gouvernement devrait exproprier la succession Thomas pour réparer ses bévues. Si j'en disais autant, on sentirait le besoin de me donner une correction. L'occasion se présente maintenant pour le gouvernement d'exproprier la seigneurie Thomas, et de supprimer ainsi les ennuis qui attendent ces cultivateurs et colons. Où allons-nous?

Voilà ce que demande M. Pouliot, député libéral de Témiscouata:

"La seule compensation possible, c'est d'exproprier les droits des véritables propriétaires et des emphytéotes de la seigneurie Thomas, de manière à assurer la stabilité et à faire disparaître les obstacles au développement normal des paroisses de Saint-Louis du Ha! Ha!, Cabano, Notre-Dame-du-Lac et Sainte-Rose-du-Dégel. L'occasion se présente d'exiger l'expropriation de la seigneurie Thomas par le gouvernement de Québec, en réparation de ses nombreuses bévues en matière de colonisation. Je me sens d'autant plus à l'aise de renouveler mes instances à ce sujet que cette demande a été fortement appuyée par mon distingué collègue, M. Léon Casgrain, en public, à trois reprises, en présence du nouveau ministre de la Colonisation, pendant sa tournée de l'automne

dernier dans le comté. Si le gendre de M. Taschereau qui est l'agent d'assurance de la Commission des liqueurs..."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est d'après M. Pouliot.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ah! Alors vous le reniez, mais continuons: "Et si son frère qui est directeur d'une douzaine de compagnies..." - je me demande s'il va renier son frère - "... depuis l'avènement de Mazarin, étaient des colons établis dans l'une des paroisses ci-dessus mentionnées, la chose serait vite réglée. Elle le serait même depuis longtemps. Il est malheureux que sa famille ne s'étende pas jusqu'à Sainte-Rose, en passant par Saint-Louis, Cabano, Notre-Dame-du-Lac en faisant un petit détour par le Squatteck et Saint-Juste. *Que vadis*, dirais-je en l'absence de l'honorable ministre des Travaux publics (M. Galipeault). Mais le voilà<sup>15</sup>! M. Pouliot ajoute qu'il a eu l'appui de son distingué collègue, le représentant de Témiscouata (M. Casgrain).

**M. Casgrain (Témiscouata):** Je dois dire que j'ai appuyé la demande en question, mais je ne puis approuver tout ce que dit le *Saint-Laurent*.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je comprends la protestation...

**M. Casgrain (Témiscouata):** Ce n'est pas une protestation. C'est une rectification.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je me demande s'il s'agit d'un libéral ou d'un conservateur. M. Jean-François Pouliot parle comme un député de l'opposition. On dirait que c'est un bleu qui a écrit ce qu'a écrit M. Jean-François Pouliot.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il parle comme un bleu.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est tout simplement du Jean-François Pouliot.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ah! On est rendu aux reniements! Vous le reniez. Quand on renie, c'est le commencement de la fin. M. Pouliot écrit: "Mazarin ne faisait pas pire..."

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Mazarin, qui fit la gloire de son pays, la France.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Et le commencement de la décadence de Louis XVI. Il préparait la fin du régime qui finit par la pendaison de Louis XVI.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Danton soulevait le peuple comme vous essayez de le soulever. Même que, comme vous le faites, Marat a soulevé le peuple et le peuple l'a tué.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il ne manque que Charlotte Corday pour le régime actuel.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il vaut mieux s'accorder.

(Rires)

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Voyons ce que dit encore M. Jean-François Pouliot: "Il suffit d'un grain de bonne volonté de la part du gouvernement de Québec pour régler cette question vitale pour le comté de Témiscouata. Tant que le premier ministre n'aura pas montré de meilleures dispositions, nous continuerons à lui appliquer sans fausse pitié et à tour de bras la correction qu'il mérite."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faudrait des millions pour régler cette affaire. Il nous demande \$2,000,000 pour cela.

**Des députés à droite:** On devrait les lui donner.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Mais si le premier ministre a besoin de millions, il devrait aller trouver l'ancien trésorier provincial (l'honorable M. Nicol). Chaque fois que ce dernier lui donnait quelques millions, il accusait un plus gros surplus. Je n'ai pas le moindre doute que si je me laisse aller à mon tempérament, le premier ministre m'appliquera tous les articles de la procédure parlementaire qu'il connaît, me ligotera les mains derrière le dos et m'appliquera la même correction qu'il mérite d'après Jean-François Pouliot.

On me permettra maintenant de parler du ministère où la plupart des ministres sont généralement directeurs de compagnies. J'ai écouté cet après-midi l'éloquent plaidoyer où l'honorable député de Bonaventure (M. Côté) se déclarait carrément en faveur d'un ministère de ce genre. Je voudrais simplement lire un article du *Montreal Herald* sur ce sujet.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Le baron, encore le baron!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est une hantise.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** (Souriant) Le baron!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Le ministre voit évidemment le baron partout.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Surtout autour de vous. Il est partout chez vous, le baron. Vous êtes le baron.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** En tout cas, voici ce que dit le baron dans le *Herald* du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). "Continuons, non pas avec ce qu'un quelconque baron aurait dit, mais avec ce que Al Smith a fait. Lorsqu'il est devenu chef du Parti conservateur du Canada, M. R. B. Bennett a démissionné comme directeur de toutes les compagnies avec lesquelles il était associé, illustrant ainsi de manière très claire la sincérité de ses intentions et les sacrifices qu'il était prêt à faire, afin de travailler librement et en toute impartialité pour le bien de son pays"<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Quoi?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** "... Maintenant, écoutez ce que l'ancien gouverneur de l'État de New York, M. Al Smith a dit.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Quoi?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** ... "J'ai démissionné du conseil de la Metropolitan Life Insurance Company, a dit M. Smith, parce que je ne trouvais pas qu'il était convenable d'être à la fois directeur de la Metropolitan Life et à la tête d'une compagnie immobilière qui cherchait à obtenir de la Metropolitan Life un prêt important pour construire un édifice".

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** "Al Smith résigné. Il n'était plus gouverneur de New York, il était président d'une compagnie d'immeuble et en même temps directeur de la Metropolitan Life. Il n'était évidemment pas en union d'idée avec le régime de cette province. C'était simplement une question d'éthique d'affaires." Le *Herald* nous dit

qu'Al Smith n'a pas voulu être à la fois gouverneur de New York et directeur de compagnies, parce qu'il ne croyait pas cela honnête!

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Le baron n'a jamais été pour cela, les choses malhonnêtes.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Et le *Herald* ajoute: "Il y a des hommes d'affaires un peu partout qui pourraient découper cette déclaration et la placer sous un verre bleu clair..."

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Le baron n'a jamais eu de verres nets. Il n'en aura jamais. Il ne connaît pas ça.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** "... et la mettre sur son pupitre comme presse-papiers."

Oui, parlons-en maintenant du baron, puisque le ministre de l'Agriculture le désire. Le baron Atholstan est un type que je préfère au ministre de l'Agriculture, et cela, à juste titre. Lorsque le baron Atholstan, un titre que je préférerais à celui du ministre d'Agriculture actuel, demandait à la province de donner autant d'argent qu'il en donnerait lui-même, soit \$500,000 pour combattre la tuberculose dans cette province, le ministre d'Agriculture était avocat pour le sénateur Lorne C. Webster qui a fait payer à la cité de Montréal \$5,000,000 de trop pour la Montreal Water and Power...

**Des députés protestent.**

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Pour faire payer à la cité de Montréal ce qu'elle devait et le baron n'en retirait rien! La ville n'a payé que ce qu'elle était obligée de payer.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Le ministre s'échauffe.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'ordre, ce n'est pas une assemblée de la Canada Cement.

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** continue à protester.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Laissez-moi parler. En avez-vous assez du baron?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Vous pouvez en parler tant que vous voudrez. Vous êtes sa doublure!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il n'y a pas grand monde dont je ne consentirais pas à être la doublure, sauf celle du ministre de l'Agriculture!

**Des députés** protestent bruyamment.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Je n'y tiens pas<sup>17</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** M. l'Orateur, je suis obligé de vous demander de me dire qui a la parole actuellement!

**M. l'Orateur:** Le député de Montréal-Sainte-Marie a la parole et si les députés des deux côtés de la Chambre ne respectent pas les règlements de la Chambre, je devrai prendre les mesures pour les faire observer!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Chacun réalise le manque de décence qu'il y a pour un ministre d'être membre d'une compagnie et membre du gouvernement, comme l'a déclaré le trésorier de la province. En France, par exemple, on a adopté une loi décrétant que tout membre d'un corps législatif ne peut pas être même actionnaire d'une compagnie, que celle-ci fasse ou non affaires avec le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En Angleterre aussi?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** En Angleterre, ce n'est pas nécessaire, car les ministres en comprennent l'importance sans la nécessité d'une loi. Cela va de soi. En Angleterre, aucun ministre n'est directeur de compagnie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En Ontario?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** En Ontario, la même règle prévaut. Pas un seul ministre n'est directeur de compagnie. En Ontario, durant la législature de 1923-1927, un ministre président d'une compagnie métallurgique<sup>18</sup>, M. Lyons, a résigné comme ministre sans portefeuille, parce que sa compagnie transigeait avec le gouvernement. C'est une province où les traditions britanniques sont respectées.

Et je demanderais une fois pour toutes l'opinion du trésorier de la province qui déclarait à Compton, devant moi, dans sa réplique à l'assemblée

de la nomination: "C'est une question personnelle, mais je crois qu'il n'est pas convenable pour un ministre de la couronne d'être directeur de compagnie." Je l'invite à nous donner officiellement son opinion sur le sujet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que M. Meighen n'était pas directeur d'une compagnie?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Jamais pendant qu'il était membre du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'on fait le procès de M. Meighen?

**M. Guertin (Hull):** M. Meighen n'est pas en cause.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh, ne soyez pas mesquin!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Est-ce que Laurier était directeur de compagnie? Est-ce que M. King est directeur de compagnie? M. Lapointe est-il directeur de compagnie?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** (Souriant) C'est son affaire.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** En tout cas s'il l'est, il faut croire que ses directorats lui ont moins réussi qu'au ministre de l'Agriculture, puisque ses amis lui ont offert un cadeau de \$125,000 pour lui assurer une vie plus aisée. Ni M. King et ni M. Lapointe ne sont directeurs de compagnies. Laurier ne l'était pas je crois, car il était tellement pauvre que ses amis ont dû, à deux reprises, lever des souscriptions de \$100,000. On ne pourrait pas faire la même chose pour le ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sir Wilfrid Laurier était directeur de la Mutual Life Insurance Company of Canada. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) vient de le remplacer.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ça n'a pas empêché des gens de faire souscrire \$100,000 pour des ministres libéraux, au cas où Sir Wilfrid n'aurait pas aussi bien réussi dans la vie que le ministre de l'Agriculture.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** (Souriant) Si quelqu'un veut m'en faire autant, je suis prêt à l'accepter. Qu'on m'offre la même chose, et je vais l'accepter avec le plus grand plaisir.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** À entendre les réflexions du ministre de l'Agriculture, on croirait qu'il est dans son bureau privé, commandant tout le monde, qu'il se moque de ceux qui manquent leur coup et rit de ceux qui n'ont pas réussi à se faire des dividendes. Certains appellent cela de la franchise, mais d'autres appellent cela du cynisme.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Je ne vis pas des fonds publics. Je vis à mes dépens et non aux dépens des autres.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** L'honorable ministre oublie ses influences.

**M. Renaud (Laval):** Est-ce qu'il y a deux orateurs? Ce n'est plus un discours, c'est deux discours à la fois.

**M. l'Orateur:** Personne n'a le droit d'interrompre sans la permission d'un député. On ne devrait pas échanger de remarques sans lui demander la permission de prendre la parole, et j'interviendrai si la réplique se donne encore de cette façon. Si le débat continue sur ce ton, je vais être obligé de faire rigoureusement respecter les règlements de la Chambre.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Le ministre de l'Agriculture n'a jamais dans sa vie vécu autrement qu'aux dépens du public, avec toutes sortes de bills privés qu'il a introduits en Chambre et qui lui rapportent bien des piastres en honoraires. Il a toujours profité de toutes sortes de projets de loi qu'il a présentés ici. Je crois que nous pourrions l'appeler le ministre du veau d'or ou de la verge d'or. Il y en a qui sont aussi riches que le ministre de l'Agriculture et qui prétendent ne pas être entretenus par le public.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Trois salaires!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Les libéraux d'autrefois critiquaient le gouvernement conservateur parce qu'en quatre années d'administration, il avait dépensé \$40,000 soit \$10,000 par année pour fins de publicité. Mais en

huit mois en 1928-1929, les journaux libéraux ou semi-libéraux qui vantent les mérites du gouvernement et attaquent ses adversaires, les journaux qui publient la prose d'anciens ministres ont reçu \$300,000 par mois. C'est sept fois plus comme somme d'argent et quatre fois plus pour le nombre de mois. C'est une administration non équivoque. C'est là l'aveu le plus criant.

*Le Soleil*, qui renseigne si bien la population et qui nous dit que la prospérité règne dans la province, ne prétend pas la même chose, quand il s'agit de ses propres intérêts. Il dit même le contraire à l'étranger. Pour retirer des gros sous, il déprécie la ville de Québec quand il fait son rapport à l'Audit Bureau of Circulation. Afin de grossir le pourcentage de sa circulation relativement à la population, il affirme que la population de Québec diminue au lieu d'augmenter, sans doute pour avoir plus d'annonces à un tarif plus élevé. *Le Soleil* dit que la population du Greater Quebec n'a pas augmenté, qu'elle ne compte que 155,000, tandis que les autorités municipales disent qu'elle est de 188,000.

*Le Soleil* prétend que la population n'a pratiquement pas augmenté depuis 10 ans, et cependant, il chante toujours les louanges du gouvernement. Si les rapports du *Soleil* à la Chambre sont aussi véridiques que ceux qu'il fait à l'audit Bureau of Circulation et aussi exacts que ses prétentions sur la population de la province que sur les autres faits, il ne faut pas le croire. La population finira par s'en apercevoir. Ses comptes rendus de la Chambre ne sont pas plus véridiques que ses rapports à l'A.B.C. et l'électorat commence à s'en apercevoir.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Il faut croire le *Journal*.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** *Le Goglu* peut-être?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Non, le *Journal*.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Dans cette province avec son bon gouvernement si libéral, avec toutes ses belles aspirations, les ouvriers employés par les entrepreneurs pour le gouvernement dans le sempiternel palais de justice de Québec reçoivent 30¢ de l'heure. Les entrepreneurs chargent 40¢ au gouvernement et celui-ci paie aux entrepreneurs 12½ % en plus sur le travail exécuté, soit 2½ % de plus que paie la Banque de Montréal en pareilles circonstances. Les

entrepreneurs chargent 10¢ de plus qu'ils ne paient, et reçoivent en outre 12½ % pour surveiller les ouvriers. Le gouvernement a refusé d'insérer la clause des salaires raisonnables dans ses contrats avec les entrepreneurs, laissant à ces derniers le soin d'exploiter les ouvriers.

On a fait plusieurs demandes aujourd'hui. En lisant, ce matin<sup>19</sup> les demandes de la délégation ouvrière, je voyais un article intitulé: *Un jour de repos sur sept*. Le premier ministre doit connaître le nombre de compagnies qui violent cette loi du repos hebdomadaire. Il y a quelque temps, le premier ministre a demandé à l'opposition quelles compagnies n'avaient pas respecté la loi de l'observation du dimanche. Je lui demanderais de le demander à la délégation qu'il a reçue aujourd'hui. Le premier ministre a-t-il demandé à ces ouvriers quels étaient les noms des compagnies qui violaient la loi du dimanche? Ils doivent en connaître.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est ce que j'ai fait. Je leur ai demandé cela ce midi et ils n'ont pas pu me fournir un seul mot.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Le premier ministre doit les avoir intimidés parce que voici leur requête imprimée. L'opposition soumettra prochainement une liste des cas où la loi du dimanche n'a pas été respectée. J'espère que le gouvernement fera son devoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il le fera.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Parlons maintenant de la question des allocations familiales. La délégation ouvrière remarque le premier ministre, ce matin, a demandé la clause des salaires raisonnables, les pensions de vieillesse, des modifications à la loi des accidents du travail. Le premier ministre en a profité pour déclarer aux délégués qu'il se montrerait intransigeant sur l'observance du repos dominical et ferait respecter la loi.

J'espère qu'il donnera la même considération aux autres demandes de la délégation. Il (M. Houde) cite à la Chambre les requêtes que la délégation des ouvriers internationaux avait présentées, le matin même aux membres du gouvernement. Il demande que tous les employeurs tombent sous le coup de la loi des accidents du travail.

Sur la question des pensions aux vieillards, le gouvernement veut atermoyer. Le premier ministre a

déclaré que, dans notre province, nous avons assez le respect filial pour prendre soin des vieillards nous-mêmes, que la province n'est pas encore mûre pour un tel projet. Et cependant, le gouvernement a maintenant l'intention de nommer une commission qui sera chargée d'enquêter pour savoir si le premier ministre a raison dans son opinion, ou s'il a tort.

Il y a beaucoup de cas pitoyables à Montréal et ailleurs. L'honorable premier ministre nous dit que les enfants n'avaient pas l'intention d'abandonner leurs parents, chez nous. J'ai reçu une lettre que l'on me permette de lire à cette Chambre. Elle vient directement en conflit avec les déclarations du premier ministre que les enfants viennent subvenir aux besoins de leurs parents. Le premier ministre pourra peut-être reconnaître un ancien député de cette Chambre, dont le nom n'apparaît pas dans les lettres, mais dont il est question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition va-t-il déposer cette lettre?

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je n'y suis pas tenu n'étant pas encore membre du gouvernement, mais elle est à la disposition du premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'espère que l'honorable premier ministre usera à l'avenir des mêmes procédés à mon égard.

Il (M. Houde) lit la lettre où, dit-il, l'auteur déclare qu'elle est âgée de 75 ans et qu'elle se trouve dans une situation pénible du fait que ses enfants ne veulent rien fournir pour son entretien. Elle déclare que, pour cette raison, elle est fortement en faveur du système des pensions de vieillesse qui rendrait les parents indépendants de leurs enfants, sinon de façon moins complète, du moins dans une certaine mesure. L'auteur cite aussi le cas de son frère âgé de 82 ans et obligé de vivre dans un refuge, ce qui ne serait pas nécessaire s'il y avait un système de pension de vieillesse. L'auteur refuse de révéler son nom et signe "une mère éprouvée".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je croyais que c'était la lettre d'un ancien député.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** D'après la lettre, c'est la fille d'un ancien député.

Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) annonce lui-même qu'il présentera une loi pour empêcher les vieillards indigents d'être séparés de leur épouse. Le premier ministre et la grande majorité des députés de cette Chambre doivent être au courant de cette situation. C'est un cas d'occurrence quotidienne. Comme maire de Montréal, j'ai vu un grand nombre de vieillards se rendre à mon bureau pour supplier l'opposition de continuer sa lutte en faveur des pensions de vieillesse. Et cela se passe dans notre province si prospère, sous un régime de 32 ans, avec un gouvernement qui règne sur notre bonne population si lourdement taxée et avec une existence si précaire que bon nombre de nos citoyens sont obligés d'émigrer aux États-Unis!

La même délégation ouvrière a parlé et demandé hier des pensions aux veuves et aux orphelins. Nous avons trop longtemps laissé les femmes et les enfants dans l'obligation de gagner eux-mêmes leur pain. Aujourd'hui, l'épouse qui perd son mari, et qui est mère de deux ou trois enfants, est la plus grande partie du temps, obligée au lendemain du décès de prendre le chemin de la manufacture. Mais tout d'abord, elle doit placer ses enfants dans les institutions.

Les garçons sont envoyés dans une institution et les filles dans une autre, et ainsi ils grandissent inconnus les uns des autres jusqu'à l'âge de 16 ans, et il ne leur reste qu'à gémir sur leur sort. Elle les met dans des hospices, les empêche de s'aimer, de se connaître et elle s'en va à l'usine. Ces derniers grandissent sans se connaître et oublient leur mère. La veuve sans ressources s'en va à la manufacture où elle fait concurrence au père de famille dont on enlève la subsistance parce que la femme exécute le travail qu'il devrait faire, bien qu'elle ne soit pas physiquement qualifiée pour ce travail. Et lui aussi maudit le sort qu'on lui impose.

Et la mère, qui gagne péniblement sa subsistance, vit sans connaître les enfants pour qui elle travaille, et elle apprend à maudire son sort imposé par un gouvernement qui lui refuse une pension, et ce gouvernement doit en porter le blâme ainsi que le poids des malédictions de ceux qui souffrent. C'est la désagrégation de la famille. Cela se passe sous un gouvernement libéral. Le gouvernement tolère une pareille situation.

On a réglé des droits de pêche pendant l'élection de Montcalm. Puis, il (M. Houde) revient au manifeste de l'honorable député de Montcalm (l'honorable M. Perron) qui disait que Montréal est obligé d'importer ses œufs et ses volailles.

Le ministre de l'Agriculture nous a dit que, dans cette province, nous ne produisons pas suffisamment pour notre propre consommation. Dans cette province où l'on a aliéné pour \$60,000,000 de nos forêts et de nos ressources hydrauliques, nous ne pouvons pas même nous nourrir. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si nos gens prennent le chemin des États-Unis où ils trouvent des salaires plus élevés, où il y a des pensions de vieillesse, où le gouvernement s'intéresse à la prospérité des municipalités, où en un mot, le gouvernement administre pour le bénéfice de la population, au lieu de gouverner pour les seuls intérêts des députés et amis.

Pourquoi l'honorable ministre de l'Agriculture, nouveau Crésus, n'emploie-t-il pas une partie de sa fortune à remédier à cet état de choses? Dans cette province où on aliène les ressources naturelles, on n'est pas capable de se nourrir soi-même. Nous importons du bœuf, du beurre, du fromage, etc.

Le gouvernement a grevé lourdement la population pour les ponts qu'il a construits. Dans cette province, sous ce beau régime, on devrait abolir les taux pour les ponts de péage. Il en a été question, mais qu'a-t-on fait? Les a-t-on abolis? Les députés de la droite commencent à s'inquiéter. Ils se sont même risqués à contredire des députés influents du gouvernement. Autre promesse du Parti libéral non respectée.

Une autre promesse que le gouvernement n'a pas remplie. Au point de vue enseignement, sait-on que les octrois ont diminué au point que la part des municipalités est de 81 %. Celle du gouvernement est de 19 %. Le pourcentage des octrois pour l'éducation diminue chaque année, comparativement aux contributions des contribuables. Les maîtresses d'écoles ne sont pas payées. Le gouvernement n'y peut rien et déclare que ça ne le regarde pas. On ne fait rien pour venir en aide aux institutrices. Comment pouvez-vous espérer, avec des salaires aussi minimes, former un corps éducationnel qui se fera une carrière dans l'enseignement?

Que fait le gouvernement pour remédier à la situation? L'institutrice peut recevoir actuellement un bonus de \$20 par année si son père est assez rouge, et, si elle se plaint, elle doit le faire de façon très discrète, car autrement elle perdra le \$20. Ce n'est pas de cette façon qu'on améliorera le système scolaire. Si ça ne regarde pas le gouvernement, pourquoi le gouvernement se mêle-t-il d'intervenir dans la construction des écoles? Tant que le gouvernement ne sera pas intervenu pour donner des octrois aux corporations scolaires municipales, afin

de les aider à mieux payer les institutrices, il n'aura pas fait son devoir et il n'y aura pas d'amélioration. Les municipalités seules n'ont pas les moyens d'assumer ces obligations.

Telle est la situation actuellement. Maintenant, je voudrais dire un mot sur la crise du papier. J'ai parlé du présent et du passé. Je veux parler de l'avenir, mais, auparavant, de la question du papier à journaux. J'ai déjà dit qu'on avait créé un État dans l'État en cette province. J'ai ajouté que le gouvernement ne contrôlait pas la situation et qu'il ne pouvait régler le problème, qu'il y avait une compagnie devenue si puissante qu'elle ne s'occupait pas du premier ministre ni de son gouvernement. L'International Paper ne fait aucun cas du gouvernement parce qu'elle est devenue un État dans l'État.

La preuve en est dans la déclaration du premier ministre lui-même, quand il dit que l'International Paper, sachant que le gouvernement pouvait doubler ou tripler les droits de coupe, avait passé un contrat aux États-Unis, pour cinq années, sans savoir ce que le droit de coupe serait. N'est-ce pas la preuve la plus éclatante que cette compagnie ne s'occupe nullement du gouvernement, mais qu'elle a établi chez nous un État dans l'État. Comment cela se peut-il que l'International ait passé un contrat de cinq ans à prix fixe, quand elle sait que le gouvernement peut augmenter les droits de coupe?

C'est qu'elle ne craint pas le premier ministre, ses menaces ne sont pas écoutées. Nous avons prétendu que le premier ministre s'était mis à genoux devant M. Graustein pour éviter une crise dans cette province. Le premier ministre proteste contre la position où nous l'avons mis. Il menace aujourd'hui, mais les compagnies canadiennes sont dans le désarroi. Elles sont venues ici.

Cependant, l'autre jour, les journaux parlaient d'une délégation d'ouvriers des moulins de papier de chez nous qui, tout récemment, se sont plaints au premier ministre qu'ils ne travaillaient qu'à 70 % de leur capacité, quand les autres employés étrangers de l'International travaillaient à 100 %. Le chef du gouvernement leur a déclaré qu'il ne pouvait rien en pareil cas pour changer la situation. Le gouvernement a manqué de prévoyance, au point qu'à une délégation d'ouvriers des moulins de papier, il a dû répondre que le gouvernement ne pouvait rien y faire!

Mais qui est responsable de la situation actuelle? On nous a parlé du désastre de l'agriculture, on nous a parlé du désastre de nos forêts, et maintenant, nous avons un désastre dans

notre industrie de la pulpe et du papier, et le premier ministre admet qu'il ne peut rien y faire. C'est lui, avec l'aide de son gouvernement, qui est responsable de la situation qu'il ne peut contrôler, car sous le régime de toutes les libertés, c'est M. Graustein qui commande. Quel beau régime! On ne peut rien à une situation qu'on a créée de toute pièce. Et moi, aussi en compagnie de bien d'autres, je suis convaincu que la situation ne peut être améliorée par ce gouvernement

M. Graustein doit avoir quelque raison pour se montrer aussi indépendant dans un pays qui n'est pas le sien et où tout ce qu'il possède lui a été donné par le gouvernement de cette province. Je vois réellement que ce gouvernement reste impuissant à régler la situation et je crois aussi que la population intelligente de cette province commence à penser que le gouvernement est impuissant à y remédier. Il me semble encore entendre le premier ministre déclarer devant cette Chambre que des Canadiens influents étaient directeurs de l'International Paper Company. Qu'ont-ils fait pour parer à la crise? Rien. Ils n'ont rien à dire. Le premier ministre n'a rien à dire. C'est M. Graustein qui commande. M. Graustein est le maître, à nos dépens, chez nous.

Et maintenant, parlons de nos ressources hydrauliques. Nous exportons ou sommes sur le point d'exporter 500,000 h.p. en Ontario, soit 250,000 par la Beauharnois et 250,000 par la Gatineau Power, et ce, pour permettre à la province d'Ontario d'exporter son surplus d'électricité aux États-Unis. Nous vendons à nos voisins l'électricité à \$415 le horse-power, et on nous charge de \$20 à \$25 ou \$30 dans notre province pour ce même horse-power. C'est un excellent régime pour Ontario. Il n'est pas étonnant que le maire de Montréal n'ait pas été capable d'amener des industries à Montréal, lorsque 13 industries de Montréal sont allées s'établir à Toronto. Naturellement, à de meilleurs prix, alors qu'ici nous devons payer des prix exorbitants. La prospérité suit l'électricité.

Le *Toronto Evening Telegraph* a dit que je me trompais quant à l'exportation de l'électricité aux États-Unis. Le *Telegram* de Toronto a déclaré que ce que le chef de l'opposition avait dit en Chambre "n'était pas exact et qu'Ontario exportait seulement l'électricité que la province s'était engagée à fournir aux États-Unis par contrat, et ce, avant que la province de Québec ait commencé à discuter le projet d'envoyer l'énergie électrique en Ontario." Ceci n'est pas exact.

La Commission de l'hydro n'exporte que son surplus. Mais si étrange que la chose puisse paraître,

le surplus qu'Ontario doit exporter aux États-Unis est plus grand que le montant indiqué par son contrat avec les États-Unis. Le surplus dépasse le contrat fait avec la Beauharnois. Le gouvernement fédéral lui-même ne pourra pas obtenir la rétrocession du pouvoir que nous exportons. On dit que cette exportation n'est que temporaire. C'est une illusion enfantine que de croire que si l'on commence à alimenter une foule d'usines à l'étranger, on pourra cesser du jour au lendemain de leur fournir l'électricité, car, en pratique, les choses se passent autrement.

Et une fois que vous aurez commencé à fournir le courant électrique, vous ne pourrez plus cesser de le fournir. Un peuple de 120,000,000 n'endurera pas cela. Ils ne permettront pas que leurs industries soient privées d'électricité. Je vois sourire le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), mais s'il ne dépend que de lui et de son département pour cesser, il ne nous reste guère d'espoir.

Nous avons vu récemment comment le gouvernement de Washington avait ordonné, à Chicago, de réduire la quantité d'eau qu'elle prenait des Grands Lacs. Chicago a refusé d'obéir à l'ordonnance. Chicago se moque des ordres du gouvernement américain. Et maintenant, le jugement de la Cour suprême donne à Chicago le droit de réduire graduellement la diversion des eaux du lac Michigan. Et croyez-vous un instant qu'une fois les manufactures établies et dépendantes de l'électricité, qu'on leur fournit pour leurs opérations, les gouvernements d'Ontario, de Québec et même des États-Unis pourront arrêter l'envoi du courant? Croyez-vous qu'elles diront: "Merci de nous avoir enlevé l'électricité" et partiront sur cette réflexion consolante?

Je n'ai aucune illusion sur les conséquences de mon attitude sur cette question et sur l'influence que je peux exercer. Il y a lieu de s'attendre à une lutte acharnée de la part des compagnies d'électricité. Je sais fort bien que si je combats la Montreal Light, Heat and Power, la Shawinigan, la Duke-Price, la Quebec Power, la Beauharnois, la Gatineau, ces compagnies se serviront des profits qu'elles font à même nos pouvoirs d'eau, l'exploitation de nos forêts, pour se débarrasser de moi demain et me battre. C'est élémentaire. C'est comme cela que ça se fait, et le ministre des Terres et Forêts ne peut dire non.

Parce que je défends notre population, les miens, et le patrimoine national de mes ancêtres, parce que je veux voir ma province se développer et

rendre ma province prospère, ma race heureuse et forte dans mon pays, parce que je veux et que j'exige que les compagnies américaines cessent de se conduire comme si la province leur appartenait. Ces mêmes compagnies prendront les profits faits à même notre patrimoine national et les emploieront pour me combattre. C'est la situation.

Mais peu importe! L'alarme aura été donnée et il faudra qu'un jour le gouvernement rende compte de ses œuvres. Qu'importe après tout si demain je disparaissais de la vie publique! Le gouvernement devra rendre compte de son administration quand même. Le peuple va s'émouvoir. Le peuple de la province le lui demandera. Le clergé se lèvera pour le demander. Et tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la province demanderont au gouvernement de rendre compte des biens qu'on lui avait confiés. Tout le monde veut s'en occuper!

Qu'est-ce que ce régime de 32 années a fait pour mon peuple? Quel rôle a-t-il rempli dans notre pays, dans notre province. De l'épargne, dans les banques, nous possédons du total que 6 %, bien que nous ayons 25 % de la population. Dans l'assurance-vie, nous ne détenons que 1½ % du total des assurances en force. Des compagnies de fiducie, nous avons 5 % du capital administré. Nous ne contrôlons aucune utilité publique. Il n'est pas une ligne importante où les Canadiens français détiennent la suprématie; pas une seule compagnie de pulpe ou d'électricité dont nous ayons le contrôle. Nous ne détenons aucune mine, aucune compagnie de pouvoir dans ce pays.

Les Canadiens français sont toujours exclus des grandes entreprises et nous sommes loin de jouer le rôle qui nous est dévolu. Et voilà le magnifique bilan de 32 ans de régime. C'est ça que le régime laisse à ma race après 33 ans. Quel régime! Et *Le Soleil* dira que j'ai crié trop fort. Mais ceux qui ont à cœur le bien de ma race, ceux qui réalisent que nous ne sommes plus les maîtres dans notre province seront prêts à m'entendre.

Je veux que toute ma race m'entende. Si cela continue, nous verrons pire que le désastre de l'agriculture. De quoi demain sera-t-il fait? Si ce régime continue, c'est le désastre. Les dettes sont énormes. Les taxes augmentent et sont portées à \$40,000,000, nos libertés juridiques sont abolies, le crime reste impuni, on falsifie la *Gazette officielle*, on confie la sécurité publique à des forçats, et la justice est entre les mains d'un bagnard, des dépenses pour la police provinciale n'apportent aucun résultat, la police provinciale est payée à ne rien faire, droits de prérogatives abolis, des procureurs de la couronne

font de la politique et n'ont que le souci du résultat électoral, les journaux sont payés \$300,000 pendant huit mois pour cacher ce que l'opposition dit au peuple, une loi des accidents qui oblige les ouvriers à venir chaque année, en pèlerinage chez le premier ministre; des maîtresses d'écoles sont mal payées et ont un salaire de famine, des vieillards traînent la rue ou sont séparés quand ils sont admis dans un hospice, les enfants sont séparés des parents; ils ne peuvent les aimer, les veuves sont à l'usine, l'agriculture est dans le marasme.

Nos forêts sont sacrifiées, l'électricité est exportée dans les provinces voisines, pas un seul Canadien français commande dans les compagnies d'utilités publiques, et cela, sans reproche à nos compatriotes de langue anglaise, les faillites sont plus nombreuses que partout ailleurs, les nôtres s'en vont aux États-Unis, M. Graustein se moque de la province, mais nos ministres sont riches et directeurs de compagnies, bien que notre province ne produise pas assez pour se nourrir elle-même. \$300,000 aux journaux en huit mois pour qu'ils fassent silence sur les revendications de l'opposition et injurient ses députés. Quelle belle situation après 32 années de régime libéral.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Où sont tous les ministres? Ce sont des choses bonnes pour eux. Ce serait bon pour eux d'entendre ça<sup>20</sup>!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Quelques-uns doivent être partis à la course aux dividendes. Voilà ce que le régime nous a donné. Mais qu'en pense-t-on à droite? Il y a des patriotes à droite. Ils doivent penser comme moi dans leur for intérieur. Vous ne me ferez pas croire qu'il n'y a pas des députés de la droite qui ne sont pas du même avis que moi sur cette question. Il y a des gens qui ont du patriotisme, qui ont conscience de leurs devoirs, et s'ils n'étaient pas ligotés par le régime, ils diraient tout haut ce qu'ils pensent tout bas et ce que je dis. Rappelant une parole de Laurier, dont la mémoire est si souvent évoquée, à qui on prend si souvent un manteau, je dis: "Un régime, après 15 ans de pouvoir, doit retourner dans l'opposition pour s'y purifier".

En 1776, quand Franklin est venu proposer l'annexion, nos pères l'ont rencontré en face; en 1812, lorsque Salaberry a vaincu les envahisseurs américains à Châteauguay, il les voyait venir. Aujourd'hui, nous ne pouvons les voir, car c'est de façon cynique, c'est de façon insidieuse, par nos pouvoirs d'eau, nos réserves forestières, par nos maisons d'affaires qu'ils s'introduisent tranquillement,

sournoisement, en achetant des parts de compagnies, des parts de banques dans notre province. Nos compatriotes anglais dominant et nous ne savons pas prendre notre place dans le monde économique, et notre premier ministre nous dit qu'il ne peut rien y faire.

En reprenant mon siège, je me demande pourquoi les libéraux de cette province ne nous accordaient pas le même appui que les conservateurs leur ont donné en 1897. En face des exactions reconnues, de la situation lamentable de l'agriculture, de la situation déplorable de notre législation sociale, de la dilapidation de notre domaine national, je me demande si la province ne réalise pas que ce régime a duré trop longtemps pour le bien de notre bonne et saine population.

(Applaudissements soutenus à gauche)

**M. Gauthier (Portneuf)** complimente, dit-il, les ministres et l'Orateur.

Vaut-il vraiment la peine de parler après le tableau si noir que le chef de l'opposition a fait de la province. M. l'Orateur, tout est absolument fini. La province est dans le marasme. Le gouvernement n'a rien à faire. Le Parti libéral n'a plus qu'à laisser le gouvernement à l'opposition!

(Rires)

Puisque tout est en ruines, il vaudrait mieux s'en aller. Je félicite le chef de l'opposition de son long effort, de son marathon.

Je ne voulais pas parler ce soir, mais il y a trois ans que j'écoute avec patience les membres de l'opposition. J'ai écouté avec intérêt le discours du chef de l'opposition. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie a cité une phrase de Sir Wilfrid Laurier sur la durée des gouvernements. Cela faisait probablement son affaire, car il n'y a pas bien longtemps, je l'ai entendu dire à la radio que les adages de nos grands hommes ne s'adaptaient et ne s'appliquaient plus aujourd'hui.

Le chef de l'opposition a dit encore que les vieillards devaient mendier parce que les femmes prennent leur place. Je me demande s'il n'y a pas des vieillards qui mendent dans tous les pays du monde.

La situation dans la province est bien meilleure que celle qui existe dans les autres pays et est moins sombre que celle décrite par le chef de l'opposition. Il (M. Gauthier) parle du travail accompli par le gouvernement et cite les efforts faits dans son comté pour aider la classe agricole. Il donne l'exemple de l'établissement de deux coopératives de patates et de deux autres coopératives pour la mise en conserves des légumes; aussi le glaisage des terres qui a donné, dit-il, de la valeur au sol.

Je suis heureux de voir que, dans mon comté, deux coopératives ont été organisées avec succès, que deux petites industries ont été fondées et prospèrent, et que plusieurs petites industries fleurissent.

Il y a 10 ou 15 ans, alors que j'étais écolier, j'écoutais de la galerie les discours de l'opposition. Les oppositionnistes nous annonçaient que nos forêts seraient épuisées et nous disaient que nous n'en avions que pour 25 ans. On nous répète la même chose aujourd'hui. C'est encore le même refrain, mais cependant, nos forêts durent quand même! Elles existent encore et que valent les déclarations contraires faites dans le passé? L'opposition essayait donc de tromper la province, il y a 15 ans. Faut-il s'étonner que nos adversaires soient à votre gauche depuis 33 ans, M. l'Orateur? Si l'opposition n'était pas sincère, il n'est pas étonnant que le peuple l'ait laissée dans l'opposition.

Il (M. Gauthier) passe ensuite au développement de l'industrie de l'élevage des animaux à fourrure au Québec, puis au tourisme, ce qui l'amène à féliciter l'ancien ministre de la Voirie et l'actuel ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron).

Je félicite le gouvernement des bonnes routes qu'il a données à notre province et je souhaite voir bientôt complétée la route Saint-Léonard-Rivière-à-Pierre, dans mon comté. Avant longtemps, ces municipalités seront reliées par un magnifique chemin.

Il fait l'éloge des agronomes, parle de l'élevage des animaux à fourrure. Je félicite le gouvernement, poursuit-il, d'encourager une aussi excellente initiative. Je suis heureux de constater que le gouvernement se propose d'encourager davantage cette industrie déjà très répandue dans la province et particulièrement dans le comté de Portneuf.

On a beaucoup parlé de Saint-Jean-Baptiste, cet après midi. On en parle souvent dans cette Chambre. Je ne sais pas si le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) aime beaucoup cela, après s'être fait couper la tête, à la demande du chef de l'opposition, par le député de Hull (M. Guertin)?

(Rires et applaudissements)

Le chef de l'opposition s'était plaint de n'avoir pas d'argent pour ses élections. Je lui recommande de dire à ses amis de ne pas dépenser leur argent à acheter du sel pour mettre dans les réservoirs à gazoline des automobiles, comme ils l'ont fait dans le comté de Compton.

L'honorable chef de l'opposition critique les ministres directeurs de compagnies qui ont de la fortune. Il a même dit que l'honorable ministre de

l'Agriculture était plus riche que lui. Mais j'ai entendu dire à des amis des conservateurs d'Ottawa qu'ils auront la chance de remporter les prochaines élections fédérales, parce qu'ils ont à leur tête un chef, M. Bennett, qui est un homme riche. Ils font de la cabale avec cet argument.

L'honorable député des Deux-Montagnes a dit que des dangers menaçaient notre jeunesse. Il a raison. J'ai vu dans un journal des caricatures où on tournait en ridicule et déformait nos hommes publics, de façon grotesque et où on se moquait du président de cette Chambre. On représentait le président tiré par des ficelles tenues par les députés. M. l'Orateur, j'ai confiance dans votre impartialité et on n'a pas le droit de se moquer ainsi de notre Président et des institutions britanniques. J'en ai vu une autre, représentant les députés libéraux de cette Chambre comme des machines à voter. Je proteste contre ces journaux qui caricaturent nos hommes publics et faussent ainsi l'éducation de notre jeunesse.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Je demande la permission de faire une remarque. M. l'Orateur, j'ai vu moi aussi des caricatures semblables au sujet des oppositionnistes publiés dans les journaux ministériels et je les ai désapprouvées. Nous n'avons pas lieu d'être plus satisfaits! D'ailleurs des journaux du gouvernement m'ont caricaturé et je n'approuve pas plus cette caricature que celles mentionnées par le député de Portneuf, mais je ne me suis pas plaint.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je voudrais qu'il soit entré au dossier, et je prends note avec plaisir de la déclaration de l'honorable député de Maisonneuve, à l'effet qu'il n'est pas satisfait et désapprouve les caricatures publiées dans certains journaux qu'il n'a pas nommés. J'enregistre cette déclaration comme étant une appréciation des caricatures parues dans certains journaux.

**M. Guertin (Hull):** Non, non! M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable secrétaire de la province (M. David) interprète mal les paroles du député de Maisonneuve. Il se méprend sur ses remarques. Il n'a pas le droit de prêter à l'honorable député de Maisonneuve des intentions qu'il n'a pas. Il n'a pas le droit d'imputer un motif à la déclaration du député.

... J'attends une décision, M. l'Orateur.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est à l'honorable député de Maisonneuve de soulever un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Hull n'a pas le droit de soulever un point d'ordre quand l'honorable député de Maisonneuve s'est contenté de faire une déclaration personnelle. Il ne peut pas soulever l'objection pour lui. Seul le député à qui on a imputé des propos qu'il n'aurait pas tenus peut nier avoir tenu ces propos. Si un député veut faire certaines déclarations ou se plaindre; c'est à lui de le faire et non à ses collègues.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** M. l'Orateur, l'honorable député de Hull a droit de soulever un point d'ordre.

**Des députés libéraux:** À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition ne peut parler sur une décision de l'Orateur, mais seulement en appeler. M. l'Orateur, vous avez rendu votre décision et si l'honorable chef de l'opposition s'y objecte, qu'il en appelle donc à la Chambre.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Eh! bien, j'en appelle...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non<sup>21</sup>!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'en appelle de la décision de l'Orateur.

La décision de l'Orateur est mise aux voix. La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit<sup>22</sup>:

**Pour:** MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Cantin, Caron, Charbonneau, Côté, Dansereau, David, Delisle, Dillon, Drouin, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Frigon, Gagnon, Galipeault, Gauthier, Grant, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McMaster, Mercier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Ouellet, Perron, Phaneuf, Piché, Plante, Poulin, Power, Saurette, Taschereau, Turcotte, Vautrin, 46.

**Contre:** MM. Blain, Gault, Houde, Renaud, Tremblay, 5.

Ainsi, la décision de l'Orateur est maintenue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Trois-Rivières n'a pas voté!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** L'honorable député de Trois-Rivières a fait comme

l'honorable secrétaire provincial l'an dernier, sur les affaires de Montréal<sup>23</sup>.

**M. Guertin (Hull)** se lève pour parler du vote. On le hue et il s'assoit.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le secrétaire de la province me prête des sentiments que je n'ai jamais exprimés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien, c'est réglé.

**M. l'Orateur:** La décision a déjà été donnée sur le point d'ordre et ne peut être discutée à nouveau.

**M. Guertin (Hull)** veut soulever un nouveau point d'ordre pour faire retirer au député de Terrebonne ce qu'il a dit.

(Le bruit dans la Chambre devient tellement assourdissant que ses propos en sont couverts).

**M. Blain (Montréal-Dorion)** parle alors de la décision de l'Orateur, disant que l'Orateur est d'avis que c'est le député de Maisonneuve et non le député de Hull qui aurait dû soulever le point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Je n'ai jamais dit que le point d'ordre aurait dû être soulevé par le député de Maisonneuve. J'ai dit que s'il y avait lieu de donner une explication, c'est le député de Maisonneuve qui aurait dû la donner. Il n'y a pas de point d'ordre devant la Chambre à ce moment-ci.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** n'est pas satisfait, mais la Chambre fait tellement de bruit qu'il ne peut être entendu.

**M. l'Orateur:** Pour la seconde fois, je déclare qu'il n'y a rien devant la Chambre. Il n'est pas possible de soulever de point d'ordre.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** reste debout.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Respectez le Règlement. Si vous n'êtes pas satisfait, faites appel de la décision.

**M. Tremblay (Maisonneuve)** essaie à son tour, et s'indigne quand les députés libéraux le huent.

**Des députés à droite:** À l'ordre, à l'ordre!

**M. Tremblay (Maisonnette):** Qu'on crie fort tant qu'on voudra, je soumetts un point d'ordre. Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) m'a prêté des sentiments que je n'avais pas exprimés.

**Des députés à droite** murmurent.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Très bien, c'est terminé!

**M. Tremblay (Maisonnette):** J'admets tout cela.

**M. l'Orateur:** L'incident est clos!

**M. Gauthier (Portneuf):** Les caricatures sont loin de faire une réclame à la province, puisqu'elles vont jusqu'à mettre en doute l'honorabilité des membres de la Législature. Mes remarques sur la caricature ne comportaient aucune référence à des journaux de l'opposition, et je n'ai jamais, dit-il, mentionné le nom d'un journal.

J'ai protesté contre un journal qui injure les hommes publics de cette province. Je proteste au nom des gens respectables et des pères de famille contre la façon de dénaturer les chefs de parti. Ces hommes ont des enfants. On n'a pas le droit de les insulter de la sorte. Ces feuilles immorales devraient être repoussées avec dégoût. J'invite les journaux à reproduire mes paroles.

La revue *America* approuve la loi des liqueurs de la province. La population canadienne est aussi libre que sobre.

Il (M. Gauthier) parle de l'industrie laitière, de l'hygiène et de la tuberculisation des animaux, dont, dit-il, il a été question en sa présence dans une assemblée publique.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je soulève un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de parler d'une question qui est déjà traitée au *Feuilleton*. Le point 49 couvre une motion pour toute correspondance traitant des tests de tuberculine pour le bétail.

**M. l'Orateur:** Il y a bien une question à ce sujet au *Feuilleton*, mais elle est spécifique pour certains comtés. Bien que le député de Portneuf (M. Gauthier) ne puisse pas parler des tests de la tuberculine, je ne crois pas que c'est ce qu'il faisait

particulièrement. L'honorable député de Portneuf est donc dans l'ordre.

**M. Gauthier (Portneuf):** J'ai entendu un orateur qui déplorait, en 1924, le temps où les institutrices étaient payées \$60 par année. Est-ce ce régime que l'opposition veut établir chez nous?

J'ai confiance, dit-il, en l'avenir de l'agriculture et en la réussite du nouveau programme. L'opposition nous reproche de lui avoir volé son programme. S'il est vrai que notre province va à la ruine, elle y va avec le programme de l'opposition.

Le gouvernement sait prévoir. Dans un magnifique discours que je prononçais en cette Chambre...

(Rires)

Que voulez-vous, M. l'Orateur? L'exemple entraîne. J'ai dit que les indépendants supportaient le gouvernement parce qu'il a un bon programme. Je crois qu'ils continueront!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Piché), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est levée à 11 h 35.

## NOTES

1. Le député de Bonaventure (M. Côté) s'est levé au même moment que le chef de l'opposition (M. Houde) pour demander la parole.

2. Selon *The Gazette* du 6 février 1930, à la page 13, M. Houde dit que Spencer Wood coûtait \$16,000 en 1897.

3. *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 4, signale que M. Houde désigne alors la haute Chambre d'un geste du bras.

4. Selon *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 4, M. Houde arrondit les sommes à \$38,000,000 et \$56,000,000. Selon *La Patrie*, à la page 4, et *Le*

*Canada*, à la page 1, du même jour, il les arrondit à \$30,000,000 et à \$56,000,000.

5. *Le Soleil* du 6 février 1930, à la page 3, signale qu'à ce moment, M. David parlait au premier ministre pour lui faire remarquer que le gouvernement n'avait rien à faire avec cette question. Selon *La Patrie*, à la page 4, et *Le Canada*, à la page 6, du même jour, c'est M. McMaster qui parle au premier ministre.

6. Selon *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 4, M. Houde aurait dit "qu'en 10 ans, le gouvernement a reçu des terres et forêts \$63,000,000. En 10 ans, les surplus ont été de \$20,000,000. Par conséquent, déficit de \$43,000,000 en 10 ans".

7. Selon *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 4, le ministre Perron utilise l'expression anglophone "bootlegging".

8. "Capital mouillé", selon *Le Journal* du 15 mars 1930, à la page 1.

9. *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 4, signale que M. Houde reprend sa phrase, en imitant le geste du premier ministre.

10. *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 4, rapporte que M. Méderic Martin est dans la tribune des conseillers législatifs.

11. \$88,661, selon le *Montreal Star* du 6 février 1930, à la page 15.

12. Le député fait référence à Joseph Renaud, policier accusé de vol à la caisse de Saint-Malo, puis déclaré innocent par le juge Hugues Fortier. Cette histoire fit sensation dans les journaux de la province.

13. *Le Journal* du 15 mars 1930, à la page 5, précise que les députés de l'opposition entourent leur chef et le félicitent chaleureusement, ainsi que des auditeurs descendus des galeries pour lui serrer la main.

14. *Le Journal* du 15 mars 1930, à la page 5, publie: "Cela rappelle l'incendie qui éclate dans un poste de police et que les pompiers sont impuissants à contrôler".

15. Selon *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 10, M. Galipeault entre en Chambre à ce moment.

16. *Le Journal* du 15 mars 1930, à la page 5, rapporte que l'extrait a été lu en anglais par le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde), mais précise que le député de Montcalm (l'honorable M. Perron) disait continuellement Quoi?, Quoi? Alors le chef de l'opposition recommença à voix lente la lecture de l'article qu'il traduisit mot par mot à M. Perron. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) se sentant ridicule de sa situation se tut aux applaudissements railleurs de l'opposition.

17. *Le Devoir* du 6 février 1930, à la page 10, rapporte que les bruits et les interruptions sont très nombreux. *Le Soleil* du même jour signale que les députés de l'opposition frappent sur leurs pupitres pour empêcher M. Perron de parler.

18. "Une compagnie de chemin de fer", selon *La Patrie* du 6 février 1930, à la page 16.

19. "Ce soir" selon *L'Action catholique* du 6 février 1930, à la page 6.

20. *Le Devoir* du 6 février 1930, à la page 10, signale que tous les sièges des ministres sont vides.

21. *Le Soleil* du 6 février 1930, à la page 17, rapporte que M. Duplessis quitte alors la Chambre.

22. *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 10, rapporte qu'au moment de prendre le vote, M. Guertin rentre, mais arrive une minute trop tard.

23. Selon *L'Événement* du 6 février 1930, à la page 10, M. Duplessis entre en Chambre à ce moment.



## Séance du jeudi 6 février 1930

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 118 concernant la succession de feu Blanche-Celema alias Céline St-Denis;

- bill 145 validant un acte de vente consenti à L.-Arthur Gadoury.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 77 modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal;

- bill 149 autorisant Last Post Fund à posséder et maintenir un cimetière et lui accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y rapportent.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 116 modifiant la charte de la ville de Lennoxville;

- bill 107 constituant en corporation St. Angar's Danish Evangelical Lutheran Church;

- bill 124 constituant en corporation Christian and Missionary Alliance in Quebec;

- bill 120 modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Louis Marvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Dobrofsky en celui de Dorsey;

- de Saul Mayer Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Dobrofsky en celui de Dorsey;

- de Joseph Alvin Dobrofsky, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son surnom de Dobrofsky en celui de Dorsey.

## Questions de privilège:

Présence du sergent d'armes  
lors d'un vote

**M. Guertin (Hull):** Je me lève sur une question de privilège. Il est entendu qu'un vote n'est jamais enregistré sans que le sergent d'armes et les whips des deux partis soient revenus à leurs sièges. Or, hier soir, le sergent d'armes n'était pas revenu à son siège lorsque le vote a été pris. En conséquence, je n'ai pas été capable de voter parce que je suis arrivé au moment où on commençait le vote.

**M. l'Orateur:** Je dois déclarer à l'honorable député de Hull (M. Guertin) qu'hier soir, lorsque j'ai appelé le vote, le sergent d'armes était revenu à son siège. L'incident est clos.

## Joseph Alvin Dobrofsky

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 137 permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Louis Marvin Dobrofsky

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 142 permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Saul Meyer Dobrofsky

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 143 permettant à

Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des licences d'hôtels**

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande la permission de présenter le bill 182 modifiant la loi des licences relativement aux hôtels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi des rues publiques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 183 modifiant la loi relative aux rues publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Approbation de règlements par les électeurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'expropriation**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 185 modifiant la loi de l'expropriation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit**

**M. Drouin (Québec-Est)** demande la permission de présenter le bill 186 modifiant la loi du Barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit.

**Des députés:** Adopté!!!

**Des députés:** À bas!!!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 5 février, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."<sup>1</sup>

**M. Frigon (Saint-Maurice)** présente les compliments d'usage à l'Orateur et rappelle qu'il est connu, en tant que député, pour ses opinions indépendantes, même jusqu'au point de voter contre le gouvernement. Il rend hommage à la mémoire des deux députés disparus depuis la dernière session MM. Phipps et Gagnon.

La vie est courte, M. l'Orateur et je me demande pourquoi il y a des députés qui allongent les débats si longtemps. On perd bien du temps en discours et paroles inutiles. Une certaine somme de travail de la session pourrait être expédiée plus rapidement. On devrait mettre un frein à la longueur et à l'abondance des discours, comme on a fait à Ottawa. Certains membres de l'opposition parlent trop longtemps.

L'honorable député de Hull (M. Guertin) a fait perdre beaucoup d'argent à la province et de temps à la Chambre, l'an dernier, en prolongeant le débat avec ses discours. Si l'argent que le député de Hull a fait perdre à sa province par ses longs discours inutiles avait été employé en octrois dans son comté, sa population en aurait mieux profité que de ses discours.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** C'est effroyable!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** La vie est courte et s'il faut rendre compte des paroles inutiles, le député de Hull est grandement responsable. On ne doit pas faire des phrases rien que pour les journaux et il est temps que la province le sache.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Épouvantable!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Le député de Hull a dépensé bien des paroles inutiles pour finir par traiter les ouvriers, les propres ouvriers de son comté, de pauvres ignorants!

**M. Guertin (Hull):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais traité les ignorants de Hull.

(Rires)

Pardon, je voulais dire les ouvriers de Hull.

(Rires)

Je ne les ai jamais traités d'ignorants. Je demande à l'honorable député de Saint-Maurice de retirer ses paroles.

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Saint-Maurice est obligé d'accepter la déclaration de l'honorable député de Hull.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Je l'accepte, mais l'honorable député de Hull ne niera pas avoir dit que, dans son comté, certains de ses électeurs n'avaient pas d'écoles dans certaines paroisses, et que des jeunes gens et des personnes d'un certain âge n'avaient pas fait leur première communion, ne savaient pas lire. Ce n'est pas ce que j'aurais fait, moi. Chez nous, dans le comté de Saint-Maurice, où le même cas s'est présenté. Il manquait une école. Au lieu d'attendre et de faire du capital politique avec une affaire semblable, j'ai écrit et je me suis présenté chez le secrétaire de la province. J'ai obtenu les octrois nécessaires. Notre école a été construite et trois mois plus tard, les enfants pouvaient être admis à cette école. J'ai doté une paroisse d'une école qui manquait. Je n'ai pas attendu comme le député de Hull que les enfants ne puissent faire leur première communion. Lorsqu'on a eu besoin d'écoles, le député s'en est occupé et les enfants ont les écoles dont ils ont besoin<sup>1</sup>.

**M. Guertin (Hull):** Je veux soulever un point d'ordre.

**Des députés ministériels** le chahutent.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ne savez-vous donc pas que vous n'avez pas le droit de demander quoi que ce soit?

**M. l'Orateur:** Je crois qu'un député qui veut en interrompre un autre doit, selon la coutume, d'abord s'adresser à la présidence pour lui en demander la permission, et que le président décide ensuite s'il veut accorder cette permission ou non. On perdrait trop de temps de débat si des députés prenaient qui 10 minutes, qui 5 minutes, pour des explications personnelles. Ce commentaire vaut pour les deux côtés de la Chambre.

**M. Frigon (Saint-Maurice):** L'opposition a un nouveau programme cette année. Depuis le début de la session, la gauche nous a apporté un grand problème. Elle crie à la crise du papier et en tient le gouvernement responsable. Quelle grande

satisfaction on a manifestée parce qu'il y avait une crise dans cette industrie. On en a parlé l'année dernière. Cette année, plusieurs députés sont revenus avec la même question. C'est, on le croirait, le grand cheval de bataille des membres de l'opposition. Ils nous ont dit: "Vous auriez dû prévoir." Il n'y a guère de crise du papier, car on bâtit partout des moulins. Peut-on tenir l'honorable premier ministre responsable du fait que, dans Ontario, on a doublé la production du papier et du fait qu'à Terre-Neuve on a bâti de nouveaux moulins? Est-il responsable qu'un moulin d'une capacité de 700 à 800 tonnes par jour ait été construit à Terre-Neuve? Qu'en Colombie-Anglaise, un moulin à papier journal au coût de \$6,000,000 a été construit? L'ouverture de nouvelles usines en dehors de notre province a sa large part de responsabilité dans l'augmentation de la production.

Nous traversons une crise économique dans l'industrie du papier, comme d'autres industries dans le passé. Cette crise est générale et elle est moins grave ici qu'ailleurs. C'est avant tout la loi de l'offre et de la demande qui s'applique en l'occasion et qui en est la cause. La grande loi de l'offre et de la demande prime toutes celles que peut adopter une Législature. On ne peut jeter le blâme pour la crise du papier journal sur le gouvernement, puisqu'il n'avait aucune compétence pour intervenir dans le secteur privé. Peut-on, en bonne vérité, en vouloir au gouvernement de n'avoir pas prévu les grands événements qui sont survenus depuis quelques années et qui se produisent encore si inopinément parfois? Cette crise, elle se règlera bientôt. L'honorable premier ministre contribue à ce règlement et défend les intérêts de nos ouvriers. On n'a pas le droit de dire qu'il se met aux genoux de M. Graustein. On sait que c'est faux.

D'ailleurs, le monde traverse une grande crise. Mettez-la noire tant que vous voudrez cette crise. Sachez que, dans le monde entier, on s'accorde à dire que partout, il y a la plus grande crise que nous ayons vue depuis une génération d'hommes. Nous avons nous-mêmes à faire face à cette situation. Aux États-Unis, le président Hoover a demandé aux délégués de lui aider à étudier les problèmes ouvriers. En novembre dernier, il a convoqué en conférence tous les grands des États-Unis. Il y a deux partis là aussi, mais on s'est rallié à M. Hoover pour l'aider à changer cette situation. Les démocrates n'ont pas blâmé le président Hoover pour cette crise tandis qu'ici, quand le premier ministre est intervenu pour soulager la crise, on l'a accusé d'avoir courbé l'échine devant le président de la International Paper Company, M. Graustein.

Pour bien juger du présent, il faut comparer avec le passé. L'honorable chef de l'opposition a parlé hier des mauvais résultats d'un régime de 33 ans. Dans ce temps-là, Saint-Maurice n'existait pas, Trois-Rivières avait seulement 8,000 âmes, La Tuque n'existait pas. Grand'Mère était un petit village. C'est ce régime qui nous a donné la ville que j'habite, Shawinigan. Elle n'existait pas alors. Shawinigan Falls comptait quelques centaines d'habitants seulement.

Les statistiques démographiques racontent une tout autre histoire aujourd'hui. C'est la politique qui a fait naître ou progresser ces villes industrielles de la vallée du Saint-Maurice. Voyez comment sont ces villes aujourd'hui. Ce sont des villes très importantes. C'est parce que le gouvernement a su attirer ici du capital étranger que les forces hydrauliques du Saint-Maurice ont pu être exploitées. Avant le développement de Shawinigan, nous ne connaissions pas les fortunes de \$100,000 dans notre province.

Pourtant, on ne veut pas que le capital étranger vienne ici. On nous a dit qu'il y a beaucoup trop d'argent et de pouvoir américains dans la province et que nos amis de l'autre côté de la frontière dirigent pour nous nos entreprises. Nous avons été quand même heureux de laisser exploiter nos pouvoirs d'eau dans la région. Cela a fait surgir des villes qui ont aidé nos cultivateurs. Québec était bien contente de laisser des compagnies telles que la Shawinigan Water and Power développer la houille blanche et ériger des cités. L'opposition ne veut pas de capital américain chez nous! Je suis heureux de saluer parmi nous ceux qui ont amené du capital américain chez nous M. Julian C. Smith, vice-président de la compagnie Shawinigan.

Il ne faut pas oublier que les financiers étrangers d'autrefois sont devenus canadiens. Pensons aux Américains Julian C. Smith, vice-président de la Shawinigan Water and Power Company, et à R. A. Witherspoon de la Canada Carbide qui, comme tant d'autres, sont venus dans cette province pour développer nos ressources hydroélectriques et qui, depuis de nombreuses années, sont des citoyens naturalisés canadiens, des résidents de notre province et non plus, dans aucun sens du terme, des étrangers. Ils sont devenus des Canadiens dont nous avons raison d'être fiers.

La population de ma propre ville de Shawinigan Falls est passée à 18,000 habitants. Les usines de cette ville n'ont jamais demandé un sou noir au gouvernement pour l'école technique qu'elles y ont construit et c'est tout à leur honneur. Ces

mêmes employeurs font tout ce qui est possible pour donner du travail aux ouvriers pendant les mois d'hiver. Le gouvernement du Québec va-t-il interdire l'ouverture d'autres moulins au Québec quand le papier journal est à \$140 la tonne, alors qu'on en construit dans les autres provinces?

On a parlé de l'exploitation de nos forêts et l'on a prétendu que le gouvernement a laissé dilapider nos forêts. Mais il y a quelques années, il brûlait 3,000,000 de cordes de bois en forêt. N'aurait-il pas été mieux si ce bois eût été coupé et exploité?

Il faut travailler à créer l'harmonie entre le capital et le travail. Nous avons dans le premier ministre (l'honorable M. Taschereau) un homme devant qui de grands financiers sont devenus de bons Canadiens et qui ont marché avec nous la main dans la main pour faire le succès de la province. J'espère que le gouvernement marchera la main dans la main avec des hommes comme M. Smith.

Il (M. Frigon) fait référence à une délégation de travailleurs venus de son coin de pays rencontrer le premier ministre pour lui expliquer leurs besoins. On a parlé d'une délégation qui se plaignait de manquer de travail. J'ai rencontré, il y a quelques instants M. Wilson, gérant de la Laurentide Paper, qui a lu les discours prononcés par l'opposition hier. Il m'a déclaré: "Nous ne voulons pas soulever le capital contre le travail, mais ce que nous voulons, par-dessus tout, c'est la paix et l'harmonie entre le capital et le travail". Les discours de certains membres de l'opposition ne sont pas de nature à assurer cette harmonie.

Il m'a parlé de M. Georges Parent, député à Ottawa qui a inscrit une motion dans le but d'empêcher l'exportation du bois de pulpe à l'étranger. M. Parent va demander, au nom des fabricants de papier, que l'exportation du bois aux États-Unis soit prohibée. Pour sa part, il m'a déclaré être prêt à acheter des colons le bois qu'ils couperont sur leurs terres. Il prétend que c'est là le seul remède à nos maux. Je crois que, si les fabricants de papier achetaient le bois de nos colons, qui alimente les moulins américains, la crise serait vite réglée chez nous. J'ai plus confiance en ceux qui étudient les moyens de régler la crise qu'en ceux qui essaient de s'en faire du capital politique. J'ai plus confiance en ce M. Wilson et en ceux qui ont investi leur capital dans le papier journal et ceux qui gouvernent cette province, qu'en ceux qui crient à la misère pour gagner quelques voix aux prochaines élections.

(Applaudissements à droite)

Le député de Maisonneuve a parlé d'un chemin de fer entre Montréal et l'Abitibi. Je me demande où il le mettra...

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Dans Saint-Maurice!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Et ce qu'il pourra bien rapporter à notre province? On a fait un crime au gouvernement d'avoir enlevé des terres à ceux qui occupaient le bien paternel. Je le blâme moi aussi, pas de la même façon. Chez moi, un M. Laberge a reçu \$55,000 pour une propriété qui valait à peine \$8,000. On ne l'a pas, toujours, appauvri!

C'est difficile de plaire à l'opposition. L'année dernière et les années précédentes, l'opposition se plaignait parce que celui qui était alors ministre de la Voirie et qui est maintenant ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) occupait un siège à la Chambre haute. Il est ici maintenant et nos amis d'en face ne sont toujours pas contents.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Ils ne sont jamais contents!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** L'opposition se plaint des tarifs demandés en vertu de la loi sur le crédit rural mais, selon moi, un agriculteur qui n'est pas capable de verser l'intérêt et 1 % à la caisse d'amortissement ne sera pas en mesure de réussir ni en agriculture ni dans quelque domaine que ce soit.

Parlons du Canada Cement. Lorsque cette compagnie fut fondée par Sir Rodolphe Forget, ceux qui ont eu assez de prévision et de confiance ont acheté des actions qui leur ont rapporté énormément. Au début, les parts étaient de peu de valeur. Le ministre de l'Agriculture en avait pris comme les autres et, dans la suite, les parts ont monté.

L'opposition essaie aussi de faire du capital politique en soulevant la population de Montréal et le vote ouvrier, avec l'affaire du tramway de Montréal. La compagnie donne un excellent service. Pas une autre compagnie n'aurait pu résister avec les conditions d'alors. Aujourd'hui, en réduisant les prix des billets, il faudrait réduire les salaires des employés.

Le chef de l'opposition a demandé, hier soir, où étaient les Canadiens français dans les grandes compagnies. La plus grande récrimination de ces mécontents est qu'il n'y a pas de Canadiens français dans les grandes entreprises. Il s'avère que le ministre de l'Agriculture est la preuve du contraire. Ce n'est pas encourager la population que de lui faire croire que si un Canadien français s'enrichit, c'est qu'il a dû se servir de moyens malhonnêtes.

Tous les pays du monde ont éprouvé la crise d'après-guerre et c'est en semant la confiance et l'optimisme qu'on réussira à rétablir la situation! Ce ne sera certes pas en dénigrant notre province ou en soulevant les classes les unes contre les autres.

L'honorable chef de l'opposition a fait appel au clergé hier. Et cependant, l'honorable député de Montréal-Dorion a reproché à l'honorable ministre de l'Agriculture d'avoir fait signer son bulletin de présentation par un curé.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je n'ai jamais dit ça!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** L'opposition n'a pas le courage de faire des accusations directes, alors elle insinue des choses. Les discours de l'opposition nous indiquent que tout ce que l'on désire, c'est d'essayer de gagner des votes aux prochaines élections.

Il (M. Frigon) fait l'éloge du gouvernement et demande de ne pas soulever le travail contre le capital, en ce temps de crise qui sévit en raison du chômage partout dans le monde, mais de chercher plutôt à régler toutes les crises dans la paix et l'harmonie.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** complimente le président et déplore le fait que le chef de l'opposition ait repris son ancien genre, car sa modération du début, dit-il, était plus convenable pour tout le monde. Le chef de l'opposition nous est arrivé avec une nouvelle attitude et nous étions nombreux à vouloir l'en féliciter. En fait, on ne le reconnaissait plus. Ce changement était bénéfique pour nous tous et particulièrement pour le chef de l'opposition.

Hier soir, il a repris son ancien visage et a ressorti une pléthore de vieilles histoires. Il a parlé de ce qu'il appelle la mise au rancart de l'honorable J.-E. Caron, ancien ministre de l'Agriculture. Son intérêt pour cette affaire n'est pas surprenant, puisque c'est au grand congrès des conservateurs de l'été dernier qu'on a mis au rancart l'homme qui est maintenant chef honoraire de l'opposition, quand le nouveau chef a annoncé son programme "Dehors la clique et plus vite que ça".

L'honorable chef de l'opposition a dit que le gouvernement avait faussé la *Gazette officielle*. Il a longuement parlé de la falsification de la *Gazette officielle* du Québec, faite, selon lui, dans le but de céder les forêts plus rapidement, mais il s'est éloigné des faits. Mais, pas un pouce de forêt n'a été vendu

en vertu de cet avis. Et d'ailleurs, le peuple s'est prononcé plusieurs fois depuis.

L'honorable chef de l'opposition en parlant du contrat du Montreal Tramways avait affirmé que la compagnie avait accordé une augmentation de salaires à ses employés de tramways, à la veille des élections pour préparer un mouvement d'opinion publique. Je proteste contre cette affirmation injurieuse pour les ouvriers. Les employés de tramways sont l'honneur de la cité de Montréal et le service de la compagnie est le meilleur au monde. Sur ce point, je peux dire au chef de l'opposition que les employés de la Montreal Tramways n'ont jamais demandé autre chose que leur juste dû pour suivre la courbe du coût de la vie. C'est injuste de dire qu'on leur a accordé une augmentation de salaire pour préparer l'opinion publique. On leur a accordé une augmentation parce qu'ils l'avaient demandée. On ne peut trouver nulle part de meilleurs employés.

Le chef de l'opposition (M. Houde) a aussi affirmé qu'on avait gonflé le capital de cette compagnie et il a cité l'évaluation des tramways. Je crois qu'il a dit qu'elle s'élevait à \$27,000,000<sup>2</sup>. En tant que maire de Montréal, il devrait savoir que la réelle évaluation des tramways est de \$50,000,000.

L'honorable chef de l'opposition a critiqué la Commission métropolitaine qui a sauvé le crédit des villes environnantes de Montréal. Je félicite le gouvernement de ce qu'il a fait pour conserver le crédit de la province en aidant aux municipalités endettées de l'île de Montréal. Ces municipalités, qui portent maintenant leurs sœurs plus faibles, seront récompensées quand ces dernières seront sur pied. Il a parlé du régime Décary et a reproché au notaire Décary, "petit notaire fourré partout", d'être président de l'Université de Montréal. Mais c'est un honneur. Il a parlé du régime Martin. Que penser du régime Houde?

Nous sommes maintenant sous le régime Houde et je peux vous dire que nous n'avons jamais, à notre connaissance, vu de telles choses à l'hôtel de ville de Montréal comme nous en voyons depuis que le chef de l'opposition est notre maire. Ça a pris le régime Houde pour qu'on voie un maire fermer sa porte à des travailleurs venus chercher une lettre de recommandation, afin de se trouver de l'emploi. Que leur a dit le maire de Montréal? Que leur a dit le député de Sainte-Marie? Il leur a dit: "Allez voir les échevins: ils s'occuperont de vous." Jamais on n'a vu un maire refuser sa porte aux ouvriers en leur disant: "Adressez-vous aux échevins." Il fut le premier maire de Montréal qui donna le spectacle d'un premier magistrat qui refusa sa porte aux ouvriers et

les a renvoyés aux échevins. Beuh! Le maire de Montréal! Les ouvriers montreront leur ressentiment au maire, le temps des élections venu.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Honteux, c'est honteux!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Il prépare ses élections. Nous verrons cela le temps venu!

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Moi aussi et j'espère pouvoir montrer à l'honorable député que son élection est en danger.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Voilà!

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** L'honorable député de Montréal-Dorion n'aime pas mes remarques. J'aurai quelque chose pour lui tantôt.

Il (M. Poulin) cherche à montrer que le chef de l'opposition s'est efforcé de faire du capital électoral en prévision de sa future campagne dans Montréal.

Le chef de l'opposition nous a aussi parlé du Parc Maisonneuve. Je croyais pour ma part qu'il allait parler de l'entente sur l'électricité et qu'il remplirait ainsi une promesse électorale, car l'honorable député avait promis de dénoncer les voleurs. Je suis parmi ceux qui attendent cette liste de noms, et j'espère que le chef de l'opposition nous la donnera, même si c'est la dernière chose qu'il fait en tant que maire de Montréal.

L'honorable chef de l'opposition dénonce tout ce qui est libéral. Il ne parlait pas comme cela quand il était libéral lui-même.

(Rires)

Il avait promis d'attirer 30 ou 35 nouvelles industries à Montréal. Il dit qu'il n'a pas pu parce que l'électricité coûte trop cher.

L'honorable chef de l'opposition nous a dit qu'il s'était sauvé à Sainte-Julienne. Je suis content de l'admission. J'étais à Sainte-Julienne et je sais que c'est vrai.

(Applaudissements à droite)

L'honorable chef de l'opposition nous a cité toute une série de taxes. Mais aucune n'est une taxe qui affecte le peuple. Celles instituées par le gouvernement sont des taxes de luxe que paient les riches. Conduire une automobile, aller au théâtre, courir toutes sortes de divertissements ou jouer aux courses n'est une nécessité pour personne. Les vraies taxes, celles dont, selon l'opposition, le peuple se plaint, ont été instituées par le gouvernement conservateur, avant l'accession au pouvoir du Parti libéral.

L'honorable chef de l'opposition nous a parlé des mandats spéciaux, pour la police provinciale. Comme le député de Montréal-Dorion, que je regrette de ne pas voir à son siège, l'honorable chef de l'opposition a attaqué l'autorité représentée par la justice. Je vois dans le journal que publie l'honorable député de Montréal-Dorion, un article qu'il a dû écrire lui-même<sup>3</sup>.

Il lit un extrait assez long du journal, citant les propos tenus par le député de Montréal-Dorion (M. Blain) sur la police, lors d'une récente rencontre à Montréal, où ce dernier a parlé très ouvertement d'événements récents et de Charles Lanctôt, le sous-procureur général.

**M. Blain (Montréal-Dorion)**<sup>4</sup> rappelle le député de Montréal-Laurier à l'ordre après un bref échange avec le vice-président (M. Vautrin), qui assume alors la présidence, pour l'avoir cité comme étant l'auteur de l'article. Je dois dire que je n'ai pas écrit un mot dans ce journal depuis un an.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Je suis content de cette déclaration.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je ne renie rien de ce qui est écrit.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** conclut sa lecture et défend ensuite le service médico-légal de la police provinciale comme étant le plus à jour et le plus apte à soutenir la comparaison avec celui de la ville de New York et d'autres instituts américains du même ordre. Mais selon le député de Montréal-Dorion, la police provinciale serait responsable de crimes de toutes sortes, y compris le meurtre et le vol.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Oui, et de vol d'élections.

Il (M. Blain) lit une longue liste de crimes non résolus qui, selon lui, remontent si loin dans la brume des temps qu'ils sont tombés dans l'oubli.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Ce journal rapporte un discours du député de Montréal-Dorion prononcé au Club Sauvé, dans lequel il a dit, en parlant de l'affaire Renaud<sup>5</sup>, que la police nous vole. L'honorable chef de l'opposition (M. Houde) a parlé à cette assemblée, lui aussi. Il s'est dit très fatigué de la session, fatigué de chercher les ministres. Je ne sache pas que les ministres se soient sauvés comme lui à Sainte-Julienne.

L'honorable chef de l'opposition a dit encore: "Messieurs les journalistes, prenez ça en note; on a faussé un document pour m'enlever mon patrimoine."

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):**  
M. l'Orateur...

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Laissez-moi finir. J'ai cité ces paroles de l'honorable chef de l'opposition pour montrer comment on s'y prend pour tromper les braves électeurs de Montréal. M. l'Orateur, l'opposition accuse la police provinciale. La police peut ne pas être parfaite, mais elle fait son devoir et les statistiques lui sont favorables.

Le député de Montréal-Dorion veut soulever le peuple en sapant le principe de l'autorité et de la justice. La veille, lorsque le chef de l'opposition contesta la décision que l'Orateur avait rendue quelques instants plus tôt, au sujet de certaines explications du député de Hull, le député de Trois-Rivières conseilla à son chef de ne pas demander le vote. Mais l'autre insista et lui répliqua: "Si tu ne veux pas voter avec nous, tu voteras comme tu voudras."

Il y a eu des ministres et des députés conservateurs, directeurs de compagnies. Il y en a encore. Plusieurs membres de l'opposition actuelle sont directeurs de compagnies. L'honorable député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est directeur de la Montréal Loan and Mortgage.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Je tiens à informer cette Chambre que je ne suis pas directeur de cette compagnie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Mais l'avez-vous été?

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Oui.

**Des voix de l'opposition** demandent un rappel à l'ordre.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Mais il l'a été.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):**  
M. l'Orateur, j'aimerais soulever un point d'ordre. Je désire que l'ordre soit maintenu dans cette Chambre, afin que le débat puisse continuer. L'honorable premier ministre n'avait pas le droit d'intervenir. L'honorable député de Saint-Georges a déclaré qu'il n'est pas directeur de la dite compagnie. Cette question est donc close.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Il y a aussi le député de Trois-Rivières (M. Duplessis), qui est directeur de deux compagnies.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Mais il n'est pas ministre.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** Et peut-être espère-t-il devenir ministre. L'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) est directeur de plusieurs compagnies d'électricité. Il est président de la St. Francis Water and Power Company et directeur de la Beauce Electric Power et de la Thetford Electric. L'honorable député de Maisonneuve est président d'une compagnie de mines.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Ça n'est pas encore assez pour être ministre du gouvernement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Vous méritez de l'être.

**M. Poulin (Montréal-Laurier):** L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) est aussi président de la firme Arthur Sauvé Ltd. J'en suis très heureux. Le député de Westmount (M. Smart) et de député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) sont aussi directeurs de compagnies. Et c'est l'opposition qui reproche à des ministres d'être directeurs de compagnie.

Dans un élan d'éloquence hier soir, le chef de l'opposition a demandé à savoir qu'est-ce que 32 années de régime libéral avaient fait pour "les siens". La réponse à cette question est qu'en 1897 le peuple de la province a exilé les siens dans les froides régions de l'opposition, où il les a gardés depuis, et que le gouvernement libéral a pris le pouvoir et a placé le Québec au premier rang de la Confédération.

L'honorable chef de l'opposition, après avoir critiqué la politique de l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) a fait allusion au père de l'honorable ministre et a dit que son père avait été un de nos plus grands Canadiens français. Il a dit que Honoré Mercier fut un des plus grands patriotes que nous ayons eus dans cette province. C'est vrai. M. Honoré Mercier n'a jamais essayé de diminuer les siens au profit d'un baron quelconque. Il n'a jamais tenté de dénigrer sa province. Il a prêché l'union, la concorde, l'amour de sa race et le respect des siens!

(Applaudissements à droite)

Je comprends qu'il est de la politique du gouvernement d'accorder dans le plus bref délai

possible un système d'assurance sociale, un système de placement familial, un système de pension de vieillesse et un système d'allocations familiales et aussi un système de protection de l'enfance. En passant, je constate que la politique de rapatriement commence à porter ses fruits et que le coût en est assez élevé. Voici un autre moyen qui ne coûterait pas plus cher; prendre certains pensionnaires de nos orphelinats et les placer par groupe de 20 à 25 sur un terrain favorable, c'est-à-dire sur un terrain bon pour la colonisation et la culture, sur une étendue de 4 à 5 milles carrés. Cela les empêcherait, à leur sortie de l'orphelinat, d'aller grossir la population des villes et d'être plus tard des repris de la justice.

Au contraire, cultivant un lot, vivant en commun sous une surveillance moins sévère qu'à l'orphelinat, mais une surveillance juste et raisonnable, ces orphelins rendraient un service à la colonisation. C'était le système de Jean Talon. On pourrait ainsi améliorer la colonisation et créer de nouveaux petits centres. Je suggérerais aussi la création d'une maison spéciale pour les orphelins.

Je me dois à moi-même d'offrir des compliments à l'honorable secrétaire de la province (M. David) pour ce qu'il a fait pour notre race. Je tiens à féliciter aussi tout le personnel de son département d'hygiène dont on ne saurait trop louer les belles activités dans l'intérêt de la santé publique.

Il cite des statistiques montrant une baisse de la mortalité attribuable à la tuberculose et à d'autres maladies dans la province. Il fait l'éloge des médecins et des infirmières et voudrait que l'on accorde plus d'importance à l'hygiène dans l'enseignement.

Mais je ne peux, cependant, laisser la question de l'hygiène sans renouveler une demande: donnez-nous, s'il vous plaît, pour nos chers ouvriers indigents un hôpital qui est nécessaire. Ce qui manque en ce moment à Montréal - je croyais un instant, hier, que le maire de Montréal le demanderait pour son peuple - ce qui manque tel qu'il a été prouvé par une enquête ou des enquêtes récentes, ce sont des lits publics à la disposition seule des ouvriers, là où ils pourront se faire soigner par leur propre médecin.

Quand je songe à tout le travail que s'imposent les médecins, je suis tenté de demander l'augmentation des traitements des médecins qui sont au service du peuple. Il est injuste qu'un médecin, après de si longues études, doive se contenter de gagner \$1,800, \$2,000 ou \$3,000 par an.

On devrait aussi modifier le programme d'enseignement à nos jeunes filles, afin de les

préparer à mieux remplir leur rôle de mère au point de vue du soin médical à apporter à l'enfant. De cette manière, on sauverait des centaines de vies humaines à la nation.

Une autre suggestion, très importante celle-là, a trait conjointement à l'hygiène et au département du ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault): c'est le relèvement de l'ouvrier dont la santé, la vigueur s'étiolent trop facilement au contact des influences morbides du travail dans les usines.

Je veux parler, dit-il, de l'inspection médicale de l'industrie et des 200,000 ouvriers qui peuplent les 7,000 établissements de travail.

Rapportant des paroles du sous-ministre du travail, la question, dit-il, est de savoir quels sont les effets physiques et moraux de certaines industries sur les individus. Le travail a évolué; il est devenu complexe et chaque phase du développement industriel a suscité ce problème du travail, ses difficultés sociales, ses maladies, etc.

Avons-nous des maladies professionnelles dans la province? Les statistiques manquent, mais bon nombre d'industries dangereuses existent, et il est certain que nous serons bientôt aux prises avec des problèmes qui taxeront le savoir des hygiénistes les mieux qualifiés. Notre loi de compensation des ouvriers blessés au travail est bonne et ne demande que certains amendements qui la rendraient meilleure. Contrairement à ce qui existe en Europe, elle est muette sur le sujet des indemnités aux victimes des maladies professionnelles. On semble considérer les nombreuses maladies de métier et l'affaiblissement d'un si grand nombre de travailleurs comme une prime immuable au destin. Le gouvernement ne saurait rester indifférent en présence d'une situation si pleine de menace pour les forces vives de notre pays. Il appartiendra au gouvernement de combler les vides du personnel préposé à la surveillance de la santé des ouvriers dans nos usines.

Enfin, une autre suggestion également importante: un pouvoir plus étendu à la Commission des accidents du travail pour juger des cas d'accidents de travail à leur mérite. Par exemple, un ouvrier gagnant normalement \$45 par semaine pourrait, par malheur ou par pur hasard, ne gagner que \$15 au moment où il se blesse. En vertu de la loi telle qu'elle se lit aujourd'hui, la commission ne devrait tenir compte que de ce dernier salaire. La présente loi a jusqu'ici opéré au désavantage des travailleurs ferroviaires de la province, particulièrement des victimes d'incapacités

permanentes partielles. Pour l'employé de chemin de fer, la perte d'un œil ou d'un membre équivaut à la perte de sa position. Conséquemment, cette perte doit être considérée comme lui occasionnant un préjudice plus sérieux qu'à l'ouvrier engagé dans une autre occupation qui, malgré une telle infirmité, pourrait persévérer dans son emploi.

En terminant, je tiens à signaler que le vieil esprit tory semble se réveiller en Saskatchewan. Quand je vois l'horizon se charger ainsi, je suis profondément ému. Je ne puis voir la foi de mes compatriotes en péril dans le pays de Lappeenranta. L'œuvre de Mgr Mathieu semble devoir s'écrouler. Et pourtant, nous avons toujours été généreux. Le gouvernement ne s'est jamais inspiré d'idées mesquines et persécutrices, mais il s'est toujours montré juste et généreux. Redoublons de générosité envers les autres races pour donner une leçon à ces persécuteurs.

(Applaudissements à droite)

**M. l'Orateur suppléant** demande si la Chambre est prête à voter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous voyez, nous donnons à l'opposition la chance de prendre la parole. L'opposition ne pourra pas nous accuser de l'empêcher de parler<sup>6</sup>.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Dommage que vous ne l'ayez pas fait hier. L'honorable premier ministre n'était pas ici hier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est la première fois, M. l'Orateur, que je me lève en cette Chambre depuis votre élévation au poste important que vous occupez. La Chambre me permettra de me joindre à ceux de mes collègues qui ont parlé avant moi pour vous offrir mes compliments.

Mes félicitations vous sont acquises aussi à un autre titre. En effet, je suis né dans la même ville que vous, M. l'Orateur, et je ne pouvais demeurer indifférent à l'honneur qui vous est dévolu. Quoique j'aie quitté Saint-Hyacinthe il y a déjà un grand nombre d'années, trop de souvenirs s'attachent au comté et à la ville que vous représentez pour que j'oublie les événements qui s'y sont déroulés. Ce n'est jamais sans un sentiment de profonde affection que je me retrouve dans ma ville natale, et sans vive émotion que je m'arrête devant la petite maison où ma famille a vécu de si beaux jours. Petite maison encore remplie de souvenirs qui me rappellent la

loyauté et le dévouement d'amitiés qui, après un demi-siècle, persistent encore et sont si vivaces envers la mémoire de mon père.

Saint-Hyacinthe: centre de luttes politiques mémorables, a donné à notre province des citoyens distingués qui ont laissé à notre vie nationale une empreinte profonde et gravée dans notre histoire politique des noms inoubliables: Les Dessaulles, dont l'un est aujourd'hui plus que centenaire, Sicotte, Bachand, Mercier, Demarais, Bourassa, Morin, Bernier, Blanchette, De La Bruère, et combien d'autres encore.

Ajouterai-je encore les personnalités remarquables que cette modeste petite ville a données à l'Église: Mgr Moreau, Mgr LaRocque au clergé, Mgr Choquette à la science et à l'éducation; à la magistrature: Tellier, Fontaine; au commerce et à l'industrie: les Côté, les Casavant, les Payan, les Duclos, et je pourrais encore y ajouter tant la liste est longue.

Saint-Hyacinthe a donné avant vous à cette Législature deux orateurs: Sicotte, au Parlement du Bas-Canada, De La Bruère au Conseil législatif. Vous êtes le digne successeur de cette ligne d'hommes distingués dans le domaine politique. Maire de votre ville depuis déjà nombre d'années, vous avez consacré vos efforts à son progrès et au bonheur de vos concitoyens.

L'activité que vous avez déployée, et le rôle que vous avez joué dans l'Union des municipalités, vous ont acquis parmi ses membres une estime et une confiance bien méritées. Je vous réitère mes sincères félicitations et, avec mes collègues de cette Chambre, je me réjouis de vos succès.

M. l'Orateur, me sera-t-il permis, comme c'est la première fois que je parle cette année en cette Chambre, de rappeler les vides qui se sont produits dans notre province. Des vides se sont faits dans la Législature depuis la dernière session. Je ne puis m'empêcher tout d'abord de signaler le grand deuil qui m'a frappé le plus au cœur: Sir Lomer Gouin. Je tiens à rendre hommage à la mémoire de notre ancien lieutenant-gouverneur. Sa disparition m'a causé un profond chagrin, car vous savez, M. l'Orateur, les liens d'affection presque fraternelle nous unissaient étroitement. Sir Lomer Gouin, dont la vie politique restera gravée dans les plus belles pages de notre histoire nationale. Je ne serais qu'un faible écho de toutes les louanges bien méritées que la perte de cet homme a suscitées tant dans la presse que dans les discours.

Maskinongé et Huntingdon dont les représentants ne répondent plus à l'appel: deux

figures sympathiques que nous ne saurions oublier. Le district que je représente M. l'Orateur, a été cruellement éprouvé dans sa double perte, et je ne saurais mieux exprimer ma pensée que de relire ce que j'ai déclaré dans une autre circonstance au sujet de la disparition de James Robb et d'Andrew Philps.

Après avoir donné lecture de deux éloges émus à l'adresse des deux disparus, il ajoute: Je n'ai pas l'intention, au cours de ce débat, de répondre à tout ce qui s'est dit en dehors de cette Chambre et ici, contre la politique administrative du ministère des Terres et Forêts, et contre l'orientation de cette même politique par le gouvernement. Je me contenterai de relever certaines inexactitudes et de répondre généralement à la critique des membres de cette Chambre qui siègent à votre gauche, et à celle de leurs amis.

Me limitant à cela, je me rends compte à regret que je vais soumettre à une dure épreuve la bienveillance de cette Chambre, car je le répète aujourd'hui: "La critique se fait avec des mots, et la réplique avec des pages". Et si, quand je reprendrai mon siège, j'ai la satisfaction d'avoir contribué quelque peu à fortifier, chez nos concitoyens, la confiance qu'ils doivent conserver dans l'avenir du pays et de la province, il me semble que j'aurai fait bonne œuvre, et que cette Chambre me pardonnera de l'avoir retenue aussi longtemps.

Nous aurions, paraîtrait-il truqué la *Gazette officielle*. L'honorable chef de l'opposition (M. Houde), remontant à 1926, a dit que nous avons faussé la *Gazette officielle*, en rapport avec la vente de limites sur la Manicouagan. C'est inexact. C'est une fausseté affirmée en dehors de cette Chambre, sur les "hustings" au cours de campagnes électorales et dans certains clubs: accusation qui n'a aucun fondement de vérité. Cet avancé a été repris au cours du débat et avec plus de modération par mon honorable ami de Verdun (M. Lafleur); le chef de l'opposition lui-même (M. Houde) n'a-t-il pas posé la question au premier ministre et reproché de ne pas y répondre? Le débat est déjà ancien, Monsieur, sur cette question: il remonte à près de quatre ans. Je sais que les règles de cette Chambre ne me permettent pas de faire allusion à un débat antérieur, et je me garderai bien d'enfreindre cette règle. Je m'arrêterai tout simplement à ce qu'a déclaré l'autre jour l'honorable député de Verdun, dont je ne mets nullement en doute la bonne foi.

Voici ce qui est arrivé. Une erreur a pu être commise qui a fait porter une date inexacte à une livraison de la *Gazette officielle*, cette erreur commise par des employés lors de l'impression. En

fait, un employé a commis une erreur en datant un numéro de la *Gazette officielle* du 16 janvier 1926 au 9 janvier. Cette erreur fut corrigée par un "erratum" publié dans une livraison postérieure. L'Imprimeur du roi a imprimé une correction dans le numéro du 23 pour la signaler. Mais c'est cette correction qui a attiré l'attention.

Comme ce numéro du 16 janvier 1926 contenait un avis de vente, pour qu'on ne puisse dire que nous avons fait perdre quoi que ce soit à la province, nous avons décidé de donner de nouveaux avis et de retarder la vente en question sur la Manicouagan. Il n'y a rien d'extraordinaire dans ce fait qui s'est produit maintes fois dans le passé au cours de publications d'ouvrages et de journaux auxquels le gouvernement n'avait rien à voir. Afin d'éviter tout équivoque, nous avons alors ajourné l'affermage dont il était question dans ces livraisons de la *Gazette officielle*. Et je me rappelle avoir lu à cette époque, dans un journal ce qu'un des amis de l'opposition disait sur un ton tragique: "Quand la province connaîtra ces irrégularités, elle ne sourira peut-être pas comme l'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils) sourit en ce moment"...

Il y a près de quatre ans de cela, Monsieur, nos amis de l'opposition et leurs suivants se sont chargés de signaler et de faire connaître ces prétendues irrégularités à la province. Se rappelant sans doute ce mot d'Alembert: "L'exagération, en voulant agrandir les petites choses les fait paraître plus petites encore." C'est ce que la province a compris et elle a souri des exagérations de l'opposition dans cette affaire de la *Gazette officielle*. Et quand sont venues les élections générales de 1927, les élections partielles qui ont eu lieu depuis, la province souriante, faisant la part des exagérations, a mis de côté cette accusation de faux portée contre nous avec tant de violence. La question est jugée, je le soumets, et je passe à autre chose sans plus de commentaires.

Mon excellent et sympathique ami, le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a fait un long discours et a bien voulu encore une fois tourner ses regards courroucés vers le ministère des Terres et Forêts. Je ne veux pour le moment retenir qu'un passage de son discours, les remarques générales que je ferai sur l'administration du ministère des Terres et Forêts, qui couvriront les autres suffisamment, je l'espère.

Ce sur quoi je désire m'arrêter un instant, c'est la façon dont le député de Maisonneuve parle de la construction d'un moulin à Dolbeau. "En aidant et permettant, dit-il, la construction d'un moulin à

Dolbeau, vous avez ruiné Chicoutimi." Et dans un langage véhément et imagé auquel il nous aurait habitués, si la chose était possible, il ajoute: "que le gouvernement n'essaye pas de cacher ses fautes quand elles sont aussi grotesques".

Examinons, M. l'Orateur, où est le grotesque dans cette affaire: Nous aurions ruiné Chicoutimi en aidant la construction d'une usine à Dolbeau. Mon honorable ami admet donc que l'érection du moulin de Dolbeau est due à notre politique. J'en retiens pour l'instant l'aveu, et j'y reviendrai tout à l'heure. Nous avons ruiné Chicoutimi: est-ce de la ville dont veut parler mon honorable ami? Est-ce qu'il sait que les commissaires du port ne semblent pas partager son opinion sur ce point, mais le contredisent plutôt? S'il consulte leur rapport, il verra, je crois, que l'usine de Dolbeau y est donnée comme un actif pour le port, avec, d'ailleurs, d'autres usines de la région. La Commission du port de Chicoutimi compte sur cette industrie pour alimenter son commerce.

Quelle est la situation actuelle de cette jolie petite ville de Chicoutimi, si bien située, pleine de promesses pour l'avenir? Si je consulte l'*Annuaire de Chicoutimi*, j'y trouve les renseignements suivants:

#### *Chicoutimi*

##### *Annuaire statistique de Chicoutimi, 1929*

#### *Population*

1917 .....	7.400
1922 .....	8,845
1924 .....	10,058
1925 .....	10,401
1926 .....	11,025
1929 .....	11,800

#### *Évaluation municipale en 1929*

Ville .....	\$10,020,410
Imposable.....	\$ 7,081,200
Non imposable.....	\$ 2,819,500
Exempt d'imposition.....	\$ 119,710

#### *Évaluation imposable*

En 1920.....	\$ 3,483,300
En 1922.....	\$ 4,515,267
En 1924.....	\$ 5,484,043
En 1929.....	\$ 7,081,200

Est-ce là une ville ruinée? Est-ce à la Compagnie de pulpe de Chicoutimi que mon honorable ami veut faire allusion, quand il nous reproche d'avoir ruiné Chicoutimi? L'honorable député voulait peut-être parler de la compagnie du pulpe de Chicoutimi, qui peut avoir eu des difficultés. Mais peut-on en tenir responsable le moulin de Dolbeau?

Mais il y a d'autres industries dans la région de Chicoutimi. On y trouve d'autres usines à pâtes et papier. Y en aurait-il d'autres que la Compagnie de pulpe de Chicoutimi qui aient été ruinées? Je n'en connais pas. Au contraire, je les crois toutes prospères.

L'avancé fait par mon ami de Maisonneuve en est un que je ne puis m'expliquer. Lui qui connaît si bien cette région de Chicoutimi, qui en est originaire, qui est au courant de toutes les conditions économiques et sociales qui prévalent dans cette région ne devrait pas ignorer qu'en 1919-1920 la Compagnie de pulpe de Chicoutimi était déjà dans une situation plutôt précaire. Il sait parfaitement qu'en 1922, cette situation était loin de s'être améliorée.

Est-ce que mon honorable ami aurait tellement concentré son esprit sur la pseudo tragédie du Lac-Saint-Jean qu'il en aurait perdu la mémoire des dates? Mais le député de Maisonneuve sait parfaitement bien que la Compagnie de pulpe de Chicoutimi fut mise en faillite le 15 mars 1924, c'est-à-dire à une époque où il n'était même pas encore question de la construction de l'usine de M. Wallberg, à Dolbeau.

J'ajouterais que l'usine de Dolbeau a commencé à fonctionner en décembre 1927, c'est-à-dire plus de trois ans et demi après la mise en faillite de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi. Je regrette que le député de Maisonneuve m'ait entraîné sur un tel terrain. Je regrette d'avoir été amené à parler d'un tel sujet, mais je ne pouvais laisser passer sans réfutation cette partie de son discours, et s'il y a quelque chose de grotesque, c'est bien dans des critiques sans fondement qu'on le trouve.

**M. Guertin (Hull):** Qui est responsable de la faillite de la compagnie de pulpe de Chicoutimi? N'est-il pas vrai que le gouvernement a refusé certains territoires forestiers à la compagnie de pulpe de Chicoutimi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il m'est souverainement désagréable de parler de la compagnie de pulpe de Chicoutimi. Je ne veux être forcé de donner aucun nom. Ce que je puis dire, c'est

qu'il y a peu de compagnies que le gouvernement ait plus aidées que la compagnie de pulpe de Chicoutimi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi le gouvernement a-t-il favorisé cette compagnie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La réponse que j'ai faite au député de Hull suffit.

Revenons à Dolbeau, et voyons ce qu'il y a de grotesque dans les origines de cette ville. Durant de longues et nombreuses années, nous avons entendu des plaintes venant de la région du Lac-Saint-Jean, où, avec raison, l'on déplorait le manque de voies de communication, de voies de transport. L'on parlait de chemin de fer de ceinture depuis des années sans aucun résultat pratique. Et au congrès de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.) à Chicoutimi, en 1919, l'un des orateurs s'écriait: "Qu'on nous donne un chemin de fer et l'aide pour construire les routes, et je vous promets une rénovation économique au Lac-Saint-Jean. L'obstacle, l'énorme, l'épouvantable obstacle, c'est la pénurie des moyens de transports."

Et il ajoutait: "Me reportant par la pensée à 20 ans d'ici dans l'avenir, je vois une jolie ville... développée sur le site de Saint-Michel-de-Mistassini, devenue le centre d'un riche district agricole, traversée par un chemin de fer qui viendra chercher les produits du sol, et y amènera une foule de touristes." Tiens! En voilà un qui n'a pas peur des touristes!... Au contraire, il les appelle avec enthousiasme.

Et il continue: "Fort malheureusement, cette belle vision est encore dans l'éther, et l'on se demande ce qui a pu, en vérité, en empêcher la réalisation; où est l'impossibilité d'un chemin de fer de ceinture? Quel est l'obstacle nuisible et insurmontable?"

L'obstacle, Monsieur, l'énorme, l'épouvantable obstacle, c'était et c'est le manque d'industrie, et la quasi-absence de population. Une région pleine de promesses qui restait non développée parce que personne ne voulait entreprendre la construction d'un chemin de fer, sans être assuré d'avoir quelque chose à transporter, sans avoir l'assurance d'un succès financier sinon dès le début, du moins dans un avenir rapproché. "Depuis longtemps, écrivait *Le Devoir*, le 5 mars 1927, l'on demandait le prolongement de la ligne Saint-Félicien, du Canadien National, afin de permettre le transport plus facile des produits agricoles et de desservir les villages de Normandin et d'Albanel."

La raison d'être de cette ligne repose surtout dans le trafic sur longue distance que fournira au Canadien National la nouvelle usine de pâtes de bois et de papier."...Et *Le Devoir* dit de plus, à la fin de l'article que "la nouvelle ligne permettra d'ouvrir de nouvelles Terres"!

Dans un discours que je prononçais en cette Chambre au mois de mars 1927, j'annonçais pour un avenir rapproché la réalisation du rêve de ce congressiste de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.), et ma déclaration était accueillie par nos amis de la gauche avec un sourire sceptique. Le rêve? Mais, Monsieur, nous l'avons réalisé en moins de 10 ans! Le chemin de fer s'est construit, les bonnes routes se sont ouvertes et dans le comté du Lac-Saint-Jean, il y a 286 milles de routes entretenues aux frais du gouvernement, sans qu'il en coûte un seul centin aux municipalités.

Au nord-ouest du Lac-Saint-Jean, dans un endroit inhabité sur un terrain peu propre à la culture, une ville modèle a surgi comme par enchantement, qui a aujourd'hui plus de 2,000 âmes de population. Loin d'en vouloir au député de Maisonneuve d'avoir soulevé ce débat, je l'en remercie, je lui sais gré de m'avoir fourni l'occasion de parler de Dolbeau. Et devant ce que nous avons réalisé, quelque chose de tangible qu'ils sont forcés d'admettre, nos amis cessent de sourire, et par leur porte-parole, le député de Maisonneuve, les voilà maintenant qu'ils trouvent nos actes des fautes grotesques!...

Le député de Maisonneuve nous a reproché d'avoir aidé à la construction de nouvelles usines et, de ce fait d'avoir contribué à la surproduction du papier. Me permettrait-il de lui citer certains chiffres et faits qui corrigeront ses avances et le convaincront d'étayer son argumentation sur des statistiques probantes. Il verra qu'il est dans l'erreur sur ce point, tout comme d'ailleurs, dans le cas de la Compagnie de Pulpe de Chicoutimi.

Quelles sont les usines où directement nous pourrions être tenus responsables de leur construction?

Un moulin sur la Côte-Nord, sur la rivière Manicouagan;

Un moulin sur la Mégiscan;

Un moulin sur l'Ottawa;

Un moulin à Dolbeau;

Un moulin à Québec.

Les concessions forestières, faites avec l'obligation de construire ces usines ont toutes été faites avant la fameuse crise. Deux de ces moulins n'ont pas été construits, les trois autres l'ont été. Je laisse de côté les raisons qui ont retardé jusqu'ici la construction de ces deux premiers moulins.

Pendant que nous, dans Québec, nous suspendions la construction de certains moulins et tentions de restreindre la production de ceux en existence, dans toute la mesure du possible, qu'est-ce qui se passait ailleurs? En 1928, la production possible des usines dans tout le Canada était de 9,641 tonnes par jour. La production dans Québec était de 5,784. Elle a augmenté durant cette période de 600 tonnes seulement: celle d'Ontario de 710 tonnes, celle de la Colombie-Britannique de 704 tonnes, celle de Manitoba de 230 tonnes, celle du Nouveau-Brunswick de 370 tonnes, celle de la Nouvelle-Écosse de 230 tonnes.

Je laisse de côté pour le moment l'augmentation aux États-Unis et dans Terre-Neuve. Donc, Québec a augmenté sa production de 1928 à 1930, de 600 tonnes, quand l'augmentation des autres provinces se chiffre à 2,244 tonnes! Soit une augmentation de 1,644 supérieure à celle du Québec. Voulez-vous ajouter Terre-Neuve? Vous aurez alors une augmentation de 230 tonnes, qui ajoutées à celles des autres provinces donnera une augmentation totale de 2,474 contre les 600 tonnes du Québec. Québec y est-il donc allé imprudemment?

Dans Québec, afin de ne pas ruiner l'industrie, nous avons contribué à retarder plusieurs projets de construction, malgré les pertes subies de ce fait par les intéressés. Nous avons refusé l'affermage de milliers de milles de forêts qui nous étaient demandés. Je laisse ces quelques comparaisons à méditer par mon honorable ami de Maisonneuve, mais je dois me convaincre, bien à regret, qu'il n'a jamais éprouvé l'éloquence des chiffres!

Souvent, l'on a soulevé la question de l'exportation du bois à pulpe aux États-Unis, et l'on s'est demandé s'il n'y aurait pas possibilité d'établir un embargo sur cette exportation. Ce moyen ne ressort pas de notre juridiction et, le fût-il, il faudrait y penser sérieusement avant d'adopter une mesure aussi radicale. En effet, une telle mesure frapperait durement une classe fort intéressante de notre population: le colon, le cultivateur. Nous allons suivre avec intérêt ce qu'on fera à Ottawa, à la suite de la proposition d'un député (M. Georges Parent).

La défense d'exporter le bois provenant des terres de la couronne n'offre pas les mêmes conséquences; aussi, depuis longtemps, nous avons adopté des mesures pour prohiber l'exportation de ces bois. Les résultats obtenus ont justifié l'adoption de cette mesure, et les statistiques nous démontrent que la quantité de bois exporté a diminué

considérablement. En 1920, nous exportons 827,982 cordes de bois; en 1925, 710,096, et aujourd'hui, en 1928, nous exportons environ 532,089 cordes. N'y a-t-il pas là amélioration sensible?

Voilà, je crois, qui démontre une amélioration. Il y a encore des progrès à réaliser en cette matière. Les prix payés par nos voisins du Sud sont assez élevés, et offrent un marché très avantageux pour nos cultivateurs et colons, surtout dans certains endroits de cette province où il n'y a pas d'usine à papier rapprochée, et où le coût de transport est élevé. Ce que nous cherchons depuis quelques mois, c'est la création d'un système qui faciliterait au colon et au cultivateur la tâche de vendre son bois dans cette province à des prix et conditions favorables. Nous étudions un projet qui, nous l'espérons, aura pour résultat d'amener les fabricants de pulpe et de papier à faire l'achat des bois provenant des terrains privés à des prix rémunérateurs.

(Applaudissements à droite)

Le débat est suspendu.

La séance est suspendue à 6 heures.

#### Reprise de la séance à 8 h 35

##### Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 89 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Adopté.

#### En comité<sup>7</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La compagnie actuelle a déjà fait prolonger ses délais plusieurs fois! Il y a déjà longtemps que ce chemin de fer devrait être terminé. Il ne l'est pas encore et c'est malheureux. Sans nous opposer au bill, nous tenons à attirer l'attention de la Chambre sur cet état de choses. Il est de nature à retarder considérablement notre développement ferroviaire.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### The Shawinigan Water and Power Company

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company.

Adopté.

#### En comité<sup>8</sup>:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande que ce projet soit retourné au comité des bills publics. Je crois que la compagnie Shawinigan, étant la pionnière du développement des forces hydrauliques dans la province, a fait du bien, mais je pense que l'on devrait refuser à cette compagnie le droit de créer un monopole. On ne doit pas passer ces bills à la vapeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne pouvons pas ainsi jouer indéfiniment avec les bills.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas de jouer avec les bills, mais nous avons besoin de discuter plus au long le projet et d'obtenir plus de renseignements. Cette compagnie demande des privilèges exorbitants. Il est extrêmement dangereux d'accorder des pouvoirs illimités à une compagnie aussi puissante et de lui permettre d'étendre son influence dans d'autres domaines. C'est une invite aux trusts que l'octroi de pareils privilèges. Si ce bill est adopté, elle aura le pouvoir d'acquérir toutes les compagnies d'utilités publiques, de former un trust gigantesque, de s'emparer de la province de Québec, s'il le faut.

Je n'ai rien contre cette compagnie. Il est vrai qu'elle a fait beaucoup pour le développement de l'électricité dans la province mais il faut considérer sa demande qui est exorbitante. Tout en reconnaissant ses mérites, je considère qu'il est de notre devoir de reconsidérer sa demande. Le bill actuel est l'un des plus importants qui aient été

présentés à la Chambre depuis que je suis député de Trois-Rivières. Ce n'est pas en favorisant l'établissement de semblables monopoles que l'on favorisera la distribution plus facile de l'électricité dans les campagnes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je consentirais à renvoyer ce bill au comité s'il n'y avait été déjà. Le bill a été étudié au comité et il ne semble y avoir aucune raison de le retourner au comité. L'honorable député de Trois-Rivières était là et il a obtenu de l'avocat de la compagnie tous les renseignements qu'il a demandés. On a posé là toutes les questions que l'on a voulu poser. Le bill a été suffisamment étudié en dehors de la Chambre.

L'autre jour, nous avons retourné au comité le bill de La Prévoyance. Aucune objection n'a été formulée. Je crois qu'il ne faut pas retarder inutilement le projet, qui n'est pas aussi dangereux que le croit l'honorable député de Trois-Rivières. Tout ce que la compagnie demande c'est d'exercer des pouvoirs qui appartiennent à de petites compagnies. J'aime autant que ces pouvoirs soient exercés par une puissante compagnie.

Nous ne pouvons retarder davantage la législation et ainsi retarder inutilement le travail de la session. Il faut hâter les travaux de la session. Je demande donc que la Chambre décide.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'insiste, dit-il, sur le renvoi du bill au comité. L'autre jour, le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), qui a à sa disposition tous les officiers en loi et un personnel compétent, a cru bon demander le renvoi au comité du bill de La Prévoyance. Ce bill était beaucoup moins important que celui de la Shawinigan.

Le bill de la Shawinigan est autrement plus important, car il donne à une compagnie, qui en a déjà beaucoup, de nouveaux privilèges. Il me semble que l'on devrait accorder à l'opposition ce que je demande actuellement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Votez contre le bill alors.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande tout simplement que nous référions de nouveau le bill au comité, afin de l'étudier davantage. L'opposition n'a pas vraiment eu l'occasion d'étudier ce bill en profondeur. De tels bills peuvent faire baisser la valeur des actions et ce sont les contribuables qui en feront éventuellement les frais.

**M. Guertin (Hull):** Dans mon comté la Gatineau Power a absorbé toutes les petites compagnies. Grâce à la disparition de la concurrence, que voyons-nous? On vend l'électricité plus chère aux cultivateurs de la vallée de la Gatineau, on charge des prix exorbitants pour l'électricité, on impose des conditions presque prohibitives. Je demande le maintien des petites industries dans tous les domaines, afin que notre peuple ne soit pas un peuple de fonctionnaires. Le bill est contraire à mes principes politiques.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je soulève un point d'ordre. Une motion pour renvoyer un bill à un comité doit être faite devant le président et non au comité.

**M. le président:** Le point d'ordre soulevé par l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) est bien fondé. Je ne suis pas intervenu parce que j'ai compris que les députés parlaient sur le préambule du bill.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je crois que vu l'importance du bill, nous devrions le retourner au comité.

Il attire l'attention sur le fait que le bill supprime un article de la charte interdisant à la compagnie d'exploiter un système de tramways dans le secteur de Trois-Rivières et exprime sa curiosité quant à savoir si cela signifie que Shawinigan va absorber la Montreal Tramways pour ainsi devenir un autre gros trust avec des ramifications partout au Québec. Jusqu'à présent, selon lui, les grandes fusions se sont généralement faites au désavantage de l'ensemble de la population.

**M. Tremblay (Maisonnette)** parle brièvement de ce qui se produit lorsqu'on accorde de larges pouvoirs et privilèges à de grandes entreprises. Selon lui, cela ne fait que rendre les choses plus difficiles lorsqu'il devient nécessaire de prendre le contrôle de telles entreprises, afin d'assurer des services au public à des taux convenables. Des dispositions telles que celles contenues dans le bill, qui permettent à la Shawinigan d'annexer toutes ses filiales pour les exploiter comme une seule entreprise, lui font penser, maintenant plus que jamais, qu'il est temps que le gouvernement prenne le contrôle du pouvoir hydroélectrique au Québec, et qu'il le développe et le distribue pour le bien général.

Je suis sous l'impression que nous serons obligés d'exploiter nos forces hydrauliques avec une

commission. Nous n'avons donc pas le droit de donner à une compagnie trop de privilèges.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous demande pardon, mais le temps de discussion est expiré. L'heure des bills privés est expirée. M. le président, je fais motion pour que la Chambre rapporte progrès. Nous reprendrons la discussion et l'étude de ce bill plus tard.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous avez tant besoin de pardon que je vous l'accorde volontiers.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 5 février, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides".

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) a parlé d'affermages de concessions forestières. Il s'est étonné que nous ayons affermé des concessions aussi vastes. Il veut savoir pourquoi celles que nous avons mises à l'enchère couvraient des superficies aussi considérables? Il voudrait revenir à l'ancien système, en vertu duquel on affermait par petits blocs. Il préfère l'ancienne méthode à la nôtre, et il fait remarquer à cette Chambre, non sans une apparente satisfaction, que nous vendons par petits blocs de 8, 10, 25, 30 milles carrés.

En effet, le dernier affermage que nous avons fait par enchères publiques portait sur des blocs de 2½, 3¼, 4, 8, 25 et 30¾ milles carrés. Cet affermage était fait pour rencontrer les besoins de petites scieries situées dans des centres de colonisation, dont les propriétaires étaient incapables d'acheter de grandes étendues. Ces concessions étaient suffisantes pour alimenter leurs petites industries, qui sont plutôt d'un caractère temporaire.

L'honorable député de Sherbrooke a eu raison de dire qu'autrefois les concessions forestières se faisaient par blocs n'excédant pas 50 milles carrés, si je suis bien renseigné. Nous avons été fort critiqués par les membres de l'opposition et leurs amis sur les affermages que nous avons faits; critique qui portait tant sur l'étendue de ces concessions que sur les prix obtenus. Il y avait d'autres reproches portant sur d'autres points, mais prenons les deux que je viens de mentionner.

Voyons ce qui se passait autrefois, à l'époque bienheureuse où les concessions se faisaient par petits blocs. Comme je l'ai dit, il y a un instant, ces petits blocs ne dépassaient pas 50 milles carrés. Il y en avait qui mesuraient 3, 8, d'autres 24, 40 milles carrés, etc. Croit-on que cela empêchait de vendre de grandes étendues? Non, on vendait des petits blocs, mais il n'y avait pas un acquéreur pour chaque bloc. Dans nombre de cas, les blocs ont été affermés au même individu ou à la même compagnie. Ainsi, en 1868, on vendait en superficie un total de 5,143 milles carrés; en 1869, 1,453 milles carrés, en 1870, 2,942 milles carrés, en 1871, 3,064 milles carrés, en 1872, 13,527 et en 1873, 1,549. C'est-à-dire qu'en huit ans, on vendait par petits blocs n'excédant pas 50 milles carrés, une superficie totale de 22,457 milles carrés. Dans une seule année: 13,527 milles carrés. Comme petits blocs, on admettra que c'est assez bien réussi! J'entends mes amis de l'opposition me dire: "Oui, c'est vrai, la superficie totale était grande, mais cela a permis à un grand nombre de personnes de se porter acquéreurs; à cette époque l'on protégeait les nôtres, etc., etc."

Non, Monsieur! Ça n'avait même pas ce résultat: la même personne, la même compagnie achetait un grand nombre de blocs et le tour était joué. En voulez-vous un exemple? Je vous le donne:

Mars 1872:

5 blocs sur la Rivière Rouge, variant de 24 à 50 milles carrés;

2 blocs sur la Lièvre, de 46 à 50 milles carrés;

En tout, 7 blocs: 290 milles carrés, à \$4 du mille, concédés à M. G.-A. Gouin, de Trois-Rivières.

Avril 1872:

11 blocs sur la Betsiamites, variant de 20 à 50 milles carrés;

6 blocs sur la Papinachois, de 27 à 30 milles carrés;

1 bloc sur la Rivière de l'île-au-Rosier, de 40 milles carrés;

6 blocs sur la Rivière-aux-Outardes, de 20 à 45 milles carrés;

Soit: 24 blocs représentant 829 milles carrés, à \$4, concédés à MM. E. Beaudet et T. Girouard, de Québec.

Novembre 1873:

700 milles carrés dans le bassin de la rivière Manouan, dans la région du Saint-Maurice, concédés à Wm. Stoddart, de Québec. Le système a été modifié. Nous procédons par superficie plus grande pour rencontrer les besoins de l'industrie moderne et pour obtenir des meilleurs résultats qu'autrefois. Nous évitons les difficultés en vendant au même

concessionnaire les limites du même bassin, car en dehors du Saint-Maurice, il n'est pas possible de permettre à plusieurs compagnies de faire le flottage de leur bois sur la même rivière.

De nos jours, quand nous affermons, disons... 1,000 milles carrés, toute la superficie comprise entre les lignes délimitatives de ce territoire paie rente annuelle à tant du mille. Qu'il y ait certaines étendues déboisées, qu'il y ait des lacs, des rivières ou des marécages, tout est inclus dans le territoire loué, sans en distraire une parcelle. Ainsi, lors d'un affermage récent, l'inventaire a donné qu'il y avait les deux tiers du terrain couvert de forêts exploitables, alors que la jeune forêt (40 ans) couvrait 26 % du territoire, tandis que les savanes, les parties dénudées et l'eau occupaient 10 %. Donc, un tiers du terrain qui était improductif a été affermé et a produit un revenu.

L'on comprendra aisément qu'avec l'ancien système des petits blocs, ces derniers étaient toujours localisés de façon à exclure les lacs et rivières. Mon honorable ami voudrait nous voir revenir à l'ancien système? Je préfère notre système à celui de l'honorable député de Sherbrooke. À l'époque jusqu'ici mentionnée, les limites forestières ne se vendaient pas à l'enchère. Le Parti libéral s'est battu longtemps pour faire changer le système de concession forestière, et de coupes de bois sur les terres de la couronne. Et c'est grâce aux efforts constants de l'opposition libérale de 1869 à 1872 que le système en vigueur jusque là fut abandonné. Ce n'est qu'après cette lutte de plusieurs années que le système fut changé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui décida le changement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement conservateur du temps, mais sous la pression de l'opposition libérale.

(Applaudissements)

À cette époque bénie, l'on vendait par vente privée et sur simple lettre du commissaire des terres. En quatre ans, 1869, 1870, 1871 et 1872, l'on a vendu de cette façon 20,986 milles carrés de forêt. Tout cela par petits blocs, tels que les aime l'honorable député de Sherbrooke.

Voulez-vous savoir ce que l'on pensait de ce système d'affermages en 1873? Je lis dans un journal de l'époque, dont le rédacteur était M. Hector Fabre. Je veux rappeler que l'honorable Hector Fabre condamna l'ancien système dans un article de son journal. C'est un extrait de *L'Événement* du 23 octobre 1873: "L'affaire du Pacifique a tellement absorbé l'attention publique depuis quelques mois,

que presque personne ne s'est occupé de la vente des limites à bois qui a eu lieu avant-hier. On se rappelle les efforts de l'opposition dans la Législature locale, depuis deux ans, pour faire changer le système de concession des coupes de bois sur les terres de la couronne. Elle prétendait que, faite privément dans le fond du cabinet du ministre, la concession des limites avait pour conséquence de ruiner le domaine public et d'enrichir quelques individus qui s'étaient acquis les bonnes grâces de l'administration par des fortes contributions à la caisse électorale des ministres et de leurs amis. Il faut avouer que les faits semblaient bien justifier les prétentions de l'opposition."

Et encore une fois j'attire tout spécialement l'attention de mon ami de Sherbrooke sur le fait qu'autrefois les petits blocs n'existaient que de nom, et que les concessions se faisaient par centaines de milles en superficies: 700 milles carrés à M. Stoddard, 829 milles carrés à Beaudet et Girouard. Si je continuais, je crois que je trouverais beaucoup d'autres choses fort intéressantes que je pourrais signaler à cette Chambre dans le même genre.

L'on a voulu revenir de nouveau, au cours de ce débat, sur la question des affermage forestiers. Je saisis avec plaisir l'occasion qui m'est offerte pour signaler certains points, certains faits à la Chambre.

Si l'on excepte quelques concessions forestières à l'enchère publique, concession de peu d'importance et pour venir en aide à de petites scieries, nous n'avons fait aucun affermage depuis 1926.

Quelques faits et quelques chiffres maintenant pour établir la situation telle qu'elle existe au sujet de la quantité des terres de la couronne sous permis de coupe. En 1868, il y avait 17,998 milles carrés de forêt sous permis. En 1888, il y en avait 41,584, soit une augmentation de 23,596 milles carrés en 20 ans. En 1908, superficie sous licence, 69,425 milles carrés, soit 27,841 d'augmentation en 20 ans. Au 30 juin 1929, nous avions 81,095 milles carrés, sous licence, soit une augmentation durant les dernières 21 années de 11,670 milles carrés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre me dira-t-il quelle est l'étendue de forêts vendues depuis trois ans par le gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je donnerai des chiffres à mon honorable ami qui le contenteront, s'il veut me laisser parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas des chiffres dont je parle, c'est des forêts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je crois que si mon honorable ami et ses collègues de l'opposition allaient plus souvent en forêt, ils ne parleraient pas comme cela. Je continue. Les autres provinces ont-elles suspendu les affermage de concessions forestières? Non, Monsieur! Contrairement à ce qu'affirme la gauche, les autres provinces n'ont pas arrêté l'affermage. Depuis 1924-25, Québec a affermé 8,000 milles carrés, environ, et Ontario 11,982.

Si nous analysons l'ensemble des opérations faites dans les différents régimes libéraux et conservateurs depuis 1868 à 1929, nous trouvons les chiffres suivants quant à la superficie en mille carré et en primes d'affermage: Régimes conservateurs: en 25 ans, 37,915 milles carrés; primes d'affermage, \$738,895.78 soit une moyenne de \$19.60 par mille carré. Régimes libéraux: en 36 ans, 43,180 milles carrés; primes d'affermages, \$8,384,642.45, soit une moyenne de \$260 par mille carré, au lieu de \$19.60.

Inutile, je crois, de m'étendre longuement sur ce sujet. Je suis persuadé que le député de Sherbrooke, qui devait ignorer ce que je mets devant cette Chambre, préfère notre façon d'administrer notre domaine public forestier à celle de ses amis d'autrefois.

Repassons maintenant, si vous voulez bien, quelques appréciations impartiales sur notre administration forestière. Vers 1924, une commission royale instituée pour faire enquête sur la situation du bois à pâte en Canada, publiait son rapport. Certes je ne m'accorde pas avec tout ce que contient ce rapport et il y aurait beaucoup de choses à dire sur certains points. Je demande la permission de citer:

"Il y a environ 20 ans, le gouvernement de la province de Québec, reconnaissant la nécessité de l'établissement d'un service forestier et réalisant que la présence de techniciens était nécessaire dans ce service, a décidé d'envoyer deux étudiants d'avenir poursuivre dans une université étrangère des études sur la théorie et les méthodes de conservation forestière et sur la pratique de la sylviculture, vu que de telles facilités d'enseignement n'existaient pas au Canada. Après avoir terminé leurs études, ces deux messieurs revinrent dans leur province et, depuis, se sont toujours occupés de l'administration du domaine forestier et du développement d'une école provinciale de sylviculture où l'on a recruté un personnel technique pour le service forestier qui s'accroît continuellement.

"Bien que l'on ne puisse pas dire que la politique suivie et le service administratif constitué

dans la province de Québec soient ce qu'il y a de mieux, on constate néanmoins qu'il y a un certain degré de stabilité et de constance dans les méthodes réformatrices adoptées par le service qu'on ne trouve pas dans certaines autres provinces.

"Nonobstant certaines faiblesses dans l'administration forestière, il faut en toute justice reconnaître que le gouvernement s'est montré plus empressé à écouter les recommandations de ses conseillers forestiers et a effectué certaines réformes législatives dans le but d'améliorer l'administration et de procurer de plus grandes facilités d'enseignement et d'étude sur la sylviculture, en un mot, il a fait plus que partout ailleurs au Canada."

Les deux étudiants d'avenir auxquels fait allusion ce passage du rapport de la commission royale, ce sont MM. Piché et Bédard qui dirigent encore aujourd'hui le service forestier, et ce, depuis plus de 20 ans. Aux études faites dans ce pays, à l'étranger avant 1910, ils ont ajouté 20 ans d'expérience dans la direction du service qui leur a été confié. Il y a là, ce me semble, une certitude pour les citoyens de cette province, que cette partie de l'administration est entre bonnes mains.

D'autres parmi les honorables députés qui siègent à votre gauche, et leurs amis ont aussi tourné leurs regards vers le ministère des Terres et Forêts, et renouvelé leurs attaques contre la politique forestière suivie par le gouvernement. Je ne voudrais pas leur en faire de reproche, mais il me semble qu'ils pourraient un peu varier leur thème, et nous apporter quelque chose d'un peu plus nouveau. L'on admettra que le menu qui nous est servi est un peu ancien pour ne pas dire monotone. L'honorable député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) nous a cité l'opinion de M. Joseph Dufresne, ancien député de Joliette, contre qui je n'ai rien à dire personnellement. Être obligé, comme l'a été par exemple l'honorable député de Montréal-Verdun de remonter à l'époque déjà éloignée où M. Jos. Dufresne siégeait en cette Chambre, pour trouver des arguments, il faut certainement être à court de moyens. Eh oui! Monsieur, M. Jos. Dufresne a parlé de ces questions et de bien d'autres et faisait des chiffres! Il puisait dans les rapports du département, dans les *Comptes publics*, des chiffres, les alignait sur des feuilles de papier, et faisait des additions. Comme mon ami de Verdun, quand il trouvait \$49,368,877, ça semblait l'ennuyer; il faisait alors, comme il disait, des chiffres ronds, et du \$49,368,877, il faisait tout simplement \$50,000,000.

Mon honorable ami de Verdun est imprudent, il me permettra de le lui dire. Je crois que mon

honorable ami de Verdun s'est trompé. Je crois qu'il a été induit en erreur. Il a cité des chiffres que je n'ai pu jamais trouver. Je ne peux pas trouver la source de ses renseignements et de ses chiffres. À moins, cependant que ce soit M. Jos. Dufresne qui l'ait inspiré. D'après *L'Action catholique* il aurait dit dans son discours: "En 10 ans, le gouvernement a taxé la forêt de la province pour \$49,368,877, - ou \$50,000,000, en chiffres ronds. Il en a, dit-il, pris \$50,000,000 à même le capital pour ses recettes courantes et son budget annuel." Et il ajoute: "Comme le faisait si bien remarquer M. Jos. Dufresne, notre collègue de Joliette." Or, hier, l'honorable chef de l'opposition a prétendu, lui que les revenus étaient de \$63,000,000. J'ai cherché les chiffres officiels de ce que la forêt avait rapporté à la province depuis 10 ans, et j'ai trouvé \$42,345,519.35<sup>9</sup>. C'est là le revenu total pour la période de 1919-20 à 1928-29. Ce montant global comprend les intérêts, pénalités et taxes de feu, la rente foncière, les primes d'affermages, les honoraires de transferts, les droits de coupe. Je ne crois pas avoir rien oublié. Il pourra d'ailleurs trouver ces chiffres à la page 82 du rapport du ministre des Terres et Forêts.

Je crois que mon honorable ami aurait mieux fait de faire ses chiffres lui-même, quitte à les arrondir, si cela lui plaisait. Connaissant son esprit de justice, sa grande exactitude dans les faits, il aurait trouvé autre chose et n'aurait pas manqué d'en faire part à cette Chambre et à la province pour la mieux renseigner. Que de satisfaction profonde il aurait éprouvée, lui, si anxieux de protéger notre capital forestier, en constatant les sommes considérables que tous les ans nous retournons à la forêt pour protéger, conserver, perpétuer ce capital forestier!

Mais pour M. Jos. Dufresne, ces considérations avaient peu de conséquence; aussi, il les laissait de côté avec une certaine nonchalance. Je l'ai bien connu, M. Jos. Dufresne: un brave homme au fond. Très assidu en Chambre, sa spécialité c'était les chiffres. Mais ce qu'il chérissait par-dessus tout, c'était les additions. L'addition était devenue chez lui une seconde nature. Il en faisait partout: dans cette Chambre, au dehors. Tellement qu'un jour les électeurs de Joliette un peu fatigués de le voir additionner des années, s'en sont mêlés, et pour changer la formule devenue monotone, se sont avisés de faire de la soustraction. Du nombre des députés de cette Chambre, ils ont soustrait M. Dufresne et pour atténuer sans doute son chagrin, ils ont fait une bonne addition en envoyant le député de Joliette (M. Dugas) pour le remplacer.

(Applaudissements)

Mais l'honorable député de Montréal-Verdun, tout occupé qu'il était dans sa compilation de chiffres, a oublié un point qui n'est pas sans quelque importance, et qu'il aurait dû, il me semble, signaler à la Chambre. Je ne lui en tiendrai pas compte, car je suis convaincu que les soi-disant experts qui avisent l'opposition ont négligé de l'instruire de ce détail. Nous avons, Monsieur, durant les dernières dix années, tiré un revenu de \$42,345,519.35 provenant de la forêt. Ce que l'honorable député de Montréal-Verdun a oublié de mentionner à cette Chambre, à ce bon peuple de la province dont nos amis de la gauche parlent avec tant de sollicitude, c'est la proportion de cette somme que nous avons retournée à la forêt pour sa conservation, pour sa protection.

Si vous consultez ces mêmes *Comptes publics* que M. Jos. Dufresne compulsait avec tant de maîtrise, vous y trouverez les items suivants: ce sont là des items qui comportent des dépenses considérables, dont les uns concernent entièrement la forêt, et les autres s'y rapportent dans une majeure proportion. Mais prenons ceux-là seuls sur lesquels il ne peut pas y avoir de discussion: Le service de la protection, le service forestier, le reboisement, la pépinière de Berthier, et certaines sommes qui apparaissent sous une rubrique spéciale: la Spongieuse.

Nous avons, sous ces différents chefs, dépensé de 1919-20 à 1928-29, c'est-à-dire durant les 10 dernières années, une somme totale de \$7,511,403.54. Durant la même période, celle dont parle l'honorable député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), si nous avons reçu une somme globale de \$42,345,519.35 de la forêt, nous lui avons restitué \$7,511,403.54. En d'autres termes, 17¾ % de revenus provenant de la forêt ont été dépensés pour la protéger, la conserver, la perpétuer.

Il est bon de faire remarquer ici à cette Chambre que, dans les sommes que je viens de mentionner, il n'est nullement question des salaires des officiers et des employés qui sont payés à même le fonds consolidé du revenu. Et cependant, il ne serait que juste que d'en agréger le total à celui que nous avons déjà mentionné.

Est-ce que je ne pourrais pas aussi y ajouter une proportion des argents dépensés pour fins d'aviation? La photographie aérienne est utilisée pour nous fournir des renseignements sur la forêt et nous aider à compléter notre travail d'inventaire. Le service d'arpentages constitue dans une grande mesure un travail de reconnaissance forestière. L'École des gardes forme une partie de notre personnel qui surveille l'exploitation et la conservation de la forêt.

Le gouvernement oblige le concessionnaire, comme je l'ai dit, à protéger la forêt, à en faire l'inventaire. C'est une des obligations du contrat, imposées par le gouvernement. Est-ce que les millions dépensés par les concessionnaires, sous la surveillance et le contrôle du gouvernement pour protection et inventaires, ne devraient pas aussi être tenus en ligne et compte, quand on fait calcul de ce qui est mis au service de la forêt?

Bref, Monsieur, je suis convaincu que si je tenais compte de tous les argents déboursés par le gouvernement lui-même et par les compagnies suivant les obligations qu'il leur impose, vous trouveriez une proportion beaucoup plus considérable qui retourne au maintien de notre capital forestier.

L'honorable député de Montréal-Verdun nous cite ensuite le député de Laval (M. Renaud): "Que diriez-vous, demandait un jour ce dernier, d'un cultivateur qui vendrait le "trécarré" de sa terre pour \$2,000, et qui dirait ensuite à son voisin: Cette année, ça va bien, j'ai un surplus de \$2,000?"

Tout d'abord, mon honorable ami me permettra de lui dire que je ne connais pas de cultivateur dans cette province qui tiendrait un langage aussi naïf et aussi illogique que celui-là. Je crois connaître le député de Laval, et il me semble que ce serait lui faire injure que lui attribuer la paternité de cette fable.

J'ai déjà eu l'occasion à maintes reprises, au point même d'en ennuyer mes honorables amis, de déclarer que le gouvernement "ne vend pas le "trécarré" de sa terre". Quand il fait une concession forestière, il garde le fonds et ne cède que pour bonne et valable considération le privilège d'exploiter 80 % du rendement de la forêt, réservant 20 % pour couvrir les risques et pour satisfaire aux exigences de la reproduction. Il se réserve le droit absolu de propriété sur le fonds, sur les mines, sur les pouvoirs d'eau, la chasse et la pêche. Il a le droit en aucun temps de distraire de la concession forestière de son "trécarré" des lots pour fins de colonisation, pour fins industrielles, pour fins de culte. Il réserve en faveur des cultivateurs et des colons des privilèges comme celui d'aller y couper du bois de construction et de clôture. Il se réserve à lui-même le droit d'aller y chercher le bois nécessaire à la construction de ponts et pour travaux de voirie.

Il oblige le concessionnaire à faire à ses propres frais l'inventaire forestier complet ainsi que la délimitation de la propriété. L'inventaire est effectué sous le contrôle, la surveillance du service forestier, et doit être approuvé. L'arpentage se fait

aux frais du concessionnaire par un arpenteur choisi par le gouvernement.

Le concessionnaire doit faire un plan d'aménagement et ne peut commencer à couper le bois sans en avoir reçu au préalable l'approbation du gouvernement, tel que le requiert la loi des inventaires.

Le concessionnaire est tenu d'exploiter d'abord les endommagés par le feu, par les insectes, renversés par le vent, et ce n'est pas tout: le concessionnaire est tenu de protéger "le trécarré" du gouvernement contre les incendies, et il est responsable vis-à-vis du gouvernement de tout empiètement que des tiers peuvent y commettre.

Le concessionnaire ne paie pas au gouvernement pour le "trécarré" \$2,000 une fois pour toutes: il paie une rente annuelle de tant du mille carré, une royauté sur chaque pied de bois qu'il coupe, et en plus, lors de l'affermage un petit bonus d'adjudication qui varie de \$200 à \$1,000 du mille carré. Entre parenthèses, c'est cette prime d'affermage que les ancêtres politiques du député de Laval appelaient "Bonus" et qui était \$4, et les ventes se faisaient dans les circonstances que j'ai déjà rappelées...

Et quand le gouvernement reçoit le revenu du "trécarré" de sa terre il en prend 17¾ % et il l'applique directement sur le "trécarré" et la balance de sa terre pour l'améliorer et les conserver en bon ordre. La balance du revenu est appliquée par le gouvernement "en bon père de famille" en octrois de tous genres, pour aider la colonisation, l'agriculture, l'instruction publique, etc...

Bien plus, Monsieur, le gouvernement l'emploie même, c'est incroyable, à donner du pain à certains individus qui, après l'avoir mangé, vont chez le voisin du "trécarré" pour le décrier, l'injurier, le calomnier, bénéficiant de leur séjour à la table du gouvernement pour donner à leurs mensonges une teinte de vérité et fournir à ses ennemis des prétextes pour l'attaquer. Le bon La Fontaine avait bien raison quand il disait, en concluant certaine fable:

"Il est bon d'être charitable:

"Mais envers qui? C'est là le point.

"Quant aux ingrats, il n'en est point

"Qui ne meure enfin misérable"<sup>10</sup>.

Mais ce n'est pas la première fois que la question a été posée. Elle l'a été à maintes reprises dans le passé. Chaque fois que le cultivateur, regardant son "trécarré" où il conserve jalousement une petite forêt qu'il exploite, un bon sourire sur les lèvres, il a donné lui-même sa réponse, et vous savez laquelle, Monsieur.

Un journal, est-ce *Le Devoir*, *L'Action catholique* ou encore le *Star*, publiait un discours qu'avait fait l'honorable chef de l'opposition. Je l'ai lu avec attention, cherchant ce que j'y trouverais sur la politique forestière. Enfin, j'y suis! Voici ce qu'il dit:

"Je vais maintenant pénétrer en forêt. Je voudrais y pénétrer, afin de voir ce qui s'y passe. Je comprends que certains de mes adversaires n'y verraient pas d'objection, en autant que j'y resterais. Mais je ne leur donnerai pas ce plaisir."

Sur le moment, j'ai cru, je vous l'avoue, que les mots "ce plaisir" se rapportaient à la dernière partie de sa phrase: non! cela se rapportait à sa pénétration en forêt, et tête première plonge dans les pouvoirs d'eau, comme il dit. Cette phrase ambiguë de mon honorable ami peint admirablement la situation dans laquelle se trouvent les membres de l'opposition. J'ai beau regarder, en effet, je n'en vois pas un seul qui n'ait jamais dépassé la lisière de la forêt, et qui sache ce qui s'y passe. Obligés de s'en tenir aux renseignements qu'ils reçoivent de droite et de gauche de soi-disant experts qui partagent, ou même leur inspirent leurs craintes, ils font des avancés de bonne foi, je n'en doute pas, des avancés qui sont inexacts, et... qui auraient besoin d'être un peu retouchés...

Ainsi, par exemple, l'opposition a-t-elle assez parlé de la dévastation de notre domaine forestier qui disparaît rapidement; a-t-elle assez prédit que dans un avenir rapproché, il n'y aurait plus de bois dans la province! Dans sept, dans 10 ans, dans 20 ans, la forêt sera disparue; que deviendront alors nos villes si prospères aujourd'hui, quand nos usines, faute de matières premières, devront fermer leurs portes! M. l'Orateur, tout ceci n'est pas du nouveau, c'est du réchauffé.

Les cris d'alarme que l'opposition pousse au sujet du domaine forestier ne sont guère que des échos de cris semblables poussés dans la Nouvelle-France, sous le règne de Louis XIV. Déjà, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, en 1708, un monsieur Duchesnay adressait un placet au Conseil du roi, dans lequel il déplorait le manque d'attention apporté à la conservation des bois dans la colonie; "Les habitants coupent sans réserve, disait-il, et il est à craindre que dans peu d'années les villes manqueront même de bois de chauffage." Ce monsieur propose un remède aux dangers qu'il signale, et il l'offre en toute candeur, au Conseil du roi. Ce remède, véritable panacée, c'est de le nommer "Grand maître des Eaux et Forêts", et si on lui confie cette charge, il empêchera les désordres qu'il signale. Il est juste de souligner le grand désintéressement de ce

constructeur de navires: il acceptera la commission de Grand maître des Eaux et Forêts sans aucun appointement, et il promet d'exercer cette charge avec exactitude et pour le bien de la colonie. Et ceci se passait sous le règne glorieux de Louis XIV, roi de France.

C'est encore, en 1868, Benjamin Sulte qui écrit un travail dans lequel je demanderai à cette Chambre la permission de puiser les passages suivants: "La hache du bûcheron a traversé d'outre en outre les plus profonds boisés du Canada. Depuis les rives de la mer Atlantique où s'arrêtent les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, jusqu'aux sources du Saint-Maurice et de l'Ottawa, tout est parcouru, visité, exploité. Nous sommes installés aux confins de la forêt vers le nord, et nous y portons une guerre destructive, incessante, imprévoyante, s'il en fût jamais."

Voyons donc en quels termes il nous fait de son pessimisme! "Nos forêts ne sont donc pas inépuisables, puisque les massifs précieux en sont à peu près disparus; nos forêts ne s'étendent pas jusqu'au pôle nord, puisque le moindre voyageur les dépasse sur toute la ligne, en arrière des Laurentides. Prenons la peine d'y réfléchir: l'opinion publique est faussée sur ce point, nous sommes à la veille d'être pauvres tout en faisant fruit de nos richesses."

Et Benjamin Sulte écrivait cela il y a 60 ans! Il y a 60 ans de cela, et les adversaires du gouvernement n'ont pas même le mérite d'émettre une idée nouvelle lorsqu'ils disent que nos forêts sont épuisées. Où en était donc rendue l'exploitation forestière à cette époque? "La dévastation est parvenue précisément à la latitude où commencent les terres glaciales, qui, elles, s'étendent jusqu'au "Pôle Nord"." En indiquant certains moyens de remédier à la situation qu'il décrit aussi alarmante, Sulte nous donne certains conseils: "Si, au lieu de procéder par des mesures radicales qui effraient invariablement les gens, nous avons la sage précaution d'attaquer le mal adroitement, pour le faire disparaître sans secousse du corps social, un noble et beau succès aura couronné une œuvre toute nationale, qui de prime abord se présente dépouillée du prestige populaire."

Quel moyen Sulte nous donne-t-il encore pour enrayer le mal qu'il décrit? Écoutez-le plutôt: "Les Canadiens disposés à étudier la culture des forêts s'occuperaient avec profit de la Suède et de la Norvège, ces deux pays si semblables au Canada par leurs neiges, la durée de leurs hivers, et hélas! les tristes résultats que l'absence d'un régime approprié a produit dans l'administration des forêts." C'est en

effet dans ces deux grands pays forestiers que nous avons envoyé des nôtres pour se familiariser avec les méthodes sylvicoles et d'exploitation forestière, pays qui sont encore essentiellement forestiers et doivent leur prospérité et leur subsistance à la forêt.

"Il n'y a pas à reculer devant l'exploitation, elle est de rigueur, et pour le rendement qu'elle procure et pour la colonisation; mais il est impossible de reculer aussi devant cette vérité: nous ne savons rien de la sylviculture et notre imprévoyance nous perdra."

Il appartenait donc à un gouvernement libéral, et plus particulièrement à un homme de la clairvoyance de Sir Lomer Gouin pour comprendre cette vérité, et réorganiser, en 1910, le service forestier en le mettant sous la direction de deux des nôtres qui, en effet, étaient allés chercher la science sylvicole aux meilleures sources: celles de l'expérience. Et s'il y a eu imprévoyance de la part de nos prédécesseurs, elle a pris fin à ce moment.

Voulez-vous savoir encore, Monsieur, quelle valeur Sulte attache au terrain boisé de la plus petite importance? "Il y a telle paroisse où une forêt apparaissant tout à coup serait d'une plus haute valeur qu'un champ de blé. En songeant un peu à l'avenir, nous qui payons déjà des prix fabuleux pour le simple bois de chauffage, imaginons ce que dans cinquante ans la population pauvre souffrira de privations en ce genre, et comprenons bien quelle responsabilité les hommes de cœur et d'influence assument dès ce moment envers la postérité."

Et nous avons si bien compris cette responsabilité que nous avons créé, partout où la chose a été possible, des réserves cantonales où le colon, le cultivateur peut aller puiser son bois de construction et de chauffage. Vers 1888, c'est William Little qui nous fait part de ses appréhensions. Dans un ouvrage intitulé *How to get rid of the Timber*, il déplore la grande pénurie de système dans nos coupes, le manque de coordination, les déprédations effrénées qui s'exercent, et prédit qu'au train où vont les choses, il n'y aura plus de bois de service dans 25 ans.

Duchesnay, Sulte, et Little nous ont laissé des disciples qui prêchent de nos jours les mêmes craintes, les mêmes prophéties pessimistes. Certes, je ne veux pas mettre en doute la bonne foi et la sincérité qui les animent. Mais le ton et les circonstances qui accompagnent certaines déclarations tendancieuses me rendent quelque peu perplexe, et me rappelant certains faits, certaines attentes, je me demande si parmi ceux qui crient le plus fort, il ne s'en trouve pas qui consentiraient

généreusement à accepter une commission de "Grand Maître des Eaux et Forêts", promettant, eux aussi d'exercer avec grande exactitude, et pour le bien de la colonie,... même sans appointement!

Lorsque la commission royale chargée d'enquêter sur les forêts a fait ses études, de prétendus experts ont dit que nous étions presque au bout de nos ressources forestières.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre croit-il à l'opinion de M. Barnjum?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. Barnjum a donné son opinion à la commission. Que mon honorable ami lise ce que la commission pense de lui.

**M. Guertin (Hull):** Qui a nommé cette commission?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est le gouvernement fédéral. Il fallait un gouvernement libéral pour créer cette commission. Quant à moi, mon sentiment en la matière, si l'on me permet de l'exprimer en empruntant les mots de Hales, je le traduirai en ces termes: "Let us understand clearly at the outset just what is meant by devastation of the forest. There is a sort of weak sentimentalism which laments the destruction of any tree, no matter how well matured or what the purpose to which the timber is applied. This foolish feeling is not what the real forester is trying to develop, nor is it that which will gain the respect of the general public. No person need regret the feeling of a full grown tree, when the timber is properly used. A tree like any other plant, grows, matures and declines. Some mature in a few years and some take centuries, but once they mature, they should be used of they will decay. Our inexhaustible forest resources once formed a favorite subject with speakers and writers, who thought more of a high sounding phrase than truth. The forest should not be only protected but used. A national forest is first of all for use, and when timber is matured, it should be cut and removed for the service of man"<sup>11</sup>.

Je professe encore la doctrine du Dr Clifton C. Howe, doyen de la Faculté forestière de l'Université de Toronto, qui déclare: "Canada owns young forests of over fifty million acres, which, under rigid protection and wise administration, will supply Canada with adequate timber to cover future needs"<sup>12</sup>. J'aime autant ces opinions que celles de M. Barnjum.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre sait-il que l'International Paper a fait des coupes illégales?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je l'ignore, mais si cette compagnie a fait des coupes illégales - les rapports de nos officiers nous le diront - elle devra en subir les conséquences.

Il est étrange de constater combien dans l'esprit de certaines gens, le domaine public a peu de valeur, et combien lente est la reproduction. "Nos forêts disparaissent, les arbres ne repoussent jamais! Mais quand il s'agit de propriété appartenant à des particuliers, de propriétés situées dans d'autres provinces, dans d'autres pays, il n'y a pas d'incendie en forêt; l'exploitation s'y fait de façon rationnelle; quand la forêt est détruite par une cause quelconque, les arbres repoussent de façon merveilleuse, avec une rapidité incroyable."

Quel temps faut-il pour reboiser? Le député de Sherbrooke a dit qu'il fallait 36 ans. C'est l'honorable député de Sherbrooke, l'autre jour qui, sans s'en soucier, apportant dans sa critique la même candeur que lors de sa discussion sur la loi des accidents du travail, nous en fournissait un exemple. Il nous a cité le cas d'une propriété où il y avait absence totale de bois il y a 36 ans, et qui fut exploitée avec avantage et profit par son possesseur, le bois ayant repoussé merveilleusement. Ce qui s'est passé là, d'après l'honorable député, ne peut pas évidemment arriver ailleurs! Il sera peut-être surpris d'apprendre qu'il n'y a là rien d'extraordinaire, et ne se limite point à la propriété dont il parle, mais même sur les terrains de la couronne!

Qui n'a entendu parler de la catastrophe inoubliable de 1870 au Lac-Saint-Jean, qui a détruit des centaines de milles carrés de forêt? Il y a déjà 60 ans de cela, et déjà, depuis quelques années, des concessionnaires forestiers font tous les ans une récolte de bois, qui, j'en suis certain, dépasse en valeur et qualité les récoltes faites par l'ami du député de Sherbrooke. Ainsi, la région du Lac-Saint-Jean dévastée par un immense incendie en 1870, fournit de belles quantités de bois aujourd'hui. Et des inventaires faits par des gens sérieux montrant que ces forêts incendiées en 1870 ont un capital forestier de 4½ cordes à l'acre. Et ce, nonobstant les pertes subies chaque année par le feu, le vent, les insectes, tout ce qui ailleurs, suivant nos critiques, empêche la croissance d'un seul pied.

Si le chef de l'opposition et ses amis visitaient notre domaine forestier, nous souhaiterions qu'ils y demeuraient assez longtemps pour se rendre compte

des véritables conditions forestières. Ils y trouveraient matière à réflexion, et des exemples de reproduction après exploitation qui renverseraient toutes les théories qu'ils énoncent publiquement et périodiquement, surtout au cours de campagnes électorales.

Sur la Mékinak, sur la Rivière Rouge, ils verraient des concessions forestières détenues par de nos concessionnaires depuis 75 ans où, procédant par rotation, la coupe de bois s'est effectuée de telle façon que la forêt se reconstitue d'elle-même.

Qu'ils aillent sur les concessions forestières de la Wayagamack, sur la Vermillon, sur les concessions de la Laurentide, des Brown, des Price, sur le Saint-Maurice, au Lac-Saint-Jean; qu'ils visitent les étendues forestières de l'Ottawa, ils en reviendront comme j'en suis revenu moi-même, plus confiants que jamais dans l'avenir de notre domaine forestier, et plus encouragé que jamais à travailler à la surveillance des exploitations.

Qu'ils aillent plus loin encore, qu'ils dépassent la hauteur des terres, qu'ils aillent dans cette région glaciaire décrite par Benjamin Sulte, où paraîtrait-il l'arbre ne pousse pas, et ils y trouveront des richesses forestières incomparables et insoupçonnées même des plus optimistes. Pourquoi donner aux experts forestiers du dehors une autorité que l'on refuse aux experts forestiers attachés au ministère des Terres et Forêts de cette province?

Je dis sans crainte de me tromper que nulle part ailleurs l'on trouvera un groupe d'hommes plus dévoués, plus actifs, plus compétents, pour accomplir la tâche qui leur est dévolue. Permettez que je cite encore M. Hale: "What we need at present is not a greater organization. That had better be allowed to grow than that any one man or set of men should make it in its entirety. Nor need we wish for more efficient or enthusiastic men. Seldom has any department of public service has been operated with equal intelligence, skill and energy. We do need a more enlightened and sympathetic public, a public that takes an interest to help, not to criticise, to build and not destroy. We still have both ignorance and indifference. The great majority of fires may be traced to one or other of those causes, and only the education of the public can alter this. In our extensive territory an army would be needed to enforce regulations."<sup>13</sup>

L'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), durant son discours, m'a fait l'honneur de s'adresser directement à moi: "Mon honorable ami, le ministre des Terres m'écoute avec tant d'intérêt que je veux lui dire que tous les citoyens de

cette province, sans distinction de parti, comptent sur lui pour assurer une exploitation plus rationnelle de nos ressources naturelles." Mon honorable ami a eu raison: je l'écoute toujours avec attention et grand intérêt. Si je ne partage pas toujours sa manière de voir, je lui rendrai ce témoignage que, toujours courtois, il sait choisir ses mots et ses expressions et se tenir dans les limites d'une discussion agréable, digne de véritables gentilshommes. Il donne l'exemple et ce n'est pas lui qui, pour le plaisir de faire un mot d'esprit, prendrait le risque de froisser les sentiments les plus respectables chez ses adversaires.

Reprenons ses arguments, et efforçons-nous d'y répondre sur le même ton. Bien entendu, je me limiterai dans mes remarques aux choses qui se rapportent à mon département. "Il y a eu du gaspillage de bois" dit-il, "le ministre dira que non, mais des experts"...

M. l'Orateur, je n'ai pas besoin d'experts pour savoir que, dans le passé, il y a eu du gaspillage de bois. Je l'ai dit d'ailleurs, je ne suis pas un expert, mais aux connaissances techniques qui me manquent, je cherche à suppléer par la petite expérience que j'ai acquise depuis le premier jour où, jeune encore, j'ai visité certaines de nos régions forestières, et où même j'ai résidé durant près de cinq années. Ce fut en effet mon privilège d'habiter à cette époque dans le nord du comté de Terrebonne, dans une modeste "log cabin", et d'y passer des jours heureux, en contact continu avec le bûcheron et le colon. Il y a plus de 30 ans de cela, et les amitiés qui existaient entre les habitants de la région et les "lumber-jacks" subsistent encore, et maintes fois j'en ai eu des preuves non équivoques.

À cette époque j'ai visité les régions de la Gatineau, de la Lièvre, de la Rouge, de la Petite-Nation, y faisant des séjours assez prolongés. Depuis, j'ai fait de nombreux voyages en forêt, et je le dis non sans une grande satisfaction personnelle, il y a peu de régions forestières dans cette province que je n'ai pas eu l'occasion de visiter, en y puisant des renseignements précieux. Le bassin de l'Outaouais, le Lac-Saint-Jean, La Rive Sud, l'intérieur de la Gaspésie, la Côte-Nord m'ont aussi appris à connaître ma province et mieux apprécier ses richesses. Dans toute la mesure du possible, je continue encore la visite de notre territoire forestier, ajoutant à tout ce que je vois les renseignements précieux qui me sont fournis tant par les experts forestiers de mon ministère que par ceux de l'extérieur.

L'honorable député des Deux-Montagnes a dit qu'il y avait eu du gaspillage. Je ne veux pas nier qu'il y eu du gaspillage. Mais la position s'est

améliorée depuis un grand nombre d'années. Pour parler de mon expérience personnelle, j'ai visité presque toutes nos forêts. Je me suis rendu compte des gaspillages du passé. J'ai constaté depuis les changements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis quand?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Depuis au moins 10 ans. Nous faisons utiliser les déchets en obligeant les concessionnaires à utiliser le bois jusqu'à 3 pouces de la tête des arbres. Autrefois on se contentait d'une coupe à 7 pouces de la tête.

Du gaspillage, Monsieur, je l'ai constaté depuis longtemps, et c'est pour cela que nous avons modifié les lois et règlements qui régissent les forêts de la province. Rien n'est parfait en ce bas monde, et je n'ai pas la prétention de dire que nous avons atteint les sommets. Mais ce que je prétends, c'est que grâce aux conseils de nos aviseurs techniques, nous avons, depuis 1910 plus spécialement, fait un progrès remarquable, surmontant des difficultés sans nombre et de tous genres; heurtant de front la vieille routine; brisant les résistances d'intérêts particuliers; marchant toujours de l'avant.

Le service forestier a été organisé en 1910 et nous avons maintenant un personnel composé, comme suit, au 30 juin 1929:

- 28 ingénieurs forestiers;
- 36 inspecteurs forestiers;
- 29 mesureurs experts;
- 147 gardes-forestiers;
- 136 assistants;
- Soit en tout 376 personnes.

Depuis le mois de juin 1929, nous avons ajouté de nouveaux ingénieurs forestiers et nous en ajouterons encore une dizaine dans un avenir très rapproché; tous, sous la direction de chefs d'expérience et dont les connaissances offrent les meilleures garanties.

Je ne suis pas un expert en matière forestière, je l'ai dit, mais conseillé par un personnel de premier ordre, je juge la question froidement, donnant à la politique forestière de mon ministère la direction et l'orientation que je crois la meilleure, suivant les circonstances, dans l'intérêt de l'industrie peut-être, mais toujours dans le meilleur intérêt de la province et de sa population.

"Vous laissez brûler la forêt," dit-on. Et l'on donne des statistiques terrifiantes. Oui, Monsieur: la forêt brûle; la forêt a été dévastée par des incendies; elle l'a été dans le passé, elle le sera, je regrette de le dire, encore dans l'avenir! Dans le passé, la forêt

brûlait du temps du Chevalier de Troyes, en 1686; elle brûlait en 1870; elle brûlait en 1923; elle brûlait encore en 1929.

Le père Lejeune en 1636, relate des feux de forêt. *La Relation* de 1660 parle d'embrasements immenses. Le père Crespieu, parlant de la région du Lac-Saint-Jean, en 1673, dit que l'on remarque les traces récentes que de cruels incendies ont laissées dans ces vastes forêts. Elle brûlait dans des régions inaccessibles et inhabitables de l'Ungava! Elle brûlait dans les centres de colonisation, dans l'Ontario, dans le Nouveau-Brunswick, dans toutes les provinces du Canada. Elle brûlait aux États-Unis, en France, dans tous les pays du monde. La foudre, le voyageur en forêt, le bûcheron, le colon, le sport, le citadin, la locomotive ont été causes d'incendies en forêts. La forêt brûle, encore, mais ce que je puis dire avec satisfaction, c'est que les incendies sont moins fréquents, et surtout les dommages sont moins considérables qu'autrefois. Les incendies de forêts ne sont pas chose nouvelle au pays, puisqu'il y en a eu dès 1686, mais leur nombre va diminuant.

Limitons-nous à notre province. Je sais que l'on me dira, et on me le dit, car il faut bien admettre que les incendies ont beaucoup diminué en quantité et en étendue: "Ce n'est pas vous qui êtes causes de ce résultat dont nous nous réjouissons avec vous, la Providence vous protège!" J'ai entendu certaines gens de langue anglaise me dire: "The Almighty!"

Merci! Je reconnais que la Providence s'est penchée sur moi depuis mon arrivée au ministère des Terres et Forêts, et a bien voulu étendre sa protection jusqu'à moi. Je la remercie de m'accorder tous les jours ce qu'Elle refusait à mes prédécesseurs. Mais si la Providence nous accorde une protection si efficace, c'est parce que, reconnaissant nos efforts, Elle nous accorde sa bienveillance, parce que nous avons mis en pratique le vieil axiome: "Aide-toi, le ciel t'aidera".

Regardez ce qui s'est passé autour de nous, en dehors de cette province: incendies en forêt, incendies désastreux qui dévastent tout autour de notre province. Et dans notre province, même en 1929, n'est-il pas vrai que nous avons eu 426 incendies en forêt?

En 1928: 295 feux ont ravagé 6,533 acres;

En 1927: 514 feux ont ravagé 40,969 acres;

En 1929: 426 feux ont ravagé 10,494 acres.

Et si nous n'avions pas eu de service de protection efficace, la Providence, pour nous punir de notre négligence aurait agi vis-à-vis de nous comme Elle a fait en 1870. Sans ce service on aurait à enregistrer des pertes autrement considérables.

Mais, Monsieur, n'est-il pas vrai que depuis quelques années, tous, tant que nous sommes, nous avons donné à la question forestière plus d'attention et de soins? N'est-il pas vrai que le concessionnaire forestier, le gouvernement, les citoyens ont tous donné dans le mouvement de la conservation et de la protection de la forêt avec un ensemble extraordinaire? N'ai-je pas le droit de dire que le gouvernement a fait sa large part dans ce sens?

Nous avons commencé une campagne d'éducation dans toute la province. Dans les écoles, dans les collèges, dans les centres de colonisation, dans les villes. Toutes les classes de la société ont été atteintes par cette campagne d'éducation soutenue par le gouvernement et les associations de protection.

L'Association forestière du Canada, les concessionnaires forestiers, ont largement secondé nos efforts. Le clergé nous a donné son appui le plus efficace et n'a pas peu contribué au succès. Cette campagne de prévention a joué son rôle important dans les résultats que je signalais il y a un instant. Les campagnes pour empêcher les incendies de forêts ont porté fruit. Car, comme l'écrit un auteur: "L'éducation compte pour une bonne part du travail de garde forestier en ce qui concerne la prévention des incendies. La plupart des incendies sont dus à la négligence des colons ou des voyageurs. Cette négligence est le fait de l'ignorance des ravages que de tels incendies peuvent causer et des moyens qu'on peut utiliser pour les prévenir bien plus qu'elle n'est le fait de l'intention. Par l'affichage de bulletins et par d'autres moyens, on peut instruire les gens sur les mesures à prendre pour prévenir les incendies et les aviser des sanctions imposées dans les cas de négligence.

"C'est pendant l'enfance que doit se faire cette éducation, et c'est à l'école qu'on trouve les enfants. Sans alourdir un programme déjà surchargé, il est possible de cultiver chez l'enfant, par des mises en garde bien placées, des conversations agréables et une sensibilisation à la beauté de l'environnement, l'amour des arbres."

Mais nous n'avons pas néanmoins négligé l'organisation de notre service de protection, et les concessionnaires forestiers ainsi que les associations ont suivi le mouvement. Le nombre total des personnes employées à la protection de nos forêts se chiffre aujourd'hui à 4,811. Ce personnel se subdivise comme suit: (Voir le tableau à la page suivante)

*Service de la protection*

Inspecteurs .....	112
Gardes-feux .....	544
Sous-gardes-feux .....	1,346
Gardes-feux auxiliaires .....	<u>317</u>
Total .....	2,319

*Associations de protection*

Inspecteurs .....	151
Gardes-feux .....	1,178
Gardes-feux auxiliaires .....	<u>892</u>
Total .....	2,221

*Concessionnaires non affiliés*

Inspecteurs .....	18
Gardes-feux .....	141
Gardes-feux auxiliaires .....	<u>112</u>
Total .....	<u>271</u>
Grand total .....	4,811

Nos hommes ont à leur disposition un matériel complet qui contribue largement au succès de leur travail. Partout sur notre territoire forestier, des patrouilles se font en auto, à cheval, à pied ou en canot. Des tours d'observation ont été érigées sur des points élevés d'où elles couvrent en vision un rayon très étendu. Voulez-vous une comparaison avec ce qui se faisait dans le passé?

1917-1918	1927-1928
Seulement 7 inspecteurs;	490 gardes-feux
Pas de gardes-feux, sauf	101 inspecteurs
le personnel des	1,425 assistants-gardes-
associations dont on ne	feux
connaît pas le nombre	<u>2,016 au total</u>

Les associations avaient un personnel total de 2,109 pour 1927-28, et d'environ 500 pour 1917-18.

Dès mon arrivée au ministère des Terres, frappé par l'étendue des désastres causés à nos forêts, je me suis efforcé d'obtenir que tous les intéressés coopèrent avec nous pour donner une protection plus efficace et aussi complète que possible. Ceci ne s'est pas accompli en un jour, mais après 10 ans d'efforts

soutenus. Il a fallu 10 ans pour mettre à point ce service de prévention! Nous avons la satisfaction de constater que les incendies en forêt, surtout depuis cinq ans, ont été moins considérables et moins désastreux dans cette province que partout ailleurs.

C'est l'honorable député de Sherbrooke, je crois, qui, se basant sur d'anciens ingénieurs du gouvernement, déclare que la forêt diminue. J'aurais voulu, je l'avoue, un peu plus de précision. La prenant dans un sens large, c'est une vérité de La Palisse qu'il a énoncée. Le territoire forestier de la province a en effet diminué considérablement depuis 100 ans! Mais prenons donc depuis la Confédération: la colonisation à elle seule a contribué à diminuer l'étendue de notre territoire forestier d'une vingtaine de mille milles carrés. Quand on parle de diminution de l'étendue boisée, on ne devrait pas oublier que la colonisation est un certain facteur de déboisement. Je ne proteste pas contre la colonisation. J'en suis enchanté, toutefois; partout où il y a des terres propices à la culture, nous devons indiscutablement les livrer à la colonisation, et concentrer nos efforts à cette œuvre véritablement nationale. Mais encore faudrait-il que nos honorables amis, quand ils font des chiffres tiennent compte de cette superficie. Je désire qu'on tienne compte de ce fait en parlant de déboisement.

Dans un cadre aussi restreint que celui où je me trouve dans ce moment, il ne peut être question de couvrir tous les points en litige. Je me contenterai de signaler à l'attention de cette Chambre, avant de quitter ce sujet, l'un des résultats réalisés par notre politique forestière, et qui mérite qu'on s'y arrête un instant, c'est l'économie réalisée au cours des exploitations.

Il a été calculé qu'autrefois on utilisait 30 % seulement des arbres abattus en forêt, et qu'aujourd'hui, on en utilise 75 %. Pourquoi? L'une des raisons, c'est que nous exigeons que l'arbre abattu soit utilisé jusqu'à 3 pouces de diamètre, tandis qu'autrefois, l'on utilisait jusqu'à 6 pouces. L'industrie de la pulpe contribue aussi à une utilisation plus complète de nos bois que lorsqu'il s'agissait de bois de sciage. Dans l'industrie de la pulpe, on peut utiliser des bois affectés par les incendies, par les insectes, les champignons, les bois gelivés (fendus par la gelée), les bois tordus, etc....

Pour signaler l'importance des économies faites en forêt comme résultat, qu'il me suffise de dire que, de 1923 à 1930, il y a eu deux billions de pieds de bois brûlé de coupés dans nos forêts qui ne l'auraient pas été autrefois et qui auraient été complètement perdus. Ces deux billions de pieds représentent 30 % de la coupe totale du bois coupé durant cette période.

Ceci, Monsieur, a sauvé de l'abattage 1,500 milles carrés de forêt verte. Je crois que notre politique forestière est responsable, dans une large mesure de ces résultats heureux. Par cette exploitation, nous contribuons à nettoyer le sol de la forêt d'une certaine quantité de déchets qui augmentaient les dangers d'incendies, et qui constituaient des foyers où se développaient les germes de maladies qui affectent souvent nos forêts.

La création de l'industrie de la pulpe et du papier en notre province a aussi contribué à la protection et la conservation de nos forêts. Car, ne l'oublions pas: l'exploitation forestière jointe aux industries manufacturières coûteuses de la pulpe et du papier est une industrie permanente et tendant à la conservation, offrant le plus grand encouragement à faire fructifier le sol et à agrandir plutôt qu'à diminuer l'approvisionnement des matières brutes.

Je veux dire un mot cependant à l'honorable député des Deux-Montagnes, qui a dit que nous importons du bois de construction venant de la Colombie-Britannique, qui font concurrence à nos bois. C'est exact, et depuis plusieurs années la chose a été signalée dans le rapport du ministère des Terres et Forêts. Moi-même, vers 1926 et 1927, au cours d'une réunion générale des marchands de bois, j'ai protesté contre cette invasion. Et pas plus tard que lundi, le chef du service forestier, au dîner annuel de l'Association forestière du Canada, a souligné les difficultés que provoquait l'arrivée des bois de l'ouest sur nos marchés. Ce fait regrettable existe, malheureusement, non seulement dans Québec, mais dans tout l'est du Canada et des États-Unis. Il n'est aucunement dû à l'épuisement en pin des forêts affermées dans Québec et Ontario, mais provient de conditions économiques et de causes indépendantes des gouvernements, dont je ne vous en signalerai que quelques-unes.

1. La raison principale se trouve dans le coût de transport. Le début de cette crise que mentionne mon honorable ami coïncide avec l'ouverture du canal de Panama qui permet d'apporter par voie d'eau, de Vancouver à Montréal, les bois du Pacifique, à un taux de fret égal à celui par voie ferrée de la vallée de l'Ottawa à New York.

2. La campagne agressive des producteurs de bois pour annoncer leurs produits.

3. La surproduction des moulins du Pacifique qui les force à "dumper" leurs produits partout où ils peuvent.

4. L'engouement de nos gens pour les bois étrangers, dont les mérites sont inférieurs à nos bois indigènes.

5. L'indifférence de nos architectes et ingénieurs, constructeurs, alors qu'ils pourraient donner la préférence à nos bois.

Ne pourrait-on pas reprocher aussi à ces derniers de ne pas s'intéresser suffisamment à cette question de l'emploi des bois de l'Est dans leurs entreprises? Par le moyen de la radio, le gouvernement fait une campagne auprès du peuple pour lui demander d'employer de préférence du bois de la province. Mardi dernier à *L'Heure Provinciale*, au radio, le chef du service forestier a précisément exhorté les citoyens de cette province à employer chaque fois que possible les bois de la province dans les travaux de construction ou autres, car nos bois ont de réelles qualités.

L'honorable député des Deux-Montagnes a aussi parlé de bois de chauffage dont le prix est très élevé. Cela tient à plusieurs causes: le salaire que doit payer le cultivateur à ses aides. Il en coûte trois fois plus cher aujourd'hui pour faire faire le bois de chauffage qu'il y a 30 ans. Autrefois, le cultivateur travaillait au prix de revient du bois. Les frais de transport sont plus élevés: charriage et chemin de fer.

Le volume réel de la corde de bois doit être pris en considération. Les chiffres donnés par mon honorable ami sont évidemment d'un fort volume; dont les pièces sont d'au moins de 3 pieds, sinon de 4. La colonisation, le développement du pays, ont fait reculer les terres à bois à de grandes distances des centres. L'épuisement des forêts privées, dû à l'imprévoyance de leurs propriétaires, a raréfié les approvisionnements de bois: les cultivateurs prudents ont sagement exploité leurs terres à bois et pourront toujours couper assez de bois pour leurs besoins et même en vendre un surplus, bénéficiant de la hausse des prix.

Cette question de forêts privées est tellement importante que nous nous en occupons, et nous sommes prêts à aider nos cultivateurs à gérer et à améliorer leurs terres à bois, et leur fournir gratuitement l'aide de nos ingénieurs-forestiers. Déjà, plusieurs ont profité de cette offre.

Mon honorable ami de Deux-Montagnes nous a aussi parlé de nos forces hydrauliques. Après avoir souligné leur nombre et leur importance, il a conclu: "Cependant, nous payons 50 % plus cher qu'en Ontario." Et il s'est demandé si l'étatisation ne serait pas le remède à la situation. Il n'est pas le seul chez les membres de l'opposition qui se sont posé cette question. D'autres sont mêmes allés plus loin, en nous blâmant de ne pas avoir, ici, dans cette province, créé une commission hydroélectrique, dans le genre de celle qui existe dans l'Ontario.

Quelle est la situation dans cette province au sujet du développement de nos ressources hydrauliques? Nous avons des rivières dont la puissance brute est d'environ treize millions de chevaux-vapeur. La puissance des turbines installées au Canada, par province, au 1<sup>er</sup> janvier 1930 est la suivante:

Canada.....	5,756,050 H.P.
Québec .....	2,595,118 H.P.
Manitoba .....	311,925 H.P.
Colombie.....	588,592 H.P.
Ontario .....	1,952,455 H.P.
Autres provinces .....	307,960 H.P.

Les aménagements en cours de construction dans Québec sont: Alcoa Power, Beauharnois, James McLaren; soit en tout: 860,000 H.P. environ, ajoutés au développement de notre province.

Les aménagements susceptibles d'être commencés d'ici à cinq ans; 460,000 H.P. environ. En résumé, pour Québec, les possibilités sont pour une installation additionnelle d'environ 1,250,000 H.P. d'ici à 5 ans, et d'environ à 2,500,000, d'ici 10 ans.

Dans l'Ontario, si je ne me trompe, les aménagements en cours de construction sont pour une installation d'environ 500,000 H.P. Je ne suis pas en position de faire des pronostics, comme j'ai pu le faire pour Québec. Voilà la situation telle qu'elle est.

N'est-il pas vrai de dire, Monsieur, que les lignes de transmission électrique se sont multipliées durant les dernières années d'une façon merveilleuse, et qu'elles s'étendent rapidement dans toutes les directions? J'entends mon honorable ami me dire que les taux sont trop élevés. D'accord, mais il est tout de même à remarquer que ces taux sont généralement diminués depuis quelques années, et je suis persuadé que d'autres réductions seront faites dans un avenir rapproché. Dans le pays que j'habite, nous payions autrefois à des petites compagnies 15 sous l'heure-kilowatt. Une grande compagnie a absorbé les petites et les taux sont baissés à 7 sous l'heure-kilowatt.

Reprenant la question que se posait mon honorable ami, quand il se demandait si l'étatisation ne serait pas le remède à apporter dans la solution des taux, et déclarait qu'ils étaient en Ontario de 50 % inférieurs aux nôtres: question fort complexe et sur laquelle moi-même je serais fort ennuyé d'avoir à me prononcer d'une façon définitive.

À une époque déjà éloignée, j'avais un fort penchant pour l'étatisation, la municipalisation, en matière d'utilités publiques; un séjour de quatre

années au conseil de la cité de Montréal était-il la cause de cette tendance? Peut-être, mais ce que je puis dire, c'est que plus j'examine froidement la question, plus je m'éloigne de l'étatisation en matière de développement électrique.

Les taux sont-ils moins élevés dans Ontario que dans Québec? Cette question a fait couler beaucoup d'encre, et pour avoir suivi la discussion, et tenant compte de tous les facteurs, je me demande si cette affirmation est exacte. J'avoue franchement que j'ai de forts doutes. J'ai entendu en cette Chambre comparer des prix. L'honorable chef de l'opposition a dit que le pouvoir se vendait \$15 dans l'Ontario, \$25 dans Québec, même \$30 pour le cheval-vapeur. Ces chiffres ne peuvent pas être exacts, parce que le point de comparaison, dont ne tiennent pas compte nos honorables amis, n'est pas le même. Les \$15 que l'on mentionnait étaient évidemment pour le courant électrique livré à l'usine, les \$30 pour le courant livré au consommateur.

Ce que je sais, c'est que dans Québec, il se vend du courant électrique livré à l'usine à raison de \$12 à \$15. L'électricité se vend \$15 dans Québec et même \$12 et meilleur marché. L'électricité se vend aussi bon marché que cela lorsqu'on va la chercher à l'usine. Quand Ontario achète, il la paie \$15 à l'usine. Je ne crois pas faire erreur en disant que la Shawinigan fournit à des consommateurs très éloignés, par contrats à long terme, plus de 150,000 H.P., au taux de \$12 par H.P., ou même moins par an. Dans certains autres cas, le prix est de \$18, mais si l'on tient compte du coût de transmission, le prix est ramené à \$12 à l'usine. J'ajouterai que, de l'Île Maligne, de l'énergie électrique est vendue à un prix beaucoup plus bas que celui-là; j'ai même entendu mentionner le prix de \$6.50 le cheval-vapeur pour des contrats à long terme.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que la Commission de l'Hydro ne prend pas l'électricité de la Gatineau à la frontière?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La Gatineau Power et la Beauharnois rendent l'électricité à la frontière parce que la Commission de l'hydro d'Ontario ne peut bâtir de lignes de transmission dans notre province.

L'opposition cite l'exemple de l'Ontario pour le coût de l'électricité aux consommateurs. Nos adversaires devraient savoir qu'il est difficile de calculer le coût de revient. Dans l'Ontario, le gouvernement rembourse à la Commission hydroélectrique 50 % du coût de construction de la

ligne de transmission et l'on sait que ces lignes coûtent excessivement cher; une ligne de transmission sur tour d'acier pour 110,000 volts coûte \$11,000 du mille; pour 220,000 volts, \$17,000 du mille. Les lignes de transmission sur poteaux de bois coûtent de \$1,500 à \$2,000 du mille, pour un voltage de 2 à 22,000 volts.

La Gatineau Power vend à \$15 le cheval-vapeur à son usine, sur contrat à long terme et pour de grandes quantités. Si ma mémoire est bonne, ce pouvoir livré au consommateur revient de \$22 à \$25 le H.P. Je le répète, Monsieur, le \$15 du H.P. que l'on mentionne, c'est le prix à l'usine. À ce prix, il faut ajouter le coût de transmission, de transformation, de distribution, ce qui double pratiquement le prix à l'usine.

On dit que l'électricité devrait être distribuée dans toutes les campagnes. Rien ne serait plus désirable en effet, mais le coût de distribution est trop élevé, le nombre de clients par mille est minime. Ce nombre de clients ne peut payer l'intérêt sur le coût de construction de la ligne. C'est la même raison qui fait que la distribution de l'eau au moyen de systèmes d'aqueducs ne se fait pas dans toutes les paroisses. Ne peut-on pas comparer la distribution de l'électricité à nos services d'aqueduc? Quelque désirable que cela soit, le coût de distribution de la tuyauterie est trop élevé; l'électricité, c'est la même chose. Aussitôt qu'une compagnie arrive à la conclusion qu'elle peut distribuer l'électricité à un prix raisonnable, elle ne demande pas mieux que de le faire.

Voyons encore des comparaisons. J'ai souvent compulsé le rapport de la Commission d'Ontario, et j'avoue que mes connaissances ne me permettent pas de tirer de conclusions. Il est difficile de comprendre les rapports de la Commission hydroélectrique, qui sont techniques. Cependant, j'ai ici le rapport de la Commission hydroélectrique d'Ontario, et j'y trouve des prix qui me rendent songeur. Ce que je puis me permettre cependant de citer, c'est ce passage que je trouvais l'autre jour dans le rapport de la Toronto Transportation Commission. L'électricité qui alimente le tramway de Toronto coûte 43 % plus cher par unité que celle qui alimente le tramway de Montréal, c'est-à-dire qu'elle coûte \$300,000 de plus par année que si elle était achetée aux tarifs de Montréal. Dans les ceux cas, on obtient cette électricité par génération hydraulique.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** À Montréal, le tramway est contrôlé par la compagnie qui fournit le pouvoir.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cela ne change rien aux prix de revient.

**M. Guertin (Hull):** Et les taux d'éclairage?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les taux varient dans Ontario, selon les commissions qui distribuent l'électricité, comme ils varient dans Québec, selon les conditions. Si l'honorable député de Hull lisait le rapport de la Commission d'Ontario, il verrait qu'il y a des endroits dans Ontario où l'électricité coûte plus cher que dans notre province.

Ai-je besoin de rappeler que nos compagnies hydroélectriques paient dans cette province près d'un million de dollars en taxes au gouvernement fédéral, que la Commission hydroélectrique d'Ontario n'en paie pas?

Devrais-je signaler, de plus, le capital énorme investi dans une semblable entreprise? Si je ne me trompe, le montant total investi dans l'hydroélectrique d'Ontario est maintenant d'au-delà de \$297,000,000, si l'on inclut la mise des municipalités pour leurs systèmes de distribution. C'est tellement vrai que le coût de distribution est l'obstacle à l'usage de l'électricité dans les campagnes, que le gouvernement rembourse à la Commission hydroélectrique 50 % du coût de construction et d'équipement des lignes de transmission dans les campagnes, et que les contribuables sont ainsi appelés à leur tour à combler le solde par des taxes qui sont prélevées, et dont on ne semble pas, dans la présente discussion, tenir compte. La province d'Ontario, qui a émis l'énergie électrique, a une dette de \$300,000,000. Je ne crois pas qu'un gouvernement oserait prendre la responsabilité de placer un tel fardeau sur la province de Québec.

Je ne voudrais pas que mes remarques soient prises comme une critique de la politique suivie par la province d'Ontario. Chaque province a ses propres besoins, ses propres difficultés, qu'elle doit solutionner suivant la situation qui lui est propre, suivant la mentalité de ses habitants. Mais il serait bon, avant de se lancer dans des comparaisons qui sont toujours odieuses, au moins de tenir compte de tous les éléments qui en composent la base. La population de notre province serait-elle prête? J'irai plus loin: aurait-elle été prête autrefois à entrer dans une entreprise de ce genre? Je ne le crois pas<sup>14</sup>!

Il propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

**Maurice Hartt**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit, après examens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de  
Laval-des-Rapides**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Dépôt de documents:****Commission  
des eaux courantes**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le dix-huitième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec pour l'année 1929. (Document de la session no 40)

**Statistiques des institutions  
d'assistance**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des institutions d'assistance pour l'année 1928. (Document de la session no 41)

**État financier des  
corporations scolaires**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires, pour l'année finissant le 30 juin 1928. (Document de la session no 42)

**Statistiques municipales**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1928. (Document de la session no 43)

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

**NOTES**

1. Traduction: "Le Canada possède plus de cinquante millions d'acres de jeunes forêts, qui, strictement protégés et bien exploités, vont fournir du bois au Canada pour suffire à ses besoins futurs".

2. Selon *L'Événement* du 7 février 1930, à la page 4, M. Poulin dit que le chef de l'opposition a dit que la compagnie de tramway a un capital de \$36,000,000. Selon *The Gazette* du même jour, à la page 14, il parle plutôt de \$37,000,000.

3. *L'Événement* du 7 février 1930, à la page 4, signale que M. Poulin tient à la main un journal intitulé *Le Nord*.

4. *L'Événement* du 7 février 1930, à la page 4, rapporte que M. Blain vient d'entrer.

5. Le député fait référence à Joseph Renaud, policier accusé de vol à la caisse de Saint-Malo, puis déclaré innocent par le juge Hugues Fortier. Cette histoire fit sensation dans les journaux de la province.

6. *L'Événement* du 7 février 1930, à la page 4, rapporte que M. Mercier se lève après deux minutes d'attente.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

9. Selon *L'Événement* du 7 février 1930, à la page 8, M. Mercier dit que les chiffres officiels qu'il a trouvés indiquent \$42,245,579.

14. Le discours du député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) dure 4 heures, selon *La Tribune* du 7 février 1930, à la page 1.

10. Il s'agit du *Villageois et du serpent*.

11. Traduction: "Essayons de bien comprendre dès le départ ce qu'on veut dire exactement par "dévastation de la forêt". Il existe une sorte de sentimentalisme faiblard qui déplore l'abattage de tout arbre, peu importe qu'il s'agisse d'un arbre sur le retour et peu importe l'utilisation qu'on fera du bois. Ce sentiment ridicule n'est pas celui qu'un vrai forestier essaie de développer ni celui qui gagnera le respect du public. Nul ne doit regretter l'abattage d'un arbre mature quand le bois de cet arbre est utilisé à bon escient. Comme toute autre plante, un arbre croît, vieillit et décline. Certains viennent à maturité en quelques années, d'autres en quelques siècles, mais une fois rendus à maturité, ils pourrissent à défaut d'être utilisés. Nos ressources forestières inépuisables ont déjà été le sujet préféré des orateurs et des écrivains, qui accordaient plus de valeur à une phrase bien tournée qu'à la vérité. Nos forêts doivent être non seulement protégées, mais aussi exploitées. Une forêt nationale sert d'abord à l'exploitation, et on devrait couper l'arbre mature et s'en servir pour le bien de l'homme".

12. Traduction: "Le Canada possède plus de cinquante millions d'acres de jeunes forêts, qui, strictement protégées et bien exploitées, vont fournir du bois au Canada pour suffire à ses besoins futurs".

13. Traduction: "Ce dont on a besoin à présent, ce n'est pas d'une plus grande structure. On doit permettre à la structure de s'imposer d'elle-même plutôt que de laisser à un seul homme ou groupe d'hommes le soin d'en déterminer tous les tenants et aboutissants. On ne devrait pas non plus souhaiter trouver des hommes plus efficaces ou enthousiastes. Rarement dans le passé un ministère public n'a été mené avec autant d'intelligence, de talent et d'énergie. On a besoin d'un public mieux informé et plus ouvert, un public qui veut aider plutôt que critiquer, construire plutôt que détruire. On fait encore face à l'ignorance et à l'indifférence. On peut attribuer la plupart des incendies à l'une ou l'autre de ces causes, et c'est seulement en éduquant le public qu'on pourra changer les choses. Sur notre vaste territoire, il nous faudrait une armée pour faire respecter les règlements."



Séance du vendredi 7 février 1930

**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Absence de l'Orateur**

**M. le greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard).

**Prière.**

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:****Commission  
des accidents du travail**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 1929, quel est le nombre des cas que la Commission des accidents du travail a eu à étudier à date?

2. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 1929, quel est le nombre de ces cas que la Commission des accidents du travail a réglés à date et pour quel montant global?

3. Quel est le nombre de cas soumis à la Commission des accidents du travail avant le 1<sup>er</sup> mars 1929 et non réglés à cette date, qui l'ont été depuis et pour quel montant global?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. 2. et 3. Voir le deuxième rapport de la Commission des accidents du travail, déposé devant cette Chambre le 31 janvier 1930. (Document de la session no 37)

**Aide aux colons**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quel montant le gouvernement a-t-il avancé pour aider aux colons à se bâtir maisons ou granges durant l'année 1929?

2. Quels sont les noms et adresses de chacun des colons qui ont reçu de telles avances?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. Un montant de \$22,419.88 a été prêté aux colons pour la période depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 jusqu'au 31 décembre 1929.

2. Comté d'Abitibi: Noël Sabourin, Saint-Félix-de-Dalquier; Adjutor Brochu, Saint-Marc de Figueray;

Alphée Roy, Saint-Marc de Figueray; Georges Groleau, Belcourt; Horene Boisvert, Landrienne; Athanase Saloie, Villemontel; Donat Périgny, Saint-Marc de Figueray; Cajetan Bourassa, Launay Station; Apollinaire Grenier, Saint-Marc de Figueray; Philias Trudel, Amos; Alfred Jacob, La Motte; Motthé Lord, Saint-Félix de Dalquier; Jos.-Philias Trudel, Amos; Maurice Sartori, Launay; Onésime Tanguay, La Sarre; Delphis Aliette, Macamic; Albert Genesse, Authier; Cléophas Bourassa, Sainte-Rose de Poularies; Adolphe Grenier, Amos; Amable Lamarche, Senneterre; Alfred Bouchard, Macamic; Honoré Fortier, Senneterre; Émile-A. Allard, Amos; Odilon Morasse, Dupuy; Arsène Duchesneau, Belcourt.

Comté de Chicoutimi: Thomas Harvey, Saint-Nazaire; Jean Tremblay, Saint-Nazaire; Almas Lavoie, Saint-Nazaire; Édouard Bertrand, Bégin; Uldéric Fradette, Bégin; Pitre Blanchette, Saint-Léon; Joseph Pellerin, Saint-Léon; Cyrille Asselin, Saint-Ambroise; Ludger Gérard, Saint-Charles-Boromée; Augustin Bradet, Saint-Ambroise.

Comté du Lac-Saint-Jean: Ephrem Allard, Sainte-Jeanne-d'Arc; Mme Léonidas Larouche, l'Ascension; Eugène Gauthier, l'Ascension; Raoul Jobin, Didyme; Ménalque Simard, Didyme; Georges Roberge, Didyme; Henri Leroyer, Sainte-Jeanne-d'Arc; Willie Doré, La Trappe et Ethelbert Lavoie, Albanel.

Comté de Matapédia: Gérard Gauthier, Nemtaye; J.-Clément Lavoie, Nemtaye; François Pelletier, Nemtaye; André Lavoie, Nemtaye; Albert Lavoie, Nemtaye; Edgar Lavoie, Nemtaye; Olivar Gauthier, Nemtaye; Joseph Pelletier, Nemtaye; Alfred Gauthier, Nemtaye; Georges Courchesne, Blais; Joseph Plourde, Blais; Hormidas Rodrigue, Amqui.

Comté de Témiscouata: Bernardin Nadeau, Saint-Benoît de Packington; Jean-Baptiste Dumont, Saint-Benoît de Packington; Henri Bouchard, Saint-Benoît de Packington.

**Demandes de documents:****Beauharnois Light,  
Heat & Power Company**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, de tout document et de tout contrat entre le gouvernement de cette province ou l'un de

ses membres et toute personne ou corporation relativement à la "Beauharnois Light, Heat & Power Company", depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1927 inclusivement jusqu'au 15 janvier 1930 inclusivement.

Adopté.

#### **Loi 19 George V, chapitre 31**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, de tous documents et de tous contrats entre le gouvernement de cette province ou l'un de ses membres et toute personne ou corporation relativement à la loi 19 George V, chapitre 31.

Adopté.

#### **Cour des jeunes délinquants**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement est, explique-t-il, autorisé à faire une dépense de \$200,000 pour la maison de détention des jeunes délinquants. Mais les travaux ont coûté beaucoup plus cher et l'on demande de voter \$175,000 de plus.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi des coroners**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi des coroners soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi des palais de justice et prisons**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi des palais de justice et prisons soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Shawinigan Water and Power Company**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill de la Shawinigan est probablement l'un des plus importants et l'une des mesures les plus graves de conséquences qui sera présentée au cours de la session, car la compagnie veut obtenir des privilèges qui l'assimileront pratiquement comme puissance au gouvernement de lui-même. Il peut avoir des conséquences désastreuses.

Et lisant un vers de Boileau, je dirai: "Dans l'erreur, quand on débute, une chute suit une autre chute." Ce bill a été mûri par les avocats de la Shawinigan. C'est leur droit. Mais nous ne sommes pas ici pour défendre les intérêts de la Shawinigan mais ceux de la province en général. Notre devoir est de défendre les intérêts du peuple. Rien ne presse pour passer ce bill.

Cette Législature est beaucoup trop sujette à adopter des lois à la hâte, et la population s'en ressent grandement. Je suis parfaitement conscient de l'importance des activités des grandes compagnies, mais il s'agit ici d'un bill privé et non d'une mesure gouvernementale. La population a droit à la plus entière protection de ses intérêts. Les compagnies ont besoin de protection, et devraient d'ailleurs en jouir, mais les intérêts de la population doivent passer en premier.

Ce bill a été rédigé par un cabinet d'avocats de renom, et il me semble seulement raisonnable que cette Chambre puisse au moins tirer parti du fruit de ce travail. La Chambre devrait également tenir compte des filiales et alliés de la Shawinigan.

L'opposition n'a pas les facilités des ministériels pour renseigner et il lui faut plus de temps, afin de remplir sa tâche. Dans quelques semaines, nous serons plus en mesure de le juger à sa juste valeur. Je demande donc que le bill soit référé au comité des bills publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je refuse.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi cette hâte fébrile à vouloir faire adopter ce bill dès

aujourd'hui? Qu'est-ce donc qui presse tant? Serait-ce par hasard un bill du gouvernement? Franchement, le président de la Shawinigan lui-même n'y mettrait pas plus d'empressement.

Des questions de droit très importantes se posent. Nous avons nombre de renseignements à demander. Nous voulons savoir, par exemple, quelles sont les filiales que la compagnie veut exproprier. Le projet a pour effet de créer un trust gigantesque et les trusts sont défendus par la loi. Des causes en instance devant les tribunaux pourraient être affectées. Les trusts sont contraires à l'ordre établi, et le gouvernement, par des lois comme celle-ci, en favorise la création. Si ce bill est adopté, on peut facilement imaginer que la compagnie détiendra presque autant de pouvoir dans cette province que le gouvernement lui-même.

Le bill donnera à la Shawinigan presque autant de droits que le gouvernement lui-même. Nous avons accordé à des compagnies des privilèges exorbitants. Or, la Shawinigan peut acheter ces compagnies. Elle devient alors substituée à tous les droits de ces compagnies et ces compagnies à leur tour auront tous les privilèges de la Shawinigan. Au strict point de vue politique, le gouvernement commet une erreur en pressant l'adoption de ce bill.

Je reconnais que la Shawinigan a fait beaucoup de bien. Pionnière de l'exploitation hydraulique dans la province, elle a accompli des œuvres et a acquis des mérites, mais ce n'est pas une raison pour lui donner notre patrimoine. Je m'objecte à ce que le bill qu'elle présente soit adopté maintenant.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Au comité plénier de la Chambre, tous les députés ont droit de discuter le bill, mais je me demande pourquoi le député de Trois-Rivières s'oppose avec tant d'énergie à la lecture du bill. Je ne m'explique pas sa soudaine opposition. Le bill a été longuement étudié et discuté au comité. Il y a été bien expliqué. Mon honorable ami était présent. Il a eu la chance de se renseigner au comité des bills publics. Il a posé toutes les questions qu'il a voulues au procureur de la compagnie.

C'est un bill privé ordinaire. D'ailleurs, la compagnie avait déjà des droits dont se plaint le député de Trois-Rivières (M. Duplessis). La Shawinigan a pratiquement tous les pouvoirs qu'elle demande par sa charte, et ces pouvoirs lui ont été accordés depuis 32 ans. Je me demande même pourquoi la compagnie vient devant nous, car, sa charte de 1898, elle avait à peu près tout.

Si nous avions des doutes nous référerions le bill au comité. Ce n'est pas le bill du gouvernement et nous voulons simplement que la session marche. Nous ne devons pas faire un jeu des bills qui nous sont présentés et les référer inutilement au comité. Le retour devant ce comité n'aurait pour effet que de retarder le travail de la Chambre. Si l'honorable député veut obtenir des renseignements additionnels, je n'ai aucune objection à remettre la troisième lecture du bill à la prochaine séance.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas l'attitude du premier ministre, ni son acharnement à faire passer le bill, en dépit de tout. Il dit que c'est un bill ordinaire, peut-être pour le gouvernement, mais pas pour la population. Il est malheureux que le gouvernement considère comme un bill ordinaire, un bill de cette nature, même aussi extraordinaire.

Le premier ministre dit qu'il ne veut pas faire un jeu de renvoi des bills. Il voulait sans doute viser le trésorier de la province qui, entouré de tant d'experts, a été obligé de renvoyer le bill de La Prévoyance d'une importance pourtant secondaire comparé à celui de la Shawinigan pour moins de raisons que j'en ai. On nous reproche de faire perdre le temps de la Chambre. La véritable perte de temps est celle qui consiste à faire passer les bills à la vapeur.

L'honorable premier ministre dit que le bill ne change rien. Il n'a certainement pas lu le bill. Dès les premières lignes, on constate des changements extraordinaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) retourne le compliment en demandant si M. Duplessis a lui-même lu le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** passe en revue les pouvoirs réclamés par la Shawinigan. Il indique que le bill, dans ses grandes lignes, ne concerne pas tant le pouvoir hydroélectrique que le pouvoir de la compagnie d'avoir la mainmise sur ses plus petites compagnies, dont certaines sont des usines et des manufactures, pouvoir qui lui permettrait d'empiéter sur leurs secteurs d'activités. L'aspect "trust" du bill le préoccupe de plus en plus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait fi de ces objections en disant qu'il ne croit pas que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) soit sérieux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis désolé de constater que le premier ministre veut s'attribuer

le monopole des connaissances juridiques, de la dignité et du patriotisme. Il semble déjà détenir trop de monopoles comme c'est là, mais le ministre de l'Agriculture va peut-être arranger ça.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** défend la position du gouvernement en affirmant que les arguments du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) sont de nature générale et ne justifient pas qu'on renvoie le bill au comité des bills publics. Il est de pratique courante, dit-il, qu'une compagnie achète les pouvoirs et privilèges d'une autre compagnie. Le bill n'est pas inhabituel, puisque les pouvoirs accordés peuvent être obtenus par toute compagnie au moyen de lettres patentes approuvées par ses actionnaires et qu'il n'y a assurément aucune raison valable d'interdire à la Shawinigan d'absorber ses filiales si elle le souhaite. Aucun pouvoir extraordinaire n'est accordé à la Shawinigan Water and Power par ce bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a deux ou cinq ans, la charte de la Shawinigan a été amendée pour permettre une dérogation au Code civil. On lui a accordé, malgré l'opposition, le droit d'exproprier quand elle serait locataire. Si ce bill est adopté, ce pouvoir sera étendu à toutes les filiales absorbées par la maison mère et les causes en instance en seront ainsi affectées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il serait prêt à soustraire les causes en instances de l'application du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** maintient que le principe du bill est erroné et que les amendements devraient être faits en comité et non en Chambre.

Il (M. Duplessis) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que l'ordre du jour appelant la prise en considération, en comité plénier, du bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

L'amendement est mis aux voix et est rejeté sur division.

La motion principale est adoptée sur division.

#### En comité<sup>1</sup>:

Les articles 1 à 5 sont adoptés<sup>2</sup>.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit: La loi 61 Victoria, chapitre 70, est modifiée en y ajoutant, après l'article 27, le suivant:

"[27a: Les fils, tuyaux, lampes, compteurs, moteurs, transformateurs et autres accessoires et appareils de toute sorte, appartenant à la compagnie, ne seront pas soumis ou assujettis au paiement du loyer, ni sujet à saisie ou saisie-arrêt, de quelque façon, par le possesseur ou le propriétaire des lieux où ils se trouvent, ni assujettis en aucune façon, au profit de qui que ce soit, au paiement de la dette de toute autre personne à laquelle, ou pour l'usage de laquelle, ou pour l'usage de la maison ou du bâtiment de laquelle, ils pourront être fournis par la compagnie, nonobstant la possession réelle ou apparente d'iceux par cette personne.]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose et demande de nombreuses explications.

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "et appareils".

L'amendement est adopté.

L'article 6 ainsi amendé est adopté.

Les articles 7 et 8, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

#### The Dominion Bridge Company

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Emprunt et évaluation municipale de Shawinigan

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 131 ratifiant un arrangement conclu entre la cité de Shawinigan Falls et certaines compagnies, relativement à l'évaluation de leurs biens imposables, approuvant le règlement d'emprunt no 306 de ladite cité, et lui accordant le pouvoir de rembourser les contribuables qui ont pavé des ruelles à leurs frais.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Union Saint-Joseph de Drummondville**

**M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Côté (Bonaventure)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Emprunt et définition du territoire de Grand'Mère**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Grant (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Village de Masson et municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson**

**M. Lahaie (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **La Prévoyance**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Paul Allard**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 85 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de la chirurgie dentaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 constituant en corporation Les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Roy (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association d'assurance mutuelle  
des fabriques des diocèses de Montréal**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 77 modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Joseph  
Alvin Dobrofsky**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Louis  
Marvin Dobrofsky**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Saul  
Meyer Dobrofsky**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à midi.

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

2. *La Presse* du 8 février 1930, à la page 29, souligne que M. Duplessis s'est objecté à chacun des articles du projet de loi et qu'il a demandé de nombreuses explications. *La Presse* ainsi que les autres journaux ne rapportent toutefois aucun débat à ce sujet.

Séance du mardi 11 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 123 ratifiant le règlement no 188 de la ville de La Tuque;

- bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 97 autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse;

- bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 115 concernant l'association des directeurs de funérailles de la province de Québec.

**Questions de privilège:****Député, directeur de compagnie**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, plusieurs journaux ont rapporté que le député de Montréal-Laurier (M. Poulin) avait dit dans son discours sur le budget, la semaine dernière que le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) était directeur de deux compagnies. Ce n'est pas le moment de discuter le mérite ou le démérite des directorats de compagnie, mais je tiens à déclarer, devant cette Chambre que le député de Trois-Rivières n'a jamais été et n'est pas directeur de compagnies. Je n'ai pas entendu la déclaration du député de Montréal-Laurier, sinon j'aurais fait la présente déclaration au moment de son discours. Je la fais donc maintenant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Je vous souhaite de le devenir!

**Code civil,  
article 1622**

**M. Dugas (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 179 modifiant l'article 1622 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cassation de  
procédures municipales**

**M. Dugas (Joliette)** demande la permission de présenter le bill 180 modifiant le Code municipal relativement à la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code civil,  
articles 455 et 949a**

**M. Francoeur (Lotbinière)** demande la permission de présenter le bill 181 modifiant l'article 455 et édictant l'article 949a du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Constituts et régime  
de tenure de Hull**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 37 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pensions données  
à titre d'aliments**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 27 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi des vues animées**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi des vues animées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Terres publiques propres à la culture**

L'honorable M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 30 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Demande et dépôt de documents:**

#### **Emprunts du gouvernement**

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: 1. Quels emprunts permanents ou temporaires ont été effectués par le gouvernement depuis l'exercice financier 1919-20; 2. Quelle maison financière a négocié chaque emprunt pour le gouvernement; 3. Quel a été dans chaque cas le taux d'intérêt payé.

Adopté.

L'honorable M. McMaster (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie un état indiquant: 1. Quels emprunts permanents ou temporaires ont été effectués par le gouvernement depuis l'exercice financier 1919-20; 2. Quelle maison financière a négocié chaque emprunt pour le gouvernement; 3. Quel a été dans chaque cas le taux d'intérêt payé. (Document de la session no 44)

#### **Contrats de voirie**

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre un état demandant: 1. Depuis la réponse du 21 mars 1929, (document de la session no 54) combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la Voirie a-t-il donnés relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: *a.* le nom

de l'entrepreneur; *b.* la date du contrat; *c.* le prix du contrat; *d.* le nom de la route; *e.* la nature des matériaux employés.

Adopté.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie un état demandant: 1. Depuis la réponse du 21 mars 1929, (document de la session no 54) combien de contrats le gouvernement ou le ministère de la Voirie a-t-il donnés relativement à la construction, à l'amélioration et à l'entretien des routes de cette province; 2. Quels sont dans chaque cas: *a.* le nom de l'entrepreneur; *b.* la date du contrat; *c.* le prix du contrat; *d.* le nom de la route; *e.* la nature des matériaux employés. (Document de la session no 45)

### **Questions et réponses:**

#### **Dominion Financial Corporation**

M. Guertin (Hull): 1. Des procédures ont-elles été prises par les avocats du procureur général pour faire annuler le transfert de l'actif de la Dominion Financial Corporation, Limited à la Vermont Mortgage Corporation?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. À quel stage en sont actuellement ces procédures?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Oui. 2. 9 décembre 1929.

3. Le bref a été rapporté et presque tous les défendeurs et mis en cause ont comparu par ministère d'avocat. L'action a été attaquée par deux exceptions à la forme et par exception déclinatoire de la part des défenseurs domiciliés dans le district de Bedford. Ces exceptions ont été plaidées le 27 janvier et le juge les a prises en délibéré.

#### **Commission des liqueurs**

M. Tremblay (Maisonnette): Depuis la réponse du 6 février 1929, combien la Commission des liqueurs de Québec a-t-elle dépensé pour le compte du gouvernement?

2. Pour quels travaux, constructions, etc., ces sommes ont-elles été dépensées et combien dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. \$29,322.  
2. Achat d'un terrain à Québec.

#### **Permis de tavernes**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Combien de permis de tavernes la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1929?

2. Combien dans la cité de Québec?
3. Combien dans le reste de la province?
4. Combien de transports de licences de tavernes ont-ils été accordés dans la même année: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?
5. Combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. 314.  
2. 62.  
3. 245.  
4. *a.* 22; *b.* 1; *c.* 33.  
5. 44.

#### **Restaurant de la Commission des liqueurs**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Combien a coûté le restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, du 1<sup>er</sup> mai 1928 au 30 avril 1929, et combien a-t-il rapporté?

2. Même question, du 30 avril 1929 à date?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. *a.* \$2,453.19; *b.* rien.  
2. *a.* \$1,818.97; *b.* rien.

#### **Montants rapportés par par la Commission des liqueurs**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Quel est le montant provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec: *a.* du 1<sup>er</sup> mai 1928 au 1<sup>er</sup> mai 1929; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* du 1<sup>er</sup> mai 1928 au 1<sup>er</sup> mai 1929; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?
3. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtels, de restaurants, de clubs, etc.: *a.* du

1<sup>er</sup> mai 1928 au 1<sup>er</sup> mai 1929; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

4. Quel est le montant des amendes perçus en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1<sup>er</sup> mai 1928 au 1<sup>er</sup> mai 1929; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1<sup>er</sup> mai 1928 au 1<sup>er</sup> mai 1929; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. *a.* \$27,007,430.92; *b.* \$20,056,540.30.  
2. *a.* \$61,358.30; *b.* \$47,816.70.  
3. *a.* \$943,362.46; *b.* \$971,934.14.  
4. *a.* \$69,599.15; *b.* \$48,541.00.  
5. *a.* \$17,701.55; *b.* \$8,793.70.

#### **Municipalités du comté de Hull**

**M. Guertin (Hull):** Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1928-29?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Hull \$162.50; Wakefield, \$20; Aylwin, \$72.50; Bouchette, \$45; Hardley, \$70; Hull, partie-ouest, \$10; Kensington, \$20; Maniwaki, \$40; Wright, \$90.

#### **Corporations scolaires du comté de Hull**

**M. Guertin (Hull):** Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes corporations scolaires du comté de Hull autorisées à faire des emprunts en 1928-29?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Aucune corporation scolaire du comté de Hull n'a fait d'emprunt en 1928-29.

#### **Commission des liqueurs dans le comté de Hull**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quel est le montant total provenant des ventes faites par les magasins de la Commission des liqueurs, dans la ville de Hull, pour l'année 1928-29?

2. Quel montant ont rapporté les licences de tavernes, d'hôtel, de restaurants, de clubs, etc. dans le comté de Hull, pour l'année 1928-29?

3. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs dans les districts de Hull pour l'année 1828-29?

4. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs, dans le district de Hull pour l'année 1928-29?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. \$998,057.60.

2. \$16,479.65.

3. \$2,185.

4. \$1,243.33.

### **The Verdun Protestant Hospital**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Dorchester (l'honorable M. Ouellet), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 concernant Verdun Protestant Hospital.

Adopté.

### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 6 février, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** L'opposition lui a, rappelle-t-il, demandé, jeudi dernier, ce qu'il fallait penser de M. Barnjum. Il entend, dit-il, répondre en citant le rapport de la commission Royale, qui a fait enquête.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'avait pas manqué au cours de ses remarques, de faire mention de M. Barnjum. Je n'ai rien contre M. Barnjum, mais je ne m'accorde pas avec ses opinions. Que dit la commission de M. Barnjum? Elle dit: "Nous l'avons invité à comparaître. Il a promis de venir et n'est pas venu." Et la commission ajoute en substance: "Si M. Barnjum avait donné son opinion devant la commission - et puisqu'il s'intéresse tant à la conservation de nos forêts, il aurait dû donner son avis - le public aurait été éclairé sur la véritable situation." La commission dit, de plus: "Nous ne nous accordons pas avec les pessimistes qui entrevoient la disparition prochaine de nos forêts." Le rapport de la commission déclare

catégoriquement que les déclarations de M. Barnjum ont un caractère extrémiste, elles sont un danger dont il est parlé ailleurs dans le rapport.

Il (l'honorable M. Mercier fils) répond aux attaques lancées contre ses officiers: il a, déclare-t-il, autant confiance dans les ingénieurs forestiers de son département que dans les gens qui ne font que passer à travers la province.

Nos techniciens sont souvent appelés en consultation. On reconnaît leur autorité et je ne comprends pas pourquoi leur témoignage serait plus mauvais parce qu'ils sont à l'emploi du gouvernement. Je ne vois pas pourquoi les ingénieurs forestiers ne seraient bons que lorsqu'ils quittent l'emploi du gouvernement pour se mettre au service de l'opposition. J'ai confiance dans les officiers de mon département et je considère les attaques de petits journaux contre eux comme une infamie. Un écrivain qui se respecte ne publie pas de choses pareilles.

La seule critique que l'on voit dans les rapports sérieux, c'est que l'on ne dépense pas assez pour conserver la forêt. J'admets que nous ne dépensons pas suffisamment. Mais le gouvernement ne peut employer tous ses revenus à la conservation des forêts. Il faut que tous les départements se développent. Nous ne dépensons pas suffisamment, mais depuis le rapport de la commission royale, qui a fait une enquête en 1923, nous avons fait des progrès. Nous dépensions, en 1903, pour la protection, \$229,000. En 1929, nous en avons dépensé \$531,000.

L'honorable chef de l'opposition (M. Houde) a dit qu'il y avait du gaspillage dans les forêts. Il est en retard. Il y a eu un gaspillage énorme, mais c'est de l'histoire ancienne. Au lieu d'utiliser 30 % de l'arbre abattu, on en utilise 75 %. Nous avons beaucoup de bois brûlé, de bois mort. Mais nous avons adopté des mesures qui nettoient le tapis de la forêt, qui enlèvent les déchets.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis combien de temps?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Depuis environ 7 ans. En faisant couper 2,000,000 de pieds de bois brûlé par les compagnies, nous avons économisé la forêt verte.

L'on a encore parlé de capitaux étrangers, et on nous a réitéré des reproches. Oui, Monsieur! Nous avons fait appel aux capitaux étrangers, et nous les avons accueillis avec empressement. Le gouvernement a été content de les voir affluer. Je sais que la tendance chez tous les peuples avertis et conscients

de leur valeur est d'arriver à une indépendance économique relative. C'est le sentiment que nous éprouvons tous dans cette province.

Mais cette tendance n'empêchera pas que les capitaux restent toujours le lot d'un petit nombre, et que pour faire donner à un pays tout le rendement que l'on peut attendre de richesses naturelles aussi remarquables et aussi largement distribuées que le sont nos ressources forestières et hydrauliques, il faut non seulement un travail bien appliqué, mais encore des capitaux considérables.

Les capitaux sont aussi nécessaires au développement de ces richesses que l'existence des marchés étrangers l'est au maintien des industries du pays. Qui parle d'aménagement de cours d'eau, d'installation de centrales d'énergie électrique, d'établissement d'usines à pulpe et à papier, d'exploitation de la forêt pour satisfaire aux exigences toujours renouvelées, sans cesse croissantes de ces usines, évoque l'image de travaux d'art, de travaux de génie de grande envergure. Or, tous ces travaux resteraient à l'état de projet si des capitaux considérables ne se trouvaient. Il est nécessaire qu'on pense aux marchés étrangers lorsqu'on parle de capital et qu'on réalise que s'il ne fallait compter que sur les capitaux du pays, il serait impossible d'en obtenir suffisamment. Peut-on nous reprocher d'avoir, depuis les débuts de la colonie, surtout, employé nos efforts à solidement établir notre agriculture? Évidemment, non.

Et tous les capitaux, dans tous les pays nouveaux ne sont-ils pas venus de l'étranger? N'est-ce pas un fait qu'un pays jeune progresse toujours avec le concours du capital étranger? Des pays où l'industrie depuis longtemps s'était créée une importante place à côté d'une agriculture florissante? Au début de la république américaine, l'industrie, les chemins de fer, tout a été développé par du capital étranger. Même au Canada, ne sont-ce pas les provinces de l'Est qui ont lancé certaines provinces de l'Ouest dans la voie du progrès? Dans un pays nouveau, le capital vient toujours d'ailleurs. Si l'on aime mieux, les capitaux émigrent comme les individus, mais après eux. C'est que pour produire de la richesse, il faut en plus du travail, le capital. Mon honorable ami, le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), me permettrait-il de lui rappeler cette vérité d'ordre économique? S'il veut un peu ouvrir l'histoire, il se convaincra que le blocus continental établi par Napoléon 1er contre l'Angleterre, en 1806, a été le point de départ du développement de l'industrie forestière chez nous, en permettant aux industriels anglais de se rendre compte de la valeur de notre pin blanc.

Cette politique napoléonienne a donné lieu à la création d'un nouveau marché pour nos produits forestiers et, par ricochet, à l'inauguration d'un système de concessions forestières dont ont été les premiers à profiter ceux qui avaient de l'argent et des relations avec la mère patrie. Toute l'histoire de l'industrie forestière chez nous laisse clairement éclater l'impérieuse nécessité de capitaux considérables, pour assurer à cette industrie sa stabilité et favoriser son développement, parallèlement à la prospérité générale.

Depuis les débuts du régime anglais et jusqu'à la Grande Guerre, ce sont les capitaux anglais qui ont rempli ces fonctions nécessaires. Depuis la guerre, les capitaux de la république voisine, d'une république qui tient aujourd'hui le premier rang au point de vue économique parmi les grandes nations du monde, se sont introduits dans nos industries et ont permis à celles-ci de faire un progrès merveilleux qui est partout un sujet d'étonnement.

Ça ne veut pas dire nécessairement que Québec est l'esclave des étrangers parce qu'il y a beaucoup de capital étranger ici. Du fait qu'ainsi l'industrie se trouve sustentée par certains capitalistes étrangers ne signifie pas que notre politique est devenue leur vassale. La connaissance même du régime administratif de nos ressources naturelles témoigne au contraire qu'elle règne en souveraine sur les capitaux en leur imposant des lois qui assurent la mise en valeur en même temps que la conservation de ces ressources auxquelles s'applique le travail intelligent dont parlait un jour Sir Lomer Gouin, pour le bien économique du pays.

Ce qui se passe ici, au sujet des capitaux étrangers, a existé dans tous les pays, et la république américaine n'est pas une exception. Ces capitaux ont contribué au développement des industries essentielles à la prospérité du pays. Mais la venue de capitaux étrangers ne saurait être enrayée sans péril pour cette même prospérité. Le capital canadien émigre lui aussi. Si, dans le passé, le Canada a dépendu pour son développement économique de l'afflux des capitaux étrangers, non seulement aujourd'hui il est capable de satisfaire dans une large mesure à ces nouvelles exigences de capitaux, mais il peut encore exporter des sommes substantielles. On évalue la somme totale des placements faits par les Canadiens à l'étranger à environ \$1,500,000,000 dont 55 % ont été investis aux États-Unis.

Ce sont des lois économiques contre lesquelles on ne peut rien. Les mesures coercitives sont impuissantes à empêcher l'émigration du capital. Malgré tous les efforts des pays européens, pour

empêcher que leurs indigènes ne plaçassent leurs fonds disponibles en dehors de leur mère patrie, nous avons vu des millions être exportés à l'étranger et y demeurer aussi longtemps que la stabilisation n'était pas faite. Depuis que la foi dans le gouvernement est revenue en France, les épargnants ont ramené leurs capitaux de l'étranger et c'est ce qui a contribué à y maintenir la stabilisation du franc.

Quelles sont les villes de notre province qui ont profité le plus de la venue de ces capitaux? Permettez, Monsieur, que je vous en cite quelques-unes avec les principales industries qui s'y sont établies:

Saint-Hyacinthe: Berstein Silk; Gotham Silk Hosiery Co. of New York: usine de \$300,000, employés: 1,000 plus tard.

Cap-de-la-Madeleine: Compagnie Canadienne des Tissages Soieries Réunies de Lyon ltée.

Louiseville: Textile Company of Canada, organisée par un groupe important d'industriels de la Nouvelle-Angleterre.

Sherbrooke: Juluis Kayser & Co. augmente sa fabrique en y dépensant \$150,000, et \$100,000 sur l'installation de machines nouvelles. Le nombre des employés sera porté de 800 à 1,000. L'on dit que cette usine sera encore augmentée au coût de \$50,000.

Cowansville: The Bruck Silk Mills Ltd. se proposerait d'étendre ses activités en construisant une autre usine quelque part dans les Cantons-de-l'Est.

Jetez un coup d'œil sur ce qui s'est passé dans les Cantons-de-l'Est. Vous allez trouver une quarantaine d'entreprises industrielles, qui ont été créées de 1920 à 1929; et la grande partie de ces industries ont été créées et développées grâce au capital américain venu dans cette province.

Savez-vous ce que représentent ces industries pour notre population, pour notre province? Un capital de \$60,000,000, du travail pour au moins 10,000 employés, un rôle de paie de plus de \$10,000,000 à \$12,000,000 par an. Et dans une revue du département de colonisation du Canadien Pacifique, intitulée *Agricultural and Industrial Progress in Canada*, je lis, à la suite des statistiques que je viens de donner les passages suivant: "Le Canada et la province de Québec bénéficient d'avantages importants et variés par suite de ce développement. En effet, outre les avantages évidents, il y a le fait qu'un important pourcentage des travailleurs engagés par les nouvelles industries, soit près de la moitié, sont des Canadiens français rapatriés en provenance des États de la Nouvelle-Angleterre."

À l'industrie textile, je pourrais ajouter celle de l'aluminium; au développement de l'industrie dans les Cantons-de-l'Est, je pourrais ajouter celui non moins merveilleux qui s'est produit sur différents autres points de notre territoire: Lac-Saint-Jean, Saguenay, Québec, Côte-Nord, vallée du Saint-Maurice, Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, vallée de l'Ottawa, East Trempleton, Témiscamingue, la Gatineau, le district de Beauharnois.

J'entends encore une voix qui s'élevait à la suite de cette énumération que je donnais au cours d'une causerie et qui me crie: "Capital étranger!" Oui, Monsieur! Capital étranger, du moins pour une grande partie, et j'aurais pu dire à mon interrupteur: "Oui, Monsieur, capital étranger qui vous fait vivre! Car, en effet, ce monsieur travaillait pour une compagnie venue de l'extérieur dans cette province. Oui, Monsieur! Capital étranger, puis-je répondre à un autre, qui critique dans le même sens, un étranger qui n'est même pas naturalisé. Capital étranger? Oui, Monsieur, et ce gouvernement a contribué dans une large mesure, à la venue de ce capital dans la province et au développement industriel qui l'a accompagnée.

Nous serions de mauvais Canadiens parce que nous avons favorisé la venue de capitaux étrangers? Si nous méritons ce reproche, beaucoup le méritent avec nous: mauvais Canadiens les membres de la Chambre de commerce de Lévis, qui laissent publier sous leurs auspices un album intitulé *Les Possibilités de la région lévisienne* et dans lequel on fait appel aux capitaux étrangers!

Mauvais Canadiens les membres du Board of Trade de Sherbrooke qui se glorifient dans une publication intitulée *Future Sherbrooke* que leur ville possède déjà une douzaine d'industries américaines, et qui font un vibrant appel aux capitalistes des États-Unis en leur soulignant les avantages de la Electric City of the East, "the Hub" of the Province of Quebec. La ville de Sherbrooke qui offre aux Américains une exemption de taxes durant 10 ans. Les capitaux sont les bienvenus au Canada.

Mauvais Canadiens les membres de la Border Chamber of Commerce de Windsor, Ontario, qui à l'aide d'une brochure *Your market in Canada*, s'adressaient, eux aussi, aux Américains pour les induire à venir au Canada y placer leurs capitaux.

M. l'Orateur, un vieux dicton dit qu'il ne faut pas être plus catholique que le pape. Lorsque nous prenons sur notre responsabilité collective et personnelle d'exprimer l'opinion que les capitaux sont les bienvenus dans notre province, pourquoi accomplirions-nous là une œuvre plus antipatriotique

que celle de nos corps publics importants comme ceux que je viens de mentionner? Est-ce donc vendre son pays que d'y solliciter le capital étranger? Et si c'était une faute, ne serait-elle donc pas imputable, tout d'abord, à plusieurs de nos villes industrielles importantes, puisque cette mentalité y trouve sa libre expression? Il est inutile de parler de mauvais canadianisme lorsque les villes canadiennes font tout en leur pouvoir pour obtenir du capital étranger.

D'autres questions ont été soulevées au cours de ce débat que j'aurais aimé traiter devant cette Chambre. Mais j'ai retenu votre attention si longtemps que je ne me sens pas le courage d'abuser davantage de votre bienveillance. Ma seule excuse, c'est d'avoir été obligé de suivre cinq ou six orateurs qui, durant huit heures m'ont accumulé de la besogne que j'ai dû tenter d'abattre dans beaucoup moins de temps. D'autres débats surgiront au cours de cette session, et nous aurons l'occasion de fournir d'autres renseignements à cette Chambre sur nos ressources naturelles, et sur l'administration du domaine public. Je laisse entre autres de côté, la question du reboisement dont a parlé le député de Sherbrooke (M. Crépeau), j'y reviendrai plus tard.

Quelques mots encore et je termine. L'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a cité un extrait d'une conférence donnée par M. Beaudry-Leman. Je le connais depuis nombre d'années, M. Leman, et je serais tenté de dire que nous avons grandi ensemble. Je connais sa carrière brillante, que des relations toutes particulières m'ont permis de suivre, dès ses débuts, et j'ai pour ses talents, ses succès, une admiration profonde.

Je ne saurais lui rendre un plus bel hommage qu'en lisant ici ce que la *Gazette* disait de lui en novembre 1929, lorsqu'il a été élu président de l'Association des banques du Canada. Comme le disait avec raison M. Leman: "La menace la plus sérieuse n'est pas celle qui pénètre sous forme de capital argent, mais celle qui est représentée par le capital moral et intellectuel d'hommes mieux préparés que nous à tirer parti des richesses naturelles que la Providence a mises à notre disposition."

Cette menace, représentée par le capital moral et intellectuel d'hommes mieux préparés que nous à tirer parti des richesses naturelles de notre province, les chefs du parti libéral en ont réalisé, il y a longtemps, tous les dangers. Aussi, ils ont cherché les moyens de la prévenir, en instruisant mieux le peuple de cette province, et en donnant à ses enfants les moyens de prendre dans tous les domaines la place qui leur revient.

Les écoles techniques de tous genres, les écoles de hautes études commerciales, nos universités, nos collèges, nos écoles polytechniques ont été favorisés largement. Tous les domaines d'activités intellectuelles offrent des maisons d'éducation où nos enfants peuvent aller puiser non seulement la science, mais encore, et ce qui est mieux, la force morale qui leur permettra de résister à l'invasion de l'influence étrangère, quelle qu'elle soit.

Quant à moi, je ne suis pas comme mes amis de l'opposition; pour moi le beau soleil de mon pays brille toujours, resplendissant, éclairant et réchauffant de ses rayons vivifiants même ses obscurs et infâmes blasphémateurs. Aussi longtemps que notre province, que nos maisons d'éducation continueront à nous former et à nous donner des hommes de la valeur et de la trempe morale de celui dont l'honorable député de Deux-Montagnes évoquait le nom, nous répondrons à notre vocation de Français d'Amérique, et ne cesserons d'être de bons Canadiens<sup>1</sup>.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Est-ce qu'un député de l'opposition veut répondre à l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils)? Y a-t-il un député qui désire prendre la parole?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'en connais pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Alors, ne vous plaignez pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne me plains jamais. C'est le peuple qui se plaint. (Souriant) D'ailleurs, c'est le peuple qui répondra au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils).

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oh! Le peuple, on en aura soin.

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** fait des compliments à l'Orateur (l'honorable M. Bouchard) et au vice-président (M. Vautrin), puis au nouveau trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), au nouveau ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), au député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet), qui, dit-il, est entré dans le cabinet. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), selon moi, prend à sa charge le portefeuille de l'Agriculture à un moment très significatif, après avoir fait ses preuves dans le comté de Montcalm.

Le nouveau ministre de l'Agriculture a été appelé à la demande générale à la tête du ministère qu'il dirige aujourd'hui. Je ne suis pas de ceux qui croient que l'agriculture a atteint la perfection ni qu'elle soit tombée dans le marasme, comme certains veulent bien le dire. Je ne suis pas prêt à dire que tout est parfait en agriculture. Il y a beaucoup à faire encore. L'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) dans les 20 années qu'il a consacrées à l'agriculture, a, je crois, accompli quelque chose pour sa province. Il a fait une œuvre qui vaut certainement quelque chose. Je souhaite beaucoup de succès au nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Il fait l'éloge des efforts de l'honorable député de Montcalm et affirme que l'agriculture n'est pas mise en valeur selon des lignes politiques, mais qu'on l'encourage en en ayant confié la direction aux meilleurs et plus compétents experts de la province.

Si le nouveau ministre de l'Agriculture fait autant que l'ancien, et réalise les objectifs dont il a exposé les grandes lignes dans son courageux programme, il aura droit de mettre une plume à son chapeau. L'agriculture est une des bases de notre prospérité, et elle a trop d'importance pour qu'on en fasse une question de politique. Elle doit rester en dehors de la politique. Et je fais appel à tous les députés de cette Chambre, libéraux et conservateurs, pour qu'ils unissent leurs efforts pour l'aider, pour le bien de notre province. J'étais bien heureux, il y a quelques jours, d'entendre l'ancien chef de l'opposition nous assurer de sa collaboration.

Il (M. Caron) fait allusion aux dépenses que laissent entrevoir les budgets de l'année courante et de l'an prochain. Ces budgets, dit-il, sont faits de nature à montrer le souci du gouvernement à administrer notre province selon ses revenus. Les budgets croissants sont signe de prospérité et c'est ce que démontre l'étude des 32 ans du régime libéral dans cette province. La province vit selon ses moyens et réussit à mettre de l'argent de côté!

Toutefois, cela étant, je pense qu'il est de mon devoir, comme représentant des Îles-de-la-Madeleine, d'attirer l'attention du ministre et du gouvernement sur les besoins de mon comté. Mon lointain comté a des problèmes et ne peut les régler sans l'aide du gouvernement. Que l'honorable premier ministre se rassure, je ne veux pas lui demander la division de mon comté.

(Rires)

Ce qui manque aux Îles-de-la-Madeleine, M. l'Orateur, ce sont des moyens de communication avec la province de Québec. Les seuls moyens de

communication de mon comté sont évidemment les bateaux, mais il y aurait lieu à de notables améliorations. Je ne sais pas si la Chambre et le peuple se rendent compte que le seul moyen d'entrer en contact avec les Îles aujourd'hui est de passer par la Nouvelle-Écosse, à Pictou. Nous aimerions avoir un lien plus direct, et j'espère que le gouvernement verra à ce que nous l'obtenions via la Gaspésie.

Je pourrais presque en dire autant en ce qui concerne l'éducation, et je m'adresse ici à l'honorable secrétaire provincial (M. David). Descendants d'Acadiens, les citoyens des Îles ont des attaches naturelles avec les habitants des Provinces Maritimes. Mais il faudrait d'autres voies de communication avec notre province, afin que la population partage plus nos idées, nos aspirations. On pourrait, avec avantage, leur fournir l'occasion d'envoyer la jeunesse s'instruire dans notre province. J'espère qu'on saura trouver le moyen de ne pas nous obliger à envoyer les enfants de ce comté en Nouvelle-Écosse pour terminer leurs études. Il faut les rapprocher de la province de Québec, il faut que nous ayons des relations plus étroites avec eux et le moyen serait d'organiser un bon service de bateau. J'espère que le gouvernement s'intéressera à ce problème.

Il (M. Caron) remercie l'honorable député d'Arthabaska (M. Perrault) d'avoir doté son comté d'un pont qui réunit deux îles importantes. Le gouvernement, dit-il, ferait une œuvre excellente en s'occupant du reboisement dans les Îles, car l'approvisionnement en bois laisse à désirer.

La pêche constitue l'industrie la plus importante de mon comté et fait travailler quelque 25 % de la population. Le gouvernement a aidé les pêcheurs, généreusement. Je sais qu'il s'agit surtout d'une matière de compétence fédérale, mais il conviendrait aussi d'accorder aux pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine les mêmes avantages qu'à ceux de la Côte-Nord et de la Gaspésie par les prêts d'argent, octrois, tant pour barques et gréements de pêche que dans la construction d'entrepôts frigorifiques, permettant de faire des arrêts aux Îles et d'entreposer le poisson.

Le département de l'Agriculture ferait œuvre extrêmement utile en encourageant l'agriculture. Celle-ci a déjà fait des progrès remarquables dans les Îles-de-la-Madeleine. C'est fort heureux car la pêche est une industrie capricieuse. Mais il y a encore mieux à faire. Je ne demande qu'une chose: c'est que l'encouragement du gouvernement dans ce domaine soit suffisant pour assurer un gagne-pain à la population des Îles-de-la-Madeleine, où la

topographie ne permet que l'exploitation limitée des terres agricoles et empêche toute exploitation agricole à des fins d'exportation. L'agriculture suppléerait aux aléas et hasards de la pêche dont les revenus sont souvent maigres. Nous avons un agronome et je tiens à lui rendre un hommage public pour l'excellent travail qu'il accomplit.

Je n'ai pas été scandalisé des dénonciations de l'opposition contre le régime libéral de 32 ans. Si le Parti conservateur n'a pas pris le pouvoir avec les LeBlanc, les Tellier, les Cousineau, les Patenaude, les Sauvé, ce n'est pas que ces hommes manquaient de valeur; c'est que la politique libérale était bonne. Aujourd'hui, l'opposition a changé. Elle est petite dans les grandes choses, grande dans les petites. Elle s'attaque aux hommes. Elle n'est pas juste dans ses critiques, ni très conséquente.

Le chef de l'opposition déplorait que notre population avec 25 % de la population du pays occupe une place inférieure dans les domaines de la finance et de l'industrie. L'opposition nous dit que nous n'avons pas d'influence, que nous n'avons que 6 % des dépôts des banques. Ensuite, elle reproche à l'honorable ministre de l'Agriculture d'avoir réussi, d'être influent, et on le traite de ministre du veau d'or. L'opposition passe son temps à se plaindre et à nous reprocher nos succès.

Les membres de l'opposition ont beau dire ce qu'ils voudront au sujet des ministres et de leurs affaires, mais à mon avis, si un homme comme le ministre de l'Agriculture remporte des succès, il n'est pas juste que l'opposition tente immédiatement de le discréditer.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est de l'inconséquence. J'allais dire: c'est de la jalousie. L'opposition se rapetisse. Elle a pris pour devise: "Rions bien, nous mourrons gras!" L'opposition a perdu sa dignité. Elle en est rendue à faire des farces pour engraisser. J'ai peur que l'opposition meure dans sa graisse et je crains la décomposition...

(Rires)

... laissant des souvenirs peu odorants, et une peste qui asphyxiera les oiseaux dont le député de Montréal-Dorion (M. Blain) donnait l'autre jour la définition: les goglus.

Si nous regardons vers l'avenir, que voyons-nous? Nous voyons la prospérité et nous voyons les députés libéraux de cette Chambre fiers de nos chefs, Marchand, Gouin. Nous sommes fiers du premier ministre actuel. La jeunesse de notre province est fière de marcher à leur suite. Le premier ministre aime à conduire et il conduit bien!

(Applaudissements à droite)

Et il a de la facilité à rassembler autour de lui des hommes compétents. Il a consacré sa vie et ses énergies à aider le pays. Je reconnais en lui un grand homme et un grand patriote, qui, le jour venu, saura passer à un autre, digne de le tenir, le flambeau du libéralisme. Toute la province lui fait entièrement confiance.

**M. Dugas (Joliette):** Rappelons-nous des élections complémentaires de Compton, de Richelieu et de Montcalm: ces trois élections sont une réponse aux arguments conservateurs.

Malgré que les membres de l'opposition aient mille fois repris les mêmes critiques du gouvernement, la population ne les a pas entendues parce qu'elle apprécie justement l'œuvre accomplie par l'administration libérale. J'ai été surpris d'entendre le chef de l'opposition utiliser en cette Chambre les mêmes arguments qu'il a utilisés lors des récentes élections partielles, alors que l'opinion de la province a été si clairement exprimée, et d'une façon qui a dû beaucoup déplaire à lui et ses disciples.

Le chef de l'opposition a référé des arguments jugés dans Compton, Richelieu et Montcalm. Pour ma part, je m'excuse de prolonger le débat, mais je veux les relever une dernière fois. Le chef de l'opposition prétend que l'on ne devrait pas entrer au comte du crédit, dans les finances publiques, le produit de la coupe de nos forêts. On nous dit: "Pourquoi mettez-vous dans la colonne des recettes les revenus de la coupe du bois?" Parce que la coupe du bois, c'est comme la récolte du cultivateur. Ce serait la même chose pour le cultivateur qui ferait entrer au débit le produit de la moisson qu'il a fait mûrir, et qui dirait qu'il faut laisser le blé debout. Pourquoi ne pas faire fructifier nos belles forêts au lieu de les exposer au feu, aux insectes, à tous les périls qui menacent nos grands arbres. Il est clair que si nous voulons léguer cette province dans le même état de prospérité qu'elle connaît présentement à ceux qui nous suivent, le développement est indispensable. Mais ce qui me surprend surtout, c'est que ces messieurs en face nous blâment d'avoir placé dans la colonne des actifs notre exploitation de la forêt.

En entendant l'opposition critiquer la comptabilité du gouvernement, je me suis demandé comment les conservateurs tenaient leurs livres. J'ai ici les *Comptes publics* de cette province qui portent sur les années qui précèdent la prise de pouvoir par les libéraux. On s'imaginait qu'à cette époque il aurait existé un système de comptabilité différent du

système actuel, mais que trouve-t-on dans les archives de ces bons vieux conservateurs, que nos amis d'en face se vantent de prendre comme exemple? J'y ai constaté qu'on y tenait les livres exactement comme aujourd'hui.

(Rires)

Nous trouvons ceci. Dans les *Comptes publics* pour 1895, nous trouvons des revenus provenant des terres et forêts, \$772,000; en 1896, \$951,000 de la même source et, en 1897, l'année durant laquelle les conservateurs ont perdu le pouvoir, on indique \$782,388.58 en regard de ce poste. Je me suis donc rendu compte que le gouvernement qui a précédé le gouvernement actuel mettait dans la colonne des recettes ce qu'il retirait de l'administration des forêts. En effet, malgré ces protestations de la part de l'opposition, on constate que les conservateurs faisaient la même chose que nous faisons, et avec raison. Les membres de l'opposition n'ont donc pas droit de reprocher au gouvernement de mettre au compte des recettes les revenus de la coupe du bois. En 1897, les conservateurs faisaient la même chose!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Les conservateurs ont fait du bien.

**M. Dugas (Joliette):** Ils ont fait du mal aussi et c'est pour cela qu'on les a rejetés du pouvoir.

L'opposition ne fait que se plaindre. Que veut-elle, au juste? Mais quelle politique ont donc les membres de l'opposition? Les députés ne nous l'ont pas encore dit. J'ai posé la même question au grand financier que j'ai empêché de revenir en cette Chambre, et il ne pouvait pas me le dire non plus. Ils ne veulent pas que l'on exploite la forêt? Voulez-vous qu'on ferme les bois, qu'on arrête d'exploiter les usines de pâtes et papiers, qu'on abolisse le flottage et qu'on ferme les camps de bûcherons? Mais alors, pas de travail pour des milliers d'ouvriers, et ce sont les prétendus amis des ouvriers qui veulent cela! Pouvez-vous imaginer la misère qui s'ensuivrait alors que les cultivateurs et les ouvriers n'auraient rien à faire? Qu'arriverait-il aux colons et aux cultivateurs et à la coupe annuelle nécessaire à leur existence?

Je voudrais répondre à une parole du chef de l'opposition (M. Houde): "Dehors, le gouvernement des taxeux. "Là encore, nos amis de l'opposition n'ont pas apprécié les choses à leur juste valeur. C'est dans la province de Québec que la taxe *per capita* est la moins élevée alors que c'est ici aussi que l'administration coûte aussi le moins cher. Je suis

obligé de citer des chiffres. Savez-vous, Monsieur, qu'en 1927, le revenu par habitant provenant des impôts dans cette province ne s'élevait qu'à \$12.09 alors qu'en Ontario - tant aimée de nos amis d'en face - ce montant s'élevait à \$13.89? Vous rendez-vous compte que, dans la même année, les frais administratifs ne s'élevaient qu'à \$11.36 par personne au Québec?

Qui paie ces taxes? Est-ce que toutes les classes de la société sont appelées à payer également? Je dis non. L'opposition a publié dans le comté de Compton une liste qui est supposée contenir toutes les différentes taxes imposées par la province. Ils avaient tellement le souci du détail qu'ils ont répété la même taxe 10 fois sous différents noms, pour ne pas faire d'erreur. On y parle de taxe d'amusement, puis ensuite de salles de danse, de lieux de divertissement et ainsi de suite, mais il s'agit toujours de la même taxe.

Dans l'élection de Montcalm, j'ai cherché avec un cultivateur et un ouvrier de mon comté dans la liste de l'opposition les taxes payées par les cultivateurs, les ouvriers, et celles payées par le chef de l'opposition. Nous avons passé en revue les taxes, et nous avons additionné les montants payés par chacun. Comme conclusion, nous avons trouvé que le montant payé par le cultivateur était beaucoup moins élevé que celui payé par l'ouvrier.

Il (M. Dugas) cite la liste des taxes. Le cultivateur et l'ouvrier, déclare-t-il, ont admis avoir payé \$1 et \$3 pour la taxe des amusements. Le cultivateur admit avoir payé \$10 pour les taxes des marchés. L'ouvrier avait payé \$38 pour son auto et cinq autres taxes<sup>2</sup>. Le cultivateur avait versé \$11 en taxes dans une année, même en comptant la taxe de marché payée à la cité de Montréal.

Tous deux m'ont admis qu'ils étaient satisfaits que le gouvernement ne leur imposait pas de taxes onéreuses. Quant à l'honorable chef de l'opposition, je ne sais si la succession de l'honorable député des Deux-Montagnes a exigé de lui une taxe.

(Rires)

Le gouvernement a supprimé de nombreuses taxes depuis 1897. Si nos honorables amis de l'opposition voulaient étudier plus attentivement les taxes qu'ils paient, ils modifieraient leurs discours sur les tribunes politiques. Ils ne pourraient accuser le gouvernement d'être un gouvernement de taxeux. On s'occupe du cultivateur, mais pas pour le taxer.

De plus, le gouvernement a supprimé certaines taxes ces dernières années et a aidé les gens à payer les créances qui leur étaient opposables en vertu du Code municipal. Vous savez tous qu'en

vertu de la loi, les municipalités sont responsables des routes situées sur leur territoire. En en prenant lui-même la responsabilité, le gouvernement a déchargé les municipalités d'une obligation qui leur revenait réellement. Il en sera de même lorsque la province assumera l'entretien des ponts, tel qu'indiqué dans le discours du trône: ce sera un fardeau de moins pour les contribuables. Je pourrais dire que l'aide apportée à l'éducation par le gouvernement, par le biais des subventions accordées pour la construction d'écoles, est aussi à son honneur.

Toutefois, je pourrais demander au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) s'il ne serait pas en mesure d'aider les gens de mon comté en réduisant le taux d'intérêt sur les prêts qu'ils reçoivent pour la construction de routes par 1 %.

L'honorable chef de l'opposition nous a dit que notre province était en faillite. Il s'appuie pour dire cela sur le passif des municipalités. L'opposition prétend que la dette municipale a augmenté, mais elle a oublié de mentionner que l'actif a aussi augmenté. Elle ne nous dit pas le surplus de l'actif sur le passif.

Ainsi l'actif des conseils de comté qui était de \$169,300 en 1918 était en 1927 de \$405,058. En 1918, l'actif des municipalités était de \$150,930,866. Or en 1927, il se chiffrait à \$297,307,943. La dette municipale excède l'actif car les propriétés ne sont pas évaluées à leur juste valeur, mais la balance du passif qui était de \$34,910,000 en 1918 a été réduite à \$4,709,000 en 1928. De même on constate les mêmes choses dans la dette scolaire<sup>3</sup>.

Ce n'est pas tout à fait le bilan d'une province qui s'en va en faillite. Les commissions scolaires, en neuf ans, se sont enrichies de \$10,000,000. La situation de ces corporations est donc prospère et lorsque l'opposition vient dire que le passif est augmenté, elle trompe le peuple en ne lui disant pas que l'actif a aussi fort augmenté et dépassé de beaucoup le passif. C'est ce qui prouve que la province n'est pas sur le chemin de la banqueroute. On a trompé l'électorat en lui faisant voir un seul côté de la médaille. Va-t-on cesser de tromper le peuple en lui citant des chiffres fantastiques et fantaisistes?

Il (M. Dugas) parle des progrès en agriculture réalisés par les cultivateurs dans son comté et dans le district de Montréal, sous l'impulsion du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Il cite la prospérité de la nouvelle coopérative de tabac de Joliette, Assomption et Montcalm, et la nouvelle coopérative laitière du district de Montréal.

L'agriculture a pris un élan extraordinaire, et je n'en veux pour preuve que la popularité des cours abrégés donnés dans mon comté et ailleurs. Les organisations d'agriculteurs se sont développées et multipliées. Je me fais l'interprète de toute la classe agricole de cette province en félicitant l'honorable premier ministre d'avoir remplacé un grand ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) par le ministre actuel.

Il fait allusion à la situation des ouvriers dans son comté. Au nom des ouvriers de mon comté, poursuit-il, je demande au gouvernement d'améliorer notre loi de compensations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, très bien!

**M. Dugas (Joliette):** La loi actuelle est en vigueur depuis plus d'un an. Dans l'ensemble, elle est une amélioration sensible sur celle de 1909. Aussi, j'entendais avec plaisir deux officiers de l'Union des employés de chemin de fer me dire que la Commission donnait entièrement satisfaction. Cependant cette loi, comme toutes les lois humaines, est susceptible de perfectionnement et il convient de signaler les abus qu'on en a fait et les lacunes qui ont été trouvées, dans un sincère désir de trouver les remèdes à tous les maux que l'on constate.

L'assurance obligatoire dans les compagnies privées offrait des dangers, entre autres, celui de l'exploitation de l'employeur par ces dernières. C'était pour éviter ce danger que, parlant au début de la session de 1928, je préconisais l'établissement d'une espèce de "dual system" ressemblant à celui qui existe en France, où l'assurance privée est en concurrence avec la responsabilité collective des patrons non assurés, qui sont garantis du paiement de l'indemnité, en cas d'insolvabilité des patrons de l'accidenté. J'ai encore confiance en ce système et je suis convaincu qu'il protégerait le patron contre les sollicitations des assureurs qui souvent lui font payer une prime d'assurance élevée pour des ouvriers qui ne tombent pas sous la loi, et par conséquent, sans encourir aucun risque.

Les compagnies d'assurance et les grandes industries qui ne sont pas leurs propres assureurs ont à leur service des investigateurs qui trop souvent, dans leur zèle de bien servir ceux qui les emploient, intimident ou molestent les accidentés. S'agit-il d'un accident mortel? Ils ne laissent même pas à la veuve le temps de se remettre du choc causé par la mort. Ils s'acharnent à elle, la pressent de questions, lui font toutes sortes de représentations et souvent réussissent

à lui faire accepter un règlement inférieur auquel elle avait droit. N'y aurait-il pas moyen, sans trop obérer l'industrie, d'augmenter l'indemnité à la veuve, en fixant un minimum qui lui permettrait de subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants, en attendant qu'elle puisse réorganiser sa vie?

Une autre réforme avantageuse serait de donner à la Commission le droit d'accorder à la victime souffrant d'une diminution de capacité partielle permanente le paiement, en un seul versement, de l'indemnité à laquelle elle a droit, lorsque la somme qui doit être versée n'excèdera pas \$500. La Commission devrait avoir ce dernier pouvoir. Cela permettrait à un accidenté d'utiliser ce capital pour fonder un petit commerce. Cela lui permettrait de se créer une position nouvelle, tandis qu'une rente de quelques dollars ne lui est presque d'aucune utilité.

M. l'Orateur, je crois avoir démontré qu'aux critiques de l'opposition le gouvernement répond par des actes qui lui méritent la confiance du peuple de cette province.

(Applaudissements du côté ministériel)

**M. Piché (Témiscamingue):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### **The Shawinigan Water and Power Company**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un débat là-dessus aussi.

**M. Tremblay (Maisonnette)** propose, en amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général".

Si j'ai proposé cet amendement, c'était avec raison. Voici un des bills les plus importants qui auront été soumis à la Chambre depuis plusieurs années, un bill qui peut avoir des conséquences très graves et engager l'avenir économique de la province pour toujours. Il peut affecter l'avenir de notre

province et du peuple et créer un fardeau important pour la population pour de nombreuses années à venir. Nous assistons, je crois, à la formation d'un trust formidable qui imposera sa dictature à toute la province, qui représentera sans doute une menace pour le public.

En 1928, on nous a demandé de voter une charte, sur requête de financiers qui voulaient développer des pouvoirs hydrauliques à Beauharnois. C'est un fait connu et reconnu que je m'oppose à de telles chartes. En principe, je suis en faveur de l'exploitation de nos ressources hydrauliques par l'État pour le bénéfice du peuple. Par contre, il est reconnu que la concurrence profite à toutes sortes d'entreprises. À défaut d'étatisation, j'estime qu'il vaut mieux que la concurrence règne entre les compagnies privées plutôt que de voir couler l'eau de nos rivières, en pure perte, et c'est pourquoi j'ai préféré favoriser la formation de la Beauharnois.

Quel en est le résultat? A-t-on utilisé des méthodes indirectes, l'an dernier, pour obtenir notre appui et nous amener à voter en faveur du bill? Puis cette année, vous venez nous demander de voter un tas de privilèges pour étendre les pouvoirs d'une autre grande organisation, afin qu'elle puisse acquérir celle dont nous avons voté la création l'année dernière. Je me demande si on ne s'est pas servi du prétexte de la concurrence pour faire voter le projet de l'an dernier, pour en donner le contrôle à un trust qui est en train de tout dominer. On dit que l'organisation de la compagnie est un fiasco. Si la Beauharnois a fait un fiasco de son organisation financière, on ne prétendra pas que le peuple de la province doive en solder la note. S'il s'agit d'une charte pour la constitution d'une compagnie à actions diluées, c'est la compagnie et non le peuple qui doit en subir les conséquences. On ne doit pas permettre à un trust de tout accaparer, par une charte qui lui confère des pouvoirs aussi étendus.

Et en parlant de la production d'énergie hydroélectrique, vous nous citez en exemple l'Ontario et allez jusqu'à dire que les coûts du système hydroélectrique là-bas sont plus élevés qu'ici dans la province de Québec, où on a recours à des compagnies privées. Je ne crois pas que ce soit le cas et je sais que l'Ontario est mieux desservi, et ce, à moindre coût que le Québec.

Voici un rapport concernant les coûts de l'énergie hydroélectrique ontarienne comparativement à nos prix au Québec. On y voit, entre autres choses, que 216 municipalités ont payé \$1.23 le kilowatt-heure pour le courant commercial, tandis que 84 autres, là où il existe un réseau de distribution

municipale, ont payé \$1.06 le kilowatt-heure. Pour toutes les autres municipalités ontariennes, le coût moyen était de \$1.60 le kilowatt-heure comparativement à \$1.66 en 1925. Les chiffres que j'ai donnés sont pour 1928, ce qui montre que quoi que pensent les amis à notre droite du système ontarien, il a réduit son prix par quelques cents durant les trois dernières années.

Et qu'en est-il de Québec? De Montréal? Qui oserait dire que nous ne payons pas? Pourquoi, M. l'Orateur, dans une ville de la grandeur de Montréal, qui a tous ces merveilleux accès à l'énergie naturelle, ne pouvons-nous pas nous permettre de chauffer au moyen de l'électricité?

Si le gouvernement évaluait les besoins du peuple et s'assurait de les satisfaire, au lieu de combler de faveurs les compagnies privées, cela pourrait permettre de garder au pays les millions et les millions de dollars qui sont dépensés chaque année pour acheter du charbon américain. Au lieu d'exporter notre électricité, la province de Québec devrait pouvoir la fournir à plus bas prix aux consommateurs québécois, afin de permettre le chauffage électrique, qui économiserait des millions de dollars qui vont actuellement à l'étranger pour l'achat de charbon. Quelqu'un dira-t-il que l'argent ne serait pas utilisé à meilleur escient ici qu'à l'étranger? Il s'agit d'une question économique bien simple.

L'attitude de notre gouvernement est très curieuse en cette affaire. Moi, je proteste contre cette action du gouvernement qui ne s'occupe pas du peuple, mais favorise plutôt la formation d'un grand trust. Si ce bill est adopté, la Shawinigan aura un pouvoir qu'elle n'a jamais eu auparavant et elle pourra prendre le contrôle complet dans le domaine énergétique d'un bout à l'autre de la province de Québec. Que n'avons-nous pas vu aux États-Unis? N'avons-nous pas vu des lois spéciales qu'on a édictées et appliquées, afin d'anéantir des trusts qui dépouillaient le peuple? Et il s'agit là d'un pays riche. C'est là l'exemple que nous avons tout juste au sud de chez nous, mais le suivra-t-on? Quelle sorte de gouvernement avons-nous qui verra à ce qu'une compagnie fournisse moins de \$10,000,000 de capital, puis recherche des profits comme si elle en avait investi \$50,000,000?

Aux États-Unis, les gouvernants ont fait des lois pour détruire les trusts, pour les empêcher de naître, tandis que, dans la province de Québec, on laisse le mal s'établir, que dire? On le favorise, on l'invite. Nous verrons bientôt les beaux effets de la surcapitalisation avec tous les avantages qu'elle a

déjà produits dans d'autres domaines. Le gouvernement n'a pas le droit d'en agir ainsi et le peuple saura le lui dire, le temps venu.

Que le gouvernement ne dise pas qu'on ne l'a pas averti. Si les choses continuent ainsi, le peuple sera au courant et, le temps et l'occasion propices venus, ils sauront dire ce qu'ils veulent. Et que personne ne nous traite d'agitateurs parce que c'est nous qui attirons l'attention sur ces choses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai qu'un mot à ajouter. Quand le bill de la Shawinigan est venu en comité plénier, le premier ministre a déclaré qu'il serait heureux de le renvoyer au comité des bills publics, si l'opposition voulait obtenir des renseignements.

Je lui ferai remarquer, ainsi qu'à la Chambre, que le matin, bon nombre de nos députés sont occupés dans les autres commissions, ce qui veut dire que le travail de contrôle de la législation dans certains secteurs relève d'un petit nombre. Tout ce que nous demandons, c'est qu'on nous donne l'occasion d'étudier à nouveau le bill en commission, car les avocats de la compagnie seront présents et ils pourraient fournir des renseignements que le gouvernement ne possède pas.

Or l'opposition veut savoir quelles sont les compagnies que la Shawinigan veut acquérir, leurs droits et privilèges, les taux qu'elle entend charger, s'il y aura surcapitalisation, en un mot tous les renseignements essentiels pour bien peser toutes les conséquences de cette législation extraordinaire. Or, c'est au comité des bills publics seulement que ces questions pouvaient être posées, puisque c'est le seul endroit où l'opposition a droit d'interroger les directeurs et avocats de la compagnie. À moins qu'il y ait dans le gouvernement des gens plus renseignés que les directeurs de la compagnie. Je demande donc le privilège d'entendre les avocats de la compagnie Shawinigan.

Le trésorier de la province et le ministre de l'Agriculture, bien outillés d'experts, entourés de compétences, se sont cru obligés de renvoyer l'un, le bill de La Prévoyance au comité des bills publics, et le second, le bill de Lévis au comité des bills privés. Et voilà qu'on refuse à l'opposition le droit de se renseigner. Pourquoi cette hâte?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Nous avons étudié ce bill à trois reprises. Il était inscrit au *Feuilleton* de la Chambre jeudi soir et encore vendredi matin. Nous l'avons étudié au comité où les avocats nous ont donné tous les renseignements demandés. Dans cette motion, on ne

dit pas du tout quels renseignements additionnels on veut obtenir. Dans ces conditions, je crois que nous ne devons pas retarder inutilement ce projet de loi. Mon opinion est qu'il n'y a pas lieu de revenir devant le comité.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je suis contre ce bill, car il a pour but de consolider un trust qui existe. Le premier ministre a prononcé, l'an dernier, des paroles mémorables. Il représentait la concurrence comme le meilleur agent dans l'intérêt de l'avenir économique de la province. Or, on nous présente un bill qui a pour but principal de faire disparaître toute concurrence et qui laisse le public à la merci d'un trust.

Je reconnais, Monsieur, que ce bill est compliqué. Finalement, il faut comparer ce qui est donné et ce qui est retiré, dans une organisation qui concerne plusieurs compagnies. Je ne peux certainement pas adhérer aux déclarations faites par l'honorable premier ministre pendant l'étude de ce bill.

Je crois que la compétition est bonne pour la prospérité d'un pays et pour la situation à laquelle nous faisons face ici. Nous pourrions nous retrouver avec un seul barème de taux pour l'électricité. On nous répondra qu'il reste la Commission des services publics pour régler la question des taux. À quoi cela équivaut-il, sinon à une bataille entre experts? Quand les contribuables peuvent-ils s'organiser pour présenter une preuve suffisante pour faire triompher leurs droits? Il est difficile d'établir une preuve contre les experts d'une compagnie.

On l'a bien vu dans le cas de la Canada Cement poursuivie par la ville de Montréal-Est, au sujet de l'évaluation des propriétés de cette compagnie. Comme la Canada Cement formait un trust unique dans tout le pays, la ville a dû aller aux États-Unis pour trouver un expert qui fût indépendant de la Canada Cement et pût ainsi évaluer les machineries à leur juste valeur. En fait, la cause est allée jusqu'au Conseil privé qui a donné raison à la municipalité. De la même manière, dans le cas présent, nous ne pouvons recourir qu'à un seul groupe d'experts et nous devons aller à l'extérieur de la province pour en trouver d'autres.

On dit qu'une grande compagnie a moins de frais et on affirme qu'avec la centralisation les trusts suppriment les frais d'administration. Cet état de choses est bien satisfaisant pour la compagnie, car il lui permet d'épargner de l'argent. Mais quand cette économie a-t-elle jamais profité aux consommateurs. A-t-on quelque indication qu'une telle réduction des coûts donnera lieu à des taux moins élevés? Je préfère avoir plusieurs petites compagnies au lieu

d'une seule. L'énergie électrique est exploitée non pas au bénéfice des contribuables, mais des actionnaires, qui retirent de gros bénéfices.

Si nous demandons des renseignements sur ce bill, c'est qu'il est important. Il nous faut étudier ce bill et ses effets. Quelles en seront les conséquences? La Shawinigan pourra exploiter des tramways et distribuer de l'électricité dans des comtés où elle était totalement absente auparavant. Qu'est-ce que les gens vont faire? À cause de la Montreal Tramways, de la Shawinigan et de la Montreal Light, Heat and Power, le grand trust du Québec, ils ne peuvent même pas se permettre de chauffer au moyen de l'électricité.

Nous demandons à interroger les directeurs de la Shawinigan, pour élucider certaines questions. Et si l'on établit un trust qui contrôle tout, il y a peu de chances de faire abaisser les prix. Ce n'est pas ainsi qu'on protège le public. Car on crée un grand trust, une organisation formée d'un seul homme, pour ainsi dire, ce qui est très peu souhaitable.

Aux États-Unis, où pourtant l'on s'entend en question de finances autant que notre gouvernement, et où l'on a eu de nombreuses expériences sur les dangers des trusts, les gouvernements ont élaboré des lois pour défendre les trusts, combines et cartels. Et récemment la Standard Oil, coupable d'avoir violé la loi, était condamnée à \$200,000,000 d'amende. Ce n'est pas dans Québec qu'on prendrait une attitude aussi énergique, ici où l'on invite les trusts et cartels, où on les favorise au détriment du peuple.

L'amendement est mis aux voix. La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Duplessis, Guertin, Houde, Lafleur, Renaud, Tremblay, 7.

**Contre:** MM. Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bullock, Cantin, Caron, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Dansereau, David, Delisle, Dillon, Dugas, Farand, Fortin, Francoeur, Frigon, Gagnon, Galipeault, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, McMaster, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Oliver, Ouellet, Papineau, Perrault, Piché, Plante, Rochette, Roy, Taschereau, Turcotte, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Le débat est suspendu.

La séance est suspendue à 6 heures.

**Reprise de la séance à 8 h 45****The Shawinigan Water  
and Power Company**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la troisième lecture du bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company.

Et la motion principale est de nouveau soumise à la Chambre.

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction d'en retrancher les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 7."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À mes yeux, la compagnie Shawinigan obtient trop de pouvoir par le projet de loi. Le premier ministre prétend qu'il faut hâter la législation, que l'opposition fait de l'obstruction à la marche de la session. Cependant, ce n'est pas l'opposition qui fait de l'obstruction au débat du budget, puisque depuis la semaine dernière, ce sont les ministres seuls qui se mettent en frais d'éloquence. On va peut-être prétendre que l'opposition fait de la critique pour le plaisir de critiquer. Nous ne faisons pas de la critique inutile. Nous représentons les intérêts du peuple, comme les députés de la droite, et c'est notre devoir de voir à la protection du public.

Si, comme le dit le premier ministre, il n'y a pas de quoi s'inquiéter dans ce bill, c'est étrange qu'un cabinet d'avocats si célèbre y ait consacré tant de temps. Selon l'officier en loi, ce bill donne à la Shawinigan Water and Power Company des pouvoirs extraordinaires et il s'agit là de l'opinion officielle en la matière.

Le gouvernement fait une étrange besogne. La loi fédérale défend la formation de trusts, monopoles et combines; or le résultat le plus clair du bill de la Shawinigan sera d'en former un gigantesque. Les compagnies achetées par la Shawinigan pourraient jouir de leurs pouvoirs acquis et des pouvoirs de la Shawinigan. Nous demandons quelles sont les filiales de la Shawinigan et quelles seront les nouvelles. Nous ne savons pas. On a dit que le bill ne comporte aucun danger, mais la clause 1 du bill lui donne droit d'étendre ses activités dans tous les domaines.

Alors, ces compagnies auront non seulement leurs propres pouvoirs, mais aussi les privilèges extraordinaires et exorbitants de la Shawinigan

Company. Cela est contraire à l'intérêt public et veut tout simplement dire que le gouvernement encourage un grand trust alors que nous savons que les trusts ne sont pas créés dans l'intérêt public. Selon les termes du bill, la Shawinigan peut acheter toutes les compagnies. On comprendra aisément que, dans bien des cas, les petites compagnies fonctionnent de concert avec les petites municipalités à des conditions particulières qui constituent presque des ententes personnelles. Les municipalités ont pu accorder des privilèges spéciaux à certaines compagnies. Si la Shawinigan achète ces compagnies, elle jouira des mêmes privilèges. La Shawinigan peut s'emparer des privilèges spéciaux accordés par des municipalités, s'arroger tous les droits.

Prenons un cas concret. Supposons qu'elle achète, comme elle en aura le droit en vertu du présent bill, la Quebec Power. Automatiquement, la Quebec Power sera considérée comme ayant les droits de la Shawinigan. Supposons qu'elle veuille augmenter les taux, elle n'aura qu'à invoquer les frais d'administration de la compagnie principale. Celle-ci pourra hausser les taux, et si on le lui reproche, la compagnie répondra que l'administration d'un aussi grand nombre de compagnies est coûteuse et qu'il faut hausser les taux. La Quebec Power peut réaliser des bénéfices d'opérations, mais toutes les dépenses des autres compagnies entreront en ligne de compte en même temps et justifieront la Shawinigan de hausser les taux de la Quebec Power. En un mot, ce bill favorisera des taux élevés, et nous avons entendu bien trop souvent que nous payons déjà trop cher l'électricité dans la province de Québec.

Le bill actuel permettra en plus à la Shawinigan de pratiquer la surcapitalisation. Elle achètera à \$2,000,000 une filiale ou une compagnie de \$500,000, mais fixera les taux en raison du capital. L'article 2 lui permet d'étendre ses activités à n'importe quelle industrie, et pour se protéger contre la loi des monopoles et des trusts, le bill comporte cette petite phrase au début de tout le bill: "Nonobstant toute loi à ce contraire." Les légistes qui l'ont rédigé n'ont pas utilisé ce libellé pour rien. Au cours de la discussion sur la clause 2, on fait donc disparaître une restriction limitant la Shawinigan à exploiter des usines d'électricité. Est-ce bien, est-ce juste et dans l'intérêt du peuple? Non seulement on nous demande d'amender la charte de la Shawinigan Water and Power Company, mais les chartes d'autres compagnies devront aussi être amendées. Elle pourra maintenant faire entrer dans le trust les hôtels et les manufactures qu'elle possède.

En vertu de ce bill, la Shawinigan aura droit d'acheter toute compagnie et toute compagnie aura droit de se vendre à la Shawinigan. Celle-ci pourra

acheter la Beauharnois, la Quebec Power, la Montreal Tramways et le tramway de Trois-Rivières. Bref, elle aura autant de droits que la Législature de cette province. Je ne crois pas que c'est une exagération de dire que si la compagnie réussit à faire adopter ce bill, elle sera en mesure de diriger le gouvernement de cette province. Nous croyons que le bill confère à la compagnie autant de pouvoir que le gouvernement en a lui-même. Elle sera bientôt plus puissante que lui. Et puis, ils disent que nous, de l'opposition, nous faisons inutilement perdre du temps.

Le défaut de cette Législature est de passer les bills trop à la vapeur, sans l'attention voulue. Il y a assez longtemps que nous avons des législations passées à la vapeur. Ces législations ne donnent pas justice au peuple et c'est le peuple qui paie. Si les députés étaient les seuls à payer pour les mauvais effets des lois mal faites, ce serait demi-mal, mais c'est toute la province qui paie. Il y a trop longtemps que l'on répète en Chambre à chaque session: "Eh, bien! nous amenderons la loi l'an prochain." Ce n'est pas ainsi que des législateurs consciencieux doivent procéder.

Dans le bill, on fait disparaître les clauses restrictives qui défendaient à la compagnie de s'intéresser au tramway. Cette restriction avait été pourtant adoptée dans l'intérêt public. Nos renseignements nous permettent d'indiquer que le mal est grave et qu'il est d'intérêt public de savoir toute la vérité, d'interroger les intéressés. Nous voulons aller au fond des choses, afin de voir ce qui se passe en toute cette affaire.

Il est de notre devoir de stopper toute législation qui n'est pas dans l'intérêt public et, à cet égard, je respecte le rapport de l'officier en loi concernant ce bill. J'espérais franchement que le premier ministre amenderait le bill. Pourquoi n'établit-on pas de limites aux pouvoirs de la compagnie? J'admets que nos renseignements sont très maigres. Nous ne voyons qu'une partie du mal; si nous pouvions aller au fond des choses, nous aurions d'autant plus de raisons pour motiver nos objections au bill.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Le député de Champlain (M. Grant), parrain du bill, semble avoir honte de son enfant.

**Un député:** Il est sevré depuis longtemps.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Il a raison parce qu'il s'est aperçu que l'enfant qu'il portait au baptême était un monstre, car le bill de la

Shawinigan indique bien le trust le plus considérable que l'on ait vu. En effet, on veut créer un trust monstre. Je suis à me demander si le père réel n'est pas le premier ministre qui veut le faire reconnaître comme un être humain. Seul, il s'est levé pour défendre le bill lorsque l'opposition démontrait qu'on ne pouvait décemment le porter au baptême. Il me semble que l'opposition a démontré qu'il n'est pas un sujet digne du baptême officiel.

**Un député:** Il a été ondoyé.

**M. Renaud (Laval):** Noyons-le.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Le premier ministre, dès qu'on lui demande des renseignements sur le bill, semble être attaqué dans sa responsabilité paternelle.

Je crois que le temps est venu de peser les choses à leur valeur. Je crains une augmentation des taux d'électricité si ce bill est adopté. Qui nous dit que demain si nous adoptons ce bill, la Montreal Tramways, la Montreal Light, Heat and Power et la Montreal Water and Power ne deviendront pas des filiales de ce trust gigantesque qui, contrôlant absolument les finances dans notre province, formera un État dans l'État? Qui nous protégera quand la compagnie voudra nous imposer ses taux? Elle pourra alors dicter des taux exorbitants. On verra alors, grâce à des surcapitalisations de \$50,000,000, doubler le tarif du tramway comme à Montréal, afin de fournir des dividendes sur des capitaux imaginaires.

On nous dira que la Commission des services publics est là pour protéger les contribuables. Sans critiquer la Commission, il est bon de voir comment se passent les choses. Récemment les contribuables de Montréal se sont plaints des taux trop élevés de la Montreal Light Heat & Power et ont pétitionné devant la Commission des services publics. Qu'est-il arrivé? Celle-ci les a bien reçus pour leur dire qu'ils devraient établir eux-mêmes l'actif et le passif réel de la compagnie. La Commission a demandé des choses impossibles aux citoyens. C'est là la protection qui est assurée aux contribuables dans les circonstances.

On veut donner des pouvoirs illimités à la Shawinigan. Qui alors l'empêchera de contrôler une série de "chain stores", de magasins, et alors où allons-nous? On donne tellement de pouvoir à la compagnie Shawinigan qu'elle pourra exploiter jusqu'à une chaîne de magasin. Notre province est envahie par une série de magasins à chaîne, représentant le capital étranger qui vient prendre nos

économies et contrôler le travail. Nous sommes déjà envahis par ces sortes de magasins qui imposent des salaires et les conditions qu'ils veulent à leurs employés, qui ruinent le commerce local. Et nous donnerions à la Shawinigan le droit d'organiser de pareilles chaînes! Nous allons donner la permission de tout faire, de tout laisser à la merci de quelques hommes représentant des capitaux étrangers!

Pourquoi ne peut-on pas renvoyer ce bill en comité pour la satisfaction de plusieurs députés de la droite ainsi que de la gauche, car j'ai entendu plusieurs députés se plaindre que les taux sont trop élevés. Il faudrait leur donner à tous l'occasion de se renseigner au sujet de ce trust. Le gouvernement n'a pas le droit de refuser aux députés de se renseigner. Pourquoi le premier ministre s'obstine-t-il tant à ce que les députés se renseignent? A-t-il peur? Je ne peux m'expliquer l'obstination du gouvernement à ne pas renvoyer ce bill devant le comité pour que nous puissions l'étudier davantage. Nous ne demandons pas une faveur, mais un droit. J'espère donc que le premier ministre reviendra à de meilleurs sentiments et se rendra à notre demande.

J'ai confiance que les meilleures dispositions du premier ministre prendront le dessus. Il n'a pas refusé la demande de l'honorable trésorier provincial l'autre jour, quand ce ministre voulait qu'un bill soit renvoyé devant le comité des bills publics. La demande du trésorier n'a pas été refusée et le premier ministre a rempli son devoir. Je suis sûr que cela étant, il renverra le bill devant le comité. Nous avons raison de nous y opposer, car il ouvre la voie à la création d'un État à l'intérieur de l'État. Je fais cette demande pour le bien du peuple, tout comme je demande que les ressources hydrauliques de cette province soient mises en valeur pour le bénéfice du peuple.

Je suis en faveur de l'intervention de l'État pour le développement de nos ressources hydrauliques. On nous dit qu'il ne doit pas y avoir de propriété de l'État, mais ce n'était pas là le cri de guerre au moment de la formation de la Commission des liqueurs du Québec. C'était bien acceptable à ce moment-là. Le gouvernement n'a pas d'ailleurs raison de se voiler la face, lui qui a étatisé le commerce des liqueurs.

En Ontario, ils ont l'hydro, dirigé par un groupe d'hommes d'affaires compétents dans l'intérêt du peuple. Et comment procèdent-ils? Quand ils ne trouvent pas d'énergie à vendre bon marché, ils viennent ici dans la province de Québec pour obtenir l'énergie dont ils ont besoin, qu'ils fournissent aux citoyens de l'Ontario, alors que les

citoyens de la province de Québec ont des taux beaucoup plus élevés que leurs voisins pour l'énergie électrique fournie par des producteurs d'ici. En Ontario, la Commission hydroélectrique avec des ressources hydrauliques moindres a réussi à fournir à ses consommateurs l'énergie électrique à meilleur prix, et même à faire de plantureux profits sur l'énergie que notre province lui livre.

Savez-vous, Monsieur, que l'Ontario a tiré des profits de l'énergie électrique du Québec en la vendant aux États-Unis? Je suis d'ailleurs contre l'exportation de l'énergie électrique en Ontario. La province voisine se fie là-dessus pour s'assurer un revenu substantiel avec la vente de cette énergie aux États-Unis. Je pourrais vous donner le nom des endroits en Ontario où l'énergie électrique provient du Québec. Le devoir du législateur est de protéger les intérêts du peuple. Nous vivons dans un pays démocratique et l'on n'a pas le droit de refuser une demande légitime à des représentants du peuple.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):** De quel journal s'agit-il?

**M. Tremblay (Maisonnette):** *The Gazette*. Je sais que le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) cherche toujours à s'instruire, et cela l'intéressera peut-être d'apprendre que nos voisins font un bénéfice en se servant de nos matières premières, tandis que nous les regardons faire.

Ce genre de choses se produit depuis trop longtemps déjà. Si le premier ministre veut préserver les intérêts du peuple, il devrait amender ce bill et donner suite aux représentations qu'on lui a faites en cette Chambre en le renvoyant au comité des bills publics, afin que nous soyons à même de questionner les avocats de la compagnie. Cela nous donnera l'occasion de justifier nos allégations et de lui démontrer que le bill tend à exploiter le peuple et qu'il est de notre devoir de prendre le parti du peuple.

Le temps est révolu où le gouvernement disait que ce qu'il décidait devait être adopté. Nous sommes les maîtres et nous ferons ce qu'il nous paraît juste de faire. Nous vivons dans une démocratie et c'est le peuple qui règne. On ne peut donc refuser la demande légitime des représentants du peuple lorsqu'ils désirent obtenir des renseignements concernant les lois qu'on leur demande d'adopter. C'est la Chambre qui contrôle la situation en dernière analyse.

On a traité les députés de l'opposition de dénigrateurs. Nous ne voulons dénigrer personne.

Nous avons dit que des ministres étaient directeurs de compagnies. C'est leur affaire. Mais les ministres ne devraient pas être directeurs de compagnies qui font affaire avec le gouvernement. Un député a le droit d'être directeur d'une compagnie, mais non un ministre. Un ministre ne peut profiter de sa situation pour réclamer des faveurs devant cette Chambre. Je ne veux pas être dur pour le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron), mais il faudrait tout de même être logique. L'opposition s'est déclarée contre les directeurs de compagnies ministres. Nous demandons au directeur de la Shawinigan et ministre de l'Agriculture de démissionner d'une façon ou de l'autre. Il devrait ou bien démissionner comme ministre ou bien comme directeur de la Shawinigan, sans quoi le peuple saura quoi en conclure, car on dit qu'il est influent dans le ministère. Il ne s'est pas levé une fois pour expliquer ou défendre le bill et c'est le premier ministre qui a accepté de le défendre.

Si ce bill est adopté, qu'est-ce qui empêchera qu'on vende deux fois plus cher le billet de tramway à Montréal? Le gouvernement ne pourra pas faire grand-chose s'il donne systématiquement des pouvoirs à la compagnie. Se pourrait-il que la compagnie achète la Beauharnois, faisant de cette nouvelle entreprise, pour laquelle nos votes ont été tellement sollicités l'an dernier, une partie du grand trust? Se pourrait-il que le gouvernement se sache sur un terrain glissant et se tourne maintenant vers la Shawinigan pour remettre de l'ordre dans la situation de la Beauharnois? Et n'oubliez pas que c'est cette même organisation de la Beauharnois qui devait retirer 200,000 chevaux-vapeur de la province, à \$15 le cheval-vapeur. Moi, je dis que si elle n'est pas capable de réaliser ses objectifs, sa charte devrait être annulée et les 200,000 chevaux-vapeur gardés dans notre province pour l'usage de nos citoyens, surtout ceux du district du Montréal.

Qui empêchera la Shawinigan d'englober la Beauharnois? On a payé des millions pour cette compagnie avant même d'avoir remué une pelletée de terre, ce qui a entraîné le fiasco de cette compagnie. On veut maintenant permettre à la Shawinigan de la racheter avec tout son capital mouillé. La Législature n'a pas le droit de sanctionner le mouillage du capital. Si des compagnies ne sont pas capables de développer leurs forces hydrauliques sans pouvoirs nouveaux, que le gouvernement reprenne ces forces et les développe lui-même pour abaisser les taux de l'électricité. Si nous agissions de la sorte, et si nous gardions notre électricité chez nous pour développer nos industries, nous ne verrions pas de processions de chômeurs à

Montréal. Si le gouvernement, au lieu de favoriser les trusts, les gros qui exploitent la population, avait travaillé dans l'intérêt de cette dernière, nous n'aurions pas tant de chômage, et nous ne verrions pas les manifestations de crève-faim, comme on en a vu récemment, à Montréal. Ce n'est pas nous qui soulevons le peuple, mais poussés par le martyre de leurs femmes et de leurs enfants, ils sont allés faire des menaces à l'Hôtel de ville de Montréal et dire qu'ils établiraient le communisme... Je sais que ça fait tousser l'honorable secrétaire de la province (M. David).

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Non, mais ça me fait moucher.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Je suis un député ouvrier. J'ai combattu le bolchevisme et le communisme dans des circonstances mémorables, pas en Chambre, mais à leur source même, à la fois en ville et à Montréal, et je sais ce que je fais. Je respecte la loi établie dans la province. Si l'on veut combattre les fléaux du communisme et du bolchevisme, ce n'est pas en donnant tout aux gros au détriment de la population. Je demande au gouvernement de secourir ceux qui souffrent et d'améliorer leur sort.

Le peuple a le droit de demander des comptes au gouvernement concernant son intendance, et je ne vois pas comment le gouvernement aurait le droit de refuser notre demande. Il peut sans doute le faire grâce à sa majorité, mais un tel refus n'en sera pas pour autant juste ou bien, et j'exige donc que le gouvernement modifie ce bill, par égard pour les députés des deux côtés de votre siège, Monsieur.

Je lui demande de ne pas favoriser des trusts gigantesques comme celui que prépare la Shawinigan et ne manquera pas de former. Nous demandons à savoir les conséquences du projet de loi en question qui est devant nous. Le gouvernement ne peut nous refuser cela. Légalement, je ne crois pas que le gouvernement ait le droit de refuser à la minorité de cette Chambre le privilège de se renseigner davantage sur cette question. Si on nous le refuse, les ministres et les députés manqueront à leur serment d'office. Le premier ministre ne peut refuser aux députés de cette Chambre le droit et les moyens de remplir leur mandat.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** proteste des bons sentiments de l'opposition et propose l'ajournement du débat car, dit-il, l'heure de discuter les bills privés est passée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons continuer l'étude de ce bill, car le débat sur le budget étant ajourné, nous ne pouvons le continuer que demain<sup>4</sup>. Il n'y a pas autre chose devant la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a donc convoqué une séance spéciale rien que pour le bill de la Shawinigan! Est-ce que la Législature ne fonctionne en ce moment que pour la Shawinigan?

**M. Guertin (Hull)** suggère de reprendre le débat sur le budget.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce débat a été ajourné lors de la séance de l'après-midi, et l'ajournement signifie suspension jusqu'à la prochaine séance. Or, la séance de ce soir n'est pas une autre séance mais bien la continuation des travaux de cet après-midi.

**M. l'Orateur:** La Chambre consacre une heure aux bills privés, à la reprise de sa séance, le soir, avant de continuer un débat. En ce moment, comme la Chambre en est à l'item des bills privés, nous pouvons étudier les bills privés toute la soirée si nous voulons.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Nous connaissons le parrain de ce bill, mais nous ne l'avons pas entendu encore. Il ne s'est pas levé pour défendre son rejeton, ce qui est bien curieux. Est-ce qu'il ne connaît pas le bill?

**M. Grant (Champlain):** L'honorable député de Montréal-Dorion n'a pas le droit de dire que je ne connais pas le bill. Mais je ne veux pas faire inutilement perdre le temps de la Chambre.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Depuis que le bill est en Chambre, l'opposition a demandé des renseignements; malheureusement celui qui était le plus en mesure de les donner et qui y était le plus intéressé étant à la fois ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) et directeur de la Shawinigan, est absent. Il aurait pu donner une partie des renseignements que nous demandons, car nous voulons faire de ce bill une étude approfondie.

Il lit alors chacun des articles du bill et fait des commentaires. La Législature accroche toujours son nom à des bills extraordinaires. On ne passerait pas ailleurs de pareils bills. Dans la clause 2 du bill,

on donne à la compagnie des pouvoirs discrétionnaires. La Shawinigan, prenant possession de la North Shore, aura droit de planter ses poteaux partout sans permission du propriétaire et sans dédommagement. La compagnie pourra étendre ce beau droit dans toute la province. Elle pourra faire tout ce qu'elle voudra, exploiter tout ce qui se trouvera sur son chemin. La Shawinigan, grâce aux pouvoirs qu'on veut lui accorder, pourra exploiter des moulins à farine, des lignes de tramways, des lignes d'autobus. Mais elle ne peut exploiter des lignes d'autobus sans venir en conflit avec la Provincial Transport. Oui, elle pourra même concurrencer la Provincial Transport.

**Des députés:** Horreur!

**Des députés:** Hélas!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** La Shawinigan pourra mettre fin à une si douloureuse alternative en expropriant la Provincial Transport. Elle pourra tout acheter.

La Shawinigan deviendra comme un seigneur féodal dans notre province possédant tous les pouvoirs. Ce sera alors un beau fief pour les Américains et il arrivera ce qui est arrivé pour l'île d'Anticosti. Il ne sera pas surprenant qu'un jour la province se trouve pieds et poings liés et livrée aux Américains. Ce serait si tentant pour ces derniers. Et cela ne serait pas surprenant si l'on songe que le parrain du bill est un agent de l'International Paper, puissante compagnie américaine.

Lors de l'adoption du bill de la Beauharnois, l'an dernier, j'ai dénoncé ce bill parce que des intérêts américains, le secrétaire Mellon des États-Unis, étaient derrière la Beauharnois. Nous avons dit que la Beauharnois Power était contrôlée par des Américains, car le projet de la Beauharnois est le commencement de la canalisation du Saint-Laurent.

La Shawinigan est venue combattre la Beauharnois, mais l'entente s'est faite puisque la première a un représentant dans la seconde comme directeur. Le jour où la Shawinigan voudra se vendre, ce sera facile puisqu'elle a un représentant dans la Beauharnois et que celle-ci est une compagnie en grande partie américaine.

Cela veut dire que les Américains ne sont pas loin de la Shawinigan et que le contrôle de la Shawinigan par le capital étranger n'est nullement une impossibilité. La conquête d'un pays ne se fait pas nécessairement par les armes, et les Américains sont en train de nous conquérir. Le Canada est le

pays du monde où il y a plus de richesses hydrauliques, et la province la mieux pourvue sous ce rapport est celle de Québec.

Notre province est la mieux favorisée dans tout le Canada, pays le plus riche en ressources hydrauliques. Les Américains en tirent déjà 500,000 "horses power" par l'entremise d'Ontario. Notre richesse hydraulique peut nous mettre indépendant de tout pouvoir étranger, et c'est un crime que de permettre des amalgamations de compagnies qui nous mettent à la merci des Américains. On permet de vendre ainsi à des organisations semblables de vendre notre patrimoine, on prive les consommateurs des avantages de nos ressources, et c'est notre Législature qui fait cette belle œuvre. Un bon père de famille ne sacrifie pas le patrimoine de ses enfants au bénéfice de l'étranger. Je prétends que ce bill est exorbitant et que les gouvernants qui lui donnent leur appui manqueront à leur devoir.

Je prétends que, si nous adoptions ce bill, nous ne travaillons pas à l'émancipation des nôtres. Le bill de la Shawinigan est un nouveau chaînon à la chaîne d'esclavage. Pendant les 150 premières années de notre existence, nous avons vendu du foin et des fourrures. Après la cession, nous avons été privés de nos meilleurs marchands et même d'écoles. Enfin la liberté de l'esprit et de l'intelligence nous a été accordée. Nous avons pu réussir à conquérir toutes nos libertés et voilà qu'en l'an 1930, nous refusons encore de travailler à l'émancipation des nôtres. Nous avons attendu d'avoir des écoles, l'instruction, pour vendre notre patrimoine.

**M. Grant (Champlain):** J'écoute l'opposition depuis une semaine. On nous parle d'un bill dont je suis fier. La compagnie qui nous demande des pouvoirs existe depuis 34 ans. Nous savons ce qu'elle a fait pour notre province. Elle a beaucoup fait pour le développement de la province et il ne faut pas craindre de l'encourager. L'opposition a eu l'avantage de poser tout à son aise des questions sur l'objet du bill aux représentants de la Shawinigan. Elle formule des plaintes qui ne sont pas sérieuses et pas du tout justifiées.

Je suis bien surpris de voir l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) combattre le bill et y faire de l'obstruction, lui qui représente une région où la compagnie de Shawinigan a été la cause de tant de progrès. Au comité, nous avons étudié ce bill. L'honorable député de Trois-Rivières, qui était présent, n'a pas demandé aucune information au représentant de la compagnie. Il ne s'est pas opposé au bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je tiens à dire que l'honorable député de Montréal-Dorion et moi-même, nous avons fait de l'opposition à ce bill au comité. L'honorable député de Champlain n'a pas l'air de s'en souvenir.

**M. Grant (Champlain):** L'honorable député de Trois-Rivières n'a pas demandé aucun renseignement sur ce bill, au comité. Il s'étonne aujourd'hui des pouvoirs que demande la compagnie. Que demande-t-elle après tout? Elle demande purement et simplement de donner son nom aux compagnies subsidiaires qu'elle possède déjà. Elle ne demande qu'à prendre le contrôle de compagnies dont elle est déjà propriétaire.

**M. Tremblay (Maisonnette):** L'honorable député peut-il expliquer comment l'article 2 de la section 8, 7 Édouard VII, chapitre 104, a été abrogé<sup>5</sup>?

**M. Grant (Champlain):** Après les œuvres qu'elle a accomplies depuis 34 ans, je n'ai aucune objection à donner des pouvoirs à la Shawinigan Water and Power Company. Prenons un cas. Dans Portneuf, on a essayé de donner un service d'éclairage. La compagnie locale n'a pas réussi. La Shawinigan a acheté cette compagnie et elle a donné un excellent service. Je sais que nos amis de l'opposition ne recherchent qu'une chose. Ils veulent faire de l'obstruction avec cette question. Ils veulent faire de la littérature pour les journaux pour faire parler d'eux.

Ils pourraient choisir un meilleur sujet que la compagnie Shawinigan, car on sait ce qu'elle a accompli dans notre province partout où elle s'est implantée. Ce n'est pas en combattant la Shawinigan que ça les avancera. M. l'Orateur, je propose que l'amendement de l'honorable député de Montréal-Verdun soit rejeté, afin que nous permettions à la Shawinigan de continuer à donner les bons services publics qu'elle donne à travers la province.

L'amendement est mis aux voix.

**Des députés à droite:** À l'ordre<sup>6</sup>!

La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Blain, Duplessis, Guertin, Houde, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 8.

**Contre:** MM. Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Dansereau, David, Delisle, Dillon, Dugas, Farand,

Frigon, Gagnon, Gault, Gauthier, Grant, Lahaie, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Plante, Rochette, Saurette, Savoie, Taschereau, Turcotte, Vautrin, 35.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)** propose, en amendement, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Sauvé), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau en comité plénier avec instruction de l'amender en retranchant l'article 1."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cet amendement est irrégulier parce qu'il remet en question un principe sur lequel la Chambre s'est prononcée à l'occasion de l'amendement précédent. La réprobation du paragraphe 1 étant contenue dans l'amendement du député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), il n'y a pas lieu à un second amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement du chef de l'opposition (M. Houde) est différent de celui soumis par le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), attendu que le chef de l'opposition ne s'attaque qu'au no 1 du bill. Les détails de l'amendement ne sont pas les mêmes, et la Chambre se trouve dans une situation semblable à celle d'un homme qui, après s'être fait refuser un prêt de \$100, tente d'en obtenir un de \$10. Il s'agit d'une tout autre question.

**M. Guertin (Hull):** Il y a une différence entre demander la suppression d'une clause et la suppression d'un groupe de clauses.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'amendement du député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) comprend l'amendement du chef de l'opposition (M. Houde).

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)** explique son amendement.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** l'appuie en citant force et autorités.

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Bourinot émet l'opinion qu'un nouvel amendement ne peut contenir ce que la Chambre a déjà décidé.

**M. l'Orateur:** L'amendement est irrégulier parce qu'on a déjà proposé de renvoyer le bill au comité plénier et que la Chambre s'est déjà prononcée sur ce point.

Je ne me base pas sur les articles qu'on a cités, mais sur l'article 410 qui dit qu'un nouvel amendement ne peut donner de nouvelles instructions au comité, lorsque la Chambre a refusé de référer un bill au comité. La question est maintenant sur la motion principale.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** J'ai déclaré en plusieurs occasions que cette province, en fait d'électricité, est entre les mains d'un trust puissant et gigantesque, dont les ramifications s'étendent partout. Le bill que nous avons actuellement devant nous en est une preuve irréfutable. Nous sommes en présence d'une organisation gigantesque, alliée à toutes les compagnies similaires dans la province, à l'exception de la Gatineau Power Company, peut-être. Je comprends que cela intéresse peu les membres du ministère qui, d'une façon ou de l'autre, sont directeurs de ces compagnies et n'aiment pas entendre la voix du peuple par la bouche de l'opposition. Nous avons trop de ces compagnies amies des ministres qui, chaque année, viennent demander des faveurs. Il s'agit d'un trust après l'autre.

Presque toutes les compagnies sont des filiales de la Shawinigan. La Quebec Power est une subsidiaire de la Shawinigan et la Shawinigan par la United Securities est alliée à la Montreal Tramways et à la Montreal Light Heat & Power et contrôle la Montreal Tramways. En plus, nous avons la Southern Canada Power, une des compagnies Holt-Gundy, Sir Herbert Holt est président de la Montreal Light Heat & Power, qui fait partie de la United Securities et forme le joint d'union entre le tramway et la Shawinigan.

La Shawinigan Water & Power contrôle la Quebec Power et, en parlant de la Quebec Power, je lirai une partie d'une déclaration de M. Julian C. Smith qui est, je crois, directeur de la Montreal Tramways, vice-président de la Shawinigan, président de la Quebec Power, lors d'une assemblée de la Quebec power, tenue en cette ville, à laquelle assemblée la compagnie a été obligée de réduire ses taux grâce aux efforts de l'opposition.

M. Smith discutait les comparaisons entre les conditions en Ontario et Québec, et disait: "J'ai cherché à trouver un terme de comparaison, mais c'est difficile." Oui, M. l'Orateur, il est difficile d'expliquer à la population de cette province qu'elle doit payer 5 cents du kilowatt-heure lorsque les Ontariens ne paient que 1½ cent. Et M. Smith continue: "C'est difficile parce

qu'il surgit des situations qui ne plaisent pas aux agitateurs et aussi aux orateurs politiques."

Ainsi donc, nous sommes des agitateurs parce que nous sauvegardons la population de se faire piller dans son propre domaine. Orateur politiques et agitateurs, c'est fort. Voilà comment ces puissantes compagnies traitent les représentants du peuple qui veulent défendre les intérêts du peuple. Et rappelez-vous, Messieurs, que c'est après 32 ans de régime libéral qu'on vient nous traiter ainsi.

Oui, la Shawinigan a ses ramifications dans le tramways, la Quebec Power, la Southern Canada Power, La Duke Price, car elle a un contrat avec cette organisation qui est la compagnie de M. Andrew Mellon, trésorier des États-Unis, pour l'emploi de tout courant, en surplus provenant de la province de Québec.

Le présent bill fait de la Shawinigan le pivot de toutes les compagnies. Sa nature est telle qu'il donne à la Shawinigan les pouvoirs les plus considérables, suffisamment pour acheter la Beauharnois Light, Heat & Power Company, si elle le désire. Voilà la raison véritable de ce bill. La finance de la Beauharnois n'a pas le succès que ses promoteurs attendaient. Peut-être qu'après avoir vu tous les privilèges accordés à cette compagnie et le traitement particulier dont elle jouit de la part de la Législature du Québec, on peut comprendre pourquoi les gens ne se précipitent pas pour acheter ses actions. Mais pourquoi alors le public se ferait-il refiler cela? J'avoue que la Shawinigan a fait mieux que les autres compagnies. Je suis fier de le dire. Je dois admettre qu'elle est la plus raisonnable de toutes les compagnies, mais, tout comme ses satellites, elle manifeste un grand appétit. On lui donne les pouvoirs de faire pire que toutes les autres.

Le premier ministre était absent en Chambre, vendredi matin, lorsque le bill est venu en comité plénier, mais je m'aperçois qu'il est absent. Le gouvernement a voulu faire passer ce bill d'une suprême importance, en présence de 15 députés de la droite et d'un député de l'opposition. Pourquoi cette hâte à faire passer ce bill, pourquoi l'amener contrairement à tous les usages devant une Chambre aux trois quarts vide, un vendredi matin, un bill de si grande importance, devant 15 députés du gouvernement et un seul représentant de l'opposition, et alors quand nous présentons un amendement, le gouvernement s'objecte. Cependant, en comité nous aurions pu discuter le bill à loisir et nous en aurions retiré des renseignements que, peut-être, nous n'avions pas pu obtenir des avocats au comité des bills publics. Mais non, le premier ministre fait passer le bill à grande vitesse. Si tel n'est pas le cas, pourquoi a-t-il présenté

le bill un vendredi matin pour le faire présenter de nouveau aujourd'hui, à la toute première séance?

Est-ce un simple hasard qui veut que ce soit le bill d'une compagnie dont le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est directeur? On a essayé de faire passer ce bill à la hâte, lorsque précisément un ministre est directeur de la compagnie.

Ce bill commence ainsi: "Nonobstant toute loi à ce contraire." Il me semble que, depuis plusieurs années, nous déclarons publiquement notre opposition à ce principe, qui supprime tous les droits afin de favoriser un particulier. La deuxième clause permet à la compagnie de faire toutes les opérations que la compagnie croira pouvoir convenablement poursuivre comme conséquence de son négoce ou de ses fins. C'est très beau, très beau pour la compagnie. Notre Législature, si paternelle, a octroyé aimablement à cette compagnie si influente les pouvoirs qui lui paraissent intéressants. On lui donne des pouvoirs qu'on a refusés à d'autres. Et cette compagnie si remarquable est la Shawinigan qui a des ramifications partout, qui est alliée à la Montreal Tramways, qui, par les bons offices d'un groupe de politiciens qui entourent le ministère, réussit à obtenir une charte pour 30 ans à venir, alors qu'il ne lui restait plus que cinq ans sur une charte plus favorable à la population.

Ce gouvernement qui, de 1892 à 1897 se mourrait de travailler pour le bon peuple, veut permettre à cette compagnie et à ses filiales de faire ce qu'elles veulent. Je prétends que ces compagnies veulent dépouiller convenablement les citoyens de cette province au bénéfice de quelques hommes dont un boursicotier américain, M. Aldred. Je déclare qu'il n'est pas une seule de ces compagnies qui n'ait d'autre ambition que d'exploiter le peuple au profit de gens qui retourneront ensuite chez eux, leurs poches bien remplies, et c'est le premier ministre qui est le parrain de ce bill. Je remercie le député de Trois-Rivières d'avoir combattu ce bill dans des circonstances que le gouvernement ne lui a pas rendues faciles.

On dirait que l'opposition est seule à protester contre les taux de l'électricité. Je recommande au gouvernement d'y aller avec prudence, de ne pas accorder des pouvoirs aussi extraordinaires aux compagnies, et de se prévaloir du droit qu'il a de créer une commission hydroélectrique qui ferait concurrence à toutes ces compagnies et les forcerait à accorder des taux raisonnables. Les députés de la droite pourront dire ce qu'ils veulent contre la Commission hydroélectrique, mais je me souviens que l'Orateur de cette Chambre comparait la situation en Ontario et Québec avec le résultat que nous connaissons. L'an dernier, dans un

grand discours, il a prouvé que les taux de l'Ontario sont inférieurs à ceux de Québec.

Ontario a montré plus de sagesse et a agi avec prudence et largeur de vues, et n'a pas laissé les potentats s'emparer des ressources naturelles du peuple. Ce n'est pas l'étranger qui mène tout là-bas, mais aussi on ne voit pas les ministres être directeurs de compagnies qui viennent chaque année solliciter des faveurs du gouvernement<sup>8</sup>. Je note l'extrême délicatesse de ces messieurs de s'absenter à cette occasion.

L'honorable ministre a beau s'être retiré pour montrer son extrême délicatesse, en ne prenant pas part au débat, le peuple dira que l'on a tort de donner tant de pouvoirs à des citoyens non britanniques, à des étrangers que je respecte, mais que je ne veux pas voir s'emparer de nos richesses.

**M. Guertin (Hull)** parle du danger des trusts et affirme combien les choses sont différentes en Ontario. Dans la Législature de cette province, dit-il, on a fait preuve de beaucoup de prudence pour protéger les cultivateurs contre tout préjudice pouvant leur être causé par la International Nickel Company, une clause ayant été ajoutée dans la charte de la compagnie dans ce but. Il se pourrait que l'idée motrice du bill était de prendre le contrôle de la Gatineau Power Company, dont la International Paper Company était propriétaire, et cette possibilité a été renforcée du fait que l'auteur de la proposition, le député de Champlain (M. Grant), était un employé de la International Paper Company, et il est assez inusité pour un employé d'essayer d'aider une compagnie rivale, sauf s'il sait que cela n'offusquera pas ses employeurs.

**M. l'Orateur (M. Vautrin)**: Je demande pardon à l'honorable député de Hull. Je regrette de l'interrompre, mais comme il a secondé un amendement rejeté par la Chambre, il ne peut parler sur la question principale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je parle sur la troisième lecture. On a dit que la compagnie Shawinigan avait fait du bien et qu'elle avait développé la région du Saint-Maurice. C'est vrai. Je ne blâme pas la Shawinigan de demander ces pouvoirs. C'est la Chambre qui ne doit pas prendre la responsabilité de les lui donner. Je ne veux pas manquer d'égards pour les ministres jusqu'au moment où le peuple se fera justice. Mais je considère que l'attitude du gouvernement ne l'aidera pas au point de vue électoral.

La motion principale est mise aux voix. La Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Baillargeon, Bastien, Bergeron, Charbonneau, Cohen, Dansereau, David, Delisle, Dillon, Dugas, Farand, Gagnon, Gauthier, Grant, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lortie, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Plante, Rochette, Saurette, Taschereau, Turcotte, 27.

**Contre:** MM. Blain, Duplessis, Guertin, Houde, Renaud, Sauvé, Tremblay, 7.

Ainsi, la motion est adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Tremblay (Maisonnette)**: (Riant) Le gouvernement est renversé!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Non, il est renversant!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il n'a même pas tremblé!  
Passons à l'item 71.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: J'étais sous l'impression qu'il n'y avait pas autre chose que le bill de la Shawinigan!

### Charte d'Outremont

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre du jour soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Le sénateur C.-P. Beaubien, avocat de la ville, veut un amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Parce que nous ne pouvons refuser quoi que ce soit  
au sénateur Beaubien.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Le bill est renvoyé au comité permanent des  
bills privés en général.

#### **The Congregation Bnai Israel**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose,  
selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en  
comité plénier pour étudier le bill 84 constituant en  
corporation la Congregation Bnai Israel.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait  
rapport qu'il l'a adopté avec un amendement.  
L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose  
que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

#### **Vente de biens par Gédéon Fredette**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon  
l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité  
plénier pour étudier le bill 108 autorisant Gédéon  
Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait  
rapport sans amendement.

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose que le  
bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Maurice Gougeon**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose,  
selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en  
comité plénier pour étudier le bill 110 concernant la  
succession de Maurice Gougeon.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait  
rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose  
que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Blanche-C. St-Denis**

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre  
du jour, que la Chambre se forme en comité plénier  
pour étudier le bill 118 concernant la succession de  
feue Blanche-Celema alias Celina St-Denis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait  
rapport sans amendement.

**M. Thurber (Chambly)** propose que le bill  
soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

#### **Vente à J.-A. Gadoury**

**M. Bastien (Berthier)** propose, selon l'ordre  
du jour, que la Chambre se forme en comité plénier  
pour étudier le bill 145 validant un acte de vente  
consenti à J.-Arthur Gadoury.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait  
rapport sans amendement.

**M. Bastien (Berthier)** propose que le bill  
soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cimetière du Last Post Fund**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose,  
selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en  
comité plénier pour étudier le bill 149 autorisant Last  
Post Fund à posséder et maintenir un cimetière et lui  
accordant les droits, privilèges et concessions qui s'y  
rapporment.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait  
rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose  
que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au  
Conseil législatif et demande son concours.

### **Charte de Lennoxville**

**M. Crépeau (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la ville de Lennoxville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Crépeau (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 constituant en corporation St. Ansgar's Danish Evangelical Lutheran Church.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Christian and Missionary Alliance in Quebec**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 constituant en corporation Christian and Missionary Alliance in Quebec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du service d'hygiène**

### **L'honorable M. David (Terrebonne)**

dépose sur le bureau de la Chambre le septième rapport annuel du service provincial d'hygiène pour l'année 1928-29 et de la démographie pour l'année 1928. (Document de la session no 46)

### **Traitements des inspecteurs d'écoles**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 mars 1929, pour la production de copie de toute correspondance, documents, requêtes, pétitions, etc., entre le gouvernement de cette province et toute personne relativement aux traitements des inspecteurs d'écoles de la province. (Document de la session no 47)

La séance est levée à 11 h 45.

### **NOTES**

1. *Le Droit* du 12 février 1930, à la page 1, indique que le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils) parle durant 1 h 30.

2. Selon *Le Soleil* du 12 février 1930, à la page 17, M. Dugas aurait dit que l'ouvrier a payé \$43 de taxes.

3. *L'Événement* du 12 février 1930, à la page 10, rapporte que M. Dugas aurait dit: "En 1918, le surplus de l'actif des municipalités sur le passif était de \$168,000,000. En 1927, neuf ans après, il était de \$405,000,000." Selon *The Gazette* du même jour, à la page 10, M. Dugas déclare plutôt: "Oui, le passif avait augmenté, mais il en était de même des actifs, les actifs passant de \$169,000,000 en 1918, à \$405,000,000 en 1927, et le résultat pour cette dernière année, c'est que le passif dépassait les actifs par seulement \$4,000,000, et en tenant compte que Montréal avait un excédent de \$8,000,000 de passif sur les actifs, on pouvait constater que la grande majorité des municipalités ne se trouvaient pas dans la situation ainsi dépeinte."

4. Selon *L'Événement* du 12 février 1930, à la page 10, un débat s'élève, mais l'Orateur règle la question après consultation avec le greffier. *Le*

*Devoir* du même jour, à la page 1, signale que MM. Duplessis et Guertin ont pris part à ce débat.

5. *Le Devoir* du 12 février 1930, à la page 2, rapporte: "Quasi foudroyé par cette apostrophe statutaire, M. Grant s'abat sur son pupitre et consulte précipitamment l'article publié par *Le Devoir* sur l'affaire de la Shawinigan, puis se relève victorieux et répond."

6. *L'Événement* du 12 février 1930, à la page 10, rapporte que quelques minutes avant de prendre le vote, M. Gault se lève pour sortir après avoir informé M. Houde qu'il ne peut voter pour l'amendement. Finalement, il revient à son siège et vote avec le gouvernement.

7. *L'Événement* du 12 février 1930, à la page 10, signale qu'à ce moment les sièges de la droite se vident presque complètement. Il ne reste que trois ministres et une dizaine de députés.

8. Selon *Le Devoir* du 12 février 1930, à la page 3, MM. Mercier et Lapierre sont les seuls ministres encore présents.

## Séance du mercredi 12 février 1930

## Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 132 constituant en corporation la Montréal Mutuel Insurance Company;

- bill 135 ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire.

Le comité fait, de plus, rapport que les promoteurs du bill 104 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, ont demandé la permission de retirer leur bill et que le comité recommande à la Chambre d'accéder à cette demande.

Le nouveau conseil municipal a décidé la mort du projet.

Le rapport est adopté.

## Questions et réponses:

## Chasse aux marsouins

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Depuis la réponse du 22 mars 1929, combien le département

des Pêcheries a-t-il dépensé soit pour détruire le marsouin dans les eaux de cette province, soit pour étudier les meilleurs moyens à prendre pour le chasser, le détruire ou l'utiliser au point de vue commercial?

2. À qui a été confié le soin de poursuivre les dites études ou de tenter cette œuvre de destruction?

3. Quelle somme a été dépensée ou sera payée par le gouvernement à chacune des personnes à qui fut confié ce travail?

4. Quel procédé a été employé et quel résultat obtenu dans chaque cas?

5. Le département a-t-il eu un rapport sur le nombre de marsouins tués ou capturés: *a.* en 1927; *b.* en 1928; *c.* en 1929?

6. Dans l'affirmative, combien de marsouins ont été: *a.* tués; *b.* capturés au cours de chacune de ces années?

7. Dans la négative, pourquoi le département n'a-t-il pas eu de rapport?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** 1. \$27,214.53

2. Les divers aspects du problème créé par la présence des marsouins ont été étudiés par M. F.-M. Gibault, surintendant des Pêcheries maritimes et par le père Garnier, missionnaire sur la Côte-Nord. Quant aux tentatives de destruction, elles ont été faites sous la direction de M. Eugène Comeau et du docteur L. Cuisinier.

3. Comme quelques centaines de pêcheurs ont été employés pour chasser les marsouins à bord d'embarcations armées, la liste de ces personnes pourra être produite sur demande de production de documents. Pour résumer, le salaire de ces hommes a été de \$18,466.35; d'autre part, il a été payé une somme de \$5,295.76 pour l'usage d'un avion, pour le traitement du pilote et de son mécanicien, et pour l'achat de bombes.

4. On a cherché à chasser les marsouins en les poursuivant avec des embarcations armées et en les bombardant du haut de l'avion. L'avion a eu pour résultat de renseigner le département sur quelques-uns des aspects qu'offrent les mœurs et les habitudes de ce mammifère. Quant aux embarcations armées, elles ont eu comme résultat, d'après le témoignage des pêcheurs de la côte, de chasser les marsouins beaucoup plus tôt qu'ils n'étaient partis les étés précédents, et d'aider ainsi à l'amélioration des conditions de la pêche, à partir du milieu d'août,

depuis les Sept-Îles jusqu'au Havre-Saint-Pierre. Les dépenses faites sous ce rapport ont également eu pour résultat de permettre à un grand nombre de pêcheurs, en un temps où la pêche était complètement nulle, de gagner honorablement la vie de leurs familles.

5. Oui.

6. En 1927, 1; en 1928, 22; en 1929, 230.

7. Répondu précédemment.

#### **Loi des rues publiques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 modifiant la loi relative aux rues publiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Approbation de règlements par les électeurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code civil, articles 455 et 949a**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour M. Francoeur (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant l'article 455 et édictant l'article 949a du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code civil, articles 1056 et 2262**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Loi de l'expropriation**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la loi de l'expropriation soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Adopté sur division.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Subsides**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 11 février, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**M. Piché (Témiscamingue)** offre, dit-il, ses félicitations à l'honorable M. Bouchard, pour son élection comme Orateur, et au premier ministre pour les remaniements faits du côté de la droite.

Après avoir présenté ses compliments aux nouveaux ministres, il fait l'éloge de l'ancien ministre (l'honorable M. Perrault) et du nouveau ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté). Il rappelle la visite que l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Laferté) a faite au Témiscamingue, quelques semaines après sa nomination, pour s'enquérir des besoins des colons. Il l'assure qu'il sera toujours le bienvenu.

Cette visite a montré l'intérêt qu'il porte aux problèmes de la colonisation. Au cours de cette visite, le ministre a porté aux colons un message d'encouragement qui fut très apprécié. Il est naturel pour un homme qui a à cœur l'intérêt de son peuple d'avoir une affection particulière pour nos colons.

Il parle des progrès réalisés par la belle région du Témiscamingue grâce, dit-il, à l'esprit d'initiative de sa bonne population. Il rappelle l'époque des pionniers de cette région et les travaux pénibles qu'ils ont accomplis.

Dans mon propre comté, nous les voyons s'établir tout le long de la rivière Outaouais et autour du lac Témiscamingue. Il y a aussi les bons pères de famille qui ne peuvent se payer une ferme dans leur propre paroisse, les Canadiens français qui reviennent des États-Unis et les jeunes hommes qui aspirent à se tailler une place au cœur de la forêt

vierge. La population du Témiscamingue est composée surtout de fils de cultivateurs des paroisses plus anciennes de la province, et ces hommes ont réalisé tout un exploit en transformant cette forêt vierge en un excellent territoire agricole. Ils sont tout à fait dignes de la considération de ce gouvernement et méritent tout ce que les ministères de la colonisation et de l'agriculture peuvent faire pour eux.

Les colons du Témiscamingue méritent l'encouragement du gouvernement. Ces derniers ne sont pas très riches et ont à supporter de nombreux obstacles. Ils ont donc besoin de toute la sympathie du gouvernement. L'aide gouvernementale sera d'autant plus fructueuse que la région du Témiscamingue offre de brillantes perspectives d'avenir tant pour ses richesses agricoles que pour les avantages qu'y trouve l'industrie.

Le Témiscamingue arrive au premier rang pour ce qui est des droits de coupe versés au ministère des Terres et Forêts, et cette région est le site d'importants projets hydroélectriques. Je représente un des comtés les plus éloignés qui possèdent peut-être le plus de ressources naturelles. Mon comté est riche également et en sol arable. Il y a des forêts considérables, des forces hydrauliques puissantes et des mines particulièrement riches. Le Témiscamingue rapporte de beaux revenus à la province avec ses forêts, ses pouvoirs d'eau - l'un de ces derniers rapporte \$100,000 par an - et ses mines.

Le centre du comté est essentiellement agricole. On y voit déjà 14 paroisses et plusieurs missions. C'est là qu'est le fameux Rapide des Quinze. Les villes de Rouyn et Noranda sont dans cette division électorale. Nous possédons les mines de ces villes qui procurent aussi des revenus au gouvernement. Il y a place pour plusieurs nouvelles industries et des milliers de citoyens.

Ce dont nous avons besoin au Témiscamingue, et que nous essayons d'obtenir depuis un certain temps, c'est d'un chemin de fer pour nous relier à la région de Rouyn. Cela nous aiderait grandement, et j'espère que le gouvernement fera tout en son pouvoir pour que nous l'obtenions. C'est une région pratiquement nouvelle et très éloignée. Le gouvernement lui a donné des chemins et des écoles, et mérite pour cet encouragement la gratitude de la population.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté nos amis de l'opposition comparer le coût de l'électricité en Ontario et au Québec, en particulier mon ami l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay). Bien qu'il prétende que le prix de

l'électricité soit très bas en Ontario, j'aimerais l'informer que bon nombre des villes et des villages juste de l'autre côté de la frontière avec l'Ontario, comme Englehart, Charleton et autres le long de la ligne T. & N. O., paient 10 ou 15 cents le kilowatt-heure pour leur courant, et non le taux extraordinairement bas avancé par nos amis de l'opposition.

Il invite le gouvernement à dépenser de l'argent dans son comté et il fait l'éloge du Parti libéral. Il termine en assurant le premier ministre et le gouvernement de la confiance du peuple du Nord-Ouest de la province<sup>1</sup>.

(Applaudissements à droite)

**M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)** félicite l'Orateur. Il se dit fier de son double comté, qu'il représente en Chambre depuis 1924.

J'imagine qu'avec tous les projets de redistribution des comtés en cours, on a peut-être songé à diviser le comté, mais je déclare formellement que je m'y oppose. Je crois que le comté se porte très bien comme il est, car ses électeurs de Laprairie et Napierville font excellent ménage.

Tout en soulignant le fait que son comté est situé complètement au sud de la province, aux antipodes de celui de M. Piché, il insiste sur la confiance que portent toutes les classes agricoles de la province de Québec au nouveau programme agricole du gouvernement provincial.

Nos cultivateurs, après avoir senti le malaise qui a régné partout dans le monde, savent se montrer énergiques et courageux. Dans la région du sud de la province, les cultivateurs n'ont pas tardé à s'organiser, à coopérer pour améliorer leur situation.

L'opposition présente trop en noir la situation de l'agriculteur dans cette province et décourage ainsi nos cultivateurs. Ce n'est pas avec des paroles de critiques qu'on arrivera à édifier sur des bases saines notre agriculture et notre industrie. Je proteste contre les adversaires du gouvernement qui veulent soulever les classes les unes contre les autres, dans le seul intérêt politique. Si nos honorables amis avaient une meilleure mentalité agricole, ils changeraient certainement leur attitude.

Pourquoi faire croire à la province que la classe agricole n'est pas bien traitée par le gouvernement et qu'on manque d'intérêt à son égard? La classe agricole a jusqu'ici accordé sa confiance au gouvernement, et je suis persuadé qu'elle prouvera encore sa satisfaction. Elle a exprimé d'une façon très claire sa façon de penser dans les années

précédentes, et elle saura également donner son opinion lorsque l'heure sera arrivée.

Je tiens à féliciter l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) d'avoir offert sa collaboration et sa bonne volonté à l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), et pour ses bonnes paroles à l'égard des enfants de la terre. Il a placé les intérêts des cultivateurs québécois au-dessus des lignes de parti. La situation agricole n'est pas aussi mauvaise que certains orateurs politiques le prétendent. Les cultivateurs ne se laissent pas bernier par les déclarations inspirées par l'imagination des adversaires du gouvernement. Ils savent ce que le gouvernement a fait pour les colons, pour la voirie, pour les écoles et l'instruction. Les cultivateurs sont confiants dans l'avenir et, avant longtemps, ils prouveront leur reconnaissance à ceux qui gouvernent la province.

J'ai trouvé regrettables les propos du chef de l'opposition (M. Houde) la semaine dernière, déplorant le sort de la communauté agricole. Il s'est apitoyé sur le sort des cultivateurs. Il y a du malaise dans nos campagnes, mais il n'est pas aussi grand que l'honorable chef de l'opposition l'a dit. Il aurait dû avoir assez de conscience pour reconnaître que le gouvernement avait fait quelque chose de bien. Je ne prétends pas que tout va bien en agriculture, pas plus que dans les autres secteurs d'activité de la province, mais nous avons quand même le courage de continuer, et nous faisons confiance à ce gouvernement qui nous offre son aide. Les cultivateurs connaissent leurs besoins et ils apprécient à leur valeur ce qu'on a fait pour eux.

On entend beaucoup parler des municipalités qui s'endettent à cause des chemins. Mais nos braves cultivateurs savent ce qu'il en est et ils apprécient ces voies de communication directes et convenables qui les rapprochent des marchés. Ils reconnaissent que le gouvernement les a aidés en diminuant leurs dettes pour les chemins et en se chargeant de l'entretien des routes. On aura beau faire miroiter des chiffres sur les tribunes politiques, on n'empêchera pas le peuple, qui a du bon sens, de gagner sa confiance au gouvernement.

Les cultivateurs connaissent leur propre situation et ne crient pas au marasme et à la faillite, comme le font les adversaires du gouvernement. Ils ont confiance dans le gouvernement et veulent coopérer avec lui pour réaliser de nouveaux progrès. Il est également regrettable que le chef de l'opposition trouve tant à reprocher à l'administration en général. Je ne connais pourtant pas de gens plus heureux.

Il poursuit son éloge du régime libéral des 32 dernières années dans les domaines financier et économique. Il affirme que, grâce à son expérience et parce qu'il a su remplacer les ministres qui se retiraient par des hommes jeunes et bien formés, le régime libéral a atteint un niveau d'excellence élevé dans l'art de gouverner la province.

Je ne crois pas qu'une vieille famille de 30 ans d'existence ait envie de changer de nom. De même, le gouvernement entend continuer de vivre et poursuivre son œuvre. J'espère que le gouvernement continuera à donner à la province ce dont elle a besoin<sup>2</sup>.

(Applaudissements à droite)

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** Je sais, M. l'Orateur, qu'avec votre modestie naturelle, vous êtes mal à l'aise lorsqu'on vous louange, mais j'espère que vous me pardonnerez d'ajouter mes hommages à ceux que vous avez déjà reçus. M. l'Orateur, le parquet de la Chambre a perdu un bon "debater" et un député brillant et indépendant en votre personne, et mon devoir est de vous féliciter. Mais le trône a gagné au change et nous espérons que vous pourrez longtemps faire honneur aux meilleures traditions britanniques sur lesquelles reposent vos fonctions. Je vous souhaite de demeurer en poste comme orateur aussi longtemps que vous le souhaitez, mais pas plus, et j'espère que vous pourrez faire bénéficier cette Chambre de vos talents pendant de nombreuses années. J'espère que nous vous reverrons parmi nous.

Permettez-moi de vous demander d'offrir mes félicitations au député de Saint-Jacques (M. Vautrin) pour sa nomination comme vice-président de la Chambre. Il est un législateur assidu et attentif. Son intérêt pour les débats dans cette Chambre, son talent d'orateur et sa connaissance de toutes choses politiques lui ont valu cette promotion bien méritée, qui, cependant, n'est réellement pas assez bien rémunérée. J'espère que cette rémunération ne servira pas à payer les dommages intérêts à la suite de la poursuite intentée contre vous par le chef de l'opposition. Je considère que ses fonctions devraient être plus rémunérées.

M. l'Orateur, l'autre soir nous avons eu le privilège d'assister au lancement d'une devise nouvelle qui fit connaître le chef de l'opposition (M. Houde) après 4 ou 5 heures de travail: "À bas les taxoux"<sup>3</sup>. C'est une devise qu'il lancera sans doute aux prochaines élections, lorsqu'elles auront lieu, et qu'il a déjà employée avec plus ou moins de succès aux élections partielles. C'est une devise qui pourrait

être laissée à la postérité avec cette autre devise: "Dehors la clique!"

Il y a eu des mottos à toutes les époques. Nous avons d'autres bonnes devises dans l'histoire de notre province parmi lesquelles le peuple pourrait bien se rappeler celle-ci qu'on peut lire sur le drapeau britannique: "Honni soit qui mal y pense!" Pour ma part, je suis tenté de répéter un vieil adage: "*O tempora, o mores!*" car il fut un temps où des luttes politiques très vigoureuses eurent lieu entre le gouvernement et l'opposition sur des questions de première importance pour les citoyens de cette province, et cependant, ces luttes furent faites de la façon qu'elles devaient être faites.

Aujourd'hui, que voyons-nous? On voit que la lutte est faite en attaquant nos hommes publics dans leur vie privée, en représentant les ministres de la couronne dans des caricatures indécentes que la plupart de nous ne voudrions pas apporter à nos demeures, par crainte que nos enfants ne les voient. Nous voyons les ministres injuriés jusque dans leur nationalité. Nous voyons des caricatures sales, des dessins malsains, jetant le ridicule sur notre nationalité dont, Dieu merci, nous sommes fiers. Je suis enclin à me joindre à l'ancien député de Montréal-Laurier (M. Duranleau) pour lancer le cri: "Où allons-nous?" Mais je crois que le peuple de la province de Québec va bientôt répondre à ce cri et à ces devises par celle de la province de Québec: "Je me souviens".

(Applaudissements à droite)

Nous voyons le chef de l'opposition, à la manière de Heinz, annonçant ses 57 variétés de conserves, lire une longue liste de taxes, s'arrêtant ici et là pour terminer dans un cri de rage: "À bas les taxeux!" Lorsqu'il eut terminé sa lecture, j'attendis patiemment, car je croyais qu'il allait nous dire quelles taxes, selon lui, étaient si iniques et qu'il proposait d'enlever, puisqu'il dit qu'elles pèsent lourdement sur les épaules du peuple de notre province. Mon entendement n'est peut-être pas bon, mais il ne nous a pas dit quelle serait la taxe qu'il abolirait s'il était porté au pouvoir. J'attendis et je n'ai rien entendu. Veut-on enlever toutes ces taxes?

Examinons maintenant quelles taxes pourraient être enlevées. Serait-ce la taxe sur les successions qui sera réduite dans le cas des plus petites successions par le gouvernement au cours de la présente session? Est-ce que le chef de l'opposition veut empêcher ceux qui ont été comblés par la fortune de laisser un peu de leur argent au peuple lorsque Dieu les rappelle à lui? Lorsque je songe à quelques partisans du chef de l'opposition, sur la rue

Saint-Jacques ou la rue Saint-Laurent, je songe que lorsque le Seigneur pensera qu'il est à court d'anges et les appellera à Lui, ils devront au moins laisser après eux, quelque chose de bon sous la forme de richesse que la province de Québec pourra employer au bien. J'aimerais, dans ce cas, paraphraser ou citer Shakespeare, qui a écrit que le bien que font les hommes leur survit, alors que le mal est souvent enseveli avec leurs ossements. Ce bien devrait être utilisé pour le bien de la province de Québec.

Quelle taxe alors? La taxe sur les compagnies? Non, car je crois difficilement que le chef de l'opposition voudrait réduire les taxes sur les compagnies dont le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) est directeur. Au contraire, s'il faut en croire son attitude, les compagnies devraient être taxées davantage. Sûrement que l'opposition n'irait pas jusque-là pour alléger le fardeau qui pèse si lourdement sur les épaules du peuple?

Mais quelle taxe allons-nous faire disparaître? La taxe sur les repas que les gens charitables sont heureux de payer, car ils savent qu'elle va aux hôpitaux. Le chef de l'opposition croit-il que celui qui paie un dollar pour un bon repas songe bien à l'extra de cinq sous, surtout lorsqu'il sait à quelle fin cet extra est utilisé? Veut-il abolir la taxe des amusements qui aide des pauvres et les indigents? Le chef de l'opposition veut-il faire disparaître le sou du pauvre? Sûrement non, car personne ne s'objectera à payer un dixième de ce que ça lui coûte pour s'amuser, surtout lorsqu'on sait que ce dixième sera employé pour aider ceux qui ne peuvent même pas se procurer ces amusements.

Quelle taxe va-t-il enlever alors? Pour ma part je n'en vois aucune qui puisse être enlevée ou diminuée, à moins que la province de Québec ne puisse jouir de ce que nos ancêtres appelaient la manne qui tombait du ciel. Comme le disait le trésorier provincial (l'honorable M. McMaster), l'argent doit être obtenu par des taxes. C'est regrettable et parfois je suis porté à désirer pour le peuple de cette province, d'être comme mes ancêtres qui recevaient leur subsistance de la manne. Une chose est certaine, c'est que l'on ne pourrait obtenir assez d'argent de la vente du *Goglu*, même si on ordonnait à tous les citoyens d'en acheter six copies par semaine.

Mais puisque le chef de l'opposition a parlé de nos taxes si abusives, examinons-les en comparaison avec celles des autres provinces. En 1927, la taxe *per capita* dans les provinces du Canada était comme suit: Colombie-Britannique,

\$35.36; Alberta, \$14.81; Saskatchewan, \$10.05; Manitoba, \$10.86; Ontario, \$12.90; Québec, \$11.02. À bas les taxeux!

Examinons maintenant cette taxe *per capita* de \$11.02 en comparaison avec Ontario. Les droits sur les successions en Ontario étaient de \$2.90, alors qu'ils étaient de \$1.40 dans Québec; les taxes sur les corporations étaient de \$1.45 en Ontario et de 98 centins dans Québec; la taxe d'amusement était de 49 centins en Ontario et 68 centins dans Québec; la taxe sur l'automobile était de \$1.76 en Ontario et \$1.30 dans Québec; la taxe de charité était de 44 centins dans Ontario et de 32 centins dans Québec, et la taxe générale, \$1.72 en Ontario et \$1.84 dans Québec. Ceci ne peut me convaincre que nous payons plus de taxes dans notre province que dans la province d'Ontario, bien que l'honorable député de Hull (M. Guertin) nous cite cette province très souvent en exemple.

Ces chiffres montrent que les citoyens de la province de Québec sont moins taxés que ceux des autres provinces. Il est vrai qu'un gouvernement ne doit pas surtaxer le peuple. Mais il faut du courage à un gouvernement pour dire aux citoyens: "Il est de notre devoir de prélever tel montant d'argent. Il appartient aux citoyens qui en sont capables de verser cet argent au gouvernement." J'admire davantage un gouvernement qui a le courage de dire à la population les revenus dont il a besoin. Voilà l'œuvre des gouvernants actuels.

Je crois que la population est plus intéressée à connaître la façon dont les sommes d'argent sont dépensées qu'à la petite somme de taxes qu'elle paie. Peu lui importe de payer quelques sous de plus en taxes, pourvu que son argent soit bien dépensé, afin d'assurer le développement de notre province. Il y a trois ans que je siége ici, et je n'ai jamais entendu l'opposition dire qu'un sou avait été mal dépensé par le gouvernement.

Les accusations dirigées contre l'administration libérale pour des dépenses excessives sont absolument sans fondement, y compris la vieille plainte, maintes fois répétée, concernant la mauvaise gestion de la construction du palais de justice de Québec. Je suis toujours plus intéressé à voir le montant d'argent qui sera dépensé dans l'avenir que ce qui a été dépensé dans le passé, car une augmentation de dépenses est de nature à augmenter le bien-être de la population.

Voyons comment furent dépensées les sommes que le gouvernement a reçues. Voyons d'abord ce qu'il a fait pour résoudre le problème le plus important qu'il y ait dans notre province,

l'instruction. En 1924, le gouvernement a dépensé \$2,668,000 pour l'instruction publique; en 1928, \$3,585,000, et je remercie Dieu que, cette année, le gouvernement dépense \$539,000 de plus. Ainsi, M. l'Orateur, le gouvernement a dépensé l'an dernier environ \$3,000,000 pour l'éducation, à même les revenus qu'il s'assure par des impôts justes. Quel est le citoyen qui oserait critiquer le gouvernement de prélever un revenu plus élevé encore pour servir la cause de l'éducation en cette province. Il est plus intéressant pour le peuple de notre province de savoir qu'il a à sa disposition les moyens de faire instruire ses enfants que de savoir s'il a payé cinq centins de plus ou de moins pour la taxe. En effet, il n'y aura jamais assez d'argent pour l'éducation, mais disons assez dans la mesure du possible.

Et pendant que j'y suis, j'aimerais, si on me le permet, accorder quelques minutes à un sujet brûlant dans la province de Québec, et particulièrement à Montréal. La Chambre aura à considérer cette année un projet de loi pour les écoles juives de Montréal. J'ai confiance que la Législature sera unanime à reconnaître les droits d'une minorité à rester fidèle à ses traditions et à ses aspirations. Mais ce n'est pas le temps de discuter ce problème.

Le moment viendra, et il faudra que ce soit au cours de cette session, parce que je crois que le gouvernement se rend bien compte que cette situation doit être réglée, et ce, comme je l'ai dit, pas plus tard que cette session-ci. Je reviendrai plus tard sur la question des écoles juives et, pour le moment, je me contenterai de demander au gouvernement de ne pas perdre de vue que les Juifs ont des droits et des aspirations, et ils sont prêts à faire leur large part pour assurer le développement de cette province.

Je pense pouvoir assurer le gouvernement que, lorsqu'il sera temps de considérer la législation qui s'impose, les Juifs présenteront un front commun, qu'ils seront unanimes dans leurs désirs et leurs aspirations. Et pour ce qui est de l'élaboration de la loi qui doit être présentée, je demande que l'on prenne en considération les aspirations nationales d'un peuple qui a assumé pleinement ses responsabilités dans la province de Québec et qui demande à présent, au gouvernement et au peuple, de reconnaître pleinement les droits qui lui reviennent. Je souhaite que cette loi satisfasse les deux parties en cause, tout en tenant pleinement compte de la fierté nationale.

Je reviens au budget. Pour en revenir aux simples chiffres que le discours sur le budget impose à ceux qui veulent en discuter, je pourrais poursuivre notre sommaire des dépenses. Le gouvernement a

dépensé, en 1924, pour l'agriculture, la somme de \$1,700,000; en 1928, il dépensa \$2,074,000, et cette année, il portera ce budget à \$3,500,000. Personne dans la province ne reproche au gouvernement cette augmentation de l'aide à l'agriculture. La voirie a coûté, en 1924, la somme de \$3,700,000, et en 1928, \$7,560,000. En 1924, le gouvernement a dépensé \$789,000 pour la colonisation; en 1928, il a porté cette dépense à \$1,519,000. En 1924, la dépense pour la santé publique fut de \$323,000, et en 1928, elle était d'un demi-million. En 1928, il a fallu \$463,000 pour protéger adéquatement la santé publique. Je suis content de voir qu'il va en coûter encore plus cher l'an prochain, parce que les besoins sont encore plus grands et le travail à faire aussi. La main-d'œuvre, cette classe que l'opposition a prise sous son aile, a coûté \$74,000 en 1924 et \$301,000 en 1928, et les œuvres de bienfaisance publiques, qui constituent peut-être le poste le plus important des dépenses gouvernementales, ont représenté une dépense de \$2,224,632 en 1928. C'est la meilleure dépense, puisque c'est celle qui touche de plus près les pauvres. C'est donc de cette façon que les recettes des taxes payées par le peuple sont dépensées, et les gens ne se plaindront pas tant qu'ils verront que cet argent est bien dépensé.

J'ai nommé l'assistance publique. Je crois que je ne puis perdre cette occasion de remercier le gouvernement pour l'aide qu'il a assurée à la colonie juive de Montréal, pour qu'elle puisse s'organiser au point de vue de l'hospitalisation. Nous avons actuellement nos propres établissements pour la protection de nos femmes et de nos enfants, et nous en aurons bientôt un pour l'hospitalisation de nos malades. Les citoyens de nationalité juive ont fait beaucoup pour leur œuvre d'hospitalisation, mais le gouvernement les a aidés généreusement. Je veux mentionner tout spécialement la souscription de mes compatriotes, pour l'Hôpital juif de Montréal, qui s'est élevée à \$1,300,000. Le gouvernement a accordé \$300,000 à cet hôpital. La majeure partie du financement provient de citoyens juifs de Montréal et d'ailleurs, [...] le gouvernement a généreusement contribué à cet œuvre, comme l'ont fait d'autres institutions caritatives juives, notamment l'Hôpital du Mont-Sinaï pour tuberculeux. Nous avons donc déjà obtenu beaucoup par une souscription populaire et cet hôpital sera ouvert à tous les citoyens de cette province sans discrimination, ni religieuse, ni raciale. On doit donc lui donner tout l'appui financier possible. Je puis dire que mes compatriotes, en temps et lieu, se rappelleront la devise de la province: "Je me souviens."

Il demande l'aide du gouvernement pour un sanatorium.

Il (M. Cohen) parle ensuite des finances en général, se portant à la défense de la politique fiscale du gouvernement et soulignant que, malgré des dépenses importantes, un surplus de \$4,000,000 a été dégagé pour l'année dernière. Il défend le surplus en évoquant la confiance que cette situation inspire, le rôle stabilisant qu'il joue dans les affaires et l'attrait qu'il exerce pour l'implantation de nouvelles industries.

L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) a dit: "Quand un gouvernement a un surplus, il doit immédiatement diminuer les taxes". Quelle sagesse économique! S'il fallait diminuer nos revenus quand nous avons un surplus, il faudrait les remonter quand il n'y aurait plus de surplus! L'adoption d'un tel principe entraînerait des taxes en dents de scie, plus basses cette année parce que des hommes riches sont morts, plus élevées l'an prochain parce que le bon Dieu ne les a pas rappelés à lui. Si le gouvernement agissait ainsi, il pourrait arriver des années où les surplus des années précédentes ayant été employés au rachat de la dette et les revenus diminuant, il y aurait instabilité. Celle-ci serait nuisible au crédit de notre province, à la stabilité de l'industrie et du commerce. Une augmentation du surplus est une bonne affaire. Non seulement c'est un indicateur de prospérité, mais c'est également bon pour le crédit de la province en général. Il n'y a pas besoin d'être un génie financier pour réaliser que le raisonnement de l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) est faux. Le gouvernement administre les affaires de la province comme un bon homme d'affaires. C'est le moyen qui convient.

Les députés de la gauche, pendant les débats ont dit que tout est mauvais, et ceux de la droite ont prétendu que tout est parfait. Je crois qu'ils exagèrent tous les deux. Le gouvernement n'est pas mauvais, comme on le dit, ni parfait, comme on le prétend, car la perfection n'est pas de ce monde. Je crois qu'entre ces deux opinions, on peut choisir un juste milieu. C'est l'opinion de la majorité de notre population. Ce n'est peut-être pas encore la perfection, mais je crois que le peuple de notre province a mis sa confiance dans un groupe d'hommes, qui, avec toutes les faiblesses de la nature humaine, peuvent faire des erreurs, mais qui sont sérieux, sincères, connaisseurs et qui donnent le meilleur d'eux-mêmes dans l'intérêt de leur province. Nos hommes publics font leur possible pour bien servir les intérêts de cette province et il faut leur rendre ce témoignage. Je crois que notre population est satisfaite d'eux.

(Applaudissements soutenus)

**M. Paquet (Montmagny):** Il y a si longtemps que j'ai parlé que je me sens ému. Depuis les onze années que je représente le comté de Montmagny, j'ai été témoin d'une vaste amélioration sous l'administration libérale. Il y a 11 ans que je suis à la Chambre, et je crois qu'il est de mon devoir de remercier, au nom de mes électeurs, le gouvernement de ce qu'il a fait pour développer le comté de Montmagny où l'on trouve les initiations agricoles les plus avancées.

L'industrie agricole est très développée ainsi que la voirie dans toutes les paroisses, même celles de colonisation. Pour ce qui est de la colonisation, les colons ont fait de leur vie difficile une réussite grâce aux bonis plus généreux, et en plus de ces bonis, on leur a donné des routes et des ponts pour les relier aux paroisses plus anciennes. Notre voirie s'est beaucoup améliorée. Nous avons de bonnes routes que nous devons au gouvernement. Les communications sont faciles et la population en rend grâce au gouvernement.

Mon comté est une véritable miniature de la province et renferme des régions de colonisation, de vieilles paroisses et des industries, en sorte que tous les problèmes qui intéressent la province s'y trouvent réunis. Si nous avons tous les genres d'occupation, nous avons aussi tous les besoins. Ils sont variés.

Il s'est fait pour la colonisation une expérience fort intéressante. Comme la forêt diminue rapidement, bon nombre de colons ne se sont intéressés qu'au défrichement tandis que les autres s'occupaient de l'industrie forestière. Or, il est arrivé qu'en fin de compte, la situation des colons qui ne se sont occupés que de leur terre est beaucoup plus florissante que celle des autres. C'est un fait significatif et qui devrait encourager le gouvernement à donner des primes de défrichement et de colonisation. Le chantier n'attire plus le jeune cultivateur; c'est vers la terre neuve qu'il veut se diriger, et les primes de défrichement et de labour leur aideront.

Dans le comté de Montmagny, la colonisation est très intéressante à cause des perspectives d'avenir. On a constaté de grands progrès dans ce domaine. Les paroisses se sont rapidement transformées et les régions de colonisations sont bien pourvues de routes. Les promesses de l'agriculture sont des plus encourageantes. Maintenant que le colon se montre disposé à se livrer exclusivement à la colonisation, il convient de l'aider, de l'encourager généreusement, car sur lui repose l'avenir agricole de notre province. Ces colons qui ont ouvert des terres sont attachés à leurs terres, mais il est nécessaire qu'on leur vienne

en aide. Il faudrait donner à tous la prime de défrichement, par exemple.

Le gouvernement a accordé de généreux octrois à l'agriculture et à la colonisation. Les primes de défrichement ont été un puissant encouragement. Elles ont fait un bien énorme. Mais il n'y a presque plus de bois et, malheureusement, le bon nombre de nos colons avaient des lots patentés. Ils n'ont pu bénéficier des primes. Je voudrais qu'on récompense le défrichement sur les lots patentés. Les colons qui s'établissent sur ces lots sont dans une situation spéciale et méritent une attention et une aide spéciales.

On a dit que les terres des hauts de la rive sud n'auraient jamais dû être ouvertes à la colonisation et à la culture. C'est peut-être vrai, mais c'est régler un peu sommairement la question. Je me ferai le défenseur de ceux qui ont fait ce défrichement. Lorsqu'il a été entrepris, les régions actuelles de colonisation n'existaient pas et on voulait du défrichement de proche en proche.

Cette colonisation s'est faite suivant le système ordinaire; les parents voulaient établir leurs enfants près d'eux, et ainsi ont été défrichées des régions qui auraient été mieux appropriées comme régions forestières permanentes. Tout de même, cette colonisation a permis de garder dans notre province et sur le sol un grand nombre de familles qui autrement s'en seraient allées à l'étranger. Nous devons reconnaître le bon travail des colons qui ont ouvert ces hauts de la rive sud, afin de garder les jeunes gens sur la terre.

Ceux qui ont lancé ce mouvement de colonisation dans les concessions des vieilles paroisses ont voulu garder la jeune population agricole sur les terres alors que les centres nouveaux de colonisation n'étaient pas ouverts. Ils ont donc fait œuvre utile. Nous n'avions pas les régions nouvelles pour les placer. Qu'aurions-nous fait de ces milliers de Canadiens qui sont établis dans cette partie haute de la rive sud du fleuve Saint-Laurent? D'ailleurs on trouve, dans le haut, des paroisses très prospères. Il est possible que l'on se soit trompé. Mais Napoléon disait: "Si vous vous trompez, persistez et vous finirez par avoir raison".

(Rires)

Je crois que l'on doit persister. Si une erreur a été commise dans notre région, il y a lieu de la réparer dans une large mesure, et nous finirons par avoir raison.

Je salue le nouveau ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron). Son programme a donné confiance à la population. Je me réjouis de voir que

la classe agricole est avide d'instruction. Les cours abrégés d'agriculture, les démonstrations agricoles sont accueillis avec faveur dans mon comté, chose qui n'aurait pas été possible il y a 15 ans. Les jeunes gens vont aux écoles d'agriculture, aux cours abrégés et les cultivateurs vont aux conférences. Je remercie donc le gouvernement d'avoir institué ces cours qui sont très populaires et d'avoir appuyé la coopération agricole.

Un des grands problèmes de la classe agricole, c'est la tuberculisation de leurs troupeaux. La lutte contre la tuberculose bovine a sa raison d'être en ce qu'elle améliore notre cheptel et, surtout, protège la santé publique. Il y a lieu d'indemniser cependant le plus possible le cultivateur obligé de sacrifier, par exemple, les deux tiers de son troupeau. La tuberculose bovine a fait de grands ravages dans mon comté. Un de nos lauréats du mérite agricole a perdu 15 belles vaches dans un troupeau de 18 Holstein. Le moyen de prévenir de pareils malheurs, c'est de prêcher la propreté de l'étable.

Il parle de l'importance de l'exposition agricole de Montréal.

Il ne faut pas s'inquiéter outre mesure de la crise du papier. Au surplus, cette crise se manifeste pour le sucre, pour le blé, etc. Il serait injuste d'en faire porter la responsabilité au gouvernement. Autrefois, les Canadiens faisaient tourner des meules pour moudre le bois. Il y a 60 ans de cela. Il y en avait à Saint-Antoine, dans le comté de Kamouraska. Nous en avons dans ma paroisse natale, à Pont-Rouge. Nous avons commencé l'industrie de la pâte à papier. Nous avons été les pionniers dans cette industrie. Moi-même, je m'intéressais à cette industrie. D'autres sont venus plus tard. Ils nous ont montré comment développer cette industrie. La surproduction est venue, car depuis la guerre, l'humanité a appris à décupler ses forces et à produire en grandes quantités. Mais le gouvernement ne peut être tenu responsable de cette légère surproduction.

L'industrie a fait de grands progrès. Je rends d'ailleurs hommage au gouvernement de l'intérêt qu'il ne cesse de porter à l'industrie.

Il (M. Paquet) tente alors de prouver que le gouvernement a su créer les industries nombreuses.

Je remercie de nouveau, dit-il, le gouvernement de ce qu'il a fait pour mon comté. Nos ministres attachent leurs noms à l'histoire politique et nationale de notre province, qui fait l'admiration des autres provinces du Canada. Il m'est arrivé de visiter l'Ouest. J'ai vu l'admiration de toutes les provinces pour Québec. On y copie nos lois. Je le répète, nos

ministres attachent leurs noms à l'histoire et ils auront toujours leur place dans le ciel politique.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, comme nos bons amis les journalistes sont occupés ce soir<sup>4</sup>, je ne veux pas prolonger la séance et j'ajournerai les remarques que je veux faire à demain. J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), l'ajournement du débat<sup>5</sup>.

Adopté.

#### **Village de Masson et municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson**

M. Lahaie (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 ratifiant le règlement no 54 de la municipalité du village de Masson et une résolution des commissaires d'écoles de Notre-Dame-des-Neiges-de-Masson, en date du 29 décembre 1929<sup>6</sup>.

Adopté.

#### **En comité:**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que la Législature ne devrait pas empêcher la construction de ce nouveau moulin? Les moulins existants devraient être protégés, surtout à une époque où il y a crise. Je ne veux pas empêcher l'établissement d'une nouvelle industrie dans le comté de mon honorable ami de Papineau (M. Lahaie), mais si le gouvernement ne protège pas les compagnies établies ici, elles s'en iront peut-être ailleurs.

Je m'objecte de plus aux commutations de taxes. Je trouve que cette réduction de taxes est franchement exagérée et qu'elle est un cercle vicieux. Les commutations de taxes provoquent dans les organismes municipaux de profondes perturbations, qui sont soldées par les ouvriers de ces compagnies. Ce sont en définitive les ouvriers de la compagnie qui en souffrent.

Généralement, ces grosses compagnies vont s'établir dans une région peu habitée où les ouvriers formeront la majorité de la population. Si la compagnie ne paie pas de taxes municipales, ce sont les ouvriers qui devront payer à la place de la compagnie. Le pouvoir d'achat de ces gens sera diminué d'autant. Dans notre province, il y a annuellement \$2,000,000 en taxes des compagnies

qui ne sont pas payées. On adopte une loi générale et le gouvernement passe ensuite le temps à la violer pour toutes les compagnies qui viennent l'en prier.

Au point de vue scolaire, l'exemption accordée à la compagnie n'est pas plus heureuse. On se plaint que les institutrices sont mal payées. Or, on oblige l'ouvrier à subir tout le fardeau de l'administration municipale et à payer en somme la quote-part de la compagnie et l'on veut ensuite qu'il se cotise encore davantage pour payer des augmentations aux institutrices.

Et puis, il y a un autre point de vue. On parle de la crise du papier, causée par la surproduction. On prend un curieux moyen d'y remédier en permettant à une nouvelle compagnie d'établir une usine produisant 300 tonnes par jour. C'est cela qui va guérir la surproduction et établir la stabilisation? Il y a déjà des industries du papier établies à Trois-Rivières, par exemple, qui existent depuis plusieurs années et qui ont droit d'être protégées.

Il vaut mieux, dans l'intérêt de l'ouvrier, assurer la permanence des industries déjà établies et ne pas donner de prime à la surproduction, en favorisant le développement de nouvelles compagnies, sans aucune garantie. Il ne serait donc pas sage de permettre la construction d'un nouveau moulin alors qu'il y a une crise et surproduction. Un marché est à s'organiser en Russie et il importe de protéger les industries existantes dans la province.

**M. Lahaie (Papineau):** Les exemptions accordées à la compagnie MacLaren sont des exemptions ordinaires. Quant au moulin lui-même, la compagnie est obligée de le bâtir en moulin à papier ou de fermer son industrie. La compagnie est obligée de construire, étant donné le développement normal de son exploitation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'en pense l'honorable député de Hull (M. Guertin)?

**M. Guertin (Hull):** La compagnie MacLaren existe depuis 50 ans.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 75 ans.

**M. Guertin (Hull):** La compagnie veut bâtir ce moulin pour continuer ses opérations, et j'approuve ce bill tel que rédigé, car je considère que le gouvernement doit aider les vieilles industries canadiennes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est votre meilleur discours de la session! (Rires et applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que j'ai dit n'était pas dirigé contre la compagnie MacLaren, mais de nature à l'aider. J'ai attiré l'attention du gouvernement sur le danger de la surproduction. Mes remarques portaient principalement sur la protection de l'industrie déjà établie et sur le danger des commutations de taxes exagérées à cause des répercussions dangereuses qu'elles ont pour l'avenir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, chaque fois qu'un bill vient devant la Chambre, l'honorable député de Trois-Rivières s'y oppose, si nous accordons une commutation de taxes. Il ne faut pas oublier que nous sommes en concurrence avec les autres provinces, qui accordent ces commutations. Pouvons-nous dire: "Chez nous, dans Québec, vous serez évalués à votre pleine valeur". Je ne le crois pas. D'autant plus que, dans 15 ans, la compagnie sera taxée à sa pleine valeur. Nous avons donc tout intérêt à attirer l'industrie ici. Si nous n'accordons pas de commutation de taxes, les industries iront en Ontario.

Dans le cas de la compagnie MacLaren, elle est établie là depuis 75 ans. Les MacLaren n'ont jamais rien obtenu du gouvernement. La compagnie nous dit: "Notre moulin à pulpe doit être transformé en moulin à papier, car la fabrication de la pulpe ne paie plus. Si nous ne bâtissons pas de moulin à papier, nous allons fermer. M. le président (M. Delisle), vous en savez quelque chose. Si vous aviez pu transformer les moulins de la compagnie de pulpe de Chicoutimi en moulins à papier, vous l'auriez fait. Si quelqu'un nous avait demandé de permettre à la compagnie de Chicoutimi de bâtir un moulin à papier, je crois que nous aurions dû accorder cette permission des deux mains.

Quant à la commutation de taxes, les contribuables de Masson ont voté le règlement de diminution de taxe à l'unanimité. Sur 101 contribuables, 101 l'ont approuvée. Je crois donc qu'il est de bonne politique d'accorder à la compagnie MacLaren ce qu'elle nous demande. Nous ne faisons qu'une bonne action en sanctionnant le bill.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** explique de nouveau le but de son opposition: prévenir la surproduction.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lahaie (Papineau)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Lévis**

**M. Roy (Lévis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 refondant la charte de la cité de Lévis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Roy (Lévis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Beauharnois Light, Heat, and Power Company**

**M. Papineau (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat, and Power Company.

Adopté.

#### **En comité:**

Il s'agit d'accorder un droit d'expropriation à la compagnie pour le fameux canal de Beauharnois. Il y a déjà 300 ou 400 lots d'expropriés, mais la compagnie a besoin de procéder à une plus vaste expropriation pour la construction de son canal. Elle demande le droit par ce bill d'exproprier une plus grande étendue de terrain sur les rives du canal, soit 21 arpents au lieu de 10 arpents.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'opposition a combattu le bill de la Beauharnois, l'an dernier. La demande d'expropriation nous justifie, car on va faire disparaître un beau pays agricole. L'an dernier,

j'avais prédit que c'étaient les préliminaires à la canalisation du Saint-Laurent que commençait la Beauharnois. Le bill de cette année n'est que la confirmation de ce que j'avais alors. Ce projet n'est ni plus ni moins que la canalisation du Saint-Laurent par des Américains.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quels sont les Américains intéressés dans ce projet?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Si l'honorable premier ministre veut ajourner l'étude du bill, je les lui nommerai.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pouvez-vous nous les trouver pour demain?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors nous allons ajourner l'étude du bill à demain.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Entretien de chemins dans Laval**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 concernant l'entretien de certains chemins dans le comté de Laval.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pour **M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 11 modifiant le Code de procédure civile relativement aux jugements en séparation de biens;
- bill 12 modifiant le Code civil relativement aux interdictions, aux nominations de conseils judiciaires et aux séparations de biens;
- bill 79 permettant à Victor Capelovitch de changer son nom de famille de Capelovitch en celui de Cape;
- bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 90 modifiant la charte de la Montreal Trust Company;
- bill 93 changeant le nom de famille de Frederick Gerald Abraham et d'autres personnes, portant le nom d'Abraham, en celui de Charters;
- bill 117 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Joseph Goldberg à la pratique de la médecine, après examens;
- bill 126 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 86 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal;
- bill 94 ratifiant la vente de certains lots de la paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis;
- bill 127 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle.

#### **Commission métropolitaine de Montréal**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 86 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil Législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Lots de Saint-Nicolas, comté de Lévis**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 ratifiant la vente de certains lots de la

paroisse de Saint-Nicolas, comté de Lévis. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil Législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Succession Eusèbe Labelle**

La Chambre procède à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 127 concernant la succession de feu Eusèbe Labelle. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil Législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Composition des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Châteauguay (M. Mercier fils), que le nom du représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills publics. J'étais sous l'impression que le chef de l'opposition faisait partie de ce comité, mais à une récente séance, on s'est aperçu qu'il n'en était pas membre.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

#### **NOTES**

1. *Le Devoir* du 13 février 1930, à la page 1, rapporte que le discours du député de Témiscamingue (M. Piché) dure 10 minutes.

2. *Le Devoir* du 13 février 1930, à la page 1, rapporte que le discours du député de Napierville-Laprairie (M. Charbonneau) dure 10 minutes.

3. *Le Devoir* 13 février 1930, à la page 1, rapporte: "Ce mot prenait dans la bouche de M. Cohen des consonances amusantes. On entendait "à bas les taxeux" et tantôt "à bas les taxis."

4. Les journalistes sont les invités du lieutenant-gouverneur Henry George Carroll, à un dîner, à Spencer Wood.

5. *La Patrie* du 13 février 1930, à la page 16, indique qu'il était alors 5 h 10.

6. Selon *Le Devoir* du 13 février 1930, à la page 2, le bill permet à la municipalité du village de Masson de fixer à \$200,000 l'évaluation municipale des propriétaires de l'usine de la Jack MacLaren Company, qui doit construire à cet endroit un moulin de plus de \$2,000,000, d'une production de 300 tonnes par jour.



Séance du jeudi 13 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard<sup>1</sup>**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 183 modifiant la loi relative aux rues publiques;

- bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs;

- bill 185 modifiant la loi de l'expropriation.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 111 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont;

- bill 82 déterminant la limite est de la ville de Bagotville.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas suivants:

- de la Corporation du comté de Hull, demandant l'adoption d'une loi légalisant les travaux faits au Pont Alonzo Wright, et à faire un emprunt;

- des Syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse d'Amos, demandant l'adoption d'une loi validant et ratifiant un acte de cotisation et les

autorisant à tenir compte de certains démembrements dans leurs révisions à venir;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de The Quebec Labrador Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Pont****Alonzo Wright**

**M. Guertin (Hull)** demande la permission de présenter le bill 146 concernant le pont de comté appelé Pont Alonzo Wright, dans le comté municipal de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Syndics de****Sainte-Thérèse-d'Amos**

**M. Authier (Abitibi)** demande la permission de présenter le bill 136 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Quebec Labrador  
Railway Company**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande la permission de présenter le bill 150 modifiant la charte de Quebec Labrador Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte****de Québec**

**M. Power (Québec-Ouest)** demande la permission de présenter le bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sociétés de patrons  
de fabriques de produits laitiers**

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** demande la permission de présenter le bill 18 modifiant la loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Département de l'Agriculture

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** demande la permission de présenter le bill 19 concernant le département d'Agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Animaux sauvages vivant en captivité

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** demande la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Mandats spéciaux

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Quel est chacun des cas de nécessité urgente pour lesquels des mandats spéciaux, ainsi qu'il appert aux pages 2 et 3 des *Comptes publics* 1929, ont été émis pour:

- a. \$35,000 au service "Législation";
- b. \$115,000 au service "Administration de la justice";
- c. \$33,600 au service "Instruction publique";
- d. \$180,000 au service "Asiles";
- e. \$100,000 au service "Écoles de réforme et d'industrie";
- f. \$249,000 au service "Travaux publics";
- g. \$13,000 au service "Travail";
- h. \$200,000 au service "Agriculture";
- i. \$68,861.35 au service "Terres et Forêts";
- j. \$205,000 au service "Colonisation, Mines et Pêcheries";
- k. \$12,900 au service "Charges sur le revenu";
- l. \$5,752 à "Services divers"?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Les montants votés par la Chambre étant épuisés, il a été nécessaire de les combler pour le service public par ces montants.

#### Le Soleil ltée

**M. Crépeau (Sherbrooke):** Quelle somme globale le gouvernement a-t-il payée ou avancée en 1928-1929 à la compagnie *Le Soleil, Ltée* pour

abonnements, annonces, publicité, impression et publications de toutes sortes, reliure, etc., comprenant et les montants inscrits spécifiquement dans les *Comptes publics* 1928-1929 et ceux qui n'y sont pas inscrits spécifiquement, mais qui sont contenus sous des rubriques générales ou d'autres dénominations?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** \$221,307.07.

### Rapport du surintendant

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$720.00 pour "Rapports du surintendant", tel qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics* 1928-1929 et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** L'honorable député voudra-t-il, s'il lui plaît, regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 235.

### Cartes

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$18,700 pour "Cartes", tel qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics* 1928-1929 et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Si l'honorable député est assez bon de regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

### Journal de l'Instruction publique

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Qui imprime: a. le journal français; b. le journal anglais de l'Instruction publique pour la publication desquels il a été octroyé \$14,000.00 tel qu'il appert, à la page 156 des *Comptes publics* 1928-1929, et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** L'honorable député voudra-t-il, s'il lui plaît, regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 150.

***Mon premier livre***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$18,000 pour l'impression de *Mon premier Livre*, tel qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Si l'honorable député est assez bon de regarder à l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

***Distribution  
de Mon premier livre***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$4,000 pour la distribution de *Mon premier Livre*, tel qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** L'honorable député voudra-t-il, s'il lui plaît, regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 275.

***Rapport du département  
de l'Instruction publique***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$3,500 pour "Rapports du département", tel qu'il appert à la page 156 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Si l'honorable député est assez bon de regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 235.

***Sommes payées  
pour reliure***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$5,500 pour reliure, tel qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** L'honorable député voudra-t-il, s'il lui plaît, regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 275.

***Livres de prix***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$2,200 pour "Livre de prix" ainsi qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Si l'honorable député est assez bon de regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

***Bulletin météorologique***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$707.71 pour l'impression du bulletin météorologique, août 1927 à avril 1929, tel qu'il appert à la page 160 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Payé à l'ordre du Soleil, limitée, tel qu'indiqué à la page 160 des *Comptes publics 1928-1929*.

***Contrats d'impression***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$6,792.20 pour l'impression, tel qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** L'honorable député voudra-t-il, s'il lui plaît, regarder à l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

***Loi scolaire***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$6,604.69 pour l'impression de "loi scolaire", tel qu'il appert à la page 155 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Si l'honorable député est assez bon de regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 274.

***Journal scolaire***

**M. Blain (Montréal-Dorion):** À qui ont été payés les \$750 pour *Journal scolaire*, tel qu'il appert

à la page 155 des *Comptes publics 1928-1929* et quel montant a été payé dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):**  
L'honorable député voudra-t-il, s'il lui plaît, regarder l'état financier du surintendant de l'Instruction publique, 1929, page 150.

### Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi le 12 février, sur la motion proposée le jeudi 23 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides."

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
M. l'Orateur, je dois presque demander des excuses à la Chambre de prolonger ce débat qui semblerait avoir déjà été trop long. C'est du moins ce que quelques journaux nous ont dit. Je ne crois pas que la Chambre trouve qu'il ait duré trop longtemps, car les députés de la droite nous ont donné des renseignements et présenté des suggestions utiles et l'ont fait d'une façon amicale.

Je rends hommage à la députation libérale de cette Chambre pour les suggestions intéressantes qu'elle nous a faites librement et dans le meilleur esprit, au risque de faire croire, comme le veulent nos adversaires, que le gouvernement aurait pu en être blessé. Notre gouvernement n'en a pas été blessé. On voudrait faire croire que nous accueillons mal les suggestions, mais je rappellerai que c'est un vieux principe du libéralisme que le gouvernement accueille toujours amicalement les suggestions qui lui sont faites. Le gouvernement accueille favorablement les bonnes suggestions que lui a faites la députation libérale qui a à cœur d'améliorer la situation de notre province. Nous les acceptons avec plaisir. Agir autrement serait contraire aux principes du libéralisme. C'est un principe du Parti libéral d'inviter les bonnes suggestions.

Je n'ai pas l'intention de faire un discours programme ni de repasser en revue la politique du gouvernement. J'ai déjà eu l'occasion de le faire précédemment. Mais nos amis de l'opposition ont fait tant de critiques, nous ont dit tant de choses et ont porté tant d'accusations variées que je crois de mon devoir d'en relever quelques-unes et d'y répondre brièvement.

Nos adversaires obéissent vraiment à un drôle de sentiment. À les entendre, depuis une quinzaine de jour, les hommes qui administrent la province

sont incompétents, nos forêts sont dévastées. À les entendre, les Américains se sont emparés de notre province que nous leur avons vendue. Nous leur avons vendu Québec! Ils contrôlent notre commerce. Nous n'avons pas de surplus, mais des déficits. À les entendre, Québec n'est pas la belle province dont nous sommes fiers, mais c'est une province arriérée et qui est à la queue de la Confédération. La province de Québec que nous trouvons si belle et si bonne, est dans la misère la plus noire! À les entendre, l'agriculture se meurt, la colonisation ne marche pas, les ouvriers sont inquiets, malheureux et ils souffrent. En un mot, il n'y a rien de beau, il n'y a rien de bon dans notre province.

En attendant les discours de nos adversaires, le souvenir du "Chanteclerc" de Rostand revenait à ma mémoire. Dans cette pièce il y a une scène, celle de l'hymne au soleil, où le coq vient de faire lever le soleil. Rostand nous montre tous les oiseaux qui viennent chanter leur joie et leur bonheur en hommage au soleil du Bon Dieu, excepté certains oiseaux indigènes au Canada, bien connus du chef de l'opposition (M. Houde).

(Rires)

Puis, après ce chant, c'est le silence de la nuit et l'on voit apparaître les crapauds qui disent: "C'est nous qui sommes les crapauds; nous engluons l'écorce avec nos petits bras et bavons sur le pied de l'arbre... Et les immondes batraciens de baver et de disséminer leurs venins". Je laisse à la Chambre de décider si le tableau ne s'applique pas à nos bons amis de l'opposition.

Ceci ne s'applique pas à nos amis de l'opposition en Chambre, mais aux tactiques de nos adversaires qui jettent du venin partout. C'est précisément à cela que nous font songer les critiques de nos adversaires. Je ne veux pas comparer nos adversaires aux crapauds, mais ne jettent-ils pas du venin sur tout ce qui est fait par le gouvernement? Je les laisse avec ce système de dénigrer notre province. J'aime mieux chanter ce qu'il y a de bon chez elle et de dire ce qu'il y a de beau, au lieu de pleurer et de gémir sur elle. J'aime mieux chanter ma province que de la dénigrer et j'aime mieux laisser d'autres pleurer et baver sur la province.

Ce qu'il y a de bon dans notre province, parlons tout d'abord de nos finances. Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) dit que nous avons des déficits au lieu de surplus. M. l'Orateur, nos surplus ne sont pas de l'imagination. Qu'il consulte donc les *Comptes publics*. Il verra que nos surplus ne sont pas des surplus sur le papier, mais des surplus réels. Il verra que nous avons en banque, à la fin de la

dernière année, près de \$4,500,000 en argent sonnante, au crédit de notre province.

Il nous dit qu'au 30 juin dernier, nous avions près de \$5,500,000 de mandats non payés. C'est vrai, mais ces mandats non payés sont entrés au compte des dépenses de l'année, de sorte que notre surplus est bien réel. Et nous avons atteint ce surplus après avoir mis de côté \$1,000,000 pour le rachat de la dette, après avoir donné \$1,000,000 à l'assistance publique, après avoir donné \$500,000, à l'Université de Montréal, après avoir dépensé un quart de million pour le musée provincial, et \$1,000,000 pour le palais de justice de Québec.

Il est facile de jongler avec les chiffres. Il ne faut pas oublier que les *Comptes publics*, qui montrent notre situation financière, ne sont pas préparés par le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), mais par l'auditeur de la province. C'est nous qui nommons l'auditeur, mais celui-ci ne relève pas du gouvernement. Il est indépendant du gouvernement et ne peut être renvoyé que sur le vote de la Chambre haute et de l'Assemblée législative. Il ne relève que des deux Chambres. Il est indépendant et prépare les *Comptes publics* sous son serment d'office... Nos amis d'en face disent que nous accusons un déficit?

Déficit! Ce sont nos adversaires qui le disent. Les personnes indépendantes disent autres choses. Nos adversaires prétendent que tout va mal dans notre province. Mais nos bonnes finances sont reconnues dans les autres provinces. Qu'ils lisent donc ce que disait l'*Ottawa Journal* qui n'est pas un ami, ni un admirateur du gouvernement, et qui est désintéressé. Ce journal ontarien déclare que la province de Québec jouit "d'une prospérité extraordinaire" et qu'elle est la plus prospère du Dominion.

"M. A. R. McMaster, prononçant son premier discours du budget comme trésorier provincial, a annoncé d'heureuses nouvelles à sa province. Son histoire, en résumé est la suivante: Au cours de l'année, le revenu réalisé a été de \$39,964,487. Un million de dollars a été mis de côté pour le rachat d'une partie de la dette consolidée.

"Le résultat net est que la province a un surplus de \$4,011,795 pour l'année écoulée. Ceci, dit-on, est le surplus le plus considérable jamais enregistré dans l'histoire de Québec. Il excède de plus de \$2,000,000 le surplus de l'an dernier.

"Québec, au point de vue financier, est dans une position très solide. Cette province dépense plus pour l'éducation, pour la santé publique, pour l'agriculture, pour les bonnes routes et d'autres

choses encore. Comme conséquence, avec une population plus prospère, elle a plus d'argent à dépenser et elle réduit en même temps sa dette.

"Ontario, qui est aussi dans une excellente position, n'est pas jalouse. Au contraire, elle sait parfaitement bien que la prospérité de Québec contribue à la prospérité générale et elle se réjouit de la bonne fortune de sa voisine". (*Ottawa Journal*, 25 janvier)<sup>2</sup>.

**M. Tremblay (Maisonnette):** L'honorable premier ministre me permettra-t-il une question?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le moins possible s'il vous plaît, mais c'est la première et je laisse la parole à l'honorable député.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Alors...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Continuez.

**M. Tremblay (Maisonnette):** L'article en question est-il basé sur le rapport? Est-ce que cet article a été écrit à la suite de la publication des *Comptes publics* de la province et du discours du trésorier de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cet article qui fait l'éloge de notre province donne cependant des chiffres plus bas que ceux du trésorier et, cependant, il déclare que nous jouissons d'une prospérité extraordinaire...

L'éloge nous vient des autres provinces. La critique ne se fait que chez nous. Un autre témoignage nous est venu d'un homme qui n'est pas un ami du gouvernement. L'honorable sénateur James Loughheed, ancien ministre de MM. Meighen et Borden et leader conservateur au sénat, déclare que c'est dans la province de Québec que les placements d'argent et la propriété sont le mieux protégés et que, s'il avait de l'argent à placer, il le placerait dans notre province. Il déclare que notre Législation est marquée au point d'une grande pondération. Ce n'est pas un libéral qui dit cela!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il (M. Loughheed) est mort...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Les bons bleus meurent tous... hélas!

Voyez encore les rapports des présidents des banques canadiennes pour vous rendre compte de la

situation financière, et des éloges qu'on décerne dans ces rapports. Les rapports des banques disent combien notre province est prospère et constituent une réponse aux attaques des adversaires pessimistes. Pour connaître d'autres opinions, vous n'avez qu'à lire le rapport de la Banque de Montréal ou celui de la Banque Canadienne de Commerce. Je n'ai pas l'intention de retarder les travaux de la Chambre. Je désire simplement citer quelques lignes du rapport de cette dernière banque, qui montre que des hommes de vision sont satisfaits de ce que le gouvernement a fait l'an dernier pour stabiliser l'industrie du papier journal en obtenant un prix plus élevé que dans les autres provinces.

Il en lit un extrait.

Le rapport de la Banque de Commerce, récemment publié, dit même que l'industrie du papier est plus prospère cette année que l'an dernier. Et l'on sait les efforts que le gouvernement a accomplis pour obtenir ce résultat. Voilà la réponse que j'ai à offrir à ceux qui disent que nous avons nui à l'industrie du papier.

Penchons-nous maintenant sur la dette publique, dont l'opposition a tant parlé. L'honorable chef de l'opposition a dit que nous avions augmenté la dette de \$38,000,000 à \$56,000,000. Oui, mais nous avons emprunté \$40,000,000 pour les bons chemins. En fait, notre dette était de \$40,000,000 en 1920. Il faut déduire de ce montant la somme de \$2,000,000 qui constituait le fonds d'amortissement. Notre dette était donc de \$38,000,000. En 1929, elle était de \$56,000,000 soit une augmentation de \$18,000,000 en 10 ans. Mais il ne faut pas oublier que, durant cette période, nous avons emprunté \$40,000,000 et, malgré cela, notre dette n'est augmentée que de \$18,000,000. C'est donc que nous avons payé \$22,000,000 à même nos revenus.

Et l'emprunt de \$40,000,000 que nous avons fait pour les chemins. Qui peut dire que nous avons mal fait d'emprunter pour construire des chemins. Il n'y a pas un député qui dira que nous avons fait erreur. Lorsque nous avons demandé à la Chambre de nous autoriser à faire cet emprunt pour les chemins, tous les bleus ont voté en faveur. Tout le monde a été favorable à cette dépense de millions pour la voirie.

Oui, nous avons augmenté la dette parce que nous voulions de bonnes routes, dans l'intérêt de la population et des cultivateurs dans nos campagnes, et aussi parce que nous voulions attirer des milliers de touristes, qui contribuent à la prospérité de cette province par millions de dollars annuellement. Est-ce que 10 ans après, quand les bonnes routes ont semé

la prospérité, on va nous reprocher de les avoir construites? Ce n'est pas après 10 ans, ce n'est pas après que les chemins ont été faits et ont apporté la richesse en notre province, que le chef de l'opposition a le droit de dire que nous avons eu tort, après que nous avons donné à notre province une voirie dont nous sommes fiers.

Au reste, à la suite de cet emprunt, le peuple a été unanime presque à donner son approbation. D'ailleurs la province a eu l'occasion de nous approuver, depuis, en deux occasions. Depuis que nous avons fait cet emprunt de \$40,000,000, nous avons eu des élections et le peuple a dit que nous avions bien fait, puisqu'il a réduit l'opposition de 23 membres à 11.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec des télégraphes...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) aime insinuer des choses. Il nous a habitués à être plus sérieux que cela dans la discussion...

Mon honorable ami de Dorion a cité tout ce qu'il a trouvé de sombre dans les statistiques. Il a prétendu que le nombre de faillites était plus élevé dans notre province qu'en Ontario et en avait conclu que notre province n'est pas prospère. Le député de Montréal-Dorion n'a cité qu'une partie des statistiques à ce sujet.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Les chiffres que j'ai cités ne concernent que le district de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai vérifié ces chiffres et ils concernent toute la province. En 1929, il y a eu 612 faillites dans Ontario, et 730, dans la province de Québec. Mais le député de Montréal-Dorion a oublié de dire que, dans Ontario, le passif de ces faillites était de \$15,000,000, alors que dans Québec, il fut de \$13,000,000.

Il a oublié de dire aussi qu'en 1922, le nombre des faillites dans notre province était de 1,589, alors qu'il fut de 1,300 en 1928, et de 730 en 1929. En huit ans, le nombre des faillites a diminué de 50 %, mais le député de Montréal-Dorion, dans son désir de montrer que notre province est arriérée, a oublié de mentionner ce fait. Si nous avons eu un aussi grand nombre de faillites, cela est dû à la grande facilité qu'ont eu les cultivateurs de faire faillite.

(Applaudissements)

C'est là le grand secret. C'est un désastre. Je ne crains pas de le déclarer. Des cultivateurs ont été tourmentés par des agents, ils ont été induits à faire faillite. Nous l'avons dit dans le temps, la loi des faillites fut un désastre pour notre province. Nous étions mieux avec l'ancienne loi de cession de biens. Avant l'adoption de la loi fédérale, rares étaient les cultivateurs qui faisaient faillite. Mais la loi fédérale les incite maintenant à se défaire de leurs dettes. Elle invite les gens à faire faillite dès qu'ils ne peuvent pas respecter leurs engagements.

Le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) avait demandé, dans son discours, si notre province était plus prospère. "Sommes-nous plus prospère?" En 10 ans, nous avons augmenté nos revenus de \$14,000,000 à \$40,000,000. Quelle autre province en a fait autant? L'opposition dit que nous ne sommes pas prospères parce que les municipalités et les corporations scolaires ont plus de dettes qu'avant. Est-ce la faute du gouvernement? Qu'est-ce que le gouvernement a à faire à ce sujet? On nous dit que leur passif est augmenté. Qu'est-ce que le gouvernement a à y faire? Voyons si les municipalités sont si peu prospères que cela. Elles ne sont pas dans un état aussi pitoyable qu'on le dit. En 10 ans, les recettes ordinaires des municipalités sont passées de \$51,000,000 à \$111,000,000; les recettes des villes ont été augmentées de \$40,000,000 à \$91,000,000 et celles des municipalités rurales de \$4,500,000 à \$10,000,000.

Les recettes des corporations scolaires sont passées de \$11,000,000 à \$21,000,000, et leur actif a été augmenté de \$65,000,000 à \$92,000,000, tandis que les recettes des municipalités ont fait un bond de \$95,000,000 à \$213,000,000. Et les compensations bancaires sont aussi un indice de la situation financière d'une province et de sa prospérité. En cinq ans, les compensations bancaires, dans la cité de Montréal, sont passées de cinq billions de dollars à huit billions. Dans la cité de Québec, elles ont été augmentées de \$289,000,000 à \$375,000,000.

Regardons maintenant du côté de nos mines. Nos amis d'en face savent-ils qu'en 1929, le rendement de nos mines a été augmenté de 28 %? Savent-ils que la valeur des récoltes de nos cultivateurs pour cette même année a augmenté de \$27,000,000? En effet, en 1928, les récoltes dans notre province avaient une valeur de \$130,000,000 et, en 1929, elles eurent une valeur de \$157,000,000. C'est une augmentation de \$27,000,000 et nos adversaires crient à la famine et au désastre! Le développement industriel, aussi, a été très considérable. Savent-ils que les actifs de la Quebec Power Company en cette bonne vieille ville de

Québec se chiffrent à \$32,000,000, que la compagnie a transporté 20,000,000 de passagers, et aussi que le nombre de touristes au Québec est passé de 125,000 à 756,000 en 10 ans?

Une lettre circulaire des directeurs du Quebec Power à leurs actionnaires montre que la cité de Québec fait des progrès constants et prend une grande expansion. La Quebec Power est une subsidiaire du Shawinigan Water & Power. Le chef de l'opposition, ajoute-t-il, connaît les directeurs du Shawinigan Water & Power: il va les voir parfois...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre est-il jaloux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Nous n'y allons pas dans le même but.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Je ne suis pas allé les voir...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si le chef de l'opposition dit non, j'accepte sa parole, mais je lui dirai que les langues marchent vite. Mon Dieu que les langues parlent!

Je soulignerais maintenant les progrès réalisés par l'industrie du papier. En 1926, la valeur de la production du papier était de \$64,000,000 et en 1928, elle était de \$84,000,000. Les membres de l'opposition savent-ils que notre production de pulpe est passée de 830,000 tonnes à 2,018,000 tonnes<sup>3</sup> dans la même année, que notre développement hydroélectrique est plus avancé que celui de l'Ontario et qu'on a versé en salaires, dans cette province, \$60,000,000 de plus qu'en 1919?

En 1918, les forces hydrauliques développées dans le Québec étaient de 905,000 chevaux-vapeur et, en Ontario, de 981,000 chevaux-vapeur. En 1918, nous avons développé 2,390,000 chevaux-vapeur, alors qu'Ontario n'avait que 1,900,000 chevaux-vapeur<sup>4</sup>. Nous avons 900 chevaux-vapeur par tête, contre 590, en Ontario. Et, par ces développements les salaires des ouvriers ont atteint le chiffre de centaines de millions. Seulement en 1929, les ouvriers ont reçu \$60,000,000 de plus qu'ils recevaient en 1920.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des taxes. Ah, les taxes! Nos adversaires nous reprochent d'être un vieux parti. Mieux vaut, M. l'Orateur, être un vieux parti qu'un jeune chef.

(Rires)

Quand on est un vieux parti, on peut mieux se souvenir du passé, du temps où les conservateurs

étaient au pouvoir. Les vieux se rappellent encore de jours bénis où les bleus étaient au pouvoir. Le jeune chef de l'opposition a dû faire une étude de cette période alors qu'il était libéral et c'est peut-être cette étude qui l'avait dirigé vers le libéralisme. Voyons ce qu'il en est exactement de ces taxes en évoquant, puisque nous sommes un vieux parti, le régime de nos amis conservateurs. Messieurs, elles sont les mêmes depuis des années, et l'honorable chef de l'opposition a omis de nous dire qui les a instituées.

Passons-les en revue. La taxe sur les successions, qui l'a imposée? Ce sont les conservateurs qui l'ont imposée et elle était très élevée. C'est le Parti libéral qui l'a réduite et qui le fera encore cette année. L'honorable trésorier de la province (M. McMaster) vous dira dans quelques jours que nous avons décidé d'exempter les successions de \$25,000, en accordant des avantages aux collatéraux et en enlevant tout droit sur les legs faits aux hôpitaux, aux couvents, aux collèges, aux institutions religieuses. Il est vrai que nous allons perdre de bons revenus, mais nous croyons qu'une saine gestion saura compenser toute perte. La taxe des successions n'atteindra pas les petits. Cela signifie une forte diminution que nos revenus nous permettent de faire maintenant.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'est une taxe critiquée par les rouges?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une taxe juste qui existe partout. Qui a imposé les taxes sur les transferts immobiliers? La taxe sur les mutations de propriétés, ce sont les bleus qui l'avaient imposée. Ils l'ont abolie la veille des élections, mais ça ne les a pas empêchés de se faire battre. Qui a imposé des taxes aux médecins, aux notaires, aux dentistes, aux arpenteurs, à tous les professionnels? Ce sont les bleus. Qui a imposé les taxes sur les corporations commerciales? Les conservateurs! Qui a imposé une taxe pour l'entretien des aliénés? Les conservateurs! Qui a imposé une taxe pour le renouvellement des hypothèques? Les conservateurs! Bref le chef de l'opposition a oublié de dire que la plupart de ces taxes avaient été imposées par les conservateurs.

L'honorable chef de l'opposition n'a pas dit ça. Il nous a dit: "Vous taxez les autos." Nous avons imposé des taxes. Mais allons-nous dire maintenant que, dans notre province, les automobiles circuleront sur nos routes sans payer de taxes; allons-nous dire que les taxes sur les paris mutuels et sur la gazoline doivent être enlevées? Les libéraux avaient ajouté

quelques taxes, mais personne ne voudrait leur disparition.

On dit que nous avons taxé les municipalités pour la voirie. C'est faux. Nous avons avancé de l'argent aux municipalités à 3 %, puis nous avons réduit cet intérêt à 2 %. Puis nous avons fait ce que seule la province de Québec a pu faire, nous avons pris à notre charge l'entretien de tous les grands chemins. Nous chargeons quelques sous de plus par gallon de gazoline, mais en retour, nous entretenons les chemins gratuitement. Nous recevons davantage d'une main, M. l'Orateur, pour mieux donner de l'autre.

Nous prélevons plus que nos prédécesseurs. Mais, M. l'Orateur, que l'on regarde donc ce que nous rendons au peuple. Voyons ce que nos amis les conservateurs donnaient en 1896 et ce que nous donnons à la province aujourd'hui. Voici un petit tableau, qui est clair.

	<i>Conservateurs 1896</i>	<i>Libéraux 1929</i>
Administration de la justice.....	\$475,000	\$2,500,000
Instruction publique...	370,000	3,500,000
Agriculture et colonisation.....	286,000	3,500,000
Charités.....	43,000	2,500,000
Travaux publics .....	156,000	1,900,000
Terres et Forêts .....	260,000	2,160,000

Et, dans ce temps-là, on ne faisait rien pour les ponts, la voirie, l'hygiène, les universités et les mines. On sait ce que nous donnons.

Les conservateurs avaient aboli la pension des employés publics. Nous l'avons rétablie sur une base généreuse et nous avons donné à nos fonctionnaires une assurance de groupe de \$1,000 par employé, dont le gouvernement paie entièrement la prime<sup>5</sup>.

L'honorable chef de l'opposition se scandalise parce qu'il y a des ministres qui sont directeurs de compagnies. J'ai consulté les Statuts, section 69 du chapitre 3, et je me suis rendu compte qu'il n'y a rien dans la loi qui le défend. Elle est formelle. Le jeune chef de l'opposition, avant de critiquer le gouvernement, aurait dû lire notre loi qui détermine les principes de la représentation de l'Assemblée législative. Que dit cette loi? Elle dit qu'un député de la Chambre peut faire partie de compagnies, pourvu que celles-ci ne transigent pas avec le gouvernement dans l'exécution de travaux publics. Un député ou un conseiller législatif ne peut être actionnaire d'une

compagnie qui a un contrat avec le gouvernement pour travaux publics. Il peut être actionnaire de n'importe quelle compagnie. C'est la loi.

Qui nous a donné cette loi? J'ai eu la curiosité de regarder en arrière et j'ai constaté que c'est une loi qui date de 1888, et le chef de l'opposition sera très surpris, et nos amis de la gauche probablement scandalisés, d'apprendre que cette loi fut proposée et présentée à la Chambre des députés par M. Taillon, un ancien chef conservateur. Telle qu'elle est, la loi est bonne.

Est-ce aussi mal qu'on le dit d'être directeur de compagnie et ministre? Un homme qui a joué un rôle dans son pays et dans le monde, et dont l'opinion vaut peut-être celle de certains politiques de l'autre côté de la Chambre, fut appelé à se prononcer à ce sujet. C'est Lord Balfour, un conservateur. Un jour qu'il était attaqué à la Chambre des communes parce que, dans son cabinet, il y avait des directeurs de compagnies, il déclara:

"Dites tant que vous voudrez que cette motion a été faite dans l'intérêt de l'intégrité commerciale, elle aura un effet tout opposé à son intention. Répandre à l'étranger l'idée qu'un homme déroge à l'honneur, s'il voue son travail à la direction de compagnies publiques, est la pire chose que vous puissiez faire dans l'intérêt de ce grand pays commercial. Personne n'a songé qu'il valait la peine - je regrette de l'avouer - de me demander de devenir directeur d'une compagnie, mais je vous assure que je considérerais comme un beau compliment que la demande me fût faite par une compagnie honorable. Dans l'intérêt public, je m'oppose fortement à cette motion qui veut qu'un homme ait mal agi, qu'il ait accompli une action dont il faut rougir un peu, quand il a accepté la responsabilité d'aider à une grande corporation publique à accomplir une œuvre dont dépend, remarquez-le bien, la prospérité du pays. Je ne puis imaginer usage plus honorable du cerveau et de l'énergie départis par la Providence à un citoyen de ce pays que de les employer à une œuvre aussi bonne."

En leçon de dignité parlementaire, Lord Balfour en vaut bien d'autres. Parce qu'un homme est appelé à faire partie du cabinet, faudra-t-il qu'il renonce à se mêler aux affaires, à prendre part à l'expansion industrielle et commerciale de sa province, de son pays? Faut-il dire que, dans notre bonne province, un membre du gouvernement ne puisse s'occuper d'affaires et prendre part au développement commercial ou industriel? Mais M. l'Orateur, les ministres du gouvernement ne seront pas toujours à ces bancs. Ces hommes ne

seront pas toujours ministres. Croit-on que le traitement qu'on leur donne leur permet de se faire des rentes pour pouvoir couler sans inquiétude leurs jours quand ils ne seront plus ici? Nous avons droit, nous aussi, de penser à nos vieux jours.

Je n'ai aucune hésitation à dire à mes collègues: "Si on vous offre d'entrer dans des compagnies honorables comme directeurs, allez-y, prenez part à l'expansion industrielle et commerciale de notre province; vous apporterez votre expérience, votre connaissance de la politique et vous serez en mesure de rendre des services..."

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Le trésorier de la province ne parlerait pas de même. Il a dit le contraire. Il est bien mal parti.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Lorsqu'il siégeait à Ottawa, l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) s'est prononcé contre le fait que des ministres puissent occuper des postes de directeurs. Il a droit à son opinion, mais je ne la partage pas. Je donne mon opinion librement. Chacun est libre de la sienne. Je me demande si vous ne pensez pas comme moi. Il y a longtemps que l'on reproche aux ministres d'être directeurs de compagnies. Mais lorsque nous avons proposé d'augmenter le traitement des ministres et des députés, les membres de l'opposition ont voté contre cette proposition. Ils ont accepté cependant l'augmentation. En Ontario, on propose actuellement de donner \$10,000 aux ministres et de mieux rémunérer les députés. Mais croit-on que ces traitements assurent des rentes à celui qui se donne à la vie politique?

Permettez-moi de dire aux membres de l'opposition qu'ils n'ont pas le droit de reprocher à des ministres d'occuper des postes de directeurs. Qu'ont-ils jamais fait à part se plaindre? On a fait bien du bruit, mais on n'a jamais démontré que cette situation coûte le moindre dollar à la province. On dénonce les ministres directeurs de compagnies, mais on n'a jamais rien prouvé contre eux. Personne ne saurait nous reprocher de prévoir pour l'avenir et de travailler à mettre notre vieillesse à l'abri des dangers.

Mais ce que je puis vous dire, c'est que le jour où un ministre retirera un sou illégalement comme directeur de compagnie, je l'inviterais à donner sa démission. Qu'on vienne me dire qu'un de mes collègues, directeur d'une compagnie, a fait des transactions qui ont fait perdre une piastre à notre province, et je lui demanderai immédiatement sa

démission. Mais, depuis des années, on reproche au gouvernement le fait qu'il y a des ministres qui sont directeurs de compagnies et l'on en est encore à nous citer une seule transaction où, à cause de cela, la province ait perdu un sou. Je suis encore à attendre l'opposition sur ce point.

L'opposition avait accusé le gouvernement d'avoir enlevé aux propriétaires trois chaînes autour des lacs. Vieux parti, jeune chef. C'est en 1884 que M. Flynn, un conservateur, alors commissaire des Terres, dans une ordonnance, constituait cette réserve des trois chaînes. Et l'opposition vient parler de gouvernement voleur? Mais, c'est M. Flynn qui a imposé cette réserve, en 1884, il y a de cela 45 ans.

Jeune chef! Vieux régime! A-t-on trouvé l'auteur de la bombe?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Écoutez!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'an dernier, à peu près à cette même époque, en entrant dans mon bureau, le soir, je trouvais un bâton de dynamite caché derrière la porte. Les experts disent que si la porte avait écrasé ce bâton de dynamite ou que si j'avais mis le pied dessus, la cartouche pouvait partir, et je ne serais plus ici aujourd'hui.

Nos amis de l'opposition, en Chambre et dans les élections dans toutes leurs assemblées, sur les tribunes politiques, ont fait des gorges chaudes à ce sujet. Pourquoi? Cet attentat était-il prémédité? J'espère que personne ne voulait attenter à mes jours, qu'on voulait tout simplement me jouer un mauvais tour. Mais pourquoi faire des gorges chaudes là-dessus? Pourquoi ridiculiser cet incident? Pourquoi tenter d'en faire porter le blâme à la police provinciale? A-t-on retrouvé l'auteur de la bombe, demande l'opposition. Le chef de l'opposition a l'air de croire que la police provinciale aurait dû trouver l'auteur de l'attentat. Jeune chef!

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)** dit quelques mots.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons fait des recherches très actives et nous avons découvert qui était l'auteur de l'attentat. Je n'en dirai pas plus. Il aurait pu être fatal. Remercions Dieu qu'il ne l'ait pas été.

Le chef de l'opposition doit se rappeler que le baron, Lord Atholstan, a sauté un soir. A-t-il trouvé le coupable? A-t-il trouvé les auteurs de la bombe qui l'avaient menacé? L'honorable chef de l'opposition a-t-il cherché à retrouver les coupables de cet

attentat? Peut-être que le chef de l'opposition était moins intéressé alors à faire des recherches. Il était libéral alors...

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Non. Jamais, c'est faux!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était avant...

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Pas avant, ni après... Jamais je n'ai été libéral!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, tant mieux pour le Parti libéral.

(Rires et applaudissements)

Pourquoi faire des gorges chaudes? Nous avons probablement découvert l'auteur... Mais, je n'en dirai pas plus à la Chambre...

Et l'affaire Renaud. On en a beaucoup parlé. Renaud était un bagnard qui avait été condamné plusieurs fois au pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul, où il donna des exemples de bonne conduite. Il donna des renseignements précieux au préfet du pénitencier. Ça se fait souvent. S'il fallait discuter les choses de la police en public, j'y renoncerais. Ottawa a libéré Renaud. Il a été libéré sur un "ticket of leave", à condition d'être à la disposition d'un de nos détectives, comme "stool pigeon". Il est venu à la police provinciale. Par ces informations, nous avons découvert les auteurs de deux hold-ups, de plusieurs vols, dont quelques-uns commis à Québec même. Grâce à lui, nous avons arrêté l'auteur d'un attentat commis à la Banque Canadienne Nationale à Charlesbourg; grâce à lui, nous avons arrêté les auteurs d'un attentat commis à la Caisse d'économie de Saint-Malo; nous avons aussi, grâce à lui, arrêté l'auteur d'un vol commis dans un magasin de fourrures à Québec, et nous avons retracé la receleuse de marchandises volées à Montréal.

On dit que l'emploi des informateurs est indigne du procureur général. La chose n'a rien de nouveau et se fait dans tous les pays civilisés. Tout le monde sait que les "stool pigeons" sont employés dans toutes les polices du monde. L'été dernier, nous avons nommé un avocat distingué de cette province, M. Lalonde, comme directeur de la Sûreté provinciale à Montréal. M. Lalonde est allé étudier les systèmes de police à Paris, à Londres, à Bruxelles et en Suisse. Il a constaté que tous les pays emploient des informateurs. C'est le seul moyen dans bien des cas de retracer les criminels. L'honorable chef de l'opposition doit savoir qu'il y a des "stool pigeons"

dans la police de Montréal. Les bandits qui avaient volé la Banque Canadienne Nationale, qui avaient commis un meurtre et ont été pendus ont été arrêtés grâce à un "stool pigeon".

Et ceux que nous avons arrêtés par l'entremise de Renaud ont plaidé coupable. Ils n'étaient pas obligés de le faire. Ils ont eu des procès et ils ont plaidé coupable. Je ne révèle aucun secret de la police en disant à cette Chambre que le meurtrier de M. Ward dans le village de Richelieu a été arrêté à Montréal grâce à un "stool pigeon." Je pense que si mon bon ami, le chef de l'opposition, fait son enquête, il verra que ce système est couramment utilisé par la police de Montréal. Le chef de l'opposition, en sa qualité de maire de Montréal, doit certainement comprendre quelque chose aux méthodes policières. Je ne défends pas Renaud, mais plutôt les méthodes et les actions de la police provinciale.

On dit que Renaud était constable. Il ne l'a jamais été. Il était "stool pigeon". Je tiens à le dire. Ni le lieutenant-gouverneur en conseil, ni le procureur général ne peuvent nommer les constables sauf ceux que nous avons ici. C'est un juge ou un magistrat qui nomme les constables. Renaud n'a jamais été nommé.

Quel avenir est réservé à Renaud à la suite de sa dénonciation? Je ne sais. Mais lorsque les auteurs du vol de la Banque d'Hochelaga à Montréal, Serafini, Morel, Valentino, Tony Frank et les autres furent arrêtés, ils avaient été dénoncés par Nieri. Celui-ci fut libéré, il est retourné dans son pays où il trouva une mort tragique assassiné.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Qu'en est-il de la police? Il ne faisait pas partie de la police. Il n'était pas employé par le gouvernement et la ville de Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Qu'est-ce que vous en savez... Je ne vous le dirai pas. Non. Je ne ferai pas la police en cette Chambre. C'est dans mon bureau que je le ferai, sinon je passerai la charge à un autre...

On saisit facilement la pensée du procureur général. Serait-il dans l'intérêt de la population que celui-ci mît devant la Chambre les moyens que prennent les détectives pour rechercher les criminels? Ce serait par le fait même indiquer à ceux-ci quels moyens prendre pour échapper à la justice.

M. l'Orateur, lorsque le chef de l'opposition a été élu chef de son parti, on lui a offert un banquet à Montréal, cette fameuse mobilisation de fourchettes, et il a prononcé un discours. Il a eu l'obligeance de

parler de moi... Il a dit les pires injures. Il a dit que le premier ministre, fils de juge, petit-fils de juge, neveu de cardinal, commandant de la Légion d'honneur, avait été pris à fausser la *Gazette officielle* et pris la main dans le sac comme un simple voyou... S'il était ici, je lui ferais sauter sa rosette.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** C'était après le discours du premier ministre dans Sainte-Marie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ni Chapleau, ni de Boucherville, ni Flynn, ni Taillon, ni Tupper, ni Macdonald, ni les autres chefs du Parti conservateur sont arrivés au pouvoir par l'injure... Ils n'auraient pas tenu pareil langage.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'étaient des gentilshommes...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pourquoi L'honorable chef de l'opposition a-t-il prononcé ces paroles? Parce qu'un employé a fait une erreur dans la *Gazette officielle* que nous avons corrigée dans le numéro suivant et qui n'a eu aucune conséquence, comme l'a relevé mon collègue des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Et c'est pour cela qu'on se fait dire: "Il s'est fait prendre la main dans le sac comme un voyou." Pour une simple erreur, tenir ce langage! Cette attaque témoigne des tactiques de l'opposition. Le régime libéral était apprécié des citoyens de cette province et ils ont voulu montrer leur appréciation en suivant la devise du Québec, "Je me souviens".

Je n'ai pas peur de l'honorable chef de l'opposition et jamais je n'aurai peur de le rencontrer face à face. Mais de toutes les nombreuses remarques insultantes qu'il a faites à mon égard, il y en a une qui m'affecte particulièrement.

Après une dure journée de labeur, quand on a donné le meilleur de son travail et peut-être un peu de sa santé pour sa province, quand on croit rencontrer un adversaire loyal, rien n'est plus pénible que de s'entendre dire: "J'espère que Taschereau est au radio et écoute ce que je vais déclarer... s'il était ici, je lui ferais sauter sa rosette..." Il est vrai qu'après une longue journée de travail, j'étais aux écoutes. Et j'ai entendu l'honorable chef de l'opposition. Il a prononcé des paroles qui m'ont touché profondément. Dans la vie publique, nous nous attendons à recevoir des coups. Nous savons qu'il y a des amertumes. Mais il y a des choses que l'on ne peut vraiment entendre sans s'émouvoir.

Souvent, nous avons voulu garder bien étroits les liens qui nous unissent à la France. Lorsque les grands généraux de France, Foch, Joffre, Fayolle sont venus nous voir, nous les avons reçus avec enthousiasme. Lorsque les Pèlerins de France sont venus solliciter pour l'Ossuaire de Verdun, notre province a fait sa part. Elle a fait sa part aussi pour le relèvement du franc. M. l'Orateur, vous le savez, pendant la guerre, nous avons reçu des missionnaires qui sont venus nous demander de les aider à supporter le fardeau qui pesait sur notre ancienne mère patrie.

Nous avons fait une bien faible part, mais nous avons essayé de témoigner, de diverses façons, notre affection à la France. Et la France, pas pour moi certes, la France qui a un peu le motto de la province de Québec "Je me souviens", a voulu montrer sa gratitude envers notre province et on m'a accroché sur la poitrine la rosette de la Légion d'honneur que voici.

(Applaudissements soutenus)

Le chef de l'opposition rit. Cela me rappelle l'histoire de l'institutrice qui avait demandé à un élève "Qu'est-ce que l'hypocrisie?" Et l'élève de répondre: C'est quand un petit garçon rit et qu'il n'en a pas envie. Ce n'est pas moi que la France a voulu honorer, c'est notre province.

Le geste de la France, ce n'était pas pour moi, mais c'était un hommage au Canada français qui aime la France et veut lui rester attaché. Mais le chef de l'opposition a dit: "S'il était ici je lui ferais sauter la rosette..."

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Pas d'insinuation...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voulez-vous que je lise vos propres paroles? Je vais lui lire son discours. Le chef de l'opposition a dit: "S'il était ici, je lui ferais sauter sa rosette".

**Des députés ministériels** murmurent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition rit. Je sais qu'il n'a nulle envie. M. l'Orateur, parfois pour me reposer, quand j'ai quelques loisirs, le soir, je lis Victor Hugo... Permettez-moi de vous en lire un passage.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Le premier ministre devrait lire Napoléon le petit...

**M. l'Orateur:** À l'ordre, à l'ordre!

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je peux passer au chef de l'opposition un rapport sur les asiles d'aliénés que j'ai ici.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je disais donc que je lis Victor Hugo...

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Votre place y est retenue... Elle vous attend.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La vôtre est prête...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable chef de l'opposition veut bien me permettre, je n'en ai plus que pour quelques minutes. En lisant *Châtiments* de Victor Hugo, j'en viens à croire qu'un pays, un homme, qu'un parti a son châtement. Hugo, qui n'aimait pas Napoléon, nous le montre après la campagne de Russie. C'est la désastreuse retraite de Russie et Napoléon, sentant son empire crouler, interroge les cieux en présence de ses armées décimées: Est-ce le châtement? Et les voix qui arrivent à son oreille de répondre: "Non". Lors donc, Napoléon continue sa retraite, va à l'île d'Elbe, tente de nouveau la destinée et voit ses espérances crouler, et alors interrogeant la destinée, il demande au milieu de la tempête, dans le fracas du canon et de la mêlée: "Est-ce là enfin le châtement? Et au milieu du fracas de la bataille, la voix répond: "Non."

À Sainte-Hélène, le géant broyé dit que la mesure est comble. Napoléon devant les flots amers qui viennent battre les rives escarpées demande: "Est-ce enfin le châtement?" "Pas encore" de répliquer la voix<sup>6</sup>. Et Hugo continuant son rêve arrive au 8<sup>7</sup> brumaire et représente la foule qui veut faire de Napoléon un écuyer carnavalesque et un histrion... C'était le châtement! Et alors l'empereur aperçoit son neveu Napoléon III, dans une vision et c'est l'expiration. Je laisse à la Chambre le soin de dire si l'histoire se répète... L'expiration du Parti conservateur sera d'avoir le chef de l'opposition actuel<sup>8</sup>!

(Applaudissements soutenus)

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Je n'ai pas l'intention de retenir l'attention de cette Chambre longtemps mais, bien que la discussion ait été longue et intéressante, il reste quelques points dont je voudrais parler avant que vous quittiez votre fauteuil, M. l'Orateur. J'ai certaines affirmations à relever.

Je remercie le chef d'opposition d'avoir bien voulu m'envoyer une copie de ses critiques, étant donné qu'il m'était parfois difficile d'en saisir toute la portée.

L'honorable député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) a insinué que j'avais suggéré que les députés de l'opposition<sup>9</sup> étaient incapables de comprendre les chiffres impliquant de grosses sommes, par suite de la manière dont ils étaient présentés. Je n'ai fait aucune déclaration de ce genre. Mon intention n'a pas été de présenter des montants incompréhensibles. En fait, les chiffres sont toujours difficiles à suivre. Je crois, en conséquence, qu'il convient de les simplifier et de les exposer avec le plus de clarté. Si tous les membres de cette Chambre étaient des Rockefeller ou des Morgan, il faudrait encore simplifier les choses autant que possible. En donnant ces chiffres, je n'ai pas songé seulement à la Chambre, mais à toute la province, et le fait que les membres de l'opposition ont mal interprété ces chiffres est la meilleure preuve de ce besoin de simplifier les choses. Ce n'est pas chose facile pour le trésorier provincial, car il parle non seulement aux honorables députés de cette Chambre, mais à toute la province. On a présenté du budget plusieurs exposés erronés, et si l'on en croyait les députés de l'opposition, mon surplus équivaldrait à zéro. Heureusement, je ne suis pas obligé d'accepter leur point de vue aussi remarquable que variable.

Nous avons entendu le député de Montréal-Dorion (M. Blain) déclarer qu'il n'y avait pas de surplus, mais un déficit de quelque \$720,000; un autre a prétendu que la dette flottante était le déficit réel, c'était, je crois, le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'honorable ministre me permettra-t-il une question?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Certainement

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Est-ce que l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) a vu l'article paru le 28 janvier dans l'*Ottawa journal*, juste après celui dont le premier ministre a parlé cet après-midi?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Non, mais j'ai entendu parler d'un journal qui a changé et s'est contredit, commençant par dire que tout allait bien et finissant par dire que tout allait mal. Ce journal avait d'abord fait un éloge du budget, mais l'avait critiqué dans la suite. Il avait raison la

première fois et tort, la seconde. Il a d'abord été juste, mais il s'est trompé la seconde fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que pense le trésorier de la province de la déclaration du premier ministre sur la loi des faillites votée par le trésorier provincial et ses amis à Ottawa, à l'effet que cette loi avait été néfaste aux cultivateurs de la province de Québec?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Je ne veux pas être discourtois, mais je préfère ne pas répondre à la question, car il ne s'agit pas de cela, en ce moment.

L'honorable député de Verdun nous reproche la perte du Labrador. Mais cette province n'était pas partie à cette instance, et les avocats représentant la province se sont occupés des brefs seulement, bien qu'ils aient été prêts à aider les avocats conseil pour le dominion du Canada. La question du Labrador ressortait du gouvernement fédéral et du gouvernement de Terre-Neuve, et l'un des avocats était l'honorable C.-J. Doherty, ministre de la Justice dans le cabinet Borden, en face duquel j'avais l'honneur de siéger à Ottawa, lorsque j'étais membre de la loyale opposition de Sir Wilfrid Laurier il y a plusieurs années.

Mais qu'est-ce qu'un surplus? C'est la différence du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires. J'ai parlé à un de mes vieux amis sur la manière de l'opposition d'envisager la situation, et il m'a simplement répondu: "Ils parlent de même depuis la Confédération". Dans la discussion de nos affaires, le député de Montréal-Verdun, sans doute animé des meilleures intentions, s'est basé pour tirer ses conclusions sur les opérations au comptant et pour démontrer que les dépenses étaient supérieures aux revenus. Mais il a paru oublier que nous avons dépensé \$5,000,000 au compte capital. Il semble avoir oublié les bases mêmes de toute comptabilité. Je prétends, M. l'Orateur, que notre surplus est réel et l'état des finances de la province n'a jamais été meilleur, selon moi.

Nos amis de la gauche ont prétendu que nous n'avions pas de surplus parce que la dette a augmenté. Plus précisément, mon ami, le député de Maisonneuve (M. Tremblay) qui a une façon géniale et aimable de dire les choses les plus désagréables et les moins exactes, a dit que la dette publique en 1901 était de \$25,000,000, alors qu'aujourd'hui elle est d'environ \$56,750, et il se demandait comment il pouvait y avoir des surplus tandis que la dette augmentait. Je regrette que le député de

Maisonneuve ne soit pas présent pour tirer profit des remarques, mais il est parfaitement possible qu'une compagnie ou un individu ou un gouvernement puisse avoir des surplus et augmenter sa dette.

Prenant un cas hypothétique, il observe qu'une personne partant en affaires pourrait emprunter \$10,000, avoir un surplus de \$2,000 à la fin de l'année, réinvestir ce surplus dans sa compagnie et emprunter un autre \$10,000. Ainsi, à la fin de sa deuxième année d'activités, son surplus pourrait être de \$4,000, mais sa dette de \$20,000.

C'a été le cas du Pacifique Canadien, par exemple, une compagnie dont les voies ferrées passent à travers une des plus belles et anciennes villes de la province, Trois-Rivières, dont l'hôtel de ville a été saisi, en l'absence de son député à Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est parce qu'on y accorde trop d'exemptions fiscales.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** À tout événement, le Pacifique Canadien a fait de l'argent chaque année; cependant sa dette a augmenté.

Il en a été de même pour la Bell Telephone Company. Ces compagnies et toutes les grandes compagnies ont des surplus, et cependant, ils augmentent leurs dettes pour poursuivre leurs opérations.

Le plus fort argument contre la prétention que la province est en pire état qu'il y a 30 ans, a été la proportion du revenu affectée à la dette. La part du revenu annuel affectée au paiement des intérêts sur la dette provinciale est un des signes les plus manifestes de la prospérité du Québec. En 1901, alors que la dette était de \$29,000,000<sup>10</sup>, non \$25,000,000 comme a dit le député de Maisonneuve, le revenu était de \$4,500,000 et, sur ce montant, il fallait affecter \$1,364,000 pour les intérêts et le fonds d'amortissement soit: 30 % du revenu et laisser 2.17 % pour le fonds d'amortissement soit 33 %. L'an dernier, avec une dette nette de \$56,751,141 et un revenu de \$40,000,000, l'intérêt et le fonds d'amortissement formaient moins que sept cents sur chaque piastre de revenu, auxquels on ajoutait 5 % pour les frais liés au fonds d'amortissement, pour un total de \$12 seulement contre \$33, il y a une trentaine d'années. En plus, il était possible de mettre de côté un million de dollars de revenu pour la réduction de la dette.

Il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. J'espère que les membres de

l'opposition finiront par ouvrir leurs yeux à la lumière des connaissances, parce qu'il me semble que ce sont des gens bien raisonnables lorsqu'ils mettent de côté leurs passions et leur partisanerie.

Il (l'honorable M. McMaster) répond à l'opposition, qui a cité la dette municipale du Québec comme un exemple d'extravagance, en disant qu'il est aussi ridicule pour l'opposition de parler uniquement de la dette qu'il serait ridicule pour un vérificateur de regarder les dettes d'une entreprise pour ensuite filer, sans s'attarder aux autres aspects de sa situation financière. Les sommes dépensées par les municipalités servant très souvent à faire des améliorations qui durent de 30 à 50 ans, dit-il, il n'y a là aucune raison de s'alarmer.

La dette scolaire, poursuit-il, a été contractée pour une bonne cause: si elle s'élève à \$26,500,000 au terme des huit dernières années, de ce montant, pas moins de \$25,000,000 ont servi à construire et à réparer des bâtiments scolaires. Toutes les autres dépenses, dit-il, ont été financées à l'aide du revenu ordinaire, pratique saine selon les principes généralement reconnus.

Le député de Montréal-Verdun a déclaré que la dette municipale et la dette scolaire a atteint en 10 ans, la somme de \$165,000,000. Mais il n'a rien dit de l'actif de ces corporations. Car il faut songer que les écoles, les édifices municipaux étaient un actif intéressant et qui ne peut être payé à même le revenu ordinaire. En tout cas, on ne peut en tenir la province responsable. Il n'en reste pas moins que les dettes de ces corporations ne sont pas imputables à la province. Je ne partage donc pas l'opinion des membres de l'opposition au sujet des responsabilités des municipalités et des commissions scolaires, car ils ont vu seulement un côté de la médaille. Si les responsabilités ont été plus grandes, les revenus ont augmenté en conséquence.

En plus, entre autres plaintes, le chef de l'opposition nous a fait d'amers reproches parce que l'an passé, 15 ou 20 chars de concombres ont été introduits dans la province de Québec, et l'opposition a crié à la faillite de notre province. Devrait-on chasser du pouvoir le Parti libéral pour quelques voyages de concombres?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Répondez-vous pour le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron)?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Non, je réponds pour moi-même, et je puis déclarer au chef honoraire de l'opposition que ce n'est pas

l'entrée de quelques concombres dans la province de Québec qui, d'ici longtemps, nous fera descendre du pouvoir. Le gouvernement ne sera pas renversé pour un char de concombres<sup>11</sup>!

(Applaudissements soutenus)

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **En comité:**

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On continuera la semaine prochaine et on s'occupera d'abord du budget du ministère des Terres et Forêts.

#### **Animaux sauvages vivant en captivité**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. McMaster), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 modifiant la loi de la chasse relativement aux animaux sauvages vivant en captivité.

Adopté.

#### **Loi des asiles d'aliénés**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 21 modifiant la loi des asiles d'aliénés soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 78 autorisant la vente d'un certain immeuble donné à Arthur Fredette par Gédéon Fredette, père;
- bill 102 concernant University Club of Montreal;
- bill 106 constituant en corporation l'Oeuvre Notre-Dame-du-Bon-Conseil, à Québec;
- bill 134 constituant en corporation The pension fund society of the Royal Trust Company;
- bill 138 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 105 modifiant la charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur;
- bill 109 concernant Anglo Canadian Insurance Corporation, Limited.

#### **La congrégation du Très Saint-Rédempteur**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 modifiant la charte de la congrégation du Très Saint-Rédempteur. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Anglo-Canadian Insurance Corporation**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 concernant Anglo-Canadian Insurance Corporation Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Quebec & Western Railway Company**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 92 modifiant la charte de la Quebec & Western Railway Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Emprunt pour la construction d'une église à La Tuque**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 97 autorisant les syndics de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église dans ladite paroisse.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Grant (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **La Tuque, règlement no 188**

**M. Grant (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 ratifiant le règlement no 188 de la ville de La Tuque.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Grant (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Rhéaume, vente d'immeuble**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 concernant la vente d'un immeuble de la succession Rhéaume.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Select Mutual Insurance Company**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 132 constituant en corporation la Select Mutual Insurance Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement, mais avec un changement au titre.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession Joseph Masson**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 ratifiant certains actes de vente par les exécuteurs testamentaires de la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **S. A. Robinson**

**M. Thurber (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Stewart Alton Robinson à la pratique de la chirurgie dentaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thurber (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 11 heures du matin.

La séance est levée à 5 h 35.

### NOTES

1. *Le Nouvelliste* précise que le sénateur Smeaton White, président de *The Gazette* prend place sur le parquet de la Chambre, à droite du fauteuil présidentiel.

2. *La Patrie*, à la page 2, et *La Presse*, à la page 3, du 14 février 1930 rapportent que M. Taschereau dit que "l'auteur de l'article est Sir James Langfield, ancien ministre dans le cabinet Meighen". Or, il n'y a pas eu à l'époque de députés fédéraux du nom de Langfield. M. Taschereau parle d'un ancien ministre conservateur, M. Lougheed, un peu plus loin dans son discours. Toutefois, il n'est pas l'auteur de l'article, puisqu'il est mort en 1925.

3. Selon *The Montreal Daily Star* du 14 février 1930, à la page 18, M. Taschereau aurait parlé de 2,600,000 tonnes.

4. Selon *La Patrie* 14 février 1930, à la page 2, M. Taschereau aurait dit: "En 1918, nos forces hydrauliques étaient de 905 chevaux-vapeur, et elles sont aujourd'hui de 1,900,000". *La Presse*, à la page 3, et *L'Action catholique*, à la page 9, du même jour rapportent les paroles suivantes: "En 1918, nos forces hydrauliques étaient de 905 chevaux-vapeur, et elles sont aujourd'hui de 2,390,000. La même année, celles de l'Ontario étaient de 981; elles sont aujourd'hui de 1,900,000".

5. Selon *Le Canada* du 14 février 1930, à la page 5, M. Taschereau dit qu'il en coûte \$125,000 pour des assurances de groupe.

6. Selon *L'Événement* du 14 février 1930, à la page 8, M. Taschereau dit: "Victor Hugo, dans ses

*Châtiments* raconte qu'après la campagne de Russie, Napoléon comprit qu'il expiait... Devant ses légions sur la neige semées: "Est-ce le châtiment, dit-il, Dieu des armées?" Alors, il s'entendit appeler par son nom. Et lorsque quelqu'un qui parlait dans l'ombre dit: "Non". Waterloo vint. Son empire fut brisé comme verre et Napoléon demanda: "Est-ce le châtiment, cette fois?" La voix lui répondit: "Non". À Sainte-Hélène, il disait enfin: "Seigneur, c'est maintenant fini, Dieu que j'implore, vous m'avez châtié!" La voix dit: "Pas encore".

7. 18 brumaire, selon *Le Progrès du Saguenay*, du 14 février 1930, à la page 1.

8. *La Tribune* du 14 février 1930, à la page 1, rapporte que le discours du premier ministre dure une heure.

9. Selon *La Patrie*, à la page 2, *L'Action catholique* à la page 9, et *La Presse*, à la page 14, du 14 février 1930, M. McMaster parle plutôt des "membres de la droite".

10. Selon *La Patrie*, à la page 2, *La Presse*, à la page 14, *L'Action catholique*, à la page 9, et *Le Canada*, à la page 5, M. McMaster parle plutôt d'une dette de \$20,000,000. Selon le discours du budget de l'année 1901, le montant de la dette nette consolidée était de \$25,022,381.05. Celui de la dette flottante était de \$1,756,770.13. Le total de la dette non pourvue était donc de \$26,779,151.18.

11. *L'Événement* du 14 février 1930, à la page 8, rapporte que le discours du trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) dure 10 minutes.



Séance du vendredi 14 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi électorale**

**M. Guertin (Hull)** demande la permission de présenter le bill 188 modifiant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
injonctions**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 187 modifiant le Code de procédure civile relativement aux injonctions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,  
articles 781 et 802**

**M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 189 modifiant les articles 781 et 802 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:****Rang de l'église  
de Saint-Bruno**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Le ministre de la Voirie a-t-il donné un contrat pour le remplissage de deux coulées dans le chemin de front du lac Saint-Jean (rang de l'église de Saint-Bruno)?

2. Dans l'affirmative, qui a obtenu ce contrat?

3. Des soumissions ont-elles été demandées?

Si oui, dans quels journaux ont-elles été annoncées et pendant combien de temps?

4. Quel prix a été accordé à l'entrepreneur?

5. Le gouvernement sait-il que ledit entrepreneur n'emploie pas pour l'exécution de ces travaux des résidents de l'endroit?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Oui.

2. Paul Tremblay.

3. Oui. Annoncées le 27 avril 1929 dans *Le Colon* et *Le Progrès du Saguenay*, pour être reçues le 14 mai 1929.

4. \$26,281.49.

5. Non.

**Plaintes au sujet  
de l'entretien des routes**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Des plaintes ont-elles été portées au ministre de la Voirie au sujet de l'entretien de la route nationale autour du lac Saint-Jean, pour mauvais état des chemins, surtout du côté nord et par qui?

2. Le ministre a-t-il fait faire les travaux demandés et, dans l'affirmative, à quelle date de la saison?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1.

Oui. Par des contribuables des cantons de Normandin et d'Albanel; par le conseil municipal du canton de Delisle et par le maire de la ville de Saint-Joseph-d'Alma.

2. L'entrepreneur a reçu instructions d'exécuter les travaux de réparations nécessaires aux dates suivantes: 5 juillet 1927, 10 mai 1929, 14 mai 1929 et 8 juillet 1929.

**Charte  
de Trois-Rivières**

**M. Frigon (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. Gauthier), que l'honoraire payé pour le bill 104 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

**Loi des  
rues publiques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 183 modifiant la loi relative aux rues publiques.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Approbation de règlements par les électeurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation, au scrutin secret, de certains règlements par les électeurs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

#### **Cour des jeunes délinquants**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Comment se fait-il que la ville de Montréal soit obligée de dépenser \$175,000?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La ville de Montréal avait d'abord été autorisée à dépenser \$200,000. Malheureusement, le nombre des jeunes délinquants est très nombreux dans la métropole et il faut un édifice plus vaste.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Le gouvernement n'est pas très généreux. La ville de Montréal représente le tiers de la population totale de la province. Il me semble que le gouvernement devrait faire sa part en l'occurrence. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas apporté sa contribution?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La nouvelle Cour des jeunes délinquants de Montréal et la nouvelle maison de détention doivent être érigées aux frais de la ville de Montréal, mais c'est le gouvernement provincial qui en assurera l'entretien et qui les dotera en personnel, en vertu d'un contrat

qui date de quelques années. L'autorisation d'emprunt supplémentaire est accordée à la ville de Montréal à sa propre demande. Un contrat est intervenu entre le gouvernement et la cité de Montréal, la ville s'est engagée à construire la maison et le gouvernement se charge de l'entretien.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je ne crois pas que la contribution du gouvernement représente grand-chose; en fait, tout ce qu'il accorde à Montréal, selon ce que je peux voir, c'est l'autorisation d'emprunter plus d'argent.

Il me semble que ce projet constitue un élément important de l'administration de la justice et je considère que le gouvernement pourrait fort bien déboursier les \$175,000, ou au moins une partie de ce montant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les tribunaux, comme la Cour de recorder et la Cour des jeunes délinquants de Montréal, ne sont pas là dans l'intérêt général de la province de Québec. Ils servent la ville de Montréal seulement.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'attitude du procureur général de la province m'étonne, car on ne doit pas oublier que Montréal compte aujourd'hui près de la moitié de la population de la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne le crois pas.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Eh bien! Montréal compte plus ou moins 1,000,000 d'habitants et la province en entier en compte environ 2,600,000. L'honorable procureur général conviendra au moins que Montréal représente un bon tiers de la population.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris, M. l'Orateur, que le gouvernement de la province ne s'intéresse pas à cette question. De deux choses l'une: ou le gouvernement s'intéresse à la Cour des jeunes délinquants de Montréal ou il ne s'y intéresse pas.

S'il s'y intéresse, il devrait alors assumer sa part des coûts. J'estime que ce tribunal existe pour le bien de toute la province, même si on n'y instruit que des causes qui surviennent dans la région de Montréal. Les fonds de la province devraient être distribués de façon juste et équitable, et j'estime que la position adoptée par le procureur général n'est pas juste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne peux que répéter ce que j'ai déjà exprimé concernant le contrat, qui date déjà de quelques années.

Ce contrat a été signé entre la ville de Montréal et la province à la demande de la ville de Montréal. L'autorisation d'emprunt de \$175,000 a également été accordée à la demande de la ville.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Chicoutimi**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 modifiant la charte de la ville de Chicoutimi.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Delisle (Chicoutimi):** La ville de Chicoutimi demande l'autorisation d'agrandir son territoire. Le projet a été approuvé par ces contribuables. Elle demande également le droit de changer la date de ses élections municipales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est très bien!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Quelle en est la raison?

**M. Delisle (Chicoutimi):** Actuellement elles ont lieu en octobre. Comme une partie de nos gens vont dans les chantiers, nous voulons que les élections aient lieu en août.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Merci. Je constate cependant qu'on nous a fait tenir des élections partielles durant cette saison.

**M. Delisle (Chicoutimi):** Est-ce pour cela que vous avez eu si peu de succès?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je me demande comment il se fait que le premier ministre ait cru bon de fixer les élections de Trois-Rivières en janvier, alors que plusieurs de nos gens sont dans les chantiers ce mois-là?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Les industries de Chicoutimi ne peuvent garder la population locale chez elle?

**M. Delisle (Chicoutimi):** C'est pour alimenter les industries que nos gens vont dans les chantiers.

Les articles 1 à 19, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte d'Outremont**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 modifiant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On nous a refusé le renvoi du bill de la Shawinigan aux bills publics. Or, le bill d'Outremont a été référé au comité à la demande du premier ministre. Ce doit être un bill bien extraordinaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La ville d'Outremont voulait charger une double taxe sur les théâtres. En vertu de la loi proposée, Outremont voulait imposer une taxe de 85 cents sur les sièges dans les théâtres, plus \$200 par théâtre. La province prélève déjà 50 cents par siège, ce qui aurait porté la taxe totale à \$1.35 par siège, plus \$200

par théâtre. Elle voulait taxer les sièges, alors que la province les taxes déjà pour l'assistance publique. Le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) s'est opposé au système de double taxation qui, incidemment, est en vigueur à l'heure actuelle à Montréal. Telle qu'amendée, la charte d'Outremont permet à la ville d'imposer à chaque théâtre une taxe qui peut atteindre jusqu'à \$1,000, mais la taxe imposée par la ville sur les sièges est abolie. Cela signifie, en gros, de plus en plus de taxes pour chaque théâtre. Nous avons référé le bill pour biffer cette clause.

Les articles 1 à 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont Alonzo Wright**

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 concernant le pont de comté appelé Pont Alonzo Wright, dans le comté municipal de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Charte de Québec**

**M. Power (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Syndics de Sainte-Thérèse-d'Amos**

**M. Authier (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant les syndics de la paroisse de Sainte-Thérèse-d'Amos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **The Quebec Labrador Railway Company**

**M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la charte de Quebec Labrador Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communications.

#### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre soit ajournée jusqu'à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Authier (Abitibi).
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Authier (Abitibi).
3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Authier (Abitibi).

Séance du mardi 18 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**E. B. Eddy Company**

**M. Guertin (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie E. B. Eddy Company, limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et résolutions relativement à l'évaluation de ses propriétés et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance. Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la Compagnie E. B. Eddy Company, limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et résolutions relativement à l'évaluation de ses propriétés est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 14 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations;
- bill 16 modifiant la loi des palais de justice et prisons.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 10 modifiant la loi des coroners.

**Ratification de contrats  
concernant la ville de Montréal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 46

ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droit de vote  
des femmes**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** demande la permission de présenter le bill 190 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Fraude dans les transactions  
de valeurs mobilières**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société coopérative  
fédérée des agriculteurs**

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** demande la permission de présenter le bill 51 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
syndicats coopératifs**

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** demande la permission de présenter le bill 50 modifiant la loi des syndicats coopératifs de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des sociétés  
coopératives agricoles**

**L'honorable M. Perron (Montcalm)** demande la permission de présenter le bill 49 modifiant la loi concernant les sociétés coopératives agricoles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Intérêts payés par les municipalités

**M. Renaud (Laval):** 1. Combien de municipalités dans la province n'ont pas payé leurs intérêts dus en vertu de la loi des bons chemins: *a.* en 1925; *b.* en 1926; *c.* en 1927; *d.* en 1928; *e.* en 1929?

2. Quels sont les noms et les comtés de ces municipalités?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. En 1925 et 1926: voir page 99 des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1929; en 1927: six; en 1928: 14; en 1929: 151.

2. En 1925 et 1926: Voir page 99 des *Journaux de l'Assemblée législative*, 1929.

En 1927: Bellechasse: paroisse de Saint-Camille de Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Lac-Saint-Jean: corporation de Saint-Méthode; Montmagny: paroisse de Saint-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides.

En 1928: Bellechasse: paroisse de Saint-Camille de Lellis; Frontenac: corporation de Winslow-Sud; canton de Whitton; Lac-Saint-Jean: paroisse de Saint-Louis-de-Chambord; paroisse de Saint-François-de-Sales; corporation de Saint-Méthode; Laval: paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies; Lévis: paroisse de Saint-Nicolas; Matapédia: paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal; paroisse de Sainte-Florence-de-Beaurivage; Montmagny: paroisse de Saint-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides; Stanstead: paroisse de Sainte-Catherine-de-Hatley.

En 1929: Abitibi: canton de La Sarre; Arthabaska: paroisse de Sainte-Victoire; Bagot, paroisse de Saint-Hugues-de-Ramsay; village de Saint-Hugues; paroisse de Sainte-Christine; Beauce: canton de Shenley; Beauharnois: paroisse de Saint-Timothée; ville de Beauharnois; paroisse de Saint-Clément; village du Lac Saint-Louis; Bellechasse: paroisse de Saint-Camille-de-Lellis; Berthier: ville de Berthier; paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier; Brome: partie est du canton de Farnham; corporation de Bolton-Est; Chambly: village de Chambly Canton; cité de Longueuil; paroisse de Saint-Hubert; paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil; ville de Greenfield-Park; Champlain: ville de Saint-Tite; village de Sainte-Thècle; paroisse de Saint-Tite; Charlevoix-Saguenay: paroisse de

Saint-Étienne-de-la-Malbaie; Châteauguay: paroisse de Saint-Jean-Chrysostome; paroisse de Sainte-Philomène; partie-est de la paroisse de Saint-Antoine-Abbé; paroisse de Sainte-Clotilde; Chicoutimi: ville de Bagotville; paroisse de Notre-Dame-de-Laterrière; paroisse de Saint-Honoré; canton de Bourget; ville de Port-Alfred; Compton: canton de Saint-Edwidge-de-Clifton; canton de Ditton; corporation de Bury; canton de Westbury; canton de Lingwick; Deux-Montagnes: paroisse de Saint-Hermas; paroisse de Saint-Augustin, village de Saint-Benoît; Drummond, paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil; corporation de Kingsey-Falls; Frontenac: corporation de Winslow-Sud, canton de Winslow-Nord; canton de Whitton; Hull: ville d'Aylmer Huntingdon, canton de Hemmingford, paroisse de Saint-Anicet; canton de Havelock, Iberville: paroisse de Saint-George-de-Henryville; paroisse de Saint-Alexandre; Jacques Cartier: ville de Pointe Claire, ville de Saint-Pierre; Joliette; paroisse de Sainte-Émilie de l'Énergie; Kamouraska; Saint André; Labelle: partie-est du canton de Campbell, village de Mont-Laurier; Lac-Saint-Jean: paroisse de Saint-Jérôme; paroisse de Saint-Prime, village de Saint-Félicien, paroisse de Saint-Joseph-d'Alma; paroisse de Saint-Gédéon, paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, paroisse de Saint-Félicien, paroisse de Saint-Louis-de-Chambord; village de Saint-Bruno; ville de Roberval, paroisse de Saint-François de Sales, canton de Delisle, corporation de Saint-Méthode, village de Saint-Cœur-de-Marie; paroisse de l'Ascension-de-Notre-Seigneur; paroisse de Saint-Henri-de-Taillon; L'Assomption; village de l'Épiphanie, paroisse de l'Épiphanie, ville de Laurentides, paroisse de Saint-Lin, Laval; paroisse de Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies, paroisse de Saint-François-de-Sales; Lévis: paroisse de Saint-Nicolas; paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon; L'Islet: corporation de Tourville; Lotbinière: village de Lerclercville; Matapédia: paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec; paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur à Causapscal; partie-nord de la paroisse de Sainte-Florence-de-Beaurivage; Mégantic: paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand; canton de Thetford-Sud; Missisquoi: paroisse de Saint-Pierre-de-Vérone à Pike River; paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville; Montcalm: paroisse de Saint-Esprit; paroisse de Sainte-Julienne, Montmagny: paroisse de Saint-Thomas; ville de Montmagny; paroisse de Saint-Juste-de-Bretenière; partie sud-est du canton de Talon; Napierville-Laprairie: paroisse de Saint-Michel-Archange; paroisse de Saint-Édouard-de-Saint-Georges;

paroisse de Saint-Isidore; paroisse de Saint-Mathieu; Nicolet: paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets; paroisse de Saint-Léonard; ville de Nicolet; Papineau: village de Saint-André-Avellin; paroisse de Saint-André-Avellin; paroisse de Sainte-Angélique; village de Pointe-à-Gatineau; paroisse de l'Ange-Gardien; Portneuf: paroisse de Saint-Alban; Québec: paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery; paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides; paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge; paroisse de Beauport; paroisse de Sainte-Foy; village de Loretteville; paroisse de Saint-Ambroise-la-Jeune-Lorette; ville de Courville; paroisse de Saint-Charles de Charlesbourg; ville de Québec-Ouest; Richmond: paroisse de Saint-François-Xavier-de-Brompton; canton de Stoke; Rouville: paroisse de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville; paroisse de Saint-Césaire; village de Saint-Césaire; paroisse de Saint-Michel-de-Rougemont; village de Rougemont; Sherbrooke: canton d'Ascot; corporation de Rock-Forest; Stanstead: paroisse de Sainte-Catherine-de-Hatley; Saint-Jean: paroisse de Saint-Jean; paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle; paroisse de Saint-Valentin; paroisse de Saint-Blaise; corporation du comté de Saint-Jean; Saint-Maurice: paroisse de Saint-Barnabé; paroisse de Saint-Boniface de Shawignigan; Témiscamingue: village de Ville-

Marie; Témiscouata: ville de Trois-Pistoles; Terrebonne: ville de Sainte-Agathe-des-Monts; Trois-Rivières: cité de Trois-Rivières; Vaudreuil: paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud; paroisse de Sainte-Justine-de-Newton; ville de Rigaud; paroisse de Sainte-Marthe; Verchères: paroisse de Saint-Marc de Courmoyer; paroisse de Varennes; village de Varennes; paroisse de Saint-Mathieu de Belœil; paroisse de Verchères; Yamaska: village de Saint-François-du-Lac.

#### Mandats émis et non payés au 31 décembre 1929

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 1. Quelle somme représentent les mandats émis et non payés au 31 décembre 1929 pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

2. Quelle était la balance en banque le 31 décembre 1929?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. \$1,041,833.63.

2. (Voir le tableau ci-dessous)

2. Avance par la Banque de Montréal .....	\$4,478,359.12	
<i>Moins :</i>		
Argent en différentes banques .....	\$ 484,911.43	
Dépôts spéciaux mis de côté pour le rachat de l'emprunt devenant dû le 1 <sup>er</sup> juin 1930.....	<u>\$1,936,858.13</u>	<u>\$2,421,769.56</u>
Avances nettes: .....		\$3,056,589.56

#### Charroriage de sable

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Le ministre de la Voirie a-t-il donné un contrat pour le charroriage d'une certaine quantité de sable à gravelage pendant l'hiver courant, dans la paroisse de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean?

2. Dans l'affirmative: *a.* a-t-il demandé des soumissions; *b.* dans quels journaux; *c.* pendant combien de temps?

3. Combien de soumissions a-t-il reçues, par qui étaient-elles signées et quel était le montant de chacune d'elles?

4. Qui a obtenu ce contrat et à quels prix et conditions?

5. Dans ledit contrat, le ministre a-t-il obligé l'entrepreneur à employer, pour charroyer ce sable, les cultivateurs de Saint-Gédéon, et à quel prix, à la journée ou à la verge?

6. Quels sont les nom et prénom du propriétaire du puits de sable et quel prix par verge lui est-il accordé?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. *a.* Oui; *b.* Le Colon; Le Progrès du Saguenay; *c.* Annoncées le 2 novembre 1929 pour être reçues le 12 novembre 1929.

3. Une soumission signée par Émile Plourde, pour la somme de \$11,300.

4. Émile Plourde; au prix de \$10,550; à forfait.
5. Non.
6. Le gouvernement l'ignore.

#### **Contrat de réparation de routes**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Le gouvernement a-t-il, au cours de l'année 1929, donné un contrat de réparation ou de parachèvement de la route nationale de Bagotville en se dirigeant vers l'ouest jusqu'à Chicoutimi ou Jonquière, à M. E.-R. Truchon, entrepreneur de Roberval?

2. Dans l'affirmative: *a.* des soumissions ont-elles été demandées; *b.* dans quels journaux; *c.* pendant combien de temps?

3. Ce contrat a-t-il été accordé à la verge, à la journée, à commission ou pour un montant déterminé et à quel prix?

4. Ce contrat a-t-il été donné pour un an seulement et, dans la négative, pour combien de temps?

5. Quel montant a reçu le nommé Truchon pour le travail fait pendant la saison d'été 1929?

6. Y a-t-il eu des "extras" et, dans l'affirmative, pour quel montant?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. *a.* Oui; *b.* *Le Colon; Le Progrès du Saguenay; Le Soleil; The Chronicle Telegraph;* *c.* Annoncées le 25 mai 1929 pour être reçues le 12 juin 1929.

3. À forfait, pour le prix de \$340,452.55.

4. L'entrepreneur s'est engagé à exécuter les travaux au fur et à mesure que les travaux préliminaires faits à la journée par le département seront exécutés.

5. Aucun.

6. Non.

#### **Fraude dans les transactions de valeurs mobilières**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 3 pour prévenir la fraude dans les transactions se rapportant aux valeurs mobilières.

Adopté.

#### **Constituts et régime de tenure de Hull**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Pensions données à titre d'aliments**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Approbation de règlements par les électeurs**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'approbation au scrutin secret de certains règlements par les électeurs soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'expropriation**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 modifiant la loi de l'expropriation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des licences d'hôtels**

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant la loi des

licences relativement aux hôtels soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Blain (Montréal-Dorion)** explique que tout ce qu'il demande, c'est l'expulsion des lieux pour la protection de la population en général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sans justification?

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit<sup>2</sup>**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 modifiant la loi du Barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Lemieux (Wolfe):** Laissez tomber, laissez tomber<sup>3</sup>!

**M. Drouin (Québec-Est):** Me sera-t-il permis, puisque c'est la première fois que je parle sur un sujet important au cours de cette session, de vous féliciter, M. l'Orateur, pour votre nomination. Il n'est pas nécessaire que je répète ce qui a déjà été dit par d'autres. J'aimerais simplement dire que la Chambre a confiance en votre expérience et votre justice.

Je félicite les honorables députés des premiers rangs de leur esprit. Mon siège, M. l'Orateur, est situé à l'extrême gauche de la Chambre, et je peux me permettre d'affirmer, au nom de ceux qui siègent dans ce coin, que nous sommes d'excellente humeur et que nous profitons de la plus belle atmosphère à la Chambre. Il y a cependant, comme en toutes choses, certains désavantages. Il n'y a qu'un inconvénient regrettable pour moi et mes voisins qui siégeons aux extrémités de la Chambre. Nous sommes si éloignés que nous perdons les mots d'esprits qui jaillissent chaque jour des banquettes ministérielles ou des banquettes de l'opposition. Nous demanderons qu'à l'avenir quand ces messieurs, ces gens spirituels à gauche ou à droite, voudront faire de l'esprit, et auront des bons mots, parlent à haute voix, pour que nous en comprenions la profondeur et en exprimions le suc.

Remarquez, M. l'Orateur, que ceux qui sont assis à votre droite ont non seulement droit à l'honneur accordé par leur position, mais ils sont

avantagés, car en levant simplement les yeux, intentionnellement ou non, ils voient le plus raffiné, le plus beau et le plus bucolique des tableaux qui se trouvent dans cette pièce, M. l'Orateur. C'est là un avantage dont nous ne jouissons pas.

M. l'Orateur, si vous eussiez su que j'étais pour présenter une mesure aussi délicate que le projet de loi relatif à l'admission des femmes au Barreau, vous ne m'auriez pas placé où je suis actuellement. Chargé de la plus belle mission, je suis le plus infortuné des hommes. Mes collègues de l'autre côté de la Chambre, en levant les yeux, aperçoivent un tableau riant et la fleur des grâces dont les hommes sont tristement dépourvus, mais moi qui défends leur cause, je ne puis même pas les voir. Je regrette de ne pas voir, de mon siège, la galerie des dames<sup>4</sup>. Même en se penchant, les femmes, dont je défends les droits, auraient de la difficulté à m'apercevoir. Je risque de perdre l'appui moral dont j'ai besoin. Je voudrais au moins être à la place des députés de Témiscouata (M. Casgrain) et de Joliette (M. Dugas), qui sont en pleine lumière et reçoivent de là-haut clarté et réconfort. Je pourrais parler, moi aussi, en pleine lumière.

(Rires)

M. l'Orateur, certains de nos collègues maugréeront sans doute en m'entendant: "Encore le féminisme, les femmes? Est-ce qu'elles vont nous lâcher à la fin?"

(Rires et applaudissements)

... Ils sentiront une forte envie de leur dire: "Mais pourquoi êtes-vous ici? Pourquoi n'êtes-vous pas restées au foyer? Vous avez une âme, car la religion nous l'enseigne, vous êtes des personnes, car le Conseil privé l'a dit; vous avez de l'imagination, du jugement, des goûts artistiques et littéraires, du dévouement, une vive compréhension des questions sociales et bien d'autres qualités dont vous voulez faire bénéficier vos concitoyens. Mais pourquoi ne pas renfermer tout cela chez vous? Ça vaudrait infiniment mieux." C'est pour répondre à cette objection que je me lève aujourd'hui, en Chambre, pour prendre la parole.

Il s'agit de la deuxième lecture. La question n'est pas nouvelle. Rien d'étonnant alors que les arguments apportés n'offrent également rien de neuf. Toutefois, il y en a d'intéressants. Il est entendu que la femme a de l'inspiration, du jugement, des goûts raffinés, du dévouement et bien d'autres qualités. La députation n'en doute aucunement. Mais lorsqu'un vent de révolution a passé et secoué la vieille Europe, les femmes ont obtenu une plus grande somme de libertés. Aujourd'hui, la femme a droit de

pratiquer comme avocate dans la France, la Hollande, la Norvège, la Roumanie, la Russie, l'Allemagne et nombre d'autres pays. Elles ont ce droit également en Égypte, au Japon, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Mexique, aux États-Unis et dans toutes les provinces du Canada, à part la province de Québec et celle de l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans notre propre pays, nous disent nos opposants, nous faisons face à un réel danger, celui de voir nos foyers détruits, parce que nous demandons les mêmes droits dont profitent la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Seule la province de Québec fait rempart contre l'admission de la femme au Barreau. M. l'Orateur, nous sommes, dans la province de Québec, dans l'enviable position où nous avons fait rempart contre cette idée moderne, entourés de ces gens qui ne voient que crises et désastres partout ailleurs et en tout temps. Puisque la femme a le droit d'être avocat partout, pourquoi n'aurait-elle pas le droit de porter la toge chez nous? Québec, dit-on, est le rempart des vieilles traditions. Cette fois notre isolement n'est pas ce que l'on a appelé le "splendide isolement".

La femme chez nous a le droit de quitter le foyer pour être commis sténographe, garde-malade, marchande, sénateur, vendeuse de magasin, servante de table, conseiller législatif, et elle n'aurait pas la permission de pratiquer le droit? Elle a droit d'être médecin et soulager les souffrances physiques, mais elle ne peut être avocate et soulager les souffrances morales. Je vous ai parlé des nombreux coins de la terre où les femmes pratiquent le droit, non pas avec l'intention particulière de développer des arguments à ce sujet, mais simplement pour vous montrer qu'il y a des avocates pratiquement partout sur la planète.

Nos traditions nous obligent à la prudence? Nous vivons dans un pays de traditions, et il convient, chacun l'admet, de n'avancer qu'avec prudence, mais lorsqu'on voit une telle unanimité dans le monde entier pour accorder le droit d'admission au Barreau, on peut se demander si la province de Québec ne serait pas bien avisée de suivre cet exemple. N'ai-je pas le droit de dire à cette Chambre pourquoi tant se défier en résumé d'un projet qui rencontre des adhésions presque universelles? Pourquoi aborder la question avec des préjugés? En présence d'une quasi-unanimité de législation, je puis demander à cette Chambre d'oublier de vieux préjugés et de dire que ce qui est bon pour l'Asie, l'Océanie, l'Europe, l'Afrique, l'Amérique et les pays les plus lointains,

est peut-être aussi bon pour la province de Québec. Devant une quasi-unanimité d'une législation semblable, ne pourrait-on pas se demander si elle ne conviendrait pas ici? Ce qui est bon pour les autres pays pourrait être également bon pour le nôtre!

Dès 1915, une femme saisissait les tribunaux de cette question et demandait à plaider et à être admise au Barreau. Mme Annie Langstaff de Montréal, prenait un bref de *mandamus* pour forcer le Barreau à l'admettre à la pratique du droit. Sa requête rejetée fut portée en Cour d'appel, qui la rejeta également sur dissidence du juge Lavergne, qui basait sa décision sur le fait que rien dans nos lois ne défend à la femme de pratiquer le droit et ne dit que les hommes seuls pourraient être admis. Le *mandamus* a été rejeté sous prétexte qu'une loi spéciale était nécessaire. Avec la définition donnée au mot "personne" par le Conseil privé, je me demande ce qu'il adviendrait si un nouveau *mandamus* était pris dans des conditions analogues.

La Cour d'appel a donc décidé que rien ne permettait l'admission des femmes au Barreau, mais qu'il n'y avait rien non plus qui empêchait le Barreau d'admettre les femmes dans les rangs. La majorité de la Cour opinait cependant que, partout ailleurs, il avait été nécessaire de faire une nouvelle loi pour octroyer ce droit aux femmes. Devant cette incertitude, il faut une législation. Je me montrerais négligent, M. l'Orateur, si je passais sous silence le parrainage de cette mesure en 1916 par un jeune et brillant député (l'honorable M. Lucien Cannon) de cette Chambre, qui est aujourd'hui solliciteur général du Canada. Il est vrai que son projet avait été rejeté de justesse, mais, depuis ce temps, la question ne cesse de provoquer des débats, et voici qu'elle nous est de nouveau soumise.

Les femmes de cette province, donc, et surtout celles qui s'intéressent aux droits des femmes, doivent une éternelle reconnaissance au champion de leur cause, le grand Eugène Lafleur. Je remercie, au nom des dames, Me Eugène Lafleur, qui a plaidé la cause féministe devant le Conseil du Barreau l'an dernier, au mois de septembre. Il a présenté une motion pour faire décider la question de principe de l'admission des femmes au Barreau. La réponse des membres du Conseil a été la suivante: si certaines réformes étaient apportées dans notre droit civil, nous n'aurions aucune objection à admettre les femmes au Barreau. Le vote fut de 8 à 8. Me Louis Saint-Laurent, bâtonnier général, donna son vote prépondérant en faveur. Ce fut une grande victoire.

Le Barreau, sans se prononcer en faveur de l'admission des femmes, disait qu'il n'aurait pas

d'objection à cette réforme, si les réformes nécessaires étaient faites et les conditions exigées remplies. Ainsi, le Conseil du Barreau de la province de Québec adoptait une résolution pour admettre les femmes à la pratique du droit, mais après changements nécessaires apportés au Code civil quant au statut de la femme. S'il est nécessaire de procéder à certains ajustements, nous le ferons en Chambre, le Conseil du Barreau n'y voit aucun inconvénient.

En deuxième lecture, la Chambre a à se prononcer sur le principe d'un bill, et après la décision du Conseil du Barreau, j'espère que la Chambre fera au présent bill l'honneur de le renvoyer au comité pour plus ample étude, après en avoir adopté le principe. Je crois que si nous soumettions ce bill à un comité, nous pourrions étudier tous ces détails. J'aimerais cependant clarifier une chose ou deux concernant quelques aspects de la question qui font peut-être peur à certains députés de la Législature. Il est prévu que, pour pouvoir être admise au Barreau, une femme mariée doit obtenir le consentement de son mari, et une femme célibataire, celui d'un juge.

Messieurs, j'ai examiné la loi en profondeur pour découvrir ce qu'il faudrait y apporter comme changement en vue de permettre aux femmes de devenir avocates. J'ai même demandé l'aide de mes collègues, et je ne vois rien sur quoi on doive agir à part la question de l'autorité maritale. Dans le cas où les époux sont mariés en séparation de biens, l'épouse doit obtenir l'autorisation de son mari avant d'entamer toute négociation importante. Cette autorité constitue la règle générale. Elle s'applique également si une femme veut devenir médecin ou si elle désire tenir un magasin.

En France, on a débattu de la question pendant un moment, certains étant d'avis que la femme devait avoir le droit de devenir avocate sans obtenir l'autorisation de son mari. En Belgique, il a été décidé depuis longtemps qu'elle doit obtenir l'autorisation de son mari ou celle d'un juge. Si je m'étends sur cette question, c'est que je veux que la Chambre en saisisse bien le principe, qu'on devrait formuler en se basant sur l'exemple de la France ou de la Belgique. Le projet de loi lui-même ne comprend aucune autre modification.

Pourquoi refuser aux femmes l'admission à la pratique du droit si le Barreau ne s'y objecte pas? Je sais qu'on aura encore recours à l'épouvantail du féminisme. Il n'y a aucune raison d'embrouiller le sujet avec la question du féminisme. Ce n'est pas une mesure féministe. Elle n'a rien à voir avec les autres

questions de féminisme, en particulier le vote féminin. C'est uniquement une question juridique, de capacité professionnelle, pour accorder la liberté de travailler dans la profession légale. Il n'y a qu'un principe en jeu: la liberté du travail. Cela a été établi lorsque la question a été étudiée à la Chambre des députés en France et que M. Telly a déclaré qu'il s'agissait d'une question juridique uniquement.

Quant aux femmes elles-mêmes, il ne fait aucun doute qu'elles ont la capacité physique requise pour pratiquer le droit, pas plus qu'il n'existe de doute quant à leur capacité intellectuelle. Depuis que les femmes ont fait leur entrée dans le monde des lettres et des sciences et au sein des autres professions, elles ont prouvé qu'elles étaient tout aussi compétentes que les hommes. Au siècle où nous vivons, il nous faudra faire de nombreux rajustements, et nous connaissons depuis très longtemps la solidité du jugement féminin.

Ensuite, il y a la question de l'aptitude des femmes pour l'administration. Puis-je vous rappeler, M. l'Orateur et Messieurs les députés de cette Chambre, que nos grandes institutions religieuses et sociales, la congrégation de Notre-Dame, les Sœurs grises, les sœurs de Jésus et Marie et d'autres, sont toutes gérées presque exclusivement par des femmes, qu'elles gèrent des millions de dollars et qu'elles le font très bien.

Nous avons, dans nos bureaux, des femmes et des jeunes filles qui sont des sténographes ou comptables. Nos propres sténographes et secrétaires sont les grandes prêtresses de nos bureaux, où elles accomplissent une grande partie de notre travail, bien qu'elles soient dans de nombreux cas plus ou moins instruites. Elles n'ont pas reçu une éducation légale et, cependant, elles font une grosse partie de l'ouvrage. Quelques-unes sont les véritables chevilles ouvrières de nos études et pourraient être avocats. Ne croyez-vous pas que si elles avaient la chance de recevoir une instruction et une formation appropriées, elles pourraient effectuer le travail aussi bien que nous le faisons nous-mêmes? Quant aux retombées de cette législation, je veux citer quelques noms.

Il (M. Drouin) cite l'opinion de divers auteurs français, canadiens et américains pour illustrer de quelle façon les femmes se sont ajustées à la profession juridique. M. Appleton, avocat à la cour d'appel de Paris et auteur de nombreux ouvrages de droit; l'honorable juge Riddell, de la cour d'appel d'Ontario.

Dans les pays où les femmes pratiquent le droit, aucune plainte n'a été portée contre elles.

Depuis 20 ans, les femmes sont admises comme avocates en Ontario et la population de cette province considère la question comme réglée, et on n'a pas élevé aucune plainte pour conduite dérogatoire à l'éthique professionnelle. On allègue le danger de la concurrence, mais chacun a le droit de la faire dans le genre d'occupations auxquelles il se livre. La femme ne sera jamais une concurrente sérieuse de l'homme dans le domaine légal, si l'on tient compte des statistiques dans les autres pays qui le prouvent. Le nombre des femmes pouvant sans inconvénient embrasser la carrière d'avocat sera plutôt restreint. En Angleterre, où les femmes sont admises à la pratique du droit depuis 1919, il n'y a eu que 50 avocates féminines, dont 12 pratiquantes. Le nombre de femmes avocates ne sera jamais considérable et la peur de la concurrence ne devrait empêcher aucune personne d'appuyer cette mesure.

La peur que l'on a, c'est que l'admission des femmes au Barreau les fasse désertier leurs foyers. Il est évident qu'il ne faut pas encourager les femmes à délaisser le foyer, mais nombreuses sont les jeunes filles qui doivent le faire. Les jeunes filles ou les femmes, les veuves par exemple, qui sont obligées de gagner leur vie, devraient être capables de choisir la profession qu'elles veulent. Or, elles veulent avoir le droit de chercher leur vie dans la pratique du droit. Les conditions modernes sont telles que la femme est obligée de travailler, et elles sont maintenant nombreuses celles qui travaillent et dans de nombreux domaines. Pouvons-nous leur répondre: "Retournez à vos foyers". Garder la femme au foyer, très bien! Mais à toute règle, il doit y avoir des exceptions et dans le cas qui nous concerne, il y a une question de justice. Refuser à une femme qui a du jugement, une grande imagination, des capacités, un diplôme, le droit d'être admise au Barreau, ce serait une injustice flagrante.

Il n'y a pas de raison pour qu'une jeune fille, après un cours d'étude, ne fasse pas de droit au lieu de se faire sténographe. L'objection habituelle, c'est que la Providence nous dicte la voie à suivre et que nous devons à tout prix garder la femme là où est indubitablement sa véritable sphère, le foyer. Soit, mais il y a des jeunes femmes qui, pour une raison ou pour une autre, doivent gagner leur vie, et la carrière d'avocate les attire.

Il y a aussi des veuves qui, pour une raison ou pour une autre, doivent subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants et qui, elles aussi, veulent faire carrière en droit. Il ne fait aucun doute qu'il y a des femmes qui doivent à la fois tenir maison et gagner leur vie.

Je demande à la Chambre si nous avons le droit d'empêcher une femme de gagner sa vie par des moyens respectables pour lesquels elle bien armée? Si elle ne veut pas se marier, mais préfère pratiquer le droit, allons-nous la renvoyer chez elle? En règle générale, tout est normal et la femme demeure et demeurera à la maison, mais il y a des exceptions, comme à toute règle, et c'est pour ces exceptions que je demande justice.

Les principes restent les mêmes, mais les circonstances changent, et nous devons suivre le progrès. Ce qui était très bon il y a 50 ans peut se révéler sans valeur aujourd'hui, tandis que ce qui était mauvais il y a 50 ans peut se révéler plutôt bien de nos jours. Il s'agit simplement d'adapter ses idées.

M. Noël Dorion, avocat, a fait une magnifique conférence contre l'admission des femmes au Barreau. Je ne veux pas réfuter tous ses arguments. Il a dit, entre autres choses: "Pourquoi une loi générale pour un cas particulier?" Je suis certain que nous n'aurons jamais beaucoup de femmes au Barreau, mais nous ne pouvons les empêcher d'être avocats si elles le veulent.

Dès 1916, M. Ferdinand Roy, aujourd'hui magistrat en chef de la province, en réponse à une question du secrétaire du Barreau, a exprimé une opinion que vous me permettrez de citer. Cette opinion peut se résumer comme suit: "La femme qui étudiera le droit pour le pratiquer aura tort. Notre métier est trop dur pour elle. Au surplus, la femme n'a généralement pas les aptitudes spéciales requises. Il pourra y avoir des exceptions, mais la femme ne sera jamais chez elle au palais. Cependant, est-ce une raison suffisante pour qu'on lui refuse l'admission au Barreau?"

Est-ce une raison pour que nous leur fermions la porte au nez? Je ne crois pas que ce soit là une raison pour les hommes d'empêcher les femmes d'entrer au Barreau. Quand même une seule sur mille qui aurait les aptitudes requises voudrait devenir avocat, de quel droit l'empêcherions-nous? De quel droit pourrait-on lui refuser l'entrée des grandes professions?

M. Roy ajoutait que, s'il était législateur, il exigerait qu'on lui démontre en vertu de quel principe on pourrait refuser à la femme d'être dans la profession d'avocat, une concurrente comme elle l'est ailleurs.

Le savant juriste concluait en disant que la femme commet une erreur en étudiant pour devenir avocate, mais qu'on commettait une erreur non moins grande en lui refusant un droit que la morale ne lui a pas refusé.

J'espère que la Chambre considérera qu'il n'y a que des préjugés contre la loi que je propose. Les principes sont éternels. Ils demeurent, mais la façon et le mode de les appliquer varient. Nous devons suivre la grande loi de l'évolution. Les principes restent, mais les idées marchent. Je ne saurais mieux terminer qu'en citant la parole d'une femme dévouée à la cause féminine en cette province, et qui y donne son intelligence et la revendique avec dignité, Madame Pierre Casgrain...

(Applaudissements)

... disait: "Les lois doivent être le cadre souple qui entoure les évolutions. Le monde marche trop d'après des axiomes que l'on se transmet de génération en génération sans savoir ce qu'ils valent".

(Applaudissements)

**M. Dugas (Joliette):** L'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) s'est plaint de ne pas siéger à nos banquettes. Si je prenais toutes mes inspirations de la galerie que l'on voit si bien d'ici, je vous demanderais quelquefois de changer de fauteuil, M. l'Orateur. Je ne dois pas oublier, cependant, qu'il ne peut en être ainsi, si on veut encourager la critique constructive.

Le député de Québec-Est a procédé dans sa thèse par la méthode inductive qui, si elle est facile, peut amener à des conclusions souvent discutables. Il a déclaré que l'égalité, la fraternité, et les libertés accordées aux femmes en Europe avaient suivi le mouvement révolutionnaire. Il vient de nous dire que, dans la plupart des pays d'Europe, une telle loi a été promulguée en faveur des femmes, et que la France et l'Angleterre ont adopté une législation de ce type.

J'aurais aimé qu'il développe son argument un peu plus et qu'il nous dise quelles ont été les répercussions sociales dans ces pays et comment la vie des familles en a été affectée. Il a oublié de dire que le résultat de cette législation féministe avait entraîné la dénatalité et le divorce. J'aurais aussi aimé connaître, par le député de Québec-Est, les résultats qu'ont provoqués dans les autres provinces l'admission de la femme au Barreau et son entrée dans les professions libérales. Je résumerai, à nouveau, ces résultats par les malheurs suivants: diminution de la natalité et désertion du foyer. Oui, l'admission de la femme au Barreau est de nature à lui faire désertir le foyer et à favoriser la dénatalité. Il importe de maintenir le foyer aussi attrayant que possible.

Comme le député de Québec-Est (M. Drouin) a cité des hommes donnant leur appui aux femmes, j'aimerais citer une femme au sujet des règles

relatives aux hommes et aux femmes, et de la différence entre ces règles. Une femme écrivain... et poète a dit que l'homme et la femme sont physiologiquement et psychologiquement différents l'un de l'autre et que leurs devoirs sont différents et de toutes manières...

**Des députés:** Plus fort, plus fort!

**M. Dugas (Joliette):** Ils ne sont pas égaux, mais différents et se complètent pour assurer le succès de la famille, base de la société. Bref, l'homme et la femme sont différents.

**Un député:** Quelle différence?

**M. Dugas (Joliette):** Chaque sexe a certaines obligations précises envers la société et la famille. Il existe un principe bien connu en économie qui veut que, pour tirer le meilleur d'un groupe de personnes, on doit assigner à chacune des tâches distinctes et différentes. Ce principe trouve son application dans le secteur du commerce et même au sein des gouvernements, où la distribution des portefeuilles est déterminée par la capacité des divers ministres à s'occuper des différents ministères. Il doit en être ainsi au sein de la famille.

L'homme a la force, l'esprit de lutte, l'endurance, tandis que la femme est la grâce, l'élégance la délicatesse et la sensibilité. L'homme, par les dispositions mêmes que la nature a données à l'homme et à la femme, est tout indiqué pour assurer la subsistance à la famille, tandis que la femme élève les enfants.

Ils s'unissent pour former la famille; ils se complètent à condition que chacun y développe les qualités qui lui sont propres et qu'il remplisse le rôle le plus approprié à son tempérament et à ses aptitudes. C'est elle qui est la gardienne du foyer, qui dirige l'éducation des enfants. C'est un principe économique bien connu que, pour obtenir le meilleur rendement d'un groupement quelconque, il faut partager la besogne et assigner à chacun la tâche la plus appropriée à ses connaissances, à ses inclinations, enfin, à son tempérament. Cette loi trouve son application partout dans le commerce, dans l'industrie, dans le gouvernement. Peu surprenant qu'elle s'applique jusque dans la société familiale où, en plus de se soutenir et de s'entraider mutuellement, les époux ont la sublime mission de donner à la société des enfants auxquels ils ont le devoir de procurer tout ce qui est nécessaire à la vie, de même que l'éducation et l'instruction.

M. l'Orateur, elle est la reine du foyer, le doux nid où les enfants naîtront, ce riant oasis où l'homme vient se reposer après une journée de lutte. Il faut maintenir le foyer aussi attrayant que possible. Si on permet à la femme de pratiquer le droit, on lui permettra de prendre la place de ceux qui gagnent la subsistance du foyer.

Quant au projet que nous avons à considérer, sera-t-il utile? Je ne le crois pas. La femme ne peut remplir ses devoirs au foyer, si elle peut aller faire un métier d'homme. Elle ne peut être avocate et mère de famille. Ce projet de loi, si tant est qu'il est utile à la femme, ne l'est que parce qu'il lui offre un autre choix de vie. Elle ne peut s'en prévaloir dans la pratique. Une mère peut-elle dire qu'elle se consacrera sérieusement au droit? Je maintiens qu'elle ne peut s'acquitter des tâches que la Providence lui a imposées et se consacrer au droit.

De la division du devoir des époux, en deux: garde du foyer, éducation et instruction et lutte pour la vie. Il suffit de le mentionner: à l'homme échoit la dure tâche de gagner la vie, les funestes l'admettront. Or, cette mission l'éloigne du foyer et normalement prend tout son temps; il lui reste après les heures de labeur tout juste le temps de prêter à son épouse le secours de son autorité pour l'assister dans l'accomplissement de sa glorieuse mission. N'est-il pas tout à fait logique de dire que le soin du foyer et l'éducation des enfants doivent être la première préoccupation? Le bill changerait cet état de choses. Or, j'affirme que le rôle de mère est comparable à celui d'avocat. Inutile d'argumenter longuement, la seule description de ce qu'est la mère suffit à le prouver.

Il (M. Dugas) cite le père Lacordaire à propos du rôle que doivent assumer les femmes. Une véritable mère qui veut accomplir son devoir peut-elle être avocate? J'avoue que l'argument est moins fort contre l'épouse qui n'est pas mère, mais il reste quand même. Et si cette dernière a plus de loisirs pour s'occuper des choses extérieures, sa principale mission et le rôle le plus approprié à son tempérament est bien le soin du foyer; elle en est l'ange et le plus bel ornement, parce qu'elle diffère de l'homme, et c'est en s'employant à le rendre plus attrayant, plus intime qu'elle travaillera plus efficacement à son bonheur et à celui de son mari. Elle doit s'occuper de son foyer, étant donné que la part qu'assume son mari dans le partage des responsabilités se situe à l'extérieur du foyer. Je dirais, M. l'Orateur, qu'une femme ne peut améliorer son sort en devenant avocate et qu'une telle démarche ne mènera ni à son propre bonheur ni à celui de son mari.

M. l'Orateur, j'aurais hésité bien que ce soit depuis longtemps ma conviction que la femme est la plus heureuse, si je n'avais pour confirmer mon opinion l'affirmation catégorique, non pas d'un écrivain du siècle de Louis XIV ou de l'ancienne Rome, non pas la déclaration d'un bénédictin à qui on pourrait reprocher, peut-être à tort, de parler de ce qu'il ne connaît pas, mais j'ai dans les mains les ouvrages d'une femme de lettres distinguée vivant dans un pays où le féminisme est beaucoup plus développé qu'ici, qui non seulement a conquis le titre de docteur ès-lettres, mais encore celui de docteur en médecine, qui a gagné sa vie: Gina Lombroso, femme à qui, par conséquent, on ne peut reprocher de parler de ce qu'elle ne connaît pas.

Il (M. Dugas) cite *La femme aux prises avec la vie*. Elle affirme que l'entrée de la femme dans la carrière professionnelle l'a éloignée des voies qui conduisent au véritable bonheur. Les carrières professionnelles sortent les femmes de leur rôle naturel et les rendent malheureuses, au lieu de les rendre heureuses et de leur donner du bonheur. Elle dit encore que la femme, devenu professionnelle, contracte les passions, l'ambition surtout, et les vices de l'homme.

**Des députés:** Honte, honte!

**M. Dugas (Joliette):** Je citerai encore le même auteur.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Il n'y en a peut-être pas d'autres!

**M. Dugas (Joliette):** Il y en a d'autres, mais je n'ai pas voulu citer d'hommes au député de Maisonnette (M. Tremblay), parce qu'il aurait protesté au nom des femmes.

Il (M. Dugas) cite de nouveaux auteurs.

Je crois donc pouvoir affirmer, après ce que j'ai dit, que la pratique du droit est incompatible avec le rôle de mère et d'épouse et que toutes les mesures qui auraient pour but de détourner la femme de son foyer, autrement que pour se distraire après sa tâche accomplie, sont nuisibles à la société, ruineuses pour la famille et, qui plus est, n'apportent pas à la femme le bonheur qu'il ne faut pas confondre avec la gloire et les plaisirs.

Mais, on me dira peut-être, vous êtes injuste, pourquoi refuser à la femme ce qui appartient à l'homme? Pourquoi cet assujettissement, cette humiliation? Il n'y a pas d'arguments plus faux et ni d'accusations plus imméritées. Le rôle de la femme,

tel que je viens de le définir est plus grand, plus noble et plus sublime que celui de l'homme et ce serait abaisser la femme que de la déclarer l'égale de l'homme.

En effet, dans la famille c'est la mère qui est immédiatement chargée de la formation de l'âme de l'enfant; c'est elle qui doit former sa volonté et l'orienter vers le bien, de même qu'elle a la charge de développer son intelligence; l'homme, au contraire, s'occupe du corps de l'enfant. Or, autant l'âme est supérieure au corps, autant le rôle de la femme l'emporte sur celui de l'homme. Tout cela est théorie! La pratique contredit-elle la théorie?

Si, en général, la femme ne doit pas être avocate, que dire de celles qui sont obligées de gagner leur vie? D'abord, la carrière ne serait accessible qu'aux jeunes filles de familles aisées; donc pas à celles qui ont besoin de gagner leur vie. Les études requises sont trop longues et trop dispendieuses pour croire qu'une jeune fille se fasse avocate pour gagner sa vie et celle de sa famille, et la même impossibilité s'applique, devenue veuve et forcée de gagner sa vie; elle n'aurait ni le temps ni les loisirs de se faire admettre au Barreau.

Cette législation ne serait avantageuse qu'à certaines filles de familles riches qui, par conséquence, n'ont nullement besoin des revenus que la pratique du droit leur apporterait et qui feraient une concurrence sérieuse à des jeunes gens chargés de famille. Sans compter que la jeune fille avocate craindrait le mariage et, si elle se mariait, ferait, à moins qu'elle ait la générosité de renoncer à la vie à laquelle elle se serait habituée, une mauvaise épouse et une pire mère.

Je me demande si nous sommes injustes en nous opposant à ce projet de loi. Mon savant confrère de Québec-Est a déclaré que c'est une question de justice, dans la mesure où il devrait être permis à la femme de faire ce qu'un homme peut faire. Je veux bien admettre qu'une femme peut faire une excellente avocate, mais je maintiens qu'en faisant cela, elle s'éloigne de son rôle naturel d'aimante et qu'elle sera malheureuse. Encore une fois, je pose la question: serait-ce une injustice que de lui refuser ce droit?

Sans doute, beaucoup de femmes pourraient être excellentes avocates, mais elles sortiraient ainsi de leur nature. La femme descendrait fatalement de son trône si on lui permettait de devenir la rivale de l'homme. C'est parce que, pour rien au monde, je ne voudrais voir introduire dans notre législation un principe de nature à faire descendre de son trône la femme, que je suis opposé à la loi.

Je me crois donc justifiable d'affirmer que le projet de loi qui nous est soumis est inspiré de principes faux et subversifs qu'il tend à bouleverser l'ordre social et que tout en paraissant favoriser la femme, il est de nature à l'abaisser en l'exposant à devenir moins digne de cette définition de la femme avec laquelle je voudrais terminer, et citer son rôle si bien défini par Marguerite Corlone.

M. l'Orateur, c'est parce que je ne veux pas que la femme descende du trône que l'homme lui a érigé et parce que je ne voudrais pour rien au monde favoriser une mesure qui pourrait faire perdre à la femme ses qualités, qui lui assurent notre admiration, que j'ai l'honneur de proposer par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Bédard), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Je suis en faveur de ce projet de loi. Je répondrai à l'honorable député de Joliette (M. Dugas) que nous ne devons pas oublier que le temps est venu où la femme ne doit plus être considérée comme l'esclave de la maison, un ornement social, un agrément social ou un objet sexuel. Les femmes ont autant d'intelligence que les hommes. Les hommes acquièrent l'intelligence, mais les femmes naissent avec l'intelligence. Elles ont une intelligence innée!

(Applaudissements)

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Très bien, très bien!

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Je ne vois pas pourquoi le public ne bénéficierait pas de cette intelligence naturelle, développée avec soin, dans le domaine de l'administration de la justice. Je ne vois pas pourquoi les femmes ne seraient pas admises au Barreau. La Législature a toujours suivi les conseils du Conseil du Barreau de la province. Or, ce dernier admet que la femme doit être admise à la pratique du droit. Je crois que cette mesure servira le bien commun et qu'elle ouvrira une nouvelle avenue aux femmes, aussi intéressante, sinon plus, que n'importe quelle autre option présentée jusqu'ici.

J'en viens à la conclusion que les femmes ayant reçu une formation appropriée seront aussi compétentes à la barre, sinon plus, que les hommes

jusqu'ici. On nous parle de la femme inapte aux affaires publiques, de son manque de capacité, etc. Cependant, si l'on remonte dans l'histoire, on trouve des femmes d'État comme la reine Élisabeth, Catherine de Médicis, des romancières comme George Elliot, des savantes comme Mme Curie, qui a probablement fait plus pour alléger les souffrances de l'humanité que n'importe quel homme au cours des dernières années, des poétesses comme Sapho, des philosophes comme Aspasia; j'en passe et des meilleurs.

Dans bien des cas, la femme a été supérieure à l'homme. Et l'on vient ensuite prétendre dans la province de Québec que les femmes ne sont pas assez intelligentes pour pratiquer le droit. Et alors que de tout temps jusqu'à aujourd'hui, on trouve ce type de femmes, on nous dit que ce projet de loi comporte de graves dangers parce qu'il pourrait sortir la femme de la sphère qu'on lui a désignée. Les femmes, qui ont déjà produit tant d'œuvres dans toutes les sphères de l'activité humaine, seront capables d'être les membres distingués du Barreau.

On n'apporte d'ailleurs aucun argument de principe contre ce projet: on n'apporte aucun argument sérieux. Y a-t-il un membre de cette Chambre qui puisse me donner une bonne raison pour laquelle nous devons refuser aux femmes le droit d'être avocates. Je défie n'importe quel député de cette Chambre d'amener un véritable argument, une raison valable, pour démontrer l'inhabileté des femmes à devenir membres du Barreau. On nous amène aucun raisonnement, mais on nous parle du foyer, de la désertion du foyer et des calamités qui surgiront si on permet aux femmes d'étudier la loi.

Je soumets respectueusement et humblement que ces arguments ne sont pas sérieux et sincères, car après tout, la femme québécoise n'est-elle pas la plus loyale des épouses, la plus aimante et la plus dévouée des mères, et croyez-vous pour un instant que l'admettre au Barreau signifierait qu'elle déserrerait mari? Croit-on que les femmes de notre province qui aiment leurs foyers abandonneront leurs enfants? Seront-elles moins loyales qu'elles ne le sont dans les provinces du dominion où on leur reconnaît ce privilège?

Dans la province de Québec, où les femmes ont donné tant de preuves de loyauté, d'amour et de dévouement pour leurs époux et leurs enfants, va-t-on supposer qu'elles seraient moins loyales que dans les autres provinces du pays? Quel bel argument! Dans les autres provinces, sauf l'Île-du-Prince-Édouard, les femmes sont admises au Barreau. Or, avez-vous entendu parler de foyers brisés depuis le temps où

cette liberté leur est donnée? Avez-vous entendu parler de femmes qui avaient abandonné leur mari, en Colombie-Anglaise, en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario, depuis qu'elles pratiquent le droit? On ne pourrait citer un seul cas. Quelle est cette idée? Si on part du principe que nos femmes sont d'intelligence moyenne, pourquoi ne leur serait-il pas permis de faire, ici dans la province de Québec, ce qu'on permet aux femmes de faire dans tous les États des États-Unis et dans 19 pays européens, soit de pratiquer le droit comme dans pratiquement l'ensemble du monde civilisé. En réalité, le bill consiste à donner aux femmes un champ nouveau pour y trouver du travail et gagner leur vie.

Dans la province de Québec, les femmes peuvent être médecins, dentistes, pharmaciens; elles peuvent en fait exercer n'importe quelle profession, excepté le droit. Cependant, on n'a jamais entendu dire que ces diverses occupations provoquent la rupture des foyers, que les femmes médecins délaissent leurs maris. Je n'ai jamais entendu dire que les dentistes sont plus malheureux au sein de leur mariage que les avocats, ou que les pharmaciens voient davantage leurs femmes déserrer le foyer familial. Comment, M. l'Orateur, chez nous la femme peut être médecin? Je ne sache pas que les médecins aient plus de troubles à étudier que les avocats, dans les mariages par exemple.

(Rires)

On permet aux femmes de pratiquer les autres professions libérales. Pourquoi leur refuser l'entrée au Barreau? Le Conseil du Barreau s'est prononcé en faveur du principe de l'organisation des femmes et c'est bien l'organisation qui doit avoir le dernier mot à ce sujet. Je ne comprendrais pas que, dans la province de Québec, on persistât à refuser l'admission des femmes au Barreau, surtout lorsque le principe est approuvé par le Conseil du Barreau.

Je suis certain d'une chose, c'est que les femmes ne cherchent pas l'admission au Barreau dans l'espoir de devenir des hommes imparfaits, mais parce qu'elles veulent devenir des femmes plus accomplies. Peu importe les doutes que peut soulever cette mesure législative, nous savons que le Barreau en a approuvé le principe, et c'est là-dessus que s'est basée notre procédure dans le passé. La Chambre a toujours accepté le principe du Barreau, par exemple dans le cas des étudiants désirant être admis après l'examen, mais qui ont eu un problème au cours de leurs études, ou dont le contrat d'apprentissage présente une irrégularité, etc. Dans chacun de ces projets de loi, le Barreau a adopté une résolution et

quelle en a été la conséquence? Les projets de loi ont été adoptés à la Chambre sans discussion, parce que la Chambre accepte le principe du Barreau en la matière.

La Chambre vote n'importe quel bill privé du moment qu'il est approuvé par les conseils des professions intéressées. Pourquoi faire une différence pour ce projet? Je présume que, lorsqu'elles auront acquis le sens de la justice, de l'ordre et de la loi, les femmes seront mieux en mesure d'éduquer leurs enfants dans un amour plus grand de la loi et de l'ordre. La pratique du droit donnera de nouvelles qualités à la femme qui en serait ainsi plus parfaite. J'ai confiance dans le bon sens des femmes de la province de Québec et je crois que nous ne pouvons leur refuser ce droit.

(Applaudissements)<sup>5</sup>

Et puis, que fait-on des femmes célibataires? Est-ce qu'elles vont briser leurs foyers elles aussi? En réalité il y a actuellement dans les bureaux d'avocats un grand nombre de femmes bien qualifiées et d'un sens légal averti, qui font le travail pour lequel les hommes sont payés. Les femmes font déjà partie du travail des avocats. Ces femmes travaillant dans les bureaux d'avocats connaissent très bien nos lois et il n'y a pas de raison logique et valable pour les empêcher d'être admises au Barreau. Pour ma part, je déclare que nous devons approuver le principe du conseil général du Barreau et autoriser les femmes à pratiquer le droit.

**M. Bédard (Québec-Comté):** Je me suis déjà prononcé contre ce bill. Je n'ai pas changé d'opinion et la lettre de M. Ferdinand Roy, citée par le représentant de Québec-Est, ne m'a pas convaincu de la valeur du bill. J'encourage les femmes à étudier le droit pour le plaisir que peut procurer une telle étude, et non pour devenir avocates.

La femme a le droit de pratiquer le droit, un peu comme la femme a celui de délaisser le foyer pour devenir sténographe, et il ne faut pas oublier que la jeune fille qui devient sténographe a l'arrière-pensée de revenir au foyer pour fonder une famille. Si les sténographes font, il est vrai, une partie du travail des avocats dans leurs bureaux, elles ne craignent pas de délaisser leurs positions pour fonder des foyers. Bravo!

C'est le rôle de la femme de quitter le bureau, de fonder un foyer et d'y rester. Il est injuste de lui permettre de commettre l'erreur de se consacrer à la pratique du droit, étant donné tout ce que cela entraîne et dont nous seuls, qui sommes avocats, pouvons nous rendre compte.

Je suis d'accord avec le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) lorsqu'il dit que les femmes sont tout aussi intelligentes que les hommes. Je crois que la Chambre s'entend là-dessus. Le député de Montréal-Saint-Louis a fait une allocution des plus intéressantes. La Chambre le connaît bien, mais je ne suis pas convaincu que le bonheur de la femme réside dans la pratique d'une profession comme la nôtre. Si elle en fait une carrière, elle devra alors faire certains sacrifices, car il lui faudra tant de temps pour terminer ses études et pour être admise à pratiquer qu'elle sera pratiquement condamnée à demeurer célibataire. La femme est aussi intelligente que l'homme, mais elle n'est pas faite pour concurrencer l'homme. Si la femme est admise au Barreau, je sais qu'elle y goûtera du bonheur. Mais, elle ne pourra commencer ses études de droit avant l'âge de 20 ans et les terminera à 25 ans. C'est dire qu'elle sera condamnée au célibat.

Je n'ai pas d'objection à ce que la femme étudie le droit, mais elle n'a rien à gagner à vouloir pratiquer cette profession. D'ailleurs, dans notre province, la profession est déjà suffisamment encombrée, et les femmes n'y pourraient trouver de quoi assurer leur subsistance. Il y a déjà 1,356 avocats pratiquants dans la province, dont 911 à Montréal et 283 à Québec, et la balance dans les districts ruraux. Un éminent bâtonnier général, Me Louis Saint-Laurent, a dit, dans une interview à *L'Événement* que, pour réussir au Barreau il faut être dans la moyenne du premier tiers. Quelles sont les chances de succès d'une femme, lorsqu'on pense que le manque de moyens au début d'une carrière est considéré comme le handicap majeur?

Je ne crois pas que le Conseil général du Barreau soit favorable à l'admission des femmes au Barreau. Le conseil a voulu être simplement courtois et large. Il a d'ailleurs posé la condition de supprimer l'autorité maritale. Le Barreau, s'il ne s'est pas opposé à l'admission des femmes, a mis comme condition d'importants changements au statut civil de la femme. Par l'adoption du projet de loi du représentant de Québec-Est, on changerait, par une loi spéciale, le statut de la femme, alors que la Commission du statut matrimonial composée de savants juristes nommés par le gouvernement, l'année dernière, pour étudier les amendements à apporter au Code civil, par rapport au droit civil de la femme, vient de se prononcer contre de tels changements. On ferait bien de ne pas aller à l'encontre des désirs de cette commission.

La femme est ainsi tout à fait inadaptée à la pratique du droit, puisqu'elle ne peut accepter de

mandat. En vertu de la loi actuelle, elle devrait obtenir le consentement de son mari pour chaque cause qu'elle accepte. Je ne vois pas comment il serait possible pour elle de travailler en vertu d'une autorisation générale.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Supposons qu'elle ne soit pas mariée.

**M. Bédard (Québec-Comté):** Si elle n'est pas mariée, elle peut étudier le droit, mais si elle a la possibilité de se marier, elle le fera plutôt que d'étudier le droit. Une femme qui accorde de l'importance à son foyer ne peut pas étudier le droit.

Je crois que nous ferions un accroc au Code civil en adoptant ce projet, car la femme ne peut accepter un mandat. Si la députation adopte cette législation spéciale, le statut de la femme dans la province de Québec sera brisé! L'intelligence de la femme n'est pas en cause.

L'objet du bill ne s'adapte pas à la mentalité de nos femmes et à celle de la population de la province. Il est impossible pour une épouse et une mère, dans notre mentalité canadienne-française, de travailler dans un cabinet d'avocats et de tenir maison.

On nous a cité des exemples des autres pays, mais on ne nous a pas prouvé que la mesure avait obtenu un succès ailleurs. Je crois que c'est rendre un service à la femme de la province en la plaçant à l'abri de nos maux et en la limitant au rôle maternel naturel qu'elle remplit du reste si bien. Chez nous, la femme est restée femme. Ne la mêlons donc pas à nos petites misères!

(Applaudissements)

Le député de Québec-Est s'est plaint de ne pouvoir voir les femmes dans les galeries, pour l'inspirer. Il s'est déclaré en faveur du bill sans voir les dames, mais le député de Joliette (M. Dugas) qui les a vues, a été inspiré de voter contre le bill.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Il m'apparaît qu'en l'an de grâce 1930, sur le continent américain, le fardeau de la preuve devrait incomber à ceux qui refusent à la femme le droit de gagner sa vie de façon honnête et civilisée. Toute la cause se résume à décider si l'on doit, en 1930, permettre aux femmes de gagner leur vie dans la pratique du droit. Je ne suis pas ici pour plaider la cause des femmes, mais la cause de la justice et de la liberté. Elle se trouve à être celle des femmes. La demande des femmes qui veulent être admises au Barreau est basée sur la justice et la liberté.

La liberté amène le bonheur par son application. La liberté n'est pas seulement une chose bonne en elle-même, mais elle a été la force motrice et la force intellectuelle dans la lutte de l'humanité vers le bonheur et le progrès. C'est Rousseau qui disait que l'homme est né libre, mais que partout il était esclave, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Historiquement, Rousseau avait tort. Dans les débuts de la civilisation, la liberté brillait par son absence. Des hommes étaient les esclaves des autres hommes, d'autres étaient sous une tyrannie absolue, et les femmes étaient la propriété et les esclaves de leurs maris. Chaque effort vers l'humanité a tendu à briser cette chaîne et à donner au peuple une mesure de plus en plus grande de liberté. L'humanité n'a jamais eu d'autre ambition que de briser ses chaînes et de faire triompher la liberté et la justice. Le progrès moderne a été marqué par la rupture de ses chaînes et quel a été le résultat?

C'est qu'avec cette liberté et comme résultat de la liberté, nous avons atteint une égalité de plus en plus grande. Avec la liberté et la justice, nous avons vu poindre l'égalité, et c'est l'égalité que je réclame cet après-midi, l'égalité pour les hommes et les femmes dans la province de Québec, en autant que le droit de pratiquer le droit est concerné. Toute l'humanité a le droit à la vie, à la liberté, à la poursuite du bonheur et, par conséquent, je dirai sans crainte de contradiction sérieuse qu'il ne peut y avoir d'objection réelle, d'argument sérieux à accorder aux femmes le droit de vote<sup>6</sup>.

(Rires)

Peut-être aurai-je quelque chose à dire à ce sujet plus tard. Pour le moment, je dirai que nous n'avons pas le droit moral de leur refuser le droit de pratiquer le droit.

Il y a des arguments contre l'admission des femmes au Barreau. Sont-ils sincères? En fait, il n'y a aucun argument sérieux pour refuser aux femmes le droit de pratiquer la profession d'avocat. Il n'y a aucun argument moral contre cette demande. Rejeter le bill serait se mettre en contradiction flagrante avec l'esprit de notre époque. Si nous refusons d'admettre la femme au Barreau dans notre province, nous nous mettons en travers des temps modernes. L'honorable député de Montréal-Saint-Louis a exprimé des opinions que je partage.

Actuellement, les femmes peuvent occuper les charges les plus importantes au secrétariat de la Société des Nations. De nos jours, les femmes peuvent être nommées au Sénat canadien, une femme a d'ailleurs été nommée et, comme la constitution du Conseil législatif est basée sur l'Acte

de l'Amérique du Nord britannique et ne diffère en rien de la constitution du Sénat, il va de soi que mes collègues du Conseil législatif pourraient, si le premier ministre et ses collègues en décident ainsi, accueillir parmi eux une femme. Elle est légalement en droit d'y siéger.

Elle n'a pas le droit d'être avocate dans la province de Québec, bien qu'on lui accorde ce droit dans chaque province du Canada et dans chaque État des États-Unis, je crois. Elle peut être avocate en Grande-Bretagne et en France. Alors pourquoi, comme l'a dit le député de Montréal-Saint-Louis, pourquoi devrait-on lui refuser la possibilité de pratiquer le droit ici au Québec?

Notre femme serait-elle inférieure à celles de tous les pays civilisés? Existe-t-il une différence essentielle chez la femme québécoise? Y a-t-il quelque chose chez elle qui la rend inapte à pratiquer le droit? Je ne suis pas un esclave de la majorité. Je crois, comme Lowell, que celui qui ne résiste pas à l'opinion de deux ou trois personnes d'avis contraire est un esclave. Mais si je jette un coup d'œil au reste de la planète, je reconnais que je me pose des questions, et je crois que nous devrions sans doute nous demander s'il ne serait pas possible que ce soit le reste de la planète qui ait raison et nous qui ayons tort. Ça me rappelle en fait l'histoire de la vieille dame écossaise qui, assistant pour la première fois à une parade où défile le régiment de son fils, se tourne vers la personne près d'elle et lui dit: ils marchent tous contraire à la cadence, sauf notre petit soldat. Sans doute il ne convient pas toujours de suivre la majorité, mais quand le monde entier juge bon d'accorder l'admission à la pratique du droit aux femmes, la province de Québec pourrait suivre cet exemple.

Quand une femme doit gagner sa vie, elle peut faire tout ce qu'elle veut, sauf exercer la profession d'avocat. Pourquoi? Quels sont donc les arguments avancés contre ce projet de loi et l'habilitation des femmes à pratiquer le droit? On a dit que la femme ne doit pas être délogée de son piédestal, qu'elle perdrait son charme et une partie de sa féminité si on lui permet d'aller s'occuper des affaires de ce monde rude et âpre. Cet argument serait merveilleux s'il était sincère. Mais on permet à la femme de faire une large part des choses déplorables et monotones de la vie, on lui permet de s'adonner aux fastidieuses tâches ménagères, une bataille constante contre la saleté, la poussière et le désordre, au service de Sa Seigneurie.

On parle donc du piédestal où sont élevées les femmes, qu'il ne faut pas les lancer dans un

monde rude et âpre, mais on ne se formalise pas que les femmes lavent les planchers dans les hôtels, à 2 heures du matin, qu'elles soient serveuses dans un hôtel, vendeuses de magasin et autres occupations bien éloignées du piédestal poétique. En fait, elle peut être presque tout ce que vous pouvez nommer, et elle fait toutes ces choses. La femme peut être avocat puisqu'on lui permet d'être marchande, commis, sténographe. Que ceux qui s'opposent à cet état de fait aiment cela ou non, il reste que les femmes font déjà ces choses.

Elles font toutes ces choses, Messieurs, et elles n'en perdent pas pour autant leur charme. Et ce que je veux pour les femmes du Québec, c'est qu'elles restent telles qu'elles sont. Je ne veux pas changer la femme de la province de Québec. Elle ne perdrait pas ses charmes plus dans la profession d'avocat que dans les autres sphères d'activités où elle est admise. Elle ne perdrait pas plus son charme féminin à être avocate qu'à être laveuse!

Je ne prétends pas que les femmes s'amélioreraient en devenant avocates, mais elles auraient un nouveau moyen de gagner leur vie. On parle de la concurrence et de ses dangers pour la femme avocate. Mais l'argument n'est pas sérieux. Il y a peu de femmes qui veulent entrer dans la profession d'avocats, mais il y en a peut-être quelques-unes. La jeune fille cherche ordinairement une vie de famille heureuse, et aspire à être plutôt épouse et mère qu'à se lancer dans la pratique du droit. En Ontario, les femmes sont admises à la pratique du droit depuis 20 ans, et il y en a à peine deux douzaines, dont une douzaine à Toronto. Il est peu probable que les femmes envahissent la profession légale, dans la province de Québec, plus que dans la profession médicale. Il n'y a pas beaucoup de femmes médecins, parce que ce n'est pas le travail normal d'une femme et qu'elles n'y aspirent pas comme à une vocation. Mais dans les cas où les femmes se sentent des aspirations au droit, qu'on les laisse libres de s'y adonner. Il est indubitable que certaines femmes ont une vocation pour exercer la profession d'avocat, et nous n'avons pas le droit de leur refuser d'être admises au Barreau.

Quel droit, quel droit moral cette Législature, composée d'hommes, élue par des hommes, a-t-elle de répondre à ces femmes: "Non, vous n'entrerez pas dans cette profession". Actuellement, il y a plusieurs femmes à Montréal qui ont passé leurs examens universitaires, en droit, et qui sont obligées de rester dans des positions inférieures dans les bureaux légaux. Pourquoi? Parce qu'elles n'ont pas le droit de pratiquer. Les femmes reçoivent des salaires

dérisoires, tandis que les avocats demandent des honoraires élevés, et qu'elles abattent une grande partie du travail. Tout simplement parce qu'elles n'ont aucun statut.

On dit que la femme n'a pas les qualités voulues, ni les aptitudes de jugement pour être avocate. Cela n'empêche pas que, dans la vie courante, les hommes ne cessent de demander conseil aux femmes sur ce qu'ils doivent faire et entreprendre. Il n'y a pas d'endroit dans le monde où la femme a un meilleur jugement que dans cette province de Québec. Allez voir l'habitant de nos campagnes. Proposez-lui une affaire. Qui va-t-il consulter en premier lieu? Sa femme, qui, souvent, est aussi instruite que lui. Le cultivateur ne conclut aucune transaction sans consulter sa femme. La question n'est pas de savoir si les femmes doivent gagner ou non à être avocates; si elles n'y font pas fortune, elles n'auront qu'à abandonner la profession et celles qui ont des aptitudes y réussiront. La profession faisant l'objet de cette discussion constitue pour elles un moyen de gagner leur vie. Certaines s'y dirigeront, la majorité ne l'exerceront pas, et je maintiens que nous n'avons pas le droit de la leur refuser.

Il n'y a que l'aspect légal de la question. Mais je trouve qu'il n'est pas suffisant pour nous empêcher de refuser ce droit aux femmes. Quant à l'article qui défend aux femmes mariées d'être avocates sans le gré marital, je n'y vois pas une grande objection pour la bonne raison que peu de femmes mariées tenteront de se faire avocates. La profession d'épouse et mère, je crois, attirera toujours la femme normale avant toute profession libérale.

L'honorable député de Québec-Comté (M. Bédard) nous a affirmé qu'aucune femme ne pourrait tenir un cabinet d'avocats et s'occuper d'un foyer. Mais il n'a rien dit à propos des femmes qui tiennent un magasin, ce que la loi leur permet de faire à l'heure actuelle. Il n'est pas logique de permettre à une femme de gérer un magasin et de lui défendre d'être avocate, alors que la première occupation la retient hors du foyer beaucoup plus longtemps que la seconde. La Législature a-t-elle droit de défendre aux femmes l'admission au Barreau alors qu'elle lui permet de faire toutes les autres besognes? J'admets que ce n'est pas dans la mentalité de toutes les femmes de cette province, pas plus que dans celle des femmes des autres pays, de désirer devenir avocat. Mais pourquoi défendre à celles qui veulent pratiquer le droit, le privilège de satisfaire leur désir en toute liberté? S'il se trouve une seule femme qui a les aptitudes et les qualifications

voulues, de quel droit lui refuserions-nous le droit d'être admise au Barreau?

Je ne puis comprendre que nous fassions bande à part dans le monde civilisé. La France a eu des femmes illustres, depuis Jeanne d'Arc jusqu'à madame Curie. Nous avons eu Jeanne Mance et Madeleine de Verchères, qui nous ont montré que nos femmes peuvent non seulement être extraordinaires au foyer, mais également à plus vaste échelle. Ces femmes ont illustré notre pays. J'ai lu la biographie de Lafayette, héros de trois révolutions. Il n'y avait qu'une personne pour l'égaliser en courage et surpasser ses charmes: sa femme. Pourquoi refuser aux femmes un droit que celles des autres provinces et des autres pays possèdent? M. l'Orateur, je veux que les Canadiennes de notre province aient les mêmes droits et privilèges dont jouissent les Canadiennes des autres provinces et je voterai pour le projet!

(Applaudissements)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je veux simplement ajouter quelques mots à ce débat, M. l'Orateur, car la question à l'étude a été examinée de long en large par les différents orateurs. Je m'étonne que le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster) ait cru bon de revendiquer pour la femme la justice et la liberté. Je m'objecte à ce que l'on dise que la liberté est violée dans cette province et que la justice n'y existe pas. Je ne crois pas que la liberté et la justice soient en danger dans notre province, ni même en cause dans ce projet.

Il ne s'agit pas, dans la discussion du principe du bill, de mettre en doute les qualités de la femme. Je n'aborderai pas la question de l'intelligence de la femme, dont a parlé avec tant d'éloquence l'honorable député de Montréal-Saint-Louis. Il n'en est aucunement question, car cela n'a rien à voir avec la discussion actuelle. Je suis prêt à admettre l'intelligence de la femme, et que cette intelligence est peut-être plus fine que celle de l'homme. C'est précisément parce que la femme est depuis longtemps posée sur un piédestal, et que nous voulons qu'elle y demeure, que je m'oppose à ce projet de loi et, si je vote contre, c'est en raison de la solide argumentation de l'honorable député de Joliette (M. Dugas), qui nous a prouvé que le projet aurait comme conséquence d'attirer les femmes à l'extérieur de leur foyer.

La question n'est pas de savoir si les femmes sont plus ou moins intelligentes que les hommes, il est admis que la femme nous est supérieure en cœur, en intelligence et qu'elle est douée de brillantes

qualités. Mais l'admission de la jeune fille à la profession d'avocat aura pour effet de l'attirer hors du foyer et de la vie de famille. Or, ce qu'il nous faut dans notre province, c'est le foyer bien organisé, la vie familiale intense, paisible, afin que notre vie continue de s'écouler de façon normale, et non que cette vie subisse les contrecoups de toutes sortes de projets risqués.

Il (M. Blain) cite une opinion de Colette Yver. Il y a des dangers dans l'admission des femmes au Barreau comme d'ailleurs dans le féminisme. Celui-ci tend à faire disparaître l'autorité de la famille, base de la société. Le féminisme qui rêve à l'égalité absolue entre les époux est destructeur du principe d'autorité qui est détenu par le chef de famille.

Il faut une autorité dans la famille! Si l'on attire la jeune fille hors du foyer, si elle en devient indépendante, l'aboutissement logique sera la diminution de l'autorité du père de famille, la désagrégation de la famille et, finalement, un mal pour la société.

C'est sur la famille que s'appuie la solidité de la paroisse, et ainsi de suite en remontant. Déstabilisez la famille et il n'y aura plus d'autorité dans la province de Québec. L'autorité du père ne saurait être menacée et détruite en vain. Lorsqu'elle sera disparue, la famille et la société seront menacées de la ruine car, avec l'autorité du père, disparaît le principe d'ordre et de stabilité. Cette autorité a été exercée avec douceur, mais elle commence à diminuer.

Nous allons en arriver à un état de choses où la femme aura autant d'autorité que l'homme et où toutes les professions et toutes les voies accessibles à l'homme aujourd'hui lui seront accessibles. Il n'y a aucun doute sur la souffrance qui, inévitablement, résultera une fois que l'autorité aura été éliminée pour de bon.

Si je n'avais ma réputation de bolchevique, je serais tenté de citer saint Paul, qui a dit que la femme ne devait ni enseigner ni s'approprier l'autorité de son époux. Cet ordre des choses s'est révélé satisfaisant jusqu'ici et a contribué au maintien de la discipline et de l'obéissance dans tous les pays et parmi tous les peuples.

Les femmes exercent une très grande influence, mais cette influence s'exerce et devrait continuer à s'exercer à l'intérieur du foyer. Je dirai aux promotrices de ce projet que je les admire comme ministre de l'Intérieur, mais je les vois mal comme ministre des Affaires étrangères.

(Rires)

Il (M. Blain) cite un auteur qui dit que la femme, associée à un philosophe, à un savant, à un magistrat, à un médecin, peut être utile à la société.

(Applaudissements)

**M. Francoeur (Lotbinière):** M. l'Orateur, cette question a déjà été soumise en Chambre plusieurs fois. Il y a un bon nombre d'années, j'avais voté contre un projet de bill similaire, mais j'ai changé d'idée. Je favorise maintenant cette mesure, après l'avoir crue prématurée autrefois. Je dois déclarer que je voterai pour aujourd'hui. Je ne suis pas prêt à dire que je voterai pour toutes les mesures féministes, mais le Barreau n'a pas d'objection au bill actuel, et je crois qu'il devrait être adopté. Je crois que l'heure est venue où le Barreau doit admettre la femme dans ses rangs. Le Barreau ne perdra rien par l'admission des femmes dans la profession d'avocat. Il a tout à y gagner.

Je mets de côté les théories anciennes, car nous vivons si rapidement aujourd'hui que même ceux qui écrivent des thèses voient, en terminant ces volumes, changer les conditions qui existaient au moment où ils les ont commencées. Je ne veux pas répéter les arguments qui ont déjà été présentés, mais je crois qu'on a trop cité d'auteurs défunts depuis longtemps. Auraient-ils écrit ce qu'on nous a lu s'ils avaient vécu de nos jours? Saint Paul, par exemple, cité par mon honorable ami de Dorion, compte parmi ceux-là, car on ne peut deviner ce qu'il dirait s'il vivait à notre époque trépidante et connaissait les progrès rapides qui accompagnent l'homme tout au cours de sa vie vers la mort. Saint Paul était une intelligence remarquable, mais il vivait en d'autres temps, et, s'il vivait aujourd'hui, il changerait peut-être d'idée. On peut en dire tout autant de Jean-Jacques Rousseau et de la dame mentionnée par mon honorable ami de Joliette. Nous ne sommes plus au temps de Saint Paul, ni de Rousseau, ni de Gina Lombroso.

**M. Dugas (Joliette):** Cela date de 1925.

**M. Francoeur (Lotbinière):** Alors, si elle est toujours en vie, elle doit voir à quel point les choses ont changé et progressé, même depuis 1925. Lorsque la vie va aussi vite qu'elle le fait de nos jours, il y a nécessairement besoin de changement. Le monde a évolué et il y a des faits qui ne doivent pas échapper au législateur. Il est donc mieux de juger des faits.

Comme nous l'a dit l'honorable trésorier de la province, que ça nous plaise ou non n'a aucune importance. Je ne suis pas en faveur de toutes les revendications féministes, mais il y a un fait certain

et l'honorable trésorier de la province l'a dit. La vie a changé partout, et l'on voit que les femmes sont admises partout. Aujourd'hui, la femme travaille, et en demandant son admission au Barreau, elle veut simplement avoir une nouvelle sphère d'activité pour gagner sa vie. La femme gagne sa vie comme sténographe, comptable, marchande, et même des femmes mariées doivent travailler pour gagner la subsistance du ménage.

Il y a aussi un bon nombre de femmes non mariées qui sont chargées de famille. On voit des femmes demander de l'ouvrage pour soutenir leurs mères et leurs jeunes frères, leurs sœurs, leurs enfants, leurs vieux parents. De jeunes filles viennent souvent à nos bureaux pour demander du travail et nous disent très franchement que ce n'est pas pour elles qu'elles le font, mais pour des parents démunis. Elles nous demandent une autre avenue pour gagner leur vie. Il y a quelques années, j'hésitais à accorder aux femmes le droit d'être admises au Barreau. Mais, il me semble maintenant que les avocats devraient être les derniers à leur refuser, car comme je l'ai dit, le Barreau n'a rien à perdre et tout à gagner.

Je ne crois pas que la famille soit menacée. Je ne vois pas de menaces pour le foyer dans le projet de loi, car ce ne sont pas les femmes mariées qui s'en prévaudront. En admettant la femme au Barreau on lui permet simplement de gagner sa vie par ce moyen plutôt que dans la carrière de sténographie, par le métier de commis, etc. Il ne faut pas craindre la concurrence, car au Barreau comme ailleurs survivent les meilleurs, et tant mieux pour les justiciables et l'administration de la justice. Si cela augmente le nombre de procès, tant mieux pour les avocats. Si cela diminue le nombre de procès, tant mieux pour les justiciables.

Il n'est que juste de laisser à tout le monde des chances égales. Les femmes apporteront au palais ce charme et cette élégance que nous leur reconnaissons. Leur présence au Barreau aurait pour effet de mettre un charme de plus à la profession. Les juges ne s'en plaindront pas. Les juges deviendront plus bienveillants lorsqu'ils auront des femmes devant eux et la justice y gagnera. Je ne vois pas de raison valable pour refuser aux femmes l'admission au Barreau. L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) a dit: "Vous les éloignerez du foyer." Je n'ai pas qualité pour parler du foyer.

(Rires et applaudissements)

Si les femmes avaient été admises au Barreau plus vite, j'en aurais peut-être rencontré une qui eût consenti à partager mes misères.

(Rires)

En permettant aux femmes d'être admises au Barreau, nous ne les obligeons pas à pratiquer le droit, pas plus que nous ne les forçons à devenir employées de bureau, sténographes ou secrétaires juridiques. Mais si elles veulent ou sont obligées de gagner leur vie, nous ne pouvons leur refuser cette nouvelle avenue. Les faits sont là qui nous montrent que nous devons changer d'opinion sur cette mesure.

Ceux qui s'opposent au projet de loi nous ont aussi dit que le fait qu'une femme soit avocate entrera en conflit avec son devoir vis-à-vis sa famille et son foyer. Il est vrai qu'il y aura peut-être des moments où elle ne pourra pas plaider, mais j'ai moi-même vu des femmes à la barre à Paris, et je crois qu'elles ont prouvé qu'elles peuvent réussir.

J'affirme, M. l'Orateur, que nous ne devrions plus leur refuser cette avenue. L'honorable député de Québec-Comté ne devrait pas s'inquiéter pour ce qui est de la concurrence. Il est notoire que plus il y a de gens dans un secteur, mieux c'est. C'est simplement une question de survie du plus apte. Les faits qui nous sont présentés aujourd'hui sont si différents de ceux d'il y a quelques années que, comme je l'ai dit, j'ai changé de camp et j'appuierai ce projet de loi. Il est permis de changer d'opinion et je profite de la circonstance pour déclarer que je voterai en faveur du bill.

(Applaudissements)

**M. Tremblay (Maisonnette):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), l'ajournement du débat<sup>7</sup>.

Adopté.

### **Code civil, article 1622**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 modifiant l'article 1622 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Demandes de documents:**

#### **Quebec Development Company Ltd.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Blain), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous contrats entre le gouvernement de la province ou

aucun de ses membres et la Quebec Development Company, limited ou toute autre personne ou compagnie, concernant la construction du barrage près de l'Île Maligne, au Lac-Saint-Jean, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1922, inclusivement, jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1923, inclusivement.

Adopté.

### Ville de Bagotville

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 82 déterminant la limite est de la ville de Bagotville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. *The Montreal Daily Star* du 19 février 1930, à la page 14, rapporte: "Il y a également eu un moment agréable au début de l'après-midi, le maire Camillien Houde et chef de l'opposition ayant été chaleureusement applaudi par ses partisans, lorsqu'il est entré à la Chambre pour prendre son siège, pour sa victoire à l'élection partielle de Villeray".

2. *L'Événement* du 19 février 1930, à la page 3, rapporte: "Quelques dames occupaient des sièges dans la tribune des conseillers législatifs et elles se permirent d'applaudir deux des orateurs parlant en faveur du projet. Mme Pierre Casgrain, qui espère voir le succès du bill Drouin, occupait un siège dans la galerie du Président et elle déplora ces manifestations un peu intempestives". *The Montreal Daily Star* du même jour, à la page 14, précise que Mme Marie-Thérèse Casgrain, Mme E.-T. Samson et Mme G.-P. Paton, étaient dans la galerie du

Président. Pour sa part, *Le Nouvelliste* du 19 février 1930, à la page 1, précise qu'il n'y avait que 46 députés de présents à leur siège.

3. *The Montreal Daily Star* du 19 février 1930, à la page 14, rapporte: "Lorsque le projet de loi sur les avocates a été appelé, une vive émotion a été ressentie en Chambre et les gens dans les galeries se sont penchés pour voir le parrain du projet de loi, qui occupait un siège situé dans le coin à gauche de l'Orateur et lui faisant face. Le froissement du papier et le bruissement des vêtements étaient ponctués de "Laissez tomber, laissez tomber!" de la part du Dr J.-P.-C. Lemieux (Wolfe)".

4. Le siège du député de Québec-Est (M. Drouin) est situé à l'extrême gauche, sous la tribune des dames et des journalistes.

5. *L'Événement* du 19 février 1930, à la page 8, rapporte que les gens applaudissent également dans la tribune des conseillers législatifs où, dit-on, "il y a plusieurs jolies femmes".

6. *Le Devoir* du 19 février 1930, à la page 2, rapporte que M. McMaster s'aperçoit qu'il parle du suffrage féminin au moment où les députés se mirent à rire de son erreur.

7. *L'Étoile du Nord* du 20 février 1930, à la page 8, précise que le débat dure 3 heures.



Séance du mercredi 19 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The Masonic Memorial  
Temple Corporation**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que les articles 498, 503 à 508, 510 à 531 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Masonic Memorial Temple Corporation, demandant l'adoption d'une loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation du paiement de toutes taxes municipales dans la cité de Montréal, que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation du paiement de toutes taxes municipales dans la cité de Montréal et que ledit bill soit lu la première fois à la présente séance.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la Masonic Memorial Temple Corporation, demandant l'adoption d'une loi permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation du paiement de toutes taxes municipales dans la cité de Montréal est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de la contribution foncière annuelle, à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Construction d'un pont à Montréal,  
contrat entre les commissaires du havre de  
Montréal et la Montreal Trust Company**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le député de Montréal-Laurier (M. Poulin), que

toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues, qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires du havre de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de fidéicommis entre lesdits commissaires, Montréal Trust Company et Sa Majesté le roi; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill 152 ratifiant un acte de fidéicommis entre les Commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition des commissaires du havre de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un acte de fidéicommis entre lesdits commissaires, Montréal Trust Company et Sa Majesté le roi, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Rapports de comités:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 182 modifiant la loi des licences relativement aux hôtels;

- bill 88 ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fin de taxes municipales, à la Dominion Rubber Company, Limited.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 179 modifiant l'article 1622 du Code civil;

- bill 181 modifiant les articles 455 et 949 du Code civil.

**M. Lemieux (Gaspé)** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 146 concernant le pont de comté appelé Pont Alonzo Wright, dans le comté municipal de Hull;  
- bill 87 modifiant la Charte de la Ville Saint-Laurent.

Votre comité a cru devoir ajouter au préambule de ce bill parce que, dans son opinion, il ne couvrirait pas suffisamment les amendements apportés par le bill.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 81 modifiant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

#### Questions et réponses:

##### Loi des liqueurs

**M. Tremblay (Maisonneuve):** 1. Combien a coûté: *a.* en 1928-1929 la mise en vigueur de la loi des liqueurs; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

2. Quel montant a été dépensé pour détectives et causes: *a.* en 1928-1929; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

3. Quel montant a été payé aux avocats de la Commission des liqueurs: *a.* en 1928-1929; *b.* du 1<sup>er</sup> mai 1929 au 1<sup>er</sup> janvier 1930?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. *a.* \$526,948.67; *b.* \$419,924.42.

2. *a.* \$477,602.39; *b.* \$379,199.90.

3. *a.* \$49,346.28; *b.* \$40,724.52.

##### Prison de Hull

**M. Guertin (Hull):** 1. Les plans d'agrandissement ou de modifications, qui doivent être faits à la prison de Hull, sont-ils complétés?

2. Dans la négative, quand le seront-ils?

3. Dans l'affirmative, quand le gouvernement a-t-il l'intention de commencer les travaux?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. 2. et 3. À l'étude.

##### Palais de justice de Sherbrooke

**M. Crépeau (Sherbrooke):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes concernant la pose d'un ascenseur dans le palais de justice de Sherbrooke?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. A-t-il décidé de faire droit à ces demandes?

4. A-t-il accordé un contrat pour la pose de cet ascenseur, quand et à qui?

5. Quand les travaux seront-ils commencés et quand seront-ils terminés?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui.

2. En plusieurs circonstances.

3. Oui.

4. Oui. 2 décembre 1927. Otis-Fensom Elevator Co.

5. Au printemps prochain. À la fin de l'été.

##### Pont sur le Saguenay

**M. Tremblay (Maisonneuve):** 1. Le gouvernement s'est-il engagé à payer une somme d'argent quelconque pour la construction du pont projeté sur le Saguenay entre Sainte-Anne et Chicoutimi?

2. Dans l'affirmative, quel est ce montant et à qui doit-il être payé?

3. Dans la négative, a-t-il l'intention de contribuer à la dite construction et pour quel montant?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. et 2. Le gouvernement s'est engagé, sous certaines conditions, de garantir des débentures jusqu'à concurrence d'une somme de \$200,000.

3. Réponse donnée par 1. et 2.

##### Vergers de démonstration

**M. Renaud (Laval):** 1. Depuis quand les vergers de démonstration n'existent-ils plus?

2. Pourquoi ont-ils cessé d'exister?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1929.

2. Parce que ces vergers avaient donné à peu près tous les résultats que le département pouvait en attendre. Nous avons cru qu'il valait mieux vulgariser les méthodes culturales déjà appliquées dans les vergers de démonstration, en groupant un certain nombre de producteurs qui s'engagent à suivre les avis d'un instructeur, qui les visite régulièrement.

#### **Admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mardi le 18 février dernier, sur l'amendement à la motion pour deuxième lecture du bill 186 modifiant la loi du Barreau relativement à l'admission des femmes à l'étude et à la pratique du droit, amendement à l'effet que le bill soit lu dans six mois.

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous allez peut-être trouver tout à fait étrange mon attitude dans les circonstances. À venir jusqu'à ce moment, je comprends que tous les députés qui ont pris part au débat étaient membres du Barreau. Il fallait un certain courage, et pour me servir d'une expression de mes adversaires, avoir un esprit quelque peu révolutionnaire, pour adresser la parole après les avocats qui se sont fait entendre. Mais nous devons bien nous rappeler qu'en dehors du Barreau, il y a le peuple que cette question concerne.

Je félicite le député de Québec-Est d'avoir bien voulu présenter le bill et de l'intéressant discours qu'il a fait, car il est avocat et n'a aucune objection à ce que les femmes gagnent leur vie en pratiquant cette honorable profession. Il n'a pas pensé pour lui seul. Il a compris que s'il fallait vivre, il faut laisser vivre. Dans cette province, toute personne a sa place au soleil. Il est un fait prouvé en ces derniers temps: c'est que la femme est une personne, elle est quelque chose. Cela paraît surprendre le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), mais c'est le Conseil privé qui l'a reconnu après d'ailleurs tout le monde.

Je ne voudrais pas retourner à l'Ancien Testament, mais il faut reconnaître ce que le créateur lui-même a reconnu. M. l'Orateur, le créateur ayant mis l'homme sur la terre, trouva qu'il n'avait pas réussi.

(Cris de protestations)

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Il se rendit compte qu'il avait fait une grande erreur. C'est qu'il

voulait faire une créature parfaite. Son ouvrage ne répondait pas à ses désirs. Ayant maigrement réussi avec l'homme comme première ébauche, il décida de se reprendre et il prit une petite partie de l'homme, une côte, et il créa la femme. Il a ainsi complété son œuvre en créant d'une côte de l'homme l'idéal de l'humanité. Il décida enfin de faire de sa première imperfection et de sa perfection secondaire un tout.

(Rires)

Ne riez pas les jeunes! Depuis ce jour-là, l'homme et la femme ont-ils été mis sur la terre pour être esclave l'un de l'autre? Je ne crois pas que Dieu ait mis l'homme et la femme sur la terre pour les rendre esclaves l'un de l'autre, mais il a voulu en faire des compagnons pour supporter les joies et les misères de la vie, pour coopérer à l'œuvre commune. À son imperfection première, il a joint sa perfection seconde pour en faire un tout qui coopère. Le créateur a voulu que l'homme et la femme fussent égaux sur la terre!

Il me fait plaisir de remarquer qu'il y a eu dans cette Chambre un nouveau saint Paul dans la personne du député de Lotbinière (M. Francoeur) qui, parti sur le chemin de Damas, a vu la lumière. Je le félicite de s'être prononcé en faveur du bill qu'il a déjà combattu. Il a annoncé mardi qu'il votera en faveur du bill. Il était autrefois opposé à l'admission des femmes au Barreau, mais il a changé d'opinion depuis. Son geste montre que l'idéal de l'admission de la femme au Barreau fait du progrès.

J'ai écouté les discours. Personne encore n'a donné une vraie raison de refuser aux femmes l'admission au Barreau. Mais pourquoi s'oppose-t-on à ce que la femme pratique le droit? Quelle raison sérieuse a-t-on invoquée pour prohiber la pratique du droit aux femmes? Le principal argument que l'on apporte contre le bill, c'est que si la femme pénètre au Barreau, elle court le risque d'être contaminée.

(Rires)

Est-ce que les honorables avocats de cette Chambre qui nous parlent de l'intelligence et des qualités excellentes de la femme, pour l'empêcher de pratiquer le droit, ont peur qu'elle soit contaminée par le voisinage des avocats? Est-ce que le Barreau en est rendu à ce point? Serait-il contaminé au point qu'on ne puisse y toucher et que l'on craindrait de laisser y entrer la femme? Est-ce que le Barreau a peur de se faire toucher?

(Rires)

Cette peur devrait-elle pousser la Chambre à rejeter ce bill? C'est ridicule un argument pareil!

L'honorable député de Joliette (M. Dugas) a cité de vieux auteurs. Il a le mérite d'avoir cherché à

apprendre. Je ne puis l'en blâmer, mais s'il a parlé comme il a parlé, c'est qu'il est jeune et je lui pardonne sa jeunesse. Je le félicite de son ardeur à l'étude. Il ne lui manque que l'âge pour lui apprendre le côté pratique de la vie. Cependant, on devrait bien s'aviser d'étudier la question non pas au point de vue des personnes qui vivaient il y a une dizaine de siècles, mais au point de vue actuel. Je veux discuter la question au point de vue moderne, comme le trésorier de la province (l'honorable M. McMaster), comme quelqu'un qui réalise l'obligation de la femme de nos jours. Le droit est une carrière qui pourrait aisément être poursuivie par des femmes ayant la formation appropriée.

Dans ce bill, les femmes demandent le droit de gagner leur vie dans un autre domaine. Nous les ouvriers, qui travaillons chaque jour pour gagner notre pain, avons-nous refusé à la femme et aux jeunes filles la porte de l'usine ou l'accès à tout autre métier où elles nous font maintenant concurrence? Les ouvriers, eux, n'ont pas refusé à la femme, de venir travailler dans les usines, pour faire vivre les siens, aider à la famille. Ils ne lui ont jamais refusé de partager leur travail.

Nous les ouvriers, lorsqu'une femme se présente à l'usine, nous lui disons: "Sois la bienvenue". Nous lui disons: "Tu es un être humain et tu as droit de vivre et de gagner ta vie". Est-ce que ceux qui s'objectent à cette loi ici dans cette Chambre agissent toujours de la même manière? Alors, pourquoi les avocats refuseraient-ils aux femmes de gagner leur vie dans la pratique du droit? Pourquoi la femme ne pourrait-elle pas aussi pratiquer le droit comme les autres professions?

Mais, messieurs les avocats qui sont aussi réticents trouvent nécessaire de revêtir le vêtement de la femme quand ils paraissent devant les tribunaux. À ceux qui disent à la femme: "Tu n'as pas le droit de plaider devant une cour", je réponds: "Puisque vous dédaignez la femme dans vos rangs, ayez au moins le courage de paraître en culottes, puisque vous vous abritez sous l'habit de la femme lorsque vous plaidez. Plaidez donc en culottes, au lieu de porter la vêtue de la femme, la robe! De quel droit les avocats, dont la robe est un vêtement féminin, refusent-ils aux femmes le droit de pratique?"

On semble faire des gorges chaudes à ce propos. On n'en a pas le droit. D'après notre système économique, la femme a les mêmes obligations que l'homme. La femme, aujourd'hui, a autant d'obligations que l'homme, et souvent elle se trouve placée dans des conditions beaucoup plus difficiles. On dit: "La femme ne pourra pratiquer le droit, mais

le jeune homme pourra travailler, et après son travail, suivre des cours qui lui permettront dans la suite de se livrer à la pratique du droit". Un jeune homme a le droit d'étudier et de se faire recevoir avocat. La jeune fille a aussi le droit d'étudier, mais quand elle a toutes les qualifications voulues pour être avocate, on lui refuse le droit de pratiquer. Pourquoi ne permettrait-on pas la même chose aux femmes? Il n'y a, de nos jours, pas moins de raisons de dire à sa fille qu'elle doit fonder un foyer qu'il n'y en a de le dire à son fils, et on devrait donner à sa fille les mêmes chances qu'on donne à son fils d'étudier et de se préparer à la pratique d'une profession. Pourquoi une femme qui a acquis la science du droit devrait-elle accepter un salaire de sténographe dans un cabinet de droit?

On nous dit: "La femme ne pratiquera pas". On soulève l'objection de la pratique du droit par les femmes mariées. Mais que dit-on pour celles qui ne le sont pas? Toutes nos jeunes filles sont-elles en mesure de se trouver un parti sérieux qui leur donnera satisfaction? Non. Nombreuses sont celles qui, de nos jours, sont obligées de gagner leur vie à travailler dans les bureaux pour venir en aide à leurs familles, pour suivre des cours du soir pour meubler leur intelligence. Pourquoi leur refuser la chance de devenir des autorités dans cette branche professionnelle? Quelle raison peut-on invoquer pour leur refuser le droit de se perfectionner et de devenir des professionnels, de retirer tous les bénéfices auxquels leurs connaissances leur donnent droit, mais que la loi les empêche de réaliser? Nous n'avons aucunement raison d'agir ainsi et de refuser à la femme le privilège de pratiquer le droit. Les femmes doivent avoir le droit d'être avocates et on ne doit pas leur répondre: "Contentez-vous d'être sténographes avec de petits salaires".

On soulève divers arguments contre ce bill. On fait tous les compliments à la femme. On lui dit qu'elle est belle...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Très bien!

**Un député:** Des fois!

**Des députés:** Bravo!

**M. Tremblay (Maisonnette):** On dit: "La femme est gracieuse", c'est vrai. On dit: "La femme est intelligente", c'est supérieurement vrai. Mais jamais quelqu'un n'a dit en cette Chambre: "Voici les défauts de la femme".

**M. Gauthier (Portneuf):** Elle n'en a pas.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Et puis, comme conclusion, on lui refuse le droit de se perfectionner. On ajoute: "Laissons-la telle qu'elle est". Pourquoi ne pas lui permettre de devenir encore supérieure? D'autres croient que la femme a bien des défauts et nous en parlent vertueusement comme si les hommes n'en avaient pas. Est-ce que l'homme a toujours rempli son devoir de responsabilité envers la femme? A-t-on dit que l'homme ne traitait pas toujours la femme comme il le doit? A-t-on avoué que l'homme traite quelquefois sa femme comme une esclave? Non! On ne nous a pas parlé de toutes les tâches manquées par les hommes, eux, qui font souvent une esclave de la femme, au lieu d'en faire une compagne. La femme doit-elle être condamnée à une vie d'esclave? Je dis que non, plus aujourd'hui. Elle devrait être une compagne.

Le temps de l'esclavage est passé. Le temps est passé où la femme doit être considérée comme l'inférieure de l'homme. La femme a droit à la liberté autant que l'homme. C'est sans doute fort beau de remonter aux calendes grecques pour empêcher que telle chose est et doit être impossible, mais nous devons considérer la question au point de vue moderne. Qu'est-ce qu'on aurait dit, il y a 40 ans ou 50 ans, en voyant un homme passer en automobile dans la rue d'une ville à 80 ou à 90 milles à l'heure? On aurait dit: "c'est un fou!" Ce citoyen aurait été mis à l'asile. L'an dernier à Daytona Beach<sup>1</sup>, le major Seagrave, un Anglais, était proclamé un héros pour avoir prouvé que l'auto peut faire 231 milles<sup>2</sup> à l'heure, et démontré ainsi le degré d'avancement que la science a atteint. On n'a pas dit que c'était un fou! On a dit que c'était un homme énergique. Le monde entier a loué l'énergie de cet intrépide et audacieux automobiliste. On a fait les meilleurs éloges de son exploit.

Même chose pour l'aviation. Des progrès merveilleux ont été réalisés dans ce domaine depuis quelques décades. Lindberg à son départ, dans son oiseau métallique pour traverser l'océan, a été traité de fou par tous les hommes soi-disant sages. Trente-sept heures après, parce qu'il avait réussi, il devenait un héros. Il a été acclamé comme un dieu dans tous les pays du monde. Il a démontré ce que le progrès pouvait faire. Voilà l'époque à laquelle nous vivons. Voilà le progrès. Le bill que nous avons devant nous a la même valeur que ces exploits qui ont été accomplis dans l'univers. Si le monde n'a pas voulu admettre dans le passé la femme à la pratique du droit, il devrait changer d'idée tout comme il l'a fait après l'accomplissement des exploits ci-haut mentionnés.

Le culte du passé peut-être excellent mais à condition de ne pas fermer obstinément les yeux à la réalité. Qui niera, par exemple, que dans les causes de différends domestiques, la femme n'est pas pour le moins aussi qualifiée que l'homme? Qu'elle ne soit pas une spécialiste née dans les causes de différends familiaux? Car pour être avocat complet, il ne faut pas seulement l'intelligence, mais aussi le cœur. Je n'admettrai jamais que seul l'homme a l'intelligence l'énergie et l'habileté nécessaires pour protéger les deux sexes du monde.

Malgré tout le respect que j'ai pour les avocats, si demain mon épouse était obligée de comparaître devant une cour de justice, si elle avait à choisir un avocat et qu'elle me demandait qui choisir, sans hésitation, je dirais à mon épouse, si elle avait à choisir entre un avocat masculin et un avocat féminin: choisis donc quelqu'un qui te comprend! Choisis-toi une femme avocat. Je crois que pour certaines causes d'ordre familial, une avocate serait supérieure à un avocat, car elle comprendrait mieux l'enjeu, alors qu'un avocat n'a pas le cœur de la femme pour comprendre certaines choses. Quelle que soit la grandeur du cœur de l'homme, il ne remplacera jamais le cœur de la femme!

Mon collègue de Québec-Est a trouvé que la vocation d'avocat était encombrée.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est le député de Québec-Comté qui a dit cela.

**M. Tremblay (Maisonnette):** Pardon, alors. On affirme que la profession est encombrée. Quelle trouvaille! Pourquoi la profession serait-elle encombrée? Mais encombrée par qui? Par des avocats incompetents? Dans le commerce, la concurrence loyale est un des plus grands facteurs de succès. Dans ce domaine, la concurrence existe et aussi parfois l'encombrement. Mais allons-nous pour ce beau motif supprimer la concurrence, faire du commerce un métier fermé?

On pourrait alléguer avec raison que, si la mesure en question était une expérience nouvelle, il faudrait y aller avec lenteur et une extrême prudence. Mais voici que tous les pays civilisés l'ont adoptée et que personne jusqu'ici n'a pu en prouver la faillite nulle part. Je veux que l'on donne à la femme tous les avantages pour faire valoir ses talents et, selon moi, la pratique du droit est une des moyens qu'on devrait lui donner. Au nom de la classe qui souffre, je réclame l'admission des femmes au Barreau pour montrer aux hommes l'esprit de justice. Elles feront une molle concurrence aux hommes.

On ne le dit pas, mais je pense que, lorsque la femme sera admise au Barreau, on sera émerveillé de ses capacités. La femme sera un atout précieux à la profession du droit, d'un point de vue tant juridique que judiciaire. L'homme bénéficierait du contact de la femme au Barreau. Cette dernière pourrait lui montrer des choses qu'il ignore. Messieurs, ouvrez les portes. Accordez à la femme le droit légitime qu'elle réclame. Qu'on ouvre les portes du Barreau aux femmes pour qu'elles en retirent les bénéfices au lieu de faire aujourd'hui, le travail des hommes, sans juste rémunération.

À quoi sert de la laisser étudier, si vous ne voulez pas la laisser pratiquer. Je crois que le temps est venu de voir les choses telles qu'elles existent. Nous ne sommes plus au temps de Mathusalem. La vie moderne demande à la femme la même part de travail qu'à l'homme. La femme a une part égale de sacrifices. Elle doit avoir des droits.

Supposons une famille de quatre garçons et de quatre filles. Les quatre garçons vont fréquenter le collège et l'université, tandis que les quatre filles vont poursuivre les mêmes études au couvent et à l'université. Tous les huit étudient et obtiennent des diplômes. Or, au bout des études, on dira aux garçons: vous pourrez être reçus avocats, toutes les perspectives d'avenir vous sont ouvertes. Il n'y a pas de limite à vos ambitions. Mais aux filles, qui peuvent être aussi bien préparées que les garçons, on dit: Vous n'avez pas le droit de vous servir de l'instruction que vous avez acquise. Vous avez étudié, mais vous n'irez pas plus loin, mariez-vous si la chose est possible, ou végétez dans des positions inférieures et montez sur le piédestal du célibat.

N'y a-t-il pas là une injustice? Agir ainsi, c'est antichrétien. Si je donne la même instruction à mes deux filles et à mes deux garçons, je ne serai pas un père de famille chrétien, si je fais une loi qui les empêchera de pouvoir gagner leur vie avec leur intelligence, de la même façon. J'aime mes enfants également et je veux les traiter avec un égal esprit de justice. Garçons et filles avec la même instruction devraient avoir les mêmes possibilités de montrer leurs capacités intellectuelles.

On dit que l'admission des femmes au Barreau sera une cause de désunion de famille. Ridicule! Cet argument est faible. L'instruction de la femme ne sera jamais un obstacle à la paix dans les familles. Si un homme épouse une femme plus instruite que lui, c'est un avantage pour lui. Un homme aime sa femme ou il ne l'aime pas. S'il l'aime, il la respecte. Une femme qui aime son mari le respecte. Que l'un ait plus d'instruction que l'autre

n'affectera en rien leurs rapports mutuels. Moi, j'aimerais ma femme même si elle était avocat. Madame Wilson vient d'être nommée sénateur à Ottawa cette semaine. Je l'en félicite. Elle a huit enfants. Croyez-vous que son mari va avoir moins d'estime pour elle? Pourrait-on dire qu'elle aime moins ses enfants? Mère hier, elle sera mère demain. Je répète que je vais appuyer le bill qui est devant nous.

(Applaudissements)

**M. Lamoureux (Iberville):** J'aimerais expliquer pourquoi je voterai en faveur de la motion de renvoi à six mois. Je vais voter contre le bill et en faveur de l'amendement pour le couler, parce qu'il n'est pas nécessaire, ni utile. Je trouve qu'il n'a pas de raison d'être. Il n'est pas dans l'intérêt de la province d'admettre les femmes aux professions libérales. La profession du droit et les professions libérales sont encombrées, et on conseille déjà aux jeunes gens de ne pas y entrer. Si les professions sont encombrées, ce n'est pas le temps d'en ouvrir les portes aux femmes.

Le bill est inutile, malgré les arguments présentés par l'honorable trésorier de la province (M. McMaster) quant à ce qui se fait ailleurs. Ceux qui souscrivent au projet de loi ont beau dire que la cause des femmes est celle de la liberté. On a cité l'exemple des États-Unis.

Mais que se produit-il aux États-Unis en raison de cette émancipation des femmes comme on l'appelle? Toutes ces libertés accordées aux femmes et l'émancipation de celles-ci ont entraîné de très mauvais résultats aux États-Unis, soit la destruction de l'esprit de famille, soit la multiplication du divorce.

Dans 50 ans, il n'y aura plus de natalité et tous les vieux patriotes auront disparu. Les descendants des races fondatrices des États-Unis sont en voie de disparition. Dans 25 ans, la république sera habitée uniquement par des gens de race étrangère. Il semble que les vieilles familles et leur influence aient été en grande partie anéanties et que le pays est maintenant entre de nouvelles mains. En fait, l'esprit de famille a diminué dans tous les pays où les hommes et les femmes sont placés sur un même pied.

Il n'y a pas de danger encore dans la province de Québec, mais nous ne devons pas commencer. On ne désire rien de tout ça dans notre bonne vieille province de Québec. Sans doute, la mesure n'entraînerait pas les mêmes dangers dans Québec, immédiatement, mais ce serait un acheminement,

d'abord vers le droit de vote. Si on accorde à la femme le droit d'être admise au Barreau, elle pourra faire bien d'autres choses. Oui, si on accepte le principe de l'admission des femmes au Barreau, on acceptera ensuite le suffrage féminin. On dit que les femmes votent au fédéral. Mais c'est une loi qui a été faite dans un but politique. Un parti a donné le droit de vote aux femmes de soldats, et on a été obligé de le donner à toutes les femmes, sans quoi ç'aurait été un scandale. D'après moi, le suffrage féminin est contraire à nos traditions.

Dans la province de Québec, nous devons conserver l'héritage de nos ancêtres, cet héritage qui a conservé l'esprit de famille, lequel a conservé la langue, qui a conservé notre religion, qui nous rend forts et heureux.

En tout cas, les femmes dans les districts ruraux ne veulent pas de la mesure. Il y a peut-être de petits groupes de femmes dans nos cités et villes qui sont en faveur de ce projet, mais dans les campagnes, 85 % à 99 % des femmes de cette province sont contre le droit de vote. C'est tout ce que j'ai à dire à cette Chambre.

(Applaudissements)

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent):** Je suis en faveur du bill. Je n'ai pas encore entendu un seul argument logique en faveur de l'amendement du député de Joliette (M. Dugas). Aucun des arguments apportés contre la mesure n'était vraiment sérieux. Ceux qui s'opposent à l'admission de la femme au Barreau s'opposent en même temps à l'évolution des idées. Je crois que l'on veut arrêter le progrès dans la province de Québec en combattant ce projet. Ceux qui s'opposent au projet de loi du député de Québec-Est se laissent inspirer par des principes antédiluviens. Ils se croient les seigneurs et maîtres de la création.

Le principal argument des adversaires du bill est que l'homme perdrait sa place comme chef de la création. En réalité un des arguments qui n'ont pas été invoqués, c'est celui de la vanité masculine, les seigneurs tout-puissants de la création, qui croient encore en leur suprématie et dans la théorie orientale et médiévale de la femme inférieure, une idée qui n'est pas disparue de tous les coins de notre province. De là, le refus d'écouter l'esprit moderne et le désir de continuer le régime ancien.

La question d'encombrer la profession ne se pose pas davantage dans le cas du droit que dans celui des autres professions auxquelles les femmes sont déjà admises dans la province de Québec. Ce sont ceux qui sont les plus compétents qui survivent.

Combattre l'admission des femmes au Barreau, parce qu'elles augmentent la concurrence, c'est admettre son infériorité. Je ne crains pas que les femmes concurrencent sérieusement les hommes au Barreau; mais si elles y sont plus habiles, plus intelligentes, tant mieux pour l'administration de la justice. Si elles se montrent plus habiles, plus intelligentes, eh bien, que Dieu les bénisse! Mais l'homme n'est pas inférieur à la femme et je ne crains pas leur concurrence. Je suis prêt à l'accepter. Je crois même que l'admission des femmes fera de nous de meilleurs avocats.

Le député de Joliette veut maintenir les femmes sur leur piédestal. Il dit: "Ne permettez pas aux femmes de descendre du piédestal où les hommes les ont placées". C'est une fort belle idée mais pour le pays d'Utopie, où elles pourraient rester bien tranquillement sur ce piédestal. C'est fort peu pratique dans notre humanité où nous vivons. Nous ne vivons pas en Utopie, mais dans la province de Québec. Or, dans notre province comme ailleurs, les femmes doivent travailler pour gagner leur vie comme dans les autres provinces et les autres pays, et elles doivent descendre du fameux piédestal pour travailler à \$10 par semaine derrière les comptoirs de magasins, et \$18 à \$20 par semaine comme sténographes à prendre les dictées d'employeurs plus ou moins aimables. Est-ce là placer la femme sur un piédestal? Soyons sérieux! Quand une femme travaille pendant de longues heures à des salaires de famines, pour gagner sa vie, il n'est pas question de piédestal. C'est justement pour les élever sur un piédestal que nous voulons permettre aux femmes de devenir membre du Barreau.

La femme comme l'homme travaille, et elle est, dans toutes les sphères de l'activité, sa compagne. M. l'Orateur, il est permis à la femme d'être marchande, sténographe, médecin. On lui permet de travailler dans un magasin, dans une usine, dans un bureau et on lui défend de pratiquer le droit. Alors pourquoi ne pas permettre à ses filles de devenir avocates? On a aussi oublié que la justice elle-même est représentée par une femme tenant dans ses mains les balances de l'équité, c'est Thémis.. Alors, puisque ce fameux piédestal n'existe qu'en imagination, pourquoi ne pas permettre aux femmes de travailler dans une sphère intellectuelle plus élevée?

Le grand argument que l'on élève contre les femmes comme avocats, c'est qu'il faut l'autorisation maritale. Cet argument ne paraît pas avoir été invoqué avec autant de crainte dans le cas des femmes qui font du commerce; et bien des hommes mariés sont contents d'avoir donné leur autorisation

parce que leurs femmes font plus d'argent qu'eux. Je ne vois aucun bouleversement général du Code civil et de l'économie de nos lois dans le principe du bill. Dans les autres pays où prévaut la pensée latine et où l'on trouve le code Napoléon, comme en France et en Italie, on a permis aux femmes de pratiquer le droit et elles le font avec succès. On n'a pas vu de bouleversement dont nous menacent les adversaires du bill du député de Québec-Est.

Dans la profession d'avocat comme ailleurs, la femme aura l'avantage de mettre à profit les talents qu'elle possède, et il ne serait pas raisonnable et peu logique de lui permettre d'étudier le droit, de lui laisser acquérir des compétences, d'obtenir un diplôme universitaire et de lui refuser ensuite de pratiquer la profession d'avocat et de bénéficier de leur travail. Je n'hésiterai pas à voter en faveur du bill.

**M. Fortin (Beauce):** Je suis en faveur de la mesure. J'admets que dans les régions rurales les femmes ne demandent pas le droit de vote, mais je ne suis pas prêt à admettre qu'elles sont opposées au présent bill.

On n'a pas très bien compris ce projet, il me semble. Ce bill n'a rien à voir avec le fait de donner le droit de vote aux femmes. Ce dernier ne changera en rien le statut de la femme, mais ouvrira un autre champ d'activités à celles qui ont le talent et la vocation du droit et le désir de devenir avocates, de la même façon qu'on leur permet maintenant de devenir médecins.

Il ne s'agit pas de l'émancipation de la femme. Il s'agit simplement d'ouvrir une carrière nouvelle à la femme et de lui permettre d'étudier le droit et d'entrer au Barreau, si elle en a le goût. Elle a déjà le privilège d'être sténographe, médecins, etc. Tout ce qu'on demande, c'est qu'elles aient le droit de gagner leur vie comme avocates.

On a prétendu que nos foyers seraient décimés. Le fait de permettre aux femmes de pratiquer le droit n'entraînerait pas le bouleversement que l'on prétend craindre. Je ne crois pas que si le bill est adopté et que les femmes ont le droit d'entrer au Barreau, elles abandonneront leurs maris du jour au lendemain, désertent nos foyers, pour entrer à l'Université Laval et y étudier le droit. Ni ma femme, ni la femme d'aucun ministre, y compris celle du premier ministre, ne prendraient semblables initiatives.

Mais si dans nos foyers, nous avons des filles qui désirent étudier le droit, pouvons-nous leur refuser ce privilège en prétendant que la femme doit

être laissée dans une situation inférieure à l'homme? Pour ma part, j'ai sept filles.

(Applaudissements)

S'il m'était permis de les conduire aux limites de l'éducation et que l'une d'elles ait une vocation pour être avocate, j'aimerais lui en faciliter légalement et l'étude et la pratique. Je voudrais qu'elle eût le droit d'entrer au Barreau. Il y a là une question de principe. Si on permet aux filles d'étudier le droit, on devrait aussi leur permettre de le pratiquer. Je crois qu'on devrait abandonner cette idée que la femme doit occuper des positions inférieures.

Je ne crains pas le principe, puisqu'on permet déjà aux femmes mariées de travailler. Pour ce qui est de saint Paul, je dirais qu'il a vécu il y a bien longtemps. Québec n'a pas le droit d'empêcher les femmes d'accéder au Barreau, car on ferait ainsi de la discrimination à leur égard. À compétences égales, les femmes ont le même droit de travailler que les hommes, et on ne devrait pas leur refuser ce droit. J'estime qu'adopter cette mesure ne signifie en somme qu'accorder aux femmes la liberté de gagner leur vie dans les sphères d'activités les plus hautes. C'est en vertu de la propriété du travail que ce bill a été présenté et qu'il doit être adopté. En l'adoptant nous consacrons un principe de liberté, celui qui permet à chacun de gagner sa vie, pour lequel je suis prêt à donner mon vote.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Je ne veux jeter qu'un mot dans le débat. Je ne veux pas qu'il soit tragique ni trop hautement comique. Quel que soit le sort de la mesure, la machine continuera à tourner comme auparavant et il n'y paraîtra guère. En écoutant, tout à l'heure, le discours du député de Maisonneuve, je me demandais s'il était question de l'admission des femmes au Barreau ou de l'exclusion des hommes. Je me demandais s'ils ne devaient pas être chassés du Barreau!

**M. Tremblay (Maisonneuve):** L'honorable ministre ne m'a pas compris. Je comprends qu'il ne me comprend jamais!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

C'est très possible. Je regrette de n'avoir pas l'intelligence de mon honorable ami. Mais en tout cas, je suis content de savoir que les hommes continueront à porter la toge au Barreau!

On ne peut taxer le Barreau d'intolérance et d'étroitesse d'esprit. C'est une vieille institution, qui, dans tous les âges, a été le boulevard des libertés, qui

a défié tous les tyrans. Les membres du Barreau n'ont jamais refusé de défendre l'opprimé, et n'en déplaie à l'honorable député de Maisonneuve, les avocats seront toujours heureux de défendre la liberté.

On nous a dit hier que le Conseil du Barreau a adopté une résolution en septembre dernier et qu'il s'était prononcé en faveur de l'admission des femmes au Barreau. Quoique le député de Maisonneuve pense des avocats ignorants, il y en a 2,000 dans la province, et il y en a seulement que 16 qui forment le Conseil général et qui ont été consultés. En outre, la motion a été adoptée par le vote prépondérant du président. Je ne crois pas que cette mesure vienne à son heure.

On doit l'examiner attentivement. Quelle était cette motion? Recommandait-elle que les femmes soient admises au Barreau? Pas du tout. Elle s'en remettait totalement à la Législature et, qui plus est, elle s'en tenait à dire que le Conseil n'aurait aucune objection à ce que les femmes soient admises, pourvu que leur statut juridique soit changé. En réalité, si on lit la résolution du Barreau, on voit qu'elle est conditionnelle à l'amendement du Code civil. Le Barreau a déclaré qu'il serait en faveur de la mesure, à condition qu'on change le statut de la femme.

Que ferons-nous des articles du Code civil si nous votons ce bill? Quel sera le statut de la femme vis-à-vis ces articles du Code civil? Comment la femme mariée pourra-t-elle accepter un mandat sans l'autorisation de son mari? Le projet dit qu'on consultera un juge. Il y a danger pour la paix des ménages. Si le mari exige de sa femme avocate qu'elle le consulte sur tout, que devient le secret professionnel? Il faudra d'abord modifier tout notre Code civil, changer le statut de la femme, avant de lui accorder le droit de pratiquer la profession légale.

Comme la femme, d'après le Code civil, ne peut disposer de ses propriétés sans le consentement de son mari ou d'un juge, il faudrait amender la loi dans ce sens, l'amender également pour permettre à la femme de pratiquer le droit, malgré la défense du mari. En plus, le Code civil oblige la femme à l'obéissance à son mari; il faudrait amender le Code civil pour lui permettre de garder le secret professionnel. Il faudrait aussi amender le Code civil, pour permettre à la femme de s'affranchir de l'autorisation maritale et autres dispositions faites pour protéger la propriété de la femme.

Le projet de loi ne donnera pas à la femme un statut qui soit juste, qui lui rende service. Il ne lui permettrait même pas de pratiquer librement la carrière légale. Je soumets même qu'il n'aidera

nullement la femme à être admise au Barreau. En réalité, c'est un projet prématuré, et qui laisse la femme en état d'infériorité et ne lui rend pas justice. On rendrait un mauvais service à la femme en lui accordant le droit de pratiquer la profession d'avocat. On ferait mieux de ne rien changer à la situation actuelle.

Permettre aux femmes de pratiquer le droit est contre nature car, si on le permettait, cette roue sans fin ne s'arrêterait pas de tourner avant d'avoir bouleversé l'ordre social. Ce ne serait pas leur rendre service que de permettre aux femmes de pratiquer le droit. Le seul vrai service qu'on pourrait rendre aux femmes serait de maintenir leur statut actuel.

J'ai entendu des députés dire qu'ils étaient en faveur de ce bill, mais contre le droit de vote pour les femmes. Sans doute, si nous suivions notre penchant personnel, nous serions enchantés de permettre aux femmes qui le désirent de pratiquer le droit. Mais au-dessus des penchants personnels, il y a les principes. Et ce bill pose un principe très important. Le danger, c'est l'adoption du principe de l'admission de la femme au Barreau, qui entraîne nécessairement le principe du suffrage féminin.

Si nous en adoptons les prémisses, cela voudra dire qu'il faudra accepter les conséquences qui en découlent. Les membres de cette Chambre qui sont pour l'admission des femmes au Barreau sont-ils prêts à leur refuser l'accès à tous les autres postes, aux postes les plus élevés, qui découlent de la profession juridique, comme ceux de juge, de lieutenant-gouverneur et tous les autres postes publics?

Si la femme devient avocate, elle aura droit d'être juge et lieutenant-gouverneur, elle demandera au gouvernement le droit de vote. Comment pourrait-on refuser à la femme le droit de tout citoyen, le droit de vote, si on lui accorde le droit d'entrer au Barreau? Le projet de loi, on le voit, manque de logique. Avant de dire à la femme: vous avez le droit de vote, nous aurons beaucoup de choses à changer.

Des députés nous ont parlé d'esclavage des femmes dans la province de Québec, mais ils ont oublié de dire que le système judiciaire en vigueur dans la province est vieux de 1,500 ans, et il est fait non pour faire des esclaves, mais pour garantir les droits des citoyens. Et comme question de fait, les femmes de notre province sont heureuses de vivre sous l'égide de notre Code civil. La femme de Québec est heureuse de la protection qui lui est accordée. Elle est heureuse de son sort, de sa liberté.

Les femmes seraient esclaves dans cette province? Les patriciennes romaines, la femme

française et nos mères n'ont jamais été des esclaves. Nos mères prenaient plaisir à tenir maison pour leur famille, et étaient de bonnes et fidèles compagnes pour nos pères. Nos mères ont connu la vie rude et partagé les labeurs de leurs maris, mais dans leur cœur d'épouses, elles n'étaient pas humiliées de leur sort et elles rêvaient pour leurs enfants un sort meilleur. Comme disait le poète, elles étaient filles dans la maison de leur père, mais maîtresses dans leur propre maison. Comme nos femmes, elles étaient les reines de leur foyer. Elles ont été des reines auprès de leurs enfants dans la maison de leur mari.

Le bill n'émancipera pas la femme puisqu'elle devra obtenir l'autorisation de son mari pour pratiquer le droit, et c'est là que les mauvais maris dont nous a parlé le député de Maisonneuve pourront abuser de leur autorité.

Mais pourquoi tout ce bruit? Dans tous ces pays où on a donné aux femmes la permission de pratiquer le droit, très peu nombreuses sont les femmes qui ont profité de cette permission. Les femmes, en Angleterre et en France, ont le droit d'admission au Barreau, mais ne pratiquent pas parce que ce droit d'admission ne correspond à aucun besoin. Le présent bill ne répond pas à un besoin.

Le principe qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'il appartient à l'homme de faire vivre la fille dont il est le chef et, même si les femmes étaient admises au Barreau, c'est encore lui qui devrait assurer à sa famille la survivance. Et il restera quand même que ce seront les hommes qui gagneront le pain quotidien et la subsistance de la famille. Ceux qui ont des fils doivent les préparer à gagner le pain quotidien, et ils doivent préparer leurs filles à remplir leur rôle d'épouses et de mères et de reines du foyer. La femme continuera à remplir le rôle qui lui est assigné. D'ailleurs, cette mesure ne servirait guère aux pauvres, car ils n'auraient pas les moyens de faire les dépenses coûteuses pour faire faire à leurs filles les études nécessaires. Comment des pères impécunieux pourraient-ils payer une formation classique à leurs filles et les envoyer à l'université par la suite? Cette porte n'est pas ouverte aux pauvres qui souhaiteraient emprunter cette avenue pour améliorer leurs revenus.

Combien de députés ont reçu des requêtes des femmes de leur comté en faveur de l'admission des femmes au Barreau? Les femmes de la province ne veulent pas de ce bill. Elles n'ambitionnent pas le rôle de l'avocat. Les femmes qui veulent faire adopter ce projet ne représentent pas la majorité féminine de notre province, ni ses ambitions, ni sa mentalité. Je répète que la femme est heureuse de

sont sort. Elle ne l'améliorera pas en entrant au Barreau. Elle est plus heureuse que le roi d'Angleterre qui règne, mais ne gouverne pas, car elle règne et gouverne chez elle.

Les femmes n'ont pas changé depuis saint Paul. Elles chériront ceux qui les dominent plus que ceux qu'elles dominent. On nous répond que les autres provinces ont accordé aux femmes le droit d'être avocates. Le Québec n'est aucunement obligé de suivre servilement l'exemple des autres provinces. Le fait que les autres pays et les autres provinces ont adopté cette mesure n'est pas un argument décisif, car notre province a une mentalité et une situation différentes, et chaque pays adopte les lois qui lui conviennent. Les lois sont faites pour convenir aux temps, aux conditions et aux gens de chaque pays. Nous n'avons pas la mentalité des autres provinces. Nous avons chez nous des lois conformes à notre mentalité. Nous ne reconnaissons pas le divorce. Ailleurs, on trouve que c'est une chose toute naturelle. Ici, nous n'en voulons pas, car il attaquerait notre vie sociale et familiale.

On a dit que les femmes dans les bureaux légaux sont mal rémunérées, mais ce n'est pas à un avocat de 30 années de pratique qu'on fera croire une pareille chose. À moins que nous soyons décidés à faire disparaître du Code toutes les restrictions imposées au mari, à donner le droit de vote à la femme, nous ne devons pas adopter ce projet, il me semble. La femme qui empiète sur le rôle de l'homme néglige certainement le sien. Nous n'améliorons ni la famille ni la société en admettant la femme au Barreau.

On dit que les temps sont changés, mais la majorité de la province n'est pas prête à admettre toutes les innovations. Devons-nous dire que la femme peut prêcher l'Évangile et devenir ministre du culte? Il y en a qui le disent. Je ne le crois pas. La femme est différente de l'homme et n'est pas préparée pour la même besogne. Une jeune fille pourra toujours étudier le droit et même gagner sa vie dans un bureau légal avec les connaissances qu'elle aura acquises. Mais quant à l'admettre au Barreau, il y a un grave danger pour la femme qui n'aura jamais rien à gagner en empiétant sur le rôle et les attributions de l'homme. La femme ne gagnera rien à empiéter sur le domaine de l'homme, car elle doit coopérer avec lui, et non pas lui faire la lutte.

Certaines personnes ont cru qu'il fallait attaquer la mentalité de cette province, qu'il fallait qu'elle change, et quand j'ai vu les articles dans le *Montreal Herald* qui attaquaient et caricaturaient les mœurs de la province de Québec, ça m'a révolté. Le

*Herald* a représenté la femme comme étant dans une situation inférieure dans notre province. Je repousse avec indignation cette affirmation. Les gens qui font cette campagne, et insultent ainsi toute une race, ne connaissent pas la femme de la province de Québec, ni le rôle qu'elle remplit, ni la position qu'elle occupe dans la famille. Ils feraient mieux de se renseigner plutôt que d'insulter toute une race. Je le répète, je ne crois pas que ce bill sera utile à la femme, et nous ne devrions pas l'adopter.

(Applaudissements)

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Je favorise le projet de loi du député de Québec-Est. La question a été discutée à tous les points de vue; physique, social, historique et comique, et je préconise le principe que l'on devrait admettre les femmes au Barreau. Elles ont le droit d'étudier le droit, mais la carrière légale leur est fermée.

Après avoir entendu le député de Maisonneuve (M. Tremblay), j'ai pensé qu'un déluge balayerait toute opposition à ce bill et presque, même, ses opposants. Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) a demandé quand l'agitation allait cesser. Mais la seule réponse est celle-ci, c'est que le bill n'est qu'un anneau de la chaîne, et que l'agitation ne cessera que lorsque tous les droits légitimes de la femme auront été reconnus.

Le député de Joliette (M. Dugas) a cité Gina Lambrosa, le député de Montréal-Dorion (M. Blain), a déclamé qu'on a mis les femmes sur un piédestal, et le ministre a affirmé que l'admission des femmes au Barreau mènerait à leur émancipation générale. Toutes ces thèses méritent qu'on les examine.

L'honorable député de Joliette a dit qu'en entrant au Barreau les femmes contracteront les passions et les vices des hommes. Cela me rappelle le mot prononcé devant une statue équestre de la Place de la Concorde à Paris: "Ah! la belle statue! Les vertus sont à pied, le vice est à cheval!" En fait, je ne crois pas que les femmes acquerront tous les vices des hommes en pratiquant le droit, comme le laissait entendre le député de Joliette. Si telle est la raison de l'opposition au bill, pourquoi permet-on à la femme d'être marchande, position guère moins dangereuse que celle d'avocats?

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail croit que l'admission des femmes au Barreau nous conduira au suffrage féminin. Il a tiré des conclusions générales d'un cas particulier quand il a déclaré que l'admission de la femme au Barreau porterait atteinte aux droits de la femme d'exercer sa franchise. La mesure actuelle ne signifie pas

nécessairement l'octroi de la franchise électorale. La mesure est une question économique et l'autre une question politique, et il y a de la marge entre les deux. La seconde vise toutes les femmes tandis que la première n'atteindrait qu'un petit groupe de femmes capables de suivre des cours et passer des examens. Par le bill, on admettra un petit nombre de sujet d'élite, c'est-à-dire les femmes qui auront fait leurs études, conquis leurs diplômes. Il a une portée très limitée.

Il est donc clair que cette mesure ne s'adresse pas à la masse du peuple et à toutes les femmes de la province, comme c'est le cas pour la franchise, mais à quelques femmes seulement. Je soumets que l'admission des femmes au Barreau n'affectera nullement le problème du suffrage féminin. D'ailleurs, on ne doit pas tenir compte du nombre des femmes qui pourront pratiquer le droit. Ce n'est pas le nombre qu'il faut considérer, mais le principe.

Quant au point qu'une femme mariée ne peut accepter un mandat sans la permission de son mari, je ne vois pas là un obstacle. Nous avons un grand nombre de femmes qui sont marchandes, avec le consentement de leurs maris. Pourquoi ne pourraient-elles pas obtenir de leur mari la permission d'être avocates?

L'autorisation maritale serait une condition essentielle à la femme pour se présenter aux examens du Barreau. Cette condition existe dans le Code civil et on n'a jamais prétendu qu'à cause de cela la femme était l'esclave de l'homme. On parle des querelles de ménages, par exemple, entre la femme avocat et son mari. Alors pourquoi ne pas parler des querelles entre la femme marchande et son mari? Il y a tant de dangers de querelles pour la femme avocat, pourquoi ne s'en est-on pas préoccupé pour la femme marchande?

Je ne suis pas d'accord avec l'argument prétendant qu'un mari s'attirera des difficultés si sa femme est avocate. Ces difficultés seraient certainement moindres que si sa femme était marchande, parce qu'elle ferait alors le commerce de biens matériels, ce qui implique des pertes matérielles, tandis qu'une avocate travaillerait dans le domaine intellectuel. Lorsqu'une femme est engagée dans une entreprise commerciale, elle peut occasionner à son mari des pertes financières, tandis que dans la pratique de la profession d'avocat, elle est à l'abri de ce danger. Par conséquent, un mari prend de plus grandes responsabilités en permettant à sa femme d'être marchande publique qu'en lui permettant d'exercer la profession d'avocat. Alors, il n'est pas logique de dire non aux femmes qui veulent pratiquer le droit, et oui aux femmes qui veulent être marchandes.

Je crois que les opposants au bill se trompent sur la question, du début jusqu'à la fin. Au point de vue économique, logique et légal, il n'y a aucune objection à admettre les femmes au Barreau, et j'espère que la Chambre adoptera le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'avais pas l'intention de prendre part au débat puisqu'on a déjà tant dit sur le sujet, mais malheureusement, certains des arguments présentés n'ont aucune pertinence par rapport à la question devant la Chambre. On a beaucoup ergoté sur le bill. Les arguments de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail sont les plus forts qui aient été énoncés au cours de ce débat. Mais ces arguments s'appliquent-ils? Sont-ils fondés en droit et en fait? Malheureusement, les bons arguments soulevés ne s'appliquent pas du tout à la question, ni en fait, ni en droit.

On a mêlé plusieurs questions. Tout d'abord, il n'est pas question, comme l'a affirmé le ministre des Travaux publics et du Travail, de modifier le Code civil, mais simplement d'accepter le principe que la femme aura le droit de pratiquer le droit. Cela n'implique en rien que la femme aura le droit de vote. Il n'est pas question du suffrage féminin. Le droit de vote et le droit d'admission au Barreau sont deux choses bien différentes. Pratiquer le droit est un moyen de subsistance, ce qu'on ne soutiendra certainement pas pour le droit de vote. Ce n'en est pas un. Le bill n'a d'autre but que de permettre à une femme d'entrer au Barreau après études et examens.

Le ministre des Travaux publics et du Travail a déclaré que la résolution du Barreau n'avaient été approuvée que par les 16 avocats qui en font partie. Le ministre devrait se rappeler que ces 16 avocats ont été choisis par tous les avocats de la province, tout comme les 85 députés de la Chambre ont été élus par toute la province.

On a parlé du secret professionnel et du danger qu'il soit violé à cause de l'obéissance conjugale. Les femmes ont droit d'exercer la médecine et il existe cependant un secret professionnel en médecine, aussi important et même plus. Le secret professionnel ne sera pas plus en danger si les femmes sont avocats! Est-ce qu'on va supposer que la femme est moins discrète que l'homme? C'est faire injure à la femme, à la discrétion de la femme que de dire qu'elle ne peut garder de secret.

Le ministre des Travaux publics et du Travail affirme que l'admission des femmes à la pratique du droit est inutile parce que les femmes n'y entreront pas. Puis il nous parle des foyers brisés à cause de

leur admission. Il faut être logique. Si l'admission des femmes à la pratique du droit reste inutile, pourquoi venir nous parler des effroyables dangers qu'elle entraînera? Dans son zèle à faire opposition au bill, il s'est contredit. Il nous a dit, dans la même intervention, que l'ordre social serait bouleversé si les femmes étaient admises au Barreau et que seule une poignée de femmes désiraient qu'on leur fasse cette concession. Pour qu'un ministre et un grand avocat comme celui des Travaux publics en soit acculé à de pareils raisonnements, et en soit réduit à faire pareille plaidoirie, il faut que la cause soit bien faible.

On dit encore que les pauvres ne pourront pas profiter de cette mesure et que seules les femmes riches pourront être avocates. Nous pouvons bien le dire, on oublie que la plupart des avocats ont été reçus grâce aux sacrifices que leurs parents se sont imposés. Ils doivent l'honneur d'être membres du Barreau aux sacrifices faits par leurs parents pauvres!

**L'honorable M. McMaster (Compton):**  
Très bien!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Personne ne niera le talent des femmes. Si on dit de tout côté qu'elles sont intelligentes, dévouées, etc.; pourquoi les empêcher d'exercer ces dons dans le droit? Pourquoi les empêcher de faire épanouir leurs talents? On ne refuse rien à la cause de l'éducation. On donne aux femmes l'instruction, puis on leur défend de s'en servir. Est-ce juste qu'elles puissent s'instruire et ne puissent pas bénéficier de leur instruction? Pourquoi les encourager à s'instruire et les empêcher ensuite de terminer leur instruction? Avons-nous le droit de nous cantonner dans la profession d'avocats et d'en fermer la porte aux femmes? Pour ce qui est des mentalités, j'estime qu'on a au Québec la même mentalité qu'en France, où les femmes pratiquent le droit. Dans tous les pays où le code Napoléon est en vigueur, on a accordé ce droit aux femmes.

On débattrait des détails de ce bill en comité, mais on doit adopter le principe dès maintenant. D'ailleurs, la Chambre discute présentement le bill au point de vue principe et non sur les détails. On a discuté les détails du bill, tandis que c'est le principe qui est en jeu. Les détails seront étudiés et pesés en comité. Quand le bill viendra devant le comité des bills publics, il sera temps d'y apporter les modifications nécessaires. Lors de la troisième lecture, nous pourrions aussi faire quelques amendements, s'il y a lieu.

Le ministre des Travaux publics et du Travail a déclaré que le bill serait de nature à encourager les querelles de familles. Il oublie que le Code contient nombre de clauses où il est question d'autorité maritale, et du droit du juge de se substituer à l'autorité du mari. Il consacre déjà le droit pour la femme de prendre certaines procédures avec l'autorisation d'un juge. Est-ce alors que le Code est mauvais pour cela? On a d'ailleurs parlé du sabotage du Code civil parce que la femme, ne pouvant obtenir la permission de son mari, pourra s'adresser à un juge.

Mais le Code civil donne ce droit à la femme. Notre Code civil permet déjà aux femmes de s'adresser aux tribunaux et l'on empêcherait la femme d'obtenir tous ses droits? C'est faire injure à la magistrature de dire qu'un juge ne décidera pas ce qui est dans l'intérêt de la famille. N'est-ce pas aussi une insulte au mari et au juge de dire que les pouvoirs accordés par ce bill seront mal exercés?

J'étais le seul garçon d'une famille de cinq. Lorsque mon père est décédé, quatre des enfants parce qu'elles étaient des filles n'ont pu partager dans le patrimoine et s'occuper du bureau légal, alors qu'elles auraient pu le faire avec avantage. J'ai donc hérité de son bureau d'avocat parce que mes sœurs ne pouvaient en faire partie. Était-ce justice?

Rappelez-vous qu'il ne s'agit pas ici de donner aux femmes le droit de vote. Gardez cela en tête et je suis certain que justice sera rendue. Je suis en faveur du bill et j'espère que la Chambre l'adoptera.

(Applaudissements)

**Des députés:** Le vote, le vote!

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Baillargeon, Bédard, Bergeron, Blain, Bouthillier, Cantin, Caron, Côté, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Farand, Frigon, Gagnon, Galipeault, Godbout, Lamoureux, Leduc, Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Paquet, Perrault, Perron, Phaneuf, Piché, Rochette, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Turcotte, 37.

**Contre** MM. Authier, Bastien, Bercovitch, Bernard, Bullock, Charbonneau, Cohen, Crépeau, Dillon, Drouin, Duplessis, Fortin, Francoeur, Gault, Gauthier, Guertin, Houde, Laferté, Lahaie, Lapierre, McMaster, Oliver, Papineau, Plante, Poulin, Renaud, Smart, Tremblay, Vautrin, 29.

Ainsi, l'amendement est adopté.

La motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

### **Code municipal, aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Loi des cités et villes, aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 modifiant la loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou aux institutions charitables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Dépôts et consignations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 14 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement aux dépôts et consignations.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Prévoyants du Canada**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comme ce projet a soulevé beaucoup de discussions dans le public, à la demande des nombreux intéressés, je propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que l'ordre du jour appelant la prise en considération en comité plénier du bill 122 modifiant la charte des Prévoyants du Canada soit révoqué et que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills publics en général pour plus ample étude.

J'ai reçu plusieurs lettres de protestations et il doit en être de même pour un grand nombre de députés. On prétend qu'un contrat a été enfreint par la compagnie et on allègue que, si le bill était référé au comité des bills publics, il y aurait peut-être moyen d'en venir à une entente. Les intéressés pourraient faire valoir les réclamations. D'ailleurs, de nombreux sociétaires et les directeurs de la société ont exprimé le désir de soumettre un projet d'entente par lequel il serait peut-être possible de permettre aux personnes qui veulent retirer l'argent qu'elles ont placé dans cette société de le faire. Dans les circonstances, je crois qu'il est bon que le cas soit référé au comité des bills publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La semaine dernière le gouvernement m'a refusé le renvoi d'un bill au comité. Le premier ministre est plus généreux pour la droite.

**M. Lamoureux (Iberville):** Je suis pour le renvoi du bill au comité, car j'ai moi-même reçu plusieurs lettres.

**M. Drouin (Québec-Est):** Lorsque j'ai accepté d'être le parrain de ce bill, j'ai compris qu'il n'y était question que de régie interne de la société des Prévoyants du Canada. J'étais sous l'impression que les sociétaires étaient unanimes. Je constate maintenant que le projet soulève en effet beaucoup de discussions et je suis heureux que l'honorable premier ministre propose qu'il soit référé de nouveau au comité des bills publics. S'il n'en avait pas proposé le renvoi au comité, j'en aurais fait moi-même la suggestion.

La motion est adoptée. Le bill est de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Terres en culture de Montréal**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 111 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 175 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Cederic Hands, bachelier en droit civil, à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;
- bill 76 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance;
- bill 77 modifiant la charte de l'Association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de la province ecclésiastique de Montréal;
- bill 85 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Paul Allard à la pratique de la profession de chirurgie dentaire;
- bill 89 modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma & Jonquière;
- bill 101 constituant en corporation les sœurs de la Visitation Sainte-Marie de Lévis.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants à Montréal;
- bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 96 validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company, limited;
- bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville;
- bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt.

**Cour des  
jeunes délinquants**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Charte  
de LaSalle**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**The Dominion  
Bridge Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company Limited. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Association des  
optométristes et opticiens**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Union Saint-Joseph  
de Drummondville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Emprunt et définition  
du territoire de Grand'Mère**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt. Lesdits amendements sont lus une première fois.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. *The Gazette* du 20 février 1930, à la page 5, parle de Palm Beach et non de Daytona Beach.

2. 236 milles, selon *La Tribune* du 20 février 1930, à la page 1.



Séance du jeudi 20 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 25.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compagnie de chemin de fer  
Montréal et Sud-Ouest**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie de chemin de fer de Montréal et Sud-Ouest; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill 155 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la Compagnie de chemin de fer de Montréal et Sud-Ouest est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 155 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de fer Colonisation  
Montréal et Nord**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie de chemin fer Colonisation Montréal et

Nord; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; qu'il lui soit permis de présenter le bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord; est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Plante (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de Beauceville-Est**

**M. Fortin (Beauce)** propose, appuyé par le député de Québec-Est (M. Drouin), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés, (sauf celles qui ont trait au paiement de droits additionnels) soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de J.-H. Desrochers et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est; que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance; que le règlement 498 soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter ledit bill 154 constituant en corporation la ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, la pétition de J.-H. Desrochers et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Beauceville-Est est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Fortin (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 154 constituant en corporation la

ville de Beauceville-Est et modifiant la charte de la ville de Beauceville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 177 modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité;

- bill 178 modifiant la loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables.

**M. Roy (Lévis):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la compagnie E. B. Eddy Company, limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains règlements et résolutions relativement à l'évaluation de ses propriétés, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été toutefois régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 137 permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 141 modifiant la charte de la ville Laval-des-Rapides n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

#### E. B. Eddy Company

**M. Guertin (Hull)** demande la permission de présenter le bill 151 ratifiant un règlement et

certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la E. B. Eddy Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des mines

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 42 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Salaire minimum des hommes

**M. Guertin (Hull)** demande la permission de présenter le bill 191 concernant le salaire minimum pour les hommes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Questions et réponses:

#### Bois coupés dans le Canton Duvernay

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 1. Quelles ont été les conclusions de l'enquête instituée au sujet des bois qui auraient été coupés durant l'hiver 1928-29 dans les divers rangs du canton Duvernay, transportés à la scierie de la compagnie Lemay à Landrienne et saisis par les officiers du ministère des Terres et Forêts, ainsi qu'il appert à la page 350 des *Journaux de l'Assemblée législative de 1929*?

2. Combien de temps a duré cette enquête et par qui a-t-elle été conduite?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. Exiger deux droits de coupe et les frais d'inspection.

2. Environ 10 jours, en plusieurs reprises. Par des officiers du département.

#### Cour des jeunes délinquants

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 7 concernant la Cour des jeunes délinquants et la maison de détention des jeunes délinquants.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre haute s'est montrée d'accord avec l'argument que j'ai

présenté, à savoir que le tribunal est au service de toute la province, en ajoutant les mots "district of Montreal".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On a fait cet ajout simplement pour rendre la version anglaise du bill conforme à sa version française, qui comportait déjà cette mention.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Loi des palais de justice et prisons**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 16 modifiant la loi des palais de justice et prisons.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Actuellement, la régie interne des palais de justice et prisons est réglée par les inspecteurs. Jusqu'ici, les règlements des prisons étaient faits par eux. Le but du projet est de confier la régie interne au lieutenant-gouverneur en conseil. À l'avenir, le gouvernement s'en chargera.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Est-ce que ça veut dire que le gouvernement n'est pas satisfait du travail des inspecteurs?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, mais ça veut dire moins de travail pour les inspecteurs.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Et de nouveaux pouvoirs pour le lieutenant-gouverneur en conseil. Ce bill m'intéresse, car je comprends que ça ne va pas bien dans nos prisons. Peut-on nous dire, par exemple, s'il y a eu des abus à la prison de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela n'a rien à voir avec ce bill, et s'il y en a eu, je n'en ai pas encore eu vent.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Mais si tout va bien, pourquoi ce transfert de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil? Je crois que je ne me trompe pas en affirmant qu'il y a eu des abus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce qu'il y a eu des abus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Je n'en connais pas.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Alors, pourquoi changer la loi? Les inspecteurs en question n'ont sans doute pas fait leur devoir puisque le gouvernement juge à propos d'intervenir. Est-ce qu'il n'y a pas eu une enquête à la prison de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons souvent des enquêtes.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** N'y a-t-il pas eu des abus à la prison de Bordeaux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le mot "abus" est plutôt vague. Qu'entend par là l'honorable député?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** On m'a dit que des drogues y avaient été introduites, et j'ajoute que si c'est le cas, il faut resserrer les règlements. Si les inspecteurs donnent satisfaction, il est étrange que le gouvernement songe à les déposséder de leurs attributions. Il doit avoir des raisons sérieuses pour le faire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela arrive souvent dans les prisons. Si l'honorable député veut faire une motion au sujet de l'incident dont il veut parler, je lui donnerai tous les renseignements.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Très bien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi enlever aux inspecteurs la réglementation des prisons, s'il n'y a pas d'abus? Le gouvernement s'arroge de nouveaux pouvoirs qui ne rentrent pas dans ses attributions ordinaires et normales. Pour quelle raison le fait-il? Il y en a parmi nous qui croient que les pouvoirs des inspecteurs devraient être permanents, et qu'il n'est pas du ressort du lieutenant-gouverneur en conseil ou du procureur général de faire les règlements des prisons. Ils ont de larges pouvoirs, mais sûrement pas si larges que ça.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand quelque chose va mal dans les prisons, on en tient le gouvernement responsable et il convient, puisque les choses sont telles, que le gouvernement en soit au moins réellement responsable et prenne le contrôle. C'est ce que fera ce bill. Le lieutenant-gouverneur et nous, sommes responsables de l'administration des prisons. Il est juste que nous en fassions la réglementation. Il nous appartient de faire nous-mêmes les règlements.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais cela ne m'explique pas ce que le gouvernement a à voir avec les règlements pour les employés de prison. Si les inspecteurs font leur devoir et qu'il n'y a pas d'abus, la présente loi ne répond pas à un besoin. Le gouvernement augmente sa tâche en refusant de laisser à ses fonctionnaires un travail qu'ils faisaient bien. Il se met beaucoup de besogne supplémentaire sur les bras. Il n'est pas étonnant qu'il néglige tant de choses plus importantes. C'est probablement pour cela qu'il y a tant de choses dans le marasme.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des licences d'hôtels**

**M. Blain (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 modifiant la loi des licences relativement aux hôtels.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** M. l'Orateur, j'ai l'intention de proposer moi-même, au cours de la session, un projet de loi amendant la loi des licences, en général. Je m'engage à inclure dans les amendements que je suggérerai ceux qui sont contenus dans le bill de mon honorable ami. Voilà pourquoi je demanderai que le bill soit suspendu. L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) serait bien aimable de consentir à la suspension de son bill.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** (Souriant) J'accepte avec plaisir, mais à une condition. Si le bill de l'honorable trésorier de la province est battu en Chambre, j'exigerai l'adoption du mien.

**L'honorable M. McMaster (Compton):** J'accepte avec plaisir la condition de l'honorable député de Montréal-Dorion.

L'étude du bill est suspendue.

#### **Loi des vues animées**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des vues animées soit maintenant lu une deuxième fois.

À la suite de l'introduction des vues parlantes, il est devenu nécessaire de modifier notre loi de façon à ce que les censeurs puissent également contrôler ces vues parlantes.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Code civil, article 1622**

**M. Dugas (Joliette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 179 modifiant l'article 1622 du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dugas (Joliette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Terres publiques propres à la culture**

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant la loi des terres publiques propres à la culture soit maintenant lu une deuxième fois.

L'article 20, chapitre 77 des Statuts refondus du Québec, section 3 dit: "Avant de faire la vente,

l'agent fait donner par le colon une déclaration attestée sous serment, suivant la formule 1, et l'agent ou un notaire ou le maire ou le secrétaire de la municipalité, sont autorisés à recevoir le serment du colon".

Pour favoriser davantage les colons qui souvent sont obligés de parcourir plusieurs milles, afin d'aller trouver un notaire ou même se rendre au département, pour remplir les formalités requises par la loi, nous voulons amender la loi, et à l'avenir, le curé, le missionnaire ou l'inspecteur du département pourront recevoir les déclarations assermentées du colon. C'est là une grande amélioration tout à l'avantage du colon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre ne croit-il pas que le terme missionnaire est un peu vague?

**L'honorable M. Laferté (Drummond):** Non. Il y a plusieurs missions dans des comtés où nous avons des lots à vendre, et les desservants de ces missions sont des missionnaires.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

### En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que l'on étudie le premier item de \$80,000, pour les dépenses générales de son budget.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un instant, M. l'Orateur. Les crédits du ministère des Terres et

Forêts devaient être étudiés mardi dernier, mais lorsque la question a été remise à plus tard, on m'a assuré que les crédits du ministère des Mines seraient considérés en premier lieu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Pardon, j'ai dit que si l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) était absent vendredi, nous étudierions les crédits des Mines.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection à ce qu'on débattenne de cette question tout de suite, mais je demande que l'on saute au troisième item, service d'hydroplans, \$365,000, ce qui est une diminution de \$15,000 sur le budget de l'année courante.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je veux bien satisfaire mon honorable ami, mais je dois admettre que je ne suis pas venu en Chambre prêt à débattre de cette question.

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931<sup>2</sup>.

**M. Guertin (Hull):** Je crois comprendre que ce service sert dans toute la province à préparer des cartes et à dessiner le tracé des rivières, forêts et autres caractéristiques géographiques?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le service d'hydroplans sert surtout à préparer les cartes géographiques des diverses régions de la province. On se sert d'avions pour préparer ces cartes. Ces cartes fournissent une foule de renseignements. Ce service d'aviation sert aussi, à l'occasion, à la prévention des incendies de forêt en ce sens que les aviateurs, lorsqu'ils survolent le territoire pour prendre des photographies, peuvent détecter des débuts d'incendies en forêt et sonner l'alarme.

Les cartes nous sont d'une aide précieuse, non seulement pour la gestion des forêts, mais aussi pour la protection contre les incendies, puisqu'un garde forestier posté dans une tour peut s'en servir pour localiser avec précision un incendie et donner aux pompiers des indications quant au meilleur chemin pour se rendre sur les lieux. Il sert aussi à fournir de nombreux renseignements au ministère des Terres et Forêts. Ces cartes nous fournissent tous les renseignements désirés dont nous pouvons toujours avoir besoin.

**M. Guertin (Hull):** Dois-je comprendre que les travaux sont avancés pour ce qui est de la rive sud?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ils sont presque terminés. À date, nous avons photographié la rive sud jusqu'à la vallée de la Chaudière. Nous avons également pris des photographies dans le parc national et dans la région de la Montagne Tremblante.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que le ministère a demandé des soumissions pour les services d'hydroplans?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non. Je n'ai demandé aucune soumission pour ce service. Il est assez difficile de demander des soumissions. Comment faire des devis? Les devis pour les soumissions sont faciles à faire, mais l'embarras vient de savoir si le contrat a été bien exécuté et de façon complète. Ce que nous voulions, c'était de faire du travail.

Si le département avait accordé les contrats aux plus bas soumissionnaires, les soumissions auraient été si basses que les soumissionnaires n'auraient pu exécuter leur contrat. Comme nous voulions obtenir des résultats et que nous avions intérêt à procéder sans délai, nous avons accordé des contrats à plusieurs compagnies d'aviation que nous avons chargées de faire des cartes de notre province à l'aide de la photographie aérienne, sur la recommandation des fonctionnaires du ministère. Il n'y a pas eu de favoritisme.

**M. Guertin (Hull):** Dans les *Comptes publics*, on voit que le gouvernement a payé à la Compagnie aérienne franco-canadienne la somme de \$226,000. Quel travail a fait la compagnie aérienne française qui a reçu \$223,000 du gouvernement<sup>3</sup>? A-t-elle simplement fait de la photographie aérienne? Combien de milles a-t-elle photographiés?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai pas les chiffres exacts, car je ne m'attendais pas à l'étude de cet item. Je les aurai tout à l'heure. Je crois que la Compagnie aérienne franco-canadienne a photographié 5 ou 6 milles carrés. Depuis 1926, elle a photographié environ de 17,000 à 18,000 milles carrés.

**M. Guertin (Hull):** Et le service aérien de Québec?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce service a photographié quelque 5,000 milles carrés depuis que nous avons commencé à faire des affaires avec lui.

**M. Guertin (Hull):** Alors le coût de ce travail se situe autour des \$50 le mille carré?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Entre \$45 et \$50.

**M. Guertin (Hull):** Pour quelle raison?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je viens de dire qu'il est de \$45 à \$50 le mille. La variation dans les prix provient des différentes altitudes auxquelles sont prises les photographies. Cela varie selon les difficultés et risques. La compagnie doit parfois photographier à une grande altitude et ne peut facilement se ravitailler. Les lacs où les avions peuvent se poser sont parfois à une assez grande distance. La compagnie porte le fardeau de toutes ses opérations. Dans certains endroits en Gaspésie où très peu de lacs permettent les amerrissages, par exemple, ce travail est plus risqué que là où les plans d'eau convenables sont plus nombreux. Par ailleurs, certaines photos sont prises à 12,000 pieds d'altitude, tandis que d'autres sont prises à 8,000 pieds, et on doit compenser pour la différence entre la superficie couverte par l'une et par l'autre. On doit aussi penser au rationnement des avions et du personnel.

L'honorable député doit comprendre que lorsqu'on parle de photos, on inclut leur développement, la préparation des cartes sur une échelle donnée et la mise sous forme de tableau de toutes les données recueillies, plus les heures de service des aviateurs. Le prix de \$45 à \$50 comporte les fournitures, clichés, préparation des cartes, renseignements généraux.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Le gouvernement est-il responsable de la fourniture des avions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement n'assume aucune responsabilité pour tout accident pouvant arriver aux aviateurs ou à leur équipement. La compagnie assume l'entière responsabilité pour tout. Nous ne sommes responsables ni des pertes d'avions, ni des accidents.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Reste-t-il beaucoup de territoire à photographier?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La plus grande partie de la superficie photographiée est déjà sur carte, mais les cartographes doivent encore traiter quelques milliers de milles carrés. Je dirais que nous avons des cartes achevées, ou presque achevées, pour environ 26,000 milles carrés. Disons que nous avons traité 30,000 milles carrés sur un total de 700,000 pour toute la province.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que la compagnie a un contact avec le gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis quand la Compagnie aérienne franco-canadienne a-t-elle des contrats du gouvernement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je crois qu'elle était alors connue sous l'appellation Compagnie Aérienne Française et qu'elle a été achetée l'année suivante par la Compagnie franco-canadienne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a parlé de travaux achevés pour 26,000 de milles carrés. Où est le territoire en question? Sur la rive nord, en Gaspésie ou ailleurs?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Jusqu'à date, des aviateurs et des photographes ont survolé environ 26,000 milles carrés de notre province, et des cartographes ont fait des cartes des régions survolées. Nous avons photographié le parc national des Laurentides, la région de Chibougamau et de Mistassini, la Côte-Nord, le Mont Tremblant, au nord de Montréal, et toute la rive sud de la Chaudière à Gaspé, et nous avons presque entièrement photographié la région au sud de Québec, à part quelques trous ou espaces qu'il reste à remplir. La Compagnie aérienne franco-canadienne a accompli une forte partie de ces travaux qu'elle a commencés en 1926. À ce moment, peu de compagnies aériennes étaient en mesure de faire de tels travaux de photographie aérienne et de cartographie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande de connaître les conditions du contrat signé avec la compagnie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) donne les détails du contrat intervenu en 1927 entre

la Compagnie aérienne franco-canadienne et le gouvernement. Par le contrat, dit-il, la compagnie doit fournir deux sortes de cartes, l'une à échelle de 45 milles au pouce, et l'autre de trois milles, au pouce, six exemplaires de chacune de ces cartes et deux séries de photos assemblées. Les clichés sont la propriété exclusive du gouvernement. Il y a eu un autre contrat en 1928.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce sont des contrats annuels?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pas nécessairement. Les contrats peuvent couvrir deux ou trois années, le temps qu'il faut pour exécuter les travaux, qui sont souvent très difficiles. Si nous avons demandé des soumissions, je le répète, les soumissionnaires n'auraient pu exécuter les travaux et nous aurions perdu une saison.

Le gouvernement a dû opter pour un prix variable pour les raisons déjà fournies. On a reçu des soumissions aussi basses que \$20 le mille carré pour les travaux de photo aérienne, mais elles étaient faites par des gens qui voulaient d'abord décrocher le contrat pour ensuite organiser leur compagnie. Il fallait traiter avec des entreprises responsables. Il faut se rappeler qu'au début, les compagnies aériennes étaient très peu nombreuses. Leur nombre s'est plus tard multiplié, pour ensuite décroître. Le gouvernement, toutefois, avait fait preuve de prudence.

Il n'aurait pas été dans l'intérêt du gouvernement d'octroyer des contrats à des compagnies qui n'offraient pas les garanties suffisantes. Depuis quelques années, les compagnies d'aviation se sont multipliées, et la plupart se sont trouvées peu après dans de mauvaises affaires. Elles ont dû être absorbées par d'autres. Nous avons prévu cela.

Pour permettre aux compagnies qui voulaient faire ces travaux, le département des Terres et Forêts a jugé qu'il était préférable de leur accorder des contrats assez considérables. Dans le passé, il est arrivé trop souvent que de petits contrats pour l'arpentage ont eu pour résultat de retarder l'arpentage complet de certaines régions. Le département des Terres a voulu éviter des retards inutiles et a donné des contrats importants qui lui assuraient que le travail nécessaire serait fait, bien et dans un temps raisonnable.

Le gouvernement qui administre l'argent du peuple est intéressé à ce que les contrats qu'il accorde soient exécutés le mieux possible et le plus rapidement possible. À quoi servirait-il alors de

donner des contrats à des compagnies qui ne seraient pas capables de les remplir? À quoi servirait-il de donner de nombreux petits contrats à des prix très bas auxquels les contracteurs ne peuvent pas remplir ces contrats?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je crains de ne pas très bien comprendre cette explication. C'est la première fois que j'entends dire que le gouvernement refuse de donner des contrats, pour sauver de l'argent des compagnies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je n'ai pas dit cela! Disons qu'il aurait été assez facile de s'entendre sur des conditions, mais difficile de s'assurer qu'elles soient remplies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un principe libéral qui est clair. Il s'appliquait strictement autrefois. Des soumissions devaient être demandées pour tous les contrats. Mais pourquoi, dans ce cas, n'y a-t-il pas eu d'appel d'offres? Il me semble que le gouvernement devrait comprendre qu'il ne peut y avoir aucune concurrence ou aucun encouragement à la concurrence, à moins d'utiliser le système d'appel d'offres. Se peut-il que le gouvernement se préoccupe davantage des intérêts de ses amis que de ceux de la province? Le ministre nous assure que l'intention était et est toujours de faire des économies, mais pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel d'offres?

Le ministre admet lui-même qu'il aurait pu avoir des soumissions beaucoup plus basses que le montant payé à la Compagnie franco-canadienne. Le gouvernement est là pour sauver de l'argent à la province, et non pour en sauver aux compagnies. Depuis quand le gouvernement doit-il se préoccuper de qui soumissionne? Ce n'est pas l'affaire du gouvernement de dire qu'une compagnie soumissionne trop bas. Le gouvernement doit voir aux intérêts de la province, et non à ceux des contractants. Je ne vois pas que la raison alléguée par le ministre, que les plus bas soumissionnaires offrent le danger de ne pas exécuter les contrats, dispense le gouvernement de demander des soumissions, car on pourrait faire le même raisonnement pour tous les travaux à accomplir. Car, en somme, la constatation de l'excellence des travaux accomplis est aussi difficile à faire pour le gros que pour le petit soumissionnaire.

Le gouvernement n'a pas affaire à s'occuper si les bas soumissionnaires vont retirer ou non des profits. On comprend que le gouvernement puisse

refuser des soumissions de compagnies n'offrant guère de garanties, mais de là à refuser toute soumission, il y a de la marge. Si tant de compagnies aériennes ont fait faillite, c'est peut-être parce que le gouvernement a fait trop de favoritisme à l'égard de la Compagnie franco-canadienne. C'est un favoritisme qui s'explique assez mal. Avec le système adopté par le gouvernement de ne pas s'occuper du prix des travaux qu'il fait exécuter, il n'est pas étonnant qu'il manque de fonds pour l'agriculture.

La Compagnie franco-canadienne est une compagnie française et le gouvernement ferait mieux d'encourager les compagnies canadiennes. La Compagnie franco-canadienne n'est pas la seule compagnie aérienne dans la province. Il y en a d'autres et elles n'ont pas prospéré parce que le gouvernement a fait preuve de favoritisme envers cette seule compagnie en acceptant un contrat flou. De quelle utilité est un contrat flou assorti d'un prix élastique? Il y a du favoritisme et du gaspillage dans cet important département, M. l'Orateur. Nous avons versé un peu plus de \$1,000,000 à la Compagnie aérienne franco-canadienne depuis 1926.

Cette somme aurait été plus utilement employée dans d'autres domaines. Et quelle est l'utilité pratique de ces travaux concentrés sur la rive sud, dont on a déjà fait le relevé? Le gouvernement a concentré son travail sur une région et nous prétendons qu'il y a eu du gaspillage. C'est du gaspillage, Monsieur. Cet argent aurait pu être dépensé autrement. L'honorable ministre peut-il me dire la somme exacte qui a été versée à la Compagnie franco-canadienne depuis 1926?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La compagnie a retiré, depuis 1926, entre \$850,000 et \$900,000. Pour faire un travail logique et profitable, il est nécessaire de procéder méthodiquement par l'exploration et la photographie de toute une région. Mais le gouvernement n'a pas concentré ses efforts sur une seule région et a fait faire des relevés un peu partout dans les diverses régions de la province. Mon honorable ami a tort de dire que nous avons concentré notre travail sur une seule région! Nous avons également travaillé sur un territoire situé entre la ville de Québec et le Lac-Saint-Jean, autour de Chibougamau, de Mistassini et du Mont-Tremblant, dans la région de la Mauricie et ailleurs. Le travail a été réparti sur un vaste territoire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais la majeure partie était sur la rive sud?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Au cours des trois dernières années, on a travaillé sur la péninsule gaspésienne. L'utilisation de l'avion a révolutionné les techniques d'arpentage. J'irais jusqu'à dire que nous avons introduit un nouveau système d'arpentage. La photographie aérienne est aujourd'hui reconnue comme étant la méthode la plus moderne. Le gouvernement a maintenant l'information qu'il lui faut pour publier des cartes fiables. La meilleure chose à faire était de procéder à l'arpentage et à l'inventaire du territoire d'une façon systématique. En répertoriant une grande partie du territoire de la province depuis les airs, nous avons, en trois ans, cartographié plus de 30,000 milles avec rapidité et précision. Et nous voulons mener ce travail à terme.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est justement ce que vous n'avez pas fait.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est ce que nous sommes en train de faire. Nous avons commencé il y a 10, 15 ou 20 ans par des contrats dispersés et, avec la plus grande difficulté, sans jamais pouvoir obtenir des données complètes pour une même région. Les données qu'on nous fournissait pour des sections éparpillées étaient insuffisantes, aux fins d'élaborer des cartes régionales. Le gouvernement avait accordé beaucoup de petits contrats, faisait faire du travail ici et là, mais tout était partiel, de sorte qu'on ne pouvait pas produire de cartes régionales donnant une représentation fidèle du territoire. Auparavant, des équipes au sol travaillaient sur un certain nombre de régions tous les ans, mais faire l'inventaire complet d'une grande superficie était un travail de très longue haleine. L'avion, par contre, accomplit le travail avec une rapidité étonnante. Nous avons couvert presque toute l'étendue de Gaspé à Québec, sur la rive sud en trois ans. Et, en même temps, nous avons fait des travaux où il y avait urgence, où nous avions besoin de cartes, parce qu'il n'y en avait pas. Pensons seulement à Mistassini et au Mont-Tremblant. Il fallait exécuter l'ouvrage sûrement et rapidement.

Aucun moyen ne se prête mieux à ce travail que la photographie aérienne. La compagnie nous a fait des cartes bien faites, au dire des experts eux-mêmes. Le gouvernement obtient les meilleurs résultats possibles. La qualité des clichés peut varier selon les conditions atmosphériques, mais ils sont tous utiles en raison de l'information qu'ils nous apportent. Dans les milliers et les milliers de clichés que nous avons, il y en a quelques-uns qui ne sont

pas parfaits, mais ils nous fournissent des détails précis quand même. Ils nous donnent les renseignements sur les forêts et rivières que nous voulons. En dehors de la péninsule de Gaspé, nous avons fait faire des travaux sur une étendue de 8,000 milles carrés au cours des deux dernières années. Cela prouve que nous n'avons pas concentré notre travail sur une région seulement et que ce que prétend le député de Trois-Rivières n'a pas de poids.

Mon honorable ami dit que le gouvernement n'est pas là pour sauver de l'argent aux compagnies, mais qu'il est là pour s'assurer que l'argent n'est pas gaspillé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas dit ça. J'ai plutôt dit que les affaires des entreprises privées n'étaient pas ma préoccupation.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ça revient au même.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Peut-être bien pour le ministre, mais pas pour la population.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le peuple comprend et sait que ses intérêts sont protégés. Il n'a peut-être pas le même point de vue que l'honorable député. Nous avons vu ce qui arrive quand des compagnies ne peuvent respecter leurs contrats. Le travail a été bien fait parce que nous avons veillé à ce qu'il soit confié à des compagnies responsables. Nous sommes là pour voir à ce que les travaux soient exécutés, et non pas simplement pour donner des contrats. Nous avons eu des offres de compagnies qui étaient prêtes à faire le travail au même prix et à meilleur marché. Des compagnies ont offert des contrats à \$20 le mille, mais le gouvernement les a refusés. Je soutiens qu'il était impossible de faire le travail que nous avions entrepris pour le prix qu'on nous demandait. Nous avons exigé avant tout des garanties que les travaux seraient bien exécutés. C'était là le point important, plus important que la question d'argent. Parmi ces compagnies, il y en avait même qui n'étaient pas organisées, ni outillées, pour le travail.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les arguments présentés par l'honorable ministre me rappellent ce vieil adage qui dit que les jours se suivent mais ne se ressemblent pas. Il m'apparaît clair maintenant que nous avons dû perdre de l'argent. Le ministre, en disant ce qu'il a fait de l'ancienne politique d'accorder de petits contrats, admet que le

gouvernement a gaspillé des fonds publics. L'honorable ministre a dit que la province avait perdu de l'argent avec l'arpentage fait en différentes sections.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Je n'ai pas dit ça.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne s'exprime pas clairement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Vous ne comprenez pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre a dit que la photographie aérienne servait à inventorier la forêt.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
En partie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les phrases du ministre des Terres et Forêts se suivent et ne se ressemblent pas. L'honorable ministre a déclaré qu'il ne voulait pas éparpiller le travail. Il a dit que le travail d'aviation était en partie un travail d'inventaire forestier, et il a ajouté que ça pressait. Si ça pressait, pourquoi le gouvernement a-t-il attendu 15 ans pour commencer cet inventaire? Pourquoi refusait-il d'inventorier les forêts autrefois, pendant tant d'années, lorsque tout le monde le lui demandait et que l'opposition le réclamait?

Le ministre dit que cela presse et il prend les moyens pour que cela aille lentement. Il confie les travaux à une seule compagnie. Je me demande quel intérêt a le gouvernement à favoriser la Compagnie franco-canadienne. Il y a d'autres compagnies aériennes dans la province. Puisque les travaux sont urgents, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas donné des contrats à d'autres compagnies? Si ça pressait tant, il aurait pu confier des travaux de topographie plus importants aux autres compagnies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Lesquelles?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Canadian Airways Limited, la Reid Aircraft et la compagnie Fairchild de Grand'Mère, et malgré cela, vous donnez du travail sans faire d'appel d'offres. Pour ce qui est d'inventorier les forêts, le travail coûte beaucoup trop cher, vu les résultats. Au lieu de dépenser \$1,000,000 pour le travail incomplet qui a

été fait, au point de vue cartographique, on aurait mieux fait de consacrer cet argent à la protection de la forêt.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
La carte aérienne fournit des renseignements plus complets et plus rapides que l'autre carte. Même si elle ne permet pas de compter les feuilles ni de mesurer la taille exacte d'un arbre, elle permet de recueillir de précieux renseignements sur les forêts et les rivières. Si mon honorable ami peut me dire qui pourrait, à l'avenir, faire le même ouvrage au même prix que nous payons à l'heure actuelle, mais par d'autres moyens que la photographie aérienne, je lui en serais très reconnaissant.

La vérité est que pareil travail ne peut être fait autrement qu'à un prix à peu près 10 fois supérieur au prix de la photographie aérienne. Les photos aériennes ne sont pas toujours parfaites jusqu'au moindre détail, mais elles nous donnent assez d'information pour tracer le contour de nos forêts et de nos terres, et pour avoir une bonne idée de la récolte du bois en divers endroits.

En plus de pouvoir être utilisées comme cartes topographiques et de nous renseigner sur les cours d'eau primaires et secondaires, ces photographies nous donnent des renseignements précis sur les régions boisées. Des hommes qualifiés peuvent, en examinant les clichés, non seulement identifier les types de peuplements forestiers et déterminer s'il s'agit de peuplements brûlés, jeunes ou mûrs, mais ils peuvent aussi, dans bien des cas, reconnaître les espèces et estimer la taille des arbres. On peut ainsi obtenir un précieux inventaire des avoirs forestiers du gouvernement. Bien qu'incomplet, cet inventaire reste d'une utilité indubitable au département, pour ce qui est de la gestion de sa politique.

Nous avons déjà utilisé des équipes au sol pour faire des levés dans la région de Chibougamau, mais nous trouvons que l'avion est beaucoup plus rapide. Nous avons un urgent besoin de cartes pour faire cet inventaire, et notre but est d'élaborer ces cartes dans les plus brefs délais et le plus efficacement possible. Nous payons \$50 le mille carré pour des photographies aériennes, mais faire faire le même travail par des équipes au sol coûterait quelque chose comme \$500 le mille carré et prendrait quelques jours plutôt que quelques minutes.

Le député de Trois-Rivières a exagéré lorsqu'il a dit que ce n'est qu'à l'insistance de l'opposition que l'inventaire forestier a été entrepris, car ce travail est en cours depuis plusieurs années.

Les propos de l'honorable député, selon lesquels tout le travail a été confié à une compagnie ne sont pas justes. Mon honorable ami m'a cité la Canadian Airways. Nous l'avons employée tant qu'elle a existé. Quand elle a été absorbée par une autre, elle n'a plus été capable d'exécuter des contrats. Nous avons aussi confié du travail à la compagnie Fairchild, de Grand'Mère et à la Reid Aircraft. Actuellement, d'autres compagnies sont sous contrat avec le département. D'après les experts, il ne serait pas pratique de confier des travaux à plusieurs compagnies dans une même région.

Il n'est pas possible de mettre une dizaine de compagnies à l'œuvre au même endroit. Le mieux est d'affecter une compagnie par secteur. On couvre ainsi quelque 5,000 à 7,000 milles carrés en une année. Le député a fait mention de la Reid Aircraft. J'aimerais l'informer que cette compagnie ne fait pas ce type de travail, mais qu'elle est active dans d'autres branches de l'industrie aérienne. D'autre part, l'expérience a permis au département de savoir par qui le travail est le mieux fait et dans les meilleures conditions de temps.

L'honorable député de Trois-Rivières nous reproche de n'avoir pas donné de contrats à d'autres compagnies. Nous en avons donné à toutes les compagnies. D'ailleurs, en 1926, lorsque nous avons donné des contrats, la Compagnie franco-canadienne était la seule qui faisait de la photographie aérienne, à l'exception de la compagnie Fairchild. Si j'avais favorisé la compagnie Fairchild, on aurait dit que je favorisais des Américains, que nous livrions la province aux Américains.

Il n'y a aucun doute qu'on nous aurait accusés de vendre notre province aux Américains. Nous avons accordé des contrats à la compagnie Fairchild, qui est établie dans la région de l'honorable député de Trois-Rivières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable ministre des Terres et Forêts a une franchise pour laquelle je tiens à le féliciter. Il s'est chargé lui-même de répondre à son discours. Il déclare que le gouvernement a cessé de donner des contrats à la Canadienne Airways, parce qu'elle avait été absorbée par une autre, et il nous a cité précédemment un cas analogue pour la Compagnie franco-canadienne. Ce que nous demandons, c'est que le gouvernement ne fasse pas de favoritisme et demande des soumissions.

Si c'est le cas, je ne peux faire autrement que m'interroger à savoir pourquoi le ministre a réduit les crédits de \$15,000 cette année. Où sont ces \$15,000?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Au même poste.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment ces \$226,000 ont-ils été répartis?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Cette somme a servi à payer l'exécution du contrat dont j'ai donné les détails pour des travaux sur la rive sud et ailleurs. Cette somme a principalement servi à payer la Compagnie franco-canadienne en vertu du contrat de 1928 concernant la péninsule gaspésienne, grâce auquel 10,000 milles carrés ont été photographiés au total.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le relevé de la rive sud est terminé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Non, il reste quelques trous et bandes à remplir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui fait les travaux du côté de Chibougamau?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
La Québec Aerial Service limited, organisée par des Canadiens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand le contrat avec la Compagnie aérienne franco-canadienne expire-t-il?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
L'an prochain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remarque aussi une inscription de \$40,578.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
On a payé ce montant à la Canadian Airways, maintenant disparue. Le montant du crédit est de \$15,000 de moins que l'an dernier, et ces \$15,000 sont alloués cette année à la radio gouvernementale de la province, ce qui porte la somme à \$365,000 cette année au lieu de \$380,000 en 1929-1930.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai demandé au ministre de consulter certains documents en rapport avec cette question. Peut-il me dire quand je suis susceptible de les recevoir?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):  
Je reçois une quantité appréciable de correspondance.

Mon honorable ami et moi pourrions peut-être nous rencontrer. Il pourra alors me dire exactement quels documents il désire.

La résolution est adoptée<sup>4</sup>.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Demandes de documents:

##### Coopération entre les cultivateurs

**M. Lemieux (Wolfe)** propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer entre les cultivateurs de la province.

M. l'Orateur, en faisant inscrire cette motion au *Feuilleton* de l'ordre du jour, mon intention était de procurer aux membres de cette Chambre une nouvelle occasion de traiter le problème économique le plus important de cette province, le problème agricole, et de démontrer l'importance qu'il y a de prêcher la coopération à la classe agricole.

Il est inutile d'insister sur l'importance de ce problème. Notre province est avant tout une province agricole; elle le fut dans le passé et, aussi longtemps que les conditions économiques seront les mêmes, elle restera une province à base agricole. Nos gouvernements, d'une façon générale, ont compris ce grave problème.

Nul cependant, M. l'Orateur, n'a fait autant pour donner à la base agricole de notre édifice national les fondations les plus solides et pour assurer la coopération chez les cultivateurs de notre province que le gouvernement Taschereau. Et, veuillez croire qu'il ne s'agit pas ici d'un banal compliment de la part d'un partisan aveugle. Il suffit de retourner quelque peu en arrière pour constater la vérité de cette affirmation.

Les gouvernements conservateurs après la Confédération, incapables d'administrer les finances de cette province de façon à obtenir des revenus,

n'ont pu accorder à l'agriculture une aide efficace. Sous leur administration, les déficits ont succédé aux déficits. L'agriculture a toujours été et sera toujours une sphère d'activité importante au Québec, et elle est devenue florissante sous le régime libéral après l'incurie conservatrice. Et les premiers gouvernements libéraux ont dirigé leurs efforts vers le rétablissement de nos finances. Les gouvernements Marchand, Parent et Gouin, sans négliger l'agriculture, ont cependant tourné leurs activités vers d'autres sphères où tout était à créer.

Puis vinrent MM. Taschereau et Caron. Avec eux, développement de la science agricole, disparition de toutes les taxes qui pouvaient peser sur les cultivateurs, aide aux écoles rurales, construction d'une magnifique voirie dans nos campagnes, vigoureux essor donné à la colonisation, nouveau mouvement imprimé à l'industrie laitière, telles furent autant d'œuvres qui indiquèrent que toute la politique du gouvernement était inspirée par cette pensée que rendre le cultivateur prospère c'était assurer en même temps la prospérité de notre province; telles furent autant d'œuvres qui méritèrent à l'honorable M. Caron son plus beau titre de gloire, le titre de "Père de l'Agriculture". Oui, c'est sa bonne politique qui lui a valu ce beau titre de père de la classe agricole.

La province est avant tout agricole, mais cela n'empêche pas les progrès d'industries nécessaires à la prospérité de la province. En certains milieux, on a cru voir un abandon de notre politique agricole dans la bienfaisante politique de développement industriel poursuivie depuis quelques années. L'observateur sérieux et l'esprit averti comprennent facilement que l'exploitation de nos forêts, le harnachement de nos forces hydrauliques et l'opération de nos mines en même temps qu'elles font surgir des centres industriels nouveaux, créent des centres de consommation où sont absorbés les produits agricoles. Autour des centres industriels établis depuis quelques années, la population agricole a connu une nouvelle prospérité, grâce aux nouveaux débouchés pour ses produits.

M. l'Orateur, l'histoire rendra le témoignage à l'honorable M. Caron et au gouvernement actuel d'avoir réussi, par leur sage politique et l'aide accordée à la classe agricole, à faire traverser aux cultivateurs de notre province la crise agricole d'après-guerre sans trop de malheurs. Alors que la situation économique était si difficile et qu'une crise agricole sévissait dans le monde entier, alors que partout l'agriculture était dans une position embarrassante, notre gouvernement, par sa politique

de voirie et par un généreux concours, savait encourager et aider nos cultivateurs. La politique des bons chemins a été une source de revenus pour la classe agricole. Dans le même temps, en répandant l'instruction agricole, il les préparait à la reprise des conditions plus favorables.

L'honorable M. Caron a brisé sa santé à cette tâche et, cependant, M. l'Orateur, le jour est venu où notre agriculteur doit donner l'effort nécessaire, plus vigoureux que jamais, pour faire face aux conditions économiques nouvelles et asseoir l'agriculture sur des bases solides. Le gouvernement a voulu offrir à l'agriculteur la plus entière collaboration dans cet effort et il a fait appel au concours d'un administrateur habile, d'un politique averti: l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) qui a déjà annoncé son programme d'aide à l'agriculture. Son avènement comme ministre de l'Agriculture a été salué avec sympathie. *Le Devoir* lui-même, qui n'a jamais été bien tendre pour le ministre de l'Agriculture, saluait son arrivée à la direction du ministère de l'Agriculture en disant qu'il est un "grand réalisateur". Ses adversaires ont dit eux-mêmes qu'il est un grand réalisateur!

Les classes agricoles voient et apprécient le travail que le nouveau ministre de l'Agriculture a déjà réalisé, et elles ont hâte d'entreprendre l'amélioration des techniques agricoles, reconnue comme étant de la plus haute nécessité de nos jours.

Et l'on a vu avec quelle énergie, avec quel désintéressement et quel dévouement, il a lancé le mouvement du relèvement agricole. L'heure est maintenant venue pour nos agriculteurs d'apprendre ces méthodes, afin d'augmenter et d'améliorer leur production pour satisfaire les besoins des consommateurs. Le cultivateur de notre province a été préparé à ce mouvement. Il sait maintenant comment organiser sa production, il comprend que ses produits se vendront sur les marchés locaux ou étrangers qu'en autant qu'ils répondront aux exigences de ces marchés; il réalise qu'une coopération constante et étroite est nécessaire à l'organisation de cette production, à la mise en vente de ses produits sur les marchés et qu'elle peut lui obtenir de beaux profits, dans l'achat de ses matériaux.

Je crois pouvoir dire, M. l'Orateur, que notre cultivateur comprend que les conditions économiques sont changées. Il fut un temps où il exploitait sa ferme pour lui-même. Il trouvait sur sa terre pratiquement tout ce qui lui était nécessaire, pour lui et sa famille. Aujourd'hui, sa ferme est devenue un moyen de lui procurer le revenu

nécessaire à une vie dont les conditions sont plus difficiles. La ferme est devenue une petite industrie complète en soi, dont le patron est le cultivateur, et les employés, les membres de sa famille, dont la clientèle est le consommateur et dont les revenus doivent être employés à l'amélioration de l'industrie et au maintien de la famille. C'est ainsi qu'il doit considérer sa ferme.

M. l'Orateur, depuis qu'il a pris la direction de son département l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) n'a cessé de montrer dans ses discours et dans ses actes, qu'il comprend que l'agriculture est une petite industrie et il veut que le cultivateur réalise ce fait. Il a donné tout de suite au cultivateur de nouvelles espérances et il envisage l'avenir avec confiance.

Dans cette industrie, il y a trois facteurs principaux nécessaires au cultivateur, dûment reconnus par les économistes, pour réussir: la terre qui est la base de l'exploitation agricole, comme le drap et la laine sont la base d'une fabrique de vêtements, comme le cuir est la base d'une tannerie et comme le sucre est la base d'une raffinerie; le capital que l'industriel apporte dans l'établissement de son usine ou de sa ferme, qui lui permettra de fonder un grand établissement ou une fabrique moyenne; le travail dont le patron doit tenir compte, car s'il n'a pas la main-d'œuvre compétente et nécessaire, il risquera de perdre le capital qu'il a placé dans son industrie.

M. l'Orateur, la terre, le capital et le travail sont les agents indispensables au maintien et au progrès de l'agriculture. Ces principes d'économie rurale sont bien établis et généralement connus. Il n'est pas inutile cependant d'en parler de nouveau, car ces vérités répétées ne peuvent que retenir l'attention et, si elles sont mises en pratique, produire d'heureux résultats.

Ces principes guideront le cultivateur. Celui-ci ne peut songer à établir une industrie solide et prospère s'il n'a pas une bonne terre, au point de vue agricole. La terre doit être fertile et c'est là la base du succès. C'est le facteur principal. Si un cultivateur possède, au début, le capital nécessaire, il l'utilisera à l'achat d'une terre fertile. Mais avant de faire cet achat, il devra songer à la somme de travail qu'il peut appliquer sur cette terre. Que lui servira d'avoir dépensé son capital à l'achat d'une grande et bonne terre s'il n'a pas la main-d'œuvre nécessaire pour cultiver avec profit cette terre? Et si notre cultivateur possède, par héritage, par don ou par achat, une terre qui n'est pas très riche, il devra nécessairement songer à l'améliorer. S'il a quelques capitaux, c'est à

cette amélioration qu'il devra les appliquer. On voit ici la nécessité de l'équilibre entre les trois facteurs précités. L'étendue de terre mise en culture, chaque année, doit être proportionnée aux déboursés que l'on peut faire et aux capacités des aides dont on dispose.

Voilà donc notre industrie établie. Dans une usine, le patron a ses comptables; sur la ferme, c'est le cultivateur qui doit faire sa propre comptabilité. Et voilà, M. l'Orateur, la clé du succès du cultivateur comme de celui de tous les citoyens de cette province.

Pas plus que le financier, l'industriel ou le marchand, le cultivateur ne peut réussir à progresser s'il ne sait exactement quels sont ses revenus et ses dépenses. C'est une condition essentielle à son succès. Et, c'est sur ce point que je veux insister davantage. Le cultivateur doit connaître la valeur productive de sa ferme. Pour la connaître, il peut être aidé par des experts que le ministère de l'Agriculture met à sa disposition. Je citerai, comme exemple, le cas d'un cultivateur moyen. Le voici établi sur une ferme. Il sait la somme de son capital, il connaît la valeur, la quantité et la capacité des aides qui travailleront avec lui, il peut savoir facilement, par expérience ou par les renseignements des techniciens agricoles que le gouvernement a répandus partout, la valeur productive de sa terre.

En faisant un plan de sa terre, il saura rapidement quel montant de capital il a besoin pour l'amélioration de celle-ci, pour l'achat de l'outillage, pour les troupeaux et les constructions. Le calcul qu'il fera lui permettra de connaître si son capital est suffisant.

Les gouvernements provincial et fédéral ont voulu aider aux cultivateurs à se procurer le capital nécessaire. Ils leur offrent un moyen de se procurer de l'argent. Ottawa leur offre le crédit rural; le prêt agricole. C'est un précieux avantage, mais, à mon sens, ce système ne tient pas assez compte de la garantie morale et ne peut offrir aux jeunes cultivateurs qui débutent l'aide nécessaire. Ce sont ceux-là cependant qui ont le plus besoin d'encouragement financier.

Les conditions du prêt agricole devraient être plus faciles. On doit tenir compte de la garantie morale qu'offre un cultivateur. Le gouvernement provincial pourra-t-il apporter à ces cultivateurs l'aide pécuniaire dont ils ont besoin? Je sais que cette question a été étudiée au ministère de l'Agriculture et le gouvernement aurait un nouveau titre à la gratitude des agriculteurs s'il leur apportait, en tenant compte du crédit moral des fermiers, l'aide que le crédit rural ne peut offrir à tous. Je sais que l'on verra

à faciliter au cultivateur le moyen d'obtenir des capitaux.

Ayant le capital nécessaire pour débiter, notre cultivateur devra songer à l'outillage, à ses troupeaux, à ses constructions, aux engrais et aux amendements. S'il s'est fait un plan, même rudimentaire, de sa ferme, il saura rapidement quels instruments aratoires lui sont nécessaires et utiles, le nombre des animaux qu'il peut maintenir sur sa ferme, le genre de construction qu'il est capable de bâtir. Connaissant la valeur productive de sa terre et le montant des revenus ordinaires qu'il peut en retirer dans une année moyenne, il lui sera facile d'organiser la distribution raisonnée de son capital.

Ce plan de la terre lui aidera aussi considérablement à son amélioration. En organisant, pendant l'hiver, son travail du printemps suivant, il saura quelle quantité d'engrais il peut acheter, où il doit la placer, afin d'obtenir un meilleur rendement. Par un simple travail mental, le cultivateur réalisera si ses revenus ont augmenté et dans quelle proportion. Avec ses revenus, il pourra améliorer sa ferme graduellement et se procurer une vie plus facile. C'est ainsi qu'il saura organiser sa production sur une base d'affaire sérieuse. La ferme est aujourd'hui un moyen qu'utilise le cultivateur pour atteindre à un bien-être plus grand que celui qu'il a connu autrefois.

Et ici encore, le travail mental sera d'un précieux secours à l'agriculteur. C'est en tenant compte des dépenses de sa famille, c'est par une comptabilité simple, mais suivie, qu'il pourra constater quelles dépenses il peut se permettre avec les revenus qu'il perçoit. L'équilibre entre les dépenses et les revenus est absolument nécessaire au succès de l'agriculteur, comme à tous les autres citoyens de ce pays.

M. l'Orateur, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron), dans la vigoureuse campagne qu'il vient d'entreprendre, a montré à plusieurs reprises sa ferme intention de considérer les cultivateurs comme autant de petits industriels. Il a compris que chacun de ces industriels ne peut mettre sur le marché le volume et la qualité des produits qui satisfassent le consommateur. C'est pourquoi il a insisté sur la nécessité de la coopération entre tous ces petits industriels. La ferme constitue aujourd'hui le grand souci des autorités qui cherchent à assurer ses progrès et son avancement par la coopération. Une collaboration indéfectible et inconditionnelle entre les cultivateurs eux-mêmes et entre les agriculteurs et le gouvernement est de première importance, face à la crise qui afflige l'industrie agricole.

C'est encore par le travail mental que le cultivateur réalisera la nécessité de la coopération. S'il fait le calcul des prix que, seul, il peut obtenir pour ses produits et pour l'achat de ses matériaux, en comparaison des sommes qu'il réalisera par la vente ou l'achat en coopération, il comprendra rapidement quels profits la coopération lui apporte et réalisera bientôt la nécessité de celle-ci.

M. l'Orateur, je termine ce discours plus long que je l'aurais voulu en remerciant les membres de cette Chambre de leur bienveillance et en joignant aux nombreuses félicitations que vous avez déjà reçues le modeste hommage de mes compliments. Puissent les quelques idées déjà connues et que je n'ai fait que répéter ici, aider, par une discussion nouvelle, à la classe agricole de notre province.

(Applaudissements)

**M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Richelieu (M. Turcotte), l'ajournement du débat.

Adopté<sup>5</sup>.

#### **Charte de LaSalle**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que les amendements soient lus une deuxième fois.

Adopté sur division. Les amendements sont lus une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements est mise aux voix" est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Association des optométristes et opticiens**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 modifiant la loi de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les

honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Union Saint-Joseph de Drummondville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 modifiant la charte de l'Union Saint-Joseph de Drummondville. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Emprunt et définition du territoire de Grand'Mère**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère, définissant le territoire qui constitue sa municipalité et ratifiant un règlement d'emprunt. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Terres en culture de Montréal**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 83 modifiant la charte des pères Eudistes de la province de Québec;
- bill 91 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company;
- bill 108 autorisant Gédéon Fredette *et al.* à vendre certains biens substitués;
- bill 116 modifiant la charte de la ville de Lennoxville;
- bill 139 modifiant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 118 concernant la succession de feu Blanche Celema alias Celina Saint-Denis.

#### **Succession Blanche-C. St-Denis**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 118 concernant la succession de feu Blanche-Celema alias Celina St-Denis. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **The Quebec & Western Railway Company**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 92 modifiant la charte de la Quebec & Western Railway Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **The Dominion Rubber Company**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 88 ratifiant le règlement no 187, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, accordant une évaluation fixe, pour fins de taxes municipales, à The Dominion Rubber Company Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont Alonzo Wright**

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 concernant le pont de comté appelé pont Alonzo Wright, dans le comté municipal de Hull.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Guertin (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Laurent**

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 87 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marchand (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay

(l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 40.

---

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

2. *Le Devoir*, à la page 1, et *The Montreal Daily Star*, à la page 18, du 21 février 1930 rapportent que la Chambre a voté un montant de \$365,000 pour le service d'hydroplans, et un autre de \$15,000 pour les frais de programme de radio dans la province. En fait, la somme accordée aux programmes de radio est un montant statutaire prévu dans la loi relative à la radiodiffusion adoptée en 1929 (voir 19 George V, chapitre 31, article 6).

3. Les *Comptes publics de la province de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1929 signalent que le gouvernement a payé \$226,428.40 à la Compagnie franco-canadienne.

4. Selon *La Tribune* du 21 février 1930, à la page 3, il est 5 h 30, lorsque le débat se termine. *Le Journal* précise aussi que ce débat dure 1 h 30.

5. *L'Événement* du 21 février 1930, à la page 9, signale que la Chambre est alors présidée par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin).



Séance du vendredi 21 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi des  
unités sanitaires**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 48 modifiant le Code civil sanitaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Privilèges  
sur les immeubles**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 192 modifiant le Code civil concernant les privilèges sur les immeubles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prêts  
hypothécaires**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 193 modifiant le Code civil relativement aux prêts hypothécaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Rapport de la Commission des  
droits civils de la femme**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport de la Commission des droits civils de la femme. (Document de la session no 48)

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Le gouvernement a-t-il l'intention de donner suite aux recommandations des commissaires au cours de la présente session et sous quelle forme? Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter une loi en cette matière au cours de la présente session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne le sais pas. Je ne pourrais faire aucune déclaration à ce sujet pour le moment. Le rapport vient de nous être transmis et comporte de très nombreuses recommandations de nature très diversifiée qui touchent un grand nombre d'articles du Code civil, et il est peu probable que nous trouvions le temps de nous en occuper au cours de la présente session.

Il dit douter que l'étude des recommandations puisse être terminée avant la prorogation. Nous étudierons le rapport, dit-il, et s'il est possible de nous en occuper cette session-ci et de donner effet aux recommandations, nous le ferons. Un bill sur les droits des femmes sera préparé pour présentation à la Chambre, et si le temps nous le permet, il sera certainement présenté et tout sera fait pour régler la question au cours de la présente session.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Il s'agit seulement d'un premier rapport.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le rapport est très complet.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les recommandations de la commission ne seront peut-être pas suivies avant la prochaine session, mais rien n'est encore décidé.

**Questions et réponses:**

**Bourses d'étude à Paris**

**M. Guertin (Hull):** 1. Quels sont: *a.* Les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre des cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 4 mars 1929, jusqu'à date; *b.* Quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. *a.* Jules Bazin, Raoul Bélanger, Gérard Bornais, J.-Calixte

Favreau, A.-L. Frizzle, S. Leblond, Antoine Montreuil, Léo-R. Payeur, L.P. Tremblay, Oscar Auger, M. Mayrand, R.-G. Parent; *b.* Oscar Auger, N. Myrand, R.-G. Parent.

2. 31 juillet 1929.

3. Oscar Auger, diction française; Jules Bazin, économie politique et histoire; Raoul Bélanger, chirurgie; Gérard Bornais, musique; J.-Calixte Favreau, chirurgie; A.-L. Frizzle, français et lettres; S. Leblond, médecine; Napoléon Myrand, sciences politiques, économie politique; Antoine Montreuil, musique, violon; Raymond-G. Parent, lettres, doctorat d'Université; Léo-R. Payeur, physiothérapie, radiologie; L.-P. Tremblay, médecine générale.

#### Rémunération des médecins

**M. Dugas (Joliette):** Quelle rémunération reçoivent du gouvernement, les médecins et chirurgiens qui traitent les malades indigents accueillis dans les institutions d'assistance publique?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Aucune.

#### Acheteurs de fermes

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pour combien de fermes à vendre le ministère de l'Agriculture a-t-il mis en 1929 leurs propriétaires en communication avec des acheteurs possibles?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 178. En outre, un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs sont mis en relation par les agronomes. Il est impossible d'en connaître le nombre.

#### Fermes à vendre

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien, d'après les renseignements les plus complets et les plus récents obtenus par le ministère de l'Agriculture, y aurait-il de fermes à vendre actuellement dans la province de Québec?

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** 7,833.

#### Passif des corporations scolaires

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel était le passif des corporations scolaires de la province de Québec en 1928-1929?

**L'honorable M. David (Terrebonne):**  
Compilation non encore terminée.

#### Demande et dépôt de documents:

#### Frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure

**M. Lafleur (Montréal-Verdun)** propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 26 mars 1929 jusqu'au 30 juin 1929 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies, auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicité, d'impression et de reliure; 2. Combien, au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliure; *b.* pour frais d'annonces et de publicités; *c.* pour autres frais divers.

Adopté.

**L'honorable M. McMaster (Compton)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production de copie un état démontrant: 1. Depuis la réponse du 26 mars 1929 jusqu'au 30 juin 1929 inclusivement, quels sont les noms des journaux, personnes et compagnies, auxquels le gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces, de publicités, d'impression et de reliure; 2. Combien au cours de ladite période, le gouvernement a-t-il payé ou avancé à chacun: *a.* pour frais d'impression et de reliures; *b.* pour frais d'annonces et de publicité; *c.* pour autres frais divers. (Document de la session no 49)

#### Code municipal, aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant l'article 398 du Code municipal concernant l'aide aux hôpitaux ou aux établissements de charité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi des cités et villes, aide aux hôpitaux  
ou aux établissements de charité**

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 178 modifiant la loi des cités et villes concernant l'aide aux hôpitaux ou institutions charitables.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Delisle (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi de la nomination  
des constables**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 8 modifiant la loi de la nomination des constables soit révoqué et que le bill soit retiré.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Y a-t-il eu des conditions qui ont motivé le retrait du bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai eu aucune représentation motivant le retrait de ce bill.

Adopté. Le bill est retiré.

**Registres  
des juges de paix**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement aux juges de paix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ratification de contrats  
concernant la ville de Montréal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 ratifiant certains contrats concernant la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Joseph Alvin  
Dobrofsky**

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 permettant à Joseph Alvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Masonic Memorial  
Temple Corporation**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 permettant à la cité de Montréal d'exempter la Masonic Memorial Temple Corporation de la contribution foncière annuelle, à Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Construction d'un pont  
à Montréal**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 ratifiant un contrat fiduciaire entre les commissaires du havre de Montréal, Montreal Trust Company et Sa Majesté le roi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**E. B. Eddy  
Company**

**M. Guertin (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la E. B. Eddy Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie de chemin de fer  
Montréal et Sud-Ouest**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Montréal et Sud-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Compagnie de chemin de fer Colonisation  
Montréal et Nord**

**M. Plante (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Colonisation Montréal et Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Étude des subsides  
du ministère des Terres et Forêts**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) en réponse à une question du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) déclare que le gouvernement continuera la semaine prochaine l'étude des crédits du ministère des Terres et Forêts.

**Ajournement**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le député de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

---

Séance du mardi 25 février 1930

**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Lemieux (Gaspé):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 133 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Maurice Hartt à la pratique du droit après examens;

- bill 142 permettant à Louis Marvin Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey;

- bill 143 permettant à Saul Meyer Dobrofsky de changer son nom de famille de Dobrofsky en celui de Dorsey.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 6 modifiant les articles 1056 et 2262 du Code civil;

- bill 24 modifiant la loi des vues animées;

- bill 27 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile relativement aux sommes et pensions données à titre d'aliments;

- bill 37 modifiant la loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communications. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 150 modifiant la charte de The Quebec Labrador Railway Company.

**Loi  
de la Législature**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 52 modifiant la loi de la Législature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,  
article 642**

**M. Gauthier (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 174 modifiant l'article 642 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 59 modifiant le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des cités et villes**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Aliénation  
des utilités publiques**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 61 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'aliénation de certaines utilités publiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi de la  
fabrication du pain**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 62 modifiant la loi de la fabrication du pain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Octroi de  
subventions municipales**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 63 modifiant la loi interdisant l'octroi de certaines subventions municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

magasins de la Commission des liqueurs, à: *a.* Valleyfield; *b.* Hull; *c.* Sherbrooke; *d.* Saint-Jean; *e.* Joliette; *f.* Trois-Rivières, et pour quel montant dans chaque cas?

**L'honorable M. McMaster (Compton):**  
(Voir le tableau ci-dessous)

**Questions et réponses:**

**Quantité de liqueurs vendue par  
la Commission des liqueurs**

**M. Guertin (Hull):** Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois, en 1929, dans les

1929	<i>a.</i> <i>Valleyfield</i>		<i>b.</i> <i>Hull</i>		<i>c.</i> <i>Sherbrooke</i>	
	<i>Gallons</i>	<i>Montant</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montant</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montant</i>
Janvier.....	3,754	49,379	5,811	61,984	3,667	36,162
Février.....	4,173	52,000	5,043	55,311	3,146	30,853
Mars.....	2,740	44,735	5,760	65,939	3,436	33,584
Avril.....	4,166	61,749	5,338	60,418	3,063	31,208
Mai.....	3,872	49,348	5,733	67,492	3,868	40,949
Juin.....	5,806	76,296	5,956	73,158	3,956	41,473
Juillet.....	6,470	96,529	6,296	79,151	4,569	51,084
Août.....	8,120	123,987	8,313	113,884	6,553	74,236
Septembre.....	6,279	95,910	6,785	86,896	4,911	52,689
Octobre.....	6,840	98,519	7,853	94,787	5,261	55,788
Novembre.....	5,721	80,206	7,540	87,221	5,300	51,901
Décembre.....	5,911	63,259	13,245	129,851	9,455	82,744

1929	<i>d.</i> <i>Saint-Jean</i>		<i>e.</i> <i>Joliette</i>		<i>f.</i> <i>Trois-Rivières</i>	
	<i>Gallons</i>	<i>Montant</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montant</i>	<i>Gallons</i>	<i>Montant</i>
Janvier.....	1,397	11,261	1,339	7,359	4,876	33,057
Février.....	1,145	9,647	827	6,445	4,445	29,369
Mars.....	1,103	8,846	1,116	7,270	4,724	32,808
Avril.....	925	7,625	1,027	6,384	4,236	30,607
Mai.....	1,064	8,009	1,217	7,376	4,371	30,466
Juin.....	1,176	9,655	1,253	7,687	4,582	31,408
Juillet.....	1,381	12,427	1,449	9,111	4,811	39,642
Août.....	1,694	15,719	1,620	10,715	6,347	48,709
Septembre.....	1,287	11,491	1,482	9,833	5,215	39,533
Octobre.....	1,450	12,374	1,658	10,616	6,191	45,235
Novembre.....	1,497	12,735	1,617	10,900	5,693	40,145
Décembre.....	3,034	21,075	4,001	21,965	11,598	72,502

### Coupes illégales de bois

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Quel règlement a été effectué dans chacun des cas de coupes illégales de bois qui auraient été faites sur la réserve cantonale du canton de Racine, ainsi qu'il appert à la page 347 des *Journaux de l'Assemblée législative 1929*?

2. À quelle date le règlement a-t-il été effectué dans chaque cas?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. et 2. Nous avons déjà répondu à la dernière session pour trois cas de coupes illégales (voir page 347 des *Journaux de la Chambre, de 1929*).

Dans le cas de M. Larouche, nous avons, le 2 mai 1929, libéré les bois saisis qui avaient été coupés pour son compte, vu qu'il s'agissait d'une entreprise pour la construction d'un pont sur la rivière Harvey, entreprise qui avait reçu l'assentiment du ministère de la Colonisation. C'est par suite d'une erreur du secrétaire de la municipalité intéressée, qui avait inscrit, par erreur, le nom du canton de Racine, au lieu du canton de Dolbeau, dans ses instructions à M. Larouche que cette coupe a été faite au mauvais endroit.

Dans le cas de M. Lamontagne, celui-ci a payé, le 13 mars 1929, la somme de \$8.10, et le 11 avril 1929, un montant de \$1.62.

### Droits de coupe

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Le ministre des Terres a-t-il perçu des droits de coupe sur les arbres coupés sur le terrain occupé par la ligne de transmission du Lac-Saint-Jean à Québec?

2. Dans l'affirmative, de qui et combien dans chaque cas?

3. Dans la négative, pourquoi ces droits de coupe n'ont-ils pas été perçus?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): 1. 2. et 3. Le gouvernement impose à la compagnie le paiement d'une rente annuelle, mais a décidé de ne point réclamer de droit de coupe sur les bois qui pourraient être abattus au cours du défrichement de la ligne de transmission de l'Île Maligne à Québec; mais la compagnie s'est engagée à construire une route parallèle à la ligne de transmission qui deviendrait la propriété de la couronne et pourrait être utilisée par le public sans compensation pour la compagnie. Le gouvernement s'est aussi réservé le droit de passer des fils téléphoniques sur les poteaux

de la compagnie, et cette dernière maintient une patrouille très active sur l'état de son emprise et contribue ainsi à augmenter l'efficacité de la protection contre les incendies dans cette région.

### Photographies payées à Notman, W.-C. Son

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Combien de photographies ont été prises, et de qui, dans chaque cas, pour les \$1,617.50 de photographies payés à Notman, W.-C. Son, ainsi qu'il appert à la page 179 des *Comptes publics 1927--28* sous l'item "Spencer Wood"?

2. À quelles dates ont été prises ces photographies et à quelle occasion?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. et 2. 59 portraits, formant la galerie des Gouverneurs, régimes français et anglais. Pour ces portraits encadrés, une somme de \$1,600 a été payée à laquelle a été ajoutée \$17.50, coût de la réparation d'un portrait de cette galerie, qui avait été taché et endommagé par l'eau.

### Arthur Lefort

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 1. Un nommé Arthur Lefort a-t-il travaillé pour le département de la police provinciale?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date et quel était son emploi?

3. A-t-il résigné ou a-t-il été destitué?

4. S'il a été destitué, pour quelle raison?

5. Mêmes questions pour un nommé Édouard Généreux?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. 2. 3. 4. et 5. Oui, temporairement, du commencement de décembre 1925 à fin de janvier 1926, pour les seules fins de faire des causes à la demande des industriels et des autorités religieuses du Saguenay, contre des maisons de prostitution et débits clandestins de boissons alcooliques. De nombreuses tenancières de maisons et plusieurs vendeurs de boissons alcooliques ont été condamnés à la suite du travail fait par ces deux hommes.

### Revenus des licences d'hôtel, de magasin, etc.

**M. Houde (Montréal-Sainte-Marie):** Qu'a rapporté en 1928-1929 chacune des sources de

revenus comprises sous la rubrique générale "Licences: hôtels, magasins, etc.," tel qu'il appert à la page 6 des *Comptes publics* 1928-1929?

**L'honorable M. McMaster (Compton):**

Hôtels .....	\$ 52,566.31
Restaurants .....	41,307.37
Maisons de logement .....	4,692.25
Encanteurs (lic.) .....	8,343.42
Droits d'encan .....	13,994.62
Colporteurs .....	41,484.46
Tables de billards et jeux de quilles...	60,079.13
Buanderies publiques .....	27,524.17
Courtiers .....	168,965.71
Bureaux de prêts .....	150.00
Poudre .....	1,143.00
Prêteurs sur gages .....	5,025.00
Distributeurs automatiques .....	3,544.47
Bureaux de placement .....	2,460.00
Échange de films .....	2,255.00
Amendes et licences .....	<u>607.02</u>
	\$434,132.93

**Passifs des  
corporations municipales**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. Quel était le passif des corporations municipales de la province de Québec: *a.* en 1928; *b.* en 1929?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. *a.* \$360,269,108; *b.* Compilation non terminée.

**Sommaire des  
recettes et dépenses**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** Quel est le sommaire des recettes et des dépenses pour les premiers six mois de l'exercice en cours?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** Voir page 91, *Journaux* de cette Chambre, 5 février 1930.

**Prison  
de Chicoutimi**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. À quelle date a commencé la construction de la prison nouvelle de Chicoutimi?

2. Quand a-t-elle été terminée?

3. Combien ont coûté: *a.* le terrain; *b.* la construction de la dite prison?

4. À quelle date et à qui le gouvernement a-t-il donné chacun des contrats d'entreprise et quel est le montant de chaque contrat?

5. La nouvelle prison est-elle maintenant utilisée?

6. Dans l'affirmative, depuis quand?

7. Dans la négative, pourquoi?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** 1. 2 janvier 1928.

2. 27 juin 1929.

3. *a.* Prison construite sur une partie du terrain autrefois acquis par le gouvernement; *b.* \$260,537.13 comprenant honoraires professionnels et certains travaux de réparation.

4. 12 octobre 1927; Magloire Cauchon, Enr.; \$245,848.74, comprenant une somme de \$77,217.70 payée aux entrepreneurs ci-dessous:

Goulet & Bélanger .....	Électricité et téléphones .....	\$ 5,924.25
Léonard Claveau .....	Plomberie et chauffage .....	15,224.68
Beaulne & Léonard .....	Armature .....	8,900.00
J.-A. Sanfaçon .....	Peinture et vitrage .....	10,645.70
Deschambault Quarry .....	Pierre de taille .....	11,500.00
P. Marchand, ltée .....	Portes et grilles en fer .....	15,632.43
Eug. Falardeau, ltée .....	Couverture et ventilation .....	3,948.42
Chs Martin .....	Grillage acier <i>re</i> radiateurs .....	837.25
Ignace Bilodeau, ltée .....	Planchers Mosaïc .....	430.37
Maison Leblanc, inc .....	Divisions acier .....	2,229.00
Fort Gingras .....	Système de chauffage Buckwheat .....	1,011.00
Poulin & Messeley .....	Escaliers en fer .....	934.60

Et une somme de \$76,428.27 payée en salaires, la balance étant pour les matériaux: bois, ciment, chaux, plâtre, rockwall, terra cota, etc.

5. Non.

6 ...

7. Ameublement vient d'être fourni. Sera occupé incessamment.

#### **Portraits des honorables Fitzpatrick et Pérodeau**

**M. Tremblay (Maisonneuve):** Où sont gardés les portraits à l'huile de Sir Charles Fitzpatrick et de l'honorable N. Pérodeau pour lesquels la province a payé globalement la somme de \$2,000 ainsi qu'il appert à la page 179 des *Comptes publics 1927-1928* sous l'item Spencer Wood et à la page 321 du même volume sous l'item "Services divers".

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Ces portraits font partie de la galerie de peinture du grand hall de Spencer Wood.

#### **Code de procédure civile, injonctions**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 modifiant le Code de procédure civile relativement aux injonctions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Coopération entre les cultivateurs**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 20 février, sur la motion, présentée le même jour, à l'effet qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet de la coopération à assurer entre les cultivateurs de la province.

**M. Godbout (L'Islet)<sup>1</sup>:** (Applaudissements) Je veux donner l'opinion de la classe agricole. Peu importe que des professionnels soient ministres, les cultivateurs ont la sympathie de toutes les classes de la société et le problème agricole de l'heure actuelle mérite une sympathie aussi grande. Je ne vois aucune

raison de monter les cultivateurs contre les classes professionnelles ou contre l'actuel ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) parce qu'il est un professionnel. En fait, c'est vers lui que les agriculteurs tournent leurs regards.

La population agricole a beaucoup d'estime et de confiance pour les intellectuels qui s'intéressent à la situation des cultivateurs. Les cultivateurs font confiance au ministre. Qu'un député ne soit pas cultivateur ne veut pas dire qu'il n'est pas sympathique à la cause agricole. Les cultivateurs ne jaloussent pas les hommes de profession et ils reconnaissent le dévouement qui leur est témoigné par des médecins comme le député de Wolfe (M. Lemieux) et des journalistes comme le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) dont le respect pour l'agriculteur est connu de tous.

(Applaudissements)

Aussi, les adversaires du gouvernement auraient tort de vouloir soulever les agriculteurs en leur disant que les avocats ou les professionnels ne s'occupent pas d'eux. C'est une erreur de vouloir susciter de l'animosité entre ces secteurs de la société, étant donné, particulièrement, la bonne volonté dont font preuve les professionnels dans le but d'aider l'agriculture, et ce, par tous les moyens à leur disposition.

Il (M. Godbout) félicite le député de Wolfe (M. Lemieux) pour le discours qu'il a prononcé lorsqu'il a présenté la motion demandant le dépôt de la correspondance sur la coopération agricole. Il dit également qu'il approuve la politique du député des Deux-Montagnes (M. Sauvé), qui, selon lui, place les intérêts de l'agriculture au-delà de la partisanerie.

Les problèmes que connaît actuellement l'agriculture méritent l'attention de toutes les classes et de tous les secteurs de la société, afin qu'on puisse trouver une solution dans l'intérêt de tous. Nous souffrons d'un malaise en agriculture dans la province. Il ne servirait à rien de ne pas l'admettre. Mais ce qu'il faut admettre également, c'est que ce malaise ressenti par la population rurale de notre province n'est ni québécois, ni canadien, ni même américain. Il n'est pas limité à notre pays. Il est mondial et il résulte des conditions économiques d'après guerre et du rajustement de ces conditions.

La plus sérieuse cause du malaise, on la trouve dans la baisse du prix des produits qui est beaucoup plus considérable que la baisse des choses dont le cultivateur a besoin. Comme l'honorable ministre de l'Agriculture l'a rappelé l'autre jour, outre qu'il a pris l'habitude d'une vie plus large, en se donnant un peu plus de confort et de luxe, ce qui est parfaitement légitime, il vend actuellement ses

produits à bas prix, tandis qu'il paie très cher tout ce qu'il achète. Il y a donc un manque d'équilibre entre les prix de vente des produits agricoles et des prix d'achat des matériaux et marchandises nécessaires sur la ferme et à la maison du cultivateur. Cette cause est mondiale.

Le cultivateur du Québec, même si sa situation n'est pas rose, jouit d'une base solide. Vu la stabilité dont jouit la population dans notre province, je peux affirmer que, dans le malaise mondial, la situation du cultivateur de Québec, malgré l'état des choses, peut se comparer avec avantage avec celles des cultivateurs du monde entier, même celle du Danemark. Le Danemark est le pays le plus avancé au point de vue agricole. Mais la situation n'y est pas aussi rose qu'on le croit, de loin. Ce pays, qu'on cite comme modèle d'agriculture, a aussi à se plaindre d'un malaise agricole.

Un éminent professeur américain, qui a visité le Danemark, M. Wilcox, nous dit que le cultivateur danois est loin d'être prospère. Un professeur de l'Université agricole de Copenhague affirme, après enquête faite sur les conditions au Danemark récemment, que le cultivateur danois n'a réalisé que neuf dixièmes d'un pour cent d'intérêt sur le capital investi sur sa terre, dans l'année qui vient de s'écouler. Il ne peut se payer le salaire qu'il paie à ses ouvriers. Et cependant, le Danemark est le pays le mieux organisé au point de vue agricole. Il ne faut donc pas se représenter la situation plus sombre qu'elle n'est en réalité.

Je ne crois pas ceux qui disent que la crise agricole est causée chez nous par notre législation. Ici, ce n'est pas la législation qui est la cause du malaise, et la législation, à elle seule, ne pourrait y remédier. Ce serait une erreur de dire que les lois peuvent améliorer la situation agricole. Les législateurs ne peuvent faire disparaître les crises. Aucune législation, que ce soit au Québec ou ailleurs dans le monde, n'apportera à elle seule la prospérité à quelque classe que ce soit. Même le tarif ne peut pas régler le problème comme l'a prétendu le chef de l'opposition. Une législation empreinte de sagesse pourrait certes aider, mais ne pourrait à elle seule apporter le salut, et ce n'est pas une bonne idée de donner l'impression qu'elle le pourrait.

Le tarif est souvent revenu sur le tapis comme étant l'un des facteurs ayant causé la crise agricole. Je me permets de différer d'opinion sur ce point avec l'honorable député des Deux-Montagnes qui a dit que le magnifique programme de l'honorable ministre de l'Agriculture, facile à appliquer selon moi, ne peut être mis en pratique sans une protection tarifaire. On a longuement discuté des avantages que comporterait, pour le

Québec, une hausse du tarif sur les denrées venant de l'étranger. Je ne suis pas du même avis, et je crois plutôt que le tarif élevé pèserait davantage sur la classe ouvrière.

Le tarif pourrait aider l'agriculteur, mais être contraire aux intérêts de l'ouvrier. Il en souffrirait considérablement. Et puis le tarif, c'est la hausse du prix des denrées, et donc hausse du prix de la vie. Il augmenterait le coût d'achat des produits dont le cultivateur a besoin, et la situation ne serait pas améliorée.

On a vu que le cultivateur souffre surtout du haut prix d'achat des marchandises. Et puis, c'est de mauvais augure que nos cultivateurs soient incapables de lutter contre les produits étrangers sur leur propre marché. Comment feront-ils donc plus tard pour concurrencer les produits étrangers sur les marchés étrangers? La révision des tarifs n'est donc pas le véritable remède. Je m'abstiendrai de commenter plus avant, le tarif étant de toute façon de compétence fédérale. Puisque la question du tarif n'est pas du ressort de la Législature, il ne s'aventure pas plus loin dans cette direction.

Il n'est pas sage de protéger ainsi, par des moyens artificiels, une classe aux dépens d'une autre. Il reste qu'une loi sage et constructive serait d'une grande aide au mouvement coopératif et à la mise en place du nouveau programme agricole de l'honorable ministre de l'Agriculture. Comme l'honorable ministre de l'Agriculture, je crois que la solution du problème agricole est dans la meilleure organisation de production sur nos fermes, dans l'augmentation des produits dont nos marchés locaux ont besoin et dans une meilleure distribution de nos produits sur le marché. Ce sont là les meilleurs moyens pour relever l'agriculture.

Ce qu'il faut aux cultivateurs, pour appliquer sagement ces moyens, c'est la science agricole. Dans nombre de cas, elle a été la cause que des cultivateurs ont remporté des succès dignes d'éloges, là où d'autres ont échoué. Une étude sérieuse de la situation et l'application des meilleures techniques scientifiques, selon les conditions locales, seraient les façons les plus efficaces d'aider les cultivateurs québécois.

Il s'agit clairement ici d'appliquer des remèdes connus à des maux particuliers plutôt que de dissimuler le problème sous le voile de la science. La science agricole est vitale à l'heure actuelle, car seule l'application de méthodes modernes peut remédier à la situation. Il est nécessaire d'améliorer les produits agricoles, le rendement des fermes, la classification des produits et le marché pour ces produits.

Pour organiser la production, il faut aider le cultivateur à s'instruire; non pas que le cultivateur soit ignorant, mais parce que la culture est une science hautement technique et qui exige une spécialisation très poussée. L'agronomie est une science si complexe qu'il est difficile pour le cultivateur d'en acquérir les notions plus spécialisées. Par instruction agricole, il ne s'agit pas de savantes théories, mais des données fournies par l'expérience de ceux qui réussissent. La science agricole sera distribuée chez les agriculteurs par les cours de tous genres, par les agronomes, par les champs de démonstration. Ce sont les collèges d'agriculture qui dispenseront tout d'abord la science agricole. Il faut donc qu'ils soient les mieux outillés afin de donner aux agronomes toute la science agricole qu'il est possible à ceux-ci, dans les circonstances, d'obtenir aux cours supérieurs d'agriculture.

Pour que la science agricole soit bien diffusée et soit fructueuse, il faut que ceux qui sont chargés de sa diffusion soient bien renseignés. La science agricole devrait venir surtout par l'intermédiaire des agronomes, et ces derniers devraient recevoir une meilleure coopération. Malheureusement, nos agronomes - et j'en suis - ne sont pas suffisamment renseignés sur la situation parce que leurs professeurs eux-mêmes ont une tâche trop étendue et qu'il leur manque trop de données pratiques sur la situation générale de la culture dans toute la province, pour donner toujours des directions absolument sûres, s'appliquant à toute la province et les conseils qui s'imposent, le cas échéant. Il y a bien des choses que nous ignorons. Pour que les agronomes soient à la hauteur de leur tâche, il faut que les professeurs de nos écoles d'agriculture soient meilleurs. Ils doivent recevoir une excellente formation. Je n'offense nullement mon orgueil en faisant cet aveu. Nos professeurs n'ont pas les données nécessaires sur les différentes régions de notre province.

Le problème suivant qui se pose est celui de la commercialisation. Il est essentiel que les méthodes commerciales soient mises à jour. Lorsque le cultivateur aura appris à produire de bonnes denrées, au coût le moins élevé possible, il lui faudra organiser la vente et la distribution de ses produits sur les marchés. Il a intérêt à faire lui-même, dans une large mesure, le commerce de ses produits. Il facilitera ainsi la coopération et l'échange plus direct des produits du consommateur au producteur. Actuellement, 50 % du prix vendu va à l'intermédiaire, situation également mauvaise pour le

consommateur et le producteur. Le cultivateur doit tendre surtout à organiser la coopération. C'est par la coopération qu'il sera possible d'obtenir de bons résultats. Elle est absolument nécessaire dans l'achat comme dans la vente. Je conseille donc aux cultivateurs de s'organiser pour vendre leurs produits par des coopératives.

La preuve des nombreux avantages de la coopération n'est plus à faire, et elle a été faite dans la plupart des pays européens et américains. L'Ouest canadien a vu l'émergence de grandes coopératives. Rien qu'en Angleterre, il y a 10,000,000 de personnes intéressées dans des coopératives d'achat, et ici au pays, 140,000 membres font partie du pool du blé. C'est la coopération agricole qui a sauvé le Danemark des crises agricoles. Grâce à cette mesure, il a réussi à entrer dans la voie du progrès. Il y a des cultivateurs qui font partie de 30 et 40 coopératives. Je ne sais pas si c'est très économique, mais cela démontre que la coopération est bien comprise au Danemark, où les cultivateurs, il y a 40 ans, ont connu une situation que jamais les cultivateurs de la province de Québec n'ont connue.

Il parle également des producteurs de fruits de Californie et de diverses organisations en France, en Italie et en Allemagne, qui ont démontré l'efficacité de la coopération agricole.

La coopération comporte des avantages non seulement en ce qui a trait à la vente et à l'achat, mais aussi en ce qui a trait à la formation des membres sur des sujets cruciaux pour leurs intérêts. Lorsque les cultivateurs se mettent à discuter entre eux de leurs problèmes, ils franchissent le premier pas vers le progrès. Le meilleur professeur en agriculture, c'est un cultivateur qui réussit. La coopération est la clef du succès. Elle groupe les cultivateurs, crée l'émulation parmi eux, permet l'entraide, la diffusion de l'éducation agricole et facilite la classification des produits, classification qui est absolument nécessaire dans tous les domaines.

Chez nous, la mauvaise classification a fait un tort considérable à l'agriculture, soit dans la vente des œufs, soit dans la vente des grains, soit dans la vente du bacon, et les coopératives rendront d'immenses services à la classification des produits de nos fermes. Les cultivateurs comprennent qu'il n'est pas possible de vendre des œufs de toute grosseur ou de toute couleur. Les produits agricoles qui ont été classifiés dans notre province ont obtenu d'excellents prix sur les marchés étrangers.

La classification des produits agricoles a commencé par les céréales dans l'Ouest et s'est

étendue aux œufs et, plus tard, au beurre, au fromage et au bacon. Nul besoin d'aller plus loin qu'en Angleterre pour se rendre compte que le consommateur d'aujourd'hui reconnaît les différentes catégories de produits canadiens et achète en conséquence. Grâce à la classification, le bacon canadien a atteint le prix du bacon danois. Il est maintenant avantageusement recherché en Angleterre, après avoir été rejeté à perte.

Le fromage canadien, qui se vendait à 6 cents de moins que celui de la Nouvelle-Zélande, obtient maintenant un prix égal, facilement. Dans ces divers cas, la classification avait tout changé. Les coopératives pourraient s'occuper tout particulièrement de la classification, et les cultivateurs être encouragés à en devenir membres et à les soutenir.

Un autre avantage des coopératives sera d'entraîner les cultivateurs à placer leur argent dans des industries qu'ils connaissent et qui leur appartiennent. Ce sont eux qui fondent les coopératives et qui les dirigent. Il fut un temps où les cultivateurs croyaient que la somme souscrite par eux pour le fonds de roulement des coopératives était une taxe. Les cultivateurs doivent comprendre qu'il leur faut un fonds de roulement substantiel pour leur industrie et ils ne doivent pas considérer comme une taxe ce qu'on exige d'eux pour les coopératives. C'est un capital qu'ils placent dans leur industrie. Ils font un placement sûr, car ils mettent des capitaux dans une industrie qu'ils connaissent, puisqu'elle est à eux.

(Applaudissements)

Il faut les convaincre que souscrire à une coopérative, c'est un véritable placement un placement rémunérateur. L'argent dépensé par un cultivateur pour devenir membre d'une coopérative n'est pas de l'argent perdu, mais plutôt un bon placement comparable à un prêt à faible risque rapportant de l'intérêt à un taux élevé. Il ne faut pas faire entrer des cultivateurs dans les coopératives tant qu'ils considéreront le prix d'entrée comme une taxe. Aujourd'hui, ils comprennent mieux que les coopératives sont leurs sociétés dans lesquelles ils placent du capital et qu'ils dirigent eux-mêmes.

M. l'Orateur, l'organisation des coopératives agricoles est très importante en notre province. La collaboration de toutes les classes sociales et de tous les députés de cette Chambre sera nécessaire pour ce faire. En effet, ces coopératives ne réussiront qu'avec la coopération de toute la population de cette province, et je demande donc l'appui de toutes les bonnes volontés dans la solution du problème agricole. Je sais que cette Chambre ne la refusera pas à nos cultivateurs.

(Applaudissements soutenus)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'avais pas l'intention de prendre part au débat, mais après le discours de l'honorable député de L'Islet (M. Godbout), j'ai cru qu'il serait opportun de faire quelques remarques. Je le remercie de ses compliments et je le félicite d'avoir émis des idées neuves. Il a aussi rappelé les suggestions faites par l'opposition. Même si je n'ai aucun reproche à faire au député de L'Islet (M. Godbout), les arguments qu'il a présentés sont déjà utilisés depuis plusieurs années.

Mon honorable ami a été mis sous l'impression que l'opposition était contre l'instruction agricole et travaillait à détruire le prestige des agronomes. C'est une grande erreur. Il n'a peut-être pas compris ce que nous suggérons pour les agronomes. Nous avons toujours réclamé une instruction plus étendue pour le cultivateur, et nous avons tout simplement demandé que l'on procède de façon pratique. Nous avons demandé au gouvernement de rendre les agronomes plus libres d'agir.

L'agronome rend des services appréciables, mais il ne donnera sa pleine mesure et ne sera vraiment utile que le jour où cet agronome prouvera que la science qu'il enseigne donne de bons résultats au point de vue économique. On a souvent reproché aux cultivateurs d'être préjugés contre les agronomes. Ce n'est pas le cas, ils sont prudents seulement.

Souvent, il a dû se dire: Un tel, agronome, vient nous prêcher qu'avec telle méthode nous allons avoir une meilleure récolte; un tel a appliqué cette méthode et il a dû vendre sa terre. C'est que la méthode qui pouvait être bonne pour améliorer la culture du point de vue technique était trop coûteuse et mauvaise au point de vue économique. Les méthodes prêchées par les agronomes n'ont donc pas toujours donné les résultats attendus et les cultivateurs ont probablement raison d'être prudents.

La science appliquée augmente considérablement la valeur des terres. L'opposition n'a pas de préjugés: elle est seulement prudente. Les connaissances livresques ne suffisent pas aux besoins de la population, et il est peu probable que les règles établies apportent des solutions efficaces à ses problèmes.

Il faut appliquer des principes solides qui sont appropriés aux conditions locales. Les agronomes doivent donc pouvoir faire la démonstration de ce qu'ils enseignent. Il est absolument essentiel qu'on ajoute ce côté pratique à leur travail et à leur formation.

L'opposition avait aussi fait valoir qu'on devait donner aux agronomes l'occasion de prouver l'utilité de l'école d'agriculture, et que la meilleure façon de le faire était qu'ils s'établissent sur une ferme, avec les revenus et finances ordinaires, afin de prouver l'excellence de ses théories agraires, au point de vue culture et rendement économique. L'opposition n'a pas fait preuve de mauvaise volonté en demandant que l'on établisse sur des fermes un certain nombre de jeunes gens qui sortent des écoles d'agriculture. Elle voulait que ces jeunes gens appliquent eux-mêmes les méthodes préconisées dans les écoles et puissent donner aux cultivateurs des démonstrations très utiles et très intéressantes.

La réussite d'une telle entreprise ferait jouir d'un grand prestige cette école, pour laquelle on a dépensé des millions au cours des 50 dernières années et dont on a augmenté les subventions l'an dernier. La province avait dépensé des millions sans savoir si les systèmes agricoles préconisés par les écoles valaient quelque chose au point de vue économique. Il convenait donc qu'au moins on fit cette dernière expérience et dans la situation du cultivateur ordinaire.

Nous avons longtemps réclamé du gouvernement qu'il donne plus de prestige à nos écoles d'agriculture. L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Perron) le reconnaît, dans son for intérieur. Si nous voulons sincèrement affronter la crise agricole dans toute sa réalité et vraiment y trouver une solution, ce n'est pas le temps de trouver des excuses au gouvernement. Il nous incombe plutôt de redoubler nos efforts pour trouver un vrai remède. C'est à cette fin que nous devons collaborer, comme l'a dit mon honorable ami de L'Islet, pour le plus grand intérêt de la province.

L'honorable député de L'Islet (M. Godbout) a parlé des professeurs, et il a dit qu'ils n'avaient pas l'outillage nécessaire pour être des hommes pratiques. C'est vrai et, sur ce point, le gouvernement est plus arriéré que les cultivateurs. Je veux bien le croire, car je me souviens avoir appris quelque chose sur l'équipement des écoles d'agriculture à l'occasion d'une visite de l'ancien ministre de l'Agriculture de la Colombie-Anglaise.

L'an dernier, j'ai rappelé que des cultivateurs et des experts de la Colombie-Anglaise ont visité la province de Québec. Ils s'arrêtèrent à Sainte-Anne et furent émerveillés par ce qu'ils virent au collège MacDonald. Ils s'empressèrent de féliciter l'ancien ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui leur déclara: "Nous en avons trois comme cela". Les visiteurs se rendirent alors à l'Institut agricole d'Oka et demandèrent à voir le laboratoire. Nous voilà

plongés dans l'embarras. On leur montra une chambre, mais de laboratoire d'outillage, il n'y en avait pas. Ils n'y trouvèrent qu'un laboratoire sommaire, alors que le gouvernement, s'il avait agi logiquement, aurait dû commencer par cet article essentiel de tout programme agricole. Les autorités ont dû leur dire qu'il n'y avait aucun laboratoire. Pis encore, les visiteurs ont posé des questions sur les instruments scientifiques qu'ils avaient vus au collège MacDonald, et on a dû encore une fois leur dire qu'il n'y en avait pas.

Je me suis alors demandé pourquoi un établissement privé pouvait avoir ce matériel, tandis que d'autres établissements doivent encore s'en passer. Je disais, l'an dernier, que le gouvernement qui a des surplus devrait aider Oka à s'outiller comme MacDonald, institution privée. Il m'apparaît encore étrange que le gouvernement, avec tous les surplus dont il se targue, continue à tolérer cette situation et n'insiste pas pour que toutes les écoles d'agriculture de cette province aient le même matériel. J'en ai dit autant à l'honorable M. Caron dans cette Chambre à l'époque, et ma seule récompense a été de me faire traiter de critiqueur amer.

L'ancien ministre me traitait de critiqueur. Je comprends que, cette année, le gouvernement va être très généreux dans ce dossier. Si c'est le cas, j'aimerais qu'on se souvienne que c'est là le fruit des critiques faites par l'opposition. Cette année, vu que nous sommes à la veille des élections, le nouveau ministre, heureusement, nous annonce qu'il va donner l'argent à pleines mains. Je ne veux pas qu'on interprète mal mes paroles, car je sais qu'on ne fait pas de politique avec nos écoles d'agriculture. Mais il y a longtemps que ces dépenses étaient urgentes.

Le député de L'Islet (M. Godbout) nous a parlé de cette grave crise agricole, qui est internationale, selon ses dires. Je le félicite de sa connaissance si absolue de l'état de la situation à l'extérieur de sa province et de sa célérité à trouver une façon d'excuser sa province pour ses manquements. Il a dit que, même au Danemark, il y avait malaise. Ça n'empêche pas le nouveau ministre de l'Agriculture d'envoyer ses experts pour apprendre quelque chose au Danemark. L'honorable M. Beaubien, alors ministre d'Agriculture du gouvernement conservateur, envoyait aussi des experts au Danemark s'enquérir des moyens de production, il y a 30 ou 40 ans. On ne manquait pas une seule occasion de citer ce pays.

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Il importait des chevaux reproducteurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, qui aidaient le parti.

(Rires)

La Chambre me permettra de lire une lettre de l'honorable M. Beaubien, un de ces ministres dont les libéraux disent qu'il ne faisait rien.

Il lit cette lettre dans laquelle l'ex-ministre conservateur parle du travail accompli par M. Gigault, qu'il avait envoyé au Danemark, M. Bernard, M. le Dr Grignon, etc.

Je ne veux pas trop parler d'une question qui relève du domaine fédéral, mais la question tarifaire est plus importante que semble le croire le député de L'Islet (M. Godbout). Le rajustement du tarif est un des meilleurs moyens de régler la crise agricole. Ce n'est pas moi qui ai dit que la protection tarifaire était nécessaire à la classe agricole, c'est l'ancien ministre de l'Agriculture. Je l'appellerai l'ex-ministre de l'Agriculture car l'ancien, ça nous fait croire qu'il y a longtemps qu'il nous a quittés. Le tarif a une grande importance pour la vente des produits agricoles. C'est M. Caron lui-même qui s'en est plaint le plus amèrement. L'ex-ministre écrivait à un cultivateur et, parlant du malaise agricole, il disait qu'il avait demandé à Ottawa de protéger les produits agricoles par le tarif et qu'il regrettait qu'on ne l'ait pas écouté.

Il lit la lettre de l'honorable M. J.-E. Caron. Tant l'ex-ministre de l'Agriculture que son successeur voyaient la situation sous ce jour. Ce dernier, dans la missive envoyée l'été dernier, s'est dit scandalisé de l'importation de produits agricoles. Le député de L'Islet devrait lire ce que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Perron) a écrit, sous sa propre signature, dans *The Financial Review* du quotidien *The Gazette*, quant à la nécessité de protéger nos produits agricoles.

Nous devons résolument cerner les causes de la crise actuelle et travailler de concert pour trouver les moyens de les combattre. Voilà la vraie collaboration. Il ne s'agit pas simplement de chanter les louanges du gouvernement: il faut aller au cœur du problème. Les députés de cette Chambre doivent remplir le mandat qui leur a été confié par leurs électeurs.

C'est bien beau de dire que l'opposition ne devrait pas toujours revenir sur cette affaire de tarifs, mais j'aimerais attirer l'attention de la Chambre sur un article paru il y a quelques jours dans le *Halifax Chronicle*, un organe libéral, qui rapporte l'arrivée de 18,000,000 de livres de beurre sur les quais de cette ville. Il me semble qu'il est bon que nous discutons de ces questions dans cette Chambre, même si elles ne relèvent pas de notre compétence.

L'honorable député de Wolfe (M. Lemieux) a provoqué ce débat pour que nous considérions les véritables causes du malaise agricole. Nous devons nous élever au-dessus de nos luttes mesquines pour remplir dignement nos mandats. Voilà de la vraie coopération. Nous ne devrions pas craindre de discuter de toute question se rapportant au progrès de l'agriculture, même si cela risque d'affecter les partis politiques. Dans Ontario, le chef de l'opposition...

**L'honorable M. Perron (Montcalm):** Est-ce qu'il y en a deux, là?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui. Il y a M. Sinclair, chef libéral et M. Nixon, chef progressiste.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** L'honorable ministre l'ignorait.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oh! Non, il le savait. M. Nixon disait à Toronto que l'Agriculture devait être considérée au-dessus de la politique.

L'honorable député de L'Islet a semé des idées. Je lui rends hommage pour son discours plein de suggestions. Les idées qu'il a émises ne sont pas toutes neuves. Plusieurs ont déjà été préconisées par l'opposition. C'est ainsi que je suis très heureux que le gouvernement reconnaisse enfin la nécessité de la classification. L'opposition a prêché depuis longtemps la nécessité de la classification. Il est malheureux que le gouvernement ne fasse que d'en reconnaître la nécessité.

Il faut organiser la production en même temps que les marchés. Si l'on ouvre des marchés pour n'y présenter que des produits mal préparés, on ira à un fiasco aussi certain que si l'on ouvre des marchés sans production pour les fournir.

M. l'Orateur, nous sommes d'accord sur la nécessité d'employer de meilleures méthodes agricoles. Nous sommes d'accord sur l'importance de fournir au cultivateur des moyens efficaces de production, de lui procurer des marchés où il trouvera des prix rémunérateurs. Les cultivateurs sont prêts à produire suivant les méthodes qu'on leur conseille d'employer, mais ils veulent savoir s'ils auront des marchés pour leurs produits. Il ne suffit pas de former les cultivateurs à produire dans de meilleures conditions et à moindre coût. Il faut aussi trouver des marchés. Une production accrue à moindre coût doit être conjuguée avec de meilleurs marchés et la crainte qu'a le cultivateur de voir son marché inondé; cette crainte, qui a grandi à force de mauvaises expériences, doit disparaître.

C'est là la crainte du cultivateur et cette crainte, elle est basée sur l'expérience. On doit étudier particulièrement la situation des marchés afin de trouver les moyens de consommer la production agricole dont on veut augmenter la production. Il faut nécessairement les développer si l'on veut que la coopération porte les fruits attendus. Nous sommes d'accord enfin sur l'importance d'étudier tous les problèmes agricoles avec la largeur de vues qui s'impose.

Il y a deux ans, on a encouragé les cultivateurs, autour de Montréal, à cultiver le maïs en plus grande quantité et à trier leur récolte par catégorie, ce qu'ils ont fait, pour ensuite se rendre compte que seule la première catégorie se vendait. Les cultivateurs en ont conclu qu'ils seraient mieux, au lieu de classer leur récolte, d'essayer de la vendre au prix moyen.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Ouellet (Dorchester):** Je félicite le député de Wolfe d'avoir provoqué ce débat. Je suis heureux d'avoir entendu les voix de Wolfe et de L'Islet.

Il accueille favorablement l'occasion d'assister à un débat de fond sur l'évolution de la situation agricole depuis la fin de la dernière session.

J'ai écouté avec plaisir l'honorable député des Deux-Montagnes. Il n'a pas remisé, on le voit, sa combativité. Il me permettra de lui dire que je diffère d'opinion avec lui sur certains points. Il nous a dit qu'il avait été un frein modérateur pour empêcher les erreurs du gouvernement, et qui a valu la sagesse à cette Chambre. Sans lui, nous aurions pris le mors aux dents.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable ministre ne m'a pas très bien compris, lorsque j'ai parlé du rôle de l'opposition. J'ai dit que c'est le cultivateur qui avait été le frein.

**L'honorable M. Ouellet (Dorchester):** Si l'honorable député des Deux-Montagnes ne voit d'autre frein que celui-là, nous allons marcher de l'avant. Il nous a demandé de nous élever au-dessus de la politique pour considérer l'agriculture. Ma présence à ces bancs est la preuve que nous plaçons l'agriculture au-dessus de tout et que le gouvernement s'intéresse au sort du cultivateur. Je suis content qu'il ait voulu élever la question agricole au-dessus de la basse politique, et je peux l'assurer que le gouvernement et les députés libéraux de cette Chambre partagent ce désir. Les membres du

gouvernement ne veulent pas se faire un tremplin politique de l'agriculture, mais longtemps avant d'autres, ils se sont occupés de la situation agricole.

L'honorable député de L'Islet (M. Godbout) nous a dit où est le mal. Ce qui manque à la classe agricole, c'est la coopération. Je le félicite d'avoir insisté sur ce point. En effet, la cause du malaise agricole dans notre province est connue. Elle n'est pas particulière à notre province, mais elle est générale. C'est le manque de coopération. La coopération entre cultivateurs est une question qui préoccupe non seulement ces derniers, mais toute la province. Le manque de coopération, et seul ce facteur, est à la base des conditions qui sévissent actuellement dans la province.

L'honorable chef de l'opposition s'est écrié: "Mais trouvez d'abord des marchés!" Les marchés étrangers, il ne conviendra de nous en occuper que lorsque nous aurons reconquis le nôtre que nous avons laissé perdre. La province de Québec avait un marché jadis. Elle était en fait son propre marché. Et c'est la coopération qui lui permettra de le reconquérir. Il est inutile de chercher ailleurs des marchés. Des marchés, nous en avons chez nous, puisque nous ne produisons pas assez dans la province de Québec pour la demande des produits agricoles.

Nous avons notre propre marché sur lequel nous pourrions vendre abondamment. Et dans presque toutes les lignes, nous pouvons faire concurrence avec avantage aux producteurs étrangers. Exception faite de deux ou trois cas, le Québec pourrait tenir sa place face à tous ses rivaux, et il y a deux ou trois denrées que le gouvernement fédéral pourrait mieux protéger. Ce qu'il faut, c'est d'organiser la production par le moyen de coopération. L'opposition ne doit pas s'attribuer tout le mérite de la sagesse de la Chambre. Il vante ensuite la province de Québec comme étant le meilleur marché pour les produits des cultivateurs.

On a parlé de tarif. Accidentellement, le tarif peut être bon et nous aider à faire cesser le malaise agricole.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Normalement.

**L'honorable M. Ouellet (Dorchester):** Accidentellement, il peut être un remède, mais généralement, le tarif élevé n'est pas une panacée à nos maux. Nous devons pas élever de murailles de Chine autour de notre pays. Ce n'est pas de cette façon que l'on pourra faire progresser notre province et notre pays. Nous devons commencer avec l'étranger. Ce qui nous manque, c'est la coopération.

Nous y travaillons depuis 15 ans. L'homme qui a précédé l'honorable ministre de l'Agriculture, qui est aujourd'hui à nos côtés, a dépensé son talent pour créer et prêcher la coopération. Il était un vaillant et un excellent patriote qui avait bien compris les besoins de la classe agricole. Malheureusement, il n'a pas pu faire comprendre au peuple tout ce que son magnifique cerveau avait pensé.

L'honorable député de L'Islet (M. Godbout) a déclaré que le cultivateur qui réussit est probablement le meilleur professeur d'agriculture, mais il y en a un autre qui lui est peut-être supérieur. C'est la nécessité. Pendant la guerre, le cultivateur passait par une ère de prospérité inouïe, et il n'avait pas prévu la crise qui l'a étreint dans la suite. À cette époque, le cultivateur faisait de l'argent et la coopération ne lui paraissait pas une réforme nécessaire. Il était impossible de le convaincre alors que les produits se vendaient à la hausse, une hausse exagérée. Il est difficile de faire accepter au peuple une idée dont il ne veut pas. Il a fallu la dure nécessité pour les obliger à y prêter une oreille attentive.

Ce n'est donc pas la faute du régime libéral si, pendant 20 ans, il n'a pu réussir à faire admettre son programme! Aujourd'hui, on réalise la nécessité de la coopération et c'est en développant cette coopération qu'il sera possible de résoudre le problème agricole. La coopération est nécessaire, mais ce n'est pas la loi qui l'établira. Il n'y a pas de loi pour établir la coopération. Ce qu'il faut, c'est la persuasion et la bonne volonté de tous. Dans ces dernières conditions, elle est facile.

On se demande s'il y a place sur les marchés pour les produits agricoles de notre province. N'y a-t-il pas de place ici, au Québec, dans cette province, qui importe des denrées alimentaires en si grande quantité? M. l'Orateur, avons-nous besoin de chercher des marchés quand nous avons importé 930,000 douzaines d'œufs<sup>2</sup>, en 1928, dans la province de Québec?

Loin d'être découragé par l'instabilité actuelle de l'industrie, je proclame ma foi, dit-il, en l'agriculture et je vois le jour où le Québec pourra, non seulement répondre à la demande de son propre marché, mais aussi exporter ses produits de la ferme vers d'autres pays.

L'aviculture est un des secteurs de l'industrie qui bat de l'aile et qu'on doit rasseoir sur des bases modernes, axées sur le commerce. N'y a-t-il pas moyen d'organiser chez nous l'industrie avicole? Il y a de la place dans la province pour un développement intense de l'industrie avicole. Nous

avons organisé une coopérative avicole dans la région de Dorchester et de la Beauce. Cette nouvelle coopérative est née il y a 15 jours seulement, dans la foulée de la création des organismes paroissiaux. Notre coopérative est naissante. Elle a ses quartiers généraux à Québec, au Belvédère. Nous croyons à son succès. Il y a des coopératives avicoles dans d'autres comtés. Montmagny en a une. Je souhaite que cette coopération devienne de plus en plus étroite entre tous les aviculteurs.

Il espère beaucoup de la généralisation du système des coopératives, où tous travaillent par l'entremise d'un organe de contrôle central.

On a beaucoup parlé de marchés, mais les marchés, ce n'est pas tout. Ces marchés doivent être des marchés payants. Mais il faudra éviter surtout que les coopératives se fassent la guerre. Elles ne doivent pas se combattre.

On ne peut reprocher au gouvernement la baisse des prix, car il est impossible pour n'importe quel gouvernement de contrôler les prix des marchés. Les prix des produits agricoles sont réglés par la saine doctrine économique de l'offre et de la demande, et pas un gouvernement ne saurait fixer les prix. Il importe donc pour le cultivateur d'organiser sa production de façon à toujours obtenir les meilleurs prix du marché. Ce qu'il faut, c'est d'avoir des produits qui peuvent lutter contre ceux qui viennent sur nos marchés et ceux que nous rencontrons sur les marchés étrangers. Voilà mon opinion, M. l'Orateur.

On a voulu railler l'honorable député de L'Islet, parce qu'il a dit que le malaise agricole était mondial. On en a conclu qu'il voulait faire de la politique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai pas dit cela.

**L'honorable M. Ouellet (Dorchester):** L'honorable député de L'Islet a dit que le malaise agricole était mondial et il a parfaitement raison. La Chambre me permettra-t-elle de lui citer un témoignage? Le révérend père Lebel, aumônier de l'Union catholique des cultivateurs de la province de Québec, a dit: "La crise agricole existe partout. C'eût été un miracle si la province de Québec y avait échappé." Tout le monde l'admet. Cette crise, elle est le résultat du bouleversement général. Nous connaissons la cause du malaise, cessons de discuter sur cette cause et travaillons tous ensemble pour appliquer le remède au mal en songeant à l'avenir. Il faut avouer et plus vite. Ce qu'il faut, c'est

d'appliquer le remède que nous essayons depuis 15 ans, la coopération. Je réclame donc la coopération de tous les députés, de toutes les bonnes volontés pour assurer le succès de l'agriculture.

L'an dernier, je le disais, j'ai confiance dans notre peuple agricole qui va comprendre l'importance de la coopération. La nécessité l'y oblige. Autres temps, autres mœurs. Autres situations, autres moyens. Déjà notre classe agricole a compris la nécessité de développer la coopération. Elle est très bien disposée et manifeste un esprit nouveau-né de la nécessité. Il faut que les cultivateurs marchent sous une direction générale. La coopération n'est pas un vain mot, c'est le fait du cultivateur, et j'ai confiance en lui. J'ai assez confiance en lui pour croire qu'il comprendra ses véritables intérêts.

J'ai prononcé un trop long discours, l'an dernier. La brièveté est souvent la meilleure qualité d'un orateur. Je demande pardon à la Chambre d'avoir été trop long peut-être, à la dernière session. Je termine, M. l'Orateur, en disant à tous mes collègues: ne reprenons pas nos luttes intestines, mais restons unis pour aider l'agriculture.

(Applaudissements à droite)

**M. Gagnon (Kamouraska):** Je félicite l'honorable député de Dorchester (l'honorable M. Ouellet) et le député de L'Islet de leurs excellents discours.

Il applaudit l'excellent travail accompli par le député de L'Islet (M. Godbout) dans l'intérêt des classes agricoles en sa qualité de député et de professeur à l'Institut agricole de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

L'agriculture est à un tournant de son histoire. Les conditions du marché étant changées, il faudra que le cultivateur aussi change de méthodes de culture s'il veut progresser. Il faut des méthodes nouvelles. Les systèmes de culture doivent être changés.

On a prétendu que l'agriculture avait périclité. Je crois que c'est une erreur. L'agriculture n'est pas dans le marasme. La vérité est qu'elle a continué à se développer, mais elle n'a pas fait des progrès aussi rapides que l'industrie, d'où la situation inférieure de cette dernière. L'industrie a dépassé l'agriculture dans son développement, mais il faut que nos cultivateurs reprennent la première place.

La science agricole leur est nécessaire pour cela. Le grand nombre de personnes qui se pressent aux cours agricoles montre que les cultivateurs comprennent la nécessité de la science agricole, la preuve étant que le collège agricole de Sainte-Anne-

de-la-Pocatière a dû refuser bien des jeunes cultivateurs qui avaient fait une demande d'admission.

Il défend la cause des collègues d'agriculture. Les cultivateurs, dit-il, qui ont cultivé selon les méthodes enseignées par les institutions d'enseignement agricole et qui ont suivi les directions des agronomes, ont connu du succès.

Il énumère certaines des réformes déjà mises en œuvre par le nouveau ministre de l'Agriculture et fait l'éloge du gouvernement pour avoir organisé des formations courtes dans certains domaines de l'agriculture.

Il a été dit que les cultivateurs ont connu des reculs au cours des vingt dernières années, mais ce n'est pas vrai. Ce qui s'est produit, c'est que leurs dépenses ont augmenté, mais leurs revenus n'ont pas suivi. Ils ont donc été forcés de trouver d'autres revenus, car ils ne voulaient pas baisser leur niveau de vie.

L'agriculture a fait des progrès tous les ans. C'est à tort que l'on dit que l'agriculture a périclité depuis 20 ans. Il est beau de parler de la situation lamentable du cultivateur, mais il ne faut pas oublier le temps où le bois se vendait à \$2 la corde et où l'on payait \$0.50 par jour. La vie du cultivateur est beaucoup plus agréable aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a 20 ans. Ce qui est vrai, c'est que, si les cultivateurs ne sont pas aussi prospères qu'on le voudrait, c'est qu'ils n'ont peut-être pas pratiqué l'économie et qu'ils ont fait de mauvais placements.

**L'honorable M. Ouellet (Dorchester):** Oui, dans les mauvaises débentures.

**M. Gagnon (Kamouraska):** Les cultivateurs ont perdu des sommes d'argent qu'ils auraient bien mieux placées s'ils les avaient employées au développement et au progrès de leurs sociétés coopératives. Je crois que le remède aux maux des cultivateurs, c'est la coopération. Ce qu'il nous faut, c'est la coopération entre les classes de la société.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a affirmé que j'étais contre la nomination du député de Montcalm (l'honorable M. Perron) au poste de ministre de l'Agriculture. C'est faux. Le fait qu'un homme est un professionnel ne l'empêche pas de servir la classe agricole, et je ne veux pas, pour ma part, que les classes luttent les unes contre les autres, mais plutôt qu'elles travaillent en harmonie. Je n'ai jamais critiqué la nomination de l'honorable député de Montcalm (M. Perron) comme ministre de l'Agriculture.

Il ne fait aucun doute que j'aimerais qu'un cultivateur soit nommé ministre de l'Agriculture, mais cela ne veut pas dire pour autant que je suis contre le député de Montcalm. Peu importe que le ministre de l'Agriculture soit un cultivateur ou un professionnel, pourvu que l'homme qui occupe cette position prouve qu'il comprend la question agricole et travaille dans l'intérêt des cultivateurs. Je suis heureux de voir à la tête du ministère de l'Agriculture celui qui en est aujourd'hui le ministre, car je sais qu'il est lui-même un agriculteur pratique.

(Applaudissements)

Chez lui, l'agriculteur se joint au professionnel. Sa nomination a donc lieu d'être favorablement accueillie de la classe agricole.

C'est un bel exemple de coopération, et toutes les classes de la société devraient coopérer au succès de leur province et de leur pays. Tous les patriotes doivent travailler dans ce sens et pour cette fin.

Je suis surpris d'entendre les discours prononcés pour soulever la Chambre contre les capitaux étrangers. Quelle était la situation dans cette province, il y a 30 ans, avant l'entrée de capitaux étrangers? À l'époque, on travaillait toute une semaine pour gagner \$3, mais avec l'entrée de capitaux étrangers, la province est maintenant la première au Canada. Ces capitaux ont apporté le développement des industries qui forment maintenant l'assise de la vie dans la province.

Si on réussit à unir dans la bonne entente le cultivateur, le commerçant et l'ouvrier, on fera de notre province une des plus belles du Dominion. C'est mon unique ambition et j'espère qu'elle se réalisera.

(Applaudissements soutenus)

**M. Bernard (Rouville):** Je suis heureux de participer à ce débat, car je représente un des plus beaux comtés agricoles de la province. Tout le monde reconnaît que c'est la province de Québec qui a le mieux supporté la crise agricole. Pourquoi? Parce que le gouvernement a fait des œuvres, entre autres la voirie.

Grâce à ce splendide équipement de transport, on a rapproché les fermes de leurs marchés, et les routes aident grandement les coopératives à fonctionner rondement. Les cultivateurs, non seulement n'ont pas été ruinés par la voirie, mais y ont trouvé souvent une aide précieuse, car ils pouvaient travailler sur les chemins dans les temps de loisir.

L'ancien ministre (l'honorable M. Caron) a encouragé l'Agriculture. Et je crois que nous devons nous réjouir de voir un homme éminent comme le

député de Montcalm (l'honorable M. Perron) prendre en mains les destinées de notre classe agricole. La province a eu la bonne fortune qu'il quitte le Conseil législatif pour se joindre à cette Assemblée et devenir ministre de l'Agriculture.

Nous avons un exemple des bons résultats de la coopération dans l'excellente coopérative des planteurs de tabac de la vallée d'Yamaska dans le comté de Rouville, qui réalisent de plus gros bénéfices, grâce à la coopération. La prospérité de cette organisation est une belle preuve de l'importance de la coopération. Nos propriétaires de vergers, nos producteurs de pommes, ont aussi pratiqué avec succès la coopération. Ces exemples sont la preuve de la valeur de la coopération agricole.

Il parle en détail du travail accompli par ces sociétés coopératives.

L'agriculture est devenue une véritable science et c'est par la diffusion de la science agricole que l'on aidera le plus aux agriculteurs. Le gouvernement l'a compris. À ce sujet, je profite de l'occasion pour remercier le gouvernement d'avoir accordé un octroi spécial au collège commercial de Saint-Césaire où on construira une annexe pour donner et améliorer l'enseignement agricole. J'ai le plaisir d'annoncer à cette Chambre que l'octroi servira à l'organisation d'un cours spécial d'agriculture. C'est par l'intermédiaire de l'honorable secrétaire de la province (M. David) que cet octroi fut obtenu.

On pourrait beaucoup aider les cultivateurs de Rouville en encourageant la mise sur pied de conserveries. On a déjà fait quelque chose en ce sens, avec d'excellents résultats. Dans mon modeste village de Saint-Césaire, nous avons depuis quatre ans une fabrique de conserves formée en coopérative par cinq citoyens. L'an dernier, nous avons produit 30 chars de conserves, qui ont été bien vendues sur les marchés canadiens dont 5 à Winnipeg et 20 à Toronto.

(Applaudissements)

Il (M. Bernard) prêche aussi la coopération entre toutes les classes de la société, afin, dit-il, de placer le problème agricole au-dessus de toutes les querelles.

Il termine par un éloge de l'Orateur M. Bouchard. Après l'avoir vu à l'œuvre pendant la session, dit-il, nous pouvons dire: "He is the right man in the right place."

(Applaudissements)

**M. Delisle (Chicoutimi):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Chambly (M. Thurber), l'ajournement du débat.

Adopté.

**Questions et réponses:**

**G. Szoldaticz  
et Geo. Zsoldatch**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. G. Szoldaticz, à qui il a été payé \$1,000 pour portrait à l'huile de Sir Charles Fitzpatrick, ainsi qu'il appert à la page 179 des *Comptes publics 1927-28* sous l'item "Spencer Wood"; Geo. Zsoldatch, à qui il a été payé \$1,000 pour portrait à l'huile de l'honorable N. Pérodeau, ainsi qu'il appert à la page 321 des *Comptes publics 1927-28* sous l'item "Services divers", sont-ils des élèves ou est-il un élève de l'une des écoles des beaux-arts de la province?

2. Dans l'affirmative, est-ce de l'École des beaux-arts de Québec ou de l'École des beaux-arts de Montréal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
1. et 2. Non.

**Mille dollars payés  
à Geo. Zsoldatch**

**M. Tremblay (Maisonnette):** 1. Les \$1,000 payés à Geo Zsoldatch pour portrait à l'huile de l'honorable N. Pérodeau ainsi qu'il appert à la page 321 des *Comptes publics 1927-28* sont-ils imputables à "Spencer Wood"?

2. Dans l'affirmative, pourquoi sont-ils inscrits sous l'item "Services divers"?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
1. Le gouvernement actuel, comme les gouvernements antérieurs, a fait faire les portraits de nos lieutenants-gouverneurs et, entre autres, celui de l'honorable N. Pérodeau.

2. La somme de \$1,000 pour ce portrait a été inscrite sous l'item "Divers services" parce qu'elle a été payée à même les fonds votés pour ce service.

**G. Szoldaticz**

**M. Tremblay (Maisonnette):** G. Szoldaticz, à qui il a été payé \$1,000 pour portrait à l'huile de Sir Charles Fitzpatrick, ainsi qu'il appert à la page 179 des *Comptes publics 1927-28* sous l'item "Spencer Wood" et Geo. Zsoldatch, à qui il a été payé \$1,000 pour portrait à l'huile de: l'honorable N. Pérodeau, ainsi qu'il appert à la page 321 des *Comptes publics 1927-28* sous l'item "Services divers", sont-ils une même personne?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Oui.

**Arthur Lefort, employé  
de la Commission des liqueurs**

**M. Blain (Montréal-Dorion):** 1. Un nommé Arthur Lefort a-t-il été à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date, et quel était son emploi?

3. A-t-il résigné ou a-t-il été destitué?

4. S'il a été destitué, pour quelle raison?

5. Mêmes questions pour un nommé Édouard Généreux?

**L'honorable M. McMaster (Compton):** 1. 2. 3. 4. et 5. Non, mais la Commission des liqueurs a payé leurs dépenses de voyage dans le Lac-Saint-Jean, vu qu'ils avaient fait des causes pour la Commission en même temps qu'ils faisaient des causes se rapportant à l'administration de la justice.

**Commission des  
monuments historiques**

**M. Guertin (Hull):** 1. Combien de rapports la Commission des monuments historiques a-t-elle fait imprimer chaque année depuis 1925?

2. Combien ont été distribués gratuitement?

3. Combien ont été vendus chaque année?

4. À qui ont-ils été vendus?

5. À quel prix?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 2,000 en 1926.

2. Tous.

3. Aucun.

4. ...

5. ...

**Bulletin  
de la ferme, lité**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. À quelle date *Le Bulletin de la ferme, limitée* a-t-il déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: a. les noms; b. les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 10 janvier 1930.

2. *a.* Henri Gagnon, Georges-H. Bourgoin, Alex. Gagnon; *b.* 208 Avenue des Érables; 5 Place George V, Québec; 58 rue La Sarre, Québec.

#### **La Tribune, ltée**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. À quelle date "La Tribune, limitée", a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 187 de la loi des Compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. 14 septembre 1929.

2. *a.* Florian Fortin, Wilfrid Lazure et J.-S. Couture; *b.* Sherbrooke, Québec.

#### **L'Autorité Company**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. À quelle date "L'Autorité Company" a-t-elle déposé la dernière fois un sommaire, conformément à l'article 187 de la loi des compagnies?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. et 2. Impossible de répondre, cette compagnie n'existe pas.

#### **A.-P. Pigeon limitée**

**M. Lafleur (Montréal-Verdun):** 1. À quelle date la compagnie A.-P. Pigeon, limitée a-t-elle déposé la dernière fois, un sommaire, conformément à l'article 187 de la loi des compagnies de Québec?

2. Quels étaient alors: *a.* les noms; *b.* les adresses de ses directeurs?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** 1. N'a pas transmis de sommaire.

2. ...

#### **Garde des idiots**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 22 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et les sœurs de la Charité de Québec, relativement aux soins, à la garde et à l'entretien

des faibles d'esprit et des idiots, et l'acte de fiducie entre lesdites sœurs et le Trust général du Canada.

Adopté.

#### **Code civil, articles 455 et 949a**

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant l'article 455 et édictant l'article 949a du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est suspendue à 5 h 50.

#### **Reprise des travaux à 8 h 45<sup>3</sup>**

#### **The Dominion Bridge Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 validant une vente d'immeuble par la cité de Lachine à la Dominion Bridge Company Limited. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **The Beauharnois Light, Heat, and Power Company**

**M. Papineau (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat, and Power Company.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

**M. Blain (Montréal-Dorion):** M. le président, quand ce bill nous a été soumis pour étude, il y a

quelque temps, nous avons demandé certains détails, car nous considérons qu'il s'agit là d'un bill inhabituel en ce sens qu'il accorde des pouvoirs inusités à la compagnie. Quand nous avons été saisis du bill il y a deux ans, on nous a dit que la Beauharnois Light Heat and Power Company allait faire concurrence à la Montreal Light Heat and Power pour la fourniture d'électricité à Montréal, où les tarifs sont maintenant plus élevés que dans la ville voisine de Westmount, même si ces deux villes sont desservies par notre unique compagnie d'électricité.

L'an dernier, la Chambre a octroyé la charte, parce que la compagnie devait faire une concurrence bienfaisante qui abaisserait les taux de l'électricité à Montréal. En premier lieu, ce projet de loi de fondation de cette compagnie avait été présenté dans le but de faire baisser les taux d'électricité de la Montreal Light and Power par la concurrence. On sait que Montréal paie plus cher pour l'électricité que Westmount, la ville voisine. Nous payons l'électricité trop cher.

Toutefois, je ne peux pas blâmer le gouvernement, car il est du ressort des autorités locales de régler cette question, mais je trouve mon ami, l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. McMaster), bien chanceux, car il habite à Westmount, je crois, où les tarifs sont plus bas. Comme je l'ai dit, en 1928, nous avions espoir que la Beauharnois ferait concurrence à la Montreal Light Heat and Power et ferait ainsi baisser les prix. Cette compagnie voulait lui faire concurrence, mais depuis la présentation du bill, il n'est plus question de concurrence. Qu'avons-nous vu?

On ne peut pas dire que ce que nous avons vu depuis ce temps justifie les attentes de l'honorable premier ministre, qui nous avait dit que l'idée était de faire baisser les prix en encourageant la concurrence. Au lieu de la fameuse concurrence, nous avons eu une entente entre la Beauharnois et la Montreal Light, Heat and Power, pour acheter l'électricité à \$15 le horse power, soit le même prix que l'électricité vendue en Ontario. Ainsi, nous avons vu la Montreal Heat s'aboucher à la Beauharnois pour que l'électricité nous coûte aussi cher qu'en Ontario. L'électricité qui provient de nos ressources naturelles va contribuer à l'industrie de l'autre province. Nous allons donc devoir payer tout aussi cher que nos amis de l'Ontario, alors que ce sont nos ressources naturelles qui sont exploitées à leur avantage.

Il se plaint aussi du fait que la Beauharnois Company vend de l'électricité à l'Ontario à des prix plus bas que ceux qui prévalent au Québec.

Les deux compagnies s'entendent, et adieu la saine concurrence dont on a tant parlé l'an dernier. Nous avons également appris que, loin d'être concurrentes, ces deux compagnies sont amies et marchent main dans la main, malgré les attentes exprimées par la presse à l'époque, et qu'il n'y a aucun espoir de voir une baisse du prix de l'électricité. Loin de se faire concurrence, les deux puissances sont amies. À cause de cela, malgré ce qui nous a été promis, nous ne voyons pas encore poindre à l'horizon aucune réduction de taux. Au contraire, nous voyons deux compagnies qui vont facturer aux citoyens de Montréal, et donc à la majorité des citoyens de la province, exactement le prix qu'elles veulent bien facturer.

Les pouvoirs du présent bill sont extraordinaires. Je trouve que ce projet donne des pouvoirs exorbitants à la compagnie. On lui accorde le droit de faire un canal trois fois plus large. La charte originale de la compagnie lui permettait un canal de 150 pieds de largeur, mais lorsqu'on donne du gallon à ces compagnies puissantes, elles en prennent plus. Les trusts sont ainsi: donnez-leur un pouce, ils prendront un mille. Alors, en 1910, un amendement a été proposé, afin d'augmenter la largeur permise à 1,080 pieds, et cet amendement fait partie du bill qui nous a été soumis en 1928. Par le présent bill, il deviendrait de 21 arpents au lieu des sept arpents permis auparavant. Cela veut dire qu'on construira un canal de 21 arpents ou qu'on expropriera une bande de terre de cette largeur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Ne verrez-vous pas dans les généralités?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** J'en suis au préambule du projet de loi. Puis, en 1928, on s'interrogeait sur le creusage du Saint-Laurent. On prétendait que la compagnie, avec des pouvoirs aussi étendus, rendrait le Saint-Laurent non-navigable dans un avenir rapproché, si elle détournait trop d'eau. La Commission a invité M. Lefebvre, de la Commission des eaux courantes du Québec, à se présenter devant elle pour lui donner de l'information. Il n'est jamais venu mais, l'an dernier, les ingénieurs ont déclaré que, si le canal de la Beauharnois prenait 80,000 pieds cubes secondes, le fleuve cesserait d'être navigable. Or, elle en détournera trop si on lui donne le droit de faire un plus large canal. En guise de réponse, on nous a dit que des garanties seraient prises par Ottawa. Aujourd'hui, le volume d'eau qu'on veut prendre du fleuve est encore plus important.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Comment en arrivez-vous à cette conclusion?

**M. Blain (Montréal-Dorion):** J'ai fait des calculs et, d'après moi, si le canal est trois fois plus large qu'il devait l'être, il prendra trois fois plus d'eau. C'est bien beau de parler de garanties, mais si le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir de conclure un contrat, comme il l'a fait, il a aussi le pouvoir de modifier ce contrat. Si le gouvernement a accordé un contrat à la compagnie en vertu d'une loi permettant un canal de six arpents de largeur, il est évident qu'une fois le canal élargi, le gouvernement modifiera le contrat.

Le canal détournera plus d'eau, afin de permettre une production d'électricité plus importante. On nous parle des garanties prises par Ottawa, pour empêcher cet événement, mais la compagnie qui, avec son canal de 1,080 pieds, est censée utiliser 40,000 pieds cubes-seconde, ne demande pas à élargir son canal pour rien. La compagnie ne demanderait pas des pouvoirs supplémentaires si elle n'avait pas l'intention de s'en servir.

Une fois le bill adopté par la Législature, le projet a été soumis à Ottawa et, au moment où on expédiait l'affaire, est paru dans le *Toronto Globe* un article révélant qu'aucune disposition n'avait été prise pour protéger les intérêts des lignes touristiques. Vous savez tous que l'excursion de la Canada Steamship Lines Limited sur les rapides est l'une de nos principales attractions touristiques. Le *Toronto Globe* a souligné que le seul recours de la compagnie serait d'intenter une action judiciaire, et je m'en remets à cette Chambre quant à savoir si de telles poursuites, avec comme parties de grandes compagnies et de puissants gouvernements, traîneraient devant les tribunaux pendant des années. Si, avec un détournement de 40,000 pieds cubes d'eau à la seconde, les bateaux ne peuvent plus passer qu'en sera-t-il si l'on détourne 3½ arpents d'eau de plus?

Si cela vient à se produire, il sera impossible pour les compagnies qui amènent les touristes de leur faire sauter les rapides. Il en résultera des pertes énormes pour ces compagnies de navigation qui seront obligées de plaider contre les grosses compagnies et le gouvernement, ce qui entraînera des frais considérables.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):  
Je ne crois pas qu'il soit question d'élargir le canal, mais d'accorder un droit d'expropriation.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Tant mieux. Et puis il y a la question du capital américain. Il y a deux projets sur le Saint-Laurent: la canalisation et le creusage. On a vu que M. Beatty est favorable au projet de creusage. Nous avons aussi au pays un programme de canaux à l'intérieur. Mais les Américains, eux, sont en faveur de la canalisation du Saint-Laurent. Il est de tradition de favoriser les canaux intérieurs pour le transport des céréales. Il y a toujours eu cette tradition qu'un jour le grain de l'Ouest serait transporté directement par un grand canal. Les gouvernements ont toujours favorisé le canal de la baie Georgienne, le moins coûteux et uniquement en terre canadienne.

Mais il y a, dans le projet de canalisation du Saint-Laurent, d'autres intérêts, et ce sont les Américains. Il est évident qu'il y a des intérêts américains dans la Beauharnois. Les Américains sont intéressés dans la canalisation du Saint-Laurent et leur plan s'exécute lentement mais sûrement. Nous nous trouvons obligés de développer pour eux nos propres pouvoirs d'eau. Une campagne énergique est déjà en cours pour la canalisation du Saint-Laurent. Canadiens et Américains travaillent chacun pour leurs propres intérêts dans ce projet. Si ces derniers contrôlent la situation quant au Saint-Laurent, nous ne serons plus maîtres chez nous. Ce serait un désastre pour le Canada que le Saint-Laurent passe aux mains des Américains et le projet de canalisation semble être le premier pas dans cette direction.

Est-il possible que les Américains soient assez au courant pour que nous puissions dire que le canal de la Beauharnois est un commencement de canalisation au profit des Américains? Les Américains prétendent cela, plus particulièrement la New England Hydro-Electric et la St. Lawrence Transmission Company. Nous accordons des pouvoirs trop étendus. J'ai consulté des sources de renseignements des États-Unis. L'État de New York a approuvé la canalisation du Saint-Laurent. En effet, dans les statistiques de la Standard Corporation de 1927, on voit que, dans l'automne 1926, la St. Lawrence Transmission Co. a obtenu la permission de l'État de New York de canaliser le Saint-Laurent.

Par ce bill, actuellement devant la Chambre, nous accordons le pouvoir d'une émission de débentures de \$30,000,000, qui est actuellement lancée par la Chase National Bank, de New York, qui est intéressée dans un grand nombre de compagnies américaines qui ont des filiales chez nous, c'est-à-dire la banque de l'International Paper, qui contrôle la Gatineau Power Company et qui a également des liens avec la Aluminum Company of

America et la St. Lawrence Transmission Company, qui, je le répète, s'est vue accorder une charte par l'État de New York pour le développement hydroélectrique. La General Electric, l'Aluminium Company of America, le président de cette dernière étant M. R. V. Davis, et le secrétaire Mellon, des États-Unis, sont intéressés dans la St. Lawrence Transmission. Et comme l'émission de \$30,000,000 sera négociée à New York, cela veut dire que les Américains auront certainement de gros intérêts dans la Beauharnois. Si les Américains ne s'intéressent pas au Saint-Laurent, pourquoi financeraient-ils ce projet, comme ils vont bientôt le faire par l'intermédiaire d'entreprises de l'État de New York? Je conclus donc que la Beauharnois aura du capital américain si elle n'en a déjà.

**Des députés à droite:** Tant mieux!

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Voilà un mot regrettable. Je dis tant pis, et nous faillirons à notre devoir en livrant le Saint-Laurent à des étrangers. J'ai toujours été en faveur de l'entrée de capitaux américains et britanniques dans notre pays, mais à l'intérieur des limites fixées par le professeur Stephen Leacock de l'Université McGill, qui dit que les capitaux étrangers placés au Canada pour récolter des intérêts sont un atout, tandis que les capitaux étrangers placés au Canada pour générer des profits constituent une menace. Les capitaux étrangers représentent une bonne affaire pour un État en voie de développement, lorsqu'ils produisent des intérêts, mais une mauvaise affaire, lorsqu'ils génèrent de gros profits, qui sont ensuite acheminés à l'extérieur du pays.

Cela étant dit, j'estime que la loi actuelle est encore plus mauvaise parce que nous n'avons pas le droit de faillir à notre devoir et de compromettre notre patrimoine, en mettant notre voie navigable nationale entre les mains d'étrangers, même s'il semble être à la mode de penser que les Américains sont en droit d'acheter tout ce qu'ils veulent au Québec. Il y a un danger que les Américains mettent le grappin sur le Saint-Laurent et nous devrions être aux aguets, car c'est nous qui devrions avoir la maîtrise de nos moyens de communication.

Nous n'avons pas le droit de laisser nos voies fluviales ou ferroviaires en pâture aux étrangers. Nous n'avons pas le droit de favoriser la canalisation du Saint-Laurent, car si nous le faisons, un jour, le grain des provinces de l'Ouest, au lieu d'être acheminé vers l'Europe par nos compagnies ferroviaires et notre marine marchande, transitera par

New York aux États-Unis. Il est criminel de laisser les moyens de communication d'un pays aux mains d'étrangers. J'arrive très bien à imaginer le tollé que provoquerait la vente de nos grandes voies ferrées aux Américains. Pourquoi devrions-nous alors leur céder cette grande voie de communication naturelle?

Le danger se présentera-t-il à brève échéance? Ce danger nous guette tôt ou tard, et nous serions vraiment naïfs de travailler pour les intérêts des étrangers jusqu'à voir notre grain passer par New York, quand le canal sera terminé, au lieu de passer par nos propres ports. Je dis que ce bill s'aventure bien loin du chemin éprouvé que suit normalement la législation. Ce bill empiète sur le domaine ordinaire des choses. À moins que la Chambre ne le renvoie au comité pour obtenir de nouveaux renseignements, et des explications des parrains du projet, il ne devrait pas être reçu favorablement par cette Chambre. Nous ne devrions pas adopter le bill.

**M. Papineau (Beauharnois):** Je dois quelques explications à la Chambre. Il est important de faire quelques remarques en réponse à mon honorable ami de Dorion. Le projet n'est pas nouveau, car il a été étudié à Ottawa en 1910, et on a alors protesté en disant qu'il serait néfaste à la navigation.

Nous avons beaucoup entendu parler de la navigation, mais j'aimerais rappeler à mon honorable ami la largeur considérable du Saint-Laurent, à l'endroit touché par ce projet. À l'endroit où la Beauharnois prendra son pouvoir, le Saint-Laurent a 8 milles de large. Les plans de la Beauharnois ont été approuvés il y a 10 ans par Ottawa, et il n'y a pas lieu de s'alarmer. Des dispositions seront prises pour protéger la navigation. En 1910, de telles dispositions furent même enchâssées dans des modifications à la charte de la compagnie. Aujourd'hui, cette protection est accrue, car ce n'est ni la largeur ni la profondeur du canal en question qui déterminera le volume d'eau détournée, ce volume ayant été fixé par Ottawa.

Le canal aura une profondeur standard pour permettre la navigation, qui se fera aussi librement qu'auparavant. Il est établi à la satisfaction du gouvernement fédéral que la navigation ne sera pas affectée. Quant aux rapides, avec les travaux qu'on entend faire, ils seront absolument sauvegardés. On peut se fier au gouvernement pour voir aux besoins de la navigation, et les travaux exécutés par la Beauharnois Company iront dans le même sens.

L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) parle de capitaux étrangers et d'emprunt qui a été flotté. Il n'y a rien d'extraordinaire dans

cela. On voit tous les jours des compagnies canadiennes aller chercher des capitaux à New York. Le C.N.R. est allé en chercher dernièrement. La ville de Toronto a aussi fait récemment des emprunts de ce genre. Je ne crois pas qu'on puisse dire que cette pratique a mis ces institutions canadiennes en danger. Je crois qu'elle les a plutôt aidées. Il n'y a pas de danger là-dedans.

Mon ami ne doit pas non plus confondre le canal et l'expropriation nécessaire pour la réalisation des travaux. Il peut sembler à première vue que la compagnie demande de larges pouvoirs d'expropriation, mais dans les faits, elle a déjà acquis la plupart des terres de gré à gré. Aujourd'hui, la compagnie est obligée d'acheter des fermes entières, afin d'obtenir les terres dont elle a besoin. Dans de nombreux cas où une bande de terrain aurait suffi, elle a acheté des lopins entiers, afin d'éviter les conflits avec les propriétaires fonciers locaux. Toutes les mesures ont été prises pour que les intéressés soient parfaitement indemnisés. La compagnie doit acheter les terres des cultivateurs qui peuvent être affectés. Un cultivateur m'a dit samedi que la compagnie était prête à lui acheter 76 acres de terres à \$250 l'acre. Il n'y a rien dans ce bill qui soit dangereux et la Chambre devrait l'adopter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Montréal-Dorion a fait une étude intéressante de cette question. Mais il n'a pas raison de dire que la province a fait un mauvais marché. L'an dernier, nous n'avons pas autorisé la compagnie Beauharnois à construire un canal, puisqu'elle avait déjà ce droit. La compagnie en était propriétaire depuis des années. Ce que nous avons fait, c'est ceci: la Législature a simplement autorisé le gouvernement à vendre à cette compagnie une partie du lit de la rivière et de la rive à l'entrée de ce canal. Elle a autorisé la vente de certains terrains pour la construction du canal. Ce lit de la rive et de la rivière était la propriété de la province. Nous avons fait un contrat avec la compagnie Beauharnois. Voyons maintenant si nous avons fait un bon marché. Nous lui avons loué pour 10 ans les droits de la province sur le lit de la rivière au prix de \$1 le cheval-vapeur. La compagnie développera 500,000 chevaux-vapeur et la province recevra par année, \$1 par cheval-vapeur développé, soit \$500,000 ou un demi-million de dollars par année. Après 10 ans, cela pourra être augmenté et porté même à un million de dollars. Ce n'est pas un mauvais marché, cela.

On dit que nous allons donner la moitié de ce pouvoir à Ontario en y exportant l'électricité. C'est

vrai, oui, la compagnie pourra exporter la moitié de son électricité en Ontario à \$15 du cheval-vapeur. Mais c'est là le prix à l'usine. Lorsque l'électricité sera rendue en Ontario avec une longue ligne de transmission, cela sera plus cher. Le reste va à Montréal à \$15 du horse power, ce qui fera baisser les prix de l'électricité dans notre province. Ceci équivaut à une baisse très considérable des prix. La compagnie développera aux portes de Montréal 250,000 chevaux-vapeur qu'elle vendra \$15 le cheval-vapeur au lieu de \$20 ou \$30, comme c'est le cas maintenant. Et actuellement, dans toute la province, les taux baissent alors que, dans Ontario, depuis quelques années, la commission hydroélectrique a augmenté trois fois ses taux.

On s'est plaint que l'Ontario profite des ressources naturelles du Québec, mais on ne doit pas, après tout, traiter l'Ontario comme une étrangère puisqu'il s'agit d'une province-sœur. Je ne peux pas me montrer d'accord avec mon honorable ami lorsqu'il dit qu'on exploite nos ressources naturelles dans l'intérêt de nos voisins. Nous avons des richesses naturelles dans notre province. Va-t-on prétendre que nous devrions les garder pour nous et ne pas en faire bénéficier Ontario? Je ne crois pas. Il convient d'aider l'Ontario quand la chose ne souffre aucune difficulté, comme dans le cas présent. Je ne suis pas pour un Québec isolé. Je suis pour les bonnes relations avec nos voisins.

Je ne suis pas opposé au progrès des autres provinces. Cette électricité était en surplus par rapport aux besoins de la province de Québec, et notre province est heureuse de permettre à l'Ontario ou à toute autre province du dominion de bénéficier d'une ressource naturelle exploitée au Québec. Si nous voulons des provinces unies, un Canada uni, si nous voulons avoir de bonnes relations entre les provinces, il faut fermer nos portes. Nous devons tous travailler au bénéfice du Canada. Un Québec et un Ontario prospère ne peuvent que contribuer à la prospérité générale du Canada. Un grand Québec et un grand Ontario veulent dire un grand Canada; un grand Canada signifie une province de Québec prospère.

On parle encore de capitaux américains. L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) a peur de l'importation de capitaux étrangers. Mais je crois que les Canadiens ont donné assez d'argent aux Américains dernièrement pour être fiers, si on peut faire revenir chez nous un peu de cet argent. Les capitaux étrangers ont fait quelque chose dans la province. Toutes nos compagnies ont des capitaux étrangers. Le C.P.R., qui est une bonne compagnie

canadienne, personne ne le niera, n'a pas plus de 10 % de capital canadien. Le député de Montréal-Dorion est-il prêt à dire que la Canadian Pacific Railway Company est américaine? Qui a construit le grand Tronc, notre premier chemin de fer? C'est le capital anglais. Le Pacifique Canadien a été construit à même l'argent européen. C'est le capital américain qui a développé le Saguenay et le Lac-Saint-Jean, conjointement avec le capital canadien investi par Price Brothers dans la compagnie Duke-Price à l'Isle-Maline.

Ce sont MM. Davis et Mellon, auxquels mon ami de Dorion a fait référence, qui dépensent \$100,000,000 pour développer le Saguenay. Une ligne de transmission transporte du Lac-Saint-Jean à Québec 100,000 chevaux-vapeur développés par l'argent de MM. Duke, Davis, Mellon et Price. C'est le capital anglais qui a bâti, au prix de \$20,000,000, le moulin de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper à Limoilou, qui donne du pain à 700 familles. Mon ami dit-il que nous n'avons pas besoin de ce capital? Nous ne sommes pas en mesure de développer la Beauharnois avec nos propres capitaux. Nous avons encore besoin de capitaux étrangers et nous les accueillerons toujours avec plaisir. Plus il y en aura, mieux ce sera.

Quant au volume d'eau détourné, les ingénieurs ont déclaré que le débit pris par la Beauharnois n'affectera nullement la navigation. Mais ce point est réglé par Ottawa. On nous dit qu'en portant à 21, au lieu de 7, le nombre d'arpents de terre que la compagnie peut exporter de chaque côté de son canal, on permettra à la compagnie de prendre plus d'eau. Non, c'est Ottawa et Québec qui ont dit à la compagnie qu'elle aurait le droit de prendre 40,000 pieds cubes d'eau par seconde dans le Saint-Laurent, pour son canal. À cet endroit, le débit minimum du Saint-Laurent est de 200,000 pieds cubes par seconde et Ottawa a dit que, même en enlevant 20 % du débit, on aurait encore assez d'eau dans le Saint-Laurent pour les besoins de la navigation. Il n'y a pas à craindre qu'Ottawa ne se protège à ce sujet.

Mon ami voit la canalisation du Saint-Laurent comme représentant un danger. On dit que la réalisation du projet de la compagnie Beauharnois sera le début du creusement du Saint-Laurent. Ce n'est pas une tentative de canaliser le Saint-Laurent. Si l'exécution du projet de la Beauharnois Light Heat and Power devait être le début du creusement du Saint-Laurent, je n'en serai pas. Je m'y opposerais.

L'honorable député de Montréal-Dorion a dit que M. Beatty, président du C.P.R., était pour le creusement du Saint-Laurent. Oui, mais le Saint-

Laurent en bas de Montréal. Tout le monde est pour cela. Le gouvernement de Québec est absolument en faveur du creusement, par Ottawa, du chenal entre Québec et Montréal pour le besoin de la navigation.

Nous sommes favorables à ce que Ottawa dépense tout l'argent possible entre Québec et Montréal, dans le Saint-Laurent, parce que nous voulons que Montréal, notre grande métropole du Canada dont nous sommes fiers, ait tout le développement qu'elle doit avoir. Nous voulons la voir prospérer. Mais pour la partie du Saint-Laurent en haut de Montréal, ce n'est pas la même chose; c'est une autre affaire.

Je ne vois rien d'extraordinaire dans ce bill et je déclare au nom du gouvernement que la limite de 40,000 pieds cubes par seconde sera scrupuleusement respectée, car jamais, à mon avis, Ottawa ne consentirait à ce qu'elle soit modifiée. Nous n'avons aucune intention de laisser la Beauharnois prendre plus d'eau que le volume permis dans le contrat. Je ne crois pas qu'elle veuille en prendre plus. Nous en retirerons un demi-million de dollars par année, et Montréal aura 250,000 chevaux-vapeur à sa porte.

La compagnie Beauharnois a simplement demandé l'autorisation de pouvoir exproprier plus de terrain le long du canal, soit jusqu'à 21 arpents de chaque côté entre les lacs Saint-Louis et Saint-François, afin d'y déposer la terre retirée de l'excavation et des tranchées, et la compagnie a déjà acquis la plupart des terrains à la satisfaction de tous.

Rappelons-nous que ce canal rapportera à la province \$500,000 par année, et peut-être très bientôt \$1,000,000, et qu'il fournira de l'électricité à bon compte à la ville et au district de Montréal. Je ne crois pas que le présent bill affecte beaucoup la situation, et je ne vois pas que l'on ait de raisons sérieuses pour s'opposer à son adoption.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Je suis enchanté des bonnes dispositions de l'honorable premier ministre, quant à la canalisation du Saint-Laurent. Je me réjouis de sa déclaration, particulièrement en ce qui concerne le volume d'eau. Il est à noter, toutefois, que c'est le quatrième projet de la Beauharnois à être soumis à la Chambre. Si les ingénieurs ont fait une erreur de calcul, quant aux ouvrages du canal ou à la quantité de terre retirée, et sont revenus nous demander le pouvoir d'exproprier sept arpents de large, on peut bien envisager qu'ils nous demanderont d'autres ajustements sur d'autres aspects. Mais un contrat est un contrat, et si le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir de conclure un contrat, il a aussi le pouvoir de le modifier.

Si les dispositions du premier ministre quant à la voie navigable nationale, sont toujours aussi bonnes, je m'en accommode bien. Comme il nous l'a dit, le projet de creusage de M. Beatty est en aval de Montréal; alors peut-être devrions-nous penser que je ne suis pas le seul à m'inquiéter de ce qui pourrait se produire en amont.

Pour les capitalistes étrangers, il ne faut pas oublier qu'ils font leurs profits ici et s'en vont ensuite. L'honorable premier ministre s'est ensuite laissé aller à faire du sentiment sur la nécessité d'entretenir de bonnes relations avec nos voisins. Je suis pour les bonnes relations, mais je suis las de toujours jouer le rôle du serviteur, et j'aimerais voir cette province prendre le rôle du maître, et entretenir des relations cordiales, non pas à son détriment, mais dans son propre intérêt.

Je suis pour les bonnes relations avec les Américains et les Ontariens, mais à condition que nous ne nous placions pas volontairement dans une position inférieure. La ville de Toronto et le Pacifique Canadien ont fait des emprunts et ont payé des intérêts. Nous payons intérêt aux étrangers pour tout l'argent que nos compagnies empruntent. C'est très bien. Mais il y a une différence entre le capital placé à intérêt et celui placé à profits. Je suis favorable au capital étranger placé au Canada, mais rien que pour intérêt fixé, non pour profits. Dans ce dernier cas, nous perdons le contrôle et c'est notre patrimoine national qui est entamé. Voilà pourquoi j'ai objection à cette façon de développer nos richesses nationales.

Le premier ministre nous a ensuite dit que le canal rapportera bientôt \$1,000,000 à la province. Veut-il dire par là que 1,000,000 de chevaux-vapeur seront développés, afin que l'Ontario puisse en obtenir la moitié?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député se rappellera que j'ai dit que nous nous réservons le pouvoir d'augmenter le prix du cheval-vapeur après 10 ans.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Bien. Et maintenant, pour ce qui est du capital, on nous a parlé des grandes compagnies financées par des capitaux britanniques. J'aimerais attirer votre attention sur le fait que ces capitaux rapportent des intérêts à des actionnaires qui sont à Londres et qu'il n'y a aucun danger qu'ils passent à des mains américaines.

Le premier ministre a aussi défendu M. Davis, en nous disant combien d'argent il avait

dépensé pour favoriser le développement de notre province. Tout ça est très bien, mais chaque sou noir dépensé l'a été dans l'intérêt de la Aluminum Company of America. Je suis en faveur des capitaux étrangers, mais pas quand ils servent à nous dépouiller de nos ressources naturelles. Quand les investisseurs débarquent, investissent \$500,000 et repartent en emportant plusieurs millions, ne pouvons-nous pas dire que des étrangers font des fortunes sur notre dos? Je crois que nos problèmes économiques sont très mal gérés.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Papineau (Beauharnois)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Beauharnois Railway Company**

**M. Papineau (Beauharnois)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 constituant en corporation Beauharnois Railway Company.

Adopté.

### **En comité<sup>5</sup>:**

**M. Blain (Montréal-Dorion)** proteste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais nous allons reporter la troisième lecture.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Accepterez-vous que des amendements soient présentés à ce moment?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement.

**M. Guertin (Hull):** Je crois qu'on devrait étudier ce bill article par article, étant donné sa longueur relative et son importance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député peut attendre jusqu'à la

troisième lecture, nous le renverrons alors en comité plénier s'il le veut.

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. La compagnie pourra tracer, construire, maintenir et exploiter, au moyen de la vapeur ou de l'électricité ou autre force motrice, un chemin de fer de la largeur de quatre pieds huit pouces et demi, des deux côtés du canal de force hydraulique et de navigation, construit dans le comté de Beauharnois, par la Beauharnois Light Heat and Power Company, en vertu de la loi 2 Édouard VII, chapitre 72, et des lois qui la modifient, à partir de certains points de la Baie Hungry, sur le lac Saint-François, jusqu'à certains points sur le lac Saint-Louis, entre Beauharnois et Melocheville, à peu près parallèle audit canal, jusqu'à une distance, n'excédant pas un mille, de chacune de ses rives, et aussi en travers dudit canal, à chaque extrémité ou aux deux, avec pouvoir de construire des embranchements ou prolongements à divers endroits, le long de la ligne, et de faire des raccordements avec tous les chemins de fer déjà construits ou qui pourront être construits dans ledit comté de Beauharnois.

"Pendant la période de construction du canal mentionné dans le paragraphe précédent, la compagnie pourra tracer, construire et exploiter un chemin de fer le long de toute route, dans lesdites limites, mais la compagnie pourra cesser de la maintenir et de l'exploiter et le défaire et l'enlever, en totalité ou en partie, à l'époque ou aux époques que la compagnie jugera convenables".

**M. Guertin (Hull):** La compagnie aura le pouvoir de cesser d'exploiter son service de chemin de fer quand bon lui semblera. Cela pourrait causer un préjudice aux propriétaires riverains.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle l'exploite pour les fins de la construction.

**M. Guertin (Hull):** À ces fins seulement? Je croyais que ce service desservirait le district. En priver la population veut dire qu'on donne en effet de très larges pouvoirs à la compagnie. Le parrain de ce bill peut-il me dire la longueur de la voie ferrée?

**M. Papineau (Beauharnois):** Quatorze milles.

**M. Blain (Montréal-Dorion),** quelques minutes plus tard, insiste pour que le comité fasse rapport

parce qu'on va devoir étudier certains articles plus attentivement. Le comité plénier demande la permission de siéger de nouveau.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Subsides

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Adopté.

### En comité:

**M. Blain (Montréal-Dorion)** demande qu'on examine de nouveau les crédits de \$365,000 alloués pour les services d'hydravions, dont il a été question la semaine dernière, parce que le député de Hull (M. Guertin) a des questions qu'il aimerait poser.

**M. Guertin (Hull)** résume la situation telle qu'expliquée par l'honorable ministre des Terres et Forêts (M. Mercier fils) la semaine dernière, à savoir qu'une bonne partie des deniers publics ont été payés, sans qu'on ait procédé par appel d'offres, à la Compagnie aérienne franco-canadienne pour des photos aériennes à \$40 ou \$50 le mille carré, et demande si la compagnie est une compagnie française.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Quand nous avons commencé à traiter avec la Compagnie aérienne française en 1926, c'était une compagnie française; mais elle a par la suite établi une compagnie canadienne avec des membres canadiens. Elle est maintenant canadienne, comme bon nombre d'autres compagnies.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que la Compagnie aérienne française, qui fait de la cartographie aérienne pour le compte du gouvernement, engage des aviateurs canadiens-français?

Il demande si les pilotes sont des officiers français.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne peux pas le dire, car je ne suis pas venu préparé à répondre à cette question. J'ai reçu une note à ce sujet, mais je ne l'ai pas sous la main. Si mon honorable ami peut attendre jusqu'à demain, il me

fera plaisir de lui donner tous les détails. Je peux vous dire, toutefois, qu'elle engage des Canadiens français là où elle le peut. Elle engage également des Français et des Canadiens anglais.

**M. Guertin (Hull):** Alors, elle emploie des pilotes français?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quand elle ne trouve pas de personnel qualifié ici. Le chef des services techniques, par exemple, est français, je crois.

**M. Guertin (Hull):** Alors, je dois dire que je ne comprends pas comment le gouvernement provincial peut confier des vols au-dessus du golfe du Saint-Laurent, pour des fins de cartographie et de photographie, à des pilotes qui ne sont pas de nationalité britannique. Il me semble que, pour ses services de photographie aérienne, le gouvernement ne devrait employer que des sujets britanniques ou des Canadiens naturalisés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pourquoi? Pourquoi?

**M. Guertin (Hull):** Parce que la cartographie aérienne de toute une partie stratégique importante d'un pays est chose à considérer et qu'il peut y avoir de l'espionnage. Le ministre sait qu'il existe de l'espionnage. On en parle assez que le gouvernement ne devrait pas prendre de risques.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** rit.

**M. Guertin (Hull):** J'en entends qui rient, en arrière de moi, mais quand ils sont de retour dans leur comté, ils sont obligés de critiquer le gouvernement pour se faire élire.

**M. Frigon (Saint-Maurice)** proteste<sup>6</sup>.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Alors, le député ferait mieux de dire à ses amis de ne pas me recommander de compagnies qui ont des Américains à leur service.

**M. Guertin (Hull):** Cela veut-il dire qu'il ne considère pas les Européens plus dangereux que les Américains?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La dernière fois qu'on a discuté de cette question,

sauf erreur, les amis du député de Hull (M. Guertin) m'ont reproché de faire appel à la Compagnie franco-canadienne et ont recommandé d'autres compagnies qui emploient des Américains.

**M. Guertin (Hull):** En France, on ne permettrait pas à des aviateurs canadiens de prendre des photographies aériennes du territoire. On ne permettrait jamais à des étrangers de cartographier la France.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En France, les aviateurs étrangers ont le droit de se promener sur le territoire français et de prendre des photographies, du moment que ce n'est pas des endroits fortifiés.

**M. Guertin (Hull):** Où avez-vous pris ces informations?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En France et dans les rapports de l'aviation.

**M. Guertin (Hull):** Depuis quand l'honorable ministre est-il allé en France?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Environ quatre ou cinq ans.

**M. Guertin (Hull):** Qui vous a donné ces renseignements? Vous êtes-vous informé spécialement?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai su ça de façon générale. Le député de Hull n'est pas sérieux de poser de pareilles questions. Il parle en l'air parce qu'on traite d'aviation.

**M. Guertin (Hull):** Mes paroles en l'air coûtent moins cher que les hydroplans de la Compagnie franco-canadienne. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier, fils), par ses réponses, prouve qu'il n'est pas sérieux.

Il lui reproche d'accorder des contrats aussi considérables sans soumission.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le danger d'espionnage n'est pas à craindre dans notre province. Le gouvernement fédéral fait une surveillance étroite. Au Canada, le gouvernement fédéral permet aux aviateurs étrangers de survoler le territoire canadien, comme il permet aux Américains de se promener en yacht sur nos eaux et de s'arrêter

sur nos côtes. Je suis aussi bon Canadien que l'honorable député et j'ai confiance que les lois de mon pays nous protègent suffisamment.

**M. Guertin (Hull):** Le gouvernement canadien sait-il que des aviateurs étrangers survolent la province de Québec?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon honorable ami n'est pas sérieux!

**M. Guertin (Hull):** Oui, je suis sérieux!

**M. Frigon (Saint-Maurice):** Vous faites perdre du temps à la Chambre!

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable député de Hull (M. Guertin) devrait savoir qu'aucun aviateur ne peut survoler notre territoire sans, au préalable, se munir d'une licence.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce que tous les pilotes de la Compagnie franco-canadienne ont leurs licences?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, ils les ont tous.

**M. Guertin (Hull):** En êtes-vous sûr? L'honorable ministre a-t-il vu les licences des aviateurs de la compagnie aérienne?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, j'en ai eu en ma possession et je les ai vérifiées.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable député de Champlain (M. Grant) dit que je fais perdre le temps de la Chambre. Je n'hésite pas si je peux sauver de l'argent à la province. On a parlé d'espion...

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est vous qui avez parlé d'espions.

**M. Guertin (Hull):** On rit parce que quelqu'un parle d'espionnage. L'honorable ministre ne rirait pas tant, si des espions surveillaient son département pour faire ensuite rapport en Chambre. C'est le département qui donne le moins de satisfaction. Il serait peut-être bon d'avoir des espions canadiens au ministère des Terres et Forêts. Ils découvriraient peut-être des choses.

Il poursuit en disant que le ministre ferait mieux de donner toute l'information quand des questions lui sont posées, et de se rappeler qu'il a eu

de la difficulté à faire adopter ses crédits lors de la dernière session. Il se plaint que ces crédits n'ont pas été étudiés au moment approprié, de toute évidence, afin de prendre l'opposition au dépourvu.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne serais pas surpris si des espions tournaient autour de mon département, mais l'honorable député peut être bien tranquille. Depuis quelques années, il y en a certainement qui ont rodé autour de mon département. Ils ont bien cherché et ils n'ont rien découvert. Je suis tranquille sur ce point.

(Applaudissements)

Le député de Hull se trompe lorsqu'il dit que les crédits pour les hydravions ont été étudiés avant le temps. J'aurais voulu et même préféré qu'on examine les crédits dans l'ordre, mais l'opposition m'a demandé de passer aux crédits pour les hydravions. Voilà le pourquoi de cette affaire. Si le député de Trois-Rivières était présent, il pourrait confirmer ce que je viens de dire.

**L'honorable M. McMaster (Compton)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentage (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1931.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Pour quel motif les terres sont divisées en profondeur plutôt qu'en longueur?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les cultivateurs canadiens préfèrent des terres ainsi divisées.

**M. Blain (Montréal-Dorion):** Ne conseille-t-on pas aux cultivateurs de bâtir leurs maisons au centre de leurs terres, en divisant les terres dans un sens différent? Des montagnes coupent souvent des terres, et les parties cultivables d'une ferme de quatre ou cinq arpents de largeur sont plutôt restreintes. L'on devrait modifier le cadastrage des lots de façon à ce que chaque lot contienne une partie de terre arable suffisante pour faire vivre le colon.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je reconnais que la question est intéressante et, si le ministère de la Colonisation veut faire diviser les terres de façon à ce que les habitations soient au centre, au lieu d'être sur le bord du chemin, le service d'arpentage se rendra à son désir. Nous n'avons aucune objection à diviser les terres autrement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce que le gouvernement confie ses arpentages à un seul arpenteur? Je vois qu'il y en a un, M. Bélanger, qui a reçu \$85,000, l'an dernier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je préfère donner un contrat à un arpenteur qui dirigera tous les travaux que de les distribuer, ici et là. Quant à l'arpenteur nommé par l'honorable député, il travaille pour le département depuis au-delà de 18 ans. Le montant qu'il a reçu est pour divers contrats pour arpentages dans les régions de Manicouagan, du Lac-Saint-Jean et ailleurs.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** L'an dernier, les arpentages ont coûté \$445,000, et on ne demande que \$400,000 cette année. Est-ce qu'on veut réduire les travaux?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce montant de \$400,000 est suffisant pour notre programme. Nos dépenses sont basées sur les revenus anticipés.

**M. Guertin (Hull):** Qui détermine le prix des arpentages?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le chef du service, après consultation avec le ministre. Les prix varient selon les lieux. L'arpentage dans les régions éloignées de la province coûte très cher, et la farine livrée par canot et portage à la charge d'eau du Lac Chibougamau coûte \$110 les 100 livres. Un arpenteur est quelquefois obligé de payer tout un personnel, les provisions, le transport de ses employés et de ses provisions. On voit qu'un arpenteur a beaucoup de frais.

**M. Guertin (Hull):** On ne demande pas de soumission?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non. Je dois dire à l'honorable député que le système a toujours été le même.

**M. Guertin (Hull):** Est-ce qu'on n'a pas pensé de faire faire ces travaux à salaire?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, et je vais dire à mon honorable ami pourquoi. Si nous faisons faire les arpentages à salaire, ça nous coûterait peut-être quatre fois plus cher, car il nous faudrait avoir une trop grande surveillance. Nous

préférons faire des contrats avec des gens d'expérience.

**M. Guertin (Hull):** Est-il à la connaissance du ministre que des arpenteurs donnent des travaux en sous-contrats?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous choisissons un arpenteur qui nous inspire confiance, qui a un matériel considérable, comme M. Bélanger, MM. Joncas et Malouin, par exemple. Il y a des arpenteurs qui n'ont pas ce matériel, qui n'ont pas assez de crédit de leurs banques.

**M. Guertin (Hull):** L'honorable ministre admet-il qu'il y a des arpenteurs qui font le commerce des contrats?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Si j'en connaissais un, il ne travaillerait plus dans mon département.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée<sup>7</sup>.

La séance est levée à 11 h 30.

#### NOTES

1. Il est alors 3 h 40, selon *L'Événement* du 26 février 1930, à la page 1.

2. *L'Action catholique* du 26 février 1930, à la page 5, rapporte la somme de 939,000 douzaines d'œufs, alors que *La Presse* et *La Patrie* parlent de 937,000 douzaines. *The Montreal Daily Star* parle de 97,000,000 d'œufs.

3. Au début de la séance du soir, M. Duplessis ressentit un malaise à l'estomac. Il en fit part au

député libéral de Portneuf, le docteur Gauthier, qui siège derrière lui. M. Gauthier lui donna des soins dans le bureau du chef de l'opposition, puis le conduisit à sa chambre du Château Frontenac. M. Duplessis fut opéré pour l'appendicite le 26 février à l'hôpital du Saint-Sacrement. Tous les quotidiens de Québec rapportent l'événement.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques).

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delisle (Chicoutimi).

6. *Le Devoir* du 26 février 1930, à la page 2, précise que le député de Saint-Maurice (M. Frigon) "proteste avec énergie et prend une attitude de dignité froissée."

7. *The Quebec Chronicle* du 26 février 1930 rapporte: "Le gouvernement était si irrité que lorsque l'opposition a enfin consenti à procéder à l'adoption des crédits à environ 11 h 30, dans l'idée d'ajourner, on a mis à l'étude de nouveaux crédits. M. Guertin s'est empressé de protester et a fait remarquer que ce nouveau débat durerait encore plus longtemps si on commençait. Le premier ministre Taschereau n'a pas paru découragé par cette perspective terrifiante, mais lorsque M. Blain a avoué être franchement embarrassé, en raison du malaise soudain dont a été pris le député de Trois-Rivières, qui est spécialement responsable de l'étude des estimations de Terres et Forêts, le premier ministre a immédiatement consenti à suspendre l'étude des crédits, et la Chambre a suspendu les travaux jusqu'à l'après-midi".





